ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DEUXIÈME LÉGISLATURE

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

rédigées par le Service des Archives

6 Décembre 1962 — 2 Avril 1967

2e PARTIE

TABLE NOMINATIVE

TOME I

Lettres A à I

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1968

AVANT-PROPOS

Ces tables sont divisées en deux parties comportant chacune un tome, et contenant la documentation suivante :

La première partie, ou **Table des matières,** comprend :

1° Les projets, propositions de loi, propositions de résolution, rapports, avis et « in-octavo » (1), classés par rubriques et par numéros avec indication du sort qui leur a été réservé par l'Assemblée. Lorsque ces impressions ont fait l'objet d'un débat, elles sont suivies d'une analyse de la discussion renvoyant au compte rendu *in extenso* publié par le *Journal officiel,* débats. Lorsque ces discussions ont été sanctionnées par une loi, il est fait mention à la fois de la date de promulgation de la loi et des date et page de sa publication au *J.O. ;*

2° Les analyses des différents débats qui n'ont pas eu pour origine le dépôt d'une « impression » (2), soit : les discussions sur les déclarations et communications du Gouvernement, les questions orales, etc.

Il a paru, en outre, intéressant d'inclure dans cette même Table une série de renseignements qui ont une utilité certaine, tels que : la composition du Bureau de l'Assemblée, la composition des Ministères, les dates d'ouverture et de clôture des sessions, les allocutions, les décès et démissions de députés, les demandes d'enquêtes parlementaires, la composition des Commissions, les désignations de députés en qualité de membres des Hautes Cours de justice, les pétitions, etc.

Cette Table comprend en outre la liste des députés établie par ordre alphabétique et par département.

La seconde partie, ou **Table nominative,** constitue un résumé de l'activité parlementaire de chaque député (voir l'avant-propos de la Table nominative).

---

(1) Impressions sous format « in-octavo » du texte adoptée par l'Assemblée, appelées aussi « petites lois ».

(2) Les « impressions » comprennent : les projets de loi, les propositions de loi, les propositions de résolution, les rapports et les avis.

⁂

La présente Table se réfère à la fois aux impressions, à la collection des projets « in-octavo », au *Journal officiel*, débats, et au *Journal officiel*, lois et décrets.

Elle indique pour tous les projets et propositions de loi, les différentes phases par lesquelles ils ont passé : la date de leur dépôt, le numéro qui leur a été assigné dans les documents, la Commission chargée de leur examen, le nom du rapporteur, la discussion à l'Assemblée ; la présentation, le rapport et la discussion au Sénat ; éventuellement la présentation, le rapport et la discussion en lectures suivantes devant les deux Assemblées ; enfin, la date de la loi. Les recherches sont en outre facilitées par l'addition d'un nombre considérable de renvois, nécessités notamment par l'importance des discussions budgétaires au cours desquelles les sujets les plus divers sont abordés.

Elle comporte en annexe : un tableau de concordance indiquant : pour chaque numéro d'impression, le titre de la rubrique et le numéro d'alinéa dans cette rubrique, permettant d'identifier l'impression dans la Table des matières.

⁂

Toutes les indications relatives aux « impressions » du Sénat et aux interventions de MM. les Sénateurs figurent dans « La Table des débats » publiée par le Service des archives de cette Assemblée. Elle est insérée en fin d'année à la suite du dernier volume des Annales-Débats du Sénat.

A

ABELIN (M. Pierre), *Député de la Vienne, 2e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [5 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 860, 861, 864, 868, 922, 1078 et 1079 du Code civil relatifs aux rapports à succession, au calcul de la quotité disponible, à la rescision pour lésion ou à la réduction dans les partages d'ascendants, n° **834** [16 avril 1964].

Sa proposition de loi portant statut de la R.T.F., n° **893** [13 mai 1964].

Sa proposition de loi tendant à créer une allocation familiale en faveur des orphelins, n° **1068** [30 juin 1964].

Sa proposition de résolution tendant à créer en vertu de l'article 139 du règlement une commission de contrôle concernant le fonctionnement des services de police, n° **1727** [2 avril 1966].

Sa proposition de loi tendant à accorder le droit aux prestations en nature de l'assurance-maladie à certaines veuves d'assurés sociaux, n° **1775** [19 avril 1966].

Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 134 du règlement, n° **1902** [8 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, n° **2099** [24 octobre 1966].

Sa proposition de loi relative à l'utilisation de la radiodiffusion et de la télévision pour la propagande aux élections à l'Assemblée Nationale, n° **2156** [16 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat : article 699 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à supprimer le texte modificatif proposé pour cet article; cas des jeunes gens de 16 à 18 ans* [3 janvier 1963] (p. 238).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, Postes et Télécommunications : *Insuffisance des crédits d'équipement en matière de télécommunications; erreurs commises dans le Plan à ce sujet; retard de la France en la matière* [8 janvier 1963] (p. 327, 328); Industrie : *Décentra-*

lisation industrielle et problèmes administratifs s'y rattachant; nécessité d'élaborer une doctrine précise; *subordination de la province à Paris*; *problème des centres secondaires* [9 janvier 1963] (p. 416, 417); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Appréciations critiques formulées par les rapporteurs, membres de la majorité, sur le présent budget; insuffisance des crédits accordés pour l'entretien des routes; réforme tarifaire de la S.N.C.F. et politique d'aménagement du territoire; construction éventuelle de grands magasins servant de relais pour le transport des marchandises* [15 janvier 1962] (p. 825); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. CHARGES COMMUNES : *Développement de l'expansion dans la stabilité avant l'année 1958; déficit de la balance des comptes en 1957 et en 1958; optimisme affiché par les dirigeants français en matière de situation économique; conclusions formulées à ce sujet par le rapport économique et financier; caractère divergent des appréciations portées par les rapporteurs budgétaires; perspectives économiques de 1963; relèvement du taux d'investissement; développement de l'industrie du bâtiment et des travaux publics; problème de l'agriculture; rapport sur les collectivités locales; charges incombant à l'Etat; dangers d'une hausse des prix; caractère incomplet de la présente loi de finances; dépôt de prochains collectifs* [17 janvier 1963] (p. 1020, 1021); CRÉDITS MILITAIRES : *Options à prendre en matière de défense nationale; progression des dépenses relatives à la force de frappe; problème du char de combat; vecteurs de la force de frappe; utilisation de sous-marins et fusées français, sans le concours des Etats-Unis; position de la Grande-Bretagne après les accords des Bahamas; caractère irréversible ou non de la politique française de défense nationale* [24 janvier 1963] (p. 1612); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, titre IV : *Report souhaitable du vote sur les crédits de ce titre* [24 janvier 1963] (p. 1667, 1668).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Déclarations optimistes faites ces dernières années par le Gouvernement en ce qui concerne l'expansion et la stabilité des prix; poussée actuelle des prix; retard de la France en matière d'équipement industriel par rapport à l'Allemagne; contenu du prochain collectif; caractère incertain des mesures proposées par le Gouvernement; problème de l'augmentation de la consommation; programmes de construction de logements ; atmosphère de méfiance existant entre la France et ses partenaires du Marché commun; position du groupe du Centre démocratique vis-à-vis de la politique économique et financière du Gouvernement* [9 mai 1963] (p. 2819 à 2821).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Désaccords que peuvent constater les parlementaires entre ce qu'ils ressentent et les décisions prises à l'échelon gouvernemental ; audition souhaitable du Premier Ministre* [26 juillet 1963] (p. 4587, 4588); en deuxième lecture, après l'Art. 12 *septies* : *Objet de l'emprunt; dépôt d'un projet de loi spécial; mesures de restrictions prises par le Gouvernement plaçant de nombreuses entreprises dans une situation difficile* [17 décembre 1963] (p. 7944, 7945).

Son rappel au règlement : *Fixation de l'ordre du jour ; nécessité pour le Gouvernement de faire une communication sur la situation en Algérie* [10 octobre 1963] (p. 5120).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Choix entre inflation et expansion; causes de l'inflation; avances au Gouvernement algérien; réforme préconisée par le comité Armand-Rueff; conclusions de la Commission Lorain; taux d'expansion économique; dépenses improductives; portée du plan de stabilisation* [22 octobre 1963] (p. 5291, 5292, 5293, 5294).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux prêts des caisses de crédit agricole [25 octobre 1963] (p. 5683).

Ses observations sur le vote de ses collègues MM. Meck et Noël Barrot lors du vote sur la loi de finances pour 1964 [13 novembre 1963] (p. 7184).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Association utile et indispensable des parlementaires et des élus locaux à l'œuvre de planification horizontale; parts respectives de Paris et de la province; répartition entre les régions; développement des métropoles d'équilibre; avenir des villes secondaires et des zones rurales; problème des métropoles d'équilibre;*

tentation du gigantisme; développement des relations routières et ferroviaires entre les métropoles régionales et les cités de moindre importance; axe Rhin-Rhône; problème de l'Ouest de la France; isolement des centres secondaires; équipement de base; nécessité de ne pas abandonner les villes assez modestes; équipement administratif; progrès dans le fonctionnement de l'administration; constructions de l'éducation nationale; contre-aménagement du territoire; valeur des efforts entrepris [27 novembre 1963] (p. 7461 à 7463).

Son rappel du Règlement : *Droit de parole lors de la déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire* [28 novembre 1963] (p. 7532, 7533).

Son rappel au Règlement : *Protestation de la déchéance du mandat parlementaire de M. Maurice Lenormand* [2 avril 1964] (p. 598).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'ordre du jour; programme des travaux parlementaires de la session ; date de discussion des différents projets; réforme des finances locales; programme militaire ; réformes de la Sécurité sociale et du statut de la R. T. F. ; loi portant modification du système électoral pour les conseils municipaux; mission d'orientation et de contrôle du Parlement; préparation du Ve Plan; question orale avec débatde M. Charvet sur le prix du lait; demande de scrutin* [9 avril 1964] (p. 692, 693).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : *Situation internationale de la France; Europe politique; désarmement; politique du Gouvernement français; politique de défense; nécessité de ne pas sacrifier la sécurité et la puissance du pays à de vaines considérations de prestige; réforme de l'alliance atlantique; problèmes européens; association de la Grande-Bretagne à l'Europe; aide aux pays sous-développés; accord avec les alliés européens; préparation de la « négociation Kennedy »* [29 avril 1964] (p. 1015 à 1019); *importance de l'accord consenti par l'Amérique pour la sécurité de l'Europe* (p. 1027).

Prend part à la discussion sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Création d'une commission spéciale; problèmes posés par le projet n'étant pas seulement juridiques; justification de la commission spéciale; conformité au Règlement et à la Constitution; essayer de gagner du temps* [11 juin 1964] (p. 1816).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale avec débat relative au plan de stabilisation : *Variation des propos du Gouvernement sur le plan de stabilisation; mécontentement des agriculteurs, des fonctionnaires, des salariés et des industriels; augmentation des prix de* 6 % *en* 1963 ; *critique des mesures financières très classiques prises par le Gouvernement sous le nom de plan de stabilisation; responsables de la chute du gouvernement Pinay; nécessité de distinguer les investissements productifs, qui peuvent augmenter les ressources fiscales, des investissements improductifs; comparaison de l'évolution en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France* [24 juin 1964] (p. 2150 à 2153).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Ses explications de vote; texte du Gouvernement essayant de corriger les conséquences fâcheuses de la loi sur les plus-values foncières; sort des amendements déposés par M. de Tinguy; amélioration du projet par le Sénat* [30 juin 1964] (p. 2398);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (personnels en service à la date de la promulgation de la présente loi ayant intérêt à bénéficier de certaines dispositions particulières antérieures conservant le bénéfice de ces dispositions s'ils en font la demande dans le délai d'un an à compter de la date de la promulgation de la présente loi* [8 octobre 1964] (p. 3051);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Caractère du discours du Ministre des Finances: compétence et talent de l'orateur; novation profonde par rapport à la politique gouvernementale exprimée dans la déclaration ministérielle de* 1962; *référence au journal « Les Echos »; facteurs inflationnistes; évolution de l'indice des* 259 *articles; accroissement de la consommation des ménages devant être ralenti; évolution démographique; réduction des dépenses improductives; problème de l'autofinancement des entreprises; règles nouvelles*

imposées à la Caisse des dépôts et consignations; aide aux collectivités locales; nécessité de ranimer la bourse; pression fiscale; mesures techniques envisagées pour faciliter les investissements; attitude des petits épargnants; bilan de certaines industries; insuffisance de certains crédits budgétaires, comme la réduction des dotations F.D.E.S.; attitude des experts internationaux [15 octobre 1964] (p. 3227 à 3229); *hausses des salaires; évolution des prix en France; investissements ayant été plus forts à l'étranger et le gain de productivité plus élevé; possibilité des remèdes infléchissant la politique gouvernementale du Gouvernement dans le sens d'une limitation des ambitions nationales; donner au Plan une valeur plus contraignante; nécessité de faire un véritable budget économique* (p. 3229, 3230); CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, art. 15 : *Application par le Gouvernement de l'article 40 de la Constitution* [16 octobre 1964] (p. 3339); Art. 24 : *Ses inquiétudes à l'égard de la politique économique; décalage entre les grandes options du Plan et l'orientation du budget; vote du Centre démocratique* (p. 3356).

Prend part au débat sur la motion de censure : *Auteurs de la motion de censure ayant épuisé les autres moyens à leur disposition; rôle des organisations syndicales; application de la loi; collaboration entre les syndicats agricoles et les pouvoirs publics; confiance des agriculteurs; Parlement devant conserver son indépendance; non-application des lois du 5 août 1960 et du 8 août 1962; évolution en ce qui concerne les premières années du IVe Plan; nécessité de donner des garanties aux agriculteurs; question des prix agricoles; amélioration des conditions de vie des ruraux; réformes de structure; mécontentement agricole; Gouvernement transposant le problème sur le plan européen; politisation des discussions internationales pour dépolitiser les controverses internes; application des prix communs sur le plan de l'Europe des Six; loi Debré-Rochereau s'étant substituée à la loi Gaillard-Pflimlin; loi d'orientation agricole étant complémentaire du Marché commun; intérêts de la paysannerie; menace de quitter le Marché commun étant à la fois irréalisable et dangereuse* [27 octobre 1964] (p. 3941 à 3944); *opinion de M. Charpentier sur les questions agricoles; interprétation faite par M. Pisani* (p. 3950).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relatif à certains équipements militaires : *Considérations de politique étrangère; aspect financier du problème; responsabilités du maintien de la division de l'Europe; accord de Nassau; solution de rechange à la M.L.F.; discours de Strasbourg prononcé par le général de Gaulle; force européenne; expression « Europe européenne »* [2 décembre 1964] (p. 5777 à 5779); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter l'article premier par un nouvel alinéa : « Ouverture de négociations avec les alliés de la France en vue de constituer une organisation communautaire de la défense de l'Europe, dotée d'une autorité politique ayant pouvoir de décision quant à la définition de la stratégie et l'emploi éventuel des forces et assumant dans le cadre de l'alliance atlantique le rôle d'un partenaire égal en droit aux Etats-Unis d'Amérique. »* (p. 5803); *arrêt des programmes de fabrication n'étant pas demandé; ouverture de négociations avec un certain nombre de pays alliés de la France; arme nucléaire étant une arme diplomatique* (p. 5803); En deuxième lecture, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « Pour tenir compte des adaptations qui apparaîtraient nécessaires, la réalisation de cet équipement, dans la période couverte par le Ve Plan de développement économique et social, est subordonnée à l'ouverture de négociations avec les alliés de la France en vue de constituer une organisation communautaire de la défense de l'Europe, dotée d'une autorité politique ayant pouvoir de décision quant à la définition de la stratégie et l'emploi éventuel des forces et assumant, dans le cadre de l'alliance atlantique, le rôle d'un partenaire égal en droit aux Etats-Unis d'Amérique. »* [15 décembre 1964] (p. 6126);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Ses explications de vote: son attachement au principe de l'égalité devant le service militaire; question budgétaire; grande majorité de son groupe et groupe du Rassemblement démocratique ne votant pas le projet de loi* [26 mai 1965] (p. 1601, 1602);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés euro-

péennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes : *Action de la France en faveur de l'application du Traité de Rome; date du 1er janvier 1970; ses observations sur le contrôle par le Parlement européen; son élection au suffrage universel; audience de la France auprès des pays sous-développés; exaltation du nationalisme; problème des relations avec les Etats-Unis; monde de demain* [16 juin 1965] (p. 2170 à 2174);

— en deuxième lecture, du projet de loi de programme relatif à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Situation des petites communes et des communes plus riches* [24 juin 1965] (p. 2426);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 62 : *Système monétaire international; action du Fonds monétaire; coopération internationale* [13 octobre 1965] (p. 3599, 3600); *question de principe soulevée par M. Vallon* (p. 3600);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Insuffisance des ressources par rapport aux objectifs fixés; incertitude en ce qui concerne la Communauté économique européenne; insuffisance des constructions à caractère social; taux d'expansion; accroissement des dépenses improductives; expansion régionale; ralentissement des investissements privés; action des commissions de développement économique régional; regroupement des entreprises; industrie électrique et électronique; balance commerciale française; programme de développement économique européen; problèmes de l'agriculture* [4 novembre 1965] (p. 4445 à 4447);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 8 : *Son sous-amendement tendant, dans le paragraphe 4° proposé pour l'article 8 par l'amendement du Gouvernement, après les mots : « les opérations de vente » à insérer les mots « de transport »* [21 décembre 1965] (p. 5015).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire soumis à la décision de l'Assemblée : *Question orale déposée par M. Tourné au sujet du contentieux qui existe entre le Gouvernement et les anciens combattants* [6 avril 1966] (p. 590).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Délai de présentation du Gouvernement devant l'Assemblée; esprit de la Constitution; information du Gouvernement; pouvoirs de l'exécutif; stabilité gouvernementale; problème des reclassements politiques; fonctionnement du pacte de l'Atlantique; Gouvernement ayant une ligne d'action essentiellement nationaliste; construction politique de l'Europe; désengagement de l'O.T.A.N.; situation économique et sociale; problème de l'équilibre du budget de l'Etat; situation actuelle de la Caisse des dépôts et consignations; problème des collectivités locales; aménagement du territoire; revendications sociales; conséquences économiques, financières et humaines du retrait de la France de l'O.T.A.N.; rôle du conseil constitutionnel; application du traité du Marché commun; Gouvernement faussant la lettre et l'esprit de la Constitution; réveil de l'opinion publique* [13 avril 1966] (p. 627 à 630).

Son rappel au Règlement : *Caractères de l'ordre du jour; Assemblée donnant l'impression d'être le Palais de la Belle au Bois dormant; projets de loi concernant la modification de l'assurance-maladie pour les commerçants et les artisans n'étant pas déposés; diverses propositions de loi n'étant pas discutées; problème de l'indemnisation de biens spoliés en Algérie; question du programme de logements sociaux et H.L.M.; sa suggestion d'accélérer le dépôt des projets de loi; possibilité de multiplier les questions orales en utilisant la procédure de la suspension de séance; Assemblée pouvant entendre les ministres compétents sur des problèmes qu'étudie le Gouvernement et qui n'ont pas donné lieu au dépôt de projets de loi; débats d'orientation; circulation sur les routes; règles d'attribution du permis de construire; sauvegarde de l'exploitation familiale* [5 mai 1966] (p. 1096, 1097).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Ses explications de vote; respect de la Constitution; amnistie étant de la compétence du Parlement; conséquence de la procédure du vote bloqué; son refus de participer au vote* [26 mai 1966] (p. 1517).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative aux problèmes sociaux soulevés par le transfert des bases américaines [22 juin 1966] (p. 2206, 2211, 2212).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. de Grailly relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, Article unique : *Nécessité de permettre à des personnes habitant pour un certain temps Nouméa de continuer à s'intéresser directement à leur secteur d'origine; tradition républicaine* [29 juin 1966] (p. 2462, 2463).

Son rappel au Règlement : *Délai de discussion du budget du Ministère des Armées; part du budget des armées dans le budget de l'Etat* [25 octobre 1966] (p. 3825).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Organisation de l'Europe; ses observations sur l'Euratom, la C.E.C.A., la Commission du Marché commun; retrait de la France de l'O.T.A.N.; problème de la constitution d'un Etat allemand unitaire; détente internationale; voyage du général de Gaulle en U.R.S.S.; voyage en France du roi du Népal; relations de la France avec ses alliés; guerre du Vietnam; « négociations Kennedy »; amitié franco-chinoise; développement de la politique française en direction de l'Est; admission de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; ses observations sur une éventuelle force européenne de défense ; respect de la Constitution* [3 novembre 1966] (p. 4197 à 4200); *ses observations sur la Grande-Bretagne; éventualité de l'admission de la Grande-Bretagne au Marché commun* (p. 4213, 4214);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Ses observations sur la télévision régionale; distinction entre ceux qui appartiennent à la majorité et ceux qui n'y appartiennent pas; contrôle de l'utilisation des antennes par le conseil d'administration de l'O.R.T.F.* [7 décembre 1966] (p. 5314, 5315); *ses observations sur les paroles de M. Pompidou* (p. 5315, 5316); Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer les paragraphes 1, 2, 3 du texte proposé pour l'article L 167-1 du Code électoral par de nouvelles dispositions: (accès à la radiodiffusion et télévision française pour la propagande électorale)* (p. 5331); *son amendement tendant au paragraphe I du texte proposé pour l'article L 167-1 du Code électoral à ajouter après le deuxième alinéa les dispositions suivantes: « la détermination des groupes qui appartiennent ou non à la majorité est fixée d'après le dernier scrutin public intervenu suivant les termes de l'article 49 de la Constitution »* (p. 5336); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 4 du texte proposé pour l'article L 167-1 du Code électoral (rôle de la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale)* (p. 5340).

Fait personnel : *Ses observations sur l'intervention de M. Bourges lors de la discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral* [7 décembre 1966] (p. 5325, 5326).

ACHILLE-FOULD (M. Aymard), *Député de la Gironde, 5e circonscription* (apparenté R. D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'apparente au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Sort des gemmeurs; problème des prix des résineux; intervention souhaitable du F.O.R.M.A. pour garantir les prix planchers des résineux sur le marché intérieur* [11 janvier 1963] (p. 652); après l'Art. 50 : *ses observations sur l'amendement de M. Duhamel (utilisation du carburant agricole détaxé); sens de l'expression « travaux effectués par ces véhicules »; but de cet amendement: amélioration des conditions techniques du travail des agriculteurs* (p. 676) ; CRÉDITS MILITAIRES : *Problèmes de la marine; nécessité de développer la marine française pour resserrer les liens avec les pays africains* [23 janvier 1963] (p. 1581);

— projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité

économique et financière, Art. 17 : *Problème de la majoration du prélèvement opéré par l'Etat sur le pari mutuel; importance nationale de l'industrie du cheval; valeur des exportations réalisées par cette branche; sources de revenus pour les collectivités locales; nombre de personnes vivant de l'élevage du cheval; développement des bookmakers résultant d'une augmentation du taux du prélèvement; atteinte aux intérêts des petits parieurs* [29 mai 1963] (p. 3105).

Son rappel au Règlement : *Inscription souhaitable à l'ordre du jour d'une communication du Gouvernement relative aux problèmes viticoles* [21 juin 1963] (p. 3674).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 13 : *Les observations sur l'amendement de M. Duhamel (octroi de licences temporaires à des débits de dégustation); cas des coopératives et des petits propriétaires viticoles vendant directement en bouteilles leur production* [19 juillet 1963] (p. 4363);

— du projet de loi autorisant l'approbation d'accords de coopération avec la République du Mali : *Ses observations sur la politique de la France envers l'Afrique en général et l'Afrique noire en particulier; conférence parlementaire Europe-Afrique à Rabat; réactions de l'Afrique noire vis-à-vis de l'Algérie; évolution économique et sociale de l'Afrique; cas du Nigéria; nécessité pour la France de lancer une grande politique africaine; inclusion éventuelle de l'Afrique anglophone dans ce programme d'aide et de coopération* [23 juillet 1963] (p. 4400, 4401).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux problèmes viticoles [18 octobre 1963] (p. 5261) : *Cas des vignobles de la Gironde* (p. 5264, 5265).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Cas des ostréiculteurs* [24 octobre 1963] (p. 5497, 5498); COOPÉRATION : *Aide bilatérale; système de coopération à l'échelle de la grande Afrique* [28 octobre 1963] (p. 5770, 5771);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Changement de direction de la R.T.F.; choix fait par le Gouvernement de M. Guy Mollet* [27 mai 1964] (p. 1413).

Prend part au débat sur les questions orales avec débat relatives à la politique de coopération avec les pays en voie de développement : *Espoirs soulevés par la politique de coopération; répartition équitable de l'aide; difficulté d'exercer un contrôle dans un système bilatéral sans être taxé de néo-colonialisme; coordination de l'aide; forme internationale que doit prendre l'aide technique et économique; prélèvement sur les importations envisagées par M. André Philip; développement de l'usage de la langue française; accueil des étudiants africains par le parti communiste; augmentation des crédits pour la coopération culturelle* [10 juin 1964] (p. 1787 à 1790, 1800).

Répond à M. le président Pasquini sur la nomination de 2 membres chargés de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité directeur de la Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie : *Nécessité d'attendre M. le président de la Commission des affaires étrangères pour défendre le point de vue de sa Commission* [14 octobre 1964] (p. 3196).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 14 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 14 par la phrase suivante : « toutefois les bénéfices provenant de ces exploitations agricoles pourront, avant imposition, être diminués des déficits constatés au cours d'un ou plusieurs des quatre exercices précédents »* [16 octobre 1964] (p. 3337); *ne pas tomber dans certains excès même si l'on veut moraliser; problème des faux agriculteurs possédant en province ou aux environs de Paris une grande propriété; problème des exploitations agricoles* (p. 3337); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *Rayonnement de la France; efficacité de ses liaisons; insuffisance des crédits; caractère de leur répartition; situation des constructions navales et des chantiers français; leurs difficultés; concentration et modernisation; expansion de la construction japonaise; effort de reconversion étant nécessaire pour sauver l'ar-*

mement français; déséquilibre dans l'évolution de l'aide accordée à nos chantiers au regard de celle de l'aide accordée à nos armements; prix de fret; revaloriser la situation des marins et des pensionnés; favoriser la relance de l'ostréiculture; reconversion des pêcheurs [23 octobre 1964] (p. 3862, 3863); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Problème de la publicité; libéralisme de l'O.R.T.F.; débats de l'Assemblée Nationale étant plus équitablement télévisés; refus de la réunion d'une « Table Ronde » sur l'agriculture; question des émissions de télévision régionales; cas des chansonniers; relèvement de la redevance; composition de l'équipe dirigeant l'O.R.T.F.; nécessité de respecter l'esprit du statut de l'O. R. T. F. et son libéralisme* [8 novembre 1964] (p. 5103, 5104);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Mutations intervenues dans l'armée; nécessité de donner de nouvelles structures aux armées; ambiguïté de la discussion; égalité devant le service militaire; contradiction entre la mission que doit remplir l'armée et les moyens dont elle dispose; opposition entre les impératifs du matériel et l'utilisation des armes; orientation vers une armée de spécialistes; son désir, ainsi que celui des groupes du Rassemblement démocratique et du Centre démocratique, de renvoyer le texte en Commission* [26 mai 1965] (p. 1571, 1572); Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Le Theule: « Un service militaire dont la durée d'activité est fixée à douze mois, sous réserve des dispositions des articles* 2, 6 *et* 32 *de l'ordonnance n°* 59-147 *du* 7 *janvier* 1959 » (p. 1579); son rappel au règlement : *Disjonction d'un alinéa de l'amendement de M. Le Theule* (p. 1579); *service militaire dont la durée d'activité serait fixée à douze mois* (p. 1579); après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (jeunes gens volontaires pour exécuter la totalité des obligations du service national actif)* (p. 1592); Art. 35 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les phrases suivantes: « La rémunération est déterminée en fonction de leur activité. La durée de ce service est normalement de dix-huit mois »* (p. 1597); *statuts particuliers fixés par la loi* (p. 1597);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Politique dominant l'économique; aggravation des conditions fiscales faites aux sociétés pétrolières; conditions de transport du pétrole par le nouveau transporteur algérien; participation des sociétés françaises aux exportations à partir de la côte algérienne; sa question de savoir si l'Algérie ne sera pas l'agent exclusif des ventes à l'étranger* [14 octobre 1965] (p. 3679, 3680); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur les viticulteurs; politique de qualité; organisation possible d'un concours de courtiers; centre interprofessionnel des vins de Bordeaux; rôle du F.O.R.M.A.; aménagement du territoire* [28 octobre 1965] (p. 4294, 4295);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Ses observations sur les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest; crise du Marché commun; dépéréquation des tarifs marchandises de la S.N.C.F.; rénovation des structures agricoles; cas de Saint-Laurent-du-Médoc; ses observations sur les clignotants d'alerte* [5 novembre 1965] (p. 4514, 4515);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement du Gouvernement par un paragraphe c) : « Les opérations effectuées par les artisans visés à l'article* 1649 quater A *du Code général des impôts. Les pertes de recettes pouvant résulter de l'alinéa c) ci-dessus seront compensées par une majoration du taux normal de la T.V.A. »* [21 décembre 1965] (p. 5023).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *nécessité de mettre l'agriculture française à l'heure de l'Europe; Caisse de crédit agricole; aide de l'Etat; utilisation des excédents de ressources du F.O.R.M.A.; les vins du Médoc maritime* (p. 1286 à 1288).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant création du corps

militaire du contrôle général des armées, Art. 7 : *Cadre des contrôleurs généraux du nouveau corps; avantages et inconvénients d'une fusion effectuée au grade de contrôleur général; situation des contrôleurs de la marine* [16 juin 1966] (p. 2105, 2106).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique viticole : *Problème des impôts ; autorisations de plantation ; création des unions de coopératives; politique de la qualité* [22 juin 1966] (p. 2246, 2247).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Problèmes de sécurité du personnel; ses observations sur l'opportunité du projet de loi face aux libertés communales; incidences psychologiques du projet de loi; responsabilités des maires; mode de désignation des conseils de communauté; comparaison entre les moyens financiers de la communauté et ceux des communes; centralisation; consultation des élus municipaux; exemple de la Gironde; désignation des conseils; représentation des communes; incidences financières et fiscales du projet de loi; ses observations sur le trafic d'influences pour obtenir un prêt pour une réalisation communale indispensable* [7 octobre 1966] (p. 3237, 3238); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa* (1) *de cet article après le mot* : « *élaboration* » *à insérer les mots* : « *du schéma directeur* » [11 octobre 1966] (p. 3276); *schéma directeur de l'urbanisme des communes intéressées par la communauté* (p. 3276); après l'Art. 3 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Zimmermann, après les mots : « communauté urbaine » à insérer les mots : « par délibération du conseil de communauté »* (p. 3282); *ses observations sur le transfert de la voirie communale, l'éclairage public, les parcs de stationnement* (p. 3283); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant, dans la deuxième phrase du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann, pour le paragraphe III de cet article, après le mot : « avis » à insérer le mot : « conforme »* (p. 3287); *responsabilités des représentants des collectivités locales* (p. 3287, 3288); Art. 7 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann, après le mot : « avis » à insérer le mot : « conforme »* (p. 3288); *sursis au transfert de certaines compétences* (p. 3288); Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (composition du conseil de la communauté)* (p. 3291); *représentation de chaque commune au sein de la communauté urbaine* (p. 3292); *son amendement tendant à substituer au paragraphe II de cet article un nouveau paragraphe (fixation de la répartition des sièges pour chaque communauté)* (p. 3293); Art. 14 : *Son amendement tendant après le troisième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Les délégués sortants sont rééligibles. »* (p. 3295); *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article* (p. 3295); Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : (rôle du comité de gestion)* (p. 3295); Art. 17 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa de cet article : « Les transferts des biens, droits et obligations prévus ci-dessus se feront selon le droit commun et sur la base de l'expertise des domaines pour déterminer le montant des indemnités versées. »* (p. 3300); Art. 21 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du neuvième alinéa* (6) *de cet article : « cinquante pour cent du produit de la taxe »* (p. 3305); *produit de la taxe de régularisation des valeurs foncières* (p. 3305, 3306); Art. 24 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « et devront faire l'objet d'une notification distincte aux contribuables »* (p. 3307); Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3308); *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions : « sans que cette attribution puisse avoir pour conséquence une réduction de plus de dix pour cent de la part de l'impôt sur les salaires revenant aux collectivités locales en vertu de l'article 40 de la loi du 6 janvier 1966 »* (p. 3309); *retrait de son amendement* (p. 3309); en deuxième lecture : *Ses observations sur la communauté urbaine de Bordeaux; application de la loi; problème des transferts; composition du conseil de la communauté urbaine; dispositions financières; création de deux catégories de maires; réforme des finances locales* [17 novembre 1966] (p. 4630, 4631); Art. 4 : *Ses observations sur les sondages effectués dans la région de Bordeaux* (p. 4642);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Problèmes de l'hydraulique agricole; travaux de la Compagnie générale du Rhône; aménagement des régions*

agricoles; situation des gemmeurs; ses observations sur les vins d'appellation contrôlée et les vins de consommation courante; création d'une école internationale de sommellerie; équipement rural [26 octobre 1966] (p. 3933, 3934).

AILLIÈRES (M. Michel d'), *Député de la Sarthe,* 5e *circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 549), Services du Premier Ministre : IV. — Secrétariat général de la défense nationale; V. — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage; VI. — Groupement des contrôles radio-électriques, **n° 605** [29 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale, et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Services du Premier Ministre : Section IV. — Secrétariat général de la défense nationale; Section V. — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage; Section VI. — Groupement des contrôles radio-électriques, **n° 1137** [29 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Services du Premier Ministre : Secrétariat général de la défense nationale, Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, Groupement des contrôles radio-élecrriques, **n° 1628** [18 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1967 (Crédits du Ministère des Armées-L. Considérations générales, tome Ier, Les dépenses de fonctionnement, titre III, **n° 2076** [12 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Augmentation de la production des forêts françaises; comparaisons entre les forêts privées et les forêts domaniales; manque d'organisation des propriétaires forestiers; rôle du commissaire du Gouvernement dans le centre régional; menaces sur les droits de propriété résultant de l'adoption du présent texte* [10 juillet 1963] (p. 4031, 4032); Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de la Commission (commissaire du Gouvernement et ingénieur délégué)* [11 juillet 1963] (p. 4083); en deuxième lecture, Art. 5 *bis: Son amendement (définition de la notion de coupe extraordinaire)* [25 juillet 1963] (p. 4501);

— du projet de loi relatif au changement d'arme des officiers d'active, Art. 1er : *Nécessité de prévoir une commission pour donner des garanties aux officiers appelés à être mutés* [24 juillet 1963] (p. 4457); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant : Durée des pouvoirs à donner au Ministre des*

Armées pour opérer les changements d'arme; création d'une commission pour faire des propositions au Ministre sur ce sujet; possibilité donnée, par le Sénat, à M. le Ministre des Armées, de prononcer seul les mutations; carrière des officiers [26 juillet 1963] (p. 4596); Art. 1er : *Son amendement au nom de la Commission (proposition d'une commission spécialement désignée)* (p. 4596);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Projet de statut étudié par le Ministère; avis favorable pour l'adoption des crédits; tâches du Secrétariat général de la défense nationale* [30 octobre 1963] (p. 6022);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Charges des collectivités locales; réforme des finances locales; augmentation du taux des subventions; regroupement des communes; réduction des effectifs des services départementaux empêchant les préfets d'accomplir leurs tâches* [28 octobre 1964] (p. 4017, 4018); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Rôle important joué auprès du Premier Ministre par le Secrétariat général de la défense nationale; groupement des contrôles radio-électriques; service de documentation extérieure et de contre-espionnage* [9 novembre 1964] (p. 5167);

— du projet de loi de programme relatif à certains équipements militaires : *Taux des dépenses militaires; comparaison de cette situation avec celles de la Suède et de la Grande-Bretagne; utilisation des crédits; principes de la force de dissuasion; armement conventionnel; intérêt économique et scientifique; équilibre des dissuassions; force d'intervention aérotransportable* [1er décembre 1964] (p. 5743, 5744); ses explications de vote : *Politique de défense française concrétisée par ce projet; respect dans nos forces armées de l'équilibre entre les différents systèmes de force; éviter tout élément de division de l'Alliance atlantique* [2 décembre 1964] (p. 5808);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1er : *Ses regrets relatifs à l'incorporation d'un tel projet dans le collectif budgétaire; principes de la réforme; ses résultats; déficit éventuel de l'office; ses appréhensions au sujet de la fusion de divers corps de spécialistes au sein de la catégorie unique, dite des ingénieurs techniciens; conséquences du projet sur la forêt privée* [8 décembre 1964] (p. 5936 à 5938);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henri Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires : ses explications de vote : *Refus de demander aux collectivités locales leurs avis sur les opérations envisagées; ses observations sur l'article* 6 [29 avril 1965] (p. 1009);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Comparaison entre les effectifs plus nombreux des classes et les besoins actuels des forces armées; assurer dans les meilleures conditions possibles le fonctionnement des forces armées; brassage social; formation civique et nationale de tous les citoyens; problème actuellement discuté comportant un aspect militaire et un aspect politique; notion d'égalité de tous devant le service militaire; distinction entre le service militaire et le service de défense; inquiétudes quant au personnel de réserve; réduction de la durée du service; réforme de l'instruction* [25 mai 1965] (p. 1534, 1535)] Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Le Theule tendant à substituer aux mots : « dix-huit mois » les mots : « seize mois »* [26 mai 1965] (p. 1580); *durée du service militaire étant actuellement en théorie de dix-huit mois* (p. 1580); Art. 8 : *Conseil de révision* (p. 1583);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur la deuxième loi de programme d'équipements militaires; réduction des autorisations de programme; production des chars AMX 30; forces aériennes; forces de manœuvre; défense opérationnelle du territoire; situation des personnels militaires; missions de notre armée; conditions de vie des personnels militaires; application de la loi portant réforme du service militaire; crédits d'instruction; suppression de régions et de subdivisions militaires* [21 octobre 1965] (p. 3953, 3954); Art. 28 : *Cas des convoyeuses de l'air; convoyeuses de l'air ayant été classées dans le corps des spécialistes féminins de l'armée de l'air* (p. 3965, 3966); *ses*

observations sur les paroles de M. Messmer (p. 3966); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Secrétariat général de la défense nationale; secrétariat général des comités de défense; incidences de la politique de défense; comité d'action scientifique et de la défense; Commission de la défense nationale; groupement des contrôles radio-électriques; service de documentation extérieure et de contre-espionnage; recrutement des personnels* [26 octobre 1965] (p. 4108, 4109);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Réalisation de la culture d'huîtres perlières; rénovation des cocoteraies; création d'une scierie à Alofi; réfection du réseau routier de Wallis; problèmes métropolitains; incidences du Ve Plan sur les régions de l'Ouest; expansion démographique; exode rural; développement de la région parisienne; diminution du taux des subventions de l'Etat aux collectivités locales; industrialisation de certaines régions; Marché commun agricole* [4 novembre 1965] (p. 4437, 4438);

— du projet de loi modifiant l'article 29 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense, relatif à la durée du service militaire : *Rôle joué par l'armée dans la vie de la nation; rôle des officiers et des sous-officiers de réserve; défense opérationnelle du territoire; protection civile* [10 novembre 1965] (p. 4619, 4620) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant : Rapport de M. Le Theule; durée des obligations militaires dans la réserve; possibilité de porter uniformément à dix-sept ans la durée du service militaire; problème du maintien dans les cadres; sens du devoir de nombreux sous-officiers et officiers de réserve* [31 mai 1966] (p. 1591); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa* (1°) *de cet article, à substituer aux mots : « étant donnée » les mots : « est accordée »* (p. 1591);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 2 : *Régime appliqué aux détenus politiques dans certains établissements; règlement des visites; nécessité de reformer l'unité de la France* [21 avril 1966] (p. 883)] En troisième et dernière lecture : *Ses explications de vote : vote du groupe des Républicains indépendants* [3 juin 1966] (p. 1690);

— du projet de loi portant création du corps militaire du contrôle général des armées, Art. 3 : *Cas des hauts fonctionnaires chargés de contrôler les budgets des armées et des industries d'armement* [28 avril 1966] (p. 994);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, Art. 10 : *Avantages fiscaux pouvant être accordés aux propriétaires qui se verront imposer des travaux importants sur leur terrain; application de l'article 40 de la Constitution* [11 mai 1966] (p. 1207); Art. 178-1 du Code forestier : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « du Code de l'administration communale, édicter » à insérer les mots : « après avoir, sauf cas d'urgence, recueilli l'avis du centre régional de la propriété forestière compétent »* (p. 1208); *gestion forestière* (p. 1208); *problèmes concernant la forêt privée* (p. 1208);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Edgar Faure pour l'article 850 du Code rural par le nouvel alinéa suivant : « L'indemnité ne pourra, en aucun cas, être supérieure à la moitié de la valeur vénale du fonds loué. »* [3 juin 1966] (p. 1703); *fixation d'un plafond pour les indemnités* (p. 1703); *rôle du tribunal paritaire* (p. 1703);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967; BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur la deuxième loi de programme d'équipement militaire; force nucléaire stratégique; forces d'intervention; défense opérationnelle du territoire; crédibilité de la force de dissuasion; dépenses d'investissements; problème du personnel militaire; ses observations sur la condition militaire; crise morale consécutive aux événements d'Algérie; reclassement indiciaire des cadres des officiers; indemnité pour charges militaires; réforme du statut des officiers; création d'un cadre des officiers techniciens; soldes des sous-officiers; régime des*

soldes des engagés; personnel féminin des armées; crédits d'entretien du matériel; fonctionnement des armées; situation des personnels de réserve; problème de la gendarmerie; disparition de l'escadron de protection du S.H.A.P.E.; réévaluation des primes d'habillement; situation des casernes; réforme du service militaire; organisation territoriale de l'armée de terre; nombre des régions militaires; rôle des chefs d'état-major; conséquences de notre retrait de l'O.T.A.N.; maintien des forces françaises en Allemagne; problème du quart de place [25 octobre 1966] (p. 3814 à 3817); Art. 25 : *Son amendement tendant à diminuer le montant des crédits du paragraphe II de cet article de* 204 *millions* 400.000 *francs* (p. 3852); *quart de place; situation des appelés les moins fortunés; possibilité de maintenir le quart de place pour le transport entre la garnison et le domicile de l'intéressé* (p. 3853); *son amendement tendant au paragraphe II de cet article à diminuer le montant des crédits de* 102 *millions* 655.361 *francs* (p. 3855); *ses observations sur la condition militaire; décalage entre la fonction militaire et la fonction civile; situation des officiers et des sous-officiers* (p. 3855); *indemnité pour charges militaires; retrait de son amendement* (p. 3856); seconde délibération, Art. 23 : *Taux des indemnités pour les charges militaires des officiers; amélioration de la situation des officiers et des sous-officiers mariniers* [10 novembre 1966] (p. 4526, 4527); Art. 25 : *Problème du quart de place; limitation du quart de place au trajet de la garnison au domicile du militaire intéressé* (p. 4529);

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions judiciaires militaires, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Rôle du commissaire du Gouvernement; ses observations sur les uges d'instruction militaires; sort des magistrats militaires du corps actuel* [15 novembre 1966] (p. 4579, 4580); Art. 4 : *Cas des magistrats civils placés en position de détachement* (p. 4580);

— du projet de loi sur l'élevage, Art. 18 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les crédits seront répartis proportionnellement aux effectifs d'animaux reproducteurs mâles et femelles recensés dans chaque département avant le* 1er *juillet* 1966. » [23 novembre 1966] (p. 4812)] *retrait de son amendement* (p. 4812);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, après l'Art. 30 : *Convention entre le Ministère des Armées et la S.N.C.F.; transport des militaires* [1er décembre 1966] (p. 5166); *nécessité pour la S.N.C.F. de reviser les modalités de calcul du prix du transport* (p. 5166); Art. 36 : *Son amendement tendant à réduire le montant des crédits de cet article de* 40 *millions de francs* (p. 5176); *convention entre le Ministère des Armées et la S.N.C.F.* (p. 5176).

AIZIER (M. Gaston), *Député de Seine-et-Oise,* 8e *circonscription* (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République-Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693);

— membre du conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [20 février 1963] (p. 2275).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1338), relatif au transport des produits chimiques par canalisations, **n° 1378** [20 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1479), modifié par le Sénat, relatif

au transport des produits chimiques par canalisations, **n° 1482** [21 juin 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi relative aux accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle, Article additionnel : *Son amendement (caractère interprétatif du présent texte et application aux instances en cours)* [4 juillet 1963] (p. 3873);

— du projet de loi relatif au transport des produits chimiques par canalisations, en qualité de *Rapporteur : Aspects économique et juridique du projet; modification du Code des transports; ordonnance du 10 décembre 1958 autorisant l'établissement de servitudes pour le transport par canalisations traversant les terrains des tiers; exemple de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et des Etats-Unis; réduction des frais d'approche; développement de l'industrie chimique; aménagement rationnel du territoire* [20 mai 1965] (p. 1471, 1472); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Le transporteur est tenu de remettre dans leur état antérieur, après exécution des travaux, les terrains de culture en sauvegardant leur couche arable et la voirie. »* (p. 1472); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase de cet article : « Les servitudes permanentes et occasionnelles prévues aux articles 2 et 3 donnent droit à une indemnisation au moins égale aux charges d'imposition supportées par le fonds et aux dégâts causés »* (p. 1472); *réparation des dégâts causés par les travaux publics* (p. 1472); *son amendement tendant à substituer à la deuxième phrase de cet article de nouvelles dispositions (propriétaire pouvant requérir l'acquisition de tout ou partie de la bande large et éventuellement du reliquat des parcelles)* (p. 1472, 1473); Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « Les modalités d'application de la présente loi sont déterminées par décret en Conseil d'Etat de manière que les conditions d'exercice de la servitude soient rationnelles et les moins dommageables à l'utilisation présente et future des terrains. Ce décret fixe notamment... »* (p. 1473); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « déclaration d'intérêt général » à insérer les mots : « et en particulier celles des services forestiers, des commissions départementales des sites et les chambres d'agriculture »* (p. 1473) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Modifications de forme aux articles 2 et 5 ; modification de fond à l'article 4 ; indemnisation accordée au propriétaire du fonds frappé de servitude* [21 juin 1965] (p. 2335).

ALBRAND (M. Médard), *Député de la Guadeloupe, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République-Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652)] [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [19 janvier 1963] (p. 1275).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Problèmes du sucre et de la banane; rôle du F.I.D.O.M.; recherche d'une parité sociale entre la métropole et les D.O.M., discrimination établie entre les aveugles et les grands infirmes; réforme foncière; conséquences des calamités atmosphériques; extension au personnel des cadres et de maîtrises des retraites complémentaires* [22 janvier 1963] (p. 1435, 1436); après l'Art. 34 : *Son amendement (suppression de l'Institut d'émission des D.O.M.)* (p. 1442) ; *raisons politiques, économiques et psychologiques de cet amendement* [25 janvier 1963] (p. 1839) ;

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, après l'Art. 16 : *Son amendement tendant après l'article 16 à*

insérer un nouvel article (application des dispositions de la présente loi aux départements et territoires d'outre-mer) [12 décembre 1963] (p. 7886);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Solidarité nationale après le cyclone du mois d'août; accélération de la réforme foncière; crédits pour les subventions aux collectivités locales; discrimination à l'égard des aveugles et des grands infirmes des départements d'outre-mer; production sucrière de la Guadeloupe; contingent antillais pour la banane; relèvement de la subvention pour frais d'approche; production des départements d'outre-mer devant être intégrée dans le Marché commun comme une production française* [22 octobre 1964] (p. 3708, 3709);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, après l'Art. 44 : *Problèmes propres aux producteurs de sucre des départements d'outre-mer; mesures de compensation* [8 décembre 1964] (p. 5921);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Conception de la départementalisation aux Antilles; opinion du parti communiste guadeloupéen* [2 décembre 1966] (p. 5233).

ALDUY (M. Paul), *Député des Pyrénées-Orientales, 1re circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan (12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Caisse nationale d'épargne, **n° 25**, annexe n° 29 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Caisse nationale d'épargne, **n° 568**, annexe n° 33 [9 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à abaisser à 18 ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité légale, **n° 1313** [9 avril 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, en qualité de *Rapporteur spécial : Structure du budget de cet organisme; activité de la Caisse; accroissement régulier du montant des dépôts; diminution du taux moyen d'accroissement des dépôts; nombre élevé des transferts de la Caisse vers les caisses privées; évolution mensuelle des dépôts et des retraits; conséquences des événements d'Algérie; système de l'épargne-crédit; caractère décevant de ses résultats; diminution des comptes ouverts; variation du nombre des livrets; son fléchissement; nécessité d'élever le plafond des dépôts; composition du portefeuille de la Caisse; mise en service d'un ensemble électronique pour la région parisienne et d'un ordonnateur pour l'ensemble des centres; problèmes de publicité; versements effectués au budget général; faiblesse du taux d'intérêt servi; question des heures d'ouverture; faiblesse du plafond; nécessité d'augmenter le taux d'intérêt et le plafond des dépôts* [8 janvier 1963] (p. 342 à 345); RAPATRIÉS : *Caractère insuffisant des premières prévisions en matière de rapatriés; insuffisance des présents crédits calculés sur l'hypothèse de 400.000 réfugiés; problème de l'emploi; versement de l'allocation de subsistance; création nécessaire de nouveaux emplois; montant de l'apport personnel imposé aux rapatriés pour obtenir un prêt de réinstallation; longueur des délais administratifs; abaissement souhaitable du pourcentage de cet apport; droits d'enregistrement versés par les rapatriés; octroi d'une subvention de reclassement aux non-salariés; problèmes relatifs au logement; réquisition des terrains nécessaires à*

la construction de logements locatifs destinés aux rapatriés; développement souhaitable de la construction de préfabriqués légers; montant des crédits attribués aux H.L.M. réservées aux rapatriés; insuffisance des prêts accordés par le Gouvernement aux rapatriés en vue de l'accession à la propriété; manque de coordination entre certains départements ministériels; problème relatif à l'enseignement [14 janvier 1963] (p. 781 à 783); TOURISME : *Absence de dispositions dans le présent budget pour la région des Pyrénées, et en particulier pour les ports de plaisance de cette région* [16 janvier 1963] (p. 929); après l'Art. 65 : *Son amendement (appellation contrôlée pour la clairette du Languedoc)* [25 janvier 1963] (p. 1855); *nécessité de ne pas modifier sans étude préalable le statut des vins doux naturels; existence du cépage de la clairette du Languedoc dans un très grand nombre de communes du midi de la France; situation des producteurs de vins doux naturels; chiffres avancés au sujet de la production globale de clairette; conséquences défavorables de l'adoption de l'amendement de M. de Tinguy dans le cas d'importation de vins espagnols ou grecs* (p. 1857, 1858).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la politique viticole : *Limitation regrettable de la durée du présent débat; importations de vins algériens; conséquences de la création éventuelle d'un office du vin en Algérie; application souhaitable d'une taxe de compensation sur les vins algériens; examen nécessaire des problèmes de la fiscalité viticole dans le cadre du Marché commun; problème de la conciliation des principes du Marché commun avec l'interdiction du coupage des vins étrangers* [17 mai 1963] (p. 2988, 2989); *importation sous pavillon algérien de vins en provenance d'autres pays* [21 juin 1963] (p. 3683).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux problèmes viticoles : *Importation de vins algériens; blocage du prix du vin; autorisation accordée aux viticulteurs de la zone Tarn-Rhône-Languedoc d'irriguer leurs vignobles; aide aux sinistrés* [18 octobre 1963] (p. 5262, 5272).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Moyens d'action du Gouvernement; complexité des projets de loi; expansion dans la stabilité; taxation des plus-values foncières; aménagement d'un régime de féodalité technocratique* [22 octobre 1963] (p. 5294 à 5296); Art. 3 : *Prix des terrains maraîchers* (p. 5321); *son sous-amendement tendant au début du nouvel alinéa proposé par l'amendement de M. Vallon à supprimer les mots « à raison de 50 % de celle-ci »* (p. 5325); *constitution des réserves foncières* (p. 5325); Art. 8 : *Son amendement (taux minimum et maximum de la taxe)* [23 octobre 1963] (p. 5401); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Amélioration des statistiques en matière de tourisme; aménagement de la fiscalité hôtelière; encouragement du développement des investissements; organisation du tourisme de plein air* [28 octobre 1963] (p. 5729); RAPATRIÉS : *Problèmes relatifs aux propriétaires de biens urbains; indemnisation des Français expropriés; problème du logement; contrepartie en francs français des francs algériens* [29 octobre 1963] (p. 5888, 5889); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, en qualité de *Rapporteur spécial : Rapport entre les dépôts et les retraits; multiplication des comptes d'épargne-crédit; petit nombre de nouveaux livrets ouverts; caractère onéreux de la gestion de la Caisse nationale; analyse des différents postes du budget annexe; taux d'intérêt pour les épargnants* [6 novembre 1963] (p. 6608, 6609);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Inondations dans les Pyrénées-Orientales ; montant des travaux d'extrême urgence ; crédits inscrits au collectif ; nécessité de rassurer les sinistrés* [10 décembre 1963] (p. 7759, 7760);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Possibilité d'améliorer le projet; mode de financement; politique d'harmonisation des charges pesant sur les producteurs des six pays de la Communauté; concilier le mécanisme du nouveau projet avec celui du Fonds de solidarité viticole* [21 avril 1964] (p. 841, 842); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter l'article 5 par un nouvel alinéa « pluies persistantes à caractère excessif »* [22 avril 1964] (p. 879); *indemnisation des pluies persistantes* (p. 879); Art. 11 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de l'article 11 à insérer les mots « prise en charge réelle du prêt consenti en application des articles 675 et*

675-1 *du Code rural* » [23 avril 1964] (p. 906); *calcul de la somme totale pouvant être perçue par le sinistré de la viticulture* (p. 906);

— du projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Régionalisation des investissements; aménagement du territoire; modernisation de l'agriculture; création de l'axe Mer du Nord-Méditerranée; sort réservé aux villes; plan étant insuffisamment précis sur les buts et les moyens; politique économique et financière* [26 novembre 1964] (p. 5643 à 5645);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 19 : *Texte portant préjudice aux commerçants indépendants et aux finances des collectivités locales* [8 décembre 1964] (p. 5898); Art. 24 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5905); *nécessité d'obtenir de M. le Ministre des Finances une interprétation claire d'un texte obscur; ses observations sur l'art. 28 de la loi du 15 mars 1963* (p. 5905) : *Retrait de son amendement* (p. 5905);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances : Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* : « *Sont amnistiés les faits commis entre le* 1er *novembre* 1954 *et le* 1er *janvier* 1963, *en relation avec les événements d'Algérie, que ces faits aient été commis en Algérie ou en métropole, lorsque ces faits ont été commis par des mineurs de 21 ans.* » [17 décembre 1964] (p. 6197); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6199); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6199);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers : *Echanges entre la France et l'étranger; allégement de l'imposition de l'épargne investie par la création au profit des actionnaires d'un crédit à valoir sur l'impôt général; possibilité d'encourager les sociétés de personnes ainsi que les petites et moyennes entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu; nécessité de faciliter la concentration des entreprises; importance des experts comptables* [11 mai 1965] (p. 1240, 1241);

— du projet de loi de programme relatif à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Tentative faite par Léo Lagrange; principe d'une deuxième loi de programme; crédits du Ministère de l'Education nationale étant à concurrence de* 8,7 % *réservés au Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports; coordination en matière d'équipement sportif scolaire; répartition des crédits; ses observations sur les activités culturelles; formation des animateurs; situation des maisons de jeunes; conseils régionaux de la jeunesse et des sports; nécessité de favoriser le sport de masse beaucoup plus que les sports de compétition* [2 juin 1965] (p. 1732 à 1734);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Inconvénients de la taxe locale; avantage d'une extension de la T.V.A.; incidences de la réforme sur la fiscalité commerciale; taxe forestière; taxe unique sur la viande; impératif du Plan de stabilisation; charges pesant sur la presse, la vente de l'eau, les immeubles et certains vins* [23 juin 1965] (p. 2386 à 2388); *ressources des collectivités locales; inquiétude des maires; indexation sur la contribution mobilière; motion de renvoi* [23 juin 1965] (p. 2388, 2389); Art. 8 : *Son amendement, tendant dans le paragraphe* 2, *deuxième alinéa, à supprimer le chiffre* « 14° » [24 juin 1965] (p. 2462); Art. 13 : *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe* C *de cet article* (p. 2471); Art. 14 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe* 1er *de cet article, à supprimer le mot : « eau »* [25 juin 1965] (p. 2498, 2499); après l'Art. 24 : *Retrait de l'amendement de M. Zuccarelli* (p. 2528); Art. 25 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant : 1° dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement à supprimer les mots : « les vins doux naturels soumis au régime fiscal des vins et...»; 2° à compléter le troisième alinéa du texte proposé par les mots : « les vins doux naturels soumis à un régime fiscal des vins »* (p. 2530); Art. 14, 25 et 26 (suite) : *Ses observations sur les vins de qualité supérieure; vins d'appellation d'origine contrôlée* (p. 2534); Art. 31 : *Bureau d'aide sociale* (p. 2538); Art. 38 : *Problèmes posés par les stations classées thermales, climatiques et touristiques, ces stations devant recevoir en priorité du fonds d'action locale un complément de ressources* (p. 2547); *son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe* 3 *du texte proposé par l'amendement du Gouvernement par de nouvelles dispositions (stations classées thermales, climatiques et touristiques)* (p. 2547); après l'Art. 41 :

Apaisements donnés aux maires des stations touristiques (p. 2557);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Baudis et plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant : *Création d'un office pour l'indemnisation des rapatriés; assimilation des rapatriés aux victimes des deux guerres* [5 octobre 1965] (p. 3323);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Durée de la discussion des fascicules budgétaires; stabilité des prix et de la monnaie conditionnant toute expansion économique durable; suppression de la taxe complémentaire frappant les artisans; situation des anciens combattants; impôts sur le revenu des personnes physiques; ses observations sur les investissements productifs; détérioration du taux d'autofinancement des entreprises privées; insuffisance du développement de l'épargne nationale; réforme des structures des crédits commerciaux; nécessité de sélectionner les investissements publics; problème de la fiscalité; fléchissement des investissements privés; création d'une caisse nationale du logement social; redistribution des revenus; ses observations sur la recherche, l'enseignement et la vulgarisation agricole; problème des rapatriés* [7 octobre 1965] (p. 3371 à 3373) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Félicitations à l'égard du Gouvernement, notamment à l'égard de M. Olivier Guichard; réalisation des réserves foncières; prêts du Crédit foncier aux collectivités locales continuant à baisser; cas de Perpignan; octroi des prêts en zones industrielles; implantation d'industries légères; situation des régions rurales; région du Languedoc-Roussillon; équipement des sites et stations touristiques; nécessité d'accorder une importance relative à la notion de métropole d'équilibre* [15 octobre 1965] (p. 3738, 3739); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Problème des rapatriés; propositions budgétaires étant inférieures aux besoins actuels des rapatriés; nécessité de venir en aide aux rapatriés; principe de l'indemnisation par l'Etat français des spoliés d'Algérie; reclassement des agents du Ministère des Rapatriés; rétablissement des crédits prévus pour l'accession à la propriété; construction de programmes spéciaux d'H.L.M.; prêts du Crédit hôtelier; mesures s'imposant en faveur des rapatriés; nécessité de prolonger la durée des prêts consentis aux rapatriés par l'Etat français; suspension des poursuites contre les personnes physiques ou morales du fait de dettes contractées; reclassement des non-salariés; essayer d'obtenir du Gouvernement algérien qu'une absence de quelques semaines ne soit pas considérée comme un abandon de biens justifiant leur confiscation comme biens vacants; indemnisation des biens et des professions libérales; opinion des juristes Vedel, Thorp et Duverger; assimilation de leurs droits à ceux des sinistrés des deux guerres; mise en œuvre d'un Fonds national de l'indemnisation des spoliés d'outre-mer* [25 octobre 1965] (p. 4059, 4060); son rappel au Règlement : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 4090); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation des départements des Pyrénées-Orientales et de l'Aude; destructions de ponts et de digues; application de la loi du 9 novembre* 1942 [28 octobre 1965] (p. 4272);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Problème de l'urbanisation; rénovation des quartiers insalubres; participation des collectivités locales au financement de leur équipement; vérité des prix pour les tarifs des transports; taxe de déversement à l'égout; création d'une taxe d'équipement pour le financement des collectivités locales; société d'économie mixte; éviter une centralisation excessive; district de Paris; cas du Languedoc-Roussillon; canal du Rhône à Sète; université de Montpellier* [5 novembre 1965] (p. 4526, 4527);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1965 : *Inondations dans les Pyrénées-Orientales, dans l'Hérault et dans l'Aude; Fonds national des calamités agricoles* [20 décembre 1965] (p. 4964).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Expansion démographique des besoins techniques; extension géographique des villes; équipements scolaires socio-éducatifs et sportifs; centimes additionnels; transfert des charges de l'Etat sur les collectivités locales; problème des*

subventions; conséquences de la spéculation foncière; ses observations sur le transfert d'un stand de tir à Perpignan; cas des petites communes rurales; problème du stationnement; possibilité de donner aux municipalités un minimum d'autorité sur la police urbaine; élargissement des compétences municipales; cas de la ville de Collioure; problème du personnel; fiscalité locale; taxe de régularisation des valeurs foncières; ses observations sur la régionalisation; région du Languedoc-Roussillon; envahissement de la technocratie; exemple des villes allemandes [18 mai 1966] (p. 1381 à 1383).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la politique viticole [22 juin 1966] (p. 2216) : *La fixation des prix agricoles; l'importation de vins tunisiens* (p. 2226, 2227).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Pensions des invalides dont le taux d'invalidité est compris entre* 60 *et* 80 %; *octroi de la carte de combattant aux anciens d'Algérie* [18 octobre 1966] (p. 3487); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Politique du tourisme en France; réduction des charges sociales et fiscales de l'hôtellerie; insuffisance des moyens de propagande à l'étranger; rétablissement de la détaxation de l'essence en faveur des étrangers; nécessité de créer dans chaque région pour les investissements des secteurs programmés; logement social de vacances* [21 octobre 1966] (p. 3697); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Révision des échelles de traitement afférentes au personnel communal; délais de remboursement des prêts consentis aux rapatriés; réduction des crédits du budget des Rapatriés; leur indemnisation* [24 octobre 1966] (p. 3774, 3775); EQUIPEMENT, III - LOGEMENT : *Ses observations sur les habitations à loyer modéré; secteur des immeubles à loyer normal; mise en adjudication des H.L.M.; cas de Perpignan; situation des jeunes ménages; fonctionnement des sociétés d'économie mixte; taux d'intérêt des prêts hypothécaires* [9 novembre 1966] (p. 4432); Art. 52 : *Fiscalité des magasins à succursales multiples* [10 novembre 1966] (p. 4520); ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *relations de la politique sociale et de la politique économique; importance du progrès social; promotion humaine; ses observations sur l'enseignement, le logement; dotation des H.L.M. locatives; problème de la participation d'une commune de* 3 000 *habitants au financement d'une déviation urbaine de route nationale; charges des communes; réformes fiscales; réforme de la fiscalité immobilière; recherche scientifique et technique* (p. 4532, 4533).

ANSQUER (M. Vincent), *Député de la Vendée,* 4e *circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République-Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [4 novembre 1963] (p. 6345).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [4 novembre 1963] (p. 6345), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633).

Cesse d'appartenir à cette Commission [6 mai 1965] (p. 1188).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie et du Plan [6 mai 1965] (p. 1188), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les prin-

cipes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie général et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577, annexe n° 20), Service du Premier Ministre : VIII. — Plan et aménagement du territoire, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1106-1 du Code rural relatif aux assurances sociales des non-salariés agricoles, **n° 1818**, [11 mai 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 39 du Code des débits de boissons, **n° 1820** [11 mai 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 845-1 du Code rural relatif au renouvellement des baux ruraux, **n° 1927** [15 juin 1966].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044, annexe n° 29), Services du Premier Ministre : VIII. — Plan et aménagement du territoire, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Sa proposition de loi tendant à permettre l'équipement normal des hôtels de tourisme, **n° 2267** [14 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 2 (prolongation par un décret de la période visée)* [22 avril 1964] (p. 867); Art. 14 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Bousseau tendant à insérer après les mots : « une commission nationale des calamités agricoles », les mots : « paritaire, comprenant des représentants du Gouvernement et des organisations professionnelles »* [23 avril 1964] (p. 909);

— du projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Expansion économique; équilibre des échanges extérieurs, notamment pour la conquête des marchés à l'étranger; politique devant favoriser les regroupements et les investissements ainsi que l'autofinancement; rôle des petites entreprises et des artisans; instauration d'une économie contractuelle concertée* [26 novembre 1964] (p. 5658, 5659);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Allemagne ayant prévu quatre taux différents de T.V.A.; problème des coopératives agricoles d'approvisionnement; nécessité de favoriser les investissements et les exportations; ses observations sur l'agriculture* [23 juin 1965] (p. 2406, 2407); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le douzième alinéa du paragraphe* b *de cet article, après le mot « aliments », à insérer les mots : « simples ou composés »* [24 juin 1965] (p. 2469); Art. 14 : *Charge fiscale indirecte de l'industrie cinématographique; situation à l'étranger* [25 juin 1965] (p. 2504, 2505); En deuxième lecture, Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le treizième alinéa du paragraphe* b) *de l'amendement du Gouvernement : « aliments simples ou composés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour, ainsi que les produits entrant dans la composition de ces aliments et dont la liste est fixée par arrêté du Ministre des Finances et des Affaires économiques pris après avis des professions intéressées »* [21 décembre 1965] (p. 5022); *ses observations sur son sous-amendement* (p. 5022);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Distinction entre les dotations en capital à caractère définitif et les subventions présentant un caractère temporaire; stabilité demeurant la clé d'une expansion véritable; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; politique à l'égard des collectivités locales dans la répartition des tâches; plan Mansholt* [7 octobre 1965] (p. 3373, 3374); Art. 10 : *Rôle des caisses de crédit mutuel; leur implantation dans les villages ruraux; caisses Raiffeisen; mécanisme de transformation de l'épargne liquide* (p. 3394); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Planification régionale; aménagement du territoire; moyens d'action du Commissariat général pour les besoins de la coopération technique en matière de planification; programme de recherches portant sur l'électronique, l'armature urbaine et l'agriculture; création d'un centre chargé de coordonner et d'orienter les études dans trois domaines : le développement économique et social au niveau national, le développement régional et les développements urbains; crédits de la Délégation à l'aménagement du territoire; procédure d'intervention du F.I.A.T.; problème des investissements; création des commissions de développement économique régionales; commissions départementales d'équipement; politique de décentralisation; problème de circulation, de logement, d'aménagement des marais de l'Ouest; intervention de l'Etat dans le domaine de la localisation industrielle; initiatives des collectivités locales; aménagement des zones industrielles; leur équipement; modicité des crédits du Commissariat du Plan et de la Délégation à l'aménagement du territoire* [15 octobre 1965] (p. 3730, 3731); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Perspectives de notre économie; ouverture des frontières; restructuration des exploitations; décrets du 15 juillet 1965; indemnité viagère de départ; remembrement; sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural* [28 octobre 1965] (p. 4292, 4293).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale sans débat relative au prélèvement libératoire en matière de construction [22 octobre 1965] (p. 4006).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Programmation en valeur; niveau général des prix; négociations Kennedy; stabilité des prix industriels; ses observations sur les industries de haute technicité; développement de l'épargne; réforme des circuits et des formes de financement; politique de crédit à long terme; « restructuration » de l'industrie française; système français de distribution; coût des services publics; évolution des prix de l'énergie et des transports* [3 novembre 1965] (p. 4401, 4402);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : Art. 1er : *Nécessité d'accélérer le rythme de croissance des investissements productifs; démarrage du Ve Plan; refonte de notre système bancaire; aménagement des régions dites marginales; durée des amortissements des bâtiments industriels; zones rurales; schéma directeur de la région parisienne; problème de l'autofinancement; loi sur la taxe à la valeur ajoutée* [21 avril 1966] (p. 857).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Réforme des taxes locales; rôle actuel du maire; explosion démographique; aménagement des zones d'habitation; développement des constructions scolaires; inadaptation de certaines structures administratives; centimes communaux; autofinancement; recours à l'emprunt; subventions accordées au titre des opérations d'assainissement* [17 mai 1966] (p. 1341).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative à la fiscalité des industries du cinéma [1er juin 1966] (p. 1603, 1605).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives à la politique à l'égard des anciens combattants [1er juin 1966] (p. 1619 et 1620);

— sur les questions orales relatives à l'aide aux étudiants : *Le problème des bourses en milieu rural* [8 juin 1966] (p. 1818).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour

1967 : *Réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; objectifs du Ve Plan; ajustements de tarifs des services publics; cotisations de Sécurité sociale; taux d'intérêt des emprunts de l'Etat; problème des investissements productifs; taxation des gains du tiercé; progression de la taxe locale* [12 octobre 1966] (p. 3361, 3362); Art. 9 : *Mesures d'aide à l'industrie cinématographique; aménagement de la taxe spéciale perçue sur le prix des billets d'entrée dans les salles de spectacles cinématographiques; déficit du Fonds de soutien à l'industrie cinématographique; blocage du prix des salles; modernisation des salles; situation des petites salles* [13 octobre 1966] (p. 3409, 3410); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits du Commissariat général du Plan et de la Délégation à l'aménagement du territoire; subvention pour la recherche en socio-économie; Centre de recherches et de documentation sur la consommation (CREDOC); services de la productivité; Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (F.I.A.T.); problèmes posés par la planification; ouverture de notre économie sur le monde extérieur; rôle des schémas directeurs régionaux; ses observations sur les autoroutes, les voies navigables et les transports en commun; action des sociétés d'aménagement régional; développement des formules de location-vente des immeubles industriels; intervention du Fonds de développement économique et social; utilisation régionale des enquêtes nationales; préparation des budgets régionalisés* [18 octobre 1966] (p. 3505 à 3507); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Aménagement des villages et zones témoins; assainissement des communes rurales; modernisation des bâtiments ruraux* [27 octobre 1966] (p. 3967).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale sans débat relative au réseau téléphonique de la Vendée [14 octobre 1966] (p. 3451, 3452).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative aux bourses d'enseignement [16 novembre 1966] (p. 4596, 4598, 4599).

ANTHONIOZ (M. Marcel), *Député de l'Ain, 2e circonscription (R. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection (6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan (12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [11 décembre 1964] (p. 5752);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux [30 avril 1963] (p. 2721).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22); Travaux publics et Transports : II. Aviation civile et commerciale, **n° 25**, annexe n° 27 [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Travaux publics et Transports : II. Aviation civile, **n° 568**, annexe n° 27 (9 octobre 1963).

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087, annexe 27), Travaux publics et Transports : II. Aviation civile, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577, annexe n° 26), Travaux publics et Transports : II. Aviation civile, **n° 1588** [2 octobre 965).

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044, annexe n° 18), Equipement : IV. Aviation civile, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne : *Nécessité de voir adhérer d'autres pays à cette Convention; problème de la création d'Air-Union* [27 décembre 1962] (p. 202);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., après l'Art. 65 : *Son amendement (parité fiscale entre les bois français et étrangers); problème des taxes forestières; suspension de leur perception à l'importation par un décret du 30 décembre 1960; caractère souhaitable d'un retour à la situation antérieure; différentes solutions possibles; réduction de la taxe à l'exportation et création d'une taxe à l'importation* [11 janvier 1963] (p. 676, 677); *application éventuelle de l'article 41 de la Constitution au présent amendement* (p. 677); TOURISME : *Développement du caravaning; importance du tourisme pour l'économie française; vente des grands hôtels par appartements; prix pratiqués dans l'hôtellerie française*; *élargissement des facilités de crédit; nécessité de modifier l'assiette des cotisations de sécurité sociale dans l'hôtellerie; charges fiscales pesant sur ce secteur* [16 janvier 1963] (p. 928, 929); Après l'Art. 65 : *Son amendement (parité fiscale entre les bois français et étrangers); nécessité de ne pas défavoriser les bois de sciage français* [25 janvier 1963] (p. 1860); *charge fiscale pesant sur les exploitants forestiers français* (p. 1861); ses explications de vote : *Problème des charges pesant sur les collectivités locales; éléments de stabilité du présent budget; vote favorable du groupe des Républicains indépendants* (p. 1871);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Insuffisance des crédits pour le réseau routier; situation dans la région Rhône-Alpes à la suite de la construction du tunnel du Mont-Blanc; constitution d'une société mixte Inter-Hôtel; inquiétudes dans les milieux professionnels* [19 juillet 1963] (p. 4348); après l'Art. 13 : *Amendement de M. Duhamel (octroi de licences temporaires à des débits de dégustation), nécessité de ne pas introduire de discrimination entre les débitants patentés et les débitants occasionnels* (p. 4362, 4363); Art. 14, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Absence regrettable de crédits afin de permettre la poursuite des travaux d'études du canal Rhin-Rhône; promesse verbale donnée à M. Baumgartner à ce sujet* (p. 4374);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Ne pas généraliser la formule du dessous de table* [22 octobre 1963] (p. 5324, 5325); *distinction à faire entre les diverses spéculations* [23 octobre 1963] (p. 5386, 5387); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 35 : *Prolifération des centres techniques et des comités; li*

tation minimum du recours à la parafiscalité [24 octobre 1963] (p. 5518); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Circulation entre les pays; séjour des étrangers en France; équipement hôtelier; problème des prix; importance excessive des charges sociales supportées par les hôteliers; aménagement des cotisations de la sécurité sociale* [28 octobre 1963] (p. 5721, 5722, 5723); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Insuffisance des itinéraires de dégagement du tunnel du Mont-Blanc* [30 octobre 1963] (p. 6007); AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Hausse des crédits de paiement; principales caractéristiques de l'avion supersonique « Concorde »; importance des efforts de la société Sud-Aviation; société Air-Union; développement du trafic intérieur par la compagnie Air-Inter* [31 octobre 1963] (p. 6142, 6143, 6144); *suppression du cadre des attachés de l'aviation civile* (p. 6152); TRAVAIL : *Déficit de la sécurité sociale; principes de la sécurité sociale; relèvement du plafond et des cotisations* [5 novembre 1963] (p. 6431, 6432); Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Caractères du budget de* 1964; *aide sincère aux pays sous-développés; succès du Plan de stabilisation; mauvaises conditions matérielles pour la discussion budgétaire; critiques de certaines dispositions incluses dans la loi de finances* [9 novembre 1963] (p. 7117);

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, Art. 1er : *Ne pas alourdir le texte; ses observations sur l'amendement de M. Palmero; éviter des complications administratives; problème de la référence à la législation en matière de permis de construire* [17 juin 1964] (p. 1982); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article premier par le mot « notamment »* (p. 1983); *liste des travaux énumérés à l'article premier* (p. 1983); *modifications dans la distribution des lieux; équipement sanitaire* (p. 1983); *rôle mal défini des commissions; droits du propriétaire; empêcher le veto systématique du propriétaire* (p. 1985, 1986); Art. 1er (suite) : *Son amendement tendant, avant le dernier alinéa, à insérer les mots « même si ces travaux doivent entraîner une modification dans la distribution des lieux »* (p. 1990); *travaux énumérés au premier alinéa entrepris sans l'accord du propriétaire; modification dans la distribution des lieux* (p. 1990, 1991); Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « maximum de neuf ans » les mots « de douze années à compter de l'exécution des travaux »* (p. 1993); *impossibilité pour le propriétaire de majorer le loyer du fait de l'incorporation à l'immeuble des investissements effectués par le locataire* (p. 1994); *inconvénient présenté par la durée forfaitaire; ne pas placer les hôteliers dans des situations différentes* (p. 1995); Art. 4 : *Son amendement (obligations du propriétaire lors du départ du locataire ou du cessionnaire du droit au bail)* (p. 1996); *supprimer les dispositions restrictives; cas de non-renouvellement du bail; remise en état des lieux* (p. 1996, 1997); *application de l'article* 8 *du décret du* 30 *novembre* 1953 (p. 1997);

— du projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à supprimer le mot « obligatoirement »* [17 juin 1964] (p. 2003); *avis d'un office sur les projets d'équipements collectifs d'intérêt touristique* (p. 2003); Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Poncelet par la phrase suivante : « En cas de licenciement, celui-ci interviendra de droit dans les mêmes formes »* (p. 2005); *problème de la nomination par décret* (p. 2006); *modalités de désignation; situations acquises; favoriser le développement des offices de tourisme; souplesse du système* (p. 2007);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER; Art. 13 : *Commission des finances ayant proposé la suppression de l'article* 13; *dispositions dites « de moralisation » risquant de devenir dangereuses et de passer pour des mesures de démoralisation commerciale* [16 octobre 1964] (p. 3333); *dispositions actuelles étant suffisantes pour moraliser les frais généraux* (p. 3333, 3334); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965; SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Tourisme français ayant fait l'objet d'une campagne de dénigrement outrancière; improvisation de « l'opération vacances »; reproches mérités aux hôtels; conditions de crédit, notamment en faveur des jeunes hôteliers; prix français; espoir de les voir devenir compétitifs une fois les charges de salaire et de sécurité sociale harmonisées avec celles des pays voisins; Italie ayant fiscalisé les*

charges sociales de l'hôtellerie; création de collèges professionnels; solution des problèmes d'accueil [21 octobre 1964] (p. 3514, 3515); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Economie de ce budget; augmentation des dépenses ordinaires et des autorisations de programme; forte majoration de crédits consacrés à l'étude et à la construction de l'appareil supersonique « Concorde »; aéroport de Paris; projet de construction de l'aéroport Paris-Nord; amélioration de la situation de la compagnie d'Air-France; subvention pour* 1965 *devant permettre l'équilibre financier de cette compagnie nationale; réduction de trafic enregistrée pour le secteur Afrique étant consécutive à la répartition des droits aériens entre Air-Afrique, U.T.A. et Air-France; application des dispositions de l'arrêté du* 23 *février* 1963; *statut juridique d'Air-France; problème de la compagnie Air-Inter; dépenses en capital; participation de l'aviation civile aux dépenses d'études et de prototype; déroulement de l'opération « Concorde »; développement de l'aide de l'Etat à l'aviation légère et sportive; Ve Plan permettant de situer les impératifs du transport aérien, d'en préciser les objectifs et d'en définir les moyens; évolution des données techniques; marché commun du transport aérien; problème délicat des quotas : problème d'Air-Union* [23 octobre 1964] (p. 3843 à 3845); JUSTICE : *Débat sur la question d'amnistie; discussion budgétaire servant de prétexte à l'évocation de ce problème* [30 octobre 1964] (p. 4357);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 42 : *Nécessité d'accroître l'aide en faveur des associations qui s'occupent de la vulgarisation de l'aviation et notamment du vol à voile et du parachutisme* [8 décembre 1964] (p. 5916); Art. 1er : *Limite nécessaire de l'action de l'office; garantie donnée aux exploitants privés* [9 décembre 1964] (p. 5995, 5996); *ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis; possibilité pour l'office d'intervenir sur le plan commercial; ne pas ouvrir la porte à un large contentieux* (p. 5999, 6000); *ne pas trop préciser la nature des représentants au conseil d'administration* (p. 6006);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 28 : *Déductibilité des frais généraux par les entreprises étant parfois génératrice d'abus; ne pas aboutir à une ingérence dans l'exploitation des entreprises* [12 mai 1965] (p. 1290); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 1291);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : *Hôtels de tourisme* [24 juin 1965] (p. 2468); *problèmes des restaurants et des hôtels de tourisme* (p. 2471); *procédure du vote bloqué; activité des établissements de tourisme* (p. 2472); Art. 14 : *Rôle joué par certains établissements* [25 juin 1965] (p. 2502); *ventes à consommer sur place* (p. 2503); Art. 17 : *Charges résultant de la main-d'œuvre* (p. 2508); Art. 29 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2536); *droits de licence sur les débits de boissons* (p. 2536); après l'Art. 41 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article: (affectation des impôts et taxes prélevés sur les ménages dans les collectivités touristiques ou thermales aux activités saisonnières)* (p. 2557); *notion d'hébergement* (p. 2557); En deuxième lecture, Art. 13 : *Etendre le taux de* 6 % *de la taxe sur la valeur ajoutée aux recettes résultant de la fourniture de logement à la pension et à la demi-pension dans les hôtels de tourisme* [21 décembre 1965] (p. 5021); *recette « logement » dans les hôtels de tourisme* (p. 5021); *son sous-amendement tendant, après le paragraphe* a), *à insérer le nouveau paragraphe suivant : « Les prestations relatives aux fournitures de logement dans les hôtels non classés officiellement de tourisme mais dont la vocation à ce titre sera reconnue par arrêté du Ministre des Finances et du Ministre chargé du Tourisme. Le taux normal de la T.V.A. sera majoré en conséquence. »* (p. 5021); Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Duhamel* [22 décembre 1965] (p. 5038); Art. 40 : *Choix de l'année de référence* (p. 5052); Art. 41 *ter : Cas des communes touristiques ou thermales* (p. 5056); Articles réservés : *Ses observations sur son sous-amendement* (p. 5062);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 23 : *Opposition s'étant prononcée contre l'augmentation des crédits du Fonds routier* [8 octobre 1965] (p. 3430); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Bilan de la saison d'été; crise du tourisme en France, ses causes; absence de mentalité touristique; problème de l'accueil; ses observations sur le crédit*

et la fiscalité; problème du couvert; charges sociales de l'hôtellerie; préserver le capital touristique de la France [11 octobre 1965] (p. 3490, 3491); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Caractère de ce budget; absence de la subvention à Air France; crédits de paiement; reprise du transport aérien mondial et français; réalisation de l'avion supersonique « Concorde »; création de nouveaux postes au titre de la météorologie; regroupement des services du Secrétariat général de l'aviation civile sur le terrain situé dans l'îlot Convention-Croix-Nivert-Javel et Lecourbe; formation des pilotes; efforts en faveur de l'A.S.E.C.N.A., c'est-à-dire l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar; organisation de la gestion et de la sécurité aéronautique de l'Algérie et du Sahara (O.G.S.A.); aéroport de Paris; Air-France; Air-Inter; aéroport de Paris-Nord; difficultés du transport aérien en face d'une concurrence de plus en plus sévère; desserte aérienne métropolitaine; problème de recherches fondamentales; crédit pour le « Concorde »; aide à Sud-Aviation; avion gros porteur; « Caravelle »; industrie aéronautique française; infrastructure en métropole; amélioration de quelques aéroports: celui de Nouméa par exemple, et d'aérodromes: ceux des Nouvelles-Hébrides et des îles Wallis; ses observations sur l'aviation légère et sportive; utilisation de l'avion d'affaires; situation de l'Union des transports aériens (U.T.A.); bilan de l'O.A.C.I.* [22 octobre 1965] (p. 3987 à 3990); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Rôle des collectivités locales; exigences de la vie moderne; nécessité de faciliter la décentralisation; équilibre du pays; problème des investissements; réaménagement du régime des subventions; difficultés des stations touristiques, sportives et thermales; problème des emprunts; suppression de* 600 *emplois de C.R.S.; dévouement des C.R.S.* [25 octobre 1965] (p. 4063, 4064); ses explications de vote : *Budget en équilibre; rôle du budget dans la politique de l'Etat; résultats de la stabilisation; effort en faveur des rapatriés et des anciens combattants; allégement de la fiscalité* [28 octobre 1965] (p. 4334); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 : *Fonds de vulgarisation agricole* [17 novembre 1965] (p. 4317);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement, Art. 1er : *Extension du champ d'application du texte aux activités commerciales et artisanales; liste des matériels répondant aux conditions requises; souci des professionnels du tourisme* [21 avril 1966] (p. 860);

— du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale : *Cas des compagnies républicaines de sécurité; qualité d'officier de police judiciaire étant attachée, non au grade, mais à la fonction* [21 juin 1966] (p. 2182);

— du projet de loi relatif à la constatation et à la répression des délits en matière de publicité et de prix des hôtels et restaurants : *Classement des hôtels et restaurants; problème des sanctions* [28 juin 1966] (p. 2418); Art. 1er : *Notion de sanction; rôle des agents du contrôle économique* (p. 2420, 2421); Art. 2 : *Ses observations sur les prix de la saison en cours* (p. 2421, 2422); En deuxième lecture : *Caractère de la sanction correctionnelle; problème de la publicité* [15 décembre 1966] (p. 5574, 5575); *blocage des prix; ses observations sur les hôtels non homologués dits de préfecture* (p. 5576); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (infractions aux dispositions du décret du* 13 *juin* 1966 *relatif au classement et aux prix des hôtels et restaurants constituant des contraventions de police)* (p. 5577); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5577);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 2 : *Réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* [13 octobre 1966] (p. 3405); Art. 17 : *Ses observations sur les paroles de M. de Tinguy* (p. 1415); Etat A : *Financement de la sécurité sociale agricole; crédits de subvention pour l'achat de matériel agricole; charges de la sécurité sociale agricole* (p. 3428); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE; COMMISSARIAT AU TOURISME : *Balance touristique; nombre de journées passées à l'étranger par les Français; étalement des vacances; développement du thermalisme et de la thalassothérapie; importance des congrès pour certaines stations thermales; prix français; hôtel Hilton; charges pesant sur l'hôtellerie française; développement des croisières; conséquences des informations météorologiques erronées; rôle de l'O.R.T.F.* [21 octobre 1966]

(p. 3700, 3701). EQUIPEMENT, IV. AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur spécial : Développement du transport aérien français; construction de l'avion supersonique « Concorde »; problème des agents contractuels; formation du personnel navigant; situation des pilotes de ligne; Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar; organisation de gestion et de sécurité aéronautique de l'Algérie et du Sahara; aéroport de Paris; aérodromes d'Orly et du Bourget; problème d'Air-France; adaptation de sa flotte aux besoins actuels et à l'évolution des techniques; formation des pilotes; aménagement des conditions de travail du personnel aérien; situation d'Air-Inter; vérité des prix en matière de transports; crédit de détaxation du carburant; projet « Concorde »; ses observations sur le « Caravelle » et le « Galion »; activité de la Compagnie U.T.A.* [9 novembre 1966] (p. 4461 à 4464); *problème du bruit; ses observations sur l'amendement de M. Poirier* (p. 4486); Seconde délibération, Art. 23 : *Vulgarisation agricole; cas des régions rurales* [10 novembre 1966] (p. 4525, 4526); ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Œuvre de la Ve République; ses observations sur l'éducation nationale, le logement, les problèmes de la vulgarisation et de la sécurité sociale agricoles; rôle du F.D.E.S.; marché financier* (p. 4535, 4536).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi relatif aux communautés urbaines [18 novembre 1966] (p. 4684).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, Art. 5 : *Notion du libre choix de l'assureur* [23 novembre 1966] (p. 4785);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 27 : *Financement du Concorde; ses « retombées techniques »; prix de l'opération; montant des garanties de financement* [1er décembre 1966] (p. 5161).

AUGIER (M. Pierre), *Député du Vaucluse, 2e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à des travaux d'équipement rural en matière d'hydraulique, Art. 5 (Art. 151-1 du Code rural) : *Amendement de la Commission (nécessité d'une enquête avant les travaux)* [5 février 1963] (p. 2036, 2037); Article additionnel : *Amendement de la Commission (prélèvements d'eau à effectuer en rivière) : question de la concordance entre l'article 28 de la loi complémentaire d'orientation agricole et le présent projet* (p. 2038).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la politique viticole : *situation dans le département du Vaucluse; production en vins de ce département, la situation dans le département du Var; incidence de la production du vin sur l'économie de ces deux départements; reconduction souhaitable des dispositions relatives aux calamités agricoles; nécessité d'arrêter les importations de vins étrangers; problème des importations de vins algériens* [21 juin 1963] (p. 3674, 3675).

Décédé le 4 août 1963 [*J. O.* du 7 août 1963] (p. 7329).

Son éloge funèbre est prononcé [1er octobre 1963] (p. 4949).

AYME (M. Léon), *Député du Vaucluse (S.).*

En remplacement de Pierre Augier, décédé le 4 août 1963.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [1er octobre 1963] (p. 4950).

S'inscrit au groupe socialiste [1er octobre 1963] (p. 4953).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [3 octobre 1963] (p. 5021), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Détaxation du matériel agricole; modifications du système actuel de ristourne pour le matériel agricole* [5 novembre 1964] (p. 4723);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Visite du Ministre dans le département du Vaucluse; projet de déploiement opérationnel des engins sol-sol balistiques stratégiques en Haute-Provence; situation des personnes âgées; cas des agriculteurs; possibilité de souterrains bétonnés pour protéger des obus et des radiations* [21 octobre 1965] (p. 3962);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation des producteurs de fruits et de légumes; problèmes des producteurs maraîchers; cas du Vaucluse; ses observations sur les produits italiens; rôle du F.O.R.M.A.; objectifs du Ve Plan* [26 octobre 1966] (p. 3922).

AYMÉ DE LA CHEVRELIÈRE (Mme Magdeleine),

Député des Deux-Sèvres, 1re circonscription (C.D. puis app. C.D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Cesse d'appartenir au groupe du Centre démocratique [6 mai 1964] (p. 1117).

S'apparente à ce groupe [6 mai 1964] (p. 1117).

Est nommée membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à abolir la peine de mort en France, **n° 197** [21 février 1963]. retrait de la proposition [2 avril 1966] (p. 520).

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2073) autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 13 mai 1966 entre le Gouvernement de la République française et la Banque interaméricaine de développement, **n° 2182** [24 novembre 1966].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux prêts des caisses de crédit agricole [25 octobre 1963] (p. 5683, 5686).

Prend part à la discussion en deuxième lecture du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Son amendement tendant à compléter l'article* 15 bis *par un nouvel alinéa* : « *Les dispositions de la présente loi, nonobstant la date de publication des textes d'application, prendront effet à compter du jour de sa promulgation* » [23 juin 1964]; *bienveillance du Gouvernement à l'égard des cultivateurs sinistrés avant la publication de la loi* (p. 2131).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Ses observations relatives au lait de qualité; approvisionnement en eau potable des populations rurales* [9 octobre 1964] (p. 3103);

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Prêts du Crédit agricole; opérations de remembrement; insuffisante intervention des S.A.F.E.R.; projet de loi relatif aux adductions d'eau; création d'une institution qui prendrait le nom de « Eau de France »; insuffisance de la rémunération des agriculteurs; lancement d'un emprunt en faveur de l'agriculture* [5 novembre 1964] (p. 4705, 4706).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble de la loi de finances [12 novembre 1964] (p. 5344).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 15 : *Dispenses accordées aux jeunes gens reconnus soutiens de famille; définition de cette qualité étant fixée par décret en Conseil d'Etat* [26 mai 1965] (p. 1585);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, Art. 214 du Code civil : *Caractère d'association et de collaboration des époux* [26 juin 1965] (p. 2607); *permettre à la femme qui doit participer aux charges du ménage de s'en acquitter à l'aide de ses gains et de son apport en travail au sein du foyer* (p. 2607); *retrait de l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 2608); Art. 220-1 du Code civil : *Compter le choix de la résidence au nombre des cas susceptibles de mettre en péril les intérêts de la famille* (p. 2610); Art. 224 du Code civil : *Retrait des amendements relatifs à cet article* (p. 2614); Art. 2 (Art. 1387 du Code civil) : *Option entre des régimes légaux; problème de la remise aux futurs époux d'une notice concernant les régimes matrimoniaux* (p. 2614);

— du projet de loi sur l'élevage : *Problème du paiement du lait à la matière grasse; conditions d'exploitation du cheptel caprin; protection sanitaire; création d'un institut technique national pour chaque espèce; besoins alimentaires des chèvres* [22 novembre 1966] (p. 4741, 4742); après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Des décrets fixeront les conditions dans lesquelles les préfets pourront rendre obligatoire, dans chaque département, le paiement du lait aux producteurs en fonction de la composition et de la qualité des laits livrés »* [23 novembre 1966] (p. 4808); *valeur du lait; retrait de son amendement* (p. 4808);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 13 mai 1966 entre le Gouvernement de la République française et la Banque interaméricaine de développement, en qualité de *Rapporteur : Ressources de la Banque interaméricaine de développement; ses opérations; développement des relations économiques entre la France et l'Amérique latine* [29 novembre 1966] (p. 5033).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la suppression des abattements de zones de salaire : *situation de l'emploi et taux des salaires dans le Poitou; anachronisme de la disparité des salaires selon les régions; nécessité de favoriser la décentralisation des grosses entreprises vers les régions de bas salaires; centres de formation professionnelle* [16 décembre 1966] (p. 5664).

B

BAILLY (M. Jean-Marie), *Député du Territoire de Belfort, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633),]6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre du Comité de gestion du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés [13 février 1963] (p. 2142).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 15, Industrie, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 14, Industrie, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 14, Industrie, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577); Annexe n° 14, Industrie, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour

1967 (n° 2044), Annexe n° 20, Industrie, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963; INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Progression rapide de ce budget depuis* 1931; *effort de clarté entrepris dans sa présentation; problème de la sécurité des approvisionnements en produits pétroliers; question du pétrole saharien; insuffisance actuelle de nos ressources par rapport à nos besoins; nécessité de parvenir à une diversification aussi grande que possible de nos sources d'approvisionnement; encouragement aux recherches dans des pays extérieurs à la zone franc et dans le sous-sol marin; application de l'article* 67 *de la loi de finances pour* 1962*; orientation à donner aux opérations d'aide en matière de recherches techniques et industrielles; aide spécialisée; recherche textile; encouragement à apporter aux sociétés de moyenne importance en vue de favoriser l'expansion économique régionale; financement des investissements de ces entreprises; facilités d'accès de ces entreprises aux établissements publics de crédit; égalité fiscale entre les frais financiers et les dividendes; situation des entreprises artisanales; aménagement du régime de sécurité sociale des apprentis; moyens d'action limités mis à la disposition du Ministère de l'Industrie; structure de ce département ministériel* [9 janvier 1963] (p. 410, 411); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. - I. - CHARGES COMMUNES, Art. 53 : *Son amendement (réglementation des cumuls dans le cas des organismes privés de recherches collectives) : manque d'effectifs des centres de recherches industrielles; cas des ingénieurs du génie maritime* [17 janvier 1963] (p. 1029); EDUCATION NATIONALE : *Problème du ramassage scolaire; prolongation de la scolarisation; délégations de crédits aux préfets pour le ramassage scolaire* [19 janvier 1963] (p. 1264, 1265), titre IV : *Problème du ramassage scolaire et de son financement* (p. 1273); En seconde délibération, art. 13 : *Amendement du Gouvernement (diminution de crédits pour le Ministère de l'Industrie);* titre IV - Etat B : *Problème du stockage des charbons nationaux* [25 janvier 1963] (p. 1863).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Augmentation de l'écart entre les salaires parisiens et les salaires de province; problème de la suppression des abattements de zones; ralentissement des investissements des entreprises; amélioration souhaitable des facilités d'accès aux établissements de crédit publics pour les moyennes entreprises; égalité fiscale souhaitable entre les frais financiers et les dividendes; achèvement des travaux de la Commission Lorain; enseignements à retirer du présent débat* [14 mai 1963] (p. 2898, 2899).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 26 : *Son amendement (cas des artisans) : difficultés pouvant naître de l'inscription des artisans à la fois au répertoire des métiers et au registre du commerce* [9 juillet 1963] (p. 3968), [10 juillet 1963] (p. 4015);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14, EDUCATION NATIONALE : *Inquiétudes pour la prochaine rentrée scolaire; manque de maîtres; situation des maîtres rapatriés d'Algérie* [19 juillet 1963] (p. 4368, 4369); Art. 15, INTÉRIEUR : *Absence de crédits en faveur des collectivités locales pour faire face aux calamités* (p. 4376);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Modicité des crédits; inquiétude au sujet des houillères; réformes de structure; problème de la chimie; question du pétrole; politique de l'énergie; financement des investissements industriels* [30 octobre 1963] (p. 5960, 5961); *assouplissement des modalités de crédit pour les débouchés extérieurs* (p. 5962).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale avec débat, relative au plan de stabilisation : *Arrêt de la hausse des prix; modification du régime de l'entreprise; collaboration entre le capital et le travail; mesures à envisager en faveur des petits épargnants; regroupement des établissements bancaires nationalisés; place de la France dans la compétition mondiale; formation d'une main-d'œuvre de qualité; nécessité d'encourager les investissements et de réanimer le marché financier* [24 juin 1964] (p. 2150, 2157 à 2159).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INDUSTRIE, en qualité

de *Rapporteur spécial* : *Exigences de la compétitivité industrielle sur les marchés extérieurs: concentration raisonnable, regroupement et spécialisation; mesures prises pour assurer une meilleure coordination; exploitation plus efficace de la recherche française; création d'un fonds pour la recherche technique appliquée; mobilisation systématique de tout notre capital scientifique et technique; entreprises devant accomplir les efforts nécessaires pour devenir ou demeurer concurrentielles; améliorer le niveau des exportations; absence d'une politique européenne commune de l'énergie; problèmes pétroliers; Kennedy-round; réduction des tarifs douaniers; budget de transition* [30 octobre 1964] (p. 4312 à 4314);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 14 : *Problème de l'électricité à basse tension; risque de majoration; équilibre financier du projet* [25 juin 1965] (p. 2498); Art. 14 : *Ses observations sur cet article* (p. 2505); Art. 15 : *Taux sur les prestations de services* (p. 2505); Art. 50 : *Nécessité de dispositions transitoires; comportement psychologique des agents de la vie économique; dispositions transitoires en ce qui concerne les stocks; problème de la déductibilité* (p. 2562, 2563); *problème de la déduction des taxes payées* (p. 2564); *son amendement tendant à la suppression de l'art.* 50 (p. 2564);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Situation des huissiers de justice; revalorisation de leur indemnité* [12 octobre 1965] (p. 3541); TRAVAIL : *Ses observations sur la zone frontalière franco-suisse; suppression des abattements de zones; situation des travailleurs ayant cotisé au-delà de la 30e année* [13 octobre 1965] (p. 3626); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Réforme administrative; mise en place d'un échelon intermédiaire entre le pouvoir central et l'administration préfectorale et les collectivités locales; cadre de la région; application de la réforme administrative sur le plan départemental; services techniques; rôle de coordination du préfet; situation des commis de préfecture; personnel des corps autonomes d'outre-mer; revalorisation indiciaire du traitement de ce personnel* [25 octobre 1965] (p. 4076, 4077); INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Question de savoir si la structure du Ministère de l'Industrie et sa place dans l'organisation gouvernementale sont adaptées aux besoins économiques; renforcer la compétitivité des entreprises; intensification de la recherche; relance des investissements; accroître les exportations de produits industriels; poursuite de l'expansion; problème des regroupements; coût du crédit bancaire; régime actuel de l'amortissement; garantie des investissements français à l'étranger ; création d'unités industrielles ou commerciales à l'étranger ; subvention aux houillères nationales ; charges sociales supportées par les exploitations minières; allégement pouvant porter sur le poste de l'assurance accidents du travail et sur celui de l'assurance vieillesse; produits issus du pétrole ; Fonds de soutien aux hydrocarbures ; bureau de recherches de pétrole; nouvel organisme devant regrouper le bureau de recherches du pétrole et la régie autonome du pétrole ; problème de l'emprunt d'un milliard de francs ; financement des investissements d'un certain nombre d'entreprises* [26 octobre 1965] (p. 4150, 4151); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 55 : *Régime fiscal des caisses de crédit mutuel; cas des petits épargnants des populations rurales ou urbaines ; création de société de crédit différé ; régime des caisses d'épargne* (28 octobre 1965] (p. 4322, 4323).

Mise au point au sujet de son vote sur l'article unique du projet de loi portant ratification de l'Accord franco-algérien sur les hydrocarbures [14 octobre 1965] (p. 3689).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Liaison fluviale Rhin-Rhône; assurer l'égalité des chances aux enfants du milieu rural; abaissement nécessaire de l'âge de la scolarité obligatoire; maintien des abattements de zones étant critiquable; essor démographique; réforme de l'administration; possibilité d'éviter de faire dégénérer la haute administration en technocratie; organisation des diverses carrières; rôle des parlementaires; notion de service public; cas des attachés d'administration; situation des hauts fonctionnaires; mobilité des administrateurs civils* [5 novembre 1965] (p. 4517 à 4519);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « 11° voirie communale à l'exception des chemins ruraux, éclairage public, signalisations, parcs*

de stationnement » [11 octobre 1966] (p. 3279); *ses observations sur le transfert de la voirie à la communauté urbaine; possibilité de conflits d'attributions et de responsabilités* (p. 3279); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article : « L'entretien des voies conservé par les communes est assuré par les services techniques de la communauté urbaine dans des conditions qui seront arrêtées par décret en Conseil d'Etat* » (p. 3284); *entretien de la voirie* (p. 3284);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Objectifs du Ve Plan; formation professionnelle et promotion sociale; problèmes des personnels; ses observations sur les personnels des préfectures, les officiers de police de la sûreté nationale, les personnels des services de déminage, les chefs de division du corps autonome d'outre-mer; importance de la proportion des personnels rémunérés sur les budgets départementaux; titularisation des auxiliaires recrutés pour le service de l'Etat mais rémunérés sur les budgets départementaux; cas des officiers de police et des officiers de police adjoints; situation des chefs de division du corps autonome d'outremer; cas des attachés de préfecture* [24 octobre 1966] (p. 3792, 3793); EDUCATION NATIONALE : *Situation scolaire dans le monde rural; personnels des collèges d'enseignement technique; écoles maternelles en milieu rural; zones de salaires; bourses accordées aux familles rurales; directeurs des C.E.T.; gestion des internats des C.E.T.* [3 novembre 1966] (p. 4166, 4167); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Ses observations sur les établissements Alsthom; crédits destinés aux industries d'équipement; évolution de la balance commerciale française; augmentation des importations de biens d'équipement* [4 novembre 1966] (p. 4251); INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur spécial : Subventions accordées à la production de charbon; charges sociales des houillères; problèmes de l'artisanat; recherche industriette; assurance maladie et assurance-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles; valorisation des découvertes de nos techniciens; technique du flexoforage pour les recherches pétrolières en milieu marin; accident survenu à la raffinerie de Feyzin; politique énergétique; énergie atomique; ses observations sur le pétrole et le gaz; concentration des entreprises; exportation des biens d'équipement; cas des établissements Alsthom ; Kennedy - round* [7 novembre 1966] (p. 4294, 4295); *ses observations sur l'amendement de M. Boscary-Monsservin* (p. 4325).

BALLANGER (M. Robert), *Député de Seine-et-Oise, 9e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [15 juin 1966] (p. 2090).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 modifiée, révisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, **n° 85** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à abroger certaines dispositions de l'ordonnance n° 60-1253 du 29 novembre 1960 et à prévoir diverses mesures susceptibles de contribuer efficacement à la lutte contre l'alcoolisme, **n° 125** [23 janvier 1963].

Sa proposition de loi relative aux loyers des baux d'immeubles ou de locaux à usage commercial industriel ou artisanal, **n° 187** [21 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation de trois banques de dépôts et des banques d'affaires, n° **266** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites, n° **320** [7 juin 1963].

Sa proposition de loi portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales, n° **321** [7 juin 1963]

Sa proposition de loi tendant à instituer un régime d'assurance obligatoire couvrant les risques maladie, invalidité, décès et les charges de maternité au profit des membres des professions artisanales et de leurs familles, n° **609** [29 octobre 1963].

Sa proposition de loi relative à l'élection des conseillers généraux, n° **731** [11 décembre 1963).

Sa proposition de loi portant amnistie, n° **777** [19 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à instituer des mesures de protection en faveur de certains clients, locataires et occupants de bonne foi des hôtels, pensions de famille et locaux dont le bailleur exerce la profession de loueur en meublé, n° **837** [16 avril 1964].

Sa proposition de loi tendant à instituer un régime autonome d'assurance (maladie-accidents, invalidité, maternité, décès) pour les membres non salariés des professions industrielles ou commerciales et pour les membres non salariés de leurs familles, n° **1561** [30 juin 1965].

Sa proposition de loi relative à l'abrogation des lois réprimant l'avortement et la propagande anticonceptionnelle et à la réglementation de la commercialisation des moyens anticonceptionnels, n° **1710** [22 décembre 1965].

Sa proposition de loi rétablissant le scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle pour les élections des députés à l'Assemblée Nationale, n° **2190** [30 novembre 1966].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des principales sociétés de construction automobile (véhicules de tourisme et poids lourds), n° **2325** [21 décembre 1966].

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 10 du Règlement; droit pour le groupe communiste d'être représenté au Bureau de l'Assemblée Nationale; application du Règlement par la majorité; attitude du Groupe U.N.R.-U.D.T. à ce sujet; caractéristiques de ce parti* [7 décembre 1962] (p. 12).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 22 du Règlement; véritables intentions de l'U.N.R.-U.D.T.; attitude de ce groupe vis-à-vis de l'opposition* [13 décembre 1962] (p. 40).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale : *Déclaration du Gouvernement; catalogue de promesses et non d'engagements; caractère illusoire des mesures prises en faveur des personnes âgées; droit des anciens combattants; indications statistiques gouvernementales sur la distribution des revenus; lettre de M. Michel Debré au patronat français sur la nécessité de ne pas augmenter les salaires de plus de 4 %; hausse du coût de la vie depuis 1958; accélération des cadences de travail; doublement de la capitalisation boursière depuis 1958; augmentation des impôts locaux dans la région parisienne; diminution des constructions; bénéfices réalisés par les sociétés immobilières; situation dramatique de l'enseignement; conjoncture économique favorable; ralentissement du rythme de développement; nombreuses relations personnelles entretenues entre des membres du Gouvernement et les grandes sociétés; déclaration récente de M. Chalandon sur le syndicalisme de gestion; mesures prises par le Gouvernement à l'égard des agents de la R.A.T.P.; projets étudiés par le Gouvernement, tendant à limiter ou à supprimer les libertés communales; élimination des parlementaires communistes du Bureau de l'Assemblée et celle des membres de la minorité des bureaux des commissions; conséquences de la loi électorale actuelle; nécessité d'opérer un regroupement des Républicains; programme proposé par le parti communiste; montant de la retraite des vieux travailleurs, création d'une force de frappe et son coût très élevé* [13 décembre 1962] (p. 55 à 58).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 9 : *Son rappel au*

règlement : Incompatabilité entre une demande de disjonction et l'acceptation d'une discussion tendant à modifier le texte sur lequel porte ladite demande de disjonction [18 décembre 1962] (p. 104, 105); Son rappel au Règlement : *Application de l'article 84 du Règlement : reprise par le Gouvernement d'un texte déjà repoussé; cas de l'amendement portant article additionnel* [4 janvier 1963] (p. 296); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Retard pris par les traitements de la fonction publique; augmentation du coût de la vie; harmonisation des rémunérations entre le secteur public et le secteur nationalisé; fonctionnement de la grille indiciaire depuis le 1er novembre* 1957; *situation des auxiliaires et des agents du cadre D; intégration de l'indemnité de résidence dans le calcul de la retraite; conséquences de la création de classes exceptionnelles; abattement d'un sixième des annuités pour le calcul des retraites des fonctionnaires sédentaires; attribution de la pension de réversion à certaines veuves de retraités proportionnels; retard dans le paiement des retraites* [17 janvier 1963] (p. 1008, 1009); *déclarations gouvernementales sur le caractère éminemment social de la politique gaulliste; rappel des déclarations du Premier Ministre en décembre* 1962; *absence de mesures concrètes dans le présent budget; critiques émises par les rapporteurs au sujet de l'insuffisance de ce budget; volonté du Gouvernement de ne pas augmenter les salaires; manifestations des travailleurs; restriction du droit de grève par la réquisition; diminution du pouvoir d'achat depuis* 1957; *comparaison du rythme d'augmentation de la production industrielle de* 1954 *à* 1958 *et de* 1958 *à* 1962; *part des travailleurs dans cet accroissement; extension de la quatrième semaine de congés payés; réduction de la journée de travail; fixation de l'âge de la retraite; situation des catégories les plus défavorisées; conclusions de la Commission Laroque; détournement du Fonds national de solidarité; crédits pour les H.L.M.* (p. 1022 à 1024); Art. 58 : *Son amendement (Application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les rentes viagères)* [25 janvier 1963] (p. 1850);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, Art. 8 : *Son amendement (Taxe sur les mutations de bateaux de plaisance) : nécessité de supprimer le dégrèvement prévu à ce sujet; position du Sénat; arguments évoqués par les adversaires du présent amendement* [19 février 1963] (p. 2227, 2228); *son amendement (suppression de certains dégrèvements fiscaux accordés aux sociétés immobilières d'investissement); problème des exonérations de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés dont bénéficient les sociétés mères pour le produit des actions qu'elles détiennent dans leurs filiales* (p. 2241);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Continuité de la politique économique de la Ve République; contradictions existant entre les déclarations du Premier Ministre et celles du Chef de l'Etat en ce qui concerne la situation de la trésorerie française; recul du niveau de vie de la classe ouvrière; accélération de la concentration dans le petit commerce; retard en matière de construction de logements; insuffisances en ce qui concerne les constructions scolaires; situation à cet égard en Seine-et-Oise; retard de la France pour le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur; majoration des allocations de vieillesse; retard pris par rapport aux conclusions de la Commission Laroque; augmentation des plus-values fiscales; opinion émise par les organismes financiers, spécialement en ce qui concerne l'impôt sur les réserves des sociétés; évolution du rendement des différents impôts de* 1958 *à* 1962; *augmentation du nombre des assujettis à l'impôt sur le revenu en* 1961; *progression des bénéfices des grandes entreprises; avantages retirés par les gros possédants du récent emprunt; absence de petits souscripteurs; augmentation des tarifs de l'électricité et de la S.N.C.F.; coût de la force de frappe; application de l'article* 15 *de l'ordonnance sur les incompatibilités et le cas de M. Dassault* [28 mai 1963] (p. 3057 à 3062); Art. 16 : *Son amendement (Augmentation du taux des rentes viagères)* [29 mai 1963] (p. 3103); Art. 18 : *Son amendement (Prélèvement de* 2 % *sur les réserves des sociétés)* (p. 3110); Art. 10 : *Son amendement de suppression* (p. 3132).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale, avec débat, relative aux problèmes du camping : *Problèmes posés par l'organisation des vacances populaires; extension des quatre semaines de congé payé;*

rôle grandissant du camping et du caravaning; camps de camping existant en France; mesures qu'entend prendre le Gouvernement pour promouvoir l'aménagement de terrains de camping; nécessité d'éviter la spéculation sur les terrains de camping; aide à apporter aux municipalités; présence, dans les plans d'urbanisme, des terrains de camping; problème des tarifs; nécessité de ne pas considérer les campeurs comme des citoyens de seconde zone; libre accès de la Côte d'Azur [18 juillet 1963] (p. 4270 à 4272); *montant des prêts accordés par le crédit hôtelier en* 1961-1962 (p. 4275); *retard dans l'aménagement des terrains de camping par rapport à la progression du nombre de campeurs; insuffisance des prêts du crédit hôtelier; niveau trop élevé des tarifs dans les camps* (p. 4277).

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction, Art. 1er : *Son amendement (Contrats de construction) : caractère coûteux et inefficace de certaines dispositions du texte; portée du texte en discussion; coût de construction étant grevé d'environ* 6 *à* 7 %; *élaboration d'une série de textes législatifs permettant aux futurs copropriétaires d'exercer sur leur mandataire, promoteur, un contrôle permanent des différentes phases de la construction des logements; établissement d'un contrat de mandat entre le futur copropriétaire et le promoteur mandataire* [2 octobre 1963] (p. 4980, 4981); *ses observations sur l'interprétation de ses propres paroles, par M. Laurin* (p. 4981); Art. 4 : *Son amendement (Suppression de cet article)* (p. 4973); *son amendement tendant à supprimer l'article* 5; *retrait de son amendement* (p. 4983); Art. 8 : *Son amendement (Nombre de voix dont peut disposer le vendeur)* [3 octobre 1963] (p. 4997, 4998); après l'Art. 8 : *Son amendement sur le conseil syndical et sur le syndic* (p. 4998); Art. 11 *bis* : *Son amendement et celui de M. L'Huillier (Conditions techniques et financières de la vente); sûretés fondamentales des souscripteurs* (p. 5001); Art. 15 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier (Limitation du délai de dénonciation du contrat par le candidat acheteur)* (p. 5006); Art. 21 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier sur le contrat de construction* (p. 5008); *relations entre le contrat de construction et le contrat de mandat* (p. 5009); Art. 22 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier sur ce que doit comporter le contrat* (p. 5011); après l'Art. 22 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier sur la marge de commercialisation perçue par le promoteur* (p. 5012); *nécessité de faire mention dans le contrat de la marge de commercialisation; son amendement et celui de M. L'Huillier (Documents du contrat de construction)* (p. 5012); *son amendement et celui de M. L'Huillier (Interdiction des clauses pénales, des clauses de résiliation de plein droit et des clauses limitatives de responsabilité)* (p. 5013); *son amendement et celui de M. L'Huillier (Documents déposés à la mairie, à la disposition du public)* (p. 5013); Art. 24 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier sur le transfert des propriétés* (p. 5013); Art. 25 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier (Suppression de cet article)* (p. 5013, 5014); Art. 26 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier (Devoirs du promoteur)* (p. 5014); Art. 28 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier (Rôle du promoteur)* (p. 5015); Art. 29 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier (Rôle du syndicat)* (p. 5016); Art. 31 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier sur l'action récursoire du syndicat contre le promoteur défaillant* (p. 5018); après l'Art. 32 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier (Réunions du syndicat)* (p. 5019); *son amendement et celui de M. L'Huillier sur la désignation du promoteur et du représentant du syndicat* (p. 5019); Art. 35 : *Son amendement sur la conformité des dispositions des contrats de construction à la présente loi; retrait de cet amendement* [8 octobre 1963] (p. 5050); Art. 38 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier (Promoteur ne pouvant être porteur de plus d'un cinquième des parts sociales)* (p. 5053); Art. 38 *bis : Son amendement et celui de M. L'Huillier (Désignation du président du comité d'administration)* (p. 5053); après l'Art. 38 *bis : Son amendement et celui de M. L'Huillier (Conditions de réunion de l'assemblée des associés)* (p. 5053); Art. 40 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier tendant à supprimer les sociétés d'études* (p. 5054); Art. 44 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier (Commissaire censeur)* (p. 5057); Art. 48 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier (Dispositions du contrat préliminaire)* (p. 5059); *retrait de son amendement* (p. 5059); Art. 50 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier (Délai)* (p. 5060); *retrait de cet amendement*

(p. 5060); Art. 61 : *Son amendement et celui de M. L'Huillier sur l'interdiction des clauses pénales* (p. 5069); après l'Art. 63 : *Prélèvement d'une somme de* 70 *milliards sur l'ensemble des souscripteurs futurs copropriétaires* [9 octobre 1963] (p. 5094); *son amendement tendant à substituer aux taux de* 4 % *et de* 3 % *les taux de* 1,5 *et de* 1 % (p. 5095).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale relative à l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité : *Nécessité de modifier le taux des maximums de ressources ; application des décisions de la Commission Laroque; financement de l'augmentation de la retraite par le prélèvement sur les plus-values des valeurs boursières* [11 octobre 1963] (p. 5150, 5151 et 5115).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 8 : *Problèmes posés par l'expansion de l'urbanisme* [23 octobre 1963] (p. 5401); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Services du Premier Ministre - Commissariat au tourisme : *Importance de l'hôtellerie de plein air; amélioration des liaisons avec le littoral; mesures destinées à mettre davantage de terrains à la disposition des campeurs* [28 octobre 1963] (p. 5727, 5728); Education Nationale : *Vote du groupe communiste sur le titre V* [6 novembre 1963] (p. 6608); Finances et Affaires économiques, charges communes : *Promesse gouvernementale de l'an dernier concernant l'action sociale; grèves et leurs conséquences; malaise parmi les fonctionnaires et les personnels du secteur nationalisé; ses causes; retard des rémunérations sur les prix; déclassement des traitements de la fonction publique; projet de réformes administratives; modalités de leur élaboration; ne pas restreindre les libertés publiques* [8 novembre 1963] (p. 6901, 6902).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative à l'interdiction d'une manifestation en faveur d'emprisonnés politiques martiniquais [29 novembre 1963] (p. 7570).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation du Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie; Art. 1er à 14 : *Opposition du groupe communiste* [10 décembre 1963] (p. 7804).

Prend part au débat sur les questions orales de M. Mitterrand relatives aux pouvoirs respectifs du Président de la République et du Gouvernement : *Hostilité du parti communiste à la Constitution monarchique de* 1958 ; *possibilité de comparer la Constitution de* 1958 *à celle de la Jordanie Hachemite* [24 avril 1964] (p. 956, 957).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Ses observations sur la question préalable; abrogation de l'article* 50 *de la loi de* 1871 *et de l'article premier de l'ordonnance de* 1945 [11 juin 1964] (p. 1830); *titre du projet de loi; son objet réel; administration communale et départementale; région parisienne comptant dix millions d'habitants en* 1975*; mettre en place une organisation administrative laissant aux élus les pouvoirs de conception et de direction; prévoir des crédits suffisants; anomalies dans le découpage des trois départements; arrière-pensées électorales; absence de consultation du conseil général; effet centralisateur; super-préfet, maître du district et représentant du département; inscription d'office de certaines dépenses au budget du district; majoration des impôts; atteinte aux libertés locales; dispositions financières; impossibilité d'appliquer à Paris le droit commun; installation d'un maire à Paris; irresponsabilité de l'assemblée municipale dans ce cas; création de municipalités dans les arrondissements; distinction entre les tâches d'intérêt général et la gestion quotidienne; impôts payés par les parisiens* (p. 1839 à 1844); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « Sous réserve de l'avis des conseils généraux des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise consultés conformément aux dispositions de l'article* 50 *de la loi du* 10 *août* 1871 *et du troisième alinéa de l'article premier de l'ordonnance n°* 45-2604 *du* 2 *novembre* 1945, *la région parisienne est composée... »* [12 juin 1964] (p. 1877); *son amendement (Tableau fixant la liste des communes comprises dans le département de Versailles)* (p. 1883); *quasi-totalité des communes des cantons de Dourdan-Nord et Dourdan-Sud convergeant vers cette ville* (p. 1883); Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer aux deux derniers alinéas de l'article* 3, *l'alinéa suivant : « La législation de droit commun concernant le fonctionnement des conseils municipaux est applicable au conseil*

de Paris » (p. 1887); *administration de Paris; colonies de vacances pour les enfants parisiens; reconnaître Paris comme commune de plein exercice* (p. 1888); après l'Art. 7 : *Son vote contre l'amendement de M. Fanton tendant à obliger le Gouvernement à déposer avant le* 1er *octobre* 1965 *un projet de loi portant réforme de l'organisation de la Ville de Paris* (p. 1890); Art. 34 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1905); *conserver aux débats une certaine logique* (p. 1906); Art. 9 : *Son amendement tendant à la nouvelle rédaction de l'article « institution d'une conférence permanente interdépartementale composée de conseillers de Paris et de conseillers généraux de la région parisienne élus à la représentation proportionnelle des groupes politiques constitués dans ces assemblées* (p. 1906); *collectivités nouvellement créées étant des collectivités de plein exercice; assurer leur coordination; application de la loi de* 1871; *caractère permanent de la conférence interdépartementale; possibilité pour cette conférence de prendre position sur certains problèmes importants nécessitant une vue d'ensemble* (p. 1906); Art. 35 : *Son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de l'article* 35 *à supprimer les mots « après déduction du prélèvement visé à l'article* 34 *ci-dessus »* (p. 1907); Art. 37 : *Dispositions financières prévues aux articles* 37 *et suivants: étatisation des personnels de la préfecture de police et de certains personnels de la préfecture de la Seine* (p. 1913); Art. 26 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1918); Art. 27 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1918); Art. 28 : *Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de l'article* 28 (p. 1919); Art. 37 : *Son amendement tendant à la suppression du premier alinéa de cet article* (p. 1921); Art. 40 : *Son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de l'article* 40, *à supprimer les mots: « et, en ce qui concerne les personnels en fonction de la préfecture de police, à la moitié de cette même dépense »* (p. 1922);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Parlementaires ayant appris les intentions gouvernementales en matière budgétaire par les journaux et par la télévision; budget équilibré depuis Poincaré; gouvernement des banques et de la grande industrie; plan de stabilisation; importance des dépenses; augmentation de la pression fiscale; budget des affaires culturelles représentant* 0,3 % *du budget général, celui de la santé publique* 2,40 %; *effort de détente fiscale; évaluations proposées pour* 1965 *en ce qui concerne les recettes fiscales* [15 octobre 1964] (p. 3220 et 3221); *ses remarques sur les paroles prononcées par M. le Ministre des Finances* (p. 3221); *progression des rentrées fiscales; salariés supportant la plus large part des impôts; niveau de vie ne s'étant pas amélioré depuis* 1957; *rémunérations des fonctionnaires et des mineurs; pression fiscale de plus en plus forte; cas de la fonction publique; opinion du Conseil économique; cas d'un jeune ménage sans enfant; générosités à l'égard des gros revenus; comparaison entre le régime accordé aux sociétés capitalistes et celui des salariés; faible augmentation des revenus en faveur des personnes âgées; problème de la construction des écoles et des logements; intention d'un véritable impôt général et progressif unique sur le revenu global des personnes physiques; réforme profonde des impôts indirects comportant la suppression des taxes uniques sur les vins, les cidres et la viande; remplacement de la taxe sur la valeur ajoutée aux taux de* 20 *et* 25 % *par une taxe unique globale à la production au taux de* 10 % *due par les seuls producteurs ou fabricants à l'exclusion des artisans; donner satisfaction aux revendications de toutes les couches sociales sacrifiées* (p. 3222 et 3223); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION, après l'Art. 59 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (prix de location des logements construits avec l'aide de l'Etat après le* 1er *septembre* 1948) [4 novembre 1964] (p. 4559, 4560); *sort différent réservé à deux amendements* (p. 4569); *son amendement tendant, après l'article* 59, *à insérer un nouvel article (Prix de location des logements construits avec l'aide de l'Etat après le* 1er *septembre* 1948) (p. 4569, 4570); *fixer le montant maximum du prix des loyers par référence à la législation relative aux H.L.M.; dispositions du décret du* 24 *décembre* 1963 (p. 4570); *son amendement (Prix de la location des logements construits avec l'aide de l'Etat après le* 1er *septembre* 1948) (p. 4570).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Louis Dupont; *rôle de la Conférence des Présidents* [19 novembre 1964] (p. 4185).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du rapport sur les

principales options qui commandent la préparation du Ve Plan; Article unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Gouvernement devant déposer avant le* 15 *décembre* 1964 *un nouveau rapport concernant les principales options pour la préparation du cinquième plan et répondant à diverses caractéristiques dans le domaine économique, dans le domaine culturel et social et sur les moyens de financement)* [26 novembre 1964] (p. 5670); *conception du plan faite par le Gouvernement; problème du logement; fiscalité; revendications sociales pouvant être satisfaites* (p. 5670, 5671).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale sans débat relative aux majorations abusives des primes d'assurance [4 décembre 1964] (p. 5854, 5855, 5856).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 6 et 7 : *Groupe communiste ayant déposé une demande de seconde délibération, les articles* 6 *et* 7 *permettant au Gouvernement de prévoir par décret l'augmentation d'un grand nombre de loyers; gravité de la décision; inquiétudes des locataires* [9 décembre 1964] (p. 6010, 6011); *Gouvernement utilisant la procédure de seconde délibération pour procéder à des modifications de fond* (p. 6011); *déclaration du Ministre des Finances; ses observations sur les paroles de M. Souchal* (p. 6011, 6012); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1er : *Opposition du groupe communiste lors du vote* [17 décembre 1964] (p. 6209); *ambiguïté de l'article* 6; *propos prononcés en première lecture par le Ministre des Finances; crise du logement; groupe communiste votant contre le collectif* (p. 6210); *sa question de savoir si l'avis du conseil municipal pour la catégorie* 3*A est obligatoire* (p. 6210);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances : Art. 2 : *Critères que doit avoir la loi d'amnistie; faits survenus au cours de la guerre pour l'indépendance algérienne; cas des délinquants mineurs; loi d'amnistie n'en étant pas une; Parlement étant dans une situation difficile* [17 décembre 1964] (p. 6198).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale avec débat relative à la propagande lors des élections municipales [30 avril 1965] (p. 1044) : *Dispositions des articles L* 108 *et L* 110 *du Code électoral; déclarations à la télévision de M. le Premier Ministre et de M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse; mise à la disposition de l'U.N.R. de tous les moyens de l'Etat; transformation des préfectures en permanences gaullistes; utilisation de la menace et du chantage aux subventions; choix des municipalités bien pensantes par les Actualités régionales; intrusion du pouvoir à l'O.R.T.F.; interview de M. Pasquini sur les dispositions relatives à la vente d'H.L.M. locatives* (p. 1045, 1046).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative au respect du statut de l'O.R.T.F. [30 avril 1965] (p. 1055).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [12 mai 1965] (p. 1271); *cet article constituant un des dispositifs essentiels du projet gouvernemental puisqu'il tend à instituer des dégrèvements fiscaux en faveur des sociétés; argument de la nécessité pour la France d'harmoniser sa fiscalité avec celle des pays de l'Europe du Marché commun; charges fiscales des sociétés; problème des investissements; cadeaux fiscaux s'élevant à* 740 *millions de francs en année pleine* (p. 1271, 1272); *orateur parlant au nom de ceux qui vivent de leur travail, le Gouvernement au nom de ceux qui vivent du fruit du travail des autres* (p. 1273); Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article :* « A - *Le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé aux chiffres suivants :* 30 % *pour la fraction des bénéfices antérieurs à* 50.000 *francs;* 50 % *pour la fraction de bénéfices comprise entre* 50.000 *et* 1 *million* 500.000*;* 70 % *pour la fraction de bénéfices supérieure à* 1 *million* 500.000 *francs.* B - *Sont supprimés tous régimes d'exception et exonérations concernant les plus-values d'actif, de cession et de réévaluation des bilans quelle qu'en soit la forme* » (p. 1276); Art. 34 : *Ses observations sur les cadeaux faits aux dirigeants des sociétés*

(p. 1295, 1296); *problème de l'association capital-travail; cadeau évalué à* 740 *millions* (p. 1296); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe* 4 *de cet article* [13 mai 1965] (p. 1320);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Projet du budget frappant lourdement les petits et moyens contribuables; impôts sur le revenu des personnes physiques; impôts de consommation; impôts sur les sociétés* [7 octobre 1965] (p. 3366, 3367); *examen des recettes du budget de* 1966; *politique en ce qui concerne les milliardaires; hausse du coût de la vie; augmentation des salaires; impôts sur le revenu; relèvement de l'abattement à la base* (p. 3367, 3368]; *charges fiscales supportées par les petits contribuables; situation des petits commerçants et des artisans; importance des crédits militaires; insuffisance des crédits destinés à l'éducation nationale, à la construction de logements H.L.M., à la santé publique, à la jeunesse, à la recherche, à la culture; sort des personnes âgées* (p. 3368, 3369); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 3380); *rapport du Conseil économique et social* (p. 3380); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant après cet article à insérer le nouvel article suivant : « Il est institué un impôt annuel et progressif sur les fortunes des personnes physiques et les patrimoines des sociétés supérieurs à* 400.000 *F. L'impôt est calculé en appliquant les taux ci-après : Fraction comprise entre* 400.000 *et* 500.000 *F :* 0,1 %; *fraction comprise entre* 500.000 *et* 1 *million de francs* : 0,2 %; *fraction comprise entre* 1 *million et* 5 *millions de francs* : 0,4 %; *fraction comprise entre* 5 *et* 10 *millions de francs* : 0,7 %; *fraction comprise entre* 10 *et* 50 *millions de francs :* 1 %; *fraction supérieure à* 50 *millions de francs :* 1,5 %. *Un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions d'application du présent article* » (p. 3385); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe* 1 *de l'article* 5 *par l'alinéa suivant : « Ces dispositions ne s'appliquent qu'aux mutations d'un montant inférieur à* 200.000 *francs* » (p. 3387); Art. 2 (suite) : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (Modification de l'impôt sur les sociétés; obligation pour le Gouvernement de déposer un nouveau barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques)* [8 octobre 1965] (p. 3418, 3419);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 50 : *Son sous-amendement tendant à compléter le deuxième alinéa prévu par l'amendement du Gouvernement pour le paragraphe* 7 *par les dispositions suivantes : « ainsi que celles prévues à l'article* 40 *s'agissant du calcul des ressources garanties aux collectivités locales* » [22 décembre 1965] (p. 5058); *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour le paragraphe* 7 *par les dispositions suivantes : « Les sommes de* 50 *francs et de* 21 *francs garanties aux communes et aux départements par l'article* 40 *pour l'année* 1967 *seront augmentées en* 1968 *d'une somme égale à leur produit par le pourcentage d'augmentation du rendement total de la taxe sur les salaires* » (p. 5059); *sa demande de scrutin public* (p. 5067); EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 50 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe* 7 *par les dispositions suivantes : « ainsi que celles prévues à l'article* 40 *s'agissant du calcul des ressources garanties aux collectivités locales* » (p. 5071); *sommes minimum garanties aux communes et aux départements* (p. 5071); *son amendement tendant à compléter le texte de l'article* 50 *par un nouveau paragraphe : « Les sommes de* 50 *francs et de* 21 *francs garanties aux communes et aux départements par l'article* 40 *pour l'année* 1967 *seront augmentées en* 1968 *d'une somme égale à leur produit par le pourcentage d'augmentation du rendement total de la taxe sur les salaires* » (p. 5072).

Prend part au débat sur la motion de censure : *Groupe communiste ne votant pas la motion de censure condamnant la décision de retrait des forces françaises de l'O.T.A.N. et le départ des troupes américaines stationnées sur notre sol; intérêt de la France; caractère incomplet et insuffisant de cette mesure; pouvoir personnel; régime gaulliste n'ayant de parlementaire et de démocratique que le nom; ses observations sur les problèmes économiques et sociaux; mouvements revendicatifs; poids de la fiscalité; scandale de l'affaire Ben Barka; interdiction du film « La Religieuse »; étranglement financier des quotidiens démocratiques; force de frappe atomique; notre pays étant une base de départ et de transit pour les opérations d'agression américaine au Viet-Nam; renais-*

sance du militarisme allemand; coexistence pacifique; politique de paix, d'indépendance nationale et de désarmement [19 avril 1966] (p. 784, 785).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 2 : *Problème de l'extension de l'amnistie à M. Lemarchand* [28 avril 1966] (p. 998);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Bilan de cinq années d'activité gouvernementale; problème des allégements fiscaux; revenu des personnes physiques; rendement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; accroissement du nombre des contribuables; ses observations sur les impôts de consommation, et l'impôt sur les sociétés; problèmes de la sécurité sociale; productivité du travail; insuffisance des salaires, traitements et pensions; réduction de la consommation des ménages; nécessité d'une politique de progrès social* [12 octobre 1966] (p. 3349 à 3351);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Les députés à l'Assemblée Nationale sont élus au scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle, sans panachage et sans listes incomplètes. Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées et notamment les articles L 123 et L 126 inclus du Code électoral »* [7 décembre 1966] (p. 5325); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Organisation de la propagande à l'O.R.T.F.; distinction entre plusieurs périodes)* (p. 5330, 5331).

BALMIGÈRE (M. Paul), *Député de l'Hérault, 4e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil Constitutionnel en date du 12 mars 1963 [30 avril 1963] (p. 2717).

Est proclamé député le 9 juin 1963 [11 juin 1963] (p. 3282).

S'inscrit au groupe communiste [11 juin 1963] (p. 3282).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32); [25 juin 1963] (p. 3711); [8 avril 1964] (p. 652); [7 avril 1965] (p. 633)]; [6 avril 1966) (p. 592).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INDUSTRIE : *Problèmes relatifs à l'équipement électrique de la France; non-utilisation par le Gouvernement des possibilités thermiques des bassins miniers; insuffisance des crédits d'investissements de l'E.D.F.; problème de la parité entre le prix du kilowatt industriel et l'ensemble des prix industriels; nécessité de procéder à une étude générale et publique de la tarification électrique* [9 janvier 1963] (p. 415, 416]; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Inquiétude des régions viticoles françaises; décret d'organisation de la campagne* 1962-1963; *charges fiscales pesant sur les petits et moyens viticulteurs; réduction des charges pesant sur les gros viticulteurs; dangers de la politique d'importation des vins pratiquée par le Gouvernement; position des collectivités locales et des associations viticoles de l'Hérault à ce sujet; non-répercussion à la consommation de la baisse des prix intervenue à la production; limitation du crédit aux exploitations viticoles; relance de la classification du terroir en zones viticoles et zones non viticoles; volonté du Gouvernement de faire disparaître les exploitations familiales* [11 janvier 1963] (p. 637, 638).

Son rappel au Règlement: *Application de l'article 134 du Règlement; ses observations sur sa question orale relative au problème viticole; sa non-inscription à l'ordre du jour; impossibilité dans laquelle il se trouve de prendre part au débat sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives au même problème* [21 juin 1963] (p. 3678).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le Code des douanes; Art. 5 (Articles 169 à 174 du Code des douanes) : *Son amendement de suppression; possibilité par le présent article, pour le Gouvernement, de décider par simple arrêté l'importation de produits agricoles en admission temporaire* [27 juin 1963] (p. 3765).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin, Bourdellès, Commenay, Philibert et Privat relatives aux prix agricoles : *Problèmes posés par le prix du vin; place du vin français dans le Marché commun; lourdeur des charges fiscales pesant sur celui-ci; dégradation progressive du marché viticole; réduction des exploitations viticoles familiales* [5 juillet 1963] (p. 3924, 3925).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Aménagement du littoral Languedoc-Roussillon; refoulement des habitants de cette région; consultation des collectivités locales intéressées; nécessité d'éviter que cette opération ne tourne au profit des sociétés financières* [19 juillet 1963] (p. 4370); Art. 16, AGRICULTURE : *Augmentation de la capacité de stockage des vins* (p. 4377).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux problèmes viticoles : *priorité du déblocage réservé aux vins algériens et à ceux du gros négoce* [18 octobre 1963] (p. 5262, 5271, 5272).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 : TRAVAUX PUBLICS ET TEANSPORTS : *Revendications des différentes catégories de personnel des ponts et chaussées* [30 octobre 1963] (p. 5991, 5992); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation de la petite et de la moyenne propriété familiale; crédits pour l'habitat rural; ses observations sur l'électrification, et l'adduction d'eau, et la voirie; problèmes posés par le vin* [4 novembre 1963] (p. 6310, 6311);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention portant revision du traité instituant la Communauté économique européenne en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la quatrième partie de ce traité : Ses explications de vote : *Opposition du groupe communiste au marché commun européen; aspect colonialiste du projet; opposition du groupe communiste au projet* [4 décembre 1963] (p. 7619, 7620);

— du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie : Ses explications de vote : *Position défavorable du parti communiste à l'égard du Marché commun; vote du groupe communiste contre ce projet et contre le projet relatif au protocole financier* [4 décembre 1963] (p. 7631);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-993 du 1er octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation : Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste opposé à ce projet facilitant l'importation de vin grec sans nécessité* [9 avril 1964] (p. 695, 696);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Aspirations des agriculteurs; ressources du Fonds étant insuffisantes; rôle du Parlement; nécessité d'apporter à l'agriculteur une véritable garantie* [16 avril 1964] (p. 797, 798); Art. 7 : *Cas de l'exploitant assuré pour l'un des éléments normalement assurable de son exploitation; notion des éléments principaux; suppression du troisième alinéa de l'article* 7; *suppression des mots « dans la limite des ressources du Fonds »* [23 avril 1964] (p. 896, 897); *son amendement tendant à la suppression du troisième alinéa de l'article* 7 (p. 901); En deuxième lecture : Ses explications de vote : *Sort des amendements du groupe communiste; vote du groupe communiste pour un projet amélioré par la discussion parlementaire* [23 juin 1964] (p. 2133).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale sans débat relative à l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon [30 avril 1964] (p. 1043, 1047, 1048).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Critique des décrets viticoles du 16 mai et du 31 août dernier; indemnisation des Biterrois sinistrés; plan d'aménagement du littoral* [9 octobre 1964] (p. 3103 à 3105).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME, : *Importance du camping et du caravaning; création et aménagement des terrains nécessaires; aménagement du territoire; opération Languedoc-Roussillon; ne pas s'en remettre essentiellement aux monopoles; ne pas tenir à l'écart les municipalités; état du réseau routier de cette région; équipement touristique* [21 oc-

tobre 1964] (p. 3513 et 3514) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Création éventuelle de la ligne aérienne reliant Montpellier à Paris* [23 octobre 1964] (p. 3852) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Accident survenu sur le pont situé dans la ville d'Agde interdisant la circulation des véhicules ; services des ponts et chaussées installant actuellement un pont Bailey à voie unique* [4 novembre 1964] (p. 4589, 4590) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Décret du 31 août ayant reconduit les prix du vin à la production de la campagne* 1963-1964 ; *détérioration des cours ; diminution des offres d'achats aux caves coopératives ; mesures de blocage ; ne pas mettre en cause le minimum vital des exploitations familiales ; indemnisation des viticulteurs victimes de calamités ; décret du 26 mai ayant deux objectifs essentiels : le transfert des droits de plantation en fonction du terrain et l'attribution de nouveaux droits de plantation dans les zones viticoles* [5 novembre 1964] (p. 4693, 4694) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques : Ses explications de vote : *Groupe communiste votant le projet de loi ; étendre à l'ensemble du pays les mesures appliquées dans la région du Languedoc-Roussillon ; œuvre de salubrité publique* [12 novembre 1964] (p. 5361) ;

— du projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Maintien à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Martinique des structures coloniales empêchant le développement économique et social ; réforme agraire ; fin du monopole sucrier* [25 novembre 1964] (p. 5603, 5604) ;

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes, après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « Il pourra être décidé, par voie législative, d'accorder, en cas de situation exceptionnelle, un concours supplémentaire aux ports autonomes en cause »* [9 avril 1965] (p. 733) ; *son amendement tendant, après l'article 7, à insérer un nouvel article suivant : « Les ports secondaires non visés par la présente loi feront l'objet d'un programme de travaux de modernisation inscrit au Ve Plan et aux plans suivants afin de leur permettre de jouer pleinement le rôle et de répondre au développement du trafic maritime national, à la concurrence internationale et aux besoins régionaux »* (p. 734).

Son rappel au Règlement : *Débat sur la situation de la viticulture* [2 juin 1965] (p. 1730) ; *sa nécessité* (p. 1730).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré, Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Sommes perçues par les organismes au titre des ventes ainsi consenties devant être affectées en priorité au remboursement des emprunts contractés pour la construction des logements vendus, au remboursement des apports effectués par les collectivités locales, le surplus restant à la disposition de l'organisme cessionnaire)* [15 juin 1965] (p. 2134) ; *garantir aux collectivités locales le remboursement de leur apport* (p. 2134).

Son rappel au Règlement : *Problèmes viticoles devant faire l'objet d'un débat* [17 juin 1965] (p. 2200).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant extension des dispositions des articles 41 à 43 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, aux opérations d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon : *Projet complétant la loi du 26 juillet 1962 et tendant à accorder un droit de préemption à l'Etat dès que la période de consultation des collectivités locales est ouverte ; valeur des terrains retenus ; règles relatives à l'expropriation ; lutte contre la spéculation ; ne pas léser de nombreux petits propriétaires ; acquisition de lagunes et de marécages ; problèmes des viticulteurs ; ses observations sur le rôle des architectes de la région* [17 juin 1965] (p. 2222, 2223) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises : Avant l'Art. premier : *Son amendement tendant, avant l'article premier à insérer le nouvel article suivant : « dans le premier alinéa de l'article premier de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945, après les mots : « comités d'organisation » à insérer les mots : « dans les entreprises agricoles, dans les sociétés industrielles et commerciales et les organismes professionnels relevant du régime social de l'agriculture »* [28 juin 1965] (p. 2698) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME :

Caractère alarmant de notre industrie touristique; importance et rôle du touriste étranger; principal frein au développement des vacances restant d'ordre financier; subventions pour l'équipement des sports de plaisance; ports de plaisance; amélioration du réseau routier national; garantir le libre accès à toutes les plages ainsi que la gratuité; manifestations de Saint-Raphaël; réduire les droits d'acquisition et de mutation; aménagement du littoral Languedoc-Roussillon; spéculations foncières; exemple du Cap d'Adge [11 octobre 1965] (p. 3494, 3495); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Marché du vin; orientation de la politique viticole du Gouvernement; retour à un marché libre du vin; liquidation de la petite et de la moyenne exploitation; taux des prestations d'alcool vinique; catégorie de vin dit « de qualité de grande consommation »; politique de classe; modification de l'encépagement; création d'une société d'intervention pour le soutien et la garantie du prix du vin; retour aux dispositions sociales du Code du vin* [28 octobre 1965] (p. 4277, 4278);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : EN SECONDE DÉLIBÉRATION, ses explications de vote : *Inquiétudes des commerçants, des artisans et des agriculteurs; caractère nocif et dangereux du projet; disparition de la notion d'artisan fiscal; problème viticole; situation des collectivités locales* [22 décembre 1965] (p. 5073).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat, relative aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1262) : *Parité sociale et économique entre les salariés de l'agriculture et ceux de l'industrie et du commerce; suppression des abattements de zones; amélioration de la protection sociale; retraite complémentaire pour les ouvriers forestiers; logement des ouvriers agricoles; travailleurs immigrés; paysannerie familiale et moyennes exploitations; relèvement du prix indicatif du lait et du prix d'intervention de la viande; réalisation du Marché commun agricole; perspectives de l'accord du 11 mai et risques acceptés par la France (vins d'Italie)* (p. 1265 à 1267).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives à la réforme des enseignements supérieurs : *Situation du département de l'Hérault; politique discriminatoire du Gouvernement pour l'accession à l'enseignement supérieur* [8 juin 1966] (p. 1799, 1800);

— sur les questions orales relatives à la politique du logement : *Spéculation dans le domaine de la construction; faillite de l'entreprise Darrasse* [15 juin 1966] (p. 2077).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la politique viticole [22 juin 1966] (p. 2216) : *Fixation des prix agricoles à l'intérieur du Marché commun; situation des vignerons de l'Hérault; leur endettement; garantie de bonne fin; fixation du prix de campagne; la nécessité d'assainir le marché en appliquant des mesures s'inspirant des principes sociaux de l'ancien statut viticole; campagne anti-vin; sauvegarde de l'exploitation familiale* (p. 2224, 2225, 2226).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Déficit de la balance touristique des paiements; nombre de Français partant à l'étranger; conception gouvernementale du tourisme; objectifs du Ve Plan; ses observations sur les terrains de camping et de caravaning, les villages et les maisons familiales de vacances, les gîtes ruraux; tourisme de plein air; allocation de subventions aux organismes de tourisme; suppression des terrains de camping de 4e catégorie; développement du nautisme; campings sur la Côte d'Azur; aménagement du littoral Languedoc-Roussillon; conséquences de la spéculation; possibilité d'accorder deux billets annuels de chemin de fer à moitié prix, des bons d'essence à tarif réduit pour les congés; maintien des lignes de chemin de fer dans les régions de montagne* [21 octobre 1966] (p. 3702 à 3704); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la question viticole; libération des vins sous contrat de stockage; problème des vins bloqués; cas des petits viticulteurs; politique de stockage; ses observations sur le marché de Béziers; prix de campagne; perspectives du Marché commun; production de vins délimités de qualité supérieure; revenu agricole; exploitation familiale; principes sociaux de l'ancien statut viticole* [26 octobre 1966] (p. 3915, 3916); INDUSTRIE : *Ses observations sur l'entreprise métal-*

lurgique Fouga de Béziers; rôle de la Compagnie européenne de matériel agricole; conséquences du krach de l'Intra Bank; problèmes des chantiers de Port-de-Bouc et du Trait; nationalisation des monopoles de fait [7 novembre 1966] (p. 4306).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la campagne viticole (9 décembre 1966] (p. 5423): *Proteste contre la façon dont est organisé le débat; importations de vins tunisiens; prix du vin à la production; situation des petits et moyens viticulteurs; caves coopératives; fixation d'un prix de campagne rémunérateur et la garantie effective de ce prix; prix agricoles et le Marché commun; application de mesures s'inspirant des principes sociaux de l'ancien statut viticole; écoulement prioritaire de la production des petits et moyens producteurs; l'aide aux sinistrés; réduction massive de la fiscalité pesant sur le vin* (p. 5427, 5428, 5429).

BARBEROT (M. Paul), *Député de l'Ain, 1re circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

Cesse d'appartenir à cette Commission [13 décembre 1966] (p. 5478).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière : Art. 24 : *Son amendement (Suppression des droits de mutation prévus pour les opérations en cours au moment de la promulgation de la loi)* [19 février 1963] (p. 2233);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT - IV - AVIATION CIVILE : *Situation des personnels du Secrétariat général à l'aviation civile; cas des agents contractuels; question des rapatriés du Maroc et de la Tunisie; problème des personnels du service général de l'aviation civile; réorganisation du Ministère* [9 novembre 1966] (p. 4477, 4478).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative aux accidents de la circulation : *Réforme des règles de la priorité pour les voies secondaires; diminution du nombre des panneaux de signalisation routière; nécessité d'une vaste campagne d'information; rôle de la prévention routière* [25 novembre 1966] (p. 5009, 5010, 5011).

Mise au point au sujet de son vote dans le scrutin sur l'amendement de M. Escande à l'article 2 du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [8 décembre 1966] (p. 5366).

BARBET (M. Raymond), *Député de la Seine, 33e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32); [3 mai 1963] (p. 2755); [8 avril 1964] (p. 652); [7 avril 1965] (p. 633); [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre effectivement aux conseils généraux de s'administrer librement et à transférer à leur président les pouvoirs actuellement dévolus aux préfets, **n° 254** [17 mai 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat; Article additionnel : *Son amendement (Respect de la libre activité des associations et groupements légaux); danger que présente pour le respect des libertés syndicales et publiques la mise en mouvement de l'action publique par le ministère public* [4 janvier 1964] (p. 253);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problèmes de la R.A.T.P.; plaintes des usagers; éventualité d'une augmentation des tarifs; participation des collectivités locales à l'équilibre financier de la R.A.T.P.; nécessité de prévoir une participation des grandes entreprises de la région parisienne à ce financement; réquisition du personnel de la R. A. T. P.; restitution aux assemblées élues parisiennes de l'exercice de leurs* droits [15 janvier 1963] (p. 839, 840); INTÉRIEUR : *Insuffisance des crédits de subvention; atteintes portées à l'article* 72 *de la Constitution sur les libertés des collectivités locales; création souhaitable d'une caisse de prêt aux communes pour leurs dépenses d'investissements; vœux exprimés à ce propos par le Congrès de l'Association des maires de France; problème des adductions d'eau; subventions accordées à l'ensemble des départements et des communes; fonctionnement des subventions concernant la voirie des grands ensembles; poids sur les collectivités locales des charges incombant à l'Etat* [17 janvier 1963] (p. 1056 à 1057).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Rivain et Fouchier relatives à la réforme administrative : *Caractéristiques de la prochaine réforme administrative; nature de la déconcentration proposée; augmentation des pouvoirs des préfets; développement des régions économiques; liquidation des municipalités; cas du district de Paris* [7 juin 1963] (p. 3251, 3252).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la non-inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de sa question orale relative à une modification de la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique* [17 juillet 1963] (p. 4214, 4215).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Rythme trop lent des travaux; adduction d'eau du val de Loire; barrages de Seine-et-Marne; consommation de l'eau à Paris* [16 octobre 1963] (p. 5192); *station d'épuration d'Achères* (p. 5192, 5193); Art. 51 : *Son amendement tendant à supprimer cet article; sort privilégié accordé aux mines et aux stockages souterrains d'hydrocarbures liquides miniers* [14 novembre 1963] (p. 7255);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 : CONSTRUCTION : *Opérations d'aménagement dans la région parisienne; sort des petits propriétaires; question des crédits* [31 octobre 1963] (p. 6171, 6172); INTÉRIEUR : *Revendications du personnel des préfectures; problèmes indiciaires des agents communaux; application de la loi du* 17 *mars* 1950 *aux agents du service de la désinfection de la Ville de Paris et aux fossoyeurs des cimetières parisiens* [5 novembre 1963] (p. 6474); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement déposé par le Gouvernement (Craintes pour les petits propriétaires)* [6 décembre 1963] (p. 7717).

Prend part au débat sur la question orale de M. Delorme relative à la réoganisation du Conseil d'Etat : *Décrets du* 30 *juillet* 1963; *atteinte portée à l'indépendance de la juridiction administrative suprême; sa protestation contre le fait que le Parlement n'ait pas été invité à débattre, préalablement à sa promulgation, de la réforme du Conseil d'Etat* [6 décembre 1963] (p. 7738 et 7739).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article* 2 *(élection des membres du conseil municipal de Paris par secteur au scrutin de liste à un tour avec dépôt de liste complète et représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne)* [21 mai 1964]

(p. 1312); *élection des conseillers municipaux de Marseille; cas de la Ville de Paris; présidence du conseil municipal de Paris de* 1947 *à* 1951 (p. 1312); En troisième et dernière lecture, ses explications de vote : *Position du groupe communiste sur la représentation proportionnelle pour toutes les élections; caractère inacceptable du projet de loi; position du groupe à son adoption* [18 juin 1964] (p. 2042);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne; Art. 1er : *Son amendement tendant à remplacer les mots « Plaine-Saint-Denis » par les mots « Seine-Saint-Denis »* [12 juin 1964] (p. 1877); *Plaine-Saint-Denis étant un quartier de la ville historique de Saint-Denis* (p. 1878); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le texte de l'article* 2, *à substituer aux mots « à statut particulier » les mots « ayant le double caractère d'une commune et d'un département »* (p. 1886); *discussion au Conseil général de la Seine; doter Paris d'un nouveau régime administratif reposant sur une base démocratique efficace* (p. 1886); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article: « Le Conseil de Paris exerce les attributions dévolues par la législation de droit commun aux conseils municipaux et aux conseils généraux »* (p. 1886); *statut particulier de la Ville de Paris* (p. 1888); Art. 5 : *Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de l'article* 15 (p. 1888); *ne pas donner au préfet de Paris et au préfet de police des attributions exercées dans les autres communes des départements nouveaux par les maires et les adjoints* (p. 1888); Art. 6 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1889); *ne pas maintenir la Ville de Paris sous un régime particulier restrictif* (p. 1889); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article* 13, *après les mots « il pourra être procédé » à insérer les mots « après avis de la conférence permanente interdépartementale prévue à l'article* 9 *ci-dessus »* (p. 1915); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin de la première phrase du troisième alinéa de l'article* 13 *(Consultation de la conférence permanente interdépartementale prévue à l'article* 9 *ci-dessus)* (p. 1915); Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « par décret en Conseil d'Etat » à insérer les mots « prix après consultation de la conférence permanente interdépartementale prévue à l'article* 9 *ci-dessus »* (p. 1916); Art. 22 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1918); *incorporation dans des corps de fonctionnaires de l'Etat de certaines catégories de fonctionnaires de la Ville de Paris et du département de la Seine* (p. 1918); Art. 23 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1918); Art. 24 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1918); Art. 25 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1918); Art. 28 : *Son amendement tendant à la suppression du premier alinéa de cet article* (p. 1918); Art. 40 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1922); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réoganisation de la région parisienne : *but du Gouvernement étant de réduire les droits des assemblées élues pour permettre aux sociétés de faire des profits; opposition du groupe communiste au texte* [29 juin 1964] (p. 2328);

— de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à faciliter aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres ou irrécupérables, communément appelés « bidonvilles » : *Existence des « bidonvilles »; problème du financement des constructions de remplacement; possibilité pour le Gouvernement de déposer un projet de loi mieux étudié et plus complet; patronat tirant bénéfice du travail des habitants des « bidonvilles » et devant contribuer au financement des constructions neuves; nombre des travailleurs immigrés; leur augmentation depuis* 1958; *nombre de logements construits destinés aux travailleurs; diminution des H.L.M.; nécessité de prévoir le financement du relogement; ne pas masquer les responsabilités; donner des garanties aux habitants des taudis; solution du problème dépendant d'une meilleure et plus juste répartition des ressources nationales; union des efforts de tous les travailleurs français et immigrés pour obtenir une amélioration de leur sort* [26 juin 1964] (p. 2254, 2255); Art. 4 : *Offrir aux occupants des « bidonvilles » des logements neufs pas trop éloignés de leur lieu de travail; cas du département de la Seine* (p. 2258); ses explications de vote : *Adoption de la proposition de loi; problèmes des crédits; vote favorable de la proposition de loi* (p. 2259); En deuxième

lecture : *Nécessité de crédits importants pour la construction d'immeubles de remplacement pour les occupants des « bidonvilles » ; leur relogement ; prix d'achat des terrains ; nécessité de consacrer un milliard à la construction d'immeubles de remplacement ; réduction des dépenses improductives de l'Etat ; son désir de connaître le plan général d'action du Gouvernement* [12 novembre 1964] (p. 5345, 5346) ;

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation ; Art. 24 : *Son amendement tendant à la suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de cet article* [30 juin 1964] (p. 2385) ; *faculté pour les organismes d'H.L.M. de majorer le prix du bail pour réaliser le transfert au concessionnaire de la propriété du terrain* (p. 2385, 2386).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale avec débat relative à la situation de l'industrie automobile [16 octobre 1964] (p. 3361) : *Réductions d'horaires et les licenciements dans l'industrie automobile ; leurs répercussions sur les industries annexes ; régression des exportations ; faiblesse de la demande intérieure due à l'insuffisance du pouvoir d'achat ; concurrence étrangère* (p. 3364, 3365).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme de l'enseignement : *Création de la nouvelle faculté de lettres de Nanterre ; nécessité de créer un centre socio-culturel et de construire des logements pour le personnel et les étudiants ; achèvement du lycée de cette commune et édification d'un groupe scolaire* [13 novembre 1964] (p. 5398, 5399).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue) : *Eclatement du département de la Seine en quatre départements depuis la loi du 10 juillet 1964 ; référence à la loi du 5 septembre 1947 ; élection des conseillers généraux du département de la Seine en 1965 ; majorité actuelle des conseillers généraux de la Seine* [19 novembre 1964] (p. 5487) ; *ses observations sur la réponse de M. de Grailly* (p. 5488) ; *ne pas empêcher la population et la majorité de s'exprimer ; importance des franchises des collectivités locales ; représentation de la banlieue au conseil général ; son souhait de voir l'Assemblée Nationale suivre le Conseil général de la Seine* (p. 5488, 5489) ; avant l'Article unique : *Son amendement tendant, avant l'article unique, à insérer un article nouveau : « Afin de donner à la population des communes de banlieue une représentation correspondant à son importance, le nombre des conseillers généraux de la Seine (banlieue) est porté à 95 »* (p. 5491) ; *portée de son amendement ; recensement de 1962* (p. 5491) ; Article unique : *Son amendement tendant, après les mots : « élus en 1959 », à rédiger ainsi la fin de l'article unique : « sera soumis à renouvellement en 1965, comme celui des conseillers municipaux de Paris ; il prendra fin au moment de la mise en place des nouveaux départements créés par la loi du 10 juillet 1964 »* (p. 5491) ;

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, Art. 7 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [22 avril 1965] (p. 825).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux ressources des collectivités locales : *Difficultés rencontrées par les communes pour financer les investissements indispensables ; exemple de Nanterre* [21 mai 1965] (p. 1499).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963 : *Nécessité de réprimer les infractions à la législation économique ; domaine du commerce de la viande ; différenciation devant être opérée entre les infractions mineures et primaires et celles qui présentent un caractère de gravité établi ou qui constitue une récidive ; comité national de la surveillance des prix ; comité de surveillance des prix à l'échelon départemental ; opinion de M. Maurice Patin ; bénéfices des trusts* [10 juin 1965] (p. 1982 à 1984) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa* (2°) *de cet article* (p. 1984) ; Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Hoguet tendant à la création d'une commission paritaire* (p. 1985) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du texte modificatif proposé pour l'article 20 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945, après les mots : « flagrant délit » à insérer les*

mots : « et sauf pour les infractions à la réglementation de la publicité des prix » (p. 1986); *cas d'un commerçant ayant négligé de placer l'étiquette mentionnant le prix de sa marchandise* (p. 1986); Art. 3 (suite) : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Hoguet, tendant à compléter ainsi le texte proposé pour le second alinéa de l'article 19 de l'ordonnance du 30 juin 1945 : « Le directeur devra saisir la commission paritaire prévue à l'alinéa ci-dessus afin de recueillir son avis motivé sur le quantum de la transaction »* (p. 1987, 1988); Art. 5 (suite) : *Son amendement tendant à la fin du texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 22 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945, après les mots : « le bénéfice de la transaction » à compléter ainsi cet alinéa : « ou donner un avertissement non taxé ou décider le classement du dossier »* (p. 1988); Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de l'amendement de M. Hoguet par les mots : « sauf le cas de bonne foi ou d'erreurs matérielles »* (p. 1989); Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter le texte modificatif proposé pour l'article 40 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 par le nouvel alinéa suivant : « Toutefois, pour une première infraction, la peine d'emprisonnement pourra être ramenée à six mois et l'amende ne pas être supérieure à 5 000 francs »* (p. 1990); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel* (p. 1992); *retrait de son amendement* (p. 1992); *abstention du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 1992).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative à l'aménagement de la région parisienne [18 juin 1965] (p. 2241) : *Problème des crédits; création du district; extension des lignes de métro dans la banlieue; conception autoritaire du Gouvernement pour l'aménagement de la région parisienne; révision du P. A. D. O. G.; difficultés provoquées par l'aménagement de certaines zones : exemple, la Défense; le problème de la décentralisation; nécessité de conserver au département de la Seine son potentiel industriel* (p. 2244 à 2247).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation : *Loi du 26 juillet 1962; cas du département de la Seine; éviter les injustices; défendre les intérêts et la situation des petits propriétaires; laisser au juge de l'expropriation le pouvoir de fixer l'indemnité principale; insuffisance du nombre de juges fonciers* [22 juin 1965] (p. 2348, 2349); *abstention du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 2352);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Mesures en faveur de certaines catégories de personnels; corps préfectoral; suppression de dix postes d'agents de bureau; nombre croissant d'auxiliaires dans les préfectures; problème des « non-intégrés », agents supérieurs et chefs de bureau d'avant 1949; vie des collectivités locales; dévouement des maires et des élus municipaux; restriction des libertés communales; subvention aux collectivités locales; participations financières des différentes collectivités pour les constructions publiques et les constructions scolaires; édification de centres administratifs et de maisons de la culture; subventions accordées aux constructions scolaires du premier degré; prêts consentis aux communes par les compagnies d'assurances; excédents de dépôts dans les caisses d'épargne; financement des travaux d'investissement des communes; création d'une caisse d'équipement des départements et des communes; réforme des finances locales; application de la loi du 10 juillet 1964; position du groupe communiste lors du vote* [25 octobre 1965] (p. 4064 à 4066).

Est entendu sur la question orale sans débat de M. Ducoloné relative à la rénovation du XVe arrondissement de Paris [29 octobre 1965] (p. 4361).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises : *Patronat méconnaissant les dispositions législatives actuelles; attitude de la direction des usines de la S.N.E.C.M.A.; rôle des organisations syndicales; avenir de l'aéronautique française* [26 mai 1966] (p. 1521).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme des enseignements supérieurs : *Achèvement du lycée moderne et classique Irène et Frédéric Joliot-Curie à Nanterre; situation de l'enseignement à Nanterre;*

difficultés de l'enseignement technique à Puteaux [8 juin 1966] (p. 1795, 1796).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles » : *Cas des foyers patronaux; implantation des locaux de remplacement; problème du crédit* [14 juin 1966] (p. 2009); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du texte proposé pour l'article 3-1 de la loi du 14 décembre 1964 : « Les terrains expropriés ne peuvent être cédés qu'à une personne de droit public aux fins d'être utilisés... »* (p. 2012); *utilisation des terrains expropriés* (p. 2012); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 3-1 par un deuxième alinéa (Coûts de construction)* (p. 2013); *rôle des sociétés d'économie mixte* (p. 2013); *retrait de son amendement* (p. 2013);

— du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : *Pouvoirs du district; ses moyens d'action; sous-administration de la région parisienne; découpage des départements de la Seine et de Seine-et-Oise; dépenses d'équipement de la région parisienne; fonctionnement du district; institut d'aménagement et d'organisation de la région parisienne; rôle du conseil d'administration du district* [23 juin 1966] (p. 2292, 2293); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2296); *pouvoirs du district* (p. 2297); Art. 3 : *Son amendement tendant après les mots : « des départements et des communes » à rédiger ainsi la fin du texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 2 août 1961 : « sera fixé à 54 »* (p. 2300); *nombre des membres du conseil; leur élection au suffrage direct* (p. 2300); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 2 août 1961 par de nouvelles dispositions : « ceux-ci seront élus au suffrage direct suivant les règles de la représentation proportionnelle »* (p. 2300, 2301); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Election des représentants au conseil d'administration)* (p. 2301); *retrait de son amendement* (p. 2301); *vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 2302); En deuxième lecture : *Caractère antidémocratique du district de la région de Paris; vote du groupe communiste* [15 novembre 1966] (p. 4569);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Crédits de fonctionnement des services; revendications des personnels; leur rémunération; ses observations sur la région parisienne; titularisation des auxiliaires d'Etat et départementaux; situation des commis, des agents de bureaux; élaboration des statuts particuliers aux fonctionnaires de police; association des syndicats; ses observations sur le corps des gardiens de la paix; cas des retraités de police partis en retraite avant le 1er décembre 1956* [24 octobre 1966] (p. 3772, 3773); BUDGETS MILITAIRES : *Situation actuelle des entreprises nationalisées de l'aviation; problèmes de la S.N.E.C.M.A.; usine de Corbeil; fabrication de moteurs d'avions militaires; réacteurs Olympus 593; démocratisation des entreprises nationalisées* [25 octobre 1966] (p. 3848); EQUIPEMENT - I - SECTION COMMUNE : *Circulation dans les villes; cas de Paris; construction du boulevard périphérique; problème du stationnement des véhicules; accélération des travaux du réseau express régional est-ouest; situation de la R.A.T.P.; possibilité de percevoir une taxe sur les grosses entreprises capitalistes et les grands magasins pour la Régie autonome des transports* [7 novembre 1966] (p. 4331);

— du projet de loi relatif aux élections cantonales, après l'Article premier : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « Pour les nouveaux départements de la région parisienne, la représentation aux conseils généraux sera organisée sur la base d'un conseiller général pour une population comprise entre 30 000 et 40 000 habitants »* [16 novembre 1966] (p. 4611); *fixation d'un chiffre moyen de population pour l'élection des conseils généraux dans les nouveaux départements issus des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise* (p. 4611, 4612);

— des questions orales relatives aux constructions scolaires : *Difficultés des collectivités locales; fixation de la subvention de l'Etat en fonction d'une dépense effective, « dépense subventionnable », ne correspondant pas au coût réel; exemple de la ville de Nanterre* [16 novembre 1966] (p. 4650);

— du projet de loi de finances rectificative

pour 1966, Art. 11 : *Transfert des halles de Paris à Rungis et à la Villette; problème de l'indemnisation* [1er décembre 1966] (p. 5140); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du sixième alinéa (2e alinéa du 3) du texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 6 du décret du 30 septembre 1953 par l'amendement de M. Vallon : « Toutefois l'indemnité sera payée en espèces dans le cas où le commerçant ne désire pas se réinstaller dans l'enceinte du marché »* (p. 5142).

BARDET (M. Maurice), *Député du Morbihan, 5e circonscription (U. N. R.-U. D. T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'union pour la Nouvelle République, union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 779), tendant à définir la pêche artisanale en fonction de la jauge brute des navires utilisés, **n° 1274** [17 décembre 1964]

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1701) sur l'exercice de la pêche maritime et l'exploitation des produits de la mer dans les terres australes et antarctiques françaises, **n° 1279** [4 mai 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Situation des ports français, en particulier bretons; cas de Lorient; son activité en tant que port de guerre, port de pêche, port pétrolier et port de commerce; suppression souhaitable de la taxe sur les carburants maritimes; disparité existant entre les conditions de la pêche en France et en Grande-Bretagne; création d'une école de formation accélérée de matelots de pêche; construction de logements à Lorient; caractère particulier des difficultés de Lorient, classé à la fois zone d'action rurale et zone de conversion* [15 janvier 1963] (p. 844, 845); CRÉDITS MILITAIRES, Art. 16 : *Situation de la ville de Lorient; achat de Crusaders, réduction des commandes passées à l'arsenal de Lorient* [24 janvier 1963] (p. 1615);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Ses observations sur sa propre lutte dans les rangs syndicaux; nécessité de parvenir à un équilibre à l'intérieur duquel la grève n'apparaisse plus comme nécessaire* [17 juillet 1963] (p. 4236);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Difficultés de la pêche industrielle; disparition des frayères; coût de plus en plus élevé des bateaux* [24 octobre 1963] (p. 5494, 5495); BUDGETS MILITAIRES : *Programme de construction de moteurs français permettant d'assurer un travail régulier aux ouvriers de l'industrie aéronautique* [7 novembre 1963] (p. 6765, 6766);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de commerce entre la République française et le Japon et du protocole relatif aux relations commerciales entre la République française et le Japon, signés à Paris le

14 mai 1963 : *Politique de dumping pratiqué en 1932 par le Japon; accord international tenant compte du pourcentage du revenu national affecté dans chaque pays aux dépenses sociales* [20 novembre 1963] (p. 7349);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 5 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa, paragraphe 2°, de l'article L 5, après les mots : « militaires de carrière » à insérer les mots: « ou servant au-delà de la durée légale en vertu d'un contrat », et après les mots: « ou radiés des cadres » à insérer les mots: « ou réformés définitivement »; traiter les militaires non officiers atteints d'infirmités, imputables ou non au service, sur un plan d'égalité avec les officiers et les fonctionnaires civils; définition du militaire de carrière* [7 octobre 1964] (p. 2986); *son amendement tendant à la fin du 5e alinéa du paragraphe 3 de l'article L 5, à substituer aux mots: « imputables au service » les mots: « imputables ou non au service »* (p. 2986); *suppression de toute restriction au droit à pension pour infirmités* (p. 2986); *suppression de la restriction inscrite dans le texte du Gouvernement* (p. 2987); Art. L 17 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de l'article L 17, à insérer un nouvel alinéa (Majorations pour les enfants ayant été pendant neuf ans au moins élevés par le titulaire de la pension)* (p. 2998); Art. L 38 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit l'avant-dernier alinéa (parag. 1er) de l'article L 38: « Si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage »* [8 octobre 1964] (p. 3014); *décès accidentel d'un enfant à la veille du décès de son père; naissance de l'enfant après le mariage ou après le décès du père* (p. 3014); en deuxième lecture, Art. 6 *ter: Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « A titre transitoire et jusqu'au 1er décembre 1966 les bénéfices d'études préliminaires attribués aux militaires entreront en compte pour la constitution de leur droit à pension dans les conditions antérieurement en vigueur »* [14 décembre 1964] (p. 6094, 6095);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES : *Craintes du personnel des arsenaux de la marine; exemple de l'arsenal de Lorient; projet de réorganisation des établissements industriels militaires; construction d'un navire-usine par l'arsenal de Lorient; rumeurs au sujet de l'abandon du « Concorde »; plan de rechange pour donner du travail aux entreprises* [6 novembre 1964] (p. 4879);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Projet devant apporter une solution aux problèmes des régions de l'extrême Ouest en permettant le développement de ses ports; cas du port de Brest; création d'une grande liaison routière Brest-Strasbourg; sa réalisation grâce à la vente de terrains aux abords de la route et grâce à des emprunts* [8 avril 1965] (p. 675, 676);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi: 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 4 : *Ne pas fixer le prix de vente du logement à un niveau trop bas; guider l'administration des domaines dans la détermination d'un juste prix* [29 avril 1965] (p. 997);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 40 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe: « Il sera également tenu compte des charges exceptionnelles que les collectivités ont assumées pour réparer les dommages causés par les guerres, non couverts par les indemnités versées à cet effet »* [25 juin 1965] (p. 2552); *attribution de garanties; situation de Lorient et de Brest; problème de la reconstruction* (p. 2553); *retrait de son amendement* (p. 2553);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises : *Combat de la classe ouvrière contre le patronat; intentions du Gouvernement; création d'une école des cadres syndicaux; problème de la formation nécessaire des représentants du syndicalisme; syndicalisme coopératif étant différent du syndicalisme revendicatif; création d'une magistrature économique* [28 juin 1965] (p. 2679, 2680);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE : *Gestion du port de Lorient; rachat par l'Etat des droits de la société concessionnaire; modicité de l'aide*

accordée par l'Etat à la pêche et à l'armement; détaxe des carburants; ouverture à Lorient d'une école d'apprentissage maritime et d'une école supérieure de pêche; pêche artisanale; construction de navires-usines; problème des frayères artificielles; carrière des secrétaires administratifs de la marine marchande [12 octobre 1965] (p. 3516 à 3518);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Complexe sidérurgique de Dunkerque; cas du département du Nord; axe Rhin-Rhône; réalisation d'un axe routier Brest-Strasbourg; problème des pêches maritimes* [4 novembre 1965] (p. 4478, 4479);

— du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine s'appliquant aux produits industriels : *Un produit se caractérisant par son origine, sa matière première et ses procédés de fabrication; ses observations sur les vins de Champagne et les vins fins d'Alsace; problème de la porcelaine de Limoges; nécessité de tenir compte dans la définition de l'appellation, non de la provenance géographique, mais de la qualité de la matière première et du respect des procédés de fabrication* [26 avril 1966] (p. 928); Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 7-1 nouveau proposé par l'amendement de M. Lavigne : « Toutefois, les produits industriels répondant à des normes de qualités et fabriqués par des entreprises originaires de cette aire géographique pourront bénéficier de l'appellation d'origine à la condition que leur implantation ait été effectuée en accord avec la délégation générale à l'aménagement du territoire »* (p. 929); *cas où l'industrie porcelainière de Limoges désirerait se décentraliser* (p. 929); *politique de décentralisation industrielle* (p. 930);

— du projet de loi sur l'exercice de la pêche maritime et l'exploitation des produits de la mer dans les Terres australes et antarctiques françaises, en qualité de *Rapporteur* : *Avenir de la pêche; activité de l'industrie française des pêches; protection des ressources de la mer* [26 mai 1966] (p. 1527, 1528);

— du projet de loi relatif au régime de pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance : *Revision de la législation des pensions servies par la Caisse de retraite des marins; objet de ses deux questions écrites* [7 juin 1966] (p. 1751); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Droit à pension de la veuve)* (p. 1759); *mettre en harmonie le régime des pensions de marins et celui des pensions civiles et militaires* (p. 1759); *son amendement tendant après l'article 2 à insérer un nouvel article (Cas de la veuve remariée redevenue veuve ou divorcée ou séparée de corps)* (p. 1759);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Problèmes de la sidérurgie lorraine; obligation pour l'Etat d'animer la vie économique du pays; ses observations sur l'économie concertée* [20 octobre 1966] (p. 3628); EQUIPEMENT - IV - AVIATION CIVILE : *Aviation de tourisme; industrie aéronautique; rôle des aéro-clubs* [9 novembre 1966] (p. 4480);

— du projet de loi portant modification des dispositions de l'article 19 *bis* du Code des douanes relatif à la lutte contre le dumping : *Situation d'un armateur breton commandant un chalutier en Pologne; importation des kaolins de Tchécoslovaquie; leur coût* [29 novembre 1966] (p. 5038);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 30 : *Problèmes des représentants des syndicats de l'arsenal de Lorient; situation des techniciens à statut ouvrier* [1er décembre 1966] (p. 5165);

— du projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires : *Ses observations sur les bateaux servant à la pêche artisanale* [14 décembre 1966] (p. 5534).

BARNIAUDY (M. Armand), *Député des Hautes-Alpes, 1re circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de

M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi (nos 167-189) relatives à l'enseignement des langues régionales, **n° 553** [3 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à sauvegarder le caractère touristique de certaines communes, **n° 2160** [16 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963 : AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème de la recherche de la parité sociale entre le monde agricole et le reste de la nation; contraste existant entre le présent budget et les lois d'orientation et la loi complémentaire agricoles; rôle du F.O.R.M.A., aide apportée aux producteurs de lavande; exode rural* [11 janvier 1963] (p. 641, 642);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Réforme des structures; amélioration de la recherche agronomique; informations économiques des agriculteurs; vulgarisation agricole; travaux d'aménagement régional; enseignement agricole; maintien de l'équilibre rural* [4 novembre 1963] (p. 6278, 6279); *avenir des grandes sociétés d'aménagement foncier* (p. 6334); EDUCATION NATIONALE : *Retard apporté à la construction de collèges d'enseignement général de la ville de Veyne; lenteurs administratives* [6 novembre 1963] (p. 6593);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du troisième alinéa de l'article premier (Assurer l'exécution des objectifs prévus par le plan en ce qui concerne la production et l'écoulement des produits en cause)* [12 décembre 1963] (p. 7870); *son amendement (Accords ne dégageant pas la responsabilité de l'Etat pour le soutien des marchés et notamment l'écoulement des quantités excédentaires)* (p. 7871);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées; Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer au 5e alinéa de l'article 3 deux nouveaux alinéas nouveaux : « Chaque association communale ou intercommunale doit comprendre au moins 50 membres pour être agréée. Des chasseurs ne rentrant dans aucune des catégories définies ci-dessus peuvent être admis dans la limite de 10 % du nombre total des adhérents »* [9 juin 1964] (p. 1722);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965. EDUCATION NATIONALE; *seconde loi de programme relative à l'équipement sportif; débat sur l'ensemble de cette question; achever le programme de réalisations retenu dans la première loi de programme d'équipement socio-éducatif et sportif; amélioration de l'équipement des campagnes; possibilité de confier à des maîtres itinérants l'éducation physique; question des écoles rurales; ramassage scolaire; augmentation du nombre des bourses* [29 octobre 1964] (p. 4141, 4142);

— du projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Indications sur l'aménagement du territoire; problème de l'agriculture; prix agricoles devant rattraper les autres prix français; exigences du plan de stabilisation; tendance à la concentration des exploitations; diversification des méthodes d'action* [25 novembre 1964] (p. 5611, 5612);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Choix techniques et tactiques de la Défense nationale étant acquis et notre pays s'acheminant vers la constitution d'une arme de dissuasion nationale basée sur la possession d'une force militaire nucléaire; loi de programme définissant les priorités et le montant de l'effort financier; réforme du service militaire; nécessité d'une période de transition; motifs techniques, financiers et démographiques; responsabilités de l'Etat; aspects non militaires du ser-*

vice national ; aide technique et de coopération [26 mai 1965] (p. 1569 à 1571);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant : « Lorsque l'expropriation créera le déséquilibre économique d'exploitations agricoles, il sera tenu compte du préjudice causé pour le calcul de l'indemnité »* [22 juin 1965] (p. 2352); *déséquilibre au niveau des unités d'exploitation agricole* (p. 2352); *retrait de son amendement* (p. 2352).

Mise au point au sujet du vote de M. Joseph Rivière sur le projet de ratification de l'Accord franco-algérien sur les hydrocarbures [18 octobre 1965] (p. 3787).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Programme d'enseignement socio-éducatif; nécessité d'accorder la priorité aux établissements sportifs destinés aux élèves des établissements scolaires; cas des départements touristiques; rôle des commissions consultatives au niveau départemental; intégration future de l'enseignement agricole au sein de l'Education nationale; cas des collèges ou lycées agricoles; extensions du transport scolaire; création de postes de moniteurs itinérants sportifs* [18 octobre 1965] (p. 3819, 3820);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 16 : *Son amendement tendant à partir des mots : « à l'intention des exploitants et salariés agricoles » à une nouvelle rédaction de la fin du premier alinéa de cet article (stages de promotion et des cycles d'études préparatoires à des diplômes professionnels techniques, agricoles ou supérieurs agronomiques)* [6 octobre 1966] (p. 3187); *centres de formation professionnelle et de formation sociale agricoles; instituts régionaux de promotion; retrait de son amendement* (p. 3187); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « de qualifications professionnelles autres qu'agricoles... » à ajouter « et notamment liées aux industries du tourisme... »* (p. 3188); *conversion professionnelle des agriculteurs; retrait de son amendement* (p. 3188);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JEUNESSE ET SPORTS : *Rôle du Parlement; objectifs de la politique suivie par le Ministre; méthodes de cogestion; problème de l'animation; éducation populaire; maisons de jeunes et de la culture; cas des jeunes délinquants; problème des animateurs; fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire; élargissement du service national; rôle des C.R.S. sur les plages; consultation de la jeunesse; livre blanc; Jeux olympiques d'hiver; problème de l'équipement; responsables des centres de vacances; enseignement du sport scolaire, intégration des jeunes dans la nation; exode des jeunes ruraux; nécessité d'un plan d'équipement sportif et culturel; problème des subventions; définition d'une politique démocratique de la jeunesse* [21 octobre 1966] (p. 3722 à 3725).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 148 du Règlement; rapport en séance publique de la pétition sur la justice fiscale* [30 novembre 1966] (p. 5086).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale sans débat relative à la sécurité de la circulation [2 décembre 1966] (p. 5206, 5207).

Est entendu, en qualité de *suppléant*, sur la question orale de M. de Tinguy relative aux poursuites en matière d'assurances sociales [9 décembre 1966] (p. 5414, 5415).

Prend part au débat sur la question orale de M. Massot relative à l'équipement des départements des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes : *Nécessité de s'attacher à l'équipement collectif de ces régions ; Société d'économie mixte du Canal de Provence* [9 décembre 1966] (p. 5422, 5423).

BARRIÈRE (M. Robert), *Député de la Gironde, 8e circonscription (app. R.D.).*

En remplacement de M. Sourbet, décédé le 21 décembre 1962.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [21 décembre 1962] (p. 189).

S'apparente au groupe du Rassemblement démocratique [3 janvier 1963] (p. 241).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 juin 1963] (p. 3206).

Cesse d'appartenir à cette Commission [27 novembre 1963] (p. 7522).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [18 décembre 1963] (p. 7982), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

BARROT (M. Noël), *Député de la Haute-Loire, 1re circonscription (C.D.).* Questeur de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu questeur de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1964] (p. 600), [2 avril 1965] (p. 572), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé membre :

— de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Interventions :

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative); ses explications de vote : *Usage excessif du vote bloqué; son vote sur le texte* [14 décembre 1964] (p. 6098).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale avec débat relative à la situation des hôpitaux publics [29 avril 1966] (p. 1048).

Décédé le 8 juin 1966 (*J. O.* du 9 juin 1966, p. 4629).

Son décès est annoncé à l'Assemblée le 8 juin 1966 (p. 1783).

Son éloge funèbre est prononcé le 14 juin 1966 (p. 2004, 2005).

BAS (M. Pierre), *Député de la Seine, 4e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963, portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la Région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624);

— membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [27 décembre 1962] (p. 205);

— membre du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [21 janvier 1963] (p. 1369);

— membre du Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération [22 janvier 1963] (p. 1465).

Dépôts :

Son rapport fait, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22); Annexe n° 10, Départements d'outre-mer; Annexe n° 11, Territoires d'outre-mer, **n° 25** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à modifier les règles du pourvoi contre les arrêts rendus par la Cour des Comptes, **n° 249** [17 mai 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le département de la Réunion et le territoire des Comores, **n° 358** [19 juin 1963].

Sa proposition de loi relative à la situation des magistrats de l'ordre judiciaire détachés en Afrique noire ou à Madagascar, **n° 562** [8 octobre 1963].

Son rapport fait, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1964, (n° 549) Annexe n° 9, Départements d'outre-mer ; Annexe n° 10, Territoires d'outre-mer, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) Annexe n° 9, Départements d'outre-mer; Annexe n° 10, Territoires d'outre-Mer, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 285, 2°, du Code de la sécurité sociale en faveur des lycéens et collégiens âgés de plus de 20 ans, **n° 1234** [9 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1966, (n° 1577) Annexe n° 9, Départements d'outre-mer; Annexe n° 10, Territoires d'outre-mer, **n° 1583** [2 octobre 1965].

Sa proposition de loi organique tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, **n° 1749** [13 avril 1966].

Sa proposition de loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale représentant les Territoires d'outre-mer, **n° 1826** [11 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi n° 1725 portant réforme du régime fiscal particulier des tabacs consommés dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, **n° 1957** [22 juin 1966].

Son rapport fait, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1967, (n° 2044) : Annexe n° 10, Départements d'outre-mer; Annexe n° 30, Territoires d'outre-mer, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *rapporteur spécial* : *Caractère de routine du présent budget; inscription d'un crédit nouveau de 4 millions de francs pour la mise en œuvre d'une politique de migration; causes de cette politique; croissance démographique des D.O.M.; insuffisance des emplois; instauration nécessaire d'un débat sur l'ensemble des problèmes des D.O.M.; rôle du F.I.D.O.M.; caractère sous-développé de l'économie de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion; préalables techniques, sociaux, psychologiques et moraux*

pour un redressement; réforme agraire; création d'un service d'études économiques et de statistiques; principe de la parité globale des avantages sociaux; introduction de la monnaie métropolitaine dans les D.O.M.; construction de l'université Félix Eboué; utilisation des ressources existantes; problème agricole dans les D.O.M.; crise de la banane et des autres productions locales; nécessité d'une industrialisation; développement souhaitable du tourisme; danger d'une colonisation économique américaine; créations d'emplois nouveaux; multiplication souhaitable des investissements privés dans les D.O.M.; réforme des réglementations administratives; possibilités de mobilisation de l'épargne; création d'une société de développement régional; application éventuelle d'une clause de remploi dans les actes d'achat; politique d'attraction des capitaux extérieurs; utilisation du F.I.D.O.M.; majoration souhaitable des crédits affectés à celui-ci; poésie antillaise [22 janvier 1963] (p. 1419 à 1422); TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *rapporteur spécial : Diversité des T.O.M.; leur évolution historique différente; caractéristiques du présent budget; prise en charge de l'organisation administrative du nouveau territoire de Wallis et Futuna; augmentation de la dotation des terres australes; difficultés provoquées par la mévente du coprah en Polynésie et aux Nouvelles-Hébrides; effondrement des cours du nickel et la situation en Nouvelle-Calédonie; liaisons en Polynésie, crise de la vanille aux Comores; extension du port de Djibouti; question du chômage chronique à Saint-Pierre-et-Miquelon; difficultés particulières de l'administration chargée des T.O.M.; nécessité d'un plan quinquennal de 1964 à 1968 pour les T.O.M.; activité du F.I.D.E.S. et du F.E.D.O.M.; réforme agraire souhaitable dans les Comores; création d'écoles publiques dans les Nouvelles-Hébrides; accidents provoqués par la pêche à la nacre; problèmes de l'enseignement secondaire dans les T.O.M.* [22 janvier 1963] (p. 1443 à 1445); Art. 34 : *Participation des T.O.M. aux dépenses des services du Trésor* (p. 1450); après l'Art. 34 : *Amendement de M. Albrand (Suppression de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer); statut de la départementalisation; nécessité de supprimer l'existence d'une monnaie spéciale pour les départements d'outre-mer; assimilation souhaitable dans tous les domaines des départements d'outre-mer aux départements français* [25 janvier 1963] (p. 1840);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Objections faites au projet gouvernemental; nécessité de mettre un terme aux causes économiques et sociales des grèves; caractère dépassé des luttes sociales; reconnaissance du droit de grève; répression de la grève dans les pays socialistes; réglementation en Suède et en Grande-Bretagne; comparaison faite par M. Darchicourt entre la grève de 1944 et celle qui s'est produite récemment; contenu des circulaires ministérielles de MM. Mendès-France et Guy Mollet; inconvénients de la récente grève du métropolitain; nécessité pour le Gouvernement d'entretenir un dialogue constant avec les syndicats; contenu de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 au sujet des libertés* [17 juillet 1963] (p. 4230 à 4232).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale sans débat relative aux habitations à loyer modéré [4 octobre 1963] (p. 5035, 5036, 5037, 5038).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 5 : *Possibilités d'exonération pour les sociétés faisant des opérations de reconversion et de décentralisation ainsi que pour les œuvres charitables sociales* [23 octobre 1963] (p. 5393); Art. 54 : *Suppression de cet article* [24 octobre 1963] (p. 5524); *inapplication de la loi du 30 mai 1962* (p. 5524); Art. 55 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5524); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Méthode de travail en vigueur à l'Assemblée Nationale; insuffisance des moyens mis à la disposition des parlementaires; problème de la réorganisation des structures de l'Assemblée Nationale; assurer un véritable contrôle parlementaire; nécessité de donner aux députés des installations modernes; efficacité d'un Parlement rénové* [8 novembre 1963] (p. 6904 à 6906); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial : Analyse de la répartition des crédits; principales mesures prises ou à prendre concernant l'orientation des jeunes et la formation professionnelle; insuffisance des crédits du*

F.I.D.O.M.; action des Ministères de la Construction et de l'Education nationale dans les D.O.M.; hommage à l'œuvre commencée en 1958 par le Gouvernement présidé par M. Debré (p. 6936, 6937); *liens entre l'accroissement du revenu et l'accroissement démographique; importance des propositions parlementaires; mesures souhaitables pour le développement des D.O.M.; augmentation des crédits du F.I.D.O.M.; extension de la loi d'orientation agricole; installation d'un véritable Institut de statistiques; aide à l'industrialisation; lutte contre l'évasion des capitaux et pour leur investissement sur place; mise en place rapide de la télévision; mise à l'étude de la création d'une université aux Antilles; ravages causés par les cyclones; réussite du service militaire adapté* (p. 6937, 6938, 6939); *reconnaissance du principe d'assimilation* (p. 6947); TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *rapporteur spécial* : *Implantation administrative dans la Côte française des Somalis; extinction des recettes traditionnelles due à la mévente du coprah et à la crise du nickel; montant des dépenses ordinaires; traitements dans les T.O.M.; situation des anciens fonctionnaires de la France d'outre-mer; crédits du F.I.D.E.S.* [9 novembre 1963] (p. 7066, 7067); *augmentation de trois millions pour la dotation du F.I.D.E.S.; nature et importance du plan* (p. 7067, 7068); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Ses observations sur les récentes manifestations ; situation de la construction scolaire* [6 décembre 1963] (p. 7694) ; *ses observations pour une modification de l'Article 3 : Extension aux terrains bâtis des dispositions applicables à des terrains à bâtir; application des dispositions du paragraphe 6 de l'article 3 du projet de loi de finances* (p. 7699); Art. 4 : *Son amendement (Donation-partage)* (p. 7713); *harmonisation de la législation* (p. 7713); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe 4 par les mots: « et en 1964 »; opérations de lotissements* (p. 7713, 7714); *hausse perpétuelle du prix des terrains* (p. 7714); *habitat individuel et familial* (p. 7714).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative au détachement de membres du corps enseignant [29 novembre 1963] (p. 7582, 7583, 7584).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation du Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie : *Différence entre les petits territoires et un territoire peuplé de 80 000 habitants; crédits accordés aux pays d'outre-mer; possibilité donnée au gouverneur de pouvoir suspendre les conseillers; différence entre la consultation et l'avis conforme; ne pas figer la situation de ces territoires; ne pas retarder le vote du projet; statut des Comores; situation des Comores, différente de celle de la Nouvelle-Calédonie; nécessité d'en finir avec une situation administrative, juridique et politique aberrante* [10 décembre 1963] (p. 7791 à 7793);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30 000 habitants : *Ses observations sur la thèse défendue de M. Mitterrand* [20 mai 1964] (p. 1279); fait personnel : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Mitterrand au cours du débat; définition du mot « sanctionné »; son poste à la France d'outre-mer; impropriété du terme « sanctionné »; nécessité de savoir où, quand et dans quelles conditions M. Mitterrand a pris des sanctions contre lui* (p. 1286); *son dossier de fonctionnaire* (p. 1287);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de l'article 12 par la phrase suivante: « Elle est toutefois maintenue à 30 % pour les propriétaires qui renoncent à bénéficier de la déduction des frais d'amélioration »* [16 octobre 1964] (p. 3332); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *rapporteur spécial* : *Efforts amorcés dans le domaine social; poursuite et achèvement des grands travaux d'infrastructure; mise en place d'un dispositif d'incitation à l'industrialisation; progrès réalisé dans la réforme foncière; diversification des cultures; début d'une politique touristique; budget, pour l'essentiel, identique à celui de l'an dernier; conjoncture économique et sociale s'étant améliorée; augmentation de 10 millions de francs pour les dépenses ordinaires; résultat acquis et escompté en matière de migration; nécessité de développer la formation professionnelle; subvention du F.I.D.O.M. dépassant*

116 *millions contre* 113 *l'an dernier; évolution de la production; problème de la canne à sucre; récolte de 1963 ayant été mauvaise; accroissement des rendements; amélioration du marché mondial; équipement hôtelier aux Antilles; démarrage industriel; ouverture de deux écoles normales, l'une à la Réunion, l'autre à la Martinique; maintien de la poussée démographique; majoration du S.M.I.G.; réforme agraire; problème de la formation professionnelle; service militaire adapté; nécessité de poursuivre les efforts pour assurer à nos compatriotes des Antilles, de la Réunion et de la Guyane, la promotion sociale et l'épanouissement intellectuel* [22 octobre 1964] (p. 3698 à 3700); TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *rapporteur spécial* : *Budget des T.O.M. passant cette année de 136 millions à 153 millions, soit accusant une augmentation de 17 millions par rapport à 1964; dépenses ordinaires augmentant d'un peu plus de 13 millions; subventions d'équilibre; effort de rattrapage effectué ces cinq dernières années pour doter les services d'Etat de personnel et de moyens d'intervention; difficultés que rencontrent les territoires en raison notamment de leur exiguïté et de leur isolement; situation particulière de chacun d'eux; mesures envisagées en leur faveur; dépenses en capital; autorisations de programme demeurant à peu près au même niveau; crédits de paiement amputés de près d'un quart; remise en ordre des traitements de fonctionnaires; prise en charge d'opérations nouvelles par la section locale du F.I.D.E.S.; action des ministères techniques; relèvement des dotations du F.I.D.E.S.; mise en état d'une infrastructure administrative et surtout technique convenable; élaboration et financement de plans d'équipement, T.O.M. devant être intégrés désormais dans le Ve Plan; permettre à ces territoires de vivre au rythme du monde moderne* [22 octobre 1964] (p. 3723 à 3725);

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, Art. 24 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Dans le cas où la double majorité n'aurait pas été atteinte, l'assemblée générale ne pourra s'opposer à l'installation dans une partie commune d'éléments de confort nouveaux ne pouvant qu'accroître la valeur de l'immeuble, à la seule condition que cette installation ne porte aucune atteinte aux parties privatives et sous réserve des dispositions de l'article 26, alinéa 2 »* [22 avril 1965] (p. 836); *désir de plus en plus fréquent à Paris de voir installer un ascenseur dans les immeubles anciens; modernisation ne présentant pas d'intérêt pour les copropriétaires du rez-de-chaussée; choix d'un expert par les copropriétaires* (p. 836); *ses observations sur les paroles de M. Foyer : copropriétaires du rez-de-chaussée et du premier étage* (p. 837); Art. 26 : *Son amendement tendant à compléter cet article par deux alinéas : (possibilité pour un copropriétaire d'acquérir le droit à utilisation des installations réalisées en acquittant sa quote-part des installations* (p. 838); *réserver aux seuls copropriétaires participant aux charges de réalisation d'exploitation la jouissance des installations; possibilité de rachat du droit à acquisition en acquittant sa quote-part des frais de la réalisation »* (p. 838); *fonctionnement des ascenseurs* (p. 838); *cas d'immeubles ayant un appartement par étage* (p. 839);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de cet article par les mots suivants : « sauf pour les entreprises en liquidation à être imputé sur le résultat bénéficiaire de l'exercice de liquidation »* [12 mai 1965] (p. 1279); *cas de la liquidation de la société* (p. 1279); après l'art. 45 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : « Entreprises industrielles et commerciales disposant, pour le dépôt des déclarations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sur les bénéfices industriels et commerciaux, et sur les sociétés, d'un délai expirant à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes dudit exercice et au plus tard dans les six mois de la clôture de ce dernier. Le solde de l'impôt sur les sociétés éventuellement exigible doit être liquidé dans les quinze jours du dépôt de cette déclaration »* (p. 1301); Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 4 de cet article par la phrase suivante : « le bénéfice de cette disposition sera accordé aux actes de prorogation accomplis par une société avant la date d'expiration normale du pacte social, à la seule condition que cette date soit postérieure à la promulgation de la présente loi »* [13 mai 1965] (p. 1321); *ne pas pénaliser les sociétés qui ont effectué par anticipation les*

formalités de prorogation (p. 1321); En deuxième lecture, Art. 11 : *Entreprises se trouvant exposées, dans certains Etats du monde, à des aléas politiques ou économiques exceptionnels; sociétés ayant des participation dans des Etats où existent des risques importants; ouvrir un droit d'option au profit des sociétés, entre le régime nouveau et le régime ancien* [3 juin 1965] (p. 1771); Art. 23 : *Retrait de l'amendement qu'il avait déposé avec M. Vallon, rapporteur général* (p. 1775); Art. 45 : *Situation particulière des sociétés françaises exerçant leur activité dans les territoires français d'outre-mer* (p. 1779); *retrait de l'amendement qu'il avait déposé avec M. Vallon* (p. 1779); Art. 47 *ter : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Sociétés de capitaux ayant pour unique objet la gestion des immeubles leur appartenant)* (p. 1780); *problème du délai* (p. 1780);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Caractère positif du projet de loi; caractère réconfortant de l'effort accompli; importance des besoins de la jeunesse; nécessité d'augmenter le pourcentage moyen des subventions accordées pour les équipements; cas des foyers de jeunes travailleurs; penser en matière d'acquisition de terrains à des « financements-relais »; répartition des crédits socio-éducatifs; lutte contre la délinquance juvénile; rôle des commissions départementales d'équipement; problèmes de l'animation* [2 juin 1965] (p. 1731, 1732);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 56 : *Son amendement tendant à la fin du cinquième alinéa (3°) à substituer aux mots : « une rémunération périodique ainsi que leurs conjoints », les mots : « un salaire ou une rémunération quelconque à l'exception des honoraires des commissaires aux comptes et des membres de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés; les conjoints de ces personnes »* [3 juin 1965] (p. 1795); Art. 294 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : (Compte d'exploitation générale ; compte de pertes et de profits ; bilan)* [11 juin 1965] (p. 2027); *méthodes d'évaluation* (p. 2027); Art. 296 : *Son amendement tendant après les mots : « les amortissements » à insérer les mots : « et les provisions »* (p. 2028); *provisions devant obéir aux mêmes règles que les amortissements* (p. 2028);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 54 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article; cas de dissolution des sociétés immobilières de copropriété; Gouvernement proposant d'étendre la production des renseignements qu'elles donnaient aux syndics des immeubles en copropriété; inutilité de demander au syndic de fournir des précisions sur les déductions susceptibles d'être opérées sur le revenu fictif; possibilité pour le propriétaire de déduire de ses revenus, dans la limite de 5 000 francs, sa quote-part des travaux de ravalement et les intérêts des emprunts qu'il a contractés; cas de location d'un appartement par un propriétaire; combattre l'inflation de paperasserie* [13 octobre 1965] (p. 3593); *syndic étant essentiellement un administrateur des parties communes* (p. 3594); TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *rapporteur spécial : Dotations du F.I.D.E.S.; épanouissement individuel et collectif des populations; augmentation des crédits de matériel; subventions aux budgets locaux; ses observations sur Saint-Pierre-et-Miquelon, les Nouvelles-Hébrides, les Terres australes; caractéristiques de l'évolution des territoires; leur situation actuelle ; essor de la Nouvelle-Calédonie; implantation du Centre d'expérimentation du Pacifique en Polynésie; travaux entrepris dans le port de Papeete; expansion du tourisme; extension de l'équipement portuaire de Djibouti; progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement; évolution des échanges extérieurs; poussée démographique; déséquilibre entre la production intérieure brute et les dépenses de fonctionnement afférentes à des équipements collectifs; modernisation du secteur rural; réforme des structures foncières; développement des activités liées au tourisme; lutte contre les grandes endémies; taux de croissance réel par habitant; rôle de la Caisse centrale de coopération économique; mobilisation du capital local; Code d'investissement; fonction publique outre-mer; logement des fonctionnaires; situation des anciens administrateurs de la France d'outre-mer; assurer une meilleure information réciproque de nos compatriotes métropolitains et d'outre-mer* [15 octobre 1965] (p. 3740 à 3743); *ses observations sur les paroles de M. Jacquinot* (p. 3755); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *rapporteur spécial : Moyenne annuelle de la dotation du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer;*

intervention de l'Etat étant placée sous la responsabilité des ministères techniques; action du F.I.D.O.M.; service de la statistique; centres de formation professionnelle; service militaire adapté étant étendu au département de la Réunion; augmentation des charges sociales et des salaires; situation du secteur économique sucrier; problème des débouchés; prix du sucre et du rhum; problème de l'ananas; importance des cultures de base; ses observations sur le café et le cacao, le petit élevage, la forêt et la pêche, l'industrie de tourisme; rapport de l'institut d'émission des départements d'outre-mer; problèmes sociaux; nécessité d'intensifier la formation professionnelle et de développer l'enseignement; problème démographique [15 octobre 1965] (p. 3760 à 3762); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Ses observations sur les services du Ministre d'Etat chargé de la Fonction publique; cas des anciens fonctionnaires de la France d'outre-mer; évolution des territoires d'outre-mer; promotions de la hors-classe des administrateurs civils; conditions d'avancement à la hors-classe dans le corps unique des administrateurs civils* [26 octobre 1965] (p. 4112, 4113);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 8 : *Vente d'automobiles d'occasion* [21 décembre 1965] (p. 5017); Art. 23 : *Son sous-amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'amendement du Gouvernement par la phrase suivante : « ce décret précisera également les modalités de détermination de l'assiette de la taxe »* [22 décembre 1965] (p. 5045); *cas d'un objet d'occasion; maintenir le marché parisien des œuvres d'art originales* (p. 5045);

— du projet de loi portant amnistie, après l'Art. 27 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas des bénéficiaires de la loi du 17 décembre 1953 déclarés irrecevables par une décision administrative ou judiciaire)* [27 avril 1966] (p. 973); *situation de certains fonctionnaires bénéficiaires de cette loi; possibilité de rouvrir les délais* (p. 973).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles une question orale sans débat relative à l'accès du public au jardin du Musée de Cluny [29 avril 1966] (p. 1032, 1033).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant organisation de la police d'Etat : *Respect des garanties statutaires; gendarmerie nationale; problème de la garantie des droits acquis; corps des agents spéciaux des commissariats de police; disparition à Paris du service régional de la police judiciaire de la sûreté nationale* [21 juin 1966] (p. 2168); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* (p. 2175); *ses observations sur les corps de services actifs de la préfecture de police n'ayant pas d'équivalents dans la sûreté nationale; cas des agents spéciaux de commissariats* (p. 2175); *ses observations sur les paroles de M. Frey* (p. 2176); ses explications de vote : *Situation des fonctionnaires de la préfecture de police; garantie des droits des fonctionnaires de la police parisienne; vote du groupe U.N.R.-U.D.T.* (p. 2177);

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal particulier des tabacs consommés dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion. en qualité de *rapporteur : Unification du prix des cigarettes et des tabacs; alignement progressif des tarifs douaniers locaux sur le tarif extérieur commun; cas de la Guadeloupe; variation de la fiscalité indirecte d'un département à l'autre; droit d'octroi de mer; taxe locale; grève du port de New York; droit de consommation; fixation des nouveaux prix; fraude sur les tabacs; ressources locales de la Guadeloupe et de la Guyane* [23 juin 1966] (p. 2261, 2262); Art. 1er : *Problèmes économiques et fiscaux des départements d'outre-mer* (p. 2265); *cas du département de la Réunion* (p. 2266);

— du projet de loi modifiant la loi nº 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : *Conseil d'administration du district de la région de Paris* [23 juin 1966] (p. 2291, 2292); Art. 1er (suite) : *Rôle du délégué au district dans le cas d'un avis contraire du conseil d'administration* (p. 2300);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur deux propositions de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues et de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi nº 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [24 juin 1966] (p. 2343); *loi du 31 décembre 1948; niveau des loyers dans*

les départements d'outre-mer (p. 2343); *son amendement tendant après les mots: « la date du 1er juillet 1966 est remplacée par celle du... » à rédiger ainsi la fin de l'article 4: « 1er juillet 1967. Jusqu'à cette date, les loyers des locaux construits avant le 1er janvier 1948 seront déterminés soit par accord amiable entre le propriétaire et le locataire ou l'occupant, soit, à défaut, par expertise judiciaire »* (p. 2344); *cas des locataires qui occupent depuis de nombreuses années un logement; différence entre les conditions de logement qui règnent dans la métropole et celles des Antilles* (p. 2344, 2345);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Caractères du budget; ses observations sur la masse des services votés; rôle de la Cour des Comptes; place des finances publiques dans la vie nationale; importance des lois de règlement; évolution des démocraties; ses observations sur la notion de la loi; son insuffisance; rôle des fonctionnaires; malthusianisme économique; problèmes du développement économique et social; structures gouvernementales; dynamisme de l'économie française; utilisation de l'or pour les règlements des soldes des balances des paiements internationaux; politique monétaire de la France; poursuite de l'essor démographique; formation intellectuelle et professionnelle des Français; réforme des structures agricoles; statut du salariat; structures industrielles; conquête des marchés étrangers; politique des transports; importance de la recherche; exploitation de la recherche; succès de l'épargne-logement; comparaison entre le nombre de logements construits par la IVe République et la Ve* [12 octobre 1966] (p. 3344 à 3349); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *rapporteur pour avis* : *Conséquences de l'insuffisance des crédits sur le déroulement des carrières; ses observations sur le budget d'équipement; infrastructure routière; financement des investissements routiers; service militaire adapté; transfert aux Antilles du centre de formation professionnelle de Saint-Jean-du-Maroni; plan du Général Nemo; régionalisation du budget; départements d'outre-mer devant constituer la 22e région française; ses observations sur l'économie agricole, le développement industriel, l'équipement culturel et les conséquences du cyclone Inès; crise du sucre à la Martinique; politique européenne; politique des prix des produits tropicaux; rôle de la section de garantie du F.E.O.G.A.; problèmes de la banane, de l'ananas et du rhum; ses observations sur le règlement communautaire appliqué aux agrumes d'Italie; problèmes relatifs au développement économique; industrialisation des D.O.M.; définition d'une politique des transports et d'une politique de l'énergie; ses observations sur la formation professionnelle, les problèmes universitaires, l'équipement culturel, les dégâts du cyclone Inès; situation des planteurs; hausse du niveau de vie; intégration des départements dans la communauté nationale* (20 octobre 1966] (p. 3644 à 3648); AFFAIRES CULTURELLES : *Transformation de Paris; ses observations sur les problèmes d'architecture; élaboration d'une architecture caractéristique de notre époque; réforme de l'enseignement; attitude de la municipalité de Besançon lors de la démolition de la porte Battant; situation des musées de province; musée d'Ajaccio; ses observations sur le jardin entourant le musée de Cluny; musée de la musique populaire* [27 octobre 1966] (p. 3984, 3985); *ses observations sur l'amendement de M. Christian Bonnet et la pièce « Les Paravents » ; crédits accordés au Théâtre de France* (p. 3991, 3992); JUSTICE : *Situation des magistrats; corps des magistrats d'instance; projet de fusion des tribunaux d'instance dans les juridictions de grande instance; ajournement de la réforme des greffes; question du secrétariat du juge des tutelles; cas des juges d'instance de Paris; situation des fonctionnaires et magistrats détachés au titre de la coopération; problème de l'amnistie* (p. 4006, 4007); TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *rapporteur spécial* : *Problèmes financiers des territoires d'outre-mer; subventions d'équilibre; frais d'entretien des personnels métropolitains affectés dans les services territoriaux; dotation du F.I.D.E.S.; objectifs du Ve Plan; rôle du Fonds européen de développement; ses observations sur la société Le Nickel en Nouvelle-Calédonie; problèmes de la Polynésie; essor du tourisme; cas de Waltis et Futuna; ses observations sur les Nouvelles-Hébrides, Saint-Pierre-et-Miquelon, la Côte française des Somalis, les Comores; répartition des fonds d'aide devant tenir davantage compte des besoins réels des collectivités; adaptation des territoires d'outre-mer à la vie économique et sociale moderne; ses observations sur les manifestations de Djibouti; information de nos compatriotes métropolitains et d'outre-mer* [9 novembre 1966] (p. 4487,

4488); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967, Art. 25 : *Son amendement tendant dans cet article à remplacer les mots: « 1er janvier 1967 » par les mots: « 1er janvier 1968 »* [6 décembre 1966] (p. 5269); *modification de la répartition des patentes* (p. 5269);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Définition de la majorité; approbation de la déclaration de politique générale* [7 décembre 1966] (p. 5314); Art. 2 : *Définition de la notion de majorité* (p. 5338);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi, relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale représentant les territoires d'outre-mer : *Inflation des propositions de loi sous la IVe République; hétérogénéité des territoires d'outre-mer; adaptation des territoires à la vie moderne; codification des textes législatifs applicables aux territoires d'outre-mer pour les élections au Parlement* [7 décembre 1966] (p. 5350, 5351); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article: « Les députés des territoires d'outre-mer à l'Assemblée Nationale sont élus suivant les mêmes dispositions législatives que les députés des départements métropolitains »* (p. 5351); *retrait de son amendement* (p. 5351); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Le second tour de scrutin a lieu le dimanche suivant le premier tour. Toutefois, en Polynésie française, il a lieu le deuxième dimanche. Les déclarations de candidatures pour le second tour de scrutin doivent être déposées avant le mercredi minuit qui précède le second tour »* (p. 5352); *déclarations de candidatures pour le second tour de scrutin; cas de la Polynésie française* (p. 5352); *retrait de son amendement* (p. 5352).

BAUDIS (M. Pierre), *Député de la Haute-Garonne, 2e circonscription (C. D.).* Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1964] (p. 601), [2 avril 1965] (p. 573), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre de la Commission centrale de classement des débits de tabac [15 février 1963] (p. 2206).

Dépôts :

Son rapport fait, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Annexe n° 32, Monnaies et médailles, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Annexe n° 31, Monnaies et médailles, **n° 568**, [9 octobre 1963].

Sa proposition de loi relative à certaines mesures concernant les personnels militaires dégagés des cadres, **n° 785** [19 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 31, Monnaies et médailles, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à assurer aux agents contractuels de l'Etat et des collectivités locales, le droit aux congés payés annuels, **n° 1178** [18 novembre 1964).

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 81 du Code de la nationalité française, **n° 1284** [18 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à rendre plus équitable l'impôt unique sur le revenu des personnes physiques, n° **1513** [24 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer, en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant, n° **1516** [24 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966, (n° 1577); Annexe n° 30, Monnaies et médailles, n° **1588** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Annexe n° 33, Monnaies et médailles, n° **2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Art. 2 : *Amendement de M. Pleven (Durée de l'exercice des fonctions de Premier président et de conseiller); principe de l'inamovibilité du juge; possibilité pour le Gouvernement de retarder l'instruction d'une affaire pour permettre la désignation d'autres magistrats* [4 janvier 1963] (p. 256); Art. 16 : *Amendement de M. Pleven (Durée de la garde à vue) : graves conséquences que peut entraîner la garde à vue durant quinze jours par la police; dispositions prévues par l'ordonnance du 13 février 1960* (p. 266);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, en qualité de *rapporteur spécial*, MONNAIES ET MÉDAILLES : *Augmentation des recettes par rapport à 1962; mise en service de nouvelles pièces de monnaie; problème de l'appellation du franc; thésaurisation des pièces de 5 F en argent; fabrication et la vente des médailles; manque de données comptables sur l'activité de l'administration des monnaies et médailles; diminution des crédits d'investissement; problème de l'usine de Beaumont-le-Roger; résultats de la Commission d'enquête; problème des locaux du quai Conti* [8 janvier 1963] (p. 316, 317); CONSTRUCTION : *Ampleur de la crise du logement; caractère dépassé des prévisions du IVe Plan; insuffisances du présent budget en la matière; longueur des formalités administratives pour un candidat à la construction; manque de caractère social des mesures prévues dans le présent budget en faveur de la construction* [9 janvier 1963] (p. 452); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Progrès techniques réalisés par la S.N.C.F.; problème général de la retraite des cheminots; bonification pour campagne double* [15 janvier 1963] (p. 827, 828); titre IV : *Amendement de M. Catalifaud (Réduction indicative de crédits) : Problème de la bonification de campagne pour les cheminots anciens combattants; validité de cette revendication; argument du Gouvernement selon lequel il ne lui est plus possible de modifier ses projets de dépenses après le vote de la première partie de la loi de finances* (p. 857); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES - I. Charges communes : *Malaise de la fonction publique; mesures prises récemment en faveur des fonctionnaires; nécessité de considérer l'ensemble du problème de la fonction publique; retraite des fonctionnaires; révision du Code des pensions; abattement du sixième opéré sur les annuités des fonctionnaires sédentaires; cas des fonctionnaires des contributions directes, indirectes et de l'enregistrement; mode de calcul de la pension; différentes indemnités; nécessité d'activer le paiement des retraites* (17 janvier 1963] (p. 1006, 1007);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Caractère fragmentaire des mesures proposées dans le présent texte au titre de la politique commerciale; nécessité de maintenir les bases des exportations françaises; insuffisance des mesures pour les personnes âgées; importance des dépenses improductives; maintien du demi-décime* [29 mai 1963] (p. 3095, 3096); Art. 1er : *Son amendement (Critères du prix de revient réel pour les ventes à perte)* [29 mai 1963] (p. 3119).

Pose à M. le Ministre de l'Information une question orale sans débat relative à la création d'un centre de redevance radiophonique à Rennes [7 juin 1963] (p. 3243, 3244).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Rivain et Fouchier relatives à la réforme administrative : *Problème de l'abattement du sixième sur les annuités entrant dans*

le décompte des retraites de la fonction publique [7 juin 1963] (p. 3253);

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Son amendement (différence entre le terrain, bien de famille, et le terrain acquis)* [22 octobre 1963) (p. 5327); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Cas des personnes âgées de plus de 65 ans; détournement du produit de la vignette; application du plan Laroque* [24 octobre 1963] (p. 5537, 5538); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Recrutement dans les services des ponts et chaussées et à la S.N.C.F.; problème des rémunérations; cas des cheminots anciens combattants* [30 octobre 1963] (p. 5994); CONSTRUCTION : *Afflux des rapatriés; exode rural; essor démographique; crédits affectés à la construction de logements sociaux; augmentation du prix de la construction; réforme et simplification des réglementations* [31 octobre 1963] (p. 6163, 6164); MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *rapporteur spécial* : *Programmes de frappe de la monnaie; création en province d'un atelier monétaire; nombre de pièces à frapper en 1964; problème des investissements* [6 novembre 1963] (p. 6611, 6612); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Augmentation du traitement de base dans la même proportion que pour les salariés des entreprises nationales; ouverture de la grille hiérarchique; mesures à prendre en faveur des retraités; suppression de l'abattement du sixième; nouveau Code des pensions; situation des rentiers viagiers* [8 novembre 1963] (p. 6899, 6900).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Bilan de la politique d'aménagement du territoire; résultats appréciables obtenus dans un rayon de cinquante kilomètres autour de Paris; gigantisme de Paris; grandes métropoles de province recevant une part plus large des crédits d'investissement; multiplication, dans les capitales régionales, des industries moyennes; main-d'œuvre féminine; importance de la région Midi-Pyrénées; décentralisation des moyens de crédit; mettre l'économie au service de l'homme* [27 novembre 1963] (p. 7491, 7492).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Impôts augmentant chaque année du fait que les tranches de revenus ne sont jamais desserrées; tarif des services publics en augmentation; ne pas débloquer les crédits votés par le Parlement; augmentation des tarifs d'assurance automobile* [10 décembre 1963] (p. 7760).

Pose à M. le Ministre des finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la modification du Code des pensions civiles et militaires [15 mai 1964] (p. 1239, 1240).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30 000 habitants; Art. 1er : *Son amendement (Election des conseillers municipaux des communes de plus de 120 000 habitants)* [21 mai 1964] (p. 1305); *ses observations sur la représentation proportionnelle; son rétablissement dans les communes de 120 000 habitants; introduction en 1945 de la représentation proportionnelle pour les élections au conseil municipal et au conseil municipal de Paris; libre appréciation des citoyens; éviter les crises municipales; administration d'une grande ville devant refléter les diverses tendances de la population afin de permettre à la minorité d'exercer son droit légitime de contestation; ne pas politiser à l'excès les élections municipales; appréciation de l'opportunité politique* (p. 1306, 1307);

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux bonifications de campagne des cheminots anciens combattants [22 mai 1964] (p. 1369, 1370).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Projet soumis à l'Assemblée devant être considéré comme une étape et non comme un terme; suppression de certains droits acquis; discrimination entre les pensionnés selon qu'ils auront pris leur retraite avant ou après la promulgation de la loi; projet ne portant pas le taux de réversion à plus de 50 %; incorporation de l'indemnité de résidence dans le traitement servant de base pour le calcul de la retraite; caractère précipité de la discussion* [6 octobre 1964] (p. 2954, 2955); Art. L 40 : *Situation du veuf de la femme fonctionnaire étant appréciée au jour du décès; caractère injuste de cette situation* [8 octobre 1964] (p. 3017); Art. L 45 : *Situation de la veuve se remariant; définition du concubinage; son caractère notoire* (p. 3019); Art. L 49 : *Ses*

observations sur l'amendement de M. Vallon: Aider le veuf; état de santé du veuf (p. 3021); *application de l'article 40 de la Constitution; problème des femmes fonctionnaires; leur droit à faire passer la pension de réversion sur la tête de leur époux* (p. 3022); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement présenté par M. de Tinguy et tendant à compléter le paragraphe 1er de l'article 4 par un nouvel alinéa (Fonctionnaires ou militaires retraités ou leurs ayants cause relevant du Code des pensions militaires d'invalidité et victimes de guerre pour faits imputables à un événement de guerre)* (p. 3049); après l'Art. 7 : *Nouveau Code des pensions retirant à des catégories de fonctionnaires civils et militaires des avantages acquis antérieurement* (p. 3051); Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Vallon tendant après les mots: « au dernier alinéa de l'article L 28 » à insérer les mots : « au 4e alinéa de l'article L 39 »* (p. 3052); En seconde délibération, Art. L 3 : *Ses observations sur les paroles de M. Billotte; Assemblée ne pouvant se déjuger* (p. 3056); ses explications de vote : *Taux de la pension de réversion; catégories de retraités; indemnité de résidence; vote du groupe du centre démocratique* (p. 3058);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, Conditions générales de l'équilibre financier, Art. 2 : *Augmentation du produit de l'impôt sur le revenu; nombre des contribuables et leurs charges individuelles; abattement à la base; tranches du barème; adaptation du barème de l'impôt au niveau des prix; détaxation accordée aux personnes; article 15 de la loi du 28 décembre 1959; modification du S.M.I.G.; faire respecter le texte voté en 1959; barème de l'impôt général sur le revenu; inapplication de l'article 40 de la Constitution* [15 octobre 1964] (p. 3246, 3247); *son amendement tendant dans le paragraphe III de l'article 2 à supprimer les mots: « et des années suivantes »* (p. 3251); *donner une suite aux propos optimistes de M. le Ministre des Finances; amélioration du dispositif fiscal en l'allégeant* (p. 3251); *imposition des revenus des années suivantes* (p. 3251); *son amendement tendant à compléter le paragraphe III de l'article 2 par un nouvel alinéa (Dépôt d'un projet de loi fixant le nouveau barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour l'imposition des revenus des années suivantes)* (p. 3251); *faire respecter les dispositions d'une loi* (p. 3251); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, Travaux publics et transports, Aviation civile : *Fabrication par les usines Dassault de l'avion Mystère, de 40-50 places; problème du « Galion »; caractère délicat de cette question; souci d'économie; aller davantage dans la voie du progrès technique* [23 octobre 1964] (p. 3852); Monnaies et Médailles, en qualité de *rapporteur spécial : Montant global des recettes et des dépenses inférieur au budget de l'année en cours; raisons de cette révolution devant être recherchées dans une diminution des recettes provenant de la fabrication des monnaies françaises; modifications importantes concernant le programme de frappe au cours du premier trimestre de 1964 : décision relative à la fabrication de nouvelles pièces de 10 francs; modification de la pièce actuelle de 50 centimes; conférence de presse de M. le Ministre des Finances tenue le 18 juillet 1964; date de réalisation de ses décisions; substitution de la nouvelle pièce d'un demi-franc à celle de 50 centimes; son caractère indispensable; délais de réalisation; problème de la décentralisation de la fonderie, du laminage et de la frappe en province; décentralisation des installations de Beaumont-le-Roger et du quai Conti* [3 novembre 1964] (p. 4408); Travaux publics et transports : *Problème des autoroutes région Midi-Pyrénées; progrès accomplis par la S.N.C.F. dans le domaine de la productivité; cheminots n'ayant pas profité de cette productivité; retard dans leurs salaires; ne pas décevoir un personnel d'élite; rapport Massé* [4 novembre 1964] (p. 4584); Santé publique et population : *Espérances éveillées par le rapport de M. Laroque; application rapide des textes en faveur des invalides, aveugles et grands invalides; problème du maintien de la carte des économiquement faibles; lenteur des communications entre l'administration centrale et les bureaux d'aide sociale* [7 novembre 1964] (p. 5008); *création de maisons de vacances pour les personnes âgées; médaille de la famille française* (p. 5008) *progrès social et économique* (p. 5008, 5009); Service du Premier Ministre (Information) : *Problème de la décentralisation et de l'expansion régionale de l'O.R.T.F.; durée des émissions télévisées; problèmes sociaux et humains; orchestres symphoniques de Lyon, Marseille et Toulouse; vie culturelle de ces provinces* [8 novembre 1964] (p. 5110); *dissolu-*

tion des orchestres de province; recherche de la qualité traditionnelle (p. 5113, 5114); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES - SERVICES FINANCIERS; EN SECONDE DÉLIBÉRATION : ses explications de vote : *Pression fiscale restant lourde; réforme des finances locales; problème de la décentralisation; respect de la loi sur les zones d'entraînement; critiques adressées au budget par le centre démocratique; recours systématique à l'article 40 de la Constituteon* [9 novembre 1964] (p. 5220, 5221).

Prend part au débat sur la question orale sans débat relative à la retraite de certaines catégories de travailleurs en qualité de suppléant de M. Meck [27 novembre 1964] (p. 5716).

Prend part à la discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, Article additionnel : *Sa proposition de loi tendant à prévoir le dépôt d'un projet de loi de programme de cinq ans concernant la protection civile des populations; importance de la protection civile* [2 décembre 1964] (p. 5804, 5805).

Est entendu sur la question orale sans débat relative au barème de l'impôt sur le revenu, en qualité de suppléant de M. Meck [4 décembre 1964] (p. 5852).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale sans débat relative aux conditions d'attribution de la carte des économiquement faibles [14 mai 1965] (p. 1348, 1349).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le sixième alinéa de cet article par les mots suivants : « ou sous réserve de réciprocité, avec les pays signataires du traité de Rome »* [26 mai 1965] (p. 1576); Art. 2 : *Majoration des crédits budgétaires destinés à la protection civile* (p. 1578);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Baudis et plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outremer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant; *Application de l'article 31 du Règlement de l'Assemblée Nationale; nécessité d'un examen plus rapide de la proposition; discussion des propositions d'amnistie; proposition ayant un caractère à la fois juridique et moral; respect des engagements pris au nom de la Nation* [5 octobre 1965] (p. 3322, 3323);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 2 : *Stabilité; progressivité de l'impôt; nombre des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques; politiques d'allégement fiscal; cas de l'Allemagne et des Etats-Unis* [7 octobre 1965] (p. 3382, 3383); *fournir à la Commission des finances des éléments d'information* (p. 3384); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 3384); *son amendement tendant à substituer à la notion du S.M.I.G. la notion du salaire moyen tel qu'il est défini à l'I.N.S.E.E.* (p. 3385); son rappel au Règlement : *Désaveu de paternité de la Commission des finances; application de l'article 40 de la Constitution* [8 octobre 1965] (p. 3418); Art. 13 : *Entreprises de presse; équilibre financier de ces entreprises qui se sont modernisées; indépendance de la presse* (p. 3419); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *rapporteur spécial* : *Diminution de crédits; direction des monnaies et médailles étant un établissement industriel et commercial; fléchissement du produit de la fabrication des monnaies françaises; fabrication des pièces de 5, 2 et 1 centimes en acier inoxydable; prix de revient élevé; pièces de 5 centimes jaunes en cupro-aluminium au nickel; confusion entre certaines pièces, en particulier celles de 20 et de 50 centimes; coût de la démonétisation des pièces de 5 centimes en acier inoxydable; fabrication des monnaies étrangères; projet de construction en province d'une usine regroupant les diverses opérations de fabrication des monnaies métalliques; information du Parlement* [22 octobre 1965] (p. 3984, 3985); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing; installation de l'usine de frappe des monnaies et médailles à Bordeaux* (p. 3985); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES - I. CHARGES COMMUNES : *Problèmes de la fonction publique; difficultés de recrutement en raison de l'insuffisance des rémunérations; agents des départements et des communes; ses observations sur les catégories C et D; politique de modernisation des structures de l'Etat* [27 octobre 1965] (p. 4204); *perspectives du Ve Plan;*

situation des retraités ; détermination d'une politique des revenus dans le secteur public [27 octobre 1965] (p. 4204, 4205) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 2 : *Impôt sur le revenu des personnes physiques ; distorsions dans la répartition des charges publiques entre les différentes catégories de contribuables ; diminution du rendement relatif de l'impôt sur les sociétés ; incidences économiques des impôts ; réforme fiscale ; refonte du barème* [13 octobre 1966] (p. 3402, 3403) ; *nécessité de procéder à une réforme fiscale ; augmentation du nombre des contribuables ; date où la réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sera proposée au Parlement* (p. 3406) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *rapporteur spécial : Produit de la fabrication des monnaies ; programme de remplacement des anciennes pièces par des pièces libellées en francs et en centimes ; programme de frappe ; monnaies frappées pour les territoires d'outremer ; choix des médailles fabriquées en 1966 ; construction en province d'une usine monétaire* [25 octobre 1966] (p. 3809, 3810) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Coopération économique et financière prévue dans les accords d'Evian ; relations de la France avec l'Algérie ; problème de l'indemnisation des Français d'Algérie spoliés* [3 novembre 1966] (p. 4215).

Son rappel au Règlement : *Discussion du rapport de M. Lavigne sur les propositions de loi relatives au problème de l'indemnisation ; estimation des biens des rapatriés spoliés* [3 novembre 1966] (p. 4202).

BAUDOIN (M. Henri), *Député de la Manche, 3e circonscription, (app. U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'apparente au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des Affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 janvier 1962] (p. 1160).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652) ; [7 avril 1965] (p. 633) ; [6 avril 1966] (p. 592) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444) ;

— membre de la Commission d'études des problèmes municipaux [19 février 1963] (p. 2247).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 208) adopté par le Sénat, modifiant le deuxième alinéa de l'article 458 du Code de commerce, **n° 688** [27 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 206), adopté par le

Sénat, modifiant les articles 442 et 577 nouveaux du Code de commerce concernant la procédure de la faillite et du règlement judiciaire et la résolution du Concordat, **n° 744** [13 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 415), adopté par le Sénat, concernant la procédure applicable, en cas d'infraction, à la loi du 1er mars 1888, relative à la pêche dans les eaux territoriales, **n° 868** [5 mai 1964].

Sa proposition de loi tendant à fixer un délai pour la conservation des archives des agréés près les tribunaux de commerce, **n° 1410** [2 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1496) sur les contrats d'affrètement et de transports maritimes, **n° 1780** [21 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1452) complétant l'article 98 du Code d'administration communale et relatif aux pouvoirs de police conférés aux maires en matière de circulation, **n° 1803** [5 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1858), modifié par le Sénat, sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes, **n° 1911** [9 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1917 rectifié), modifié par le Sénat, complétant l'article 98 du Code de l'administration communale et relatif aux pouvoirs de police conférés aux maires en matière de circulation, **n° 1939** [15 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 812 du Code rural relatif au statut du fermage, **n° 2009** [29 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2041) réprimant le délit de fuite en cas d'accident occasionné par la navigation, **n° 2170** [22 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2121), adopté par le Sénat, portant statut des navires et autres bâtiments de mer, **n° 2186** [30 novembre1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1739 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires, **n° 2256** [14 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2242), modifié par le Sénat, réprimant le délit de fuite en cas d'accident occasionné par la navigation, **n° 2271** [15 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2304), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, portant statut des navires et autres bâtiments de mer, **n° 2306** [20 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Situation scolaire dans le département de la Manche; évolution économique et sociale de ce département; nécessité de développer l'enseignement technique; retard en matière d'enseignement des milieux ruraux; retard de la Manche du point de vue de l'équipement scolaire* [19 janvier 1963] (p. 1227, 1228).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Nécessité de ne pas oublier l'homme dans les plans d'aménagement; anxiété des jeunes ruraux de l'Ouest; remembrement; enseignement agricole approprié pour ceux qui restent à la terre; métropoles d'équilibre; aide aux villes de moyenne importance; association des comités d'expansion à la décentralisation; prévoir des structures d'accueil; donner plus de facilités financières aux communes* [27 novembre 1963] (p. 7504, 7505).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté, par le Sénat modifiant le deuxième alinéa de l'article 458 du Code de commerce, en qualité de *Rapporteur* : *Procédure de la faillite et du règlement judiciaire; rôle du juge commissaire; nécessité de prendre connaissance des renseignements recueillis au cours d'une procédure pénale; qualités du juge-commissaire, magistrat délégué par le tribunal du commerce; sa mission de direction* [14 avril 1964] (p. 732);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les articles 442 et 577 nouveaux du Code de commerce concernant la procédure de la faillite et du règlement judiciaire et la résolution du concordat, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur la loi du 4 mars 1889; cas des débiteurs de mauvaise foi; article 442 du Code de commerce; problème du délai; limitation de la durée du délai pendant lequel la faillite peut être déclarée; délai d'un à cinq ans; nullité d'engagements souscrits à une date assez lointaine; règlement judiciaire; intention du législateur; décret de 1955; pacte concordataire; contrat passé entre le débiteur et les créanciers; souci d'assainissement commercial* [14 avril 1964] (p. 732, 733); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 734);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la procédure applicable en cas d'infraction à la loi du 1er mars 1888 relative à la pêche dans les eaux territoriales, en qualité de *Rapporteur* : *Réforme de portée limitée et de caractère technique; bateau de l'armateur; règlement, dans un délai de trois mois; sauvegarder à la fois les droits du Trésor et ceux des armateurs; élection de domicile sur le territoire français pour les besoins de procédure, notamment la délivrance des citations; fixation par le tribunal du montant de la consignation* [13 mai 1964] (p. 1185).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *gravité du malaise paysan; nécessité pour le Gouvernement de reprendre le dialogue avec les agriculteurs* [9 octobre 1964] (p. 3118, 3119).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes, en qualité de *Rapporteur* : *Conventions de Bruxelles de 1924 et de 1921 sur le transport de marchandises et de passagers; « décodification » du droit maritime; loi du 2 avril 1936; motifs économiques; plaintes des armateurs français; statut social des équipages; régime de responsabilité en matière d'affrètement ou de transport maritime; exemples étrangers; différentes formes d'affrètement; problème du connaissement; extension du contrat de transport maritime de la prise en charge jusqu'à la livraison; transport de passagers; problème des croisières; entreprises de manutention; complexité du droit maritime* (27 avril 1966] (p. 974, 975); Art. 34 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « qui suivent » les mots : « du chapitre 2 du présent titre »* (p. 980); Art. 37 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de cet article : « commises par lui-même ou un de ses préposés »* (p. 981); Art. 40 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « est inexcusable la faute délibérée qui implique la conscience de la probabilité du dommage et son acceptation téméraire sans raison valable »* (p. 981); Art. 43 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « des bagages enregistrés ainsi que des véhicules de tourisme à moteur » les mots : « des bagages et véhicules enregistrés »* (p. 981); Art. 44 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par la phrase suivante : « récépissé devra en être délivré au passager »* (p. 982); Art. 45 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 982); *son amendement tendant à rédiger comme suit l'article 45 : « Les créances du transporteur nées à l'occasion du contrat de passage sont privilégiées sur le prix provenant de la vente des bagages et véhicules de tourisme enregistrés »* (p. 982); Art. 49 : *Son amendement tendant à supprimer la fin de cet article, à partir des mots : « sauf s'il établit... »* (p. 982); *responsabilité de l'organisateur de croisières* (p. 982); Art. 53 : *Son amendement tendant au début du 8e alinéa (4°) à substituer aux mots : « de faute » les mots : « d'une faute »* [3 mai 1966] (p. 1064); Art. 57 : *Son amendement tendant après les mots : « articles 229 et 273 à 310 » à insérer les mots : « ainsi que le dernier alinéa de l'article 433 du Code de commerce »* (p. 1064); *ses observations sur le sous-amendement de M. Dumortier* (p. 1065); EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 49 : *Responsabilité de l'or-*

ganisateur de croisière par rapport à celle du transporteur maritime (p. 1065); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Responsabilité de l'entrepreneur de manutention; unité du contrat de transport; convention entre le manutentionnaire et le transporteur maritime* [16 juin 1966] (p. 2111);

— du projet de loi complétant l'article 98 du Code de l'administration communale et relatif aux pouvoirs de police conférés aux maires en matière de circulation, en qualité de *Rapporteur* : *Circulation à l'intérieur des agglomérations; augmentation du parc automobile français; ses observations sur les mesures d'urbanisme; réglementation de la circulation et du stationnement; but du projet de loi étant de permettre aux maires de prendre des mesures de police entraînant des inégalités entre les catégories d'usagers à condition qu'elles soient fondées sur des considérations d'intérêt général; cas des ambulances privées* [12 mai 1966] (p. 1222, 1223); Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Jeanneney* (p. 1224);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Problème de l'indemnité viagère de départ; situation du propriétaire exploitant cédant à l'un de ses enfants; location de la terre* [27 octobre 1966] (p. 3958, 3959);

— du projet de loi réprimant le délit de fuite en cas d'accident occasionné par la navigation, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur la loi du 17 juillet 1908 et l'article L 2 de l'ordonnance de 1958; éléments constitutifs du délit de fuite* [24 novembre 1966] (p. 4965, 4966); Article unique : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du premier alinéa de cet article : « Tout conducteur de navire, bateau, hydroglisseur, aéroglisseur ou tout autre engin flottant qui, sachant que... »* (p. 4966); *caractère général d'application de la loi* (p. 4966); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « ne se sera pas arrêté », à insérer les mots : « dans le plus bref délai possible »* (p. 4966); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au chiffre : « 10 000 », le chiffre : « 5 000 »* (p. 4966); *limite supérieure de l'amende* (p. 4966); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 4966); *cas des skieurs nautiques* (p. 4966); *leur responsabilité* (p. 4966); *son amendement tendant à rédiger comme suit le début du quatrième alinéa de cet article : « Les dispositions du présent article ne font pas obstacle... »* (p. 4966);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut des navires et autres bâtiments de mer, en qualité de *Rapporteur* : *Modernisation du droit maritime; individualisation et francisation du navire; construction des navires; constructeur étant garant des vices cachés du navire; exploitation en copropriété; gestion économique du navire; responsabilité des copropriétaires non gérants; limitation des responsabilités* [14 décembre 1966] (p. 5524, 5525); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Les éléments d'individualisation des navires sont : « le nom, le port d'attache, la nationalité, le tonnage »* (p. 5526); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Indication des membres qui, dans une société anonyme, doivent être Français)* (p. 5526); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article : « Dans les sociétés à responsabilité limitée, les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés civiles, les gérants doivent être Français et la moitié du capital doit appartenir à des Français »* (p. 5526); *sociétés civiles demandant la francisation des navires* (p. 5526); Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article comme suit : « à compter de la découverte du vice caché »* (p. 5526); Art. 9 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : « L'entrepreneur qui a procédé à la réparation d'un navire est garant... »* (p. 5527); *détermination du responsable* (p. 5527); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5527); *contrôle de l'exploitation du navire* (p. 5527); Art. 19 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à supprimer les mots : « et répondre aux appels de fonds du gérant »* (p. 5528); Art. 23 : *Son amendement tendant dans la deuxième phrase de cet article après le mot « désaccord » à insérer les mots : « et sauf clause compromissoire »* (p. 5528); *possibilité de régler les différends éventuels sur le prix de la part sans saisir le tribunal* (p. 5528); *nécessité de ne pas attribuer à l'Etat un privilège fiscal sur le navire* (p. 5530); Art. 39 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa : « En cas d'impossibilité de saisir le navire grevé*

dans les eaux territoriales de l'Etat dans lequel le créancier a son domicile, ces délais pourront être prorogés sans pouvoir excéder une durée de trois ans à compter de la naissance de la créance » (p. 5530); Art. 43 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : « Les navires et autres bâtiments de mer francisés »* (p. 5531); *hypothèque* (p. 5531); Art. 50 : *Son amendement tendant dans le dernier alinéa de cet article à substituer au mot : « étrangères » les mots : « prises en application d'une législation étrangère »* (p. 5531); Art. 61 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (responsabilité du propriétaire du navire)* (p. 5532); Art. 62 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas où l'ensemble des créances résultant d'un même événement dépasse les limites de la responsabilité)* (p. 5532); Art. 58 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5532); Art. 65 : *Son amendement tendant à substituer aux chiffres : « 58, 58* bis *et 59 » les chiffres : « 58, 59 et 61 »* (p. 5532); Art. 66 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « 58* bis, *alinéa 1 » le chiffre « 61 »* (p. 5532); Art. 67 : *Son amendement tendant après les mots « ou de tout autre bien lui appartenant » à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article : « ainsi que la libération des cautions et garanties données. Il devra prouver au préalable qu'il a constitué le fonds ou fourni toutes garanties propres à sa constitution »* (p. 5533);

— du projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la convention de Londres; délivrance des certificats de sécurité; droit de visite à bord des navires* [14 décembre 1966] (p. 5533, 5534).

BAYLE (M. Marcel), *Député du Var, 4e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [19 février 1963] (p. 2247).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Marine marchande, **n° 57** [27 décembre 1962].

Sa proposition de loi relative à l'enseignement des langues régionales, **n° 189** [21 février 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Marine marchande, **n° 586** [18 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Marine marchande, **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), XVII. Marine marchande, **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1703) relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, **n° 1798** [4 mai 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : X. Equipement (Marine marchande), **n° 2053** [4 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Modifications intervenant dans l'exploitation d'une grande partie de la flotte française par suite des transformations de notre commerce extérieur; concurrence étrangère en matière d'armement; crise mondiale des transports maritimes; pro-*

blèmes relatifs aux constructions navales; trafic de marchandises; développement du trafic pétrolier; aide à l'armement; marché du poisson et son insuffisance actuelle; dangers de concurrence étrangère en la matière; insuffisance des crédits alloués à la marine marchande [16 janvier 1963] (p. 898 à 900);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Projet de déversement dans la Méditerranée des boues de l'usine de Gardanne* [16 octobre 1963] (p. 5185);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, : MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits ouverts pour la pêche; majoration de la subvention aux services maritimes d'intérêt général; pêche en mer; réglementation du chalutage côtier; détermination des eaux territoriales* [24 octobre 1963] (p. 5483, 5484);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Equilibre financier; stabilité de la monnaie; augmentation des crédits pour l'enseignement et la recherche; insuffisance des sommes affectées à la pêche; difficultés de la construction navale; aggravation de la crise; nécessité de favoriser la reconversion des chantiers et d'enrayer les licenciements; projets concernant le statut du marin* [12 octobre 1965] (p. 3509, 3510);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, en qualité de *Rapporteur pour avis : Protection de certains massifs forestiers; respect des règles de prudence; possibilité de renforcer les corps chargés de la surveillance et de la constatation des infractions; problème de la rentabilité des exploitations; ne pas faire participer les propriétaires forestiers au financement des équipements publics justifiés par le sous-développement du tourisme; recours à l'expropriation; aide de l'Etat aux collectivités locales* [10 mai 1966] (p. 1171, 1172); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « sont déclarés d'utilité publique » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « ...après consultation des collectivités locales et de la Commission départementale de la protection civile et après enquête publique, dans les formes prévues par les lois et décrets sur l'expropriation »* (p. 1183); *décret déclaratif d'utilité publique; détermination des périmètres de protection et des travaux d'aménagement obligatoires* (p. 1184); *son amendement tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de cet article par la disposition suivante : « après avis du centre régional de la propriété forestière compétent »* (p. 1184); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Travaux déclarés d'utilité publique étant faits par l'Etat et avec le concours technique et financier des collectivités publiques)* [11 mai 1966] (p. 1200); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans la quatrième phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « la convention peut imposer aux propriétaires une participation aux dépenses d'exécution » les mots « les parties peuvent convenir d'une participation des propriétaires aux dépenses d'exécution »* (p. 1202); *son amendement tendant, dans la quatrième phrase du deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « dans certaines zones en particulier »* (p. 1202); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant après cet article à insérer l'article suivant : « En cas d'expropriation il devra être tenu compte pour l'évaluation des terrains considérés, non seulement de leur affectation forestière, mais de leur vocation touristique et d'accueil »* (p. 1203); *retrait de son amendement* (p. 1204); Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le paragraphe 5 de l'article 41 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 par la disposition suivante : « pour ces cessions de gré à gré, une priorité sera accordée aux anciens propriétaires expropriés et. en cas de refus de leur part, aux collectivités locales »* (p. 1205); Art. 7 : *Son amendement tendant après les mots : « à l'achat de terrains » à insérer les mots : « à la réalisation d'équipements publics »* (p. 1205); Art. 9 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « des massifs particulièrement exposés aux incendies » à insérer les mots : « notamment des pare-feu des voies d'eau, des points d'eau... »* (p. 1206); Art. 178-1 du Code forestier : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « de l'administration communale, édicter... » à insérer les mots : « après avis de la Commission départementale de la protection civile »* (p. 1207);

Art. 178-2 du Code forestier : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1208) ; *déplacement des dépôts d'ordures* (p. 1208) ; Art. 180-1 du Code forestier : *Son amendement tendant après les mots : « le préfet peut par arrêté » à insérer les mots : « après avis du centre régional de la propriété forestière »* (p. 1210) ; *consultation des centres régionaux de la propriété foncière* (p. 1210) ;

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne, en qualité de *Rapporteur pour avis : Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée ; sa capacité annuelle de production ; chantiers de Graville et de La Seyne ; commandes de chars AMX 13 ; rôle de la société Alfred Herlicq ; entretien de la flotte du Pacifique ; garantie de remboursement ; préfinancement ; crise de la construction navale française ; situation des entreprises de sous-traitance* [2 juin 1966] (p. 1650 à 1652) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT - MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Situation de l'armement naval et de la construction navale française ; problèmes de la pêche ; coexistence d'une pêche artisanale et d'une pêche industrielle ; organisation des marchés ; modernisation des navires ; aide au cabotage ; projet de fusion des deux sociétés de sauvetage maritime ; situation des chantiers navals de La Seyne ; rétablissement du service régulier Toulon-Corse* [21 octobre 1966] (p. 3737, 3738).

BAYOU (M. Raoul), *Député de l'Hérault, 5e circonscription (S.).* Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32) ; [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à l'enseignement des langues régionales, **n° 167** [13 février 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 2 : *Poids des taxes frappant le vin ; concurrence italienne en matière de production vinicole* [18 décembre 1962] (p. 89) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INDUSTRIE : *Situation difficile de Béziers et de son arrondissement ; problème du maintien du bassin de Graissessac ; textiles cardés de la région de Saint-Pons ; usines Fouga ; chômage qui résulte de la baisse d'activité de cette usine ; afflux massif des rapatriés d'algérie dans la région de Béziers ; caractère insuffisant des mesures prises en matière de décentralisation industrielle* [9 janvier 1963] (p. 415) ; CONSTRUCTION : *Insuffisance du rythme de la construction ; décallage par rapport aux demandes ; conséquences du retour des Français d'Algérie ; imprévoyance de l'Etat en la matière* [10 janvier 1963] (p. 524) ; PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Nécessité d'assurer la parité en*

matière sociale entre le monde rural et le reste de la nation; suppression heureuse de la franchise pour l'assurance-maladie des exploitants; problème du rachat des cotisations; extension souhaitable du bénéfice de l'assurance-maladie à la quasi-totalité des salariés agricoles [10 janvier 1963] (p. 564); après l'Art. 50 : *Transformation souhaitable de l'allocation-vieillesse en retraite; obligation pour les caisses de percevoir le rachat des cotisations par compensation sur les nouvelles prestations* (p. 568); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation de la viticulture française; effondrement des prix à la production; importance des charges fiscales frappant la production viticole; contenu du décret organisant la campagne 1962-1963; persistance des importations de vins en provenance d'Afrique du Nord; propositions de l'I.V.C.C.; décisions du Gouvernement; nécessité de faire prendre en charge par le Trésor, et non par les viticulteurs français, l'opération d'achat des vins algériens* [11 janvier 1963] (p. 642, 643); RAPATRIÉS : *Logement des rapatriés; leur reclassement professionnel* [14 janvier 1963] (p. 783, 784); AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARA : *Problème de l'importation en France des vins algériens* [21 janvier 1963] (p. 1412).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la politique viticole : *Charges pesant sur la viticulture française ; difficultés née d'un hiver très rude; moyens disponibles pour venir en aide aux viticulteurs; augmentation de la taxe perçue au titre des droits de circulation des vins ; problème du volant compensateur ; conséquences de certaines importations; cas de l'Algérie; répercussions des importations de vins sur le hors quantum; positions exprimées par les responsables des organisations viticoles; défense des sinistrés des gelées et volonté de refuser les importations; nécessité d'étudier avec attention les dispositions concernant la prochaine campagne; limitation de la fiscalité frappant les vins; accords d'Evian et importations de vins algériens ; différents problèmes qui se posent aux viticulteurs français et aide qui doit leur être apportée* [17 mai 1963] (p. 2981 à 2983); *impossibilité pour le Gouvernement français de contrôler l'origine algérienne des vins entrant en France sous ce pavillon* [21 juin 1963] (p. 3683); *calamités agricoles et le département de l'Hérault* (p. 3685).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Lathière : *Application de l'article 23 du Règlement : Responsabilité des députés socialistes devant leurs électeurs* [22 mai 1963] (p. 3026).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 134 du Règlement : Nécessité de mener jusqu'à son terme un débat engagé sur une question orale; cas du problème viticole débattu le 17 mai 1963* [31 mai 1963] (p. 3150).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education Nationale : *Suggestion présentée par M. Fanton de donner aux préfets le droit de nommer les instituteurs; problème de l'augmentation indiciaire des chargés d'école* [20 juin 1963] (p. 3637).

Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle : Ses explications de vote : *Nécessité d'assurer une parité intégrale entre tous les travailleurs; problème du rachat par les ouvriers agricoles de leurs annuités de retard en matière de sécurité sociale* [4 juillet 1963] (p. 3873).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin, Bourdellès, Commenay, Philibert et Privat relatives aux prix agricoles : *Problème du vin français et détermination de la politique agricole commune; arguments invoqués par le Gouvernement pour justifier sa politique viticole ; nécessité d'arrêter les importations de vin de l'étranger; organisation souhaitable du marché du vin ; problèmes du prix de campagne* [5 juillet 1963] (p. 3927, 3928).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 16, Etat C, AGRICULTURE : *Situation de la viticulture française; insuffisance des capacités de stoc8age* [19 juillet 1963] (p. 4378).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture des questions orales relatives aux problèmes viticoles : *Importation complémentaire de vins étrangers; écoulement des stocks de vins de la récolte* [18 octobre 1963] (p. 5262, 5263); *aide aux viticulteurss inistrés de 1961 et de 1962* (p. 5265, 5266, 5267).

Est entendu, en qualité de *suppléant*, sur la question orale sans débat de M. Escande, relative aux problèmes viticoles [18 octobre 1963] (p. 5276).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, RAPATRIÉS : *Problème de l'emploi; nombre des logements: orientation des rapatriés vers l'industrie; insuffisance des prêts; dépôt d'un projet de loi relatif à l'indemnisation* [29 octobre 1963] (p. 5886, 5887); CONSTRUCTION : *Offices d'H.L.M. de Béziers* [31 octobre 1963] (p. 6169); BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Majoration des cotisations demandées aux agriculteurs; assurance-maladie des non-salariés; assurance-accident des exploitants; exode rural; caisse de calamités agricoles; sauvegarde de l'exploitation familiale* [4 novembre 1963] (p. 6341, 6342); EDUCATION NATIONALE : *Vote du groupe socialiste sur le titre V* [6 novembre 1963] (p. 6608).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale avec débat relative à la durée du service militaire : *Augmentation sensible du nombre des jeunes; évolution de la conjoncture internationale; fin des hostilités en Algérie; possibilité de ramener la durée du service militaire à douze mois; attribution d'un litre de vin quotidien aux soldats* [15 novembre 1963] (p. 7285, 7286).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Cas de Montpellier; problèmes des usines Fouga, des tissages de Saint-Pons et des mines de Graissessac* [27 novembre 1963] (p. 7467); *cas des costières et des hauts cantons* (p. 7467, 7468).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Caille tendant, dans le texte proposé par l'amendement, après les mots « aux travailleurs indépendants » à insérer les mots « aux salariés agricoles »* [28 novembre 1963] (p. 7541); *nécessité de donner la même garantie aux travailleurs de l'industrie* (p. 7541, 7542) ; *F.A.S.A.S.A. exerçant son action à l'intérieur de la profession agricole; nécessité d'aider aussi ceux qui voudraient revenir à la terre* (p. 7542); *son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de l'article premier, par les mots « ou de l'agriculture »* (p. 7543);

— en quatrième et dernière lecture du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement : *Abstention du groupe socialiste* [11 décembre 1963] (p. 7827);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Dispositions en faveur des viticulteurs; cas des vignerons; leurs inquiétudes; violation de l'article 675 du Code rural; solidarité entre les agriculteurs et les viticulteurs; maintien de la section viticole du Fonds national agricole* [21 avril 1964] (p. 842, 843); Art. 6 : *Valeur du critère du sinistre étant de 25 % pour l'ensemble de l'agriculture et de 50 % pour les viticulteurs* [22 avril 1964] (p. 881) ; Art. 5 *(suite)* : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement; définition de la notion de calamité; conception restrictive* [23 avril 1964] (p. 895); Art. 7 : *Taux maximum d'indemnisation porté de 50 à 75 %; caisse de compensation; impossibilité d'accepter de sanctionner un sinistré* (p. 896); Art. 9 : *Règles appliquées en matière d'évaluation des dommages* (p. 903); Après l'Art. 14, *Son amendement (Fonds national de solidarité agricole pouvant comporter des sections par produit ou groupe de produits et notamment une section viticole)* (p. 910); *maintien de la section viticole du Fonds national de solidarité agricole* (p. 910); *maintien du fonds viticole* (p. 910); ses explications de vote : *Charges imposées à l'agriculteur; insuffisance de la participation de l'Etat; modicité des ressources du Fonds; indemnisation risquant de demeurer très faible; vote du groupe socialiste; son abstention* (p. 916); En deuxième lecture, Art. 15 *bis: Maintien de la section viticole du Fonds de solidarité agricole; Fonds national de solidarité alimenté en grande partie par la majoration des droits de circulation des vins* [23 juin 1964] (p. 2132); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Abstention du groupe socialiste* [29 juin 1964] (p. 2336).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale sans débat relative à l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon [30 avril 1964] (p. 1043, 1046, 1047).

Prend part au débat :

— sur la question orale de M. Tomasini relative à l'amélioration du réseau routier : *Détérioration du réseau routier français ;*

situation du département de l'Hérault dans lequel le réseau national est inférieur au réseau départemental [19 juin 1964] (p. 2073);

— sur les questions orales relatives au Plan de stabilisation : *Questions viticoles; marasme du marché des vins; importations de vins algériens; montant de l'impôt supporté par le vin; suppression des taxes indirectes frappant le vin en Italie* [24 juin 1964] (p. 2168, 2169);

— sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Malaise frappant l'agriculture et la viticulture; importations inutiles de vin; application de la loi du 10 juillet 1964 aux viticulteurs sinistrés* [9 octobre 1964] (p. 3111 à 3114).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, RAPATRIÉS : *Ne pas s'efforcer de retirer aux rapatriés le bénéfice de la loi du 26 décembre 1961; prêts du crédit hôtelier; prêts de reclassement; Gouvernement se refusant à appliquer la loi relative à l'indemnisation; rôle de l'agence de défense des biens; avancement de certains fonctionnaires; application de l'article 4 de la loi du 26 décembre 1961* [28 octobre 1964] (p. 4041, 4042); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problèmes de la viticulture; bilan des disponibilités et des besoins; importations de vins étrangers et surtout algériens; accords franco—algériens; problème de la création des excédents en France; importation des « mutés » algériens en plus du contingent; situation de viticulteurs sinistrés* [5 novembre 1964] (p. 4695, 4696); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, après l'Art. 53 : *Accorder l'indemnité viagère de départ aux exploitants qui partiraient à la retraite en cédant leur exploitation; extension de cette indemnité à tous les exploitants* (p. 4735);

— du projet de loi portant prise en charge et revalorisation des droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie, Art. 4 : *Caractère de cet article; intéressés n'étant jamais plus de 1 ou 2 % de la population française* [9 décembre 1964] (p. 5983); *vote du groupe socialiste* (p. 5983); Art. 12 : *Obtenir que les dispositions de cette loi soient applicables non seulement aux Français d'Algérie, mais à ceux de Tunisie et du Maroc* (p. 5984); ses explications de vote : *Vote du groupe socialiste; son étonnement de voir que le Gouvernement ait attendu si longtemps pour prendre le relais de l'Etat algérien; traiter de la même façon les sinistrés des différentes guerres, y compris ceux de la guerre d'Algérie* (p. 5984).

Son rappel au Règlement : *Réponse à des questions écrites intéressant les problèmes des viticulteurs; problème de leur transformation en questions orales; application de l'article 138 du Règlement de l'Assemblée Nationale* [13 mai 1965] (p. 1318).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : ses explications de vote : *Projet de loi ne réduisant pas à 12 mois la durée du service militaire; groupe socialiste votant contre ce texte* [26 mai 1965] (p. 1601).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 138 du Règlement de l'Assemblée; ses questions écrites sur les problèmes du vin; crise de la viticulture* [17 juin 1965] (p. 2200).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier; Art. 13 : *Cours moyen du vin rouge; effets de la superfiscalité; appliquer les mêmes droits de circulation qu'au cidre et au poiré; contrôle de la circulation* [24 juin 1965] (p. 2466, 2467); *vins délimités de qualité supérieure* (p. 2470); *groupe socialiste votant contre cet article* (p. 2472); Art. 14, 25 et 26 *(suite)* : *Crise viticole; superfiscalité; problème des vins délimités de qualité supérieure; assimilation aux appellations d'origine contrôlée; vins de consommation courante* [25 juin 1965] (p. 2533, 2534); En deuxième lecture, Art. 4 : *Amendement du Gouvernement ayant pour objet d'étendre aux coopérateurs la taxe sur la valeur ajoutée pour les produits nécessaire à leur exploitation qui leur sont rétrocédés par la coopérative; exemple du vin; obligation faite aux viticulteurs employant des ouvriers, de leur accorder comme supplément de salaire, deux litres de vin par jour* [21 décembre 1965] (p. 5008, 5009); Art. 25 : *Volume des taxes indirectes sur le vin; tarif des droits de circulation; ses observations sur le label « V.D.Q.S. »; prix du vin chez le vigneron français; cas des viticulteurs du Midi* [22 décembre 1965] (p. 5045, 5046).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Date du débat sur le Marché*

commun; problème des calamités agricoles; mécontentement des viticulteurs; procédure d'inscription des questions orales à l'ordre du jour [2 octobre 1965] (p. 3278); *ses observations sur les paroles de M. Dumas, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des relations avec le Parlement* (p. 3278, 3279).

Prend part à la discussion :

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Baudis et plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outremer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant: *Groupe socialiste ayant déposé une proposition de loi sur l'indemnisation des rapatriés* [5 octobre 1965] (p. 3323);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation difficile des vignerons; conséquences de la fiscalité; déséquilibre des campagnes viticoles successives; ratification des accords franco-algériens sur le pétrole; problème des prix; loi d'orientation agricole; importations de vins étrangers; vins algériens; campagne antivin financée par l'Etat; vins de consommation courante sélectionnés; vins délimités de qualité supérieure; vins d'appellation d'origine contrôlée* [28 octobre 1965] (p. 4268, 4269);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas de la région du Languedoc; politique des métropoles d'équilibre; problème du vin; revenu des vignerons; parité entre les gens de la campagne et ceux des villes; cas du département de l'Hérault; station de Valras-Plage; aménagement du littoral; effort de démoustication; Fonds d'investissement routier; liaison aérienne Paris-Montpellier; liaison Paris-Montpellier-Béziers; canal du Bas-Rhône-Languedoc; reforestation des communes* [3 novembre 1965] (p. 4413, 4414); En deuxième lecture, du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social, Article unique : *Opposition du groupe socialiste lors du vote* [19 novembre 1965] (p. 4791).

Est entendu, en qualité de *suppléant*, sur la question orale sans débat de M. Montalat relative à la réforme des écoles militaires préparatoires [10 novembre 1965] (p. 4617).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, Article unique : *Opposition du groupe socialiste lors du vote* [10 novembre 1965] (p. 4626).

Son rappel au Règlement : *Questions posées au sujet du vin; fixation de la campagne jusqu'aux vendanges prochaines; inondations ayant ravagé le Languedoc et le Roussillon* [17 novembre 1965] (p. 4715, 4716).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de la question touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie: *Opposition du groupe socialiste lors du vote* [17 novembre 1965] (p. 4716).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire soumis à la décision de l'Assemblée : *Question orale avec bat déposée par M. Tourné au sujet du contentieux existant entre le Gouvernement et les anciens combattants; cas des combattants en Algérie* [6 avril 1966] (p. 590).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de certaines dispositions du régime de retraites des marins : *Prescription du droit à pension et des arrérages de la pension; insuffisances des pensions attribuées aux marins et à leurs ayants droit* [10 mai 1966] (p. 1168).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *problème viticole ; relèvement justifié des prix ; suppression des importations de vin d'Algérie* (p. 1284 et 1285);

— sur les questions orales relatives aux pensions de sécurité sociale : *Nécessité de modifier les règles de calcul des pensions de vieillesse servies par la sécurité sociale; per-*

manence de l'emploi et du travail dans la région (cas de l'Hérault) [27 mai 1966] (p. 1571).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance-maladie et à l'assurance-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 25 : *Son amendement tendant à ajouter à la fin de cet article : « et des organisations professionnelles nationales les plus représentatives »* [9 juin 1966] (p. 1875);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, Art. 6 : *Eviter la spéculation sur les terrains* [16 juin 1966] (p. 2114); Art. 10 : *Enlèvement des rémanents; rentabilité de la forêt* (p. 2115, 2116).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la politique viticole [22 juin 1966] (p. 2216) : *Baisse des prix à la production; fixation des prix de campagne ; importations de vins étrangers ; blocage des importations prévues d'Afrique du Nord; la diminution du revenu agricole; la défense de la qualité française; sa proposition de loi interdisant les coupages des vins étrangers avec des vins nationaux; politique viticole réaliste de l'Italie; nécessité de défendre le vin français sur le marché européen; propagande anti-vin ; aide aux sinistrés ; motion des maires de l'Hérault; mise sur pied d'un organisme de soutien efficace des prix financés par le F.O.R.M.A. ; diminution massive de la superfiscalité* (p. 2220 à 2222).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 63-1218 du 11 décembre 1963 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés : *Proposition de loi de M. Gaudin; problème de l'indemnisation; possibilité pour les juges de suspendre le cours des intérêts ou d'en réduire le taux; problème des délais* [24 juin 1966] (p. 2337, 2338);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Situation des rapatriés; ses observations sur l'amnistie, le logement, l'indemnisation; loi du 26 décembre 1961; principe de réparation; assimilation de nos compatriotes algériens et d'outre-mer aux victimes de la guerre 1939-1945* [24 octobre 1966] (p. 3785, 3786); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de la viticulture; politique du Gouvernement; statut viticule; augmentation de la fiscalité; ruine de la viticulture; prix du vin; ses observations sur la proposition de M. Hébert tendant à faire payer le déficit de la sécurité sociale par une nouvelle taxe sur les boissons alcooliques; importations de vins étrangers; pouvoir d'achat des vignerons; retard pris par la viticulture; possibilité de soutenir les prix en créant une société d'intervention; esprit social du Code du vin* [26 octobre 1966] (p. 3904 à 3906); INDUSTRIE : *Crise viticole; situation économique de Béziers; ses observations sur les mines du bassin de Graissessac, du Bousquet-d'Orb et les usines Fouga; krach de l'Intra Bank; situation des usines de la Plaine-Saint-Pierre; rôle du comité de défense de l'industrie biterroise* [7 novembre 1966] (p. 4314, 4315).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative à l'aide aux sinistrés de l'Hérault [25 novembre 1966] (p. 5005, 5006).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la campagne viticole [9 décembre 1966] (p. 5423) : *Importations abusives et inutiles ; Campagne anti-vin; impossibilité de contrôler la qualité des vins d'Afrique du Nord; Importations en provenance de Tunisie ; protestation de M. Denet, secrétaire général de la Fédération des Associations viticoles; réglementation des coupages avec des vins étrangers* (p. 5425, 5426, 5427).

Son rappel au Règlement : *Problème de l'indemnisation des rapatriés* [21 décembre 1966] (p. 5734).

BEAUGUITTE (M. André), *Député de la Meuse, 2e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Annexe n° 2, Affaires culturelles - Cinéma, **n° 25** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à prévoir, en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre, des exceptions aux textes assurant la coordination des transports, **n° 121** [23 janvier 1963]; la retire [19 juillet 1963] (p. 4390).

Sa proposition de loi tendant à l'extension des avantages résultant des lois sociales aux artisans, **n° 169** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à établir un statut des secrétaires de mairie à temps incomplet. **n° 185** [21 février 1963];

Sa proposition de loi tendant à l'unification des différents régimes de retraite, **n° 257** [17 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Annexe n° 1, Affaires culturelles. - Cinéma, **n° 568** [9 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale de la Légion d'honneur pour commémorer le cinquantième anniversaire de la déclaration de la guerre 1914-1918, **n° 666** [21 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à sauvegarder les droits des porteurs de titres de l'emprunt 3 3/4 % 1939 à garantie de change, **n° 1769** [13 avril 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963 : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Retard des chiffres du présent budget par rapport à ceux du Plan; nécessité de développer certaines routes particulièrement importantes pour le trafic national; cas de la route nationale n° 3; fonctionnement du Fonds routier; diminution de la tranche vicinale; reconstruction des ponts détruits par la guerre; liaison à assurer à ce sujet entre le Ministère des Travaux publics, la S.N.C.F. et le Ministère de l'Intérieur; cas des ponts sur la Meuse* [15 janvier 1963] (p. 846, 847); AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur spécial : Loi-programme de 1962 sur les monuments historiques; nécessité d'obtenir des crédits hors programme à ce sujet; crédits prévus pour la restauration de 25 000 bâtiments et monuments classés; crédit pour l'équipement des fouilles; équipement des archives; nécessité d'assurer une plus vaste audience à notre patrimoine culturel; dégradation des musées existants; crédits pour les musées de Paris et de province; fonctionnement des théâtres nationaux; crédit pour les théâtres privés de Paris; question des maisons de la culture; création d'un Centre de diffusion culturelle et d'un centre d'essai et de formation ; insuffisance des crédits accordés aux festivals de musique ; enseignement de la musique, de la peinture, de la seulpture; crédits prévus pour les achats d'œuvres d'art; situation grave du cinéma; baisse de fréquentation des salles de cinéma; réduction du nombre des films produits en France; augmentation du coût industriel des films; chômage parmi les techniciens du cinéma; disparition de certaines salles importantes; libération du prix des deux tiers des places dans les cinémas; refonte du régime d'aide; détaxation fiscale en matière de cinéma* [18 janvier 1963] (p. 1124); ANCIENS COMBATTANTS : *Problème du rapport constant; respect des dispositions de l'article 55 de la loi de finances pour 1962; réouverture des délais de forclusion opposée aux demandes d'attribution de la carte de volontaire de la résistance; problème des pensions des veuves de guerre; cas des ascendants et des pensionnés; question du pécule des prisonniers de guerre 1914-1918; discrimination établie entre les combattants des deux guerres; attribution du titre de combattant aux anciens militaires d'Afrique du Nord; remboursement des marks déposés par les rapatriés en 1945; bonifications de campagne aux cheminots anciens combattants* [23 janvier 1963] (p. 1522, 1523); Après l'Art. 48 : *Son amendement (Application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962* [25 janvier 1963] (p. 1842).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat, relative à la protection civile et à la défense passive [22 mai 1963] (p. 3027, 3028).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Revendications des anciens combattants; mode de calcul du rapport constant; bonification de campagne des cheminots, anciens combattants* [25 octobre 1963] (p. 5667, 5668); INDUSTRIE : *Situation du bassin de Briey; construction d'usines d'enrichissement du minerai; octroi de primes d'équipement pour l'installation d'industries de transformation* [30 octobre 1963] (p. 5973); *attribution des primes d'équipement* (p. 5975); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Question de l'axe Rhin-Rhône; étude de l'avant-projet d'aménagement de la Meuse et de la Moselle; résultat de la Commission d'étude pour les grandes liaisons fluviales* (p. 6003, 6004); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Niveau des investissements; problèmes de l'habitat rural et du remembrement; restrictions apportées au Crédit agricole; prix d'intervention pour la viande et le lait* [4 novembre 1963] (p. 6284, 6285); AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Modalités des crédits alloués au Ministre d'Etat; dotation des différents chapitres; augmentation des crédits d'équipement; crédits d'entretien en réduction; défense du patrimoine culturel de la France; problème du cinéma; conséquences des postes de télévision; réforme de la fiscalité; politique d'encouragement au cinéma* [9 novembre 1963] (p. 7076, 7077); AFFAIRES CULTURELLES : *Retrait de son amendement tendant à la suppression du montant du crédit inscrit au titre III de l'état B* [9 novembre 1963] (p. 7094); *ses observations sur l'amendement du Gouvernement (Diminution des crédits du titre III de l'état B de 330 000 francs)* (p. 7095).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Population de la Meuse; modification du régime des primes d'équipement; création par tous les moyens des emplois là où la main-d'œuvre est disponible; axe Rhin-Rhône* [27 novembre 1963] (p. 7503, 7504).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 12 : *Initiative du Gouvernement concernant les théâtres proprement dits; nouveaux paliers d'imposition* [10 décembre 1963] (p. 7772, 7773).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux droits de mutation des immeubles ruraux [22 mai 1964] (p. 1364).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Inquiétude provoquée dans les milieux du cinéma par certains projets de la R.T.F.; exercice de la tutelle sur l'O.R.T.F. par le Ministre de l'Information et non celui des Postes* [27 mai 1964] (p. 1422); *milieu du cinéma craignant que l'O.R.T.F. ne cherche à contrôler toutes les formes d'informations par l'image, et à se passer des studios et des laboratoires cinématographiques; collaboration plus étroite entre télévision et cinéma; assurer le salut du cinéma français* [27 mai 1964] (p. 1423, 1424); Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement présenté par M. Ribadeau Dumas tendant à compléter le membre de phrase proposé par la Commission : « dans le respect des autres modes d'expression de la pensée, de la culture et de l'information »* [28 mai 1964] (p. 1466); *service public de la radiodiffusion; établir des relations normales avec les autres modes de diffusion de la pensée, de la culture et de l'information* (p. 1466).

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre, une question orale, sans débat, relative au pécule des anciens prisonniers de la guerre de 1914-1918 [19 juin 1964] (p. 2061, 2062).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat, relative au prix des produits agricoles ; *Politique agricole européenne du Gouvernement ; elèvement rapide du prix des céréales et des produits laitiers* [9 octobre 1964] (p. 3077, 3085, 3086).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Action persévérante du Ministre des Anciens combattants; hiérarchie des urgences; limitation des progrès; application de l'article 55; échec de la Commission réunie par le Gouvernement; amélioration de l'échéancier concernant les cheminots anciens combattants; son intervention de l'an dernier; problème du rapport constant; amélioration du sort des anciens combattants* [20 octobre 1964] (p. 3395, 3396, 3397); après l'Art. 55 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « le Gouvernement déposera sur le bureau de l'Assemblée Nationale un projet de*

loi portant réforme du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre dont les dispositions tiendront compte de l'article 55 de la loi de finances pour 1962 » (p. 3406); *nécessité d'ouvrir de nouveau le dialogue avec les anciens combattants* (p. 3409); *donner progressivement satisfaction au vœu de l'Assemblée en ce qui concerne l'article 55; inapplicabilité de l'article 40 de la Constitution* (p. 3409); INDUSTRIE : *Situation du bassin ferrifère de Bouligny; diminution des expéditions; augmentation des stocks et de la production; réduction du nombre d'heures de travail de certains ouvriers; possibilité de diverses solutions; création des usines d'enrichissement des minerais dans la région; primes d'équipement pouvant être accordées; abattement des zones de salaires devant disparaître complètement; création d'un collège d'enseignement technique; promesses faites lors de la réunion de la « Table ronde » sur les problèmes miniers* [30 octobre 1964] (p. 4337, 4338); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Enseignement et formation agricole; cas des foyers de progrès agricole; conditions d'octroi des subventions destinées à l'équipement des exploitations; dommages causés par les campagnols; abattoirs industriels* [5 novembre 1964] (p. 4715, 4716); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, après l'Art. 54 : *Son amendement tendant, après l'article 54, à insérer un nouvel article (Dépôt par le Gouvernement, avant le 1er juillet 1965, du projet de loi tendant à organiser le contrôle du financement des investissements relatifs à la réalisation d'un programme national d'installation d'abattoirs)* (p. 4736); *création de certains abattoirs* (p. 4736); *achat par les villes de terrains* (p. 4737); *ses désirs* (p. 4737); *retrait de son amendement* (p. 4737); AFFAIRES CULTURELLES : *Modicité des crédits; raisons de la faible fréquentation de l'Opéra-Comique; intentions du Ministère face aux difficultés de financement; aide aux théâtres privés; théâtres de variétés n'étant pas oubliés; perspectives offertes au cinéma par le Ve Plan* [7 novembre 1964] (p. 4998, 4999);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Détaxes devant être accordées à l'industrie textile; axe Rhin-Rhône; liaison Seine-Est* [26 novembre 1964] (p. 5664);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 29 : *Situation difficile de l'industrie cinématographique; réforme des finances locales* [8 décembre 1964] (p. 5906).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative au fonctionnement des centres techniques professionnels : *Nécessité de limiter les centres techniques professionnels à certaines branches; son inquiétude devant leur prolifération ; frais de fonctionnement de ces centres ; caractère obligatoire de la cotisation et les reproches des organisations professionnelles* [7 mai 1965] (p. 1217 à 1219).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [12 mai 1965] (p. 1271); Art. 2 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1274); après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Bénéfice distribué par une filiale ayant son siège à l'étranger à une société mère française)* (p. 1274); Art. 11 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le paragraphe 3 de cet article : « Dans le cas où la plus-value à long terme résulte d'une expropriation, l'impôt de 10 % n'est pas perçu si l'indemnité d'expropriation est remployée à la construction et à l'aménagement d'une activité semblable à celle exercée dans le bien exproprié »* (p. 1280);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 14 : *Son amendement tendant, avant le dernier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Aux affaires réalisées par les entreprises cinématographiques non soumises à l'impôt sur les spectacles »* [25 juin 1965] (p. 2504);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Axe Rhin-Rhône; aménagement de la Meuse; liaison Seine-Est; route nationale n° 3; projet d'autoroute Paris-Metz* [11 octobre 1965] (p. 3470, 3471); AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur la ville de Verdun; patrimoine artistique de cette ville; problème théâtral; ses observations sur le théâtre de variétés ; situation du cinéma* [14 octobre 1965] (p. 3651, 3652); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Caractère illustre de la ville de Verdun; question de*

la retraite du combattant; revalorisation de la retraite; suppression de la discrimination entre anciens combattants de 1939-1945 et ceux d'Algérie; majoration des pensions de veuves; levée des forclusions; problème du « rapport constant »; promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur pouvant être créée à l'occasion du cinquantième anniversaire de la victoire de Verdun; commémoration de cette victoire [26 octobre 1965] (p. 4139, 4140); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Assurance des personnes non salariées; reprise de 0,70 F sur le blé; ses observations sur la réforme du régime des mutations d'immeubles ruraux; subventions destinées à l'habitat rural* [28 octobre 1965] (p. 4285, 4286).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale sans débat relative à la situation de la gendarmerie [10 novembre 1965] (p. 4614, 4615, 4616).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat relative à l'allocation de logement [19 novembre 1965] (p. 4789).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Licenciements des personnels civils français travaillant sur les bases américaines; situation du bassin ferrifère lorrain; cas de la mine de La Mourière; marasme économique; possibilité de créer une caisse de compensation; suppression des abattements de zones de salaires* [14 avril 1966] (p. 696).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative aux problèmes sociaux soulevés par le transfert des bases américaines [22 juin 1966] (p. 2206).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Refus de la sécurité sociale aux anciens combattants de la guerre 1914-1918; indice des pensions de veuves; remboursement des frais médicaux; ses observations sur les combattants de 1939-1945, les anciens d'Afrique du Nord* [18 octobre 1966] (p. 3486, 3487); après l'Art. 58 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article 55 de la loi de finances pour 1962 recevra application avant le 1er juillet 1967 »* [18 octobre 1966] (p. 3502); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *priorité donnée à l'élevage; amélioration des conditions de la stabulation* [27 octobre 1966] (p. 3955); *objectifs du Ve Plan; développement des équipements collectifs* (p. 3955); *fonds de vulgarisation* (p. 3955); *adaptation de notre agriculture à la compétition européenne; régime de taxation abusif des cessions de cheptel; problème du soutien des prix* (p. 3955); *ristourne de 10 % sur le matériel agricole* (p. 3966); Art. 58 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article : « L'article 55 de la loi de finances pour 1962 recevra application avant le 1er juillet 1967 »* [10 novembre 1966] (p. 4522).

BÉCHARD (M. Paul), *Député du Gard, 4e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

BECKER (M. Georges), *Député du Doubs, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [4 novembre 1963] (p. 6345).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 novembre 1963] (p. 6345), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [7 avril 1965] (p. 635).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [7 juin 1963] (p. 3258);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Education nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694);

— membre du Conseil supérieur de la réunion des théâtres lyriques nationaux [19 octobre 1966] (p. 3603).

Dépôts :

Sa proposition de loi, tendant à prévoir, en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre, des exceptions aux textes assurant la coordination des transports voyageurs, **n° 370** [21 juin 1963]; la retire [29 novembre 1963].

Sa proposition de loi relative aux règles de piégeage des oiseaux rapaces, **n° 399** [21 juin 1963].

Sa proposition de loi relative à la protection des gisements fossiles, **n° 400** [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 en ce qui concerne la dénomination et la formation professionnelle des experts-comptables et comptables agréés, ainsi que leur représentation dans les instances de l'ordre, **n° 401** [21 juin 1963].

Sa proposition de loi relative à la création d'un grade de directeur d'école, **n° 434** [10 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 700) sur l'extension de l'assurance vieillesse agricole aux départements d'outre-mer, **n° 723** [11 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 699) relatif au maintien de certaines prestations de sécurité sociale aux bénéficiaires de la réforme foncière dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, **n° 724** [11 décembre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1154) portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan, **n° 1183** [19 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1083) portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à l'exercice des professions de masseur-kinésithérapeute, de pédicure et d'opticien-lunetier, **n° 1331** [21 avril 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1617) portant approbation du Plan de développement économique et social, **n° 1644** [28 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1759) relative aux conditions d'engagement des artistes du spectacle, **n° 1987** [27 juin 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1967 (Affaires culturelles), **n° 2088** [19 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2163) modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, **n° 2205** [1er décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, **n° 2303** [20 décembre 1966].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de

l'Education nationale : *Surcharge des programmes d'enseignement; caractère de plus en plus abstrait des matières d'enseignement; nécessité d'assurer la connaissance de l'orthographe et de la syntaxe; nature de la pédagogie; dégénérescence de l'enseignement philosophique* [20 juin 1963] (p. 3626, 3627).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Rôle de la forêt dans la vie française; limitations à apporter aux droits de la propriété privée dans la mesure où leur jouissance est contraire à l'intérêt général; problème de la forêt en Allemagne; comparaison entre la forêt domaniale et la forêt privée* [11 juillet 1963] (p. 4057, 4058);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Caractère vital de l'eau; caractère épuisable des réserves d'eau; leur insertion dans le milieu naturel* [16 octobre 1963] (p. 5200, 5201); Art. 2 : *Prise de conscience du problème par le Gouvernement et le pays; caractère grave de la question; nécessité de mesures sévères* [14 novembre 1963] (p. 7220); en deuxième lecture : *Amélioration du projet de loi par le Sénat; rejet du classement des eaux en catégories; situation du Doubs, de la Marne et de la Seine; nécessité d'empêcher l'homme de saccager le milieu naturel; coût de la lutte contre la pollution; rôle de l'industrie; caractère indispensable de la régénération du milieu naturel pour l'empêcher de disparaître* [13 octobre 1964] (p. 3145, 3146).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Surmenage des étudiants; cas de l'Université de Paris; excès du nombre des étudiants; retard dans les constructions scolaires* [6 novembre 1963] (p. 6591).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Atteintes portées à la nature du sol; problèmes posés par la forêt de Fontainebleau; projet d'assèchement des marais de l'Ouest; conseils des biologistes; caractère illusoire de la prospérité de la région de l'Est; dangers pour l'avenir; moyens d'y parer* [27 novembre 1963] (p. 7469, 7470).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au maintien de certaines prestations de sécurité sociale aux bénéficiaires de la réforme foncière dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, en qualité de *Rapporteur : Raisons justifiant le vote du projet; salariés devenus propriétaires du fait de la réforme agraire intervenue dans les D.O.M.; situation en cas de suppression des prestations sociales* [12 décembre 1963] (p. 7844); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier à insérer les mots « accession à la propriété »* (p. 7845);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Problèmes posés à l'agriculture; sa solution grâce à un système de contrat; production; quantité suffisante; possibilités de risques; précédents de la généralisation du système du contrat; nécessité d'assurer la sécurité; réduction de la liberté des agriculteurs* [12 décembre 1963] (p. 7860, 7861);

— du projet de loi sur l'extension de l'assurance-vieillesse agricole aux départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'économie du projet; adoption du projet* [12 décembre 1963] (p. 7845, 7846); Art. 1er : *Son amendement (Allocation prévue à l'alinéa ci-dessus servie aux exploitants agricoles résidant dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion à la date de leur 60e anniversaire)* (p. 7847);

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'industrie automobile : *Evolution qui a fait de l'automobile un instrument de transport et de travail; Insuffisance de l'infrastructure routière; réorganisation de l'industrie automobile permettant de lutter contre la concurrence internationale* [16 octobre 1964] (p. 3373, 3374).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Effort accompli depuis cinq ans; impossibilité de rattraper en cinq ans le retard d'un demi-siècle; inscription d'un crédit pour la protection de la nature; ambitions éventuelles du Minis-*

tère de l'Agriculture de placer sous sa tutelle toutes les classes préparant aux grandes écoles agricoles; Ministère de l'Intérieur réclamant, dans cette hypothèse, la tutelle de l'E.N.A.; malaise dans l'Université; difficultés financières des communes; réformes multiples et incohérentes ; nécessité de rendre à l'Université son unité et sa foi dans l'avenir; augmentation du nombre des élèves [29 octobre 1964] (p. 4146 à 4148);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan, en qualité de *Rapporteur pour avis: Options « primaires » du Plan; continuation des efforts précédents; options de « civilisation »; compétence des affaires culturelles; enseignement; recherche fondamentale; formation de chercheurs; politique scientifique de la France; civilisation des loisirs; problème du logement et des prestations sociales* [24 novembre 1964] (p. 5554 à 5557);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Importance de la forêt; caractère particulier des forestiers; problème de leur reclassement; individualité du service forestier* [17 décembre 1964] (p. 6202, 6203);

— du projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à l'exercice des professions de masseur kinésithérapeute, de pédicure et d'opticien-lunetier, en qualité de *Rapporteur: Projet de loi concernant la réglementation de la profession de masseur-kinésithérapeute et celle de pédicure dans les départements d'outre-mer ainsi que celle d'opticien ou lunetier; possession de diplômes d'un niveau élevé étant nécessaire en métropole pour l'exercice de ces professions; objet de la loi; dresser un rempart contre l'invasion possible de ces professions dans les départements d'outre-mer par des allogènes, en particulier, par des Chinois et des Indiens; intérêt de cette loi; enregistrement du diplôme à la préfecture dans le mois de l'entrée en fonction; dispositions pénales; mesures transitoires* [28 avril 1965] (p. 944, 945); Art. 3 : *Son amendement, tendant après les mots: « qui justifieront de l'exercice » à intercaler le mot: « régulier »* (p. 945); *ses observations sur les paroles de M. le Garde des Sceaux* (p. 945); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi les deux premiers alinéas de cet article: « après l'article L 506, il est inséré le nouvel article L 506-1 ci-dessous: « A titre transitoire et par dérogation aux dispositions de l'article L 505 ci-dessus, peuvent également obtenir l'autorisation d'exercer la profession... »* (p. 946); Art. 5 : *Son amendement, tendant dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots: « L 506 modifié » les mots : « L 506-1 »* (p. 946);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Aménagement du territoire ; ses observations sur les paroles de M. Alduy* [15 octobre 1965] (p. 3739); EDUCATION NATIONALE : *Importance de la musique et de l'enseignement musical; problème de l'agrégation et du C.A.P.E.S.; traitement des agrégés; prix Nobel de médecine ayant été obtenu par des Français* [18 octobre 1965] (3816);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social, en qualité de *Rapporteur pour avis: Arbitrages du Gouvernement; ses observations sur la famille et les nécessités sociales; équipement scolaire, universitaire et sportif; équipement de la formation professionnelle; enseignement primaire; inconvénients des classes surchargées; classes maternelles; rapports élèves-maître; fermeture des écoles à trop faible effectif; réorganisation de l'enseignement du second cycle; cas des enfants sortis du premier degré à 14 ans et n'ayant aucune qualification; diversification de l'enseignement; institut universitaire de technologie; problème des constructions; équipement sanitaire et social prévu au Ve Plan; priorité donnée aux centres hospitaliers universitaires; réforme des études médicales; accroissement de la population âgée; foyers des jeunes travailleurs; ses observations sur l'éducation surveillée; cas de l'enfance inadaptée; problème de la sécurité sociale; ses observations sur les logements* [3 novembre 1965] (p. 4378 à 4380); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant: « Le Gouvernement prendra, avant le 1er mai 1966, toutes mesures utiles pour assurer par l'emprunt le financement d'équipements scolaires et univer-*

sitaires non prévus dans les programmes visés à l'article précédent » [5 novembre 1965] (p. 4562); *Article 40 de la Constitution* (p. 4562);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier : *Forêt méditerranéenne; cas du massif de la Sainte-Baume; modalités de défense de la forêt* [10 mai 1966] (p. 1180).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat, relative à l'aide aux étudiants [8 juin 1966] (p. 1807): *L'enseignement supérieur; enseignement de recherches; la création de super-collèges; le présalaire* (p. 1810, 1811).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Rôle politique des affaires culturelles; réforme des enseignements artistiques; problèmes de la musique; niveau musical des Français; séparation entre la musique des musiciens et le public; crédits affectés au Théâtre de France; ses observations sur « Les Paravents »* [27 octobre 1966] (p. 3972, 3973); EDUCATION NATIONALE : *Centres de formation des maîtres de C.E.G.; création de classes dans les grands ensembles; sort réservé aux professeurs des C.E.G.; modalités de l'allocation d'études pour les étudiants; rôle du Collège de France* [3 novembre 1966] (p. 4164);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Recherche océanographique; valorisation des brevets et de la recherche; problème de la pollution des mers; augmentation de la consommation des produits pétroliers; exploitation des algues; retard pris par la France par rapport aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S.; situation du tiers monde* [30 novembre 1966] (p. 5087, 5088);

— du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, en qualité de *Rapporteur: Opinion du XVIIe et XVIIIe siècle sur les documents du passé; nécessité de protéger les monuments même à l'encontre des occupants; interdiction faite au propriétaire de détruire l'édifice ou d'y exécuter, sans le consentement du Ministre, un travail important; prise en charge des travaux; ses observations sur les locataires et les propriétaires de ces immeubles; problème de la procédure d'expropriation; cession de gré à gré des immeubles classés qui ont été expropriés; constitution d'une caisse nationale qui pourrait venir en aide aux propriétaires en leur consentant des prêts à long terme; vols d'objets d'art classés; interdiction faite de modifier la perspective en abattant des arbres ou en construisant des locaux qui nuiraient à l'esthétique d'ensemble du site* [8 décembre 1966] (p. 5370, 5371); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Icart* (p. 5376); *son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 9-2 par de nouvelles dispositions (Cas où la cession a lieu moins de trente ans après l'expropriation intervenue conformément au quatrième alinéa de l'article 9-1)* (p. 5378); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, en qualité de *Rapporteur: Utilité de la procédure des Commissions mixtes paritaires; ses observations sur le taux fixé par décret* [20 décembre 1966] (p. 5705).

BECUE (M. Paul), *Député du Nord, 23e circonscription (U.N.R. - U.D.T.).* Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [30 avril 1963] (p. 2718).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission (18 janvier 1962) (p. 1160).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [18 janvier 1962] (p. 1160),

[3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082).

Dépôts :

Son avis, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 210), adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, **n° 1963** [22 juin 1966].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Autriche, du 5 au 12 juillet 1966, **n° 2281** [15 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Bricout tendant, dans le texte proposé par l'amendement, pour le troisième alinéa, après les mots « chasse aux colombidés » à insérer les mots « il est fixé à 10 hectares en région de bocage »* [9 juin 1964] (p. 1707); Art. 2 (suite) : *Son amendement tendant à compléter le septième alinéa de l'article 2 : « dans ce rayon, l'action de chasse ne peut être interdite au titutaire du droit de chasse dont l'habitation en cause constitue le domicile ou la résidence »* (p. 1719);

— en deuxième lecture du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles; Art. 15 *bis : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « La présente loi est applicable à tous les sinistres survenus depuis son adoption en première lecture par l'Assemblée Nationale le 23 avril 1964 »* [23 juin 1964] (p. 2130);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées, contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, en qualité de *Rapporteur pour avis : Assurance contre les accidents; ses observations sur le contrat d'assurance classique; libre choix de l'organisme assureur; principe d'une garantie minimum des risques; assurance obligatoire de l'exploitant et des aides familiaux; nécessité de ne pas imposer aux intéressés des charges incompatibles avec leurs possibilités financières; garantie minimale; organisation de l'assurance accident* [23 novembre 1966] (p. 4765, 4766); Art. 1234-3 du Code rural : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par de nouvelles dispositions : « elle doit assurer le versement des prestations d'invalidité dans le cas où l'intéressé est reconnu totalement inapte à l'exercice de la profession agricole »* (p. 4772); Article 1234-9 du Code rural : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « a pour rôle exclusif de fixer le montant » à insérer le mot : « maximum »* (p. 4774); Art. 2 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4777); *retrait de son amendement* (p. 4777); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Cas où un exploitant agricole a conclu un contrat d'assurance le garantissant contre les risques qu'il pouvait encourir en sa qualité de bénéficiaire d'une entraide agricole)* (p. 4781); Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les employeurs des personnes visées à l'article 1144 du Code rural sont tenus de contracter, auprès de l'assureur de leur choix, une assurance les couvrant des conséquences des accidents du travail et des maladies professionnelles dont ces personnes peuvent être victimes. Les conditions d'application de l'alinéa ci-dessus seront fixées par décret dans un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi »* (p. 4782); Articles additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le paragraphe I-2° de l'article 1106-2 du Code rural est complété par l'alinéa suivant :* e) *des maladies et accidents des personnes visées au paragraphe 3° de*

l'article 1106-1 ci-dessus, ayant cessé toute activité professionnelle » (p. 4786); *ses observations sur son amendement* (p. 4786).

BÉNARD (M. François), *Député de l'Oise, 5e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à faire prendre en charge, par un fonds national, la réparation des affections silicotiques contractées dans les entreprises autres que celles où travaille la victime lors de la première constatation médicale de la maladie professionnelle, n° **74** [8 janvier 1963].

BÉNARD (M. Jean), *Député de l'Indre, 3e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

BÉRARD (M. Jacques), *Député du Vaucluse, 3e circonscription (app. U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'apparente au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est Secrétaire d'âge [2 avril 1964] (p. 597), [2 avril 1965] (p. 570).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 301), adopté par le Sénat, tendant à compléter l'article 335-4 du Code pénal, n° **1153** [5 novembre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à compléter l'article 335-4 du Code pénal, en qualité de *Rapporteur: Rôle du magistrat instructeur; fermeture prévue à l'article 335-4 du Code pénal* [19 novembre 1964] (p. 5501); Art. 1er : *Son amendement tendant, après les mots: « faire l'objet », à rédiger ainsi la fin du nouvel alinéa proposé pour l'article 335-4 du Code pénal: « d'un seul renouvellement dans les mêmes formes et pour une durée de trois mois au plus. »* (p. 5501); *raisons de principes et d'équité* (p. 5501, 5502).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [4 mai 1966] (p. 1080).

BÉRAUD (M. Marcel), *Député du Pas-de-Calais, 4e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 402) de M. Duflot, tendant à limiter aux seuls bénéficiaires des articles L 272, L 275 et L 286 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre les appellations de déporté et déportation, n° **452** [11 juillet 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) : Anciens combattants et victimes de guerre, n° **1110** [16 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : Anciens combattants et victimes de guerre, n° **1631** [19 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1359) relative aux dispositions d'appel en matière de prestations dentaires, n° **1784** [27 avril 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : Anciens combattants et victimes de guerre, n° **2079** [13 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Médiocrité du pourcentage d'accroissement pour 1965 par rapport à 1964 structure de ce budget; crédits consacrés à l'action sociale du Ministère; inscription d'un crédit de 400 000 francs pour la réalisation du musée de la Résistance; mesures fragmentaires en faveur de telle ou telle catégorie de pensionnés; allocation spéciale attribuée aux enfants de veuves ou aux orphelins atteints d'une infirmité incurable; cas des ascendants ayant perdu plusieurs enfants; majoration en faveur des aveugles de la Résistance; « mesures d'assistance et de solidarité »; activité du Ministère des Anciens combattants ne se limitant pas au domaine des pensions; action sur le plan social; action de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre; maisons de retraite pour l'hébergement des gens âgés; entretien et éducation des pupilles de la nation; écoles de rééducation professionnelle; effectif des élèves de ces écoles; modicité des prêts au logement ou des prêts d'installation professionnelle; constitution d'un Fonds de garantie par l'Office national auprès de la Chambre syndicale; organisation du fonctionnement des services du Ministère des Anciens combattants en Algérie; fusion des anciens services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre avec les services techniques et administratifs; maison de retraite du Kouba; approbation du budget des Anciens combattants pour 1965* [20 octobre 1964] (p. 3388);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Réduction des subventions de fonctionnement accordées à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre; interventions publiques d'action sociale du Ministère; problème du « rapport constant »; dispositions nouvelles du Code des pensions civiles et militaires de retraite; délai de pres-*

cription des arrérages dus aux pensionnés de guerre en cas de dépôt tardif des demandes; cas des veuves remariées redevenues veuves, divorcées ou séparées de corps; ramener de 25 à 15 ans la durée minimale de mariage et de soins pour prétendre à l'allocation spéciale des veuves de très grands invalides de guerre; rééducation des mutilés de guerre; action de l'Office en faveur des pupilles de la nation; contrôle médical; assistance aux familles des pupilles; écoles de rééducation professionnelle de l'Office; régime des stagiaires; avenir de l'Office; problème de l'attribution de la carte du combattant et de la carte de combattant volontaire de la Résistance; structures de l'Office; situation des anciens d'Algérie; problème des forclusions; cas des Alsaciens-Lorrains; possibilité d'étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux ascendants âgés et sans ressources [26 octobre 1965] (p. 4125, 4126);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Réalisation du musée de la Résistance et de la déportation; ses observations sur le service technique central de l'appareillage; commémoration du cinquantenaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis et de l'arrivée des troupes américaines en France; indices des pensions des veuves de guerre; écoles de rééducation professionnelle de l'Office national des combattants; levée de forclusion pour les combattants volontaires de la Résistance; harmonisation des statuts des déportés politiques et des déportés résistants; cas des militaires du contingent victimes des opérations du maintien de l'ordre en Algérie; centre de formation professionnelle; situation des veuves de guerre* [18 octobre 1966] (p. 3474);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Chalopin relative aux dispositions d'appel en matière de prestations dentaires, en qualité de *Rapporteur : Contentieux du régime de sécurité sociale en matière de prestations dentaires; Ordre national des chirurgiens-dentistes; ses observations sur le décret du 12 mai 1960* [8 décembre 1966] (p. 5367); Art. 2 : *Problème de la parité des diverses représentations au sein de la section des assurances sociales du Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes* (p. 5367).

BERGER (M. Henry), *Député de la Côte-d'Or, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L. 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle) [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les Territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693);

— membre du Conseil supérieur de la sécurité sociale [19 février 1967] (p. 2247).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2162) portant création d'organismes de recherche, **n° 2175** [23 novembre 1966].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin et Ballanger relatives à l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité [11 octobre 1963] (p. 5154).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Problème de la seconde distribution du samedi; facteurs de campagne; cas des receveurs-percepteurs* [23 octobre 1963] (p. 5435, 5436);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, en qualité de *Rapporteur pour avis: Possibilité donnée aux professions libérales de se grouper en sociétés civiles professionnelles; projet étant une loi-cadre; professions médicales ou para-médicales; profession d'architecte; sociétés coopératives entre médecins; sociétés de moyens; cabinets de groupe; accroissement des investissements techniques nécessaires dans certaines disciplines; liberté d'établissement pour les ressortissants des pays du Marché commun; cas des architectes; nécessité pour l'exercice en société des professions médicales d'un accord parfait entre les associés; fonctionnement de la société; répartition des parts sociales; problème de la dissolution; régime fiscal de la société* [24 mai 1966] (p. 1422, 1423); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article premier: « Les conditions d'application de la présente loi à chaque profession seront déterminées par un règlement d administration publique pris après consultation des organisations les plus représentatives de ces professions »* (p. 1427); *statut de la société civile professionnelle; nécessité d'envisager une collaboration avec les membres des diverses professions concernées* (p. 1427, 1428); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots: « dispositions législatives » à insérer les mots: « ou réglementaires »* (p. 1428); Art. 6 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant: « Lors de sa constitution, la société civile professionnelle est soumise, dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique, aux mêmes formalités d'inscription ou d'agrément que les individus exerçant cette profession »* (p. 1434); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 1434); après l'Art. 7 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer l'article suivant : « la raison sociale de la société civile professionnelle ne peut être constituée que par les noms et qualifications professionnelles des associés »* (p. 1434); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots: « imposer un capital minimum et... »* (p. 1435); *valeur des parts sociales; capital minimum de la société; nombre des associés* (p. 1435); Art. 17 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article: « chaque associé dispose d'une seule voix, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient »* (p. 1436); *répartition du nombre de voix entre associés; principe d'égalité devant régner dans une société de personnes* (p. 1436); Art. 18 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article: « Les sociétés civiles professionnelles ne peuvent servir à leur capital qu'un intérêt fixe dont le taux ne peut excéder celui fixé par le règlement d'administration publique particulier à chaque profession. Le surplus des bénéfices est réparti entre les associés selon les critères professionnels déterminés par les statuts »* (p. 1437); *rôle du capital; rémunération des associés* (p. 1437); Art. 19 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots: « et sauf interdiction par le règlement d'administration publique particulier à chaque profession »* (p. 1437, 1438); Art. 20 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « La société ou les associés doivent contracter une assurance de responsabilité civile professionnelle dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique particulier à chaque profession »* (p. 1438); *responsabilité solidaire de la société quant à la réparation des dommages consécutifs aux actes professionnels d'un associé* (p. 1438); après l'Art. 21 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Lavigne et tendant à rédiger ainsi le premier alinéa: « Les parts sociales*

ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de tous les associés » (p. 1442); *ses observations sur son sous-amendement* (p. 1442); *son sous-amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 21* ter, *à supprimer les mots: « en ce qui concerne les offices publics et ministériels* » (p. 1443); *délai de trois mois laissé à la société pour acquérir ou faire acquérir les parts sociales de l'associé* (p. 1443); après l'Art. 32 : *Son amendement tendant à insérer après cet article, le nouvel article suivant: « Les sociétés civiles professionnelles sont soumises aux dispositions de l'article 8 du Code général des impôts même dans le cas où elles ont adopté le statut de coopérative* » (p. 1447); *son amendement tendant à insérer après l'article 32 le nouvel article suivant: « Les sociétés civiles de moyens peuvent se transformer en sociétés civiles professionnelles sans que cette opération entraîne création d'une nouvelle personne morale* » (p. 1449); *mise en commun de moyens matériels nécessaires à l'exercice de la profession par les associés* (p. 1449);

— du projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail dans les départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur suppléant: Départements d'outre-mer ne bénéficiant pas d'une organisation de la médecine du travail; adaptation du régime législatif et de l'organisation administrative des départements d'outre-mer; comité technique national; création de services médicaux interentreprises; procédure de mise en demeure* [14 juin 1966] (p. 2020, 2021); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots: « du Ministre du Travail, du Ministre de la Santé publique et de la Population », les mots: « du Ministre des Affaires sociales* » (p. 2021); *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de l'article 2, à substituer aux mots: « Ministre des Travaux publics et des Transports », les mots: « Ministre chargé des Travaux publics et des Transports* » (p. 2021); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article « Application de la loi du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail* » (p. 2022);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Dévouement du personnel des postes et télécommunications; conditions de travail; conséquences du stage d'un an effectué à Paris* [19 octobre 1966] (p. 3553); *ses observations sur la situation du préposé rural et celle des contrôleurs; investissements des postes et télécommunications; déficit d'exploitation des chèques postaux; gratuité des virements; insuffisance de la rémunération des capitaux en dépôt mis à la disposition du Trésor* (p. 3553, 3554); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Aide aux collectivités locales; problème des finances locales; possibilité de déposer un projet de loi permettant la prise en charge par le budget de l'Etat des agents départementaux employés dans les préfectures; cas des auxiliaires départementaux; création des instituts régionaux d'administration* [24 octobre 1966] (p. 3793); EDUCATION NATIONALE : *Collèges d'enseignement général; enseignement supérieur; réorganisation de la pharmacie; réforme des écoles nationales de médecine et de pharmacie; possibilité de donner à Dijon sa Faculté de médecine et de pharmacie* [2 novembre 1966] (p. 4149, 4150);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ses observations sur le colloque de Caen; Centre national d'exploitation des océans; Agence nationale de valorisation de la recherche; Institut de recherche d'informatique et d'automatique; autonomie financière; recherche océanographique; comité pour l'exploitation des océans; liens entre la recherche et ses applications éventuelles; plan-calcul; avenir de l'automatique; nécessité de tenir compte des préoccupations de l'aménagement du territoire* [30 novembre 1966] (p. 5065, 5066); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots: « par les organismes publics spécialisés » les mots: « soit par des organismes publics spécialisés, soit par des organismes privés dans le cadre des contrats de recherches financés sur fonds publics* » (p. 5106); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots: « organismes publics » à supprimer le mot « spécialisés* » (p. 5106); *retrait de son amendement* (p. 5107); *formation du personnel* (p. 5107); Art. 2 : *Coordination des recherches dans le domaine des entreprises privées* (p. 5107); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots: « et fait procéder » à insérer les mots: « en particulier pour la prospection du marché des licences* » (p. 5108); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la pre-*

mière phrase de cet article, après les mots: « établissements publics » à insérer les mots: « de caractère scientifique et technique » (p. 5108); *comité consultatif de la recherche scientifique et technique* (p. 5108, 5109); *retrait de son amendement* (p. 5109); En deuxième lecture, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots: « recherche scientifique » à supprimer les mots: « et placé sous la même autorité »* [15 décembre 1966] (p. 5609); *ses observations sur l'I.R.I.A., le CNEXO et l'ANVAR* (p. 5609); Art. 3 : *Son amendement tendant dans la première phrase de cet article après les mots: « un établissement public » à insérer les mots: « de caractère scientifique et technique »* (p. 5609); *principe de la création d'une nouvelle catégorie d'établissement; passation des marchés* (p. 5610); *son amendement tendant, dans le second alinéa de cet article, après les mots: « compte tenu de ces activités de recherche » à supprimer le mot: « appliquée »* (p. 5610); *règles de fonctionnement des nouveaux organismes* (p. 5610); *retrait de son amendement* (p. 5610).

BERNARD (M. Jean), *Député de l'Isère, 6e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

Donne sa démission de membre de cette Commission [16 avril 1964] (p. 803).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 mai 1964] (p. 1086), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à établir le vote obligatoire, **n° 833** [16 avril 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation des communes rurales; aide de l'Etat; prêts du Crédit agricole aux petits exploitants; subventions accordées aux petites communes pour les adductions d'eau; prix agricoles* [4 novembre 1963] (p. 6317, 6318); INTÉRIEUR : *Impôts sur la presse pornographique; diminution du salaire des parlementaires et des ministres; chauffage de l'Assemblée Nationale* [5 novembre 1963] (p. 6484, 6485);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Cas des communes pauvres; problème des subventions* [25 octobre 1965] (p. 4084); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Agriculture faisant travailler l'industrie; ses observations sur le prix du lait; cas de la plaine de la Bièvre* [28 octobre 1965] (p. 4303).

BERNASCONI (M. Jean), *Député de la Seine, 27e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé Secrétaire d'âge [2 avril 1966] (p. 516).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle) [14 juin 1966] (p. 2038).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à l'accession à l'assurance volontaire de certains retraités de la sécurité sociale (n° 372) [21 juin 1963].

BERTHOLLEAU (M. Roger), *Député de la Vienne, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

En remplacement de M. Guillon, décédé le 6 février 1965.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1965] (p. 571).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [2 avril 1965] (p. 576).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance-maladie et à l'assurance-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694);

— membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [28 avril 1965] (p. 962).

BERTHOUIN (M. Fernand), *Député d'Indre-et-Loire, 3e circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à étendre à tous les contrats d'assurance concernant les véhicules terrestres à moteur, la garantie pour les dommages causés par le gros gibier, **n° 1314** [9 avril 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits de l'enseignement agricole; organisation du ramassage scolaire; transformation des cours post-scolaires en un véritable enseignement agricole* [4 novembre 1963] (p. 6279, 6280);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Incorporation dans le budget du B.A.P.S.A. des dépenses du contrôle médical couvertes jusqu'à présent par les seules cotisations des agriculteurs dans le cadre des dépenses complémentaires* [5 novembre 1964] (p. 4717); *cotisations sociales des agriculteurs; mode de financement du B.A.P.S.A.; problème de la parité* (p. 4717, 4718);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Nécessité de réparer les injustices; son désir de voir l'égalité des droits à réparation pour tous les titulaires de la carte du combattant; dégradation des relations entre les pouvoirs publics et les anciens combattants et victimes de guerre; insuffisance du budget* [26 octobre 1965] (p. 4141);

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Pension des veuves; retraite des anciens combattants; disparition des anciens combattants de la première guerre mondiale; cas des déportés du travail et des réfractaires; problème des déportés et internés politiques; parité entre les pensions de guerre et le traitement des fonctionnaires; adoption du principe de la qualité de combattant aux anciens d'Algérie* [18 octobre 1966] (p. 3478, 3479); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Développement de la circulation; nombre des accidents; entretien du réseau; situation des agents de travaux des ponts et chaussées; suppression de certaines voies ferrées ouvertes au trafic marchandises et de lignes omnibus de voyageurs* [8 novembre 1966] (p. 4380).

BETTENCOURT (M. André), *Député de la Seine-Maritime, 5e circonscription (R.I.).*

Secrétaire d'Etat aux Transports
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé Secrétaire d'Etat aux Transports (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 8 février 1966, de son mandat de député (*J. O.* du 10 février 1966, p. 1162).

Ses fonctions de Secrétaire d'Etat aux Transports cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187) (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635).

Est nommé :

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1963 (2e partie) (n° 22); Coopération, **n° 118** [17 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549); Coopération, **n° 595** [24 octobre 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Irak, en Iran et en Afghanistan, **n° 760** [18 décembre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) - Coopération, **n° 1111** [16 octobre 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée dans plusieurs Etats d'Afrique francophone. **n° 1593** (5 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577); Coopération, **n° 1616** [11 octobre 1965].

Interventions :

En qualité de Député :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis: Principes de la politique de coopération; nécessité de respecter l'indépendance et la liberté des pays africains et malgache; inconvénients*

d'une éventuelle loi-cadre en matière de coopération; représentation souhaitable de la Commission des affaires étrangères au comité directeur du F.A.C.; élévation du niveau de vie des populations africaines; nécessité de ne pas aider les Africains à adopter dès à présent et totalement nos propres méthodes d'investissement; assistance technique; création d'un corps de volontaires de la paix; coordination des différents services administratifs français s'occupant des pays africains; création souhaitable d'une association du type de l'Association parlementaire du Commonwealth [21 janvier 1963] (p. 1350 à 1352).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat, relative à la politique pétrolière de la Franee [28 juin 1963] (p. 3787 à 3789).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Part faite au décret; problème de doctrine; rôle des établissements publics administratifs placés sous la tutelle de l'Etat ayant pour objet la lutte contre la pollution des eaux; décentralisation des opérations; absence d'un Fonds national de l'eau* [16 octobre 1963] (p. 5190, 5191);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Services du Premier Ministre - Affaires algériennes : *Situation en Algérie; échanges commerciaux franco-algériens; dispositions des accords d'Evian; pétrole saharien; aide aux pays sous-développés dans le cadre d'un plan; indemnisation par le prélèvement sur les crédits d'aide* [28 octobre 1963] (p. 5745, 5746, 5747); Coopération, en qualité de *Rapporteur pour avis : Stabilité du budget de la Coopération; crédits d'action sanitaire et sociale; évolution en profondeur de la politique de coopération; nécessité de donner des cadres et des techniciens aux Etats intéressés* [28 octobre 1963] (p. 5760, 5761).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la location de marais entre la Seine et le canal de Tancarville [22 novembre 1963] (p. 7397).

Est entendu sur la question orale sans débat de M. Boscary-Monsservin relative aux proe ssions judiciaires en qualité de *suppléant: Situation des greffiers d'instance* [13 décembre 1963] (p. 7909 et 7910).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère*: Rôle du groupe des Républicains indépendants; rang de la France dans le monde; rôle de sa diplomatie correspondant à ses besoins et à ses possibilités; resserrement de ses liens avec les nations européennes; problème de la reconnaissance de la Chine populaire; situation au Vietnam; Vietnam neutralisé; attitude pacifique de la France; rétablissement de la paix; construction économique de l'Europe; construction politique; élection au suffrage universel d'un Parlement européen* [28 avril 1964] (p. 971, 972).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : ses explications de vote : *Projet de statut marquant un progrès sensible sur le passé; vote du groupe des Républicains indépendants* [28 mai 1964] (p. 1508, 1509).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique de coopération avec les pays en voie de développement : *Nécessité de proportionner l'aide de la France au profit qu'elle en retire; le développement de l'aide culturelle; la nécessité de préparer et de hâter les étapes menant à l'aide multilatérale* [10 juin 1964] (p. 1797, 1798).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965. Coopération, en qualité de *Rapporteur pour avis : France devant se garder de toute intrusion dans la vie intérieure des Etats; conséquences du départ des troupes françaises de certains Etats; raisons économiques et financières; action menée par la France en matière d'enseignement et de formation; son succès; relations pouvant être plus étroites avec la Guinée et le Mali; Etats francophones s'associant davantage pour jouer leur rôle dans la construction de l'unité africaine; Commission des affaires étrangères pouvant éventuellement avoir accès aux dossiers; contrôle de l'action des Gouvernements; volonté d'aider les Africains dans toutes les constructions; unité africaine* [22 octobre 1964] (p. 3680, 3681); Travaux publics et transports, Marine marchande : *Conséquence éventuelle de la libre ouverture des ports français à tous les navires de pêche de la Communauté européenne; situation technique de la flotte de pêche française;*

effort de modernisation; instituer une véritable politique commune des pêches; crise que traverse toute une partie de la pêche mettant en cause les marins et leur famille, l'armement et le marché [23 octobre 1964] (p. 3873, 3874);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes : *Prises de position du général de Gaulle en matière de politique étrangère; problème de l'anti-américanisme; liens unissant la France et les Etats-Unis; ses observations sur l'Europe des Gouvernements* [16 juin 1965] (p. 2184, 2185);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Etat d'esprit qui est à la base de la politique de coopération; respect de la souveraineté et de l'indépendance des Etats; exemple de la Mauritanie; coordination à l'échelon de chaque capitale; poste de chef de mission de la coopération en Guinée; coordination dans le temps; budget pouvant faite l'objet de prévisions quinquennales; problème du relais des crédits publics par les crédits privés; nécessité de les favoriser; coopération avec la France et avec le Marché commun; volontaires du contingent, volontaires du progrès; centre de stage de Linas-Montlhéry* [13 octobre 1965] (p. 3575, 3576); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Croyance en l'Europe; Europe des Six ne devant pas être une conception immobile; « vieux nationalismes » ne devant pas s'exacerber; tentations de l'Allemagne; volontaires de l'armée pouvant participer à la coopération; jeunesse d'Allemagne; problèmes de l'agriculture; volonté du Gouvernement ayant pu surmonter les difficultés qui entravaient le Marché commun agricole; protectionnisme étant la loi du moindre effort; inquiétudes des industriels devant le Marché commun; marché agricole français; organisation européenne des marchés; politique des transports; politique fiscale; politique sociale européenne; rapports de la France avec l'Amérique, l'Asie, l'Afrique, l'Europe; politique d'indépendance; reconnaissance de la Chine; politique de détente avec l'U.R.S.S.* [20 octobre 1965] (p. 3895 à 3897);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Axe Seine-Moselle; développement de la France au Nord de la Seine; axe Nord-Sud; cas du Havre; ses observations sur les voies fluviales* [5 novembre 1965] (p. 4523).

En qualité de Secrétaire d'Etat :

Répond à la question orale sans débat de M. Collette, relative à l'aménagement de la route nationale n° 1 [15 avril 1966] (p. 748, 749).

Répond à la question orale sans débat de M. Roger Roucaute, relative aux lignes S.N.C.F. du Gard [15 avril 1966] (p. 749, 750).

Répond à la question orale sans débat de M. Massot relative à l'aménagement de la route nationale n° 551 [15 avril 1966] (p. 750, 751).

Répond à la question orale sans débat de M. de Poulpiquet relative à la sécurité de la circulation routière [15 avril 1966] (p. 751, 752).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de certaines dispositions du régime de retraites des marins : *Problème de la prescription; situation des ressortissants de la caisse de retraites des marins; restaurer la parité entre le régime des pensions des marins et celui des pensions de l'Etat ; suppression de la prescription triennale des arrérages de pension* [10 mai 1966] (p. 1168, 1169);

— du projet de loi portant interdiction de la vente des produits de la pêche sous-marine : *Dommages causés aux fonds de pêche; possibilité d'une concurrence déloyale à l'égard des pêcheurs traditionnels; dépeuplement des fonds côtiers* [10 mai 1966] (p. 1170); Art. 1er : *Dépeuplement des fonds sous-marins* (p. 1170);

— du projet de loi modifiant les dispositions du régime de retraites des marins applicables à certains bénéficiaires de ce régime : *Ordonnance du 31 décembre 1958; établissement national des invalides de la marine; sort des conchyliculteurs* [7 juin 1966] (p. 1741);

— du projet de loi relatif au régime de pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance : *Ses observations sur les « pensions spéciales »; caisse de retraite des marins; réforme de la marine marchande; part du pavillon français dans le commerce maritime; polyvalence des marins; effectifs des navires; formation professionnelle; formation unique des cadres navigants supérieurs; corps de défense de la marine*

marchande; services extérieurs de la marine marchande; réforme des corps des administrateurs de l'inscription maritime; école de l'inscription maritime; allégement des charges d'exploitation des navires; suppression de la taxe de 4,80 % sur les contrats d'assurance corps des navires; relance des investissements; prime de modernisation; exonération de l'impôt de 5 % sur les salaires; concentration et coordination des armements; armements desservant l'Algérie; problème des pêches; régime social des marins; pension proportionnelle; délai pour l'obtention de la pension spéciale; reclassement à terre de certains marins; problème du rattrapage des salaires forfaitaires et des salaires réels; politique pour la pêche; cas des invalides de la marine [7 juin 1966] (p. 1754 à 1757); après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Maurice Bardet* (p. 1759); Art. 5 : *Problème de la rétroactivité* (p. 1760); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 1760); *résultat du travail parlementaire* (p. 1761).

Répond aux questions orales sans débat relatives aux passages à niveau non gardés [28 octobre 1966] (p. 4059, 4060, 4061).

Répond aux questions orales sans débat relatives à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4063, 4064, 4073, 4074, 4075).

Répond à la question orale sans débat relative au tunnel sous la Manche [28 octobre 1966] (p. 4076, 4077).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT - MARINE MARCHANDE : *Construction navale; plan de M. Jean Morin; situation des marins; problème de la carrière courte; projet de décret sur l'exercice de la profession de marin; fixation des effectifs des navires; classement des marins en service pont, en service machine et en service général; formation professionnelle; réforme d'ensemble du Code disciplinaire et pénale de la marine marchande et du Code du travail maritime; ses observations sur l'expérience du corps de défense; utilisation sur place des appelés du contingent au service de la marine marchande; sociétés de sauvetage; problème des investissements; prime de modernisation; défense des intérêts du pavillon dans les négociations internationales; réforme des auxiliaires de transport par suite du regroupement; proportion des commandes étrangères sur les chantiers français; ses observations sur la Compagnie générale transatlantique et les Messageries maritimes; baisse du trafic traditionnel des paquebots; multiplication des croisières; plan de réforme de la marine marchande; réforme du corps des administrateurs de l'inscription maritime; pouvoirs des directeurs régionaux; effort gouvernemental en faveur de l'enseignement; école de Marseille; mesures prises au sujet de l'établissement national des invalides de la marine; situation des conchyliculteurs; construction navale; regroupement des chantiers; fusion des chantiers de La Ciotat et des chantiers de la Seine-Maritime; conséquences du krach de l'Intra Bank; situation économique à Port-de-Bouc, Le Trait et Le Havre; recherche scientifique; problèmes des pêches maritimes; transformation des procédés de pêche; concurrence étrangère; commercialisation du poisson; modernisation de la flotte; organisation des marchés; rôle de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes; achèvement des laboratoires de Sète et de la Trinité-sur-Mer; construction de l'établissement central de Nantes; achèvement des deux chalutiers-écoles; ses observations sur la pêche industrielle; constitution de sociétés financières d'armement; pêche artisanale; rôle du Fonds régional d'organisation du marché (F.R.O.M.); adaptation des structures de la distribution; réorganisation du mareyage; aménagement du régime des ventes dans les ports; réforme du statut des commissionnaires en marée; utilisation par les groupements de producteurs des marchés d'intérêt national; création d'un Ministère de la mer; richesse des bancs de poissons de Saint-Pierre-et-Miquelon; importance de l'océanographie* [21 octobre 1966] (p. 3739 à 3743); *financement du programme français sur la pêche; représentation française à Bruxelles; problème de la détaxation des carburants; situation des petits pêcheurs; aide au cabotage; problème des relations avec la Corse; éventualité de cartes d'abonnement sur la ligne de Corse; exploitation des lignes de Corse; problème de l'escale de l'Ile-Rousse; desserte de Toulon; réglementation du chalutage côtier; radio-balise; nécessité d'associer les professionnels à l'élaboration d'une politique des pêches; retraite des marins et des pensions de veuves; Commission Forner; écarts entre les salaires réels et les salaires forfaitaires; syndicats des gens de mer; Commis-*

sion de réforme des services extérieurs; rôle des sociétés d'investissement et de développement régional des industries de la pêche (S.I.D.R.I.P.); exemple de Boulogne; construction de navires (p. 3753 à 3755); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur les ports et les canaux; déficit des transports nationalisés; politique de la S.N.C.F.; proposition de la S.N.C.F. de substituer à certains trains omnibus de voyageurs des services routiers; problèmes financiers de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.; possibilité d'utiliser certains autobus à un agent; renouvellement du parc d'autobus; ses observations sur les voies d'eau; coordination des transports; exemple du réseau breton; mise à voie normale de la ligne Guingamp-Carhaix; maintien en activité des ateliers de la S.N.C.F. de Carhaix; ses observations sur l'aérotrain et le naviplane* [8 novembre 1966] (p. 4363 à 4366); *fermeture de 5 000 kilomètres de lignes secondaires; coût de fonctionnement d'un autorail; augmentation du trafic sur les routes; problème de la dénationalisation de la S.N.C.F.; cas du réseau ferré breton; opinion de la C.O.D.E.R. de Bretagne* (p. 4393, 4394); *coût des transports de voyageurs; problème des cartes d'abonnement; ses observations sur la ligne Nantes-Tours-Bourges-Moulins-Saint-Etienne-Lyon; disparition des locomotives à vapeur; choix entre la traction électrique et la traction diesel; électrification de la ligne Le Mans-Nantes-Le Croisic; desserte de l'aérodrome Saint-Nazaire par Air Inter; situation du personnel de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.; modicité des retraites réservées aux veuves d'agents de la S.N.C.F.; fermeture de lignes d'autobus de la R.A.T.P. le dimanche et le soir; problème des tarifs préférentiels; fermeture des ateliers S.N.C.F. d'Epernay; développement des systèmes de remorques rail-route U.F.R. et Kangourou; avenir du métro suspendu; comparaison entre le coût de construction en milieu urbain d'une autoroute et celui d'un système de métro suspendu* (p. 4394, 4395); *ses observations sur la ligne ferrée Digne-Nice* (p. 4396); EQUIPEMENT. — IV. — AVIATION CIVILE : *Construction du Concorde; problèmes de la construction aéronautique civile; intérêt économique de l'opération Concorde; ses observations sur l'Airbus ou projet d'avion subsonique gros porteur pour étapes courtes; situation d'Air France; problème de la Caravelle; situation du personnel navigant; rôle d'Air Inter et d'Air France; politique de vérité des prix; aéroport de Paris; situation des aéro-clubs; dispersion des services de l'administration centrale; organisation de la circulation aérienne en France; opération des avions civils supersoniques; extension des pistes; aérodromes parisiens; mise en service de Paris-Nord; aérodrome de Nouméa-la-Tontouta; rôle de la compagnie U.T.A.; construction d'une piste à Hihifo aux îles Wallis; allongement de la piste de Cayenne* [9 novembre 1966] (p. 4471 à 4474); *ses observations sur la ligne Air Inter Paris-Lille; desserte de la Bretagne par Air Inter; ligne Paris-Nantes; desserte de Quimper et de Lorient; application de la taxe sur la valeur ajoutée aux investissements de la Compagnie Air-Inter; agrandissement de l'aérodrome de Tarbes-Ossun-Lourdes; détaxation des carburants; problème des petits appareils appartenant à des particuliers; service de la météorologie nationale; travail des pilotes; ses observations sur le Transall; situation du personnel du secrétariat général à l'aviation civile; problème de l'intégration des agents contractuels du secrétariat général à l'aviation civile; rôle de l'Airbus; fabrication en série du Concorde; avenir des usines Potez; problème du bruit; procédures « anti-bruit »; ses observations sur Orly; aménagement des horaires* (p. 4483 à 4485); *aérodrome de Saint-Etienne* (p. 4485).

Associe le Gouvernement à la manifestation de sympathie envers l'Italie (8 novembre 1966] (p. 4361).

Prend part à la discussion du projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires : *Convention internationale sur la sauvegarde de la vie humaine en mer; principe des inspections et des visites; ses observations sur les infractions et les pénalités* [14 décembre 1966] (p. 5534); *navires de plaisance; pêche artisanale* (p. 5534, 5535); *projet de loi sur les assurances* (p. 5535).

BIGNON (M. Albert), *Député de la Charente-Maritime, 2e circonscription (U. N. R.-U. D. T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172);

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 31 de la loi n° 53-285 du 4 avril 1953 interdisant le cumul d'une pension militaire proportionnelle avec un traitement aux anciens militaires inscrits au registre de l'aéronautique civile, **n° 129** [23 janvier 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 114) modifiant et complétant l'article 5 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 6 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, **n° 287** [21 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à créer un ordre des experts comptables et une compagnie nationale des comptables agréés, **n° 373** [21 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 282) modifiant l'article 12 de l'ordonnance n° 62-718 du 30 juin 1962 relative aux tribunaux des forces armées en Algérie, **n° 455** [11 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 802) relatif à la prise en compte de services accomplis dans l'armée par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française, **n° 865** [30 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 922), adopté par le Sénat, modifiant la loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air et portant suppression de corps et cadre d'officiers, **n° 957** [10 juin 1964].

Son avis, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1044) portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative), **n° 1092** [6 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1075) modifiant la loi n° 61-1381 du 19 décembre 1961 autorisant des admissions sur titres dans le corps des officiers d'administration de l'armement, **n° 1170** [13 novembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à l'organisation de la profession et à la création d'un statut d'expert en automobiles et matériel industriel, **n° 1321** [9 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1384), adopté par le Sénat, portant institution d'un Code de justice militaire, **n° 1465** [17 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées,

sur le projet de loi (n° 1712) tendant à créer une commission chargée d'apprécier la situation des militaires de carrière et marins retraités, n° **1842** [25 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 2042) relatif à l'exercice des fonctions judiciaires militaires, n° **2138** [9 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 2043) modifiant ou complétant certaines dispositions du Code de justice militaire institué par la loi n° 65-542 du 8 juillet 1965, du Code de procédure pénale et du Code pénal, n° **2169** [18 novembre 1966].

Sa proposition de loi tendant à créer une Commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application et la révision du rapport constant, n° **2195** [30 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, ANCIENS COMBATTANTS : *Application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962; améliorations que comporte le présent budget; montant de la pension des veuves de guerre; effort en faveur des ascendants, des invalides de guerre; cas des veuves des grands invalides titulaires de l'allocation pour tierce personne; régime de sécurité, dite sociale, des veuves des pensionnés hors guerre; pécule des anciens combattants de 1914; mainlevée de la forclusion; problème du rapport constant et de son établissement* [23 janvier 1963] (p. 1525 à 1527); CRÉDITS MILITAIRES : *Problème des sous-officiers et des officiers mariniers; revalorisation de leur traitement et leur reclassement; rapports entre les soldes des militaires et la grille indiciaire de la fonction publique; problème des échelles de soldes; statut des sous-officiers de carrière* [24 janvier 1963] (p. 1606, 1607);

— du projet de loi modifiant les Codes de justice militaire en qualité de *Rapporteur: Compétence* « ratione loci » *des tribunaux de justice militaire* [9 juin 1963] (p. 3201, 3202);

— du projet de loi relatif aux tribunaux des forces armées en Algérie, en qualité de *Rapporteur: Contenu de l'article 12 de l'ordonnance n° 62-718 sur les tribunaux des forces armées en Algérie; suppression du tribunal supérieur par suite de l'activité réduite des tribunaux des forces armées en Algérie; rôle de cassation assumé par le tribunal militaire de cassation* [24 juillet 1963] (p. 4453); Art. 1er, 2 et article additionnel : *Ses amendements au nom de la Commission (Date d'entrée en vigueur des présentes dispositions)* (p. 4453);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Sort des grands invalides; appel en faveur des veuves des grands invalides; revalorisation des pensions des petits invalides; question du rapport constant* [25 octobre 1963] (p. 5660, 5661); après l'Art. 51 : *Assouplissement de la condition de durée pour le mariage des veuves des mutilés; non-privation de l'allocation du Fonds national de solidarité; combattants d'Afrique du Nord; rapport constant* (p. 5668); BUDGETS MILITAIRES : *Crise de recrutement pour l'armée; prime d'engagement et de rengagement; création du corps des officiers techniciens; cas des officiers et sous-officiers mariniers; projet de reclassement* [7 novembre 1963] (p. 6767, 6768).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale sans débat relative à la situation des sous-officiers [15 novembre 1963] (p. 7279, 7280, 7281).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la prise en compte de services accomplis dans l'armée par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française, en qualité de *Rapporteur: Services accomplis avant l'acquisition de la nationalité française par des ressortissants étrangers ayant souscrit un engagement ou un rengagement dans l'armée française entre le 20 mars 1939 et le 30 juin 1952; services accomplis dans les armées alliées au cours de la guerre de 1939-1945; services accomplis dans l'armée allemande par les Français incorporés de force en raison de leur origine alsacienne ou lorraine; militaires nés en France de parents étrangers; modification de l'article 1er du décret n° 53-1364 du 30 décembre 1953* [12 mai 1964] (p. 1145);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 9 avril 1935 fixant le sta-

tut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air et portant suppression de corps et cadre d'officiers, en qualité de *Rapporteur: Officiers de l'armée de l'air actuellement répartis en huit corps différents; objet du projet de loi étant de regrouper à l'intérieur du corps des bases de l'air le cadre sédentaire des officiers de l'air et les officiers des services administratifs de l'air; adaptation aux besoins actuels; cadre des officiers des services administratifs étant absorbé par le corps des officiers des bases de l'air; importance des tâches au sol; réforme devant être effective dans un délai de six mois; problème de l'ancienneté; problème des limites d'âge; intégration des officiers des services administratifs dans le corps des officiers des bases de l'air* [23 juin 1964] (p. 2102, 2103);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, en qualité de *Rapporteur pour avis: Evolution du régime des pensions; complexité des textes; suggestions de la Commission d'études créée en 1959; analyse des dispositions tendant à simplifier les conditions d'ouverture du droit à pension; modifications heureuses en résultant; simplifications touchant au calcul de la pension; problème de l'abattement du sixième étant enfin résolu; mesures d'aménagement favorables aux fonctionnaires déjà retraités* [6 octobre 1964] (p. 2948 à 2950); Art. L 4 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du septième alinéa (6°) de cet article, après les mots: « jusqu'à la date de l'indépendance » à insérer les mots « ou jusqu'à la date de leur intégration dans les cadres métropolitains »* [7 octobre 1964] (p. 2982); Art. L 7 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 7 par un nouveau paragraphe: « Les bénéfices d'études préliminaires attribués aux militaires et assimilés dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique »* (p. 2987); *officiers étant les seuls à ne pouvoir prétendre d'office à la retraite après quinze ans de service alors que les sous-officiers peuvent le faire* (p. 2987); *bénéfices d'études préliminaires dans la constitution des vingt-cinq ans de service* (p. 2988); *temps passé à la poursuite d'études préliminaires par les militaires et assimilés; question intéressant les polytechniciens et les médecins* (p. 2988); *simplification étant l'objectif essentiel du projet en discussion* (p. 2988); *aligner les droits relatifs à la constitution du droit à pension et à la liquidation de la pension; ne pas inciter les officiers les plus compétents de l'armée à quitter prématurément le service de l'Etat* (p. 2988); *ses observations sur l'amendement de M. Moynet* (p. 2989); Art. L 10 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa de l'article L 10: « Pour les militaires, les services énumérés aux articles L 4 et L 7 »* (p. 2990); Art. L 11 : *Son amendement tendant, à la fin du troisième alinéa (b) de l'article L 11 à substituer aux mots « ou adoptifs » les mots « adoptifs ou sous tutelle »* (p. 2991); *énumération des catégories d'enfants donnant droit à bonification étant trop limitative; enfants, pupilles de famille* (p. 2991); *accorder aux femmes fonctionnaires une bonification de services pour les enfants qu'elles ont élevés; soins prodigués pendant un certain nombre d'années aux enfants devant être un critère; notion des enfants sous tutelle* (p. 2991, 2992); Art. L 17 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article L 17, après les mots « naturels reconnus, adoptifs » à insérer les mots: « sous tutelle »* (p. 2997); *rédaction de l'article L 11* (p. 2997); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article L 17 à remplacer les mots: « avant leur seizième anniversaire » par les mots: « avant l'âge où ils ont cessé d'être à charge au sens de l'article 10 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 »* (p. 2998); *bonifications pour les enfants adoptifs et pour les enfants nés du premier mariage du mari; majorations de pension; cas précis de l'enfant adoptif* (p. 2998); Art. L 23 : *Bénéfices d'études préliminaires attribués aux militaires et assimilés* (p. 3001); Art. L 24 : *Son amendement tendant à la fin du paragraphe 2 de l'article L 24 à remplacer les mots: « jusqu'à l'âge de cinquante ans » par les mots: « jusqu'au jour où ils auraient atteint vingt-cinq ans de services ou la limite d'âge en vigueur à la date de la radiation des cadres »* (p. 3002); *différer la jouissance de la pension; officiers touchant leur pension au moment même où ils prennent leur retraite* (p. 3002); *officiers partant avec une retraite proportionnelle* (p. 3002); Art. L 37 : *Son amendement tendant, après les mots: « prévu à l'article L 17 » à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de l'article L 37: « sous réserve que la veuve ait élevé les enfants dans les conditions précisées par ledit article* [8 octobre 1964] (p. 3013); Art. L 39 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots: « et ne peut*

être supérieure au traitement brut afférent à l'indice 100 prévu par l'article premier du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 et les textes subséquents » (p. 3015); *raisons exposées par Mme Thome-Patenôtre* (p. 3015); Art. L 49 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article L 49 à supprimer les mots : « au décès de sa femme »* (p. 3021); Art. L 54 : *Son amendement tendant, au début du premier alinéa de l'article L 54, à supprimer les mots : « sauf en cas d'erreur de droit »* (p. 3025); *caractère choquant de refuser à un intéressé la revision de sa pension parce qu'il a laissé passer les délais normaux de procédure; erreur de droit commise par l'administration* (p. 3025); *erreur dans l'application de la loi* (p. 3026); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article L 54, après les mots : « peuvent être refusées ou supprimées à tout moment » à ajouter les mots : « sur demande de l'intéressé ou décision de l'administration »* (p. 3028); *évolution de la jurisprudence; revision ou suppression de la pension pour erreur matérielle* (p. 3028); Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Billotte tendant, dans le second alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Billotte à remplacer les mots : « peut être fixée par des mesures appropriées » par les mots « sera fixée par des mesures appropriées »* (p. 3038); *rétroactivité du présent Code* (p. 3038, 3039); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter l'article 3 par un nouvel alinéa : « est également abrogé l'article 31 de la loi n° 53-285 du 4 avril 1953 »* (p. 3047); *sous-officiers bénéficiant d'une retraite proportionnelle n'étant pas astreints aux règles du cumul; mettre fin à toute controverse; article 31 de la loi du 4 avril 1953* (p. 3047); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans l'article 5, à substituer aux mots : « entre le 1er décembre 1964 et le 30 novembre 1967 » les mots : « entre la date de promulgation de la présente loi et le 30 novembre 1967 »* (p. 3050); *promulgation de la loi le 1er décembre 1964; substitution de date* (p. 3050); Art. 9 : *Son amendement tendant dans cet article, après les mots : « article L 38 » à insérer les mots : « au quatrième alinéa de l'article L 39 »* (p. 3052); *majeurs atteints d'une infirmité* (p. 3053); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis : Amendements du Sénat; reprise du texte voté en première lecture pour l'article L 54 relatif à l'éventuelle révision des pensions; amendements déposés par la Commission de la défense nationale* [14 décembre 1964] (p. 6080, 6081); Art. L 23 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe premier de l'article L 23, après le premier alinéa du 1°, à insérer de nouvelles dispositions (Cas où l'âge exigé pour l'entrée en jouissance des pensions est réduit d'une durée déterminée par un Règlement d'administration publique)* (p. 6088); *son amendement tendant, après l'alinéa premier du paragraphe II de l'article L 23, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Les bénéfices d'études préliminaires attribuées aux militaires et assimilés en application des dispositions de l'article L 10, 2° du présent Code, ainsi que le temps passé à l'école nationale de la France d'outre-mer entreront en compte pour parfaire les vingt-cinq ans de services exigés tant à l'alinéa ci-dessus qu'à l'article L 5, 1°, deuxième alinéa et qu'à l'article L 24, 2° »* (p. 6089); Art. L 37 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article L 37, à remplacer : « 50 % », par : « 55 % »* (p. 6089); Art. L 54 : *Son amendement tendant à reprendre pour l'article L 54 le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture et ainsi conçu : « La pension et la vente viagère d'invalidité peuvent être révisées ou supprimées à tout moment si la concession en a été faite dans des conditions contraires aux prescriptions du présent Code. La restitution des sommes payées indûment au titre de la pension ou de la rente viagère d'invalidité supprimée ou révisée est exigible lorsque l'intéressé était de mauvaise foi; cette restitution est, en tant que de besoin, poursuivie par l'agent judiciaire du Trésor »* (p. 6090); Art. 6 *ter : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 6* ter, *à remplacer les mots : « A titre transitoire et jusqu'au 1er décembre 1966 », par les mots : « A titre transitoire et jusqu'à la date d'expiration de la troisième année à compter de la date de promulgation de la présente loi »* (p. 6094); Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter le texte de cet article par le nouvel alinéa suivant : « Le montant de cette allocation annuelle sera déterminé en fonction de l'indice du traitement correspondant à l'emploi, grade ou échelon détenu par le fonctionnaire civil ou le militaire au moment de son décès »* (p. 6095); *allocation annuelle devant être attribuée à la veuve d'un pensionné avant la date de promulgation de la loi sur la base du traitement afférent à l'indice 100* (p. 6095);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Réussite des manifestations commémoratives; attention du Ministre sur le sort des veuves des grands invalides, des veuves de guerre et des invalides; progrès limités ayant été réalisés depuis l'an dernier; problème du rapport constant; violation de ce rapport; action du Ministère sous la IVe République; sentiment des anciens combattants; relèvement des indices de traitement du fonctionnaire de référence; nouvelle formule d'indexation; possibilité de rechercher un nouveau système; attitude des représentants de l'U.F.A.C.* [20 octobre 1964] (p. 3397, 3398); BUDGETS MILITAIRES : *Situation des officiers, des sous-officiers mariniers; amélioration des indices de soldes: existence d'un certain malaise; principe de la parité d'indices entre la hiérarchie militaire et la hiérarchie de la fonction publique; injustice faite à l'égard des militaires; revalorisation ou augmentation de leurs soldes* [6 novembre 1964] (p. 4881 à 4883);

— du projet de loi relatif à la création de cadres d'officiers techniciens de l'armée de terre et de l'armée de l'air, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa, (1°) de l'article 3, à substituer aux mots: « ayant satisfait à ses obligations militaires » les mots: « étant sous-officier de carrière ou servant sous contrat »* [16 décembre 1964] (p. 6149); *malaise régnant dans l'armée du fait que les jeunes militaires restaient trop longtemps sous-officiers; avantages du texte; encourager les jeunes gens qui s'engagent dans l'armée* (p. 6149, 6150);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant institution d'un Code de justice militaire, en qualité de *Rapporteur: Lois du 9 mars 1928, du 13 janvier 1936 et du 2 juillet 1934; refonte du Code de procédure pénale et du Code pénal; projet traitant de l'organisation et de la compétence des juridictions des forces armées, de la procédure pénale militaire, des infractions et des peines, des prévôtés et des tribunaux prévôtaux; composition du tribunal; rôle du commissaire du Gouvernement; domaine des recours; chambre de contrôle de l'instruction; cas de complicité; détention préventive; procédure par défaut; infractions et peines; accentuation des pénalités à l'égard des infractions portant atteinte à l'intégrité des matériels militaires; discipline; prévôtés et tribunaux prévôtaux; souci de modernisation de la procédure; libéralisation certaine de la justice militaire* [21 juin 1965] (p. 2278 à 2280); Art. 3 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2283); *ses observations sur l'appellation d'hommes de troupe* (p. 2283); Art. 15 : *Respect de la hiérarchie; ses observations sur l'amendement de M. Vial-Massat* (p. 2284); Art. 26 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « le juge d'instruction » à insérer le mot « militaire »* (p. 2285); Art. 87 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa du texte proposé pour cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Les gendarmes qui ne sont pas officiers de police judiciaire des forces armées ont notamment qualité pour procéder à des enquêtes préliminaires dans les conditions fixées à l'article 91 »* (p. 2289); *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de l'article 87 du Code à remplacer les mots : « qu'ils constatent ou dont ils sont avisés » par les mots : « dont ils ont connaissance »* (p. 2289); Art. 104 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par le nouvel alinéa suivant : « En attendant leur mise en route, les militaires visés à l'alinéa précédent peuvent être déposés dans un des locaux désignés à l'article 101, alinéa 2, ou dans un local de police »* (p. 2290); *codification des pratiques actuelles; militaires arrêtés en flagrant délit* (p. 2290); Art. 117 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « l'exercice de l'action publique » les mots : « la mise en mouvement de l'action publique »* (p. 2291); Art. 128 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par la nouvelle phrase suivante : « mention de cette formalité est faite au procès-verbal »* (p. 2292); *son amendement tendant à rédiger comme suit la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article : « Mention de l'accomplissement de cette formalité est faite au procès-verbal d'interrogatoire ou de confrontation »* (p. 2292); Art. 137 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « 127, alinéa premier du présent Code » les mots : « 127, alinéa premier et 128, alinéas 1 et 2 du présent Code »* (p. 2293); Art. 147 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer*

aux mots : « et 159 alinéa 2 », les mots : « 159 alinéa 2 et 167 alinéa 2 » (p. 2294); *décision du juge d'instruction militaire concernant les expertises susceptible d'appel ;* Art. 155 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « ou l'inculpé » les mots : « l'inculpé ou le condamné »* (p. 2295); *cas d'un condamné en liberté provisoire* (p. 2295); Art. 239 : *Son amendement tendant, dans les paragraphes 8 et 9 du texte proposé pour cet article à insérer après le mot « majorité » les mots : « des voix »* (p. 2300); Art. 262 : *Son amendement tendant au début de la seconde phrase du dernier alinéa proposé pour cet article à substituer au mot « ces » le mot « les »* (p. 2302); Art. 285 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, après le mot : « traduction » à insérer le mot « directe »* (p. 2303); Art. 294 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, à attribuer aux mots : « sans qu'il puisse être invoqué » les mots « sans que ne puisse être invoquée »* (p. 2304); Art. 313 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par la nouvelle phrase suivante : « Mention de cette formalité est faite au procès-verbal »* (p. 2306); *son amendement tendant à compléter l'article 313 du Code par le nouvel alinéa suivant : « Les dispositions du présent article sont prescrites à peine de nullité »* (p. 2306); Art. 357 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « 60 ans » les mots : « 50 ans »* (p. 2308); *prescription des peines pour insoumission ou désertion* (p. 2308); Art. 366 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa du texte proposé pour cet article : « Est applicable aux officiers ainsi qu'aux sous-officiers de carrière dans tous les cas où elle est prévue pour les officiers »* (p. 2309); Art. 377 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa du texte proposé pour cet article : « En temps de guerre, si le coupable est officier, la destitution peut en outre être prononcée »* (p. 2312); Art. 379 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « Si le coupable est officier, la destitution peut en outre être prononcée »* (p. 2312); Art. 380 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa (a) du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « Si le coupable est officier la destitution peut en outre être prononcée »* (p. 2313); Art. 385 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « de 10 à 20 ans » les mots : « de 5 à 10 ans »* (p. 2313); Art. 386 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par le nouvel alinéa suivant : « Si le coupable est officier il est puni de dix ans de réclusion criminelle »* (p. 2313); Art. 387 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa du texte proposé pour cet article : « Dans les cas prévus aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, si le coupable est officier, le maximum de la peine est prononcée »* (p. 2313); Art. 398 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour cet article : « En temps de paix, d'un emprisonnement de un à cinq ans, frappé pour une durée de cinq à dix ans de l'interdiction de l'exercice des droits prévus à l'article 42 du Code pénal, et s'il est officier, de la destitution »* (p. 2314); Art. 450 : *Son amendement tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « ou de cette dernière peine seulement » les mots : « ou de l'une de ces deux peines seulement »* (p. 2318); Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1er janvier 1966 »* (p. 2319);

— en deuxième lecture, du projet de loi (n° 1464) portant création d'un corps de pharmaciens-chimistes des armées, Art. 5 : *Création d'un nouveau corps de pharmaciens chimistes des armées; cas des pharmaciens de la marine; nombre de pharmaciens ayant obtenu une citation : problème de l'équivalence des études* [21 juin 1965] (p. 2333);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Problème des sous-officiers et officiers mariniers; attitude de la jeunesse à l'égard de la carrière des armes; problème du non-relèvement indiciaire; principe de la parité entre les fonctionnaires civils et militaires; déclassement des militaires; rattrapage de 80 points étant nécessaire; amélioration de la situation de l'armée française; sa rénovation* [21 octobre 1965] (p. 3960, 3961); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cérémonies organisées à l'occasion du cinquantième anniversaire du départ des mobilisés à la gare de l'Est; cinquantième anniversaire de la bataille de la Marne; vingtième anni-*

versaire du débarquement en Provence; vingtième anniversaire de la libération de Paris; faste des cérémonies; alignement de la situation des veuves de guerre sur celle des veuves de fonctionnaires; réduction de 25 à 15 de la durée minimum du mariage et des soins pour prétendre à l'allocation spéciale accordée aux veuves des très grands invalides: alignement de la retraite des combattants de 1939-1945 sur celle de leurs aînés de 1914-1918; majoration des pensions des veuves de guerre; article 78 de la loi du 31 décembre 1928; problème du « rapport constant »; rôle de l'Office national des anciens combattants; problème de la suppression des pensions d'invalidité aux invalides disposant de revenus élevés; réduction accordée aux invalides sur les chemins de fer [26 octobre 1965] (p. 4138, 4139); discussion en troisième et dernière lecture du projet de loi de finances pour 1966 : *Sort des sous-officiers et officiers mariniers* (19 novembre 1965] (p. 4791).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement : *Publication des textes d'application de la loi du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions de retraite civiles et militaires; parution d'un règlement d'administration publique en ce qui concerne les veuves des ex-retraités proportionnels, dont le mariage a été contracté postérieurement à la mise à la retraite du mari; revalorisation de la condition militaire; situation des sous-officiers et des officiers mariniers* [14 avril 1966] (p. 693);

— sur les questions orales relatives à la politique à l'égard des anciens combattants : *Le « contentieux » existant entre les anciens combattants et victimes de guerre et le Gouvernement, l'application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962 et du rapport constant, l'attribution de la carte d'anciens combattants aux anciens d'Algérie* [1er juin 1966] (p. 1621, 1622).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Augmentation des pensions des invalides dont le taux d'invalidité est compris entre 60 et 80 %; pensions des veuves de guerre; ajustement des pensions des déportés politiques et résistants; majoration des suppléments familiaux pour orphelins; égalité des droits entre les déportés et les internés de la Résistance et les déportés et internés politiques; problème du rapport constant* [18 octobre 1966] (p. 3489, 3490); BUDGETS MILITAIRES : *Situation des sous-officiers et officiers mariniers; nombre des engagements et des rengagements; primes d'engagement; soldes des sous-officiers et officiers mariniers; problème de leur parité avec celle des fonctionnaires civils; création du Conseil supérieur de la fonction militaire; possibilité de constituer une commission spéciale en vue de définir les disparités de salaires et de se prononcer sur le déclassement des militaires par rapport aux fonctionnaires civils* [25 octobre 1966] (p. 3849);

— du projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du Code de justice militaire institué par la loi n° 65-542 du 8 juillet 1965, du Code de procédure pénale et du Code pénal, en qualité de *Rapporteur: Incidences sur le Code de justice militaire du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions judiciaires* [24 novembre 1966] (p. 4967); Art. 4 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa (Tribunaux permanents des forces armées)* (p. 4967); Art. 22 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (Rôle des membres supplémentaires)* (p. 4967, 4968); Art. 24 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant à remplacer le premier alinéa du texte modificatif proposé pour cet article par un nouvel alinéa : « L'affectation des personnels chargés du service des juridictions des forces armées est, en toutes circonstances, réservée au Ministre des Armées »* (p. 4968); Art. 97 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (Engagement des poursuites)* (p. 4669); Art. 233 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (Impossibilité pour une personne acquittée légalement d'être reprise ou inculpée à raison des mêmes faits sous une qualification différente)* (p. 4971); Art. 309 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (Ordre d'incarcération provisoire)* (p. 4972); Art. 375 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (Infractions disciplinaires)* (p. 4973); Art. 379 du Code de justice militaire : *Son amendement*

tendant à insérer de nouvelles dispositions: (Cas d'un militaire coupable de désertion) (p. 4973); Art. 2 : *Ses observations sur cet article; article 40 du Code de justice militaire: son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (Etablissement de tribunaux militaires des armées)* (p. 4973); *cas de rupture des communications avec le Gouvernement en raison d'une agression interne ou externe* (p. 4973); Art. 88 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (Obligations et pouvoirs des officiers)* (p. 4974); *obligations des officiers de police judiciaire des forces armées* (p. 4974); Art. 146 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (Ordonnances rendues par le juge d'instruction militaire)* (p. 4974, 4975); Art. 213 du Code de justice militaire : *Ses observations sur cet article* (p. 4975).

BILLÈRES (M. René), *Député des Hautes-Pyrénées, 1re circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôt :

Sa proposition de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, **n° 2102** [24 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Conséquences de la poussée démographique dans le domaine de la scolarité; conditions dans lesquelles s'est opérée la rentrée de 1963; problème de l'enseignement technique; comparaison entre les crédits prévus en 1958 et ceux prévus pour 1963; hausse des prix; problème de la non-consommation des crédits; augmentation du nombre des bourses; recrutement des élèves-maîtres dans les écoles normales primaires et des élèves professeurs dans les I.P.E.S.; conclusions de la Commission Le Gorgeu; revalorisation nécessaire des traitements de la fonction enseignante, en particulier pour les débutants; diminution de la subvention d'équipement du C.N.R.S.; insuffisance des crédits prévus pour l'enseignement spécial; problème du reclassement des maîtres et des professeurs; revalorisation nécessaire de la fonction enseignante; prime de recherche; réforme nécessaire de l'enseignement; problème de la prolongation de la scolarité obligatoire; possibilité de dégager de nouveaux crédits en faveur de l'enseignement; règle d'or de Jules Ferry* [19 janvier 1963] (p. 1247 à 1250);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Conditions de la dernière rentrée scolaire; réalisations sous la IVe République; comparaison des autorisations de programme et du nombre des établissements construits* [6 novembre 1963] (p. 6555, 6556); *comparaison des réalisations sous la IVe et Ve République* (p. 6556); *nombre des classes livrées; formation des maîtres qualifiés; efficacité des crédits limitée par la hausse des prix; prolongation de la scolarité; orientation des enfants; avenir de l'université; financement par l'emprunt de la constitution de la force de frappe; équipement de l'Education nationale* (p. 6557, 6558); *interprétation des chiffres donnés par M. le Ministre de l'Education nationale* (p. 6577);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan : *Problèmes de l'éducation nationale; modernisation de l'enseignement; donner une priorité absolue à l'enseignement général technique et professionnel; amputation faite au budget de l'Education nationale; enseignement technique; enseignement supérieur; recherche; programme du IVe Plan; application des réformes; recrutement des maîtres; caractère indispensable de l'éducation nationale; poste n'ayant pas été créé au C.N.R.S. dans le domaine des sciences sociales* [26 novembre 1964] (p. 5637 à 5639);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Nécessité d'une université moderne,*

dynamique, féconde et démocratique; problème de la propédeutique; ne pas défavoriser les enfants des milieux modestes et ruraux; collèges d'enseignement secondaire; insuffisance de la formation générale donnée par les établissements du secondaire; empêcher toute spécialisation excessive; enseignement de la philosophie; projet de réforme de l'enseignement supérieur; création des instituts de formation technique supérieure; problème de la sélection; prolongation de la scolarité; souci de différenciation et de préparation continue à l'enseignement supérieur; projet ayant un caractère pragmatique; réduction de l'enseignement de la philosophie; suppression de la propédeutique; accélération de la formation des étudiants; ne pas faire des élèves du second cycle des étudiants précoces mais dépourvus de qualités personnelles; université devant être dynamique et démocratique [19 février 1965] (p. 1411, 1412);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Prolongation de la scolarité obligatoire; collèges d'enseignement technique; problème de la démocratisation; collèges d'enseignement secondaire; amélioration de l'enseignement élémentaire; expansion de l'enseignement préscolaire; instituts universitaires et technologie; problème du recrutement et de la formation des maîtres; ses observations sur l'agrégation; nombre de postes mis au concours pour le C.A.P.E.S. et le C.A.P.E.T.; recrutement pour les écoles normales supérieures; cas des maîtres auxiliaires; conseillers psychologues; promotion de l'enseignement technique; enseignement supérieur technique; allocation d'études; proportion des bacheliers en mathématiques* [2 novembre 1966] (p. 4116 à 4119).

BILLOTTE (M. René), *Député de la Seine, 48e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

Ministre d'Etat chargé des départements et Territoires d'outre-mer
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 8 février 1966, de son mandat de député (*J. O.* du 10 février 1966, p. 1162).

Ses fonctions de Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou.)

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632).

Donne sa démission de membre de cette Commission [3 juin 1965] (p. 1808).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1044) portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative), **n° 1090** [2 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1160), modifié par le Sénat, portant réforme du Code des pensions civiles et militaires (partie législative), **n° 1215** [3 décembre 1964].

Son projet de loi relatif à la capacité des associations cultuelles dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, **n° 1728** [2 avril 1966].

Son projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de l'aide technique, **n° 1811** [6 mai 1966].

Son projet de loi relatif à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, **n° 1867** [1er juin 1966].

Son projet de loi relatif à la suppression des indexations dans les Territoires d'outre-mer, **n° 1988** [27 juin 1966].

Son projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis, **n° 2118** [3 novembre 1966] (p. 4216).

Son projet de loi relatif aux relations financières avec l'étranger, **n° 2183** [29 novembre 1966].

Interventions :

En qualité de Député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Situation de la télévision et de la radiodiffusion ; critiques apportées au statut ancien ; soumission étroite de la R.T.F. au Gouvernement ; progrès certains apportés par le projet de loi ; circonstances présentes ; stations américaines nullement indépendantes de leurs actionnaires et de leurs annonceurs ; « auto-censure » rigoureuse ; situation de la B.B.C. ; désignation par des « gouverneurs » nommés en fait par le Premier Ministre ; possibilité pour le Gouvernement de supprimer une émission ; statut proposé pour l'O.R.T.F. ; ne pas refuser la lutte politique à armes égales ; vigueur et puissance d'attrait du gaullisme* [27 mai 1964] (p. 1427 à 1429) ;

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, en qualité de *Rapporteur : Autorité et efficacité de l'Etat dépendant des qualités de ceux qui font profession de le servir ; qualité du recrutement des fonctionnaires civils et militaires ; rémunération décente ; problème de la retraite ; historique de la législation des pensions ; discussion du projet devant permettre de remettre en ordre les dispositions législatives et réglementaires ; révision de la notion même de pension de retraite ; place du régime des retraites dans les charges de la Nation, compte tenu des prestations sociales attachées aux retraites : régime représentant plus de 7 % de l'ensemble des charges du budget général et près de 9 % des dépenses ordinaires civiles et militaires ; évolution de la notion de pension de retraite ; prolongation des traitements au-delà de l'âge de la retraite ; problème juridique posé par une réforme du Code des pensions ; portée morale de cette réforme ; objectifs du projet étant d'abord de simplifier ; suppression de la distinction entre pension proportionnelle et pension d'ancienneté ; simplification des règles de liquidation des pensions ; principe de la non-rétroactivité ; projet ne modifiant pas les situations acquises ; dispositions de la loi de 1948 étant reprises sous forme d'un règlement d'administration publique ; progrès social découlant du projet* [6 octobre 1964] (p. 2945 à 2948) ; Art. 1er : *Avant l'article L 1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, son amendement tendant, avant l'article L 1, à insérer un nouvel article (Pension étant une allocation pécuniaire, personnelle et viagère accordée aux fonctionnaires civiles et militaires et, après leur décès, à leurs ayants cause désignés par la loi ; montant de la pension tenant compte du niveau, de la durée et de la nature des services accomplis)* [7 octobre 1964] (p. 2977) ; *définition de la notion même de pension de retraite ; son importance* (p. 2977) ; *notion de traitement différé ou de traitement d'indemnité* (p. 2977) ; Art. L 1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Opposition de la Commission à des amendements semblables à ceux déposés par MM. Seramy et Fil ; reconnaître au mari la qualité de chef de famille ; nombre de veufs : 40 000 ; adoption de la disposition proposée entraînant une dépense très importante* (p. 2978) ; *ne pas modifier l'ordonnance de 1959 relative au statut des fonctionnaires* (p. 2979) ; Art. L 2 du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Son amendement tendant à compléter l'article L 2 par les mots suivants : « en application des règles posées par le statut général de la fonction publique »* (p. 2979) ; Art. L 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Modalités d'anticipation de départ à la retraite prévues au bénéfice des femmes ayant élevé un ou deux enfants »* (p. 2980) ; *dispositions des articles L 23 et L 24 de l'ancien Code* (p. 2980) ; *fonctionnaires ayant servi dans les concessions françaises de Chine* (p. 2983) ; Art. L 4 : *Son amendement tendant, avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 4, à insérer un nouveau paragraphe : « Le temps d'activités professionnelles exigé des professeurs d'enseignement technique pour avoir le droit de se présenter au concours pour lequel ils ont été recrutés »* (p. 2984) ; *proposition de MM. Tomasini et Chresse ; faire*

compter pour la retraite le temps d'activités professionnelles exigé des professeurs d'enseignement technique pour avoir le droit de se présenter au concours où ils ont été recrutés (p. 2984); Art. L 5 : *Son amendement tendant, à la fin du paragraphe 3 de l'article L 5, à supprimer les mots :* « *imputables au service* » (p. 2986); *problème des contractuels des services civils; distinction avec ceux de l'armée; militaires non officiers servant par contrat* (p. 2986); Art. L 7 : *Etat ayant intérêt à garder les officiers de valeur dans l'armée; ministre pouvant refuser une demande de radiation des cadres* (p. 2988); Art. L 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article L 8 (Temps passé dans toutes positions statutaires ne comportant pas l'accomplissement de services effectifs ne pouvant entrer en compte dans la constitution du droit à pension)* (p. 2989); *garantie supplémentaire accordée aux fonctionnaires malades en congé* (p. 2979); Art. L 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du paragraphe b de cet article :* « *Pour chacun de leurs enfants légitimes, naturels reconnus, adoptifs, ou recueillis définitivement bien que ne pouvant êtreni adoptés ni reconnus* » (p. 2991); *création d'une nouvelle catégorie d'ayants cause n'ayant pas été prévue par le droit civil; possibilité de dépenses supplémentaires* (p. 2991); *conditions de vie des fonctionnaires travaillant en 1939-1945 dans les localités soumises à des bombardements étant absolument différentes de celles des fonctionnaires de 1914-1918* (p. 2992); Art. L 14 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article :* « *ou lorsque la mise à la retraite résultera des textes imposant cette mesure sauf s'il s'agit de dispositions disciplinaires* » (p. 2994); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article L 14 à remplacer les mots :* « *au cours des quinze dernières années d'activité* » *par les mots :* « *au cours des vingt dernières années d'activité* » (p. 2994); *statut général des fonctionnaires de 1946; statut général de 1959* (p. 2994); *2 500 fonctionnaires touchés par l'écrêtement* (p. 2995); *projet de loi donnant une adaptation suffisamment automatique des pensions aux traitements et soldes en vigueur* (p. 2995); Art. L 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article L 15 (Conséquences découlant des modifications dans la structure, les appellations, les échelles de traitement et de solde)* (p. 2996); Art. L 17 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de l'article L 17 :* « *Pension majorée en ce qui concerne les titulaires ayant élevé au moins trois enfants légitimes, naturels reconnus, adoptifs)* (p. 2997); *ses observations sur l'amendement de M. Bignon* (p. 2998); Art. L 23 : *Dispositions transitoires en faveur des femmes fonctionnaires ayant eu un ou deux enfants* (p. 3000); *son amendement tendant, après le septième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa :* « *Bénéfices d'études préliminaires attribués aux militaires et assimilés* » (p. 3000); *éviter les carrières courtes chez des personnels de grande qualité* (p. 3000, 3001); Art. L 37 : *Son amendement tendant, après les mots :* « *prévue à l'article L 17* » *à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article :* « *sous réserve que la veuve ait élevé les enfants dans les conditions précisées par ledit article* » [8 octobre 1964] (p. 3013); *enfants nés d'un mariage antérieur du mari* (p. 3013); Art. L 38 : *Conditions d'antériorité nécessaire à l'ouverture du droit à pension pour une veuve* (p. 3014); *situation des veuves* (p. 3014); Art. L 39 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article :* « *la pension accordée à ces enfants n'est pas cumulable avec toute autre pension ou rente d'un régime général, attribuée au titre de la vieillesse ou de l'invalidité à concurrence du montant de ces avantages* » (p. 3015); *ancien code ne prévoyant aucune restriction à l'assimilation; assimilation des enfants infirmes aux mineurs* (p. 3015); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article L 39 par les mots :* « *ainsi que les enfants recueillis parce qu'orphelins ou abandonnés* » (p. 3015); *compléter la prise en charge des cas sociaux intéressants* (p. 3015); Art. L 40 : *Son amendement tendant après les mots :* « *légitimés et naturels reconnus* » *à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de l'article L 40 :* « *des orphelins adoptés ainsi que des enfants recueillis et vivants à 16 ans même s'ils n'ont pas été reconnus ou adoptés* » (p. 3016); Art. L 44 : *Divorce prononcé au profit exclusif de la femme* (p. 3017, 3018); Art. L 45 : *Ne pas inciter au concubinage non notoire; ses observations sur les amendements de MM. Fil et Tourné* (p. 3019); Art. L 49 : *Ses observations sur l'amendement de M. Seramy : mari, chef de famille, d'après le Code civil; nombre de veufs existant en France :* (p. 3021); après

l'art. L 49 : *Son amendement tendant, après cet article à insérer un nouvel article (Ascendants d'un fonctionnaire civil décédé par suite d'accident ou de maladie résultant de l'exercice de ses fonctions)* (p. 3023); *possibilité d'ouvrir un droit à pension sous certaines conditions aux ascendants d'un fonctionnaire civil décédé par suite d'accident ou de maladie résultant de l'exercice de ses fonctions; dérogation au droit commun;* (p. 3023); Art. L 51 : *Français appartenant aux départements d'outre-mer* (p. 3024); Art. L 54 : *notion d'erreur de droit; législation des pensions ayant refusé en 1924 l'erreur de droit; situation en 1948 suivant l'avis du Conseil d'Etat* (p. 3025); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Fil* (p. 3027); *application de l'article L 78 ancien pendant une période de trois années à compter de la promulgation de la loi* (p. 3028); Art. L 60 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Goasguen* (p. 3030); Art. L 62 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Prélèvement de la retenue effectuée sur les traitements ou soldes ne rémunérant pas des services susceptibles d'être pris en compte pour la constitution du droit ou pour la liquidation de la pension)* (p. 3030, 3031); Art. L 62 : *Différence entre l'amendement de M. Hostier et celui de M. Dupuy; titularisation d'un certain nombre d'agents par l'administration* (p. 3031); *opposition de la Commission à l'amendement de MM. Hostier et Dupuy* (p. 3031); Art. L 87 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article L 87 : « La pension et la rente viagère d'invalidité sont payées mensuellement dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique »* (p. 3035); *notion de paiement d'avance* (p. 3035); *nécessité de faire des liquidations plus rapidement; retraite de la S.N.C.F. ou de l'E.D.F.* (p. 3036); Art. L 93 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « le taux du prélèvement effectué sur ces avances par la Caisse nationale d'épargne et les Caisses de Crédit municipal est fixé à 0,50 % »* (p. 3037); *fonctionnaires appartenant à la catégorie D* (p. 3037); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Application à tous les fonctionnaires et militaires et à leurs ayants cause)* (p. 3038); *faire bénéficier tous les pensionnés des dispositions du nouveau Code* (p. 3038); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant, après l'article 2 à insérer un nouvel article : « Les dispositions de la présente loi et du Code qui y est annexé seront applicables* (mutatis mutandis) *aux personnels tributaires de la loi du 21 mars 1928 modifiée par la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 »* (p. 3039); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Veuves titulaires d'une allocation en vertu des dispositions de l'article L 123 du Code des pensions civiles et militaires de retraite)* (p. 3039, 3040); Art. L 87 : *Ses observations sur l'amendement déposé par M. Fil; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3044); Art. 3 : *Son amendement tendant, à la cinquième ligne de cet article, après les mots : « à l'exception de celles des articles » à insérer les mots « L 5, L 7 »* (p. 3045); *réductions d'âge pour le droit à pension immédiate* (p. 3045); *amendement tendant à la dixième ligne de l'article 3, après les mots « L 97 » à insérer les mots « L 98 et L 99 »* (p. 3046); *proposition de loi déposée par M. Bignon* (p. 3047); *projet de loi édictant des règles plus strictes dont la suppression des bonifications portant sur l'abaissement de la condition d'âge d'ouverture du droit à pension; dispositions relatives à l'entrée en jouissance de la pension pour les officiers* (p. 3048); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de cet article (Allocations complémentaires instituées par les articles 42 de la loi du 30 mars 1929 et 76 de la loi du 30 décembre 1928 étant transformées en pension)* (p. 3049); *situation des veuves; cas précis visé par le second paragraphe de cet article* (p. 3049;) Art. 5 : *Respect des délais fixés* (p. 3050); après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer après l'article 6 un nouvel article : « A titre transitoire et jusqu'à la date d'expiration de la cinquième année à compter de la date de la promulgation de la présente loi, l'âge exigé pour l'entrée en jouissance d'une pension civile est réduite pour les femmes fonctionnaires de un an pour chacun des enfants qu'elles ont eus »* (p. 3051); *question des femmes fonctionnaires ayant un ou deux enfants; maintien des avantages anciens* (p. 3051); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article (Veuves dont l'allocation a été supprimée où dont la pension déjà concédée est payée sans augmentation de taux en raison d'un remariage ou d'un état de concubinage notoire recouvreront l'intégralité de leurs allo-*

cations ou de leur pension à compter de la dissolution) (p. 3052); Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article (Règlement d'administration publique déterminant les conditions dans lesquelles une allocation annuelle pourra être attribuée aux ayants cause des fonctionnaires et militaires déchus de leurs droits à pension, aux veuves non remariées et aux orphelins de père et de mère mineurs)* (p. 3052); *cas des orphelins de père et de mère infirmes incurables* (p. 3052); après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Services accomplis par les fonctionnaires civils au-delà de la limite d'âge »* (p. 3053); *application de l'article 53 du statut général des fonctionnaires ; ses observations sur le décret modifié du 18 décembre 1948, article 48 de la loi du 8 août 1950 ; notion de la pension d'ancienneté* (p. 3053); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Institution d'un conseil supérieur des retraités civils et militaires ; compétence, composition, modalités de désignation des membres du Conseil supérieur)* (p. 3054); *proposition de loi de M. Seramy tendant à instituer un Conseil supérieur des retraités civils et militaires ; représentation de leurs droits* (p. 3054); *situation des pensionnés militaires ; composition du Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 3054, 3055); SECONDE DÉLIBÉRATION : *Application de l'article 101 du Règlement* (p. 3058); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Commission ayant accepté la plupart des modifications proposées par le Sénat à quelques exceptions ; amélioration du projet de loi tel qu'il revient du Sénat* [14 décembre 1964] (p. 6079, 6080); *droit à pension des femmes de fonctionnaires ou de militaires dont le mari bénéficie du congé spécial* (p. 6084); Art. L 4 du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Son amendement tendant à insérer le nouveau paragraphe suivant : « 8° pour les instituteurs, le temps passé à l'école normale à partir de l'âge de 18 ans »* (p. 6086); Art. L 11 : *Son amendement tendant, à partir des mots : « naturels reconnus », à rédiger comme suit le paragraphe b : « adoptifs ou issus d'un mariage précédent du mari et élevés pendant leur minorité ou ayant fait l'objet d'une délégation judiciaire »* (p. 6086, 6087); *son amendement tendant à compléter le paragraphe C de l'article L 11 par les nouvelles dispositions suivantes : « Les agents féminins ayant effectué à temps complet des activités auprès des armées pendant les périodes de guerre bénéficient, dans les mêmes conditions, des avantages réservés aux fonctionnaires anciens combattants »* (p. 6087); *son amendement tendant à compléter le paragraphe C de l'article L 11 par les nouvelles dispositions suivantes : « Les fonctionnaires et agents féminins ayant servi en qualité d'infirmières ou d'ambulancières pendant les guerres 1914-1918 et 1939-1945, les campagnes d'Indochine et de Corée bénéficient des avantages réservés aux fonctionnaires anciens combattants. Cette disposition est étendue aux agents féminins dont la pension a déjà été liquidée ou a fait l'objet d'une péréquation »* (p. 6087); Art. L 17 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit les dispositions du paragraphe II de l'article L 17 : « Ouvrent droit à cette majoration : « Les enfants légitimes, naturels reconnus ou adoptifs du titulaire de la pension ; les enfants du conjoint issus d'un mariage précédent ou encore naturels, reconnus ou adoptifs ; les enfants ayant fait l'objet d'une délégation judiciaire des droits de puissance paternelle en faveur du titulaire de la pension ou de son conjoint en application des articles 17... »* (p. 6087); *son amendement tendant à compléter le paragraphe III de l'article L 17 par le nouvel alinéa suivant : « Pour satisfaire la condition de durée ci-dessus, il sera tenu compte, le cas échéant, du temps pendant lequel les enfants auront été élevés par le conjoint après le décès du titulaire »* (p. 6087); Art. L 23 : *Son amendement tendant dans le paragraphe I de l'article L 23, après le premier alinéa du paragraphe premier, à insérer de nouvelles dispositions (Cas où l'âge exigé est réduit)* (p. 6088); *son amendement tendant dans le 3° du paragraphe I de l'article L 23, après les mots : « mères de trois enfants vivants ou décédés par faits de guerre », à ajouter les nouvelles dispositions suivantes : « ou ont élevé trois enfants, y compris les enfants adoptifs ou issus d'un mariage précédent du mari, ou ayant fait l'objet d'une délégation judiciaire des droits de puissance paternelle en application des articles 17 (1er et 3e alinéas) et 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, sous réserve qu'ils aient été élevés pendant neuf ans au moins pendant leur minorité »* (p. 6088, 6089); Art. L 24 : *Son amendement tendant dans le troisième alinéa (2°) de l'article L 24 après les*

mots : « ... visés à l'article L 23 » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « ... jusqu'à l'âge de cinquante ans » (p. 6089); Art. L 45 : *Ses observations sur l'argumentation de Mme Thome-Patenôtre ; Commission ayant considéré l'affaire sur le plan moral* (p. 6090); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas des veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire ; cas de la femme divorcée)* (p. 6090); Art. L 54 : *Son amendement tendant, après le troisième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « en tout état de cause pour motif grave et légitime découlant d'une décision de principe du Conseil d'Etat ou des tribunaux administratifs »* (p. 6091); Art. L 85 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « La veuve bénéficiera de la pension dont le montant est le plus élevé »* (p. 6091); Art. L 93 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article L 11 à substituer aux mots : « ... d'un premier mariage du mari... », les mots : « d'un mariage précédent du mari... »* (p. 6092); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, avant la référence : « L 8 », à insérer les références : « L 5, L 7 »* (p. 6092); *reprendre dans les dispositions permanentes les dispositions du Code de 1948 ; dispositions favorables aux fonctionnaires anciens combattants ; réduction de l'âge exigé pour le droit à pension d'ancienneté* (p. 6092); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 3, après la référence : « L 97 », à insérer les références : « L 98, L 99 »* (p. 6093); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Pensions bénéficiant de la dérogation prévue au paragraphe premier ci-dessus)* (p. 6093); *retraités pouvant être victimes de mesures réglementaires prises pour l'amélioration de la situation de carrière des personnels en activité ; modifications dans la structure, les appellations, les échelles de traitement et les soldes* (p. 6093); Art. 6 « ter » : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 1er décembre 1966 », les mots « 1er décembre 1967 »* (p. 6094); *son amendement tendant à compléter l'article 6* ter *par le nouvel alinéa suivant : « A titre transitoire et jusqu'au 1er décembre 1967 les bénéfices d'études préliminaires attribués aux militaires entreront en compte pour la constitution de leur droit à pension dans les conditions antérieurement en vigueur »* (p. 6094); Art. 7 : *Son amendement tendant à rétablir l'article 7 dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale : « A titre transitoire, les officiers comptant moins de vingt-cinq ans de services effectifs qui seront radiés des cadres avant le 1er janvier 1967, entreront en jouissance de leur pension au jour où ils auraient atteint vingt-cinq ans de services ou la limite d'âge en vigueur à la date de leur radiation des cadres »* (p. 6095); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « soit de la séparation de corps »* (p. 6095); Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les retraités pourront faire valoir leurs droits pendant la durée d'un an à compter de la date d'effet de la présente loi, nonobstant la forclusion qu'ils ont encourue »* (p. 6095); Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (Cas des agents des collèges d'enseignement technique, ex-centres d'apprentissage publics, intégrés dans les cadres des fonctionnaires de l'Etat...)* (p. 6096); *amendement autorisant ces agents à faire valider leurs services antérieurs pour la retraite depuis leur entrée en fonction dans les centres d'apprentissage* (p. 6096); ses explications de vote : *Impossibilité du Gouvernement d'accepter l'ensemble des amendements proposés ; leurs conséquences sur la politique financière* (p. 6098); *effort fait par le Gouvernement depuis la discussion en première lecture* (p. 6098);

— du projet de loi de programme relatif à certains équipements militaires : *Désir de paix et du désarmement ; préserver la paix en fonction des conditions actuelles du monde ; projet de M.L.F. ; crédibilité de la riposte américaine ; construction de l'Europe ; constitution ultérieure d'un Gouvernement européen ; doter la France d'une force moderne* [2 décembre 1964] (p. 5775 à 5777); *ses observations sur les paroles de M. Faure ; son opposition à la motion de renvoi ; vote de la motion entraînant des perturbations coûteuses dans l'exécution des programmes militaires ; Europe devant être construite sur des réalités* (p. 5799).

En qualité de Ministre d'Etat :

Ses observations sur l'éloge funèbre d'Albert Briand prononcé par M. Chaban-Delmas [7 juin 1966] (p. 1721).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de l'aide technique, Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Theule* [7 juin 1966] (p. 1734); Art. 24 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Suppressions d'emploi; circonstances exceptionnelles)* (p. 1736);

— du projet de loi étendant au territoire de la Polynésie française les dispositions de caractère législatif déterminant le régime de pensions de retraite des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des navires et relatif à la codification de ces dispositions, Art. 3 et Titre : *Ses observations sur les amendements de M. Evrard* [7 juin 1966] (p. 1739);

— du projet de loi relatif à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française : *Prise en charge par l'Etat de la fonction publique polynésienne; reclassement des fonctionnaires qui n'ont pas choisi l'intégration* [23 juin 1966] (p. 2279); Art. 4 : *Ses observations sur les futurs corps d'extinction* (p. 2281);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. de Grailly, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie : *Ses observations sur la proposition de retrait de l'ordre du jour faite par M. Zimmermann* [23 juin 1966] (p. 2281);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Investissements publics dans les départements d'outre-mer; interventions des ministères techniques; rôle du F.E.D.O.M.; service militaire adapté; rôle du F.I.D.O.M.; centre spécialisé de Saint-Jean-du-Maroni; financement des investissements; ses observations sur l'équipement énergétique, le tourisme, la réforme foncière, les instituts de recherche appliquée, l'infrastructure des zones d'habitation; action du Gouvernement dans le secteur social; évolution des salaires aux Antilles et en Guyane; aide sociale; problème des allocations familiales; progrès de la médecine et de l'hygiène tropicale; amélioration de l'habitat; ses observations sur la distribution de primes au mariage et de primes de légitimation; renforcement de l'action judiciaire pour abandon de famille; proposition de M. Neuwirth concernant la modification de la loi de 1920; migration vers la métropole; rôle du bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer (Bumidom); action dans le secteur économique; problèmes de l'agriculture; ses observations sur le sucre; cyclone Inès; objectifs du Ve Plan; organisation du marché; agriculture guadeloupéenne; problèmes de l'ananas et du sucre; mesures prises en faveur de l'élevage; usine de fabrication d'engrais complexes aux Antilles; développement des activités industrielles et du tourisme; création d'une société d'équipement touristique en Martinique; problème de la construction; programmes routiers; production d'énergie électrique; programme des télécommunications; équipement sanitaire; investissements du Ministère de l'Education nationale; enseignement supérieur* [20 octobre 1966] (p. 3650 à 3656); *ses observations sur les allocations familiales et les questions sociales; dépôt d'un projet de loi étendant aux exploitants agricoles les assurances-maladie, maternité, invalidité; intégration au Marché commun de l'économie des départements d'outre-mer; ses observations sur le sucre, le rhum, la banane et l'ananas; régionalisation du budget; investissements des différents ministères techniques; financement des travaux routiers; taxe spéciale sur les carburants; crédits du Fonds européen; section locale du F.I.D.O.M.; institution d'une prime d'équipement en faveur des activités industrielles nouvelles; prime d'emploi au profit des activités industrielles et hôtelières; remboursement forfaitaire de 10 % des investissements hôteliers; problème du tabac; production des huiles essentielles; financement des routes; aide apportée à la culture du géranium et à la production de la vanille; cyclone Inès; Fonds de coordination des secours aux sinistrés* (p. 3668, 3669); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Politique du Gouvernement; choix effectué par les Territoires d'outre-mer en 1958; rôle du F.I.D.E.S.; prise en charge par les Ministères métropolitains d'une part grandissante des besoins locaux; montant des équipements personnels métropolitains en service outre-mer; aides aux budgets locaux des Territoires; subventions pour Wallis et Futuna; création de caisses de fonctionnaires de l'Etat en Polynésie; prise en charge par l'Etat de*

l'enseignement du premier degré à Saint-Pierre-et-Miquelon; lutte contre les grandes endémies; protection de la santé; situation du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon; création de la Société de pêche et de congélation; nécessité de construire un second frigorifique; part des ministères métropolitains dans l'équipement du territoire; cité scolaire de Pirae; amélioration du lycée Gauguin et du lycée d'Uturoa; fonctionnement de l'Office d'Etat des postes et télécommunications; émetteur de Mahaeva; construction d'hôtels de classe internationale; aérodrome de Hihifo; situation matérielle de la Nouvelle-Calédonie; production de la société Le Nickel; aérodrome de Tontouta et du port de Nouméa; situation de l'archipel des Comores; rôle du Fonds européen de développement; travail du sisal; artisanat traditionnel; situation du Territoire de la Côte française des Somalis; projet de loi sur la consultation des populations; élévation du niveau de vie; promotion humaine [10 novembre 1966] (p. 4498 à 4501); *situation à Saint-Pierre-et-Miquelon; inauguration des jeux du Pacifique; monopole de la Société le Nickel en Nouvelle-Calédonie; intérêts des mineurs calédoniens; promotion sociale; rôle des conseillers de Gouvernement; problème de l'harmonisation de la législation; événements de Djibouti; élections de Papeete; ses observations sur les Comores; réalisation du collège de Moroni; crédits du F.I.D.E.S. et du Fonds européen; amélioration de l'aérodrome de Moroni; situation des fonctionnaires; liaison maritime entre Wallis et la Nouvelle-Calédonie; liaisons aériennes avec Wallis; subvention à l'enseignement; problèmes du personnel; revalorisation des traitements; règlements phytosanitaires applicables en Nouvelle-Calédonie; travaux d'urbanisation à Mata-Utu* (p. 4508 à 4510);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Renvoi du débat* [22 novembre 1966] (p. 4716); *Voyage du Général de Gaulle en Côte française des Somalis; ses observations sur les différentes ethnies; immigration clandestine provenant de la République des Somalis; droits historiques de l'Ethiopie; constitution d'une population flottante; accord de l'Arta; rôle du mouvement de libération de Djibouti; consultation des populations; séparation éventuelle de la France; portée juridique de la consultation; dispositions de l'article 74 de la Constitution; principe d'une autonomie progressive de gestion; responsabilité du conseil de Gouvernement; rôle futur du Haut-Commissaire; extension des compétences territoriales; problème de la sécurité extérieure* [2 décembre 1966] (p. 5211 à 5214); *ses observations sur les paroles de M. Feix* (p. 5225); *problème de la poursuite du débat* (p. 5226); *ses observations sur les paroles de M. Césaire* (p. 5230); *procédure prévue par le Gouvernement; déroulement de la consultation; validité des statuts juridiques; conception du Gouvernement français sur les départements et territoires d'outre-mer* (p. 5235, 5236); Art. 1er : *Ses observations sur le statut renouvelé d'administration et de Gouvernement; déroulement de la consultation* (p. 5237); *réserve de l'amendement de M. Capitant* (p. 5237); *ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 5238); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Le statut sera, le cas échéant, soumis au vote du Parlement conformément aux dispositions de l'article 74 de la Constitution dans un délai de quatre mois à compter de la consultation »* (p. 5238); Art. 2 : *Constitution imposant l'unité de la justice dans les territoires de la République; problème de la limitation de la procédure des ordonnances dans le temps; ses observations sur la date du 2 avril 1967* (p. 5239, 5240); Art. 3 : *Revision des listes électorales* (p. 5240); après l'Art. 3 : *Participation des électeurs à la consultation; distribution d'une carte spéciale* (p. 5241); *information des populations sur le sens de la consultation* (p. 5241); Art. 4 : *Ses observations sur le conseil constitutionnel* (p. 5242); *ses observations sur l'explication de vote de M. Chandernagor* (p. 5243).

BILLOUX (M. François), *Député des Bouches-du-Rhône, 4e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des sociétés d'assurances, **n° 267** [17 mai 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : *Signification de la réconciliation franco-allemande ; non-reconnaissance par la France du Gouvernement de la R.D.A. (République Démocratique Allemande) ; nécessité de signer un traité de paix avec les deux Allemagne ; reconstitution des cartels et des monopoles en Allemagne fédérale ; maintien dans l'armée Ouest-allemande d'officiers de l'armée hitlérienne ; absence de références, dans les manuels d'histoire de l'Allemagne fédérale, à la période hitlérienne ; prétentions de certains milieux Ouest-allemands sur les territoires polonais et tchécoslovaques ; coopération militaire organisée par le traité ; problème de la force de frappe française et des accords de Paris en ce qui concerne l'armement atomique ouest-allemand ; coopération en matière scientifique et de jeunesse ; divergences de vues entre la France et l'Allemagne fédérale depuis la date de signature du traité ; signification du Marché commun et de la petite Europe, particulièrement dans le domaine de l'aide aux pays en voie de développement ; causes stratégiques et militaires du traité ; récentes manifestations organisées à Stuttgart et à Cologne au sujet des territoires polonais et tchécoslovaques ; présence à l'ambassade d'Allemagne fédérale à Paris d'un ancien nazi ; application du traité de Berlin-ouest ; transformation de Berlin-ouest en ville libre ; signature du traité de paix avec les deux Allemagne et du traité de non-agression entre l'organisation du traité de Varsovie et les pays du Pacte atlantique ; déclarations du pape Jean XXIII sur la coexistence pacifique ; responsabilités en ce qui concerne le mur de Berlin ; non-application en Allemagne fédérale des accords de Potsdam ; sentiments à l'égard de la France de ceux qui quittent l'Allemagne orientale ; nouvelle encourageante d'une réunion à Moscou sur l'arrêt des essais atomiques* [13 juin 1963] (p. 3351 à 3355) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Inconvénients du pouvoir personnel ; arrêt des expériences nucléaires ; diplomatie française à l'O.N.U. ; progrès de la détente ; pacte de non-agression entre l'O.T.A.N. et les Etats signataires du traité de Varsovie ; isolement de la France ; adhésion de la France au traité de Moscou* [29 octobre 1963] (p. 5863, 5864, 5865) ;

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes : *Intervention des Etats-Unis à Saint-Domingue et au Vietnam ; Gouvernement français devant se désolidariser de la politique américaine ; respect des accords de 1954 ; front de libération nationale ; ambitions des monopoles français ; création d'une force de frappe ; règlement du problème allemand ; politique de coexistence pacifique ; interdiction des armes nucléaires ; alliance atlantique ; Allemagne de l'Est ; contrôle du peuple français* [17 juin 1965] (p. 2200 à 2202).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale sans débat, relative à la protection des copropriétaires d'une résidence à Montpellier [29 octobre 1965] (p. 4357, 4358).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Ses observations sur les logements dits économiques ; construction étant devenue un secteur à haut profit pour les banques d'affaires et les sociétés immobilières ; crise du logement ; constitution de réserves foncières ; Fonds national d'H.L.M. ; blocage des loyers* [5 novembre 1965] (p. 4523, 4524).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Délai de présentation du Gouvernement devant l'Assemblée ; élection présidentielle ; coût de la vie ; liquidation des exploitations agricoles familiales ; insuffisance des crédits pour le logement ; part du revenu national attribué aux travailleurs ; augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti ; plan Debré ; nécessité d'augmenter les salaires, les traitements, les retraites, les pensions et les prestations familiales ; réduction du temps de travail ; développement de l'action revendicative ; réforme de l'enseignement ; interdiction du film*

« *La Religieuse* », *affaire Ben Barka; politique extérieure; nécessité de la paix, de l'indépendance et de la coopération; son opposition à la prolifération et à la dissémination des armes de destruction; développement des échanges économiques; bloc atlantique étant une alliance réactionnaire; pratique de l'escalade; politique étrangère du Gouvernement américain; politique extérieure des Etats socialistes; rencontre de Tachkent; nécessité pour la France de signer le traité de Moscou sur l'arrêt et l'interdiction des essais nucléaires; reconnaissance de la Chine populaire; déclarations gouvernementales concernant la neutralité du Laos, du Sud-Vietnam et du Cambodge; ses observations sur la force de frappe atomique; pacte de Varsovie* [13 avril 1966] (p. 624 à 626).

BISSON (M. Robert), *Député du Calvados, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755); [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [15 février 1963] (p. 2206).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22) : Annexe n° 23, Santé publique et population, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) : Annexe n° 24, Santé publique et population, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) : Annexe n° 24, Santé publique et population, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : Annexe n° 23, Santé publique et population, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : Annexe n° 4, Affaires sociales (Santé publique et population), **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Dépenses ordinaires de ce Ministère; moyens des services en personnel, en matériel, en subventions de fonctionnement et en dépenses diverses; dépenses en capital; élévation du Service central de la Pharmacie au rang de Direction; inspecteurs de la population et de l'action sociale; insuffisance de leurs effectifs; disparité existan*

entre les agents soignants des hôpitaux et le personnel administratif de ceux-ci; crédits destinés à l'Institut national d'hygiène; Ecole nationale de la santé publique; son fonctionnement; ses programmes; son budget; aide sociale à l'enfance; augmentation des prix de journées; aide sociale aux personnes âgées; cas des grands infirmes; participation des collectivités locales à ces dépenses; amélioration du rythme des réalisations des opérations d'équipement sanitaire; création du Centre technique d'équipement sanitaire et social; construction de centres hospitaliers universitaires; problèmes relatifs à l'action médicale; lutte contre le cancer; fonctionnement des sanatoriums; foyers de jeunes travailleurs; cas des enfants inadaptés; problème de l'équipement psychiatrique; insuffisance des communes proches de Paris en hôpitaux et hospices; problème du risque cécité; aide aux vieillards; taux des différentes allocations; propositions de la Commission Laroque [14 janvier 1963] (p. 756 à 760); AFFAIRES CULTURELLES : *Crédits réservés à la réparation des dommages de guerre et des monuments historiques; insuffisance de ces dotations; cas de la Normandie; exemple de l'église Saint-Jacques de Lisieux; nécessité de doter les sociétés de musique populaire de crédits suffisants* [18 janvier 1963] (p. 1128, 1129);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : en qualité de *Rapporteur spécial*; *Part des dépenses de fonctionnement; accroissement du nombre des unités et groupes de recherches à l'Institut national d'hygiène; intervention publique portant sur l'action éducative et culturelle et sur l'action sociale; dépenses en capital; lacunes de l'aide sociale; protection sociale des aveugles; réforme des services extérieurs; insuffisance de certaines subventions; financement des équipements sanitaires et sociaux; adoption du budget de la Santé publique à l'exception du crédit d'un million inscrit pour la réforme des services extérieurs; rénovation de l'équipement hospitalier; promotion de la recherche* [24 octobre 1963] (p. 5531, 5532, 5533, 5534); Art. 66 : *Son amendement (Lutte efficace contre le cancer)* (p. 5555); *caractère obligatoire pour les dépenses résultant de la lutte contre le cancer* (p. 5555); CONSTRUCTION : *Répartition des logements entre les diverses régions de la France; construction dans les Z.U.P.* [31 octobre 1963] (p. 6163); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Reconversion du verger cidricole; prix du lait* [4 novembre 1963] (p. 6280); INTÉRIEUR : *Reclassement des départements; répartition des dépenses d'aide sociale* [5 novembre 1963] (p. 6481); *cas du département du Calvados* (p. 6481); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Aspect du régime fiscal des rentes viagères; sort des rentiers viagers publiques* [8 novembre 1963] (p. 6906);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Mécontentement paysan; augmentation des charges des agriculteurs; mesures prises en leur faveur; majoration du prix du lait* [5 novembre 1964] (p. 4713, 4714); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur spécial: problèmes du personnel hospitalier et de l'action sociale en faveur des personnes âgées; problème des investissements; ampleur des besoins; lutte contre le cancer; action en faveur des inadaptés; problème de l'équipement sanitaire et social; question du financement; répartition de la charge entre plusieurs générations* [7 novembre 1964] (p. 5005, 5006);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Projet favorisant la concentration commerciale; répartition du produit de l'impôt pouvant défavoriser certaines communes; Etat ne devant pas intervenir dans la gestion des communes* [23 juin 1965] (p. 2408); Art. 19 : *Régime du forfait* [25 juin 1965] (p. 2521); *nombre des redevables soumis au forfait;* (p. 2522);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur spécial: Dépenses de fonctionnement; réforme des services extérieurs du Ministère de la Santé; nombre des écoles d'infirmières; bourses d'études; personnel hospitalier; durée hebdomadaire du travail; enfance inadaptée; problème des arriérés profonds; lutte contre la tuberculose et le cancer; prix Nobel de physiologie et de médecine; création de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale; école nationale de la santé publique; recherche médicale; remplacement des titres de pharmaciens des hôpitaux et des chefs de laboratoire de chimie biologique; enseignements biologiques des facultés de pharmacie;*

ses observations sur l'action sociale et les crédits correspondant à l'allocation de vieillesse; exonération du ticket modérateur; allocation d'aide sociale de loyer; construction de foyers de jeunes travailleurs; centres hospitaliers universitaires; formation des auxiliaires médicaux; enfance inadaptée [27 octobre 1965] (p. 4172 à 4174); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation des planteurs de betteraves; crise de l'élevage bovin; problème du lait; suppression de la taxe complémentaire au profit des exploitations du type familial* [28 octobre 1965] (p. 4302, 4303);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ses observations sur les crédits du Ministère des Affaires sociales, secteur santé publique et population; recherche médicale; crédits de fonctionnement de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale; ses observations sur les personnels administratif et hospitalier; rôle de l'action sociale; classement indiciaire du corps de l'inspection sanitaire et sociale; personnel des services extérieurs du Ministère; service de santé scolaire; problèmes des infirmières et des auxiliaires médicaux; durée du travail; conditions de vie des infirmières; action sociale; situation des vieillards; problème des rentiers-viagers de l'Etat; répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales; dépenses d'équipement; situation des instituts médico-pédagogiques et celle des ateliers protégés; centre technique national pour l'enfance et l'adolescence inadaptées; situation des hôpitaux généraux; possibilité d'organiser une « liaison organique » entre les différents Ministères afin que les installations sanitaires et sociales dans les villes nouvelles soient réalisées en même temps que les équipements généraux; financement de l'équipement; création de centres de dépistage du cancer près des centres hospitaliers universitaires; fonctionnement du service de santé scolaire* [19 octobre 1966] (p. 3576 à 3578); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des charges fiscales supportées par les agriculteurs; évaluation des bénéfices forfaitaires à l'hectare; revenu réel des agriculteurs; taxe complémentaire; crédit agricole; possibilité d'instituer un système de prêts à quinze ans avec bonification d'intérêt* [26 octobre 1966] (p. 3924, 3925).

BIZET (M. Émile), *Député de la Manche, 2e circonscription (C.D.)*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle) [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, **n° 1119** [21 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Recherche de la parité sociale entre le monde agricole et le reste de la Nation; insuffisances de crédits en matière d'enseignement et d'habitat rural* [11 janvier 1963] (p. 652);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article: « Sont exclus*

du bénéfice de la présente loi les élevages industriels, les sociétés d'exploitation, à l'exception des groupements de producteurs. Tout exploitant dont la profession principale n'est pas agricole ne pourra prétendre qu'à une indemnité égale au cinquième de celle accordée aux agriculteurs. » [23 avril 1964] (p. 901, 902); *caractère social de la loi; collectivités publiques exclues du bénéfice de la présente loi* (p. 902).

Prend part au débat sur la question orale de M. Davoust relative à la réforme administrative, en qualité de *suppléant : Son souhait d'être rassuré sur l'avenir du département; ses regrets de voir la Mayenne rattachée à Nantes* [6 mai 1964] (p. 1104).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées; Art. 1er *bis: Son amendement tendant à l'article premier* bis *à remplacer les mots « 60 % des propriétaires représentant 75 % de la superficie » par les mots « 50 % des propriétaires représentant 50 % de la superficie »* [9 juin 1964] (p. 1705); *situation des régions de petite culture aux terres morcelées* (p. 1705); Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer entre les troisième et quatrième alinéas de l'article 2 un nouvel alinéa : (Possibilité de faire opposition pour les propriétaires de terrain d'une superficie inférieure aux minima fixés à l'alinéa précédent)* (p. 1710); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article: « Chasses organisées par les sociétés communales ou intercommunales »* (p. 1710); *ne pas traiter différemment le propriétaire de vingt hectares ou plus et le propriétaire de dix-neuf hectares ou moins* (p. 1711); *son amendement tendant à compléter le septième alinéa de l'article 2 par les mots suivants: « ... ou bâtiments d'exploitation agricole »* (p. 1719); *tenir compte des bâtiments d'exploitation éloignés de la maison d'habitation* (p. 1719); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barniaudy; nécessité d'éviter l'accaparement, par une société dite communale, d'un territoire de chasse étendu* (p. 1722); *son amendement tendant à compléter le sixième alinéa de l'article 3 par les mots suivants : « sans être tenu à l'éventuelle couverture du déficit de l'association »* (p. 1724); Art. 7 : *Impôts et taxes perçus sur les chasses gardées* (p. 1726); après l'Art. 7 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : « Responsabilité des associations communales ou intercommunales de chasse et des sociétés ou propriétaires de chasses privées »* (p. 1726);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 17 : *Conséquences de cet article pour les éleveurs; subventions possibles financées par le prélèvement proposé* [16 octobre 1964] (p. 3343);

— sur la motion de censure : *Effort de redressement accompli par le Gouvernement; Gouvernement ne restant pas insensible aux difficultés des agriculteurs; exemple d'un cas précis* [27 octobre 1964] (p. 3967);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Pouvoirs publics devant aider la société d'aménagement du bocage normand; protection de la nature dans l'ouest de la France; mort du verger normand; sa rénovation* [25 novembre 1964] (p. 5617, 5618);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « En outre les abattoirs publics situés au-delà d'un rayon de 15 kilomètres d'un abattoir municipal traitant 4 000 tonnes-an ou plus pourront, à la demande des municipalités, être maintenus, modernisés ou créés, sans aide financière de l'Etat, s'ils desservent une population le justifiant. Ils seront soumis aux règles prévues aux chapitres I et IV de la présente loi »* [5 mai 1965] (p. 1144); *retrait de son amendement* (p. 1144);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Ramassage scolaire; surveillance des enfants pendant leur transport du lieu du domicile à l'école; indemnité de logement que les municipalités doivent verser aux instituteurs et institutrices; accorder aux directeurs de collèges d'enseignement secondaire un statut; modification de l'actuelle semaine scolaire* [19 octobre 1965] (p. 3863); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Loi du 30 juin 1956 ayant institué une taxe annuelle sur les véhicules de tourisme immatri-*

culés au nom des sociétés; écoulement de la caséine; problème de la vulgarisation; département de la Manche; problèmes du bocage normand [28 octobre 1965] (p. 4280).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Démission du conseil municipal de Sartilly; situation des maires des communes rurales; rôle des syndicats à vocations multiples* [17 mai 1966] (p. 1338, 1339).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs : *Etude réalisée par la société d'aménagement du bocage normand présidée par M. Terrenoire; ses observations sur l'habitat rural; Commission consultative des baux ruraux devant établir une liste des améliorations à soutenir pour chaque région naturelle* [3 juin 1966] (p. 1692, 1693); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Edgar Faure pour l'article 850 du Code rural par de nouvelles dispositions (Exécution d'un programme de travaux)* (p. 1703); *nécessité de limiter les investissements inconsidérés* (p. 1703); *retrait de son sous-amendement* (p. 1703);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Des représentants des organismes habilités ayant voix consultative nommés par le Ministre des Affaires sociales et le Ministre de l'Economie et des Finances sur proposition des organisations les plus représentatives »* [9 juin 1966] (p. 1866); Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter cet article par deux nouveaux alinéas (Personnes concernées par l'article premier)* (p. 1867); Art. 14 : *Son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (Représentants des organismes habilités ayant voix consultative)* (p. 1870);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Exonération de toute majoration du droit d'examen du permis de conduire pour les candidats handicapés physiques)* [13 octobre 1966] (p. 3409); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967; SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Insuffisance de l'équipement hôtelier; classes de neige; tourisme de fin de semaine; aménagement touristique du bocage normand et de l'ouest de la France* [21 octobre 1966] (p. 3709); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Différence entre les bourses accordées aux élèves des écoles nationales vétérinaires et celles attribuées aux élèves de l'enseignement supérieur agronomique; aménagement rural; conditions de vie des femmes d'exploitants agricoles; voirie rurale; nécessité d'assurer la rentabilité à une production animale; centre de testage de Jouy-en-Josas* [27 octobre 1966] (p. 3952, 3953); AFFAIRES CULTURELLES : *Maisons des jeunes et de la culture d'Epernay; subventions aux sociétés musicales et aux groupes folkloriques; inquiétudes des directeurs de salles de cinéma de province; développement de la télévision; nécessité de promouvoir une politique de la musique de chambre* [27 octobre 1967] (p. 3985); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Situation du personnel de l'O.R.T.F.; représentation du personnel dans les commissions d'avancement; rôle du comité paritaire d'établissement; chômage des musiciens; ses observations sur la chaîne de modulation de fréquence* [28 octobre 1966] (p. 4046); EDUCATION NATIONALE : *Possibilité de tenir compte, dans l'ancienneté pour l'avancement d'échelon, des années d'enseignement que les fonctionnaires ont accomplies avant leur nomination dans les établissements d'enseignement privé; crédits consacrés aux chambres de métiers; situation des inspecteurs de l'enseignement technique; possibilité d'accorder aux étudiants des cours préparatoires aux grandes écoles du Ministère de l'Agriculture une équivalence en faculté des sciences* [3 novembre 1966] (p. 4168);

— du projet de loi sur l'élevage, Art. 15 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots : « En liaison avec les organisations » à insérer le mot : « techniques »* [23 novembre 1966] (p. 4809).

BLANCHO (M. François), *Député de la Loire-Atlantique, 6e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32); [3 mai 1963] (p. 2755); [8 avril 1964] (p. 652); [7 avril 1965] (p. 633); [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Longueur du débat; problème des chantiers navals; situation des travailleurs des chantiers navals* [24 octobre 1963] (p. 5493, 5494).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat relative au réemploi des travailleurs licenciés de Saint-Nazaire [17 avril 1964] (p. 821, 823, 824).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes, Art. 9 : *Fusion des ports de Nantes et Saint-Nazaire; importance de Saint-Nazaire; gestion du port pétrolier de Donges* [9 avril 1965] (p. 740);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Pays du Val de Loire; construction navale de Saint-Nazaire; activité portuaire du port; crise dans le bâtiment; politique d'aménagement du territoire; aménagement des voies actuelles de communication vers l'Est; crédits accordés à l'enseignement; cas de la plage de La Baule; construction d'un pont sur l'estuaire de la Loire; climat social de la région* [4 novembre 1965] (p. 4490, 4491);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT - II. - TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Insuffisances du Ve Plan; déclin de l'activité portuaire de Saint-Nazaire; agrandissement de la cale dite « Jean-Bart »; installations de Sud-Aviation à Saint-Nazaire; conséquences de la suppression des bases américaines; rôle de la S.N.C.F.; expansion démographique de la région nazairienne; problème de l'habitat; augmentation du prix des terrains; situation du marché du travail; possibilité d'améliorer le trafic ferroviaire par l'électrification de la ligne Le Mans-Le Croisic; aérodrome de Montoir-Saint-Nazaire* [8 novembre 1966] (p. 4382, 4383).

BLEUSE (M. Raoul), *Député de la Seine, 49e circonscription (N.I., puis app. S., puis N.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'apparente au groupe socialiste [30 avril 1963] (p. 2721).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [7 avril 1965] (p. 634).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [6 avril 1966] (p. 592).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème de la circulation et des transports dans l'agglomération parisienne en général et au carrefour d'Alfort en particulier; prolongation de la ligne de métro n° 8 jusqu'au carrefour d'Alfort; région parisienne étant menacée d'asphyxie; développement de la région Est de Paris* [5 novembre 1964] (p. 4668, 4669).

— du projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue) : *Opposition du Conseil général de la Seine au projet gouvernemental; population suburbaine; son attitude à l'égard du fonctionnement des nouveaux départements; position du groupe socialiste* [19 novembre 1964] (p. 5486, 5487);

BOINVILLIERS (M. Jean), *Député du Cher, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32); [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— pour représenter l'Assemblée Nationale auprès du Ministre chargé de l'Information (O.R.T.F.) [26 novembre 1964] (p. 5676).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1963 (radiodiffusion-télévision française), **n° 27** [18 décembre 1962].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22) (Information), **n° 95** [9 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (Information), **n° 584** [18 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (Radiodiffusion-télévision française), **n° 592** [23 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) (Office de radiodiffusion-télévision française), **n° 1128** [27 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) (Information), **n° 1129** [27 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) (Information), **n° 1614** [11 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1967 (Information), **n° 2090** [19 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, en qualité de *Rapporteur pour avis*, après l'Art. 9 : *Difficultés financières de la R.T.F.; nécessité de ne pas augmenter la redevance radiophonique; lutte contre la fraude; besoin de donner une base juridique aux poursuites entreprises pour lutter contre celle-ci; inflation de personnel à la R.T.F.; investissements nécessaires en vue de la seconde chaîne; possibilités de la télévision en couleur; baisse du nombre d'émissions vers l'étranger; nécessité de gérer la R.T.F. selon des règles financières strictes; création souhaitable d'un conseil d'administration disposant de pouvoirs réels; concurrence des autres radiodiffusions* [18 décembre 1962] (p. 127); après l'Art. 19 : *Son amendement au nom de la Commission (Répression de la fraude sur les redevances radiophoniques)* (p. 133); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION, en qualité de *Rapporteur pour avis: Analyse des interventions publiques; subvention à la S.N.C.F. pour le transport des journaux; subvention aux journaux pour les communications téléphoniques de leurs correspondants; prise en charge par l'Etat d'une partie du prix du matériel de presse; tarifs postaux spéciaux consentis à la presse; subvention aux industries papetières ; augmentation éventuelle du prix du papier; mécanisme de la subvention à l'industrie papetière; maintien souhaitable d'une subvention à la presse pour lui faciliter son approvisionnement en papier journal; rattachement souhaitable de celle-ci au bureau central des papiers de presse* [10 janvier 1963] (p. 539, 540); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Rappel de ses interventions à propos des bouilleurs de cru; problème de l'hôpital-hospice de Sancerre; démarches entreprises pour obtenir des crédits en vue de sa modernisation; situation actuelle de cet hospice* [14 janvier 1963]

(p. 768, 769) ; *problème de l'hôpital de Sancerre* (p. 773) ;

— du projet de loi relatif à l'affiliation à la sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige : *Ses observations sur son amendement relatif à une définition des pigistes; existence de trois catégories de pigistes à l'heure actuelle* [6 juin 1963] (p. 3195);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION, en qualité de *Rapporteur pour avis: Création du service de presse du Ministère de l'Information; crédits du Fonds culturel; subvention pour le papier de presse* [30 octobre 1963] (p. 6023, 6024); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Déficit de la R.T.F.; lancement d'un emprunt; problème de la télévision en couleurs; cas de la Mondiovision; collaboration de la télévision et du cinéma; coproduction de films; amélioration des programmes; méthodes des postes périphériques; abaissement du niveau intellectuel; achèvement des émetteurs destinés aux régions mal desservies* [7 novembre 1963] (p. 6698, 6699);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 13 : *Entreprises de presse; réinvestissement de leurs bénéfices; maintien de cet article* [8 octobre 1965] (p. 3419); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - INFORMATION, en qualité de *Rapporteur pour avis: Subventions à la presse; crédits du Fonds culturel; relations avec l'Afrique du Nord; exposition universelle de Montréal; « opération Canada »; transports aériens; problème de la presse; création éventuelle en France d'un Conseil supérieur de la presse; exportation des journaux hors de nos frontières; précarité de la situation de la plupart des journaux* [14 octobre 1965] (p. 3693, 3694) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur spécial: Fonds culturel; exposition de Montréal; budget des relations publiques de la France; possibilité pour les ministères de confier leur campagne d'information à un organisme dépendant de l'information; structure actuelle du ministère; caractère du budget; problèmes de la presse; tutelle de l'O.R.T.F.; documentation relevant du Secrétariat d'Etat* [28 octobre 1966] (p. 4037, 4038);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 24 : *Son amendement tendant dans le paragraphe 2 de cet article à une nouvelle rédaction du texte proposé pour compléter l'article 13 de la loi du 21 mai 1946 (Objet de la S.N.E.P.; exploitation d'imprimeries en France et à l'étranger)* [1er décembre 1966] (p. 5157); *retrait de son amendement* (p. 5157).

BOISDÉ (M. Raymond), *Député du Cher, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1516) de M. Baudis tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [3 mai 1966] (p. 1068);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2e partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance-maladie et à l'assurance-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 24, Travail, **n° 25** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à garantir aux garagistes, subrogés à l'administration, la récupération des impôts et taxes sur des produits pétroliers payés pour le compte d'un débiteur failli, **n° 202** [21 février 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la coopération avec Madagascar, **n° 357** [19 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 25, Travail, **n° 568** [9 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à fixer les droits à pension de la femme divorcée dans le régime général de retraites et à définir la répartition des droits à pension entre celle-ci et la veuve du fonctionnaire ou militaire de carrière remarié, **n° 828** [16 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 25, Travail, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à mettre un terme au blocage de certains salaires, **n° 1180** [18 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : Annexe n° 24, Budget du Travail, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 5 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, en ce sens que le congé ne pourra être donné avant l'année précédant la date à laquelle le bail doit prendre fin, **n° 1756** [13 avril 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 sur les cumuls d'emplois, **n° 1922** [15 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : Annexe n° 5, Affaires sociales (Travail), **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAIL, en qualité de *Rapporteur spécial: Contenu du budget du Ministère du Travail; limitation de la mission et modicité des moyens de ce Département; caractère souhaitable d'un débat général sur le problème social; mesures nouvelles; création d'une bourse nationale de l'emploi pour les rapatriés d'Algérie; réforme du système indemnitaire du personnel des services extérieurs; poursuite de la réorganisation*

des services de l'emploi; problème de la formation professionnelle des adultes; encouragements à la recherche sociale et à la formation ouvrière; aide aux travailleurs immigrants; leur hébergement; augmentation des crédits d'investissement; création de centres de formation professionnelle pour adultes; situation de l'emploi; immigration étrangère; problème de la diminution éventuelle de la durée du travail; commentaires contenus à ce sujet dans une publication officieuse relative au IVe Plan; évolution des salaires et du S.M.I.G.; question des écarts de zones; contrôle parlementaire de la sécurité sociale; sources du déficit de la sécurité sociale; caractère incompressible des dépenses; augmentation problématique des recettes; fiscalisation de la sécurité sociale; extension des régimes de retraites complémentaires; problèmes relatifs à l'organisation du travail; aspects du problème de la diminution de la durée du travail; formule de travail à mi-temps [9 janvier 1963] (p. 426 à 430).

Ses observations au sujet de sa participation au vote intervenu le 13 février 1963 [14 février 1963] (p. 2171, 2172).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Existence généralisée à travers le monde de symptômes inflationnistes; augmentation des dépenses improductives en France; caractère empirique de la politique financière du Gouvernement; augmentation des prix; augmentation incessante des coûts; retard en matière de construction; problèmes de la vieillesse; formation technique et professionnelle; évolution vers un régime d'économie concertée ou contractuelle* [9 mai 1963] (p. 2827, 2828).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Taxe annuelle sur les véhicules de tourisme des sociétés); nécessité d'accorder aux sociétés un délai de franchise avant la constatation du fait générateur de l'impôt* (29 mai 1963] (p. 3118); Art. 1er : *Recherche d'une définition du prix coûtant d'un acte de vente* (p. 3119, 3120); Art. 10 : *Problèmes posés par l'instauration d'une discrimination fiscale fondée sur les contrats de distribution; intérêt que présenterait une consultation générale des milieux du commerce* (p. 3131, 3132); *caractère anormal de la non-généralisation de la suppression de la taxe complémentaire; économie contractuelle en matière de commerce* (p. 3133).

Prend part au débat sur le projet de loi portant modification du contentieux fiscal : *Insuffisance du présent texte; nécessité de procéder à une véritable réforme du système fiscal français; aggravation du sort des contribuables; augmentation des pouvoirs de l'administration; déplacement de la charge de la preuve de bonne foi; prolongation des délais de répétition* [9 juillet 1963] (p. 3946, 3947).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAIL, en qualité de *Rapporteur spécial: Politique sociale relevant du Gouvernement tout entier et non du seul Ministère du Travail; analyse des crédits; raisons du déficit global du régime général de la sécurité sociale; exode de la population agricole; modalités pour résoudre le déficit; analyse des crédits; dépenses en capital; subventions d'équipement pour la formation professionnelle des adultes; situation de l'emploi* [5 novembre 1963] (p. 6418, 6419); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe « entrée en vigueur du présent article à partir du 15 septembre 1963 »* [6 décembre 1963] (p. 7715); *problème de la rétroactivité des lois* (p. 7715, 7716).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Absence de plan d'ensemble; caractère de l'action du Gouvernement; importance de l'aménagement du territoire; association à cette œuvre de la population française tout entière; importance des éléments quantitatifs et des éléments qualitatifs* [27 novembre 1963] (p. 7472, 7473).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi : *Manque de coordination entre les Ministères intéressés: Travail, Industrie, Education nationale, Services du Premier Ministre; action du F.A.S.A.S.A.; organisations professionnelles devant conserver leur autonomie de gestion; double mission du Fonds: redresser les situations compromises et préparer les conversions nécessaires; nécessité d'adapter*

l'homme au travail [28 novembre 1963] (p. 7538, 7539) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL, en qualité de *Rapporteur : Présentation de son rapport ; problème des salaires, de l'emploi et de la sécurité sociale ; intérêt d'établir des rapports étroits entre le Ministère du Travail et l'enseignement technique ; reclassement des travailleurs handicapés ; cas des mutilés dits « avant loi » ; déficit global de la sécurité sociale étant de l'ordre de 1 000 à 1 100 millions pour 1964 ; augmentation prévue pour 1965 ; atténuation de ce déficit par des mesures conjoncturelles ; régime de la sécurité sociale supportant des charges exorbitantes ; augmentation inéluctable des dépenses exigeant une solution au problème du financement ; extension de l'action sanitaire et sociale ; allocation de chômage ; mise en place et extension des instituts ou écoles de formation professionnelle des adultes F.P.A. ; Fonds national de l'emploi étant un complément tout naturel à la formation professionnelle des adultes ; problèmes de l'emploi dans l'avenir ; situation des handicapés physiques ; réalisation, exploitation et protection des ateliers spéciaux appelés « ateliers protégés » ; réalisation intéressante du point de vue matériel et du point de vue moral ; Ministère des Finances continuant à rester, au regard du Ministère du Travail, le grand ministère d'où dépendent la plupart de ces crédits* [20 octobre 1964] (p. 3410 à 3412) ; *activités de main-d'œuvre jouissant d'un traitement à part lors de l'application de la refonte du régime de financement de la sécurité sociale ; action sanitaire et sociale* (p. 3413) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Taux de croissance de 5 % ; amélioration de la productivité ; effort pour les catégories défavorisées ; équilibre importations-exportations ; priorité aux exportations provenant des activités de main-d'œuvre ; durée du travail ; aménagement du territoire ; question des rivages de l'Atlantique ; substituer à la formule de l'expansion dans la stabilité celle de l'équilibre par le mouvement* [24 novembre 1964] (p. 5560 à 5562) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 15 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa, à substituer aux mots : « 18 novembre 1964 » les mots : « 8 décembre 1964 »* [8 décembre 1964] (p. 5895) ;

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 27 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Amortissement des constructions et aménagements édifiés sur le sol d'autrui)* [12 mai 1965] (p. 1289) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 6 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 5 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 après les mots : « l'entreprise peut » à insérer les mots : « sur avis conforme du comité d'entreprise suivant les modalités prévues par l'article 15* bis *de la loi du 16 mai 1946 »* [29 juin 1965] (p. 2733) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 62 : *Ne pas intervenir dans des négociations internationales en cours ; coopération internationale* [13 octobre 1965] (p. 3601) ; TRAVAIL, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits d'équipement ; crédits de fonctionnement ; formation professionnelle des adultes ; accroissement du nombre des stagiaires et celui des moniteurs ; Fonds national de l'emploi ; problème financier de la sécurité sociale ; assurances sociales ; cas des salariés agricoles ; accidents du travail ; prestations familiales ; allocations servies aux familles et aux personnes âgées ; progression des cotisations pour les assurances sociales ; évolution du régime des prestations familiales ; équilibre financier de la sécurité sociale ; cas des travailleurs indépendants ; main-d'œuvre féminine ; zones de salaire ; organisation moderne du travail ; rôle d'innovation et d'entraînement du Ministère* (p. 3602 à 3604) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 50 : *Dispositions transitoires* [22 décembre 1965] (p. 5059) ; SECONDE DÉLIBÉRATION : ses explications de vote : *Situation des commerçants ; cas des commerçants soumis au régime du forfait* (p. 5073) ;

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer aux mots : « ou commerciales... », les mots : « ... commerciales ou artisanales... »* [21 avril 1966]

(p. 858); *possibilité d'étendre les dispositions de cet article à l'artisanat* (p. 858);

— du projet de loi relatif à l'assurance-maladie et à l'assurance-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, en qualité de *Rapporteur pour avis: Originalité du texte; autonomie de contrôle et de gestion; ses observations sur les organismes d'exécution; duplication des valeurs entre les prestations obligatoires et les prestations particulières; problème fiscal; cotisation pour les prestations obligatoires; solidarité entre les groupes des non-salariés non agricoles; notion d'activité principale* [9 juin 1966] (p. 1827, 1828); Art. 4 : *Son amendement tendant après les mots: « à l'origine des soins » à insérer les mots: « ou au moins à la date du premier acte médical »* (p. 1855); Art. 7 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Fagot tendant à compléter le premier alinéa de cet amendement par les mots: « ou à compter d'une durée d'hospitalisation fixée par décret »* (p. 1858); Art. 12 : *Son sous-amendement tendant à substituer au mot « professions » les mots: « catégories de personnes affiliées »* (p. 1865); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots: « sur proposition des organisations professionnelles les plus représentatives »* (p. 1866); Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter cet article par deux nouveaux alinéas (Personnes concernées par l'article premier)* (p. 1868); *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Fagot par un nouvel alinéa (Election des représentants)* (p. 1869); Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés)* (p. 1869); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots: « arrêté interministériel » à ajouter les mots: « sur proposition des organisations professionnelles les plus représentatives »* (p. 1870); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Division du conseil d'administration en sections)* (p. 1871); Art. 16 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Règles de fonctionnement et de gestion des caisses)* (p. 1871); Art. 20 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Opérations financières relatives à la présente loi)* (p. 1873); *son amendement tendant après les mots: « caisse nationale » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet article: « à la Banque de France. Ce compte est géré conformément aux prescriptions du Code de la mutualité »* (p. 1873); Art. 25 : *Son amendement tendant après les mots: « par arrêté interministériel » à rédiger comme suit la fin de cet article: « après avis des organisations professionnelles les plus représentatives des groupes de professions »* (p. 1875); Art. 32 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Primes afférentes aux risques qui ne sont plus assurés)* (p. 1875); *dénonciation de contrat d'assurance* (p. 1875); Art. 33 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots: « pris après consultation » à insérer les mots: « des organisations professionnelles les plus représentatives et... »* (p. 1876); Articles additionnels : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Boulin à supprimer les deuxième et troisième alinéas du paragraphe premier* (p. 1878);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur spécial: Ses observations sur le budget de fonctionnement; dépenses en capital; politique sociale du Gouvernement; loi relative à l'assurance obligatoire des travailleurs non salariés non agricoles; formation professionnelle et promotion sociale; nécessité d'éviter les doubles emplois entre les instituts universitaires de technologie et les centres créés par le Conservatoire national des arts et métiers; rôle du Fonds national de l'emploi; équilibre de la sécurité sociale; refonte du régime des prestations; accroissement des ressources; cotisation patronale; Fonds national de la formation professionnelle et de la promotion sociale; Fonds national de l'emploi; déficit de la sécurité sociale; développement des prestations de l'assurance maladie; augmentation des remboursements sans ticket modérateur; augmentation du nombre des pensionnés de vieillesse par rapport à celui des personnes actives; suppression des abattements de zones; organisation du travail* [19 octobre 1966] (p. 3574 à 3576);

— en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Incertitudes des chambres de métiers; subventions accordées aux écoles entretenues par les chambres de métiers; rôle des*

instituts universitaires de technologie; problème du recyclage; rôle du Conservatoire des arts et métiers [18 novembre 1966] (p. 4698, 4699);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Formation professionnelle et promotion sociale; importance de la coopération; recherche fondamentale; importance de l'informatique; création d'un institut d'informatique; colloque de Caen; problème des sciences humaines* [30 novembre 1966] (p. 5100, 5101).

BOISSON (M. Louis), *Député de la Seine-Maritime, 9e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TOURISME : *Résultat des travaux du Congrès national des activités touristiques françaises de Biarritz; vœux exprimés à cette occasion; mesures à prendre dans le domaine fiscal; amélioration des conditions de prêts pour modernisation; problèmes du thermalisme; publication souhaitable du statut des stations classées; représentation du Syndicat des casinos autorisée au sein des commissions du Plan ; faiblesse des moyens mis à la disposition de l'administration du tourisme; augmentation de la durée des vacances scolaires et leur rétablissement à des dates fixes; problème de la région de Dieppe et du Tréport; aménagement des routes nationales 15 et 1; amélioration des transports ferroviaires entre Paris et Le Tréport; pont tournant du port; coordination souhaitable des différentes activités ministérielles concernant le tourisme* [16 janvier 1963] (p. 923, 924).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat chargé du Tourisme, une question orale sans débat, relative à la création d'un Fonds national de vacances [12 juillet 1963] (p. 4132, 4133).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Augmentation du tarif; cadence du travail* [23 octobre 1963] (p. 5442); *nécessité de sauver la pêche artisanale; problème de la baisse du trafic* [24 octobre 1963] (p. 5495, 5496); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Détaxation de l'essence consommée par les étrangers; retard de la France en matière de tourisme; organisation de la profession hôtelière; augmentation des facilités de crédits; classement national; aménagement du régime fiscal des casinos; création d'un Fonds national de vacances; amélioration des liaisons ferroviaires* [28 octobre 1963] (p. 5725, 5726, 5727);

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, Art. 1er : *Position du groupe socialiste; précisions sur les attributions, la composition et le fonctionnement des commissions paritaires prévues au premier alinéa de l'article premier* [17 juin 1964] (p. 1982);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Nécessité d'une politique touristique; situation de la balance du tourisme; donner aux Français le goût de mieux connaître leur pays; diversité de nos richesses régionales; aménagement des charges sociales; étalement des vacances; réforme des finances locales; aménagement de la région Languedoc-Roussillon; projet de création d'un Fonds national de vacances; crédits affectés à l'équipement culturel et social; problème des stations thermales* [11 octobre 1965] (p. 3491 à 3493);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Insuffisances de l'équipement; fonctionnement de l'administration des postes et télécommunications; nombre des agents d'exploitation; constitution d'un corps des contrôleurs;*

grade de receveur de quatrième classe; nombre des contrôleurs des postes et télécommunications [19 octobre 1966] (p. 3551, 3552); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Importance de la publicité en matière de tourisme; rôle du bureau national des renseignements touristiques; équipement culturel et social; augmentation du nombre des étrangers venant en France; solde de la balance touristique; rôle de l'O.R.T.F.; révision et simplification du classement des stations; répartition du produit des jeux entre l'Etat et les communes; aménagement des charges sociales et fiscales pesant sur l'hôtellerie; blocage des prix; étalement des vacances; prime de congé hors saison; location à « l'unité semaine »* [21 octobre 1966] (p. 3697 à 3699); *aide du Fonds d'action sociale; camping; cas de la ville du Tréport; tourisme social; villages familiaux de vacances; problèmes de la Haute-Normandie; équipement touristique de la France* (p. 3699, 3700).

BONNET (M. Christian), *Député du Morbihan, 2e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 janvier 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 4, Affaires étrangères, relations culturelles et coopération technique, **n° 25** [18 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 3, Affaires étrangères, Relations culturelles et coopération technique, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : Annexe n° 27, Travaux publics et Transports. III. - Marine marchande, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1838) relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de la Seyne [26 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : Annexe n° 19, Equipement. V. - Marine marchande, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 2 : *Augmentation de la consommation de whisky en France; absence d'un véritable danger de mesures de rétorsion; intérêt d'une taxation du whisky* [18 décembre 1962] (p. 90); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, MARINE MARCHANDE : *Crise dans les constructions navales; réduction de l'aide à la construction navale; crise des frets; maintien à son niveau antérieur de la subvention à la Compagnie générale transatlantique; reprise de la ligne de l'Amérique du Sud par les Messageries maritimes; industrie des pêches; concurrence étrangère dans ce domaine; extension de l'aide aux bateaux de moins de 50 tonneaux; aménagement de la politique du crédit maritime; taxe sur les carburants maritimes; plafonnement de la raie; soutien à l'investissement; aide à l'exploitation dans le domaine de la pêche; personnel de l'administration centrale de la Marine marchande; problème des pensions des marins; exclusion du bénéfice de la promotion sociale pour les officiers mécaniciens de 3e classe et motoristes; situation des veuves; pensionnés des petites catégories; transformations révolution-*

naires que subit actuellement la marine; conséquences de la baisse d'activité des chantiers navals pour les régions où ceux-ci se trouvent; manque d'intérêt du pays pour les activités marines [16 janvier 1963] (p. 906 à 908); EDUCATION NATIONALE : *Problème de la date des congés scolaires; situation de la Bretagne à cet égard; urgence d'une décision à prendre en ce domaine* [19 janvier 1963] (p. 1221, 1222); AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARA : *Paiement des traitements des instituteurs français restés en Algérie; notion de « biens vacants »; promesses faites aux Algériens ayant servi dans l'armée française* [21 janvier 1963] (p. 1413); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Problème des professeurs français à l'étranger; priorité à établir en matière d'action culturelle et de coopération technique; reconversion souhaitable des tâches de la représentation française à l'étranger; insuffisance des crédits accordés au Fonds culturel et à l'Alliance française; problème des bourses aux étudiants étrangers ; non-concordance entre le IVe Plan et le Plan d'expansion culturelle; multiplicité des services s'occupant d'action culturelle à l'étranger* [24 janvier 1963] (p. 1623);

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi nº 63-23 du 15 janvier 1963 limitant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Menaces exprimées à l'égard des parlementaires dans un certain nombre de lettres; inconvénients de la procédure adoptée pour juger les auteurs de l'attentat du Petit-Clamart; commentaires exprimés à ce sujet dans certains pays étrangers; défense des principes essentiels du droit français* [13 février 1963] (p. 2122, 2123).

Prend part au débat sur une déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Problème des critères d'attribution des bourses; questions relatives à l'étalement des congés; intérêt d'un étalement rationnel des vacances* [21 juin 1963] (p. 3819).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Absence regrettable de crédits pour le Fonds culturel; problème de la diffusion des livres français à l'étranger* [19 juillet 1963] (p. 4351);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits affectés aux relations culturelles et à la coopération technique; harmonisation des actions dans le domaine culturel et économique; tâches d'enseignement; stagnation des crédits affectés à l'exportation des livres; absence d'une définition claire des objectifs culturels* [29 octobre 1963] (p. 5853, 5854); AFFAIRES CULTURELLES : *Augmentation des crédits destinés aux théâtres nationaux; détresse des théâtres privés; allégements fiscaux; procéder au sauvetage du théâtre privé* [9 novembre 1963] (p. 7079).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Situation défavorable des habitants des îles; abaissement des tarifs de transport; création d'une prime d'insularité; effort d'équipement touristique; création d'une véritable zone franche* [27 novembre 1963] (p. 7505, 7506).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative aux modalités de l'élection du Président de la République au suffrage universel [29 novembre 1963] (p. 7574, 7575, 7576).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 12 : *Son amendement (Modification de l'article 1561 du Code général des impôts); allégement de la fiscalité du théâtre; franchise des quarante premières représentations* [10 décembre 1963] (p. 7774);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, Art. 1er : *Conditions de la présente discussion; principes de l'économie contractuelle ; caractère individuel des contrats; procédure employée par l'extension des conventions collectives du secteur industriel; concilier l'application de la proposition de loi avec les obligations de la politique agricole commune* [12 décembre 1963] (p. 7869); *action de l'Etat et du F.O.R.M.A.* (p. 7873) ; Art. 13 : *Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du texte, après les mots « sont financées » à insérer les mots « par les parties contractantes »* (p. 7881).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative à l'assurance vieillesse agricole [10 avril 1964] (p. 720, 721).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles : *Interprétation de l'alinéa de l'article premier selon lequel: « Les accords interprofessionnels à long terme ne peuvent être conclus sans la participation des organisations représentatives de la coopération agricole »; suppression de l'adverbe « éventuellement » réclamée par les industries privées de type classique et par les industries de type coopératif* [4 juin 1964] (p. 1616, 1617); Art. 7 : *Ne pas bloquer, dès le départ, toute procédure d'extension* (p. 1632);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Progrès réalisés en matière d'étalement des vacances; passer d'une politique de persuasion à une politique d'incitation, voire de contrainte; intentions du Gouvernement; dégradation de certains sites consécutive à la création de certaines routes touristiques* [21 octobre 1964] (p. 3512); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *Crises de l'armement naval; efforts conjugués des chargeurs, des syndicats, des armateurs et des pouvoirs publics; modernisation, regroupement, investissements nouveaux; politique étrangère à l'échelle des continents; nécessité d'une marine marchande puissante* [23 octobre 1964] (p. 3861, 3862); EDUCATION NATIONALE : *Problèmes de l'instruction; débouchés offerts par la marine; enseignement technique; achèvement du lycée de Lorient commencé il y a douze ans; carence du Gouvernement* [29 octobre 1964] (p. 4135, 4136); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation actuelle de l'agriculture posant un problème économique, social, humain et non pas politique; angoisse des agriculteurs* [5 novembre 1964] (p. 4716); AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Son amendement tendant à augmenter de 95 millions de francs le montant des réductions de crédits* [7 novembre 1964] (p. 4978); *suppression de l'aide « libre »; supériorité économique de l'aide « liée »; problème du règlement des dommages matériels survenus avant le 1er juillet 1962; situation des entreprises françaises qui ont créé des filiales en Algérie* (p. 4978); *aide « libre » n'étant pas compatible avec les spoliations* (p. 4979); AFFAIRES CULTURELLES : *Préservation et mise en valeur du patrimoine artistique de la France; ne pas massacrer nos sites par les actions de certains « technocrates du macadam »; action culturelle en milieu rural; aménagement de la fiscalité pour les théâtres privés; interprétation moins restrictive des mesures d'aide, notamment de la franchise des trente premiers spectacles* [7 novembre 1964] (p. 5001, 5002);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 14 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement par les mots: « et les apéritifs à base de vin »* [25 juin 1965] (p. 2501); Art. 25 : *Son sous-amendement tendant après le premier alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement à insérer le nouvel alinéa suivant: « A 50 francs pour les vins ou moûts entrant dans la composition des apéritifs à base de vin »* (p. 2530); En deuxième lecture, Art. 6 : *Portée du texte concernant les transports maritimes et les opérations portuaires; exonération pour les transports de marchandises entre la France continentale et la Corse; situation des îles d'Ouessant jusqu'à Ré en passant par Groix et Belle-Ile* [21 décembre 1965] (p. 5010); Art. 8 : *Son sous-amendement tendant à insérer le paragraphe 4° bis suivant : « Les opérations de vente, de commission et de courtage des produits de la pêche maritime commercialisés à l'état frais ou par un procédé frigorifique par les mareyeurs et faites à des revendeurs »* (p. 5015); *ses observations sur le mareyage et les pêches maritimes* (p. 5016); Art. 16 : *Problème du butoir; producteurs d'énergie électrique; cas de l'Allemagne* [22 décembre 1965] (p. 5035, 5036);

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement : *Situation de certains fonctionnaires occupant un logement de fonction* [25 juin 1965] (p. 2513);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur spécial: Reconversion des chantiers navals; construction navale; armement au commerce; pêches maritimes; politique de soutien conditionnée par une restructuration de la profession; flotte japonaise; avenir de la flotte*

française; menace de la flotte américaine, des flottes de complaisance et de la flotte soviétique; secteur des pêches maritimes; animation des régions de l'Ouest; caractère modeste du budget de la Marine marchande [12 octobre 1965] (p. 3508, 3509); *ses observations sur les paroles de M. Laudrin: article de « La Liberté du Morbihan »* (p. 3509); AFFAIRES CULTURELLES : *Maisons de la culture; théâtre de l'Est parisien; ses observations sur les programmes; situation des théâtres privés; Fonds de soutien au théâtre privé; allégement de la fiscalité* [14 octobre 1965] (p. 3650); EDUCATION NATIONALE : *Situation des responsables des collèges d'enseignement technique; classement des académies de Rennes et de Nantes dans la zone B* [18 octobre 1965] (p. 3830); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Réduction des tâches de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre; pertes humaines dans les départements de l'Ouest lors des guerres de 1914-1918 et de 1939-1945; cas des départements du Morbihan et du Finistère; fonctionnement du service départemental de l'Office des anciens combattants du Morbihan* [26 octobre 1965] (p. 4141, 4142); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Effort accompli dans le domaine des bourses en faveur des agriculteurs; avantages réservés aux personnes âgées; indemnité viagère de départ* [28 octobre 1965] (p. 4309).

Mise au point au sujet du vote de M. Joseph Charvet, lors du scrutin sur l'ensemble du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [23 décembre 1965] (p. 5098).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne, en qualité de *Rapporteur: Niveau de l'emploi; situation des forges et chantiers de la Méditerranée; assise de la nouvelle société; problème du plan financier; cas de la région du Havre* [2 juin 1966] (p. 1649, 1650); Art. 3 : *Son amendement tendant avant le mot: « société » à insérer le mot « nouvelle »* (p. 1658); *ses observations sur son amendement* (p. 1658);

— du projet de loi relatif au régime de pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance : *Distorsion entre les salaires réels et les salaires forfaitaires; rapport de la Commission Forner; problème du détachement de la sous-direction de l'administration générale; écart entre les prospérités économiques de différentes régions; politique de la pêche* [7 juin 1966] (p. 1753, 1754).

Est entendu sur l'ordre du jour [22 juin 1966] (p. 2230).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Inconvénients du maintien des abattements de zones de salaires; politique sociale; cas du département du Morbihan; situation des cheminots de Lorient; problème des veuves qui ont perdu leur mari jeunes à la suite d'une maladie et non d'un accident du travail* [20 octobre 1966] (p. 3614); EQUIPEMENT - MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur spécial: Situation de la construction navale; objectifs du Ve Plan; montant de l'aide au cabotage; interprétation des Conventions de 1948 avec la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes; construction navale; politique des pêches; suppression de la taxe sur les carburants; situation des départements de l'Ouest de la France; développement du marché du poisson; amélioration du sort du personnel; crédits des services de l'inscription maritime; nécessité de créer un département ministériel de la mer et des marins* [21 octobre 1966] (p. 3736, 3737); AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur « Les Paravents »; rôle du Théâtre de France* [27 octobre 1966] (p. 3979, 3980); *son amendement tendant à réduire de 270 000 francs le montant du crédit inscrit au titre III de l'Etat B* (p. 3990); *ses observations sur la pièce de M. Jean Genet* (p. 3990);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 33 : *Problème des abattoirs* [1er décembre 1966] (p. 5169); Art. 34 : *Déficit de la S.N.C.F.; ses observations sur la taxe d'aéroport* (p. 5171); Art. 35 : *Prime de modernisation des cargos de ligne; « plan Morin »* (p. 5173).

BONNET (M. Georges), *Député de la Dordogne, 3e circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 janvier 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 3, Affaires étrangères, **n° 25**, [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 2, Affaires étrangères, **n° 568**, [9 octobre 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARA : *Inquiétudes soulevées par l'envoi de recrues en Algérie; afflux des Musulmans algériens vers la France; dangers économiques, sociaux, politiques, que représente cette immigration; existence de camps de concentration en Algérie; aide financière à l'Algérie; poids que représente cette aide pour l'économie française* [21 janvier 1963] (p. 1414, 1415); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Caractéristiques de l'évolution de la situation internationale au cours de l'année 1962; problème de Cuba, de l'Inde et de Berlin; désaccord entre les puissances occidentales; rôle de la France vis-à-vis des pays devenus indépendants; problème de la répartition des tâches entre le Ministère des Affaires étrangères et les autres départements ministériels; augmentation du présent budget par rapport à celui de 1962; remise en ordre des effectifs des services centraux; augmentation des conférences de perfectionnement en matière de langues; aménagement des services diplomatiques à l'étranger; création de nouvelles ambassades; hausse du coût de la vie dans les pays étrangers; sécurité de nos postes à l'étranger; dépenses de la Commission internationale de contrôle du cessez-le-feu en Indochine; participation de la France aux dépenses de fonctionnement de l'école marocaine de pilotage de Marrakech; participations françaises aux dépenses d'organismes internationaux (Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes); plan Mac-Govern en faveur des pays sous-développés; contribution française au Fonds des Nations unies pour les secours aux réfugiés; installation de chancelleries dans les pays étrangers récemment indépendants; opérations mobilières entreprises dans différents pays (construction d'une nouvelle chancellerie soviétique à Paris); situation des Français ayant dû quitter l'Afrique du Nord et la Guinée* [24 janvier 1963] (p. 1620 à 1623);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Caractère insuffisant des dispositions concernant la politique commerciale; dangers présentés par l'article 10; absence de toute disposition relative aux dépenses militaires; différence existant entre la politique financière actuelle et celle préconisée par MM. Pinay, Baumgartner et Rueff; récentes augmentations du tabac; déclin de l'autofinancement des entreprises françaises; rétablissement du demi-décime; caractère étonnant de certaines économies proposées; problèmes posés par le gold exchange standard; poids des subventions accordées à certains pays étrangers* [28 mai 1963] (p. 3056, 3057); Art. 19 : *Nécessité d'opérer des économies sur les budgets de l'Algérie, de la Coopération et des Armées; évolution de la récente politique de M. Ben Bella; diminution nécessaire des dépenses militaires* [29 mai 1963] (p. 3110, 3111); Art. 19 : *Son amendement (Augmentation des économies proposées)* (p. 3112).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux calamités atmosphériques [25 octobre 1963] (p. 5673, 5678, 5680).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Accords d'Evian; problème de la coopération; garantie pour la sécurité des personnes et des biens; départ des Français; problèmes posés par la nationalisation; investissements; objet de l'aide* [28 octobre 1963] (p. 5742, 5743); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial: Augmentation des crédits des services diplomatiques; contributions françaises aux organismes internationaux; reprise des rela-*

tions diplomatiques avec les pays du Moyen-Orient ; aide militaire à certains pays étrangers ; accords franco-guinéens ; fonctionnement des commissions de répartition concernant les biens français nationalisés dans les pays de l'Est européen [29 octobre 1963] (p. 5849, 5850, 5851) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Publicité particulière donnée au budget de 1965 en le présentant à l'opinion ; discours important du Ministre des Finances le 14 octobre 1964 ; mérites de son budget exceptionnel ; absence d'impasse ; dépenses du budget restant financées par des prêts de l'Etat, comme pour les H.L.M. ou d'autres prêts garantis par lui ; financement des investissements ; problème du chômage ; attitude des syndicats ; situation de la bourse ; situation du marché financier ; redonner confiance au Français moyen ; dépenses budgétaires augmentant plus vite que le revenu national ; dégrèvements fiscaux ; allocations de vieillesse n'ayant pas le niveau fixé par la Commission Laroque ; collectivités locales voyant leur situation empirer ; réduction des possibilités d'emprunt et de l'aide de l'Etat ; diminution de l'activité économique ; déficit du commerce extérieur ; hausse des tarifs des entreprises nationalisées, Electricité de France, S.N.C.F. et tarifs postaux* [15 octobre 1964] (p. 3217 à 3219) ; *tarifs de l'électricité augmentés dans le courant de l'année 1964 ; son augmentation de 7,5 % et son augmentation de 10 % à la fin de l'année* (p. 3219) ; *ajustements concernant les tarifs des entreprises nationalisées ; investissements de l'économie française ; caractère illusoire des dégrèvements fiscaux ; aide limitée à l'expansion ; problème de l'inflation ; budget comptable méconnaissant totalement la volonté nationale de progrès économique* (p. 3220) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Promesses faites aux agriculteurs français expropriés ; Gouvernement n'ayant pas le droit de se décharger sur le Gouvernement algérien de ses propres responsabilités ; emprunt de 5 % émis avec la garantie de la France* [7 novembre 1964] (p. 4975, 4976) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Caractère hâtif du débat ; avenir économique et politique de la France ; intérêts matériels des Français ; investissements français dans le sous-sol saharien ; prix du pétrole ; producteurs étant obligés de payer un impôt de 55 % ; crainte de voir l'industrie française obligée d'acheter de l'énergie à un taux trop élevé ; zone franc ; dépenses résultant de l'envoi de fonctionnaires ; association coopérative ; accords d'Evian ; largesses faites à l'Algérie ; coopération entre l'Algérie et la France* [14 octobre 1965] (p. 3673, 3674).

BORD (M. André), *Député du Bas-Rhin, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 janvier 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (*3e* Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966].

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 8 février 1966, de son mandat de député (*J. O.* du 10 février 1966, p. 1162).

Ses fonctions de Secrétaire d'Etat à l'Intérieur cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du *1er* avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou.)

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632).

Est élu représentant de la France au Parlement Européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

Interventions :

En qualité de Député :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963,

EDUCATION NATIONALE : *Démocratisation nécessaire de l'éducation nationale; sous-administration de ce secteur; renforcement souhaitable de la décentralisation administrative; revalorisation de la fonction enseignante; augmentation des traitements de début; problème de la prime de recherche; accélération de la mise en place des cycles d'orientation; insuffisance des crédits mis à la disposition du Haut-Commissariat; partage des responsabilités entre le Ministre chargé des Affaires culturelles et le Ministre de l'Education nationale; insuffisance du recrutement en matière de maîtres d'éducation physique; préparation des jeux olympiques; réforme des structures des fédérations sportives; situation du professionnalisme dans le football ; limitation des saisons du championnat de football ; dérogation souhaitable aux règles fixées en la matière pour les ligues que les intempéries ont gênées; loi de programme d'équipement sportif scolaire; problème des concours de pronostics; avantages de cette solution* [19 janvier 1963] (p. 1259, 1260).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, une question orale, sans débat, relative au fonctionnement des fédérations sportives et à la formation des cadres : *Protestations des fédérations sportives contre la réforme de leur statut; problème du niveau de la participation française aux jeux olympiques, ; questions relatives au football professionnel; esprit nouveau qui doit régner dans le fonctionnement des fédérations sportives* [18 juillet 1963] (p. 4279).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème de la retraite anticipée des déportés et internés de la résistance; examen de certains dossiers d'anciens résistants réfractaires; cas des réfractaires; problème des Alsaciens et Mosellans incorporés dans l'armée allemande; problème du pécule des anciens combattants de la guerre de 1914-1918* [25 octobre 1963] (p. 5664, 5665, 5666); EDUCATION NATIONALE : *Recherche scientifique; sort des étudiants; présentation, sous forme de fascicule séparé, de matières relevant du Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports; calcul des normes des salles de gymnastique; création de jeux européens et d'équipes sportives de l'Europe des Six* [6 novembre 1963] (p. 6588, 6589, 6590);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES CULTURELLES : *Insuffisance de la croissance des crédits consacrés à la musique; nécessité de définir une véritable politique d'action musicale* [14 octobre 1965] (p. 3650); EDUCATION NATIONALE : *Création de postes d'enseignants; enseignement de la musique dans les écoles primaires et secondaires; problème du sport; rôle du colonel Crespin; enseignement de l'éducation physique et sportive; ses observations sur les moniteurs itinérants; office des sports de la ville de Strasbourg; augmentation des crédits de matériel et d'entretien; rôle de l'association sportive scolaire et universitaire (A.S.S.U.); sport dans l'armée; football français; difficultés financières des clubs; fiscalité du sport; possibilité d'exonérer de toutes charges fiscales certaines opérations à caractère social ou philanthropique; organisation des jeux européens; litige entre la Ligue française des Auberges de Jeunesse et la Fédération unie des Auberges de jeunesse* [18 octobre 1965] (p. 3813 à 3815); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Levée de la forclusion pour la demande de carte de déporté et interné de la Résistance; règlement du paiement du pécule des prisonniers de la guerre de 1914-1918 aux Alsaciens et Mosellans; attribution de la carte de personne contrainte au travail, aux requis du Reichsarbeitsdienst; reconnaissance par l'Allemagne fédérale des incorporés de force et des patriotes résistants à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle comme victimes du nazisme; problème des expulsés et des rapatriés; attribution du titre de réfractaire aux Alsaciens et Mosellans qui se sont soustraits à l'incorporation de force avant la date effective de l'appel; problème des bonifications; réunion d'une commission mixte* [26 octobre 1965] (p. 4135, 4136);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Promotion d'une Europe économique; régionalisation du Plan; cas de l'Alsace; disparition progressive des protections douanières; économie alsacienne; cas de Strasbourg; construction de logements; axe Mer du Nord-Méditerranée; progrès économique et social* [4 novembre 1965] (p. 4480 à 4482);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre finan-

cier, Art. 6 : *Cas des ports fluviaux périphériques, notamment celui de Strasbourg; égalité de traitement entre les transports maritimes et les ports fluviaux à activité internationale* [21 décembre 1965] (p. 5011).

En qualité de Secrétaire d'État :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux opérations de déminage poursuivies par l'Etat : *Ses observations sur le rapport de M. Krieg; nombre de démineurs blessés en service; hommage rendu à ce corps d'élite* [5 mai 1966] (p. 1098).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Stabilité politique retrouvée; information des élus de la Nation; évolution des collectivités locales; leur transformation; conséquences des mouvements de population et de l'accroissement démographique; amélioration du niveau de vie; problèmes posés par l'urbanisation; rôle de l'Etat; problèmes financiers; harmonisation entre l'accroissement du revenu individuel et le développement des investissements collectifs; politique d'aménagement du territoire; importance des équipements collectifs; collectivités locales étant désormais des entreprises de services publics; rapports entre l'Etat et les collectivités; questions financières; proportion des subventions dans le financement des équipements; importance de l'emprunt; création de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales; autofinancement; réforme de la fiscalité indirecte; fiscalité directe étant fondée sur la valeur locative des immeubles et des outillages; problèmes administratifs; crise de recrutement du personnel; problème des structures; association des communes; rôle des collectivités dans la Nation* [17 mai 1966] (p. 1302 à 1305).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne : *Possibilité de suspendre la séance en attendant le Ministre des Finances* [2 juin 1966] (p. 1655);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Delachenal* [16 juin 1966] (p. 2113); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* (p. 2113); Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gaudin* (p. 2114, 2115); Art. 10 : *Enlèvement des rémanents dans les coupes après exploitation étant indispensable pour lutter contre l'extension des sinistres; situation des forêts domaniales* (p. 2116);

— en deuxième lecture, du projet de loi complétant l'article 98 du Code de l'administration communale et relatif aux pouvoirs de police conférés aux maires en matière de circulation : *Application du nouvel article 98 du Code de l'administration aux départements du Rhin et de la Moselle* [17 juin 1966] (p. 2144);

— du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées : *Ses observations sur le rapport de M. Vallon* [23 juin 1966] (p. 2267); Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Jaillon* (p. 2268);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi étendant à certains territoires d'outremer les dispositions du Code du travail maritime, Art. 1er et 2 : *Ses observations sur les amendements de M. Flornoy* [28 juin 1966] (p. 2431).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif aux parts de fondateurs* [28 juin 1966] (p. 2431).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Isolement respectif des communes; ses observations sur les agglomérations multicommunales; inadaptation des structures existantes; inégalités nées de la disparité des situations financières; cas des communes-dortoirs; charge des investissements; choix entre la fusion et l'association; rôle traditionnel des communes; ses observations sur les métropoles d'équilibre; construction et fonctionnement d'équipements collectifs; agglomérations de plus de cent mille habitants devant se transformer d'elles-mêmes en communautés urbaines; ses observations sur les limites, le conseil, les finances et le personnel des futures communautés urbaines; définition d'une communauté urbaine; avis des assemblées locales; limites de la future communauté urbaine de l'agglomération lyonnaise; administration de*

la communauté; répartition des sièges du conseil; représentation des communes et des populations; création de secteurs; consultation des communes; ressources des communautés; personnel de la communauté; ses observations sur les communes, dites « satellites »; réserves foncières des communes [7 octobre 1966] (p. 3215, 3219); *nécessité de rejeter la question préalable* (p. 3219, 3220); *ses observations sur les paroles de divers orateurs dans la discussion générale; expériences étrangères en matière de regroupement de communes; consultation des élus; limites du département du Rhône; unification des zones de salaires sur le territoire des communautés urbaines; problème des personnels communautaires; voirie communale; situation de la régie de distribution d'électricité de Tourcoing; suppression des distributions du gaz et de l'électricité de la liste des compétences transférables; transfert des immeubles et meubles faisant partie du domaine public; difficultés financières des collectivités locales; réforme de la fiscalité directe locale; taxe d'équipement; rationalisation de l'action communale* [11 octobre 1966] (p. 3258 à 3260); *ses observations contre la motion de renvoi; travail effectué par la Commission des lois* (p. 3264); avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 3266); Art. 1er : *Constitution prioritaire de communautés urbaines dans les quatre métropoles d'équilibre de Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg; communauté urbaine étant un établissement public* (p. 3267); *problèmes posés par le développement urbain* (p. 3268); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Achille Fould* [11 octobre 1966] (p. 3276); *équipement et entretien des zones d'aménagement concerté* (p. 3277); *transfert de la voirie à la communauté* (p. 3280); *maintien des organismes existants* (p. 3280); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Chapuis* (p. 3281); après l'Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann et les sous-amendements déposés à cet amendement* (p. 3284); Art. 5 : *Consultation des conseils municipaux* (p. 3285); *publicité des enquêtes* (p. 3285); Art. 6 : *Son amendement tendant après les mots : « voies communales » à rédiger ainsi le cinquième alinéa de cet article : « ainsi que la liste des équipements énumérés à l'article 4 pris en charge par la communauté »* (p. 3286); *enquête sur les équipements énumérés à l'article 4* (p. 3286); Art. 7 : *Consultation des conseils municipaux au cours de l'enquête* (p. 3288); Art. 8 : *Groupements internationaux à vocations multiples* (p. 3289); Art. 12 : *Possibilité pour des communes de faire appel au concours des prestataires de services par des contrats de longue durée* (p. 3290); Art. 13 : *Ses observations sur les paroles de M. Zimmermann* (p. 3293); *libre choix du conseil municipal pour la désignation de ses délégués* (p. 3294); après l'Art. 15 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Consultation par le Conseil de communauté des maires des communes non directement représentées sur les affaires les concernant spécialement et obligatoirement sur le projet de budget)* (p. 3296, 3297); Art. 17 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Zimmermann, à substituer aux mots : « au transfert définitif » les mots : « au plus tard un an après les transferts de compétences à la communauté au transfert définitif de propriété »* (p. 3299); *son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par les mots : « après avis d'une commission dont la composition sera fixée par arrêté du Ministre de l'Intérieur et qui comprendra notamment des maires et des conseillers généraux »* (p. 3299); Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Houël* (p. 3300); Art. 20 : *Rôle de la Commission nationale paritaire* (p. 3301); *statut général du personnel communal* (p. 3302); après l'Art. 20 : *Situation des personnels des communes composant la communauté* (p. 3302); *ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3303); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'amendement de M. Zimmermann (Contribution exceptionnelle de la communauté)* (p. 3303); *ses observations sur les paroles de M. Pflimlin* (p. 3304); Art. 21 : *Problème des finances locales* (p. 3305); *répartition des recettes* (p. 3306); Art. 33 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 3310); *ses observations sur les explications de vote* (p. 3311); en deuxième lecture : *Création par la loi de communautés urbaines dans les agglomérations de Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg; définition du nouvel établissement public; inadaptation des structures administratives; mode de répartition des sièges de la communauté urbaine; élection des membres du bureau; regroupement des communes hors quotient en*

secteurs électoraux; création de comités consultatifs de secteurs; ses observations sur les centimes et les patentes; assiette des impôts; réforme de la fiscalité directe; cas de la communauté urbaine Lille-Roubaix-Tourcoing; question de la représentation du conseil général au sein du conseil de communauté; éventualité de l'association à la communauté d'un comité économique et social; consultation de divers organismes compétents; intérêts des petites communes [17 novembre 1966] (p. 4637 à 4640); Art. 1er, après l'Art. 2 et Art. 3 : *Ses observations sur les amendements de M. Zimmermann* (p. 4640, 4641); Art. 4 : *Ses observations sur les sondages effectués dans la région de Bordeaux* (p. 4642); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le quatrième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann : « La liste des voies communales et les parcs de stationnement ainsi que la liste provisoire des équipements affectés à la communauté avant le transfert définitif suivant la procédure prévue à l'article 17 ci-après »* (p. 4643); *périmètre de l'agglomération* (p. 4643); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann, à substituer aux mots : « le cas échéant, dans le respect de la règle de majorité qualifiée prévue à l'article 2 » les mots : « compte tenu de la règle de majorité fixée à l'article 2 »* (p. 4643); Art. 6 *bis : Cas de Bordeaux* (p. 4644); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article* (p. 4645); *problème du maintien des syndicats et districts; échelonnement dans le temps des transferts de compétences* (p. 4645); Art. 13 : *Ses observations sur la désignation ès-qualités d'un membre du conseil général; désignation d'un conseiller général par l'assemblée départementale pour siéger à titre consultatif* (p. 4647); *ses observations sur les paroles de M. Pflimlin* (p. 4648) *et le rappel au Règlement de M. Zimmermann* (p. 4649); *poursuite du débat* (p. 4649); Art. 14 : *Problème de la démission des membres du bureau* (p. 4650); Art. 15 *ter : Création des comités consultatifs de secteur* (p. 4650, 4651); Art. 17 : *Problème des parts de marais* (p. 4651); Art. 20 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de cet article (Cas des personnels transférés à la communauté)* (p. 4652); *situation des agents affectés aux communautés* (p. 4652); *énumération des garanties accordées aux personnels* (p. 4652); Art. 20 *bis : Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 4653); *situation du personnel auxiliaire* (p. 4653); Art. 20 *quater : Calendrier des transferts* (p. 4653); Art. 30 *bis : Son amendement tendant à insérer entre le premier et le deuxième alinéa de cet article l'alinéa suivant : « Un décret en Conseil d'Etat peut créer d'office de semblables groupements, en déterminer les missions et fixer la composition du comité syndical »* (p. 4657); *cas des districts urbains* (p. 4657); *recrutement du personnel des groupements* (p. 4657); *ses observations sur les explications de vote des orateurs* (p. 4659); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines *: Composition du Conseil de communauté; secteurs électoraux; droit de vote plural; répartition de la taxe sur les salaires* [9 décembre 1966] (p. 5407); En troisième lecture : *Création par la loi des quatre premières communautés; composition du Conseil de communauté; formule du vote plural; Sénat désirant une création d'association de communes* [13 décembre 1966] (p. 5466, 5467); *produit de la taxe sur les salaires* (p. 5467); Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann : « des décrets, lorsque la communauté urbaine est créée par décret, des décrets en Conseil d'Etat dans les autres cas fixent... »* (p. 5468); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du paragraphe premier du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann : « Des décrets en Conseil d'Etat fixent pour chacune des agglomérations mentionnées à l'article 2* bis *: le siège de la communauté; la délimitation du périmètre de l'agglomération. Ces décrets sont pris après une enquête... »* (p. 5469); Art. 7 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Les décrets prévus au dernier alinéa de l'article 3 ci-dessus peuvent décider qu'il sera sursis temporairement au transfert d'une ou de plusieurs des compétences visées audit article pour certaines des communes composant la communauté »* (p. 5470); *date d'exercice des différentes compétences transférées* (p. 5470); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant, dans les 1er, 2e et 5e alinéas du paragraphe 4 de l'amendement de M. Zimmermann à suppri-*

mer les mots : « en son sein » (p. 5471) ; *choix des délégués par le conseil municipal* (p. 5471) ; *ses observations sur les explications de vote de M. Cassagne* (p. 5476) ; En quatrième et dernière lecture : *Création des quatre premières communautés urbaines dans les agglomérations de Lille, Lyon, Bordeaux et Strasbourg ; répartition des sièges au conseil pour les communautés de moins de cinquante communes ; désignation des conseillers de la communauté* [19 décembre 1966] (p. 5685, 5686) ;

— en deuxième, lecture du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : *Définition de la compétence du district de la région de Paris ; agence foncière et technique ; compétences du conseil d'administration du district ; ses observations sur le terme district de la région parisienne et celui de district de la région de Paris* [15 novembre 1966] (p. 4570) ; Art. A, 1er, 3 et 4 : *Ses observations sur les amendements de M. Fanton* (p. 4570 à 4572) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : *Accord intervenu entre le Sénat et l'Assemblée* [8 décembre 1966] (p. 5381) ;

— du projet de loi relatif aux élections cantonales : *Question du regroupement des élections non politiques ; pouvoirs des conseils généraux ; rôle des C.O.D.E.R. ; situation des collectivités locales* [16 novembre 1966] (p. 4609) ; Art. 1er : *Problème de la préparation des budgets ; cas des conseils généraux des nouveaux départements de la région de Paris* (p. 4610) ; après l'Art. 1er : *Situation des conseils généraux de Seine-banlieue* (p. 4611) ; *ses observations sur l'amendement de M. Barbet* (p. 4612) ; en deuxième lecture, Art. 1 *bis : Ses observations sur l'amendement de M. Fanton* [8 décembre 1966] (p. 5368) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Lepage, tendant à modifier l'article 62 du Code de l'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint, Article unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase de l'article 62 du Code de l'administration communale (Impossibilité pour les agents et employés des administrations financières du maire ou adjoint ; énumération des exceptions)* [8 décembre 1966] (p. 5369) ; *ses observations sur les techniciens géomètres* (p. 5369) ; *cas des agents des douanes* (p. 5370) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Sanson tendant à assimiler au bris de scellés tout détournement d'objets figurant à l'inventaire d'objets mis sous scellés par décision judiciaire : *Caractète de cette incrimination* [8 décembre 1966] (p. 5382) ; Article unique : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Il est inséré dans le Code pénal un article 252-1 nouveau : sera assimilé au bris de scellés et passible des mêmes peines tout détournement d'objets figurant au procès-verbal d'apposition des scellés »* (p. 5382) ; *objets figurant au procès-verbal d'apposition des scellés* (p. 5382).

Ses observations sur l'ordre du jour : *Discussion du projet élaboré par la Commission mixte paritaire sur le projet de loi sur les communautés urbaines* [8 décembre 1966] (p. 5385).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour [19 décembre 1966] (p. 5684).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1966] (p. 5710) ; en troisième et dernière lecture : *Ses observations sur ce texte* [21 décembre 1966] (p. 5734).

BORDAGE (M. Augustin), *Député des Deux-Sèvres, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) (Agriculture, enseignement agricole), **n° 2085** [18 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en troisième lecture, du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement : *Nombre des organismes habilités à recevoir l'épargne-logement; statut des caisses d'épargne* [30 juin 1965] (p. 2774);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Enseignement agricole; nombre des élèves suivant cet enseignement; ses observations sur les crédits de fonctionnement et les crédits d'équipement; crédit pour la vulgarisation; implantation des différents établissements d'enseignement agricole; objectifs du Ve Plan; problème des bourses; appréciation du revenu des agriculteurs; ramassage scolaire; aide aux établissements privés; coordination entre l'enseignement agricole et l'éducation nationale* [26 octobre 1966] (p. 3876, 3877); *crédits de vulgarisation agricole* [27 octobre 1966] (p. 3966).

BOROCCO (M. Edmond), *Député du Haut-Rhin, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 août 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 632).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [14 avril 1966] (p. 706).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963 AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Problème de Berlin; construction du mur en 1961; sa signification; leçons de l'affaire de Cuba; sentiments des populations de l'Allemagne de l'Ouest; conséquences d'une stabilisation définitive du communisme en Allemagne; reconnaissance éventuelle de la R.D.A.; ses conséquences; nécessité de voir accorder à l'Allemagne de l'Est le droit à l'autodétermination* [24 janvier 1963] (p. 1654, 1655).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la politique viticole : *Problème des doubles sucrages dans certaines régions viticoles d'Allemagne* [17 mai 1963] (p. 2990).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : *Importance pour les populations d'Alsace et de Lorraine du présent traité; souffrances endurées par ces populations durant l'occupation nazie; problème des incorporés de force; transformation de l'Allemagne depuis 1945; caractère complémentaire des mentalités française et allemande; rapports entre l'Alsace et la France depuis le XVIIe siècle* [13 juin 1963] (p. 3368 à 3370);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht* [25 octobre 1963] (p. 5666, 5667);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Difficultés particulières rencontrées par les agriculteurs des régions montagneuses; classer les hautes vallées en zones spéciales d'action rurale; mesures propres à développer l'agriculture, la sylviculture et le tourisme* [5 novembre 1964] (p. 4699, 4700);

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes : *Politique étrangère de la France; progrès de l'union de l'Europe; réunification de l'Allemagne; dossier des incorporés de force des départements d'Alsace et de Lorraine* [16 juin 1965] (p. 2192, 2193);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Cas des jeunes des provinces d'Alsace et de Moselle incorporés de force dans l'armée allemande; Accord de Paris du 14 janvier 1946; Accord de Londres du 27 février 1953* [20 octobre 1965] (p. 3910, 3911).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale sans débat relative à la sécurité de la circulation [2 décembre 1966] (p. 5206, 5208, 5209).

BOSCARY-MONSSERVIN (M. Roland), *Député de l'Aveyron, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [14 juin 1963] (p. 3428);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 44), modifiée par le Sénat, tendant à instituer un plan de chasse du grand gibier pour créer un nécessaire équilibre agro-sylvo-cynégétique, **n° 428** [5 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 285 rectifié) ratifiant le décret n° 62-867 du 28 juillet 1962 relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatoires établis conformément aux règlements arrêtés par le Conseil de la Communauté économique européenne, **n° 649** [13 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à maintenir au profit des exploitants agricoles victimes d'un accident du travail dans le cadre de l'entraide, le bénéfice du contrat d'assurance conclu par l'employeur pendant tout le temps pendant lequel la prime d'assurance a été perçue, **n° 976** [16 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 247) tendant à permettre l'interdiction totale de la vente de certaines espèces de gibier en voie de diminution ou menacées de disparition, **n° 1077** [2 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Art. 16 : *Son amendement (Durée de la garde à vue)* [4 janvier 1963] (p. 263, 264); *abus susceptibles d'être entraînés par la garde à vue; respect des libertés individuelles; distinction entre la situation normale et l'état d'urgence; contrôle nécessaire de la garde à vue; garde à vue dans les locaux soumis au contrôle de l'administration pénitentiaire* (p. 264); *contradiction existant entre l'amendement de M. Zimmermann et les déclarations du Gouvernement* (p. 268);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Grandes lignes de la politique agricole commune; problèmes que pose l'admission de la Grande-Bretagne au Marché commun; problème des prix; critères proposés par la Commission exécutive du Marché commun en matière de prix agricoles* [11 janvier 1963] (p. 650, 651).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problème de la parité entre les prix agricoles et les prix industriels; question du prix du lait; principes du Marché commun agricole; discussions relatives à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; problème des produits agricoles américains* [14 mai 1963] (p. 2885, 2886).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux prix agricoles français : *Discussions soulevées par la détermination du prix du lait; effondrement des cours des pommes de terre; montant de la prime de ramassage pour le lait; différents éléments constitutifs du prix de la pomme de terre; problèmes posés par le vin français; nécessité de veiller sur les clauses de sauvegarde en matière de politique agricole commune; cas de la viande de mouton; rapports existants entre le problème des structures et le problème des prix; offensive menée par les pays extérieurs au Marché commun; critères qui devront déterminer le niveau des prix agricoles dans le Marché commun (coût de revient, orientation, place dans le commerce international); discussions entre la France et l'Allemagne fédérale sur les prix agricoles* [5 juillet 1963] (p. 3910 à 3912); *signification de la politique agricole commune en matière de prix* (p. 3925).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'équilibre agro-sylvo-cynégétique, en qualité de *Rapporteur : Différentes méthodes pour assurer l'équilibre entre les grands animaux et les possibilités du territoire; limitation de la période de chasse; abattage d'un certain nombre d'animaux en fonction de l'ensemble du cheptel; contenu de la présente proposition de loi; modifications apportées par le Sénat; exclusion du plan de chasse des grands et petits tétras; sanctions à prévoir pour les responsables de l'abattage* [16 juillet 1963] (p. 4167).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, avec débat, relative à l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité : *Nécessité de relever le plafond des ressources auquel est subordonné le paiement d'allocations supplémentaires; publication du décret du 6 septembre 1963, incluant la retraite complémentaire dans le calcul des ressources; cas des mutilés et des invalides de guerre; cas des agriculteurs ne continuant pas à exploiter leurs fonds* [11 octobre 1963] (p. 5148, 5149, 5150, 5155).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Création d'un fonds spécial; discrimination pour la carte d'anciens combattants; problème des cheminots, anciens combattants; rapport constant* [25 octobre 1963] (p. 5659, 5660); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Application du plan Mansholt* [6 décembre 1963] (p. 7703).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative au prélèvement sur la viande de porc [25 octobre 1963] (p. 5672, 5673).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative aux incidences des périodes militaires sur certains budgets familiaux [15 novembre 1963] (p. 7281, 7282).

Pose à M. le Ministre des Armées une ques-

tion orale, sans débat, relative aux périodes militaires des exploitants agricoles [15 novembre 1963] (p. 7282, 7283).

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Bettencourt, relative à la location de marais entre la Seine et le canal de Tancarville, en qualité de *suppléant* [22 novembre 1963] (p. 7398).

Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Travail accompli par la Commission spéciale; avantages de la formule; accord entre producteurs et utilisateurs; nécessité d'adapter la production aux besoins; absence de caractère malthusien; résorption des excédents; intervention limitée de l'Etat dans l'économie; financement du système* [12 décembre 1963] (p. 7855, 7856).

Pose à M. le Garde des Sceaux une question orale sans débat relative aux professions judiciaires : *Situation désastreuse des greffiers d'instance* [13 décembre 1963] (p. 7908).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat, relative aux cotisations de sécurité sociale dans le bâtiment [17 avril 1964] (p. 820, 821).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 2 : *Concours des collectivités locales; son cumul avec l'aide de l'Etat* [22 avril 1964] (p. 868); Art. 3 : *Nombre de communes de montagne, propriétaires de biens; problème du bénéfice de la taxe locale du Fonds de péréquation* (p. 869); *situation des communes de montagne; jouissance de certains biens étant indivis entre tous les habitants* (p. 869); Art. 4 : *Solidarité nationale; difficulté de distinguer la calamité agricole et la calamité tout court; système général de garantie* (p. 873, 874); en deuxième lecture, Art. 3 *bis : Restriction du champ d'application de la contribution additionnelle* [23 juin 1964] (p. 2124); Art. 4 *bis : Sinistrés justifiant que les éléments principaux de l'exploitation étaient assurés contre l'un au moins des risques; caractère modéré du texte proposé par le Sénat* (p. 2126, 2127);

— du projet de loi ratifiant le décret nº 62-867 du 28 juillet 1962 relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatoires établis conformément aux règlements arrêtés par le Conseil de la Communauté économique européenne, en qualité de *Rapporteur : Décret technique; état capital dans la mise en place du Marché commun agricole; Kennedy-round; fixation du prix agricole unique sur le plan européen; politique des marchés agricoles; question des prix; système du prélèvement ; tarif douanier ; contingents ; critiques par des pays tiers, notamment au G.A.T.T.; harmonisation des prix européens; augmentation de la production; stabilité des prix à la consommation* [5 mai 1964] (p. 1080, 1081).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative aux retraites du régime artisanal [29 mai 1964] (p. 1550).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, avec débat, relative à la rééducation de certains enfants et adolescents handicapés physiques [29 mai 1964] (p. 1551).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles : *Economie concertée entendue comme un effort collectif pour améliorer la production et la commercialisation des produits agricoles; nécessité d'ajuster la production et la consommation; caractère préoccupant de l'article 16 E; notion de quota et d'économie dirigée : problème des excédents; rôle des coopératives* [4 juin 1964] (p. 1617 à 1618); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « Application de l'article 23 de la loi nº 60-808 du 5 août 1960 d'orientation agricole, modifié par l'article 22 de la loi nº 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole »* (p. 1620); *champ d'application de la loi d'orientation agricole* (p. 1620, 1621); *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de l'article premier à supprimer le mot « éventuellement »* (p. 1621) ; *champ d'action de la coopération* (p. 1621, 1622); *produits régionaux spécialisés; organisation régionale revêtant un caractère national; sagesse d'adopter la thèse du Sénat, prévoyant qu'en tout état de cause, les organisations représentatives de la coopération pourront participer à la discussion; faculté de signer ou de ne pas*

signer l'accord; coopération prenant la décision (p. 1622); Art. 2 *bis: Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de cet article* (p. 1626); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du septième alinéa de cet article: « définition des disciplines communes pour la présentation d'un produit adapté aux exigences du marché »* (p. 1626); *accords interprofessionnels à long terme faisant obligatoirement application des principes généraux; disciplines relatives à la présentation et à la mise en marché du produit* (p. 1626); *distinction entre les disciplines de production et les disciplines de commercialisation; portée générale du texte* (p. 1627); Art. 5 : *Son amendement tendant à la suppression du quatrième alinéa de l'article 5 (3°)* (p. 1627); *garantie mutuelle de fourniture et de prise en charge des commandes par les organisations professionnelles signataires de l'accord; encourager les signataires des accords interprofessionnels; clause de garantie* (p. 1628); *cotisations à caractère administratif étant proportionnelles aux quantités livrées; rôle du Gouvernement au regard des excédents* (p. 1628); *établissement de taxes de résorption; hostilité de la profession à celles-ci; Fonds européen de garantie agricole devant relayer les gouvernements dans leur action pour soutenir les marchés* (p. 1629); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 1629); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article: « Les stipulations de l'accord homologué deviennent obligatoires pour l'ensemble des producteurs ou de la production si une consultation réellement conforme aux dispositions de l'article 16 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 en décide »* (p. 1630); *extension de l'accord interprofessionnel* (p. 1631); *problème de l'enquête* (p. 1632); Art. 9 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « et des débouchés »* (p. 1634); *ses observations sur l'amendement de M. Lathière* (p. 1635); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 9 : (Fixation des prix de campagne; précisions sur les tonnages)* (p. 1635) ; *problème des excédents* (p. 1635); Art. 11 : *Son amendement tendant après les mots « des contrats types » à insérer les mots « établis en application de l'article 32 de la loi n° 60-808 du 5 août 1960 et... »* (p. 1636); Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter l'article 12 par le nouvel alinéa suivant: « Les dispositions de l'article 8 sont applicables aux conventions de campagne et aux contrats types »* (p. 1637); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « les dépenses qu'il prévoit » les mots « les dépenses administratives qui en résultent »* (p. 1637); *son amendement tendant à la suppression du quatrième alinéa de l'article 13* (p. 1638); Art. 9 *ter: Cas d'une entreprise ayant été obligée de fermer ses portes; prolongation des effets d'un contrat* (p. 1640); *ne pas établir des suggestions insupportables; considérer les problèmes sur un plan général; groupements de producteurs obligés de fermer les portes de l'entreprise* (p. 1640); Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 16 par les mots « sans qu'il y ait eu confrontation des intérêts en cause au niveau du contrat »* (p. 1642); Art. 16 B : *Ses observations sur l'amendement de Mlle Dienesch: Solution des problèmes agricoles; accorder la même rémunération à l'ensemble des exploitants agricoles de France* (p. 1645); *contrats d'intégration* (p. 1645); Art. 16 D : *Impôts sur les bénéfices agricoles* (p. 1646); *exploitations dont l'activité intégrée représentera l'essentiel de leur activité agricole* (p. 1646, 1647); *ne pas légiférer à la légère; nécessité de rattacher certaines entreprises au secteur industriel* (p. 1647); Art. 16 E : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1647); *ne pas stériliser toute activité des entreprises* (p. 1647); *côté positif des contrats collectifs; améliorer le texte; ne pas légiférer pour la France entière* (p. 1648); *Article 21 de la loi d'orientation agricole suffisant à réprimer les abus éventuels; application de la loi votée* (p. 1649); *situation des entreprises d'œufs, de volaille et de porcs* (p. 1650); Art. 16 *quater: Son amendement tendant à substituer aux mots « peuvent bénéficier également d'un droit de préférence » les mots « bénéficieront à soumission égale du droit de préférence »* (p. 1650); Art. 16 *quinquies: Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1650); *position du Sénat dans la rédaction de cet article; processus utilisé en matière d'extension des règles édictées par les groupements de producteurs* (p. 1650); *adopter, pour les groupements de producteurs, la procédure précédemment retenue pour les contrats*

interprofessionnels; ne pas comparer les deux situations; contrats à caractère interprofessionnel; procédure de l'enquête publique; situation différente pour les groupements de producteurs; incidents survenus à Saint-Pol-de-Léon (p. 1651); Art. 16 E (suite) : *Ses observations sur l'amendement présenté par M. Pisani* (p. 1651);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 2 : *Problème de la superficie minimale* [9 juin 1964] (p. 1708, 1709); *problème soulevé par les enclaves; dommages possibles occasionnés par le gibier* (p. 1711); *caractère souple du texte; application différenciée selon les départements; répartition entre départements; ses observations sur les paroles de M. Ruais* (p. 1712); Art. 2 (suite) : *Conservation par un petit propriétaire de la propriété de sa chasse; hérésie sur le plan fiscal* (p. 1717, 1718); Art. 3 : *Statuts de chaque association devant prévoir également l'admission d'un certain nombre de chasseurs ne rentrant dans aucune des catégories définies ci-dessus; ses observations sur l'amendement de M. Barniaudy* (p. 1723);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture : *Responsables professionnels pouvant décider de l'affectation des cotisations professionnelles; mise en place de l'économie contractuelle; choix entre deux tendances : tendance à évolution dirigiste ou étatiste et tendance à caractère essentiellement contractuel; accord de l'orateur pour cette deuxième solution* [23 juin 1964] (p. 2120, 2121).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Déclaration de M. Mansholt à Strasbourg sur l'attitude de la France vis-à-vis de son plan* [9 octobre 1964] (p. 3085).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Comte-Offenbach et plusieurs de ses collègues, tendant à permettre l'interdiction totale de la vente de certaines espèces de gibier en voie de diminution ou menacées de disparition, en qualité de *Rapporteur : Rapport adopté à l'unanimité des membres présents de la Commission de la production et des échanges; interdiction de la vente et du colportage de quelques très rares espèces de gibier en voie de disparition : chamois, isard, grand coq de bruyère, petit tétras, gélinotte, et bartavelle; représentants rarissimes du gibier de cet ordre en France; préfet pouvant interdire pendant un mois la vente du gibier; résultats appréciables de ce pouvoir* [13 octobre 1964] (p. 3151, 3152); *Commission ayant accepté l'amendement du Gouvernement* (p. 3152);

— sur la motion de censure : *Problèmes des marchés étant un problème essentiel pour une agriculture excédentaire; économie contractuelle supposant la mise en harmonie de la production et de la consommation; lois d'orientation; niveau des prix; problème des prix communs; adaptation de l'agriculture à l'avenir; politique de transition; ne pas revenir au régime ancien; avancer la mise en œuvre du Marché commun; fixation du prix commun des céréales; système de péréquation palliant les inconvénients du haut niveau des prix; impossitilité d'isoler un problème des autres questions; nécessité de la politique agricole dépendant pour une bonne part de l'autorité internationale de la France; mesures d'équité et de sagesse attendues par le monde agricole; application et mise en œuvre d'une politique agricole commune* [27 octobre 1964] (p. 3944, 3945); *projet d'aide à l'enseignement agricole; attitude des radicaux et des socialistes en face de ce problème* (p. 3948);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Diversité des régions, des catégories professionnelles, des activités; accepter un taux global d'expansion moins élevé; opinion du Gouvernement; répartition des fruits de l'expansion; priorité en faveur des vieux, des familles nombreuses et des ouvriers, des paysans; réforme des structures; rapprochement des prix européens; plan devant être fait pour l'homme* (26 novembre 1964] (p. 5632, 5633);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 44 : *Garantie de l'Etat devant être accordée pour les constructions privées destinées à l'enseignement agricole* [8 décembre 1964] (p. 5919);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées

animales ou d'origine animale, avant l'Art. 1er : *Texte de la Commission étant moins souple que celui du Gouvernement, les communes perdant automatiquement la responsabilité du contrôle sanitaire; droit d'option; uniformisation de la réglementation; ne pas porter atteinte aux droits des collectivités locales* [5 mai 1965] (p. 1121, 1122); *tenir compte des circonstances locales* (p. 1124); En deuxième lecture : *Politique agricole commune; texte relatif au marché de la viande* [21 juin 1965] (p. 2270); *prix unique pour les céréales; situation actuelle en ce qui concerne l'affectation des prélèvements à la masse communautaire* (p. 2271); Art. 6 : *Rôle des groupements de producteurs* (p. 2275);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes : *Unification européenne; problèmes pratiques; place de la Grande-Bretagne; Traité de Rome; nécessité de respecter les échéances; esprit européen; problème des céréales; ses observations sur les droits de douane; contrôle parlementaire; choix des procédures; unification de l'Europe* [16 juin 1965] (p. 2175 à 2178).

Mise au point au sujet de son vote sur l'article premier du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaire et diverses dispositions d'ordre financier : *Dépendance existant entre le marché des corps gras d'origine animale et celui des corps gras d'origine végétale; taxe sur les corps gras d'origine végétale* [25 juin 1965] (p. 2496).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 40 : *Son amendement tendant, dans la seconde phrase du deuxième alinéa du paragraphe 4 de cet article, à substituer au chiffre « 5 » le chiffre « 2 »* (p. 2550); *problème des investissements des collectivités* [25 juin 1965] (p. 2550, 2551); Art. 41 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du paragraphe premier de cet article: « Ces impôts et taxes seront majorés, le cas échéant, d'une somme correspondant aux impôts et taxes qui auraient été dus au titre de la contribution foncière sur les propriétés bâties par les constructions nouvelles, si elles n'avaient pas bénéficié de l'exonération »* (p. 2553); *problème de la compensation* (p. 2553, 2554); En deuxième lecture, Art. 3 : *Texte présenté par la Commission exécutive de Bruxelles* [21 décembre 1965] (p. 5007); En SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 3 : *Problème de l'assujettissement de l'agriculture à la taxe sur la valeur ajoutée; Commission de l'agriculture du Parlement européen; caractère du marché agricole; plan européen; problème des investissements; harmonisation avec les textes des autres pays du Marché commun* [22 décembre 1965] (p. 5069, 5070);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 14 : *Nécessité d'encourager l'élevage ovin* [8 octobre 1965] (p. 3422); Art. 15 : *Détaxe des carburants agricoles; tracteurs fonctionnant au fuel remplaçant de plus en plus les tracteurs consommant de l'essence; inquiétude des utilisateurs de tracteurs à fuel* (p. 3424); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Protection sociale pour l'agriculture; exploitations familiales; charges sociales; politique agricole commune; pouvoirs du Parlement européen; rôle du président Mansholt; accroissement du revenu de l'agriculture prévu au Ve Plan* [28 octobre 1965] (p. 4265, 4266);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Taxe d'apprentissage; rôle du Comité interministériel; conséquences éventuelles de la centralisation; rôle du Conseil supérieur de la formation professionnelle; problème des modalités des conclusions des conventions; leur contrôle* [5 octobre 1966] (p. 3144, 3145); Art. 4 : *Eviter une orientation étatique; possibilité d'affecter les crédits alloués par attribution directe aux dépenses de fonctionnement et d'équipement* [6 octobre 1966] (p. 3174); *dépenses de fonctionnement; part du produit de la taxe d'apprentissage non affectée* (p. 3175); Art. 9 : *Stages de formation ou de promotion sociale; problème des obligations militaires* (p. 3182);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INDUSTRIE : *Son amendement tendant à réduire de 20 millions de francs le montant des crédits inscrits au titre IV* [7 novembre 1966] (p. 4324); *aide en faveur des charbonnages; existence d'un secteur privé en matière de houillères; prix du charbon; problèmes de la décentralisation; situation économique de Decazeville; installation d'une aciérie*

à oxygène à Decazeville (p. 4325); *aide du Fonds d'assistance et de recherches minières* (p. 4325, 4326); *retrait de son amendement* (p. 4326); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967, Art. 11 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le paragraphe 2 de cet article : « A compter du 1er juillet 1966 le montant de la taxe statistique et celui de la taxe instituée par la loi n° 50-928 du 8 août 1950, modifiée par l'article 39 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953 ne pourra pas dépasser 2 % du prix du blé à la production »* [6 décembre 1966] (p. 5265); *taxe sur les céréales; taxe de reprise sur le prix du blé; projet de loi sur l'élevage* (p. 5265, 5266);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, après l'Art. 1234-10 du Code rural : *Rôle de la mutualité sociale agricole* [23 novembre 1966] (p. 4775); Art. 1234-11 du Code rural : *Problème de l'application des sanctions contraventionnelles* (p. 4776); *retrait de l'amendement qu'il avait déposé avec M. Hervé Laudrin* (p. 4776); après l'Art. 2 *bis : Situation des personnes âgées et des retraités* (p. 4778); *cas des mineurs âgés de 16 à 21 ans* (p. 4778) *et des aides familiaux employés sur l'exploitation* (p. 4779); *situation des personnes âgées* (p. 4779); *notion de l'activité dominante* (p. 4780); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Cas où un exploitant agricole a conclu un contrat d'assurance le garantissant contre les risques qu'il pouvait encourir en sa qualité de bénéficiaire d'une entraide agricole)* (p. 4781); *statut de l'entraide* (p. 4781); Art. 5 : *Nécessité d'obliger l'employeur de main-d'œuvre à contracter une assurance en matière d'accident du travail* (p. 4783); *dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi dans un délai de six mois sur l'assurance obligatoire des ouvriers par les exploitants* (p. 4783, 4784); *situation du salarié agricole; rôle de la mutualité sociale agricole* (p. .4784); *libre choix de l'assureur* (p. 4785); *retrait de l'amendement qu'il avait déposé avec M. Becue* (p. 4786); ses explications de vote : *Situation des salariés* (p. 4786);

— du projet de loi sur l'élevage, Art. 2 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa (parag. I) de cet article à substituer aux mots « des animaux » les mots « de certains animaux »* [23 novembre 1966] (p. 4794); *identification des animaux; contrôle de l'ascendance* (p. 4794, 4795); Art. 6 : *Ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 4801); Art. 14 : *Problème de la génétique; rôle de l'établissement d'élevage* (p. 4806); Art. 18 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « ce programme est destiné à encourager... » à insérer les mots : « à partir de critères à caractère exclusivement technique »* (p. 4810); *attribution de la subvention* (p. 4810); *entreprises agricoles à caractère familial* (p. 4811); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les crédits seront répartis par région et par département en tenant compte des vocations naturelles, celles-ci étant notamment déterminées par l'importance du cheptel existant en reproducteurs mâles et femelles »* (p. 4812); *répartition des crédits* (p. 4813); ses explications de vote : *Vote du groupe des Républicains indépendants; collaboration entre le Parlement et le Gouvernement* (p. 4815); En deuxième lecture, Art. 14 : *Compétence des maisons de l'élevage : avis du conseil supérieur de l'élevage* [15 décembre 1966] (p. 5616, 5617); Art. 18 : *Situation des entreprises agricoles à caractère familial* (p. 5619); *répartition des crédits* (p. 5620); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les crédits sont répartis par région ou par département en tenant compte des vocations naturelles, de l'importance et des types de production animale ainsi que des structures agricoles existantes »* (p. 5621).

Mise au point au sujet de son vote sur la proposition de loi portant amnistie totale d'infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie [13 décembre 1966] (p. 5466).

BOSCHER (M. Michel), *Député de Seine-et-Oise, 14e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [6 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172);

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178).

Est élu vice-président de cette commission [4 novembre 1964] (p. 4591).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725).

Est élu vice-président de cette Commission [17 novembre 1965] (p. 4725).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la Région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer une taxe sur les résidences secondaires, **n° 149** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à la revalorisation des assurances dotales, **n° 374** [21 juin 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 453) autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre la France et la principauté de Monaco, signée à Paris, le 18 mai 1963, complétée par un protocole, ainsi que de l'échange de lettres se rapportant à cette Convention, **n° 492** [23 juillet 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de programme (n° 1155) relative à certains équipements militaires, **n° 1196** [26 novembre 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Afrique centrale et orientale, **n° 1555** [29 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 381 du Code rural relatif à des pénalités frappant le délit de braconnage, **n° 1762** [13 avril 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Art. 49 : *Position émise par le Comité consultatif constitutionnel au sujet des rapports entre la loi ordinaire et la loi référendaire; problème en discussion aujourd'hui* [4 janvier 1963] (p. 294);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, Intérieur, titre III : *Son amendement (Réduction de crédits); réforme du statut du service des transmissions du Ministère de l'Intérieur; absence de crédits inscrits à ce sujet; création de postes d'agent des transmissions; position du Ministère des Finances à propos de ce problème; cas des ingé-*

nieurs [17 janvier 1963] (p. 1063); après l'Art. 56 : *Amendement de M. Pleven (Nécessité de décider par une loi de la création d'une dépense imposée aux collectivités locales et qui intéresse un Service de l'Etat); complément de précisions apportées par le présent amendement à l'article 185 du Code de l'administration communale* (p. 1065); EDUCATION NATIONALE : *Problèmes de l'enseignement dans les départements de Seine-et-Oise; poussée démographique caractéristique de ce département; crise de recrutement dans la fonction enseignante; élévation du degré de scolarisation; caractère particulièrement jeune de la population de Seine-et-Oise; concentration urbaine dans ce département; rôle des zones de salaires sur les traitements des enseignants; répartition des classes professionnelles sur le plan national; accélération rapide de l'industrialisation en Seine-et-Oise; existence de très nombreuses classes surpeuplées; manque d'enseignants; gravité du problème de l'enseignement secondaire; nombre d'enfants n'ayant pu être admis dans l'enseignement primaire; conséquences du décret du 27 novembre sur le mode de financement des différents établissements de l'enseignement secondaire; impossibilité pour les collectivités locales de faire face à ces nouvelles dépenses; nécessité de trouver de nouveaux crédits; réorganisation souhaitable des circuits administratifs concernant le financement des constructions scolaires* [19 janvier 1963] (p. 1242 à 1244); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Défense des intérêts de l'agriculture française* [24 janvier 1963] (p. 1641); *situation différente existant à l'heure actuelle par rapport à l'année de ratification du Pacte atlantique; évolution de la situation; poids de l'influence américaine; leçons de l'affaire de Cuba; nécessité de disposer d'une force de défense française; affaire de Suez; position exprimée à ce moment par M. Guy Mollet; option prise par la Grande-Bretagne en ce qui concerne sa défense; nécessité pour l'Europe d'assurer sa propre défense; formation progressive de l'unité européenne* (24 janvier 1963] (p. 1643 à 1646); après l'Art. 65 : *Amendement du Gouvernement (Répartition du produit de la taxe locale à la suite de la création d'un marché d'intérêt national dans la région parisienne); cas des communes comprises dans le périmètre de protection* [25 janvier 1963] (p. 1856);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière : Art. 29 : *Exploitation d'immeubles; but exclusif des sociétés immobilières d'investissement* [19 février 1963] (p. 2242);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 ,après l'Art. 10 : *Amendement de M. H. Rey (Programme spécial de logements en faveur des rapatriés); problème de l'attribution prioritaire aux rapatriés de 30 % des logements en construction; nécessité d'un programme spécial complémentaire* [19 juillet 1963] (p. 4358); Art. 20 : *Inquiétudes soulevées dans la région de Corbeil en raison de l'éventualité d'une installation de bancs d'essais de moteurs de la S.N.E.C.M.A.* (p. 4383);

— du projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention fiscale entre la France et la Principauté de Monaco, en qualité de *Rapporteur pour avis : Convention de 1918 sur les relations entre la France et Monaco; développement de la récente crise; adoption d'une nouvelle constitution monégasque; sort des Français établis à Monaco et ne venant pas de France; situation des commerçants et artisans français; régime de franchise fiscale* [24 juillet 1963] (p. 4447);

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience, Art. 1er : *Son amendement (Affectation des objecteurs de conscience le cas échéant à certaines tâches utiles ou périlleuses)* [24 juillet 1963] (p. 4471);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 1er : *Application de la loi d'orientation de 1960* [25 juillet 1963] (p. 4520).

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction : *Garantie des opérations de construction* [2 octobre 1963] (p. 4979); après l'Art. 5 : *Ses observations sur la date où l'on peut invoquer la nullité* (p. 4984);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des animaux, Art. 1er : *Actes de cruauté et faits répréhensibles* [10 octobre 1963] (p. 5130);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INTÉRIEUR : *Réforme statutaire du personnel du service des transmis-*

sions du Ministère de l'Intérieur [5 novembre 1963] (p. 6483, 6484).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives à la durée du service militaire : *Possibilités de diminuer la durée du service militaire grâce à la force de frappe* [15 novembre 1963] (p. 7286);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Originalité de la région parisienne; absence d'un comité d'expansion; délégation à l'aménagement du district parisien; délégation à l'aménagement du territoire; distinction entre la capitale et les communes suburbaines et les localités situées à la périphérie de la grande agglomération; incitations à la décentralisation; modifications du système adopté; application aux zones rurales de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne du régime appliqué aux départements voisins; ralentissement de la construction; crédits d'équipement; constitution d'un grand ministère spécialisé; création d'un organisme analogue à un comité d'expansion dans la région parisienne* [26 novembre 1963] (p. 7436 à 7438).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 6 : *Atteinte à l'autonomie des mutuelles; organismes chargés de la compensation* [10 décembre 1963] (p. 7778).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative au ramassage scolaire en Seine-et-Oise [10 avril 1964] (p. 716, 717).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative à l'enseignement agricole ménager en Seine-et-Oise [10 avril 1964] (p. 717, 718).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Hypertrophie de la préfecture de la Seine; sous-administration de la Seine-et-Oise; découpage de nouveaux départements; préfet régional; création d'offices verticaux chargés de gérer les grands services; dispositions financières; substitution de la notion de région à celle d'agglomération; réduction de 25 % à 20 % du prélèvement en faveur du district; réforme des bases des finances locales* [12 juin 1964] (p. 1872 à 1874); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier, à substituer au mot « Essonne » les mots « Seine-et-Orge »; Essonne étant une petite rivière de 80 kilomètres* (p. 1880); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter la liste des communes comprises dans le département de Versailles* (p. 1883); *cantons de Dourdan-Nord et de Dourdan-Sud* (p. 1883); Art. 32 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 32 (Création d'un Fonds de péréquation des ressources des communes comprises dans la région parisienne; alimentation du Fonds)* (p. 1900); *création d'un Fonds de péréquation créé par l'article 32; substituer à la notion d'agglomération parisienne, celle de région; notion de solidarité entre les communes de l'agglomération et toutes les communes urbaines et rurales de trois anciens départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne* (p. 1900, 1901); *fonds actuels ne concernant que la région parisienne; extension de la péréquation à toute la région; prélèvement des plus-values à la taxe locale; notion de solidarité; donner aux communes la possibilité de vivre; charges découlant de l'existence des résidences secondaires pour les communes* (p. 1903); Art. 39 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Investissements consentis par ces communes en matière de constructions et d'aménagements de casernement)* (p. 1922); après l'Art. 43 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Capitant tendant à compléter le nouvel article proposé par deux alinéas: « Compagnies consulaires, dont la compétence s'exerçait dans le département de Seine-et-Oise et voyant cette compétence étendue aux trois départements du Val-d'Oise, de l'Essonne et de Versailles »* (p. 1925, 1926); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Dispositions retenues par la Commission mixte entraînant une lourde aggravation des charges des communes de banlieue; fonctionnement du « Fonds d'égalisation » créé par l'article 32; mécanisme lourd et complexe* [29 juin 1964] (p. 2328, 2329);

— du projet de loi modifiant la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de la Tunisie : *Ses observations sur l'amendement de M. Tomasini tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 9 de la*

loi modifiée n° 56-782 du 4 août 1956 à substituer aux mots : « neuf ans », les mots : « dix ans » [18 juin 1964] (p. 2039); *prorogation envisagée par le Gouvernement étant de trop courte durée; porter à deux ans la durée; exemple de l'ordonnance du 20 avril 1962; caisse marocaine et caisse tunisienne de retraites devant verser les pensions; modifications envisagées; conditions financières en découlant* (p. 2039);

— de la proposition de loi de M. Arthur Moulin et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi du 19 septembre 1963 relative à la protection des animaux : *Problème de la « tradition ininterrompue »* [18 juin 1964] (p. 2040);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 9 avril 1935, fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air et portant suppression de corps et cadre d'officiers, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le second alinéa du paragraphe 4 par les mots suivants : « ... et pour les officiers des bases issus du corps des services administratifs »* [23 juin 1964] (p. 2103); *injustices pouvant découler de l'application de l'article 5 relatif aux dispositions transitoires; officiers des services administratifs* (p. 2104); Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Possibilité offerte aux officiers des services administratifs de l'air)* (p. 2105).

Son rappel au Règlement : *Méthodes de travail de l'Assemblée Nationale; cas de l'inscription à l'ordre du jour de fin de cession du projet de loi sur le bail à construction; discussion du projet de loi portant sur la région parisienne avant la distribution du rapport de la Commission mixte paritaire* [29 juin 1964] (p. 2316).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 4 : *Prendre en compte, pour la constitution du droit à pension, les services rendus jusqu'à la date de l'indépendance dans plusieurs cas; anciens fonctionnaires du cadre local des établissements français de l'Inde* [7 octobre 1964] (p. 2982); *son amendement tendant, après les mots : « jusqu'à la date de l'indépendance » à insérer les mots : « ou du ransfert de souveraineté »* (p. 2983); Art. L 11 : *Bonifications pouvant être accordées à tous les fonctionnaires ou militaires, anciens déportés politiques sans exception* (p. 2990, 2991); Art. L 54 : *Différence entre l'administration et le retraité; revision de la position jurisprudentielle* [8 octobre 1964] (p. 3027); *cas d'un contrat d'assurance* (p. 3027);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *37 % des logements neufs construits en France étant construits avec l'aide de l'Etat; un français sur quatre, candidat au logement ne parvenant pas à se loger sinon grâce à l'aide financière de l'Etat; partie de cette aide détournée de son but social par les spéculateurs; simplification de la réglementation par le Ministère de la Construction; Etat devant donner l'exemple de la ponctualité et de la régularité dans les paiements; effort consenti dans le budget pour les H.L.M.; plan pluriannuel pouvant être établi dans certains secteurs pour permettre aux entreprises de faire un effort d'équipement et d'amortir rationnellement; partie des H.L.M. devant être soumise au régime d'accession à la propriété; augmenter les crédits de primes non convertibles; mettre fin au scandale de la hausse continue des loyers des logements neufs* [15 octobre 1964] (p. 3233 à 3236); CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe premier de cet article : « Le produit du droit de timbre visé au paragraphe II est affecté pour les trois cinquièmes aux communes et pour les deux cinquièmes à l'Etat »* [16 octobre 1964] (p. 3340); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Personnel du service des transmissions du Ministère de l'Intérieur* [28 octobre 1964] (p. 4032); EDUCATION NATIONALE : *Besoins urgents de la banlieue parisienne; difficultés dans le secondaire et dans le technique; nécessité de nouveaux projets pour la Seine-et-Oise; gravité de la situation; problème très important du technique* [30 octobre 1964] (p. 4297); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Rendre à la France, après une longue éclipse, sa place et son rôle historiques; formation de sa personnalité et de son indépendance; dépenses de prestige obérant le budget français; mésentente entre l'U.R.S.S. et la Chine; indépendance du Marché commun; problèmes du Concorde; attitude de l'Allemagne dans l'affaire du Marché commun agricole; tendances pro-américaines du chancelier Erhard;*

fidélité à l'Alliance atlantique; adhésion à une force multilatérale militaire [3 novembre 1964] (p. 4447 à 4449); CONSTRUCTION : *Son rappel au Règlement: nécessité de faire respecter le temps de parole* [4 novembre 1964] (p. 4535); *faire inscrire un crédit correspondant à 5 000 primes supplémentaires* [4 novembre 1964] (p. 4556); après l'Art. 59 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Taux des loyers des logements économiques et familiaux construits sous le régime antérieur au 1er janvier 1964* (p. 4560); *montant des loyers ayant été fixé librement dans les constructions nouvelles depuis la loi du 1er octobre 1948 jusqu'au 1er janvier 1964; tendance de l'avenir devant être le retour à la liberté; cas des 200.000 logements du type Logécos; réalisation de spéculations inqualifiables sur le dos des contribuables; cas d'une banlieue ouest de Paris* (p. 4560, 4561); *date d'application ne pouvant être que celle de la promulgation de la loi; liberté donnée aux constructeurs* (p. 4561, 4562); *son amendement tendant, après l'article 59, à insérer un nouvel article (Offre de location d'un logement construit avec le bénéfice des prêts spéciaux sous le régime antérieur au 1er janvier 1964)* (p. 4562); *élever une barrière à la hausse; cristallisation de la situation actuelle* (p. 4563); *ses observations sur son amendement* (p. 4569); *ses regrets pour l'incident qui l'a opposé à M. de Tinguy* (p. 4569); *logements construits antérieurement au 1er janvier 1964; rétroactivité; texte ne s'appliquant qu'à partir de sa promulgation* (p. 4570); *son amendement tendant, après l'article 59, à insérer un nouvel article (Taux d'augmentation annuel du prix de la location des logements construits avec l'aide de l'Etat entre le 1er septembre 1948 et le 1er janvier 1964)* (p. 4571); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : SERVICES FINANCIERS, SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 15 : *Problème de débarrasser le paysage français des panneaux, dits « portatifs spéciaux »* [9 novembre 1964] (p. 5213); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965 : *Ses observations sur l'article 59* bis *adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale; taux des loyers des logements économiques et familiaux; application du Plan de stabilisation* [3 décembre 1964] (p. 5825);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, en qualité de *Rapporteur pour avis: Efficacité diplomatique d'une force de dissuasion; son efficacité militaire; rapport risque-enjeu; « équilibre de la terreur »; force atlantique européenne; problèmes technologiques; projet de force multilatérale; politique militaire française ne mettant pas en péril la solidarité du monde libre* [1er décembre 1964] (p. 5733 à 5736);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 6 : *Possibilité pour les conseils municipaux de faire entendre leur voix* [8 décembre 1964] (p. 5877); après l'Art. 12 : *Ses remarques sur l'amendement de M. Giscard d'Estaing* [8 décembre 1964] (p. 5892); *régime des loyers applicable aux logements économiques et familiaux construits avant le 1er janvier 1964* (p. 5892); *son sous-amendement tendant à rédiger la fin du deuxième alinéa de l'amendement: « et pour lequel une augmentation du prix en vigueur au 1er juillet 1964 a été ou sera proposée »* (p. 5892); *référence à la date du 1er juillet 1964* (p. 5892, 5893); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Préparation des budgets communaux à la suite de la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 12 novembre dernier ayant rappelé que la loi dite Barangé venait à expiration le 31 décembre 1964* [17 décembre 1964] (p. 6205);

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, après l'Art. 2 : *Ses observations sur le second alinéa de l'article 2* [22 avril 1965] (p. 823);

— conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henri Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth: intervention de la collectivité locale se limitant souvent à la garantie donnée à la bonne fin des opérations financières de l'organisme; portée de l'amendement de M. Neuwirth* [29 avril 1965] (p. 986); *son sous-amendement à l'amendement de M. Neuwirth tendant à ajouter après les mots: « de la construction » les mots: « lequel avis devra être donné sous peine de forclusion*

dans les trois mois » (p. 988); *solution de conciliation* (p. 987, 988); *défaut d'avis emportant en quelque sorte adhésion au consentement à la vente* (p. 988); *ne pas multiplier démesurément les consultations* (p. 988); *avis de la collectivité locale* (p. 988); *cas des fonctionnaires mal logés; ses observations sur l'amendement de M. Desouches* (p. 990);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise, en qualité de *Rapporteur suppléant: Caractère minime de l'objet de ce projet; rectification de la frontière franco-luxembourgeoise sur une longueur d'environ 1 500 mètres; communes concernées étant celles d'Audun-le-Tiche en France et de Russaange au Luxembourg* [3 juin 1965] (p. 1780);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 30 juin 1964 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes, *en* qualité de *Rapporteur suppléant: Subvention signée à Paris le 12 avril 1951; importance d'une coopération internationale en vue de prévenir l'introduction et la propagation des maladies des plantes; objectifs de l'organisation; privilèges et immunités accordés à l'Organisation* [3 juin 1965] (p. 1781);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 1er septembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de métrologie légale, en qualité de *Rapporteur suppléant*: *Sa création remontant à 1875; organisation internationale de métrologie légale n'étant qu'une filiale du bureau international des poids et mesures* [3 juin 1965] (p. 1782);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 106 *(suite): Ses observations sur les amendements de M. Le Douarec* [8 juin 1965] (p. 1865);

— du projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé : *Jugement de la Cour des comptes sur les zones à urbaniser en priorité; tergiversations de l'administration; zones d'aménagement différé n'ayant guère eu de succès; délai d'un an étant nécessaire pour aboutir à la création d'une zone d'aménagement différé* [15 juin 1965] (p. 2122, 2123); *Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme* (p. 2123); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les dispositions du présent article sont applicables aux actes concernant des zones d'aménagement différé créées antérieurement à la promulgation de la présente loi »* (p. 2126); *caractère de l'article 2; son désir de lui donner sa pleine efficacité; problème de la rétroactivité* (p. 2126); *importance de la spéculation; possibilité de sévir rétroactivement contre la spéculation* (p. 2126).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement de la région parisienne : *Création d'emplois sur place; suppression des taxes particulières frappant les installations industrielles de la région parisienne; nécessité d'éviter la création de cités-dortoirs* [18 juin 1965] (p. 2251).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Nécessité de moderniser le régime français des impôts indirects; ses observations sur les banques, les assurances et l'agriculture; disparition de la taxe locale; montant du prélèvement opéré au profit du Fonds d'action locale; critères retenus pour la répartition entre les collectivités; problème des villes touristiques; ses observations sur les résidences secondaires* [23 juin 1965] (p. 2377 à 2379); Art. 8 : *Vente des déchets industriels; vente aux enchères des objets de collection* [24 juin 1965] (p. 2463, 2464); Art. 40 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 6 de cet article par le nouvel alinéa suivant: « En ce qui concerne les départements, il sera tenu compte, de même, le cas échéant, pour l'application des dispositions ci-dessus, de l'attribution d'une population fictive dont le nombre sera réputé égal à la demi-somme de celle dénombrée dans les communes qui en font partie »* [25 juin 1965] (p. 2552);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Conférence des parlementaires de l'O.T.A.N.; divergences entre la conception du Gouvernement en matière d'alliance atlantique et celle des quatorze autres nations; politique des Etats-Unis; notion d'une Europe unie ayant sa politique et sa défense; patriotisme européen; notion de partner ship; hégémonies russe, chinoise et amé-*

ricaine; rôle de la France dans le monde; problème du nationalisme; ne pas confondre interdépendance et intégration; position française au sein de l'O.T.A.N.; évolution du monde; péril russe; relations de l'Occident avec le tiers monde; Asie du Sud-Est; relations avec les nations de l'Est européen; mission de la France [20 octobre 1965] (p. 3906, 3907); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Statut du corps du personnel des transmissions du Ministère de l'Intérieur; possibilité de créer des cadres techniques actifs de la sûreté nationale classés en catégorie spéciale et destinés à recevoir les personnels du service des transmissions de l'intérieur, à l'exception des ingénieurs* [25 octobre 1965] (p. 4088); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES : son rappel au Règlement, après l'Art. 55 : *Application de l'article 40 de la Constitution* [28 octobre 1965] (p. 4322); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 67 : *Cas des syndicats groupant des collectivités locales; problèmes des réseaux d'assainissement et des installations d'épuration des collectivités locales; recouvrement des redevances* [28 octobre 1965] (p. 4326, 4327);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions en matière de permis de construire : *Répression des infractions à la législation concernant le permis de construire; hommage à la compréhension du Gouvernement; rôle du maire* [10 novembre 1965] (p. 4629, 4630); *ses observations sur les paroles de M. Maziol; cas de constructions réalisées dans certaines communes par des organisations paraétatiques* (p. 4634);

— du projet de loi portant organisation de la police d'Etat : *Projet de réforme de la région parisienne; ses observations sur le fait que deux des communes choisies comme préfectures des nouveaux départements créés sont soumises à un régime qui les fait échapper à la compétence de la police d'Etat* [21 juin 1966] (p. 2163);

— du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : *Action du district; évolution du district; rôle du délégué général; supériorité du technicien sur l'élu; schéma directeur; district devant être un organisme d'exécution et de gestion; politique foncière; conseil d'administration du district; agence foncière et technique; réalisation des grandes options du schéma directeur* [23 juin 1966] (p. 2287 à 2289); *ses observations sur les paroles de Mme Thome-Patenôtre; cas d'Orléans et d'Evreux* (p. 2289); *ses observations sur les paroles de M. Georges Germain* (p. 2291); Art. 1er *(suite) : Action de l'agence foncière et technique; rôle du délégué général; interprétation du décret du 14 avril 1962; délégué général au district étant un représentant du Gouvernement et un représentant du conseil d'administration* (p. 2298); *rôle et action de l'agence foncière et technique; mécanisme de son fonctionnement* (p. 2299); En deuxième lecture : *Limites des pouvoirs du district; vocation des collectivités locales; agence foncière* [15 novembre 1966] (p. 4569); Art. A : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 4570); Art. 1er : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée en première lecture (Objet de la région de Paris)* (p. 4571); Art. 3 : *Son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 2 août 1961 par de nouvelles dispositions (Composition et nombre des membres du conseil d'administration)* (p. 4572);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Syndicats de communes; districts urbains; problèmes de regroupement des communes; opinion du bourgmestre de la ville de Darmstadt; notion de « région urbaine » se substituant à celle de la commune; exemples étrangers : anglais, danois, italien, allemand, hollandais; répartition des compétences; mainmise de l'Etat sur les compétences des collectivités locales; nécessité de déposer un projet de réforme des finances locales* [7 octobre 1966] (p. 3229 à 3231).

Pose à M. le Ministre des Armées, une question orale sans débat relative à la situation des techniciens contractuels de la direction des poudres [14 octobre 1966] (p. 3453, 3454, 3455).

Prend part au débat sur la question orale de M. Péronnet relative aux dommages provoqués par les vols supersoniques [14 octobre 1966] (p. 3461).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT : IV. AVIATION CIVILE : *Problème du bruit; implantations des radio-balises; cas de la ville de Corbeil-Essonnes* [9 novembre 1966] (p. 4486);

— du projet de loi relatif aux élections can-

tonales, après l'Art. 1er : *Conseils généraux des nouveaux départements de la région de Paris* [16 novembre 1966] (p. 4611); *ses observations sur les découpages cantonaux; constitution des cantons sur la base de données démographiques* (p. 4611, 4612).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à l'aménagement et à l'urbanisme de la région de Paris [25 novembre 1966] (p. 5001, 5002, 5003, 5004).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : *Problème financier; possibilité de prévoir une sorte d'établissement public auquel les propriétaires de monuments historiques intéressants pourraient faire apport de leur bien tout en conservant l'usufruit; apport d'un capital* [8 décembre 1966] (p. 5373).

BOSSON (M. Charles), *Député de la Haute-Savoie, 1re circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôt :

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Canada, **no 176** [15 février 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : *Création d'une Z.U.P. à Annecy; absence d'installations en matière scolaire; nécessité d'assurer une coordination entre la construction de logements et la construction d'établissements scolaires* [10 janvier 1963] (p. 524); Ses explications de vote : *conditions de travail difficiles dans lesquelles s'est déroulé l'examen de la loi de finances; insuffisances de crédits; application d'un plan quadriennal en faveur des anciens combattants; nécessité d'une réforme d'ensemble des finances locales* [25 janvier 1963] (p. 1866);

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi no 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la cour de sûreté instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Nécessité de maintenir les droits de la défense, en particulier le recours en cassation* [13 février 1963] (p. 2134);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Construction européenne; contradictions du Gouvernement en refusant l'hégémonie américaine et l'intégration européenne; relance politique; fusion des exécutifs européens* [29 octobre 1963] (p. 5871, 5872); EDUCATION NATIONALE : *Autorisation donnée aux syndicats intercommunaux d'emprunter auprès des caisses publiques* [6 novembre 1963] (p. 6568);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30 000 habitants : *Cas du citoyen suisse* [21 mai 1964] (p. 1301); *électeur suisse ayant le choix le plus complet* (p. 1302); *son opinion sur l'apparentement* (p. 1302); *caractère démocratique de la proportionnelle; ses observations sur le projet de loi* (p. 1302); *propos de M. Fanton* (p. 1302);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Crédits de la protection civile* [2 décembre 1964] (p. 5773); En deuxième lecture, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de MM. Abelin et Maurice Faure; inviter le Gouvernement, dans le cadre d'une politique européenne, à renvoyer la réalisation de l'équipement nucléaire jusqu'à ce que soient ouvertes des négociations avec les alliés de la France en vue de constituer une organisation communautaire de la défense de l'Europe* [15 décembre 1964] (p. 6126);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Caractère de la discussion du projet de loi; sa précipitation; incidences fiscales du projet; conséquences sur les ressources des collectivités locales; motion de renvoi; nombre élevé des amendements; donner au Parlement le temps de réflexion* [24 juin 1965] (p. 2436, 2437);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les classes élémentaires et les classes maternelles ; cas de la Haute-Savoie ; nécessité pour les régions de montagne en expansion de créer de nouveaux postes* [19 octobre 1965] (p. 3839, 3840); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur la Communauté économique européenne, l'alliance occidentale et la vocation de l'O.N.U. ; mission de la Communauté de Bruxelles ; votation dans le Traité de Rome* [20 octobre 1965] (p. 3914, 3915); *Alliance atlantique ; civilisation européenne ; intégration européenne ; conférence du désarmement* (p. 3915); *absence de la France à l'O.N.U. ; visite du Pape Paul VI à l'O.N.U. ; climat de méfiance ; sa foi dans l'Europe unie, l'alliance occidentale et la démocratie internationale* (p. 3915, 3916);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Tourisme dans les Alpes ; développement des sports de neige ; tourisme estival ; charges fiscales et sociales pesant sur les hôteliers* [21 octobre 1966] (p. 3701, 3702); EDUCATION NATIONALE : *Démocratisation de l'enseignement ; multiplication des collèges d'enseignement secondaire ; écoles maternelles ; cas de la région niortaise ; objectifs du Ve Plan ; collège d'enseignement général ; problèmes du baccalauréat et de l'enseignement supérieur ; insuffisance du taux de croissance du budget de l'Education nationale par rapport au taux moyen du budget de la Nation ; réforme de l'enseignement du premier cycle ; enfance inadaptée* [2 novembre 1966] (p. 4130, 4131); *ses observations sur les bibliothèques publiques ; exemples étrangers* [3 novembre 1966] (p. 4176, 4177).

Demande à l'Assemblée Nationale d'adresser une manifestation de sympathie à l'Italie en raison de la catastrophe qui vient de la frapper [8 novembre 1966] (p. 4361).

BOULAY (M. Arsène), *Député du Puy-de-Dôme, 1re circonscription (S.).* Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

En remplacement d'Antoine Brugière, décédé le 26 avril 1963.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [30 avril 1963] (p. 2717).

S'inscrit au groupe socialiste [30 avril 1963] (p. 2721).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Moyens en personnel mis à la disposition du Fonds d'investissement routier ; situation des anciens adjoints techniques* [5 novembre 1964] (p. 4667, 4668) ; BUDGETS MILITAIRES : *Avenir des établissements industriels de l'Etat ; montant des retraites ; niveau des salaires* [6 novembre 1964] (p. 4875); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — SERVICES FINANCIERS : *Création d'un établissement public chargé de l'information et des études économiques ; raisons de cette initiative ; fonctionnement correct de cet institut ; administration de l'I.N.S.E.E.* [9 novembre 1964] (p. 5194, 5195);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 22 : *Crédits destinés aux autoroutes et aux routes nationales ; Fonds spécial d'investissement routier ; voirie nationale ; réseaux départementaux et communaux ; réduction de la part des ressources du Fonds routier affectée au réseau communal et départemental ; opinion du conseil général du Puy-de-Dôme* [8 octobre 1965] (p. 3427, 3428); *Fonds spécial d'investissement routier ; crédits affectés aux routes nationales ; situation des chemins communaux et des voies départementales* (p. 3429); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. II. - SERVICES FINANCIERS : *Fonctionnaires de la direction générale des impôts, de la direction générale des douanes et des droits indirects ; création de l'impôt unique sur le revenu des personnes physiques ; concours d'inspecteurs-élèves ; politique de la direction*

générale des impôts; problème concernant la direction générale des douanes et des droits indirects; réduction de 250 unités du nombre de préposés et de matelots des douanes [27 octobre 1965] (p. 4221, 4222).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Initiative des départements et des communes en matière d'équipement; financement des travaux des collectivités locales; augmentation des charges des collectivités locales; problèmes des subventions accordées par l'Etat aux collectivités; importance des travaux non subventionnés; rôle de la Commission Bourrel; contrainte exercée par l'Etat sur les collectivités* [17 mai 1966] (p. 1334, 1335).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 1er : *Son amendement tendant, après les mots : « aux articles 3 et 4 ci-dessous » à rédiger comme suit la fin de cet article : « peuvent relever de la compétence d'une collectivité territoriale dénommée « Communauté urbaine » et administrée dans les conditions prévues par la présente loi »* [11 octobre 1966] (p. 3267); Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : « La communauté urbaine est créée sur la demande des deux tiers au moins des conseils municipaux »* (p. 3268); Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Administration de la communauté par un conseil élu au suffrage universel et à la représentation proportionnelle au scrutin de liste)* (p. 3291); Art. 21 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Recettes affectées à la communauté urbaine)* (p. 3304);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 19 : *Rôle du Fonds routier; problèmes routiers; réduction de la part des départements et des communes sur les produits du Fonds spécial d'investissement routier* [13 octobre 1966] (p. 3416, 3417); *ses observations sur la ventilation des tranches du Fonds routier* (p. 3418); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Cas du lycée de Clermont-Ferrand; suppression de la classe préparatoire aux écoles normales supérieures de Saint-Cloud et de Fontenay* [2 novembre 1966] (p. 4149); ECONOMIE ET FINANCES - SERVICES FINANCIERS : *Situation du personnel employé par la direction générale des impôts et par la direction générale des douanes; personnels de l'I.N.S.E.E.; locaux du Ministère de l'Economie et des Finances; possibilité d'installer des locaux du Ministère des Finances à la porte Dauphine ou de prendre une option sur les terrains libérés par le départ des Halles* [4 novembre 1966] (p. 4280, 4281).

BOULIN (M. Robert), *Député de la Gironde, 9e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

Secrétaire d'Etat au Budget
(deuxième Gouvernement POMPIDOU)
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

Secrétaire d'Etat au Budget
(troisième Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat au Budget [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Secrétaire d'Etat au Budget (deuxième Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat au Budget (deuxième Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Secrétaire d'Etat au Budget (troisième Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Est élu député le 9 janvier 1966 (*J. O.* du 15 janvier 1966, p. 432).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail (*J. O.* du 15 janvier 1966, p. 432).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 9 février 1966, de son mandat de député (*J. O.* du 11 février 1966, p. 1190).

Ses fonctions de Secrétaire d'Etat au Budget cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou.)

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, après l'Art. 9 : *Financement de l'établissement national des invalides de la marine ; souci du Gouvernement de transformer les droits de timbre* [18 décembre 1962] (p. 132); Deuxième partie du projet de loi pour 1963, INDUSTRIE : *Textes appliqués dans le secteur textile ; problème de l'alignement du régime fiscal des dividendes et des intérêts ; allongement de la durée des prêts à moyen terme ; montant des prêts octroyés par le Crédit national* [9 janvier 1963] (p. 422); après l'Art. 55 : *Amendement du Gouvernement (Payement des quittances de gaz et d'électricité par virement postal ou bancaire) : nécessité de limiter le nombre des encaissements à domicile ; objections présentées par la Commission des finances au présent amendement* (p. 423) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION, Art. 27 : *Amendement de la Commission (Crédits affectés aux communes rurales) : nécessité de laisser au Ministère de la Construction une certaine liberté en la matière ; problème des rapatriés* [10 janvier 1963] (p. 532); *amendement du Gouvernement (Suppression de la taxe spéciale au profit du Fonds national de l'habitat) : situation différente pour les locataires dont les loyers sont régis par la loi du 1er septembre 1948 et ceux dont les loyers sont devenus libres* (p. 533); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION, après l'Art. 57 : *Amendement du Gouvernement (Répression des infractions commises par les commerçants pour non-déclaration des appareils de radio vendus) : référence au décret du 27 février 1940 ; compétence attribuée aux tribunaux judiciaires pour fixer les sanctions ; possibilité de transactions* [10 janvier 1963] (p. 547); après l'Art. 57 : *Amendements de la Commission et du Gouvernement (Retraite anticipée pour les fonctionnaires de la R.T.F.) : problème du délai imparti pour la demande de mise à la retraite anticipée ; conséquences financières de l'amendement de la Commission ; article 40 de la Constitution ; solution transactionnelle proposée par le Gouvernement* (p. 548, 549); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Titre IV : *Amendement de M. Catalifaud (Réduction indicative de crédits) : opposition à cet amendement de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances ; pensions des petits retraités et bonification pour campagne des cheminots anciens combattants ; distinction dans la fonction publique entre les actifs et les sédentaires ; coût de l'opération demandée par M. Catalifaud ; inscription au prochain collectif des crédits concernant le minimum de pension des retraités* [15 janvier 1963] (p. 856, 857); *amendement de M. Darchicourt (Réduction indicative de crédits) ; opposition de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances au présent amendement* (p. 857); INTÉRIEUR, Titre III : *Amendement de M. Boscher (Réduction de crédits) : difficultés techniques relatives à la réforme du statut du personnel des transmissions* [17 janvier 1963] (p. 1063, 1064); après l'Art. 56 : *Amendement de M. Pleven (Nécessité de décider par une loi, la création d'une dépense imposée aux collectivités locales et qui intéresse un Service de l'Etat)* [17 janvier 1963] (p. 1064); *caractère superfétatoire du présent amendement ; application de l'article 185 du Code de l'administration communale* (p. 1065); *inconvénients du présent amendement* (p. 1065); EDUCATION NATIONALE : *Problème du financement du ramassage scolaire* [19 janvier 1963] (p. 1273); *progression des autorisations de programme depuis 1959 ; augmentation des effectifs scolaires ; difficultés pour réévaluer les prévisions du Plan, compte tenu du caractère général d'équilibre que constitue le Plan* (p. 1274); ANCIENS COMBATTANTS : *Remboursement des marks déposés par les prisonniers de guerre en 1945 ; reliquat dont disposerait le Trésor ; bonifications de campagne pour les cheminots anciens combattants* [23 janvier 1963] (p. 1533, 1534); après l'Art. 65 : *Amendements de la Commission, de M. de Tinguy et de M. Alduy (Appellation d'origine contrôlée pour la clairette et la clairette du Languedoc) ; situation du marché des vins doux naturels ; caractère irrecevable de l'amendement de M. Alduy ; nécessité*

de régler le débat par voie réglementaire [25 janvier 1963] (p. 1859);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962 : *Caractère profondément sincère du présent projet; maintien de l'équilibre général prévu par la loi de finances de 1962; problème du logement des rapatriés; inconvénients d'une solution provisoire à ce problème; expérience de la S.O.N.A.C.O.T.R.A.L. en matière de logement pour les travailleurs musulmans; virement et non-annulation du crédit en ce qui concerne le budget de l'Education nationale; report automatique des crédits non consommés durant l'année pour laquelle ils ont été prévus; problème général du rythme des constructions en matière scolaire; réajustements des crédits militaires; dépenses entraînées par la reconversion de l'armée de retour d'Algérie; difficultés statistiques concernant la répartition des revenus; insuffisance des données statistiques en matière agricole; difficultés techniques et administratives en matière de statistiques* [19 décembre 1962] (p. 165 à 167); Art. 1er : *Participation française aux dépenses de la Commission internationale de surveillance et de contrôle du cessez-le-feu en Indochine; conditions atmosphériques qui ont provoqué certaines opérations d'achat effectuées par l'Office national interprofessionnel des céréales* (p. 168); ANCIENS COMBATTANTS : *Efforts du Gouvernement en faveur des anciens combattants et invalides de guerre* (p. 170); Art. 3 : *Projet de construction d'un nouvel édifice pour l'U.N.E.S.C.O. à Paris et choix d'un terrain* (p. 173, 174); TRAVAUX PUBLICS : *Nécessité de procéder à des études détaillées du projet du canal Rhône-Rhin avant d'engager des dépenses relatives à des acquisitions de terrains* (p. 174);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique financière, Deuxième lecture : *Accord du Gouvernement sur le texte proposé par la Commission des finances à l'exception de la disposition relative à la répression de la publicité mensongère; application de la loi de 1905 en la matière; nécessité de ne pas créer d'écran entre l'établissement du procès-verbal et la transmission au Parquet* [18 juin 1963] (p. 3439);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1959 : *Effort du Gouvernement pour accélérer l'élaboration et le dépôt des projets de loi de règlement des budgets; écart très faible existant entre les prévisions budgétaires et les dépenses et recettes réellement effectuées; confusion établie par M. de Tinguy entre le report de la Cour des comptes annexé au projet de loi de règlement et son rapport annuel; création par le Gouvernement d'une Commission d'enquête à la suite de ce dernier rapport* [18 juin 1963] (p. 3446, 3447); *rapport favorable émis par la Cour des comptes sur le projet de règlement du budget de 1960* (p. 3447);

— du projet de loi instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes, Art. 3 : *Son amendement (Non-prise en considération de la présente allocation pour l'attribution de l'aide sociale)* [27 juin 1963] (p. 3757);

— du projet de loi instituant une taxe compensatoire sur les réfrigérateurs importés d'Italie : *Difficultés de l'industrie française du froid; application de l'article 226 du Traité de Rome* [4 juillet 1963] (p. 2872);

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 24 : *Son sous-amendement à l'amendement de la Commission (Modalités de transaction); nécessité d'établir une distinction entre le redressement portant sur l'assiette de l'impôt et le pouvoir de juridiction gracieuse* [10 juillet 1963] (p. 4015);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Problème des retraites en faveur des veuves de fonctionnaires civils ou militaires, retraitées proportionnelles, ayant contracté mariage avant la mise à la retraite de leur mari* [19 juillet 1963] (p. 4370, 4371); *édification par l'U.N.E.S.C.O. d'une construction supplémentaire* (p. 4371); SERVICES DU PREMIER MINISTRE (INFORMATION) : *Amendement de M. de Tinguy (réduction de crédits) : nécessité d'augmenter le nombre des collaborateurs dont dispose le Ministère de l'Information* (p. 4372); Art. 16, EDUCATION NATIONALE : *Amendement de M. Poirier : effort consenti en faveur des bibliothèques municipales* (p. 4380); Art. 18 : *Volonté du Gouvernement d'améliorer la situation des officiers et sous-officiers de carrière* (p. 4381, 4382).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. Flornoy et Rabourdin relatives au préfinancement des constructions scolaires [11 octobre 1963] (p. 5145, 5146).

Répond à la question orale, sans débat, de

M. Rabourdin relative à la taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés [11 octobre 1963] (p. 5146, 5147).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 9 : *Protection des éleveurs* [23 octobre 1963] (p. 5412); Art. 10 : *Conservation globale de carburant détaxé* (p. 5413); *répartition du contingent* (p. 5413); *cas des exploitants agricoles* (p. 5414); Art. 13 : *Majoration du droit du timbre* (p. 5414); *situation de l'E.N.I.M.* (p. 5414, 5415); après l'Art. 15 : *Protection sociale des agriculteurs; taux de la cotisation* (p. 5416); *allégement des charges pour les agriculteurs* (p. 5418); *subvention de l'Etat au B.A.P.S.A.* (p. 5418, 5419); Art. 16 : *Son amendement (Prestations sociales agricoles)* (p. 5430); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Problèmes résultant des calamités; cas des ostréiculteurs et des agriculteurs* [24 octobre 1963] (p. 5498); *projet d'ensemble sur la réparation des calamités* (p. 5498); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème du pécule des anciens pensionnés de guerre; pécule et pension de démobilisation de 1.000 francs instituée par une ordonnance de 1945* [25 octobre 1963] (p. 5693); *somme d'argent reçue par la France de l'Allemagne; partie décaissée* (p. 5694); *existence d'un solde sur les fonds destinés aux victimes du nazisme; revalorisation de la retraite des cheminots anciens combattants* (p. 5694, 5695); CONSTRUCTION, Art. 33 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Denvers fixant les conditions d'utilisation de ces dotations* [31 octobre 1963] (p. 6175, 6176); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Plafond des dépôts; taux d'intérêt; application de la loi Minjoz* [6 novembre 1963] (p. 6610); BUDGETS MILITAIRES, Art. 20 : *Respect de la convention liant l'Etat et la S.N.C.F.; problème de l'indemnité compensatrice; majoration de celle-ci* [7 novembre 1963] (p. 6777); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Recettes du Fonds pour le développement des adductions d'eau; évolution des dispositions concernant les sociétés de recherche de pétrole; crédits pour la reconstruction des ponts* [8 novembre 1963] (p. 6927, 6928); *efforts considérables de la part de l'Etat pour la reconstruction des ponts* (p. 6928); IMPRIMERIE NATIONALE : *Installation du restaurant de l'Imprimerie nationale; dispositions législatives exonérant cet établissement du paiement de la taxe d'apprentissage* [9 novembre 1963] (p. 7075); AFFAIRES CULTURELLES : *Son amendement tendant à rétablir le crédit de l'article 12 relatif à la décentralisation lyrique au niveau de 1963; diminution des crédits du titre III de l'état B de 330.000 francs* (p. 7095); *son amendement tendant à augmenter de 330.000 francs les crédits du titre IV de l'état B* (p. 7095);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, Art. 7 : *Collaboration entre l'Assemblée, la Commission des finances et le Gouvernement* [5 décembre 1963] (p. 7641); Art. 8 *bis* : *Ses observations sur l'amendement de M. Vallon (Exonérations applicables depuis l'entrée en vigueur des articles 6 et 7 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963* (p. 7641); Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Raulet, tendant, à la fin du quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots « ils sont sans appel et ne peuvent être attaqués que par voie de cassation » les mots « il peut être fait appel devant la Cour d'appel »* (p. 7642); Art. 26 *bis* : *Son amendement tendant à la suppression de cet article (commission départementale des impôts se prononçant en cas de litige sur la bonne foi du contribuable); présumer cette bonne foi* (p. 7643); *importance du montant des majorations* (p. 7644); Art. 40 : *Son amendement (Non-opposabilité à l'administration des actes recouvrant les dissimulations définies au paragraphe premier)* (p. 7644); *souci d'unification; consultation de ce Comité ayant un caractère facultatif* (p. 7645); *caractère de l'amendement* (p. 7645); Art. 76 *bis* : *Chambres de commerce, chambres de métiers et chambres d'agriculture pouvant désigner celui de leur représentant à la commission départementale des impôts directs qui leur paraît le plus compétent* (p. 7646); *son amendement tendant à la suppression du quatrième alinéa (3° de cet article)* (p. 7646); Art. 78 : *Ses observations sur l'amendement de M. Raulet* (p. 7647);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Crédits évaluatifs; ajustement comptable* [10 décembre 1963] (p. 7783); *ses observations sur l'amendement de M. Deniau* (p. 7783); AGRICULTURE : *Montant des crédits de paiement inscrits au collectif* (p. 7784); TRAVAUX

PUBLICS : *Situation dans les Pyrénées-Orientales* (p. 7787); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur l'amendement de M. Feuillard tendant à insérer un article additionnel* (p. 7789);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes : *Texte proposé par le Sénat à l'article 23; rejeter l'article A nouveau; position de M. de Grailly; engagement pris par le Gouvernement de déposer prochainement un projet de loi sur l'expertise douanière* [11 décembre 1963] (p. 7830, 7831); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ziller tendant à supprimer cet article* (p. 7833); en troisième lecture : *Dépôt des projets financiers, soit sur le Bureau de l'Assemblée Nationale, soit sur celui du Sénat* [18 décembre 1963] (p. 7974);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-299 du 23 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation : *Ses observations sur les réflexions de M. Roucaute; application de l'article 9 du Code des douanes* [18 décembre 1963] (p. 7978);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 62-867 du 28 juillet 1962 relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatoires établis conformément aux règlements arrêtés par le Conseil de la Communauté économique européenne : *Portée technique du projet de loi; attachement du Gouvernement au principe de la politique agricole commune; application des accords intracommunautaires; position des négociateurs français à Genève* [5 mai 1964] (p. 1082);

Répond à la question orale, sans débat, de M. Bousseau relative à la délinquance juvénile [15 mai 1964] (p. 1232).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Cermolacce relative aux pensions de la caisse des retraites d'Algérie [15 mai 1964] (p. 1233).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Chaze relative aux inondations en Ardèche [15 mai 1964] (p. 1234).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Charret relative aux loyers commerciaux [15 mai 1964] (p. 1235).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Charret relative aux marchés de travaux de l'État [15 mai 1964] (p. 1236).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Commenay relative à la situation des gemmeurs landais [15 mai 1964] (p. 1237).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Valenet relative au reclassement indiciaire des fonctionnaires communaux [15 mai 1964] (p. 1238).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Baudis relative à la modification du Code des pensions civiles et militaires [15 mai 1964] (p. 1239, 1240).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Duffaut relative aux grossistes en fruits et légumes frais [15 mai 1964] (p. 1239, 1240).

Répond à la question orale, sans débat, de Mme Thome-Patenôtre relative à la réversibilité de la retraite de la femme fonctionnaire [22 mai 1964] (p. 1361, 1362).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Guillon relative à la rémunération des médecins assermentés [22 mai 1964] (p. 1362).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Raulet relative à la révision du plafond des forfaits [22 mai 1964] (p. 1363).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Beauguitte relative aux droits de mutation des immeubles ruraux [22 mai 1964] (p. 1364).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Mer relative à la retenue de cotisation sur pension mixte [22 mai 1964] (p. 1365).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Mer relative à la définition de l'intention spéculative en matière immobilière [22 mai 1964] (p. 1366).

Modification de l'ordre du jour : *Reporter à la fin de la séance la discussion du projet de loi ratifiant le décret n° 63-1080 du 30 octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation* [19 mai 1964] (p. 1250).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-129 du 12 février 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à diverses fontes relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Application du droit visé par le projet pouvant faire l'objet de prorogations; inclusion des produits en cause dans la négociation Kennedy* [19 mai 1964] (p. 1253);

— de la proposition de loi de M. Raymond Boisdé tendant à garantir aux garagistes, subrogés à l'administration, la récupération des impôts et taxes sur les produits pétroliers

payés pour le compte d'un débiteur failli : *Souci d'équité ; étendre aux détaillants en produits pétroliers le privilège accordé aux raffineurs importateurs, négociants en gros pour le recouvrement de la partie de leurs créances représentant le montant des droits et taxes inclus dans les prix ; crainte d'une extension à d'autres catégories de commerce* [19 mai 1964] (p. 1256) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte modificatif proposé pour l'article 380 du Code des douanes ; recouvrement de la partie de la créance représentant les droits de douane et taxes de toute nature grevant les produits visés au tableau B de l'article 265 d'un privilège sur les biens meubles* (p. 1256, 1257).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Rossi, relative aux licenciements dans une entreprise de Saint-Quentin [22 mai 1964] (p. 1366).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Risbourg relative aux prêts indexés à la construction [22 mai 1964] (p. 1367).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Lucien Richard relative aux emprunts en faveur de l'agriculture [22 mai 1964] (p. 1368).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Meck relative à la retraite complémentaire des ouvriers des forêts domaniales [22 mai 1964] (p. 1369).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Baudis relative aux bonifications de campagne des cheminots anciens combattants [22 mai 1964] (p. 1369, 1370).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Waldeck Rochet relative à la situation des médecins conventionnés [22 mai 1964] (p. 1370, 1371).

Ses observations sur l'ordre du jour : *Ordre de discussion des projets de loi relatifs à la ratification des décrets douaniers* [2 juin 1964] (p. 1564).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-110 du 5 février 1964 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation : *Grande diversité des décrets soumis à l'Assemblée Nationale ; nécessité de se procurer à l'étranger des produits dont manque la France ; autre série de décrets constituant l'application pure et simple des décisions de la Communauté économique européenne* [2 juin 1964] (p. 1567) ;

— du projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse : *Désir des fédérations de chasse ; position du congrès des présidents des fédérations départementales ; amendement de M. Vallon ; ressources supplémentaires obtenues par l'Etat allant au F.A.S.A.S.A.* [26 juin 1964] (p. 2290) ;

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Effort financier du Gouvernement ; application éventuelle de l'article 40 de la Constitution ; avantages certains consentis par le projet ; projet en discussion constituant un élément important dans le sens de la simplification* [7 octobre 1964] (p. 2976, 2977) ; Art. 1er : *Avant l'article L 1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite : définition proposée à l'unanimité par la Commission ; sa clarté ; opposition de M. Fil ; problèmes de traitement différé, de capitalisation et d'ouverture du droit à pension* (p. 2977) ; Art. L. 1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine pouvant opter pour le régime ancien ou la solution nouvelle* (p. 2978) ; Art. L. 1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Incidence financière des amendements de MM. Seramy et Fil ; obligation de s'en tenir au Code civil ; article 213 et 214 du Code civil ; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2978) ; *modifications du Code des pensions pouvant être étendues aux fonctionnaires des collectivités locales ; retraités des collectivités locales relevant de la caisse des retraites des agents des collectivités locales* (p. 2979) ; Art. L. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Billotte : retraite d'office, retraite accordée sur demande* (p. 2979) ; Art. L. 3 : *Ses observations sur les amendements de MM. Seramy, Billotte et Fil : dispositions transitoires ; ouverture du droit à la pension d'ancienneté ; bonifications pour les femmes fonctionnaires ayant eu des enfants* (p. 2980) ; *longueur de la liquidation des pensions ; griefs essentiels du personnel mis à la retraite* (p. 2980, 2981) ; *donner au texte pour le rendre applicable un caractère simple et uniforme* (p. 2981) ; *suppression de la différenciation entre pension d'ancienneté et pension proportionnelle ; situation de certaines mères de famille* (p. 2981) ; *cas des fonctionnaires anciens combattants visés par l'amendement de M. Billotte* (p. 2981) ; Art. L. 4 : *Eviter toute confusion dans la discussion ; prise en compte des services*

rendus dans des conditions régulières; période postérieure à l'indépendance (p. 2983); *problème du transfert de souveraineté; ne pas créer des situations extrêmement complexes, notamment pour les gens ayant travaillé au Viet-Nam* (p. 2983); *personnels des anciennes concessions françaises relevant exclusivement des municipalités locales; fonctionnaires détachés* (p. 2983); *distinction entre les fonctionnaires détachés dans les concessions françaises, c'est-à-dire fonctionnaires d'Etat et les agents qui n'étaient pas fonctionnaires, c'est-à-dire relevant des municipalités locales* (p. 2984); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2984); *ses observations sur l'amendement de M. Fil; matière relevant du domaine réglementaire* (p. 2984); *éviter la « contamination » des textes; faire compter, pour le calcul de la retraite des professeurs de l'enseignement technique, le temps d'activité professionnelle passé en dehors de l'administration; nécessité de passer un certain temps dans le secteur privé pour se former et pour compléter leurs connaissances; conséquences des amendements de MM. Billotte et Dupuy; sujétion particulière à l'enseignement technique* (p. 2984); *application de l'article 40 de la Constitution aux amendements de MM. Billotte et Dupuy* (p. 2985); *valider les services rendus à temps complet* (p. 2985); *situation des anciens auxiliaires devenus fonctionnaires* (p. 2985, 2986); Art. L. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bardet* (p. 2986); *première partie de l'amendement de M. Bardet entraînant des dépenses supplémentaires évidentes; ne pas modifier le principe posé dans le Code des pensions; donner, en cas d'infirmité, une pension sans condition de durée de service, aux militaires non officiers possédant le statut des militaires de carrière et également aux militaires non officiers ne possédant pas ce statut mais comptant plus de cinq ans de service si l'infirmité est imputable au service* (p. 2986, 2987); *application de l'article 40 de la Constitution au premier paragraphe de l'amendement de M. Bardet* (p. 2987); Art. L. 7 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Bignon; suppression de la distinction de l'ancienneté et de la proportionnalité; années d'études préliminaires étant prises en compte pour le calcul d'une pension d'ancienneté; bonifications lors de la liquidation de la pension; ne pas inciter les gens à quitter l'armée prématurément* (p. 2988); *droit à pension étant ouvert à partir de quinze années de service; situation des médecins et des anciens élèves de Polytechnique* (p. 2988, 2989); Art. L. 8 : *Période durant laquelle le fonctionnaire ou le militaire est en position régulière d'absence pour cause de maladie étant prise en compte pour la liquidation de la retraite* (p. 2989); *inapplication de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Moynet; ses conséquences: créer une situation littéralement inextricable* (p. 2989, 2990); Art. L. 11 : *Ses observations sur la proposition faite par M. Boscher* (p. 2991); *son opposition à l'amendement de M. Billotte; nécessité de s'inspirer des règles édictées par le Code civil pour la filiation; bonifications à accorder à une femme fonctionnaire ne pouvant amplifier le champ d'application de la législation; refus de la notion d'enfant sous tutelle* (p. 2991); *cas dignes d'intérêt mais ne pouvant être pris en considération* (p. 2992); *son sous-amendement tendant à remplacer les mots: « recueillis définitivement bien que ne pouvant être ni adoptés ni reconnus » par les mots: « issus d'un premier mariage du mari et pendant leur minorité »* (p. 2992); *possibilité de trouver une formule intéressant certains enfants recueillis dans des conditions parfaitement nobles lors de la rédaction des règlements d'administration publique* (p. 2992); *cas sociaux et humains pouvant être pris en considération grâce à la disposition contenue dans le sous-amendement du Gouvernement par la voie des règlements d'administration publique* (p. 2992); *éviter une iniquité extraordinaire pour certaines catégories de fonctionnaires; Code des pensions accordant un certain nombre d'avantages aux fonctionnaires se trouvant pendant la guerre de 1914-1918 dans les régions envahies ou des localités bombardées; situation différente pour la guerre de 1939-1945, guerre de mouvement; territoire français tout entier ayant été bombardé par l'aviation ou par l'artillerie* (p. 2993); *Règlement d'administration publique ne pouvant définir les localités de France ayant été bombardées durant la guerre 1939-1945; possibilité de le faire pour la guerre de 1918* (p. 2993); *ses observations sur les amendements de MM. Billotte et Fil tendant à dispenser de la condition d'occupation d'emploi en fin de carrière pendant un minimum de six mois* (p. 2994); *délai de quinze années* (p. 2994, 2995); *situation des hauts fonctionnaires, leurs qualités et leurs compétences; problème de l'écrêtement; application éventuelle de l'article 40 de*

la Constitution (p. 2995); *amendement de M. Fil étant inutile* (p. 2995, 2996); Art. L. 15 : *Son opposition aux amendements de MM. Fil, Doize et Seramy; tableau d'assimilation; ne pas alourdir le texte* (p. 2997); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2997); Art. L. 17 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Billotte tendant, dans le texte proposé par cet amendement à substituer aux mots : « recueillis lorsqu'il s'agira d'enfants orphelins ou abandonnés, ou encore d'enfants issus d'un mariage antérieur du mari et restés à la charge de la veuve d'un fonctionnaire » les mots : « ou issus d'un premier mariage du mari »* (p. 2997); après l'Art. L. 22 : *Importance de la gendarmerie; amendement de M. Cherasse tendant à majorer le supplément de pension obtenu en 1948* (p. 2999); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2999); Art. L. 23 : *Ne pas aller à l'encontre du Code des pensions; bonifications de campagne; ne pas rétablir une série de conditions particulières pour l'ouverture du droit à pension avant un certain âge* (p. 3000); *avantages et particularités mentionnés dans l'amendement de M. Bourges étant liés à la notion de congé spécial* (p. 3000); *bénéfices d'études préliminaires* (p. 3001); *problème des fonctionnaires ayant travaillé outre-mer* (p. 3001); Art. L. 24 : *Officiers comptant moins de vingt-cinq ans de service effectif* (p. 3002); Art. L. 27 : *Son opposition à l'amendement de M. Dupuy; ne pas accorder aux fonctionnaires bénéficiaires d'une rente d'invalidité des émoluments supérieurs à ceux qu'ils percevaient en période d'activité; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3003); Art. L. 37 : *Enfants sous tutelle, enfants recueillis* [8 octobre 1964] (p. 3013); *tenir compte des enfants légitimes tels que les définit le Code civil* (p. 3013); *ses observations sur l'amendement de M. Bignon* (p. 3013); *son amendement tendant, après les mots : « prévue à l'article L. 17 » à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article : « ce droit est également ouvert dans les mêmes conditions à la veuve si elle a élevé les enfants de son mari »* (p. 3013); Art. L. 38 : *son opposition à l'amendement de M. Bardet; enfants mineurs* (p. 3014); *veuve sans enfant; durée de six ans; délai de trois ans; délai transactionnel proposé par le Gouvernement étant de cinq ans* (p. 3014); Art. L. 39 : *Ses observations sur les amendements de MM. Billotte et Vignon* (p. 3015); *orphelins infirmes ayant droit au-delà de leur majorité à une pension de réversion au taux des enfants mineurs* (p. 3015); *pension d'orphelin; ne pas entrer dans la voie de l'extension de la filiation légitime définie par le Code civil* (p. 3015, 3016); *bonifications de pension accordées à la mère pour les enfants recueillis; question successorale* (p. 3016); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3016); Art. L. 40 : *Application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3016); *pension de reversion accordée aux veuves* (p. 3016); Art. L. 43 : *Situation de la femme divorcée qui s'est remariée avant le décès de son premier mari* (p. 3017); Art. L. 45 : *Veuve se remariant perdant son droit à pension; situation dans le cas où elle redevient veuve, la femme recouvrant ses droits comme si elle avait continué à percevoir sa pension, mais sans aucune condition d'âge et de ressources* (p. 3018); *opposition du Gouvernement à l'amendement de MM. Fil et Tourné; Assemblée ne pouvant se déjuger par rapport au vote qu'elle vient d'émettre; définition du concubinage notoire résultant d'une longue pratique jurisprudentielle; concubinage discret; fréquentations amicales; veuve se remariant; nécessité pour le nouveau mari de faire face aux besoins du ménage* (p. 3019); *absence d'objection d'ordre financier* (p. 3019); *rupture ou cessation du mariage; législation des veuves de guerre* (p. 3019, 3020); Art. L. 49 : *Situation des veufs; conséquences du décès de la femme; article 212 du Code civil* (p. 3021, 3022); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3022); *défense des intérêts de l'Etat; distinction entre le Code des pensions et l'aide sociale; taux d'invalidité; cas du mari grand invalide* (p. 3022); *ne pas humilier l'Assemblée; dialogue avec l'Assemblée* (p. 3023); après l'Art. L. 49 : *Code des pensions coûtant 230 millions en année pleine* (p. 3024); *ne pas consentir une pension à une catégorie nouvelle n'ayant jamais été visée par aucun texte législatif antérieur* (p. 3024); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3024); Art. L. 51 : *Application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3026); Art. L. 54 : *Existence du recours pour erreur de droit créant des situations mouvantes et inextricables; délai contentieux de deux mois; sécurité et rapidité des opérations; période intermédiaire de trois ans* (p. 3026); *erreur de droit résultant de l'évolution de la jurisprudence* (p. 3026, 3027); *défendre les intérêts des retrai-*

tés dans le sens d'une simplification; cas des 30.000 militaires; trop-perçu n'étant pas recouvré par le Trésor (p. 3027); *délai de recours de deux mois; période transitoire de trois ans* (p. 3027); *absence d'intérêt juridique de l'amendement de M. Bignon* (p. 3028); *délai constitutionnel en matière de recours administratif étant de deux mois; unifier les dispositions relatives au délai de recours* (p. 3028); Art. L. 60 : *Amendement de M. Le Goasguen tendant à inclure dans le traitement toutes les indemnités gravitant actuellement autour de lui; proposition du Gouvernement à cet amendement* (p. 3030); *ne pas tromper l'Assemblée* (p. 3030); *situation de certains agents atteints par la limite d'âge ayant pris leur retraite; possibilité donnée à ces fonctionnaires de cotiser à une caisse de sécurité sociale* (p. 3031); Art. L. 64 : *Son amendement tendant à ajouter à l'article L. 64 un troisième alinéa (fonctionnaire civil ou militaire qui, après avoir quitté le service, reprend un emploi relevant du régime institué par le présent code)* (p. 3032); Art. L. 87 : *Idée de paiement mensuel souhaitable dans l'intérêt des retraités; mesures ne s'improvisant pas; nécessité d'une simplification* (p. 3036); *nécessité de liquider rapidement les pensions; simplification étant la règle d'or* (p. 3036); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3036); Art. L. 93 : *Amendements tendant à réduire de 1 % à 0,50 % le taux du prélèvement effectué sur les avances mensuelles par la Caisse nationale d'Epargne et les caisses du Crédit municipal* (p. 3038); Art. 2 : *Application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3039); *jurisprudence constante en matière de droit à pension* (p. 3039); après l'Art. 2 : *Personnels des collectivités locales* (p. 3039); *veuves de 1914-1918; dépense de 60 millions de francs* (p. 3040); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3040); Art. L. 87 : *Amendement de M. Fil tombant sous le coup de l'article 40 de la Constitution* (p. 3045); Art. 3 : *Objectif du nouveau Code étant de simplifier la législation des pensions; problème de l'amélioration du paiement des pensions; cas d'une femme ayant deux enfants; dispositions transitoires étant nécessaires* (p. 3045); *cas des anciens combattants; invalidité* (p. 3045); *conditions d'âge; avoir trente ans d'activité dans la fonction* (p. 3046); *services actifs* (p. 3046); *abrogation de la loi du 4 avril 1953; sous-officiers quittant l'armée de l'air pour occuper un emploi civil* (p. 3047); *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Fil* (p. 3048); Art. 4 : *Application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3049); *situation des femmes âgées, veuves de la guerre de 1914-1918 titulaires de pensions au taux de réversion de 30 %; situation difficile de ces femmes* (p. 3049, 3050); Art. 5 : *Calendrier de mise en place échelonnée de la suppression de l'abattement du sixième étant différent selon qu'il s'agit des fonctionnaires en activité ou des retraités* (p. 3050); *situation des femmes fonctionnaires ayant des enfants; bonifications pour la réduction d'âge; suppression de l'abattement du sixième* (p. 3051); après l'Art. 7 : *Application de l'article 40 de la Constitution; ses observations sur l'amendement présenté par M. Abelin* (p. 3051, 3052); *création d'une catégorie nouvelle* (p. 3052); Art. 9 : *Ses observations sur les amendements de MM. Vallon et Bignon* (p. 3053); après l'Art. 10 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Seramy tendant à la création d'un conseil supérieur des retraités* (p. 3054); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3054); *membres faisant partie du conseil supérieur de la fonction publique* (p. 3055); EN SECONDE DÉLIBÉRATION : *Application de l'article 101 du Règlement* (p. 3055); Art. L. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « le droit à pension est acquis : 1° aux fonctionnaires après quinze années accomplies de services civils et militaires effectifs; 2° sans condition de durée de services aux fonctionnaires radiés des cadres pour invalidité résultant ou non de l'exercice des fonctions »* (p. 3055); *suppression des bonifications; revenir au texte initial de l'article L. 3* (p. 3055, 3056); Art. L. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (indication des bonifications)* (p. 3056); *bonification accordée aux professeurs d'enseignement technique au titre du stage professionnel exigé pour avoir le droit de se présenter au concours par lequel ils ont été recrutés* (p. 3056, 3057); Art. L. 24 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (jouissance de la pension pouvant être différée pour certains fonctionnaires civils, pour certains officiers)* (p. 3057); Art. L. 93 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Caisse nationale d'épargne et Caisse de crédit municipal étant autorisées à consentir aux pensionnés, bénéficiaires du présent Code, des avances représentant les arrérages courus d'un ou deux mois)* (p. 3057);

amendement de pure forme (p. 3057); *principes de la rétroactivité; situation des veuves* (p. 3057, 3058);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965; CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Baudis* [15 octobre 1964] (p. 3251); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, après l'Art. 55 : *Ses observations sur l'amendement de M. Darchicourt et sur celui de M. de Tinguy : Assemblée Nationale ayant été saisie au mois de décembre 1961, lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1962, d'un amendement prévoyant un plan quadriennal en faveur des anciens combattants et victimes de la guerre; mesures concernant les pensions de veuves et orphelins, les pensions d'ascendants et la proportionnalité de la pension* [20 octobre 1964] (p. 3406, 3407); *rapport constant; article 55 n'ayant aucun caractère impératif; plan quadriennal concernant les dispositions relatives à l'ensemble des questions relatives aux anciens combattants et victimes de la guerre* (p. 3407, 3408); *nécessité d'engager un dialogue; amendement adopté étant au départ un vœu et n'ayant de ce fait aucune force contraignante; donner aux anciens combattants les satisfactions demandées; impossibilité, pour le Gouvernement, de saisir le Parlement d'un nouveau plan quadriennal; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3409); *ses observations sur l'amendement de M. Beauguitte; application de l'article 55 de la loi de 1961* (p. 3409); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Gîtes ruraux; projet de réforme fiscale étant à l'étude et venant en discussion dans le courant de l'année prochaine; application aux gîtes ruraux d'un régime propre aux petits redevables ou d'un régime qui les ferait bénéficier soit d'une décote, soit d'un taux de taxation réduit* [21 octobre 1964] (p. 3522, 3523); IMPRIMERIE NATIONALE : *Problèmes et difficultés de l'Imprimerie nationale; restaurant de l'imprimerie; retard intervenu dans la surélévation du bâtiment du restaurant de l'Imprimerie; insérer cette question dans un programme général d'assainissement de l'îlot où est situé l'immeuble; mesures provisoires prises en attendant la réalisation du programme;* [23 octobre 1964] (p. 3843); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Evolution des principaux comptes spéciaux; comptes d'affectation spéciale; diminution de la charge de certains comptes; comptes de règlement avec les gouvernements étrangers; comptes d'avances du Trésor; accroissement de la charge résultant de prêts intéressant les H.L.M.; effort du Fonds d'investissement routier; priorité pour les autoroutes* (28 octobre 1964] (p. 3988); TAXES PARAFISCALES, après la ligne 61 *bis : Son amendement tendant à ajouter une ligne nouvelle après la ligne 61* bis *(taxe perçue en addition au prix des places de spectacles de théâtre)* (p. 4003); *amendement de pure forme; décret du 23 octobre 1964 ayant institué une taxe parafiscale au profit des théâtres privés* (p. 4003); INTÉRIEUR : *Augmenter de 240.000 francs les crédits attribués aux commissions de développement économique régional* [28 octobre 1964] (p. 4033); EDUCATION NATIONALE, Art. 60 : *Ses observations sur l'amendement de M. Chapalain; caractère assez lourd de l'amendement; référence à l'article 8 de la loi du 31 décembre 1959; possibilité de préciser certaines questions par un Règlement d'administration publique* [30 octobre 1964] (p. 4311, 4312); BUDGETS MILITAIRES, Art. 28 : *Détaxation éventuelle des carburants utilisés par les armées* [6 novembre 1964] (p. 4888); *perturbations très graves dans le domaine fiscal; amendement n'apportant aucune simplification comptable pour les armées* (p. 4889); AFFAIRES ALGÉRIENNES, après l'Art. 68 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven : venir en aide aux rapatriés; reclassement dans la vie économique; mesures déjà prises représentant un montant supérieur à 6 milliards; reclassement n'étant pas achevé le 1er juillet 1965; son opposition au principe d'une Commission extra-parlementaire dont la création est d'ailleurs du domaine réglementaire* [7 novembre 1964] (p. 4980, 4981); *établir un bilan de ce qui a été fait pour appliquer la loi de décembre 1961* (p. 4982, 4983); *rapport devant être étendu à l'ensemble de la loi du 26 décembre 1961* (p. 4983); *article 4 faisant partie de la loi du 26 décembre 1961* (p. 4983); *son sous-amendement à l'amendement de M. Pleven tendant à la suppression dans cet amendement des mots : « et notamment de son article 4 »* (p. 4983); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Principaux chapitres du budget des charges communes; augmentation des rémunérations des fonctionnaires étant de 2,5 de 1964 à 1965; ses observations sur l'action internatio-*

nale; action sociale; majoration des rentes viagères [9 novembre 1964] (p. 5186, 5187); *son amendement tendant à inscrire le chiffre: 33 millions de francs au titre premier de l'Etat B* (p. 5187); *amendement de pure forme; prélever sur les charges communes 33 millions de francs de manière à gager la perte de recettes résultant de l'élargissement des limites de la décote proposé par le Gouvernement* (p. 5187); *budget de continuité et de rénovation; budget de stabilisation; répartition des crédits; augmentation pour les agents des services financiers; renforcement des effectifs; problème des économies; réforme des structures administratives* (p. 5195, 5196); *amendement de M. Lalle; action du Gouvernement en faveur des services à l'étranger; rôle de la SOPEXA* (p. 5197); *application de l'article 42* (p. 5197); *son amendement tendant à compléter comme suit l'état H: « Agriculture - Chap. 44-72 - Remboursement au titre de la baisse de dix pour cent sur les prix des matériels destinés par nature à l'usage de l'agriculture »* (p. 5202); *amendement de pure forme; remboursement effectué au titre de la baisse de dix pour cent sur les prix des matériels agricoles* (p. 5202).

Répond à la question orale sans débat de M. Meck relative à la subvention aux caisses d'accidents du travail agricole du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [4 novembre 1964] (p. 4564).

Répond à la question orale sans débat de M. Westphal relative au certificat fiscal en cas de vente d'immeubles [4 novembre 1964] (p. 4565).

Répond aux questions orales sans débat relatives au barème de l'impôt sur le revenu [4 décembre 1964] (p. 5852, 5853).

Répond à une question orale sans débat de M. Lamps relative au reclassement des inspecteurs de certaines administrations [4 décembre 1964] (p. 5853).

Répond à la question orale sans débat de M. Ballanger relative aux majorations abusives des primes d'assurance [4 décembre 1964] (p. 5854, 5855, 5856).

Répond à la question orale de M. Rabourdin relative à l'annulation de l'augmentation des pensions de retraite de la S.N.C.F. [9 juin 1965] (p. 1914).

Répond à la question orale sans débat de M. Davoust relative à la remise en vente des biens immobiliers ayant fait l'objet de préemption [9 juin 1965] (p. 1914).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes : *Favoriser au moyen de la législation concernant le transit et l'entrepôt l'accroissement des exportations; assouplissement du régime de l'entrepôt; changement des structures dans l'administration des douanes; ses observations sur l'entrepôt public, l'entrepôt privé banal, l'entrepôt privé particulier, l'entrepôt spécial, l'entrepôt d'exportation; régime de transit; organisation des magasins et des aires de dédouanement; mesures de rétorsion contre les pratiques discriminatoires maritimes; ses observations sur les paroles de M. Dumortier; système des zones franches; problème des autorisations attachées à la création des entrepôts industriels; association d'un entrepôt banal privé à un entrepôt public* [10 juin 1965] (p. 1973 à 1975); Art. 151 : *Consultation des ports et des chambres de commerce* (p. 1977); *son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de l'article 151 du Code des douanes par les mots suivants: « ou par le commissionnaire en douane agréé pour les marchandises devant être stockées dans l'entrepôt public »* (p. 1977); Art. 131 : *Orientation vers la libération des échanges conduisant évidemment à la suppression des frontières; éviter les ruptures de charge* (p. 1978, 1979); Art. 82 *bis* : *Compétence propre des ports autonomes* (p. 1979); *magasins de dédouanement* (p. 1979); Art. 82 *ter: Magasins étant placés sous la responsabilité de l'exploitant, garantie pour le Trésor* (p. 1980); Art. 82 *quater: Compétence du port autonome étant parfaitement respectée* (p. 1980); *mise en dépôt étant exceptionnelle* (p. 1981); Art. 82 *quinquies: Exploitant ayant pris les marchandises en charge étant comptable à l'égard de la douane* (p. 1981);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie ayant refusé le crédit de 7.604.000 francs concernant la prise en charge par l'Etat de l'enseignement secondaire* [19 octobre 1965] (p. 3870); IMPRIMERIE NATIONALE : *Problème de l'aménagement du restaurant; aménagement de l'annexe de l'Imprimerie nationale de la rue du Capitaine-Ménard à Paris; ses observations sur les paroles de M. Lamps; conséquences du*

décret du 4 décembre 1961; privilège accordé à l'Imprimerie nationale; possibilité pour l'imprimerie de sous-traiter avec des entreprises privées [22 octobre 1965] (p. 3987); *ses observations sur les paroles de M. Lamps; Commission des impressions administratives; primes accordées au personnel; âge de la retraite des personnels* (p. 3987); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES - II - SERVICES FINANCIERS : *problèmes relatifs au personnel, aux locaux des services financiers, au commerce extérieur et au commerce intérieur; importations de granit; réduction des effectifs dans le service des douanes; réorganisation de ce service; réforme du statut des brigades; problème des retraites complémentaires; problème du logement se posant aux fonctionnaires à l'occasion de la fusion des régies ou de mutations normales; conséquences de la rénovation du cadastre; Commissariat au Tourisme* [27 octobre 1965] (p. 4222); après l'art. 61 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (situation des veuves de fonctionnaires morts pour la France)* (p. 4223); *cas des veuves de guerre dont le mari fonctionnaire est décédé après avoir bénéficié des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945; pension de réversion; cas où la veuve n'a pu se réclamer des dispositions légales* (p. 4223); TAXES PARAFISCALES : *Montant de la taxe de 0,30 franc perçue au profit du Comité interprofessionnel des vins de Beaujolais* (p. 4236); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Fonds national pour le développement des adductions d'eau; Fonds de développement économique et social; Fonds spécial d'investissement routier; prêts consentis aux pays du Maghreb; répartition géographique des engagements pris par la France* (p. 4238).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Davoust relative à la fiscalité sur l'automobile [22 octobre 1965] (p. 4002).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Fanton relative à l'affectation à la construction de terrains domaniaux [22 octobre 1965] (p. 4003, 4004, 4005).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Ansquer relative au prélèvement libératoire en matière de construction [22 octobre 1965] (p. 4006).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article additionnel (caisses mutuelles régionales; conditions prévues au premier alinéa de l'article 1994 du Code général des impôts)* [9 juin 1966] (p. 1877); *son amendement tendant à introduire un nouvel article additionnel (cotisations; excédent de ressources d'une caisse mutuelle)* (p. 1877); *montant des déductions autorisées sur l'impôt sur le revenu; montant maximum des cotisations déductibles* (p. 1878); *régime du forfait* (p. 1878).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives au prix et au marché européen du tabac [29 juin 1966] (p. 2449, 2450, 2453 et 2454).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal particulier des tabacs consommés dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion : *Ses observations sur le relèvement des droits de douane des tarifs spéciaux pour la Guyane, la Martinique et la Réunion, applicables aux tabacs fabriqués et importés de pays tiers; harmonisation des prix des tabacs; fiscalité de l'Etat applicable aux tabacs; droit de consommation; centre d'études spatiales installé en Guyane* [23 juin 1966] (p. 2263, 2264); Art. 1er : *Prix du tabac; cas du département de la Guyane* (p. 2265); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article premier (produit du droit de consommation perçu à la Réunion sur les cigarettes, les cigares, les cigarillos...)* (p. 2266); *cas du département de la Réunion* (p. 2266); Art. 4 : *Son amendement tendant au début de cet article, à substituer aux mots : « Ministre des Finances et des Affaires économiques » les mots : « Ministre de l'Economie et des Finances »* (p. 2266); Titre : *Inclusion de la Guyane dans le champ d'application de la loi* (p. 2267);

— du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées : *Situation des percepteurs; mouvements de populations* [23 juin 1966] (p. 2267);

— du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur : *Importance de l'assurance automobile; assurance de responsabilité civile; diffi-*

culté d'appréciation du risque automobile; accidents corporels; gestion des compagnies; cas de la Société de la Mutuelle du Sud-Ouest [23 juin 1966] (p. 2268, 2269); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 12-1 de la loi du 27 février 1958 (constatation d'un déséquilibre dans une entreprise d'assurances)* (p. 2270); *retrait de l'agrément; ses observations sur la situation difficile d'une compagnie d'assurances consécutive à l'insuffisance du taux des tarifs; rappel de prime; transfert d'un portefeuille à une autre entreprise agréée* (p. 2271); *cas des mutuelles* (p. 2272); *équilibre financier des sociétés* (p. 2272); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 12-2 de la loi du 27 février 1958 (relèvement de tarification)* (p. 2272, 2273); *son amendement tendant à supprimer, dans le quatrième alinéa de l'article 12-3 de la loi du 27 février 1958, les mots: « déduction faite, le cas échéant, du produit de la contribution exceptionnelle prévue au deuxième alinéa de l'article 12-1 ci-dessus »* (p. 2273); *son amendement tendant à supprimer le neuvième alinéa du texte proposé par l'article 12-3 de la loi du 27 février 1958* (p. 2273); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 12-4 de la loi du 27 février 1958* (p. 2273); *suppression de la contribution exceptionnelle* (p. 2273); *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 12-4 de la loi du 27 février 1958* (p. 2273); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'article 12-5 de la loi du 27 février 1958 (retrait d'agrément)* (p. 2274); *son amendement tendant à compléter l'article 12-6 de la loi du 27 février 1958 par un deuxième alinéa (cas d'inexécution de l'arrêté du Ministre des Finances instituant le relèvement de tarification)* (p. 2274); *tarif de prime pour l'avenir; rappel de cotisation* (p. 2274); après l'Art. 2 : *Rétroactivité de la loi; affaire de la Mutuelle du Sud-Ouest; Fonds de garantie* (p. 2274, 2275); Art. 3 : *Allongement du délai; retrait d'agrément* (p. 2276); *notifications adressées aux assurés* (p. 2276); après l'Art. 5 : *Rôle du Fonds de garantie* (p. 2277); *son amendement tendant après l'article 5 à insérer un nouvel article (cas des victimes d'accidents corporels causés par les véhicules automobiles* (p. 2277); EN DEUXIÈME LECTURE : *Perception par voie d'autorité d'un rappel de prime sur les assurés; Fonds de garantie; retrait d'agrément de l'entreprise en état d'insuffisance d'actif; politique de sous-tarification; rappel de prime volontaire; réforme du financement du Fonds de garantie* [18 novembre 1966] (p. 4685, 4686);

— du projet de loi relatif à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, Art. 3 : *Participation du territoire au coût de la fonction publique; charges de l'Etat; application de l'article 40 de la Constitution* [23 juin 1966] (p. 2280);

— du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, Art. 1er : *Taux-plafond de 18 %; taux effectif moyen; taux admis par le Conseil national du crédit pour les opérations de prêt; crédit à la consommation; crédit à la construction* [27 juin 1966] (p. 2390, 2391); *nécessité de sanctions contre les taux usuraires; publication des taux du Conseil national du crédit; nécessité de tenir compte de la nature du risque et de la petite importance du prêt* (p. 2392); Art. 9 : *Cas des sociétés mutuelles et des caisses de crédit mutuel* (p. 2396); après l'Art. 15 : *Prérogatives du Conseil national du crédit* (p. 2397); après l'Art. 15 *(suite) : Ses observations sur l'amendement de M. Vallon* (p. 2399); Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 2399);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 58 : *Possibilité d'accorder des majorations aux pensions des veuves de guerre à partir du 1er juillet 1967* [18 octobre 1966] (p. 3502); après l'Art. 58 : *Problème des marks des prisonniers de guerre; rapport constant; application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962; situation des veuves et des orphelins; pension des ascendants; plan quadriennal* (p. 3503, 3504); *situation des grands invalides; nécessité de respecter l'équilibre budgétaire* (p. 3504); EQUIPEMENT - MARINE MARCHANDE : *Propagande en faveur de la consommation du poisson; subventions à la construction; dotations pour la modernisation des navires de pêche* [21 octobre 1966] (p. 3743); MONNAIES ET MÉDAILLES : *Ses observations sur les œuvres sociales; implantation à Pessac de l'usine des monnaies et médailles; décentralisation des fabrications de l'usine de Beaumont-le-Roger; problèmes concernant le personnel*

[25 octobre 1966] (p. 3810, 3811); IMPRIMERIE NATIONALE : *Retard apporté à l'application au personnel de l'Imprimerie nationale de l'avenant à la convention collective nationale de l'industrie du livre; ses observations sur les locaux de l'Imprimerie nationale; situation du personnel féminin* [4 novembre 1966] (p. 4231); TAXES PARAFISCALES : *Fonds national de garantie contre les calamités agricoles; accidents survenus durant la garde des troupeaux en montagne* (p. 4232); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Poursuite de l'effort en faveur de l'investissement; adductions d'eau dans les communes rurales; allégement du dispositif militaire implanté en France; Fonds de développement économique et social; Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; région parisienne; prêts extérieurs accordés par la France; Fonds d'adductions d'eau; investissements routiers; crédits destinés aux autoroutes; problème des prêts gouvernementaux aux Etats étrangers; balance des comptes de la France* (p. 4251, 4252); ECONOMIE ET FINANCES - CHARGES COMMUNES : *Parution des décrets d'application du Code des pensions; cas des fonctionnaires tributaires du régime local des retraites du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base; amélioration de la situation des retraités de la fonction publique; suppression de l'abattement du sixième* (p. 4273); *augmentation du traitement de base; pouvoir d'achat; amélioration indiciaire des échelles E.S.1 et E.S.3; assouplissement en faveur des catégories C et D de l'accès aux échelles supérieures dites « échelles jumelées »; problème des rentiers viagers* (p. 4274); EQUIPEMENT — I. — SECTION COMMUNE, Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Royer; éventualité de la création d'un établissement public chargé de préfinancer les achats de terrains destinés à la construction de logements* [8 novembre 1966] (p. 4354); III. — LOGEMENT, Art. 42 : *Accession à la propriété* [9 novembre 1966] (p. 4458, 4459); *problème des primes; ses observations sur les I.L.N.* (p. 4460); Art. 46 : *Ses observations sur les inondations en Ille-et-Vilaine* [10 novembre 1966] (p. 4519); Art. 52 : *Régime fiscal des magasins à succursales multiples; majoration des patentes; suppression de la surtaxe* (p. 4519); *magasins à succursales multiples dans les villes de province* (p. 4520); Art. 58 : *Problème du rapport constant; plan quadriennal concernant les anciens combattants; cas des veuves de guerre* (p. 4522); EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 23 : *Fonds de vulgarisation du progrès agricole; problème du ramassage scolaire* (p. 4526); *situation des directeurs d'écoles primaires et maternelles comptant de cinq à neuf classes* (p. 4527); *organisation des services de l'Etat dans la région parisienne* (p. 4527); *problème d'une meilleure organisation du marché du poisson* (p. 4527); Art. 25 : *Problème du quart de place; possibilité d'appliquer le quart de place aux seuls déplacements des militaires qui rendent visite à leur famille* (p. 4528); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967, Art. 23 : *Son amendement tendant, pour le titre IV de l'Etat B concernant les affaires sociales, à majorer les crédits de 1 million de francs* [6 décembre 1966] (p. 5267); *rôle des caisses mutualistes d'anciens combattants et victimes de la guerre* (p. 5267); *son amendement tendant à l'Etat C pour la section II du Ministère de l'équipement (Travaux publics et transports) à majorer les autorisations de programme et les crédits de paiement du titre V de 4 millions de francs* (p. 5267); *Fonds spécial d'investissement routier* (p. 5267); *son amendement tendant, au paragraphe premier, à majorer les autorisations de programme de 13 millions de francs, au paragraphe II à majorer les crédits de paiement de 8 millions de francs* (p. 5267); *son amendement tendant au paragraphes I et II, dépenses en capital civiles, à réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement de 8 millions de francs* (p. 5267); *effort en faveur des collectivités locales; crédits pour l'équipement routier; ses observations sur les autoroutes et les routes nationales; participation des collectivités locales aux frais d'entretien* (p. 5268).

Répond à la question orale, sans débat, de de M. Prioux relative au *Comité interprofessionnel du miel* [4 novembre 1966] (p. 4262).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives à la situation des personnes âgées [4 novembre 1966] (p. 4263, 4264).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Jean Lainé relative à l'entretien des berges de la Seine [4 novembre 1966] (p. 4265, 4266).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code des douanes : *Revision de la législation douanière applicable aux produits pétroliers; régime fiscal de la pétroléochimie; taxes de péage* [18 novembre 1966] (p. 4688, 4689); Art. 11 : *Ses observations sur les redevances perçues par les chambres de commerce pour l'amélioration des aérodromes et l'entretien des ports* (p. 4696);

— du projet de loi portant règlement définitif des budgets de 1961, 1962 et 1963 : *Ses observations sur le projet de loi portant règlement du budget de 1966; conséquences des événements d'Algérie; problème du découvert effectif des projets de loi de finances; Fonds monétaire international; conséquences de la nomenclature utilisée dans les budgets de 1961, 1962, 1963; projet de loi de règlement du budget de 1965* [24 novembre 1966] (p. 4841, 4842); En deuxième lecture : *Ses observations sur les opérations d'Algérie; engagement du Gouvernement de déposer le projet de loi de règlement du budget de 1965 dès la prochaine session parlementaire; rapport de la Cour des comptes* [21 décembre 1966] (p. 5736);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Problème de l'impasse; dépenses concernant les opérations à caractère définitif; opérations à caractère temporaire ; décrets d'avance; dépenses à caractère social; aide sociale; développement de la prophylaxie; lutte contre les fléaux sociaux; ampleur du cyclone qui s'est abattu sur la Guadeloupe; traitements de la fonction publique; déficit des entreprises publiques; augmentation des tarifs; avances accordées aux régimes de sécurité sociale; déficit des régimes sociaux ; revalorisation de 0,75 du montant du point patronal; problèmes de trésorerie; question du découvert; débudgétisation; marché financier; assainissement des finances publiques; accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne; rôle du F.D.E.S.; crédits destinés à apurer les prêts consentis aux propriétaires pour l'amélioration des locaux destinés à être loués à des rapatriés; application de la T.V.A. à certains bureaux d'études* [1er décembre 1966] (p. 5133 à 5136); Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à la fin du texte proposé par l'amendement de M. Vallon à substituer au mot : « prévues aux articles 739 à 744 du Code civil » les mots : « prévues par le Code civil en matière de représentation successorale »* (p. 5136); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Possibilité de dispenser du droit de timbre les titres de paiement remis par des employeurs à leurs employés salariés pour leur permettre d'acquitter le prix des repas pris au restaurant)* (p. 5136); *problème des titres-restaurant* (p. 5136); après l'Art. 5 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : « Jusqu'au 31 décembre 1967, les entreprises qui effectuent les travaux d'études nécessaires à la réalisation d'opérations de constructions immobilières et de travaux publics, sans participer à cette réalisation, sont considérées comme exerçant à ce titre une activité libérale au regard des taxes sur le chiffre d'affaires, quelles que soient les modalités d'exécution de ces travaux d'études »* (p. 5137); après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas de fausse déclaration au moment de l'importation ou de l'exportation)* (p. 5137); *infractions aux règles de qualité et de conditionnement* (p. 5137); Art. 11 : *Distinction entre l'indemnité en nature et l'indemnité en espèces pour le paiement de l'indemnité lors du transfert des halles de Paris à Rungis* (p. 5143); Art. 12 : *Développement du crédit hypothécaire* (p. 5149); Art. 18 : *Institut national de la consommation; développement des essais comparatifs sur les produits de consommation; éducation du consommateur; ses observations sur l'émission télévisée « Jeanne achète »; rôle de l'Institut national de la consommation* (p. 5152); Art. 22 : *Son amendement tendant : 1° à compléter le premier alinéa de l'article 22 par les dispositions suivantes : « et s'il résulte des éléments de la cause que cette mesure n'est pas de nature à aggraver l'insolvabilité du débiteur »; 2° en conséquence, à la dernière ligne de cet alinéa, à remplacer la conjonction « et » par une virgule* (p. 5154); *conciliation entre les intérêts de la main-d'œuvre employée par l'entreprise et les intérêts des créanciers* (p. 5154); Art. 23 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 5 de cet article après le mot : « fixera » à insérer les mots « en tant que de besoin »* (p. 5155); Art. 24 : *Rôle de la S.N.E.P.; expansion de la langue française* (p. 5156); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour compléter l'article 13 de la loi du 11 mai 1946 modifiée par la loi du 2 août 1954 (Rôle de la S.N.E.P.; exploitation d'imprimeries en France*

et d'entreprises de presse et d'imprimeries à l'étranger) (p. 5157); Art. 25 : *Etatisation de la fonction publique polynésienne* (p. 5158); Art. 27 : *Avenir de l'industrie aéronautique française; projet Concorde; crédits correspondant à l'opération Concorde; modification dans la conception du Concorde; modalités du financement* (p. 5160, 5161); *montant de la garantie du financement* (p. 5161); *risque de mévente; garantie de financement en faveur de la S.N.E.C.M.A. et de Sud-Aviation* (p. 5162); Art. 29 : *Contrôle des chantiers de la Ciotat par l'Intra-Bank; ouverture d'un compte d'avances* (p. 5163); après l'Art. 30 : *Compensation financière versée à la S.N.C.F. pour un certain nombre d'obligations de service public imposées par l'Etat; déficit d'exploitation de la S.N.C.F.; modalités de calcul du remboursement de l'Etat à la S.N.C.F.* (p. 5166); Art. 33 : *Problème des abattoirs; simplification des structures; gestion des abattoirs publics; problème de la viande* (p. 5169); après l'Art. 33 : *Son amendement tendant après cet article à insérer le nouvel article suivant : « Le territoire de la Nouvelle-Calédonie pourra être autorisé à émettre des emprunts à long terme dans des conditions approuvées par le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer »* (p. 5169); *son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Application de diverses lois aux territoires d'outre-mer à l'exception des Comores)* (p. 5169, 5170); *rôle du Fonds d'amortissement des charges d'électrification* (p. 5170); Art. 35 : *Modalités de la prime de modernisation des cargos de ligne* (p. 5173); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Transfert de l'Institut géographique national* (p. 5175); *renvoi de la suite du débat* (p. 5177); EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 30 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* [6 décembre 1966] (p. 5282); *obligations imposées à la S.N.C.F.* (p. 5282); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Institut de consommation; transfert des Halles; Fonds de garantie automobile; chambres des métiers; société nationale des entreprises de presse; titularisation des agents contractuels de l'Institut national de la statistique et des études économiques; institut d'émission dans le Pacifique; institut de la consommation; problèmes de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement dans les communes rurales* [15 décembre 1966] (p. 5573, 5574); *ses remerciements aux membres de la Commission des finances et à M. Vallon; problème des prix* (p. 5580, 5581).

Modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif aux élections législatives* [6 décembre 1966] (p. 5274).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour [19 décembre 1966] (p. 5684).

Prend part à la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1964 : *Dépôt des lois de règlement; gestion de la trésorerie; problème des transferts; différence entre les demandes d'ouverture de crédits dont le projet de loi de règlement et les crédits initialement votés par le Parlement; circonstances exceptionnelles concernant l'Algérie* [21 décembre 1966] (p. 5860, 5861); *rapport de la Cour des comptes* (p. 5862).

BOURDELLÈS (M. Pierre), *Député des Côtes-du-Nord, 5e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [19 février 1963] (p. 2247).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à insérer dans le Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, un article L 23-1 instituant

une « licence touristique » qui permet de vendre pour consommer sur place, à l'occasion d'un service de spécialités gastronomiques, les boissons régionales traditionnelles, n° **532** [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 19 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 1er juillet 1938 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers agricoles sont victimes dans leur travail, n° **1767** [13 avril 1966]. La retire [3 octobre 1966] (p. 3059).

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 63) portant interdiction de la vente des produits de la pêche sous-marine, n° **1792** [28 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi n° 1918, modifié par le Sénat, portant interdiction de la vente des produits de la pêche sous-marine, n° **1956** [22 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 1175 et 1188 du Code rural en vue de supprimer tout délai dans les actions en révision des rentes allouées aux salariés agricoles victimes d'accidents du travail, n° **2059** [6 octobre 1966].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux cours de la pomme de terre primeur : *Effondrement des cours de la pomme de terre primeur; recours à l'exportation; intervention du F.O.R.M.A.* [5 juillet 1963] (p. 3912, 3913); *prime à l'exportation pour les producteurs de pommes de terre de Bretagne* (p. 3923).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Mesures prises en faveur de l'aviculture; adaptation des structures de production et de commercialisation aux conditions nouvelles des marchés; action de la S.I.B.E.V.* [4 novembre 1963] (p. 6283, 6284); AFFAIRES CULTURELLES : *Dépradations des monuments archéologiques et historiques de Bretagne; vols d'objets d'art dans les châteaux et les églises; interdiction de l'exportation des antiquités; vente des objets dérobés* [9 novembre 1963] (p. 7081, 7082);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Ne pas imposer aux agriculteurs de certaines régions une charge supérieure aux avantages apportés; organisation et fonctionnement du Fonds de garantie; détermination des indemnités; ne pas pénaliser une région* [21 avril 1964] (p. 844, 845);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème du crédit agricole mutuel; donner aux petits exploitants la possibiliter de rester sur leurs terres et de continuer à élever décemment leurs familles; décret du 22 mai 1963; instructions données à la Caisse nationale de crédit agricole; assouplissement des règles imposées au crédit mutuel* [5 novembre 1964] (p. 4692, 4693); BUDGETS MILITAIRES : *Conditions militaires des sous-officiers mariniers; indices de leur traitement; comparaison avec ceux des fonctionnaires* [6 novembre 1964] (p. 4867); AFFAIRES CULTURELLES : *Mesures pour protéger le patrimoine artistique français contre le pillage; interdiction de l'exportation des objets d'art anciens; établissement d'un inventaire des richesses artistiques de la France; dépôt du projet de loi réglementant l'exportation des antiquités; proposition de loi adoptée par le Sénat en décembre 1961 et relative à l'avis du Ministère des Affaires culturelles avant la délibération du permis de démolition des immeubles ayant plus de cent ans d'âge* [7 novembre 1964] (p. 4994).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux ressources des collectivités locales : *Raisons pour lesquelles les caisses de crédit agricole ne sont plus autorisées à prêter aux collectivités locales* [21 mai 1965] (p. 1501).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE : *Dégradation de la situation des pensionnés de la marine marchande et de la pêche; calcul des retraites; ouverture de nouvelles écoles d'apprentissage; situation du cabotage français* [12 octobre 1965] (p. 3518);

— du projet de loi portant interdiction de la vente des produits de la pêche sous-marine, en qualité de *Rapporteur: Rapports entre*

marins pêcheurs professionnels et pêcheurs sous-marins; limitation en nombre et en poids des prises des pêcheurs sous-marins; délimitation des zones d'interdiction de pêche sous-marine; obligation pour les pêcheurs sous-marins de posséder un permis de chasse sous-marine; interdiction de capturer des ormeaux et des oursins en pêche sous-marine; réglementation de la surveillance de la pêche sous-marine; création de gardes jurés [10 mai 1966] (p. 1169); Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article; dépeuplement des fonds; ruine des marins pêcheurs exerçant la pêche traditionnelle au moyen de casiers* (p. 1170); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Liste des personnes habilitées à relever les infractions à la loi portant interdiction de la vente des produits de la pêche sous-marine* [23 juin 1966] (p. 2278).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique du logement : *Problème de la construction des maisons individuelles; nécessité d'accélérer la délivrance des permis de construire; situation des Côtes-du-Nord* [15 juin 1966] (p. 2076, 2077).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT - MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur la retraite des marins et des pêcheurs et sur les pensions des veuves; aide au petit cabotage français; budget de l'établissement national des invalides; caisse de retraite des marins; plan Forner; problème des pensions des veuves des basses catégories* [21 octobre 1966] (p. 3749. 3750); *ses observations sur les crédits de l'inscription maritime* (p. 3755).

BOURGEOIS (M. Georges), *Député du Haut-Rhin, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Prise en charge de plus en plus importante par les collectivités locales des investissements nécessités par l'automatique rural et l'automatique intégral; utilisation éventuelle comme relais de télévision de l'ancienne station hertzienne du Grand Ballon d'Alsace* [8 janvier 1963] (p. 337, 338); CRÉDITS MILITAIRES : *Situation des différentes catégories du personnel dépendant du Ministère des Armées; revendications des personnels civils; positions de certains adversaires de la politique sociale du Gouvernement* [23 janvier 1963] (p. 1578);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Politique régionale; création d'emplois; équipement urbain; enseignement; construction de logements; implantation d'industries; besoins et possibilités de l'Alsace; faire face à la concurrence allemande; actions spécifiques dans les zones frontalières* [24 novembre 1964] (p. 5568, 5569).

BOURGEOIS (M. Lucien), *Député du Var, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à des travaux

d'équipement rural en matière d'hydraulique, Art. 1er (article 175 du Code rural) : *Situation dans le Var; incendies de forêts; prise en charge par l'Etat de dépenses hors de proportion avec les ressources des collectivités locales* [5 février 1963] (p. 2033, 2034).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Situation de l'enseignement dans le département du Var; manque de constructions scolaires* [20 juin 1963] (p. 3635).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES : *Subventions pour construire une caserne de gendarmerie dans sa commune; mesures prises à l'égard du personnel de l'arsenal de Toulon* [7 novembre 1963] (p. 6752, 6753); AFFAIRES CULTURELLES : *Graves difficultés éprouvées par les exploitants des petites salles de cinéma* [9 novembre 1963] (p. 7093);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Sauvegarder la forêt; situation des départements riverains de la Méditerranée* [5 novembre 1964] (p. 4716); BUDGETS MILITAIRES : *Son opposition aux mesures d'économies prises à l'égard de la gendarmerie; situation des sous-officiers mariniers; situation des ouvriers des établissements industriels de l'Etat* [6 novembre 1964] (p. 4877);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Situation de certaines catégories de personnel : celle des personnels des arsenaux de la marine, celle des retraités militaires, celle des personnels de la gendarmerie; relèvement des salaires des ouvriers des arsenaux; reclassement des techniciens à statut ouvrier; inquiétude dans le personnel de la gendarmerie* [21 octobre 1965] (p. 3961); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Incendies de forêts dans la région méditerranéenne et en particulier dans le département du Var; défense de la forêt étant une question d'intérêt national; société d'agriculture et d'horticulture de Toulon et du Var* [28 octobre 1965] (p. 4307);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier : *Cas du département du Var; prévention des incendies de forêts; nécessité d'entreprendre l'aménagement des massifs forestiers; création de points d'eau importants; intensification de la surveillance des massifs forestiers* [10 mai 1966] (p. 1175);

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne : *Avenir du département du Var; problème des industries de remplacement; situation des sous-traitants; rendement des ouvriers* [2 juin 1966] (p. 1653);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES : *Situation du personnel civil relevant du Ministère des Armées; statut des arsenaux et des établissements industriels de l'Etat; rémunération des personnels des régies; problème des mises à la retraite anticipée; ses observations sur la gendarmerie; pénurie des effectifs; brigades rurales; logement des gendarmes; cas de Toulon; problème du quart de place* [25 octobre 1966] (p. 3850, 3851).

BOURGES (M. Yvon), *Député d'Ille-et-Vilaine, 6e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales
(2e Gouvernement POMPIDOU)
du 23 février 1965 au 8 janvier 1966.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de l'Information
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales (2e Gouvernement Pompidou) [23 février 1965] (*J.O.* du 24 février 1965, p. 1547).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député à dater du 23 mars 1965 [2 avril 1965] (p. 571).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales (2e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de l'Information (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de l'Information cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou.)

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [7 février 1963] (p. 2090).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 décembre 1964] (p. 6152).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 28 : Travaux publics et transports : III. — Marine marchande, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 28, Travaux publics et transports : III. — Marine marchande, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), annexe n° 28. Travaux publics et transports. III. — Marine marchande, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son projet de loi autorisant la ratification : 1° de la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, signée à Paris le 29 juillet 1960, et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964; 2° de la Convention complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960, signée à Bruxelles le 31 janvier 1963 et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964, **n° 1582** [2 octobre 1965].

Son projet de loi instituant, à titre transitoire, un régime spécial de responsabilité en ce qui concerne les accidents d'origine nucléaire **n° 1624** [14 octobre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 6 : *Amendement de la Commission (Maintien du droit de timbre sur les connaissements) : son intérêt* [18 décembre 1962] (p. 92); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur spécial : Attention insuffisante portée par les pouvoirs publics au problème de la Marine marchande; difficultés de ce secteur; insuffisance des crédits; options assurées directement par l'Etat; enseignement et apprentissage maritimes; recherches pour la propulsion atomique, pour les navires à ailes portantes; compartimentage et stabilité du navire; automation; pollution par les hydrocarbures; options sociales; promotion sociale des marins; sécurité sociale maritime; nécessité de prévoir dans le prochain collectif le réajustement de la subvention de l'Etat; interventions économiques de l'Etat en matière de pêche; rénovation nécessaire de ce secteur économique; concurrence internationale; droit de pêche dans les eaux territoriales; importations de poisson en provenance d'Afrique; intervention de l'Etat en matière d'armement; crise du fret; armement au cabotage; armement naval; mécanisme d'attribution des allocations compensatrices; problèmes de la construction navale; concentration souhaitable des chantiers; financement des opérations de conversion; difficultés pour 1963; exploitation*

des lignes maritimes d'intérêt général; cas du paquebot France; *nécessité d'augmenter les crédits attribués à la marine marchande* (16 janvier 1963] (p. 896 à 898); Art. 17 : *Conséquences atmosphériques sur les productions agricoles; taxation des productions maraîchères; situation de la conchyliculture* [25 janvier 1963] (p. 1835).

Son rappel au Règlement : *Critères de fixation de l'ordre du jour; absence regrettable au présent ordre du jour de la question orale de M. Boscary-Monsservin sur les prix agricoles* [14 juin 1963] (p. 3405, 3406).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary - Monsservin, Bourdellès, Commenay, Philibert et Privat relatives aux prix agricoles : *Nécessité de procéder à une transformation des structures agricoles françaises ; aide souhaitable à l'exportation ; allégement fiscal en faveur des victimes du gel* [5 juillet 1963] (p. 3932).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, en qualité de *Rapporteur spécial*, MARINE MARCHANDE : *Enseignement maritime; crédits de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes; crédits pour la pêche; réglementation du chalutage côtier; situation des ostréiculteurs victimes du gel; avenir de l'armement français ; constructions navales ; subvention aux services maritimes d'intérêt général* [24 octobre 1963] (p. 5482, 5483); *parallèle entre l'agriculture et la marine* (p. 5498);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles : *Production et commercialisation des primeurs en Bretagne; semi-organisation du marché des primeurs; caractères des importations ; effondrement des cours; producteurs bretons se trouvant dans une situation dramatique; mise en œuvre de palliatifs ; organisation de la mévente ; rôle du F.O.R.M.A. ; indemnités ; précisions sur les conditions faites par le F.O.R.M.A. ; contrôle des importations de primeurs ; rapports entre producteurs et consommateurs ; réformes de structure* [4 juin 1964] (p. 1614 à 1616);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 4 : *Son amendement rectifié tendant à compléter la première phrase du septième alinéa (6°) de l'article L 4 par les mots: « anciennes concessions françaises »* [7 octobre 1964] (p. 2983); *assurer aux fonctionnaires et aux agents ayant servi dans les anciennes concessions françaises en Chine la prise en compte des services accomplis par la détermination de leur droit à pension* (p. 2983); *permettre à des fonctionnaires de l'Etat de faire valider des services rendus dans d'autres administrations, notamment dans les anciennes concessions françaises en Chine; fonctionnaires placés sous l'autorité d'un administrateur français* (p. 2984); Art. L 23 : *Son amendement tendant, après le cinquième alinéa de l'article L 23 à insérer un nouveau paragraphe: « Pour les fonctionnaires civils mis à la retraite à l'expiration d'un congé spécial ouvrant des droits particuliers en vertu des textes législatifs ou réglementaires antérieurs »* (p. 3000); *garantir à des fonctionnaires bénéficiant d'avantages particuliers la jouissance immédiate de leur pension dans les conditions prévues par les textes actuellement en vigueur* (p. 3000); Art. L 24 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa (1°) de cet article par les mots: « sous réserve des réductions d'âge acquises antérieurement à la promulgation de la présente loi »* (p. 3001); *ne pas priver des fonctionnaires de certains droits dont ils bénéficient, spécialement ceux qui ont accompli des services hors d'Europe* (p. 3001); *période transitoire* (p. 3001); Art. 3 : *Son amendement tendant, à la sixième ligne de l'article 3, après les mots: « L 9 (sauf) » à supprimer les mots: « le deuxième alinéa du 1° »* [8 octobre 1964] (p. 3046); En deuxième lecture, Art. L 23 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa (1°) du paragraphe premier de l'article L 23 par la disposition suivante: « L'âge ainsi exigé est réduit d'un an pour chaque période, soit de trois années de services sédentaires ou de la catégorie A, soit de deux années de services actifs ou de la catégorie B, accomplis hors d'Europe »* [14 décembre 1964] (p. 6088); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa (1°) du paragraphe I de l'article L 23 par les mots: « Sous réserve des réductions d'âge acquises pour les services accomplis hors d'Europe antérieurement à la promulgation de la présente loi »* (p. 6088); Art. 6 *ter: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux*

mots : « jusqu'au 1er décembre 1966 », les mots : jusqu'à la date d'expiration de la troisième année à compter de la date de promulgation de la présente loi » (p. 6094) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (1°) de l'article 6* ter (p. 6094) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur spécial : Adapter les crédits au régime de croisière de 1964 ; dotations prévues pour nos écoles de la marine marchande ; autorisations de dépenses étant en augmentation de 7,1 % ; rentes servies aux veuves de marins victimes d'accident professionnel ; aider la construction navale ; Commission des finances s'étant attachée spécialement aux modalités de la répartition des crédits entre petits et grands chantiers ; importance des petits chantiers ; économie maritime ; activités de pêche ; accroissement de la concurrence étrangère ; appauvrissement des fonds ; extension des eaux territoriales protégées ou des zones réservées ; émancipation économique de certains Etats, spécialement de certains Etats d'Afrique ; évolution technique de la pêche ; année 1964 ayant été difficile pour les marins pêcheurs ; réduction de l'aide à la pêche ; élaboration d'une politique européenne de la pêche ; réforme du régime fiscal des pêches maritimes ; observations sur la conchyliculture ; situation précaire de l'armement naval français ; importance des critères sélectifs ; rôle essentiel du cabotage dans les économies régionales* [23 octobre 1964] (p. 3855, 3856) ; *causes de la crise morale que connaît les marins ; réduction du nombre des emplois ; organisation avec les professions intéressées des stages de reconversion ; adapter l'enseignement maritime à la nouvelle situation ; assouplir les statuts maritimes ; définir une politique hardie de la marine marchande* (p. 3856, 3857).

En qualité de Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre chargé de la recherche scientifique et des questions spatiales :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification : 1° de la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire signée à Paris le 29 juillet 1960 et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964 ; 2° de la Convention complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960, signée à Bruxelles le 31 janvier 1963 et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964 : *Problème de la législation nationale ; Gouvernement devant proposer au Parlement un projet de loi particulier à la session d'avril 1966 ; ses observations sur la centrale nucléaire des Ardennes ; projet de loi devant être déposé sur la responsabilité des exploitants nucléaires en France ; responsabilité de l'exploitant nucléaire ; limitation de la responsabilité ; ses observations sur les problèmes d'assurance et de garantie financière* [5 octobre 1965] (p. 3330, 3331) ;

— du projet de loi instituant à titre transitoire un régime spécial de responsabilité en ce qui concerne les accidents d'origine nucléaire, Article unique : *Projet tendant à situer la responsabilité des exploitants nucléaires en attendant la ratification des conventions internationales de Paris et de Bruxelles ; couvrir la période transitoire ; amendements de la Commission* [26 octobre 1965] (p. 4100) ; après l'article unique : *Information du public ; publication du texte des conventions ; référence aux usages internationaux* [26 octobre 1965] (p. 4101) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Budgets de la recherche scientifique, du Commissariat à l'énergie atomique et du Centre national d'études spatiales ; poursuite de la politique engagée en 1958 ; nécessité d'accroître le niveau de la recherche fondamentale et d'en tirer le bénéfice sur le plan économique ; ses observations sur le C.N.R.S. ; crédits d'équipement ; aider au développement industriel ; politique de la recherche ; bilan de notre effort atomique ; autorisations de programme ; ses observations sur le synchrotron à protons Saturne du C.E.A. ; accélérateur allemand Desy ; études du plasma et de la fusion ; recherches fondamentales de biophysique et de biochimie moléculaires ; physique spatiale ; mise au point des armes thermonucléaires ; uranium naturel ; complexe de Pierrelatte ; usine basse ; usine moyenne ; usine de plutonium de la Hague ; emploi de radio-isotopes ; centrale de Brennilis ; ses observations sur les filières à eau lourde ; problème de la sécurité ; protection contre les rayonnements ionisants ; coopération entre tous les organismes ; budget de l'espace ; Centre national d'études spatiales ; apparition des satellites d'application en matière de télécommunications, de météorologie et de navigation ; rôle du C.E.R.S. et du C.E.C.L.E.S. ; lancement de satellites scienti-*

fiques; enveloppe spatiale prévue au Ve plan; loi d'équipement; cas de la Guyane; base du Kourou; satellite F R 1; ses observations sur le D 2 et le satellite opérationnel D 4 [26 octobre 1965] (p. 4115 à 4119).

En qualité de Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre chargé de l'Information :

Répond aux questions orales sans débat de MM. Dupuy et Georges Germain, relatives à l'interdiction de la projection d'un film (*Suzanne Simonin, la Religieuse de Diderot*) [29 avril 1966] (p. 1033, 1034, 1035, 1036, 1039).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion : *Rapports entre les propriétaires et les locataires; problèmes de gestion et d'équipement* [2 juin 1966] (p. 1645); Art. 1er : *Préoccupations des radios amateurs; installation d'un radiotéléphone* (p. 1646); *installation d'antennes émettrices et réceptrices* (p. 1646, 1647); Art. 3 : *Droit des propriétaires et des locataires; participation financière des locataires; situation des locataires qui n'ont pas acquis un appareil de télévision* (p. 1648); *application de la loi progressivement* (p. 1648); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret; rôle du syndicat des copropriétaires* (p. 1649); En deuxième lecture : *Radios amateurs ayant la possibilité d'exiger du propriétaire l'installation de leur antenne émettrice et réceptrice* [24 juin 1966] (p. 2356, 2357); Art. 1er et 3 : *Ses observations sur les amendements de M. Coste-Floret* (p. 2357, 2358);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, Services du Premier Ministre : Information - Office de radiodiffusion-télévision française : *Ses observations sur les divers rapports parlementaires relatifs à l'O.R.T.F.* [28 octobre 1966] (p. 4039); *procédé S.E.C.A.M. IV* (p. 4043); *ses observations sur les paroles de M. Fernand Grenier* (p. 4047); *redevance de l'Agence France-Presse; subvention à la S.N.C.F.; Fonds culturel; relations avec les pays d'Afrique; principe d'une opération d'aide à la diffusion de la presse française en subventionnant le transport par avion de certaines publications; caractère du budget de l'O.R.T.F.; développement de l'équipement; télévision en couleurs* (p. 4050, 4051); *situation financière de l'Office; problèmes administratifs; ses observations sur les programmes; redevance versée à l'industrie du disque; rôle du Syndicat national de l'industrie et du commerce phonographique; publicité à la télévision; taxe de télévision exigible pour les résidences secondaires; publicité de marque; situation des pigistes permanents; centre d'actualités télévisées d'Amiens; directeurs administratifs régionaux de l'O.R.T.F.; question de la possibilité de confier la perception des redevances aux services du Trésor; rapports entre la télévision et le cinéma; ses observations sur les programmes; télévision en couleurs; conditions de transmission des programme de la première et de la deuxième chaîne ; problème de la deuxième chaîne; émissions régionales; situation de la Vendée-Sud; problème de la musique; retransmission des débats de l'Assemblée Nationale; procès Ben Barka; but de l'O.R.T.F.; problèmes consécutifs aux élections législatives* (p. 4053 à 4055);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Problème de l'utilisation de la radiodiffusion et de la télévision; émission de propagande électorale dans le cadre des stations régionales; nature de la propagande sur les antennes; but des élections législatives; attribution d'un égal temps d'antenne aux formations qui appartiennent à la majorité et aux formations qui ne lui appartiennent pas; modes de répartition des temps d'antenne entre les formations politiques participant à la compétition; rôle du bureau de l'Assemblée Nationale complété par les présidents des groupes parlementaires; cas des formations politiques qui ne sont pas présentes à l'Assemblée Nationale; mouvements politiques devant être représentatifs sur le plan national; détermination de ce critère; organisation pratique des émissions; rôle des postes périphériques; définition des éléments qui appartiennent ou n'appartiennent pas à la majorité; abstention des membres du Gouvernement à des manifestations officielles pendant la campagne électorale* [7 décembre 1966] (p. 5311, 5313); *but des élections législatives* (p. 5315); *ses observations sur le fait personnel de M. Abelin* (p. 5326); Art. 2 : *Utilisation des antennes de l'O.R.T.F. pendant la campagne électorale* (p. 5333); *ses observations sur les paroles de M. Fanton* (p. 5337); *responsabilité du Gouvernement* (p. 5340); *impartialité du conseil d'administration de l'O.R.T.F.* (p. 5340, 5341);

avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'initiative prise par un quotidien de province d'offrir aux candidats la possibilité de publier une page entière de publicité électorale* (p. 5342); *droit de vote par correspondance* (p. 5344); Articles additionnels : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven : interdiction de propagande et de publicité à partir de stations de radio ou de télévision situées hors du territoire français* (p. 5346);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Pierre Bas, relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale représentant les territoires d'outre-mer : *Possibilité d'étendre le régime d'élections métropolitain aux territoires d'outre-mer; unification de la législation; ses observations sur la Polynésie française; problème de l'abstentionnisme* [7 décembre 1966] (p. 5349, 5350); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Bas* (p. 5351); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (détermination du second tour de scrutin; cas de la Polynésie française)* (p. 5352); *ses observations sur la confection du matériel électoral en vue du deuxième tour* (p. 5352); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer la fin de cet article* (p. 5352).

BOURGOIN (M. Pierre), *Député de la Seine, 12e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Dépôt :

Sa proposition tendant à supprimer les délais impartis pour l'obtention des titres et droits attachés à la qualité d'anciens combattants ou de victimes de la guerre, **n° 271** [17 mai 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Problème du Katanga; intervention de l'O.N.U. dans ce pays; action du gouvernement Tshombe* [24 janvier 1963] (p. 1661, 1662);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES : *Données de la stratégie nouvelle; multiplication des armes nucléaires tactiques; orientation et organisation de la défense* [7 novembre 1963] (p. 6774);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Indépendance européenne; loi de programme ayant pour but de rendre la France dissuasive par rapport aux autres puissances nucléaires; progrès des recherches spatiales; programme spatial de défense; caractère indispensable de la coopération européenne; sécurité française et européenne* [1er décembre 1964] (p. 5746 à 5748).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale sans débat relative à la standardisation de la production des armements [14 octobre 1966] (p. 3455, 3456, 3457).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE : *Importance de la recherche en Europe; recherches militaires et spatiales; collaboration internationale; transmission de la télévision par satellites* [28 octobre 1966] (p. 4090).

BOURGUND (M. Gabriel), *Député de la Haute-Marne, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1963 (2e partie) (n° 22), III. — Section commune, services d'outre-mer, **n° 111** [17 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 590) autorisant la ratification de divers accords et conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise, **n° 697** [28 novembre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1307), autorisant la ratification de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Tchad conclue le 19 mai 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad et l'approbation des accords de coopération culturelle et d'assistance militaire technique conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, **n° 1433** [10 juin 1965].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, à la suite d'une mission effectuée du 23 février au 11 mars 1966 dans les départements français des Antilles et de la Guyane et à Dakar, **n° 1864** [31 mai 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, COOPÉRATION : *Présence, dans le budget de la coopération, de dépenses relatives au stationnement des troupes françaises outre-mer* [21 janvier 1963] (p. 1360, 1361); CRÉDITS MILITAIRES, (Section commune, services d'outre-mer) en qualité de *Rapporteur pour avis : Réorganisation de l'implantation des forces françaises outre-mer; principes de cette réorganisation tels qu'ils ont été fixés en 1961-1962; diminution des effectifs des troupes autochtones; nécessité de renforcer les troupes françaises outre-mer* [23 janvier 1963] (p. 1563, 1564);

— du projet de loi autorisant la ratification de divers accords et conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise, en qualité de *Rapporteur pour avis: Accord de défense signé le 10 juillet 1963 par le Gouvernement togolais et le Gouvernement français; transfert aux forces armées togolaises des personnels et des matériels pour permettre la mise sur pied d'un élément de gendarmerie et d'une compagnie d'infanterie; avis favorable au projet de loi* [4 décembre 1963] (p. 7632);

— en troisième lecture, du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement : *Absence de nouveau rapport, car identité de situation* [3 décembre 1963] (p. 7596); en quatrième et dernière lecture : *Position de la Commission de la défense nationale; maintien de sa position sur le fond; problème posé par le cas des objecteurs de conscience devant être réglé dans le cadre de la loi sur l'organisation militaire* [11 décembre 1963] (p. 7826);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Projet de loi en discussion devant être considéré comme une étape vers un équilibre; principe de l'universalité et de l'égalité du service national; ses observations sur l'armée de terre;*

forces opérationnelles atteignant un grand degré de technicité ; situation des engagés à court terme ; question de l'incorporation ; réforme des structures de l'instruction [25 mai 1965] (p. 1543, 1544) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées, en *qualité de Rapporteur suppléant : Recrutement des officiers ; Sénat ayant voulu étendre le recrutement par le rang aux sous-officiers des armées de mer et de l'air* [21 juin 1965] (p. 2335) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Recrutement des sous-lieutenants d'administration du service de santé)* (p. 2335).

BOUSSEAU (M. Marcel), *Député de la Vendée, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 janvier 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [7 juin 1963] (p. 3258) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle) [14 juin 1966] (p. 2038) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs, chargés de travaux pénibles, de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725) ;

— membre titulaire du Conseil supérieur de l'hydraulique [29 avril 1965] (p. 1011).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre aux sapeurs-pompiers volontaires de remplacer les obligations militaires traditionnelles par un stage de durée égale dans certaines formations de sapeurs-pompiers, **n° 618** [29 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, **n° 819** [10 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 721), modifié par le Sénat, organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, **n° 1008** [23 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, n° **1041** [29 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à organiser la lutte contre la brucellose bovine, n° **1642** [28 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 1236) tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne, n° **1862** [27 mai 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 17 : *Amendement de M. Chapalain (Majoration du taux de prélèvement sur le pari mutuel) : inconvénients que présente pour l'élevage français une majoration éventuelle du prélèvement de l'Etat sur le pari mutuel; développement probable, au cas où l'amendement serait adopté, de l'activité des bookmakers; nécessité de développer la production des pur-sang* [29 mai 1963] (p. 3108, 3109);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 9 : *Son amendement (Prélèvement spécial progressif sur les rapports du pari-tiercé)* [23 octobre 1963] (p. 5412); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Lutte contre les calamités atmosphériques; enseignement technique agricole; crédits affectés à l'habitat rural; fixation du prix du blé-fermage* [4 novembre 1963] (p. 6325);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, en qualité de *Rapporteur : Importance du problème agricole dans l'économie française; encouragement à l'assurance; indemnisation des dommages; objectif visé par le Gouvernement; amendements proposés; augmenter la contribution de l'Etat au financement du Fonds national; espoir du monde agricole; tarif afférent aux risques grêle; bénéficiaires des indemnités du Fonds de garantie; payer les risques non assurables* [16 avril 1964] (p. 788, 789, 790); Art. 1er : *Impossibilité d'accepter des amendements constituant un véritable contre-projet fondé sur des principes différents de ceux retenus par le Gouvernement; problème de l'indemnisation* [22 avril 1964] (p. 862 à 864); *son amendement (Etablissements d'ostréiculture et de mytiliculture assimilés aux exploitations agricoles)* (p. 864); Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « période de cinq ans » les mots « période de dix ans »* (p. 867); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 2, après les mots « de l'arrêté prévu ci-après », à insérer les mots « et au maximum dans un délai de six mois suivant la date de promulgation de la présente loi »* (p. 867); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 2 à substituer aux mots « en fonction notamment de l'aide financière », les mots « compte non tenu de l'aide financière »* (p. 868); *effort éventuel des collectivités locales* (p. 868); *son amendement tendant à la fin de l'article à substituer aux mots « au cours de la cinquième année » les mots « au cours de la dixième année »* (p. 869); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Voisin; rejet de cet amendement par la Commission de la production et des échanges; impossibilité de supprimer la participation professionnelle* (p. 871); *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de cet article par les mots « et ne pourra être supérieur à 10 % »* (p. 874); *son amendement (Arrêté déterminant les abattements dont pourront bénéficier les exploitants mettant en valeur des terres dont le revenu cadastral est inférieur à celui visé au deuxième alinéa de l'article 1106-8 du Code rural relatif aux cotisations d'assurance-maladie* (p. 875); *augmentation de la participation au Fonds national de garantie; application des dispositions de l'article 98 du Règlement* (p. 875, 876); Art. 5 : *Application de l'article 15 fixant les modalités d'application aux départements d'outre-mer* (p. 877); *son amendement tendant à compléter l'article 5 par un nouvel alinéa (Assimilation aux dommages ci-dessus énumérés ceux causés par certaines calamités exceptionnelles, telle que la grêle)* (p. 878); *son amendement tendant à compléter l'article 5 par un nouvel alinéa (Assimilation aux dommages visés ceux causés par l'action des campagnoles quand ils entraînent des pertes égales ou supérieures à 25 % du produit brut de l'exploitation)* (p. 879); *situation géographique du dommage; services de protection des végétaux* (p. 879); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Dommages présentant pour une zone ou pour une période*

déterminée le caractère de calamités par référence aux critères visés à l'article 675 du Code rural) (p. 880); *ne pas remettre en cause le pouvoir discrétionnaire du Gouvernement; nécessité de consulter préalablement les intéressés représentés au sein d'une commission nationale* (p. 881); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé, à insérer après les mots « le Ministre de l'Agriculture » les mots « et le cas échéant le Ministre chargé des Départements d'outre-mer »* (p. 881) ; Art. 5 *(suite) : Ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; notion de calamité ; inefficacité ou insuffisance des moyens techniques de lutte préventive ou curative en cas de calamité* [23 avril 1964] (p. 895); Art. 7 : *Assurance couvrant l'ensemble de l'exploitation* (p. 900); *son amendement tendant, dans la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 7, après les mots « à faire l'objet d'un contrat d'assurance » à insérer les mots « dans la région considérée »* (p. 900); *détermination des conditions normales d'assurance; conditions climatiques et météorologiques locales* (p. 900); *son amendement tendant, dans la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 7 à substituer aux mots « la preuve que les autres éléments » les mots « la preuve que l'un au moins des autres éléments »* (p. 900); *son amendement tendant à insérer, après le deuxième alinéa de l'article 7, un nouvel alinéa suivant: « Ne sont pas considérés comme risques normalement assurables, ceux causés par des éléments naturels dans une région où ceux-ci ne sont pas habituels »* (p. 900); *principe général susceptible de guider les travaux des instances locales ou régionales appelées à donner leur avis et les tribunaux judiciaires* (p. 900, 901); *son amendement tendant à la suppression du troisième alinéa de l'article 7* (p. 901); *son amendement tendant à rédiger le dernier alinéa de l'article 7 (Indemnité allouée ne pouvant dépasser 75 % des dommages subis)* (p. 902); *indemnité ne pouvant excéder 50 % des dommages subis* (p. 902); Art. 9 : *Son amendement tendant à remplacer les mots « si celle-ci peut être réalisée » par les mots « si celle-ci peut être de nouveau réalisée dans des conditions normales »* (p. 903); *son amendement tendant à compléter comme suit le dernier alinéa de l'article 9 : « en tenant compte du nombre de récoltes qui ne pourront avoir lieu »* (p. 904); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, après les mots « le Ministre de l'Agriculture » à insérer les mots « et le cas échéant, le Ministre chargé des Départements d'outre-mer »* (p. 905); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 10, après les mots « et le Ministre de l'Agriculture fixe » à insérer les mots « sur proposition de la Commission nationale prévue à l'article 14 et... »* (p. 905); Art. 11 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de l'article 11, à insérer un nouvel alinéa « Cas de cumul du prêt consenti au titre des articles 675 et 675-1 du Code rural et d'une indemnité versée au titre de la présente loi »* (p. 907); *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de l'article 11, à substituer aux mots « dans l'alinéa précédent » les mots « dans les alinéas précédents »* (p. 907); Art. 13 : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 675-2* (p. 908); Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article « Commission nationale des calamités agricoles ayant notamment pour mission l'information du Fonds en ce qui concerne l'étude et l'organisation de la prévention »; « rôle des comités régionaux »* (p. 909) ; *ses observations sur son amendement* (p. 909) ; En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Importance et urgence de la loi ; harmonisation des thèses proposées pour les articles 3* bis, *4* bis *et 6* bis : *amélioration du texte ; monde agricole attendant avec impatience le vote et la promulgation de la loi* [23 juin 1964] (p. 2121); Art. 3 *bis : Son amendement tendant à la suppression du cinquième alinéa de l'article 3* bis (p. 2124); *éviter de voir se prolonger indéfiniment un régime de financement dit provisoire* (p. 2124); Art. 4 *bis : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « les éléments principaux de l'exploitation étaient assurés », les mots : « l'un au moins des éléments principaux de l'exploitation était assuré »* (p. 2125); *son amendement tendant à la suppression de la première phrase du troisième alinéa de l'article 4* bis (p. 2127); *insuffisance de la disposition votée par le Sénat; assurance contre l'incendie des bâtiments, des récoltes et cheptel mort ou vif* (p. 2127); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de l'article 4* bis *(Défaut ou insuffisance d'assurance ; son caractère opposable au sinistré)* (p. 2127); *éviter qu'un fermier ne se voit opposer le défaut ou l'insuffisance des assurances que le bailleur doit souscrire pour*

sa part ou inversement (p. 2127); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 4* bis *(Eléments principaux de l'exploitation)* (p. 2127); *ne pas encourager les agriculteurs à se mal assurer pour l'ensemble des éléments de l'exploitation* (p. 2127, 2128); Art. 6 *bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « En vue de favoriser le développement de l'assurance contre les risques agricoles énumérés par un décret, le Fonds prend en charge... »* (p. 2128); *liste des risques établie par décret et non par arrêté ministériel* (p. 2128); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de l'article 6 : « Le décret prévu au premier alinéa ci-dessus déterminera également le taux de cette prise en charge »* (p. 2128); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 6* bis *(Ministre des Finances et Ministre de l'Agriculture établissant un inventaire des résultats obtenus pendant les deux premières années de fonctionnement du Fonds)* (p. 2128); *son amendement tendant à compléter l'article 6* bis *par un nouvel alinéa (Contrats en cours garantissant les biens visés à l'article 4* bis) (p. 2128); *dénonciation par une des parties des contrats comportant des conséquences juridiques importantes* (p. 2128, 2129); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « et dans la limite des crédits répartis à cet effet »* (p. 2129); Art. 15 *bis : Son amendement tendant à compléter l'article 15* bis *par un nouvel alinéa (Dispositions de la loi n° 50-960 du 8 août 1950 instituant un Fonds national de solidarité agricole étant maintenues)* (p. 2132); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, en qualité de *Rapporteur : Rôle de la Commission mixte paritaire parvenue à un accord sur les textes demeurant en discussion; principe d'une période transitoire suggéré par le Sénat; modifications de forme* [29 juin 1964] (p. 2336).

Pose à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, une question orale sans débat, relative à la délinquance juvénile [15 mai 1964] (p. 1232, 1233).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 17 : *Son amendement, tendant, dans le paragraphe premier, troisième alinéa, de l'article 17 à substituer à : « 1963 », les mots : « de l'année précédente »* [16 octobre 1964] (p. 3344); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Augmentation du chiffre des investissements par rapport au précédent budget; volume des prêts du crédit agricole; insuffisance des équipements collectifs de l'agriculture; situation en Vendée; ravages causés par les campagnols* [5 novembre 1965] (p. 4722);

— du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement, Art. 4 : *Retrait de son amendement déposé avec M. Bertrand Denis* [15 juin 1965] (p. 2119);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 27 : *Taxe unique, dite de circulation sur la viande* [25 juin 1965] (p. 2535);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Budget social des exploitants agricoles; habitat rural; adductions d'eau; cas de l'Ouest de la France; financement des investissements primordiaux; ressources du F.O.R.M.A.; leur destination; taxe sur les margarines et corps gras d'origine végétale; caisse de crédit mutuel agricole* [28 octobre 1965] (p. 4297, 4298).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique à l'égard des anciens combattants : *Forclusions; revalorisation des retraites des veuves de guerre; commémoration de la bataille de Verdun* [1er juin 1966] (p. 1623, 1624).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Edgar*

Faure pour l'article 850 du Code rural par un nouvel alinéa (Travaux concernant les améliorations prévues à la présente loi devant être réalisés par le preneur dans les conditions les plus économiques) [3 juin 1966] (p. 1703); *éviter les mauvais investissements* (p. 1703, 1704);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Mutations du monde agricole; formation de l'Europe verte; aspect social et économique du budget ; B.A.P.S.A.; F.A.S.A.S.A.* [26 octobre 1966] (p. 3926, 3927); *situation des exploitants âgés; fiscalité pesant sur le monde agricole; cas des départements de l'Ouest; taxe complémentaire; ses observations sur les revenus cadastraux; insuffisance des bourses pour les enfants d'exploitants agricoles; lutte contre la brucellose; information du monde agricole; problème de la vulgarisation des techniques modernes; insuffisance des crédits alloués aux fédérations de groupements de défense contre les ennemis des cultures; problèmes de l'application de la loi sur les calamités agricoles; équipement rural; problèmes de l'hydraulique* (p. 3927, 3928); *cas des marais de l'Ouest* (p. 3927, 3928) et [27 octobre 1966] (p. 3967); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION - OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Cas de la Vendée; problème de la seconde chaîne* [28 octobre 1966] (p. 4049, 4050); EDUCATION NATIONALE : *Bourses scolaires; transports scolaires; cas de la Vendée; problème des fournitures scolaires; situation des enfants issus de familles peu fortunées; charges sociales qui incombent à l'enseignement privé; enseignement privé sous contrat simple; indemnités de direction, de logement, d'économat, de personnel de surveillance* [2 novembre 1966] (p. 4144);

— du projet de loi sur l'élevage : *Lutte contre la brucellose; ses conséquences* [22 novembre 1966] (p. 4738, 4739);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Non-application des interdictions édictées articles 7, 8 et 9 aux banques et aux établissements financiers enregistrés par le Conseil national du crédit)* [24 novembre 1966] (p. 4833); *rôle des caisses de crédit mutuel; situation des banques et des établissements financiers enregistrés par le Conseil national du crédit; cas des banques ayant un statut légal spécial; retrait de son amendement* (p. 4834);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Régime fiscal de la taxe sur la valeur ajoutée pour les bureaux d'études* [1er décembre 1966] (p. 5133).

BOUTARD (M. Jacques), *Député de la Haute-Vienne, 2e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle) [14 juin 1966] (p. 2038).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES CULTURELLES : *Crise du cinéma français; fermeture progressive de nombreuses salles; nécessité de soutenir la profession cinématographique ; importance des charges fiscales pesant sur le cinéma; détaxation des places et ses conséquences sur les finances locales; consolidation souhaitable de la loi d'aide; situation dans les théâtres lyriques nationaux; Théâtre des Nations; difficultés du théâtre privé; recrutement des acteurs; stimulation souhaitable des conservatoires de province* [18 janvier 1963] (p. 1130, 1131);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES CULTURELLES : *Situation du cinéma français; son*

importance culturelle; caractère passager de la crise actuelle; poids de la fiscalité; crise du théâtre; nécessité de consentir à des allégements fiscaux; hommage rendu aux directeurs des théâtres lyriques nationaix; réduction du prix des places [9 novembre 1963] (p. 7080, 7081);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES CULTURELLES : *Définir une politique d'ensemble du cinéma; suggestions d'ordre pratique; allégement des charges pesant sur les théâtres* [7 novembre 1964] (p. 5000, 5001);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES CULTURELLES : *Importance du cinéma; son exploitation; attribution du bénéfice du soutien à certaines salles; problèmes de la production; ses observations sur la presse filmée et l'exportation des films; projet gouvernemental de réforme de la licence d'entrepreneur de spectacle; décentralisation lyrique et dramatique* [14 octobre 1965] (p. 3650, 3651).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat, relative à la fiscalité des industries du cinéma [1er juin 1966] (p. 1603, 1604, 1605).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES CULTURELLES : *Durée de la discussion du budget; ses observations sur le cinéma; objectifs du Ve Plan; collaboration nécessaire entre le cinéma et la télévision; création du musée du cinéma et du laboratoire « Son et Image »; maisons de la culture; importance du théâtre privé; théâtres lyriques nationaux et municipaux; enseignement de la musique* [27 octobre 1966] (p. 3979).

BOUTHIÈRE (M. Gabriel), *Député de la Saône-et-Loire, 3e circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Projets de loi relatifs à l'organisation de l'élevage et aux professions de commercialisation de la viande; organisation de l'inspection de la viande; utilisation du corps de vétérinaires; nécessité de créer des sections de spécialistes* [4 mai 1965] (p. 1080, 1081); EN SECONDE DÉLIBÉRATION, avant l'Art. 1er : *Corps de vétérinaires inspecteurs de l'Etat existant déjà au Ministère de l'Agriculture; ne pas créer un deuxième corps* [5 mai 1965] (p. 1156);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance no 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, ses explications de vote : *Ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises n'ayant reçu que des explications incomplètes et imparfaites; projet de loi constituant un texte d'amélioration plus que d'innovation; vote du groupe du Rassemblement démocratique* [29 juin 1965] (p. 2751);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits de voirie rurale; régions sinistrées par des inondations; adductions d'eau potable; habitat rural; changement de tension électrique; projet de loi concernant l'incitation à l'élevage; détaxation du carburant agricole* [28 octobre 1965] (p. 4292);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des crédits; constructions scolaires; enseignement préscolaire; enseignement technique; subventions octroyées au titre de la promotion sociale; problèmes créés en zone rurale par l'implantation de collèges d'enseignement secondaire; indemnité de logement du personnel enseignant; nécessité de ne pas imposer une participation de fonctionnement aux communes rurales rattachées à un collège d'enseignement général* [3 novembre 1966] (p. 4160, 4161);

— du projet de loi sur l'élevage : *Modernisation des marchés de la viande; problème de la commercialisation; lutte contre la fièvre aphteuse et la tuberculose; problème de la brucellose; cas de la Saône-et-Loire* [22 novembre 1966] (p. 4738).

BOYER-ANDRIVET (M. Jacques-Michel), *Député de la Gironde, 9e circonscription (App. R.I.).*

En remplacement, le 10 février 1966, de M. Robert Boulin nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [2 avril 1966] (p. 523) [*J. O.* du 12 mars 1966].

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi n° 241 tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies et camps de vacances, **n° 2257** [14 décembre 1966].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique viticole : *Marché du vin ; émission télévisée du 31 janvier dans laquelle la campagne anti-alcoolique a été transformée en campagne anti-vin* [22 juin 1966] (p. 2238, 2239).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JEUNESSE ET SPORTS : *Nécessité de créer des postes supplémentaires d'enseignants d'éducation physique; ses observations sur les autorisations de programme; financement des piscines* [21 octobre 1966] (p. 3728, 3729); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Autorisations de programme intéressant l'hydraulique agricole et le remembrement; aménagement rural; problèmes de la viticulture* [26 octobre 1966] (p. 3886, 3887).

BRETTES (M. Robert), *Député de la Gironde, 6e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

BRIAND (M. Albert), *Député de Saint-Pierre-et-Miquelon (N.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 10).

L'Assemblée Nationale prend acte de sa démission [4 juin 1964] (p. 1612).

Est élu député le 30 août 1964.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 octobre 1964] (p. 2897).

Est nommé membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique [19 janvier 1963] (p. 1275).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Subvention d'équilibre pour Saint-Pierre-et-Miquelon étant égale à celle de l'an dernier; base moderne pour les bateaux de pêche; centre de rayonnement de la culture française; donner au nouveau Conseil général des moyens financiers; action du Fonds européen de développement* [22 octobre 1964] (p. 3729, 3730);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur Saint-Pierre-et-Miquelon; nomination d'un nouvel administrateur; importance du conseil général; envoi d'un contingent de gardes mobiles* [15 octobre 1965] (p. 3753); *aggravation de la situation économique du territoire; situation de l'industrie frigorifique; évolution des travaux du nouveau port et de l'aérodrome* (p. 3753, 3754); *ses observations sur les paroles de M. Jacquinot* (p. 3757).

Décédé le 29 mai 1966 [*J. O.* 1er juin 1966] (p. 4401).

Son éloge funèbre est prononcé le 7 juin 1966 (p. 1720, 1721).

BRICOUT (M. Edmond), *Député de l'Aisne, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

Questeur de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu questeur de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1964] (p. 600), [2 avril 1965] (p. 572), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner sa proposition de loi et celle de plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre suppléant des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1° du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; 2° du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1er juin 1966] (p. 1628);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la Région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'amodiation au Conseil supérieur de la pêche des droits de pêche à la ligne et aux balances à écrevisses sur les domaines public et privé de l'Etat, **n° 242** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi relative à la mise en valeur des cours d'eau non navigables ni flottables, **n° 243** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales des chasseurs d'exercer, devant toutes les juridictions, les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif qu'elles représentent, **n° 280** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, **n° 281** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à assurer la protection des poissons migrateurs et notamment du saumon, **n° 557** [8 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 478), adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, **n° 770** [18 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à adapter le corps des lieutenants de louveterie à l'économie moderne, **n° 1236** [9 décembre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : après l'Art. 57 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (date d'effet des décrets relatifs au statut particulier des administrateurs civils), situation juridique du personnel des assemblées parlementaires* [17 janvier 1963] (p. 1035);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 13 : *Son amendement (situation juridique des gardes-pêche commissionnés par décision ministérielle)* [19 juillet 1963] (p. 4364);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 35 : *Prix du permis de chasse* [24 octobre 1963] (p. 5516); *Situation des fédérations départementales de chasseurs* (p. 5518);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection, Art. 3 : *Son amendement (prises d'eau établies postérieurement à la mesure de classement)* [14 novembre 1963] (p. 7226).

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Risbourg, relative aux prêts indexés à la construction, en qualité de suppléant [22 mai 1964] (p. 1368).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, en qualité de *Rapporteur: Projet d'initiative gouvernementale répondant aux aspirations de tous les chasseurs; expression d'une certaine inquiétude; permettre l'aménagement de la chasse dans l'intérêt du plus grand nombre; chasse constituant une grande richesse dans l'ordre économique; chasse étant un sport noble tout en procurant un agrément salutaire; inciter le plus possible à la pratiquer; repenser le problème de l'exploitation de la chasse; dispersion naturelle du gibier; regroupement obligatoire des petits territoires; propriétaires, non-chasseurs, pouvant toucher une indemnité; propriétaires de territoires suffisamment grands pour permettre une organisation valable de la chasse; exceptions prévues; exclusion de certains terrains entourant les habitations de l'association communale; ne pas laisser le droit de chasse sur ces terrains aux propriétaires* [9 juin 1964] (p. 1700, 1701); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « créées » à insérer les mots « ainsi que leurs fédérations départementales »* (p. 1704); Art. 1er *bis: Impossibilité de prévoir dans un texte législatif la consultation des conseils généraux et des fédérations départementales* (p. 1704, 1705); *constitution de sociétés communales agréées* (p. 1705); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 1706); *son amendement (recevabilité de l'opposition des propriétaires ou détenteurs de chasse)* (p. 1707); *fixation d'une superficie minimale dans le texte de loi* (p. 1707, 1708); *prévoir de nombreuses exceptions pour les marais, étangs, terrains de montagne* (p. 1708); *objet de l'association communale étant de regrouper les petits territoires en vue d'une exploitation rationnelle de la chasse* (p. 1710); *ses observations sur l'amendement de M. Deniau* (p. 1711); *son amendement tendant, dans le septième alinéa de cet article, à substituer aux mots « 120 mètres » les mots « 100 mètres »* (p. 1718); *ne pas exclure les terrains de chasse situés dans un rayon de 250 mètres des habitations; préoccupations relatives à la sécurité* (p. 1718, 1719); *superficie sur laquelle le droit de chasse ne peut s'exercer; réserves sur les territoires d'associations communales de chasse* (p. 1719); *définition de la clôture* (p. 1720); *son amendement tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de l'article 2 par la phrase suivante: « ils devront être obligatoirement mis en réserve »* (p. 1721); *ses observations sur l'amendement de M. de Poulpiquet: propriétés se trouvant sur le territoire de deux communes* (p. 1721); Art. 3 : *Application de l'article 858 du Code rural* (p. 1722); *impossibilité, pour un arrêté ministériel, de déterminer d'une façon uniforme le pourcentage minimum de chasseurs étrangers à une commune devant être admis dans une société communale* (p. 1722); *association communale constituée sous le régime de la loi du 1er juillet 1901; détermination du montant de la contribution financière des chasseurs étrangers* (p. 1723); *ses observations sur l'amendement de M. Bizet;*

propriétaire, non-chasseur, étant de droit et gratuitement membre de l'association (p. 1724); Art. 7 : *Apport du droit de chasse par le propriétaire devant être total et entraîner l'extinction de tous autres droits de chasse* (p. 1725); *association intercommunale de chasse; conditions fixées par un règlement d'administration publique* (p. 1726); après l'Art. 7 : *Application de la législation relative à la réparation des dégâts causés par le gibier* (p. 1726);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de l'article premier par le nouvel alinéa suivant : « Dans la limite des attributions et compétences transférées à l'Office national des forêts, cet établissement est subrogé à l'Etat pour l'application des contrats passés avec des tiers antérieurement à la date d'effet du présent article »* [9 décembre 1964] (p. 6001).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat, relative aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *Politique agricole du Gouvernement; grand problème de l'exode rural; nécessité de rénover les structures et de trouver des débouchés à la production agricole* (p. 1275 et 1276).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique viticole [22 juin 1966] (p. 2247).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des accidents corporels de chasse, ses explications de vote : *Indemnisation des accidents de chasse; garantie concernant les dommages corporels causés par le gros gibier; extension du Fonds de garantie* [27 juin 1966] (p. 2406).

Est entendu, en qualité de suppléant, sur la question orale sans débat, de M. Prioux, relative au Comité interprofessionnel du miel [4 novembre 1966] (p. 4262).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi sur l'élevage, Art. 1er : *Problème de l'extension de l'application des dispositions de la loi; aviculture* [15 décembre 1966] (p. 5613, 5614); *retrait de l'amendement de M. Rousselot* (p. 5614).

BRIOT (M. Louis), *Député de l'Aube, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32); [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6153).

Dépôts :

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée au Pakistan et en Iran, du 23 mars au 9 avril 1964, **n° 1272** [17 décembre 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Tchécoslovaquie et en Hongrie, **n° 1736** [2 avril 1966].

Sa proposition de loi, tendant au dépôt de nouveaux projets de ratification des ordonnances, prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960 qui devront être effectivement soumis au vote du Parlement avant le 1er décembre 1966, **n° 2101** [24 octobre 1966].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée du 14 mars au 1er avril 1966 à La Réunion, aux Comores et à Madagascar, **n° 2278** [15 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, après l'Art. 9 : *Problème de la parafiscalité sur les céréales; nécessité d'étudier l'assiette de la taxe perçue par l'O.N.I.C.* [18 décembre 1962] (p. 125); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Hommage rendu au Ministre; question du reboisement; problèmes relatifs à l'aménagement foncier; contrôles de l'Etat dans les S.A.F.E.R.; recours de plus en plus fréquent au F.O.R.M.A.; insuffisance en matière d'adductions d'eau; recherche de nappes souterraines; accélération souhaitable du remembrement; détaxation des investissements; nécessité d'allonger le délai de remboursement des prêts du Crédit agricole; réforme souhaitable de l'Office national interprofessionnel des céréales; problèmes de stockage; réparation du matériel agricole; problème des transports; caractère difficilement utilisable du rapport annuel sur la situation de l'agriculture; plan d'implantation des abattoirs; avantages fiscaux en faveur des agriculteurs preneurs de baux faisant jouer le droit de préemption; problèmes agricoles et entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; la nécessité d'intervenir sur les coûts de production en matière agricole* [13 janvier 1963] (p. 626 à 629); Article additionnel : *Amendements de MM. Voisin, Le Bault de la Morinière, Rivain, Vallon (Exemption des frais d'enregistrement pour les preneurs de baux usant du droit de préemption); revendications des agriculteurs; application du texte de la loi d'orientation agricole en la matière* (p. 673).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement, relative à la politique économique et financière : *Problème du revenu agricole; nécessité pour l'agriculture française, de trouver des débouchés extérieurs; application du Traité de Rome; position exprimée par la Grande-Bretagne en ce qui concerne les produits agricoles; approbation de la politique agricole suivie par le Gouvernement lors des négociations de Bruxelles; dangers d'une pénétration des produits agricoles anglais en France; rôle que les Etats-Unis entendent faire jouer à la Grande-Bretagne dans le Marché commun; soutien donné par les Etats-Unis à leurs prix agricoles intérieurs; existence de taxes à l'importation très élevées aux U.S.A.; nécessité, pour la France, d'assurer son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis* [9 mai 1963] (p. 2823 à 2825).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Mise en valeur du massif forestier français; augmentation souhaitable de la production et de rendement; absence de dispositions dans le Traité de Rome en matière de forêts; caractère particulier de la forêt française; situation dans les pays voisins; danger des coupes abusives; rapports entre les propriétaires privés et les Eaux et Forêts* [10 juillet 1963] (p. 4023 à 4025); Art. 2 : *Entrée des agents des Eaux et Forêts dans la forêt privée à l'occasion des coupes non autorisées* [11 juillet 1963] (p. 4081 et 4082); Art. 4 : *Nécessité d'établir une distinction nette entre la compétence des centres régionaux et celle des Eaux et Forêts* (p. 4087); Art. 5 : *Signification ambiguë de l'obligation de reboiser faite aux propriétaires ayant effectué une coupe rase de résineux* (p. 4088, 4089); Art. 6 : *Ses sous-amendements à l'amendement du Gouvernement : Constatation des délits par les personnels techniques des centres régionaux; nécessité de faire constater les infractions par ceux qui ont procédé à l'établissement du plan de gestion* (p. 4092, 4093, 4094); Art. 4 : *Compétence normale du centre régional* (p. 4102); En deuxième lecture, Art. 2 : *Rôle de l'ingénieur délégué au sein du centre régional* [25 juillet 1963] (p. 4497); Art. 6 : *Problème de la répression des coupes abusives; mise sous la dépendance de l'administration des Eaux et Forêts des propriétés privées forestières* (p. 4503); *rôle des agents techniques des centres régionaux* (p. 4504);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Sa motion de renvoi en Commission; problème de la ratification des ordonnances prises par le Gouvernement au sujet du privilège des bouilleurs de cru* [19 juillet 1963] (p. 4352, 4353); Etat A, AGRICULTURE Art. 14 : *Insuffisance des crédits destinés au remembrement en particulier en ce qui concerne les travaux connexes à celui-ci* (p. 4367);

— du projet de loi modifiant le Code des douanes, Art. 9 : *Problème de la représentation au sein de la Commission d'expertise douanière des chambres de commerce et des chambres d'agriculture; rôle des fonctionnaires siégeant dans cette commission; nécessité de déceler, de la manière la plus formelle, la valeur des produits importés; importance de cette question*

dans le cadre du Marché commun [23 juillet 1963] (p. 4404);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Action du Gouvernement en faveur de l'agriculture; caractère de la taxe sur le revenu cadastral; crise de trésorerie pour les agriculteurs; mauvaise organisation du circuit commercial; activité de l'O.N.I.C.; taxe de résorption sur le sucre; prix du sucre français; ordonnance prise par le Gouvernement concernant les bouilleurs de cru* [6 décembre 1963] (p. 7691, 7692);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues, tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, après l'Art. 13 : *Nécessité de limiter les taxes parafiscales* [12 décembre 1963] (p. 7880).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat, relative aux assurances sociales des bouilleurs de cru ambulants [10 avril 1964] (p. 719, 720).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à supprimer, dans l'amendement de M. Bousseau, les mots « la grêle dans les régions qui en sont habituellement exemptes »* [22 avril 1964] (p. 878); *grêle ne devant pas être inscrite dans les calamités exceptionnelles* (p. 878); Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter comme suit le dernier alinéa de l'article 9 : « L'expertise se faisant au niveau de l'exploitation et non à celui de la région »* (23 avril 1964] (p. 904); *désir de certaines compagnies d'assurances de régler des sinistrés à l'échelon de la région* (p. 904); *ensemble de la région ayant subi le gel* (p. 904);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, Art. 1er : *Nécessité de créer des entreprises industrielles sans nuire aux producteurs* [4 juin 1964] (p. 1623); Art. 5 : *Application du cas de force majeure; ses observations sur l'amendement de M. Boscary-Monsservin (Cas d'une entreprise polyvalente)* (p. 1628).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Réforme du système de commercialisation des céréales; erreurs de certaines statistiques officielles faussées par les chevauchements des crédits sociaux et des subventions économiques* [9 octobre 1964] (p. 3125, 3126).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Exportations de la France vers les autres pays de la Communauté; prévoir une solution de rechange; favoriser le développement de l'élevage; rechercher des débouchés extra-européens* [5 novembre 1964] (p. 4708, 4709); *accroître les productions de qualité dans le vignoble champenois; problème de la forêt; problème des bouilleurs de cru* (p. 4730, 4731);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Organisation générale du marché de la viande; avenir de la production de viande; découragement des éleveurs; pays étrangers importateurs d'animaux reproducteurs français; prix de la viande doublant pratiquement entre la production et la consommation; remèdes proposés par le Gouvernement; concurrence des Etats-Unis sur les marchés européens; problème de la fiscalité; fixation du prix de la viande; réglementation des abattoirs; inciter les producteurs à faire de l'élevage* [4 mai 1965] (p. 1074 à 1077); après l'Art. 11 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Etablissement de la cote au stade de la production)* [5 mai 1965] (p. 1147); *lieux de fixation des prix des produits agricoles; producteurs ayant à leur charge des frais de transports considérables; fixation de ces prix dans les principaux marchés de commercialisation des six Etats; problème des paiements; aménagement des taxes* (p. 1147, 1148); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 1148); En deuxième lecture, Art. 11 *bis : Evolution de la production de la viande en France* [21 juin 1965] (p. 2276); *lieu de cotation commun; ses observations sur les taxes s'appliquant aux produits; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires* (p. 2277);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 15 : *Détaxation des carburants agricoles; problème des presses; utilisateurs de motoculteurs; insuffisance de*

l'électrification rurale [8 octobre 1965] (p. 3423); Art. 19 *(suite) : Budget des allocations familiales agricoles; prix du blé; revenus des agriculteurs n'ayant pas augmenté; production du blé; cas de l'Aquitaine; équilibre des productions céréalières et animales; cotisations cadastrales à l'assurance vieillesse; ses observations sur la taxe de résorption* (p. 3434, 3435); *son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3437); *ses observations sur cet amendement* (p. 3438); Art. 24 : *Ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing; prix des céréales* (p. 3451); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Budget du B.A.P.S.A.; âge moyen de la population rurale* [28 octobre 1965] (p. 4310).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale sans débat, relative à la date de liquidation des pensions de vieillesse de la sécurité sociale [5 octobre 1966] (p. 3134).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Ses observations sur les crédits de l'agriculture; problème de la taxe de reprise de 70 centimes sur le blé; taxe de vulgarisation; fixation d'un prix d'intervention et d'un prix d'orientation; budget social; Fonds forestier national; Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles; cotisations sociales des agriculteurs; bouilleurs de cru* [12 octobre 1966] (p. 3359 à 3361); Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe II de l'article 11, à substituer aux mots : « est abrogé » les mots : « est modifié ainsi qu'il suit : le montant de la taxe statistique et de la taxe F.N.V.P.A. ne pourra dépasser 2 % du prix du blé à la production »* [13 octobre 1966] (p. 3412); *taxe destinée à alimenter les prêts de l'Office national des céréales; cotisation cadastrale; recette des agriculteurs* (p. 3412); *ses observations sur les paroles de M. Debré* (p. 3412); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique du Gouvernement en matière de Marché commun; ses observations sur les lois sociales agricoles; assiette des cotisations directes; cotisations forfaitaires; définition de la société civile agricole; rémunération du travail des agriculteurs; système social français; sa complexité; réforme du système social agricole* [27 octobre 1966] (p. 3947, 3948); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur les paroles de M. Billotte* [10 novembre 1966] (p. 4509);

— du projet de loi sur l'élevage, Art. 18 : *Crédits du Fonds européen d'organisation et de garantie agricoles; exportation des céréales; ses observations sur les régions à vocation céréalière* [23 novembre 1966] (p. 4813, 4814).

BROGLIE (M. Jean de), *Député de l'Eure, 1er circonscription (R.I.).*

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des Affaires algériennes
(2e Gouvernement POMPIDOU)
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
(3e Gouvernement Pompidou)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

L'Assemblée Nationale prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des Affaires algériennes (2e Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des Affaires algériennes (2e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187) (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

Dépôt :

Son projet de loi portant ratification de décrets pris en application de la loi nº 56-258 du 16 mars 1956, **nº 117** [17 janvier 1963].

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre chargé des Affaires algériennes :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARA : *Principes de la politique française en 1962 à l'égard de l'Algérie; cadre des accords d'Evian; idées directrices du présent budget; diminution du coût de l'Algérie pour la France; révision du statut de la Caisse d'équipement et de la représentation parlementaire au sein du Comité de cette caisse; redressement de la gestion financière de l'Algérie; séparation entre le Trésor algérien et le Trésor français; subventions de fonctionnement accordées; négociations des protocoles de coopération prévues par les accords d'Evian; problème du traitement des enseignants et du personnel technique; relations commerciales entre la France et l'Algérie; problème des importations de vins algériens en France; problème de la main-d'œuvre algérienne se dirigeant vers la France; création d'un Office du travail algérien; conséquences des événements qui ont suivi l'indépendance de l'Algérie; disparitions de personnel; cas des harkis; mise en place de l'Association de sauvegarde; problème des biens français en Algérie; l'Office des biens vacants* [21 janvier 1963] (p. 1416 à 1418); *représentation parlementaire au sein du Comité directeur de la Caisse d'équipement de l'Algérie* (p. 1418, 1419);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Coopération répondant aux intérêts de la France en Algérie; cas de l'enseignement; encadrement administratif et technique; aide financière; conséquences des spoliations; engagements relatifs au pétrole et à la base de Mers-El-Kébir; perspectives d'Evian; nationalisation; commercialisation de la récolte de vin; défense des intérêts français en Algérie* [28 octobre 1963] (p. 5750, 5751, 5752, 5753); *neutralité de la France* (p. 5753, 5754); *négociations avec le Ministre des Affaires économiques de l'Algérie; exécution des engagements pris dans les accords d'Evian* (p. 5755);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Méthodes et action du Gouvernement étant adaptées à l'attitude du Gouvernement algérien et à la conjoncture; importance de l'Algérie pour la France; ses relations avec la France; problème du pétrole; vitalité du marché algérien; existence de puissants intérêts français : sites sahariens, approvisionnement en pétrole; importance de la coopération culturelle pour l'Algérie; coopération technique; évolution sociale; importation de techniciens jouant un rôle de conseillers et non un rôle de gestion; former des techniciens algériens; coopération financière; modalités de remboursement par l'Algérie de sa dette postale et des avances du Trésor français; attitude du Gouvernement algérien à l'égard des français vivant en Algérie; critiques pouvant être faites; modalités de l'accord passé par l'Algérie au sujet du complexe sidérurgique de Bône; relations nouvelles entre les deux pays* [7 novembre 1964] (p. 4970 à 4972); *structures socialistes s'édifiant en Algérie* (p. 4976); *importance de l'aide « libre »; nature des négociations pétrolières en cours avec l'Algérie; satisfaction de la France pour ses besoins en hydrocarbures; problèmes de l'indemnisation; son refus de discrimination entre différentes catégories de spoliés; résultats déjà obtenus; accords conclus; problème de l'indemnisation; problèmes céréaliers, notre pays étant importateur de blé dur, de semoule et parfois d'orge* (p. 4976 à 4978); *son opposition à l'amendement de MM. Christian Bonnet et René Pleven : Aide « libre » ne pouvant être ramenée en dessous d'un seuil sans traduire un changement de politique* (p. 4979); *distinction entre le problème de l'indemnisation et celui de la coopération* (p. 4979);

— du projet de loi relatif à l'intégration dans les cadres du Ministère des Affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs des services civils d'Algérie exerçant actuellement en Algérie des fonctions consulaires : *Projet de loi étant un texte d'exception; considérations d'équité; nécessité de reconnaître les compétences d'hommes ayant fait la preuve de leur valeur dans des circonstances dramatiques* [18 novembre 1964] (p. 5471); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Brousset;*

continuité entre les fonctions de consul et celles de sous-préfet, mais non entre les fonctions diplomatiques et les fonctions de sous-préfet (p. 5471); En deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'intégration dans les cadres du Ministère des Affaires étrangères, des sous-préfets et administrateurs civils du Ministère de l'Intérieur et administrateurs des services civils en Algérie : *Texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture étant un texte exceptionnel destiné à faire face à une situation d'exception; fonctionnaires ayant exercé des fonctions consulaires en Algérie après l'indépendance pouvant exceptionnellement être intégrés dans le corps des conseillers et des secrétaires des affaires étrangères à concurrence de neuf sous-préfets et administrateurs civils du Ministère de l'Intérieur et de six administrateurs des services civils d'Algérie* [15 décembre 1964] (p. 6112); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre, pour cet article, le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Les administrateurs des services civils d'Algérie qui ont exercé des fonctions consulaires en Algérie depuis le 15 octobre 1962 peuvent être intégrés dans la limite de six nominations dans le corps des conseillers et secrétaires des affaires étrangères (cadre général et cadre d'Orient) »* (p. 6112); Art. 2 : *Reconnaître le mérite exceptionnel d'un certain nombre de consuls aux prises avec des situations sans précédent* (p. 6113); *texte du Sénat ne constituant pas une transaction; projet primitif ayant pour objet de régler une situation propre à un certain nombre de fonctionnaires ayant exercé en Algérie des fonctions particulières* (p. 6113);

— du projet de loi concernant l'intégration des géographes du Ministère des Affaires étrangères dans le corps des artistes cartographes de l'Institut géographique national : *Texte se justifiant de lui-même* [18 novembre 1964] (p. 5472).

Associe le Gouvernement aux éloges funèbres d'Alexandre-Louis de Brugerolle de Fraissinette et de Léon Salagnac [15 décembre 1964] (p. 6111).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Labéguerie, relative à l'allégement des charges fiscales de l'hôtellerie [9 juin 1965] (p. 1915, 1916).

Répond aux questions orales sans débat, de MM. de Poulpiquet et Lainé, relatives aux mesures fiscales en faveur des aviculteurs et des agriculteurs des régions d'élevage [9 juin 1965] (p. 1916).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Le Guen, relative au pouvoir d'achat des salariés [9 juin 1965] (p. 1918).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Julien, relative à la crise des industries des cuirs et peaux [9 juin 1965] (p. 1920, 1921).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - AFFAIRES ALGÉRIENNES, et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Normalisation progressive des rapports entre la France et l'Algérie; aide de coopération sur les plans financier, technique et culturel; problèmes de l'administration; dotation concernant les postes diplomatiques et consulaires; transfert au Ministère des Finances des crédits de fonctionnement de la mission économique et financière; transfert au budget du travail des dépenses du service du conseiller du travail; accord commercial; conclusion de l'accord sur les hydrocarbures; fixation d'un contingent trimestriel de travailleurs algériens admis en France; niveau des échanges commerciaux; avances de trésorerie; problème des créances des banques algériennes sur l'Algérie au titre de la garantie; aide française; plan de Constantine; action culturelle de la France; nombre des coopérants français enseignants; coopération technique; évolution politique et sociale de l'Algérie; attribution de bourses à des Algériens en France* [14 octobre 1965] (p. 3660 à 3662); *dispositions principales du traité; ses observations sur le pétrole, le gaz et l'industrialisation; questions de recherches et d'exploitation du pétrole; Société Repal; rôle des sociétés privées; situation juridique et fiscale résultant du nouvel accord; ensemble des structures juridiques subsistant à l'exception de la S. N. Repal; changements apportés au régime fiscal; taux de l'impôt; suppression du Fonds de reconstitution des gisements; Algérie ayant la moitié de la Repal; association coopérative; se procurer du pétrole au prix de revient; ses observations sur le gaz; problème du monopole de la commercia-*

lisation; industrialisation de l'Algérie; épargne française; ses observations sur le gaz (p. 3668 à 3671); *ses observations sur les vins; question de savoir si l'accord sur les hydrocarbures aura une influence sur l'évolution de la politique viticole; situation entre la France et l'Algérie; agence de défense des biens et intérêts des rapatriés; situation des maraîchers et des cultivateurs; dédommagement des petits agriculteurs; réparation des dommages matériels subis par les Français en Algérie* (p. 3680, 3681); *problème des prix; prix du pétrole saharien; prix conventionnel de 70 francs la tonne; parité de coût du brut saharien et du brut du Moyen-Orient à leur arrivée à Marseille; coût de nos approvisionnements; prix de l'essence en France; cession des parts de la S. N. Repal; régime des Berkaoui; problème des transferts; principe de la zone franc; redressement de notre économie* (p. 3681 à 3683); *ses observations sur la motion de renvoi; légitimité du Gouvernement algérien; principe de la continuité de l'Etat; maintien d'une représentation diplomatique équivalent à une reconnaissance; rôle du parti dans un pays socialiste; constitution de 1958 prévoyant trois sortes de lois: la loi constitutionnelle, la loi organique et la loi ordinaire; absence de loi référendaire, référendum étant un mode de votation* (p. 3684); *ses observations sur les paroles de M. Pleven; problème de la S. N. Repal; permis d'exploitation* (p. 3685, 3686);

— en deuxième lecture, du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Position du Sénat; ventes de gaz à l'étranger; accord entre le groupe Esso et le groupe E.N.I.; progrès de la technique de liquéfaction du gaz; solidarité entre les deux économies* [10 novembre 1965] (p. 4626).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Odru, relative à l'arrestation de citoyens français en Algérie [19 novembre 1965] (p. 4782, 4783).

En qualité de Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Grèce relatif au règlement de créances financières françaises signé le 14 décembre 1965 à Paris : *Ses observations sur l'emprunt émis en France par la Grèce en 1833* [14 décembre 1966] (p. 5499, 5500).

BROUSSET (M. Amédée), *Député de la Seine, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

En remplacement de M. Sainteny, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer, en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

Cesse d'appartenir à cette Commission [6 décembre 1966] (p. 5288).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée

par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1er juin 1966] (p. 1628);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 339) relatif aux conditions d'admission des étrangers à la Côte française des Somalis, **n° 489** [23 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 355) autorisant l'approbation de l'Accord de coopération en matière de justice, signé le 14 juin 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, **n° 634** [6 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 467) autorisant l'approbation de l'Accord de coopération en matière de justice, signé le 18 mai 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo, **n° 635** [6 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 800) autorisant l'approbation de la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition entre la France et le Gabon, signée à Libreville, le 23 juillet 1963, **n° 863** [30 avril 1964].

Sa proposition de loi, tendant à modifier la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946, concernant les indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries, **n° 877** [6 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 906), adopté par le Sénat, étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions prévues aux articles 104 à 108 du Code pénal, **n° 967** [12 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 961) modifiant la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie, **n° 985** [17 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 839) tendant à compléter les dispositions de la loi du 19 novembre 1963 relative à la protection des animaux, **n° 990** [18 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 408) tendant à compléter et à modifier les dispositions du Livre IV du Code de l'administration communale, **n° 1133** [27 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1037) relatif à l'intégration dans les cadres du Ministère des Affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs des services civils d'Algérie, exerçant actuellement en Algérie des fonctions consulaires, **n° 1163** [12 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1082) concernant l'intégration des géographes du Ministère des Affaires étrangères dans le corps des artistes cartographes de l'Institut géographique national, **n° 1164** [12 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 607) tendant à étendre aux villes de plus de 25.000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation, **n° 1220** [8 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1214) modifié par le Sénat, relatif à l'intégration dans les cadres du Ministère des Affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs civils du Ministère de l'Intérieur et administrateurs des services civils d'Algérie, **n° 1238** [9 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1385) relatif à certains déclassements, classements et transferts de propriété de dépendances domaniales et de voies privées, **n° 1443** [10 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1392) portant extension des dispositions des articles 41 à 43 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, aux opérations d'aménagement du littoral Languedoc—Roussillon, **n° 1444** [10 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1426) modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, **n° 1485** [21 juin 1965].

Sa proposition de loi, étendant à certains territoires d'outre-mer les dispositions du Code du travail maritime, **n° 1515** [24 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1373), modifiée par le Sénat, tendant à compléter et à modifier les dispositions du livre IV du Code de l'administration communale, **n° 1527** [25 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1534), modifié par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, **n° 1549** (29 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1781), tendant à simplifier le paiement de l'amende forfaitaire, **n° 1936** [15 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1692), relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958, instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, **n° 1940** [15 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1884), portant organisation de la police d'Etat, **n° 1942** [17 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République,

sur le projet de loi (n° 1882) tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale, **n° 1943** [17 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 2022, modifié par le Sénat, portant organisation de la police nationale, **n° 2024** [30 juin 1966].

Son projet de loi fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 2023, modifié par le Sénat, tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale, **n° 2023** [30 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1570) autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice, signé le 18 janvier 1965 entre la France et la République centrafricaine, **n° 2111** [27 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2081), modifié par le Sénat, relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, **n° 2112** [27 octobre 1966].

Sa proposition de loi tendant à instituer un ordre professionnel des arts appliqués, **n° 2194** [30 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1988) relatif à la suppression des indexations dans les territoires d'outre-mer, **n° 2209** [2 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'admission des étrangers à la Côte française des Somalis, en qualité de *Rapporteur : Conditions d'admission des étrangers à la Côte française des Somalis ; décret du 2 février 1935 ; interprétation restrictive de ce texte par les tribunaux de la Côte française des Somalis ; problème du recensement préalable de la population de ce territoire* [23 juillet 1963] (p. 4406, 4407) ; Article unique : *Son amendement, au nom de la Commission (sanctions prévues pour l'entrée illégale dans le territoire en question)* (p. 4407) ;

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat, relative à la composition de l'Assemblée territoriale de la Côte française des Somalis, en qualité de *Rapporteur : Dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1958 sur la composition et le fonctionnement de l'Assemblée territoriale de la Côte française des Somalis ; découpage électoral de ce territoire ; importance particulière de Djibouti ; décision de la Commission d'envoyer à Djibouti une commission d'information au sujet de la répartition des sièges* [23 juillet 1963] (p. 4408) ; *sa motion de renvoi à la Commission* (p. 4409) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, CONSTRUCTION : *Mise en place d'un système accéléré de constructions nouvelles ; adaptation des villes aux réalités modernes et aux exigences du progrès* [31 octobre 1963] (p. 6170) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Importance des marchés d'intérêt national ; efficacité du plan français ; technique nouvelle de commercialisation ; cas des marchés situés au centre des villes* [4 novembre 1963] (p. 6292, 6293) ; *exigences du Marché commun européen ; structure commerciale française* (p. 6293) ; INTÉRIEUR : *Revendications du personnel de la préfecture de police ; retraites proportionnelles ; pourvoir les nombreuses vacances existant dans les cadres administratifs subalternes ; service de la police active ; situation des personnels administratifs subalternes des services de police* [5 novembre 1963] (p. 6482, 6483) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice, signé le 18 mai 1962, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo, en qualité de *Rapporteur : Teneur des accords ; transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires ; extradition ; accord avec la République malgache* [20 novembre 1963] (p. 7340).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement, relative à l'aménagement du territoire : *Cas de Paris ; rénovation de la ville ; contre-pied des tendances urbanistiques actuelles ; repeuplement du cœur de Paris ; logement des Parisiens près du lieu de leur travail ;*

raser certains quartiers ; renversement des conceptions financières et administratives en vigueur ; préparer psychologiquement les Français et les Parisiens aux opérations de rénovation urbaine [27 novembre 1963] (p. 7511, 7512).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation du Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie : *Portée de l'article 12 de la loi-cadre* [10 décembre 1963] (p. 7790) ; *modifications des institutions des territoires d'outre-mer ; conférence de Brazzaville ; attributions collégiales ; plan d'expansion ; maintenir la confiance des populations ; double qualité du gouverneur ; suspension d'un conseiller de ses fonctions ; modification apportée à l'article 5 du décret de juillet 1957* (p. 7800, 7801) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à substituer à la deuxième phrase de cet article de nouvelles dispositions : « décision immédiatement exécutoire cessant d'avoir effet à l'expiration d'un délai de quinze jours »* (p. 7805) ; *son amendement (arrêté cessant d'avoir effet dans les conditions fixées à l'article 15)* (p. 7805) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition entre la France et le Gabon, signée à Libreville, le 23 juillet 1963, en qualité de *Rapporteur : Rapports franco-gabonais dans le domaine de la justice ; légère différence de forme ; conventions précédentes* [5 mai 1964] (p. 1083) ;

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, Art. 3 : *Son sous-amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. de Grailly, au nom de la Commission, à substituer aux mots « 5 % du nombre des électeurs inscrits » les mots « 10 % des suffrages exprimés »* [21 mai 1964] (p. 1318) ;

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif du troisième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959, après les mots « de l'Ecole nationale d'administration » à insérer les mots « de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer »* [3 juin 1964] (p. 1592) ; *ne pas oublier le corps des administrateurs des affaires d'outre-mer ; leur caractère préoccupant ; problème des remaniements indiciaires à venir* (p. 1592) ; En deuxième lecture, *Ses observations sur les paroles de M. Spénale ; adhésion du groupe socialiste* [23 juin 1964] (p. 2108) ;

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Lucidité du Gouvernement ; laisser Paris subsister en tant que collectivité à statut particulier ; nouveaux départements ; statut particulier de la capitale ; préfet de police et préfet général à la tête de Paris ; ses observations sur le titre V relatif au personnel ; corps dits « homologués » ; dispositions financières ; nécessité de déposer avant 1966 un projet sur le conseil de Paris* [12 juin 1964] (p. 1868, 1869) ;

— du projet de loi adopté par le Sénat, étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions prévues aux articles 104 à 108 du Code pénal, en qualité de *Rapporteur : Loi du 7 juin 1848 réprimant les délits en matière d'attroupements ; ordonnance du 4 juin 1960 ; abrogation dans la métropole de l'ancienne loi ; souci d'unification* [16 juin 1964] (p. 1948) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de la Tunisie, en qualité de *Rapporteur : Prorogation de certaines conditions de mise à la retraite des fonctionnaires français des anciennes administrations du Maroc et de Tunisie reclassés par la loi du 4 août 1956 ; article 24 du statut général des fonctionnaires ; catégories de fonctionnaires reclassés ; fonctionnaires des anciens cadres du Maroc et de Tunisie n'ayant pas encore bénéficié des conditions avantageuses de la mise à la retraite anticipée* [18 juin 1964] (p. 2039) ;

— de la proposition de loi de M. Arthur Moulin et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter les dispositions de la loi du 19 novembre 1963 relative à la protection des animaux, en qualité de *Rapporteur : Commission ayant eu connaissance de la proposition du groupe socialiste ; assujettir les combats de coqs à des conditions plus strictes ; suppression de la dernière phrase de l'article premier ; éviter toute confusion entre le problème de la police municipale et celui de l'infraction pénale* [18 juin 1964] (p. 2040) ; *question de la tradition dite ininterrompue* (p. 2040) ;

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de

retraite ; *Cas des fonctionnaires ayant servi hors d'Europe; ne pas menacer leurs droits; suppression de l'abattement du sixième dans le décompte des annuités de la catégorie des fonctionnaires sédentaires; éclaircissements et apaisements demandés sur la rédaction de la partie législative du nouveau Code; intentions du projet* [6 octobre 1964] (p. 2956, 2957).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Résultats obtenus par les marchés d'intérêt national de Lyon, de Brienne, de Bordeaux, de Toulouse et d'Avignon ; accélération des travaux entrepris à Rungis* [9 octobre 1964] (p. 3124, 3125).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Autorité internationale du franc; réforme du régime hypothécaire; ressort de l'expansion; relèvement des majorations des rentiers viagers publics et privés; arrêté du 5 avril 1963 sur la fiscalité, son application; réforme du crédit hypothécaire* [15 octobre 1964] (p. 3237); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Directeur de l'enseignement et directeur des travaux publics envoyés en Nouvelle-Calédonie; raisons du retard de leur départ* [22 octobre 1964] (p. 3730); INTÉRIEUR : *Volonté du Ministre de poursuivre des réformes de structure; problème des personnels de police; situation de la police parisienne; corps de la police parisienne constituant, en vertu de l'article 22 de la loi du 8 juillet 1964, des corps de fonctionnaires homologues à ceux des administrations centrales; Conseil de Paris devant former un conseil d'administration et de gestion de la ville doté de l'initiative budgétaire et d'une Commission permanente* [28 octobre 1964] (p. 4021, 4022); CONSTRUCTION : *Exécution du quatrième plan; échec de la rénovation urbaine; raisons d'espérer dans la réforme du régime hypothécaire et dans l'aménagement du territoire ; confier la rénovation urbaine au Commissariat chargé de l'aménagement du territoire; harmonisation de nos villes aux exigences de notre temps* [4 novembre 1964] (p. 4547, 4548); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Echéancier des engagements établi pour la réalisation du marché d'intérêt national de Rungis; sociétés d'économie mixte pouvant peut-être obtenir des prêts du F.D.E.S. ou des prêts de la Caisse des dépôts* [5 novembre 1964] (p. 4721).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'industrie automobile : *Situation du marché des automobiles d'occasion; nécessité pour le Gouvernement de présenter un projet réglementant le marché des automobiles d'occasion et fixant notamment une limite d'âge pour les voitures* [16 octobre 1964] (p. 3274).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Son refus d'intervenir dans la discussion générale; ses raisons; dépôt d'une question orale avec débat sur la rénovation urbaine* [17 novembre 1964] (p. 5422, 5423); Art. 30 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Hoguet tendant à compléter le texte proposé par un nouvel alinéa (Décret en Conseil d'Etat modifiant et complétant la réglementation en vigueur relative à la participation des propriétaires aux opérations de rénovation urbaine)* [18 novembre 1964] (p. 5457);

— du projet de loi relatif à l'intégration dans les cadres du Ministère des Affaires étrangères, de sous-préfets et administrateurs des services civils d'Algérie exerçant actuellement en Algérie des fonctions consulaires, en qualité de *Rapporteur: Texte se situant dans le cadre général des mesures prises en faveur d'un certain nombre de personnel ayant servi dans les territoires d'outre-mer devenus indépendants; avis du Conseil d'Etat tendant à constituer en cadre d'extinction le cadre des administrateurs civils des services civils d'Algérie* [18 novembre 1964] (p. 5470); Art. 1er : *Son amendement tendant, après les mots : « sous-préfets » à insérer les mots : « et administrateurs civils du Ministère de l'Intérieur »* (p. 5471); *son amendement tendant après les mots : « ont exercé des fonctions » à insérer les mots : « diplomatiques ou »* (p. 5471); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le texte, après les mots : « les administrateurs des services civils d'Algérie qui... » à insérer les mots : « exercent ou »* (p. 5471); *lier les fonctions diplomatiques ou consulaires* (p. 5471); *son amendement tendant, après les mots : « ont exercé des fonctions » à insérer les mots « diplomatiques ou »* (p. 5471); *son amendement tendant à supprimer les mots : « en Algérie »* (p. 5471); *offrir aux administrateurs des services civils d'Algérie la possibilité d'être intégrés dans le cadre des affaires étrangères* (p. 5471); *son amen-*

dement tendant, dans l'article 2, à supprimer les mots : « dans la limite de six nominations » (p. 5471) ; *limiter à six le nombre des nominations* (p. 5471, 5472) ; Titre : *Son amendement tendant à la nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « projet de loi relatif à l'intégration, dans les cadres du Ministère des Affaires étrangères, de sous-préfets et administrateurs civils du Ministère de l'Intérieur et administrateurs des services civils d'Algérie »* (p. 5472) ; En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Objet du projet de loi ; modifications apportées par le Sénat* [15 décembre 1964] (p. 6112) ;

— du projet de loi concernant l'intégration des géographes du Ministère des Affaires étrangères dans le corps des artistes cartographes de l'Institut géographique national, en qualité de *Rapporteur : Décret du 15 février 1934 réorganisant le Ministère des Affaires étrangères ; régime indiciaire remontant à seize ans ; position de la Commission des lois* [18 novembre 1964] (p. 5472) ;

— de la proposition de loi de MM. Jamot, Georges Bourgeois et Chapalain, tendant à compléter et à modifier les dispositions du Livre IV du Code de l'administration communale, en qualité de *Rapporteur : Elever le seuil d'affiliation au-dessous duquel les communes doivent obligatoirement faire partie du syndicat de communes départemental en ce qui concerne les agents titularisés dans un emploi permanent à temps complet ; définir la procédure selon laquelle les communes employant plus de cent agents de cette catégorie pourront accéder à ce syndicat ; améliorer les conditions d'accès à ce syndicat de communes employant au moins un agent permanent à temps non complet ou plus et définir leurs droits ; préciser les conditions du déroulement de carrière de ces agents, en particulier l'avancement par échelon et la durée moyenne du temps passé dans chaque échelon* [19 novembre 1964] (p. 5491, 5492) ;

— en deuxième lecture de la proposition de loi tendant à compléter et à modifier les dispositions du livre IV du Code de l'administration communale, en qualité de *Rapporteur : Affiliation obligatoire au syndicat de commune pour le personnel des collectivités occupant moins de cent agents à temps complet ; coordination entre les communes membres pour le recrutement et la gestion des agents intercommunaux ; normalisation de la durée de carrière des emplois communaux ; intervention du Comité du syndicat ; consultation de la Commission nationale paritaire ; harmonisation des carrières au sein de la fonction communale* [29 juin 1965] (p. 2754, 2755) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal, Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un article 35-8 nouveau du décret du 30 septembre 1953 (Modification de l'objet du commerce exercé dans ledit local)* [9 décembre 1964] (p. 5975).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat, relative à l'artisanat de création [7 mai 1965] (p. 1214, 1215, 1216).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, Art. 24 : *Difficultés de la définition de la destination de l'immeuble ; problème de la surélévation d'un immeuble à usage de bureaux par d'autres étages à destination de logement* [15 juin 1965] (p. 2142) ;

— du projet de loi relatif à certains déclassements, classements et transferts de propriété de dépendances domaniales et de voies privées, en qualité de *Rapporteur : Dispositions législatives prises en faveur de l'urbanisme ; difficultés rencontrées par les établissements publics ou les sociétés d'économie mixte ; caractère préventif de ce projet ; retour à la situation normale après la réalisation de l'opération d'urbanisme ; classement valant approbation du plan d'alignement* [17 juin 1965] (p. 2216) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer, après le premier alinéa de cet article, un nouvel alinéa : « Le transfert peut être limité à la propriété du sol à l'exclusion de celle des canalisations souterraines ou aériennes »* (p. 2217) ; *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Lorsque l'entretien des voies ainsi transférées entraînera pour la commune une charge excédant ses capacités financières, unr subvention pourra lui être allouée suivant les formes de la procédure prévue à l'article 248 du Code de l'administration communale »* (p. 2218) ; *incidences sur les*

finances communales du transfert d'office des voies privées ouvertes à la circulation publique (p. 2218);

— du projet de loi portant extension des dispositions des articles 41 à 43 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation aux opérations d'aménagement du littoral Languedoc—Roussillon, en qualité de *Rapporteur: Projet tendant à décider que les articles 41 à 43 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, seront applicables aux opérations d'aménagement du littoral Languedoc—Roussillon; cession de gré à gré à des particuliers des immeubles expropriés; décret du 31 décembre 1958 relatif au plan d'urbanisme; procédure prévue par le décret du 7 janvier 1964; décret du 26 mars 1964* [17 juin 1965] (p. 2221, 2222);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance nº 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, en qualité de *Rapporteur: Besoins de l'expansion urbaine; loi du 26 juillet 1962; juridiction compétente pour fixer l'indemnité d'expropriation; tribunal collégial; difficultés actuelles de recrutement et de formation des juges fonciers; nouvelles procédures proposées en matière de fixation des indemnités d'expropriation; indemnité devant être l'expression du marché foncier au jour de la décision de première instance; définir le terrain à bâtir; exigences de l'aménagement du territoire; lutte contre la spéculation foncière; élus du département des Hautes-Alpes; exploitation agricole; politique agricole du Gouvernement; permettre aux agriculteurs expropriés une réinstallation identique* [22 juin 1965] (p. 2347, 2348); Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le texte proposé pour remplacer les deux premiers alinéas de l'article 12 de l'ordonnance du 23 octobre 1958: « Les indemnités sont fixées, à défaut d'accord amiable, par un tribunal d'expropriation, composé de trois juges désignés pour chaque département parmi les magistrats du siège appartenant à un tribunal de grande instance. A titre transitoire et jusqu'au 31 décembre 1968, ce tribunal est remplacé par un juge de l'expropriation »* (p. 2349); Art. 3 : *Son amendement tendant, après le quatrième alinéa du texte proposé par le paragraphe 2 de l'article 21 de l'ordonnance du 23 octobre 1958, à insérer le nouvel alinéa suivant: « Par la réalisation, dans les trois années précédant l'enquête publique, de travaux publics dans l'agglomération où est situé l'immeuble »* (p. 2351); *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé par le paragraphe 4 de l'article 21 de l'ordonnance du 23 octobre 1958, à substituer aux mots: « cinq ans » les mots: « trois ans »* (p. 2352); *donner une limite raisonnable à l'influence des mutations et de leurs conséquences fiscales sur le montant de l'indemnité d'expropriation* (p. 2352); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Modification de la juridiction d'expropriation; institution du juge foncier unique ayant pour tâche de fixer les indemnités d'expropriation; abandon de l'actualisation par l'indexation sur l'indice du coût de la construction; fixation de la durée dans le temps de l'exploration fiscale concernant les biens mutés dans les cinq ans précédant la date de référence; nécessité de faire cesser l'arbitraire* [29 juin 1965] (p. 2751, 2752);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, CONSTRUCTION : *Possibilités d'expansion du financement privé; réescompte auprès de la Banque de France; création d'un marché hypothécaire français; expansion du marché monétaire en faveur de la construction; code des hypothèques; « titre hypothécaire »; utilisation de « la lettre de gage »; reprise des opérations de restructuration et de rénovation du centre de Paris* [22 octobre 1965] (p. 4028, 4029); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Crédits de fonctionnement; revendications syndicales; réforme administrative de la région parisienne; nomination des préfets des nouveaux départements; création de 45 postes nouveaux; principe de l'étatisation des personnels de la préfecture de police; extension de la compétence territoriale du préfet de police; possibilité de tenir au courant les élus de la région parisienne; décret du 14 mars 1964* [25 octobre 1965] (p. 4079, 4080); INDUSTRIE : *Cas des artisans créateurs d'art; définition de l'artisan; établissement du répertoire des entreprises artisanales; Maison des métiers d'art français; possibilité d'une chambre nationale d'artisanat de création* [26 octobre 1965] (p. 4159, 4160); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Réseau général des marchés d'intérêt national; perspectives de Paris-Rungis; inégalité des conditions de financement des différents marchés; application de différents régimes fiscaux aux marchés d'intérêt national; indemnisation des commerçants transférés; ses observations sur les procédures d'acquisition*

par anticipation des fonds de commerce dans les immeubles [28 octobre 1965] (p. 4301, 4302);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 3 : *Son amendement tendant à remplacer, dans cet article, la date du 3 juillet 1962 par celle du 30 octobre 1962* [21 avril 1966] (p. 884);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, Art. 178-1 du Code forestier : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (2°) du texte proposé pour cet article, après le mot: « nettoyé » à insérer les mots: « dans les trois mois à compter de la cessation des travaux »* [11 mai 1966] (p. 1208);

— en deuxième lecture, du projet de loi complétant l'article 98 du Code de l'administration communale et relatif aux pouvoirs de police conférés aux maires en matière de circulation, en qualité de *Rapporteur suppléant: Extension aux trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle des dispositions législatives et réglementaires concernant la police de la circulation* [17 juin 1966] (p. 2143);

— du projet de loi tendant à simplifier le paiement de l'amende forfaitaire, en qualité de *Rapporteur: Encombrement des tribunaux de simple police; procédure de l'amende de composition et de l'amende forfaitaire; infractions en matière de stationnement; suppression de l'obligation du paiement immédiat de l'amende entre les mains de l'agent verbalisateur; caractère limité de la réforme; réforme des greffes des juridictions civiles et pénales* [17 juin 1966] (p. 2145, 2146); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L 27 du Code de la route, à substituer aux mots: « 5 jours » les mots: « 8 jours »* (p. 2146); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte de l'article L 28 du Code de la route (Montant de l'amende forfaitaire)* [p. 2146); *paiement de l'amende au moyen d'un timbre* (p. 2146);

— du projet de loi portant organisation de la police d'Etat, en qualité de *Rapporteur: Statut des personnels de police; gendarmerie; sûreté nationale; préfecture de police; police municipale; service de documentation extérieure et de contre-espionnage; loi du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne; extension des pouvoirs du préfet de police sur les communes de banlieue rattachées aux trois départements; unification de la direction et des services de contrôle; maintien de la préfecture de police; préfecture de police devant être une police d'Etat; statut spécial des personnels de police; ses observations sur les carrières; situation des officiers de police et des officiers de police adjoints; conservation des « avantages acquis »; postes de direction de la préfecture de police; problèmes familiaux consécutifs aux mutations; problèmes d'effectifs* [21 juin 1966] (p. 2158 à 2161); Art. 1er : *Son amendement tendant à présenter sous forme d'alinéa la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 2174); *son amendement tendant après les mots: « corps de fonctionnaires » à rédiger comme suit la fin de la deuxième phrase de l'article premier: « soumis aux dispositions de la loi n° 48-1054 du 28 septembre 1948 modifiée »* (p. 2174); *son amendement tendant dans le dernier alinéa de l'article premier après les mots: « services actifs de la police » à insérer les mots: « d'Etat »* (p. 2174); Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article: « Pour la constitution initiale des corps de la police d'Etat, il est procédé, par intégration des fonctionnaires appartenant aux services actifs de la sûreté nationale et de la préfecture de police »* (p. 2174); *intérêt du service* (p. 2174); *son amendement tendant après les mots: « jusqu'à ce qu'ils aient été soumis... » à rédiger comme suit la fin du dernier alinéa de l'article 2: « en application de l'alinéa 2 de l'article premier de la présente loi, aux statuts particuliers prévus aux alinéas 2 et 3 de l'article premier de la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 modifiée »* (p. 2175); *préoccupations des corps de police* (p. 2175); *modalités d'élaboration des statuts futurs* (p. 2175); Art. 3 : *cas des agents spéciaux de commissariat* (p. 2175); *peines disciplinaires; mutations* (p. 2176); En deuxième lecture : *Ses observations sur les paroles de M. Frey* [30 juin 1966] (p. 2481);

— du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale, en qualité de *Rapporteur: Organisation de la police d'Etat; modification de la liste des officiers de police judiciaire; subordination de l'ensemble de la police judiciaire aux autorités judiciaires; ses observations sur l'article 16 du Code de procédure pénale; fusion des polices;*

qualité d'officier de police; formalité de l'habilitation; qualité d'officier de police judiciaire n'étant plus rattachée au grade de certains fonctionnaires, mais à l'exercice de certaines fonctions judiciaires; modification de l'article 680 du Code de procédure pénale; rôle de la Chambre criminelle de la Cour de cassation; intervention des Commissions paritaires des corps de police; situation des officiers et commandants de C.R.S.; compétence territoriale des officiers de police judiciaire [21 juin 1966] (p. 2177 à 2179); après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 2183); En deuxième lecture : *Modifications introduites par le Sénat* [30 juin 1966] (p. 2484);

— du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, en qualité de *Rapporteur: Modification de la loi du 13 juillet 1930; obligations mises à la charge des assureurs; contrôle de la puissance publique sur les compagnies d'assurances; exemple de l'affaire de la Mutuelle du Sud-Ouest; régime actuel du retrait d'agrément; importance des assurances automobiles; opinion de M. Poniatowski; notion du rappel de prime* [21 juin 1966] (p. 2185, 2186); Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour l'article 12-1 de la loi du 27 février 1958* [23 juin 1966] (p. 2271); *défense de l'assuré en cas de déconfiture d'une société d'assurances* (p. 2272); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 12-3 de la loi du 27 février 1958 à substituer aux mots: « deuxième alinéa de l'article 12-1 »* (p. 2273); *son amendement tendant à supprimer, dans le quatrième alinéa de l'article 12-3 de la loi du 27 février 1958 les mots: « déduction faite, le cas échéant, du produit de la contribution exceptionnelle prévue au deuxième alinéa de l'article 12-1 ci-dessus »* (p. 2273); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du sixième alinéa du texte proposé pour l'article 12-3 (Reclassement du personnel de la société transférée)* (p. 2273); *son amendement tendant à supprimer le neuvième alinéa du texte proposé par l'article 12-3 de la loi du 27 février 1958* (p. 2273); *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 12-4 de la loi du 27 février 1958* (p. 2273); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'article 12-5 de la loi du 27 février 1958 (Retrait d'agrément)* (p. 2274); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Fonds de garantie)* (p. 2274); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé pour remplacer le premier alinéa de l'article 26 modifié du décret du 14 juin 1938, à substituer aux mots: « le quarantième jour » les mots: « le quarante-cinquième jour à midi »* (p. 2275); *délais ouverts par le retrait d'agrément* (p. 2275); *son amendement tendant à compléter l'article 3 par un paragraphe 2 (Moment où le contrat cesse d'avoir effet)* (p. 2276); *cas d'une entreprise en liquidation* (p. 2276); *son amendement tendant à compléter l'article 3 par un paragraphe 3 (Contrats d'assurances maritimes)* (p. 2276); après l'Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis* (p. 2277); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Pratique de la sous-tarification; perception par voie d'autorité d'un rappel de prime sur les assurés; risques de défaillance des sociétés d'assurance automobile; cas de retrait d'agrément; réforme du Fonds de garantie* [18 novembre 1966] (p. 4684, 4685, 4686);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 13 : *Son amendement tendant à substituer aux paragraphes II, III, IV et V de cet article de nouveaux alinéas (Election des délégués au suffrage universel au scrutin de liste au plus fort reste)* [11 octobre 1966] (p. 3291); *modalités de désignation des membres des conseils de communauté urbaine* (p. 3292, 3293);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Difficultés monétaires intervenues dans le domaine des règlements internationaux; majorations des rentes viagères; conséquences de l'inflation; possibilité de prévoir une clause d'indexation pour les emprunts de l'Etat* [12 octobre 1966] (p. 3363); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur le service des cabines des télécommunications de la Seine; nécessité de doubler les effectifs du personnel; problème du déroulement de la carrière* [19 octobre 1966] (p. 3569); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Ses observations sur la formation de la police nationale et l'organisation du Ministère de l'Intérieur; statuts des personnels de la police nationale; rémunération*

du personnel; problème du contentieux des assimilations, du déroulement de carrière, des échelles indiciaires et des quotes-parts de l'Etat et de la ville de Paris; situation des officiers de police et des officiers de police adjoints; rôle et importance de la commune au XXe siècle; différenciation entre l'administration de gestion et l'administration de promotion [24 octobre 1966] (p. 3788, 3789); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les prix de référence et d'arbitrage européens; marchés d'intérêt national; marché de Rungis; celui de Lyon; disparité du mode de financement et répartition des quotes-parts respectives de l'Etat et des collectivités locales; ses observations sur le F.O.R.M.A., le F.A.F.A.S.A., l'intervention des S.A.F.E.R.* [27 octobre 1966] (p. 3950, 3951); ECONOMIE ET FINANCES - CHARGES COMMUNES : *Situation des rentiers viagers; possibilité d'aligner les majorations des rentes viagères des secteurs public et parapublic sur celles des rentes du secteur privé; caractère alimentaire des pensions* [4 novembre 1966] (p. 4271, 4272); INDUSTRIE : *Ses observations sur les industries d'art, de mode et de création; problème des exportations dites invisibles; concurrence internationale; fermeture d'usines; problème de la mode féminine ou masculine; équilibre futur de notre balance commerciale* [7 novembre 1966] (p. 4310, 4311); EQUIPEMENT - III. - LOGEMENT : *Rénovation urbaine, spécialement de Paris; problèmes d'entretien et d'amélioration de l'habitat ancien; cas de Belleville; ses observations sur les quartiers du Marais; centre de distribution des denrées périssables de Rungis; problème du terre-plein Beaubourg; démolition des douze pavillons de Baltard* [9 novembre 1966] (p. 4436);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de coopération en matière de justice signé le 18 janvier 1965 entre la France et la République centrafricaine, en qualité de *Rapporteur: Organisation judiciaire et statut des magistrats des deux pays; représentation des parties par les avocats* [15 novembre 1966] (p. 4577);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 11 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe 3 du texte proposé par l'amendement de M. Vallon (Possibilité de payer l'indemnité en espèces)* [1er décembre 1966] (p. 5142); *succès des marchés d'intérêt national; rénovation du centre de Paris; transfert des halles à Rungis; problème de l'indemnisation en nature* (p. 5142, 5143); *ses observations sur le marché d'intérêt national* (p. 5144);

— du projet de loi relatif à la suppression des indexations dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur: Maintien des indexations contribuant à favoriser la hausse de l'endettement des particuliers et du prix des loyers; augmentation des prix et des salaires; cas de la Polynésie française; consultation des assemblées territoriales; opérations d'aménagement touristique; ses observations sur les dettes d'aliment et les rentes viagères; problème du S.M.I.G.* [6 décembre 1966] (p. 5269, 5270); Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 5271).

BRUGEROLLE (M. André), *Député de la Charente-Maritime, 3e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

BRUGIÈRE (M. Ambroise), *Député du Puy-de-Dôme, 1re circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Décédé le 26 avril 1963 (*J. O.* du 28 avril 1963] (p. 3892).

Son éloge funèbre est prononcé [30 avril 1963] (p. 2716).

BUOT (M. Henri), *Député du Calvados, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [6 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 540) autorisant la ratification de la Convention entre la République française et le Royaume de Belgique relative au service militaire, signée à Paris le 12 octobre 1962, **n° 869** [5 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 663) autorisant la ratification de la Convention entre la France et le Danemark relative au service militaire des double-nationaux, signée à Paris le 6 juin 1963, **n° 959** [10 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 714) autorisant l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, signée à Strasbourg, le 6 mai 1963, **n° 1239** [9 décembre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962 : *Reclassement des non-salariés rapatriés d'Algérie; indemnité différentielle versée aux pensionnés demandeurs d'emploi; déséquilibre entre l'implantation régionale des rapatriés et les possibilités de logement; nécessité d'activer le paiement des crédits de réinstallation* [19 décembre 1962] (p. 167, 168);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, COMMISSARIAT DU PLAN : *Problèmes de la région de la Basse-Normandie; problèmes du développement régional; évolution de la Basse-Normandie; perspectives économiques de cette région* [25 janvier 1963] (p. 1227, 1228);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Nouvelle répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales; crédits d'étude inscrits pour le centre hospitalier universitaire de Caen* [24 octobre 1963] (p. 5542, 5543);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et le Royaume de Belgique relative au service militaire, signée à Paris le 12 octobre 1962, en qualité de *Rapporteur : Convention faisant suite à celle du 29 août 1949; obligation pour le double national d'accomplir son service militaire actif dans l'Etat où il a résidé d'une manière habituelle et permanente pendant l'année précédant son dix-huitième anniversaire; obligations de service dans les réserves de l'autre pays; Convention ne permettant plus aux jeunes gens, nés en France, de parents belges, et y ayant toujours vécu, d'aller faire leur service en Belgique* [12 mai 1964] (p. 1146);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la France et le Danemark, relative au service militaire des double-nationaux, signée à Paris le 6 juin 1963, en qualité de *Rapporteur : Ratification de la Convention entre la France et le Danemark; Convention remplaçant celle du 22 juin 1949; obligation pour les double-nationaux d'accomplir leurs obligations d'activité dans les forces armées du pays où ils ont leur résidence permanente à l'âge de 19 ans; cas des double-nationaux résidant à l'étranger; possibilité de servir par voie d'engagement dans l'armée du pays de leur choix; cas de la mobilisation; durée de la Convention* [23 juin 1964] (p. 2101, 2102);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Mesures fiscales prises par le Gouvernement en faveur des personnes âgées et des artisans; pluralité des taux d'imposition; abattements à la base; diminution de la taxe complémentaire; exemples d'impôts calculés selon les règles admises par la loi de finances de l'an dernier; cas des ménages de contribuables dont le revenu annuel se limite à 6.000 francs;*

exemple d'un contribuable marié père de deux enfants ; cas d'un ménage de retraités d'Etat ; personne âgée n'ayant pas eu d'enfant ; réaliser la justice la plus élémentaire ; donner un abattement à la base, décent et identique [15 octobre 1964] (p. 3237, 3238) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *insuffisance du personnel dans les P.T.T. ; importance du retard en matière d'équipement téléphonique ; évolution des besoins ; circonscriptions des directions des P. T. T. cor respondant à celles des préfets coordonnateurs ; décalage anti-économique entre l'expression des besoins et leur satisfaction* [21 octobre 1964] (p. 3538, 3539) ; BUDGETS MILITAIRES : *Situation des infirmières militaires ; amélioration des conditions de leur avancement* [6 novembre 1964] (p. 4880, 4881) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Avis du Comité d'expansion de la région bas-normande ; détérioration de la balance commerciale française ; réseau de vente et de prospection à l'étranger ; financement des investissements* [24 novembre 1964] (p. 5566, 5567) ;

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Augmentation de la participation de l'Etat aux investissements des six grands ports ; ne pas réduire pour autant l'aide aux ports secondaires ; part de crédits budgétaires accordée aux ports secondaires au cours du Ve Plan devant être aussi élevée qu'au cours du IVe plan ; problème de l'accès des ports secondaires* [8 avril 1965] (p. 669) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant l'article premier du Code de la route, Art. 1er : *Son souhait de voir définir l'expression : « tenté de conduire »* [6 mai 1965] (p. 1186).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Organisation de l'enseignement ; opportunité de cette réforme ; investissements primaires ; répartition des crédits ; collège d'enseignement général ; mise en place de collèges d'enseignement secondaire ; carte scolaire du deuxième cycle ; procédure d'agrément des circuits de transport d'écoliers fréquentant les établissements secondaires* [19 mai 1965] (p. 1434, 1435).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au contrôle sanitaire aux frontières terrestres, maritimes et aériennes, Art. 2 : *Contradiction de fait en raison d'une certaine liberté laissée aux objecteurs de conscience à toute vaccination* [20 mai 1965] (p. 1468) ;

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Réussite de la première loi de programme ; équipement des zones à urbaniser en priorité et des grands ensembles ; octroi de subventions pour l'acquisition des terrains d'assiette des équipements sportifs et socio-éducatifs ; implantation des équipements polyvalents en zone rurale devant être faite au siège des collèges d'enseignement général ; revalorisation des subventions* [2 juin 1965] (p. 1737, 1738) ;

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Incidence du projet de loi sur le niveau des prix de diverses catégories de produits ; détaxation en faveur de boissons hygiéniques ; neutralité de l'impôt* [23 juin 1965] (p. 2405, 2406) ; Art. 13 : *Taxation des eaux minérales et des boissons gazeuses* [24 juin 1965] (p. 2472) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 2 : *Situation de deux veuves sans enfant* [7 octobre 1965] (p. 3383) ; Art. 3 *(suite) : Difficultés pour définir l'âge physiologique de la vieillesse* (p. 3388) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Taux d'automatisation ; câbles du réseau interurbain ; taux de progression du trafic ; situation en Basse-Normandie ; demandes d'installation téléphonique ; travaux d'installation du central téléphonique ; situation de certains agents d'exploitation* [12 octobre 1965] (p. 3558, 3559) ; EDUCATION NATIONALE : *Taux de scolarisation de la Basse-Normandie ; dispersion géographique en milieu rural ; proportion du budget de l'Education nationale par rapport au budget total de la nation ; implantation de C.E.S. et de C.E.G. ; ses observations sur l'enseignement primaire ; les classes maternelles, les classes pour enfants inadaptés ; enseignement du second degré ; pénurie de maîtres ; enseignement technique ; équipement sportif scolaire ; problèmes du financement des constructions scolaires* [19 octobre 1965] (p. 3846, 3847) ; INTÉRIEUR - RAPATRIÉS :

Financement des opérations d'équipement envisagées par les collectivités locales en dehors de la subvention de l'Etat; rôle du personnel auxiliaire; augmentation du salaire pour le personnel qualifié des catégories A et B; classement du département de la Manche relativement à la répartition des contingents d'aide sociale; injustice frappant le département du Calvados; diminution de la participation de l'Etat aux différents groupes de l'aide sociale [25 octobre 1965] (p. 4081); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales; cas des départements du Calvados et de la Manche; situation des étudiants en médecine dépendant de l'Université de Paris; besoins en matière d'équipement sanitaire et social de la Basse-Normandie* [27 octobre 1965] (p. 4192);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Elévation du niveau de vie des Français; cas de la Basse Normandie; politique de développement régional; promotion des exportations; aménagement de l'assurance-crédit; déconcentration d'une partie de la sous-traitance parisienne notamment pour l'automobile; réalisation d'une liaison entre Rouen et Caen; accroître le rôle de l'université bas-normande dans la recherche; rôle des universités provinciales proches de Paris; création d'une station de recherches de micro-biologie et de biochimie alimentaires; problème de l'utilisation de l'eau de mer; faculté de Caen; implantation de nouveaux centres d'industries alimentaires; ses observations sur les télécommunications* [4 novembre 1965] (p. 4431, 4432);

— du projet de loi portant réforme de l'adoption : après l'Art. 350, du Code civil, son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « *A défaut de rétractation du consentement à l'adoption ou à l'abandon, dans le délai prévu à l'article* 348-3, *l'enfant pourra être immédiatement confié au service social d'aide à l'enfance d'un département différent de celui de l'accueil* » [17 novembre 1965] (p. 4702);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Protection contre les risques humains; mutualité; régime de l'A.M.E.X.A.; difficultés d'harmonisation dans le cadre du Marché commun; place des décrets d'application* [9 juin 1966] (p. 1846, 1847); Art. 1er : *Cas des artisans ruraux* (p. 1851);

— du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur la nécessité de l'habilitation systématique pour établir un lien de subordination vis-à-vis des autorités judiciaires* [21 juin 1966] (p. 2182);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Création d'emplois nouveaux pour accueillir les jeunes générations; mutation de l'agriculture; construction de logements; problème des investissements; leur financement; ses observations sur l'épargne d'origine étrangère, celle des entreprises, celle des particuliers, celle des entreprises publiques; système d'épargne-logement; objectifs du Ve Plan; impôt sur le revenu; nécessité de prévoir des aménagements en faveur des catégories les plus modestes* [12 octobre 1966] (p. 3362, 3363); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Caractères du budget des Postes et Télécommunications; situation de la Basse-Normandie; problèmes de Caen; équipement du service des télécommunications; autocommutateur de Bayeux; ses observations sur les lignes aériennes; accroissement du trafic; prévisions du Ve Plan; crédits sociaux; prime d'exploitation; prime de technicité; fusion des emplois de préposé et de préposé spécialisé; prime de risque; situation des auxiliaires* [19 octobre 1966] (p. 3559, 3560); AFFAIRES SOCIALES : *Evolution des techniques médicales modernes; problèmes du secteur hospitalier; conditions de recrutement et d'avancement des personnels d'encadrement et d'exécution des services hospitaliers; cas des manipulateurs d'électroradiologie; contrôle médico-social des élèves et du personnel enseignant; suppression des zones de salaires; ses observations sur la jeunesse et les personnes âgées; fonctionnement des centres hospitaliers universitaires* [20 octobre 1966] (p. 3615, 3616); EDUCATION NATIONALE : *Constructions scolaires; enfance inadaptée; instituts universitaires de technologie; cas de l'académie de Caen; collège universitaire littéraire du Mans; situation des I.P.E.S.; collèges d'enseignement technique; ses observations sur le premier cycle des facultés des lettres; diminution des effectifs en zone rurale; collèges d'enseignement général; écoles maternelles; objectifs du Ve Plan; forfaitisation des subventions du premier degré; enseignement du*

second degré [2 novembre 1966] (p. 4137 à 4139); EQUIPEMENT — III — LOGEMENT : *Insuffisance de la dotation en H.L.M.; ses observations sur les I.L.N.; attribution de l'allocation-logement; situation des familles au revenu modeste; charges fiscales sur les logements sociaux; situation des agents et des cadres supérieurs des offices d'H.L.M.; épargne-logement; réforme du permis de construire; expérience de Villagexpo* [9 novembre 1966] (p. 4437);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Ses observations sur la « fuite des cerveaux »; défense de la langue française; régionalisation de la recherche* [30 novembre 1966] (p. 5105).

BUSTIN (M. Georges), *Député du Nord, 18e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633); [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 relative au rappel d'office, par le Ministre dont ils dépendent, des fonctionnaires de l'État en service dans les territoires constituant les départements d'outre-mer, **n° 1326** [9 avril 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la cour de sûreté de l'État instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Art. 17 : *Son amendement de suppression; perquisition, même de nuit, sans autorisation, de la personne intéressée* [4 janvier 1963] (p. 269); Art. 19 : *Son amendement de suppression du dernier alinéa de cet article* (p. 270); Art. 22 : *Son amendement de suppression* (p. 271) ; *nécessité d'une ordonnance motivée du juge d'instruction pour une détention préventive dépassant quatre mois* (p. 271); Conclusions de la Commission mixte paritaire : *Critiques provoquées par le présent projet; problème de la garde à vue; renforcement du pouvoir personnel autoritaire; mise en garde de MM. Maurice Garçon et René Cassin; ratification par la France de la Convention européenne des droits de l'homme; assimilation possible de toute activité politique à un délit* [11 janvier 1963] (p. 658, 659); En troisième et dernière lecture : *Nécessité de réprimer les menées de l'O.A.S. en s'appuyant sur le peuple; mansuétude des juridictions d'exception créées par le Gouvernement; présente loi, règlement de comptes entre frères du 13 mai* [19 février 1963] (p. 2245, 2246);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INTÉRIEUR : *Fonctions d'autorité et de répression exercées par le Ministère de l'Intérieur; insuffisance des personnels de préfecture; cas des auxiliaires rétribués sur les budgets départementaux; problème de l'intégration des attachés et des secrétaires administratifs; modifications apportées à l'échelle indiciaire du personnel communal; revendications des fonctionnaires de la police* [17 janvier 1963] (p. 1054, 1055);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics. En deuxième lecture : *Ses observations sur les entrevues entre le Ministre de l'Industrie et les délégués des mineurs au moment du déclenchement de la grève; décret de réquisition; protestation des syndicats de la région parisienne réunis à la Bourse du travail* [26 juillet 1963] (p. 4582);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des animaux, Art. 1er : *Combats de coqs; chasses à courre* [10 octobre 1963] (p. 5129) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAIL, Art. 70 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article; politique du Gouvernement à l'égard de la sécurité sociale minière* [5 novembre 1963] (p. 6444); INTÉRIEUR : *Vote du groupe communiste* (p. 6488); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Augmentation des crédits de la police; organisa-*

tion de l'émigration; inconvénients de la monoculture; développement de l'industrialisation; nécessité d'opérer une véritable réforme agraire; atteinte aux libertés; aggravation de la répression; fraude électorale; revendication d'autonomie [8 novembre 1963] (p. 6949, 6950, 6951); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Insuffisance des crédits pour sortir ces territoires de l'état de pays sous-développé; gestion démocratique par la population de ses propres affaires* [9 novembre 1963] (p. 7071);

— du projet de loi prorogeant certaines dispositions de l'ordonnance n° 62-1063 du 10 septembre 1963 relative au logement des personnes rapatriées d'Algérie : *Compensations données aux communes ayant accordé des logements aux rapatriés* [13 novembre 1963] (p. 7190);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection, après l'Art. 3 : *Son amendement (création des Commissions de l'eau)* [14 novembre 1963] (p. 7226); Art. 9 : *Son amendement (nouvelle rédaction de l'article 9); laisser aux collectivités locales les pouvoirs donnés par le texte aux organismes chargés de la lutte contre la pollution des eaux* (p. 7240);

— du projet de loi portant réorganisation du Conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie : *Protestations du groupe communiste; statut des territoires d'outre-mer; recul par rapport à la loi-cadre; situation administrative; société « Le Nickel »; respect du décret de juillet 1957; permettre à la population de gérer librement ses affaires* [10 décembre 1963] (p. 7799 à 7800);

— du projet de loi relatif au maintien de certaines prestations de sécurité sociale aux bénéficiaires de la réforme foncière dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion : *Financement du système; insuffisance du projet pour mettre fin à la misère suffisante dans les D.O.M.; abstention du groupe communiste;* Art. 2 à 9 : *Abstention du groupe communiste* [12 décembre 1963] (p. 7845);

— du projet de loi sur l'extension de l'assurance vieillesse agricole aux départements d'outre-mer, Art. 2 et 3 : *Abstention du groupe communiste* [12 décembre 1963] (p. 7847);

— en deuxième lecture, du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, signée à Genève, le 19 juin 1948 : Art. 2 : *Vote du groupe communiste* [19 décembre 1963] (p. 7995);

— de la proposition de loi de M. Arthur Moulin et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi du 19 novembre 1963 relative à la protection des animaux; ses explications de vote : *Discussion de la loi du 19 novembre 1963; position du groupe communiste; interdiction pure et simple des combats de coqs sans tenir compte de la tradition ininterrompue dans le région du Nord; vote du groupe communiste sur le présent texte* [18 juin 1964] (p. 2041);

— en deuxième lecture du projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires; Art. 3 : *Application de l'ordonnance d'octobre 1960; texte discriminatoire et contraire à la démocratie; rôle du préfet à La Réunion* [23 juin 1964] (p. 2110);

— de la proposition de loi de M. Hoguet à plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux et loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal : *Proposition inspirée par des préoccupations électorales et non par un souci réel de justice à l'égard des petits commerçants; propositions déposées par le groupe communiste n'ayant pas été pris en considération; hausse excessive des loyers* [25 juin 1964] (p. 2197, 2198); ses explications de vote : *Vote favorable du groupe communiste* (p. 2225); En deuxième lecture, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Garcin; faculté de résiliation du bail par le bailleur* [9 décembre 1964] (p. 5968);

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation : *Pleine capacité civile accordée au mineur de 18 ans; possibilité d'abaisser la majorité électorale au même âge; dispositions relatives à la tutelle; dispositions nouvelles de l'article 389-2; cas du divorce et de la séparation de corps* [26 juin 1964] (p. 2270, 2271); Art. 389-6 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter comme suit le texte proposé pour l'article 389-6 du Code civil : « Néanmoins, lorsque les père et mère sont divorcés ou séparés de corps, l'administrateur ne sera*

tenu de se pourvoir d'une autorisation du juge des tutelles qu'à défaut de consentement de son ex-conjoint dans les conditions prévues par l'article 389-5 » (p. 2272); Art. 391 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 391 du Code civil (rôle du juge des tutelles dans le cas de l'administration légale sous contrôle judiciaire)* (p. 2272, 2273); Art. 392 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 392 du Code civil (cas où la filiation d'un enfant naturel viendrait à être établie après l'ouverture de la tutelle)* (p. 2273); Art. 398 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article (possibilité pour les parents d'établir leur volonté en l'absence d'une nomination faite sous ces formes)* (p. 2274);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Politique typiquement coloniale; augmentation massive et accrue des dépenses nécessitées par l'entretien de l'appareil administratif; stagnation de l'aide apportée aux collectivités locales; réduction des crédits affectés au Centre de formation professionnelle; dépenses de personnel et de matériel; ressources matérielles et humaines des D.O.M.; situation à la Martinique; ravages du cyclone à la Guadeloupe; crise sucrière à la Réunion; problème de leur changement de statut; leur donner une véritable autonomie de gestion* [22 octobre 1964] (p. 3707, 3708); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Opposition du groupe communiste lors du vote des crédits des territoires d'outre-mer* [22 octobre 1964] (p. 3735);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances : *Amnistie devant être étendue aux personnes condamnées pour d'être opposées à la guerre d'Indochine comme aux personnes condamnées pour leur action politique dans les départements d'outre-mer; crimes de l'O.A.S.; distinction entre les chefs factieux et les exécutants; analyse des amendements du groupe communiste; insuffisances du projet; critique de l'amendement de M. Capitant* [17 décembre 1964] (p. 6185 à 6187); avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article A (faits devant être amnistiés)* (p. 6194); *son amendement tendant à insérer un nouvel article B (infractions devant être amnistiées)* (p. 6194); *son amendement tendant à insérer un nouvel article C (poursuites ou condamnations fondées sur l'article 88 du Code pénal et sur l'article 25 de la loi du 29 juillet 1881 étant amnistiées)* (p. 6194); *son amendement tendant à insérer un nouvel article D (faits commis antérieurement à la ratification des accords de Genève du 20 juillet 1954)* (p. 6194, 6195); *son sous-amendement à l'amendement de M. Capitant tendant, après les mots « 20 mars 1962 » à une nouvelle rédaction de l'article (cas étant exclus de l'amnistie)* (p. 6195); *ses observations sur l'amendement de M. Capitant* (p. 6195); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit l'article premier : « Sont amnistiées de plein droit toutes les infractions commises avant la promulgation de la présente loi et se rattachant directement ou indirectement aux événements d'Algérie et dont les auteurs ont fait l'objet d'une condamnation soit à une peine d'amende, soit à une peine privative de liberté de moins de cinq ans assortie du bénéfice du sursis avec ou sans amende* » (p. 6197); Art. 2 : *Son amendement tendant, après les mots : « commis avant le 3 juillet 1962 » à une nouvelle rédaction de la fin du premier alinéa de cet article (cas des gens âgés de moins de vingt et un ans et n'ayant assumé aucun rôle d'organisation ou de commandement dans une entreprise tendant à empêcher l'exercice de l'autorité de l'Etat)* (p. 6198); *son amendement tendant, dans l'alinéa 2 de l'article 2, à substituer aux mots : « la chambre de contrôle de la Cour de Sûreté de l'Etat », les mots : « la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris »* (p. 6199);

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, Art. 36 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « un délai de quatre mois » à insérer les mots : « chaque fois que les décisions ont été prises à la majorité des lots »* [22 avril 1965] (p. 841);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 113 : *Inciter les actionnaires à participer plus nombreux aux assemblées générales extraordinaires* [8 juin 1965] (p. 1872); Art. 115: *Ses observations sur cet article* (p. 1873); Art. 125 : *Tout actionnaire, même ne possédant qu'une action, devant pouvoir participer aux assemblées générales ordinaires* (p. 1877); Art. 132 : *Rendre plus rapide et plus efficace le recours à la justice ouvert à l'actionnaire lésé par le refus de communication de documents* (p. 1879); Art. 135 : *Principe de la pro-*

portionnalité du vote au montant nominal des actions (p. 1879); Art. 135 (suite) : *Maintenir le principe de la proportionnalité du vote par rapport au montant nominal des actions* (p. 1883);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituaqnt des comités d'entreprise Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [28 juin 1965] (p. 2704);

— en troisième lecture, de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *opposition du groupe communiste lors du vote sur l'ensemble de la proposition de loi* [30 juin 1965] (p. 2774);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales : *Problème des garanties d'indépendance; rôle du greffier; problème du recrutement; modalités d'indemnisation; période transitoire; crise des greffes* [30 juin 1965] (p. 2777, 2778); Art. 1er : *Retrait de l'amendement de M. Garcin* (p. 2783); En deuxième lecture, art. 3 *bis : Son amendement tendant à substituer à l'avant-dernier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (intégration dans les corps des catégories C et D ou dans le corps des greffiers secrétaires)* [9 novembre 1965] (p. 4594); *intégration pour les employés des greffes* (p. 4595);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Orientation politique d'inspiration néo-colonialiste; subventions accordées aux budgets locaux des territoires d'outre-mer; recherche scientifique dans les Terres australes et antarctiques; expérience atomique en Polynésie; niveau de vie à Saint-Pierre-et-Miquelon; société Le Nickel en Nouvelle-Calédonie* [15 octobre 1965] (p. 3746); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Sous-équipement économique et social des départements d'outre-mer; industrialisation des pays intéressés; modernisation de l'agriculture; industrie mécanique à la Guadeloupe; développement du tourisme; dépenses des forces de police pour les départements d'outre-mer; crédits des collectivités locales; centres de formation professionnelle; formation professionnelle des jeunes Antillais et Réunionais; crédits affectés aux centres militaires; groupe communiste votant contre le budget des départements d'outre-mer* (p. 3772);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas de la région du Nord; régression de cette économie régionale; ses observations sur le textile, la métallurgie, les raffineries, le chômage* [4 novembre 1965] (p. 4487);

— du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement du Gouvernement, à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 12-1 de la loi du 27 février 1958* [23 juin 1966] (p. 2270); *son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 12-3 de la loi n° 58-208 du 27 février 1958* (p. 2273); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 25 du décret du 14 juin 1938 par de nouvelles dispositions (retrait de l'agrément)* (p. 2276);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 20 : *Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « notamment en matière d'avancement et de carrière dont ils auraient pu bénéficier dans leur commune d'origine. La constitution de la communauté ne peut entraîner aucun licenciement individuel ou collectif dans le personnel des communes concernées »* [11 octobre 1966] (p. 3301); *retrait de son amendement* (p. 3301); En deuxième lecture, Art. 6 : *Vote du groupe communiste* [17 novembre 1966] (p. 4644);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Accélération du transfert des charges des communes et des départements à l'Etat; ses observations sur la régionalisation; situation financière des collectivités locales; objectifs du Ve Plan; Fonds d'investissement routier; aménagement du territoire; syndicats à vocation multiple; rôle des districts; projet de loi sur les communautés urbaines; équipement des collectivités posant surtout un problème de crédit; réforme de la Caisse des prêts et d'équipement aux communes; rétablissement de la dotation du Fonds d'investissement routier; transfert à l'Etat des charges d'intérêt général, comme celles de l'enseignement et de l'assistance; réforme des finances locales* [24 octobre 1966] (p. 3777, 3778).

C

CACHAT (M. Armand), *Député de Seine-et-Oise, 13e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 20 : *Son amendement (Suppression des crédits prévus pour les bancs d'essais de moteurs d'avions dans la région de Corbeil)* [19 juillet 1963] (p. 4383);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Nécessité de régler les dettes contractées par l'Etat envers les communes de Seine-et-Oise; constructions scolaires dans ce département* [6 novembre 1963] (p. 6578);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Effort fait par le Gouvernement; critiques injustes; système des constructions scolaires; retard dans la construction des écoles; lenteur des procédures préalables à l'édification des écoles dans les communes en pleine expansion; fixation du montant de la subvention; nécessité de donner plus rapidement l'autorisation de construire; difficultés de certaines communes pour un équipement sportif; situation dans une commune-dortoir; caisse des dépôts n'accordant qu'un prêt égal à la subvention déjà insuffisante de l'Etat* [30 octobre 1964] (p. 4296, 4297); *opérations d'achat de terrain; prêts de la Caisse des dépôts et consignations* (p. 4304);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Ses observations sur le titre III concernant les dispenses et les exemptions; principe de l'égalité de tous devant le service militaire; cas des jeunes gens dont le père, la mère, un frère ou une sœur est mort pour la France; ses observations sur les soutiens de famille; son désir de voir la suppression de l'article 16 relatif aux dispenses professionnelles et de l'article 17 concernant les Français résidant à l'étranger; armée professionnelle* [25 mai 1965] (p. 1546, 1547); Art. 14 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa sui-*

vant: « *Toutefois, le nombre des exemptés ne pourra dépasser 25 % du nombre des jeunes gens recensés* » [26 mai 1965] (p. 1584); *retrait de son amendement* (p. 1585); Art. 16 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article; dispense pour raisons professionnelles* (p. 1588); Art. 17 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article; cas des Français résidant en permanence dans un pays étranger* (p. 1589);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Loi de programme militaire; retard sur le programme établi; non-revalorisation des soldes; équilibre du budget; masse des crédits militaires ne devant pas être inférieure à 5 % du revenu national; notre pays ne commettant jamais d'agression; nécessité d'une armée forte* [21 octobre 1965] (p. 3962, 3963).

CAILL (M. Antoine), *Député du Finistère, 5e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [6 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'État ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales : *Situation des greffiers titulaires de charges; greffiers, dits d'arrondissement; fonctionnarisation des greffiers; greffe étant un service public; nécessité de promouvoir une véritable réforme sociale; problème des traitements; dépenses d'investissement* [30 juin 1965] (p. 2778, 2779);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES CULTURELLES: *Ses observations sur l'entretien et la restauration des monuments historiques; cas de la Bretagne; sauvegarde du littoral de l'Armor* [27 octobre 1966] (p. 3976, 3977) ; JUSTICE : *Statut des greffiers titulaires de charges; rachat des greffes supprimé par la réforme de 1958; augmentation du coût de la vie; rôle du Ministre des Finances* (p. 4003, 4004).

CAILLE (M. René), *Député du Rhône, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle république, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles, de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 630) relatif au Fonds national de l'emploi, **n° 661** [20 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1348) modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, **n° 1448** [11 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à assurer, sous certaines conditions, la réversibilité au profit du conjoint survivant de la rente accordée à un invalide mutilé du travail, **n° 1593** [7 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à renforcer la protection de certains représentants du personnel contre les licenciements, **n° 1757** [13 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1808), modifié par le Sénat, modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, **n° 1828** [12 mai 1966].

Sa proposition de loi relative aux licenciements des travailleurs âgés de plus de 45 ans, **n° 2001** [29 juin 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes : *Types d'établissements ayant pour mission d'assurer l'éducation et la formation des enfants infirmes ; établissements publics ; établissements privés ; nécessité de prévoir une prestation identique quel que soit l'établissement où se trouve l'enfant* [27 juin 1963] (p. 3753);

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, en qualité de *Rapporteur : Fonds national de l'emploi destiné à faciliter le reclassement des travailleurs de plus de 45 ans ; emploi des jeunes travailleurs ; reconversion résultant du développement de l'automation et de l'application du Marché commun ; travailleurs bénéficiant d'une sécurité accrue de l'emploi ; lutte contre l'injustice sociale* [28 novembre 1963] (p. 7533, 7534); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger le début de l'article premier : « La présente loi a pour objet de faciliter aux travailleurs salariés ou travailleurs indépendants, aux artisans et à leurs aides familiaux... »* (p. 7541) ; *retrait de son amendement* (p. 7542); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier, à insérer après les mots « dus à l'évolution technique ou à la modification des conditions de la production » les mots « ou à la diminution de leurs aptitudes »* (p. 7543); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans les alinéas 2 et 3 de l'article 2 à substituer aux mots « des travailleurs salariés privés d'emploi » les mots « des travailleurs privés d'emploi visés à l'article premier »)* (p. 7545); *retrait de cet amendement* (p. 7545); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de MM. Cassagne et Gilbert Faure* (p. 7545); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de l'article 3 à supprimer les mots « de plus de 60 ans »* (p. 7551); Art. 4 : *Son amendement (Rapport sur l'utilisation des sommes mises à la disposition du Fonds national de l'emploi fourni chaque année au parlement avant l'examen du budget)* (p. 7552);

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ; article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel (Droits de place perçus sur les halles, foires et marchés étant l'équivalence de loyers commerciaux, leur fixation étant soumise aux mêmes dispositions)* [25 juin 1964] (p. 2223); *problèmes posés par les commerçants non sédentaires* (p. 2223);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Difficulté de reclasser des travailleurs dits âgés, c'est-à-dire de plus de 45 ans ; problème de la retraite devant pouvoir être prise à 60 ans ; Ministère du Travail pouvant devenir un grand ministère d'organisation, d'information au profit de tous les travailleurs* [20 octobre 1964] (p. 3430, 3431);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, en qualité de *Rapporteur : Nombre des comités qui fonctionnent réellement ; leur rôle dans les*

petites et moyennes entreprises; difficultés rencontrées par les comités; ses résultats; formation technique et psychologique de base étant nécessaire pour développer l'esprit de coopération dans l'entreprise; solution des problèmes sociaux [28 juin 1965] (p. 2676 et 2677); *nombre des salariés des entreprises dans lesquelles sera créé un collège de cadres étant de 500* (p. 2693); avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer avant l'article premier un nouvel article : « Le premier alinéa de l'article premier de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 est remplacé par les dispositions suivantes : « il sera constitué des comités d'entreprises dans les entreprises suivantes employant « au moins cinquante salariés » : entreprises industrielles et commerciales, offices publics et ministériels, professions libérales, sociétés civiles, syndicats professionnels et associations de toute nature, entreprises agricoles de quelque nature qu'elles soient, sociétés industrielles et commerciales et organismes professionnels relevant du régime social de l'agriculture »* (p. 2698); *son amendement tendant, avant l'article premier, à insérer un nouvel article ainsi conçu : « Les dispositions réglementaires fixeront les conditions d'application de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945, modifiée par la présente loi, aux entreprises du secteur public et nationalisé. Elles devront intervenir dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi »* (p. 2699); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Rendre obligatoire l'institution de comités d'entreprises dans les organismes professionnels et les sociétés diverses agricoles assimilables à des entreprises industrielles et commerciales)* (p. 2699); *permettre une extension par le canal de décret* (p. 2699); *extension des comités d'entreprises au secteur public et nationalisé* (p. 2699); Art. 1er : *Son amendement tendant, après le premier alinéa du texte proposé pour le premier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 à insérer le nouvel alinéa suivant : « Le comité est consulté sur l'affectation de la contribution de 1 % sur les salaires à l'effort de construction quel qu'en soit l'objet »* (p. 2702); *ses observations sur son amendement* (p. 2702); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de l'article premier, après les mots : « dans les entreprises employant plus de 300 salariés » à insérer les mots : « ainsi que dans les entreprises occupant moins de 300 salariés, mais réunissant les conditions prévues par la convention collective nationale relative à la nature du travail et aux modalités de formation professionnelle »* (p. 2702); *problème relatif à la formation professionnelle* (p. 2702); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'alinéa premier de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 par le nouvel alinéa suivant : « Cette commission pourra assurer des liaisons avec le comité départemental de l'enseignement technique, les sous-commissions départementales de formation professionnelle pour adultes et les comités départementaux à la promotion sociale »* (p. 2703); *conditions de travail des comités d'entreprises* (p. 2703); *son amendement tendant, après le quatrième alinéa de l'article premier à insérer un nouvel alinéa (Contribution nécessaire au fonctionnement du comité d'entreprise et au financement des œuvres sociales)* (p. 2703); *son amendement tendant après le quatrième alinéa de l'article premier, à insérer le nouvel alinéa suivant : « La dernière phrase du troisième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 modifiée est supprimée »* (p. 2704); *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de l'article premier : « Les alinéas 2 et 3 dudit article deviennent les alinéas 6 et 7 »* (p. 2704); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant après l'article premier : « Il est inséré après l'article 2 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 un nouvel article ainsi rédigé : « Il est créé auprès des universités des instituts de formation du travail, dont le but est de promouvoir et faciliter la formation générale, économique et juridique des membres des comités d'entreprises. Un décret précisera les conditions de création et de fonctionnement de ces instituts »* (p. 2704); *manque de formation des membres du comité d'entreprise* (p. 2704); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « la production ou la productivité » les mots : « la production et la productivité »* (p. 2705); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « sur les mesures de nature... » les mots : « sur tout projet et mesures de nature... »* (p. 2706); *son amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé en remplacement du paragraphe c) de l'article 3 de l'ordonnance de 1945 : « en cas de litige, cet avis est transmis par la partie la plus diligente à l'ins-*

pecteur du travail, dont la décision s'impose » (p. 2707); Art. 5 (suite) : *Ses observations sur l'amendement de M. Lathière* [29 juin 1965] (p. 2727, 2728); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 5, à substituer aux mots :* « *et données comme telles* » *les mots :* « *qui doit être justifié* » (p. 2728); *caractère confidentiel de certaines informations* (p. 2728); Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots :* « *et compte tenu de la création du collège-cadres prévu à l'article suivant, de façon à respecter la représentation proportionnelle des catégories* » (p. 2731); *son amendement tendant au début du texte proposé pour le troisième alinéa du texte envisagé pour l'article 5 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 :* « *Les suppléants assistent aux séances du comité d'entreprise avec voix consultative. Chaque organisation...* » (p. 2732); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article :* « *En outre, dans les entreprises où le nombre des ingénieurs, chefs de service et cadres administratifs, commerciaux ou techniques assimilés sur le plan de la classification est au moins égal à vingt-cinq et représente, dans les entreprises occupant plus de 500 salariés, au moins 5 % de l'effectif global des salariés, au moment de la constitution ou du renouvellement du comité, lesdites catégories constituent un collège spécial* » (p. 2734); *ses observations sur l'amendement de M. Cassagne* (p. 2734); Art. 8 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article :* « *Lorsqu'un comité n'a pas été régulièrement constitué ou renouvelé, un procès-verbal constatant cette carence sera établi par le chef d'entreprise ou l'un des syndicats intéressés et transmis à l'inspecteur du travail dans les formes et dans les délais identiques à ceux prévus par décret pour le procès-verbal des élections* » (p. 2735); *informations de l'inspecteur du travail* (p. 2735); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant :* « *La non-application de la loi peut être également portée à la connaissance de l'inspecteur du travail par toute personne intéressée, notamment par les électeurs, les éligibles et les organisations syndicales, régulièrement constituées* » (p. 2736); *faire connaître à l'inspection du travail les conditions dans lesquelles les élections se sont déroulées* (p. 2736); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant :* « *Le contrôle de l'existence et du fonctionnement des comités d'entreprises incombe à l'administration du travail. Dans ce but, un décret fixera les modalités d'une réforme de l'inspection du travail, afin de renforcer ses effectifs et ses moyens d'action* » (p. 2736); *intervention de l'inspection du travail* (p. 2736); Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots :* « *Art. 5* » *à insérer les mots :* « *et à l'art. 21* » (*5e alinéa*) » (p. 2738); *problème du temps nécessaire pour l'exercice des fonctions dans le comité d'entreprise* (p. 2738); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 9 à supprimer les mots :* « *quand ils remplacent un titulaire* » (p. 2739); *rétribution pendant les heures de travail* (p. 2739); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de l'article 9, après les mots :* « *Art. 5* » *à insérer les mots :* « *et à l'article 21 (5e alinéa)* » (p. 2739); après l'Art. 9 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article ainsi rédigé :* « *L'article 20 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 est remplacé par les dispositions suivantes :* « *le chef d'entreprise doit mettre à la disposition du comité un local convenable, le matériel et le personnel indispensable pour ses réunions et son secrétariat* » (p. 2740, 2741); Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots :* « *comité central choisi* » *à rédiger ainsi la fin de la première phrase :* « *au sein du personnel de l'entreprise* » (p. 2741); Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots :* « *à l'article 5* » *à insérer les mots :* « *et à l'article 21 (5e alinéa)* » (p. 2742); *permettre au représentant syndical du comité central de bénéficier des mêmes garanties contre le licenciement que celles qui sont assurées aux membres des comités d'entreprises* (p. 2742); *son amendement tendant à compléter la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots :* « *de l'inspecteur du travail qui devra faire connaître son avis dans les 24 heures* » (p. 2742); *son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant :* « *Si la décision définitive refuse le licenciement, la mise à pied est annulée et ses effets supprimés de plein droit* » (p. 2742); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 12, après les mots :* « *membres des comités d'entreprises* » *à insérer les mots :* « *et des anciens représentants syndicaux* » (p. 2742); *extension aux représentants syndicaux des*

droits reconnus aux représentants des comités d'entreprises (p. 2742); *son amendement tendant après les mots: « l'expiration de leur mandat » à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa de l'article 12: « elle est également applicable à partir de l'envoi à l'employeur des listes de candidature et pendant une durée de trois mois à compter de la constitution du comité au licenciements des candidats aux fonctions du comité présentés au premier tour par les organisations syndicales, et au second tour dans les conditions prévues à l'article 10 de l'ordonnance du 22 février 1945, modifiée par la loi du 7 juillet 1947 »* (p. 2743); *possibilités offertes au personnel pour participer aux élections au comité d'entreprise* (p. 2743); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots: « et notamment par la méconnaissance des dispositions des articles » avant le chiffre 13-1 à insérer le chiffre « 2 »* (p. 2743); *financement par l'employeur des œuvres sociales du comité d'entreprise* (p. 2743); *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement précédent par les mots: « alinéa 8 »* (p. 2743);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Situation précaire des travailleurs âgés de 45 à 60 ans, leur reclassement en cas de licenciement; problème de la retraite* [13 octobre 1965] (p. 3624).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Dettes des Français à l'égard de la Ve République; décolonisation en Afrique Noire; ses observations sur les causes des grèves; cas des Français qui ne gagnent pas 400 francs par mois; situation des classes laborieuses* [14 avril 1966] (p. 704).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, en qualité de *Rapporteur: Dialogue entre employeurs et salariés; nombre d'entreprises ayant un comité d'entreprise; attitude des élus du comité d'entreprise; attributions du comité; constitution d'un collège spécial pour les cadres dans les grandes entreprises; régime de sanctions; extension par décrets de l'institution des comités d'entreprises à certaines entreprises agricoles; consultation du comité d'entreprise en ce qui concerne l'affectation de la contribution de 1 % à la construction; création d'un collège spécial dans les entreprises comptant 25 cadres; déclaration en cas de carence de constitution du comité d'entreprise; protection des anciens délégués syndicaux; cas de refus de licenciement; financement des comités d'entreprises; formation de base des élus des membres des comités* [26 mai 1966] (p. 1518, 1519); Art. A : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour compléter l'article premier de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 modifiée, après les mots: « du Ministre de l'Agriculture... » à insérer le mot: « ...et... »* (p. 1523); Art. B : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte de l'alinéa proposé pour compléter l'article premier de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 (Conditions d'application de la présente ordonnance aux entreprises du secteur public et nationalisé)* (p. 1523); *ses observations sur son amendement* (p. 1523); Art. 8 *bis* : *Son amendement tendant à compléter l'article 1* bis *par le nouvel alinéa suivant: « En aucun cas l'application de cette disposition nouvelle ne pourra marquer un recul par rapport aux contributions existantes au 1er mai 1966 »* (p. 1526); *financement des comités d'entreprises* (p. 1526); Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 14 de l'ordonnance du 22 février 1945 à supprimer les mots: « dans le cadre des activités du comité »* (p. 1527); *ses observations sur son amendement* (p. 1527);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Fonds national de l'emploi; régions atteintes d'un grand déséquilibre de l'emploi; problèmes des salariés âgés; information des salariés; âge de la retraite; inspection du travail; règles de sécurité et de prévention dans les entreprises; rôle des inspecteurs du travail* (19 octobre 1966] (p. 3599, 3600); INDUSTRIE : *Catastrophe de Feyzin; rôle des inspecteurs des établissements classés* (7 novembre 1966] (p. 4312).

CALMÉJANE (M. Robert), *Député de la Seine, 43e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nou-

velle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale [30 avril 1963] (p. 2715).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906).

Est élu vice-président de cette Commission [16 mai 1963] (p. 2938).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949);

— membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [20 février 1963] (p. 2275).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 52) autorisant la ratification de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne signée à Bruxelles le 13 décembre 1960, **n° 54** [27 décembre 1962].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne, en qualité de *Rapporteur: Création d'« Eurocontrol »; première étape dans la réorganisation, à l'échelon européen, du transport aérien; conséquences de l'augmentation de la vitesse de vol; nécessité d'harmoniser les différentes méthodes nationales de contrôle et de réglementation; signature de la Convention à Bruxelles; création d'une commission permanente et d'une agence des services de la circulation aérienne; caractéristiques de la nouvelle agence; différents organes de cette agence; participation des pays signataires aux dépenses de fonctionnement; composition de la commission permanente et ses missions; procédure de fonctionnement de cette commission; participation de puissances non signataires à titre d'observateurs; nécessité de ratifier rapidement la Convention en discussion* [27 décembre 1962] (p. 199 à 201).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Situation actuelle des lycées de la banlieue parisienne; création d'un grade de directeur d'école primaire; problème des directeurs de collèges d'enseignement technique et de collèges d'enseignement général; règles relatives à l'enseignement technique; équipement en instruments de travail; manque de techniciens dont souffre la France* [21 juin 1963] (p. 3814, 3815).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 1er : *Son amendement tendant à remplacer les mots « Plaine-Saint-Denis » par les mots « les Marches de Seine »; son amendement tendant à remplacer les mots « Plaine-Saint-Denis » par les mots « Seine-Nord-Est »* (12 juin 1964] (p. 1877); *son amendement tendant à remplacer les mots « Plaine-Saint-Denis » par les mots « Seine-et-Ourcq »; son amendement tendant à remplacer les mots « Plaine-Saint-Denis » par les mots « Seine-et-Dhuys »* (p. 1877); *choix entre plusieurs dénominations* (p. 1878); *référence à la ville de Saint-Denis* (p. 1879);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif, Art. 1er : *Son amendement tendant: 1° après le premier alinéa à insérer le nouvel alinéa suivant: « Cette possibilité est également offerte aux locataires ou occupants de bonne foi et avec titres des cités d'expérience construites par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme »; 2° en conséquence, dans le dernier alinéa du texte proposé par la Commission, supprimer les mots: « construits en application de l'article 199 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, ni à ceux... »* [15 juin 1965] (p. 2132).

CANCE (M. René), *Député de la Seine-Maritime, 7e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant, dans le secteur privé, à mettre à la charge de l'employeur, la rémunération du temps passé par l'apprenti aux cours professionnels dont la fréquentation lui est obligatoire, **n° 1750** [13 avril 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances pour 1963, ANCIENS COMBATTANTS : *Application de l'article 40 de la Constitution à un amendement reprenant les dispositions de l'article 55 de la loi de finances pour 1962; réalisation pratique de ce dernier article; efforts réalisés pour les anciens combattants et victimes de guerre* [23 janvier 1963] (p. 1524, 1525);

— du projet de loi instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes : *Nombre important d'enfants ayant besoin d'une éducation spéciale; différentes suggestions faites dans les questions écrites de M. Fajon du 9 mars 1963 sur ce problème; caractère limité du présent texte; position favorable du groupe communiste* [27 juin 1963] (p. 3753, 3754);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Unité réalisée, en particulier dans la Seine-Maritime, contre le présent projet; impossibilité pour la classe ouvrière d'obtenir des augmentations sans mouvement revendicatif; problème des rémunérations de la fonction publique; action des instituteurs; propos de MM. Fanton et Debré à ce sujet; unité du syndicat des instituteurs; déclarations du Premier Ministre en Commission au sujet de l'« intérêt général »* [17 juillet 1963] (p. 4234 à 4236);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Application de l'article 55 de la loi de finances pour 1961; nature de la pension des anciens combattants* [25 octobre 1963] (p. 5666); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - SERVICES GÉNÉRAUX : *Insuffisance des crédits; problèmes posés par l'enseignement technique* [30 octobre 1963] (p. 6019);

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Cas des salariés n'acceptant pas de quitter leur région ou leur métier)* [28 novembre 1963] (p. 7548); *libre détermination des travailleurs* (p. 7548); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à supprimer les mots « de plus de 60 ans »* (p. 7551);

— du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Éducation nationale, Art. 1er : *Son amendement (Officiers et assimilés de l'armée active placés en situation hors cadre)* [5 décembre 1963] (p. 7653);

— du projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale : *Possibilités d'abus; incapacité présumée; utilisation correcte; libre disposition des prestations; cas des familles pauvres caractérisé par une insuffisance de ressources; rôle des tuteurs aux allocations familiales; problème des taudis* [13 mai 1964] (p. 1176, 1177);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions « Election à la majorité relative des membres du personnel de l'Office sur des listes comportant un titulaire et deux suppléants »* [28 mai 1964] (p. 1476);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 4 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de l'article L 4 entre les mots « contractuel » et « accomplis » à insérer les mots : « quelle qu'ait été leur durée journalière, quelque qu'ait été le chapitre budgétaire sur lequel ils étaient rémunérés »* [7 octobre 1964] (p. 2985); *permettre la validation des services d'auxiliaires*

accomplis dans certaines administrations comme celle des Postes et Télécommunications (p. 2985); Art. L 14 : *Dispositions ne prenant en considération, pour la liquidation des pensions, que les grades et échelons détenus depuis six mois au moins* (p. 2994); Art. L 23 : *Son amendement tendant, après le deuxième alinéa (1°) de l'article L 23, à insérer de nouvelles dispositions : (Possibilité de réduire l'âge de soixante ans et de cinquante-cinq ans)* (p. 3000); *situation des femmes fonctionnaires, mères de famille* (p. 3000); Art. L 93 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article L 93 par la phrase suivante : « Le taux du prélèvement effectué sur ces avances par la Caisse nationale d'épargne et les caisses de Crédit municipal est fixé à 0,50 % »* [8 octobre 1964] (p. 3037); Art. 3 : *Son amendement tendant à la cinquième ligne de cet article, après les mots : « à l'exception de celles des articles » à insérer les mots « L 5, L 7 »* (p. 3045); *son amendement tendant à la dixième ligne de l'article 3, après les mots « L 97 » à insérer les mots : « L 98, L 99 »* (p. 3046);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Budget n'apportant aux anciens combattants aucun espoir d'amélioration prochaine de leur sort; création de quatre mesures nouvelles; combattants de 1939-1945 n'ayant toujours pas la même retraite que ceux de 1914-1918; problème du rapport constant; journée du 8 mai étant un jour férié; utilisation des crédits; mettre les actes en accord avec les paroles* [20 octobre 1964] (p. 3395); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SECTIONS I, III A VII : *Tableau relatif à la promotion sociale; augmentation des crédits de l'Education nationale en vue d'une réelle formation professionnelle des jeunes; amélioration des conditions des travailleurs; cours de promotion sociale; subventions pour la formation ouvrière* [9 novembre 1964] (p. 5168); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965 : *Situation alarmante de l'école primaire en Seine-Maritime; conséquences de la circulaire interministérielle du 28 juillet sur les fermetures d'écoles; création de nouveaux postes d'instituteurs étant indispensable* [3 décembre 1964] (p. 5824, 5825).

Mise au point au sujet de son vote *lors du scrutin sur les crédits militaires* [9 novembre 1964] (p. 5152).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « en Conseil d'Etat » à ajouter les mots : « après enquête »* [8 avril 1965] (p. 686); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « L'administration du port est assurée par un conseil d'administration assisté d'un directeur; le conseil d'administration établit une liste de candidats pour les fonctions de directeur; le Ministre des Travaux publics et des Transports propose au Conseil des Ministres celui des candidats de cette liste qui a fait l'objet de son choix. Le directeur est alors nommé par décret en Conseil des Ministres »* [9 avril 1965] (p. 735); *donner au conseil d'administration la possibilité d'établir une liste de candidats pour les fonctions de directeur* (p. 735); Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième alinéas de l'article 9 les trois nouveaux alinéas suivants : « pour un tiers : de membres désignés par les chambres de commerce et d'industrie; pour un tiers : de membres désignés par les collectivités locales et de représentants du personnel de l'établissement public et des ouvriers du port; pour un tiers : de représentants de l'Etat »* (p. 738); *désignation du directeur de chaque port autonome* (p. 738); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les représentants du personnel de l'établissement public et des ouvriers du port sont choisis sur une liste établie par les organisations syndicales les plus représentatives »* (p. 741); Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas : (Modalités garantissant les fonctionnaires et ouvriers contre tout préjudice)* (p. 741); *effets du régime d'autonomie* (p. 741, 742);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Article additionnel : *Son amendement tendant*

à insérer un article additionnel ainsi conçu: « Les dispositions de la présente loi prendront fin dès que le budget de la Construction prévoira une aide suffisante aux sociétés coopératives d'H.L.M. comme construisant en accession à la propriété » [29 avril 1965] (p. 1005).

Mise au point au sujet de son vote *et de celui de MM. Doize et Cermolacce sur le budget de l'Education nationale* [22 octobre 1965] (p. 3984).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, CONSTRUCTION : Art. 45 : *Programme social de relogement; réalisation de 5.000 logements; office public d'H.L.M. de la ville du Havre réalisant actuellement la construction de 200 logements au titre du programme social de relogement; prêt forfaitaire; caisse des prêts; plafonds des prix de construction; construction de logements modestes* [22 octobre 1965] (p. 4036); SERVICE DU PREMIER MINISTRE : *Problèmes de la promotion sociale; évolution des techniques; enseignement professionnel; collèges d'enseignement technique; politique sociale* [26 octobre 1965] (p. 4111, 4112).

CAPITANT (M. René), *Député de la Seine, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu président de la Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 695), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294).

Est élu président de cette Commission [9 mai 1963] (p. 2829).

Est nommé membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172).

Est élu président de cette Commission [18 juillet 1963] (p. 4298).

Est nommé membre de la Commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178).

Est élu président de cette Commission [4 novembre 1964] (p. 459).

Est nommé membre titulaire des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1° du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'État; 2° du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678).

Est élu président de cette Commission [11 janvier 1963] (p. 678).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'État instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206).

Est élu président de cette Commission [19 février 1963] (p. 2247).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers

municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742).

Est élu président de cette Commission [10 juin 1964] (p. 1803).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178).

Est élu vice-président de cette Commission [26 juin 1964] (p. 2291).

Est nommé :

— membre de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'État ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396).

Est élu président de cette Commission [25 mai 1966] (p. 1499).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1er juin 1966] (p. 1628).

Est élu vice-président de cette Commission [7 juin 1966] (p. 1763).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365).

Est élu vice-président de cette Commission [24 juin 1966] (p. 2366).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la Région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244).

Est élu vice-président de cette Commission [7 décembre 1966] (p. 5354).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer nn texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245).

Est élu président de cette Commission [8 décembre 1966] (p. 5387).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444).

Est élu vice-président de cette Commission [13 décembre 1966] (p. 5478).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669).

Est élu vice-président de cette Commission [20 décembre 1966] (p. 5716).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175), **n° 228** [9 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à régler, au regard de la Sécurité sociale, les droits du conjoint survivant salarié qui entreprend ou poursuit une activité salariée, **n° 367** [21 juin 1963].

Sa proposition de loi, tendant à accorder aux titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et de l'allocation aux mères de famille, le bénéfice des prestations en natnre de l'assurance-maladie du régime général de sécurité sociale, **n° 368** [21 juin 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi n° 433 relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics, **n° 461** [16 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454), **n° 500** [24 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 935) portant réorganisation de la région parisienne, **n° 955** [10 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, n° **1042** [29 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998), n° **1150** [4 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1253) portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances, n° **1259** [17 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1470) adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 17 de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs, n° **1532** [25 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 45 du Code des pensions civiles et militaires relatif au partage de la pension de réversion, n° **1763** [13 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1744) portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'État ou commises en relation avec les événements d'Algérie, n° **1773** [15 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1745) portant amnistie, n° **1782** [22 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'État ou commises en relation avec les événements d'Algérie, n° **1844** [25 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1831) rejeté par le Sénat portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'État ou commises en relation avec les événements d'Algérie, n° **1845** [26 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1893) rejeté par le Sénat dans sa deuxième lecture, portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'État ou commises en relation avec les événements d'Algérie, n° **1894** [3 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 1745) portant amnistie, n° **1900** [7 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2118) organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis, n° **2199** [30 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'État instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Art. 49 : *Son amendement (Ratification des ordonnances) ; origine de l'ordonnance du 1er juin 1962 ; ratification de la politique engagée à la suite du référendum du 13 avril 1962 ; conséquences politiques de l'annulation de l'ordonnance du 1er juin ; problème de la continuité de la politique et de la continuité du droit ; subtilités utilisées par les juristes pour contester la validité de l'ordonnance ; Conseil d'Etat juge de la légalité administrative ; restitution de leur légalité à des institutions inséparables des accords d'Evian* [4 janvier 1963] (p. 290, 291) ; *nature juridique des ordonnances en question ; leur caractère de loi* (p. 293) ; *forces respectives de la loi référendaire et de la loi réglementaire ; collaboration entre le Gouvernement et la majorité* (p. 294) ; *ses explications de vote ; portée du texte en discussion ; exercice de la répression depuis le début de la guerre d'Algérie ; dégradation de la justice ; pratique des tortures ; problème de la garde à vue et de son contrôle par l'autorité judiciaire ; expérience historique de la France en matière de Haute Cour ; caractéris-*

tiques de la subversion moderne ; composition de la Haute Cour (p. 301, 302) ;

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi nº 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'État instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale en qualité de *président de la Commission des lois : Démission de M. Mitterrand de ses fonctions de rapporteur* [13 février 1963] (p. 2122) ; Article unique : *Amendement de M. Coste-Floret (Possibilité de recours dans le cas des arrêts rendus par la cour militaire de justice) : Nécessité de corriger la loi créant la Cour de sûreté ; objet du présent projet ; problème du recours en cassation ; conséquences juridiques qui résulteraient de l'adoption du présent amendement ; procédés dilatoires utilisés par les défenseurs des auteurs de l'attentat du Petit-Clamart ; leur véritable signification ; accusations d'illégalité portées contre le régime* [13 février 1963] (p. 2132 à 2134) ;

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif au Code de la nationalité française dans les territoires d'outre-mer : *Statut des enfants nés en Nouvelle-Calédonie de parents vietnamiens ; résolution de leur cas par un traité entre la France et le Vietnam ; sort des enfants métis issus d'un national français et d'une étrangère ; application de la disposition prévoyant l'impossibilité pour une Française épousant un étranger de perdre automatiquement la nationalité française* [25 juin 1963] (p. 3703, 3704) ;

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, en qualité de *Rapporteur pour avis : Reconnaissance du droit de grève par la Constitution de 1946 ; sa réglementation ; jurisprudence établie par le Conseil d'Etat ; circulaires de MM. Christian Pineau, Mendès-France et Guy Mollet sur cette question ; arrêté du Secrétaire d'Etat aux Travaux publics de 1956 ; doctrine du Conseil d'Etat ; caractère législatif de la réglementation du droit de grève ; contenu du présent texte ; notion de préavis ; sanctions prévues ; règles de la retenue du trentième ; portée limitée du présent texte ; nécessité d'établir un dialogue entre les pouvoirs publics et les organisations syndicales ; compétences des directions des entreprises nationales ; reconnaissance du droit de grève des agents des services publics* [17 juillet 1963] (p. 4195 à 4198) ; après l'Art. 1er : *Son amendement au nom de la Commission (Procédure de négociation)* (p. 4242, 4243) ; Art. 2 : *Son amendement au nom de la commission (Préavis avant la grève)* (p. 4244) ; Art. 3 : *Son amendement au nom de la commission (Définition des grèves tournantes)* (p. 4245) ;

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience : *Motion de renvoi en commission déposée par M. Moynet (application de l'article 91, alinéa 5, du Règlement) ; nécessité de respecter les libertés religieuses ; problème posé par l'existence des témoins de Jéhovah ; position du Général de Gaulle à ce sujet ; nécessité de rejeter la présente motion* [24 juillet 1963] (p. 4466) ;

— des conclusions du rapport de la Commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre M. Schmittlein : *Rôle de l'Assemblée Nationale dans cette question ; délit de presse ; durée de la suspension des poursuites* [26 juillet 1963] (p. 4577, 4578) ; *moment où la demande de la levée de l'immunité parlementaire a été déposée ; caractère sérieux, loyal et sincère de la demande de levée d'immunité parlementaire ; position de M. Dreyfus-Schmidt ; activité municipale de M. Schmittlein ; rôle du « Courrier de Belfort » ; soi-disant campagne de dénigrement ; origine des articles ; soi-disant calomnie* (p. 4578, 4579) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement : *Nature du texte de la Commission mixte paritaire ; conséquences du vote ; initiative émanant d'un député dans ce domaine* [21 novembre 1963] (p. 7367) ;

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi : *Ses explications de vote : Situation de plein emploi ; équilibrer le marché du travail ; assurer les reconversions professionnelles pouvant se révéler nécessaires ; vote par l'U.N.R. du projet* [28 novembre 1963] (p. 7553) ;

— du projet de loi portant réorganisation du Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en qualité de *Rapporteur : Opposition à la question préalable proposée par M. Coste-Floret* [10 décembre 1963] (p. 7790) ; *renvoi en commission* (p. 7803) ;

— de la proposition de résolution de MM. Henry Rey, Defferre, René Pleven,

Waldeck Rochet, Maurice Faure et Mondon, tendant à modifier les articles 41, 50, 134 et 137 du Règlement, Art. 5 : *Inutilité de réunir la Commission, le rapporteur n'ayant fait que remplir le mandat confié* [19 décembre 1963] (p. 7994);

— du projet de loi adopté par le Sénat modifiant les articles 442 et 577 nouveaux du Code de commerce concernant la procédure de la faillite et du règlement judiciaire et la résolution du concordat, Art. 1er : *Manque d'efficacité; intérêt diplomatique et réel* [14 avril 1964] (p. 734);

— du projet de loi sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur : *Ses observations sur le dépôt de la motion de renvoi* [12 mai 1964] (p. 1148); Article unique : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de l'article unique, après les mots « dans le cas » à insérer les mots « constaté par le Ministre des Affaires étrangères »* (p. 1148); *position de la Commission des lois constitutionnelles; amendement ne modifiant en rien l'esprit du projet de loi; objectif visant la procédure de mise en œuvre du droit de rétorsion; Gouvernement connaissant, par le moyen de ses agents diplomatiques et consulaires, la situation exacte de la protection des droits d'auteur sur le territoire d'Etats étrangers; éviter toute décision trop hâtive et basée par exemple sur l'interprétation d'une législation particulière à un Etat* (p. 1148, 1149); *son amendement tendant à compléter l'article unique par le nouvel alinéa suivant : « Dans l'hypothèse prévue à l'article premier ci-dessus, les droits d'auteur sont versés à des organismes d'intérêt général désignés par décret »* (p. 1150); *éviter que l'éditeur tire bénéfice de l'obligation du principe de réciprocité* (p. 1150);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Question préalable tendant à maintenir la proportionnelle; expérience du régime de Weimar; achever la tâche commencée en 1958; suppression de la proportionnelle dans les élections législatives; suppression de la proportionnelle dans les élections municipales; nécessité d'une équipe homogène à la tête des communes* [20 mai 1964] (p. 1277, 1278); En troisième et dernière lecture : *Commission ayant donné sa préférence entre le texte sénatorial et le texte de l'Assemblée à ce dernier* [18 juin 1964] (p. 2041);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, en qualité de *Rapporteur : Intervention du Ministre de l'Intérieur dès le début de la discussion pour présenter le projet; procédure préférable et souhaitable; création de nouveaux départements; renforcement de l'unité de la région; frontières des nouveaux départements; unité de Paris maintenue; agrandissement du département de la Seine; découpage de la banlieue et de la Seine-et-Oise; tenir compte de la géographie et de la démographie; structure du district; procédure d'arbitrage en cas de conflit entre le délégué général et le conseil d'administration; trancher les difficultés par le Parlement; problèmes posés par l'organisation intérieure des départements et des communes de la région parisienne; soumission des nouveaux départements au droit commun; consultation par les communes de leurs privilèges; statut actuel de Paris; pouvoirs du préfet de police; principes de la solidarité financière entre les communes de l'agglomération parisienne; élaboration du mécanisme de répartition des ressources* [11 juin 1964] (p. 1823 à 1825); *ses observations sur la question préalable; position de la Commission des lois; ordonnance du 2 novembre 1945* (p. 1830); *Commission ayant le sentiment de s'être acquittée de sa tâche; ses observations sur la motion de renvoi à la Commission déposée par M. Coste-Floret* [12 juin 1964] (p. 1876); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ballanger* (p. 1877); *ses remarques sur l'amendement de M. Nungesser* (p. 1878); *amendements relatifs aux nouveaux noms des départements* (p. 1879); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier, à substituer aux mots « de Versailles » les mots « du Val de Seine »* (p. 1880); *amendement de M. Quentier tendant à assurer l'unité et à faire concorder et cadrer tous les textes concernant la région parisienne; Art. 48 du Code de l'urbanisme* (p. 1880, 1881); *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article premier* (p. 1881); *rendre au grand ensemble de Massy son unité administrative* (p. 1882, 1883); *position de la Commission sur l'amendement de M. Ballanger et sur celui de Mme Thome-Patenôtre; modification des frontières d'un canton faite par décret en Conseil d'Etat* (p. 1884); Art. 32 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article*

(Création d'un Fonds d'égalisation des charges des communes comprises dans la région parisienne) (p. 1900); *position adoptée par la Commission des finances; mécanisme financier de répartition prévu dans le projet gouvernemental* (p. 1900); *ses observations sur l'amendement de M. Nungesser* (p. 1901); Après l'article 35, *Son amendement (application de la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris)* (p. 1907); *nécessité d'affirmer expressément l'application de la loi du 2 août 1961* (p. 1907); *Parlement étant l'arbitre éventuel entre le délégué général et les membres du conseil d'administration* (p. 1908); *nomination d'un préfet de région par le Gouvernement ressortissant du pouvoir réglementaire* (p. 1909); *association possible pour certains travaux de l'Etat et du district* (p. 1910); Art. 36 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du premier alinéa de l'article 36 (Autorité de tutelle disposant des pouvoirs nécessaires pour assurer l'équilibre du budget)* (p. 1913); *autorité de tutelle ne pouvant inscrire des recettes nouvelles dans le budget des collectivités locales* (p. 1913); Art. 8 : *Opposition de la Commission à l'amendement de M. L'Huillier; application de la législation de droit commun aux départements de la région parisienne* (p. 1914); Art. 10 : *Son amendement tendant à la suppression de la seconde phrase du troisième alinéa de l'article 10 (pouvoirs exercés actuellement par le préfet de police sur les communes suburbaines du département de la Seine et étendus aux nouveaux départements limitrophes de Paris)* (p. 1915); *Acceptation du nouvel amendement déposé par le Gouvernement* (p. 1915); Art. 13 : *Loi applicable aux départements de la Seine et de Seine-et-Oise;* Art. 14 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « de Versailles » les mots « du Val de Seine »* (p. 1916); Art. 17 : *Son amendement tendant, dans les deux alinéas de cet article, à substituer aux mots « de Versailles » les mots « du Val de Seine »* (p. 1916); Art. 18 : *Opposition de la Commission à l'amendement de M. L'Huillier* (p. 1916); Art. 19 : *Son amendement tendant, après les mots « se rattachant à ces biens » à rédiger comme suit la fin de l'article 19 : « ... sont transférés à la Régie autonome des transports parisiens »* (p. 1916); *simplifier la gestion de la Régie autonome des transports parisiens; transfert des biens des collectivités affectés à l'exploitation de la Régie* (p. 1916, 1917); Art. 21 : *Son amendement tendant à la fin de l'article 21 à substituer aux mots « ou salaire » les mots « salaire ou honoraire »* (p. 1917); Art. 31 : *Son amendement tendant à compléter comme suit le texte modificatif proposé pour l'article 495 du Code de l'administration communale : « La même disposition est applicable à l'ensemble des communes des départements de l'Essonne, du Val de Seine et du Val d'Oise* (p. 1920); Art. 38 : *Son amendement tendant à compléter le texte modificatif proposé pour le deuxième alinéa de l'article 115 du Code de l'administration communale par les mots « à l'exclusion des dépenses d'investissement »* (p. 1921); Art. 40 : *Son amendement, tendant, dans le premier alinéa de l'article 40, après les mots « Conseil d'Etat » à insérer les mots « et au plus tard au 1er janvier 1968 »* (p. 1922); Art. 41 : *Son amendement tendant à la nouvelle rédaction du troisième alinéa du paragraphe premier de cet article : « Le surplus donnera lieu à une contribution des collectivités susmentionnées, calculée à concurrence de 50 % au prorata de leur population et, pour le reste, en fonction de la valeur de leur centime additionnel* (p. 1923); *modification de la clé de répartition du surplus visé à l'avant-dernier alinéa du paragraphe premier de l'article 41* (p. 1923); *son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de l'article 41 par le nouvel alinéa suivant : « Aux communes faisant précédemment partie des départements de Seine-et-Oise et assurant des enseignements spéciaux seront dispensées de cette contribution dans la limite des dépenses réellement consenties par elles »* (p. 1923); *communes faisant partie dorénavant des départements périphériques de la Seine* (p. 1923); Art. 43 : *Tribunal administratif de Paris* (p. 1924); après l'Article 43, *Son amendement tendant à insérer un nouvel article suivant : « La circonscription des compagnies consulaires de Paris et de la Seine comprend la Ville de Paris et les départements des Hauts-de-Seine, de la Plaine-Saint-Denis et de Seine-et-Bièvre »* (p. 1924); *son amendement tendant, après l'article 43, à insérer un nouvel article (Constitution des fédérations départementales des chasseurs)* (p. 1926);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne,

en qualité de *Rapporteur: Commission mixte paritaire ayant pu se mettre d'accord, problème des noms des nouveaux départements; modification du nom du département de Val-de-Seine, celui-ci étant remplacé par « département des Yvelines »; nouveau nom du département de Plaine-Saint-Denis étant « Seine-Saint-Denis »; appellation du département de l'Essonne pour Val-d'Essonne; définition donnée de la ville de Paris: « collectivité territoriale à statut particulier, ayant des compétences de natures communale et départementale »; statut des personnels de la ville de Paris et du département de la Seine; application des statuts actuellement en vigueur; retraite des fonctionnaires; rôle du « Fonds d'égalisation des charges des communes »; règles de la compensation financière* [29 juin 1964] (p. 2325, 2326);

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, Art. 1er (suite) : *Ses observations sur l'amendement de M. Anthonioz* [17 juin 1964] (p. 1990); *ne pas instituer un système de contrôle trop lourd permettant au propriétaire d'entamer un contentieux; appel des décisions de la Commission; problème des garanties* (p. 1992); *caractère imprécis du rôle de la Commission* (p. 1993); Art. 2 : *Indication des délais* (p. 1993); Art. 3 : *Délais prévus par le projet de loi devant être revus en fonction de la durée normale de l'amortissement des travaux* (p. 1993, 1994); *protection de 18 ans; durée d'amortissement égale pour tous les intéressés* (p. 1995); *égalité entre les hôteliers* (p. 1995, 1996); Art. 4 : *Tenir compte de l'amortissement dans les différentes règles devant composer le texte en discussion* (p. 1996); *existence de deux indemnités distinctes; indemnité d'éviction du fonds de commerce réglementée par le décret de 1953, indemnité allouée au titre des améliorations apportées à l'immeuble* (p. 1997, 1998);

— de la proposition de loi de M. Arthur Moulin et de plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi du 19 novembre 1963 relative à la protection des animaux : *Ses observations sur l'amendement déposé par le Gouvernement tendant à compléter la proposition de loi par un nouvel article: « Toute création d'un nouveau gallodrome est interdite sous peine des sanctions prévues à l'article 453, alinéa premier, du Code pénal »* [18 juin 1964] (p. 2041);

— de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres ou irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », Art. 4 : *Distinction entre le domaine législatif et le domaine réglementaire* [26 juin 1964] (p. 2258);

— en deuxième lecture du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, en qualité de *Rapporteur suppléant: Texte de la Commission mixte étant celui qui a été adopté par l'Assemblée nationale* [27 juin 1964] (p. 2300); Art. 8 : *Son amendement tendant dans l'article 8 à substituer aux mots: « contrôleurs de la navigation aérienne », les mots: « contrôleurs de la circulation aérienne »* (p. 2301);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Ses observations sur l'application éventuelle de l'article 88 du Règlement demandée par M. Lionel de Tinguy* [29 juin 1964] (p. 2355);

— du projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques, Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Massot* [12 novembre 1964] (p. 5359);

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme de l'enseignement [13 novembre 1964] (p. 5402).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal : *Renvoi de la discussion* [19 novembre 1964] (p. 5502); *Son amendement tendant à compléter l'article premier par le paragraphe 2 (nouveau) suivant: « L'article premier du décret 53-960 du 30 septembre 1953 est ainsi complété: « 3°... aux baux passés par les sociétés coopératives de commerçants portant sur des immeubles ou locaux destinés exclusivement à permettre une meilleure gestion des fonds de commerce de leurs membres »* [9 décembre 1964] (p. 5967); Art. 2 *bis: Rapporteur de la Commission ayant toujours, en vertu du Règlement, la parole* (p. 5969);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article premier par les dispositions suivantes : « L'aménagement des bois et forêts confié à la gestion de l'Office demeure réglé par des arrêtés du Ministre de l'Agriculture conformément aux dispositions de l'article 15 du Code forestier »* [9 décembre 1964] (p. 5998);

— du projet de loi déposé par le Sénat, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives, Art. 1er : *Distinction entre la préparation légitime d'un athlète et le doping* [15 décembre 1964] (p. 6122); Art. 3 : *Modifications du texte du Gouvernement; caractère non conforme au principe de notre droit judiciaire de confier à un médecin le soin d'intenter les poursuites publiques* (p. 6123); En deuxième lecture : *Exercice de l'action publique étant confié à un médecin agréé par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports; nombre des médecins agréés; éviter de porter atteinte aux règles fondamentales du fonctionnement des tribunaux français* [20 mai 1965] (p. 1473); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « à la demande d'un médecin agréé par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports »* (p. 1474); *Commission maintenant sa position* (p. 1474);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances, en qualité de *Rapporteur : Collaboration entre le Parlement et le Gouvernement; Commission ayant été saisie de plusieurs propositions de loi; tenir compte des intérêts supérieurs de l'Etat; amnistie n'étant pas un acte de pardon mais d'oubli s'imposant au lendemain d'une guerre civile; subversion n'étant pas complètement achevée; amnistie touchant les faits relatifs à l'insurrection algérienne; notion de grâce élargie relevant les condamnés de certaines incapacités et déchéances; personnes ayant participé à la subversion; adoption du projet de loi sans le modifier trop profondément* [17 décembre 1964] (p. 6173 à 6175); *cas de l'homme ayant assassiné le Commissaire Gavour* (p. 6182); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Coste-Floret* (p. 6182); avant le titre 1er : *Son amendement tendant à insérer avant le titre premier le nouveau titre suivant : « Titre 1er — De l'amnistie de droit »* (p. 6194); avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article A ainsi conçu : « Art. 1er - Sont amnistiées de plein droit toutes les infractions et infractions connexes commises en Algérie avant le 20 mars 1962, en vue de lutter contre l'insurrection algérienne, à l'exception de celles qui avaient pour but soit d'empêcher l'exercice de l'autorité de l'Etat, soit de substituer à cette autorité une autorité illégale »* (p. 6195); *compléter l'amnistie qui a été accordée par le décret du 22 mars 1962 en ce qui concerne les infractions commises en vue de participer à l'insurrection algérienne* (p. 6195); *son amendement tendant à insérer un nouvel article B (Personnes admises de plein droit au bénéfice de l'amnistie)* (p. 6195); *ses observations sur le sous-amendement de M. Frys* (p. 6196); *son amendement tendant à insérer avant l'article premier un nouvel article C (Contestations soulevées par l'application du présent titre)* (p. 6196); *son amendement tendant, avant l'article premier, à substituer au titre : « Titre 1er - Des mesures d'amnistie », le titre : « Titre II - De l'amnistie par mesure individuelle »* (p. 6196); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6198); avant l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer le titre suivant : « Titre III - Des effets de l'amnistie »* (p. 6199); avant l'Art. 10 : *Son amendement tendant à substituer au titre : « Titre II - De la dispense de certaines incapacités et déchéances », le titre : « Titre IV - De la dispense de certaines incapacités et déchéances »* (p. 6200); Art. 11 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Les dispositions des articles 4 et 5 sont applicables aux bénéficiaires des mesures prévues à l'article 10 »* (p. 6200);

— du projet de loi modifiant l'article L premier du Code de la route, Art. 1er : *Opposition de la Commission des lois à l'amendement de M. Le Gall tendant à définir l'état alcoolique comme l'état d'un individu présentant un taux d'alcool « excessif »* [18 décembre 1964] (p. 6233); *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. La Combe « notamment au vu du résultat des mesures de dépistage prévues au dernier alinéa du présent article si celles-ci ont été appliquées »* (p. 6233); *définition des mesures de dépistage, du rôle de l'appareil dénommé alcotest* (p. 6234); *ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 6234); *difficultés soulevées par M. Dassié; cas où l'alcotest donne un*

résultat positif (p. 6235); *distinction entre les adjectifs manifeste et apparent* (p. 6236);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Commission des lois n'ayant pas abouti dans ses travaux* [20 avril 1965] (p. 767);

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, après l'Art. 3 : *Examen des divers amendements* [22 avril 1965] (p. 824);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires: *Commission ayant repoussé la question préalable; rôle de la juridiction administrative; arrêt du Conseil d'Etat consistant à dire que le Gouvernement n'avait pas le droit, en l'état actuel de la législation, de prendre les décrets visés; responsabilité du Parlement* [27 avril 1965] (p. 909, 910); En quatrième et dernière lecture : *Dispositions de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution* [26 juin 1965] (p. 2602);

— du projet de loi modifiant l'article 23 du Code pénal : *Absence de M. Zimmermann, Rapporteur, retenu par les délibérations de la Commission mixte; projet de loi inspiré par le conseil de législation criminelle; nécessité de libérer le détenu le jour non férié précédant le dimanche ou le jour de fête légale; souci de réadaptation sociale du condamné* [28 avril 1965] (p. 946, 947); Article unique : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 23 du Code pénal, à supprimer les mots: « lorsque la détention excède une durée totale de six mois »* (p. 947);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 1er : *Sens de ce texte : ses observations sur les paroles de M. Denvers* [29 avril 1965] (p. 986, 987); *ses observations sur les paroles de M. Desouches* (p. 987);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation des sociétés d'investissement, Article unique : *Création d'une obligation sanctionnée par une peine délictuelle criminelle devant être l'œuvre de la loi; garantie essentielle de la liberté individuelle; Assemblée pouvant accepter le sous-amendement du Gouvernement sans manquer à cette règle fondamentale* [13 mai 1965] (p. 1325).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret : *Procédure suivie pour la discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales; accord avec la Conférence des Présidents; laisser à la Commission le temps d'achever l'étude du texte et à l'Assemblée d'en terminer la discussion dans les conditions les plus convenables* [1er juin 1965] (p. 1660, 1661).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 74 : *Réserver dans chacun des articles les mots qui préjugent le vote ultérieur qui doit intervenir sur son amendement; réserver les mots: « conseil de surveillance »; possibilité d'une seconde délibération* [3 juin 1965] (p. 1800); Art. 106 (suite) : *Poste essentiel dans les sociétés anonymes étant celui du président-directeur général; responsabilité de la gestion; animateur de l'affaire* [8 juin 1965] (p. 1865); après l'Art. 112 : *Distinction faite dans le droit commercial allemand entre la fonction de direction et la fonction de contrôle; comité de direction étant le « Vorstand »; comité de surveillance; possibilités offertes aux sociétés à venir et aux sociétés constituées; essayer de favoriser l'unification du droit commercial européen* (p. 1866, 1867); Art. 112-1 : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 112-1 (nouveau) par l'amendement de M. Le Douarec, à supprimer les mots: « qui, par dérogation de l'article 113 devra réunir, même sur deuxième convocation, la moitié des actions ayant le droit de vote et statuer à la majorité des deux tiers des votes exprimés, compte non tenu des bulletins blancs »* (p. 1867); *possibilités ouvertes aux sociétés anonymes existantes de se transformer et d'adopter le type nouveau proposé* (p. 1867); Art. 112-2 : *Comité de direction étant composé exclusivement de directeurs généraux* (p. 1868);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation : *Examen des amendements* [22 juin 1965] (p. 2346);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux :

Ses observations sur les paroles de M. Dubuis [26 juin 1965] (p. 2593); Art. 220 du Code civil : *Ses observations sur les différents amendements déposés à cet article* (p. 2629); En deuxième lecture, Art. 11 : *Contrats de mariage restant en vigueur devant continuer d'être soumis aux dispositions législatives de caractère interprétatif* [29 juin 1965] (p. 2763);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 17 de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs, en qualité de *Rapporteur : Représentation des Français établis hors de France par six sénateurs élus par le Sénat sur présentation de candidats par le Conseil supérieur des Français de l'étranger; problème de la participation à l'élection du président et à l'élection du bureau* [29 juin 1965] (p. 2755);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963 ainsi que l'article 49 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix : *Commission proposant l'adoption sans modification du texte voté par le Sénat* [29 juin 1965] (p. 2758);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales : *Demande d'une suspension de séance* [30 juin 1965] (p. 2781); Art. 2 : *Retrait de l'amendement de la Commission* (p. 2784);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Baudis et plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant : *Son opposition à la demande de constitution d'une Commission spéciale formulée par le groupe du Centre démocratique; proposition de M. Baudis rappelant la proposition déposée par M. Icart; renvoi de la proposition de M. Icart à la Commission des lois; sa demande de renvoyer la proposition de M. Baudis à la Commission des lois* [5 octobre 1965] (p. 3322); *ses observations sur les paroles de M. Baudis* (p. 3323); *question de procédure; Parlement ne pouvant dessaisir la Commission des lois de la proposition de M. Icart* (p. 3324);

— du projet de loi sur la responsabilité des exploitants de navires nucléaires, Art. 9 : *Ses observations sur les amendements de M. Zimmermann et M. Le Goasguen* [5 octobre 1965] (p. 3334);

— du projet de loi instituant à titre transitoire un régime spécial de responsabilité en ce qui concerne les accidents d'origine nucléaire; après l'Article unique : *Problème de la publication des textes* [26 octobre 1965] (p. 4101);

— du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 343 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* [17 novembre 1965] (p. 4693); Art. 345-1 du Code civil : *Cas des familles légitimes ayant recueilli un enfant; assouplissement des règles traditionnelles de notre droit* [17 novembre 1965] (p. 4696).

Prend part au débat sur la motion de censure : *Situation au Viet-Nam; guerre du Viet-Nam étant une guerre entre Vietnamiens; division de l'Europe et de l'Allemagne; équilibre de la terreur; tension entre les Etats-Unis et l'Union soviétique en raison de la guerre du Viet-Nam; retrait de la France de l'O.T.A.N.; fidélité de la France à l'alliance; guerre du Viet-Nam étant une guerre américaine; forces conventionnelles intégrées; nécessité de l'alliance américaine; distinction entre l'alliance et l'intégration; refus du président Roosevelt de reconnaître un Gouvernement français libre; intensité de la haine contre les Etats-Unis en Extrême-Orient; indépendance de l'Algérie; indépendance nationale* [19 avril 1966] (p. 777, 778).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'État ou commises en relation avec les événements d'Algérie, en qualité de *Rapporteur : Projet de loi représentant la troisième vague d'amnistie relative à l'insurrection algérienne et à la subversion politique; loi de 1964 ayant accordé l'amnistie de droit aux mineurs de 21 ans : amnistie par mesures individuelles; extension du champ de l'amnistie accordée aux auteurs de la subversion; choix entre une amnistie de droit et une amnistie par mesures individuelles; volonté de ne pas user de ce droit pour ceux qui ont*

commis des crimes trop horribles; cas de ceux qui sont encore en fuite et ont fait l'objet de condamnation par contumace ou par défaut; amendement de M. Delachenal [21 avril 1966] (p. 864, 865); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret et celui de M. Delachenal* (p. 882); après l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné; condamnation en relation avec la guerre d'Indochine* (p. 883); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth et celui de M. Coste-Floret* (p. 883); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « Sont également amnistiés de plein droit en tant qu'ils sont punissables d'une peine privative de liberté dont la durée excède dix années, les faits de désertion commis avant le 3 juillet 1962... »* (p. 883); *cas des faits d'insoumission ou de désertion* (p. 883); *retrait de son amendement* (p. 884); Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « entre le 1er novembre 1954 et le 3 juillet 1962 » les mots : « depuis le 1er novembre 1954 »* (p. 884); *son amendement tendant à substituer aux mots « du rétablissement de l'ordre ou de la lutte » les mots : « relatives aux événements d'Algérie, au rétablissement de l'ordre ou à la lutte »* (p. 884); Art. 5 : *Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de cet article* (p. 884); Art. 6 : *Problème des sanctions administratives* (p. 885); Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « n'entraîne pas » à insérer les mots « de droit »* (p. 886, 887); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après le mot : « emplois » à supprimer le mot « publics »* (p. 887); *problème de la réintégration dans les fonctions ou emplois privés »* (p. 887); En deuxième lecture : *Texte repoussé par le Sénat; travail de la Commission mixte paritaire; ses observations sur la suppression du deuxième alinéa de l'article 5; champ d'application de l'amnistie* [26 mai 1966] (p. 1513); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret et sur celui de M. Delachenal* (p. 1513); Art. 4 : *Commission ayant repoussé l'amendement de M. Dejean* (p. 1514); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 1514, 1515); *cas des condamnés à mort ayant assumé un rôle déterminant d'organisation ou de commandement; pouvoirs du Président de la République* (p. 1515); Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « fonctions ou emplois publics » les mots : « fonctions, emplois, professions... »* (p. 1516); Art. 16 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas où l'amnistie reste sans effet)* (p. 1516, 1517); En troisième et dernière lecture : *Procédure prévue par l'article 45, alinéa 4, de la Constitution* [3 juin 1966] (p. 1688);

— du projet de loi portant amnistie, en qualité de *Rapporteur : Projet de loi étant conforme à la tradition législative; référence aux lois du 16 août 1947, du 6 août 1953, du 31 juillet 1959* [26 avril 1966] (p. 925); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer à la date du « 1er janvier 1966 » la date du « 8 janvier 1966 »* (p. 931); *avènement du nouveau septennat* (p. 931); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer à la date du « 1er janvier 1966 » la date du « 8 janvier 1966 »* (p. 932); *son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa (1°) de cet article, après les mots « à l'exception » : « des délits de corruption électorale et des délits commis en matière de vote par correspondance et par procuration »* (p. 932); *son amendement tendant à la fin du paragraphe 2° de l'article 2 à supprimer les mots : « et délits prévus par l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse »* (p. 932); *nécessité de lutter contre les publications destinées à la jeunesse et portant atteinte aux bonnes mœurs* (p. 932); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (3°) de l'article 2, après les mots : « loteries » à rédiger ainsi la fin du texte : « ...par la loi du 15 juin 1907 réglementant le jeu dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques, et par l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 modifiée par le décret-loi du 30 octobre 1935 et par l'article premier de la loi n° 51-681 du 24 mai 1951 »* (p. 932); *publication de pronostics en matière de courses hippiques* (p. 932); *son amendement tendant, dans le septième alinéa (6°) de l'article 2 à substituer à la date du « 1er janvier 1966 » la date du « 8 janvier 1966 »* (p. 933); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Amnistie d'infractions prévues à certains articles du Code de justice militaire institué par la loi du 8 juillet 1965)* (p. 934); *nécessité d'harmoniser l'ensemble des textes* (p. 934);

Art. 5 : *Son amendement tendant après les mots « religieuses ou philosophiques » à rédiger comme suit la fin de cet article : « et qui, ayant obtenu le bénéfice des dispositions de la loi n° 63-1255 du 21 décembre 1963 relative à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement, sont en position régulière au regard des dispositions de ladite loi »* (p. 935); *cas des objecteurs de conscience* (p. 935); Art. 6 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article (1°) à substituer à la date du « 1er janvier 1966 » celle du « 8 janvier 1966 »* (p. 936); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article (2°) à substituer à la date du « 1er janvier 1966 » celle du « 8 janvier 1966 »* (p. 936); Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer à la date du « 1er janvier 1966 » celle du « 8 janvier 1966 »* (p. 936); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa, paragraphe* a, *à supprimer les mots : « avec application ou non du sursis ou mise à l'épreuve »* (p. 936); après l'Art. 7 : *Son amendement tendant après l'article 7 à insérer un nouvel article (Amnistie d'infractions commises avant le 8 janvier 1966)* (p. 937); *distinction entre les condamnations fermes et les condamnations prononcées avec sursis simple; sursis avec mise à l'épreuve; régime spécial pour les probationnaires* (p. 937); Art. 8 : *Son amendement tendant à substituer à la date du « 1er janvier 1966 » celle du « 8 janvier 1966 »* (p. 937); Art. 10 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer à la date du « 1er janvier 1966 » celle du « 8 janvier 1966 »* (p. 937); Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer à la date du « 1er janvier 1966 » celle du « 8 janvier 1966 »* (p. 938); *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article (4°), à substituer à la date du « 1er janvier 1966» celle du « 8 janvier 1966 »* (p. 938); après l'Art. 11 : *Son amendement tendant après l'article 11 à insérer un nouvel article (Cas des délinquants primaires condamnés pour des délits commis antérieurement au 8 janvier 1966 et qui se sont distingués dans les domaines culturels ou scientifiques)* (p. 938); *création, par décret, d'un nouveau cas d'amnistie* (p. 938); Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer à la date du 1er janvier 1966 celle du 8 janvier 1966* (27 avril 1966] (p. 965); *sanctions disciplinaires couvrant les sanctions administratives* (p. 965); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de l'article 12* (p. 965); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer à la date du « 1er janvier 1966 » celle du « 8 janvier 1966 »* (p. 966); Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après le mot : « l'amnistie » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « acquise en vertu de la présente loi, ne dispense pas son bénéficiaire du paiement de l'amende »* (p. 967); *paiement de l'amende* (p. 967); Art. 7 (suite) : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa, paragraphe* a *de cet article, à supprimer les mots : « avec application ou non du sursis avec mise à l'épreuve »* (p. 968); *assimilation du sursis avec mise à l'épreuve au sursis simple* (p. 968); Art. 19 : *Son amendement tendant à insérer au début de cet article, après les mots : « n'entraîne pas » les mots : « de droit »* (p. 969); Art. 23 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Refus d'amnistie pour les mesures ou décisions prises en vertu de la loi du 24 juillet 1889 relative à la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés; absence d'amnistie pour les décisions prononcées par application de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante); ses observations sur son amendement* (p. 969); Art. 24 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa (parag. 2°) de cet article par les mots : « prévues et réprimées par les articles 59 et 60 de la loi du 7 août 1957 »* (p. 970); *son amendement tendant à compléter cet article par deux nouveaux alinéas : « 3° Les délits prévus par les articles 312, alinéas 6, 7 et 8, 349, 350, 351, alinéa 1, 352, 353 alinéa 1, 357-1, 3°, du Code pénal. 4° Les crimes et faits de complicité criminelle, ainsi que les délits prévus par les articles 62 et 63, alinéa 1, du Code pénal »* (p. 970); *crimes commis contre des enfants* (p. 971); Art. 26 : *Son amendement tendant à insérer en tête de cet article un alinéa nouveau ainsi conçu : « Sont amnistiés de plein droit tous crimes ou délits commis en liaison avec les événements consécutifs à l'insurrection vietnamienne, et antérieurement à la ratification des accords de Genève sur l'Indochine du 20 juillet 1954 quelles qu'en soient la nature ou la qualification »* (p. 972); Art. 28 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « Toutefois pour l'application de l'article 15 de ladite loi l'amnistie est assimilée à*

la réhabilitation » (p. 973); En seconde délibération : *Ses observations à ce sujet* (p. 973); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* [28 avril 1966] (p. 997); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1°) de cet article, à substituer aux mots: « à l'exception des délits de corruption électorale et des délits commis en matière de vote par correspondance et par procuration », les mots: « sous réserve des dispositions de l'article 24 (5°) »* (p. 997); *délits de fraude et de corruption électorale; mesures disciplinaires; cas des anciens combattants, des anciens déportés et des anciens prisonniers de guerre* (p. 997); *cas de M. Lemarchand* (p. 998); Art. 11 : *Son amendement tendant après le douzième alinéa (11°) à insérer le nouvel alinéa suivant: « 12° Personnes qui se sont distinguées d'une manière exceptionnelle dans les domaines culturel ou scientifique »* (p. 998); Art. 12 : *Son amendement tendant à la suppression du troisième alinéa de cet article* (p. 999); Art. 13 : *Son amendement tendant à substituer à la date du « 1er janvier 1966 » celle du « 8 janvier 1966 »* (p. 999); Art. 24 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « 6° Les fautes passibles de sanctions disciplinaires ou professionnelles, lorsqu'elles constituent des manquements à la probité, aux bonnes mœurs ou à l'honneur »* (p. 1000); après l'Art. 24 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article: « Les dispositions de l'article 24 ne sont pas applicables aux délinquants primaires visés aux paragraphes 3°, 6°, 7°, 8° et 12° de l'article 11 »* (p. 1000); *cas des anciens prisonniers, des anciens combattants et des anciens résistants; problème des délinquants primaires* (p. 1000); *son rôle* (p. 1001); *M. Lemarchand n'étant pas un délinquant primaire* (p. 1002); Art. 2 (suite) : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1°) à substituer aux mots: « à l'exception des délits de corruption électorale et des délits commis en matière de vote par correspondance et par procuration », les mots: « sous réserve des dispositions de l'article 24 (5°) »* (p. 1003); Art. 27 *bis* nouveau : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article: « Les bénéficiaires de l'article 2 de la loi du 17 décembre 1953 qui auraient été déclarés irrecevables par une décision administrative ou juridictionnelle parce qu'ayant agi... »* (p. 1003); *décisions du tribunal administratif ou du Conseil d'Etat* (p. 1003); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie, en qualité de *Rapporteur: Délits électoraux constitutifs de fraude; délits de presse; possibilité de subordonner en matière correctionnelle le bénéfice de l'amnistie au paiement de l'amende; dispositions réprimant le proxénétisme; texte de transaction* [10 juin 1966] (p. 1913); *ses observations sur l'amendement de Mme Launay* (p. 1918);

— du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur : *Renvoi de ce débat* [31 mai 1966] (p. 1593);

— du projet de loi portant modification de l'article 5 du décret du 25 août 1937 réglementant les bons de caisse, Article unique : *Son amendement tendant, dans l'article unique, après les mots: « du présent décret » à insérer les mots: « complété par le décret n° 66-179 du 25 mars 1966 »* [31 mai 1966] (p. 1594); *sanctions pénales applicables en cas d'infraction; prescriptions du décret du 25 août 1937* (p. 1594); *son amendement tendant, dans l'article unique, après les mots: « en cas de récidive » à insérer les mots: « dans un délai de cinq ans »* (p. 1594); *délai de récidive; peine d'amende* (p. 1594);

— en deuxième lecture, du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 112-14 : *Organe représentatif du personnel; assistance des délégués du comité d'entreprise aux séances du conseil de surveillance* [10 juin 1966] (p. 1940); *problème de l'unification du droit européen; composition du conseil de surveillance* (p. 1941); *coopération entre le comité d'entreprise et le conseil de surveillance* (p. 1941);

— du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, Art. 1er : *Fixation par le législateur d'un plafond pour les taux d'intérêt* [27 juin 1966] (p. 2391, 2392); En quatrième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant: Délit d'usure; ses observations sur les contrats en cours* [19 décembre 1966] (p. 5689);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen d'un projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Commissions spéciales étant essentiellement créées*

pour l'étude des problèmes qui sont de la compétence de plusieurs Commissions; ses observations sur l'ancienne Commission de l'intérieur; exemple de la législation sur les syndicats de communes [29 juin 1966] (p. 2456);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Nécessité de rejeter la question préalable; avis des conseils municipaux; travaux de la Commission des lois; rôle du parlement* [7 octobre 1966] (p. 3220); Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe IV de cet article par des nouveaux alinéas (Conséquences de la non-constitution des secteurs électoraux)* [11 octobre 1966] (p. 3294); *représentation des petites communes dont le chiffre de population n'atteint pas le quotient* (p. 3294); Art. 29 : *Ses observations sur l'amendement de M. Achille-Fould* (p. 3308); En quatrième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant: Création d'office de communautés urbaines dans les quatre agglomérations de Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg* [19 décembre 1966] (p. 5685);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Alcoolisme constituant un fléau social; déficit de la sécurité sociale; lutte contre l'alcoolisme; recours à la répression; rôle du comité national de défense contre l'alcoolisme; organisation médicale; création dans les hôpitaux de services spéciaux destinés au traitement des alcooliques; service de surveillance à domicile des malades alcooliques traités par cure de désintoxication; association des anciens buveurs; mise en place d'une postcure dans le XIIIe arrondissement de Paris; rôle du comité national de défense contre l'alcoolisme* [20 octobre 1966] (p. 3638, 3639);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Renvoi du débat* [22 novembre 1966] (p. 4716);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Droit de libre détermination des peuples; abandon de la notion de communauté; ses observations sur les articles 53 et 74 de la Constitution; référendum de 1961 concernant les îles Wallis et Futuna; principe d'évolution; originalité du texte proposé par le Gouvernement; consultation de l'Assemblée territoriale; ses observations sur l'article 2 du projet de loi; problème du nouveau statut du territoire; délégation de pouvoir accordée au Gouvernement; durée de la délégation* [2 décembre 1966] (p. 5214 à 5217); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Avant le 1er juillet 1967 la population de la Côte française des Somalis sera consultée sur la question suivante : « Voulez-vous demeurer au sein de la République française ? »* (p. 5236); *limite de la durée de la délégation de pouvoir* (p. 5236); *ses observations sur le nouveau statut* (p. 5238); *ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 5238); Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer le premier alinéa de cet article par deux nouveaux alinéas (Dépôt par le Gouvernement, en cas de réponse affirmative, d'un projet de loi portant nouveau statut du territoire)* (p. 5238, 5239); *son amendement tendant à substituer aux deux derniers alinéas de cet article un nouvel alinéa (Dépôt du projet de loi portant ratification des ordonnances avant le 1er décembre 1967)* (p. 5239); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par le premier amendement, à insérer après les mots : « le Gouvernement pourra prendre par ordonnance » les mots : « jusqu'au 2 avril 1967 »* (p. 5239); *ses observations sur son sous-amendement et son amendement* (p. 5239); Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa : « Préalablement à la consultation de la population et au plus tard deux mois avant celle-ci il sera procédé à la révision générale des listes électorales de la Côte française des Somalis »* (p. 5240); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « à l'exception des fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat qui sont ou ont été en fonction ou en stationnement temporaire dans le territoire »* (p. 5240); *exigence de la résidence pendant trois ans* (p. 5240); après l'Art. 3 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Participation au scrutin sur présentation de la carte électorale ou sur celle de l'attestation d'inscription)* (p. 5241); *preuve de l'identité de l'électeur lors du vote* (p. 5241); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Principe d'égalité entre les différentes tendances de l'opinion dans les programmes d'information de la radiodiffusion de Djibouti)* (p. 5241); *utilisation de la radiodiffusion* (p. 5241); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : « Une commission composée d'un membre du Conseil constitutionnel, président, d'un conseiller d'Etat et d'un conseiller à la Cour de cassation, nommés par décret... »*

(p. 5242); *composition de la Commission* (p. 5242);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Ses observations sur l'ouverture du débat* [7 décembre 1966] (p. 5310).

Ses observations sur l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi sur les communautés urbaines; rôle de la Commission mixte paritaire* [8 décembre 1966] (p. 5385).

Prend part à la discussion :

— sur la décision de demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Coste-Floret, portant amnistie totale des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie : *Compétence de la Commission des lois* [13 décembre 1966] (p. 5454);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, Art. 6 : *Son amendement tendant après le huitième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (Indications relatives à l'équilibre financier de l'opération)* [14 décembre 1966] (p. 5546); *nécessité de prévoir un contrôle* (p. 5546, 5547); après l'Art. 12 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas de détournement des fonds)* (p. 5549); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Conséquences pour les personnes condamnées en application de la présente loi)* (p. 5549); *incapacité professionnelle d'exercer la profession considérée* (p. 5549); Art. 13 : *Ses observations sur cet article* (p. 5550); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas des ventes portant sur des immeubles bénéficiant d'un prêt spécial à la construction consenti par le Crédit foncier de France ou le Comptoir des entrepreneurs)* (p. 5550); Art. 14 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5550); *retrait de son amendement* (p. 5550);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier alinéa de cet article (Cas où avant la conclusion de la vente le vendeur a obtenu un prêt du Crédit foncier de France ou du Comptoir des entrepreneurs)* [21 décembre 1966] (p. 5907).

CARLIER (M. Edouard), *Député du Pas-de-Calais, 9e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à l'institution d'un service autonome de la médecine du travail à la Société nationale des chemins de fer français et à l'extension à la Société nationale des chemins de fer français des dispositions du chapitre premier du titre 2 du livre II du Code du travail et des règlements pris en application de l'article 67 du même livre, **n° 1874** [1er juin 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Situation difficile dans laquelle se trouvent les retraités de la S.N.C.F.; incorporation souhaitable des différentes indemnités dans le calcul de la retraite; situation des veuves de cheminots; bonification pour double campagne aux cheminots anciens combattants; versement aux retraités de la prime attribuée à*

l'occasion du 25e anniversaire de la S.N.C.F. [15 janvier 1963] (p. 848); CRÉDITS MILITAIRES: *Faiblesse du montant du prêt des appelés; problème des sommes affectées à la nourriture des militaires; gratuité du transport de ceux-ci sur le réseau de la S.N.C.F.; état regrettable des casernements* [24 janvier 1963] (p. 1605, 1606);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 11 : *Rapport par l'Etat sur les régimes de sécurité sociale et des charges qui lui incombent au titre des rapatriés âgés; cas de la Caisse nationale des barreaux français* [19 juillet 1963] (p. 4359);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement, Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 5, à supprimer les mots « militaire non armé ou... »* [15 octobre 1963] (p. 5167); Art. 8 : *Durée du service national* (p. 5167);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Revendications des anciens combattants de la S.N.C.F.* [30 octobre 1963] (p. 6006); *demande d'un vote sur l'amendement de M. Dumortier* (p. 6013); BUDGETS MILITAIRES : *Prêt des jeunes appelés; amélioration des régimes des permissions; ramener la durée du service à douze mois* [7 novembre 1963] (p. 6773).

Est entendu, en qualité de *suppléant*, sur une question orale sans débat de Mme Prin relative au lycée Condorcet de Lens [10 avril 1964] (p. 717).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Amélioration des conditions de vie des jeunes débutants, en particulier des jeunes préposés de la région parisienne, transposition du décret du 9 août 1963* [21 octobre 1964] (p. 3535, 3536); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Retraités de la S.N.C.F. subissant les effets de la hausse des prix et des loyers; cas des cheminots retraités* [5 novembre 1964] (p. 4673, 4674); BUDGETS MILITAIRES : *Augmentation du prêt du soldat; amélioration de la nourriture accordée aux soldats du contingent; gratuité des transports* [6 novembre 1964] (p. 4873);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 18 : *Cas des sursitaires* [26 mai 1965] (p. 1590);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour le c) de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945, à substituer aux mots : « sur les mesures de nature... » les mots : « sur tout projet et mesures de nature... »* [28 juin 1965] (p. 2706); Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hostier* [29 juin 1965] (p. 2739);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Modernisation de la S.N.C.F.; situation des cheminots; indemnités de résidence; prime de productivité; retraités de la S.N.C.F.* [11 octobre 1965] (p. 3474); BUDGETS MILITAIRES : *Part réservée au prêt et à la nourriture de l'appelé du contingent; gratuité des transports pour le soldat du contingent* [21 octobre 1965] (p. 3961).

Son rappel au règlement : *Date de discussion de la question de M. Manceau sur les revendications des cheminots et de celle de M. Ballanger concernant les ouvriers et les employés d'Electricité de France et de Gaz de France; grève du 17 mai 1966* [12 mai 1966] (p. 1222).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Conditions de travail des agents des postes et télécommunications; exemple de Béthune; ses observations sur le personnel du Pas-de-Calais* [19 octobre 1966] (p. 3568, 3569); BUDGETS MILITAIRES : *Coût de la force nucléaire stratégique; problème du quart de place; allocation-nourriture; prêt du soldat* [25 octobre 1966] (p. 3847); EQUIPEMENT - II - TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Revendication des agents de la S.N.C.F.; conditions de travail; taux des retraites* [8 novembre 1966] (p. 4378, 4379).

CARTER (M. Roland), *Député de la Seine, 38e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32); [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 909) instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, **n° 1009** [23 juin 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, Art. 24 : *Amendement de la Commission (Situation des non-intermédiaires des organismes collecteurs du prélèvement de 1 % sur les salaires); rôle indispensable des organismes collecteurs dudit prélèvement de 1 %* [19 février 1963] (p. 2231); Art. 25 : *Avantages de la formule « clés en mains », avantages fiscaux accordés par le Gouvernement; nécessité d'établir une égalité fiscale réelle entre tous les systèmes juridiques* (p. 2236); Art. 29 : *Amendement de la Commission (Suppression de l'exonération prévue par l'article 210* ter *du Code des impôts)* (p. 2239);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction : *Ses observations sur la lourdeur du texte et son incidence sur les prix de la construction; retrait du texte; hausse de la construction; nécessité de créer des terrains constructibles; caractère juridique du texte* [2 octobre 1963] (p. 4977, 4978); Art. 5 : *Son amendement sur la vente en l'état futur d'achèvement;* après l'art. 5 : *Son amendement (Nullité du contrat de vente en l'état futur d'achèvement)* (p. 4984); Art. 28 : *Distinction entre le vendeur et le promoteur* [3 octobre 1963] (p. 5015); Art. 31 : *Son sous-amendement (Modification des droits des copropriétaires dans la copropriété)* (p. 5017); *les majorités requises* (p. 5017); Art. 37 : *Ses observations sur l'ensemble des documents; nécessité que ces dispositions figurent dans les statuts avant toute cession* [8 octobre 1963] (p. 5051); Art. 37 « bis » : *Son sous-amendement (Limitation des interventions tendant à une réévaluation de lots éventuellement minorés)* (p. 5052); Art. 41 : *Son amendement (Majorités requises pour prendre une décision)* (p. 5054); *rôle de l'assemblée générale extraordinaire de la société* (p. 5055); *façon dont un sociétaire peut être lésé* (p. 5055); Art. 45 : *Eviter les actions judiciaires abusives d'un souscripteur en ayant recours à l'autorisation préalable du tribunal* (p. 5057); Art. 51 : *Interdiction relative à l'acte de cession* (p. 5061); *cessions de parts sociales* (p. 5062); *retrait de cet amendement* (p. 5062); Art. 52 : *Ses observations sur l'acte notarié* (p. 5063); *Son amendement sur les indications relatives à la société* (p. 5063); après l'Art. 52 : *Promesse de cession de parts* (p. 5063); *garanties de la promesse de cession de parts* (p. 5064); après l'art. 57 : *Son sous-amendement à l'amendement de la Commission* (p. 5067); Art. 65 : *Son sous-amendement tendant dans le texte proposé par l'amendement de M. Laurin, après les mots « Aura exigé ou... » à intercaler le mot « sciemment »* [9 octobre 1963] (p. 5097); *son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Insérer le mot « sciemment »)* (p. 5098); Art. 70 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Intercaler le mot « sciemment »)* (p. 5099); Art. 73 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à intercaler le mot « sciemment »* (p. 5100); avant l'art. 78 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin tendant, à la fin du deuxième alinéa du texte proposé par la commission, à substituer aux mots « art. 57* bis *»; les mots « Art. 52* bis *»* (p. 5102); Art. 78 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Publication du règlement d'administration publique)* (p. 5103); *retrait de ce sous-amende-*

ment (p. 5103); *son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Contrats préliminaires de vente, de souscription, de cession)* (p. 5103); Art. 79 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Délai d'un an)* (p. 5103); *son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin (Communication à l'assemblée générale du montant des dépenses régulièrement engagées* (p. 5103);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, en qualité de *Rapporteur pour avis : Son résumé de quelques données essentielles du problème foncier ; Etat ne disposant pas des moyens nécessaires pour le résoudre ; expropriation étant un mauvais moyen psychologiquement et financièrement ; trois idées maîtresses du projet de loi ayant recueilli l'approbation de la Commission ; avantages financiers, économiques et techniques du bail à construction ; réserves sur les incitations à y recourir ; problème de leur suffisance ; procédures du titre II ; avis favorable à l'adoption du projet* [29 juin 1964] (p. 2342 à 2344); Art. 5 : *Son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de l'article 5, à supprimer les mots « dès l'expiration des six premières années du bail »* (p. 2357); *maintenir l'intéressement du propriétaire à la réalisation de l'opération elle-même ; indexation du bail sur un indice à fixer en fonction du coût moyen des loyers en 1948 ; notion de plancher introduite par l'amendement de M. Collette* (p. 2358); Art. 17 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 17, après les mots « notamment préciser » à insérer les mots : « les surfaces à réserver comme obligatoirement nécessaires à l'établissement des groupes scolaires et aux aménagements sportifs ainsi que... »* (p. 2362); *réservation dans les plans de terrains nécessaires à la construction de locaux scolaires, socio-éducatifs et sportifs* (p. 2362); Art. 18 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 18, après les mots « autorité de tutelle » à insérer les mots : « qui devra motiver sa décision, la collectivité sera invitée à proposer un autre concessionnaire dans le délai de deux mois de la sommation qui lui en sera faite, faute de quoi... »* (p. 2366); Art. 20 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du sixième alinéa de l'article 20 : « Elle ne peut être constituée que si les propriétaires privés qui décident d'y participer totalisent un minimum de superficie fixé par décret et susceptible de leur assurer une participation majoritaire dans la société »* [30 juin 1964] (p. 2382); *sauvegarder les droits des propriétaires privés* (p. 2383); *sort des propriétaires particulièrement visés par le texte ; possibilité de participation d'une collectivité dans le cadre de la société civile* (p. 2383); Art. 22 : *Son amendement tendant, après le quatrième alinéa de l'article 22, à insérer le nouvel alinéa suivant : « L'estimation de la valeur des cessions est déterminée par la valeur moyenne au mètre carré de l'ensemble des terrains contenus dans le périmètre visé à l'article 17 ci-dessus »* (p. 2384); Art. 23 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 23 et à substituer aux mots : « à leur coût de construction » les mots : « au prix de revient de leur réalisation »* (p. 2385); Art. 24 : *Son amendement tendant, au deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « à leur coût de construction » les mots : « au prix de revient de leur réalisation »* (p. 2385); Art. 27 : *Notion imprécise d'achèvement des travaux* (p. 2391); Art. 30 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les dispositions suivantes : « dans un délai de six mois après sa promulgation »* (p. 2393); *entrée en vigueur de la loi dépendant de la date du règlement d'administration publique* (p. 2393); Art. 25 : *Son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de l'article 25, à remplacer l'expression numérique : « 20 % par « 30 % »* (p. 2394); *déduction de 20 % prévue à l'article 31-4 du Code général des impôts concernant les propriétés rurales* (p. 2394); *déduction de 20 % prévue à l'article 31-4 du Code général des impôts* (p. 2394); Art. 26 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 26 à substituer aux mots : « valeur réelle de ces biens » les mots : « valeur d'acquisition de ces biens à la conclusion du bail »* (p. 2395); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis : Commission de la production et des échanges ayant accepté l'ensemble du projet de loi* [17 novembre 1964] (p. 5420);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT - III - LOGEMENT : *Crise du logement ; systèmes de financement privés ; marché hypothécaire ; épargne-logement ; coordination entre la construction d'H.L.M. et la décision d'implantation d'usines en province* [9 novembre 1966] (p. 4446).

CASSAGNE (M. René), *Député de la Gironde, 4e circonscription (S.).* Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1964] (p. 601).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique (concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des avantages vieillesse et sociaux aux conjoints, ascendants, descendants ou autres parents remplissant ou ayant rempli le rôle effectif de tierce personne d'un ayant droit à l'allocation ou pension servie à cet effet, **n° 156** [13 dévrier 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter les articles L 70 et L 78 du Code de la sécurité sociale relatifs aux élections des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale, **n° 157** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à préciser le caractère d'affectation spéciale des recettes créées par l'article premier de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité, **n° 158** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à instituer une assurance couvrant les risques maladies, accidents, invalidité, décès et les charges de maternité au profit des membres de professions artisanales et de leurs familles, **n° 393** [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à l'amélioration du sort des personnes âgées, **n° 394** [21 juin 1963].

Sa proposition de résolution tendant à compléter l'article 15 du règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 417** [2 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à accorder le remboursement des soins par la sécurité sociale aux bénéficiaires de certains avantages de vieillesse, **n° 524** [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'assurance maladie-maternité aux jeunes gens ayant terminé leur service militaire, **n° 535** [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et 334 du Code de la sécurité sociale et à permettre aux travailleurs exerçant une activité particulièrement pénible d'obtenir une retraite anticipée, **n° 1072** [30 juin 1964]; la retire [23 novembre 1966] (p. 4815).

Sa proposition de loi tendant à instituer une assurance couvrant les risques maladies, accidents, invalidité, décès et les charges de maternité au profit des commerçants, industriels et travailleurs non salariés, **n° 1286** [18 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 351 du Code de la sécurité sociale relatif au droit à pension de réversion du conjoint, **n° 1718** [22 décembre 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et 334 du Code de la Sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans, **n° 2157** [16 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 9 : *Transfert au régime général des charges concernant le régime agricole de sécurité sociale; utilisation dans le domaine social des sommes affectées à la force de frappe; conception de la solidarité entre les régimes de sécurité sociale* [18 décembre 1962] (p. 108, 109); de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Demande de scrutin qui avait été déposée sur ce budget* [8 janvier 1963] (p. 342); Son rappel au Règlement : *Circonstances dans lesquelles a eu lieu le vote du budget des Postes et télécommunications; indications portées sur la feuille jaune de séance; manière de prévenir les députés des modifications intervenues par rapport aux prévisions* [9 janvier 1963] (p. 425, 426); TRAVAIL : *Caractère limité des possibilités d'action du Ministère du travail; insuffisance des équipements destinés à l'apprentissage des jeunes; formation professionnelle des adultes; problème de la fermeture d'usines dans certaines régions; suppression des abattements de zones; défense des fonds de Sécurité sociale et d'allocations familiales; problème des quatre semaines de congés payés; position du Gouvernement à ce sujet; abaissement de l'âge de la retraite; proposition de loi déposée par M. Schumann à cet effet* [9 janvier 1963] (p. 439, 440); MARINE MARCHANDE : *Insuffisance des crédits consacrés à la marine marchande; concurrence étrangère; crise de la construction navale; recul de la production des chantiers navals français; mise en chômage des ouvriers de ces chantiers; avenir économique des régions dans lesquelles ceux-ci se trouvent* [16 janvier 1963] (p. 902, 903); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Problème de la hiérarchie dans la fonction publique; effets des impôts sur les revenus des fonctionnaires; conséquences du maintien d'une grille trop compressée; lenteurs de l'avancement des fonctionnaires; promotion sociale dans le cadre de la fonction publique; titularisation des agents ayant au moins trois ans de services continus; situation des catégories C et D; réforme de ces catégories; établissement d'une véritable harmonisation entre les rémunérations de la fonction publique et celles du secteur nationalisé ou para-public; suppression des zones de salaires; traitements de la fonction publique; féminisation des services publics; droit syndical; droit de grève chez les fonctionnaires; difficultés de recrutement d'enseignants* [17 janvier 1963] (p. 1004 à 1006);

— du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière. — Commission mixte paritaire : *Options devant lesquelles se trouvait le Gouvernement socialiste en 1956* [21 février 1963] (p. 2288).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat relative à l'attribution de l'allocation supplémentaire aux pensionnés militaires [10 mai 1963] (p. 2851, 2852).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Propos optimistes tenus récemment par le Gouvernement à propos de la situation économique et sociale; causes de l'inflation menaçante; augmentation de la production durant les dernières années; hausse des salaires; retard dans les rémunérations des fonctionnaires; retard dans le niveau des prestations familiales; insuffisance des constructions et des investissements scolaires et sanitaires; erreurs commises dans les prévisions relatives au nombre des rapatriés d'Algérie; multiplication des opérations spéculatives en matière de constructions; augmentation des prix; récente grève des mineurs; poids écrasant de la politique d'armement atomique; nécessité de mettre en œuvre une véritable politique de distribution des revenus* [14 mai 1963] (p. 2884).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience, Art. 3 : *Son amendement (Présence d'un représentant de l'association des objecteurs de conscience dans la Commission juridictionnelle)* [24 juillet 1963] (p. 4472);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable, Art. 1er : *Son amendement (Nécessité de permettre à certains accidentés de pouvoir bénéficier de la loi sans encourir la moindre forclusion)* [25 juillet 1963] (p. 4513).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à la quatrième

semaine de congés payés [11 octobre 1963] (p. 5147, 5148).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin et Ballanger relatives à l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité : *Affectation spéciale du demi-décime Ramadier* [11 octobre 1963] (p. 5152, 5153).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Problème posé par l'usine de Pierrelatte* [22 octobre 1963] (p. 5308); Art. 3 : *Définition de l'impôt sur les plus-values* (p. 5318); *achats de terrain par la commune* (p. 5318); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAIL : *Améliorations par rapport au budget précédent; situation de l'A.F.P.A.; crédits réservés aux cadres de l'A.F.P.A.; Fonds national de l'emploi; reclassement des personnes ayant des emplois supprimés; études pour l'élaboration d'un nouveau S.M.I.G.; aide plus efficace aux travailleurs; grand débat sur la sécurité sociale* [5 novembre 1963] (p. 6422 à 6425); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Modalités d'expression des thèses de l'opposition et du Gouvernement à la télévision* [7 novembre 1963] (p. 6708); *raisons du vote hostile du groupe socialiste* (p. 6717).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Population de la région d'Aquitaine; difficultés de l'industrie et de l'agriculture; aide et compréhension du Gouvernement; voies de communication; création des emplois industriels indispensables; aide à l'agriculture pour sa modernisation; construction de logements; application de la loi sur les Z.U.P.; zones à urbaniser par priorité* [27 novembre 1963] (p. 7509 à 7511).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi : *Gravité des problèmes de reconversion; application du projet dans un esprit de collaboration avec les organismes professionnels; portée du projet, et du dernier alinéa de l'article 3 relatif aux travailleurs âgés* [28 novembre 1963] (p. 7537, 7538); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger le début de l'article premier « la présente loi a pour objet de faciliter aux travailleurs salariés, aux travailleurs indépendants, aux artisans et à leurs aides familiaux... »* (p. 7542); *mesures de justice à l'égard des artisans et des travailleurs non salariés* (p. 7542); *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase de l'article premier* (p. 7544); *situation des organisations syndicales dans la signature des conventions* (p. 7544, 7545); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans les deuxième et troisième alinéas de l'article 2, à supprimer les mots : « privés d'emploi »* (p. 7545); *extension du bénéfice de la loi* (p. 7545); *son amendement tendant, dans le deuxième et troisième alinéas de l'article 2 à substituer au mot : « réadaptation », le mot : « formation »* (p. 7546); *son amendement tendant dans le troisième alinéa de l'article 2 à substituer aux mots : « et de déménagement », les mots : « de déménagement et de réinstallation »; remboursement des frais de déménagement* (p. 7547); *son amendement tendant, après le troisième alinéa de l'article 2, à insérer un nouvel alinéa (Prime de transfert pour les travailleurs du foyer qui doivent suivre le travailleur bénéficiaire des primes et indemnités susvisées)* (p. 7547); *ouvrier ayant la charge d'une famille* (p. 7547) Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de cet article : « Outre les allocations, primes et indemnités visées à l'article 2 dans les cas visés par le présent article »* (p. 7549) ; *allocations temporaires et allocations spéciales* (p. 7549); *son amendement, tendant, dans le premier alinéa de l'article 3, après les mots : « de reclassement », à insérer les mots : « de placement »* (p. 7549); *cas des travailleurs âgés* (p. 7550); *son amendement, tendant dans le troisième alinéa de l'article 3 à substituer au mot : « reclassés », le mot : « occupés »* (p. 7551) : ses explications de vote : *Nécessité pour le Gouvernement d'étudier les moyens de résoudre les problèmes posés par l'impossibilité de reclasser certains travailleurs âgés et de s'intéresser au cas des artisans* (p. 7552).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, avec débat, relative aux problèmes de la mutualité : *Principe du caractère privé des groupements mutualistes; réduction du déficit de la sécurité sociale; bénéfices excessifs réalisés par les trusts des produits pharmaceutiques; suggestions des organismes mutualistes; modification du conditionnement des produits pharmaceutiques* [17 avril 1964] (p. 824, 826, 827).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations

d'aide sociale; ses explications de vote : *Eviter de substituer aux familles une autre autorité; responsabilités municipales; effort de solidarité national; ne pas utiliser la loi comme un dispositif supplémentaire pour méconnaître de véritables problèmes familiaux et humains* [13 mai 1964] (p. 1181);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, après l'Art. 4 : *Ses observations sur la création d'un comité de contrôle* [28 mai 1964] (p. 1492);

— du projet de loi relatif au Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers : *Impossibilité pour le projet de loi de soulever des oppositions; manque d'imagination pour le financement du Fonds d'action sociale; immigration; son contrôle; multiplicité des statuts; insuffisance du contrôle sanitaire; manque de protection; danger de l'exploitation; organisation cohérente de l'immigration; confier aux syndicats la mission d'accueillir les immigrants; intentions du Gouvernement à l'égard des immigrants algériens* [16 juin 1964] (p. 1940 à 1941);

— de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à faciliter aux fins de reconstruction ou d'aménagement l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres ou irrécupérables, communément appelés « bidonvilles »; *Propositions déposées par des membres de la majorité venant seules en séance publique; but proposé par M. Debré; acquisition de terrains par voie d'expropriation; questions se posant une fois le terrain acquis; ne pas confier aux municipalités des responsabilités sans leur donner les moyens de les assumer* [26 juin 1964] (p. 2255, 2256); En deuxième lecture : *Nouvelle loi exigeant de gros efforts des collectivités locales; nécessité de crédits suffisants* [12 novembre 1964] (p. 5346); Art. 2 : *Son amendement tendant, après les mots: « du représentant de la collectivité intéressée », à insérer les mots: « celle-ci ayant alors la charge financière de l'acquisition »* [12 novembre 1964] (p. 5349); *situation d'une collectivité prenant l'initiative de faire disparaître un « bidonville » ; responsabilités financières de l'opération* (p. 5349);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne: *Ne pas politiser le débat; éviter une épreuve de force avec les grévistes; ne pas porter atteinte au droit syndical* [26 juin 1964] (p. 2260, 2261); *appel à l'armée; remplacer un service civil par un service militaire ; confrontation de positions opposées* (p. 2263) ; En deuxième lecture : *Son désir de voir retirer le texte; erreur grave commise par le Gouvernement; répercussions sur la vie sociale du pays* [27 juin 1964] (p. 2300);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Responsabilités du Ministère du Travail; multitude des problèmes du ressort du Ministère du Travail; importance de l'emploi; question orale intéressant des problèmes du travail; augmentation de certains crédits en particulier pour la formation professionnelle des adultes; problème de la répartition des crédits ; importance des économies; fonds privés des A.S.S.E.D.I.C.; situation à Saint-Nazaire* [20 octobre 1964] (p. 3415, 3416).

Son rappel au Règlement : *Application du Règlement dans son esprit et à la lettre ; répartition du temps de parole pour l'opposition* [5 novembre 1964] (p. 4674).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : ses explications de vote : *Groupe socialiste ne pouvant partager l'optimisme du Gouvernement; son abstention dans le vote sur l'ensemble* [18 novembre 1964] (p. 5458);

— du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Éducation Nationale : *Opposition du groupe socialiste lors du vote* [18 novembre 1964] (p. 5469);

— du projet de loi sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs : *Position du groupe socialiste; centaine de milliers de Français ne bénéficiant pas encore de la protection de la Sécurité sociale* [18 novembre 1964] (p. 5474).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat relative au financement de la Sécurité sociale [27 novembre 1964] (p. 5702, 5704).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat relative à la retraite de certaines catégories de travailleurs [27 novembre 1964] (p. 5712, 5714, 5715).

Son rappel au Règlement : *Procédés utilisés par l'O.R.T.F. dans la retransmission des débats sur la loi-programme militaire, notamment lors de l'intervention de M. Montalat* [3 décembre 1964] (p. 5820).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 4 : *Son expérience administrative; accusation portée constamment contre le groupe socialiste* [29 avril 1965] (p. 997); Ses explications de vote : *Position du groupe socialiste; son opposition; groupe socialiste étant favorable au développement du secteur d'accession à la propriété; difficultés résultant de la brusque réduction des secteurs locatifs* (p. 1008);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Ses observations sur les paroles de M. Herzog* [2 juin 1965] (p. 1741); Art. 1er : *Son rappel au Règlement sur l'irrecevabilité de l'amendement de M. Darchicourt* (p. 1744).

Son rappel au Règlement : *Procédure de vote sans débat pour une proposition de loi établie sur la base d'un texte signé par plusieurs membres de l'Assemblée; Art. 47 et 93 du Règlement* [28 juin 1965] (p. 2672).

Prend part à la discussion :

— en troisième et dernière lecture, du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Groupe socialiste votant contre le projet de loi* [28 juin 1965] (p. 2684);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises : *Projet représentant un progrès; insuffisances du texte en discussion; étendre le champ d'application de la loi à l'agriculture et au secteur nationalisé; reconnaissance des droits syndicaux au sein de l'entreprise; information des comités; association des travailleurs et de leur syndicat à la gestion de l'entreprise* [28 juin 1965] (p. 2692); avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Caille tendant, dans le texte proposé par son amendement, pour le premier alinéa de l'article premier de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 à substituer aux mots : « 50 salariés » les mots : « 30 salariés »* (p. 2698); *abaisser le chiffre de 50 salariés au chiffre de 30* (p. 2698); Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer de nouvelles dispositions au premier alinéa du texte proposé par le* c) *de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 (Information du comité sur les projets intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise et les mesures de nature à affecter le volume ou la structure des effectifs, la durée du travail ou les conditions d'emploi et de travail du personnel)* (p. 2705); *comité d'entreprise devant prendre position sur les problèmes du volume des effectifs et des horaires* (p. 2705, 2706); Art. 3 : *Transmission de l'avis à l'inspecteur du travail* (p. 2707); *son amendement tendant, après le deuxième alinéa du texte proposé pour le* c) *de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945, à insérer le nouvel alinéa suivant : « toutes propositions de licenciement basées sur des raisons d'ordre économique, qui ne seraient pas accompagnées de cet avis seraient nulles »* (p. 2708); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour le deuxième alinéa du* d) *de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 à partir des mots : « rapport d'ensemble » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « sur l'activité de l'entreprise ; sur le compte d'exploitation de l'année écoulée et notamment sur le chiffre d'affaires, les résultats de la production et de l'exploitation, les investissements, les dépenses salariales; sur l'évolution de la structure et du montant des salaires par catégorie de salariés; sur ses projets pour l'exercice en cours et l'exercice suivant »* (p. 2709); Art. 5 (suite) : *Secret professionnel; informations confidentielles données par le chef d'entreprise* [29 juin 1965] (p. 2728); Art. 6 : *Son amendement tendant, dans la troisième phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 5 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 après les mots : « reconnue comme représentative » à insérer les mots : « sur le plan national ou... »* (p. 2732); *volonté du Parlement d'accomplir sa mission* (p. 2732); *notion de représentativité des organisations syndicales* (p. 2732); Art. 7 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article : « dans celles de*

ces entreprises où la proportion des ingénieurs, des chefs de service et des cadres administratifs, commerciaux ou techniques, le justifie, lesdites catégories constituent un collège spécial. Les conventions collectives nationales fixeront les conditions d'application de cette disposition » (p. 2733) *problème de la représentation des cadres* (p. 2734); En deuxième lecture : *Consultation des comités d'entreprises sur les problèmes d'embauche et de licenciement et de transferts d'activité; question de la sécurité de l'emploi; durée hebdomadaire du travail* [26 mai 1966] (p. 1519, 1520);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Sous-équipement et manque de personnel des bureaux de la main-d'œuvre; absence de formation de l'agriculteur qui quitte la terre pour le secteur industriel; problème de la suppression des abattements de zones; insuffisance des crédits pour la formation professionnelle; protection de la main-d'œuvre; service de l'inspection du travail; bureau de main-d'œuvre; création d'inspecteurs généraux; création d'un nouveau corps d'agents spécialisés des services de l'emploi; nécessité de pratiquer une politique active de l'emploi; formation professionnelle; migrations internationales; Fonds national de l'emploi; problème de la sécurité sociale; ses observations sur les assurances sociales, les accidents du travail, les allocations familiales; frais de fonctionnement du Ministère; nombre moyen annuel de journées d'hospitalisation par ayant droit; structures de production et de distribution des soins de santé; problème de l'avancement de l'âge de la retraite; situation des personnes âgées* [13 octobre 1965] (p. 3615 à 3618);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Ses observations sur la région d'Aquitaine; crédits prévus pour les lycées et collèges d'enseignement technique; ses observations sur les logements « aidés » par l'Etat; amélioration des voies navigables; construction d'autoroutes; cas de la région bordelaise; insuffisance des crédits prévus par le Ve Plan; problème de leur utilisation* [4 novembre 1965] (p. 4476, 4477).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat relative au Fonds national de l'emploi (19 novembre 1965] (p. 4787, 4788, 4789).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la durée du travail et modifiant l'article 3 de la loi nº 46-283 du 25 février 1946 : *Lacunes du projet de loi; durée hebdomadaire du travail; problèmes des congés, de l'âge de la retraite, des métiers pénibles; nécessité de mener en France une grande politique de l'emploi; marché de la main-d'œuvre; concentrations capitalistes; solidarité nationale; cas de la région du Sud-Ouest; situation de la Bretagne et de la Lorraine* [25 mai 1966] (p. 1489, 1490); ses explications de vote : *Insuffisance du projet de loi; licenciements dans plusieurs entreprises françaises; groupe socialiste votant le projet de loi* (p. 1495).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale avec débat relative aux pensions de Sécurité sociale [27 mai 1966] (p. 1567) ; *Nécessité de tenir compte pour la détermination de la retraite de la totalité des années de salariat accomplies; causes du déficit de la Sécurité sociale : politique d'armement, politique internationale de prestige; insuffisances du projet de loi sur le Fonds national de l'emploi* (p. 1567, 1568, 1571).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la garantie de l'emploi en cas de maternité : *Proposition de loi de Mme Vaillant-Couturier; comité d'étude et de liaison des problèmes du travail féminin; son vote sur le projet de loi* [7 juin 1966] (p. 1745, 1746); Art. 1er : *Priorité donnée à la femme qui a un enfant de pouvoir reprendre son emploi* (p. 1749);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Conditions du déroulement du débat; sa proposition de loi; création d'une caisse nationale et d'une caisse régionale; cotisation complémentaire; situation des mutuelles existantes; couverture des risques; dépenses de l'assurance maternité; cotisations supplémentaires* [9 juin 1966] (p. 1834 à 1836); Art. 1er : *Cas des artisans ruraux* (p. 1852); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (personnes ayant déjà volontairement adhéré au régime général de la Sécurité sociale)* (p. 1853, 1854); Art. 7 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « de moins de 14 ans » les mots : « à charge au sens de l'article L 285 du Code de sécurité sociale »* (p. 1859) ; *ses observations*

sur l'amendement de M. Fanton (p. 1860); *cas des enfants infirmes ou malades* (p. 1861); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 1862); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer le membre de phrase : « en faisant le cas échéant appel au service du contrôle médical des organismes du régime général de sécurité sociale »* (p. 1863); Art. 12 : *Son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « Des personnes élues par les unions départementales des associations familiales ayant leur siège dans la circonscription de la caisse »* (p. 1865); *personnes appelées à faire partie du conseil d'administration de chaque caisse mutuelle* (p. 1865); *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de l'article 12* (p. 1866); Art. 14 : *Son amendement tendant après les mots : « caisses mutuelles » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « des représentants de l'Ordre des médecins et des pharmaciens, des chambres de métiers et de commerce et des personnes désignées par l'Union nationale des associations familiales »* (p. 1870); *composition du conseil d'administration de la caisse nationale* (p. 1870); Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « ou totale »* (p. 1872); *calcul des cotisations* (p. 1872); ses explications de vote : *Régime général de la Sécurité sociale; consultation des intéressés; application de l'article 40 de la Constitution; son abstention* (p. 1880).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique viticole : *Situation des viticulteurs en Gironde; application du protocole d'accord sur les vins de Bordeaux; nécessité de débloquer les crus à appellation d'origine contrôlée produits en Gironde* [22 juin 1966] (p. 2243, 2244, 2247).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Travail accompli par le rapporteur, M. Zimmermann; responsabilités municipales* [7 octobre 1966] (p. 3220, 3221); *ses observations sur la motion de renvoi; regroupement des communes; exemple de Bordeaux; disparition d'un certain nombre de communes; cas de la ville de Cenon; ses observations sur les transferts de compétences des communes à la communauté; financement des lycées et des collèges; accroissement des impôts locaux; taxe de régularisation des valeurs foncières; opinion de M. Michel Debré* [11 octobre 1966] (p. 3260 à 3264); Art. 1er : *Création d'une collectivité territoriale nouvelle; situation difficile pour un conseil de communauté mis en accusation devant les conseils municipaux* (p. 3267); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3268); Art. 3 : *Réserves foncières* (p. 3276); *construction, aménagement et entretien des locaux scolaires; zones à urbaniser en priorité* (p. 3277) ; *ses observations sur les régies assurant la distribution de gaz et d'électricité; cas des régies de l'eau* (p. 3278); *marchés d'intérêt national; cas du marché d'intérêt national de Bordeaux* (p. 3279); *ses observations sur les régies et les syndicats à vocation multiple; problème de la distribution de l'eau à Bordeaux dans les communes limitrophes; avenir des sociétés d'économie mixte* (p. 3280, 3281); Art. 4 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Zimmermann, après les mots : « par délibération du conseil de communauté » à insérer les mots : « et avec l'avis conforme des communautés intéressées »* (p. 3281); après l'Art. 3, *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 3* bis *proposée par l'amendement de M. Zimmermann (Conditions de transfert de certaines compétences des communes à la communauté urbaine)* (p. 3282); *nécessité de maintenir en vie la collectivité communale; ressources des communes; ses observations sur l'équipement culturel, l'équipement sportif et socio-éducatif, l'équipement sanitaire et les services sanitaires et sociaux et les espaces verts* (p. 3282, 3283); *disparition des régies* (p. 3283); Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte modificatif proposé pour cet article par les dispositions suivantes : « après enquêtes effectuées auprès des collectivités locales et départementales intéressées et des grandes administrations, des chambres consulaires, des syndicats et dont les résultats seront rendus publics »* (p. 3284); *nécessité des enquêtes préalables* (p. 3285); *publicité des enquêtes de remembrement* (p. 3285); Art. 6 : *Son amendement tendant dans le huitième alinéa (parag. 2) de cet article à substituer au mot « consultation » les mots : « avis conforme »* (p. 3287); *redistribution des voies entre l'Etat, le département et la communauté à l'intérieur du périmètre de l'agglomération* (p. 3287); Art. 8 : *Son amendement tendant à substituer au second alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (maintien des ententes communales, syndicales, districts ou*

régies déjà constitués) (p. 3289); *ses observations sur les syndicats à vocation multiple et les syndicats de régie* (p. 3289); Art. 13 : *Représentation des populations au conseil de communauté; formule du suffrage universel; prérogatives de la communauté urbaine* (p. 3291, 3292); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer les troisième et quatrième alinéas de cet article* (p. 3295); Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article (Composition de la commission arbitrale)* (p. 3299); *conditions de transfert définitif des propriétés de la commune à la communauté* (p. 3299); *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 3299); *réserves foncières* (p. 3299, 3300); Art. 18 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à supprimer les mots: « nonobstant toutes dispositions conventionnelles contraires »* (p. 3300); Art. 21 : *Efforts financiers des collectivités locales; réforme des finances locales* (p. 3304, 3305); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel: « Les dispositions de la présente loi prendront effet à partir des prochaines élections municipales à moins d'un accord total de toutes les collectivités constituant une même agglomération après le vote de la réforme des finances des collectivités locales »* (p. 3310); En deuxième lecture : après l'Art. 2 : *Ses observations sur les agglomérations de Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg; élaboration du plan directeur d'urbanisme; problème des cimetières communaux; marché d'intérêt national de Bordeaux* [17 novembre 1966] (p. 4640); Art. 3 *bis: Problème des transferts* (p. 4642); *compétences des communes* (p. 4643); Art. 6 *bis: Siège de la communauté; cas de Bordeaux* (p. 4644); *ses observations sur les syndicats chargés du ramassage et de l'entrepôt des ordures ménagères* (p. 4645); Art. 13 : *Administration de la communauté; constitution de groupes de travail par compétence; association des représentants de toutes les communes* (p. 4649); Art. 21 : *Réforme fiscale; ressources de la communauté; nécessité d'élaborer un système démocratique* (p. 4654); Art. 29 *bis: Finances des communes* (p. 4656); Ses explications de vote : *Son opposition à ce texte; ressourcesc ommunales* (p. 4658); En troisième lecture : ses explications de vote : *Date d'application de la loi; représentation des communes; problème de la fiscalité* [13 décembre 1966] (p. 5476).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'absence de la télévision à la présente séance* [12 octobre 1966] (p. 3354).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Rôle du Ministère du Travail; ses structures nouvelles; cas des agents des services du Ministère du Travail; définition d'une politique gouvernementale; surconsommation médicale et pharmaceutique; problème des franchises; ticket modérateur; coût des actes médicaux et chirurgicaux; cas des urémiques; système spécial pour les non-salariés; sécurité des travailleurs non salariés; problème du plein emploi; Fonds national de chômage; rôle des Assedic; problème de la retraite; situation des travailleurs salariés; chômage de certains cadres; réclamation des travailleurs; ses observations sur la suppression des zones de salaires* [19 octobre 1966] (p. 3593 à 3596); ses explications de vote : *Structures du Ministère des Affaires sociales; revendications sociales* [20 octobre 1966] (p. 3643, 3644).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux constructions scolaires : *Situation des villes en pleine expansion; exemple de la zone à urbaniser en priorité de Bordeaux; problème de la construction des collèges d'enseignement secondaire et des collèges d'enseignement technique; importance de la part du financement imposée aux collectivités locales; application de la réforme fiscale* [16 novembre 1966] (p. 4604, 4605).

Son rappel au Règlement : *Situation des ouvriers qui accomplissent des travaux pénibles; problème de la réunion d'une Commission spéciale* [29 novembre 1966] (p. 5031).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Bourges* [7 décembre 1966] (p. 5340); Article additionnel : *Ses observations sur les ressources des partis pour la campagne électorale* (p. 5346).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale sans débat relative aux licenciements de cadres [16 décembre 1966] (p. 5647, 5648, 5649 et 5650).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale avec débat relative à la suppression des abattements de zone de salaire [16 décembre 1966] (p. 5656) ; *attrait de l'agglomération parisienne: salaires supé-*

rieurs, absence d'abattements de zone (p. 5659, 5660).

CATALIFAUD (M. Albert), *Député de l'Aisne, 4e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 janvier 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle république, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne logement [26 juin 1965] (p. 2659);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre de la Commission de gestion du Fonds spécial d'investissement routier [14 février 1963] (p. 2185).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22) (Travaux publics et Transports), **n° 57** [27 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à créer un service technique du génie civil de l'État, **n° 375**, [21 juin 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le programme d'aménagement du réseau routier, **n° 570** [11 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (Travaux publics et Transports), **n° 586** [18 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 423) ratifiant le décret n° 63-635 du 3 juillet 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses, **n° 767** [18 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 580) ratifiant le décret n° 63-1030 du 15 octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses, **n° 769** [18 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 850) modifié par le Sénat, portant ratification partielle du décret n° 63-1030 du 15 octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension de droit de douane applicable à certaines mélasses, **n° 921** [27 mai 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) (Travaux publics et Transports), **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les projets d'ouvrage fixe de traversée de la Manche, **n° 1208** [2 décembre 1964].

Son avant-rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges à la suite d'une mission effectuée en Turquie, **n° 1269** [17 décembre 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la situation économique des Antilles françaises, **n° 1476** [18 juin 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : XIV. Travaux publics et Transports, **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1569) autorisant l'approbation de la Convention entre les gouvernements de la République française et de l'État espagnol, concernant la construction de deux ponts internationaux sur la Bidassoa, l'un entre Béhobie et Behobia, l'autre aux environs de Biriatou, et du protocole concernant la construction du pont international sur la Bidassoa entre Béhobie et Behobia, **n° 1663** [10 novembre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi n° 1573 relatif à la protection des appellations d'origine s'appliquant aux produits industriels, **n° 1783** [22 avril 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : VI. Equipement (Travaux publics), **n° 2053** [4 octobre 1966).

Son rapport d'information fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Irlande du 21 au 26 mars 1966, **n° 2280** [15 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : Art. 33 : *Retard enregistré dans certains départements en matière de primes à la construction* [10 janvier 1963] (p. 533); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Adaptation nécessaire des services extérieurs des Ponts et Chaussées aux techniques modernes; absence d'une grande route rapide nord-sud évitant Paris; manque de coordination entre le réseau routier de la France et celui des autres pays du Marché commun; problème du prix de l'essence; éventualité d'un péage sur les autoroutes; insuffisance des crédits; nécessité d'assurer le strict entretien des routes nationales; problèmes de circulation pendant les périodes de gel et de dégel; insuffisance des autoroutes; recours à l'emprunt; augmentation de la subvention destinée à la liaison Méditerranée-Niger; augmentation éventuelle des tarifs de la S.N.C.F.; problème du minimum des pensions pour les retraités de la S.N.C.F.; bonifications de campagne des cheminots; subvention accordée à la R.A.T.P.* [15 janvier 1963] (p. 822 à 825) ; Titre IV : *Son amendement (Réduction indicative de crédits); inscription souhaitable de crédits permettant d'élever le minimum des pensions pour les petits retraités; bonification de campagne pour les cheminots anciens combattants* [15 janvier 1963] (p. 856); après l'article 57 : *Son amendement au nom de la Commission (Intégration des secrétaires administratifs de l'Institut géographique national dans le corps des agents supérieurs)* [15 janvier 1963] (p. 858) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : Art. 17 : *Ressources nouvelles qui résulteraient de la majoration du prélèvement de l'Etat sur les recettes de la loterie nationale* [29 mai 1963] (p. 3109); Art. 20 : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Nécessité de réparer les dommages causés aux routes par le gel; non-respect des barrières de dégel; ressources dont devrait disposer le Fonds d'investissement routier; avantages que présenterait le lancement d'un emprunt routier* (p. 3114, 3115);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 2 : *Son sous-amendement (interdiction pour le bailleur d'exercer le droit de reprise partielle)* [25 juillet 1963] (p. 4528); *démembrement et constitution d'une exploitation non viable* (p. 4528);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour*

avis: Problème des routes et de la S.N.C.F.; ouverture d'un crédit pour donner satisfaction aux cheminots anciens combattants [30 octobre 1963] (p. 5982); *décadence du réseau des routes nationales; réseau cantonal et communal; configuration du réseau d'autoroutes projeté par le Gouvernement; convergence des nouvelles fusions vers Paris; lancement d'emprunt gagé sur le prélèvement effectué sur la taxe intérieure frappant les produits pétroliers; meilleure éducation des usagers; effort de modernisation de la S.N.C.F.; cas des cheminots, anciens combattants* (p. 5995, 5996, 5997); *son amendement tendant à réduire de 32 millions de francs le crédit inscrit au titre IV; retrait de cet amendement* (p. 6012); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Affecter aux tranches départementales du Fonds routier des crédits égaux à ceux de l'an dernier; réparation des ponts détruits par faits de guerre* [8 novembre 1963] (p. 6926, 6927).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat, relative à la fabrication et à la mise au point d'une voiture expérimentale française [13 décembre 1963] (p. 7914 et 7915).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-428 du 30 avril 1963, qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur: Modification des droits de douane relevant du domaine législatif; décision du Conseil des Ministres de la C.E.E.; réduction des droits de douane de 10 % conformément au Traité de Rome* [9 avril 1964] (p. 694);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-635 du 3 juillet 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension des droits de douane applicable à certaines mélasses, en qualité de *Rapporteur: Décision prise par le Conseil des Ministres de la C.E.E.; suspension du droit de douane inscrit au tarif douanier commun pour certaines mélasses non décolorées* [9 avril 1964] (p. 695);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-1030 du 15 octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension des droits de douane applicables à certaines mélasses, en qualité de *Rapporteur: Prorogation de la mesure du 30 septembre 1963 au 31 octobre en raison de la pénurie de mélasses dans la Communauté* [9 avril 1964] (p. 695);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 74 : *Son amendement tendant, dans l'article L 74, à substituer aux mots: « au jour de l'acceptation de son mandat » les mots: « au jour de sa demande d'admission à la retraite »* [8 octobre 1964] (p. 3033);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 1er : *Son amendement tendant après le paragraphe premier de cet article à insérer un nouvel alinéa suivant: « Le produit du versement de 1 % des industriels dans le cadre de l'effort à la construction sera utilisé sur les lieux mêmes de l'activité »* [15 octobre 1964] (p. 3245); *Son amendement, tendant après le paragraphe I de l'article premier à insérer un nouvel alinéa suivant: « Le produit de la patente sera reversé à la collectivité locale où a lieu la fabrication en cause, proportionnellement à la production effective de l'entreprise »* (p. 3245); *exigences des équipements collectifs et des collectivités locales; accroissement des charges des collectivités locales; situation actuelle des collectivités locales; nouvelle réglementation relative aux logements; construction de nouveaux lycées* (p. 3245); *problème de savoir quels articles visent les deux amendements déposés par l'orateur* (p. 3246);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Objectifs du quatrième Plan en ce qui concerne le réseau routier n'ayant pas été atteints: sensible augmentation des crédits; importance des besoins; situation du réseau routier national; possibilité de lancer un emprunt en faveur de la route; problème des quatre voies sur les routes nationales les plus importantes; réforme administrative et personnelle des ponts et chaussées; amélioration de la productivité de la S.N.C.F.; suggestions des usagers sur l'entretien des gares; modernisation des moyens de la R.A.T.P.; suppression de la vignette* [4 novembre 1964] (p. 4574 à 4576); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Culture du riz; fixation d'un prix rémunérateur; prix de la betterave ne devant pas être abaissé* [5 novembre 1964] (p. 4720);

— en deuxième lecture, du projet de loi

sur les ports maritimes autonomes, en qualité de *Rapporteur suppléant: Commission de la production et des échanges demandant à l'Assemblée Nationale de procéder à la discussion des articles modifiés par le Sénat* [3 juin 1965] (p. 1763); Art. 4 : *Gouvernement étant quelquefois gêné par des insuffisances de crédits* (p. 1764); Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article: (Sommes versées par le port autonome au titre des emprunts contractés pour ceux des travaux en cause engagés antérieurement à la création de l'établissement public, étant remboursées par l'Etat à ce dernier dans la proportion de 60 %, que ces emprunts aient été contractés antérieurement ou postérieurement à cette création)* (p. 1765); *ses observations sur l'amendement de M. Dumortier* (p. 1765); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase de cet article (Sommes versées par le port autonome au titre des emprunts contractés pour ceux des travaux en cause engagés antérieurement à la création de l'établissement public étant remboursées par l'Etat à ce dernier dans la proportion de 20 %, que ces emprunts aient été contractés antérieurement ou postérieurement à cette création)* (p. 1765); *ses observations sur l'amendement de M. Dumortier* (p. 1766); Art. 9 : *Conseil d'administration devant comprendre un représentant des dockers et un représentant des employés de l'administration du port* (p. 1766); Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Prévenir ou pallier les éventuels préjudices d'emplois ou de rémunérations découlant des modalités du détachement)* (p. 1767); *intérêt des agents auxiliaires* (p. 1767); *agents titulaires bénéficiant du statut des fonctionnaires* (p. 1767);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits concernant l'entretien et les grosses réparations étant de l'ordre de 30 %; crédits de l'équipement routier; personnel des ponts et chaussées; bilan de l'équipement routier* [11 octobre 1965] (p. 3460 à 3461); *situation des ouvriers des parcs; nécessité d'un bon réseau routier de chemins départementaux et de chemins communaux; routes nationales; difficultés de la circulation en rase campagne et de la circulation urbaine; aménagement des grandes routes existantes en les portant à quatre voies; possibilité de faire circuler les camions lourds effectuant des transports à longue distance sur rail; déficit de la S.N.C.F.; nécessité de relier la Manche au Marché Commun et au sud-est de la France* (p. 3461, 3462); TRAVAIL. — Titre IV : *Contribution au Fonds spécial de la caisse autonome mutuelle de retraite des agents de chemin de fer secondaires et des tramways; problème des bonifications de campagne; temps du service militaire légal* [13 octobre 1965] (p. 3631);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre les gouvernements de la République française et de l'Etat espagnol concernant la construction de deux ponts internationaux sur la Bidassoa, l'un entre Béhobie et Béhobia, l'autre aux environs de Biriatou, et du protocole concernant la construction du pont international sur la Bidassoa entre Béhobie et Béhobia, en qualité de *Rapporteur: Trafic à l'ouest des Pyrénées; ponts de Hendaye et de Béhobie; Convention du 11 juillet 1964* [16 novembre 1965] (p. 4655);

— du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine s'appliquant aux produits industriels, en qualité de *Rapporteur pour avis; Nécessité du projet de loi; Traité de Lisbonne du 31 octobre 1958; procédure administrative* [26 avril 1966] (p. 928).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative aux problèmes sociaux soulevés par le transfert des bases américaines [22 juin 1966] (p. 2206, 2213, 2214).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 19 : *Crédits destinés aux routes; augmentation du prélèvement de la taxe sur les produits pétroliers; Fonds spécial d'investissement routier; taxe spécifique sur les véhicules automobiles* [13 octobre 1966] (p. 3418); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Rôle du Fonds spécial d'investissement routier; programme d'autoroutes; nombre des accidents mortels; réseau des collectivités locales; réseau routier national; réseau aérien; modernisation des voies navigables; problèmes des transports et des communications; ses observations sur le « Concorde »; aérotrain; éventualité de la construction de la ligne expérimentale de*

Paris à Orléans; vulgarisation du scooter aérien; coût du kilomètre d'autoroute en zone urbaine; sa proposition de loi tendant à créer un grand ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire; administration des ponts et chaussées; ses observations sur la S.N.C.F. et la R.A.T.P.; fermeture de lignes secondaires [8 novembre 1966] (p. 4357 à 4359); *trafic de marchandises; problèmes concernant la banlieue de Paris; tunnel sous la Manche; son financement* (p. 4359, 4360).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale sans débat relative au tunnel sous la Manche [28 octobre 1966] (p. 4076, 4077).

CATROUX (M. Diomède), *Député des Alpes-Maritimes, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633).

Cesse d'appartenir à cette Commission [6 mai 1965] (p. 1188).

Est nommé :

— membre de la Commission des Affaires étrangères [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— représentant de la France au Parlement européen [28 avril 1965] (p. 962).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Annexe n° 21 (Services du Premier Ministre : plan et aménagement du Territoire), **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Annexe n° 20 (Services du Premier Ministre : plan et aménagement du territoire), **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 21 (Services du Premier Ministre : plan et aménagement du territoire), **n° 1106** [13 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TOURISME : *Importance du tourisme pour l'économie française; évolution de la balance touristique; insuffisance du nombre des chambres créées et des chambres modernisées; problème des aménagements collectifs; cas des plages; développement du camping; impossibilité pour les collectivités locales de faire les frais de l'équipement collectif; cas de Nice; saturation du réseau routier entourant cette ville; améliorations souhaitables sur la ligne de chemin de fer Marseille-Vintimille; percement du tunnel du Mont-Blanc; conséquences pour le Sud-Est; diminution du nombre des hôtels de Nice; développement de l'équipement hôtelier en Grèce et en Espagne; montant de la taxe locale; absence de dégrèvement sur le chiffre d'affaires; crédits pour la construction de nouveaux hôtels; importance de la main-d'œuvre employée dans ce secteur; concurrence étrangère en matière de tourisme et le recul relatif de la France; importance du tourisme pour l'économie française; création souhaitable d'une agence de voyage nationale* [16 janvier 1963] (p. 925 à 928); COMMISSARIAT DU PLAN : en qualité de *Rapporteur spécial: Modestie de ce budget; politique d'expansion économique et de progrès social définie par le Gouvernement; nécessité de*

procéder à des études prospectives en matière de plan; augmentation des dépenses de personnel; création d'emplois nouveaux; Commission permanente de l'électronique; regroupement souhaitable dans un seul immeuble des différents services du Plan; subventions accordées pour le développement de la productivité et l'étude de la consommation; réalisation du programme d'investissements prévu par le IVe Plan (agriculture, affaires culturelles, éducation nationale, équipement sanitaire et social, transports, Postes et télécommunications); problème de la non-consommation des crédits; questions relatives aux finances locales; abus des procédures par voie de commissions; création de la Délégation à l'aménagement du territoire; ses causes; nécessité de remodeler le visage économique de la France; textes réorganisant les structures de l'aménagement du territoire; réorganisation interne de certains services du Ministère de la Construction; questions soulevées par certains membres de la Commission des finances [25 janvier 1963] (p. 1820 à 1822); *aménagement du territoire; problèmes de l'industrie de l'armement* (p. 1831).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Stabilité monétaire; accueil des rapatriés d'Algérie* [9 mai 1963] (p. 2820); *position du groupe socialiste dans le gouvernement Mendès-France à propos de la politique de création d'une force nucléaire française* [14 mai 1963] (p. 2883, 2884);

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération franco-allemande : *Construction de l'hélicoptère Frelon par la France et l'Allemagne* [13 juin 1963] (p. 3342); *décision prise par un gouvernement soutenu par le M.R.P. de mettre en chantier la fabrication de la bombe atomique française* (p. 3360);

— du projet de loi relatif au domaine public maritime : Art. 4 : *Son amendement (Exploitation des plages et des bains de mer)* [4 juillet 1963] (p. 3884);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Question préalable opposée par M. Darchicourt; réglementation du droit de grève dans la Constitution soviétique; déclarations de M. Guy Mollet lors du débat d'investiture de 1957 sur le problème de la grève; position des gouvernements de la IVe République sur le problème de la grève* [17 juillet 1963] (p. 4204 à 4206);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Gravité de la situation dans l'industrie aéronautique* [19 juillet 1963] (p. 4322); COMMISSION MIXTE PARITAIRE : *Insuffisance de la connaissance statistique en matière agricole; caractère très bénéfique de la création de 25 postes de statisticiens* [26 juillet 1963] (p. 4584);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des animaux, Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Neuwirth (rôle du juge d'instruction)* [10 octobre 1963] (p. 5129); *remise de l'animal à une société protectrice en attendant la décision du tribunal* (p. 5129); *saisine du tribunal en cas de plainte* (p. 5130);

— de la deuxième partie du projet de la loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits du Commissariat général au plan; point de vue de la Commission sur le C.R.E.D.O.C.; regroupement du service de la productivité et de l'Association française pour l'accroissement de la productivité; crédits de la délégation à l'aménagement du territoire; exécution du IVe plan; crédits du Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (F.I.A.T.)* [9 novembre 1963] (p. 7096).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Intention de rééquilibrer les régions françaises; renoncer à créer un grand Ministère spécialisé; moyens placés sous la direction du délégué général; rôle d'un secrétaire général; moyen d'action du délégué général; fonctions prospectives confiées à une Commission nationale et non au délégué général; réorganisation des comités régionaux d'expansion en y faisant entrer des délégués locaux désignés par les Conseils généraux; concurrence de deux métropoles possible; ne pas sacrifier les chances du développement des régions situées au sud d'une ligne Caen-Nice; permettre aux hommes et aux richesses de circuler pour assurer à la France un avenir harmonieux* [26 novembre 1963] (p. 7417, 7418).

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale sans débat relative

au centre hospitalier universitaire de Nice [29 novembre 1963] (p. 7577, 7578).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Objet de la Société nationale des entreprises de presse)* [10 décembre 1963] (p. 7770); *nécessité de revenir devant le Parlement avant de prendre une mesure négative concernant la S.N.E.P.* (p. 7770, 7771);

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 11 : *Redonner au débat une certaine unité* [25 juin 1964] (p. 2205, 2206).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'industrie automobile : *Positions prises par les constructeurs américains sur le marché européen; nécessité pour les constructeurs européens de songer à concerter leurs efforts; intérêt du récent accord N.S.U.-Citroën* [16 octobre 1964] (p. 3375).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'EQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial: Ses observations sur les crédits accordés au Commissariat général du Plan: accroissement des crédits accordés au Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire; crédits accordés au Centre de recherches mathématiques pour la planification et au Centre de recherches de documentation sur la consommation* [9 novembre 1964] (p. 5172);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Choix d'un taux d'expansion de 5 %; contrat social entre le Gouvernement, sa majorité et le pays; politique des revenus; taux d'autofinancement; progrès des exportations; aider l'industrie française des biens d'équipement; régulariser la demande intérieure de ses biens; problème de la recherche* [26 novembre 1964] (p. 5642, 5643);

— en deuxième lecture, du projet de loi de programme relatif à certains équipements militaires : ses explications de vote : *Loi de programme militaire commandant l'avenir de la France pendant ces prochaines années* [15 décembre 1964] (p. 6127).

Prend part au débat sur la motion de censure : *Idées de M. Mac Namara; « défense flexible »* [19 avril 1966] (p. 781).

Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Ecart entre la recherche américaine et la recherche européenne; ses observations sur le « Concorde » et le projet Eldo; situation actuelle de l'Euratom; plan Orgel; collaboration entre l'Université et l'industrie* [30 novembre 1966] (p. 5073, 5074).

CATRY (M. Benjamin), *Député du Pas-de-Calais, 8e circonscription (app. U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'apparente au groupe d'Union pour la nouvelle République-Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Caractère équilibré de ce budget; nécessité de mettre fin à la prise en charge par*

les collectivités locales des dépenses de construction des nouveaux bureaux de poste [8 janvier 1963] (p. 333, 334); CONSTRUCTION : *Problème du remplacement des constructions provisoires par des logements en dur; place de ce secteur dit P.S.R. dans l'ensemble des constructions* [9 janvier 1963] (p. 458); ÉDUCATION NATIONALE : *Importance du Ministère de l'Education nationale; rôle de la jeunesse; insuffisance des crédits par rapport au retard pris en matière d'enseignement; recours éventuel à une source de financement extraordinaire; création d'une contribution analogue à celle versée par les entreprises pour la construction; insuffisance des locaux d'enseignement* [19 janvier 1963] (p. 1240, 1241);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Production de la betterave; évolution du marché mondial du sucre* [4 novembre 1963] (p. 6323, 6324); ÉDUCATION NATIONALE : *Construction d'écoles techniques; formation des techniciens; multiplication des classes de perfectionnement; conditions relatives à l'attribution de bourses* [6 novembre 1963] (p. 6599, 6600).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Importance et complexité du problème de l'aménagement du territoire; choisir judicieusement, en fonction des urgences, des possibilités de chaque région, des intérêts des entreprises, les points où doivent porter l'effort; méthode d'orientation réaliste fondée sur une collaboration entre l'Etat et les collectivités locales; catalogue national des besoins ; cas du Pas-de-Calais* [27 novembre 1963] (p. 7470 à 7472).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Décisions des planteurs de betterave; problème du prix; suppression de la taxe de résorption* [5 novembre 1964] (p. 4724);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966 : ÉDUCATION NATIONALE : *Attribution des bourses; caractère mystérieux du mode d'attribution des bourses; ses observations sur certaines situations dignes d'intérêt; barème des bourses; cas des petits cultivateurs, commerçants et artisans* [18 octobre 1965] (p. 3828); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Problème de la police en tenue; sécurité publique; rôle des C.R.S.; suppression de 600 nouveaux postes de C.R.S.; insuffisance des moyens d'action* [25 octobre 1965] (p. 4081, 4082);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas de la région du Nord-Pas-de-Calais; mobilité de la main-d'œuvre; rénovation des agglomérations urbaines; ses observations sur les agglomérations de Lille, Roubaix, Tourcoing; réalisation de l'axe Calais-Méditerranée; tunnel sous la Manche ; axe Calais-Arras-Méditerranée ; financement de la construction de logements; équipement public; problème du remembrement; laboratoires de recherche agricole; exode de la population rurale; cas de la ville de Saint-Omer; ses observations sur les télécommunications; nécessité d'une information statistique* [3 novembre 1965] (p. 4406 à 4408);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Situation de Saint-Omer; problème de la région audomaroise; aciéries d'Isbergues; cas de la commune d'Aire-sur-la-Lys* [18 octobre 1966] (p. 3514, 3515); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur le central de Saint-Omer; insuffisance des installations téléphoniques d'Aire-sur-la-Lys; construction d'un nouvel hôtel des postes à Isbergues* [19 octobre 1966] (p. 3569); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ristourne de 10 % sur le matériel agricole; culture maraîchère de Saint-Omer; ravages provoqués par le rat musqué; carte des implantations des abattoirs nationaux; possibilité de retenir la ville d'Aire-sur-la-Lys pour un abattoir national* [27 octobre 1966] (p. 3956, 3957); ÉDUCATION NATIONALE : *Nécessité de doter Saint-Omer d'un lycée technique d'Etat; ses observations sur les lycées techniques d'Etat du département du Pas-de-Calais* [2 novembre 1966] (p. 4148, 4149); ÉQUIPEMENT .— II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Autoroute Calais-Saint-Omer-Arras; travaux d'aménagement du canal du Nord; projet de création d'un tunnel sous la Manche* [8 novembre 1966] (p. 4383).

CATTIN-BAZIN (M. Maurice), *Député de l'Isère (R.I.).*

En remplacement de François Perrin, décédé le 18 juillet 1964.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 octobre 1964] (p. 2897).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants (*J. O.* du 29 juillet 1964) [2 octobre 1964] (p. 2901).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [2 octobre 1964] (p. 2901), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative à la crise de l'industrie du tissage [7 mai 1965] (p. 1211, 1212).

Pose à M. le Ministre de l'Économie et des Finances une question orale sans débat relative au prix et au marché européen du tabac [29 juin 1966] (p. 2448, 2450 et 2451).

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale sans débat relative aux bourses d'enseignement [16 novembre 1966] (p. 4596, 4599).

Prend part à la discussion du projet de loi sur l'élevage : *Amélioration génétique du cheptel ; diminution de la population active agricole ; rôle de l'établissement départemental de l'élevage ; problème de la vulgarisation* [22 novembre 1966] (p. 4735).

CAZENAVE (M. Franck), *Député de la Gironde, 7e circonscription (App. R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'apparente au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avri 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

Est élu vice-président de cette Commission [16 mai 1963] (p. 2938).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Réseaux de trajet ; problèmes qui en découlent ; augmentation des accidents de trajet ; difficulté d'élaborer un plan de prévision de ces accidents* [15 janvier 1963] (p. 833, 834); ANCIENS COMBATTANTS : *Etat d'esprit des pilotes de la future force de frappe ; devoirs de la nation envers les anciens combattants ; retraite du combattant ; application du rapport constant ; respect de l'article 55 de la loi de finances de 1962 ; cas des cheminots anciens combattants ; statut réservé aux enfants de pilotes tués en service aérien commandé ; fonctionnement du principe du rapport constant ; engagement pris par les candidats à l'Assemblée Nationale vis-à-vis du Comité de liaison des anciens combattants ; ressources financières du Trésor ; octroi de mesures en faveur des anciens combattants* [22 janvier 1963] (p. 1461, 1462).

Est entendu à propos de la décision de l'Assemblée sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Caractère d'intérêt général du présent projet de loi ; création souhaitable d'une Commission spéciale* [9 mai 1963] (p. 2810).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Importance des problèmes de la forêt ; préoccupations des pays du Marché commun en matière d'approvisionnement des industries du*

bois ; problème du papier ; répartition des forêts françaises d'après leurs propriétaires ; production française de bois ; problème des taillis ; intervention croissante de l'Etat en matière de forêt ; dispositions du présent projet ; maintien souhaitable de l'autonomie de l'administration des Eaux et Forêts ; caractère disparate du présent projet [10 juillet 1963] (p. 4025 à 4029) ; après l'Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de la Commission (Création d'une Commission nationale professionnelle de la propriété forestière privée) ; composition de cette Commission* [11 juillet 1963] (p. 4078) ; Art. 4 : *Son amendement (Seuil de surface pour l'accord sur le plan de gestion)* (p. 4088) ; En deuxième lecture, Art. 2 : *Son amendement (Composition des centres régionaux)* (25 juillet 1963] (p. 4496) ; Art. 4 : *Abattage en cas d'urgence* (p. 4500) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Revendications des anciens combattants ; problème des cheminots, anciens combattants ; statut des enfants de pilotes tués en service commandé* [25 octobre 1963] (p. 5664) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problèmes posés par les véhicules à deux roues ; insécurité des réseaux de trajet* [30 octobre 1963] (p. 6000, 6001) ; BUDGETS MILITAIRES : *Observations sur les paroles de M. Pasquini au sujet de la lettre adressée au Président des conseils généraux de France par MM. Maurice Faure et Guy Mollet* [7 novembre 1963] (p. 6756) ; *efficacité de la force de frappe de la première « génération » ; nécessité de moderniser l'armée française et de la doter des grandes unités d'intervention ; organisation de la défense sur place ; réduction du service militaire ; dégagement des crédits nécessaires pour les dépenses d'équipement ; nécessité d'échapper à la « satellisation » qui guette la France* (p. 6757 à 6760) ; *force de frappe européenne ; unité de l'Europe, seule garantie de la paix* (p. 6760) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au domaine public maritime, Art. 1er : *Cas du bassin d'Arcachon* [14 novembre 1963] (p. 7215) ;

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter l'article premier par le nouvel alinéa suivant : « Elles concernent les personnes publiques et les personnes privées »* [14 novembre 1963] (p. 7219) ; Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann (tenir compte des traitements déjà réalisés et des possibilités d'amélioration de ces traitements)* (p. 7223) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 11 (Détermination de la composition de la représentation des personnes privées)* (p. 7242) ;

— du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Éducation nationale : *Possibilités données aux officiers devant quitter l'armée de se reclasser dans l'économie nationale ; conditions actuelles du débat ; problème de la pénurie des maîtres ; nombre des candidats supposés ; conditions de leurs aptitudes* [5 décembre 1963] (p. 7651, 7652).

Son rappel au Règlement : *Absence de scrutin sur le texte définitif du projet de loi concernant l'objection de conscience* [11 décembre 1963] (p. 7833).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Attitude du Gouvernement ; application du rapport constant ; revendications des anciens combattants étant raisonnables et modestes ; réévaluation de leur pension en fonction du coût de la vie ; revendications des anciens d'Algérie ; situation des veuves ; plan quadriennal prévu par l'article 55 de la loi de finances de 1962 ; diminuer certaines dépenses improductives* [20 octobre 1964] (p. 3389, à 3391) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème de la sécurité des travailleurs au cours du trajet domicile-lieu de travail ; développement des pistes cyclables* [4 novembre 1964] (p. 4586) ; BUDGETS MILITAIRES : *Diminution des crédits d'instruction pour les officiers, sous-officiers de réserve ; position de son groupe ; regroupement des efforts de l'Europe ; partisans de la force nucléaire européenne* [6 novembre 1964] (p. 4858 à 4860) ; *France devant sortir de sa solitude atomique* (p. 4860) ; *notre pays devant agir courtoisement avec ses partenaires ; importance de la force européenne atomique ; réunion d'une nouvelle conférence de Nassau ; transformation de l'O.T.A.N. ; défense du Pacifique* (p. 4861) ;

— du projet de loi de programme relative

à certains équipements militaires : *Loi de programme faisant à la force stratégique une part trop grande au détriment de la force tactique; force atomique tactique européenne; données politiques du problème; données militaires et industrielles; question de la dissémination de l'arme nucléaire statrégique* [2 décembre 1964] (p. 5790 à 5792);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 20 : *Son amendement, tendant à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots: « sont validés » les mots: « seront appliqués à partir du 1er janvier 1965 »; supprimer la rétroactivité de cet article; cet article ayant pour conséquence de légitimer une illégalité parfaitement reconnue; Etat pouvant sanctionner les propriétaires forestiers; nouvelle estimation cadastrale étant très onéreuse; travaux relatifs à la nouvelle revision quinquennale des évaluations foncières des propriétés non bâties; modalités de la revision* [8 décembre 1964] (p. 5900); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter l'article premier par un nouveau paragraphe suivant: « VI. — Il est expressément précisé que ne sont pas comprises dans la présente loi les forêts privées ayant bénéficié du régime forestier et en particulier de la réduction des droits de mutation prévus par l'article 15 de la loi de finances du 16 avril 1930 »* [9 décembre 1964] (p. 6008);

— sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Demande de constitution d'une commission spéciale n'étant pas un crime de lèse-majesté; application de l'article 30 du Règlement; principe de la stricte égalité devant les obligations du service militaire et national* [6 mai 1965] (p. 1178, 1179);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Ses observations sur l'intérêt et la forme du projet; système sélectif engendrant des inégalités de traitement; armée de métier; ses risques; forme du service national; arguments du Gouvernement; égalité de tous devant l'impôt du sang; service de 12 mois; engagements de 18 mois réels avec paiement d'une solde à partir du quatrième mois; caractère constructif de ces arguments* [25 mai 1965] (p. 1532 à 1534); Art. 1er : *Service national pouvant être accompli dans le cadre de la coopération* [26 mai 1965] (p. 1576); Art. 3 : *Durée de douze mois pouvant être prolongée à 16 mois* (p. 1580); Art. 12 : *Son amendement tendant à substituer aux mots: « 19 ans » les mots: « 18 ans »* (p. 1584); *problème de la formation technique; problème d'emploi* (p. 1584); Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Cependant ces dispenses sont accordées de droit au personnel de fond des mines de combustibles minéraux solides; la durée des obligations auxquelles les intéressés sont tenus sera définie par décret »* (p. 1589); *région du bassin d'Arcachon* (p. 1589); Art. 18 : *Cas des étudiants* (p. 1592);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier; Art. 1ee : *Son amendement tendant, après l'alinéa 13° de l'article, à insérer le nouveau paragraphe suivant: « 13* bis. *Les taxes forestières. La perte de recettes résultant de l'application de l'alinéa précédent sera compensée par une majoration du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée »* [24 juin 1965] (p. 2450); *ses observations sur les bois sur pied et les bois d'industrie; Fonds forestier national* (p. 2450); *travail de la Commission des finances* (p. 2450); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 2451); Art. 14 : *Budgétisation de la taxe forestière; bois d'importation et d'exportation* [25 juin 1965] (p. 2499); En seconde délibération : ses explications de vote : *Position du rassemblement démocratique et du centre démocratique; discussion hâtive sur une matière complexe; solutions renvoyées à des décrets; intérêts des communes; date d'application de la loi* [22 décembre 1965] (p. 5072, 5073);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, Budgets militaires : *Entretien et développement de la défense nationale; politique internationale; rapports Est-Ouest avec l'U.R.S.S.; force nucléaire stratégique; production française d'uranium; fabrication en série d'engins balistiques sol-sol à uranium dopé; fusées balistiques mer-sol équipées d'explosifs H et lancées à partir de sous-marins atomiques; étape des vecteurs pilotes; mise sur pied aux U.S.A. du projet M.O.L., c'est-à-dire du laboratoire orbitral habité; équilibre des forces en présence; arriver au stade spatial; opinion du maréchal Lebœuf; couverture de nos frontières; émigration des chercheurs aux Etats-Unis d'Amérique; prospection spatiale; fusée Diamant; évolution de l'armée clas-*

sique; vecteurs nucléaires; effort de recherche [21 octobre 1965] (p. 3948, 3949); Art. 29 : *Transfert de crédits de la défense nationale à d'autres destinations; création d'une force européenne* (p. 3966); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Sort d'un grand nombre d'anciens combattants et victimes de guerre; avantages médiocres accordés à certaines catégories de veuves de guerre; crédits de fonctionnement de l'Office national; réduction des crédits de dépenses sociales; question de savoir si le Gouvernement entend que chaque décès d'ancien combattant soit l'occasion d'une économie; possibilité de reporter systématiquement sur les vivants les sommes économisées par suite de la disparition d'un pensionné; problème des anciens combattants d'Algérie; tâches de l'Office national* [26 octobre 1965] (p. 4137, 4138); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur les paroles de M. Commenay; prix de la gemme fixé pour les gemmeurs non domaniaux* [28 octobre 1965] (p. 4275); EN SECONDE DÉLIBÉRATION : Art. 26 : *Ses observations sur l'Office des anciens combattants; augmentation des fonds sociaux* [28 octobre 1965] (p. 4330);

— sur la motion de censure : ses explications de vote : *Escalade au premier degré; utilisation de la force atomique tactique; son vote sur la motion de censure* [20 avril 1966] (p. 819);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du code forestier : *Texte de loi ne traduisant pas les objectifs indiqués dans l'exposé des motifs; nécessité de ne pas accroître la mainmise de l'Etat sur les terrains à vocation forestière; sauvegarde de la forêt méditerranéenne; problème de l'aide financière; disponibilités du Fonds forestier national: cas des forêts du Sud de la France et de la Corse; modification du titre de la loi en intercalant après les mots: « massifs forestiers » et avant les mots: « particulièrement exposés » les mots : « de la région méditerranéenne et de la Corse »; ne pas soumettre aux dispositions de la présente loi les zones forestières concernées par la loi du 6 août 1963; ses observations sur les décrets d'application; emprise géographique de la loi; cas des régions du littoral* [10 mai 1966] (p. 1175 à 1177); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : « Dans les départements du littoral méditerranéen et de la Corse la protection... »* (p. 1182); *retrait de son amendement* (p. 1182); *son amendement tendant au début du premier alinéa de l'article premier, après les mots : « particulièrement exposés aux incendies » à insérer les mots : « et auxquels l'article 6 de la loi nº 63-810 du 6 août 1963 n'est pas applicable »* (p. 1183); *retrait de son amendement* (p. 1183); après l'art. 12 : *Origines des incendies de forêts; pratique de l'écobuage; problème de la vente d'herbe; cas du Var; contrat de vente d'herbe* [11 mai 1966] (p. 1211, 1212); *retrait de l'amendement de M. Zuccarelli* (p. 1212); Titre : *Son amendement tendant après les mots : « massifs forestiers » à insérer les mots : « du littoral méditerranéen et de la Corse »* (p. 1213);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 19 : *Question des rémunérations versées aux ouvriers effectuant un stage* [6 octobre 1966] (p. 3190);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur le livre blanc déposé par le Gouvernement; problèmes posés par les pensions des veuves; augmentation du coût de la vie; levée des forclusions; droits des déportés politiques et des déportés résistants; Office national des anciens combattants et victimes de la guerre* [18 octobre 1966] (p. 3484, 3485); après l'Art. 58 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article 55 de la loi de finances pour 1962 recevra application avant le 1er juillet 1967 »* [18 octobre 1966] (p. 3502); BUDGETS MILITAIRES : *Crédits d'investissements relatifs à l'effort d'équipement des armées; force nucléaire stratégique; force atomique tactique; problèmes de l'aéronautique; industries aérospatiales; sous-marin atomique; Concorde; Jaguar; Mirage III* [25 octobre 1966] (p. 3832, 3833); *Fouga Magister; Transall; Atlantic; situation de la S.N.E.C.M.A.; Caravelle; Boeing 727; importance de l'arme biologique; son vote contre le budget* (p. 3834, 3835); Art. 25 : *Son amendement tendant à diminuer le montant des crédits du paragraphe II de cet article de 204 millions 400.000 francs* (p. 3852); *bénéfice du quart de place aux militaires du contingent* (p. 3854); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Ses observations sur le temps de parole des députés* (28 octobre 1966] (p. 4079); RECHERCHE

SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE : *Fusée chinoise; ses observations sur les armes bactériologiques et chimiques; satellite américain Early Bird; problème du satellite météorologique; insuffisance des crédits* (p. 4094, 4095); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Autoroute Bordeaux-Arcachon; nombre des accidents; possibilité de créer des pistes ou bandes cyclables; ses observations sur le permis A 1* [8 novembre 1966] (p. 4388); Art. 58 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article : « L'article 55 de la loi de finances pour 1962 recevra application avant le 1er juillet 1967 »* [10 novembre 1966] (p. 4522).

CERMOLACCE (M. Paul), *Député des Bouches-du-Rhône, 7e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633); [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à admettre certains grands invalides et mutilés de guerre à faire valoir leurs droits à l'exploitation d'une entreprise de transport, **n° 73** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948, **n° 89** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant : 1° à l'établissement d'un statut du service météorologique français; 2° au développement de l'assistance et de la recherche météorologique en France, **n° 1354** [7 mai 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, MARINE MARCHANDE : *Instauration souhaitable d'un grand débat sur la marine marchande; faiblesse des crédits accordés; cas de la recherche océanique; modicité des crédits prévus pour la pêche; mécanisme des prêts pour les pêcheurs-artisans; crédits destinés à l'action éducative et culturelle; exclusion du bénéfice des indemnités de la promotion sociale des candidats titulaires du C.A.P.; situation des novices-pont vis-à-vis de l'apprentissage maritime; création éventuelle d'une école d'apprentissage maritime et d'une école nationale de la marine marchande à Marseille; transfert de l'école de la Corniche; subvention accordée aux Messageries maritimes et aux Chargeurs Réunis; principe de l'aide à l'armement au cabotage; allocations compensatrices en faveur de l'armement naval; revendications des marins au sujet de la structure des soldes et de la normalisation des conditions de travail à bord; situation bénéfique des compagnies de navigation; concentration des chantiers navals; ses conséquences; nature du crédit inscrit au titre des études scientifiques et techniques; étude relative à la construction d'un navire à propulsion nucléaire; fonctionnement de l'Etablissement national des invalides de la marine marchande; revendications de salaire des marins* [16 janvier 1963] (p. 903 à 905).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative à la situation des sapeurs-pompiers professionnels [22 mai 1963] (p. 3029).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant le Code des douanes : *Problème de la ratification par le Parlement des mesures prises par décret et modifiant les tarifs des droits d'importation; progression des importations et des exportations françaises; alignement du régime douanier français sur celui de l'Allemagne fédérale; modifications relatives au dédouanement; réforme du régime de l'admission temporaire; cas des produits agricoles; réforme du régime général des acquits à caution; réforme de l'expertise douanière; position hostile du groupe communiste au présent projet* [26 juin 1963] (p. 3735, 3736);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Ses*

explications de vote: Atteinte au droit de grève que constitue le présent texte; volonté du Gouvernement de prendre sa revanche après la grève des mineurs; délégations qui se sont succédé à l'Assemblée au nom des syndicats; impossibilité de mener de véritables négociations entre les syndicats et les directions des entreprises nationales; cas de l'aéroport d'Orly et de Sud-Aviation [17 juillet 1963] (p. 4249, 4250);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer, Art. 3 : *Vote du groupe communiste* [26 juillet 1963] (p. 4600);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Dépréciation des pensions des marins; nécessité de prendre contact avec les grandes fédérations syndicales et de contrôler rigoureusement la gestion des compagnies de navigation et des sociétés d'économie mixte* [24 octobre 1963] (p. 5491, 5492, 5493); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Grève de la navigation aérienne; recrutement de personnel qualifié; problème des rémunérations; démantèlement d'Air France; nationalisation véritable de l'ensemble des transports aériens* [31 octobre 1963] (p. 6148).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Cas de la Corse; mesures prises par le Gouvernement en faveur de la Corse; sociétés d'économie mixte; création d'une nouvelle commission; projet de statut fiscal pour la Corse* [27 novembre 1963] (p. 7495, 7496).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition entre la France et le Gabon, signée à Libreville le 23 juillet 1963 : *Demande d'extradition en matière politique; respect du principe de la spécialité de l'extradition; caractère anti-démocratique du Gouvernement gabonais; position du parti communiste; son abstention* [5 mai 1964] (p. 1083, 1084).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux pensions de la Caisse des retraites d'Algérie [15 mai 1964] (p. 1233, 1234).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, Art. 2 : *Régime prévu pour les villes de plus de 500.000 habitants; mélange de scrutin majoritaire dans chaque secteur; découpage devant bénéficier à une certaine classe économique et sociale; représentation des diverses opinions politiques* [21 mai 1964] (p. 1311, 1312); *son sous-amendement à l'amendement de M. Barbet tendant, dans le texte proposé pour le premier alinéa de l'article 2, après les mots « de Paris » à insérer les mots « et de Marseille »* (p. 1312);

— du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne : *Opposition ouvrière, régression sociale, atteinte aux libertés syndicales; mettre un terme à la lutte des agents de la navigation aérienne pour le triomphe de leurs revendications; loi du 31 juillet 1963; droits syndicaux; crise d'effectifs extrêmement grave; sécurité aérienne; conventions internationales; droit de grève accordé aux agents de la navigation aérienne; impératifs de la défense nationale; fonctionnaires civils; amélioration de leur sort; mesures de réquisition prises à de nombreuses occasions envers les autres catégories de fonctionnaires; journée de protestations; épanouissement de l'aviation civile et de son personnel* [9 juin 1964] (p. 1732 à 1734); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 1734); *constitution du corps des officiers contrôleurs de la circulation aérienne* (p. 1734); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne : *Hostilité du groupe communiste au projet de loi; attitude du Gouvernement en face des revendications des personnels; abus de la procédure du vote bloqué; illégalité des réquisitions; pourcentage élevé à 90 % des agents de la navigation aérienne poursuivant la grève; défense de l'ensemble des fonctionnaires; solidarité des travailleurs; nécessité de défendre le droit de grève; bon fonctionnement de la navigation aérienne* [26 juin 1964] (p. 2261, 2262);

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie : Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article: « Pendant une durée de 18 ans*

à compter de l'achèvement des travaux, le propriétaire ne peut prétendre... » [17 juin 1964] (p. 1996);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Loi du 2 juillet 1964 ayant supprimé le droit de grève à certains personnels de la navigation aérienne; publication des textes d'application; revendications du personnel n'ayant pas été satisfaites; effort de recrutement entrepris pour remédier à l'insuffisance des effectifs; abolir les sanctions injustes prises à l'égard de certains grévistes; problème de la météorologie nationale; statut des ingénieurs de travaux; statut des techniciens; création d'un groupe de recherches atmosphériques; problème de l'aviation civile; nationalisation des compagnies privées; statut du personnel du transport aérien* [23 octobre 1964] (p. 3850, 3851); MARINE MARCHANDE : *Budget d'attente; recul de l'armement français; augmentation des affrètements étrangers; menace du chômage; absence d'une politique cohérente; nécessité de procéder aux investissements nécessaire dans le domaine des transports maritimes; modernisation de la marine marchande; contrôle des sociétés d'économie mixte; nécessité de suppléer à la carence des entreprises privées de navigation; reconversion de la flotte* (p. 3866); *subvention à l'établissement national des invalides de la marine; recommandation du groupe de travail présidé par M. Forner; augmentation de 10 % des salaires forfaitaires des sept premières catégories* (p. 3877);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Gouvernement désirant se ménager un moyen d'intervention dans l'aménagement du territoire; adapter la situation des ports français aux exigences du Marché commun; trafic portuaire ayant augmenté au cours des dernières années; trafic des hydrocarbures et du minerai de fer étant à l'origine de cette augmentation; trafic étant lié à l'activité de quelques gros monopoles; modernisation des ports français; bénéficiaires des allégements; situation des gros chargeurs; concentration de l'effort financier sur quelques ports; inquiétude des travailleurs; volume des crédits consacrés à l'équipement des ports; politique de concentration; autonomie des ports; Etat devant accroître sa part au financement des investissements; réforme de la fiscalité; développement des économies régionales; amélioration et coordination des réseaux de transports par fer, par eau ou par route; politique d'ensemble devant être inspirée par le souci de l'intérêt national* [8 avril 1965] (p. 679 à 682); après l'Art. 7 : *Conceptions concernant les ports autonomes; nécessité d'évite tout privilège* [9 avril 1965] (p. 733); Art. 9 : *Majorité du conseil d'administration* (p. 740, 741); ses explications de vote : *Projet créant une autonomie purement formelle; spécialisation des ports en fonction des intérêts de la grande industrie; groupement communiste s'étant efforcé d'améliorer le projet; son opposition à ce texte* (p. 747); En deuxième lecture : *Sénat n'ayant pas modifié l'article 2; sa question de savoir si les zones industrielles créées à l'intérieur du port autonome échappent ou non au droit commun en matière de fiscalité* [3 juin 1965] (p. 1763); Art. 9 : *Son amendement sur la composition du conseil d'administration* (p. 1766); *son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième alinéas de cet article les alinéas suivants : « pour un tiers, de membres désignés par les chambres de commerce; pour un tiers, de membres désignés par les collectivités locales et de représentants du personnel de l'établissement public et de ses ouvriers du port; pour un tiers, de représentants de l'Etat et des usagers* » (p. 1766); Art. 10 : *Cas du personnel des directions des ports des ponts et chaussées du service maritime; situation des agents des directions des concessions des chambres de commerce et d'industrie; sort des fonctionnaires et ouvriers titulaires de l'administration; équité commandant de ne pas laisser ces agents sans garantie en cas de compression d'effectifs* (p. 1767, 1768);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 6 : *Discussion des amendements* [29 avril 1965] (p. 1001);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré, Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « L'acquéreur s'acquitte dans les mêmes conditions que celles en vigueur pour l'accession à la propriété H.L.M.* » [15 juin 1965] (p. 2134); En troisième lecture, Art. 1er : *Opposition du groupe*

communiste lors du vote [30 juin 1965] (p. 2673);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, après l'art. 7 : *Son amendement tendant, après cet article à insérer un nouvel article : « L'alinéa premier de l'article 10 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 est complété comme suit : « L'élection a lieu obligatoirement pendant les heures normales de travail. Le temps consacré aux opérations électorales est rémunéré comme temps de travail »* [29 juin 1965] (p. 2735); Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le premier et le deuxième alinéas du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 à insérer le nouvel alinéa suivant : « En cas de refus de licenciement de la part du comité d'entreprise ou de l'inspecteur du travail, l'intéressé garde de plein droit son poste de travail, son droit au salaire et son mandat »* (p. 2742);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Cas des ports autonomes; déséquilibre des crédits affectés aux ports dits secondaires; personnel des chambres de commerce maritime* [11 octobre 1965] (p. 3479); MARINE MARCHANDE : *Lacunes et insuffisances de la politique gouvernementale; crise des chantiers et de l'armement; ses observations sur le plan économique et le plan social; armement capitaliste; situation des marins; retour de la marine marchande sous le contrôle d'un état démocratique; groupe communiste votant contre le budget* [12 octobre 1965] (p. 3513, 3514); AVIATION CIVILE : *Recrutement du personnel; problème des rémunérations et des indemnités; insuffisance des crédits pour l'aviation civile et la météorologie; problèmes statutaires et indiciaires des personnels techniques; situation des aides techniciens de la navigation aérienne; réforme des structures de la météorologie; équilibre financier d'Air France; réforme de retraite du personnel au sol; assimilation d'Air France à la R.A.T.P. et à la S.N.C.F.; résultats d'Air Inter; compagnie Air Nautic; absence de plan cohérent* [22 octobre 1965] (p. 3995, 3996); *Opposition du groupe communiste lors du vote* (p. 4000);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas du département de la Corse; bilan du programme d'action régionale publié en 1957; crise économique, sociale et humaine de la Corse; problème du tourisme; fermeture des usines; coût de la vie dans le département; possibilité d'ériger la Corse en région de programme autonome* [5 novembre 1965] (p. 4520. 4521);

— du projet de loi sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes : *Cherté de l'exploitation du pavillon français par rapport à ses concurrents étrangers; salaire de base des marins français; travaux d'entretien et de réparation effectués par les équipages français; transport des hydro-carbures; problème du remplacement des navires; aide de l'Etat à l'armement français* [27 avril 1966] (p. 975, 976);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, Art. 3 : *Travaux d'utilité publique; capacité des communes à participer à ces travaux* [11 mai 1966] (p. 1201); *ne pas imposer des mesures impératives aux collectivités publiques; consultation des communes* (p. 1201); *déclaration d'utilité publique* (p. 1202); Art. 178-2 du Code forestier : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1208); *réglementation des dépôts d'ordures; problème des crédits* (p. 1208, 1209); ses explications de vote : *Défense des collectivités locales* (p. 1213, 1214);

— du projet de loi modifiant les dispositions du régime de retraites des marins applicables à certains bénéficiaires de ce régime : *Situation des ostréiculteurs; création de deux catégories de marins; régime général de l'établissement des invalides de la marine* [7 juin 1966] (p. 1741);

— du projet de loi relatif au régime de pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance : *Etablissement national des invalides; sort des veuves de marins dont le mari est décédé avant d'accomplir les 180 mois de navigation; problème du rapprochement entre le salaire réel et le salaire forfaitaire; situation d'un marin de la quatrième catégorie; financement de l'établissement national des invalides de la marine* [7 juin 1966] (p. 1752, 1753); Art. 1er : *Ses observations sur l'attitude du Gouvernement envers les amendements* (p. 1758); Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa*

de cet article (Cas des marins qui ont cessé ou cesseront d'accomplir des services conduisant à pension sur la caisse de retraites des marins) (p. 1760); ses explications de vote : *Rétroactivité de la loi; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 1761);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT - MARINE MARCHANDE : *Subvention accordée à l'établissement national des invalides; rapport Forner; ses observations sur la pêche industrielle et côtière; organisation des marchés; aide au crédit maritime; réforme des circuits de distribution; aide au cabotage; activité des chantiers; concentration des chantiers; licenciement des ouvriers; conséquences du krach de l'Intra Bank; structures de la marine marchande* [21 octobre 1966] (p. 3748); *prime de modernisation; son vote sur le budget* (p. 3748); *vote du groupe communiste sur les titres III et IV de l'Etat B, sur les titres V et VI de l'Etat C* (p. 3755); Art. 48 et 49 : *Vote du groupe communiste* (p. 3755); ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Revalorisation des rentes viagères de l'Etat; dépréciation monétaire; situation du rentier viager du secteur privé* [4 novembre 1966] (p. 4272); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur les paroles de M. Pisani* [8 novembre 1966] (p. 4390) *et sur celles de M. Bettencourt* (p. 4395); *vote du groupe communiste sur le titre III de l'Etat B et sur le titre V de l'Etat C* (p. 4395, 4396); IV. — AVIATION CIVILE : *Budget de la météorologie; revendications du personnel; insuffisance des effectifs du personnel de la navigation aérienne; aéroport Paris-Nord; problème d'Air France; importance du Concorde* [9 novembre 1966] (p. 4479, 4480); *situation du personnel d'Air France* (p. 4484); *vote du groupe communiste sur les titre II et IV de l'Etat B* (p. 4485) *et sur le titre VI de l'Etat C* (p. 4486);

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code des douanes : *Modification du Code des douanes en fonction des engagements pris sur le plan de la Communauté économique européenne; échanges intracommunautaires; répartition des investissements; création de l'infrastructure nécessaire au maintien des stocks et au transport des produits; nationalisation des monopoles* [18 novembre 1966] (p. 4687, 4688); *vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 4696).

CERNEAU (M. Marcel), *Député de La Réunion, 3e circonscription (C. D.), Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1964] (p. 601), [2 avril 1965] (p. 573), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie général et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296);

— membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [19 janvier 1963] (p. 1275);

— membre du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [19 janvier 1963] (p. 1275).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, après l'Art. 9 : *Amendement de la Commission (Suppression de la redevance sur les importations de rhums contingentés); composition du Comité national interprofessionnel du rhum; expiration de ses pouvoirs; nécessité de renouveler ses membres et de désigner son président* [18 décembre 1962] (p. 125); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963 ; AGRICULTURE ET F. O. R. M. A. : *Situation des migrants ruraux dans le département de la Réunion; néccssité d'une réforme foncière dans les départements d'outre-mer; création souhaitable d'une section spécialisée du F.O.R.M.A. pour les marchés agricoles d'outremer* [11 janvier 1963] (p. 632, 633); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Budget des D.O.M.;*

gravité de la situation dans les D.O.M., en particulier à La Réunion; crise sucrière; conséquences des récents cyclones; insuffisance des crédits d'investissement du plan Nemo affectés à La Réunion; ralentissement de l'activité de construction; absence de réformes foncières; écart croissant entre le niveau de vie de La Réunion et celui de la métropole; nécessité de ralentir l'expansion démographique; urgence d'une étude économique sérieuse de la situation [22 janvier 1963] (p. 1423, 1424); après l'Art. 34 : *Amendement de M. Albrand (Suppression de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer); incertitude qui résulterait du présent amendement pour la période à courir jusqu'au 1er janvier 1964; situation actuelle en matière monétaire dans les D.O.M.; rôle de l'Institut d'émission des D.O.M. en matière de circulation monétaire; avantages accordés par cet Institut par rapport aux règles de fonctionnement de la Banque de France* [25 janvier 1963] (p. 1839, 1840);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 ; après l'Art. 13 : *Amendement de M. Debré (Fonctionnement du Fonds d'action d'entraide et sociale des caisses de sécurité sociale dans les D.O.M.); problème des allocations familiales du secteur privé dans les D.O.M.; parité globale à assurer avec la métropole; fonctionnement prévu par le présent amendement* [19 juillet 1963] (p. 4361); AFFAIRES CULTURELLES, Art. 16 : *Réparation des dommages causés par le cyclone qui s'est produit en février 1962 à La Réunion* (p. 4377);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 35 : *Fonctionnement du Comité interprofessionnel du rhum* [24 octobre 1963] (p. 5517); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Situation des agents auxiliaires des ponts et chaussées dans les départements d'outre-mer; port de la Pointe des Galets* [30 octobre 1963] (p. 6004, 6005); CONSTRUCTION : *Situation dans les départements d'outre-mer; industrie du bâtiment dans ces régions; insuffisance du concours financier de l'Etat* [31 octobre 1963] (p. 6165, 6166); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Efforts accomplis par le Gouvernement en 1963; programme de promotion sociale et culturelle; plan de production économique; analyse des grands postes du budget; faire bénéficier La Réunion du service militaire adapté; formation professionnelle des jeunes; problèmes posés par les migrations; échéancier du IVe Plan; dotation du F.I.D.O.M.; réforme foncière; création d'une section du F.O.R.M.A. pour les D.O.M.; problème particulier à La Réunion* [8 novembre 1963] (p. 6943, 6944, 6945.)

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Volonté des départements d'outre-mer de n'être pas tenus à l'écart de l'aménagement du territoire; établir un plan spécial pour chacun d'eux; situation démographique; difficultés pour résoudre les problèmes; définition d'une doctrine des méthodes; statut départemental* [27 novembre 1963] (p. 7513, 7514).

Prend part à la discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 5 : *Son amendement tendant, dans l'article 5, après le mot « ouragan » à insérer les mots « cyclone tropical »* [22 avril 1964] (p. 877); Art. 15 : *Application de la loi aux D.O.M.; lenteur de l'application des lois aux D.O.M.; subordination de leur application à la parution des décrets spéciaux* [23 avril 1964] (p. 913); Art. 14 : *Fixer les modalités d'application de la loi* (p. 913).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Possibilité pour les producteurs de sucre des départements d'outre-mer de bénéficier de l'aide du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole; cas des agriculteurs de la Réunion* [9 octobre 1964] (p. 3083, 3084).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Création souhaitable d'un service de statistiques; son importance pour la Réunion; discrimination pour la Réunion en matière de crédits d'équipement; service militaire adapté; bureau d'études à la Réunion; interventions publiques; migration; comités d'accueil des émigrants; politique de migration ; conséquences sur les frais médicaux; crédits alloués au F.I.D.O.M.; développement de l'élevage et de l'industrialisation de la construction de logements; situation de la formation des départements d'outre-mer; rôle du B.U.M.I.D.O.M.* [22 octobre 1964] (p. 3703, 3704); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 26, Etat B : *Fonds européen de développement assurant un complément important d'investissements et de crédits* [9 novembre 1964] (p. 5217);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Taux de croissance dans les départements d'outre-mer; option retenue pour la Réunion; rapport du Commissariat au Plan; existence de diverses potentialités* [24 novembre 1964] (p. 5562, 5563); Articles additionnels : *Son amendement tendant, après l'article unique, à insérer le nouvel alinéa suivant: « Le taux de progression de la production intérieure brute pour chaque département d'outre-mer devra avoisiner au moins 9 % »* [26 novembre 1964] (p. 5673); *accélérer le rythme de croissance* (p. 5673);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 19 : *Son sous-amendement tendant à compléter comme suit l'amendement de M. Vallon: « ces chiffres étant majorés de 50 % pour les départements de la Réunion du taux de conversion du franc C.F.A. »* [25 juin 1965] (p. 2521); *cas des départements d'outre-mer; indexation existant en faveur des départements d'outre-mer* (p. 2521, 2522); *son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de cet article par les deux nouveaux alinéas suivants: « Dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les chiffres de 500.000 et de 125.000 sont majorés de 50 %. A la Réunion, les chiffres ainsi majorés sont exprimés en monnaie locale par application du taux de conversion en francs C.F.A. »* (p. 2523); *plafond du forfait* (p. 2523); Art. 24 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (b) du paragraphe premier de cet article, après les mots: « sont réduits » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa: « d'un quart pour la franchise et de moitié pour la décote »* (p. 2526); *cas des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion* (p. 2526); Art. 26 : *Augmentation du droit de consommation sur les alcools* (p. 2530); Art. 14, 25 et 26 (suite) : *Départements producteurs de rhum; augmentations successives de la fiscalité* (p. 2533);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Problèmes posés par les revenus agricoles; cas de la Réunion; désarroi des planteurs; situation des betteraviers; déficit sucrier dans le Marché commun; nécessité d'un plan cohérent pour les départements d'outre-mer; élément fondamental du revenu agricole des départements outre-mer étant constitué par le sucre; ses observations sur la vanille Bourbon; développement de l'élevage; industrialisation; loi d'orientation agricole* [3 novembre 1965] (p. 4415, 4416);

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal particulier des tabacs consommés dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, Art. 1er : *Budget départemental de la Réunion* [23 juin 1966] (p. 2266);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Rôle du F.I.D.O.M.; crédits de la section locale; cas du département de la Réunion; distorsion entre le niveau de vie des agriculteurs et celui des autres secteurs sociaux; politique d'incitation à l'élevage; diversification des cultures; réduction de la production de l'essence de géranium; ses observations sur le vétiver, le thé, la vanille, la banane et l'ananas; construction à Saint-Louis d'un atelier de préparation et de fermentation du tabac; diversification des cultures; rôle du bureau de promotion industrielle* [20 octobre 1966] (p. 3662, 3663);

— en deuxième lecture, du projet de loi sur l'élevage : *Ses observations sur les départements d'outre-mer, notamment sur la Réunion; importance du développement de l'élevage dans l'accroissement du revenu agricole; politique d'amélioration des revenus agricoles; extension du F.O.R.M.A. aux D.O.M.; crise du géranium à la Réunion* [15 décembre 1966] (p. 5611, 5612).

CÉSAIRE (M. Aimé), *Député de la Martinique, 2e circonscription (N. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Caractère impropre de l'expression « Départements d'outre-mer »; difficultés de l'agriculture antillaise et réunionnaise; problèmes de la banane et de la canne à sucre; absence d'industrie; déficit de la balance commerciale; climat social dans les Caraïbes;*

application dans les D.O.M. de la loi d'orientation agricole; rôle du F.O.R.M.A.; octroi des exonérations fiscales et des primes d'équipement; problème du coût des transports maritimes; écart existant entre les allocations familiales en métropole et dans les D.O.M.; développement du Sud de l'Italie et leçons qu'il comporte pour les D.O.M. [22 janvier 1963] (p. 1430, 1431);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ravages subis par la Martinique et la Guadeloupe; fragilité des économies insulaires; diversification des cultures; industrialisation; octroi plus rapide et plus large des primes d'équipement; mobilisation de l'épargne; mise sur pied d'une société de développement régional; développement de la formation professionnelle* [8 novembre 1963] (p. 6954, 6955);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Problèmes antillais; absence de solution pour les problèmes des départements d'outre-mer; déficit du commerce extérieur; situation de l'emploi; questions sociales; dépenses des cantines scolaires restant à la charge des municipalités; inégalité établie par la loi entre les enfants, selon qu'ils sont nés d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique; crédits du F.I.D.O.M.; caractère préoccupant de la situation des Antilles; ses observations sur les fonctionnaires, les instituteurs, la fédération locale des œuvres laïques; mesures de répression du Gouvernement; comparaison avec la Corse* [15 octobre 1965] (p. 3774, 3775);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Situation de la Guadeloupe après le cyclone Inès; fragilité de l'économie antillaise; développement d'une politique d'industrialisation; problèmes du rhum et du marché sucrier; nécessité de développer la personnalisation des Antilles; spécificité des Antilles* [20 octobre 1966] (p. 3658 à 3660); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Cas des départements d'outre-mer; rôle du F.E.O.G.A. ; prix d'intervention pour le sucre; détaxe de distance; ses observations sur le rhum, la banane, l'ananas* [26 octobre 1966] (p. 3916, 3917); EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Cas des départements d'outre-mer; rôle des sociétés immobilières d'Etat; cas de la société immobilière Antilles-Guyane; qualité des maisons construites; conséquence des cyclones Edith et Inès; cas de la commune du Carbet à la Martinique; constitution d'offices publics d'H.L.M.* [9 novembre 1966] (p. 4442, 4443);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Autodétermination des populations coloniales; opinion des constituants de 1958; pragmatisme du Gouvernement; aspect politique de la question en discussion; définition du statut; ses observations sur le statut « évolué »; conséquences de la séparation* [2 décembre 1966] (p. 5229 à 5231); *rivalité des ethnies; nécessité d'amender le texte du projet de loi* (p. 5231, 5232).

CHABAN-DELMAS (M. Jacques), *Député de la Gironde, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu président de l'Assemblée nationale [6 décembre 1962] (p. 4).

Préside :

La séance du 7 décembre 1962 (p. 11); la séance du 11 décembre 1962 (p. 23); la 1re séance du 13 décembre 1962 (p. 39); la 2e séance du 13 décembre 1962 (p. 59); la séance du 21 décembre 1962 (p. 189); la séance du 27 décembre 1962 (p. 197); la 1re séance du 3 janvier 1963 (p. 211); la 1re séance du 8 janvier 1963 (p. 313); la 2e séance du 10 janvier 1963 (p. 537); la 2e séance du 15 janvier 1963 (p. 831); la 1re séance du 19 janvier 1963 (p. 1219); la 1re séance du 23 janvier 1963 (p. 1521); la 2e séance du 24 janvier 1963 (p. 1619); la 1re séance du 25 janvier 1963 (p. 1807); la 2e partie de la 3e séance du 25 janvier 1963 (p. 1862); la séance du 5 février 1963 (p. 2030); la 1re séance du 13 février 1963 (p. 2116); la 1re séance du 19 février 1963 (p. 2215); la 2e partie de la séance du 21 février 1963 (p. 2283); la séance du 30 avril 1963 (p. 2715); la séance du 7 mai 1963 (p. 2769); la 1re séance du 14 mai 1963 (p. 2875); la 2e séance du

28 mai 1963 (p. 2897); la séance du 21 mai 1963 (p. 3002); la séance du 28 mai 1963 (p. 3047); la 1re séance du 4 juin 1963 (p. 3173); la 2e séance du 4 juin 1963 (p. 3175); la 2e séance du 13 juin 1963 (p. 3365); la 1re séance du 19 juin 1963 (p. 3549); la 1re séance du 9 juillet 1963 (p. 3942); la 1re séance du 17 juillet 1963 (p. 4193); la 1re séance du 23 juillet 1963 (p. 4398); la séance du 1er octobre 1963 (p. 4949); la séance du 9 octobre 1963 (p. 5089); la séance du 17 octobre 1963 (p. 5215); la 1re séance du 22 octobre 1963 (p. 5285); la 1re séance du 24 octobre 1963 (p. 5481); la 1re séance du 25 octobre 1963 (p. 5654); la 2e séance du 29 octobre 1963 (p. 5855); la 1re séance du 30 octobre 1963 (p. 5960); la 2e séance du 5 novembre 1963 (p. 6433); la 1re séance du 6 novembre 1963 (p. 6545); la séance du 13 novembre 1963 (p. 7184); la 3e séance du 9 novembre 1963 (p. 7101); la séance du 19 novembre 1963 (p. 7300); la 1re séance du 26 novembre 1963 (p. 7409); la 2e séance du 26 novembre 1963 (p. 7411); la 1re séance du 27 novembre 1963 (p. 7461); la 1re séance du 3 décembre 1963 (p. 7593); la 2e séance du 3 décembre 1963 (p. 7595); la séance du 19 décembre 1963 (p. 7988); la séance du 20 décembre 1963 (p. 8019); la séance du 2 avril 1964 (p. 597); la séance du 14 avril 1964 (p. 732); la séance du 24 avril 1964 (p. 941); la 1re séance du 28 avril 1964 (p. 965); la séance du 14 mai 1964 (p. 1199); la 1re partie de la séance du 21 mai 1964 (p. 1296); la 1re partie de la séance du 26 mai 1964 (p. 1375); la 1re partie de la 1re séance du 28 mai 1964 (p. 1456); la 1re partie de la séance du 10 juin 1964 (p. 1771); la 1re séance du 17 juin 1964 (p. 1970); la 1re séance du 24 juin 1964 (p. 2149); la 1re séance du 30 juin 1964 (p. 2380); la 2e séance du 30 juin 1964 (p. 2389); la 3e séance du 30 juin 1964 (p. 2399); la séance du 2 octobre 1964 (p. 2895); la 1re séance du 14 octobre 1964 (p. 3179); la 1re partie de la 1re séance du 21 octobre 1964 (p. 3505); la 1re partie de la 1re séance du 23 octobre 1964 (p. 2842); la 1re séance du 27 octobre 1964 (p. 2937); la 2e séance du 27 octobre 1964 (p. 3953); la 2e séance du 3 novembre 1964 (p. 4421); la 1re séance du 5 novembre 1964 (p. 4663); la 1re séance du 6 novembre 1964 (p. 4841); la séance du 8 novembre 1964 (p. 5097); la séance du 17 novembre 1964 (p. 5414); la 1re séance du 24 novembre 1964 (p. 5537); la 1re partie de la 2e séance du 26 novembre 1964 (p. 5647); la 1re séance du 1er décembre 1964 (p. 5727); la 1re partie de la 2e séance du 8 décembre 1964 (p. 5886); la 1re partie de la séance du 15 décembre 1964 (p. 6110); la 1re partie de la 2e séance du 17 décembre 1964 (p. 6170); la 2e partie de la 3e séance du 18 décembre 1964 (p. 6269); la séance du 2 avril 1965 (p. 570); la séance du 7 avril 1965 (p. 631); la séance du 21 avril 1965 (p. 783); la 1re partie de la séance du 27 avril 1965 (p. 901); la séance du 7 mai 1965 (p. 1209); la séance du 13 mai 1965 (p. 1318); la 1re séance du 18 mai 1965 (p. 1363); la 1re séance du 25 mai 1965 (p. 1517); la 1re séance du 1er juin 1965 (p. 1659); la 1re séance du 8 juin 1965 (p. 1851); la 1re partie de la première séance du 10 juin 1965 (p. 1954); la 1re séance du 17 juin 1965 (p. 2199); la séance du 22 juin 1965 (p. 2346); la 2e séance du 25 juin 1965 (p. 2515); la 1re partie de la 3e séance du 25 juin 1965 (p. 2520); la 2e partie de la séance du 30 juin 1965 (p. 2789); la séance du 2 octobre 1965 (p. 3276); la 1re séance du 7 octobre 1965 (p. 3356); la 2e séance du 12 octobre 1965 (p. 3523); la 1re séance du 13 octobre 1965 (p. 3571); la 1re séance du 19 octobre 1965 (p. 3835); la 1re séance du 22 octobre 1965 (p. 3984); la 1re séance du 27 octobre 1965 (p. 4170); la 3e séance du 28 octobre 1965 (p. 4306); la 1re séance du 3 novembre 1965 (p. 4373); la séance du 9 novembre 1965 (p. 4582); la séance du 16 novembre 1965 (p. 4654); la 1re séance du 17 novembre 1965 (p. 4684); la fin de la 3e séance du 19 novembre 1965 (p. 4808); la séance du 20 décembre 1965 (p. 4962); la 2e séance du 23 décembre 1965 (p. 5098); la séance du 2 avril 1966 (p. 516); la 2e séance du 6 avril 1966 (p. 589); la 1re séance du 13 avril 1966 (p. 619); la séance du 19 avril 1966 (p. 767); la 1re séance du 20 avril 1966 (p. 807); la séance du 26 avril 1966 (p. 924); la séance du 6 mai 1966 (p. 1127); la séance du 10 mai 1966 (p. 1168); la 1re séance du 17 mai 1966 (p. 1301); la 1re partie de la séance du 26 mai 1966 (p. 1512); la séance du 31 mai 1966 (p. 1586); la 1re séance du 7 juin 1966 (p. 1720); la 1re séance du 14 juin 1966 (p. 2004); la 1re séance du 21 juin 1966 (p. 2157); la séance du 28 juin 1966 (p. 2416); la 2e partie de la séance du 30 juin 1966 (p. 2486); la séance

du 3 octobre 1966 (p. 3054); la 1re séance du 11 octobre 1966 (p. 3258); la 1re séance du 12 octobre 1966 (p. 3329); la 1re séance du 18 octobre 1966 (p. 3471); la 2e séance du 25 octobre 1966 (p. 3825); la 1re séance du 28 octobre 1966 (p. 4033); la 1re séance du 3 novembre 1966 (p. 4158); la 2e séance du 10 novembre 1966 (p. 4512); la 1re séance du 22 novembre 1966 (p. 4715); la 2e séance du 30 novembre 1966 (p. 5063); la 1re séance du 7 décembre 1966 (p. 5310); la 1re séance du 13 décembre 1966 (p. 5454); la 1re séance du 15 décembre 1966 (p. 5569); la séance du 21 décembre 1966 (p. 5733).

Interventions :

Son allocution en prenant place au fauteuil présidentiel : *Hommage au Président René Coty; rôle constitutionnel de l'Assemblée Nationale; hommage au Président de la République* [6 décembre 1962] (p. 4 et 5).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Ballanger : *Application de l'article 10 du Règlement* [7 décembre 1962] (p. 12).

Donne lecture du message de M. le Président de la République (ouverture de la deuxième législature] [11 décembre 1962] (p. 23, 24).

Ses observations sur les rappels au Règlement concernant l'attribution des places dans l'hémicycle : *Application de l'article 22 du Règlement* [13 décembre 1962] (p. 41).

Donne lecture d'une lettre du Premier Ministre annonçant la convocation du Parlement en session extraordinaire [21 décembre 1962] (p. 191, 192).

Clôture de la première session ordinaire 1962-1963 [21 décembre 1962] (p. 192).

Déclare ouverte la session extraordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1962-1963 [27 décembre 1962] (p. 198).

Prononce l'éloge funèbre de Jean Sourbet [27 décembre 1962] (p. 198).

Ses vœux à l'occasion de la nouvelle année, aux parlementaires, au personnel, au Gouvernement et aux représentants de la presse [27 décembre 1962] (p. 204, 205).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Max Lejeune (tenue concomitante de séances de la Commission des finances et de l'Assemblée) : *Possibilité offerte par le Règlement à l'Assemblée et aux commissions de siéger simultanément* [3 janvier 1963] (p. 212).

Déclare opposable l'article 40 de la Constitution à un amendement de la Commission des finances (loi de finances pour 1962, 2e partie, Services du Premier Ministre, Information, après l'article 57) [10 janvier 1963] (p. 549).

Ses observations sur la demande de report du scrutin présenté par M. Abelin au sujet des crédits du titre IV du budget des Affaires étrangères : *Application de l'article 66 du Règlement* [24 janvier 1963] (p. 1667, 1668).

Ses observations sur le problème du délai légal prévu par la Constitution pour le vote de la loi de finances [25 janvier 1963] (p. 1863).

Déclare ouverte la deuxième session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1962-1963 [30 avril 1963] (p. 2715).

Prononce l'éloge funèbre de Jacques Millot et d'Antoine Brugière [30 avril 1963] (p. 2716).

Prononce l'éloge funèbre d'Edouard Corniglion-Molinier [14 mai 1963] (p. 2875 à 2877).

Rend hommage à la mémoire du Souverain Pontife Jean XXIII [4 juin 1963] (p. 3173, 3174); lève la séance en signe de deuil (p. 3174).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret (article 128 du Règlement) relatif à la recevabilité d'un amendement au projet de loi portant ratification du traité de coopération franco-allemande : *Application de l'articbe 128 du Règlement en décembre 1959 et en juin 1961* [13 juin 1963] (p. 3374).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Fanton (art. 91, alinéa 3 du Règlement) : *portée générale de l'article 56 du Règlement et son application dans le présent cas* [17 juillet 1963] (p. 4207).

Ses observations sur la demande d'ajournement du projet de loi relatif à l'admission des étrangers à la Côte française des Somalis présentée par M. Moussa [23 juillet 1963] (p. 4408).

Clôture de la session : ses observations sur le travail parlementaire au cours de la session [26 juillet 1963] (p. 4602).

Déclare ouverte la première session ordinaire pour 1963-1964 [1er octobre 1963] (p. 4949).

Prononce l'éloge funèbre de Pierre Augier [1er octobre 1963] (p. 4949, 4950).

Prononce l'éloge funèbre de Robert Schuman [1er octobre 1963] (p. 4950).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Davoust (irrecevabilité de sa proposition de loi) [17 octobre 1963] (p. 5216).

Ses observations sur le fait personnel de M. Deschizeau [29 octobre 1963] (p. 5872).

Ses observations lors de la discussion de la deuxième partie de la loi de finances pour 1964 (Justice) : *Usage du vote bloqué et ses conséquences* [5 novembre 1963] (p. 6461).

Prononce l'éloge funèbre d'André Le Troquer, ancien Président de l'Assemblée Nationale [13 novembre 1963] (p. 7184).

Rend hommage au Président John Kennedy, Président des Etats-Unis [26 novembre 1963] (p. 7409, 7410).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Grenier (*Son vote sur le projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi*) [3 décembre 1963] (p. 7595).

Clôture de la session : *Discussion budgétaire commençant l'an prochain une semaine plus tôt que cette année; nécessité que son déroulement se fasse dans de meilleures conditions* [20 décembre 1963] (p. 8020).

Déclare ouverte la seconde session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1963-1964 [2 avril 1964] (p. 598).

Prononce l'éloge funèbre d'Antoine Serafini [2 avril 1964] (p. 598).

Annonce le remplacement d'Antoine Sérafini par M. Orabona [2 avril 1964] (p. 598).

Fait part à l'Assemblée Nationale de la déchéance de M. Maurice Lenormand [2 avril 1964] (p. 599).

Annonce à l'Assemblée Nationale la constitution du Bureau [2 avril 1964] (p. 599).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Gaudin [21 mai 1964] (p. 1296).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Tourné : *Réunion d'une nouvelle conférence des présidents; discussion des droits des anciens combattants et victimes de la guerre* [30 juin 1964] (p. 2389).

Clôture de la session : *Travail accompli ayant été important; ne pas le juger d'après le nombre des députés en séance; sa gratitude au Gouvernement et plus particulièrement à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des relations avec le Parlement; ses remerciements à la presse et au personnel; repos permettant aux députés de reprendre haleine pour se consacrer aux travaux de leur circonscription* [30 juin 1964] (p. 2403).

Déclare ouverte la première session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1964-1965 [2 octobre 1964] (p. 2895).

Prononce l'éloge funèbre de Maurice Thorez [2 octobre 1964] (p. 2895, 2896).

Prononce l'éloge funèbre de François Perrin [2 octobre 1964] (p. 2896).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cassagne : *Problème du temps de parole* [5 novembre 1964] (p. 4674).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Juskiewenski [24 novembre 1964] (p. 5538).

Prononce l'éloge funèbre d'Alexandre de Fraissinette [15 décembre 1964] (p. 6110-6111).

Prononce l'éloge funèbre de Léon Salagnac [15 décembre 1964] (p. 6111).

Annonce que M. Guy Ducoloné remplace Léon Salagnac, décédé [15 décembre 1964] (p. 6111).

Clôture de la session : *Gouvernement ayant eu le souci de préparer le travail de la prochaine session; problème d'une meilleure information des parlementaires devant être résolu; ses remerciements à ses collègues, aux journalistes et au personnel; ses vœux* [18 décembre 1964] (p. 6274).

Déclare ouverte la seconde session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1964-1965 [2 avril 1965] (p. 570).

Prononce l'éloge funèbre de Paul Guillon [2 avril 1965] (p. 570).

Prononce l'éloge funèbre d'Alphonse Le Gallo [2 avril 1965] (p. 570, 571).

Ses observations sur l'information des membres de l'Assemblée : *Problème de l'information des parlementaires; lettre reçue de M. le Premier Ministre demandant la désignation dans chaque Cabinet de Ministre d'un fonctionnaire chargé plus spécialement de l'information des parlementaires; rôle de la division des informations de l'Assemblée* [7 avril 1965] (p. 632).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Bayou : *Gouvernement et députés devant respecter le Règlement; nécessité pour les ministres de répondre aux questions écrites dans les délais fixés* [13 mai 1965] (p. 1318).

Présente ses souhaits de bienvenue à M. le Président de la Chambre des Députés italienne, M. Bucciarelli-Ducci, qui assiste à la présente

séance de l'Assemblée Nationale [25 mai 1965] (p. 1517).

Ses observations sur la mise au point du vote de M. Doize [1er juin 1965] (p. 1659).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret et sur les paroles de M. Capitant [1er juin 1965] (p. 1660, 1661).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Fanton : *Date de discussion de sa question orale* [10 juin 1965] (p. 1955).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Bayou et Balmigère [17 juin 1965] (p. 2200).

Prononce l'éloge funèbre de Raphaël Touret [22 juin 1965] (p. 2346).

Clôture de la session : *Eloge du travail accompli; discussion de grands débats et de lois très importantes; cette session devant marquer une date dans les annales législatives* [30 juin 1965] (p. 2793); *travail considérable et presque surhumain de la Commission des lois; cadence du travail; élection présidentielle; problème de l'information du Parlement; application de l'article 28 de la Constitution et de l'article 60 du Règlement* (p. 2794).

Déclare ouverte la première session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1965-1966 [2 octobre 1965] (p. 3275).

Annonce l'élection de M. Roger Frey [2 octobre 1965] (p. 3275).

Communique à l'Assemblée une contestation électorale [2 octobre 1965] (p. 3276).

Ses observations sur les paroles de M. Julien sur l'ordre du jour complémentaire : *Discussion des questions orales en ce qui concerne l'Europe et les calamités agricoles* [2 octobre 1965] (p. 3278).

Ses observations sur les paroles de M. Bayou sur l'ordre du jour complémentaire : *Choix des questions orales par la Conférence des Présidents; inscription de ces questions à l'ordre du jour; rôle du Président de l'Assemblée* [2 octobre 1965] (p. 3278).

Prononce l'éloge funèbre d'André Lathière [7 octobre 1965] (p. 3355, 3356).

Hommage au nom de l'Assemblée, rendu à M. le grand chancelier de la Légion d'Honneur, le général Catroux [12 octobre 1965] (p. 3525).

Ses observations sur l'application de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 [28 octobre 1965] (p. 4317).

Prononce l'éloge funèbre de Camille Dussarthou [3 novembre 1965] (p. 4373, 4374).

Son allocution avant l'élection présidentielle : *Travail en commission; aménagement des horaires* [19 novembre 1965] (p. 4808).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM; Neuwirth et Defferre [20 décembre 1965] (p. 4963).

Clôture de la session ordinaire [20 décembre 1965] (p. 4980).

Déclare ouverte la session extraordinaire [21 décembre 1965] (p. 4990).

Ses observations sur l'application de l'article 41 de la Constitution lors de la discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 1965 [20 décembre 1965] (p. 4972).

Ses observations sur les mises au point des votes de MM. Joseph Chauvet et Achille Fould, faits par MM. Christian Bonnet et Jacques Duhamel [23 décembre 1965] (p. 5098).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Pleven [23 décembre 1965] (p. 5106).

Clôture de la session extraordinaire : *Ses vœux de bonne année* [23 décembre 1965] (p. 5106).

Déclare ouverte la seconde session ordinaire pour 1965-1966 [2 avril 1966] (p. 515).

Prononce les éloges funèbres d'Eugène Montel, de Joseph Philippe, d'Edmond Duchesne et de Pierre Gamel [2 avril 1966] (p. 516, 517).

Exprime la sympathie de l'Assemblée à M. Regaudie pour le deuil qui vient de le frapper en la personne de son épouse au cours d'une mission en Irak [2 avril 1966] (p. 517).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Lamps et Chandernagor [17 mai 1966] (p. 1311).

Prononce l'éloge funèbre d'Albert Briand [7 juin 1966] (p. 1720, 1721).

Prononce l'éloge funèbre du questeur Noël Barrot [14 juin 1966] (p. 2004, 2005).

Annonce à l'Assemblée le décès de Gabriel Lapeyrusse [14 juin 1966] (p. 2005).

Prononce l'éloge funèbre de Gabriel Lapeyrusse [21 juin 1966] (p. 2157, 2158).

Donne acte à M. Léonard, Premier Président de la Cour des comptes du dépôt de son rapport [21 juin 1966] (p. 2158).

Prononce l'éloge funèbre d'Emmanuel Véry [28 juin 1966] (p. 2416).

Clôture de la session : *Travail accompli durant la session; coopération avec la Gouvernement; nombre des amendements déposés et adoptés* [30 juin 1966] (p. 2489).

Déclare ouverte la première session ordinaire

de l'Assemblée Nationale pour 1966-1967 [3 octobre 1966] (p. 3054).

Adresse une pensée émue aux victimes du cyclone qui a ravagé la Guadeloupe [3 octobre 1966] (p. 3054).

Prononce l'éloge funèbre d'Ernest Schaffner [3 octobre 1966] (p. 3054).

Rend hommage à la mémoire du Président Paul Reynaud [3 octobre 1966] (p. 3054, 3055).

Annonce la nécessité, pour chaque orateur, de respecter son temps de parole [18 octobre 1966] (p. 3475).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Abelin : *Temps de discussion du budget des armées; rôle de la conférence des présidents* [25 octobre 1966] (p. 3825).

Ses observations sur la retransmission des débats parlementaires : *Rôle du Bureau de l'Assemblée* [28 octobre 1966] (p. 4040, 4041).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Pleven : *Discussion du projet de loi sur l'élevage; possibilité pour un orateur absent de reporter son intervention à la séance suivante* [22 novembre 1966] (p. 4716).

Ses observations sur la mise au point au sujet du vote de M. Krieg [7 décembre 1966] (p. 5310).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret [21 décembre 1966] (p. 5734) et sur ceux de MM. Icart et Bayou (p. 5734).

Clôture de la session ordinaire : *Ses observations sur l'institution parlementaire; rôle de la majorité et de l'opposition; dévouement du personnel de l'Assemblée Nationale; rôle des journalistes parlementaires; ses vœux* [21 décembre 1966] (p. 5930, 5931).

CHALOPIN (M. Jean), *Député du Maine-et-Loire, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

En remplacement de M. Jean Foyer devenu ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654);

— membre du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [9 octobre 1964] (p. 3129)

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales-sur la proposition de loi (n° 261) tendant à une meilleure protection des salariés dont l'entreprise ou l'établissement cesse son activité, **n° 1049** [30 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 615) relative au calcul des pensions de vieillesse, **n° 1334** [22 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1054) tendant à permettre, pendant une période de six mois, la révision des pensions de retraite de la sécurité sociale, liquidées entre 60 et 65 ans, **n° 1335** [22 avril 1965].

Sa proposition de loi relative aux dispositions d'appel en matière de prestations dentaires, **n° 1359** [7 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi n° 1605, tendant à la réglementation de la profession d'audioprothésiste, **n° 1941** [15 juin 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi n° 1720 portant réforme du droit des incapables majeurs, **n° 1954** [21 juin 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1967

(n° 2044) (éducation nationale : 3e partie : Enfance inadaptée), **n° 2083** [14 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 2277), modifiée par le Sénat, tendant à la réglementation de la profession d'audioprothésiste, **n° 2300** [20 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Rapports entre le directeur départemental de l'action sanitaire et sociale et le médecin inspecteur de la santé* [7 novembre 1964] (p. 5020); *développement des centres sanitaires ruraux; problème des maisons de retraite* (p. 5020, 5021);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966 : SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Ses observations sur l'hôpital rural et les centres hospitaliers universitaires; enfance inadaptée; caractère essentiel de l'hôpital rural; instituts médico-pédagogiques; nécessité d'élaborer une politique de l'enfance inadaptée* [27 octobre 1965] (p. 4185);

— du projet de loi relatif à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : (Impossibilité pour le propriétaire de s'opposer à l'installation, à l'entretien et au remplacement des antennes individuelles)* [2 juin 1966] (p. 1646);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Le Gall et plusieurs de ses collègues tendant à la réglementation de la profession d'audioprothésiste, en qualité de *Rapporteur : Inconvénients de la surdité; situation actuelle de l'audioprothèse; problème du remboursement des appareils de prothèse auditive par la Sécurité sociale; rôle de la Commission nationale consultative d'agrément; formation des audioprothésistes; conception de la profession; rôle de l'acousticien-applicateur* [24 juin 1966] (p. 2258, 2259); *son opposition à la motion de renvoi; enseignement donné au conservatoire des Arts et Métiers; certificat délivré par le conservatoire* (p. 2360); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Examens exigés préalablement à la délivrance d'un appareil de prothèse auditive; définition de la profession d'audio-prothésiste; prescription médicale du port d'un appareil; ses conséquences; certificat d'études techniques d'acoustique appliquée à l'appareillage de prothèse auditive; certificat délivré par le Conservatoire national des arts et métiers; rôle des facultés de pharmacie* [20 décembre 1966] (p. 5701, 5702); Article unique : *Son amendement tendant, dans le texte proposé par le premier alinéa de l'article 510-2 du Code de la santé publique à supprimer les mots : « Par les facultés de médecine ou les facultés mixtes de médecine et de pharmacie »* (p. 5702).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale sans débat relative aux mesures de rééducation des enfants sourds [5 octobre 1966] (p. 3137).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Enfance inadaptée; délinquance des mineurs; protection judiciaire des enfants victimes ou moralement abandonnés; problème de l'équipement; formation du personnel spécialisé en matière d'enfance inadaptée* [20 octobre 1966] (p. 3625, 3626); EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits consacrés à l'enfance inadaptée; formation des maîtres; classes de rattrapage; classes spéciales; centres médico-psycho-pédagogiques; ses observations sur les débiles moyens et les débiles profonds; problème du dépistage; rôle des services de neuro-psychiatrie; instituts médico-pédagogiques; aspect social du problème de l'enfance handicapée; rôle des ateliers protégés* [2 novembre 1966] (p. 4110 à 4112);

— du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs en qualité de *Rapporteur pour avis : Conséquences de l'aliénation mentale; ses observations sur les malades psychopathes; application de la loi à tous les incapables majeurs; individualisation des régimes de protection* [20 décembre 1966] (p. 5707, 5708); Art. 491 du Code civil : *Son amendement tendant après les mots : « se trouve dans l'impossibilité » à supprimer le mot : « durable »* (p. 5715); *placement sous la sauvegarde de justice* (p. 5715); Art. 491-1 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* [21 décembre 1966]

(p. 5910); *nécessité de séparer la protection de la personne et la protection des biens* (p. 5910, 5911); Art. 491-6 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 5913); Art. 496-2 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots: « mais il peut » à insérer les mots: « s'il y consent »* (p. 5916); Art. L 326-1 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (Déclaration faite par le directeur de l'action sanitaire et sociale au Procureur de la République en vue de placer le malade sous la sauvegarde de justice)* (p. 5921).

CHAMANT (M. Jean), *Député de l'Yonne, 2e circonscription (R.I.). Vice-Président de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1964] (p. 600), [2 avril 1965] (p. 592), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725).

Dépôts :

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Ethiopie et en République arabe unie, **n° 1047** [29 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi du 27 février 1948 relatif au droit des ascendants des victimes de guerre, **n° 1819** [11 mai 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1810) portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération, **n° 1860** [27 mai 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) (Coopération), **n° 2082** [14 octobre 1966].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en U.R.S.S., **n° 2233** [8 décembre 1966].

En qualité de vice-président :

Préside : la 3e séance du 18 décembre 1962 (p. 104); la 2e séance du 8 janvier 1963 (p. 329); la 1re séance du 10 janvier 1963 (p. 522); la 2e séance du 14 janvier 1963 (p. 777); la 2e séance du 16 janvier 1963 (p. 911); la 2e séance du 18 janvier 1963 (p. 1147); la 3e séance du 19 janvier 1963 (p. 1262); la 1re séance du 21 janvier 1963 (p. 1331); la 1re séance du 24 janvier 1963 (p. 1601); la séance du 3 mai 1963 (p. 2753); la séance du 10 mai 1963 (p. 2848); la 2e séance du 20 juin 1963 (p. 3613); la séance du 27 juin 1963 (p. 3748); la 1re séance du 11 juillet 1963 (p. 4053); la séance du 16 juillet 1963 (p. 4164); la 1re séance du 25 juillet 1963 (p. 4494); la 1re partie de la séance du 18 juillet 1963 (p. 4269); la séance du 10 octobre 1963 (p. 5120); la 2e séance du 22 octobre 1963 (p. 5306); la 2e séance du 25 octobre 1963 (p. 5672); la 1re séance du 28 octobre 1963 (p. 5718); la 3e séance du 30 octobre 1963 (p. 6002); la 1re séance du 4 novembre 1963 (p. 6273); la 3e séance du 5 novembre 1963 (p. 6465); la 1re séance du 8 novembre 1963 (p. 6897); la 3e séance du 8 novembre 1963 (p. 6940); la séance du 21 novembre 1963 (p. 7364); la 3e séance du 26 novembre 1963 (p. 7429); la 2e séance du 12 décembre 1963 (p. 7860); la séance du 10 avril 1964 (p. 715); la séance du 21 avril 1964 (p. 837); la 2e séance du 28 avril 1964 (p. 977); la séance du 15 mai 1964 (p. 1231); la 2e séance du 27 mai 1964

(p. 1431); la 2e séance du 4 juin 1964 (p. 1640); la 2e séance du 9 juin 1964 (p. 1716) ; la 2e séance du 17 juin 1964 (p. 1990); la 2e séance du 19 juin 1964 (p. 2081); la 2e séance du 25 juin 1964 (p. 2212); la 1re séance du 29 juin 1964 (p. 2316); la 1re séance du 8 octobre 1964 (p. 3012); la 2e séance du 15 octobre 1964 (p. 3242); la 1re séance du 20 octobre 1964 (p. 3385); la 3e séance du 29 octobre 1964 (p. 4145); la 1re partie de la 1re séance du 4 novembre 1964 (p. 4528); la 3e séance du 7 novembre 1964 (p. 5013); la 3e séance du 9 novembre 1964 (p. 5208); la séance du 13 novembre 1964 (p. 5383); la 1re séance du 26 novembre 1964 (p. 5623); la 2e séance du 2 décembre 1964 (p. 5787); la 1re séance du 8 décembre 1964 (p. 5864); la 1re séance du 17 décembre 1964 (p. 6168); la 2e séance du 8 avril 1965 (p. 679); la séance du 20 avril 1965 (p. 767); la séance du 28 avril 1965 (p. 940); la 2e séance du 4 mai 1965 (p. 1083); la 2e séance du 25 mai 1965 (p. 1539); la 2e séance du 8 juin 1965 (p. 1883); la 2e séance du 11 juin 1965 (p. 2059); la 2e séance du 16 juin 1965 (p. 2183); la 1re séance du 18 juin 1965 (p. 2239); la 1re séance du 21 juin 1965 (p. 2269); la 2e séance du 21 juin 1965 (p. 2324); la 1re séance du 28 juin 1965 (p. 2672); la 2e séance du 28 juin 1965 (p. 2696); la 2e séance du 11 octobre 1965 (p. 3486); la 1re séance du 14 octobre 1965 (p. 3641); la 1re partie de la 2e séance du 15 octobre 1965 (p. 3747); la 1re séance du 18 octobre 1965 (p. 3787); la 2e séance du 22 octobre 1965 (p. 4002); la 3e séance du 22 octobre 1965 (p. 4007); la 2e séance du 25 octobre 1965 (p. 4075); la 2e séance du 28 octobre 1965 (p. 4277); la 2e séance du 3 novembre 1965 (p. 4397); la 2e séance du 18 novembre 1965 (p. 4759); la 2e séance du 19 novembre 1965 (p. 4782); la 3e séance du 19 novembre 1965 (p. 4790); la 2e séance du 21 décembre 1965 (p. 5002); la séance du 15 avril 1966 (p. 747); la 1re séance du 21 avril 1966 (p. 847); la séance du 4 mai 1966 (p. 1079); la 2e partie de la 2e séance du 18 mai 1966 (p. 1392); la 2e séance du 24 mai 1966 (p. 1440); la 1re séance du 9 juin 1966 (p. 1823); la 1re séance du 23 juin 1966 (p. 2260); la 1re partie de la séance du 30 juin 1966 (p. 2480); la 2e séance du 13 octobre 1966 (p. 3402); la 2e séance du 18 octobre 1966 (p. 3495); la 2e séance du 21 octobre 1966 (p. 3713); la 3e séance du 21 octobre 1966 (p. 3715); la 1re séance du 25 octobre 1966 (p. 3810); la 3e séance du 26 octobre 1966 (p. 3913); la 1re séance du 2 novembre 1966 (p. 4103); la 2e séance du 7 novembre 1966 (p. 4317); la 3e séance du 8 novembre 1966 (p. 4385); la séance du 15 novembre 1966 (p. 4568); la 2e séance du 22 novembre 1966 (p. 4731); la 2e séance du 23 novembre 1966 (p. 4792); la séance du 24 novembre 1966 (p. 4825); la 2e séance du 7 décembre 1966 (p. 5328); la 2e séance du 13 décembre 1966 (p. 5466).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Tony Larue (scrutin sur le budget des postes et télécommunications) : *Retrait de la demande de scrutin; bulletin jaune de séance* (8 janvier 1963] (p. 342).

Ses observations sur la discussion des questions orales avec débat relatives au statut de la R.T.F. [11 juin 1963] (p. 3255).

Ses observations sur le dépassement par les orateurs du temps de parole qui leur avait été imparti dans le débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale; sa décision de lever la séance [20 juin 1963] (p. 3638, 3639).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Derancy (son vote) [8 novembre 1963] (p. 6940).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Lathière (son droit de parole sur les cépages hybrides) [25 octobre 1963] (p. 5698).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Maurice Faure : *Retransmission des séances de l'Assemblée Nationale à la télévision* (28 avril 1964] (p. 977).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Boscher : *Gouvernement étant maître de l'ordre du jour* [29 juin 1964] (p. 2316);

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Boscher : *Application et respect du temps de parole* [4 novembre 1964] (p. 4535); *ses observations sur l'application stricte du Règlement en ce qui concerne le temps de parole* (p. 4547); *groupe de l'U.N.R.-.U.D.T. ayant épuisé son temps de parole; courtoisie du Gouvernement lui ayant donné trente minutes*

(p. 4548); *fixation de l'ordre de discussion des amendements* (p. 4560); *classement des amendements fait par les services de la présidence* (p. 4560); *application de l'article 42 de la loi organique aux lois de finances* (p. 4562).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Durée des discussions* [28 avril 1965] (p. 941).

Annonce à l'Assemblée l'opposition faite à la candidature de M. Sanglier à la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [28 avril 1965] (p. 944).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Montalat au sujet du vote de M. Gaston Defferre sur la question préalable [25 mai 1965] (p. 1539).

Ses observations sur la demande de M. Pleven lors de la discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales, absence d'explications de vote sur les amendements [11 juin 1965] (p. 2059).

Ses observations sur le rappel au Règlement de Mlle Dienesch [16 juin 1965] (p. 2184).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Fanton [18 juin 1965] (p. 2240).

Ses observations sur la portée d'une seconde délibération : *Question posée par M. de Grailly lors de la discussion du projet de loi adopté par le Sénat portant institution d'un Code de justice militaire* [21 juin 1965] (p. 2321).

Ses observations sur la mise au point de M. Rousselot au sujet de son vote [28 juin 1965] (p. 2672).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret [28 juin 1965] (p. 2672).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cassagne [28 juin 1965] (p. 2672, 2673).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Odru [3 novembre 1965] (p. 4398).

Ses observations sur le discours de M. Chazalon lors de la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Coste-Floret tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Organisation du débat sur une demande de constitution d'une Commission spéciale* [21 avril 1966] (p. 849).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Louis Dupont, Méhaignerie, Arthur Moulin, Lamps et de Grailly [24 mai 1966] (p. 1441, 1442).

Ses observations sur l'article 100 du Règlement de l'Assemblée Nationale : *Impossibilité pour l'Assemblée de délibérer sur les amendements non soutenus en séance* [24 mai 1966] (p. 1443).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Mondon : *Conditions de discussion du budget du logement* [8 novembre 1966] (p. 4397).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Bertrand Denis lors de la discussion du projet de loi sur l'élevage : *Ordre de discussion des amendements* [23 novembre 1966] (p. 4810).

Ses observations sur les paroles de M. Chazalon relatives à l'ordre du jour complémentaire [7 décembre 1966] (p. 5329).

Ses observations sur le droit de parole d'un auteur d'amendement; application du Règlement [7 décembre 1966] (p. 5335).

Ses observations sur les mises au point faites par MM. Boscary-Monsservin et René Laurin sur leurs votes sur la proposition de loi portant amnistie totale d'infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie [13 décembre 1966] (p. 5466).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème des autoroutes; faiblesse du programme des constructions d'autoroutes; nécessité de procéder à des études scientifiques fondées en la matière; prolongement de l'autoroute du Sud; discussion à propos du bitume et du béton; création de péage; ses inconvénients; conséquences du péage sur la décentralisation industrielle* [15 janvier 1963] (p. 840, 841);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 4 (suite) : *Organisation du contrôle judiciaire; nécessité de raccourcir le chemin judiciaire; problème des délais* [11 juin 1965] (p. 2052, 2053);

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération, en qualité de *Rapporteur pour avis: Avis favorable de la Commission des affaires étrangères; conséquences des conventions de coopération avec la France; rôle de la direction générale des affaires culturelles et techniques du Ministère des Affaires étrangères; problème de la proportion des élèves entrés à l'Ecole nationale d'administration appelés à servir dans la coopération;*

suppression du numerus clausus [7 juin 1966] (p. 1723, 1724);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis: Réforme des structures gouvernementales; ses observations sur les Etats d'Afrique Noire; rôle des jeunes gens du contingent;* numerus clausus *frappant les jeunes gens sortis de l'Ecole nationale d'administration; coopération française vis-à-vis des pays d'Asie et d'Afrique latine* [19 octobre 1966] (p. 3538, 3539).

CHAMBRUN (M. Charles de), *Député de la Lozère, 2e circonscription (C.D.).*

Secrétaire d'Etat au commerce extérieur
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale [6 décembre 1962] (p. 1), [30 avril 1963] (p. 2715), [2 avril 1964] (p. 597);

— Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 8 février 1966, de son mandat de député (*J. O.* du 10 février 1966, p. 1162).

Ses fonctions de Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187) (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à prévoir certaines exceptions, en ce qui concerne la réglementation de la coordination des transports, en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre, **n° 165** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à réduire la durée du service militaire et à en adapter les modalités d'accomplissement aux conditions de la guerre moderne, notamment à la nécessité d'assurer la protection civile et certaines formations techniques, **n° 313** [7 juin 1963].

Interventions :

En qualité de Député :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Problème du sport dans les milieux scolaires; situation des départements ruraux à cet égard; rôle des représentants départementaux du Haut-Commissariat à la jeunesse et aux sports; exemple de la piscine située sur le boulevard Lannes; financement des installations sportives mis à la charge des collectivités locales; nécessité de prévoir une part des investissements scolaires pour les investissements sportifs* [19 janvier 1963] (p. 1226); CRÉDITS MILITAIRES : *Progrès du sport dans l'armée et ses avantages* [24 janvier 1963] (p. 1612);

— du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'État : *Nécessité de combattre les menaces d'inflation; avantages consentis par le présent emprunt aux revenus élevés; position du groupe du Centre démocratique à l'égard de celui-ci et de la politique financière du Gouvernement* [8 mai 1963] (p. 2800).

Prend part au débat sur une déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Récentes modifications*

apportées aux statuts des fédérations sportives [21 juin 1963] (p. 3819).

Pose à M. le Secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, une question orale, sans débat, relative au fonctionnement des fédérations sportives et à la formation des cadres : *Problème des délégations de pouvoirs octroyés aux fédérations affinitaires; agrément de ces fédérations; ses modalités; activité et durée des postes des dirigeants des fédérations sportives; rapports entre le Secrétaire d'Etat et le personnel administratif des fédérations; statut du sport; rapports entre professionnels et amateurs* [18 juillet 1963] (p. 4278).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Problème de la réduction de la durée du service militaire; conception de ce que doit être ce service; différentes formes d'hostilité possible; guerre nucléaire totale; guerre avec l'utilisation d'armes nucléaires tactiques; guerre d'intervention hors du territoire national; guerre subversive* [19 juillet 1963] (p. 4342, 4343); Art. 19 : *Son amendement (Réduction indicative de crédits au sujet de la force de dissuasion)* (p. 4382);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Relations entre la France et le Brésil; contentieux sur certaines nationalisations* [29 octobre 1963] (p. 5882, 5883); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Transport des journaux; augmentation des crédits du Fonds culturel; reclassement des journalistes de journaux algériens nationalisés* [30 octobre 1963] (p. 6024); EDUCATION NATIONALE : *Equipement sportif des communes limitrophes des grandes agglomérations urbaines* [6 novembre 1963] (p. 6594); BUDGETS MILITAIRES : *Armement atomique pour la défense de la France; conservation d'une armée de type traditionnel; caractère de la politique actuelle du Gouvernement* [7 novembre 1963] (p. 6764, 6765).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la durée du service militaire : *Nécessité de conserver une force militaire stratégique; conception stratégique imposée par l'arme nucléaire tactique; sa proposition de loi tendant à modifier la durée et les buts mêmes du service militaire* [15 novembre 1963] (p. 7290).

Est entendu sur la question orale sans débat de M. Catalifaud relative à la fabrication et à la mise au point d'une voiture expérimentale française : *Nombre de voitures importées en France chaque année* [13 décembre 1963] (p. 7915).

Prend part au débat sur les questions orales avec débat relatives à la politique de coopération avec les pays en voie de développement : *Création de commissions de contrôle parlementaire pour étudier l'aide extérieure au tiers monde* [10 juin 1964] (p. 1794).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Constitution des moyens terrestres capables de verrouiller un front; utilisation d'armes nucléaires tactiques; adhésion de la nation à cette forme de défense; réforme du service militaire; organisation de la protection civile; sacrifices financiers; maintien de l'alliance atlantique; formation de l'Europe; développement de notre économie* [2 décembre 1964] (p. 5792, 5793);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Proposition de loi portant réforme du service militaire déposée en avril 1963; efficacité de notre défense nationale; nécessités de la dispersion imposées par les armes nucléaires tactiques; puissance de destruction dans les mains du plus petit gradé; garantie devant être donnée d'une formation professionnelle assortie d'une rémunération au caractère pragmatique du projet* [25 mai 1965] (p. 1530, 1531); Art. 23 : *Son amendement tendant à compléter la dernière phrase de cet article par les mots suivants : « ainsi que les éléments de formation nécessaires à la protection civile, notamment dans le domaine atomique »* [26 mai 1965] (p. 1593); *notion de protection civile* (p. 1593);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 229 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « ou le cessionnaire proposé » les mots : « ou si aucun cessionnaire ne s'est proposé »* [11 juin 1965] (p. 2019); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « dans le délai de trois mois à compter du refus » à insérer les mots : « ou de six mois à partir de la mise en vente »* (p. 2019); Art. 230 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Toutefois les dispositions de l'article 229 sont applicables si les échanges effectués par intermédiaire*

d'agents de change portent sur une quantité de titres inférieurs au vingtième du capital pendant la période de l'exercice précédant la date de mise en vente » (p. 2020); *dispositions restrictives de l'article 228* (p. 2020).

En qualité de Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification du décret n° 66-296 du 11 mai 1966 fixant le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie : *Importations de produits tunisiens; ses observations sur nos ventes d'automobiles* [28 juin 1966] (p. 2430);

— du projet de loi portant modification des dispositions de l'article 19 *bis* du Code des douanes relatif à la lutte contre le dumging : *Engagements internationaux de la France en matière de lutte contre le dumping; rapports de la France avec les pays non membres de la Communauté économique européenne; pratiques de dumping occulte; concurrence dans le domaine de la construction des navires* [29 novembre 1966] (p. 5038, 5039); Article unique : *Ses observations sur les amendements de M. Ziller* (p. 5039); *son sous-amendement tendant dans le texte proposé par l'amendement de M. Ziller à remplacer les mots : « de faire échec aux dispositions de » par les mots : « d'éluder ou de compromettre le recouvrement des droits prévus à... »* (p. 5040); *commerce avec les pays de l'Est; absence de prix de référence sur les marchés intérieurs des pays de l'Est* (p. 5040).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Poudevigne et Le Guen, relatives à l'aide à l'habitat rural [9 décembre 1966] (p. 5411, 5412, 5413).

Répond à la question orale sans débat de M. de Poulpiquet relative à la construction d'habitations neuves en zone rurale [9 décembre 1966] (p. 5413, 5414).

Répond à la question orale sans débat de M. de Tinguy relative aux poursuites en matière d'assurances sociales [9 décembre 1966] (p. 5414).

Répond à la question orale sans débat de M. Robert Fabre relative à la normalisation de la viande [9 décembre 1966] (p. 5415, 5416, 5417).

Répond à la question orale sans débat de M. Delmas relative aux adductions d'eau [9 décembre 1966] (p. 5417, 5418).

Répond à la question orale sans débat de MM. Le Theule, Escande et Godefroy relative aux produits laitiers [9 décembre 1966] (p. 5418, 5419).

CHANDERNAGOR (M. André), *Député de la Creuse, 2e circonscription (S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13); [30 avril 1963] (p. 2718).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 22 juillet 1948 accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, **n° 246** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un établissement public chargé de l'information et des études économiques, **n° 533** [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à supprimer l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 réprimant l'offense au Président de la République, **n° 671** [21 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à abroger l'article 698 du Code de procédure pénale et la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 relatifs à

la Cour de Sûreté de l'Etat, **n° 1924** [15 juin 1966].

Interventions :

Son rappel au Règlement : ses observations sur l'article 22 : *Problème de la répartition des places dans l'hémicycle; attitude de la majorité* [13 décembre 1962] (p. 39, 40).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 9 : *Harmonisation souhaitable des différents régimes de sécurité sociale; conditions du transfert envisagé des charges concernant le régime social agricole au régime général; sort qui sera fait aux excédents du compte des prestations familiales de la Caisse nationale; aggravation de la situation financière du régime général; atteinte portée au principe de l'autonomie des régimes; diminution de la participation de l'Etat aux dépenses du régime agricole; habitude prise par le Gouvernement de transférer sur les collectivités locales les charges qui lui incombent* [18 décembre 1962] (p. 99 à 101); *son amendement de suppression du paragraphe premier de cet article* (p. 104); Art. 11 : *Son amendement (Réduction des dépenses militaires en capital)* (p. 144); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Propos tenus par le Président de la République lors de sa dernière conférence de presse; données actuelles de la politique étrangère de la France; mesures prises dans le passé pour éviter la renaissance du militarisme allemand et une intervention armée soviétique; différentes conceptions de l'intégration européenne; motifs invoqués pour refuser l'intégration des forces nucléaires dans l'Alliance atlantique; leçons de l'affaire de Cuba; développement de la coopération franco-allemande; dangers d'un affaiblissement de l'alliance atlantique; respect des clauses du Traité de Rome; place de la Grande-Bretagne dans la construction européenne; opinion émise à ce sujet par M. Peyrefitte le 27 août 1960; oppositions rencontrées par la politique française dans les autres pays du Marché commun; isolement de la France; discours du Président de la République à l'Ecole de guerre de Hambourg au sujet des rapports franco-allemands; éventualité d'un armement nucléaire de l'Allemagne fédérale; encouragement officiel donné aux tendances cocardières de la France; insuffisance de la force de frappe française* [24 janvier 1963] (p. 1638 à 1643); *refus opposé par la France à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; positions des autres partenaires du Marché commun* (p. 1664); titre IV : *Position du groupe socialiste dans ce débat de politique étrangère; rejet du titre IV* (p. 1666);

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'État instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : Ses explications de vote : *Aspect politique du problème; respect des droits de l'homme; législations d'exception; vote hostile du groupe socialiste* [13 février 1963] (p. 2135, 2136);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière : *Absence de caractère démocratique des organismes préparant le Plan; dispositions en faveur des rapatriés âgés; caractère illusoire de certaines mesures fiscales proposées (Majoration du taux du droit d'apport sur les incorporations de réserves au capital); dépenses somptuaires des sociétés; insuffisance des budgets d'équipement de l'agriculture, de la construction, de l'éducation nationale, de la santé publique* [29 mai 1963] (p. 3096 à 3098); COMMISSION MIXTE PARITAIRE : *Politique adoptée par les députés de l'U.N.R. en ce qui concerne le vote du présent texte; importance des charges militaires et extérieures* [12 juin 1963] (p. 3305).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Max-Petit et Nungesser relatives au statut de la R.T.F. : *Interprétation de l'article 37 de la Constitution* [14 juin 1963] (p. 3418).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Caractère politique des grèves condamnées par la circulaire de M. Christian Pineau en 1950* [17 juillet 1963] (p. 4238);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 4 : *Son amendement (Suppression de la compétence prévue de la Cour des comptes sur les collectivités locales) : complications qui résulteraient d'un contrôle de l'Etat sur les collectivités locales en matière financière* [19 juillet 1963] (p. 4355);

— du projet de loi relatif à certaines moda-

lités d'accomplissement du service national : *Etat d'esprit des objecteurs de conscience; motivations de leur position; données statistiques sur le nombre des objecteurs de conscience à l'étranger; nécessité de reconnaître un statut à l'objecteur de conscience* [24 juillet 1963] (p. 4461 à 4463); Art. 1er : *Son amendement (Service civil pour les objecteurs de conscience)* (p. 4471); Article additionnel : *Son amendement (application de la présente loi aux D.O.M. et T.O.M.)* (p. 4475); ses explications de vote : *Limitations apportées au projet par différents amendements* (p. 4477); En deuxième lecture, du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement; Art. 8 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « deux fois », les mots : « une fois et demie »; durée du service civil* [15 octobre 1963] (p. 5167); Art. 12 : *Dégradation civique; refus de voter le texte* (p. 5168); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Débats philosophiques et moraux; adversaires du statut; renvoi* [21 novembre 1963] (p. 7367);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Pragmatisme en politique; retard dans l'union de l'Europe; isolement de la France; négociations sur le désarmement; problème de la défense nationaliste; constitution d'une force de frappe atomique; méthode du Gouvernement; pouvoir personnel (*29 octobre 1963] (p. 5860, 5861, 5862, 5863); *opposition du groupe socialiste à la politique étrangère du Gouvernement* (p. 5882).

Prend part au débat sur les questions orales de M. Mitterrand relatives aux pouvoirs respectifs du Président de la République et du Gouvernement : *Suppression de l'équilibre des pouvoirs établi par la Constitution ; deux phases de l'évolution constitutionnelle depuis 1958 avant et après le référendum de 1962; mutation profonde du régime aboutissant à un régime ouvertement plébiscitaire; invasion de l'activité gouvernementale par le « domaine réservé »; nécessité de rétablir l'équilibre des pouvoirs; aménagement de la procédure du référendum; réduction de la durée du mandat présidentiel; nouvelle définition de l'arbitrage; rapports de l'exécutif avec l'opinion et le Parlement* [24 avril 1964] (p. 952 à 954).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « de Lyon et de Marseille »* [21 mai 1964] (p. 1312); *concentration des forces en vue d'une administration plus cohérente et efficace; situation des grandes villes, telles celles de Lyon et de Marseille; sectionnement des grandes villes dans le passé; consultation, dans ce cas, du conseil municipal et du conseil général* (p. 1312, 1313); *son amendement tendant à compléter l'article 2 par le nouvel alinéa suivant : « Dans les villes de Lyon et de Marseille, le maire est élu au scrutin uninominal par l'ensemble des électeurs de la commune »* (p. 1316); *faire prévaloir l'intérêt général sur tous les intérêts particuliers pouvant se donner libre cours à l'intérieur de chaque secteur; nécessité d'assurer la cohésion au départ* (p. 1316);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Premiers marchés pour la construction de la Maison de la Radio passés sous la IVe République* [28 mai 1964] (p. 1457); Art. 3 : *Avis émis par le Conseil d'Etat relatif à la composition du conseil d'administration* (p. 1475); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « L'opposition aura des droits égaux de réponse »* (p. 1495); *cas de la Grande-Bretagne où le leader de l'opposition peut répondre à une déclaration du Premier Ministre; problème de la liberté de l'information au cours des séances consacrées au nouveau statut de la R.T.F.; possibilité pour l'opposition de se faire entendre à une heure d'écoute convenable chaque fois que le Gouvernement jugera bon de faire une déclaration* (p. 1495, 1496); *nécessité d'assurer l'objectivité des comptes rendus délivrés des débats; problème des responsabilités* (p. 1498); ses explications de vote : *Utilisation du vote bloqué* (p. 1508); *esprit libéral du Ministre de l'Information; groupe socialiste votant contre le projet* (p. 1508);

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : ses explications de vote : *Caractère inquiétant du projet; blanc-seing donné au Gouvernement;*

problème de l'unité et de la mobilité du corps des administrateurs civils; ne pas porter atteinte au statut général des fonctionnaires; abstention de l'orateur et de ses amis politiques [3 juin 1964] (p. 1594, 1595);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Non-application de l'article 50 de la loi de 1871 et de l'article premier de l'Ordonnance de 1945; porter atteinte à la charte des libertés locales; position du Conseil d'Etat* (11 juin 1964] (p. 1830, 1831);

— du projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées, Art. 2 : *Consultation de l'office* [17 juin 1964] (p. 2003);

— de la proposition de loi de M. Arthur Moulin et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi du 19 novembre 1963 relative à la protection des animaux : *Proposition de loi connexe ayant été déposée par M. Notebart et plusieurs membres du groupe socialiste; textes devant être discutés conjointement sur un rapport commun* [18 juin 1964] (p. 2039, 2040);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER; Art. 24 : *Opposition du groupe socialiste* [16 octobre 1964] (p. 3357); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Opposition du groupe socialiste lors du vote* [5 novembre 1964] (p. 4732); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES : *Permettre à l'opposition de s'exprimer convenablement* [9 novembre 1964] (p. 5186);

— sur la motion de censure : *Appartenance politique de M. Paquet sous la IVe République* [27 octobre 1964] (p. 3957).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale avec débat relative aux incidences financières du voyage du Chef de l'État en Amérique latine : *Aspects financiers de ce voyage; dissémination des chapitres sur lesquels sont imputées les dépenses du déplacement du Président de la République et des réceptions de Chefs d'Etats étrangers; difficultés du contrôle parlementaire du fait de cette dissémination; orientation de l'aide française aux pays du Tiers Monde; importance, nature et financement de cette aide; pourcentage de l'aide par rapport au produit national brut d'après le rapport Jeanneney; relève européenne de l'aide française en Afrique; difficultés posées par la coopération sur le plan économique; nécessité d'accroître les investissements intérieurs; incohérence de la mise en service de la coopération* [30 octobre 1964] (p. 4323 à 4326); *inscription au budget de la Présidence de la République des dépenses dites exceptionnelles; « trust » des rapports par les membres de la majorité à la Commission des finances; bilan des précédents voyages aux Etats-Unis, en Angleterre et en Allemagne; jugement porté par Montesquieu sur Louis XIV* (p. 4330, 4331, 4332).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux : *Ordonnances prises par le Gouvernement en vertu de l'article 38 de la Constitution devant être soumises à la discussion du Parlement; intentions du Gouvernement sur l'avenir du Marché commun* [17 novembre 1964] (p. 5416); *texte pris par des Gouvernements socialistes ayant été soumis à ratification parfois dans des conditions difficiles* (p. 5417);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : ses explications de vote : *Retransmission du discours de M. Montalat; repli de la France; montée de l'autoritarisme; conséquences du projet de loi de programme* [2 décembre 1964] (p. 5807); En deuxième lecture : ses explications de vote : *Son opposition au projet de loi* [15 décembre 1964] (p. 6127);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale, Art. 1er : *Vote du groupe socialiste* [10 décembre 1964] (p. 6059); Art. 3 : *Vote du groupe socialiste* (p. 6059);

— du projet de loi, déposé par le Sénat, tendant à la répression de l'usage des stimulants, à l'occasion des compétitions sportives, Art. 3 : *Opposition du groupe socialiste lors du vote* [15 décembre 1964] (p. 6123); Art. 4 : *Abstention du groupe socialiste lors du vote* (p. 6124);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances : *Gouvernement ayant cédé à la pression d'une partie de la majorité; projet reposant sur la grâce amnistiante; appréciation du Chef de l'Etat;* [17 décembre 1964]

(p. 6187 à 6189); *Gouvernement devant chercher à refaire l'unité de la Nation; amnistie devant être fondée sur le critère objectif de la durée des peines prononcées; vote de son groupe dépendant de l'attitude du Gouvernement lors du débat* (p. 6189); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article: « Peuvent par décret être admis au bénéfice de l'amnistie les condamnés pour les faits commis entre le 1er novembre 1954 et le 1er janvier 1963, en relation avec les événements d'Algérie, à une peine privative de liberté assortie ou non d'une amende, supérieure à dix ans et inférieure ou égale à vingt ans, compte tenu des mesures de grâce intervenues »* (p. 6197); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Faits commis entre le 1er novembre 1954 et le 1er janvier 1963)* (p. 6198).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative au respect du statut de l'O.R.T.F. : *Déclarations de M. le Ministre de l'Information lors du débat du statut de l'O. R. T. F.; conseil d'administration garant de l'impartialité indispensable; propagande au moment des élections municipales; réponse de M. Wladimir d'Ormesson à une question du parti socialiste relative aux textes en vigueur sur la propagande électorale par voie de radio et de télévision; allocution « au coin du feu » de M. le Premier Ministre; choix des maires interviewés dans les émissions régionales; intentions du Gouvernement relatives aux représentants de l'Etat dans le conseil d'administration de l'O.R.T.F.* [30 avril 1965] (p. 1055, 1057); *véritable mission d'un service public* (p. 1061).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Abstention du groupe socialiste* [5 mai 1965] (p. 1157);

— du projet de loi tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux nécessaires à l'organisation des Xe Jeux Olympiques d'hiver à Grenoble : *Problème de la déclaration d'utilité publique* [2 juin 1965] (p. 1707);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes : *Détente Est-Ouest; conditions nécessaires de la détente; initiative militaire ou diplomatique de la France; caractère de l'alliance atlantique; attitude du Gouvernement français; situation de l'Allemagne; évolution du Marché commun; isolement de la France; force de frappe* [16 juin 1965] (p. 2174, 2175);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : ses explications de vote : *Incertitudes du texte; cas des artisans et des commerçants; son abstention lors du vote* [25 juin 1965] (p. 2568);

— en troisième lecture, de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Opposition du groupe socialiste à l'ensemble de la proposition de loi* [30 juin 1965] (p. 2774);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales : *Assurer une indemnisation convenable des greffiers qui seront expropriés de leur charge; avenir de la fonction publique et de la justice* [30 juin 1965] (p. 2780, 2781); En deuxième lecture, Art. 3 *bis* : *Ses observations sur l'amendement de M. Bustin; indemnisation des greffiers titulaires* [9 novembre 1965] (p. 4595); *justice sociale; cas de la région parisienne* (p. 4595); *ses observations sur les paroles de M. Hoguet* (p. 4596);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Moyens budgétaires d'application de la loi sur l'indemnisation des calamités agricoles; loi du 10 juillet 1964; Fonds d'indemnisation des calamités; indemnisation des victimes des calamités; cas des producteurs de céréales du département de l'orateur* [28 octobre 1965] (p. 4281, 4282).

Son rappel au Règlement : *Date de discussion des questions orales avec débat sur les affaires sociales; ampleur actuelle des problèmes sociaux* [17 mai 1966] (p. 1302).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Difficultés actuelles des collectivités locales; équipement de ces collectivités; problème de la répartition des charges entre l'Etat et les collectivités; problème des subventions et des emprunts; buts fixés par le Ve Plan; ses observations sur les dépenses de logement des instituteurs; question des bâtiments scolaires; participation des collec-*

tivités locales à des avances sans intérêt ou à des fonds de concours; logements sociaux; voiries nationale, départementale, communale; possibilité de modifier le classement des routes; constructions scolaires; équipement sportif; tutelle politique; rôle des C.O.D.E.R.; programmes d'adduction d'eau; loi Minjoz; autofinancement des communes; réforme des finances locales [17 mai 1966] (p. 1318 à 1321).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : ses explications de vote : *Finances locales; conséquences du projet de loi sur les finances locales; son opposition au projet de loi* [11 octobre 1966] (p. 3310, 3311);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE-F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Problèmes du remembrement; ses observations sur le montant des subventions accordées pour les travaux de post-remembrement; dépenses des communes; ses observations sur la position prise par le conseil général de la Creuse; problèmes des chemins ruraux; notion de zone spéciale d'action rurale* [26 octobre 1966] (p. 3925, 3926); JUSTICE, Art. 50 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [27 octobre 1966] (p. 4012); *réforme des greffes* (p. 4012, 4013);

— en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Vote du groupe socialiste sur l'ensemble du projet de loi* [18 novembre 1966] (p. 4703);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis; ses explications de vote : *Evolution des départements et territoires d'outre-mer; notion de spécificité; pressions électorales dans les territoires d'outre-mer; modification de la loi électorale; respect du Parlement; son abstention lors du vote* [2 décembre 1966] (p. 5242, 5243);

CHAPALAIN (M. Jean-Yves), *Député de la Sarthe, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2e partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1er décembre 1964] (p. 5752);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 12, Education nationale : Education nationale et services communs, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 11, Education nationale : Education nationale et services communs, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 11. Education nationale, Tome 1er, Education nationale et services communs, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577); annexe 11, Education natio-

nale, Tome 1er, Education nationale et services communs, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Annexe n° 13, Education nationale, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial: Importance de ce budget; progression rapide des effectifs scolaires; migrations vers les villes; effort à accomplir dans les trois ordres d'enseignement; complexité des personnels relevant de l'éducation nationale; lenteur des formalités préalables aux constructions scolaires; nécessité de décentraliser en la matière; reports de crédits; changements intervenus dans le titulaire du poste de l'éducation nationale; difficultés prévisibles à partir de 1965; conséquences de la réforme de l'enseignement à partir de 1967; différentes dépenses inscrites au titre de l'éducation nationale; créations de postes dans l'enseignement (enseignement supérieur, études médicales, enseignement élémentaire et terminal, collèges techniques); insuffisance du présent budget; crise de l'enseignement technique; absence de données exactes sur le nombre des instituteurs; décentralisation souhaitable en matière de gestion; difficultés de fonctionnement; problème des constructions scolaires; augmentation considérable du budget des bourses; fonctionnement du Centre national et des centres régionaux des œuvres universitaires; effort en faveur des collectivités locales; insuffisance de la subvention attribuée au B.U.S.; dépenses en capital; éventualité d'un emprunt national en faveur de l'éducation nationale; nécessité de dégager de nouveaux crédits* [18 janvier 1963] (p. 1147 à 1150); ANCIENS COMBATTANTS : *Indemnités dues aux déportés et internés de la guerre 1939-1945; problème des indemnités allemandes; cas des cheminots anciens combattants; réévaluation d'un certain nombre de chapitres du présent budget* [23 janvier 1963] (p. 1527); *problème des cheminots anciens combattants* (p. 1534);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 17 : *Avantages pour le Trésor d'une majoration du taux de prélèvement sur le pari mutuel; nécessité de compenser la suppression du demi-décime; développement des enjeux; comparaison du taux de prélèvement avec celui opéré dans le cas de la loterie nationale* [29 mai 1963] (p. 3105, 3106); *conséquences du maintien du demi-décime; nécessité de trouver des recettes compensatoires* (p. 3109); COMMISSION MIXTE PARITAIRE : *Position étonnante adoptée par le Ministre des Finances au sujet de l'amendement relatif à la taxation des gains du P.M.U.; importance de la charge supplémentaire que représente le maintien du demi-décime pour les cadres* [12 juin 1963] (p. 3305, 3306);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 9 : *Modification au régime de l'impôt sur les revenus des personnes physiques* [23 octobre 1963] (p. 5411); *barème de la surtaxe progressive* (p. 5413); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 81 : *Aide de l'Etat aux collectivités locales* [24 octobre 1963] (p. 5529); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème du rapport constant; reclassement des cheminots, anciens combattants; cas des déportés et internés spoliés* [25 octobre 1963] (p. 5658, 5659); EDUCATION NATIONALE : en qualité de *Rapporteur spécial: Importance de la tâche du Ministère de l'Education nationale; part de l'éducation nationale dans le budget général; augmentation des crédits permettant d'amorcer une revalorisation des rémunérations et une utilisation plus rapide des crédits de paiement pour l'équipement; nécessité de réformes; croissance des effectifs scolaires; plan d'équipement scolaire et universitaire pour 1962-1965; déblocage des crédits bloqués par application du plan de stabilisation* [6 novembre 1963] (p. 6546, 6547, 6548);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, Art. 78 : *Délai applicable aux contribuables ayant un dossier suspect* [5 décembre 1963] (p. 7647);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Désirs des magistrats municipaux des villes en voie de développement; réalisations pratiques étant préférables à de grandes déclarations politiques; dépersonnalisation des élections municipales; donner la première place aux problèmes concrets; permettre au maire de s'entourer d'une équipe homogène;*

nécessité de lui donner les moyens de bien administrer et de défendre les libertés communales; caractère loyal de ce mode de scrutin; éliminer tous les marchandages politiques; appliquer le système à l'ensemble des élections municipales [21 mai 1964] (p. 1298, 1299, 1300);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER : Art. 17 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe premier de cet article : « Le barème du prélèvement spécial progressif sur les rapports du pari-tiercé, prévu par décret n° 64-91 est majoré de 50 % »* [16 octobre 1964] (p. 3343); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial: Rentrée scolaire ayant été moins difficile que les précédentes années; augmentation considérable des crédits et des effectifs au cours des dernières années; retards subsistants, notamment pour l'enseignement supérieur; prévisions du plan sur le nombre des étudiants; réforme des études médicales et pharmaceutiques; exécution du plan à 91,6 %; insuffisance initiale des structures de l'Education nationale; rigidité du marché de la construction; montant des dépenses ordinaires; importance de l'effort accompli pour la jeunesse française; dépenses d'enseignement inscrites aux budgets de l'Agriculture et de la Santé; crédits affectés à l'Education nationale atteignant 19,4 % des dépenses totales de l'Etat* [29 octobre 1964] (p. 4106, 4107); *Plan réalisé en valeur mais ne l'étant pas en volume; tension persistante du marché de la construction; hausse des prix dans ce secteur; adoption du projet de budget* (p. 4107, 4108); *rôle de la Caisse de prêts aux collectivités locales; ses observations sur les paroles prononcées par M. Cachat* [30 octobre 1964] (p. 4304); Art. 60 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Fonds visés au deuxième alinéa de l'article 8 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959)* (p. 4311); *situation après le 31 décembre 1964; cessation des avantages résultant de la loi Barangé* (p. 4311); *précisions nécessaires sur un sujet délicat* (p. 4312);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial: Règle d'or de Jules Ferry; accroissement des effectifs du personnel; effort d'adaptation et de rénovation; caractéristiques de la dernière rentrée; capacité des collèges d'enseignement technique; constructions scolaires; domaine de l'aide aux familles; montant des crédits destinés aux œuvres sociales; créations d'emplois; enseignement du premier degré; charges laissées aux collectivités locales; ramassage scolaire; investissements; refus de la part de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie d'accepter la prise en charge par l'Etat de ses enseignements du second degré* [18 octobre 1965] (p. 3788, 3789); *transfert au Ministère de la Santé publique et de la Population d'un certain nombre d'emplois; ses observations sur les paroles de M. Fernand Dupuis* (p. 3808); *position de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie en matière d'enseignement du second degré* [19 octobre 1965] (p. 3870); En deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1966, Art. 19 : *Situation des petits producteurs de blé; prélèvement de 0,70 francs par quintal; marché du blé* [18 novembre 1965] (p. 4742);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Ses observations sur l'éducation nationale; généralisation du travail féminin; situation dans les écoles maternelles; rentrée de 1972; enseignements supérieurs; nombre des étudiants venant faire leurs études à Paris* [5 novembre 1965] (p. 4513, 4514);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ÉDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial: Création d'un Ministère de la Jeunesse et des Sports; loi d'orientation de programme relative à la formation professionnelle; office national d'information et d'orientation; disparition du B.U.S.; crédits de la direction de la pédagogie; enseignement du premier degré; gratuité des fournitures; développement des programmes de recherche; progression des effectifs; ses observations sur les enseignements supérieurs; mise en place des instituts universitaires de technologie; crédits de recherche; Centre national de la recherche scientifique; établissements français à l'étranger; cas du lycée Chateaubriand à Rome; dotation de la direction des bibliothèques; nombre des bourses; Fonds de solidarité universitaire; restaurants universitaires; ramassage scolaire; constructions scolaires dans le second degré* [2 novembre 1966] (p. 4104, 4105); *ses observations sur le lycée de Milan et le lycée Chateaubriand de Rome* [3 novembre 1966] (p. 4169); article additionnel : *Ses obser-*

vations sur l'amendement de M. Rousselot (p. 4178).

CHAPUIS (M. Noël), *Député de l'Isère, 5e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 janvier 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la Sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans, (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Protestations contre le système des autoroutes payantes* [30 octobre 1963] (p. 6006, 6007).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Constitution, autour de chaque métropole régionale, et en particulier autour de Lyon, d'une sorte de désert; plan d'aménagement et d'organisation de la « petite » région lyonnaise; maintenir autour de la métropole une ceinture verte reliant les petites cités voisines; constitution d'un secrétariat; nécessité de donner aux organismes constitués un caractère officiel* [26 novembre 1963] (p. 7438, 7439).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE *Intégration des commis « nouvelle formule 1946 » six mille agents intéressés par ce problème* [21 octobre 1964] (p. 3538);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan : *Son désir de voir dans le plan une place plus large faite aux familles et aux personnes âgées; prestations familiales; situation des personnes âgées; transferts sociaux; axe mer du Nord—Méditerranée; canal Rhône-Rhin* [26 novembre 1964] (p. 5649, 5650);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Ses observations sur les problèmes dauphinois de l'agglomération lyonnaise; problème des limites départementales; rôle du plan d'aménagement et d'organisation générale; antagonisme entre Lyon et Villeurbanne; cas de Feyzin; problèmes relatifs aux compétences; composition du conseil de communauté; ses observations sur les ressources; sort des fonctionnaires communaux; consultation des intéressés; cas de la ville de Vienne; nécessité d'apporter quelques corrections à la carte des départements français; désir de coopération des maires* [7 octobre 1966] (p. 3241, 3242); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (paragraphe 1er) de cet article, après le mot: « plan » à insérer le mot « directeur »* [11 octobre 1966] (p. 3276); *cas de la région lyonnaise; plan directeur d'urbanisme; plans de secteurs* (p. 3276); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3281); *fixation des transferts obligatoires* (p. 3281); Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Extension par délibération du conseil de communauté des attributions de la communauté urbaine)* (p. 3290); En deuxième lecture, Art. 3 : *Plan d'urbanisme; constitution de réserves foncières* [17 novembre 1966] (p. 4641).

CHARBONNEL (M. Jean), *Député de la Corrèze, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Coopération
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Coopération (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 8 février 1966, de son mandat de député (*J. O.* du 10 février 1966, p. 1162).

Ses fonctions de Secrétaire d'État aux Affaires étrangères chargé de la Coopération cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187) (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre du comité consultatif du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [7 février 1963] (p. 2090).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 19; Services du Premier Ministre : Energie atomique, **n° 25** [18 décembre 1962];

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 18, Services du Premier Ministre : Energie atomique, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), annexe n° 19. Services du Premier Ministre, Energie atomique, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1099-2°, du Code civil relatif aux donations entre époux, **n° 1508** [24 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), annexe n° 18, Services du Premier Ministre, Energie atomique, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Interventions :

En qualité de Député :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - ENERGIE ATOMIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial: Développement des recherches nucléaires de la France; rapidité du rythme de consommation des crédits; budget du Commissariat à l'Energie atomique; développement de la production des matières fissiles en France; exploitation des mines d'uranium; production de plutonium et de radio-éléments; recherches fondamentales en matière d'accélérateur de particules, d'alliages spéciaux; recherches appliquées; production nucléaire d'électricité; problème de la propulsion nucléaire sous-marine; contribution de la France au Conseil européen pour la recherche nucléaire et à l'Euratom; organisation du Commissariat; problèmes que posent les rapports de ce Commissariat avec l'industrie privée; accélération du progrès technique; coût difficilement prévisible de certaines dépenses; accroissement des effectifs du Commissariat; maintien des structures originelles établies par l'ordonnance du 18 octobre 1945; contrôle de l'activité du Commissariat, en particulier dans le domaine financier; contrôle parlementaire* [25 janvier 1963] (p. 1808 à 1810); titre IV : *Amendement de M. Ribière (diminution de crédits)*; *regroupement préférable de toutes les dépenses relatives à la recherche scientifique et technique dans le budget du Premier Ministre* (p. 1817);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - ENERGIE ATOMIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial: Budget du Commissariat à l'Energie atomique; son expansion; nombre d'opérations nouvelles; séparation des isotopes de l'uranium à Pierrelatte; production de radio-*

éléments; programme de recherche; effectifs du personnel en augmentation; caractère productif de l'activité du Commissariat; rapports exacts entre le Commissariat et l'Euratom [8 novembre 1963] (p. 6929, 6930).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Situation du Limousin; caractères des aides utilisées: non homogènes, incomplètes, trop dispersées et peu efficaces; aggravation des déséquilibres existants; diversification des incitations financières; attribution d'aide en fonction de critères simples; action de l'Etat devant être étroitement coordonnée aux actions des collectivités locales* [26 novembre 1963] (p. 7442 à 7444).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, en qualité de *Rapporteur pour avis: Conséquences financières du projet; réforme coûtant au total 200 millions; importance de l'effort consenti par le Gouvernement; absence de solution pour un certain nombre de questions; avis favorable de la Commission* [6 octobre 1964] (p. 2950) ; Art. L 23 : *Ses observations sur l'amendement déposé par M. Vallon et tendant à rendre possible la réduction de l'âge de la retraite* [7 octobre 1964] (p. 3000) ; Art. L 45 : *Situation de la veuve ou de la femme divorcée contractant un nouveau mariage* [8 octobre 1964] (p. 3018); Art. 3 : *Garantir aux fonctionnaires et aux agents des anciens services d'outre-mer les droits et avantages qu'ils détiennent en contrepartie des avantages de carrière dont ils sont exclus* (p. 3046); Art. 9 : *Ses observations sur les amendements de MM. Vallon et Bignon* (p. 3052); *retrait de l'amendement de M. Vallon* (p. 3053);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SERVICES GÉNÉRAUX, COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial: Amélioration des activités du Commissariat; poursuite de ses programmes; politique conforme à l'intérêt du pays* [9 novembre 1964] (p. 5152, 5153);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur spécial: Commissariat à l'Energie atomique; autorisations de programme; usine haute de Pierrelatte; usine de La Hague; vitalité du Commissariat à l'Energie atomique; dimension européenne des problèmes atomiques; part des crédits affectés par le Commissariat à la protection sanitaire* [26 octobre 1965] (p. 4105, 4106).

En qualité de Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères chargé de la coopération :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération : *Loi du 9 juillet 1965; aide apportée par la France aux pays en voie de développement; coût de l'assistance; charge financière de l'aide; recrutement d'assistants techniques; notion de la « République des jeunes »; caractères et application du projet de loi; ses observations sur l'indemnité forfaitaire d'entretien; égalité de tous devant les charges du service de la Nation; situation des élèves de l'Ecole nationale d'Administration; encadrement des jeunes; action des équipes itinérantes de jeunes normaliens* [7 juin 1966] (p. 1724, 1725); Art. 1er : *Cas des jeunes affectés au service de la coopération dépendant d'institutions internationales* (p. 1727); *cas des enseignants* (p. 1728); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Rôle des autorités de l'Etat étranger)* (p. 1728); Art. 5 : *Ses observations sur les paroles de M. Deniau* (p. 1729); *taux des pensions* (p. 1730); Art. 12 : *Prestations de sécurité sociale* (p. 1731); Art. 25 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas des suppressions d'emploi ou de circonstances exceptionnelles)* (p. 1733) ; *motifs pour lesquels des jeunes coopérants peuvent être retirés en cours de service* (p. 1733);

— du projet de loi modifiant la loi n° 64-1231 du 14 décembre 1964 relative à l'application de certains traités internationaux, Art. 1er, Art. 2 et Titre : *Ses observations sur les amendements de M. Zimmermann* [7 juin 1966] (p. 1737).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour [7 juin 1966] (p. 1737).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, COOPÉRATION : *Caractéristiques du budget; regroupement des subventions allouées à l'Office*

de recherche scientifique et technique d'outre-mer; augmentation des traitements et salaires; coût unitaire de l'assistance technique; ses observations sur les crédits d'investissement et de paiement; insuffisance du rythme de formation des cadres nationaux; politique d'assistance technique; montant de la participation financière française aux charges d'assistance technique; rajeunissement des cadres de l'assistance technique; formation des agents; rôle des jeunes du contingent; centres de recherche et d'action pédagogique; formation des cadres africains et malgaches; bourses d'études; stages en France; actions d'animation rurale; campagnes de lutte contre l'alphabétisation; action des volontaires du progrès; aide culturelle; rôle de l'O.R.S.T.O.M.; modernisation de la production rurale; industrialisation des Etats; action du Fonds d'aide et de coopération; garantie des investissements privés; problème des subventions; rôle de l'O.C.A.M.; aide multilatérale [19 octobre 1966] (p. 3540 à 3544); *rôle des appelés du contingent; situation des volontaires du progrès; reclassement des personnels, notamment des contractuels; communauté francophone; constitution d'une union interparlementaire; réunions des ministres; problème de la francophonie; garantie des investissements; bilan de la colonisation* (p. 3547).

Modification de l'ordre du jour : *Examen du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole* [29 novembre 1966] (p. 5031).

CHARIÉ (M. Pierre), *Député du Loiret, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole [14 février 1963] (p. 2185).

CHARPENTIER (M. René), *Député de la Marne, 4e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [17 décembre 1964] (p. 6177).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 813) autorisant l'approbation de l'accord et des deux protocoles portant création du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes, signés le 21 mai 1962 par les représentants des Gouvernements de l'Espagne, de la République française, du Royaume de Grèce, de la République italienne, de la République portugaise, de la République de Turquie et de la République populaire fédérative de Yougoslavie, **n° 962** [11 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à abolir la peine de mort en France, **n° 1324** [9 avril 1965], la retire [2 avril 1966] (p. 520).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problèmes agricoles; évolution des structures agricoles françaises; situation des petites exploitations familiales; problèmes relatifs à l'application de la politique agricole commune; position des Américains et des Anglais à ce sujet; discussions franco-allemandes en matière agricole* [10 mai 1963] (p. 2867, 2868).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture du projet de loi relatif aux forêts françaises, Art. 2 : *Cas où l'ingénieur délégué fera appel au Ministre de l'Agriculture* [25 juillet 1963] (p. 4498);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811,

830-1, 837, 838, 838-1, 842, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 2 : *Problème de l'habitation pour le fermier* [25 juillet 1963] (p. 4527);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Taxe de résorption sur le blé et le sucre; producteurs de betterave; vente de sucre aux pays africains; proposition Mansholt sur le prix commun des céréales* [6 décembre 1963] (p. 7691); *politique agricole commune* (p. 7703);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Système contractuel présentant en agriculture des avantages certains; inconvénients de producteurs inorganisés; contrats collectifs existant pour la betterave et le lin; importations de choc; ne pas freiner l'exportation et le progrès de l'agriculture; répartition de contingents entre producteurs; politique agricole commune; inconvénients résultant de l'absence de définition pour les rapports entre professions et entre les professions et les pouvoirs publics; nécessité de l'organisation de l'agriculture à l'échelon européen; développer la production* [12 décembre 1963] (p. 7851);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord et des deux protocoles portant création d'un Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes, signés le 21 mai 1962 par les représentants des Gouvernements de l'Espagne, de la République française, du Royaume de Grèce, de la République italienne, de la République portugaise, de la République de Turquie et de la République populaire fédérative de Yougoslavie, en qualité de *Rapporteur: Centre placé sous l'égide de l'O.C.D.E., disposant d'ores et déjà de deux instituts, l'un à Bari et l'autre à Montpellier; formation des étudiants agronomes des pays méditerranéens; création entre les étudiants agronomes de liens d'amitié et de coopération; contribuer au renouveau de la Méditerranée; institut dispensant l'enseignement selon le programme arrêté par le Conseil; rôle du Conseil; son caractère essentiel; siège du centre à Paris; formation de cadres de valeur* [25 juin 1964] (p. 2189).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux prix des produits agricoles [9 octobre 1964] (p. 3077)*; Augmentation constante des dépenses des agriculteurs; nécessité de confier à un comité de Sages le soin d'évaluer de façon précise le revenu agricole; lente augmentation du niveau de vie des agriculteurs; politique des prix; prix du blé; application du plan Mansholt; quantum et la taxe de résorption appliqués uniquement en France; fiscalité écrasante pesant sur le prix du vin, le prix de la betterave à sucre; difficultés des planteurs de canne à sucre des pays d'outremer; baisse spectaculaire des prix des œufs et de la volaille; revalorisation nécessaire des prix; développement de l'action du F.A.S.A.S.A.; nécessité de faire l'Europe* (p. 3080 à 3085).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi de programme relatif à certains équipements militaires [16 décembre 1964] (p. 6153).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de la politique agricole commune; son hostilité à la politique française en matière de prix* [28 octobre 1965] (p. 4307);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — I. — SECTION COMMUNE : *Ses observations sur la S.N.C.F.; éventualité de la suppression de nombreuses lignes; cas de l'atelier de la S.N.C.F. d'Epernay* [7 novembre 1966] (p. 4330); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 : *Impôts payés par l'agriculture; problème de la politique des prix; ses observations sur la question de la reprise; problème du droit au bail; développement de la vulgarisation* [6 décembre 1966] (p. 5258); Art. 11 : *Crédits affectés à la vulgarisation agricole* (p. 5266).

CHARRET (M. Edouard), *Député du Rhône, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle

République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [17 décembre 1964] (p. 6215);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624);

— membre du Comité de Coordination des enquêtes statistiques [15 février 1963] (p. 2206).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 16, Intérieur, **n° 25** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à instituer un haut-commissariat à la vieillesse, **n° 78** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi relative à la retraite des fonctionnaires de l'enseignement technique, **n° 79** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à instituer un Ordre des experts judiciaires près les cours et tribunaux et à réglementer l'emploi du titre d'expert judiciaire, **n° 80** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à différencier les pensions versées aux assurés sociaux relevant du 3e groupe d'invalidité, **n° 81** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à interdire toute expulsion et éviction abusive des commerçants, industriels et artisans exerçant leur activité dans des immeubles édifiés sur des terrains loués nus et appartenant à un propriétaire différent de celui de l'immeuble et à étendre le bénéfice du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 aux locataires, sous-locataires, occupants de bonne foi des immeubles édifiés sur ces terrains loués nus, **n° 166** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à créer le « mérite du sang », **n° 188** [21 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à promouvoir rétroactivement au grade supérieur les officiers mis à la retraite d'office en application de l'acte dit « loi du 2 août 1940 », **n° 435** [10 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 aux agents des services nationalisés et concédés des régies, des administrations et établissements publics à caractère industriel et commercial, **n° 561** [8 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964

(n° 549), annexe n° 15, Intérieur, **n° 568** [9 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 relatif au maintien dans les lieux des personnes âgées de plus de 70 ans, **n° 611** [29 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à réglementer les nominations ou les promotions dans l'Ordre de la Légion d'honneur à titre civil, **n° 612** [29 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à réglementer l'accession à la propriété des constructions édifiées par un locataire en cours de bail, **n° 613** [29 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 15. Intérieur, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Annexe n° 15, Intérieur et Rapatriés, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux chiropracteurs titulaires du diplôme de docteur en chiropractie d'exercer leur art, **n° 1747** [13 avril 1966].

Son rapport, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Annexe n° 21, Intérieur et Rapatriés, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 2 : *Existence de crédits destinés à financer l'arrachage de pommiers ; avantages que présenterait, dans le cadre d'une lutte anti-alcoolique, la taxation de l'alcool de consommation, à l'exception des vins* [18 décembre 1962] (p. 89, 90) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, Intérieur, en qualité de *Rapporteur spécial : Effort exceptionnel consenti en 1962 pour les services de police ; maintien du niveau des dépenses ordinaires ; problèmes de gestion des personnels exerçant leur activité en Algérie ; dispositions intéressant le congé spécial des membres du corps préfectoral ; renforcement de l'action administrative au niveau interdépartemental ; adaptation du corps préfectoral aux tâches économiques ; contrôle de la main-d'œuvre musulmane ; travaux incombant au Ministère de l'Intérieur pour la préparation et l'organisation des consultations électorales ; création d'une position de mission ; institution du congé spécial ; création éventuelle de postes de préfets adjoints dans les grandes préfectures ; limite d'âge de 52 ans pour les nominations de sous-préfets au grade de préfets ; projet de statut concernant les magistrats des tribunaux administratifs ; situation des chefs de division de préfectures ; différentes mesures souhaitables en leur faveur ; situation des chefs de bureau et des rédacteurs de préfecture ; projet de statut pour les agents rémunérés sur les budgets départementaux ; répercussions pour les services de police des événements d'Algérie ; suppression éventuelle du C.R.S. ; vieillissement des cadres des corps urbains de gardiens de la paix ; création éventuelle de bridages d'intervention avec des effectifs prélevés sur les C.R.S. ; allocation attachée à la Médaille d'honneur de la police ; disparité entre le personnel en civil et le personnel en uniforme ; intégration des anciens secrétaires et inspecteurs de l'Etat dégagés des cadres ; stabilisation actuelle du recrutement des équipements de police ; insuffisance des crédits en matière de matériel de secours et de lutte contre l'incendie ; prise en charge par l'Etat des dépenses incombant aux collectivités locales ; subventions de l'Etat à la Ville de Paris ; problèmes incombant au régime des sapeurs-pompiers de Paris ; subvention accordée aux départements dont la valeur du centime additionnel est faible ; problème du recrutement du personnel de mairie ; financement des études concernant les collectivités locales* [17 janvier 1963] (p. 1036 à 1039).

Prend part au débat sur le projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 10 : *Fixation par les tribunaux du taux de la transaction entre le contribuable et l'inspecteur des impôts* [9 juillet 1963] (p. 3954) ; après l'Art. 10 : *Amendement de la Commission (Cercle vicieux dans lequel se trouvent les entreprises à la fois débitrices et créancières du Trésor)* (p. 3959).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 4 : *Date d'application du texte* [23 octobre 1963] (p. 5391) ;

garanties sur la date et sur l'étalement (p. 5395); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur spécial: Administration générale et corps préfectoral; police, protection civile; collectivités locales* [5 novembre 1963] (p. 6465, 6466, 6467); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boisdé* [6 décembre 1963] (p. 7716);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, Art. 7 : *Collaboration entre la Commission des finances, l'Assemblée et le Gouvernement* [5 décembre 1963] (p. 7641); Art. 26 *bis: Ses observations sur l'amendement du Gouvernement tendant à la suppression de cet article; intervention de la Commission constituant une garantie pour les redevables; importance du montant des majorations* (p. 7643, 7644).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat relative à la rente du conjoint d'un accidenté du travail [17 avril 1964] (p. 820).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaire de la sûreté nationale, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, après le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Peretti, à insérer le nouvel alinéa suivant « de commissaires de police principaux s'ils appartiennent au corps de commissaires de police »* [13 mai 1964] (p. 1183); *son amendement tendant, après le premier alinéa de l'article premier, à insérer le nouvel alinéa suivant « de commissaires de police principaux s'ils appartiennent au corps de commissaires de police »* (p. 1184); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant, après l'article premier, à insérer un article nouveau (Agents de la sûreté nationale servant au titre d'un contrat les assimilant aux catégories précitées)* (p. 1184); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un article nouveau (Tenir compte de la durée de leurs services et de l'indice du contrat en cours au 1er janvier 1964)* (p. 1184).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux loyers commerciaux [15 mai 1964] (p. 1235).

Pose à M. le Ministre des finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux marchés de travaux de l'Etat [15 mai 1964] (p. 1236, 1237).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret nº 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; après l'Art. premier : *Son amendement tendant à insérer, après l'article premier, un nouvel article (Application aux baux à loyer des immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal)* [25 juin 1964] (p. 2199); *reconnaissance officieuse de la propriété commerciale* (p. 2199); *exploitants d'un commerce sur un terrain qui n'appartient pas au propriétaire de l'immeuble dont ils sont locataires* (p. 2199); Art. 15 : *Autorisation demandée pour l'exercice d'une activité annexe* (p. 2217); *fonds industriel n'existant pas; existence de l'établissement industriel existant* (p. 2218); En deuxième lecture, Art. 11 : *Suppression de cet article par le Sénat; problème du « pas-de-porte »* [9 décembre 1964] (p. 5972);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter comme suit le paragraphe premier de cet article : « ...à moins que le propriétaire ne renonce expressément au bénéfice de cette mesure »* [15 octobre 1964] (p. 3258); *retrait de cet amendement* (p. 3258); Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par la phrase suivante : « Elle est cependant maintenue à 30 % en faveur des propriétaires qui renonceront à bénéficier de la déduction prévue au paragraphe I »* [16 octobre 1964] (p. 3332); *retrait de son amendement* (p. 3332); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, COOPÉRATION : *Total des crédits du Fonds d'aide et de coopération; part des achats en France; leur rythme* [22 octobre 1964] (p. 3685); INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur spécial: Budget de l'Intérieur étant marqué par l'appli-*

cation du plan de stabilisation ; priorité donnée aux investissements productifs ; dépenses d'administration générale ; emplois créés pour préparer la mise en place de la nouvelle organisation administrative de la région parisienne ; rôle des commissions de développement économique régional ; donner des crédits importants pour leur fonctionnement ; dépenses de police et de sécurité ; situation des anciens secrétaires et inspecteurs de la police d'Etat ; reclassement dans le corps des gardiens de la paix ; revendications principales des personnels de police ; situation des collectivités locales ; problème de gestion municipale ; fusion et regroupement de communes ; transfert de charges ; crédits de subvention de fonctionnement et d'équipement ; situation des personnels de police ; situation illogique consistant à confier à des gardiens de la paix des responsabilités et des charges revenant aux officiers de police adjoints ; question de l'amélioration des indices du début de carrière des gardiens de la paix [28 octobre 1964] (p. 4004 à 4007) ; *ses observations sur l'amendement déposé par le Gouvernement* (p. 4032) ; BUDGETS MILITAIRES : *Bases nucléaires du Pacifique ; commandes de matériel étranger passées pour exécuter les travaux ; cahiers des charges devant les obliger à utiliser du matériel français ou provenant des pays du Marché commun* [6 novembre 1964] (p. 4867) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Décentralisation lyrique ; aide plus importante de l'Etat devant être accordée aux théâtres de province ; échec du plan de décentralisation de 1946 ; vote de crédits suffisants ; échec du plan de 1955 ; crédits de l'Etat presque entièrement consacrés aux théâtres lyriques nationaux de la capitale* [7 novembre 1964] (p. 4996) ;

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (Entreprises faisant apport pur et simple d'éléments non amortissables de leur actif immobilisé, créés ou acquis par elles depuis deux ans au moins)* [12 mai 1965] (p. 1281) ; *Commission ayant rejeté cet amendement* (p. 1281) ; Art. 48 : *Exposé des motifs paraissant exclure toute application restrictive antérieure à la date de promulgation de la loi* (p. 1301) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, ÉDUCATION NATIONALE : *Problèmes intéressant son département* [19 octobre 1965] (p. 3838) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Air Inter ; bases aériennes métropolitaines et d'outre-mer ; futur aéroport international de la région Rhône—Alpes ; ligne Paris—Lyon* [22 octobre 1965] (p. 3995) ; INTÉRIEUR - RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial : Faible augmentation des crédits ; part faite aux investissements ; limitation apportée à la croissance des dépenses ordinaires ; priorité donnée aux dépenses d'équipement ; évolution de l'ensemble des dotations du Ministère de l'Intérieur ; création des nouveaux départements de la région parisienne ; sous-administration de cette région ; nomination de préfets à la tête des nouvelles cellules administratives ; transformation des méthodes de travail ; administration centrale du Ministère de l'Intérieur ; revision de la situation des fonctionnaires des anciens corps de la France d'outre-mer ; ses observations sur la police et la sécurité ; dotations affectées aux services de police ; suppression de 600 emplois de gardien de C.R.S. ; circulation routière ; service de la protection civile ; conséquences des incendies, notamment de ceux qui ont ravagé le littoral méditerranéen ; intervention des avions « Catalina » ; subventions d'équipement ; équipement des collectivités locales ; application du décret du 27 août 1964 ; prime complémentaire étant allouée aux équipements réalisés par des communes groupées ou des communes fusionnées ; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires ; transferts de charges ; rapport financier entre l'Etat, les départements et les communes ; budget d'équipement du Ministère de l'Intérieur ; importance des réseaux d'eau et d'assainissement ; accentuation des efforts de l'Etat en faveur des opérations de décongestion de la circulation dans les grands centres urbains ; problème de voirie ; Jeux olympiques d'hiver ; aménagement du Languedoc—Roussillon ; augmentation progressive du prix de l'eau ; extension du stationnement payant ; dotations relatives aux rapatriés ; opérations d'accueil et de reclassement ; loi du 26 décembre 1961 ; reconversion des services administratifs institués pour faire face aux tâches d'accueil et de reclassement ; suppression du Ministère des Rapatriés ; rattachement de ces services au Ministère de l'Intérieur ; services départementaux des rapatriés ; réinstallation des Français d'outre-mer ; répartition par catégories socio-professionnelles des rapatriés ; forma-*

tion professionnelle; logement des rapatriés; reclassement des salariés; cas des agriculteurs; dispositions en faveur des rapatriés âgés; rôle de l'agence, dite de défense des biens et intérêts des rapatriés; problème de l'indemnisation [22 octobre 1965] (p. 4049 à 4053);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1965, après l'Art. 11 : *Son amendement tendant après cet article, à insérer un nouvel article : « Le chef du centre national de tir de la sûreté nationale est intégré sur emploi vacant et reclassé dans le corps des commissaires de police de la sûreté nationale »* [20 décembre 1965] (p. 4971); *prestige pour la sûreté nationale; centre international de perfectionnement de tir des services de police* (p. 4971); *ses observations sur les paroles de M. Vallon* (p. 4971);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 18 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour le paragraphe 2* bis *de l'article 18, à supprimer les mots suivants : « au titre de leur activité principale »* [22 décembre 1965] (p. 5041); *inscription au répertoire des métiers; caractère principal d'une activité* (p. 5041, 5042); Art. 50 : *Problème de la taxation des stocks et des déductions susceptibles d'être reprises sur les stocks* (p. 5059); *consultation des différentes professions au moment de l'élaboration des textes pour les mesures transitoires* (p. 5060);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Problème de savoir si la déduction fiscale ne risquerait pas de défavoriser d'une certaine façon l'industrie française; impossibilité d'édicter des mesures discriminatoires à l'encontre des produits originaires des pays membres; biens d'équipement en provenance de pays n'appartenant pas au Marché commun; industrie française des biens d'équipement* [20 avril 1966] (p. 835); En deuxième lecture : *Problème de la date limite des livraisons; date de la passation des commandes* [12 mai 1966] (p. 1231); *ses observations sur les paroles de M. Debré* (p. 1231);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 16 : *Sa question de savoir pourquoi on traite différemment les délinquants qui ont à payer une amende selon qu'il s'agit de contraventions ou de délits* [27 avril 1966] (p. 968).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Gestion des collectivités locales; regroupement des communes; modalités de financement; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; produit de la taxe locale; taxe sur les salaires* [17 mai 1966] (p. 1332, 1333).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant organisation de la police d'État : *Fusion des services de la sûreté nationale et de la préfecture de police; intérêts des personnels intéressés; ses observations sur la région parisienne* [21 juin 1966] (p. 2162); *services spécialisés de la préfecture de police; sécurité publique; pénurie des gardiens de la paix; compagnies républicaines de sécurité; organisation territoriale de la police; répartition des effectifs* (p. 2162, 2163);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Ses observations contre la motion de renvoi; préparation et élaboration du projet de loi* [11 octobre 1966] (p. 3264); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter l'avant-dernier alinéa (9°) de cet article par les mots : « fours crématoires »* [11 octobre 1966] (p. 3279); Art. 20 : *Son amendement tendant à insérer entre le quatrième et le cinquième alinéas, l'alinéa suivant : « Elle ne peut, en aucun cas, nuire à l'avancement normal du personnel. Aucun licenciement ne pourra avoir lieu sans reclassement sous le motif de réduction d'emplois »* (p. 3301); *retrait de son amendement* (p. 3302); En deuxième lecture, Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à compléter la nouvelle rédaction de cet article proposée par l'amendement de M. Zimmermann : « Le conseil général du département où siège la communauté peut, s'il en manifeste le désir, être représenté par un de ses membres, avec voix délibérative, au conseil des communautés »* [17 novembre 1966] (p. 4647); *cas de Lyon* (p. 4647, 4648); *son sous-amendement tendant à compléter la nouvelle rédaction proposée par l'amendement de M. Zimmermann : « Un groupe de travail consultatif des intérêts sociaux et familiaux sera constitué auprès des conseils de communautés suivant des modalités à fixer par décret »* (p. 4648); *transfert de plein droit de certaines compétences des communes* (p. 4648, 4649); Art. 32 *bis : Cas de la communauté urbaine de l'agglomération lyonnaise* (p. 4658);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial : Augmentation globale des crédits de paiement; réorganisation de la région parisienne; étatisation des personnels administratifs actuels de la ville de Paris et du département de la Seine; personnels actifs de la sûreté nationale; fusion des corps de la sûreté nationale et de la préfecture de police; perspectives d'avancement des officiers de police adjoints de la sûreté nationale; rémunération du personnel; cas des anciens sectétaires et des inspecteurs de police dégagés des cadres et recrutés en qualité de gardiens de la paix; cas de la région lyonnaise; priorité donnée aux équipements effectués par les collectivités locales; réalisation des équipements collectifs qui incombent aux collectivités locales; création d'office des communautés urbaines; protection civile; école nationale des sapeurs-pompiers professionnels; indemnisation des dommages subis outre-mer par spoliation ou perte; rôle de l'Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés* [24 octobre 1966] (p. 3762, 3763); *application de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959* (p. 3800);

— du projet de loi modifiant le statut des agents de change, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de cet article, par les mots suivants : « En respectant le droit de chacun de ses agents sur lui »* [24 novembre 1966] (p. 4837); *disparition des compagnies d'agents de change de province; rôle de la compagnie nationale; problème de la dévolution du patrimoine des compagnies d'agents de change de province* (p. 4837); *retrait de son amendement* (p. 4837); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase de cet article par les mots suivants : « à une association en participation, à la constitution d'une coopérative ou une société de services »* (p. 4837); *retrait de son amendement* (p. 4838).

CHARVET (M. Joseph), *Député du Rhône, 8e circonscription (R.I. puis C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Cesse d'appartenir à ce groupe [16 mai 1963] (p. 2938).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [16 mai 1963] (p. 2938).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission de la production et des échanges [22 mai 1963] (p. 3031); [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2e partie : moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (p. 2185);

— membre du Conseil supérieur de la coopération [5 février 1963] (p. 2040).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Annexe n° 7, Anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 25** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à rétablir le Mérite social, **n° 1754** [13 avril 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Urgence des mesures à prendre en matière d'enseignement agricole; caractère trop exclusif des critères retenus pour l'attribution des bourses; subventions de fonctionnement aux établissements d'enseignement agricole privé; maisons familiales; accélération des opérations de remembrement par l'octroi des prêts; mécanisme d'attribution de ces prêts* [11 janvier 1963] (p. 644, 645); *problème de la participa-*

tion de la Caisse des dépôts aux travaux d'adduction d'eau (p. 671); après l'Art. 50 : *Amendement de M. Duhamel (Utilisation du carburant agricole détaxé) : cas des livraisons effectuées par des coopératives ou vers des coopératives* (p. 676); ANCIENS COMBATTANTS, en qualité de *Rapporteur spécial : Améliorations apportées au présent budget; augmentations de crédits de fonctionnement; créations d'emplois; entretien des tombes des cimetières français; agrandissement de l'école de rééducation professionnelle des mutilés de guerre; retraite des anciens combattants; respect du rapport constant; crédits pour les soins gratuits; problème de l'appareillage et de la prothèse; question du pécule des prisonniers de guerre 1914-1918; indemnisations des victimes du nazisme; pensions des veuves de guerre; revalorisation des pensions des infirmes et invalides; allocation spéciale aux grands invalides; paiement des pensions à cadence régulière; catalogue établi par la Commission des vœux* [22 janvier 1963] (p. 1451 à 1454); Art. 45 : *Création en faveur des aveugles d'une allocation spéciale aux grands infirmes; cas des amputés paralysés et des amputés des deux bras* [23 janvier 1963] (p. 1535);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14, AGRICULTURE : *Faiblesse des crédits accordés à l'agriculture dans le présent collectif; problème capital de l'enseignement professionnel agricole* [19 juillet 1963] (p. 4366);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement : *Propositions d'amnistie* [15 octobre 1963] (p. 5165, 5166);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Enseignement agricole; insuffisance du budget pour la vulgarisation; faiblesse des prix agricoles; augmentation des prix à la production* [4 novembre 1963] (p. 6285); JUSTICE : *Projet d'amnistie; discussion des propositions de loi sur cette question* [5 novembre 1963] (p. 6452); *son amendement tendant à réduire de 2 millions de francs les dotations prévues au titre III* (p. 6460);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Opportunité de la discussion; élaboration de la politique agricole commune; acceptation du texte par les professionnels; accord conclu en toute liberté; éviter l'écueil du malthusianisme; aider l'agriculture tout en respectant la liberté des agriculteurs* [12 décembre 1963] (p. 7856, 7857); Art. 3 : *Son amendement tendant, après le cinquième alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa (Obligation de définir les disciplines communes aux diverses professions intéressées)* (p. 7875); *son amendement tendant à faire précéder le sixième alinéa de l'article 3 par les mots « lorsqu'il y a transaction »* (p. 7875); *principes devant s'appliquer à l'accord interprofessionnel* (p. 7875);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, Art. 1er : *Accords interprofessionnels à long terme* [4 juin 1964] (p. 1622); Art. 3 : *Immixtion réciproque des professions jusque dans les méthodes propres de production; exemple du tabac; système d'économie contractuelle* (p. 1626, 1627); *discussion d'accords interprofessionnels à long terme; discussion des conventions de campagne et des contrats-type* (p. 1627); Art. 9 : *Adaptation chaque année des prix de campagne* (p. 1636); Art. 13 : *Problème des surplus* (p. 1637).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au plan de stabilisation : *Nécessité d'une « expansion mesurée dans la stabilité garantie » ; politique agricole du Gouvernement et danger du blocage des prix agricoles; prix du lait; organisation des marchés des produits agricoles* [24 juin 1964] (p. 2171, 2172);

— sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Application intégrale des lois en faveur de l'agriculture; relèvement du prix du lait; aide du F.O.R.M.A. dont le rôle est de contribuer à la régularisation des marchés agricoles; critique des mesures prises par le Gouvernement pour mettre fin à la grève du lait; proposition de M. Godefroy relative à l'amélioration de la qualité du lait; nécessité de porter les prix agricoles français au niveau européen* [9 octobre 1964] (p. 3101 à 3103).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE, PRESTA-

TIONS SOCIALES AGRICOLES, Art. 53 : *Aménagement des structures; assouplissement des procédures en vigueur; augmentation des charges sociales de l'agriculture; loi de programme étalée sur trois années; simplifications des réglementations actuelles* [5 novembre 1964] (p. 4733); *majoration des charges supportées par l'agriculture devant se répercuter dans les prix agricoles* (p. 4734);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 19 *(suite)* : *Ses observations sur les prestations sociales; revenu de l'agriculture; liaison entre les plans psychologiques et économiques; augmentation des prix de vente du lait et du blé; son refus de s'associer au vote des articles 19 et 20* [8 octobre 1965] (p. 3437);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots :* « *les organisations* » *à insérer le mot :* « *familiales* » [6 octobre 1966] (p. 3180); *initiatives des organisations familiales* (p. 3180); Art. 14 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots :* « *ou se développent avec l'accord des pouvoirs publics, dans une région de sous-emploi* » *les mots :* « *et se développent dans une région déterminée avec l'accord des pouvoirs publics* » (p. 3185); *aide financière apportée aux entreprises qui se reconvertissent* (p. 3185);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salarieés contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture : *Choix de l'assureur; mutualité sociale; montant des cotisations; risque d'invalidité totale; rôle de l'A.M.E.X.A.* [23 novembre 1966] (p. 4770, 4771);

— du projet de loi sur l'élevage, Art. 5 : *Autorisation d'ouverture des centres d'insémination; amélioration génétique du cheptel; centres de production de semence* [23 novembre 1966] (p. 4796, 4797); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'amendement proposé par M. Edgar Faure :* « *Toutefois sans préjudice de l'application du 3° de l'article 3 et en vue de répondre...* » (p. 4799); *son sous-amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé par l'amendement de M. Edgar Faure, après les mots :* « *pourront demander à celui-ci* » *à insérer les mots :* « *conformément à la réglementation de la monte publique* » (p. 4799); *son sous-amendement tendant dans le texte proposé par l'amendement de M. Edgar Faure à supprimer les mots :* « *ces derniers pourront éventuellement avoir recours à des inséminateurs du centre ne desservant pas habituellement les communes où ils se trouvent* » (p. 4799); *ses observations sur les règles auxquelles sont soumis les essais de nouvelle race ou les essais de croisement* (p. 4799, 4800); Art. 11 : *Avis de la Commission nationale technique* (p. 4802); En deuxième lecture, Art. 14 : *Livres généalogiques* [15 décembre 1966] (p. 5618); Art. 18 : *Répartition des crédits* (p. 5620);

— du projet de loi modifiant le statut des agents de change : *Nécessité de ranimer le marché financier; possibilité de faciliter les fusions; situation des bourses de province* [24 novembre 1966] (p. 4836).

CHAUVET (M. Augustin), *Député du Cantal, 1re circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Annexe n° 35; Comptes spéciaux du Trésor, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549); Annexe n° 35, Comptes spéciaux du Trésor, **n° 568** [9 octobre 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 2 : *Amendement de*

la Commission (Extension des dispositions de l'article aux alcools produits par distillation de céréales) ; nécessité de frapper tant les boissons importées que les produits fabriqués en France [18 décembre 1962] (p. 88); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES, Art. 53 : *Son amendement (Réglementation des cumuls) : cas particulier des fonctionnaires qui n'ont pas atteint l'âge limite de la retraite; protection des droits acquis* [17 janvier 1963] (p. 1030); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial : Six catégories de comptes spéciaux; comptes à caractère définitif; comptes à caractère temporaire; comptes d'affectation spéciale; leur développement; allocations aux familles d'enfants recevant l'enseignement du premier degré; Fonds spécial d'investissement routier; compte de commerce; Fonds national d'aménagement du territoire; possibilités d'intervention de ce fonds; comptes d'avances; comptes de prêts et de consolidation; réformes introduites depuis 1948 dans le fonctionnement des comptes spéciaux du trésor; système de l'affectation des recettes et son application pratique; démembrement obligatoire par le recours à des comptes d'affectation spéciale; conclusions émises à ce sujet par la Cour des comptes* [25 janvier 1963] (p. 1832, 1833);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, Art. 24 : *Amendement de la Commission (Non-application de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations effectuées par les organismes d'habitations à loyer modéré) : cas des communes ayant fait procéder à une simple déclaration d'utilité publique pour un terrain qu'elles céderont ensuite à un office H.L.M.* [19 février 1963] (p. 2231); *amendement de la Commission (Cas de revente d'immeubles acquis à l'amiable par l'Etat et les collectivités locales) : situation différente existant pour les acquéreurs de terrains cédés par une collectivité, suivant que ces terrains ont été acquis par voie d'expropriation ou par voie amiable* (p. 2233, 2234); Ses explications de vote : *Cas des ventes de bateaux de plaisance à voiles; construction de logements par des artisans* (p. 2244);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 12 : *Dispositions tendant à favoriser la dissolution des sociétés « en veilleuse »; nécessité de préciser dans le texte les conditions d'application des dispositions adoptées* [29 mai 1963] (p. 3099); Art. 20, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Nécessité de relever le plafond des ressources des personnes âgées; cas des biens mobiliers et immobiliers* (p. 3113); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Nécessité de réparer les dégâts causés aux routes par le gel; insuffisance des crédits demandés; cas des routes départementales et communales* (p. 3113, 3114).

Prend part au débat sur le projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 14 : *Nécessité d'harmoniser les délais de répétition des différents impôts* [9 juillet 1963] (p. 3961, 3962); Art. 17 : *Danger pour le fonctionnement des entreprises commerciales de l'augmentation du délai de répétition dans le cas de plainte pour agissement frauduleux en matière fiscale* (p. 3964); Art. 19 : *Cas des impôts locaux* (p. 3965); Art. 37 : *Augmentation très sensible des taux de pénalités qui est proposée par le présent texte* (p. 3973, 3974); Art. 17 : *Nécessité de déterminer le délai pendant lequel l'administration pourra engager des poursuites contre un contribuable* [10 juillet 1963] (p. 4014).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Taxe de 25 % sur les plus-values; complexité du texte* [22 octobre 1963] (p. 5314); *son amendement (Cas de l'expropriation des petits propriétaires)* (p. 5326); Art. 7 : *Son amendement (Possibilités de fraude)* [23 octobre 1963] (p. 5396); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAIL : *Résultats de la Commission Laroque pour l'allocation aux vieux; mode de calcul des ressources des personnes âgées* [5 novembre 1963] (p. 6421, 6422); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur les différentes catégories de comptes spéciaux : Comptes d'affectation spéciale, comptes de commerce, comptes de règlement avec les gouvernements étrangers, comptes d'opérations monétaires, comptes d'avances du Trésor, comptes de prêts et de consolidation; nécessité d'apporter plus de clarté dans la présentation des comptes spéciaux, pour faciliter le contrôle parlementaire; limiter le développement des charges susceptibles de peser sur la trésorerie* [8 novembre 1963] (p. 6924, 6925);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, Art. 76 *bis : Son amendement tendant à substituer au quatrième alinéa (3°) de l'article 76* bis *un nouvel alinéa :* « *Possibilité pour le contribuable de se faire assister par deux conseils de son choix devant la Commission départementale* » [5 décembre 1963] (p. 7646);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 2 : *Limites de décote proposées par le Gouvernement étant nettement insuffisantes ; cet article prévoyant une majoration moyenne de 8 % de chacune des tranches ; proposition de M. Souchal fixant la décote de 100 à 300 francs* [15 octobre 1964] (p. 3250, 3251); Art. 14 : *Revenus d'autres ressources dépassant 40.000 francs ; problème de la déduction ; caractère logique du droit d'un chiffre maximum de déduction identique pour tous les contribuables, quelle que soit l'importance de leurs revenus* [16 octobre 1964] (p. 3337);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Dialogue entre le Gouvernement et les organisations de fonctionnaires ; relèvement de 4 % étant insuffisant ; sauvegarde de la paix sociale* [9 novembre 1964] (p. 5181, 5182); SERVICES FINANCIERS : *Ampleur croissante des tâches assumées par les services du Ministère des Finances et des Affaires économiques ; tâches dévolues à la direction générale des impôts ; augmentation de celles de l'administration des domaines ; créations d'emplois ; service des enquêtes économiques ; besoins en personnel, en équipement et en locaux ; création d'un établissement public regroupant tous les services d'investigations économiques et d'enquêtes statistiques* (p. 5194);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 21 : *Contribution foncière constituant l'un des quatre impôts directs perçu au profit des départements et des communes et représentant la principale ressource de nombreuses communes rurales ; favoriser le reboisement* [8 décembre 1964] (p. 5902);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 11 : *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 2 de cet article* [12 mai 1965] (p. 1277); *texte établissant une symétrie entre les règles de report des exercices déficitaires et la compensation des plus-values et des pertes de caractère exceptionnel ; admettre pour l'imputation de ces moins-values la même règle que pour les amortissements différés* (p. 1277); *possibilité pour les petites et moyennes entreprises d'avoir des moins-values qui ne seront pas compensées dans un délai de cinq et même de dix ans* (p. 1278); *ne pas multiplier les régimes* (p. 1278); *aucune limitation n'existant pour les amortissements différés en période déficitaire* (p. 1278); Art. 22 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1286); Art. 23 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1287); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe premier et les paragraphes 2 et 3 de cet article* [13 mai 1965] (p. 1319);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 22 : *Extension de la circulation et des transports routiers ; crédits routiers ; Fonds spécial d'investissement routier ; construction de grandes liaisons autoroutières ; modernisation des routes nationales ; implantation des centres industriels nouveaux ; efforts accomplis par les collectivités locales ; intérêt des départements et des communes* [8 octobre 1965] (p. 3426, 3427); Art. 20 *(suite) : Caractère de l'augmentation de cotisation qui pèse sur les petits agriculteurs* (p. 3439); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, après l'Art. 55 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant :* « *Le paragraphe IV de l'article 30 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière est supprimé* » [13 octobre 1965] (p. 3594); *article 11 de la loi de finances de 1965 ayant autorisé les propriétaires d'immeubles à faire certaines déductions de leur revenu global ; intérêts afférent aux dix premières annuités des emprunts contractés pour la construction du logement ; frais de ravalement des logements ; cas des membres des sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré ; régime fiscal en 1963* (p. 3595); *retrait de son amendement* (p. 3595); EDUCATION NATIONALE : *Centres de vacances ; avenir de la culture populaire ; Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire ; envisager une augmentation des dotations des services départementaux du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports*

[19 octobre 1965] (p. 3840, 3841); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 55 : *Avantages fiscaux du Crédit agricole; nécessité de collecter dans le monde rural des ressources importantes* [28 octobre 1965] (p. 4322);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des anciens combattants de la guerre de 1939-1940 qui, avec une division polonaise, se sont frayés un chemin jusqu'à la frontière suisse; sa référence aux soldats de l'armée de Bourbaki internés en Suisse* [18 octobre 1966] (p. 3491); ECONOMIE ET FINANCES - SERVICES FINANCIERS : *Produit des impôts sur le revenu; relèvement des limites d'exonération et de la décote; création de nouveaux emplois des catégories B, C et D; ses observations sur la direction générale des douanes et celle du commerce intérieur et des prix; dévouement des agents des services financiers; amélioration de la situation des rentiers viagers* [4 novembre 1966] (p. 4281, 4282).

CHAZALON (M. André), *Député de la Loire, 3e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [13 décembre 1966] (p. 5478).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à garantir aux mères de famille la santé et la sécurité par la prise en charge par les organismes de sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole des dépenses relatives aux services rendus par les travailleuses familiales et les aides familiales rurales, **n° 371** [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 351, premier alinéa, du Code de la sécurité sociale sur les pensions de réversion, **n° 928** [28 mai 1964].

Sa proposition de loi tendant à rétablir dans leurs droits, les assurés sociaux titulaires de pensions, rentes, allocations, etc., par l'abrogation des mesures édictées par le décret n° 65-342 du 26 avril 1965 et les textes subséquents, **n° 2063** [6 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur les blessés crâniens* [23 janvier 1963] (p. 1528) ;

— du projet de loi relatif à l'Accord de coopération monétaire avec les Gouvernements ouest-africains : ses explications de vote : *Conséquences sur le développement économique et social des républiques africaines des difficultés récemment intervenues à l'intérieur du Marché commun* [7 février 1963] (p. 2079);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 67 : *Prestations d'assurance maternité; mesures de transfert proposées par le Gouvernement; poursuite d'une véritable politique familiale; étude d'une réforme d'ensemble des systèmes de protection sociale; conséquences du vote bloqué; liberté pour les députés de faire valoir leur point de vue* [9 novembre 1963] (p. 7102, 7103);

— en deuxième lecture du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne : *Contre-projet déposé par MM. Coste-Floret et Davoust en première lecture; position de la Commission Massé; importance de la médiation et du dialogue; assurer l'autorité de l'Etat* [27 juin 1964] (p. 2300);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 38 : *son amendement tendant à la fin de l'article L 38 à remplacer les mots : « six années » par les mots: « trois années »* [8 octobre 1964] (p. 3014) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Problème de la quatrième semaine de congé payé accordée par la Régie Renault; son extension; conversations*

librement établies et directement engagées entre employeur et salariés ; secteurs d'activité industrielle et commerciale où la quatrième semaine de congé payé n'est pas accordée [20 octobre 1964] (p. 3423) ; EDUCATION NATIONALE : *Problème des subventions pour le ramassage scolaire ; importance de l'effort financier consenti dans ce domaine ; ne pas retarder la scolarisation de jeunes enfants domiciliés loin d'une école ; décentralisation de la procédure d'agrément des circuits ; insuffisance des crédits de bourses pour les élèves d'enseignement technique ; sort des élèves refusés au dernier examen probatoire* [29 octobre 1964] (p. 4148, 4149) ; INDUSTRIE : *Fiscalité applicable aux artisans ; revenus des artisans devant être assimilés à ceux des salariés* [30 octobre 1964] (p. 4338) ;

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant : « Le Gouvernement devra déposer avant le 1er mai 1965 sur le bureau des Assemblées parlementaires, un projet de loi de programme de cinq ans concernant la protection civile »* [2 décembre 1964] (p. 5804). En deuxième lecture, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Le Gouvernement devra déposer, avant le 1er mai 1965, sur le bureau des Assemblées parlementaires, un projet de loi de programme de cinq ans concernant la protection civile »* [15 décembre 1964] (p. 6127).

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Urbanisation des entreprises ; contrôle de l'exécution du Plan ; problème des investissements ; aspect social du Ve Plan ; consommation des ménages ; politique des revenus ; durée du travail ; âge de la retraite* [5 novembre 1965] (p. 4525, 4526) ;

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi n° 1713 de M. Paul Coste-Floret tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Rôle et importance des commissions spéciales ; nécessité de faire discuter avant la fin de la législature certains textes déposés par les parlementaires ; missions de l'O.R.T.F. ; nécessité d'assurer le maximum d'objectivité ; droit à l'information* [21 avril 1966] (p. 848, 849) ; *dialogue entre les différentes familles politiques* (p. 849).

Son rappel au Règlement : *Réunion de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Baudis tendant à faciliter l'évaluation des dommages subis par les Français rapatriés d'Algérie en cas de spoliation de leurs biens* [29 avril 1966] (p. 1031, 1032).

Prend part au débat :

— sur la question orale de M. Noël Barrot relative à la situation des hôpitaux publics, en qualité de *Suppléant : Insuffisance des crédits et conséquences fâcheuses pour l'équipement et la modernisation des établissements hospitaliers ; salaires des différentes catégories de personnels hospitaliers ; difficultés rencontrées pour recruter le personnel nécessaire* [29 avril 1966] (p. 1048, 1049) ;

— sur les questions orales relatives à la politique du logement : *Publication des textes d'application de la loi sur le bail à construction* [15 juin 1966] (p. 2082).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : Ses explications de vote : *Abstention du groupe du Centre démocratique ; conditions de discussion du projet de loi* [11 octobre 1966] (p. 3311) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Cas des ayants droit des assurés du régime général décédés par suite d'un accident du travail ; situation des ayants droit des militaires décédés en service commandé ; possibilité de créer un Fonds de prévoyance* [20 octobre 1966] (p. 3626, 3627) ; EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Programme d'autoroutes ; liaison routière Rive-de-Gier—Givors* [8 novembre 1966] (p. 4375).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Application de l'article 147 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; discussion d'une pétition* [7 décembre 1966] (p. 5329).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Art. 2 : *Conditions d'accès aux antennes de la radio et de la télévision des différentes formations politiques engagées dans les élections législatives ; répartition du temps de parole* [7 décembre 1966] (p. 5332) ; *notion de majorité ; vote sur la dernière motion de censure* (p. 5336) ; *rôle de la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale* (p. 5340).

CHAZE (M. Henri), *Député de l'Ardèche, 1re circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificatif pour 1962 : *Sous-estimation volontaire par le Gouvernement des crédits nécessaires aux rapatriés d'Algérie; maintien de l'impasse à 7 milliards de francs; augmentation des crédits militaires pour la force de frappe; annulations de crédits prévues pour l'enseignement technique et professionnel; Fonds national de chômage; absence de dispositions en faveur des constructions d'H.L.M.* [19 décembre 1962] (p. 164);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Disparité des rémunérations à la R.T.F. pour des responsabilités identiques et les mêmes grades* [10 janvier 1963] (p. 544);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 18 : *Amendement de M. Ballanger (Prélèvement de 2 % sur les réserves des sociétés) : importance des réserves passibles de ce prélèvement* [29 mai 1963] (p. 3110); ses explications de vote : *Progression des bénéfices réalisés par les grandes sociétés; caractère anormal des économies proposées par le Gouvernement; augmentation insuffisante des allocations vieillesse; absence de dispositions en faveur des fonctionnaires, des routes endommagées par le gel et de l'éducation nationale* (p. 3133, 3134).

Prend part au débat sur la question orale de M. Debré relative à la définition d'une politique démographique française : *Insuffisance des constructions scolaires; pénurie dans le domaine de l'équipement sportif scolaire; manque de logements; revalorisation des prestations familiales; problème du plein emploi; réduction souhaitable du temps de travail; poids des dépenses destinées à la force de frappe* [12 juillet 1963] (p. 4144, 4145).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Problème du droit de grève dans les pays socialistes* [17 juillet 1963] (p. 4221);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 13 : *Son amendement de suppression (Emprunts d'Etat avec exonération fiscale)* [19 juillet 1963] (p. 4359);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 1er : *Origine des ressources fiscales; réforme démocratique de la fiscalisation avec un abattement à la base égale au S.M.I.G.* [22 octobre 1963] (p. 5310); Art. 14 : *Taxe intérieure sur les produits pétroliers appliquée aux carburants routiers* [23 octobre 1963] (p. 5415); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 53 : *Problème des constructions scolaires* [24 octobre 1963] (p. 5522, 5523).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Politique systématique de fermetures d'entreprises; existence de dizaines de milliers de travailleurs en chômage; cas de Decazeville, de Béziers, de l'Ardèche; aider les industries régionales en difficulté; réforme tarifaire des chemins de fer; insuffisance des crédits d'équipement civil; création de sociétés d'économie mixte et de syndicats mixtes; accroissement continu des dépenses militaires; plan et aménagement du territoire véritablement démocratique* [27 novembre 1963] (p. 7465 à 7467).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, Art. 17 : *Contrepartie des charges nouvelles imposées en agriculture* [12 décembre 1963] (p. 7886, 7887);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 62-

867 du 28 juillet 1962 relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatoires établis conformément aux règlements arrêtés par le Conseil de la Communauté économique européenne : *Opposition des communistes au projet défavorisant les petits et moyens exploitants ; élargissement des marchés offerts aux agriculteurs français ; augmentation des exportations ; mesures de protection ; alignement des prix agricoles vers le bas ; exemple du lait ; développement de la coopération ; soutien des petits producteurs* [5 mai 1964] (p. 1081, 1082).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux inondations en Ardèche [15 mai 1964] (p. 1234, 1235).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, Art. 5 : *Système progressif pour l'établissement des cotisations ; ses observations sur l'amendement de M. Boscary-Monsservin* [4 juin 1964] (p. 1629) ;

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, Art. 27 : *Ses observations sur les articles 3 et 4 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 concernant la fiscalité immobilière ; article 3 ayant assujetti à l'impôt sur les revenus des personnes physiques les plus-values des terrains à bâtir* [30 juin 1964] (p. 2390) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « sont étendus », à une nouvelle rédaction de la fin de cet alinéa (intérêts, arrérages et autres produits des obligations, effets publics émis par les départements, communes et établissements publics français)* [15 octobre 1964] (p. 3253) ; *son amendement tendant dans le paragraphe II de cet article à supprimer les articles 136, 143* bis *et 143* ter (p. 3253) ; Art. 16 : *Diminution du contingent d'essence attribué aux exploitants agricoles dans les régions montagneuses et notamment aux petits exploitants ; dispositions de l'article 40 de la Constitution* [16 octobre 1964] (p. 3342) ; *insuffisance des attributions individuelles, notamment dans les régions où il faut arroser les plantations chaque jour et organiser le transport des fruits vers les coopératives ou les marchés* (p. 3342) ; Art. 24 : *Opposition du groupe socialiste à cet article ; freiner la consommation au profit des investissements ; matériel de la S.N.C.F. ; portée limitée des mesures d'allégement ; possesseurs de la richesse continuant à être les privilégiés* (p. 3356) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, Art. 49 : *Insuffisance des crédits pour les adductions d'eau* [9 novembre 1964] (p. 5203).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme de l'enseignement : *Mesures prises en ce qui concerne les effectifs des classes primaires ; principes affirmés par la Commission ministérielle créée après la Libération ; fermeture des écoles de moins de 16 élèves ; risque de transformer des régions entières en véritables déserts scolaires ; nécessité de maintenir des écoles rurales en nombre suffisant et de fixer les effectifs à 25 élèves par classe au maximum* [13 novembre 1964] (p. 5402 à 5405, 5407).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Situation de l'agriculture ; problèmes de l'électrification, des adductions d'eau, de la voirie rurale ; insuffisance des crédits ; tarifs des transports* [25 novembre 1964] (p. 5617) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 20 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article ; validation de la circulaire du 20 octobre 1959 et des notes du 6 mars et du 29 avril 1961 du Ministère des Finances concernant les tarifs d'évaluation des propriétés non bâties ; annulation de cette circulaire et de ces notes pour excès de pouvoirs par un arrêt du Conseil d'Etat du 29 mai 1964 ; établissement préalable de tarifs de référence régionaux* [8 décembre 1964] (p. 5899) ; Art. 43 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5916) ; *Assemblée étant saisie d'un projet de loi tendant à la réforme de la législation des sociétés anonymes* (p. 5917) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression de l'article premier* [9 décembre 1964] (p. 5995) ; *création de l'Office national des forêts*

devant faire l'objet d'un projet de loi qui pourrait être discuté au cours d'une session ultérieure (p. 5995);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers : *Groupe communiste demandant le renvoi du projet en Commission; aggravation de l'injustice fiscale; désir des petits et moyens contribuables; élargir le pouvoir d'achat des travailleurs* [11 mai 1965] (p. 1253); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le cinquième alinéa de l'article premier par la phrase suivante : « Il ne peut, pour un même contribuable, apporter une réduction d'impôt d'un taux supérieur à celui consenti aux salariés par l'article 198 du Code général des impôts »* [12 mai 1965] (p. 1273); *essayer d'établir l'équilibre fiscal; Gouvernement traitant d'une manière différente les actionnaires et les salariés; problème de la double imposition* (p. 1273); Art. 14 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1282); *cet article accordant des avantages certains aux sociétés; octroi d'un délai d'amortissement de dix ans; ne pas faire de cadeaux aux sociétés* (p. 1282);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Aménagements fiscaux pour exonérer les sociétés capitalistes; souci d'équilibre du budget; prix des produits de grande consommation; trusts industriels; situation des producteurs de fruits et de légumes; fiscalité indirecte pesant sur les familles modestes; situation des artisans; cas des collectivités locales; groupe communiste ne pouvant accepter ce projet* [23 juin 1965] (p. 2389 à 2391); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 2, alinéa 2, à supprimer le chiffre « 14° »* [24 juin 1965] (p. 2462); *eau distribuée par les régies municipales ou les syndicats de communes étant exonérée; cas de l'eau servie par des concessionnaires* (p. 2462); *son amendement tendant, dans le paragraphe 2, deuxième alinéa, à supprimer le chiffre : « 28° »* (p. 2463); *son amendement tendant, dans le paragraphe 2, deuxième alinéa, à supprimer le chiffre « 38e »* (p. 2463); Art. 46 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [25 juin 1965] (p. 2559); En deuxième lecture : *Position de la Fédération nationale de la coiffure, de la Confédération nationale de l'artisanat et des métiers, de la Confédération nationale des expéditeurs et exportateurs de fruits et légumes; développement de la productivité; projet entraînant la hausse des produits de large consommation; ses observations sur les livres, les boissons gazeuses; impôts payés au titre du foncier non bâti; complexité du texte* [21 décembre 1965] (p. 4993); Art. 8 : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'amendement du Gouvernement à supprimer le 38°* (p. 5017); Art. 41 : *Répartition des fonds; impôts et taxes assimilées encaissés au titre des propriétés bâties affectées à des usages autres que l'habitation ou la profession hôtelière; cas des petites communes industrielles* [22 décembre 1965] (p. 5054); *base de répartition proposée pour les impôts payés par les ménages* (p. 5055); Art. 50 : *Harmonisation des dates; base de calcul des attributions aux communes* (p. 5058).

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale sans débat relative à la fermeture d'écoles primaires [6 octobre 1965] (p. 3344, 3345).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 3 *(suite) : Ramener à 70 ans la limite d'âge des bénéficiaires; cas des retraités les plus modestes* [7 octobre 1965] (p. 3388); Art. 7 : *Carte d'économiquement faible; Article 1389 du Code général des impôts* (p. 3389); *son amendement tendant à rédiger comme suit le paragraphe III de cet article : « III. — Le premier alinéa de l'article 1398 du même Code est abrogé »* (p. 3389); Art. 15 : *Détaxation des carburants agricoles; taxation sur l'essence; charges pesant sur les exploitants familiaux pour l'entretien de la voirie communale* [8 octobre 1965] (p. 3423); Art. 22 : *Diminution des crédits affectés au titre du Fonds spécial d'investissement routier aux départements et aux communes* (p. 3429); *déblocage tardif des crédits affectés à ce Fonds* (p. 3429).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative au ramassage scolaire [8 juin 1966] (p. 1784).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1967; après l'Art. 1er : *Réforme de la taxe sur le chiffre d'affaires; modifications du barème; dissimulation des bénéfices réels* [13 octobre 1966] (p. 3398, 3399); Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par un nouvel alinéa : « Le produit*

de cette majoration du prélèvement spécial sera affecté à la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales» (p. 3414); *prélèvement sur le pari mutuel* (p. 3414); Art. 19 : *Taxe sur les carburants routiers; Fonds spécial d'investissement routier; crédit pour les voiries municipales, départementales et les routes nationales; problèmes de la vallée de l'Eyrieux et de la zone du Mézenc; développement de la circulation* (p. 3417, 3418); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des adductions d'eau* [26 octobre 1966] (p. 3932).

Pose à M. le Ministre de l'équipement une question orale sans débat relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4062, 4070).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'élevage : *Conditions d'exploitation des cheptels bovin, porcin, ovin et caprin; amélioration génétique de l'élevage; importance des charges fiscales; modernisation des étables; équipement collectif de l'agriculture* [22 novembre 1966] (p. 4729, 4730);

— En troisième lecture, du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux communautés urbaines : *Vote du Groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* [13 décembre 1966] (p. 5476).

CHEDRU (M. Georges), *Député de la Seine-Maritime (5e circonscription) (N.I.).*

En remplacement, le 9 février 1966, de M. André Bettencourt, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1966] (p. 592).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Revenu agricole; développement de l'industrialisation; Marché commun; insuffisance des prévisions budgétaires en matière d'engagement de programme; crédits du Fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles; cotisation individuelle au budget annexe des prestations sociales agricoles; politique concernant les structures; protection sociale; crédits consacrés à l'enseignement agricole; problèmes de la surproduction; sélection animale; soutien des prix du marché; interventions de la S.I.B.E.V.; sous-rémunération des producteurs de corps gras d'origine végétale du tiers monde; projet de loi sur l'élevage; soutien des produits laitiers* [26 octobre 1966] (p. 3892, 3893);

— du projet de loi sur l'élevage, Art. 18 : *Son sous-amendement tendant, dans le nouvel alinéa proposé par l'amendement du Gouvernement, à substituer au mot « seuls » : les mots « par priorité »* [23 novembre 1966] (p. 4811); *délimitation des exploitations agricoles à caractère familial* (p. 4811).

CHÉRASSE (M. André), *Député de la Seine-Maritime, 4e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces Armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les prin-

cipes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et les forces armées, sur le projet de loi (n° 414), adopté par le Sénat, modifiant l'article premier de la loi du 30 mars 1928 en ce qui concerne l'admission des sous-officiers de gendarmerie au statut des sous-officiers de carrière, **n° 456** [11 juillet 1963].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problèmes paysans; exode rural; aide que doit apporter le Gouvernement à l'évolution en cours dans les campagnes françaises; questions relatives aux prix agricoles* [14 mai 1963] (p. 2862, 2863).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : *Renforcement que le Traité franco-allemand apporte à la défense de la zone Centre-Europe; données stratégiques de cette zone; action psychologique à mener à l'égard des populations et des troupes franco-allemandes en matière de danger atomique; problèmes de logistique* [13 juin 1963] (p. 3367, 3368).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale : *Problèmes de la rentrée scolaire dans le département de la Seine-Maritime; manque de maîtres; existence de classes surchargées; situation dans l'enseignement technique* [20 juin 1963] (p. 3608);

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au statut des sous-officiers de gendarmerie, en qualité de *Rapporteur : Passage des gendarmes au grade de sous-officier de carrière; cas des gendarmes rendus à la vie civile* [24 juillet 1963] (p. 4454).

Mise au point au sujet de son vote lors du vote sur le budget du Ministère des Rapatriés [30 octobre 1963] (p. 5960).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Défense contre les eaux; mise à la charge de l'Etat de certains travaux* [30 octobre 1963] (p. 5998); BUDGETS MILITAIRES : *Nécessité de mettre le budget de la France en harmonie avec l'importance de ses missions; effectif des brigades; rôle du canton devant demeurer la circonscription de base; vétusté des casernes; parc des véhicules; rôle de la gendarmerie* [7 novembre 1963] (p. 6762, 6763) ;

— du projet de loi édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers, Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 5 par les mots « en conservant leur droit à l'ancienneté et à l'avancement »* [5 décembre 1963] (p. 7658);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Avantages de l'économie contractuelle; avis de la F.N.S.E.A.; objectif à atteindre; esprit communautaire* [12 décembre 1963] (p. 7852);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter ainsi cet article « pluviosité excessive persistante »* [22 avril 1964] (p. 879) ; *notion de pluviosité excessive et persistante* (p. 879) ;

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Opinion des associations des anciens militaires de carrière et celle des retraités de la gendarmerie; effort vers l'équité accompli par le Gouvernement; nécessité de certaines modifications; harmonisation de certaines dispositions; possibilité de faire participer davantage les intéressés à la gestion de leur propre sort; création d'un conseil supérieur unifié des retraités civils et militaires; émoluments constamment adaptés aux traitements d'activité; tableau d'assimilation établi par voie réglementaire; problème de la non-rétroactivité visé à l'article 2; éviter de courir le risque de créer deux catégories de retraités : celle des anciens et celle des nouveaux [6 octobre 1964]* (p. 2956); après l'Art. L 22 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Augmentation de la pension des militaires non officiers de la gendarmerie)* [7 octobre 1964] (p. 2999);

majorations spéciales accordées à la gendarmerie; Art. L. 119 : *Maintien de ces dispositions* (p. 2999);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Protection civile; aspect stratégique; défense civile et économique ayant été sacrifiée au profit de la défense purement militaire; ordonnance du 7 janvier 1959 relative à l'organisation générale de la défense nationale; moyens de la D.O.T. des forces de la gendarmerie et de la sûreté nationale des corps de défense de la protection civile; France étant un des pays dépensant le moins pour sa protection civile; corps de défense de la protection civile devant recevoir une organisation polyvalente pour lui permettre d'intervenir en temps de paix; plan O.R.S.E.C.* [28 octobre 1964] (p. 4016, 4017); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisance de l'aide de l'Etat aux collectivités locales pour installer des réseaux d'adduction d'eau; département de la Seine-Maritime* [5 novembre 1964] (p. 4701); BUDGETS MILITAIRES : *Budget de la gendarmerie; adapter la gendarmerie aux conditions nouvelles; suppression de dix escadrons de la gendarmerie mobile; ne pas sous-estimer l'exercice Armor; gendarmerie étant une pièce maîtresse de la défense; problème des effectifs* [6 novembre 1964] (p. 4873, 4874);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Problèmes de la défense intérieure; organisation de la cohésion et de la volonté de résistance de la nation; protection civile; problème de la subversion; nécessité du maintien de l'ordre; modicité des crédits affectés à la gendarmerie; surveillance générale du territoire; priorité donnée à la force de frappe* [1er décembre 1964] (p. 5741 à 5743); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Mitterrand* [2 décembre 1964] (p. 5773);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Extension apportée par la notion de service national à la satisfaction des besoins de défense; conception de notre défense; problème des crédits; désirs de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers et de l'Union nationale de la protection civile; ses observations sur les possibilités d'exécution de tout ou partie du service national dans la gendarmerie; protection civile* [25 mai 1965] (p. 1535, 1536); Art. 2 : *Défense nationale résultant en définitive de l'exigence du binôme dissuasion-survie; corps de protection civile* [26 mai 1965] (p. 1577);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Rajustement indiciaire de l'ensemble des cadres; déclassement des grades et emplois des personnels militaires par rapport aux fonctions civiles; vie militaire ayant des exigences spécifiques; nécessité d'instituer un conseil supérieur de la fonction militaire; nature et rôle de ce conseil* [21 octobre 1965] (p. 3958, 3959); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Crédits d'équipement des corps de sapeurs-pompiers; effectifs des sapeurs-pompiers professionnels; problème des incendies du Midi; matériel des sapeurs-pompiers; situation dans le département des Bouches-du-Rhône et de la Corse; insuffisance en quantité des corps de sapeurs-pompiers professionnels; possibilité d'améliorer leur recrutement et de réviser les indices de traitement; taux des vacations accordées aux sapeurs-pompiers volontaires; création d'une école nationale de sapeurs-pompiers; technique de la lutte contre l'incendie; école de Nainville-les-Roches; importance des missions de la protection civile* [25 octobre 1965] (p. 4083); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre; rapport départemental du préfet de la Seine-Maritime sur le fonctionnement du service en 1964; diminution du nombre des ressortissants de l'Office et du Ministère; rôle des centres et des écoles de rééducation et de promotion sociale; équipement des foyers; crédits sociaux; cas des anciens combattants d'Afrique du Nord; opérations dites de « maintien de l'ordre » en Algérie* [26 octobre 1965] (p. 4140, 4141).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *Blés normands; nécessité d'obtenir un rapide rattrapage du revenu agricole* (p. 1288);

— sur les questions orales relatives à la sécurité de la circulation : *Nécessité d'un large débat sur les problèmes de la circulation; prévention routière; comportement de « l'homme véhicule »; insuffisance des crédits dont disposent les organismes de sécurité routière (O.N.S.E.R. et I.N.M.R.); rôle des auto-écoles et formation de moniteurs qualifiés* [15 juin 1966] (p. 2087, 2088).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des anciens d'Algérie; principe de la reconnaissance de leur droit à la carte du combattant* [18 octobre 1966] (p. 3487, 3488); EDUCATION NATIONALE : *Enseignement technique; situation des directeurs de collèges d'enseignement technique; indemnité pour charges administratives; problème de l'accession au concours de l'inspection technique; question du logement de fonction; normalisation des conditions de travail* [3 novembre 1966] (p. 4163).

CHERBONNEAU (M. Paul), *Député de Maine-et-Loire (U.N.R.-U.D.T.).*

En remplacement de M. Millot, décédé le 21 mars 1963.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [30 avril 1963] (p. 2717).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [30 avril 1963] (p. 2721).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154).

CHRISTIAENS (M. Louis), *Député du Nord, 1re circonscription (app. U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'apparente au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

CLERGET (M. Alfred), *Député de la Haute-Saône, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.), Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 janvier 1962] (p. 1160).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article (Possibilité pour un représentant de chaque organisation syndicale de travailleurs reconnue comme représentative dans l'entreprise, d'assister aux séances avec voix consultative)* [29 juin 1965] (p. 2731); *délégué syndical étant un interlocuteur valable* (p. 2731, 2732).

CLOSTERMANN (M. Pierre), *Député de Seine-et-Oise, 5e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1963 (2e partie) (n° 2); IV. — Section Air, **n° 111** [17 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549). Budget des armées. — III. — Section Air, **n° 606** [29 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à réintégrer les agents diplomatiques et consulaires déportés ou internés de la Résistance ou révoqués pour leur attitude patriotique, ou engagés volontaires des guerres 1914-1918 et 1939-1945, ou grands mutilés, qui ont été l'objet d'une mise à la retraite par anticipation, **n° 923** [28 mai 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) : Crédits du Ministère des Armées, II. — Examen des crédits des différentes sections. Tome 2. — Section Air, **n° 1121** [21 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577); Crédits du Ministère des Armées. II. — Examen des crédits des différentes sections. Tome II. — Section Air, **n° 1621** [13 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1967 (Crédits du Ministère des Armées. — II. — Examen des crédits des différentes sections. — Tome 2. — Section Air, **n° 2076** [12 octobre 1966].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Triplement souhaitable de la retraite actuelle des vieux travailleurs* [13 décembre 1962] (p. 58).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Force de dissuasion; données politiques et stratégiques du problème; question de la tête nucléaire; différentes possibilités de vecteur; engins d'interception; caractéristiques et vitesse du Mirage IV; problème de son rayon d'action; rôle du sous-marin porteur d'engins; adoption souhaitable d'un vecteur aérien prolongé par un engin air-sol* [23 janvier 1963] (p. 1564 à 1566); Art. 15 : *Son amendement au nom de la Commission (Création d'un poste de directeur)* [24 janvier 1963] (p. 1615);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES : en qualité de *Rapporteur pour avis; Faible substance du budget; crédits d'équipement et de recherche scientifique; coordination étroite des activités des secteurs civils et militaires; recherches financées sur le budget de l'air* [7 novembre 1963] (p. 6738, 6739, 6740);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Armée de l'air ayant réduit ses effectifs; mise en place de la force nucléaire stratégique de la première génération; besoins des effectifs; problème de la formation du personnel; dépenses d'équipement; déséquilibre entre les autorisations de programme et les crédits de paiement; problème des carburants; regroupements d'unités ayant été imposés par les mesures d'économie; structure de la S.N.E.C.M.A. axée sur la production et non sur la répartition* [6 novembre 1964] (p. 4847, 4848); *arme atomique tactique étant à la disposition de nos escadres* (p. 4859);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Budget*

de la section air des forces armées; ses observations sur le matériel; cas des techniciens de l'électronique et des techniciens des turbines; maintien des Mirage IV; besoins de l'armée de l'air; attraction de l'industrie privée; recrutement de l'armée de l'air; formation du personnel technique; cas des colonels et des lieutenants-colonels; situation des convoyeuses de l'air; incidences des accords franco-britanniques; commandes de Mirage III; ses observations sur les Atlantic, les Mirage III E, les Fouga, les Bréguet Jaguar; l'E.C.A.T., le F.2; taux horaires de l'industrie aéronautique; étude du Concorde [21 octobre 1965] (p. 3937, 3938).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Reconnaissance, par la France, de la solidarité atlantique; notion d'alliance; importance de l'intérêt national; mission américaine de l'O.S.S. auprès d'Ho Chi Minh; responsabilité des premières mesures de police en Afrique du Nord; refus de Skybolt à l'Angleterre lors de la conférence des Bermudes; nombre des trahisons à sens unique de l'esprit de solidarité atlantique; forces américaines en Europe; conséquences des opérations du Viet-Nam; importance des forces conventionnelles; armées soviétiques en Europe; équivalence entre arme atomique et arme nationale; signification de l'arme atomique : coopération et non-intégration; affaire de Cuba; dangers de guerre qu'implique l'intégration dans le sein de l'O.T.A.N. et de l'O.T.A.S.E.; problèmes soulevés par Pierrelatte* [13 avril 1966] (p. 637 à 640).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 71 du Règlement; paroles prononcées par M. Abelin, son désir de voir supprimée au procès-verbal l'expression injurieuse employée par M. Abelin* [14 avril 1966] (p. 672).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les personnels spécialistes et les personnels féminins de l'armée de l'air; problème des officiers supérieurs; Jaguar; remplacement des Fouga Magister; force nucléaire stratégique; rôle des Crusader; patrouiller Atlantic; Mirage III E; importance du Phantom à géométrie variable* [25 octobre 1966] (p. 3822 à 3824); *ses observations sur les paroles de M. Cazenave; distinction entre le Jaguar et l'E.C.A.T.* (p. 3833, 3834); EQUIPEMENT. — IV. — AVIATION CIVILE : *Ses observations sur l'Airbus; importance du Concorde; ses observations sur le Transall, le Nord 262, le Breguet-Deux-Ponts, la Caravelle; rôle de l'aviation civile; aéro-clubs; situation de Sud-Aviation; gestion d'Air France; rôle des commissions chargées des rapports d'accidents* [9 novembre 1966] (p. 4478, 4479).

COLLETTE (M. Henri), *Député du Pas-de-Calais, 6e circonscription (U.N.R.-U.D.T.), Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32).

Donne sa démission de cette Commission [20 décembre 1962] (p. 186).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [21 décembre 1962] (p. 192), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'État instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier

les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à abolir la peine de mort en France, **n° 200** [21 février 1963]; la retire [21 avril 1966] (p. 889).

Sa proposition de loi relative aux donations mutuelles entre époux et aux clauses de réversibilité, **n° 201** [21 février 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 13 tendant à modifier les articles 1094 et 1098 du Code civil relatifs aux donations entre époux, adoptée par le Sénat, **n° 221** [30 avril 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 213 pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises, **n° 430** [5 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 496) modifié par le Sénat, pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises, **n° 499** [24 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 885), portant modification des dispositions du Code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation, **n° 1006** [23 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1158) modifié par le Sénat, portant modification des dispositions du Code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation, **n° 1169** [13 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1365), adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, **n° 1475** [18 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1552), modifié par le Sénat dans sa deuxième lecture, portant réforme des régimes matrimoniaux, **n° 1553** [29 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1641) complétant l'article 11 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux, **n° 1653** [9 novembre 1965].

Sa proposition de loi tendant à instituer un « séquestre légal », **n° 1755** [13 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 1755 tendant à instituer un « séquestre légal », **n° 1903** [8 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 1925 tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « parts de

marais » ou « parts ménagères », **n° 1967** [23 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à autoriser la transformation de sociétés sans but lucratif, commerciales ou civiles par leur forme, en associations, **n° 2061** [6 octobre 1966].

Sa proposition de loi tendant à autoriser la séparation de corps contractuelle quand un des époux est atteint de maladie mentale, **n° 2062** [6 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1760) tendant à modifier l'article 1007 du Code civil relatif au testament olographe, **n° 2115** [28 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2119), adoptée par le Sénat, relative aux déclarations conjointes prévues aux articles 11 (alinéa 2), 16 et 20 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux, **n° 2137** [9 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 2201, modifiée par le Sénat, tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « parts de marais » ou « parts ménagères », **n° 2274** [15 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Maintien regrettable de la taxe complémentaire; suppression des droits d'enregistrement lors de la mutation d'immeubles ruraux; exonérations en faveur des opérations réalisées par les S.A.F.E.R.;* Art. 2 : *Assimilation regrettable opérée par le précédent article entre le whisky et le genièvre; son sous-amendement à l'amendement de la Commission (Exemption des taxes en faveur du genièvre)* [18 décembre 1962] (p. 88); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : *Situation de la construction dans le Pas-de-Calais; taux de natalité très élevé dans ce département; insuffisance des dotations consenties par l'Etat* [10 janvier 1963] (p. 523); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, après l'Art. 50 : *Son amendement (Remplacement des cotisations cadastrales par une cotisation assise sur le bénéfice agricole forfaitaire): injustices résultant de la fixation des cotisations sociales agricoles en fonction du revenu cadastral; détermination souhaitable du bénéfice agricole forfaitaire par région; article 9 de la loi du 25 janvier 1961 et sa non-application* [10 janvier 1963] (p. 568, 569); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Non-application des dispositions de la loi complémentaire concernant la suppression des droits d'enregistrement dans le cas d'usage du droit de préemption; problème du prix de la betterave; position du Gouvernement vis-à-vis de l'élevage familial des porcs dans le Pas-de-Calais* [11 janvier 1963] (p. 643, 644); Article additionnel : *Amendements de MM. Voisin, Le Bault de La Morinière, Rivain, Vallon (Exemption des frais d'enregistrement pour les preneurs de baux usant du droit de préemption)* (p. 675) *: remboursement de la taxe communale et de la taxe d'apprentissage qui n'auraient pas été payées si l'exonération avait joué en temps utile; complications pratiques nées du remboursement tardif des sommes trop perçues* (p. 675); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES, après l'Art. 55 : *Son amendement (mécanisme de l'enrichissement sans cause et rente viagère fixée d'un commun accord au départ à un niveau plus élevé que le revenu du bien vendu): nécessité de prévoir un mode de règlement de cette situation* [17 janvier 1963] (p. 1034); AFFAIRES CULTURELLES : *Situation de la cathédrale de Boulogne-sur-Mer* [18 janvier 1963] (p. 1131); ANCIENS COMBATTANTS : *Sort des soldats français faits prisonniers en Algérie; incertitude dans laquelle se trouve leur famille* [23 janvier 1963] (p. 1527, 1528); COMMISSION MIXTE PARITAIRE : *Bénéfice de l'exonération des droits d'enregistrement pour le fermier exerçant un droit de préemption* [14 février 1963] (p. 2176); *ses observations à propos de son vote sur les conclusions de la Commission mixte paritaire* (p. 2183);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive : *Problème de l'adoption en présence d'enfants légitimes* [7 février 1963] (p. 2081, 2082); Art. 10 : *Son sous-amendement à l'amen-*

dement de la Commission (Protection du secret des opérations du service de l'aide sociale à l'enfance); communication des renseignements concernant les enfants surveillés (p. 2087);

— du projet de loi, en deuxième lecture, portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière : *Nécessité de voter le présent texte avant la fin de la session; modifications apportées à la perception du droit de soulte; caractères du droit fiscal frappant les mutations de biens ruraux; cas d'acquisitions de terrains par les S.A.F.E.R.; disparités existant entre les départements à ce sujet* [19 février 1963] (p. 2223); après l'Art. 7 : *Amendement de la Commission (Application de la nullité résultant de l'article 704, alinéa 2, du Code général des impôts dans le cas d'actes en cours d'instance) : abrogation de l'article 704 du Code général des impôts; ses conséquences pour les accords intervenus en cours d'instance* (p. 2227); Art. 20 *quater : Amendement de la Commission et de M. Lamps (Suppression de la valeur accordée à l'inventaire après décès) : inconvénients découlant de l'obligation de dresser un inventaire complet après décès* (p. 2229); Art. 24 : *Son amendement (Suppression des droits de mutation prévus pour les opérations en cours au moment de la promulgation de la loi)* (p. 2233); Art. 44 : *Réduction des droits de mutation; situation différente faite aux exploitations industrielles et aux exploitations commerciales* (p. 2243);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux donations entre époux en qualité de *Rapporteur : Augmentation souhaitable du montant des donations possibles entre époux; situation existant actuellement à cet égard; bénéfice des revenus des biens de la communauté pour l'époux survivant; cas des époux n'ayant pas conclu de contrat de mariage; conversion de l'usufruit en rente viagère; dérogations prévues; possibilité donnée aux époux de se léguer en pleine propriété un quart des biens qui dépendront de la succession et le reste en usufruit; protection souhaitable des enfants du premier lit; transferts de propriété permis par le régime de séparation des biens; réforme souhaitable des régimes matrimoniaux* [16 mai 1963] (p. 2932, 2933); Art. 1er : *Son amendement au nom de la Commission (Eventualité de la donation entre époux visant un quart en pleine propriété, le reste en usufruit avec conversion possible de l'usufruit en rente viagère)* (p. 2934, 2935); Art. 2 : *Son amendement au nom de la Commission (Situation des enfants nés d'un premier lit)* (p. 2935, 2936); après l'Art. 2 : *Son amendement au nom de la Commission (Précisions apportées à la notion d'équivalence)* (p. 2936); après l'Art. 2 : *Son amendement au nom de la Commission (Indexation des rentes viagères de nature alimentaire)* (p. 2936); *son amendement au nom de la Commission (Titre de la proposition de loi)* (p. 2937).

Prend part au débat sur le projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 47 : *Son amendement de suppression (Cas des contribuables ayant commis une erreur dans la déclaration des revenus de valeurs et capitaux mobiliers)* [10 juillet 1963] (p. 4002); Art. 67 : *Son amendement (Définition des personnes représentant les sociétés ou associations susceptibles d'être poursuivies en cas de fraude fiscale)* (p. 4009, 4010).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises, en qualité de *Rapporteur : Nécessité de conserver les réserves de nos forêts et d'éviter les coupes abusives; dispositions de l'article 1370 du Code général des impôts (amendement Serot) prévoyant une réduction du montant des droits d'enregistrement pour les mutations à titre onéreux des bois et forêts; paragraphe 4 de l'article 1241 dudit Code (amendement Monichon) accordant des dégrèvements dans le cas des successions; diminution du nombre des employés de l'administration des eaux et forêts; contenu du présent texte; organisation future de la propriété des forêts privées; groupements forestiers; aménagement du Code forestier; problème des incendies de forêts; création de centres régionaux de la propriété forestière; mission du centre régional; avantages fiscaux accordés aux groupements forestiers; acquisition de bois et forêts par les S.A.F.E.R.; appel aux capitaux privés désireux de s'investir dans la forêt; répression des infractions en matière d'incendies; transfert des bois appartenant aux sections de communes, aux communes dans lesquelles ils sont situés; limitation des droits de la propriété privée qui résulteraient de l'adoption du présent texte; hommage à l'administration des eaux et forêts* [10 juillet 1963] (p. 4016 à 4019); avant l'Art. 1er : *Son amendement au nom de la Commission (Droits d'un propriétaire fores-*

tier) [11 juillet 1963] (p. 4077); Art. 1er : *Son amendement au nom de la Commission (Etablissement d'un inventaire des bois et forêts par les centres régionaux)* (p. 4077, 4078); *son amendement au nom de la Commission (Plan de gestion et plan d'aménagement)* (p. 4078); après l'Art. 1er : *Son amendement au nom de la Commission (Création d'une Commission nationale professionnelle de la propriété forestière privée)* (p. 4078); Art. 2 : *Son amendement au nom de la Commission (Composition et fonctionnement des centres régionaux)* (p. 4080); Art. 3 : *Son amendement au nom de la Commission (Taxe parafiscale en faveur des centres régionaux); répartition de la taxe correspondant aux immeubles classés au cadastre en nature de bois* (p. 4084); Art. 4 : *Ses amendements au nom de la Commission (Nature du plan simple d'aménagement)* (p. 4085, 4086, 4087); Art. 5 : *Son amendement au nom de la Commission (Cas des propriétés forestières d'une étendue de quatre hectares au moins d'un seul tenant)* (p. 4088); *Son amendement au nom de la Commission tendant à supprimer les mots : « de résineux »* (p. 4090); *obligation de reboiser pour toutes les parcelles de bois de toutes essences* (p. 4090); Art. 8 : *Son amendement au nom de la Commission (Cas de donation faite par préciput)* (p. 4096); *son amendement au nom de la Commission (Rapports entre les S.A.F.E.R. et les groupements forestiers)* (p. 4096); Art. 9 : *Son amendement au nom de la Commission : situation des petits propriétaires dans les secteurs de reboisement* (p. 4096); Art. 10 : *Son amendement au nom de la Commission (Droit de préemption et S.A.F.E.R.)* (p. 4097); Art. 16 : *Son amendement au nom de la Commission (Sanctions des délits de pâturages après incendie même dans les bois reboisés par régénération naturelle)* (p. 4099); Article additionnel : *Son amendement au nom de la Commission (Règlement du problème des sections de communes)* (p. 4100); En deuxième lecture : *Son hommage au rapport fait au Sénat sur le présent texte; modifications apportées par la deuxième Assemblée; problème des centres régionaux de la propriété forestière; lutte contre les coupes abusives; collaboration fructueuse entre les deux Assemblées; inquiétudes suscitées par le texte en ce qui concerne la limitation des droits de propriété; action des Eaux et Forêts sur la propriété privée* [25 juillet 1963] (p. 4494, 4495); Art. 2 : *Son amendement au nom de la Commission (Cas des propriétaires ne résidant pas dans la Commune où se trouve leur propriété)* (p. 4496); Art. 4 : *Son amendement au nom de la commission (Mise en pratique par le propriétaire du programme d'exploitation prévu au plan simple de gestion)* (p. 4499); *son amendement au nom de la Commission (Abattage en cas d'urgence)* (p. 4500); Art. 5 : *Son amendement au nom de la Commission (Reconstitution des peuplements forestiers après coupes rases de résineux)* (p. 4501); Art. 5 *bis* : *Son amendement de suppression au nom de la Commission; problème des coupes abusives* (p. 4501); Art. 6 : *Son amendement au nom de la Commission (Répression des coupes abusives)* (p. 4502);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Terre située à un niveau inférieur à celui de la mer; problème de l'égalité de traitement entre les entreprises privées et les entreprises ou collectivités publiques* [16 octobre 1963] (p. 5203); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Elles concernent les personnes publiques et les personnes privées »* [14 novembre 1963] (p. 7219); Art. 11 : *Son amendement tendant, à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « compte tenu de la mesure dans laquelle chacun a rendu l'aménagement nécessaire ou utile, ou y trouve son intérêt » les mots : « compte tenu du degré d'intérêt de chacun »* (p. 7243); Art. 39 : *Son amendement (Cas d'une région où l'eau manque)* (p. 7253);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Problème des donations-partages et des successions* [23 octobre 1963] (p. 5384); *son sous-amendement (Cas de donation ou de succession)* (p. 5384); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Mesures prises pour favoriser le remembrement; vulgarisation; réforme des droits de succession; prêts à long terme du Crédit agricole; insuffisance des prêts d'installation pour les jeunes; augmentation des prix de la betterave; suppression de la taxe de résorption; politique forestière* [4 novembre 1963] (p. 6312, 6313, 6314); BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : après l'Art. 45 : *Son amendement (Références pour la répartition des cotisations sociales agricoles)* (p. 6343); *point de départ du revenu cadastral* (p. 6343, 6344); *maintien de son amendement* (p. 6344); EDUCATION NATIONALE : *Autorisa-*

tion éventuelle donnée aux familles paysannes de déduire de leurs revenus imposables les frais supportés pour l'instruction de leurs enfants; cas du lycée de Boulogne-sur-Mer [6 novembre 1963] (p. 6593, 6594); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Cotisations de la Sécurité sociale agricole calculées sur le revenu cadastral moyen; amendement reprenant l'article 45* bis *voté par le Sénat en première lecture instituant à titre transitoire un plafond égal à 30 francs* [6 décembre 1963] (p. 7698); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pierre Bas (Donation-partage)* (p. 7713); Art. 3 : *Donation-partage* (p. 7718);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 12 : *Son amendement (Revenu cadastral moyen départemental à l'hectare retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles)* [10 décembre 1963] (p. 7775); *cas des cultivateurs de la région du Nord* (p. 7775);

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation, en qualité de *Rapporteur : Economie générale du projet tendant à faciliter la gestion des biens des mineurs; régime de l'administration légale; nécessité de remanier le conseil de famille; contrôle de l'autorité judiciaire sur les tutelles; création d'un juge des tutelles; formalités imposées au tuteur et à l'administrateur légal; leur simplification; modifications de la situation des enfants naturels; rapprocher leur situation de celle des enfants légitimes; modification des règles en vigueur sur l'émancipation* [26 juin 1964] (p. 2265 à 2268); Art. 389-5 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « à peine de l'amende prévue par l'article 885 du Code de procédure civile », les mots : « à peine d'une amende de 10 à 200 francs »* (p. 2272); *administration légale pure et simple* (p. 2272); Art. 390 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction proposée pour le deuxième alinéa de cet article du Code civil : « elle s'ouvre aussi à l'égard d'un enfant naturel s'il n'a ni père ni mère qui l'aient volontairement reconnu »* (p. 2272); Art. 392 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article du Code civil : « Si un enfant naturel vient à être reconnu par l'un de ses deux parents après l'ouverture de la tutelle »* (p. 2273); Art. 394 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article du Code civil par la phrase suivante : « mention de cette transmission sera conservée au greffe du tribunal d'instance »* (p. 2273); Art. 396 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article du Code civil : « Les formes de procéder devant le juge des tutelles seront réglées par le Code de procédure civile »* (p. 2274); Art. 412 du Code civil : *Son amendement tendant, à la fin du texte proposé pour cet article du Code civil à substituer aux mots : « l'amende de l'article 885 du Code civil », les mots « l'amende de l'article 389-5 »* (p. 2275); Art. 413 du Code civil : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour cet article du Code civil à substituer aux mots : « l'amende de l'article 885 du Code de procédure civile », les mots « l'amende de l'article 389-5 »* (p. 2275); Art. 433 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article du Code civil par les mots : « qui l'exercera dans les conditions fixées par décret en Conseil d Etat »* (p. 2277); Art. 448 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article du Code civil, à substituer aux mots : « suivant l'article 883 du Code de procédure civile », les mots : « suivant les règles fixées par le Code de procédure civile »* (p. 2278); Art. 452 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du Code civil, après les mots : « ou déposer », à insérer les mots : « à un compte ouvert au nom du mineur et portant mention de sa minorité »* (p. 2279); *son amendement tendant, après le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 452 du Code civil à insérer un nouvel alinéa (Possibilité de retrait des titres au porteur)*(p. 2279); Art. 454 du Code civil : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2279); Art. 457 du Code civil : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2281); Art. 456 du Code civil : *Durée des baux consentis par le mineur; cas du bail d'un bien rural* (p. 2281); Art. 473 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour cet*

article du Code civil (Responsabilité de l'Etat à l'égard du pupille) (p. 2283); après l'Art. 840 du Code civil : *Son amendement tendant après le texte modificatif proposé pour l'article 840 du Code civil à insérer un nouvel alinéa (Testament fait par le mineur)* (p. 2285); *son amendement tendant, après le texte modificatif proposé pour l'article 840 du Code civil, à insérer un nouvel alinéa (Donation entre vifs ou testament fait par le mineur devenu majeur ou émancipé)* (p. 2285); Art. 7 *(suite)* : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « sous les exceptions des articles suivants », les mots : « sous les exceptions des articles 8 à 13 ci-dessous »* (p. 2286, 2287); En deuxième lecture : *Position du Sénat; discussion de neuf articles pour la seconde lecture* [19 novembre 1964] (p. 5494) ; Art. 389-5 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article du Code civil (Rôle de l'administrateur légal)* (p. 5495); Art. 406 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article du Code civil (Pouvoirs du conseil de famille)* (p. 5495) ; *modification de pure forme* (p. 5495) ; Art. 456 du Code civil : *Débat au Sénat sur cet article résultant de l'adoption d'un amendement déposé par le Gouvernement ; rôle du tuteur ; tuteur pouvant consentir des baux des biens du mineur; preneur étant privé du droit de renouvellement et du droit au maintien dans les lieux* (p. 5495) ; Art. 459 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : « L'apport en société d'un immeuble ou d'un fonds de commerce a lieu à l'amiable. Il est autorisé par le conseil de famille sur le rapport d'un expert que désigne le juge des tutelles »* (p. 5496, 5497); *caractère anormal de faire homologuer par le tribunal de grande instance une expertise qui n'est qu'un simple avis et non une décision* (p. 5497); *son amendement tendant à substituer aux deux dernières phrases du dernier alinéa de l'article 459 du Code civil les dispositions suivantes : « Le conseil de famille pourra néanmoins sur le rapport d'un expert désigné par le juge des tutelles en autoriser la vente de gré à gré aux prix et stipulations qu'il détermine »* (p. 5497) ; *question de la vente des valeurs mobilières non cotées en bourse* (p. 5497) ; Art. 389-5 du Code civil *(suite)* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : (rôle de l'administrateur légal)* (p. 5497); *harmoniser la rédaction de l'article 389-5 du Code civil avec celle de l'article 459 que l'Assemblée vient d'adopter* (p. 5497) ; Art. 4 *bis* : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « II. — Le bail consenti par le tuteur seul devra à peine de nullité être fait par acte authentique. Les dispositions du troisième alinéa de l'article 456 du Code civil seront mentionnées dans l'acte »* (p. 5498); *preneur devant connaître exactement l'importance des droits dont il se trouverait privé lorsque le bail lui serait consenti par le tuteur; information du preneur* (p. 5498);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Allégement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en faveur des contribuables ayant des enfants à charge qui poursuivent leurs études; encourager les familles rurales à diriger leurs enfants vers les lycées et les facultés; inciter les fonctionnaires à rester en province ; problème des bourses ; conditions d'octroi : injustice fondamentale; dotations du F.A.S.A.S.A. et du F.O.R.M.A.; accès aux prêts des caisses de crédit agricole devant être facilité; possibilité d'élargir les tranches d'imposition; taux des droits d'enregistrement pouvant être unifié en matière immobilière* [15 octobre 1964] (p. 3238 à 3240); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Conditions d'octroi de l'indemnité viagère de départ allouée au titre du F.A.S.A.S.A.; conditions actuellement exigées pour l'attribution des prêts par les caisses de crédit agricole au titre de l'accession à la propriété; mesures prises par le Gouvernement en faveur du soutien des prix agricoles* [5 novembre 1964] (p. 4686 à 4688);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 15 : *Son amendement, tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par la phrase suivante : « elles ne sont pas applicables également aux cessions consécutives à l'exécution de contrats, d'engagements ou d'options ayant acquis date certaine avant la promulgation de la présente loi »* [8 décembre 1964] (p. 5896); *Assemblée Nationale venant de supprimer la référence du 18 novembre figurant à l'article 15* (p. 5896); après l'Art. 21 : *Revenu cadastral retenu pour le calcul des cotisations sociales agricoles des exploitations soumis à la législation des wateringues* [9 décembre 1964] (p. 6009); *différence entre les wateringues et les*

marais (p. 6009); *loi relative à l'assurance-maladie des exploitants agricoles* (p. 6009); *son souci de dégrever les petits exploitants* (p. 6010).

Son rappel au Règlement : *Son vote sur son amendement tendant à insérer un nouvel article après l'article 21 du projet de loi de finances rectificative* [10 décembre 1964] (p. 6045).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances, Art. 9 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Sont amnistiées les personnes condamnées pour faits d'évasion punis des peines de l'article 245 du Code pénal commis au cours de l'exécution d'une condamnation effacée par l'amnistie, ainsi que les personnes condamnées pour infractions à une interdiction de séjour accessoire ou complémentaire d'une condamnation effacée par l'amnistie »* [17 décembre 1964] (p. 6199);

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, après l'Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann : « Dans le silence ou la contradiction des titres, sont présumées affectées à l'usage de tous les copropriétaires toutes les parties de l'immeuble qui ne sont pas expressément réservées à l'usage exclusif de l'un d'eux ou affectées à l'usage collectif de certains d'entre eux »* [22 avril 1965] (p. 822) ; *son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement : « Sont réputés droits accessoires aux parties communes dans le silence ou la contradiction des titres »* (p. 823); *droit de surélever un bâtiment affecté à l'usage commun ou comportant plusieurs locaux qui constituent des parties privatives différentes* (p. 823); après l'Art. 3 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann, après les mots : « les parties communes » à insérer les mots : « et les droits qui leur sont accessoires »* (p. 824); Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « il a aussi qualité pour établir et signer seul l'acte descriptif de division prévu par l'article 7 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 »* (p. 828); après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Mutation à titre onéreux d'un lot)* (p. 829); *loi du 17 mars 1909 en matière de vente de fonds de commerce* (p. 830); Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 834); *aliénation des parties communes* (p. 834); Art. 22 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les membres du syndicat secondaire sont valablement représentés par leur syndic aux assemblées générales du syndicat principal, à moins que, réunis en assemblée et statuant à la majorité prévue pour la modification des règlements de copropriété, ils ne décident d'y assister personnellement »* (p. 834); *représentation des membres du syndicat secondaire par leur syndic dans les délibérations du syndicat principal* (p. 834, 835); Art. 27 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot « 5e » le mot « 10e »* (p. 839); *délai de cinq ans étant trop court, celui de dix ans paraissant plus conforme à l'équité* (p. 839).

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 8 : *Situation des mareyeurs* [24 juin 1965] (p. 2459); *son amendement tendant après le cinquième alinéa (4°) de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « 4° bis les opérations de vente, de commission et de courtage des produits de la pêche maritime commercialisée par les mareyeurs à l'état frais ou conservés à l'état frais par un procédé frigorifique »* (p. 2459); *mareyeurs ne payant ni T.V.A. ni taxe locale* (p. 2459); *rassurer les mareyeurs* (p. 2463); Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de cet article par les mots suivants : « sous réserve des cas déterminés par décret, où le versement de la taxe peut être suspendu »* (p. 2465); En deuxième lecture, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à compléter comme suit le texte proposé pour le paragraphe 2 bis de cet article : « ... ainsi que les opérations effectuées et les prestations fournies pour les besoins des navires de pêche et de leurs cargaisons »* [21 décembre 1965] (p. 5012); *navires de pêche* (p. 5012); Art. 8 : *Son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe 4° de la manière suivante : « ... les opérations de vente, de commission, de courtage et d'importation des produits de la pêche maritime, soumis au paiement de la taxe de péage et commercialisés à l'état frais, par les mareyeurs expédi-*

teurs » (p. 5015); *produits de la pêche maritime; possibilité d'exonérer les mareyeurs de la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 5015, 5016); Articles réservés : *Problème du poisson* [22 décembre 1965] (p. 5063);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, en qualité de *Rapporteur : Préférence pour le régime de la communauté des biens réduite aux acquêts en tant que régime légal ; affranchissement de la femme mariée; octroi à la femme du droit de gérer et d'administrer ses biens personnels ; mutabilité des conventions matrimoniales; mari restant le chef de famille; pouvoirs anciens du mari ; femme pouvant acquérir des biens réservés ; femme pouvant disposer des titres et valeurs figurant à tout compte ouvert à son nom ; cas d'une action en justice contre le mari; problème des baux ; baux réalisés par acte sous seing privé* [26 juin 1965] (p. 2585 à 2588) ; Art. 1er : avant l'Art. 214 du Code civil : *Cogestion existant dans les faits* (p. 2606); Art. 214 du Code civil : *Mariage étant par essence une association conjugale* (p. 2607); *charges du ménage* (p. 2607); *ses observations sur l'amendement de Mme Launay* (p. 2607); Art. 215 du Code civil : *Problème de la résidence de la famille* (p. 2608); *organisation de la séparation de fait* (p. 2608); Art. 216 du Code civil : *Coût de l'établissement du contrat de mariage* (p. 2609); Art. 220-1 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « peut prescrire », à insérer les mots : « d'urgence »* (p. 2610); *ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 2610); Art. 221 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Chacun des époux peut se faire ouvrir, sans le consentement de l'autre, tout compte de dépôt et tout compte de titres en son nom personnel. L'époux déposant est réputé, à l'égard du dépositaire, avoir la libre disposition des fonds et des titres en dépôt »* (p. 2611); *possibilité de certains établissements bancaires d'ouvrir un compte de chèques et un compte de dépôt* (p. 2611); Art. 222 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à insérer le mot « individuellement » après les mots : « qu'il détient »* (p. 2611); *distinction entre les meubles corporels et les meubles incorporels; titres au porteur* (p. 2612); Art. 223 du Code civil : *Exercice d'une profession* (p. 2613); Art. 2, Art. 1387 du Code civil : *Son amendement tendant après les mots : « aux bonnes mœurs » à rédiger comme suit la fin de cet article : « ni aux dispositions qui suivent »* (p. 2614); *option d'un régime matrimonial en face de l'officier d'état civil; régime de la séparation de biens en cas de remariage* (p. 2614); Art. 1388 du Code civil : *Son amendement tendant à la fin de cet article à supprimer les mots : « ni aux conditions d'exercice d'une profession »* (p. 2615); *exercice d'une profession séparée par la femme* (p. 2615); Art. 1390 du Code civil : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « est exercée » les mots : « sera exercée »* (p. 2616); Art. 1391 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du second alinéa de cet article : « sera arrêtée par le tribunal de grande instance »* (p. 2616); *valeur des biens* (p. 2616); Art. 1392 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article : « dans le délai d'un mois à compter du jour où ceux-ci l'auront mis en demeure de prendre parti »* (p. 2616); Art. 1393 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du Code civil : « les règles établies dans la première partie du chapitre II formeront le droit commun de la France »* (p. 2616); *principe de l'option* (p. 2616, 2617); Art. 1397 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du Code civil : « après deux années d'application du régime matrimonial conventionnel ou légal les époux pourront convenir »* (p. 2617); *problème de la mutabilité des régimes matrimoniaux* (p. 2618); *intérêt des enfants; problème de la donation entre époux; cas du remariage du mari devenu veuf* (p. 2618); *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 1397* (p. 2620); *cas d'une donation consentie sous la condition de l'adoption d'un régime déterminé* (p. 2620); Art. 1400 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger le texte proposé pour cet article de la manière suivante : « La communauté qui s'établit à défaut de contrat ou par la simple déclaration qu'on se marie sous le régime de la communauté, est soumise aux règles expliquées dans les trois sections qui suivent »* (p. 2621); *cas de l'absence totale de contrat* (p. 2621); Art. 1402 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article :*

« *Propriété personnelle de l'époux* » (p. 2621); Art. 1403 du Code civil : *Economies réalisées sur les revenus des propres restant propres* (p. 2622); Art. 1413 du Code civil : *Possibilité pour la femme de renoncer à la communauté* (p. 2623); Art. 1416 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « ainsi, pour l'acquisition, la conservation ou l'amélioration d'un bien propre »* (p. 2623); *problème des dépenses faites par la communauté* (p. 2623); Art. 1417 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « en méconnaissance des obligations » les mots : « au mépris des devoirs »* (p. 2623); *dettes contractées par l'un des époux ; manquement aux devoirs fondamentaux* (p. 2623); Art. 1420 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du Code civil par la phrase suivante : « Il en est de même si, par une déclaration mentionnée au registre du commerce, il a donné son accord exprès à l'exercice d'un commerce par la femme »* (p. 2624); *activité commerciale pouvant être exercée sans entraîner la qualité de commerçant* (p. 2624); Art. 1421 du Code civil : *Cogestion de l'ensemble des biens du patrimoine des époux* (p. 2624); *notion de faute lourde ; responsabilités du mari* (p. 2625); *cas des biens acquis avec les économies faites sur les revenus des biens réservés* (p. 2625); Art. 1424 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « dépendant de la communauté » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « non plus que les droits sociaux non négociables et les meubles corporels dont l'aliénation est soumise à la publicité. Il ne peut sans ce consentement, percevoir les capitaux provenant de telles opérations »* (p. 2626); *cas des droits sociaux non négociables* (p. 2626); *son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article 1424 du Code civil : « Il ne peut non plus, sans le concours de la femme, donner à bail un fonds rural ou un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal. Les baux passés par le mari sur les biens communs sont, pour le surplus, soumis aux règles prévues pour les baux passés par l'usufruitier »* (p. 2627); *baux ouvrant le bénéfice du statut du fermage* (p. 2627); Art. 224 du Code civil : *Cas des biens réservés acquis au moyen des gains et salaires professionnels de la femme* (p. 2628, 2629); Art. 220 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2629); *achats à tempérament d'objets mobiliers servant au ménage* (p. 2629); Art. 1432 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « de tous les fruits » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « qu'il a perçus, négligé de percevoir ou consommés frauduleusement »* (p. 2632) Art. 1433 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un troisième alinéa : « si une contestation est élevée, la preuve que la communauté a tiré profit de biens propres peut être administrée par tous les moyens, même par témoignages et présomptions »* (p. 2632); *récompenses dues par la communauté* (p. 2632); Art. 1437 du Code civil : *Principe du droit à récompense en communauté ; modalités de calcul de cette récompense* (p. 2633); Art. 1442 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa (Cas où la cohabitation et la collaboration ont pris fin entre les époux avant que la communauté ne soit réputée dissoute)* (p. 2633); *cas où l'époux est responsable de la rupture du foyer conjugal* (p. 2634); Art. 1444 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Nullité de la séparation de biens)* (p. 2634); *opération de liquidation* (p. 2634); Art. 1467 du Code civil : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « ainsi que les biens visés à l'article 1406 » les mots : « ou les biens qui y ont été subrogés »* (p. 2634); *reprise des biens propres* (p. 2634, 2635); Art. 1471 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « que son conjoint peut tenir » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « des articles 815, 832, 832-1 et 832-2 du présent code »* (p. 2635); *partage de communauté et de succession* (p. 2635); Art. 1472 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du second alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2635); *cas d'insuffisance des biens communs ; possibilité pour le mari de se libérer en argent* (p. 2635); Art. 1476 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa proposé pour cet article : « toutefois, pour la communauté dissoute par divorce, séparation de*

corps ou séparation de biens, l'attribution préférentielle n'est jamais de droit et il peut toujours être décidé que la totalité de la soulte éventuellement due sera payable comptant » (p. 2636); *application au partage de communauté des règles de partage successoral* (p. 2636); Art. 1498 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un troisième alinéa (Cas où l'un des époux a acquis un immeuble depuis le contrat de mariage)* (p. 2637); Art. 1508 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, après les mots :* « *il est comptable de leur estimation à cette date* » *à insérer les mots :* « *ou du montant des remboursements et amortissements par lui perçus* » (p. 2638); *valeurs mobilières propres à la femme* (p. 2638); Art. 1512 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer aux mots :* « *la valeur des biens sera arrêtée par expertise* » *les mots :* « *la valeur des biens sera fixée par le tribunal de grande instance* » (p. 2638); Art. 1513 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, après les mots :* « *Par une notification faite* » *à rédiger ainsi cet article :* « *à l'un des époux ou à ses héritiers dans le délai d'un mois à compter du jour où ceux-ci l'auront mis en demeure de prendre parti. Cette mise en demeure...* » (p. 2638); Art. 1527 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du premier alinéa du texte proposé pour cet article :* « *Les avantages que l'un ou l'autre des époux peut retirer* » (p. 2639); Art. 1530 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer au texte proposé pour les articles 1530 à 1535 du Code civil par le Sénat les dispositions suivantes :* « *Articles 1530 à 1535 du Code civil : abrogés* » (p. 2640); *régime dotal* (p. 2640); Art. 1539 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer au texte proposé pour cet article, trois nouveaux alinéas (Application des règles du mandat ; problème d'emploi ou de remploi des biens de la femme)* (p. 2640, 2641); Art. 1569 du Code civil : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa à substituer aux mots :* « *décidé de* » *le mot :* « *déclaré* » (p. 2641); Art. 1570 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa du texte proposé pour cet article deux nouveaux alinéas (Preuve de la consistance du patrimoine originaire)* (p. 2641); *problème de l'inventaire; patrimoine final du conjoint* (p. 2641, 2642); Art. 1572 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa du texte proposé pour cet article trois nouveaux alinéas (Preuve de la consistance du patrimoine final)* (p. 2642); Art. 1576 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du texte proposé pour le premier alinéa de cet article et à la remplacer par un nouvel alinéa (Règlement de la créance de participation)* (p. 2643); *paiement de la créance en argent; attribution préférentielle* (p. 2643); *son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1576 du Code civil :* « *Le règlement en nature prévu à l'alinéa précédent est considéré comme une opération de partage lorsque les biens attribués n'étaient pas compris dans le patrimoine originaire ou lorsque l'époux attributaire vient à la succession de l'autre.* » (p. 2643); *cas de la dissolution du régime de participation aux acquêts résultant du décès d'un des conjoints* (p. 2643); Art. 2135 du Code civil : *Régime de l'hypothèque légale* (p. 2648); Art. 2136 du Code civil : *Son amendement tendant : 1° dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du Code civil, après les mots :* « *la clause* » *à insérer les mots :* « *sauf convention contraire* »*; 2° en conséquence, à la fin de cet alinéa à supprimer les mots :* « *sauf convention contraire* » (p. 2649); Art. 2137 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 2649); Art. 595 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2651); *bail passé par l'usufruitier; bail d'un bien rural* (p. 2651); Art. 5 du Code de commerce : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte modificatif proposé pour cet article à supprimer les mots :* « *l'effet de la dotalité étant réservé* » (p. 2653); Art. 7 du Code de commerce : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2653); Art. 11 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots :* « *ainsi que par les dispositions légales du droit antérieur* » (p. 2654); *situation des époux ayant passé un contrat de mariage* (p. 2654); *son amendement tendant à supprimer le deuxième et le troisième alinéa de cet article* (p. 2654); *contrats de mariage antérieurement conclus ne devant pas être modifiés par la loi nouvelle* (p. 2654); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la pre-*

mière phrase du quatrième alinéa de cet article : « Si, dans leur contrat de mariage, les époux avaient adopté le régime sans communauté ou le régime dotal, ils continueront aussi à être régis par les stipulations de leur contrat ainsi que, suivant le cas, par les dispositions des anciens articles 1530 à 1535 du Code civil ou par celles des anciens articles 1540 à 1581 du même Code et de l'ancien article 5 du Code de commerce » (p. 2654) ; *son amendement, tendant à substituer à la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 11 les dispositions suivantes : « toutefois, pendant un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, ils pourront, en observant les autres conditions prévues à l'article 17, se placer sous le régime de la séparation de biens. Si le régime dotal comportait une société d'acquêts, cette clause continuera à produite ses effets »* (p. 2654) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer le chiffre : « 1469 »* (p. 2655) ; *son amendement tendant à compléter l'article 12 par le nouvel alinéa suivant : « Sous réserve des accords amiables déjà intervenus et des décisions judiciaires passées en force de chose jugée, le nouvel article 1469 sera applicable dans toutes les communautés non encore liquidées à la date de la publication de la présente loi »* (p. 2655) ; *calcul des récompenses* (p. 2655) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Les dispositions du troisième alinéa de l'article 456 du Code civil ne sont pas applicables aux baux en cours à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 64-1230 du 14 décembre 1964 ni à leur renouvellement »* (p. 2656) ; *baux passés par l'usufruitier, seul, sans le concours du nu-propriétaire ; baux passés sur les biens du mineur par le tuteur seul, sans l'accord du conseil de famille* (p. 2656) ; SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 1er, Art. 220 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 2656) ; Art. 4, Art. 595 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 2657) ; En deuxième lecture : *Examen par le Sénat du texte voté par l'Assemblée* [29 juin 1965] (p. 2759) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Modification du régime matrimonial, conventionnel ou légal après deux années d'application de ce régime)* (p. 2762) ; *régime matrimonial se révélant contraire aux intérêts de la famille* (p. 2762) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer, dans le premier alinéa de cet article, les mots : « ainsi que les dispositions légales du droit antérieur »* (p. 2763) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 11* (p. 2763) ; *problème de savoir si des époux qui ont fait un contrat de mariage adoptant un régime de communauté seraient soumis au nouveau régime légal* (p. 2763) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problèmes concernant le département du Pas-de-Calais ; indemnité viagère de départ ; ses observations sur les betteraves et la taxe de 0,70 fr prélevée sur le blé ; cotisation sociale agricole* [28 octobre 1965] (p. 4278 à 4280) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 : *Création d'une taxe de 0,70 sur le quintal de blé ; cas du département du Pas-de-Calais ; cotisations sociales agricoles alimentant le B.A.P.S.A. ; revenu cadastral départemental moyen* [17 novembre 1965] (p. 4717, 4718) ; ses explications de vote : *Revenu cadastral ; taxe de 0,70 franc par quintal de blé et d'orge livré* (p. 4724) ; En deuxième lecture, Art. 19 : *Institution de la taxe de 0,70 franc sur le quintal de blé ; cas des départements sinistrés tels que celui du Pas-de-Calais ; revenu cadastral* [18 novembre 1965] (p. 4742) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de Mme Launay, tendant à compléter l'article 11 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux, en qualité de *Rapporteur : Contrat de mariage ; respect des conventions arrêtées par les futurs époux avant le mariage ; régime de la communauté des biens réduite aux acquêts ; règles de la cogestion de la communauté ; ses observations sur l'article 1397 du Code civil ; position de la Commission ; mandat tacite donné au mari* [10 novembre 1965] (p. 4634, 4635).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale sans débat relative à l'aménagement de la route nationale n° 1 [15 avril 1966] (p. 747, 748).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une

question orale avec débat relative à l'indemnité viagère de départ des expliotants agricoles [13 mai 1966] (p. 1291) : *Efforts consentis par le Gouvernement afin d'améliorer les structures des exploitations agricoles ; réforme des structures ; remembrement ; nécessité d'aider davantage les propriétaires à réaliser des échanges amiables ; problème du crédit agricole ; cession d'une exploitation partie fermage, partie en propriété* (p. 1292 et 1293).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur ses interventions* [3 juin 1966] (p. 1691) ; *établissement d'un état des lieux lors de l'entrée en jouissance des preneurs de biens ruraux ; amélioration de la condition des preneurs* (p. 1694, 1695) ; *renvoi de la proposition de loi devant la Commission des lois* (p. 1695) ; *amendements du Gouvernement entraînant une modification profonde du texte* (p. 1695) ; Art. 2 : *Nécessité de rédiger un état des lieux ; formalités de l'enregistrement* (p. 1696) ; *établissement d'un état des lieux étant une condition suspensive* (p. 1697) ; Art. 3 : *Cas de vente à l'amiable ; problème des notifications par acte extrajudiciaire* (p. 1698) ; après l'Art. 3 : *Indemnité payée par le preneur entrant au preneur sortant ; cession d'un bail rural* (p. 1699) ; après l'Art. 4 : *Amélioration des sols ; accroissement du fermage* (p. 1700) ; Art. 6 : *Ses observations sur l'opération qui consiste à vendre les bâtiments au fermier* (p. 1702) ; ses explications de vote sur cet article : *Conséquences du désir des propriétaires de réaliser rapidement les bâtiments de leurs exploitations* (p. 1704) ; *son amendement tendant, entre l'avant-dernière et la dernière phrase du texte proposé, pour compléter l'article 850 du Code rural, à intercaler une nouvelle phrase (Saisine du tribunal paritaire)* (p. 1704) ; ses explications de vote : *Rôle du Sénat ; évaluation de la créance du fermier pour ses améliorations* (p. 1705) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots : « à l'exception de celles constituées par acte authentique qui jouissent de cette personnalité à compter du jour de leur constitution »* [10 juin 1966] (p. 1920) ; *problème des sociétés en formation ; garantie de l'acte authentique* (p. 1920) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 3, à supprimer les mots : « par elle-même »* (p. 1920) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le quatrième alinéa de cet article : « Toutefois la société ne peut faire usage, sans l'accord du cédant, de la faculté qui lui est conférée par l'article 54* quater, *alinéa 4 »* (p. 1926) ; *société à responsabilité limitée ; cas de non-agrément d'un cessionnaire* (p. 1926) ; *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de l'article 39, à remplacer les mots : « aucune des solutions prévues aux alinéas 3 et 4 ci-dessus n'est intervenue » par les mots : « le rachat de ses parts n'a pas été effectué »* (p. 1926, 1927) ; Art. 112-14 : *Imitation de la législation allemande par la création d'un nouveau type de société à caractère dualiste ; réunion de commissions paritaires mixtes du conseil de surveillance et du comité d'entreprise ; participation du personnel à la gestion de l'entreprise* (p. 1941) ; Art. 324-3 *bis : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Effets de la fusion)* (p. 1967) ; Art. 324-9 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « sans que cette substitution emporte novation à leur égard »* (p. 1967) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du deuxième alinéa de cet article : « Le créancier de l'une ou l'autre des sociétés fusionnant dont la créance est antérieure à la publicité de la fusion peut former opposition à celle-ci dans le délai qui sera fixé par décret »* (p. 1968) ; *retrait de son amendement* (p. 1968) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Réalisation de la fusion)* (p. 1968) ; Art. 324-11 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article (situation des actionnaires de la société scindée)* (p. 1969) ; *vérification des apports en nature* (p. 1969) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi, tendant à instituer un « séquestre légal », en qualité de *Rapporteur : Sécurité des contrats ; système*

de la « prénotation » ; crédit hypothécaire [17 juin 1966] (p. 2144) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Maurice Schumann, tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « parts de marais » ou « parts ménagères », en qualité de *Rapporteur : Dessèchement de certains marais ; existence juridique de « parts de marais » ; droit de pacage ; bénéficiaires de parts ménagères ; juridiction compétente* [27 juin 1966] (p. 2402, 2403) ; Art. 10 : *Aliénation des parts ménagères comprises dans le patrimoine d'une commune* (p. 2404) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer les deux dernières phrases du second alinéa de cet article* [4 octobre 1966] (p. 3118) ; *ses observations sur les possibilités de conversion en capital d'un apport en industrie* (p. 3118) ; *conséquences de la conclusion d'un contrat entre un professionnel arrivé à l'âge de la retraite et un jeune* (p. 3119) ; Art. 34 : *Date du paiement de l'imposition de la plus-value constatée lors de l'apport par un associé de la clientèle ou des éléments d'actif* (p. 3124) ; Ses explications de vote : *Difficultés d'appréciation de la capitalisation d'un apport en industrie concernant un jeune ; son vote sur l'ensemble du projet de loi* (p. 3127) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT, MARINE MARCHANDE : *Nécessité d'accorder une aide aux organismes régionaux de marché ; possibilité d'accorder des facilités de crédits à long terme adaptés à la durée de l'exploitation des navires ; prime d'investissements ; modernisation de notre équipement naval ; pêche maritime ; négociations de Bruxelles ; part de la pêche française dans la production de la Communauté économique européenne ; particularisme de la pêche maritime ; exemple de Boulogne-sur-Mer ; structure de l'armement français à la pêche ; nombre des comptoirs d'armement ; nombre des chalutiers ; concentration horizontale des cntreprises ; association capital-travail ; modalités de calcul du salaire du marin ; Fonds régional d'organisation des marchés ; détaxation du carburant utilisé par les navires ; caisse nationale des invalides de la marine* [21 octobre 1966] (p. 3743, 3744) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Conséquence de l'utilisation du revenu cadastral pour le calcul d'une partie des cotisations dues par les exploitants au titre des charges sociales agricoles ; revenu cadastral moyen des départements ; cotisations sociales agricoles ; situation des jeunes agriculteurs ; rôle des caisses de crédit agricole* [26 octobre 1966] (p. 3884) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 : *Ses observations sur les cessions de cheptel et objets mobiliers dépendant d'une exploitation commerciale consenties par un fermier sortant à son successeur ; rôle des caisses de crédit agricole ; situation des jeunes agriculteurs* [6 décembre 1966] (p. 5257) ;

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux déclarations conjointes prévues aux articles 11 (alinéa 2), 16 et 20 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux, en qualité de *Rapporteur : Possibilité de proroger jusqu'au 31 décembre 1967 le délai pendant lequel les Français mariés sans contrat de mariage peuvent adopter les dispositions du nouveau régime légal ; composition du patrimoine communautaire ; information des citoyens sur la législation civile* [15 novembre 1966] (p. 4576, 4577) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'amendement du Gouvernement, après les mots : « dont le taux effectif global excède », à ajouter les mots : « au moment où il est consenti »* [24 novembre 1966] (p. 4832) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 1760 de M. Thorailler tendant à modifier l'article 1007 du Code civil relatif au testament olographe, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les prescriptions de l'article 1007 obligeant le notaire à se rendre au tribunal de grande instance ;* Article unique : *Prolongation du délai pour l'envoi de l'expédition du testament au greffier* [13 décembre 1966] (p. 5461) ; Article additionnel : *Ses observations*

sur l'amendement du Gouvernement (p. 5462); *modification du titre de la proposition de loi* (p. 5462).

COMMENAY (M. Jean-Marie), *Député des Landes, 3e circonscription (App. C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'apparente au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Prestations sociales agricoles, **n° 57** [27 décembre 1962].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Prestations sociales agricoles, **n° 586** [18 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 211) adopté par le Sénat, relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public, **n° 891** [13 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 64) autorisant la ratification de la Convention franco-espagnole relative à la pêche en Bidassoa et baie du Figuier, signée à Madrid le 14 juillet 1959, **n° 960** [10 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087); Prestations sociales agricoles, **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 232), modifiée par le Sénat, tendant à relever de la forclusion les preneurs de *baux ruraux* qui ont saisi les tribunaux paritaires cantonaux dans les délais institués par l'article 841 du Code rural, **n° 1400** [1er juin 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577). XIX. B.A.P.S.A., **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044). XIX. B.A.P.S.A., **n° 2053** [4 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Insuffisance des moyens financiers dont dispose cette administration; pénurie et difficultés d'utilisation du téléphone dans les régions rurales; effets de l'automatique rural; défectuosités des liaisons entre le village et le central; principaux symptômes de la crise du téléphone; rapport de M. Pellenc; mauvaises conditions de travail et de rétribution du personnel; faiblesse des indemnités pour suggestions particulières; justesse des revendications du personnel; respect de la parité traditionnelle entre les P. et T. et les régies financières; problèmes propres aux catégories A, C et D; situation du personnel auxiliaire; revalorisations des indices; situation des anciens employés de la Compagnie générale automobile postale* [8 janvier 1963] (p. 326, 327); INDUSTRIE : *Abaissement souhaitable du seuil des emplois à créer par une entreprise pour bénéficier de l'aide de l'Etat; difficultés de l'artisanat; extension aux artisans du régime de Sécurité sociale; données figurant à ce propos dans le rapport de la Commission Laroque; nécessité de créer un statut social de l'artisanat; élaboration d'un statut fiscal plus libéral* [9 janvier 1963] (p. 414, 415); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SERVICES GÉNÉRAUX ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE : *Implantation d'un champ de tir spécial dans les Landes; éventua-*

lité d'expériences atomiques [10 janvier 1963] (p. 555); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Taxe frappant les produits des exploitations forestières; exonération de fait dont bénéficient les produits importés; montant relativement élevé de la fiscalité viticole; signification de la taxe sur les corps gras alimentaires; cas de l'huile d'olive et des germes de maïs; récentes mesures prises par le Gouvernement en faveur des exploitants agricoles; abaissement souhaitable à 60 ans de l'âge normal d'ouverture du droit à pension des agriculteurs salariés et exploitants* [10 janvier 1963] (p. 561, 562); *conclusions de la Commission Laroque; progression des accidents en agriculture; non-couverture de ces risques par l'assurance-maladie; facilités de rachat des cotisations d'assurance-vieillesse:* (p. 563); après l'art. 50, *Son amendement au nom de la Commission (Paiement des cotisations par compensation sur les prestations)* (p. 567); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Modalités d'application de la loi complémentaire et particulièrement celles ayant trait à l'action des S.A.F.E.R.; question du droit de préemption pour les S.A.F.E.R.; sauvegarde du caractère familial de l'exploitation agricole; nécessité d'expliquer par voie de presse et de conférences la nature des textes concernant cette sauvegarde; choix des critères retenus pour l'attribution des prêts du Crédit agricole; non-application de l'alinéa 9 de l'article 7 de la loi d'orientation à propos des avantages fiscaux et de crédits octroyés aux agriculteurs; fixation par les organismes de crédit d'une superficie minimale; exonération des frais d'enregistrement pour les agriculteurs faisant jouer le droit de préemption; question des calamités agricoles; nécessité de déposer un texte prévoyant leur réparation; effets de la sécheresse dans le Sud-Ouest; augmentation des crédits destinés à l'hydraulique; développement souhaitable de l'irrigation par aspersion* [11 janvier 1963] (p. 635 à 637); *problème des ouvriers gemmeurs dans les Landes; intervention souhaitable du F.O.R.M.A. en la matière* (p. 668, 669); EDUCATION NATIONALE : *insuffisance du présent budget; éventualité d'un emprunt pour financer les constructions scolaires; critères de rentabilité en matière d'enseignement; démocratisation nécessaire de l'enseignement; normalisation de l'échelle 2 du corps des instituteurs; promotion des instituteurs; personnel des collèges d'enseignement général; cas des instituteurs ruraux à classe unique; agents de service de l'Education nationale; récente menace de réquisition; problème du ramassage scolaire* [19 janvier 1963] (p. 1222, 1223); JUSTICE : *Modicité du budget de la Justice; consolidation nécessaire de l'indépendance de la magistrature; problème de l'avancement; intégration des juges de paix; revalorisation de la condition matérielle des magistrats; mise à la disposition des juges d'enfants de secrétaires permanents; nécessité de prévoir des crédits pour les services de documentation des tribunaux; réforme souhaitable de l'assistance judiciaire; situation des greffiers de tribunaux supprimés; fusion éventuelle des professions d'avoué et d'avocat; sort des bâtiments des tribunaux* [21 janvier 1963] (p. 1337 à 1339); CRÉDITS MILITAIRES : *Problèmes soulevés par l'implantation d'une base de lancement de fusées dans les Landes* [23 janvier 1963] (p. 1576).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la politique viticole : *Problème des eaux-de-vie d'Armagnac; leur déclin; organisation souhaitable du marché de l'Armagnac et création de nouvelles capacités de stockage; historique des vins Chalosse et des vins de Tursan; indemnisation des victimes du gel* [17 mai 1963] (p. 2989, 2990).

Son rappel au Règlement : *Non-inscription à l'ordre du jour d'une question orale sans débat relative au problème des gemmeurs de la forêt de Gascogne* [21 juin 1963] (p. 3672).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes des gemmeurs de Gascogne : *Mévente des produits résineux; évolution technique intervenue depuis quelques années en matière d'utilisation de la résine; chute des revenus des gemmeurs; éléments contenus dans le plan régional de développement aquitain au sujet de la forêt de Gascogne; problème du feu; revendications des gemmeurs en matière de protection douanière et de revenus* [5 juillet 1963] (p. 3913, 3914); *supplément d'aide à apporter aux gemmeurs pour les campagnes 1962-1963 et 1963-1964* (p. 3922).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Atteintes aux droits de la propriété privée qu'entraînerait l'adoption du présent projet;*

nécessité de distinguer le droit de gestion et le droit de jouissance; mise en place de sociétés d'investissements forestiers à statut fiscal privilégié; importance de la forêt landaise; problème de la disparition progressive des revenus de la gemme [11 juillet 1963] (p. 4058, 4059); DEUXIÈME LECTURE : ses explications de vote : *Ses observations sur le développement souhaitable des associations de type coopératif en matière forestière* [25 juillet 1963] (p. 4505); *perspectives des sociétés d'investissement foncier; propriétés forestières des sociétés papetières; nécessité d'inciter fiscalement le mouvement de reboisement; problème des gemmeurs* (p. 4505, 4506);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux : *Nécessité de consolider le droit au bail et au renouvellement du bail accordé au preneur et de maintenir les unités de production correspondant au travail normal d'une famille d'exploitants; mobilité des exploitants; faculté de reprise triennale à tous les descendants du bailleur ; conditions de la présence sur les lieux pendant neuf ans; conditions d'âge; nécessité de ne pas éliminer systématiquement les preneurs âgés de 65 ans* [25 juillet 1963] (p. 4518, 4519); Art. 2 : *Abus manifeste du droit de reprise* (p. 4525); Art. 1er : *Transmission du bail dans son intégrité* (p. 4520); Art. 2 : *Interdiction faite au propriétaire de refuser le renouvellement du bail à un fermier ou à un métayer âgé de plus de 65 ans* (p. 4526); Art. 3 : *Problème de l'intrusion du législatif dans le judiciaire* (p. 4531) ; *vote de son groupe* (p. 4532);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ressources nationales insuffisantes; accroissement des normes de consommation individuelle; précarité de l'ensemble des ressources en eau douce; problèmes de l'amélioration de la qualité; extension de la domanialité de l'eau; caractère obligatoire de l'épuration avec création d'utilité publique; planification régionale et nationale de l'eau; détermination des catégories qualitatives; moyens répressifs pour assurer une application de la loi; coût de l'épuration; causes de la pollution; aide financière pour les établissements publics se constituant en conformité avec la loi; mesures d'allégement fiscal ou de crédit en faveur des entreprises se mettant en règle avec la loi; institution d'un Fonds national d'assainissement et d'épuration des eaux; zones spéciales d'aménagement des eaux; exclusion du champ d'application de la loi des travaux de recherches et d'exploitation minière soumis au Code minier, des travaux de stockage de gaz, des travaux de recherches et de stockage d'hydrocarbure; élimination des déchets radioactifs* [16 octobre 1963] (p. 5183, 5184, 5185); Art. 2 : *Son amendement tendant à la création d'un Conseil supérieur de l'eau doté de l'autonomie financière* [14 novembre 1963] (p. 7221); *représentation des différents intérêts au sein du Conseil supérieur de l'eau* (p. 7221); *Comité consultatif national; établissements publics régionaux* (p. 7222); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. du Halgouët (Délai de trois années pour les industries déjà installées)* (p. 7225); *retrait de l'amendement* (p. 7225); Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer après le sixième alinéa (5°) un nouvel alinéa (Personnes responsables des infractions commises par des organismes de droit public)* (p. 7239); *retrait de cet amendement* (p. 7239); Art. 33 : *Son amendement (Installations permettant de prélever des eaux souterraines à des fins non domestiques)* (p. 7252); Art. 51 : *Son amendement tendant à compléter ainsi cet article « mais sont soumis aux dispositions de la présente loi non contraires aux textes qui les régissent »* (p. 7256); *travaux de recherche et d'exploitation des mines et des carrières* (p. 7256); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ne pas cristalliser la situation actuelle; administration se procurant le personnel suffisant pour lutter efficacement contre la pollution des eaux; édiction de sanctions sévères; intérêt essentiel de la protection des eaux; dépôt d'une loi de programme déterminant l'effort financier consenti par l'Etat pour l'assainissement des eaux; ne pas imposer à l'industrie des charges pesant lourdement sur l'économie générale; mettre au point sur le plan de la communauté européenne une politique de l'eau; création d'un Etablissement national de l'eau; problèmes financiers* [13 octobre 1964] (p. 3143, 3144);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, CRÉDITS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Insuffisance des crédits; capacité de*

production de l'industrie française; accroissement des crédits et réforme des méthodes de gestion sur le plan financier et technique [23 octobre 1963] (p. 5433, 5434); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Fonctionnement des commissions d'aide sociale; situation des personnes âgées et des infirmes* [24 octobre 1963] (p. 5536, 5537); *détermination des revenus agricoles; réunion des commissions départementales; réunion des commissions cantonales; nécessité d'un débat sur la vieillesse; conclusions de la Commission Laroque* (p. 5537); BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Financement du B.A.P.S.A.; recettes d'origine extra-professionnelle* [4 novembre 1963] (p. 6337, 6338); après l'Art. 45 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Mesures de justice envers les requérants qui ont fait donation de biens mobiliers et immobiliers)* (p. 6344); *retrait de son amendement* (p. 6345); JUSTICE : *Indépendance et dignité des magistrats; situation précaire des personnels pénitentiaires; avenir des auxiliaires de justice; institution d'une véritable assistance judiciaire; importance des crédits* [5 novembre 1963] (p. 6454); EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance de l'enseignement élémentaire dans les campagnes; regroupement cantonal; revalorisation du traitement des maîtres; cas des C.E.G.; dépenses de fonctionnement; subventions relatives au transport scolaire; rattachement de l'enseignement technique à l'Université; besoins de la France à l'heure actuelle* [6 novembre 1963] (p. 6564, 6565);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux : *Rédaction proposée par la Commission mixte pour l'alinéa 3 de l'article 845 du Code rural; caractère vague du texte; deuxième alinéa de l'article 862 empêchant l'éviction des métayers; caractère du fermage dans les régions de métayage; importance du droit de conversion* [19 novembre 1963] (p. 7301, 7302);

— du projet de loi adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant: Conditions dans lesquelles la Commission a délibéré; caractère important et urgent du problème; lacunes en matière d'assurance-invalidité et d'accident du travail; absence de toute indemnisation de l'invalidité* [19 novembre 1963] (p. 7313, 7314); *sanctions d'ordre économique; application faite de l'article 20 de la loi d'orientation agricole en matière de travaux d'entraide* (p. 7315); *financement extra-professionnel* (p. 7315).

Pose à M. le Garde des Sceaux une question orale sans débat relative aux professions judiciaires (transformation de sa question orale avec débat en une simple question orale sans débat) : *Amélioration de la condition des magistrats; éventualité d'une nouvelle réforme judiciaire; projet de fusion des professions d'avocat et d'avoué; situation des greffiers titulaires de charges; réforme de l'assistance judiciaire* [13 décembre 1963] (p. 7908, 7910 et 7911).

Prend part au débat sur la question orale de M. Ebrard relative aux difficultés économiques du Sud-Ouest : *Espoirs suscités par l'exploitation du gisement de Lacq ; problèmes de l'industrialisation du département des Landes; construction d'une usine de transformation du maïs dans le complexe industriel du Boucau-Tarnos ; bonification « franc du sud-ouest »* [13 décembre 1963] (p. 7928, 7929).

Prend part à la discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Couverture du risque des calamités agricoles; nécessité de l'intervention de l'Etat; caractère obligatoire de l'assurance; contrôle sur les assurances privées; modalités du financement; insuffisance du projet sur le plan de la solidarité nationale; financement extra-professionnel suffisant* [16 avril 1964] (p. 793, 794); Art. 4 : *Substitution de la contribution additionnelle à la taxe parafiscale instituée par l'article 12 du décret n° 62-237 du 5 mars 1962* [22 avril 1964] (p. 871); *nouvelle contribution perçue au lieu et place d'une surprime devenue sans objet, celle qui avait été instituée par le décret du 5 mars 1962 pour indemniser les victimes d'attentats commis en relation avec les événements d'Algérie* (p. 871, 872); *sa demande faite au Ministre de l'Agriculture de connaître la charge que représentera pour les agriculteurs la cotisation professionnelle proposée par le Gou-*

vernement (p. 873); Ses explications de vote : *Attitude favorable de son groupe à l'égard du projet en raison des principes qu'il pose et des améliorations procédant des amendements; majoration de la prime d'assurance pour les petits agriculteurs étant critiquable; cas des régions exposées au gel et à la grêle; indemnisation risquant fort de décevoir; possibilité d'accorder un certain délai pour remettre en ordre les polices d'assurances; vote favorable du groupe du Centre démocratique* [23 avril 1964] (p. 915, 916); En deuxième lecture : *Interprétation divergente des tribunaux pouvant résulter de la référence aux coutumes et aux habitudes contenues dans les articles 4* bis *et 13; rôle du Crédit agricole; Gouvernement employant tous les moyens à sa disposition pour élever le plus possible les primes d'assurance; système pour inciter à l'assurance; coûts de production du paysan* [23 juin 1964] (p. 2122).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale sans débat relative aux conditions d'octroi des primes à la construction [30 avril 1964] (p. 1052).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale : *Agents P.2 chargés de mission ayant appartenu aux forces françaises combattantes; cas des agents P.2 s'ils étaient arrêtés; danger encouru par eux* [13 mai 1964] (p. 1182);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public, en qualité de *Rapporteur : Conseil supérieur de la pêche; droit d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public; remplacer l'article 424 du Code rural; problème du passage et du stationnement le long des cours d'eau du domaine public; ses observations sur l'article 15 du Code des voies navigables modifié par l'article 24 de la loi du 14 novembre 1963; servitude de halage; servitude, dite de « marchepied »; servitude de la batellerie sur des rivières impropres à la navigation; possibilité de supprimer exceptionnellement le droit de passage pour des raisons d'intérêt général; problème des berges incluses dans des établissements industriels; application du projet de loi* [14 mai 1964] (p. 1201); Article unique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 424 du Code rural, à substituer aux mots « riverain d'un fleuve ou d'une rivière classée dans la nomenclature des cours d'eau navigables ou flottables » les mots « riverains d'un cours d'eau domanial »* (p. 1201); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 424 du Code rural; arrêté conjoint du Ministre des Travaux publics et des Transports et du Ministre de l'Agriculture* (p. 1201); *association du Ministre de l'Agriculture à tous les arrêtés de dérogation* (p. 1201); *son amendement tendant dans le deuxième alinéa proposé pour l'article 424 du Code rural à substituer aux mots « des cours d'eau où s'applique actuellement la servitude prévue par l'article 15 du Code des voies navigables et de la navigation intérieure » les mots « des cours d'eau où s'applique à la date de la promulgation de la présente loi la servitude prévue par l'article 15 du Code du domaine public, fluvial et de la navigation intérieure »* (p. 1202); *ne pas remettre en cause le droit de passage; cas des industriels* (p. 1202); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du sixième alinéa du texte proposé pour l'article 424 du Code rural (Suppression de ce droit pour des raisons d'intérêt général par arrêté conjoint du Ministre des Travaux publics et des Transports et du Ministre de l'Agriculture)* (p. 1202); *nouvelle rédaction de l'amendement* (p. 1202); *portée du projet de loi; cas des propriétaires ayant le droit de placer des clôtures* (p. 1203); *situations acquises devant être préservées* (p. 1204); *son amendement tendant, dans le septième alinéa du texte proposé pour l'article 424 du Code rural, à substituer aux mots « pourront être autorisées par arrêté du préfet pris après avis de la fédération départementale de pêche » les mots « pourront être autorisées exceptionnellement par arrêté du préfet pris après avis conforme de la fédération départementale de pêche »* (p. 1204).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la situation des gemmeurs landais [15 mai 1964] (p. 1237, 1238).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention franco-espagnole relative à la pêche en Bidassoa et baie du Figuier, signée à Madrid le 14 juillet 1959, en qualité de *Rapporteur : Convention portant sur la déli-*

mitation des eaux; détermination des droits de pêche et des pouvoirs de police en la matière; aide au tourisme; société de pêche continuant à délivrer des cartes aux estivants [25 juin 1964] (p. 2192);

— de la deuxième partie de la loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Situation de la France dans le Marché commun; imperfections des services postaux et téléphoniques; insuffisance des investissements; importance du Ve plan pour rattraper le retard; écoulement du trafic; reclassement du personnel; revalorisation des indemnités versées aux agents; problème de l'automatique rural; exigences du plan de stabilisation; demandes d'installation de postes d'abonnements publics; solidarité entre le développement des télécommunications et les diverses formes de progrès social; insuffisance du budget sur de nombreux points* [21 octobre 1964] (p. 3529 à 3531); EDUCATION NATIONALE : *Inconvénients de la fermeture des écoles rurales de moins de 16 élèves; manque de personnel dans les collèges d'enseignement général; aggravation des conditions de travail du personnel enseignant; budget paraissant modeste par rapport aux besoins; possibilités envisagées dans le Ve plan* [29 octobre 1964] (p. 4132, 4133); INDUSTRIE : *Problèmes d'aide et d'encouragement à l'artisanat; utilité économique irremplaçable de l'artisanat; réforme de la protection sociale; aide à la recherche et aux inventeurs; sa question écrite sur les crédits destinés à l'amélioration des procédés ou au développement des procédés nouveaux* [30 octobre 1964] (p. 4336, 4337); JUSTICE : *Nécessité de procurer aux magistrats des locaux de travail conformes à leur rang et à leurs besoins professionnels; pourvoir aux postes vacants; intégration complète des anciens juges d'instruction; situation des personnels administratifs du Parquet; réforme, nationalisation des greffes; rythme de fonctionnement des services administratifs du Parquet; justice étant lente et coûteuse; fusion des professions d'avocat et d'avoué* [30 octobre 1964] (p. 4349); *problème de l'amnistie; forme d'une grâce amnistiante combinant le droit de grâce du Chef de l'Etat et l'amnistie réservée au Parlement* (p. 4349, 4350); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Charges sociales pesant sur les agriculteurs étant en augmentation; inconvénient de la taxe forestière; effort accompli par l'Etat; taxe sur les corps gras devant être mise en recouvrement; prestations servies aux agriculteurs; élargissement des conditions d'attribution des prestations; accroissement de la contribution de l'Etat en faveur des agriculteurs les plus âgés* [5 novembre 1964] (p. 4685, 4686); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, après l'Art. 54 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : « Le troisième alinéa de l'article 1617 du Code général des impôts est ainsi complété : « ou sous forme de sucre »* [5 novembre 1964] (p. 4736);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan : *Augmentation du pouvoir d'achat; nécessité de faire un effort en faveur des villes moyennes susceptibles d'absorber l'exode rural; adductions d'eau; équipements collectifs ruraux* [26 novembre 1964] (p. 5652 à 5654);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal : Art. 15 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de l'article 35-2, à insérer un nouvel alinéa (Cas de fusion, de scission de sociétés par actions ou à responsabilité limitée; cas d'apport partiel d'actif)* [9 décembre 1964] (p. 5973); *convention tendant à interdire au locataire de céder son bail à l'acquéreur de son fonds de commerce ou de son entreprise* (p. 5973, 5974);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963, Art. 3 : *Encombrement des parquets; ses observations sur l'amendement de M. Valentin; transaction par le directeur avec, le cas échéant, en cas d'impossibilité, transmission du dossier au procureur de la République* [10 juin 1965] (p. 1985); Art. 7 : *Problème de la publicité des prix par marquage, étiquetage, affichage; infractions possibles* (p. 1989); *son sous-amendement à l'amendement de M. Hoguet tendant à la fin du premier alinéa du paragraphe premier du texte modificatif proposé par cet amendement, à substituer aux mots : « sont punies d'une amende de 60 à 4.000 francs » les mots : « sont*

punies comme contraventions de simple police » (p. 1989); Art. 8 : *Ses observations sur la limitation de l'horaire des ventes de certaines ventes jumelées, de la non-délivrance, lors d'une vente à crédit, d'une formule qu'il incombe généralement au vendeur de remplir* (p. 1990);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Développement qualitatif et quantitatif des activités judiciaires; nombre des candidats à la magistrature; modicité des traitements des magistrats; lenteur de l'avancement; conditions de travail et de logement; problème de la vénalité des greffes; modernisation de l'assistance judiciaire; nécessité d'amplifier l'œuvre de restauration de la justice* [12 octobre 1965] (p. 3533, 3534); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problème du reclassement général; réforme des catégories C. et D.; application de la semaine de cinq jours; relèvement de la prime de résultat d'exploitation; revalorisation de la prime de technicité; prime de risque pour les auxiliaires de distribution; indemnité de panier; contrôleurs divisionnaires; reclassement des receveurs; agents affectés dans le Nord du pays ou dans la région parisienne; domaine des télécommunications* (p. 3548, 3549); AFFAIRES CULTURELLES : *Insuffisance des crédits destinés à l'entretien des monuments historiques; ses observations sur les problèmes de l'Aquitaine; conservation du patrimoine architectural; possibilité d'accorder des prêts spéciaux à long terme et à faible intérêt* [14 octobre 1965] (p. 3652, 3653); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Situation des usines d'aviation du Sud-Ouest de la France; cas de l'usine Potez-Landes d'Aire-sur-l'Adour; situation commerciale de l'avion Potez-840; plan de charge de Potez-Landes* [22 octobre 1965] (p. 3996); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Budget des prestations sociales agricoles; protection sociale; assurance maladie et maternité; prestations d'invalidité; nécessité d'un rapprochement vers la parité sociale; financement professionnel direct; taux des cotisations d'assurance maladie; taxe additionnelle à la cotisation de résorption; taxe sur les céréales; taxe sur les produits laitiers, sur les vins, sur les corps gras; problème posé par le financement des prestations sociales agricoles; réduction possible de la cotisation d'assurance maladie pour les veufs ou veuves d'exploitants agricoles; caisse nationale de mutualité agricole; facteurs d'amélioration de la rentabilité des exploitations* [27 octobre 1965] (p. 4247 à 4249); *massif forestier gascon; problème posé par la gemme; situation des gemmeurs; forêt de Gascogne; inauguration de la Maison de la Forêt; protection de la forêt contre l'incendie* [28 octobre 1965] (p. 4274, 4275);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à relever de la forclusion les preneurs de baux ruraux qui ont saisi les tribunaux paritaires cantonaux dans les délais institués par l'article 841 du Code rural, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la loi du 30 décembre 1963 relative au droit de reprise et de renouvellement; procédure suivie devant la juridiction paritaire des baux ruraux; évolution de la jurisprudence; position du Sénat; principe de la non-rétroactivité des lois* [16 novembre 1965] (p. 4655, 4656); Art. *1er bis : Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « La première phrase du premier alinéa de l'article 841 du Code rural est ainsi modifiée »* (p. 4657); Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale (Cas des preneurs occupant matériellement les lieux et ayant encouru la forclusion)* (p. 4657); *analogie entre les preneurs de baux ruraux et les commerçants* (p. 4657); Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale: « Les dispositions de l'article 3 de la présente loi sont applicables aux instances en cours »* (p. 4658);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à rédiger comme suit l'alinéa 13 de l'amendement du Gouvernement : « Produits simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail, des animaux de basse-cour et des abeilles »* [21 décembre 1965] (p. 5022); *produits utilisés pour les abeilles* (p. 5022);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier : *Moyens employés pour la protection de la forêt méditerranéenne étant insuffisants; résultats positifs atteints dans les Landes; ordonnance du 28 avril 1945; amélioration des conditions d'existence de la population forestière; lutte contre les incendies;*

application des neuf premiers articles du projet de loi pouvant être limitée à la forêt méditerranéenne [10 mai 1966] (p. 1172); *cas de la région parisienne; évolution de la charge financière imposée aux départements intéressés; cas des gemmeurs de la forêt landaise; nécessité d'enrayer l'exode* (p. 1173); Art. 178-1 du Code forestier : *Pouvoirs accordés aux préfets* [11 mai 1966] (p. 1207); Titre : *Champ d'application de la loi* (p. 1213).

Pose à M. le Ministre de l'Économie et des Finances une question orale sans débat relative à la situation des gemmeurs [27 mai 1966] (p. 1565, 1566).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, Art. 1er : *Consultation des ordres et des organisations les plus représentatives de la profession considérée* [4 octobre 1966] (p. 3113); Art. 9 : *Eviter que les jeunes entrant dans les nouvelles sociétés ne deviennent des salariés* (p. 3118);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, en qualité de *Rapporteur pour avis*, après l'Art. 17 : *Majoration des cotisations de vieillesse des exploitants agricoles; réduction de la ristourne sur le matériel agricole; taxe sur les corps gras alimentaires* [13 octobre 1966] (p. 3415, 3416); *équilibre du B.A.P.S.A.* (p. 3416); *son amendement tendant après l'article 17 à insérer un nouvel article: « L'article 1106-7, paragraphe II du Code rural est complété par l'alinéa suivant: « 3° Les veuves d'exploitants agricoles continuant à assurer la direction d'une exploitation »* (p. 3416); Etat A : *Organisation générale de la Sécurité sociale, Prestations sociales agricoles* (p. 3428); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Programmes d'investissements; aménagement du territoire; demandes d'abonnement au téléphone ou au télex; conditions de travail du personnel; importance de l'autofinancement; octroi d'une subvention destinée à compenser le déficit dû au tarif préférentiel accordé à la presse et aux bénéficiaires de la franchise postale; modernisation de l'atelier national des P.T.T.; problèmes concernant le personnel; crédits sociaux; diminution des crédits de paiement pour le logement; primes de résultat et de risque; situation des préposés; cas des auxiliaires et des agents d'exploitation; contrôleurs et inspecteurs des installations mécaniques; ses observations sur les agents de bureau, les ouvriers d'Etat, les personnels d'entretien; problèmes du secteur rural* [19 octobre 1966] (p. 3562 à 3564); BUDGETS MILITAIRES : *Définition du plan de charge des usines aéronautiques; ses observations sur la société Potez-Landes et les usines Breguet-Aviation; industrie aérospatiale* [25 octobre 1966] (p. 3846); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Problème du financement du B.A.P.S.A.; évolution des prestations: prestations familiales, prestations maladie; régime social agricole; accidents du travail; prestations vieillesse; problème de la retraite; ventilation des ressources du B.A.P.S.A.; cotisations cadastrales; suppression de la taxe à la production des céréales; augmentation de la taxe de vulgarisation; ses observations sur la taxe de circulation sur les viandes, les taxes sur les betteraves, les tabacs, les produits forestiers, les boissons; financement du B.A.P.S.A.; problème de l'allégement du financement professionnel direct; accroissement des prestations vieillesse* [26 octobre 1966] (p. 3881, 3882); *prix du maïs; disparités régionales; situation des gemmeurs; désagrégation démographique de la région de l'orateur* (p. 3925); AFFAIRES CULTURELLES : *Entretien des monuments historiques; plan régional de développement; charges des communes; dégradation de notre balance touristique* [27 octobre 1966] (p. 3982, 3983); JUSTICE : *Réforme des greffes; problème de l'extension de la compétence des tribunaux d'instance; désaffection frappant la justice civile; disparition des missions de conciliation et d'arbitrage; situation professionnelle des juges; cas des auxiliaires de la justice; statut du magistrat; réforme des procédures; oralité des débats; problème de l'assistance judiciaire; augmentation des effectifs des secrétariats des parquets; aménagement des palais de justice* (p. 4002, 4003); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 : *Ses observations sur l'article 11; remplacement de la taxe de reprise par une nouvelle taxe sur les céréales; rôle de cette taxe; son application au maïs* [6 décembre 1966] (p. 5258, 5259).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale sans débat relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4061, 4066, 4067).

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles, dans l'agriculture, Art. 3 : *Situation des personnes frappées d'une inaptitude au travail; déchéance opposée par les compagnies d'assurances à la victime* [23 novembre 1966] (p. 4782).

COMTE-OFFENBACH (M. Pierre), *Député de la Seine, 54e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725).

Est élu représentant de la France au Parlement Européen [19 décembre 1962] (p. 176).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre l'interdiction totale de la vente de certaines espèces de gibier en voie de diminution ou menacées de disparition, **n° 247** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi subordonnant la délivrance du premier permis de chasse à l'obtention d'un certificat d'aptitude, **n° 1563** [30 juin 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Crédits nouveaux affectés au Haut-Commissariat à la Jeunesse; insuffisance des effectifs de celui-ci; sous-consommation des crédits en matière de constructions scolaires; insuffisance des équipements sportifs de certains lycées (Turgot, Paul-Valéry, Honoré de Balzac); utilisation des crédits; crédits concernant les fonctionnaires stagiaires préparant le professorat d'éducation physique; absence d'épreuves pédagogiques dans le programme de concours pour la première partie de ce professorat; réforme des structures sportives préparée par le Haut-Commissariat; nécessité de reconsidérer les dispositions relatives à la limitation de la durée du mandat des présidents de fédérations* [19 janvier 1963] (p. 1252 à 1254);

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : *Importance de la partie du Traité consacrée à l'éducation et à la jeunesse; conséquences du caractère fédéral de l'Allemagne occidentale sur les problèmes de l'enseignement; rôle qu'est appelée à jouer la jeunesse pour la réalisation du présent Traité; création d'un organisme autonome pour faciliter les rapports entre les deux jeunesses; échanges sportifs; caractère ouvert du présent Traité* [13 juin 1963] (p. 3339 à 3341).

Prend part au débat sur le projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 63 : *Impossibilité pour l'administration des douanes de retirer une plainte contre un contribuable* [10 juillet 1963] (p. 4008).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises, Art. 2 : *Attributions du Commissaire du Gouvernement* [11 juillet 1963] (p. 4083); Art. 4 : *Intervention successive du centre régional et de l'administration des Eaux et Forêts pour les propriétaires ayant opéré des coupes alors que leur plan de gestion n'a pas été agréé* (p. 4101);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'équilibre agro-sylvo-cynégétique, Art. 1er : *Caractère du présent texte; suggestions des associations cynégétiques et des organisations agricoles* [16 juillet 1963] (p. 4167, 4168).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre : *Attitude prise dans le débat concernant le statut des objecteurs de conscience par l'ensemble des députés socialistes* [25 juillet 1963] (p. 4516).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 5 : *Catégories de remploi; activités sportives* [23 octobre 1963] (p. 5394);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 1er : *Définition des fédérations départementales; ses observations sur l'amendement de M. Garcin* [9 juin 1964] (p. 1704); ses explications de vote : *Donner à la chasse française sa meilleure chance; créer les conditions d'un juste équilibre entre les droits et les devoirs de tous les citoyens* (p. 1728).

Son rappel au Règlement : *Place occupée dans l'hémicycle par M. Kir* [9 octobre 1964] (p. 3088).

Prend part à la discussion :

— de sa proposition de loi et de celle de plusieurs de ses collègues, tendant à permettre l'interdiction totale de la vente de certaines espèces de gibier en voie de diminution ou menacées de disparition : *Préoccupation de défendre la nature; éviter toute atteinte grave à la nature; caractère légitime de la chasse, à la condition qu'elle se fasse avec raison; capital cynégétique; association nationale des chasseurs de montagne* [13 octobre 1964] (p. 3152); *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 3152).

— en deuxième lecture du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, Art. 9 *ter : Représentation des fédérations de pêche et de pisciculture à tous les échelons* [13 octobre 1964] (p. 3160);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, Intérieur : *Hommage rendu à l'action du Ministre de l'Intérieur; objectifs de l'intérêt public* [28 octobre 1964] (p. 4032); Education nationale : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Darchicourt* [31 octobre 1964] (p. 4300); *récentes déclarations du Secrétaire d'Etat à propos des Jeux Olympiques; hommage rendu aux athlètes français ainsi qu'au colonel Crespin; efforts faits par le Gouvernement; presse sportive ayant, dans une juste mesure, commenter les Jeux Olympiques; nécessité de lier étroitement l'éducation et le sport; liberté intellectuelle devant être conjuguée à la liberté physique; solution de ce problème au niveau du primaire; moyens de promotion sociale; amateurisme* (p. 4301, 4302);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Education nationale : *Ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* [8 décembre 1964] (p. 5930); Art. 1er : *Appréhensions des milieux cynégitiques; éviter la disparition du grand gibier* [9 décembre 1964] (p. 5995); *ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 6001); *solde de l'exercice* (p. 6002); *composition du conseil d'administration de l'office national des forêts* (p. 6006) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'article 36 de la loi nº 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés : *Projet de loi devant protéger les handicapés contre les agissements scandaleux de certaines entreprises; justice sociale; situation des handicapés physiques; aide à la tierce personne; aide médicale gratuite* [28 avril 1965] (p. 942); En troisième lecture : *Problème des handicapés; ses observations sur les aveugles brossiers; prolongation d'un an du délai d'entrée en application de la loi* [9 novembre 1965] (p. 4586, 4587);

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes : *Ses observations sur les problèmes allemands; contacts pris par la France avec les pays de l'Est; utilité et fécondité du Traité franco-allemand; ses observations sur les Etats-Unis; rôle de la France pour la paix; devoirs de la France à l'égard des pays de l'Amérique latine; avenir de l'Europe* [16 juin 1965] (p. 2185 à 2187).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Problème de l'O.T.A.N.; hégémonie économique américaine; rapport de M. Manlio Brosio concernant le problème de la réforme de l'O.T.A.N.; écrasante supériorité des Etats-Unis dans le cadre de l'Alliance Atlantique et sur le plan mondial;*

possession massive des brevets par les Etats-Unis; importance des crédits investis par les Etats-Unis dans la recherche fondamentale ; cours mondial des matières premières; moyens d'une coexistence économique ; partnership souhaité par le président Kennedy; ses observations sur le grand dessein gaulliste ; problème de la relation entre les droits politiques et moraux d'un pays et les facteurs de puissance; impossibilité de concevoir l'isolationnisme et le nationalisme à l'époque nucléaire; union de l'Europe; absence d'antiaméricanisme en France [13 avril 1966] (p. 640, 641).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 5 : *Deuxième alinéa de cet article ayant pour effet de retirer au Chef de l'Etat la faculté d'appliquer le bénéfice de l'amnistie aux condamnés qui y sont définis* [21 avril 1966] (p. 885); En deuxième lecture, Art. 5 : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* [26 mai 1966] (p. 1515);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Fusion du régime de l'aide sociale aux aveugles et aux grands infirmes avec celui de la Sécurité sociale invalidité; problème du plafond permettant la récupération des allocations d'aide sociale versées aux aveugles et grands infirmes; montant minimum des pensions d'invalidité de la Sécurité sociale; suppression du bénéfice du quart de place pour les militaires permissionnaires; ses observations sur la voiturette des handicapés physiques* [20 octobre 1966] (p. 3627, 3628); AFFAIRES CULTURELLES : *Importance de la musique; enseignement général de la musique; statut national de la musique* [27 octobre 1966] (p. 3987);

— du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs, Art. 515 du Code civil : *Ses observations sur la définition de l'oisiveté* [21 décembre 1966] (p. 5919).

CORNETTE (M. Arthur), *Député du Nord, 4e circonscription (S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à compléter le régime de Sécurité sociale des agents des collectivités locales, **n° 2263** [14 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Situation dans l'enseignement du premier degré; retard pris par rapport aux prévisions de la Commission Le Gorgeu; conséquences de la loi d'aide à l'enseignement privé; projets envisagés concernant la possibilité, pour les Facultés confessionnelles, de délivrer des grades et des diplômes universitaires; conclusions du rapporteur spécial sur l'insuffisance des crédits du présent budget; manque d'écoles maternelles; situation de l'enseignement primaire, en particulier dans le département du Nord; cas des zones à urbanisation rapide; difficultés de recrutement dans l'enseignement primaire; majoration indiciaire pour les chargés d'écoles à classe unique; normalisation des indices terminaux en faveur des instituteurs retraités; insuffisance des crédits en faveur de l'enseignement; financement de la force de frappe; Université, véritable force de frappe nationale* [19 janvier 1963] (p. 1234 à 1236).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Problème de la place de l'école élémentaire dans la réforme de l'enseignement; nécessité de créer des postes dans l'enseignement primaire; effectifs trop nombreux que comportent les classes de cet enseignement; formation des maîtres; problème de la fonction de directeur d'école; propos hostiles tenus à l'égard des organisations syndicales de l'enseignement*

par M. Fanton ; position du Ministère de l'Education nationale à ce sujet ; caractéristiques de la réforme envisagée en matière d'enseignement primaire ; création de collèges multivalents [20 juin 1963] (p. 3589 à 3591).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Surpeuplement des classes maternelles et élémentaires ; insuffisance des locaux ; formation incomplète des maîtres ; situation dans le département du Nord ; prolongation de la scolarité ; gratuité du transport des élèves ; distribution gratuite d'un repas à midi ; enseignement élémentaire* [6 novembre 1963] (p. 6566, 6567) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Construction d'un nombre insuffisant de classes terminales ; allonger la durée de l'obligation scolaire ; prévisions de la Commission Le Gorgeu ; aide à l'enseignement privé ; enseignement du premier degré ; besoins de classes maternelles ; situation dans la Seine-et-Oise ; budget étant l'expression d'une politique ; absence de crédits ; fermeture des écoles de moins de 16 élèves constituant une atteinte à l'école laïque ; affectation des suppléants à un poste fixe ; avis des comités techniques paritaires, du conseil départemental et des municipalités ; sabordage de l'enseignement laïque ; négligence à l'égard de l'éducation physique* [29 octobre 1964] (p. 4137 à 4139) ;

— du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Éducation nationale : *Projet de loi bouleversant la composition du Conseil supérieur de l'Education nationale ; suppression de la consultation obligatoire ; conseil actuel ayant donné un avis défavorable au projet ; réduction de la représentation attribuée au corps enseignant ; maintien du pouvoir consultatif de ce conseil* [18 novembre 1964] (p. 5461, 5462) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 3, après les mots : « à l'exception de celles des articles » à insérer les mots : « 11 (alinéa 1er) »* (p. 5472) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966 : EDUCATION NATIONALE : *Situation dans les écoles maternelles ; insuffisance de créations de postes dans l'enseignement élémentaire ; problème des inadaptés et des handicapés ; sort réservé aux élèves des écoles élémentaires ayant atteint 14 ans ; ses observations sur l'enseignement élémentaire ; possibilité de donner aux inspecteurs d'académie un volant de créations d'emplois afin de leur permettre d'ouvrir régulièrement des postes ; optimum pédagogique étant atteint par 25 élèves par classe ; enseignement des inadaptés ; cas des infirmes mentaux et des infirmes moteurs* [18 octobre 1965] (p. 3816, 3817) ; *ses observations sur les sourds-muets ; enseignement préscolaire et élémentaire des inadaptés et handicapés* (p. 3817, 3818) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement du premier degré ; écoles maternelles ; enseignement élémentaire ; conditions du travail scolaire ; cas du département du Nord ; collège d'enseignement général ; construction d'écoles dans les grands d'ensembles ; non-rentabilité des maîtres en congé de maladie ; centres de formation de professeurs de collège d'enseignement général de Lille ; ses observations sur la carte des classes de perfectionnement ; démocratisation de l'enseignement ; école privée ; opinion des enseignants* [2 novembre 1966] (p. 4123 à 4125).

Pose à M. le Ministre de l'Éducation Nationale une question orale sans débat relative aux instituteurs, directeurs et maîtres des collèges d'enseignement général [16 novembre 1966] (p. 4599, 4600).

CORNIGLION-MOLINIER (M. Edouard), *Député des Alpes-Maritimes, 3e circonscription (app. U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'apparente au groupe d'Union pour la Nouvelle République [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Plan, **n° 57** [27 décembre 1962].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problèmes de transport dans les Alpes-Maritimes; insuffisance des crédits prévus; faiblesse du programme d'autoroutes; augmentation considérable des ressources provenant de l'automobile; faible progression des crédits alloués à l'équipement routier; difficultés des entreprises de travaux publics* [15 janvier 1963] (p. 835, 836); COMMISSARIAT DU PLAN, en qualité de *Rapporteur pour avis : Caractéristiques du budget; activité du Commissariat; planification dans le cadre d'une économie de marché; situation actuelle en ce qui concerne la réalisation du IVe Plan; difficultés économiques actuelles; nécessité de surveiller de près l'évolution de la situation; bilan de l'action régionale; rôle du délégué général à l'aménagement du territoire* [25 janvier 1963] (p. 1823, 1824).

Décédé le 9 mai 1963 [*J. O.* 14 mai 1963] (p. 4553).

Son éloge funèbre est prononcé [14 mai 1963] (p. 2875).

CORNUT-GENTILLE (M. Bernard), *Député des Alpes-Maritimes, 5e circonscription (N. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698).

COSTE-FLORET (M. Paul), *Député de l'Hérault, 2e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 àvril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742).

Dépôts :

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à établir un véritable régime présidentiel par la révision des articles 8, 12, 13, 16, 19, 20, 21, 22, 29, 38, 39, 45, 49, 50, 51, 54 et 61 de la Constitution, **n° 3** [7 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à assujettir à la taxe de compensation sur les locaux d'habitation inoccupés ou insuffisamment occupés les logements entièrement vacants, **n° 28** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à préciser les conditions de titularisation des agents de l'État bénéficiaires de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, **n° 29** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 2125 du Code civil sur l'hypothèque judiciaire, **n° 130** [23 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à porter application et extension au domaine administratif des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'aménagement et à l'équipement du territoire, **n° 256** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1915, paragraphe 3, du Code général des impôts en ce qui concerne le délai d'assignation, **n° 331** [7 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi constitutionnelle : 1° de M. Coste-Floret (n° 3) tendant à établir un véritable régime présidentiel par la révision des articles 8, 12, 13, 16, 19, 20, 21, 22, 29, 38, 39, 45, 49, 50, 51, 54 et 61 de la Constitution; 2° de M. Hersant (n° 4) tendant à

instaurer en France le régime présidentiel par la révision des articles 5, 6, 8, 19 et 21 de la Constitution; 3° de M. Hersant (n° 5) tendant à la création d'une Cour suprême, gardienne de la Constitution, par la révision des articles 56 à 65 de la Constitution; 4° de M. Hersant (n° 6) tendant, dans le cadre d'un régime présidentiel, à assurer l'équilibre des pouvoirs par la révision des articles 10, 12, 18, 44, 48, 49, 50 et 51 de la Constitution; 5° de M. Hersant (n° 7) tendant à réglementer l'usage du référendum par la révision de l'article 11 de la Constitution; 6° de M. Hersant (n° 8) tendant, dans le cadre d'un régime présidentiel, à assurer la révision de l'article 16 de la Constitution, le fonctionnement des pouvoirs publics, lorsque ceux-ci sont menacés d'une manière grave et immédiate. **n° 410** [27 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 modifiée ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, **n° 835** [16 avril 1964].

Sa proposition de loi tendant à rendre non prescriptibles le génocide et les crimes contre l'humanité, **n° 1026** [24 juin 1964].

Sa proposition de loi portant amnistie des faits définis par les articles 230, 212 et 224 du Code pénal, à l'occasion de manifestations professionnelles, commis entre le 1er et le 15 novembre 1963, **n° 1055** [30 juin 1964].

Sa proposition de loi relative à l'emploi du personnel administratif de l'ancienne assemblée de l'Union française, dans les administrations de l'État, des assemblées constitutionnelles, des collectivités locales et des établissements publics, **n° 1095** [6 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 835) tendant à modifier l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 modifiée, ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, **n° 1193** [26 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1026), tendant à rendre non prescriptibles le génocide et les crimes contre l'humanité, **n° 1194** [26 novembre 1964].

Sa proposition de loi portant amnistie, **n° 1290** [18 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1279) tendant à constater l'imprescriptibilité du génocide et des crimes contre l'humanité, **n° 1374** [19 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1284) tendant à modifier l'article 81 du Code de la nationalité française, **n° 1375** [19 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1095) relative à l'emploi du personnel administratif de l'ancienne Assemblée de l'Union française dans les administrations de l'État, des assemblées constitutionnelles, des collectivités locales et des établissements publics, **n° 1376** [19 mai 1965].

Sa proposition de loi tendant à inclure la « Clairette » parmi les cépages admis pour l'élaboration des « vins doux naturels », **n° 1640** [28 octobre 1965].

Sa proposition de loi tendant à assurer l'objectivité de l'O.R.T.F., **n° 1713** [22 décembre 1965].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à créer une vice-présidence de la République, par la révision des articles 6, 7 et 56 de la Constitution, **n° 1737** [2 avril 1966].

Sa proposition de loi tendant à compléter le Code électoral en vue de la prise en considération des bulletins blancs dans le calcul de la majorité absolue, **n° 1751** [13 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1648 relatif à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, **n° 1855** [27 mai 1966].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le troisième paragraphe de l'article 24 de la Constitution sur l'élection du Sénat, **n° 1964** [22 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République,

sur le projet de loi n° 1962, modifié par le Sénat, relatif à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, **n° 1978** [25 juin 1966].

Sa proposition de loi organique tendant à modifier l'article L.O. 274 du Code électoral concernant la composition du Sénat, **n° 2004** [29 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 279, L 280, L 295 *bis*, L 295 *ter*, du Code électoral ainsi que les tableaux numéros 6 et 7 annexés audit Code, relatifs à l'élection des sénateurs, **n° 2005** [29 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 63-1218 du 11 décembre 1963 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, modifiée par la loi n° 66-485 du 6 juillet 1966, **n° 2064** [6 octobre 1966].

Sa proposition de loi relative à la suspension des délais en matière civile et commerciale pour l'accomplissement d'actes ou de formalités qui devaient être effectués par les personnes physiques ou morales ayant eu leur domicile ou leur siège en Algérie, **n° 2065** [6 octobre 1966].

Sa proposition de loi portant amnistie totale des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie, **n° 2192** [30 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'État instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Art. 49 : *Amendement de M. Capitant (Ratification des ordonnances) ; modification d'une loi référendaire par une loi ordinaire ; position prise à ce sujet par le Comité consultatif constitutionnel ; problème des recours déposés à propos des ordonnances à ratifier* [4 janvier 1963] (p. 293, 294); ses explications de vote : *Respect des libertés de l'homme et des droits des citoyens ; jugement des mineurs de 16 à 18 ans ; indépendance de la Cour ; durée de la garde à vue ; dispositions de l'article 67 de la Constitution ; notion d'*habeas corpus (p. 300, 301);

— la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Gravité de la situation de la viticulture française ; contenu du décret d'organisation de la campagne 1962-1963 ; fixation du hors-quantum pour les plus petits viticulteurs et pour les viticulteurs moyens ; non-fixation des trois tranches de hors-quantum ; hors-quantum et respect des prix minimum sur le marché ; création d'une société interprofessionnelle d'intervention de garantie des prix ; importations de vins d'Algérie et d'autres pays d'Afrique du Nord ; réglementation des importations de vins en général ; réduction de la fiscalité sur le vin* [11 janvier 1963] (p. 637); INTÉRIEUR : *Urgence du problème posé par les finances des collectivités locales ; structure des petites communes ; assouplissement de la législation sur le Syndicat et l'Association des communes ; travaux de la Commission d'étude de la réforme des problèmes municipaux ; personnel de préfecture ; limite d'âge pour nommer un préfet ; corps des sous-préfets ; nomination de ceux-ci dans les arrondissements chefs-lieux ; problèmes relatifs aux personnels des préfectures ; nombre élevé d'auxiliaires figurant parmi ceux-ci ; nécessité d'une promulgation rapide du statut des agents administratifs et des agents spéciaux de préfecture ; cas des commis de préfecture, des rédacteurs chefs de bureau, des secrétaires administratifs, des corps techniques des cadres C et D* [17 janvier 1963] (p. 1043, 1044); JUSTICE : *Date à laquelle prend fin l'état d'urgence ; mise en application de l'article 16 de la Constitution ; décisions du 29 septembre 1961 et 13 juillet 1962 ; article 50 de la loi sur la Cour de sûreté de l'Etat ; délai de garde à vue dans le cas où l'état d'urgence cesse d'être en vigueur* [21 janvier 1963] (p. 1335, 1336); *réformes souhaitables dans le domaine pénitentiaire ; création de postes de juges d'instruction, de juges d'enfants et de premiers substituts ; situation des anciens juges de paix, en particulier ceux de Paris ; difficultés de recrutement du Centre national d'études judiciaires ; faiblesse des traitements alloués ; conséquences des atteintes portées à l'inamovibilité des juges sur leur recrutement ; rétablissement éventuel de tribunaux supprimés ; situation des greffes de tribunaux d'instance ; réforme souhaitable de l'assistance judiciaire ; charges incombant aux collectivités locales en matière de justice ; conclusions de la Commission de réforme de la loi de 1884 ; fusion éventuelle des professions d'avocat et d'avoué ; infractions commises par les jeunes ; arguments évoqués par le Ministre pour justifier de la persistance du maintien de l'état d'ur-*

gence; arguments en sens contraire (p. 1345 à 1347); Après l'Art. 65 : *Amendement de la Commission et de M. de Tinguy (Appellation d'origine contrôlée pour le cépage de Clairette) : importance de cet amendement pour 13 communes du département de l'Hérault; faiblesse de leur production; ressources qui résulteraient pour le Trésor de l'adoption du présent amendement* [25 janvier 1963] (p. 1857); *caractère irrecevable de l'amendement de M. Alduy; position de l'Institut national des appellations d'origine vis-à-vis de la clairette; augmentation des recettes qui résulteraient de l'amendement de M. de Tinguy* (p. 1858, 1859); *position de la Confédération des vins doux; nécessité de soutenir les petits producteurs* (p. 1859) ;

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi nº 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la cour de sûreté de l'État instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Article unique : *Son amendement (Possibilité de recours dans le cas des arrêts rendus par la cour militaire de justice); fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat; nécessité de respecter les droits de la défense; arrêt du Conseil d'Etat du 19 octobre 1962; problème de l'absence du recours en Cassation; rôle de la cour de cassation; fonctionnement des tribunaux d'exception sous l'occupation; contenu de l'ordonnance du 9 août 1944 sur le rétablissement de la légalité républicaine; nécessité de maintenir la possibilité de recours; rétablissement souhaitable du recours en cassation pour les décisions de la cour militaire de justice* [13 février 1963] (p. 2129 à 2131); *conséquences de la cassation ou de l'annulation d'un jugement rendu par la Cour de sûreté* (p. 2133); En deuxième lecture, Article unique : *Son amendement (Possibilité de recours dans le cas des arrêts rendus par la cour militaire de justice); nécessité de prévoir une voie de recours* [19 février 1963] (p. 2217).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la politique viticole : *Incertitudes existant au sujet de la prochaine campagne viticole ; propositions exprimées par les organisations viticoles en ce qui concerne le hors quantum et les importations; évolution des prix ; problème des importations ; impossibilité de contrôler le volume réel de la récolte algérienne; adoption souhaitable du système de contingent en ce qui concerne l'Algérie; importation éventuelle de vins argentins; problème de la fiscalité viticole; réformes à adopter en ce domaine; maintien du système de mai 1959 pour la prochaine campagne ; question des cuveries de stockage ; distinction des différents terroirs ; lutte contre l'alcoolisme en Suède et augmentation de la consommation des vins en ce pays* [17 mai 1963] (p. 2284); *problème de l'élévation du degré du vin et l'importation de vins algériens* [21 juin 1963] (p. 3676).

Son rappel au Règlement, Art. 134 : *Continuation du débat sur les questions viticoles commencé le 17 mai* [31 mai 1963] (p. 3150).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : son rappel au Règlement, Art. 128 : *Ses observations sur le dépôt d'un amendement au présent projet; arguments qui militent en faveur d'une recevabilité de cet amendement; commentaire fait sur l'article 128 par le Rapporteur de la Commission du Règlement; lettre du Président de l'Assemblée Nationale au Président de la Commission des lois en date du 21 juillet 1960; comparaison du texte du Règlement de l'Assemblée avec celui du Sénat* [13 juin 1963] (p. 3373 à 3374); Son rappel au Règlement, Art. 135 : *Inscription d'orateurs sur une question orale dans le cas d'une interruption du débat* [21 juin 1963] (p. 3672, 3673);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction, Art. 34 : *Ses observations sur le travail parlementaire* [8 octobre 1963] (p. 5050) ; après l'Art. 63 : *Conséquences financières de la loi* [9 octobre 1963] (p. 5096).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative à la politique du Gouvernement en matière d'importation de vins d'Algérie [18 octobre 1963] (p. 5261) : *Proteste contre la transformation, par la conférence des présidents, des questions orales avec débat en questions orales sans débat* (p. 5262, 5263, 5264); *organisation du débat* (p. 5268).

Son rappel au Règlement : *Déroulement d'un débat sur des questions orales avec débat*

ou des questions orales sans débat [18 octobre 1963] (p. 5279, 5280).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Cas des communes rurales; importation de vins du Maghreb; problèmes posés par la viticulture* [4 novembre 1963] (p. 6306, 6307); TRAVAIL, Art. 67 : *Application de l'article 96 du Règlement de l'Assemblée Nationale* (p. 6442); JUSTICE : *Son amendement tendant à réduire de deux millions les dotations prévues au titre III* (p. 6460); *problème de l'amnistie* (p. 6460); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Organisation des débats; retransmission à la télévision de la présente séance* [7 novembre 1963] (p. 6699);

— du projet de loi instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, Art. 7 : *Nécessité de dispenser des droits de timbre et d'enregistrement les actes et décisions résultant de l'application de la loi* [13 novembre 1963] (p. 7189);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement : *Saisine du Conseil constitutionnel* [21 novembre 1963] (p. 7366); *problème de procédure; proposition de résolution* (p. 7367, 7368).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Effort consenti en faveur du Languedoc—Roussillon; rapports de la réforme administrative avec les problèmes de l'aménagement du territoire; nécessité pour la région de devenir une réalité administrative; ne pas subordonner le travail au capital; région pouvant permettre au département de s'épanouir; création de commissaires de la République et d'assemblées régionales élues; doter ces assemblées de pouvoirs budgétaires; réforme économique et administrative* [27 novembre 1963] (p. 7494, 7495).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie : *Problème de la Nouvelle-Calédonie, étant à la fois politique et technique; question préalable; projet mal étudié; hâte d'une fin de session; erreurs juridiques; informations nécessaires; suspension d'un conseiller élu chargé de contrôler le gouverneur* [10 décembre 1963] (p. 7790); *régime du décret d'octobre 1946; rôle du gouverneur; importance du conseil de gouvernement; contradictions avec les engagements pris en 1958; nécessité de s'informer sur place; vote nécessaire de la question préalable* (p. 7790, 7791); *opinion de la Commission; demande de sa réunion* (p. 7803).

Est entendu sur les questions orales sans débat de MM. Boscary-Monsservin et Commenay relatives aux professions judiciaires; *Son rappel au Règlement; transformation d'une question orale avec débat en une question orale sans débat; position de M. le Garde des Sceaux sur la fusion des professions d'avocat et d'avoué* [13 décembre 1963] (p. 7911).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de résolution de MM. Henry Rey, Defferre, René Pleven, Waldeck-Rochet, Maurice Faure et Mondon, tendant à modifier les articles 41, 50, 134 et 137 du Règlement : *Origine des questions orales; questions orales devenues la chose du Gouvernement; problème du vote; nécessité de donner la priorité aux questions orales avec débat; inscription hors tour de deux questions orales en tête de l'ordre du jour des séances des mardi, mercredi ou vendredi après-midi; permettre aux Ministres compétents de se faire remplacer avec l'accord de l'auteur de la question par le membre du Gouvernement chargé des relations avec le Parlement* [19 décembre 1963] (p. 7990, 7991); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article (Inscription sur propositions de la conférence des présidents de deux questions orales hors tour en tête de l'ordre du jour des séances des mardi, mercredi ou vendredi après-midi)* (p. 7992); Art. 5 : *Pratique des interpellations* (p. 7992); après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Accord de l'auteur de la question pour remplacer le Ministre compétent par le membre du Gouvernement chargé des relations avec le Parlement)* (p. 7992); après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « Dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 136 après les mots « le Ministre compétent » insérer les mots « ou avec l'accord de l'auteur de la question, le membre du Gouvernement chargé des relations avec le Parlement »* (p. 7993); *son amendement tendant, après l'ar-*

ticle 6, à insérer le nouvel article suivant : « Dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 137, après les mots « les Ministres compétents » insérer les mots « ou avec l'accord de l'auteur de la question, le membre du Gouvernement chargé des relations avec le Parlement » (p. 7993) ; SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 5 : *Ses explications de vote* (p. 7993) ;

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Principes généraux du projet de loi; section viticole du Fonds national de solidarité; adoption de certains amendements; subvention de l'Etat devant être augmentée; durée de la prise en charge des primes par l'Etat; plafond de l'indemnisation des dommages relevé de 50 à 75 %; assiette des primes d'assurance obligatoire; contrôle de leur taux; association de la profession à la gestion* [16 avril 1964] (p. 794, 795).

Prend part au débat sur les questions orales de M. Mitterrand relatives aux pouvoirs respectifs du Président de la République et du Gouvernement : *Application de l'article 20 de la Constitution; conceptions du Chef de l'Etat au sujet du « domaine suprême »; inconstitutionnalité du décret du 14 janvier 1964, transférant du Premier Ministre au Président de la République, la responsabilité de la Défense nationale; discussion de sa proposition de loi tendant à instaurer un véritable régime présidentiel* [24 avril 1964] (p. 946, 947, 948).

Est entendu sur les questions orales sans débat relatives à l'aménagement du littoral Languedoc—Roussillon : *Son rappel au Règlement: Regrette que le Règlement ne permette pas de transformer les questions orales sans débat en questions orales avec débat* [30 avril 1964] (p. 1047).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition entre la France et le Gabon, signée à Libreville le 23 juillet 1963 : *Intervention des troupes françaises dans les affaires intérieures de l'Etat gabonais; Convention judiciaire entre la France et le Gabon; sécurité de personnes* [5 mai 1964] (p. 1083).

Son rappel au Règlement : *Décision du Conseil constitutionnel du 21 janvier 1964 annulant une résolution de l'Assemblée tendant à consacrer la séance du jeudi matin et la première heure de la séance du vendredi aux questions orales* [6 mai 1964] (p. 1095, 1096).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme administrative : *Réforme administrative envisagée à Alger; nécessité de créer une nouvelle collectivité territoriale : la région, et de donner la personnalité juridique à l'arrondissement; représentation insuffisante des élus locaux dans les Commissions de développement économique régional ; création de conseils économiques régionaux ; nécessité de réformer la structure des conseils généraux* [6 mai 1964] (p. 1111, 1112, 1113).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, Art. 1er : *Son amendement (Election des conseillers municipaux des communes de plus de 60.000 habitants)* [21 mai 1964] (p. 1305); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier, à substituer au chiffre de 30.000 le chiffre de 160.000* (p. 1308); *son amendement tendant à rédiger comme suit la deuxième phrase du premier alinéa de l'article premier « pour être complète, une liste doit comprendre autant de candidats que de sièges à pourvoir »* (p. 1309); *son amendement tendant à compléter l'article premier par le nouvel alinéa suivant « le vote préférentiel est autorisé au premier tour de scrutin dans les conditions qui étaient prévues aux articles 3 et 4 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947* (p. 1310); Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième et dernier alinéa du texte proposé par M. de Grailly : (limitation du nombre des candidats au second tour à ceux qui ont obtenu au premier tour des suffrages égaux au moins à 5 % du nombre des électeurs inscrits)* (p. 1318) ; En deuxième lecture, Art. 1er : *Application de la procédure du vote bloqué devant l'Assemblée Nationale; texte adopté par le Sénat représentant un effort de transaction; esprit de conciliation; scrutin majoritaire à deux tours avec listes bloquées; scrutin à un tour n'osant pas dire son nom; possibilité pour l'Assemblée de discuter d'amendements transactionnels ; application d'un régime parlementaire bicaméral* [17 juin 1964] (p. 1972, 1973); *ne pas limiter par des trucages le choix du suffrage universel au second tour* (p. 1975, 1976); Ses explications de vote : *Ses reproches*

au projet de loi établissant un scrutin à un tour camouflé; association de listes bloquées au scrutin majoritaire; vote hostile de ses amis contre ce projet (p. 1977, 1978);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Application de l'alinéa 3 de l'article 91 du Règlement; rejet de la question préalable; arguments avancés par M. Le Gallo; avis du Conseil d'Etat; argumentation de M. de Grailly; consulter les collectivités locales* [11 juin 1964] (p. 1831); *ses observations sur la motion de renvoi; nécessité de consulter les assemblées départementales et de mieux informer l'Assemblée, Gouvernement fixant la date de discussion du nouveau rapport; réorganisation de Paris et de sa région étant un problème fondamental pour la Nation* [12 juin 1964] (p. 1876); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Boscher (Cantons de Dourdan-Nord et de Dourdan-Sud)* (p. 1883, 1884).

Mise au point au sujet d'un vote : *Ses observations sur le vote de M. Abelin sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi instituant le bail à construction* [12 juin 1964] (p. 1866).

Prend part à la discussion relative à la nomination de sept membres titulaires et de sept membres suppléants de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Représentants de la majorité étant seuls à siéger dans les commissions paritaires; membres de l'opposition étant seuls à siéger dans les commissions paritaires au Sénat; candidature de M. Fréville; siège de la Commission paritaire chargé d'examiner le projet portant statut de l'O.R.T.F.; modifications de l'article 111 du Règlement; application de la représentation proportionnelle pour les membres des commissions mixtes paritaires* [16 juin 1964] (p. 1938).

Son rappel au Règlement : *Fixation de l'ordre du jour; discussion du projet de loi sur l'émancipation et sur la tutelle; impossibilité d'aboutir à un résultat avant la fin de la présente session* [17 juin 1964] (p. 1971).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux sessions des conseils généraux : *Ses doutes relatifs aux sessions des conseils généraux, le samedi, le dimanche et le lundi; vote de son groupe sur le projet de loi* [17 juin 1964] (p. 1979);

— du projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées, Art. 1er : *Son amendement tendant à substituer aux mots « à la demande du ou des conseils municipaux intéressés » les mots « à la demande du Conseil municipal de la commune intéressée »* [17 juin 1964] (p. 2002); *son amendement tendant à compléter l'article premier par un nouvel alinéa : « Lorsque la station classée s'étend sur le territoire de plusieurs communes cette institution est de droit à la demande du conseil municipal de la commune la plus importante »* (p. 2003); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article (Composition du comité de direction)* (p. 2004).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au plan de stabilisation : *Incidences du plan de stabilisation sur le marché du vin; baisse catastrophique des cours; importations de vins étrangers; blocage du prix du vin à la consommation; maintien des marges bénéficiaires pour les agriculteurs et les viticulteurs* [24 juin 1964] (p. 2169).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord et des deux protocoles portant création d'un Centre international des Hautes Etudes agronomiques méditerranéennes, signés le 21 mai 1962 par les représentants des Gouvernements de l'Espagne, de la République française, du Royaume de Grèce, de la République italienne, de la République portugaise, de la République de Turquie et de la République populaire fédérative de Yougoslavie : *Concours du Gouvernement sur le plan financier; centre devant être le foyer de formation des ingénieurs agricoles des pays méditerranéens; amélioration des relations internationales; leur extension dans un sens pacifique* [25 juin 1964] (p. 2190, 2191);

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation : *Adhésion du Centre démocratique à un projet techniquement bien préparé; choix du Gouvernement; évolution de la famille; tenir compte de cette évolution sans tomber dans les excès du système étatique; extension de l'administration légale; choix du juge d'ins-*

tance comme juge des tutelles; nécessité de résoudre le problème des greffes; dispositions relatives à la situation des enfants naturels et à l'émancipation; problème de la majorité électorale; majorité civile [26 juin 1964] (p. 2268 à 2269); En deuxième lecture, Art. 1er, Art. 456 du Code civil : *Paroles prononcées par M. le Garde des Sceaux; jurisprudence tenant compte de ses déclarations* [19 novembre 1964] (p. 5496);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Déficits provenant d'exploitations agricoles ne pouvant donner lieu à l'imputation prévue à l'article 11 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 dans certaines conditions)* [16 octobre 1964] (p. 3335); *cas où ces déficits sont déductibles du revenu global* (p. 3335); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, JUSTICE : *Son amendement tendant à réduire de 500.000 francs le montant du crédit inscrit au titre III de l'Etat B* [30 octobre 1964] (p. 4355); *propositions de loi relatives à l'amnistie; inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale des propositions de loi déposées par des députés représentant une majorité* (p. 4355, 4356); *accord tacite du Gouvernement; position du Sénat* (p. 4356, 4357); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Son souhait de voir discuter, avant la fin de la session, un débat sur la viticulture; cotation des vins; politique de la stabilité; importations massives de vins d'Algérie autorisées par le Gouvernement; déclaration du Gouvernement du 18 octobre 1963* [5 novembre 1964] (p. 4716, 4717);

— du projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue) : *Assemblée Nationale étant saisie d'une loi de circonstance; laisser jouer le droit commun; caractère anormal de la prorogation du mandat de certains conseillers; nombre de conseillers municipaux de Paris, membres de l'U.N.R.; son opposition à l'actuel projet* [19 novembre 1964] (p. 5489); Article unique : *Son opposition à l'amendement de M. Barbet* (p. 5491);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, ses explications de vote : *Non-application de la discipline de vote des membres du Centre démocratique; grande majorité du groupe étant opposé au projet de loi; notion d'Europe européenne; projet de loi tendant à faire rentrer la France dans la stratégie du tout ou rien; effort financier* [2 décembre 1964] (p. 5805, 5806);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'intégration dans les cadres du Ministères des Affaires étrangères, des sous-préfets et administrateurs civils du Ministère de l'Intérieur et administrateurs des services civils en Algérie, Art. 2 : *Commission des lois ayant permis l'intégration sans limite; Gouvernement proposant de nommer seulement six personnes; Sénat s'étant prononcé en faveur de huit nominations; proposition du Sénat constituant une transaction honorable* [15 décembre 1964] (p. 6113);

— de sa proposition de loi et de celle de M. Schmittlein tendant à rendre non prescriptibles le génocide et les crimes contre l'humanité, en qualité de *Rapporteur: Mesures particulières pour empêcher la prescription du génocide et des crimes contre la Nation; prescription risquant de se trouver acquise; solution internationale; convention internationale réclamée par la conférence internationale des juristes réunis à Varsovie; crimes étant imprescriptibles par nature; notion de crime contre l'humanité; criminels de guerre risquant de voir leurs crimes prescrits* [16 décembre 1964] (p. 6142 à 6144);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances : *Amnistie étant constitutionnellement réservée au Parlement; procédure du vote bloqué; amnistie n'étant ni un pardon, ni une réhabilitation, mais un acte de haute politique; projet n'étant pas conforme à la nature juridique de l'amnistie; amnistie étant limitée aux crimes et délits commis avant le 3 juillet 1962 en Algérie; discrimination d'ordre géographique; qualification du projet de loi: loi de grâce amnistiante* [17 décembre 1964] (p. 6180, 6181); *critique du projet de loi; sa déception en raison de l'insuffisance du projet; ses effets extrêmement restreints* (p. 6182, 6183); avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Capitant, à substituer à la date: « 20 mars 1962 », la date: « 3 juillet 1962 »* (p. 6195); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Sont amnistiés les faits commis entre le 1er novembre 1954 et le 1er janvier 1963, en relation avec les événements d'Algérie, lorsque ces faits ont été commis par des mineurs de 21 ans »* (p. 6197); *parler sur des amendements n'étant pas mis*

aux voix; amnistier l'ensemble des mineurs de 21 ans (p. 6197) ; *proposition de loi d'amnistie adoptée par le Sénat* (p. 6197); Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article :* « *Sont également amnistiés les faits visés à l'article premier lorsqu'ils ont entraîné, compte tenu des mesures de grâce intervenues, une condamnation soit à une peine d'amende, soit à une peine privative de liberté, assortie ou non d'une amende, inférieure ou égale à cinq ans* » (p. 6198); Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article:* « *Peuvent par décret être admis au bénéfice de l'amnistie les condamnés, pour les faits visés à l'article premier, à une peine privative de liberté, assortie ou non d'une amende, supérieure à cinq ans et inférieure ou égale à vingt ans, compte tenu des mesures de grâce intervenues* » (p. 6199); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article:* « *Sont amnistiés de plein droit les faits visés à l'article premier ayant donné lieu à des peines ou sanctions disciplinaires ou professionnelles visées à l'article 10 de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 portant amnistie dans les conditions prévues par ce texte* » (p. 6199); Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article:* « *Les effets de l'amnistie prévue par les présentes dispositions sont définis aux articles 17, 18, 19, 20 (alinéas 1 à 3), 22 et 23 de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 portant amnistie* » (p. 6199);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes, Art. 15 : *Création d'un port autonome en Méditerranée; problèmes de Sète; importance de ce port; raisons d'ordre économique* [9 avril 1965] (p. 744, 745);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Saisine du Comité constitutionnel par le Président de l'Assemblée Nationale si le projet était voté; objections formulées quant au fond; but des auteurs du projet; caractère inadmissible de ce texte; annulation rétroactive des arrêts du Conseil d'Etat; ne pas substituer l'arbitraire à l'avancement au choix; projet mettant en péril le statut de la fonction publique et les garanties fondamentales des fonctionnaires; ne pas permettre au Gouvernement de procéder à des avancements sans l'intervention de la Commission administrative paritaire; importance de la question préalable* [27 avril 1965] (p. 904 à 906); *allocution du Président de la République* (p. 914); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte modificatif proposé par l'amendement du Gouvernement pour l'article 28 de l'ordonnance du 4 février 1959, après les mots:* « *statuts particuliers* » *à insérer les mots:* « *à l'exception de ceux des corps d'administration centrale* » [28 avril 1965] (p. 952); *projet intéressant 140.000 fonctionnaires; son champ d'application; situation des jeunes attachés ; leur carrière ; cas des administrateurs civils ; principalat n'étant pas une solution satisfaisante; communiqué des attachés d'administration centrale en date du 23 avril 1965* (p. 952, 953) ; *distinction entre les attachés d'administration centrale et ceux des autres services; différence de nature spécifique; situation des services extérieurs* (p. 954, 955); *son sous-amendement tendant à compléter le sixième alinéa du texte modificatif proposé par l'amendement du Gouvernement pour l'article 28 de l'ordonnance du 4 février 1959 par les mots suivants:* « *mais seulement dans le cas où il s'agit d'un nouveau grade comportant obligatoirement l'exercice de fonctions différentes et des responsabilités supérieures* » (p. 955); *jurisprudence du Conseil d'Etat; impossibilité d'imposer des épreuves à un fonctionnaire ayant déjà une certaine ancienneté; éviter les abus* (p. 955, 956); *excepter de la validation l'arrêté du 6 août 1963 relatif à l'établissement de la liste d'aptitude pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale; décision du Conseil d'Etat du 27 novembre 1964* (p. 957); Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article:* « *Les corps des administrateurs civils, des agents supérieurs et des attachés d'administration centrale sont supprimés. Les administrateurs civils, les agents supérieurs et les attachés d'administration centrale sont intégrés, à leur indice, dans un nouveau corps d'administrateurs d'Etat comprenant trois grades: administrateurs d'Etat hors classe; administrateurs d'Etat; administrateurs d'Etat adjoints, dont le statut fera l'objet d'un Règlement d'administration publique pris en application de la présente loi* » (p. 959); *son amendement reprenant le texte d'un projet présenté par la Confédération des cadres de la fonction publique en 1960* (p. 959); Article additionnel : *Adoption d'un amendement inconstitutionnel* (p. 961);

— en deuxième lecture, du projet de loi validant les statuts particuliers de la fonction

publique dérogeant aux articles 26 et 28 de l'ordonnance nº 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, Art. 1er : *Ne pas bouleverser les règles traditionnelles d'avancement des fonctionnaires; dispositions qui s'offrent au choix pour l'avancement des fonctionnaires, étant toujours dans le texte, précédées du mot « soit »* [10 juin 1965] (p. 1956); *ses observations sur les paroles de M. de Grailly* (p. 1956, 1957); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « les statuts particuliers » à insérer les mots : « des corps des services extérieurs de l'Etat »* (p. 1958); *exclure de la validation le corps des attachés d'administration centrale* (p. 1958); Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les modalités d'avancement au grade d'attaché principal d'administration centrale pourront être modifiées dans les conditions réglementaires en vigueur avec effet du 1er janvier 1963 »* (p. 1958); *statut des attachés d'administration centrale; accès au principalat; reclassement indiciaire; nécessité de prévoir que les nouvelles modalités d'avancement prendront effet au 1er janvier 1963* (p. 1959); *promesses du Ministre d'Etat faites au cours des discussions avec les organisations syndicales compétentes* (p. 1959); En troisième lecture, Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. de Grailly tendant à supprimer le quatrième alinéa (2º) du texte proposé par cet amendement pour l'article 28 de l'ordonnance nº 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires* [24 juin 1965] (p. 2441); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « Les statuts particuliers » à insérer les mots : « des corps des services extérieurs de l'Etat »* (p. 2443); Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les modalités d'avancement au grade d'attaché principal d'administration centrale pourront être modifiées dans les conditions réglementaires en vigueur avant la promulgation de la présente loi, avec effet du 1er janvier 1963 »* (p. 2443).

Modification de l'ordre du jour : *Durée des discussions inscrites à l'ordre du jour* [28 avril 1965] (p. 941).

Sa mise au point au sujet de votes sur le projet relatif à la vente éventuelle à certains locataires d'H.L.M. de leur appartement [30 avril 1965] (p. 1043, 1044).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au respect du statut de l'O.R.T.F.; tirage de *La Nation* [30 avril 1965] (p. 1059).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation des sociétés d'investissement, Article unique : *Interprétation de la Constitution; son refus d'accepter que le Gouvernement ait le droit de frapper de peines correctionnelles certaines infractions réglementaires ou de créer des contraventions par la voie réglementaire; ses différents arguments, notamment celui de la Déclaration des Droits de l'Homme* [13 mai 1965] (p. 1325).

Son rappel au Règlement : *Conditions anormales dans lesquelles s'engage la discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales ; article 90 du Règlement ; travail de la Commission des lois ; article 48 de la Constitution* [1er juin 1965] (p. 1660).

Son rappel au Règlement : *Date du débat sur la réforme des régimes matrimoniaux; discussion de certaines questions orales concernant l'agriculture; problème de l'indemnisation des rapatriés d'Algérie; conditions de travail imposées à l'Assemblée* [23 juin 1965] (p. 2386).

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, Art. 1er : avant l'Art. 214 du Code civil : *Son amendement tendant, dans les premier et deuxième alinéas du texte proposé pour l'article 214 du Code civil, à substituer aux mots : « charges du mariage », les mots : « charges de l'association conjugale »* [26 juin 1965] (p. 2606); *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 214 du Code civil par les mots suivants : « ...ou par ses apports d'industrie »* (p. 2607); Art. 215 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 215 du Code civil (Cas où la résidence fixée par le mari et la cohabitation avec lui présentent pour la famille ou pour la femme des dangers d'ordre physique ou d'ordre moral; rôle du juge)* (p. 2608); Art. 220-1 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour cet article : « dans le cas prévu à l'article 215, deuxième alinéa, et dans le cas où un époux met en péril... »* (p. 2610); Art. 2 - Art. 1387 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 1387 du Code civil par de*

nouveaux alinéas : « Les époux qui n'ont point fait de contrat sont soumis au régime de communauté prévu au chapitre 2 du présent titre à moins qu'ils n'aient déclaré choisir le régime de participation aux acquêts prévu au chapitre 6. En cas de remariage et s'il reste des enfants d'un précédent lit, les époux qui n'ont point fait de contrat sont soumis au régime de la séparation de biens prévu au chapitre IV » (p. 2614); Art. 2137 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « En cas d'urgence, le président du tribunal de grande instance, dans le ressort duquel sont situés les biens de l'un des époux pourra autoriser l'autre, s'il justifie que ses droits nés de l'association conjugale sont en péril, à requérir une inscription provisoire de son hypothèque légale »* (p. 2649); En deuxième lecture : *Projet de loi Michelet; possibilités envisagées; régime communautaire; application de l'article 1401 du Code civil; définition de la famille; communauté d'acquêts; philosophie du projet; projet instituant un régime séparatiste sous une façade communautaire* [29 juin 1965] (p. 2759 à 2761).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 58 alinéa 5 du Règlement; attaque personnelle* [28 juin 1965] (p. 2672).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 50, alinéa 6 et de l'article 60, alinéa 2 du Règlement; application de l'article 29 de la Constitution relatif aux sessions extraordinaires du Parlement; examen du budget dans les mêmes délais que les années précédentes; problème de la convocation du Parlement en session extraordinaire; interruption de la session du 20 novembre au 7 décembre* [2 octobre 1965] (p. 3279).

Son rappel au Règlement : *Avis du Gouvernement au moment de la discussion de la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Baudis tendant à faciliter l'évaluation en vue de leur indemnisation des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant* [5 octobre 1965] (p. 3323).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Accord sur les hydrocarbures présentant certains avantages positifs; ses inconvénients; motion de renvoi en Commission; permettre une utile discussion parlementaire; essayer de résoudre deux problèmes de droit; permettre de différer la ratification par le Parlement français jusqu'à la ratification par l'Algérie; économie algérienne; sa question de savoir avec qui le Gouvernement traite; traité modifiant les accords d'Evian; loi référendaire pouvant être modifiée par une loi ordinaire; problème de l'indemnisation des rapatriés* [14 octobre 1965] (p. 3683) ; *légitimité du Gouvernement algérien; compétence du Gouvernement actuel de l'Algérie à ratifier le traité* (p. 3684); En deuxième lecture, du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Accord passé entre le groupe Esso et le groupe E.N.I.; agence Algérie-Presse; question de savoir si l'Algérie ratifiera l'Accord passé avec la République française* [10 novembre 1965] (p. 4625, 4626);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F. O. R. M. A. : *Cas du département de l'Hérault; inondations dans le Midi; loi du 9 novembre 1942; décret du 20 septembre 1965; ses observations sur les viticulteurs produisant plus de 300 hectolitres; organisation de la campagne; prix de campagne; politique de stabilisation; problème des importations; Marché commun; personnel des S.I.C.A. étant affilié à la mutualité sociale agricole* [28 octobre 1965] (p. 4272, 4273).

Son rappel au règlement à propos de l'ordre du jour [10 novembre 1965] (p. 4614).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale sans débat relative à la situation de la gendarmerie [10 novembre 1965] (p. 4614, 4615, 4616).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises

en relation avec les événements d'Algérie : *Ses observations sur les paroles de M. Capitant; amendement sur l'amnistie totale* [21 avril 1966] (p. 865); *son souci d'objectivité; distinction entre la grâce, la réhabilitation et l'amnistie; définition de l'amnistie; application de l'article 34 de la Constitution; proposition d'amnistie totale; conditions d'application de la loi d'amnistie de 1964* (p. 872, 873); *problème des contumax; grâce amnistiante; transfert des pouvoirs constitutionnels en matière d'amnistie, du législatif à l'exécutif; progrès du croit criminel allant dans le sens de l'individualisation de la peine; problème de la date; amnistie des infractions commises avant le 3 juillet 1962, c'est-à-dire avant l'indépendance de l'Algérie; nécessité de réaliser la réconciliation entre les Français; cas des condamnés de la Commune* (p. 874, 875); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Infractions amnistiées de plein droit)* (p. 882); *problème de l'amnistie totale; mandat impératif; discussion actuelle étant une parodie de débat; son refus de défendre ses amendements qui ne sont pas soumis au vote; son abstention lors du vote sur l'ensemble du projet de loi* (p. 882); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans les alinéas 1 et 2 de cet article à supprimer les mots : « avant le 3 juillet 1962 »* (p. 883); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Faits commis avant la promulgation de la présente loi étant amnistiés de plein droit)* (p. 885); *parodie de débat* (p. 883); En deuxième lecture, Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Sont amnistiées de plein droit les infractions commises tant en France métropolitaine qu'en Algérie ou à l'étranger avant la promulgation de la présente loi, par toute personne de quelque origine que ce soit, infractions commises en rapport avec les événements d'Algérie, leurs antécédents et leurs conséquences ou à cause du processus ayant amené la proclamation de l'indépendance algérienne »* [26 *mai* 1966] (p. 1513); ses observations sur son amendement : *Procédure du vote bloqué* (p. 1513); Art. 5 : *Rôle du Sénat; événements de Sétif; droits du Président de la République* (p. 1515); En troisième et dernière lecture, ses explications de vote : *Groupe du Centre démocratique et du Rassemblement démocratique ne prenant pas part au vote* [3 juin 1966] (p. 1690);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 2 : *Distinction entre les paris clandestins et les paris publics* [26 avril 1966] (p. 933); après l'Art. 11 : *Cas des personnes qui se sont exceptionnellement distinguées dans les domaines culturels ou scientifiques* (p. 939); Art. 24 : *Ses observations sur les amendements de MM. Frys et de Grailly* [27 avril 1966] (p. 970).

Son rappel au Règlement : *Dépôt avant le 1er juin par le Gouvernement d'un rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques* [18 mai 1966] (p. 1368).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, après l'Art. 21 : *Son sous-amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 21* ter *à substituer aux mots : « le règlement d'administration publique peut... » les mots : « les statuts peuvent »* [24 mai 1966] (p. 1442);

— du projet de loi relatif à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, en qualité de *Rapporteur : Raisons d'esthétique; dommages causés à la propriété par l'installation des antennes individuelles; gêne professionnelle pour ceux qui travaillent sur les toits; système juridique institué par le décret du 30 septembre 1953; raccordement à une antenne collective; quote-part des dépenses d'installation; problème du démontage des antennes individuelles; cas du médecin qui peut communiquer de sa voiture personnelle avec son cabinet grâce à une antenne émettrice réceptrice installée au-dessus de son domicile; plan Orsec; champ d'application de la loi dans l'espace; problème de la juridiction compétente; loi du 10 juillet 1955; efficacité du projet de loi* [2 juin 1966] (p. 1642 à 1644) Art. 1er : *Conditions normales* (p. 1646); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article premier, à supprimer le mot « minimum »* (p. 1646); *son amendement tendant à compléter l'article premier par un nouvel alinéa (Impossibilité pour le propriétaire de s'opposer à l'installation, au remplacement et à l'entretien des antennes individuelles)* (p. 1646); *rapports entre propriétaires et locataires* (p. 1646); Art. 3 : *Raccordement des récepteurs individuels à une antenne collective* (p. 1647); *son amendement tendant : 1° à supprimer la fin de l'article 3 à partir des mots : « lorsqu'il prend en charge... » ; 2° à compléter cet article par la phrase suivante : « dans cette hypothèse, les dispositions de l'ar-*

ticle 2 sont applicables » (p. 1647); *application du projet de loi; cas des immeubles anciens* (p. 1648); *nécessité de raréfier les antennes individuelles* (p. 1648); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article (Cas des copropriétaires indivis)* (p. 1648); *problème de l'indivision* (p. 1648, 1649); *cas où la société de construction est propriétaire* (p. 1649); En deuxième lecture : *Ses observations sur les articles premier et 3; antennes individuelles émettrices et réceptrices; frais de la déposition des antennes individuelles et du raccordement à une antenne collective* [24 juin 1966] (p. 2356); *ses observations sur les paroles de M. Bourges* (p. 2357); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots: « sans motif sérieux et légitime... » à insérer les mots: « et sans que la présomption de l'alinéa 2 soit applicable... »* (p. 2357); Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Raccordement des récepteurs individuels à une antenne collective)* (p. 2357); *frais de dépose des antennes individuelles et de raccordement* (p. 2357);

— du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale, après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Le troisième alinéa de l'article 30 du Code de procédure pénale est rédigé comme suit: « Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que les personnes soient ensuite gardées à vue dans le cadre d'une enquête judiciaire. La personne appréhendée ne pourra toutefois être rctenue plus de cinq jours à compter de son arrestation »* [21 juin 1966] (p. 2183); *répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; délai de la garde à vue; modification du Code de procédure pénale* (p. 2183).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la politique viticole [22 juin 1966] (p. 2215) ; *fixation du prix de campagne du vin; importations algériennes; projet d'admission d'un contingent de vins tunisiens ; création d'une société interprofessionnelle d'intervention ; garantie de bonne fin ; aspect social du problème viticole* (p. 2216 à 2218).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi nº 63-1218 du 11 décembre 1963 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés : *Moratoires de paiement; indemnisation des rapatriés; prorogation des délais* [24 juin 1966] (p. 2338); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel (Rôle de l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés)* (p. 2339); *proposition de loi de M. Baudis tendant à assurer l'indemnisation des rapatriés; Commission spéciale des rapatriés* (p. 2339); *nécessité d'accélérer l'indemnisation* (p. 2339, 2340);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique viticole du Gouvernement; réglementation du stockage et du blocage; libération des vins bloqués; vins libres; prix de campagne* [26 octobre 1966] (p. 3911); *causes du marasme du marché; importations d'Algérie; problème des coupages de vins étrangers; Marché commun; sélection des cépages* (p. 3911, 3912);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Consultation de la population de Chandernagor; principe d'autodétermination; justification de la procédure de référendum; incidence sur les autres territoires; doctrine du Gouvernement en matière d'évolution des territoires d'outre-mer; procédure du vote bloqué; problème de la délégation de pouvoir au nom d'un Parlement qui n'est pas encore élu; date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée; possibilité d'annexer le statut au projet de loi; procédure suivie après le référendum; abandon de la notion de Communauté* [2 décembre 1966] (p. 5220 à 5223); *poursuite du débat* (p. 5228); *ses observations sur l'article 74 de la Constitution de 1946* (p. 5229); Art. 1er : *Vote bloqué* (p. 5236); *ses observations sur le statut renouvelé de gouvernement et d'administration; application de l'article 74 de la Constitution* (p. 5237); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article premier, après les mots: « de ce statut » à insérer les mots: « qui ne réservera au pouvoir central que les attributions relatives à la monnaie, à la justice, à la défense nationale et aux affaires étrangères »* (p. 5238); *projet de statut; son annexion au projet de loi* (p. 5238); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5238); *délégation de pouvoir au Gouvernement; rôle de la prochaine Assemblée Nationale* (p. 5238); *son sous-amendement*

tendant à compléter le premier paragraphe du texte proposé par l'amendement de M. Capitant par la phrase suivante : « Ce statut ne réservera au pouvoir central que les attributions relatives à la monnaie, à la justice, à la défense nationale et aux affaires étrangères » (p. 5239); *application des principes généraux du droit français; problème des pleins pouvoirs; vote bloqué* (p. 5239); *durée des pleins pouvoirs* (p. 5240); ses explications de vote : *Application du vote bloqué; ses conséquences; son abstention lors du vote* (p. 5243).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la campagne viticole [9 décembre 1966] (p. 5423).

Son rappel au Règlement : *Examen d'une pétition fiscale; retour de MM. Bidault et Soustelle en France; rapport de M. Delachenal* [15 décembre 1966] (p. 5572).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la Cour de cassation : *Œuvre législative de la législature; création des conseillers référendaires; procédés de travail en usage à la Cour de cassation; création du service de documentation; crise de l'avancement dans la magistrature; problème du recrutement de la magistrature; rôle des chambres mixtes* [14 décembre 1966] (p. 5587, 5588); après l'Art. 1er : *Ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement* (p. 5589).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 93 du Règlement; irrecevabilité du rapport de M. Lavigne sur la proposition de loi de M. Baudis et sur celle de M. Icart; saisine du Conseil constitutionnel* [21 décembre 1966] (p. 5734).

COUDERC (M. Pierre), *Député de la Lozère, Ire circonscription (app. R.I. puis R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [8 janvier 1963] (p. 354).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [7 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775); [8 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654);

— membre du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [24 janvier 1963] (p. 1668).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la couverture obligatoire du risque maladie, maternité, accidents, pour les travailleurs non salariés des professions non agricoles, **n° 977** [16 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1152), adopté par le Sénat, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives, **n° 1189** [24 novembre 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite d'une mission effectuée au Tchad, **n° 1973** [23 juin 1966].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question orale sans débat relative à l'application de la loi d'aide à l'enseignement privé [26 juillet 1963] (p. 4567).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Situation difficile des pays de montagne et en particulier du département de la Lozère; zone spéciale d'action rurale; aide non négligeable de l'Etat; effort en faveur des routes et des lignes téléphoniques de la Lozère* [27 novembre 1963] (p. 7515).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées,

Art. 2 : *Choix entre les superficies* [9 juin 1964] (p. 1709);

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, Art. 1er : *Problème des piscines; installations de camping* [17 juin 1964] (p. 1984);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Fermeture d'écoles de moins de 16 élèves; situation dans les régions à population dispersée; tenir compte des situations locales; amélioration du ramassage scolaire; augmenter le nombre des bourses attribuées aux familles rurales* [29 octobre 1964] (p. 4139);

— du projet de loi déposé, par le Sénat, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives, en qualité de *Rapporteur pour avis: Etudes médicales effectuées sur le doping; travaux du Congrès de Strasbourg et du colloque européen d'Uriage; usage d'excitants par les étudiants; remède à apporter à cet état de chose; information et éducation des jeunes; répression; détection* [15 décembre 1964] (p. 6114, 6115); Art. 1er : *Son amendement tendant à substituer aux mots « en vue de participer à une compétition ou au cours d'une compétition organisée sous le contrôle d'une fédération sportive ayant reçu la délégation de pouvoir prévue par l'ordonnance du 28 août 1945 » les mots: « en vue ou au cours d'une compétition sportive »* (p. 6121); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Laudrin; sauvegarder l'honnêteté, l'éthique de la compétition; préserver la santé publique* (p. 6121); *son amendement tendant, dans l'article premier, après le mot: « utilisé » à insérer le mot: « sciemment »* (p. 6122);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966 : EDUCATION NATIONALE : *Maintien des écoles dans les villages de montagne; organisation du ramassage scolaire; suppression des écoles comptant moins de 16 élèves; inquiétude des familles qui vivent dans les régions rurales à faible densité de population; ramassage scolaire; taux de subvention; prise en charge par l'Etat des dépenses de ramassage scolaire; attribution de bourses aux enfants de familles d'agriculteurs* [18 octobre 1965] (p. 3821, 3822); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Parité entre l'agriculture et les autres activités économiques; débouchés pour les produits agricoles français; garantie du revenu agricole; risques consécutifs aux intempéries et aux épizooties; cas du département de la Lozère* [28 octobre 1965] (p. 4280, 4281);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Notion de protection sociale; assurance maladie des exploitants agricoles; diversité des professions; principe de l'autonomie du régime; prestations particulières propres à un groupe professionnel; critères de détermination du risque grave; franchise; notion des aides familiaux* [9 juin 1966] (p. 1829 à 1831); Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le sixième alinéa de cet article à supprimer les mots: « de moins de 14 ans »* (p. 1859); *définition du mot « enfant »* (p. 1859);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Loi d'orientation agricole de 1960; création de zones spéciales d'action rurale; travaux d'adductions d'eau et d'aménagement des chemins ruraux; problèmes de l'implantation de gîtes communaux ou de villages de vacances; cas du département de la Lozère; mesures de péréquation des tarifs de transports; régionalisation des crédits; abattements de zone* [26 octobre 1966] (p. 3894, 3895).

COUILLET (M. Michel), *Député de la Somme, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôts :

Sa proposition de loi concernant les conditions de travail, d'emploi, de rémunération du personnel des entreprises de transports publics routiers et des entreprises auxiliaires des transports, **n° 1094** [6 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à instituer en faveur des agents de la S.N.C.F. le libre choix du médecin, **n° 1868** [1er juin 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Insuffisance des crédits; rémunération des conducteurs de travaux publics de l'Etat; ouvriers des parcs et des ateliers; insuffisance des crédits dans le domaine des routes; problème du Fonds d'investissement routier; poursuite des travaux du canal du Nord; reconstruction du pont reliant Le Tréport à Mers-les-Bains; politique tarifaire de la S.N.C.F.; prix préférentiels pratiqués par la S.N.C.F. en faveur des trusts; amélioration des rémunérations des cheminots; octroi de la prime offerte par la S.N.C.F. à l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire; semaine de 40 heures; congés annuels de 30 jours* [15 janvier 1963] (p. 837, 838);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Conséquences du gel sur l'état des routes; insuffisance des crédits prévus; cas du département de la Somme; problème du droit de péage sur les autoroutes; utilisation des ressources provenant des textes sur l'essence et la vignette; nécessité d'améliorer le réseau routier* [19 juillet 1963] (p. 4373, 4374);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Insuffisance des crédits des travaux publics; diminution de la tranche départementale des fonds d'investissement routier; problème des autoroutes; subvention à la S.N.C.F.* [30 octobre 1963] (p. 6004);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées : *Chaque Français devant pouvoir chasser librement sur l'ensemble du territoire national; privilèges de quelques grands propriétaires terriens; réprimer les abus; situation des petits chasseurs; patrimoine cynégétique de la France; amendement déposé par le groupe communiste; cas des lais de mer; situation des locataires de petits étangs ou de portion de marais; droit de chasser l'hiver à la hutte ou au gabion* [9 juin 1964] (p. 1701, 1702); Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Garcin (Ne pas soumettre aux dispositions de la présente loi les marais non asséchés, lais de mer et les étangs)* (p. 1702); *son amendement tendant à insérer entre les troisième et quatrième alinéas de l'article 2 un nouvel alinéa : « Mise en réserve sous l'autorité et le contrôle de la Fédération départementale des chasseurs des terrains pour lesquels opposition aura été formulée »* (p. 1710); *retrait de cet amendement* (p. 1710); Art. 2 *(suite) : Son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de l'article 2 à supprimer les mots : « d'assurer la garderie de son terrain, d'y procéder à la destruction des nuisibles et à la signalisation, en la limitant par des pancartes »* (p. 1717); Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer entre les cinquième et sixième alinéas de l'article 3 un nouvel alinéa : « Ces chasseurs ne pourront être astreints à verser une cotisation supérieure à 150 % de la cotisation versée par les chasseurs titulaires du permis de chasse définis aux alinéas 2, 3 et 4 »* (p. 1723); *situation des chasseurs étrangers à la commune* (p. 1723); *ses observations sur la thèse développée par le Ministre de l'Agriculture; organisation de la chasse* (p. 1724);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Augmentation des crédits inscrits au budget; insuffisance du réseau routier; infrastructure routière de la France; responsabilités du Gouvernement; déficit de la S.N.C.F.; tarif privilégié appliqué aux transports par trains et wagons complets; revendications des cheminots; opposition du groupe communiste à ce budget* [4 novembre 1964] (p. 4585, 4586);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Insuffisance des crédits; infrastructure routière française; besoins du réseau routier; nécessité d'accélérer la titularisation d'employés auxiliaires; subvention d'équilibre accordée à la S.N.C.F.; productivité du personnel; groupe communiste votant contre ce budget* [11 octobre 1965] (p. 3469, 3470); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Parité économique et sociale; cas du département de la Somme; concentration agraire; suppression de l'article 19 instaurant une taxe nouvelle de 0,70 fr par quintal de blé livré; récolte des betteraves à sucre; société Beghin; opérations de remembrement; services du génie rural* [28 octobre 1965] (p. 4283);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Concentration industrielle et agricole; cas de la région de l'Ouest; opérations de remembrement; cas de la zone industrielle d'Amiens et de la vallée de la Nièvre; insuffisance du Plan en matière d'équipement* [5 novembre 1965] (p. 4515, 4516);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur le blé et la betterave industrielle; difficultés des petits et moyens exploitants familiaux agricoles; taxe de reprise; situation de la betterave industrielle* [26 octobre 1966] (p. 3926); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Insuffisance des crédits; ses observations sur les routes nationales, départementales et communales; situation des ingénieurs des ponts et chaussées; charges frappant les automobilistes; tribunaux d'exception; Fonds d'investissement routier; subvention d'équilibre versée à la S.N.C.F.; objectifs du Ve Plan; abaissement des tarifs privilégiés accordés à ceux qui transportent par trains et wagons complets* [8 novembre 1966] (p. 4369 à 4371).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Barberot et Delorme relatives aux accidents de la circulation : *Défaillances humaines provoquant les accidents; suppression ou aménagement des « points noirs » de la circulation; amélioration de la signalisation; construction d'autoroutes* [25 novembre 1966] (p. 5015, 5016).

COUMAROS (M. Jean), *Député de la Moselle, 6e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 janvier 1962] (p. 1160).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 969) autorisant l'approbation de l'Accord portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise, **n° 1394** [26 mai 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1302) autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 30 juin 1964 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes, **n° 1395** [26 mai 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers : *Situation des travailleurs étrangers en Lorraine; leur accueil* [16 juin 1964] (p. 1944);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Problèmes de l'habitat rural; nombre d'enfants déficients et débiles dans le monde agricole; caisse de sécurité sociale agricole* [28 octobre 1965] (p. 4308, 4309).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Situation des petites communes; problèmes des chemins communaux; ses observations sur les questions scolaires; situation d'un instituteur, père de plusieurs enfants qui désire construire une maison neuve; discrimination des zones de salaires; centimes additionnels; création d'une caisse des collectivités locales* [17 mai 1966] (p. 1338).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Complexité du projet; abattement prévu à l'article 7; gestion des caisses mutuelles; cas des enfants; prise en charge des infirmes après leur majorité* [9 juin 1966] (p. 1846); Art. 1er :

Situation des avocats à « vocation tardive » (p. 1852).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Subvention concernant les caisses d'assurance accidents agricoles des départements du Rhin et de la Moselle; situation des agriculteurs de l'Est; rôle du F.O.R.M.A.; coopératives laitières; difficultés rencontrées par les scieurs; forêts communales; problèmes concernant les forêts des régions situées en ligne Maginot* [27 octobre 1966] (p. 3959, 3960); EDUCATION NATIONALE : *Nécessité d'augmenter le nombre des écoles maternelles dans le département de la Moselle; construction de collèges d'enseignement secondaire et d'écoles techniques; ses observations sur les études médicales; ne pas exagérer l'importance des mathématiques pour les futurs médecins; concours de l'externat et de l'internat; problèmes du baccalauréat; enseignement du grec* [3 novembre 1966] (p. 4167, 4168); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Enseignement du français dans les pays étrangers; recrutement de professeurs autochtones instruits en France à l'aide de bourses* [3 novembre 1966] (p. 4211); INDUSTRIE : *Réalisation à Carling du craquage à vapeur; production charbonnière; possibilités d'écoulement du charbon lorrain; coopération économique entre la France et l'Allemagne; politique nationale et européenne de l'énergie; création d'un bureau d'industrialisation; sécurité des travailleurs des bassins houillers* [7 novembre 1966] (p. 4318, 4319);

COUSTÉ (M. Pierre), *Député du Rhône, 4e circonscription (N. I.).*

En remplacement de M. Maurice Herzog, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [11 juillet 1963] (p. 4102).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faire admettre au bénéfice de grâce amnistiante les personnes condamnées pour des infractions commises à l'occasion des événements d'Algérie, **n° 787** [19 décembre 1963].

Sa proposition de loi constitutionnelle, tendant à accorder aux membres du Conseil économique et social, l'initiative des lois et de droits d'amendement, pour la révision des articles 39, 40, 44, 45 et 69 de la Constitution, **n° 1173** [17 novembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à l'extension aux employés de maison du bénéfice de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine du travail, **n° 1316** [9 avril 1965].

Sa proposition de loi d'amnistie, **n° 1509** [24 juin 1965].

Sa proposition de loi organique tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 61-1292 du 6 novembre 1962, relative à l'élection présidentielle, **n° 1748** [13 avril 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Projet de réforme des dispositions fiscales concernant les sociétés; son caractère indispensable en raison de la compétition internationale; actes de fusion, de concentration de sociétés mutuelles et de regroupements de sociétés mères et filiales devant être exonérées de toute taxe; caractère trop petit des entreprises françaises; donner aux sociétés les moyens de s'adapter; décentralisation de la fiscalité; réanimation du marché français; réanimation du marché provincial* [15 octobre 1964]. (p. 3233).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Paul Coste-Floret lors de la discussion des crédits du Ministère de la Justice [4 novembre 1964] (p. 4567).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances : *Eléments positifs du projet amendé par la Commission; son vote; amnistie de plein droit à certains condamnés; cas des jeunes gens âgés de moins de 21 ans au moment des faits lorsqu'ils ont été condamnés à des peines n'excédant pas cinq ans d'emprisonnement; intérêt des condamnés; intérêt de la Nation* [17 décembre 1964] (p. 6183, 6184);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 112-2 : *Composition du Comité de direction* [8 juin 1965] (p. 1868);

— en deuxième lecture, du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Distinction entre petites et*

grandes communes en matière d'investissements; revalorisation des crédits [24 juin 1965] (p. 2427)

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises : *Droits et pouvoirs du chef d'entreprise; nécessité de couvrir du secret professionnel les procédés de fabrication, les travaux de recherche et les essais poursuivis dans les entreprises; modalités du dédommagement des membres des comités; représentation des cadres au sein du comité; harmonisation des législations en vigueur dans les pays du Marché commun* [28 juin 1965] (p. 2692, 2693); Art. 5 *(suite)* : *Respect du secret professionnel en matière de communications importantes pour la vie de l'entreprise* [29 juin 1965] (p. 2728); Art. 7 : *Nombre des membres des comités d'entreprises* (p. 2734).

Sa mise au point au sujet d'un vote [6 octobre 1965] (p. 3343).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Hausse des prix; blocage des prix; ses observations sur les structures; croissance des entreprises* [7 octobre 1965] (p. 3379); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - INFORMATION : *Programmes d'équipement et ressources de l'O.R.T.F.; maisons de la radio et de la télévision de Bordeaux et de Lyon; Jeux olympiques de Grenoble; modalités de sélection des annonces publicitaires collectives* [14 octobre 1965] (p. 3702); AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Accord ayant prévu une augmentation de la participation de l'Etat algérien dans le capital de la société S.R. Repal; situation des actionnaires privés; sociétés financières et de recherches pétrolières, dites les R.E.P.; capital de la S.N. Repal; gisement de Berkaoui* [14 octobre 1965] (p. 3678, 3679); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Problèmes d'administration générale du Ministère de l'Intérieur; service des affaires musulmanes; cas des harkis, situation des rapatriés; fonds d'action sociale; diminution de la subvention allouée à la Sonacotra; prêts destinés à faciliter le relogement des rapatriés; protection des biens des rapatriés* [25 octobre 1965] (p. 4066, 4067);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Aménagement du territoire; liaison Rhin—Rhône; canalisation de la Moselle; équipement du sillon Rhin—Rhône; croissance de la région parisienne; études sur les métros de Lyon et de Marseille; enseignement supérieur; création d'un « réseau urbain hiérarchisé »; création de villes nouvelles; aérodrome de Lyon-Bron* [5 novembre 1965] (p. 4548, 4549);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Ses observations sur le suramortissement; problème d'une réévaluation des bilans; liste des matériels bénéficiant de la déduction fiscale; durée de l'amortissement; cas des machines-outils; ses observations sur les camions d'un poids supérieur à 12 tonnes* [20 avril 1966] (p. 833, 834);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'État ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 6 : *Problème des sanctions disciplinaires; sort des personnes qui se trouvent actuellement hors du territoire métropolitain* [21 avril 1966] (p. 886).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Nécessité de freiner la croissance de la région parisienne; cas de la région Rhône—Alpes; problèmes de Lyon; autofinancement des collectivités locales; constitution de métropoles d'équilibre; ses observations sur la création à La Part-Dieu-les-Brotteaux d'un centre directionnel; problème des emprunts; régionalisation du Plan; pouvoirs du préfet de région; politique du Gouvernement en ce qui concerne les villes nouvelles prévues par le Ve Plan; agglomération Lyon—Saint-Etienne; rôle du syndicat intercommunal* [17 mai 1966] (p. 1328, 1329).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Buts du Ve Plan; orientation professionnelle; capacité des centres de formation professionnelle pour adultes; conventions; perspectives de développement des instituts universitaires de technologie; application du texte* [6 octobre 1966] (p. 3163);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Ses observations sur les paroles de M. Houël; nécessité de rejeter la question préalable* [7 octobre 1966] (p. 3219); *caractère opportun et nécessaire du texte; position des 60 maires de l'agglomération lyonnaise; transfert des compétences; administration de la communauté par le conseil de communauté; transfert des biens; dispositions relatives au personnel; finances de la communauté* (p. 3223, 3224); Art. 2 : *Son amendement tendant au début de cet article à supprimer les mots : « de plus de 100.000 habitants »* [11 octobre 1966] (p. 3268); *suppression de la notion de limite quantitative* (p. 3268); Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer, dans le premier alinéa de cet article, les mots : « ou privé »* (p. 3298); *domaine privé d'une commune* (p. 3298); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « sauf s'il s'agit du domaine privé »* (p. 3300); *ses observations sur son amendement* (p. 3300); En deuxième lecture : *Création par voie législative de communautés urbaines; transferts des compétences; nombre des membres du conseil de communauté; représentation des populations; création d'un groupe consultatif composé de représentants des intérêts sociaux et familiaux; cas des personnels communaux; création de la communauté de l'agglomération lyonnaise* [17 novembre 1966] (p. 4633, 4634);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Situation économique de la nation; ses observations sur le budget; obligations de la France dans le monde; rôle des investissements; déduction fiscale pour les investissements; application de la taxe sur la valeur ajoutée; suppression du décime; écart entre la progression de l'impôt sur les sociétés et celle de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux; étalon-or* [12 octobre 1966] (p. 3358, 3359);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Intérêt du projet; accélération du passage de la recherche de base au développement industriel; rôle de l'agence nationale de valorisation de la recherche; prospection des inventions; possibilité pour le Gouvernement de consigner dans un rapport annuel les résultats de la recherche en France; politique européenne* [30 novembre 1966] (p. 5074, 5075); Art. 2 : *Son amendement tendant après les mots : « et fait procéder » à rédiger ainsi la fin de cet article : « à toutes les opérations propres à préparer leur valorisation, à l'exclusion de celles concernant l'exploitation industrielle elle-même »* [30 novembre 1966] (p. 5108).

Mise au point au sujet de son vote sur la demande de constitution spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Coste-Floret portant amnistie totale des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie [14 décembre 1966] (p. 5498).

COUVE DE MURVILLE (M. Maurice).

Ministre des Affaires étrangères
(2e Gouvernement POMPIDOU)
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

Ministre des Affaires étrangères
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Affaires étrangères [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre des Affaires étrangères (2e Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Affaires étrangères (2e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Ministre des Affaires étrangères (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Ministre des Affaires étrangères cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187) (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

Dépôts :

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol » signée à Bruxelles, le 13 décembre 1960, **n° 52** [21 décembre 1962].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention franco-espagnole relative à la pêche en Bidassoa et en Baie du Figuier,

signée à Madrid le 14 juillet 1959, **n° 64** [3 janvier 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire, **n° 65** [3 janvier 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention complémentaire à la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel signée à Guadajalara le 18 septembre 1961, **n° 67** [4 janvier 1963].

Son projet de loi relatif à l'approbation de la Convention commerciale et tarifaire signée à Tunis le 5 septembre 1959 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, **n° 70** [8 janvier 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la Convention commerciale et tarifaire franco-tunisienne du 5 septembre 1959, signé à Tunis le 22 septembre 1960 entre le Gouvernement de la République française et de la République tunisienne, **n° 113** [17 janvier 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention signée le 24 juillet 1962 entre la France et le Liban en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir une assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur les revenus et d'impôts sur les successions, **n° 115** [17 janvier 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage signée le 7 décembre 1956, **n° 133** [25 janvier 1963].

Son projet de loi : 1° autorisant la ratification de la Convention signée le 31 juillet 1962 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur le règlement de divers problèmes frontaliers; 2° transférant la propriété d'un immeuble, **n° 218** [30 avril 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation des échanges de lettres intervenus les 17 novembre 1962 et 31 janvier 1963 entre la République française et la République tunisienne, **n° 220** [30 avril 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention et du protocole signés à Tananarive le 29 septembre 1962, entre la France et Madagascar, en vue d'éliminer les doubles impositions et d'établir une assistance mutuelle administrative en matière fiscale, **n° 222** [30 avril 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification du Traité du 22 janvier 1963 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération franco-allemande, **n° 231** [10 mai 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord général de coopération technique, de l'Accord de coopération culturelle, de l'Accord de coopération en matière de justice, de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière et de la Convention consulaire conclus les 2 février 1962 et 9 mars 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali, **n° 291** [28 mai 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention et du protocole additionnel entre la France et l'Espagne, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les successions signés à Madrid le 8 janvier 1963, **n° 302** [4 juin 1963].

Son projet de loi, autorisant l'approbation de l'Accord de coopération en matière de justice, signé le 14 juin 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, **n° 355** [18 juin 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre la France et la principauté de Monaco, signée à Paris le 18 mai 1963, complétée par un protocole, ainsi que de l'échange de lettres se rapportant à cette Convention, **n° 453** [11 juillet 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de coopération en matière de justice, signé le 18 mai 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo, **n° 467** [18 juillet 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de commerce entre la République française et le Japon et du protocole relatif aux relations commerciales entre la République

française et le Japon, signés à Paris le 14 mai 1963, n° **506** [25 juillet 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention portant création d'une organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral et de son protocole financier signés à Paris, le 5 octobre 1962, n° **538** [1er octobre 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification du protocole du 15 septembre 1962 portant amendement à la Convention du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale, n° **539** [1er octobre 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et le Royaume de Belgique relative au service militaire, signée à Paris le 12 octobre 1962, n° **540** [1er octobre 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification de divers Accords et Conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise, n° **590** [22 octobre 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'avenant signé à Paris, le 1er juillet 1963, à la Convention du 24 décembre 1936 entre la France et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions, n° **591** [22 octobre 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention portant revision du traité instituant la Communauté économique européenne en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la IVe partie de ce traité, n° **597** [25 octobre 1963].

Son projet de loi autorisant : 1° la ratification de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, de l'Accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations de café vert dans les pays du Benelux; 2° l'approbation de l'Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, n° **598** [25 octobre 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol relative à l'aménagement du cours supérieur de la Garonne, n° **644** [9 novembre 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, n° **646** [13 novembre 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord relatif au protocole financier annexé à l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, n° **647** [13 novembre 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la France et le Danemark relative au service militaire des double nationaux signée à Paris le 6 juin 1963, n° **663** [21 novembre 1963].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, signée à Strasbourg le 6 mai 1963, n° **714** [5 décembre 1963].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de transport de passagers par mer, adoptée à Bruxelles le 29 avril 1961, n° **799** [2 avril 1964].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition entre la France et le Gabon, signée à Libreville le 23 juillet 1963, n° **800** [2 avril 1964].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention sur les relations économiques et la protection des investissements, signée à Tunis le 9 août 1963, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, ainsi que des deux échanges de lettres s'y rapportant, n° **805** [2 avril 1964].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention consulaire et de son annexe, signées le 16 février 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, n° **808** [2 avril 1964].

Son projet de loi autorisant la ratification des Conventions entre la République française et la Confédération suisse concernant, d'une part, une rectification de la frontière franco-suisse, et, d'autre part, l'aménagement hydro-électrique d'Emosson, signées à Sion le 23 août 1963, n° **809** [2 avril 1964].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention signée à Paris, le 21 juin 1963 entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions, **n° 812** [2 avril 1964].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord et des deux protocoles portant création du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes, signés le 21 mai 1962 par les représentants des Gouvernements de l'Espagne, de la République française, du Royaume de Grèce, de la République italienne, de la République portugaise, de la République de Turquie et de la République populaire fédérative de Yougoslavie, **n° 813** [2 avril 1964].

Son projet de loi autorisant la ratification de deux protocoles en date du 14 juin 1954 concernant des amendements à apporter aux articles 45, 48, 49 et 61 de la Convention relative à l'aviation civile internationale, **n° 814** [2 avril 1964].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention, signée à Paris, le 20 août 1963, entre la France et Israël, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu, **n° 862** [29 avril 1964].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention internationale pour la protection des oiseaux, signée à Paris, le 18 octobre 1950, **n° 942** [2 juin 1964].

Son projet de loi modifiant la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie, **n° 961** [11 juin 1964].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise, **n° 969** [12 juin 1964].

Son projet de loi autorisant la ratification du Traité de commerce et de navigation entre la République française et la République populaire d'Albanie, signé à Tirana le 14 décembre 1963, **n° 1076** [2 octobre 1964].

Son projet de loi concernant l'intégration des géographes du Ministère des Affaires étrangères dans le corps des artistes cartographes de l'Institut géographique national, **n° 1082** [2 octobre 1964].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites et de l'Accord spécial signés à Washington le 20 août 1964, **n° 1132** [27 octobre 1964].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention signée à Bruxelles le 10 mars 1964 entre la France et la Belgique, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, **n° 1134** [28 octobre 1964].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention signée à Athènes le 21 août 1963 entre la France et la Grèce, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu, **n° 1135** [28 octobre 1964].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention d'extradition signée le 24 juin 1964 entre la France et l'Iran, **n° 1146** [3 novembre 1964].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, signée à La Haye le 9 octobre 1961, **n° 1267** [17 décembre 1964].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention consulaire signée le 25 avril 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache, **n° 1298** [2 avril 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 30 juin 1964 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes, **n° 1302** [5 avril 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège, signé à Paris le 1er septembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de métrologie légale, **n° 1303** [5 avril 1965].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Tchad conclue le 19 mai 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad et l'approbation des accords de coo-

pération culturelle et d'assistance militaire technique conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, n° **1307** [5 avril 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de coopération économique et financière entre la France et le Cambodge signé à Paris le 4 juillet 1964, n° **1340** [27 avril 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention consulaire et de ses annexes signée le 7 février 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, n° **1364** [12 mai 1965].

Son projet de loi autorisant la ratification des amendements aux articles 23, 27 et 61 de la charte des Nations Unies relatifs à la composition du Conseil de Sécurité et à celle du Conseil économique et social, adoptés le 17 décembre 1963 par l'Assemblée générale des Nations Unies, n° **1379** [20 mai 1965].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, ouverte à la signature à Strasbourg le 20 avril 1939 et signée par la France le 28 avril 1961, n° **1388** [26 mai 1965].

Son projet de loi autorisant la ratification du Traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, n° **1398** [1er juin 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention signée à Paris, le 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, n° **1436** [10 juin 1965].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international et l'approbation de l'arrangement relatif à l'application de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, n° **1455** [15 juin 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre les Gouvernements de la République française et de l'État espagnol concernant la construction de deux ponts internationaux sur la Bidassoa, l'un entre Béhobie et Behobia, l'autre aux environs de Biriatou, et du protocole concernant la construction du pont international sur la Bidassoa entre Behobie et Béhobia, n° **1569** [2 octobre 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de coopération en matière de justice signé le 18 janvier 1965 entre la France et la République centrafricaine, n° **1570** [2 octobre 1965].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, n° **1578** [2 octobre 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 20 janvier 1965 entre le Gouvernement de la République française et l'Office international de la vigne et du vin, n° **1579** [2 octobre 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 11 janvier 1965 entre le Gouvernement de la République française et le bureau international des expositions, n° **1580** [2 octobre 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention générale de Sécurité sociale et des trois protocoles annexes, signés le 11 mars 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali, n° **1647** [3 novembre 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention générale de Sécurité sociale et des trois protocoles annexes, signés le 9 juillet 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc, n° **1697** [20 décembre 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention générale de Sécurité sociale et des trois protocoles annexes signés le 22 juillet 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, n° **1698** [20 décembre 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention signée à Paris, le 10 juillet 1965, entre la France et le Cameroun, en vue d'éliminer les doubles impositions et d'établir

une assistance mutuelle administrative en matière fiscale, n° **1723** [2 avril 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Niamey le 1er juin 1965, n° **1732** [2 avril 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention de Sécurité sociale et du protocole annexe, signés le 17 décembre 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État d'Israël, n° **1741** [2 avril 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention générale de Sécurité sociale et des trois protocoles annexes signés le 17 décembre 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, n° **1742** [2 avril 1966].

Son projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de la coopération, n° **1810** [6 mai 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire relatif au statut juridique de ladite organisation sur le territoire français et de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral de la Confédération suisse relative à l'extension en territoire français du domaine de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, n° **1908** [9 juin 1966].

Son projet de loi autorisant la ratification du protocole sur les privilèges et les immunités de l'organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, complété par un protocole de signature signé à Londres le 29 juin 1964 et du protocole sur les privilèges et les immunités de l'organisation européenne de recherches spatiales, signé à Paris le 31 octobre 1963, n° **1929** [15 juin 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé, à Paris, le 5 juillet 1966 entre le Gouvernement de la République française et l'Institut international du froid, n° **2071** [11 octobre 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé, à Paris, le 19 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation interafricaine du café, n° **2072** [11 octobre 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège, signé, à Paris, le 13 mai 1966 entre le Gouvernement de la République française et la Banque interaméricaine de développement, n° **2073** [11 octobre 1966].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la Convention du 29 octobre 1958 entre la France et l'Italie tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts directs sur les revenus et sur la fortune, ensemble le protocole joint, signés à Paris, le 6 décembre 1965, n° **2086** [18 octobre 1966].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ensemble le protocole additionnel, joint signés à Paris le 9 septembre 1966, n° **2139** [10 novembre 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République voltaïque, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Ouagadougou le 11 août 1965, n° **2141** [15 novembre 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomey, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Cotonou, le 21 octobre 1965, n° **2147** [15 novembre 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Dakar, le 3 mai 1965, n° **2148** [15 novembre 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Grèce, relatif au règlement des créances financières françaises signé le 14 décembre 1965 à Paris, n° **2231** [8 décembre 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation

de l'avenant à la Convention générale de Sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie du 5 janvier 1950, ensemble le protocole relatif aux allocations familiales, signés à Belgrade le 8 février 1966, **n° 2275** [15 décembre 1966].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'abornement et l'entretien de la frontière signé à Paris le 10 mars 1965, **n° 2276** [15 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale de Coopération pour la sécurité de la navigation aérienne : *Création d'« Eurocontrol »; exigenee de la technique moderne en matière de vol aérien; exemple de solidarité et de coopération internationale; adhésion éventuelle de l'Italie; problème d'Air-Union; difficultés qui restent à résoudre; nécessité de ratifier rapidement la présente Convention* [27 décembre 1962] (p. 203, 204);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Instauration d'un débat sur la politique internationale; relations de la France avec la Grande-Bretagne; problème de son entrée dans le Marché commun; respect des clauses du Traité de Rome; historique des négociations de Bruxelles; problème des tarifs agricoles et du Commonwealth; persistanee des désaecords en matière de politique agrieole; problème des importations en Grande-Bretagne de produits agricoles canadiens, australiens, néo-zélandais; règlement financier pour l'application de la politique agricole eommune; néeessité d'envisager dès le début des négociations les eonséquenees de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Mareh commun; idée de l'association de eette dernière au Mareh commun; réconciliation franco-allemande; signature récente du traité de coopération; relations franco-américaines; problème de la défense* [24 janvier 1963] (p. 1629 à 1632); *caractéristiques du budget des Affaires étrangères; dépôt proehain d'un projet de loi sur les fonctionnaires français de l'administration loeale des aneiens établissements de l'Inde; insuffisance des crédits relatifs aux émissions de radio et de télévision destinées à l'étranger; budget des Affaires eulturelles; préparation d'un nouveau plan d'action culturelle à l'étranger; problème du rapatriement des nordvietnamiens de la Guyane et des Nouvelles-Hébrides; crise intervenue dans les rapports franco-monégasques; affaire des Bahamas; affaire katangaise; rôle du fait national dans les deux systèmes mondiaux; renouveau éventuel du militarisme allemand; réeent traité de eoopération; différence de position évoquée par certains entre les Gouvernements français et allemand sur les problèmes actuels; construction progressive de l'unité européenne; ehangement d'orientation de la politique étrangère française telle que certains croient le voir; diffieultés techniques rencontrées lors des négociations de Bruxelles; différend franco-américain au sujet de la force de frappe; éventualité d'une force de frappe multinationale; aide éventuelle des Etats-Unis dans le domaine de la eonstruction de l'équipement atomique* (p. 1662 à 1666) ; Titre IV : *Amendement de M. Ribière (Réduction de crédits); retard dans le paiement des versements dus par la France au titre de sa partieipation aux trois Commissions internationales de l'Indoehine; nécessité de voter les crédits demandés à cet effet* (p. 1666);

— du projet de loi relatif à une Convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne : *Règlement par le présent texte du eontentieux franco-allemand qui devrait être entériné lors du règlement de paix; fixation définitive de la frontière franco-allemande dans la région de Wissembourg; présence dans ce texte d'une clause concernant Berlin-Ouest; déclarations faites par la France à la Conférenee de Genève en 1959 sur le problème de Berlin-Ouest* [6 juin 1963] (p. 3193, 3194);

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération franco-allemande : *Importance du présent traité de coopération franco-allemande; propos tenus par Winston Churehill et le Général de Gaulle à ce sujet; entente franco-allemande, fondement de l'Europe; conséquences pour les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Europe des Six de cette coopération; conférence des chefs d'Etat ou de Gouvernement de Bad-Godesberg en juillet 1961; signifieation du préambule voté par la Bundestag; contenu de celui-ci; objeetions adressées au présent Traité; respect des engagements contrac-*

tés dans le cadre de l'Alliance atlantique; points communs existant entre les politiques française et allemande; questions agricoles; importance d'une réconciliation entre les peuples français et allemand [12 juin 1963] (p. 3317 à 3319); *signification du préambule voté par le Bundestag; éventualité de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; négociations en vue de la libération du commerce international; rôle du présent Traité; nécessité de le ratifier rapidement* [13 juin 1963] (p. 3378, 3379);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Traité sur l'interruption partielle des essais nucléaires; intérêt fondamental de la défense; problème du désarmement; destruction et interdiction de fabrication des véhicules de l'arme nucléaire; problème de la détente; raisons pour lesquelles M. Khrouchtchev a signé le Traité de Moscou; programme atomique militaire; réorganisation de l'Alliance atlantique; la France, allié difficile, mais allié loyal et sûr; relations avec l'Angleterre; problème du Marché commun; politique agricole commune; fusion des communautés européenne; rapport avec les pays du tiers monde* [29 octobre 1963] (p. 5858, 5859, 5860); *absence d'un plan d'ensemble pour l'action culturelle; insuffisance du Fonds culturel; contribution de la France aux organismes internationaux; accord de Moscou; la France, puissance nucléaire; coopération des Etats; Europe des Etats; élection d'une assemblée européenne au suffrage universel; nécessité d'une autorité politique gouvernementale à l'échelon européen; nécessité de mettre un terme au procès d'intention* (p. 5879, 5880, 5881, 5882);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention et du protocole additionnel entre la France et l'Espagne, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les successions signé à Madrid le 8 janvier 1963 : *Mesures de bonne gestion n'ayant aucun caractère politique; question des doubles impositions* [13 novembre 1963] (p. 7192);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de commerce entre la République française et le Japon et du protocole relatif aux relations commerciales entre la République française et le Japon, signés à Paris le 14 mai 1963 : *Multiplication des contacts entre la France et le Japon; suppression des restrictions empêchant jusqu'à présent le développement des échanges; clause de sauvegarde; conformité de cet accord avec la politique économique de la France au sein du Marché commun et avec sa politique générale en Asie* [20 novembre 1963] (p. 7349).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre rendu par M. Chaban-Delmas au Président John Kennedy, Président des Etats-Unis [26 novembre 1963] (p. 7409, 7410).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention portant revision du Traité instituant la Communauté économique européenne en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la quatrième partie de ce Traité : *Consultation des populations intéressées* [4 décembre 1963] (p. 7620);

— du projet de loi autorisant : 1° la ratification de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, de l'Accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations de café vert dans les pays du Benelux ; 2° l'approbation de l'Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté : *Liens très forts entre la France et les Etats africains et malgache; reconduction de l'association; relations établies entre les Six et les Etats africains; concours de toutes les bonnes volontés politiques* [4 décembre 1963] (p. 7627);

— du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie : *Importance politique du traité : liens séculaires unissant la France et la Turquie; consolider et développer nos relations politiques, économiques et humaines avec la Turquie; Accord important pour le développement de la construction de l'Europe; intensification des rapports économiques entre la Turquie et le Marché commun; perspectives politiques* [4 décembre 1963] (p. 7630, 7631).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : *France débarrassée des problèmes de décolonisation; place de la France dans les différents sec-*

teurs des affaires du monde; orientation de son action dans un sens constructif; sens de l'évolution générale du monde; accession des pays du tiers-monde à l'indépendance et à la souveraineté; nouvel équilibre s'établissant entre les pays de l'Est et de l'Ouest; affrontement de la Chine et de la Russie; alliance de l'Ouest; alignement automatique étant un anachronisme; liberté d'action de la France; caractère périmé du nationalisme; politique française reposant sur deux principes fondamentaux de l'indépendance nationale et de la solidarité humaine; problèmes asiatiques; réunification de la Chine sous un régime communiste; sa reconnaissance par la France; solution des grandes questions se posant en Asie et en particulier au Laos, au Cambodge et au Vietnam; ne pas chercher à régler sans la Chine le sort du Vietnam; neutralité du Vietnam; Marché commun constituant en Europe la clé de l'unité; union douanière devenue union économique; dépassement de la querelle de la supranationalité; problème de la Grande-Bretagne; mission de la France; équilibre général du monde; promotion des pays sous-développés; aide au tiers monde; rôle de la France pour la grande entreprise européenne et la promotion de l'homme [28 avril 1964] (p. 965 à 969); *reconnaissance de la Chine communiste; son caractère inévitable; intentions du Gouvernement; critique de ses méthodes; informations de ses alliés; action militaire contre l'avis de l'Amérique; politique de neutralisation; nécessité d'une Europe politique; rôle important de la France au cours de récentes négociations; rôle de la Commission de Bruxelles; activité de cette commission; insistance mise par les délégués français pour obtenir le respect de l'échéance; propositions de la Commission; unité de l'Europe impliquant l'accord des gouvernements et la volonté commune des peuples; querelle de la « supranationalité »; son caractère absurde; absence d'hégémonie de la France; importance de l'accord consenti par l'Amérique pour la sécurité de l'Europe; désarmement nucléaire généralisé; base de l'armement nucléaire européen devant être la force française; aide au tiers monde; échapper à un alignement; nouvelle forme du « néo-colonialisme »;* [29 avril 1964] (p. 1025 à 1028).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Evénements concernant la Russie et la Chine; état actuel de l'Europe et de la politique européenne; changement de gouvernement en Grande-Bretagne; projet « Concorde »; mesures de caractère commercial; changement de gouvernement en Russie; Gouvernement français venant de conclure avec le Gouvernement soviétique un accord commercial à long terme; persistance des difficultés dans l'agriculture soviétique; récoltes déficitaires* [3 novembre 1964] (p. 4421, 4422); *conflit entre la Russie et la Chine; oppositions nationales et rivalités de puissance à l'intérieur du monde communiste; annonce de la première explosion atomique chinoise et d'une nouvelle expérience nucléaire en Russie; explosion du Sin-Kiang; problème de la déstalinisation; transformation du monde communiste; pays accédant à l'indépendance; possibilité d'un nouvel équilibre mondial; voyage accompli en Amérique latine par le Général de Gaulle; faire de l'Europe unie un facteur d'équilibre, de sagesse et de paix; obstacles à l'unification européenne; intérêts nationaux réels; politique agricole européenne; problème de prix communs; fixation d'un prix unique pour les céréales; compensations prévues par le plan Mansholt; lien entre la politique agricole et la politique industrielle; discussions de Bruxelles; taxe de 15 % instituée par le Gouvernement britannique sur toutes les importations industrielles; difficultés rencontrées par les tentatives d'une coopération politique entre les Six; propositions de la France en 1961-1962; rupture des négociations avec la Grande-Bretagne; appréciations portées sur l'aptitude ou la volonté de la Grande-Bretagne à participer à la construction européenne; accord sur les objectifs; politique extérieure commune; problème de la défense; affaire de la force nucléaire dite multilatérale* (p. 4422 à 4425); *problèmes soulevés par les orateurs sur l'Alliance atlantique et la politique européenne; force multilatérale; ses observations sur les paroles prononcées par M. Pleven; campagne se développant dans la presse étrangère; force multilatérale; politique de défense; Marché commun agricole; détermination des prix, en particulier ceux des céréales; problème de l'Europe politique; parvenir à une solution; situation de la France lors du passage à la troisième étape* (p. 4454, 4455); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Raust; éventualité du recours à la Cour de Justice; accord des uns et des autres sur les buts, l'indé-*

pendance et l'égalité avec les Etats-Unis; divergences sur leur application; permettre une Europe indépendante et forte (p. 4455);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, signée à Strasbourg le 6 mai 1963 : *Accords bilatéraux conclus postérieurement à la ratification de la Convention pouvant éventuellement déroger aux dispositions de cette Convention* [10 décembre 1964] (p. 6040);

— du projet de loi autorisant la ratification des amendements aux articles 23, 27 et 61 de la Charte des Nations unies relatifs à la composition du Conseil de Sécurité et à celle du Conseil économique et social, adoptés le 17 décembre 1963 par l'Assemblée générale des Nations unies : *Adaptation à la situation nouvelle de l'Organisation des Nations unies, compte tenu de l'accroissement du nombre de ses membres; composition du Conseil de Sécurité et du Conseil économique et social; interprétation de la Charte; Commission des « 33 »; crise de l'Organisation des Nations unies* [10 juin 1965] (p. 1961, 1962);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de coopération économique et financière entre la France et le Cambodge, signé à Paris le 4 juillet 1964 : *Crédits nécessaires à l'application de l'Accord franco-cambodgien ayant été compris dans le budget de l'exercice actuel; accord ayant pour objet de développer la coopération entre la France et le Cambodge dans le domaine culturel, technique et économique* [10 juin 1965] (p. 1963, 1964);

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes : *Fusion des organisations européennes étant une mesure de bonne administration; cas du Luxembourg; problème du financement de la politique agricole; ses observations sur la date de l'ouverture du marché unique; négociations sur l'Europe politique; politique indépendante de l'Europe; paix du monde; règlement entre l'Ouest et l'Est; ses observations sur Berlin et Cuba; problème des relations avec les Etats-Unis; esprit de tolérance; indépendance des peuples; entreprise de décolonisation; mission de la France; situation du Vietnam; intervention en République dominicaine; rapports entre l'Europe et l'Amérique* [16 juin 1965] (p. 2164 à 2168); *ses observations sur le financement de la politique agricole commune; affectation des droits de douane; entrée en vigueur du marché unique agricole; charges de la communauté* (p. 2180 à 2182);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Crise du Marché commun; situation internationale; événements d'Asie; guerre du Viet-Nam; conflit entre l'Indonésie et la Malaisie; affrontement de l'Inde et du Pakistan au sujet du Cachemire; exclusion de la Chine de l'Organisation des Nations unies; nécessité de respecter et d'appliquer la Charte; interdiction faite à l'Organisation d'intervenir dans les affaires intérieures des Etats; équilibre entre les divers organes, notamment entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité; visite rendue par le Pape le 4 octobre 1965 à New York; affaire de la République dominicaine; règlement allemand; établir avec l'Est européen des relations; contacts fréquents avec la Russie; relations avec l'Europe orientale; réconciliation de la France et de l'Allemagne; Europe politique étant en attente; règlement financier de la politique agricole; rythme de la prise en charge progressive des dépenses par le Fonds agricole; montant des contributions des Etats aux dépenses du Fonds; élaboration de la politique agricole; problème de la supranationalité; marche normale de la Communauté étant interrompue; fonctionnement des institutions de Bruxelles; sens de la supranationalité; intérêts français n'ayant pas d'autre défenseur que le Gouvernement français; haute autorité du charbon et de l'acier; rôle de la Commission de Bruxelles; rôle du Conseil; prix des céréales; nécessité d'une coopération politique régulière; conditions du développement de la crise de la Communauté économique européenne; problèmes concrets et techniques* [20 octobre 1965] (p. 3888 à 3891); *pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg; ses observations sur les paroles de M. Raust* (p. 3909); *budget des Affaires étrangères proprement dit; budget de reconduction; traitement des fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères en poste à l'étranger; rémunération de nos agents à l'étranger; avis d'une Commission spéciale à ce sujet; reconstitution de l'état civil des Français nés en Algérie; problèmes de l'information; contribution financière fran-*

çaise aux dépenses des organisations internationales; situation financière de l'O.N.U.; multiplication du nombre des fonctionnaires internationaux; coopération; problème de la reconversion de notre action culturelle et de notre action de coopération technique; situation de l'Amérique latine; cas des incorporés de force dans la Wehrmacht; implantation d'agriculteurs français en Argentine; objectifs du Gouvernement; problème allemand; division de l'Allemagne en deux parties; distinction entre l'indépendance et l'interdépendance; bases de l'O.T.A.N. en France; situation actuelle du Marché commun; négociations de Bruxelles; fonctionnement de la Commission et du Conseil des Ministres; équilibre de la Communauté; coopération franco-allemande; représentation du parti communiste à l'Assemblée de Strasbourg (p. 3911 à 3914); *intérêts légitimes d'agriculteurs français; ses observations sur les paroles de M. Bosson* (p. 3915); *présentation par la France de la candidature de treize Etats africains et malgache à l'Organisation des Nations unies; présentation de la candidature de la République algérienne à l'O.N.U.* (p. 3915); *son discours le 8 octobre 1963 pour présenter la candidature de l'Algérie à l'O.N.U.* (p. 3916).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Importance de la politique extérieure; problème de l'O.T.A.N.; Gouvernement n'ayant pas l'intention de remettre en cause l'Alliance atlantique; construction du mur de Berlin consécutive à la crise de 1958; expression de l'O.T.A.N. couvrant à la fois l'alliance et l'organisation; commandements internationaux intégrés placés sous l'autorité du plus fort; entretien des corps expéditionnaires; implantation d'états-majors; responsabilités nationales de la France; organisation atlantique n'ayant pas fait obstacle à l'action de nos Gouvernements; crises du continent asiatique; question de savoir si l'Alliance atlantique avait existé avant la dernière guerre, la position de M. Paul Reynaud eût été différente; conditions d'une guerre moderne; importance de l'arme atomique; ses observations sur le « nationalisme français »; objectif essentiel de la France étant son développement économique et social; souci de l'indépendance du pays; situation des forces françaises stationnées en Allemagne; incidence de la décision prise par le Gouvernement sur la politique européenne; transformation des rapports entre l'Amérique et l'Europe; perspectives d'avenir* [14 avril 1966] (p. 689 à 692).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Compétence du Ministère des Affaires étrangères; rôle du Secrétariat d'Etat; rapports franco-algériens; politique de coopération; enseignement de la langue française; connaissance de notre culture; aide aux pays moins favorisés; fin de la crise de la C.E.E.; politique agricole européenne; règlements financiers; « Négociations Kennedy »; fusion des institutions communautaires; application du régime de la rotation entre les six Etats pour les postes de responsabilité dans la future Commission unique; retrait de la France de l'Organisation atlantique; installation de forces canadiennes sur deux aérodromes lorrains; leur évacuation; forces françaises stationnées en Allemagne; rétablissement de notre souveraineté; équilibre nucléaire; importance des forces conventionnelles rassemblées en Europe occidentale; rapports de la France avec les pays dits « socialistes » de l'Europe orientale; prochaine visite en France de M. Kossyguine; ses observations sur la télévision en couleurs; guerre du Vietnam; fin de la décolonisation; relations françaises avec la Chine* [3 novembre 1966] (p. 4193 à 4197); *fonctionnement des services diplomatiques français; problème de l'information; émissions de la radiodiffusion et de la télévision; relations de la France avec l'Algérie; francophonie; décolonisation; éventuelle association de l'Espagne au Marché commun; négociations avec des pays tiers; situation des fonctionnaires sarrois retraités de nationalité française; question de l'indemnisation des propriétaires fonciers français expropriés au Maroc; bureau de douane de Clavières-Montgenèvre; politique extérieure de la France; problèmes concernant le Vietnam; admission éventuelle de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; communauté européenne de défense; étude d'une force européenne de défense; consultations européennes sur la stratégie atlantique; aide communautaire avec l'Est européen* (p. 4211 à 4213); *achèvement de la politique agricole du Marché commun; ses observations sur l'U.E.O.; Traité de l'Atlantique; problème du désarmement; cessation des expériences atomiques; problème de la dissémination de l'arme atomique; question des relations entre les monopoles* (p. 4214, 4215).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Baudis [3 novembre 1966] (p. 4202).

COUZINET (M. Fernand), *Député de la Haute-Garonne, 5e circonscription (S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1965] (p. 573).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Alimentation en eau potable des communes rurales; hausse des prix; augmentation des besoins; caractère du budget* [4 novembre 1963] (p. 6316, 6317).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Problèmes soulevés par le remembrement ; question des prix; comparaison entre le revenu des exploitants agricoles de la Haute-Garonne et le revenu des salariés de l'industrie; prix du blé; réduction des taxes de résorption de l'augmentation du quantum; rajustement nécessaire du prix du maïs* [9 octobre 1964] (p. 3119, 3120).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Mesures envisagées étant utiles mais partielles dans le domaine de l'inspection sanitaire; problèmes de la production, de la commercialisation et de la fiscalité; inspection sanitaire; corps de vétérinaires inspecteurs sanitaires; autorité du Ministre de l'Agriculture; groupement de producteurs de viande et d'utilisateurs devant participer à la gestion des abattoirs; éviter que certains intérêts privés bénéficient d'un monopole de droit ou de fait; classification des animaux et des carcasses s'imposant, sa réalisation étant renvoyée à des décrets; marché du porc; implantation des abattoirs sur les lieux de production plutôt que dans les centres de consommation; défense de l'abattage familial; marché de la viande étant archaïque, anarchique, mystérieux et féodal; formation des prix; création d'un office national de la viande étant souhaitable; dépôt d'un projet de loi sur l'élevage; améliorer le texte en discussion* [4 mai 1965] (p. 1083 à 1086);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisance des crédits destinés à l'alimentation en eau potable des campagnes; Fonds national pour le développement des adductions d'eau; exemple de la Haute-Garonne* [28 octobre 1965] (p. 4275, 4276);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Cas des départements du Sud-Ouest; problème des abattoirs de volailles; situation des éleveurs; disparition des petits exploitants d'abattoirs locaux; disparition de l'élevage fermier; possibilité de créer une Commission nationale en vue de déterminer les caractéristiques de la deuxième catégorie d'abattoirs* [26 octobre 1966] (p. 3931, 3932);

— du projet de loi sur l'élevage, ses explications de vote : *Elaboration du projet de loi en accord avec les représentants de la profession agricole; problème du financement; vote du groupe socialiste* [23 novembre 1966] (p. 4815).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la campagne viticole : *Situation des viticulteurs de la région toulousaine; résolutions du Comité de défense des vins de consommation courante du Sud-Ouest ; organisation de la campagne 1967 et mise en place d'un blocage progressif ; viticulteurs sinistrés de la Haute-Garonne* [9 décembre 1966] (p. 5431, 5432).

D

DALAINZY (M. Pierre), *Député de Meurthe-et-Moselle, 4e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 634), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Régime des prêts destinés à la constitution de réserves foncières dans le but de construire des logements H.L.M.; caisse nationale des H.L.M.; prix du terrain* [9 novembre 1966] (p. 4433).

DAMETTE (M. Auguste), *Député du Nord, 13e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

DANEL (M. Liévin), *Député du Nord, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 27).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission

mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468);

— membre du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [13 mai 1965] (p. 1331).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : Annexe n° 29, Légion d'honneur et Ordre de la Libération, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : Annexe n° 24, Services du Premier Ministre, Section I : Services généraux; Section III : Journaux officiels; Section VI : Groupement des contrôles radio-électriques; Section VII : Conseil économique et social, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 23 : *Délai des exercices* [12 mai 1965] (p. 1287); En deuxième lecture, Art. 20 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe premier de cet article à substituer les mots : « deux ans » aux mots « trois ans »* [3 juin 1965] (p. 1774); *participation acquise depuis moins de deux ans ne donnant pas lieu à l'application du régime des sociétés mères; harmonisation avec d'autres textes* (p. 1774); Art. 28 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa du paragraphe 2 de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « L'appréciation du caractère excessif de ces dépenses devra tenir compte de la diversité des conditions d'exploitation selon les régions, les métiers et les entreprises dans un même métier »* (p. 1776); *retrait de son amendement* (p. 1776); En troisième lecture, Art. 28 : *Constitution d'une Commission paritaire* [22 juin 1965] (p. 2353);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer les paragraphes 2, 3 et 4 de cet article* [25 juin 1965] (p. 2539); En deuxième lecture, Art. 14 : *Importance de la bière; ses observations sur les cidres, poirés et hydromels* [21 décembre 1965] (p. 5023); En troisième et dernière lecture : *Situation des stocks pendant la période transitoire; entrée en vigueur de la loi* [23 décembre 1965] (p. 5099);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour le premier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 22 février 1945 à substituer aux mots : « consulté sur » les mots : « tenu informé sur »* [28 juin 1965] (p. 2702); *principe de la consultation* (p. 2702); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe* a) *proposé pour l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 à substituer aux mots : « de celles » les mots : « des suggestions »* (p. 2705); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour le* c) *de l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 (Consultation du comité sur les conditions d'emploi et de travail du personnel)* (p. 2705); *son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa proposé pour le* c) *de l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 : « L'inspecteur du travail est avisé en temps utile des projets de compression d'effectifs; il émet un avis sur l'opération projetée et ses modalités d'application. Cet avis est ensuite communiqué au comité d'entreprise qui en discute avec la direction »* (p. 2707); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa du texte proposé pour le* c) *de l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 (Devoir, pour le chef d'entreprise, de réunir le comité en commission technique)* (p. 2708); *retrait de son amendemen*

(p. 2708); Art. 5 *(suite)* : *Son amendement tendant dans le texte modificatif proposé pour l'article 4 de l'ordonnance du 22 février 1945 à substituer aux mots :* « *à une obligation de discrétion à l'égard des* » *les mots :* « *au secret professionnel pour les* » [29 juin 1965] (p. 2726); *Article 378 du Code pénal* (p. 2727); *ses observations sur les paroles de M. Grandval* (p. 2728); *son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 4 de l'ordonnance du 22 février 1945, à substituer aux mots :* « *présentant un caractère confidentiel* » *les mots :* « *qui, par nature, présentent le caractère d'un secret* » (p. 2728); Art. 6 : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article* (p. 2731); Art. 7 : *Son amendement tendant, dans l'avant-dernier alinéa de cet article à supprimer les mots :* « *organisations syndicales de...* » (p. 2734); *retrait de son amendement* (p. 2734); après l'Art. 7 : *Son amendement tendant après cet article, à insérer le nouvel article suivant :* « *Dans le premier alinéa de l'article 11 de l'ordonnance du 22 février 1945, les mots :* « *pour une durée de deux ans* » *sont remplacés par les mots :* « *pour une durée de quatre ans* » (p. 2735); *son amendement tendant après l'article 7 à insérer un nouvel alinéa ainsi conçu :* « *L'article 10 de l'ordonnance du 22 février 1945 est modifié comme suit : 1° dans le deuxième alinéa, les mots :* « *et à deux tours* » *sont supprimés ; 2° le troisième alinéa est supprimé* » (p. 2735); *son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant :* « *Le dernier alinéa de l'article 11 de l'ordonnance du 22 février 1945 est modifié comme suit :* « *aucun membre du comité ne pourra être révoqué avant la fin de son mandat, sauf en cas de faute grave* » (p. 2735); *formation des travailleurs à l'intérieur de l'entreprise* (p. 2735); Art. 8 : *Son amendement tendant, à la fin du texte proposé pour l'article 13-1 de l'ordonnance du 22 février 1945 à supprimer les mots :* « *En précisant les circonstances qui ont fait obstacle à l'application de la loi* » (p. 2736); *son amendement tendant à modifier comme suit la fin du texte proposé pour l'article 13-1 de l'ordonnance du 22 février 1945 :* « *avant la fin de janvier de chaque année. Si le comité n'a pas été constitué, il précise les circonstances qui ont fait obstacle à l'application de la loi. S'il n'a pas été renouvelé, le comité d'entreprise fournit les mêmes précisions* » (p. 2736); En deuxième lecture : *Conséquences de la procédure du vote bloqué ; rôle du délégué syndical ; coopération nécessaire entre tous les éléments de l'entreprise ; prospérité des entreprises ; son vote sur ce texte* [26 mai 1966] (p. 1520);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Gouvernement saluant M. le Grand Chancelier de l'Ordre de la Légion d'honneur ; évolution des recettes et des dépenses ordinaires ; crédits destinés aux maisons d'éducation ; réparation des bâtiments des Loges ; maison d'éducation de Saint-Denis ; dépenses en capital ; modicité des secours attribués aux légionnaires ou médaillés et à leur famille ; hommage au Secrétaire général ; augmentation du budget de l'Ordre de la Libération ; ses observations sur les cérémonies et les manifestations du souvenir ; sa reconnaissance au Grand Chancelier et au Secrétaire général de l'Ordre de la Libération* [12 octobre 1965] (p. 3523, 3524);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 16 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Règles de fonctionnement et de gestion des caisses)* [9 juin 1966] (p. 1871); Art. 20 : *Son amendement tendant après les mots :* « *caisse nationale* » *à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet article :* « *...à la Banque de France, prévu à l'article 19 du Code de la mutualité. Ce compte est géré conformément aux prescriptions du Code de la mutualité* » (p. 1873);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur spécial : Augmentation des interventions de l'Etat en faveur de la formation professionnelle et de la formation sociale ; dépenses pour les journaux officiels ; contrôle radio-électrique ; Conseil économique et social ; activité du Haut Comité d'études et d'information sur l'alcoolisme ; consommation annuelle d'alcool ; Haut Comité pour la défense et l'expansion de la langue française ; direction de la documentation et de la défense ; création de l'Institut international des hautes études administratives ; direction des journaux officiels* [28 octobre 1966] (p. 4079, 4080); en qualité de *Rapporteur spécial suppléant : Secrétariat général de la défense nationale ; Comité interministériel du renseignement ; Centre de transmissions de la défense nationale ;*

Centre d'exploitation du renseignement; Centre d'exploitation du renseignement scientifique et technique (p. 4080); EQUIPEMENT. — IV. — AVIATION CIVILE : *Cas du département du Nord; ses observations sur la ligne Lille—Lyon et Lille—Orly* [9 novembre 1966] (p. 4481, 4482);

— en quatrième et dernière lecture, du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité : *Ses observations sur les ventes à crédit et les contrats assortis de traites* [19 décembre 1966] (p. 5689).

DANILO (M. Philippe), *Département du Rhône, 7e circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669).

DARCHICOURT (M. Fernand), *Député du Pas-de-Calais, 14e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632).

Cesse d'appartenir à cette Commission [29 juin 1965] (p. 2765).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [29 juin 1965] (p. 2765), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32), [3 octobre 1963] (p. 5021), [18 octobre 1965] (p. 3832);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 18) relative à la révision du droit à réparation ouvert aux victimes de la silicose et de l'asbestose, professionnelles et à leurs ayants droit, par l'ordonnance n° 45-1724 du 2 août 1945 et la loi n° 57-29 du 10 janvier 1957, **n° 289** [22 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 564) tendant à revaloriser l'indemnité journalière de l'assurance maladie des jeunes travailleurs et apprentis, **n° 1493** [23 juin 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Oppose la question préalable; but du Gouvernement; présent texte tendant à réglementer le droit de grève; proposition de loi de M. Clermontel sous la précédente législature; déclarations de M. Missoffe sur la volonté du Gouvernement de briser les syndicats; opposition des syndicats au présent texte; signification de l'échec de la réquisition des mineurs; appel du Gouvernement aux syndicats au moment du putsch d'Alger; prise en mains par l'Etat, des pouvoirs impartis aux directions générales des entreprises nationales; réforme du Conseil d'Etat; caractère illusoire de la procédure du préavis; lutte des syndicats pour la préservation du droit de grève* [17 juillet 1963] (p. 4201 à 4204).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale, avec débat, relative au fonctionnement des fédérations sportives et à la formation des cadres [18 juillet 1963] (p. 4282).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale : *Ses propres origines sociales; programme du Front populaire* [13 décembre 1962] (p. 61).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Son amendement (Réduction des crédits du titre IV)* [15 janvier 1963] (p. 857); EDUCATION NATIONALE : *Problème de la jeunesse et des sports; utilisation rationnelle des crédits prévus à cet effet; nécessité de prévoir un plan décennal d'équipement sportif pour les établissements d'enseignement; création souhaitable d'un grand Ministère d'Education nationale; insuffisance des effectifs administratifs dont dispose le Haut-Commissariat à la Jeunesse; horaires des programmes sportifs; indemnités des secrétaires régionaux de l'A.S.S.U.; forfaitisation des projets de réforme prévue par la loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif; dégagement des crédits nécessaires pour l'équipement sportif des grands ensembles; rôle des collectivités locales en la matière; problème de la subvention accordée à l'U.N.E.F.; suppression des sursis d'incorporation pour les dirigeants de celle-ci; mesures jugées ensuite illégales prises à l'égard de son président; caractéristiques de la F.N.E.F.; rétablissement souhaitable de la subvention de l'U.N.E.F.; représentation de celle-ci au Conseil d'administration du Centre national des œuvres; problème du logement des étudiants; nécessité de trouver rapidement une solution à celui-ci; éventualité de l'attribution d'une allocation-logement; augmentation souhaitable des bourses; situation du B.U.S.* [19 janvier 1963] (p. 1250 à 1252); *amendement de M. Fanton (Réduction de la subvention accordée à la Ligue de l'enseignement); activité de la Ligue de l'enseignement; position prise par certaines associations pour soutenir la politique algérienne du Président de la République* (p. 1272); ANCIENS COMBATTANTS : *Amendement adoptés par la Commission des affaires culturelles; retraite du combattant; rajustement des pensions des veuves, des ascendants, des orphelins, ainsi que des grands invalides; attribution de la carte du combattant en Algérie; pécule des prisonniers de guerre 1914-1918; remboursement des marks déposés en 1945, à leur retour, par les rapatriés; application du rapport constant; artifices utilisés par le Gouvernement pour éviter l'application de ce rapport; problème du délai de forclusion pour la carte des déportés; fonctionnement du contentieux du Ministère des Anciens combattants; question du titre de travailleur français contraint d'aller travailler en Allemagne; fonctionnement de l'Office national des anciens combattants* [22 janvier 1963] (p. 1459 à 1461); *irrecevabilité des amendements déposés à la Commission des affaires culturelles; problème des petites pensions; application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962* [23 janvier 1963] (p. 1532); *reliquat dont dispose le Trésor en ce qui concerne le remboursement des marks déposés par les prisonniers de guerre en 1945* (p. 1534); EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 48 *bis* : *Amendement du Gouvernement (Report de l'application ce l'article 55 de la loi de finances pour 1962 au 1er juillet 1963) : Nécessité pour l'Assemblée de ne pas se déjuger par rapport à la position adoptée en première délibération* [25 janvier 1963] (p. 1864).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Caractère réactionnaire du présent régime; mesures prises depuis 1959 dans le domaine des anciens combattants et des personnes âgées; suppression de l'indexation des prix agricoles; blocage souhaité par M. Debré de l'augmentation des salaires; portée de la*

récente grève des mineurs ; signification du refus de la réquisition ; soutien apporté aux grévistes par la population française ; augmentation de la productivité dans les mines ; affirmations de certains membres de l'U.N.R. au sujet de la défaite des syndicats ; modicité des traitements des mineurs ; développement de la silicose ; difficultés du métier de mineur [10 mai 1963] (p. 2865 à 2867).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative au droit à réparation des victimes de la silicose et de l'asbestose, en qualité de *Rapporteur : Ravages exercés par la silicose ; nécessité de réviser la pension du silicosé en fonction de l'évolution de la maladie* [4 juin 1963] (p. 3176) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des animaux, Art. 1er : *Ses observations sur les traditions locales* [10 octobre 1963] (p. 5128) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 81 : *Aide au cinéma* [24 octobre 1963] (p. 5529) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Sort des aveugles et grands infirmes civils ; élaboration d'une politique de compensation en faveur des aveugles et des grands infirmes* (p. 5545) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Prolongation des délais de forclusion ; cas des anciens d'Algérie* [25 octobre 1963] (p. 5662, 5663) ; *existence d'un reliquat ; accord international signé avec l'Allemagne portant sur 2 milliards 68 millions* (p. 5694) ; *marks civils en zone d'occupation* (p. 5694) ; avant l'Art. 46 : *Son amendement (Date d'application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962)* (p. 5696) ; *respect de la loi* (p. 5696) ; INDUSTRIE : *Ses observations sur les conditions de travail de l'Assemblée Nationale* [30 octobre 1963] (p. 5962) ; TRAVAIL, Art. 70 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [5 novembre 1963] (p. 6444) ; EDUCATION NATIONALE : *Création de deux directions au sein du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports ; équipement sportif de la France ; utilisation des installations sportives ; promotion sociale ; aide apportée aux mouvements de jeunesse* [6 novembre 1963] (p. 6596, 6597) ;

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « de reclasser » à insérer les mots « de placement »* [28 novembre 1963] (p. 7549) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, après les mots « les crédits » à insérer le mot « budgétaires »* (p. 7552).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative aux mines de fer de Lorraine : *Cas des mineurs de fer du bassin de Briey* [13 décembre 1963] (p. 7916, 7919, 7920).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 2 : *Retraités mineurs ayant été imposés cette année au titre des revenus des personnes physiques pour la première fois de leur vie* [15 octobre 1964] (p. 3248) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Modicité des crédits réservés aux mesures nouvelles ; application de l'article 55 de la loi de 1962 ; impossibilité pour le Gouvernement de se soustraire à la loi ; revendications des anciens combattants ayant parfois une incidence financière modeste ; financement au moins d'une partie du plan quadriennal ; problème de l'égalité des droits entre les anciens combattants de 1914-1918 et ceux de 1939-1945 en matière de retraite du combattant ; opposition du groupe socialiste à ce budget insuffisant et contraire à la loi* [20 octobre 1964] (p. 3391, 3392) ; *nécessité du rattrapage ayant été accepté par le Ministre devant l'amicale parlementaire des anciens combattants* (p. 3399) ; *son amendement tendant à augmenter de 91.711 francs le montant des réductions de crédits inscrites au titre III* (p. 3405) ; *respect de l'article 55 de la loi de finances pour 1962* (p. 3405) ; *vote de l'amendement* (p. 3405) ; après l'Art. 55 : *Son amendement tendant à insérer après cet article le nouvel article suivant : « Par application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962 le Parlement devra être saisi dans le cadre d'un plan quadriennal des dispositions relatives à l'ensemble des questions concernant les anciens combattants et victimes de la guerre »* (p. 3406) ; *ses observations sur les paroles prononcées par M. Boulin ; proposition de résolution* (p. 3407) ; *acceptation en Commission de son amendement* (p. 3409) ; *question de l'application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3410) ; *refus par le Gouvernement d'un amendement en raison de son*

origine socialiste (p. 3410) ; *opération politique faite par le Gouvernement* (p. 3410); EDUCATION NATIONALE : *Budget du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports; résultats obtenus aux Jeux Olympiques; nécessité d'une politique sportive de masse; maintien et renforcement des épreuves sportives aux examens; nécessité de mettre à la disposition de l'enseignement du premier degré des maîtres d'éducation physique; effets du plan de stabilisation; plan de formation des cadres; aide aux associations de jeunesse; diversité des mouvements de jeunesse* [30 octobre 1964] (p. 4299 à 4303); *souci d'objectivité* (p. 4303);

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative aux conditions de la diffusion d'une brochure intitulée : « Non, la France ne gaspille pas ses milliards » [27 novembre 1964] (p. 5702, 5703).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant l'article 36 de la loi nº 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés : *Groupe socialiste votant le projet actuellement soumis à la discussion; préciser la loi du 23 novembre 1957 due à une initiative du groupe socialiste; application de cette loi; nécessité de voter une véritable « législation de l'infirmité »* [28 avril 1965] (p. 942, 943); en deuxième lecture, Art. A : *Ses observations sur la rédaction faite par le Sénat; opinion des associations de handicapés* [29 juin 1965] (p. 2753) ; *avis de l'Union générale des aveugles et grands infirmes* (p. 2754); en troisième lecture : *Statut de l'infirme civil* [9 novembre 1965] (p. 4588).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat relative au respect du décret déclarant le 8 mai 1965 jour férié [14 mai 1965] (p. 1353, 1354).

Prend part au débat :

— sur la question orale de M. Davoust relative à la Sécurité Sociale des tierces personnes : *Inscription à l'ordre du jour du rapport de Mme Ploux* [14 mai 1965] (p. 1355);

— sur la question orale de M. Davoust relative aux centres de formation professionnelle des adultes : *Récession dans l'économie et chômage partiel; chômage catégoriel; jeunes sans travail; formation professionnelle imposée par la reconversion de certaines industries* [14 mai 1965] (p. 1358).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux nécessaires à l'organisation des X^es^ Jeux Olympiques d'hiver à Grenoble : *Difficultés rencontrées par les collectivités locales pour faire reconnaître d'utilité publique, certaines opérations projetées; nécessité de repenser le problème de la reconnaissance d'utilité publique et de modifier la procédure* [2 juin 1965] (p. 1706);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Participation de l'Etat prévue dans la première loi de programme et celle envisagée dans la seconde loi; avis exprimé par le Conseil économique et social; lacunes et imprécisions du document; fusion des équipements sportifs scolaires et civils; relèvement des taux maxima des subventions; prise en considération des acquisitions de terrains antérieures aux constructions; logements de gardiens et d'animateurs; équipement sportif et socio-éducatif des grands ensembles; rôle des maires; effort accompli par les collectivités locales; nécessité d'actualiser les subventions et d'accroître les possibilités d'emprunt des communes; rôle des architectes; industrialisation du bâtiment; cas des petites communes; création de nouveaux centres aérés; organisation des « classes vertes »; classes de neige; assurer le plein emploi des locaux de colonies de vacances; civilisation des loisirs; animation et cadres du secteur socio-éducatif; caractère obligatoire du sport dès l'école primaire; domaine du sport scolaire et universitaire; irrecevabilité de son amendement* [2 juin 1965] (p. 1718 à 1721); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 1721); Art. 1er : *Villes de l'arrondissement de Lens* (p. 1741); son rappel au règlement : *Son amendement adopté par la Commission et considéré, après une déclaration verbale, comme maintenant irrecevable; application de l'article 40 de la Constitution; son amendement ayant pour objet d'expliciter la loi en insérant à l'article premier le texte figurant dans l'exposé des motifs du Gouvernement* (p. 1744); Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « session d'octobre » les mots : « session de printemps »* (p. 1746, 1747).

Prend part au débat sur une question orale de M. Lecocq relative aux mesures prévues

dans le Ve Plan en faveur des handicapés : *Recensement des handicapés ; création d'établissements d'éducation et d'établissements de soins ; élaboration d'une législation de l'infirmité* [9 juin 1965] (p. 1927, 1928).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : ses explications de vote : *Son opposition à ce projet* [21 juin 1965] (p. 2330) ; en deuxième lecture, du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Groupe socialiste votant contre l'ensemble du projet de loi* [23 juin 1965] (p. 2366) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 5 *(suite)* : *Améliorer les relations entre les directions et les représentants des travailleurs* [29 juin 1965] (p. 2730);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les autorisations de programme et les crédits de fonctionnement; participation des collectivités locales; faciliter aux communes la réalisation d'emprunts complémentaires; problème du rendement de la taxe locale; subventions accordées aux colonies de vacances, aux centres aérés et aux classes de neige; regroupement des centres de plein air; rôle de l'association de cogestion pour les déplacements à but éducatif des jeunes; formation de cadres; culture populaire; poursuite de l'œuvre de Léo Lagrange* [19 octobre 1965] (p. 3858, 3859); *avis du syndicat national des instituteurs* (p. 3869); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des veuves de guerre remariées redevenues veuves ou divorcées ou séparées de corps; possibilité de ramener de 25 à 15 la durée minimale de mariage et de soins pour prétendre à l'allocation spéciale accordée aux veuves de très grands invalides; suppression de 600 emplois dans les services de l'Office national et des offices départementaux; délai de forclusion pour les anciens déportés et internés; problème du bénéfice de la retraite anticipée; caractéristiques du septennat; remise en cause des droits acquis; cas des anciens combattants de la guerre 1914-1918; rétablir l'égalité des droits à la retraite; moyenne d'âge actuelle des anciens combattants de 1939-1945: retraite du combattant; cas des pensionnés des pays anciennement associés à la France* [26 octobre 1965] (p. 4133, 4134); *ses observations sur les paroles de M. Marcenet ; sort réservé aux veuves de guerre; 8 mai n'étant plus un jour férié; reconnaître la qualité de combattants aux anciens d'Algérie; retraites mutualistes* (p. 4134, 4135); *ses observations sur les paroles de M. Sainteny* (p. 4147); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES; après l'Art. 67 : *Opposition du groupe socialiste lors du vote* [28 octobre 1965] (p. 4329); EN SECONDE DÉLIBÉRATION : Art. 26 : *Ministère des Anciens combattants; rapport constant; anciens d'Algérie; groupe socialiste étant hostile au budget des Anciens combattants* [28 octobre 1965] (p. 4331);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas de la région du Nord et du Pas-de-Calais; axe routier Dunkerque—Lille; tunnel sous la Manche; axe routier Calais—Méditerranée; poussée démographique des populations minières; situation de l'emploi; mine n'attirant plus les jeunes; redressement économique de l'après guerre* [4 novembre 1965] (p. 4472 à 4474);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 8 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé pour le paragraphe premier de l'amendement du Gouvernement par de nouvelles dispositions (Pain de consommation courante; laits livrés pour l'alimentation)* [21 décembre 1965] (p. 5016); *augmentation du prix de vente de ces produits* (p. 5016).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire soumis à la décision de l'Assemblée : *Question orale déposée par M. Tourné au sujet du contentieux entre le Gouvernement et les anciens combattants; article 55 de la loi de finances de 1962* [6 avril 1966] (p. 590).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Ses observations sur la motion de renvoi; grèves des salariés pour protester contre la politique du Gouvernement; politique salariale et fiscale du pouvoir; accorder des réductions d'impôt aux seules entreprises étant une mesure insuffisante, incomplète et injuste; pression fiscale; transfert de charges au*

détriment des communes; cas des mineurs retraités; impôt sur le revenu des personnes physiques; loi du 12 juillet 1965 [21 avril 1966] (p. 854, 855).

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale avec débat relative à la politique à l'égard des anciens combattants [1er juin 1966] (p. 1608) : *Nécessité du maintien du Ministère et de l'Office des Anciens combattants; ordonnance supprimant la retraite du combattant; inégalité des retraites entre les combattants de 1914-1918 et ceux de 1939-1945; situation des veuves, des orphelins et des ascendants; situation faite aux déportés politiques en matière de pension d'invalidité; sort réservé aux anciens d'Algérie* (p. 1612 à 1614 et 1625).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Possibilité d'organiser un « face à face » à la télévision entre l'orateur et le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre; situation des invalides de 60 à 80 %; rapprochement des pensions des déportés et internés résistants ou politiques; rapport constant; loi de 1930; discrimination entre les combattants de 1914-1918 et ceux de 1939-1945; politique rétrograde du Gouvernement* [18 octobre 1966] (p. 3479 à 3481); *ses observations sur les paroles de M. Sanguinetti* [18 octobre 1966] (p. 3500); après l'Art. 58 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « L'article 55 de la loi de finances pour 1962 recevra application avant le 1er juillet 1967 »* (p. 3502); *nécessité de reconnaître la qualité de combattant aux anciens d'Algérie; problème de la rééducation professionnelle* (p. 3502); JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur les animateurs de jeunesse et l'éducation populaire; financement des objectifs à long terme; caractère du budget; ses observations sur les camps, les colonies, les maisons familiales de vacances et les communautés d'enfants; préparation des Jeux Olympiques de Grenoble; aide aux associations volontaires; livre blanc de la jeunesse; problème des équipements; possibilité de substituer la notion de conventionnement à la notion de subvention; formation des animateurs; équipement sportif et socio-éducatif; montant de la participation communale; classes de neige; classes vertes* [21 octobre 1966] (p. 3725 à 3727); BUDGETS MILITAIRES, Art. 25 : *Son amendement tendant à diminuer le montant des crédits du paragraphe II de cet article de 204 millions 400.000 francs* [25 octobre 1966] (p. 3852); *suppression du quart de place aux militaires du contingent* (p. 3854); EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT, Art. 42 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « En tout état de cause le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que les crédits non utilisés au 1er octobre 1967 pour le financement des I.L.N. soient affectés à la réalisation d'un programme supplémentaire d'H.L.M. et de logements du programme social de relogement »* [9 novembre 1966] (p. 4459); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Statut de la Côte française des Somalis; politique pratiquée par le Gouvernement* [10 novembre 1966] (p. 4510); Art. 58 : *Situation des anciens combattants; pensions des veuves; cas des pensionnés de 60 à 80 %; plan quadriennal en faveur des anciens combattants et victimes de guerre* (p. 4521); *son amendement tendant à insérer après l'article 58 un nouvel article : « L'article 55 de la loi de finances pour 1962 recevra application avant le 1er juillet 1967 »* (p. 4522);

— sur la décision sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Cassagne et plusieurs de ses collègles tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans : *Ses observations sur les paroles de M. Le Gall* [29 novembre 1966] (p. 5031);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Ses observations sur les paroles de M. Pierre Bas* [7 décembre 1966] (p. 5314) ; Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Grenier* (p. 5337); *vote du groupe socialiste contre le projet de loi* (p. 5347) ; En deuxième lecture : *Vote du groupe socialiste* [20 décembre 1966] (p. 5710).

DARDÉ (M. Jean), *Député de la Haute-Garonne, 4e circonscription (S.).*

En remplacement d'Eugène Montel décédé le 21 janvier 1966.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

S'inscrit au groupe socialiste [2 avril 1966] (p. 523) [*J. O.* du 21 février 1966].

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1966] (p. 591).

DARRAS (M. Henri), *Député du Pas-de-Calais, 12e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32); [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [17 décembre 1964] (p. 6168).

DASSAULT (M. Marcel), *Député de l'Oise, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32).

DASSIÉ (M. Albert), *Député de la Loire-Atlantique, 2e circonscription (U. N. R.-U. D. T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission de la production et des échanges [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outremer [8 avril 1964] (p. 654);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances rectificative (n° 680) pour 1963, **n° 716** [5 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 814) autorisant la ratification de deux protocoles en date du 14 juin 1954 concernant des amendements à apporter aux articles 45, 48 et 61 de la Convention relative à l'aviation civile internationale, **n° 899** [20 mai 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1076) autorisant la ratification du Traité de commerce et de navigation entre la République française et la République populaire d'Albanie, signé à Tirana, le 14 décembre 1963, **n° 1224** [9 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 1824) tendant à organiser et à faciliter la vente immobilière à tempérament, **n° 2223** [7 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Cas des auberges de jeunesse; Fédération unie des auberges de jeunesse; ligue française des auberges de jeunesse* [6 novembre 1963] (p. 6602); AFFAIRES CULTURELLES : *Situation dramatique du théâtre et surtout des théâtres parisiens; œuvres étrangères créées en France* [9 novembre 1963] (p. 7095);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de *Rapporteur pour avis: Répression des abus et des fraudes en matière de dépenses d'assurance maladie; dispositions prévues par l'ordonnance du 19 octobre 1945; dépassements d'honoraires; compensation des ressources et des charges apportée au régime complémentaire métropolitain des cadres par l'arrivée de rapatriés; ses observations sur le budget de l'Education nationale et le budget de la Santé publique* [10 décembre 1963] (p. 7755 à 7757); Art. 3 : *Son amendement (Composition des juridictions)* (p. 7763); *son amendement (Sanctions pécuniaires susceptibles d'être prononcées à l'encontre des praticiens)* (p. 7763);

— du projet de loi autorisant la ratification de deux protocoles en date du 14 juin 1954 concernant des amendements à apporter aux articles 45, 48, 49 et 61 de la Convention relative à l'aviation civile internationale, en qualité de *Rapporteur: Organisation aérienne civile internationale (O.A.C.I.) instituée par la Convention de Chicago; esprit de cette Convention; charte fondamentale du droit aérien international; deuxième protocole étant relatif au transfert éventuel du siège de l'organisation* [9 juin 1964] (p. 1739).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'industrie automobile : *Création d'un « fonds de casse » automobile ; financement de la construction des autoroutes par un grand emprunt ; suppression des points noirs et des routes à trois voies* [16 octobre 1964] (p. 3366, 3367).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *Crise actuelle de la construction navale; inquiétude pesant sur le département de la Loire-Atlantique* [23 octobre 1964] (p. 3868); EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant: Accident de M. Robert Richet; réalisation du Plan; efficacité de la simplification des procédures administratives; problème des adjudications; création d'un Fonds de préfinancement des études préalables; utilisation des crédits; réduction des subventions d'équipement des écoles normales et des établissements spécialisés pour les inadaptés scolaires; augmentation des dépenses ordinaires de 16 %; augmentation des dépenses en capital de 5 %; efforts en matière d'effectifs; importance des besoins restant à satisfaire; stabilité des effectifs dans les établissements du premier degré; mise en œuvre d'une politique à long terme* [29 octobre 1964] (p. 4112, 4113);

— du projet de loi autorisant la ratification du Traité de commerce et de navigation entre la République française et la République populaire d'Albanie, signé à Tirana le 14 décembre 1963, en qualité de *Rapporteur pour avis: Portée du traité; son caractère plus politique qu'économique; exportations françaises vers l'Albanie; analyse des dispositions du traité; évolution des échanges franco-albanais depuis 1959* [10 décembre 1964] (p. 6041, 6042);

— du projet de loi déposé par le Sénat, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives : *Conseil de l'Europe demandant aux diverses nations de lutter contre le doping; effets nocifs; préserver la santé des athlètes et la loyauté des compétitions* [15 décembre 1964] (p. 6119, 6120);

— du projet de loi modifiant l'article L premier du Code de la route : Art. 1er : *Expérience de l'alcotest au bar de l'Assemblée Nationale* [18 décembre 1964] (p. 6235);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Conséquences de la réforme sur l'industrie automobile; problème des garages publics; factures des réparateurs d'autos; prix des cartes grises; ne pas freiner l'expansion de l'industrie automobile* [24 juin 1965] (p. 2432); Art. 8 : *Situation des garagistes; exonération sur les objets d'occasion* (p. 2460); En deuxième lecture : *Ses observations sur les articles 8, 13, 14 et 50; taxe sur la vente des véhicules automobiles d'occasion; suppression des exonérations applicables aux objets d'occasion; tarifs des garages publics; nombre des garages; développement des garages publics devant être favorisé; ses observations sur*

les dispositions transitoires [21 décembre 1965] (p. 4994, 4995);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant:* suppléance de M. Hauret, *rapporteur pour avis: Crédits au titre de la coopération avec les Etats africains et malgache; rôle du Fonds d'aide et de coopération; fonctionnement de la recherche scientifique et technique d'outre-mer; assistance technique; dépenses en capital; équipement économique et social des Etats africains et malgache; regroupement de l'aide aux investissements et à l'industrialisation par secteurs* [13 octobre 1965] (p. 3574, 3575); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Possibilité d'accorder une bonification de retraite à des veuves de guerre entrées tardivement dans l'administration* [26 octobre 1965] (p. 4145, 4146); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Hausse du coût de la vie; retard des traitemcnts du secteur public; semaine de cinq jours; problème des mutations de région à région; conditions de travail* [27 octobre 1965] (p. 4207);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas du département de la Loire-Atlantique; métropole régionale Nantes—Saint-Nazaire; développement des infrastructures; décentralisation des industries; aide financière de l'Etat* [4 novembre 1965] (p. 4479, 4480);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Taux moyen d'investissement des industries; relance de l'activité des industries productrices de biens d'équipement; modernisation des entreprises; cas des véhicules de transports poids lourds; propositions faites en ce qui concerne les véhicules utilitaires d'un poids total en charge de 6 à 12 tonnes; licences de transports; récession dans le domaine de la production des véhicules de 12 tonnes; politique prochaine du Gouvernement en matière de transports ferroviaires à grande distance* [20 avril 1966] (p. 830);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — IV. — AVIATION CIVILE : *Cas de la région Ouest des pays de la Loire; ses observations sur la ligne Nantes — Château-Bougon et sur la ligne Nantes — Brest ; suppression du service Quimper—Nantes; développement de l'industrialisation aéronautique; rôle de la compagnie Air-Inter; détaxation des carburants* [9 novembre 1966] (p. 4481).

DAVIAUD (M. Daniel), *Député de la Charente-Maritime, 4e circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694).

DAVOUST (M. André), *Député de la Mayenne, 1re circonscription (C.D.)*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [18 octobre 1966] (p. 3517).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 55 du Code civil afin que les déclarations de naissance soient désormais inscrites sur les registres d'état civil de la commune du

domicile des parents, n° **30** [18 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à assurer le respect des droits reconnus par la loi aux déportés, internés, résistants et politiques, aux combattants volontaires de la Résistance et aux victimes de la guerre, grâce à une application correcte des textes légaux, n° **31** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 20 ans l'âge de la majorité civile, n° **33** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 154 du Code général des impôts relatif à la déduction du salaire du conjoint pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux et des bénéfices des professions non commerciales, n° **36** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 408 du Code pénal en interdisant la vente en « porte à porte » de divers produits par des entreprises commerciales se référant à une œuvre en faveur des infirmes, n° **38** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 8 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° **39** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à abroger le décret impérial du 12 août 1807 concernant les baux à fermes des hospices et des établissements d'instruction publique, n° **40** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des prestations maladie-maternité de la Sécurité sociale aux grands infirmes civils ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne, titulaires de l'allocation de compensation, instituée par l'article 171 du Code de la famille et de l'aide sociale, ainsi qu'à leurs ayants droit, n° **72** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires originaires des pays qui constituaient l'Indochine française exerçant en France, des mêmes avantages en matière de congé et de délais de route que ceux accordés par la loi n° 49-1072 du 2 août 1949 aux fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord, des départements ou territoires d'outre-mer exerçant en métropole, n° **87** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi relative à la délivrance des attestations d'appartenance aux Forces françaises combattantes, n° **88** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel du garagiste motoriste, n° **190** [21 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à étendre les avantages prévus par le régime général de la Sécurité sociale aux membres de la famille d'un infirme ou invalide qui jouent auprès de lui, à titre bénévole, le rôle de « tierce personne », n° **260** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier le décret n° 50-1521 du 8 décembre 1950 portant assimilation aux instituteurs hors classe au point de vue de la révision des pensions des instituteurs comptant au moins cinq ans et six mois d'ancienneté dans une première classe au moment de la cessation de leurs fonctions, n° **334** [7 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel de vélociste-motociste, n° **528** [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un comité central des œuvres sociales pour le personnel des collectivités locales, n° **840** [16 avril 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier et compléter les dispositions de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes, n° **1063** [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions du Code municipal relatives au personnel communal, n° **1071** [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à supprimer la mention des noms du père et de la mère sur tout document concernant l'identité d'un individu, n° **1413** [2 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à supprimer les droits d'expédition des actes de l'état civil perçus par les mairies en vertu de l'article premier de la loi du 18 décembre 1922 modifiée par la loi du 2 avril 1946 et le décret du 6 octobre 1958, n° **1602** [7 octobre 1965].

Sa proposition de loi organique tendant à modifier la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, n° **1753** [13 avril 1966].

Sa proposition de loi tendant à accorder un titre de combattant au bénéfice des jeunes Français mobilisés en Algérie du 1er novembre

1954 à la signature des accords d'Evian, ainsi que de ceux qui ont servi en Tunisie et au Maroc au titre des opérations du maintien de l'ordre, **n° 1926** [15 juin 1966].

Sa proposition de loi relative à la protection de la faune sauvage et à la création de comités départementaux de défense de la nature, **n° 2068** [6 octobre 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article L 49-4 du Code des débits de boissons relatives au commerce des débits de boissons à emporter, **n° 2103** [24 octobre 1966].

Sa proposition de loi créant un ordre des kinésithérapeutes, **n° 2333** [21 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne : *Caractère urgent d'une organisation de la sécurité de l'espace aérien supérieur; part de la France dans cette nouvelle organisation; statut du personnel employé par l'agence; problèmes concernant le matériel utilisé dans les centres; fonctionnement de la Commission permanente; intérêt d'une adhésion rapide d'autres pays à ladite convention* [27 décembre 1962] (p. 201);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Nécessité d'élever le plafond des dépôts* [8 janvier 1963] (p. 345); TRAVAIL : *Problème de la formation professionnelle des adultes; insuffisance des moyens dont disposent les centres de formation; caractère trop faible de l'indemnité versée aux stagiaires de ceux-ci; indemnités spéciales des fonctionnaires des Services extérieurs du Ministère du Travail* [9 janvier 1963] (p. 437); AFFAIRES CULTURELLES : *Crise actuelle du cinéma français; importance des taxes portant sur l'exploitation cinématographique; nécessité de procéder à un allégement fiscal; application en France des directives européennes en matière de production de films; éventualité d'un projet de loi d'aide à l'industrie cinématographique; collaboration entre le cinéma et la télévision* [18 janvier 1963] (p. 1129); EDUCATION NATIONALE : *Problème du reclassement de la fonction enseignante; principes à respecter en ce domaine; cas des certifiés; situation des anciens élèves de l'E.N.S.* [19 janvier 1963] (p. 1223); ANCIENS COMBATTANTS : *Conséquences de la guerre d'Algérie; droits des militaires français tués ou blessés en Algérie; problème des maladies exotiques; fiction du concept du maintien de l'ordre et guerre d'Algérie; promotion sociale des soldats revenus d'Algérie; fonctionnement du bureau d'accueil du contingent* [22 janvier 1963] (p. 1456 à 1458).

Ses observations sur la délégation de vote de M. Lenormand lors du scrutin sur la cour de sûreté de l'Etat [14 février 1963] (p. 2172).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 6 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Pezé (Répression de la publicité mensongère)* [29 mai 1963] (p. 3126); Art. 7 : *Son amendement (Répression des infractions relatives à la publicité mensongère)* (p. 3130);

— de la proposition de loi relative aux baux à ferme des établissements publics : *Nécessité d'en finir avec une situation anachronique; nombre trop peu élevé de propositions de loi inscrites à l'ordre du jour* [6 juin 1963] (p. 3203).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale : *Manque de locaux dans l'enseignement sportif et socio-éducatif; multiplicité dans le secteur scolaire universitaire des formes de financement; lenteur des délais administratifs en matière de constructions scolaires; augmentation des effectifs de l'enseignement; manque de maîtres; nécessité de prévoir dans le budget une ligne spéciale consacrée à l'équipement sportif* [20 juin 1963] (p. 3613, 3614);

— sur les questions orales de MM. Neuwirth, Ballanger et Privat relatives aux problèmes du camping : *Interdiction par certaines municipalités d installations de camping sur le territoire; caravaning d'hiver et question des barrières de dégel* [18 juillet 1963] (p. 4276).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la déclaration d'irrecevabilité opposée par la délégation du bureau à sa proposition de loi et à des propositions analogues présentées par plusieurs de ses collègues concernant l'attribution*

de la carte d'ancien combattant [17 octobre 1963] (p. 5216).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Développement des services de météorologie; revendications du personnel; statut des officiers instructeurs* [31 octobre 1963] (p. 6145, 6146); EDUCATION NATIONALE : *Sort de certaines catégories d'enseignants; nécessité d'assurer une promotion interne* [6 novembre 1963] (p. 6590, 6591).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale avec débat relative aux problèmes de la mutualité : *Accroissement des charges pesant sur l'assurance-maladie; modification du conditionnement des produits pharmaceutiques; complications soulevées par l'abrogation du système du tiers payant* [17 avril 1964] (p. 824, 827, 828, 830).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale sans débat relative aux conditions d'octroi de primes à la construction [30 avril 1964] (p. 1052, 1053, 1054).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé de la réforme administrative, une question orale avec débat relative à la réforme administrative [6 mai 1964] (p. 1100).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne : *Projet privant le personnel intéressé des garanties du statut de la fonction publique; porte ouverte à l'arbitraire; respecter un préavis de cinq jours; situation à l'étranger; cas des techniciens étrangers; discrimination possible; difficultés pratiques d'application; bénéfice du service actif réservé aux seuls officiers contrôleurs de la navigation aérienne* [9 juin 1964] (p. 1730 à 1732); Art. 1er : *Répercussions de l'article premier; consultation du comité technique paritaire intéressé* (p. 1735); Art. 2 *(suite) : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article « statuts spéciaux des officiers contrôleurs de la circulation aérienne et des électroniciens-installateurs de la navigation aérienne »* (p. 1737); *substituer à la réglementation prévue par le projet de loi une réglementation contractuelle élaborée entre les représentants de l'Etat et ceux des organisations syndicales les plus représentatives* (p. 1737); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 2* (p. 1737); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne : *Nécessité de renouer le dialogue avec les grévistes; gêne apportée aux usagers; préjudice causé aux compagnies aériennes françaises et étrangères; position du syndicat national des pilotes de ligne et du syndicat des ingénieurs des travaux de la navigation aérienne* [26 juin 1964] (p. 2260); En troisième et dernière lecture, du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne : ses explications de vote : *Opposition de son groupe au projet de loi* [29 juin 1964] (p. 2341).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale avec débat relative à la situation de l'industrie automobile [16 octobre 1964] (p. 3361) : *Développement équilibré de la production ; causes de la situation présente de l'industrie automobile: accélération du recouvrement de l'impôt sur le revenu; resserrement des crédits aux achats; tendances néo-protectionnistes de certains pays (Italie) ; poids de la fiscalité spécifique pesant sur l'automobile; insuffisance de certaines infrastructures; harmonisation des prix des carburants avec ceux pratiqués dans les pays de la Communauté économique européenne* (p. 3367 à 3369).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Accorder aux anciens d'Algérie une carte du combattant; importance du nombre de morts et de blessés en Algérie; accorder aux fonctionnaires et agents des services publics une bonification de la retraite statutaire et aux autres agents de la production une bonification de points de retraite du régime général au prorata du temps passé en opérations* [20 octobre 1964] (p, 3393); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Développement du camping et du caravaning; création de nouveaux camps; ramener à 3 % le taux des prêts du crédit hôtelier; mise en œuvre des ressources thermales françaises; Ministère responsable du tourisme devant être mis en mesure d'allouer des subventions équivalentes en vue d'assurer la promotion d'une véritable hôtellerie de plein air; problème du littoral languedocien* [21 octobre 1964] (p. 3511); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Situation des contrô-*

leurs des installations électro-mécaniques; leur situation; problème du classement indiciaire et de l'avancement [21 octobre 1964] (p. 3531); COOPÉRATION : *France continuant à envoyer dans les Etats africains, en qualité d'enseignants ou d'assistants techniques des jeunes gens accomplissant leur service militaire* [22 octobre 1964] (p. 3688); *opinion du groupe du Centre démocratique; aide apportée par la France aux Pays africains d'expression française ne devant en aucun cas être un prétexte pour s'immiscer dans les affaires intérieures de ces pays : critère de l'efficacité pour l'aide de la France; amélioration du niveau de vie des populations africaines; modalités insuffisantes des aides multilatérales* (p. 3694); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Personnels de la météorologie nationale et de l'aviation civile; refus opposé à toute création d'emploi; titularisation d'un certain nombre de contractuels; application défectueuse de divers statuts; Ministère disposant de fonctionnaires très compétents; rôle des techniciens de la navigation aérienne; corps des O.C.C.A.* [23 octobre 1964] (p. 3848, 3849); EDUCATION NATIONALE : *Association à tous les stades des fédérations de parents d'élèves pour l'élaboration de la réforme de l'enseignement; opinion de M. Louis Fourmond; nationalisation progressive de tous les C.E.G. selon un plan de cinq ans; problème du critère; extension de l'allocation pour fournitures scolaires à tous les élèves des C.E.G.; accorder plus de moyens au B.U.S.; insuffisance des locaux; lui donner le statut d'établissement public* [29 octobre 1964] (p. 4130, 4131) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés, Article unique : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 par le nouvel alinéa suivant : « 3° Quiconque aura organisé ou contribué à organiser la vente directe au porte à porte de produits présentés comme étant fabriqués par des handicapés »* [28 avril 1965] (p. 943); *limiter la prolifération d'entreprises prétendument philanthropiques et exploitant la sensibilité du public envers les handicapés; position actuelle des services du Ministère du Travail; éventualité d'abus; laisser croire que des objets mis en vente sont produits par des travailleurs handicapés; mise en vente du produit en marge du circuit commercial habituel* (p. 943); *retrait de son amendement* (p. 944);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Kaspereit : Organismes concessionnaires ou fermiers devant comprendre, outre des représentants des producteurs agricoles, une représentation des professionnels de la viande et des professions intéressées* [5 mai 1965] (p. 1134); Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « Pourront être supprimés dans les conditions définies par décret que s'ils ne répondent pas aux règles sanitaires prévues à l'article 8 »* (p. 1142); Art. 14 : *Son amendement tendant au début de cet article, après les mots : « de la présente loi » à insérer les mots : « après avis des professionnels intéressés »* (p. 1152).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale avec débat relative à la Sécurité sociale des tierces personnes : *Extension du bénéfice des avantages sociaux aux conjoints et aux parents remplissant le rôle effectif de tierce personne* [14 mai 1965] (p. 1354).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale avec débat relative aux centres de formation professionnelle des adultes : *Insuffiasnce des crédits des locaux et du nombre d'enseignants prévus pour ces centres; rémunération des stagiaires* [14 mai 1965] (p. 1356, 1357).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Ses observations sur l'article 34 du projet de loi concernant le service de coopération; son importance; expériences déjà réalisées, notamment en Algérie; leur caractère encourageant; essayer de leur donner la plus grande ampleur possible tout en assouplissant le système* [25 mai 1965] (p. 1544, 1545).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires Economiques une question orale sans débat relative à la remise en vente de biens immobiliers ayant fait l'objet de préemption [9 juin 1965] (p. 1914).

Prend part au débat sur une question orale de M. Lecocq relative aux mesures prévues dans le Ve Plan en faveur des handicapés [9 juin 1965] (p. 1928, 1929).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes : *Crise de l'O.N.U.; réunion d'une conférence mondiale chargée de reviser la charte; paix et justice sociale* [16 juin 1965] (p. 2187, 2188);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter comme suit le premier alinéa du paragraphe 4 de cet article : « ou concourent aux opérations visées à l'article 27 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 »* (25 juin 1965] (p. 2507); *livraison et vente de constructions dont les trois quarts au moins de la superficie sont affectés à l'habitation* (p. 2507);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, Art. 1437 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par le nouvel alinéa suivant: « Cette récompense sera représentée par la plus-value acquise par les biens propres de l'un ou l'autre des époux à compter de l'exécution des travaux par la communauté jusqu'au jour du partage de ladite communauté et résultant des améliorations, constructions et autres travaux payés par la communauté »* [26 juin 1965] (p. 2633); après l'Art. 13*: Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant après cet article: « Le nouvel article 1437 est immédiatement applicable à toute liquidation de communauté ou de succession, amiable ou judiciaire, en cours »* (p. 2655);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 10 : *Principe de l'égalité fiscale; régimes fiscaux dérogatoires au droit commun; produits des placements en épargne liquide; caisses de crédit mutuel* [7 octobre 1965] (p. 3392); *son amendement tendant à insérer un nouveau paragraphe: « V* bis *- Les intérêts des sommes inscrites sur les livrets des caisses de crédit mutuel, adhérentes à la Confédération nationale du crédit mutuel ont un régime fiscal identique à celui des intérêts des sommes inscrites sur les livrets des caisses d'épargne »* (p. 3394); Art. 10 *(suite): Son amendement tendant après le paragraphe V de l'article 10, à insérer le nouveau paragraphe suivant: « V* bis *- Les intérêts des sommes inscrites sur les livrets des caisses de crédit mutuel, adhérentes à la Confédération nationale du crédit mutuel, ont un régime fiscal identique à celui des intérêts des sommes inscrites sur les livrets des caisses d'épargne »* [8 octobre 1965] (p. 3434); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Problème du camping et du caravaning; leur organisation; création d'une Fédération internationale de l'hôtellerie de plein air; définir le statut professionnel des gestionnaires de camps* [11 octobre 1965] (p. 3491); COOPÉRATION : *Réforme du service militaire; nécessité d'affecter un plus grand nombre de jeunes conscrits dans les pays africains; volontaires du progrès; liste indicative des principales qualifications professionnelles recherchées en coopération outremer; expérience des volontaires du progrès; donner la possibilité aux jeunes conscrits de souscrire un contrat supplémentaire pour servir plus longtemps* [13 octobre 1965] (p. 3576, 3577); AFFAIRES CULTURELLES : *Situation du cinéma face à la fiscalité; mission sociale et culturelle reconnue à la presse; perte de spectateurs; nécessité de réformer la fiscalité de l'industrie cinématographique* [14 octobre 1965] (p. 3655); EDUCATION NATIONALE : *Bureau universitaire de statistique, son rôle; regroupement de la documentation scolaire et professionnelle en provenance de tous les ministères; importance du B.U.S.* [18 octobre 1965] (p. 3824, 3825); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Structures de la météorologie nationale; cas des personnels non titulaires et des contractuels; ses observations sur les agents en service à la navigation aérienne, à la météorologie, à la formation aéronautique; contractuels dits: « N.A.T.O. »; ouvriers des bases aériennes; agents de la navigation aérienne (A.I.T.N.A.); cas des techniciens et des électroniciens de la sécurité aérienne (E.S.A.); officiers contrôleurs de la navigation aérienne; situation du personnel en matière de logement; intensité du trafic* [22 octobre 1965] (p. 3994, 3995); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique française du Nord; rôle de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre; problème de la forclusion; allocation spéciale n° 9 dite « allocation spéciale aux inclassables »* [26 octobre 1965] (p. 4136, 4137);

AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : ses explications de vote : *Politique des prix; augmentation des charges; insuffisance des investissements; calamités naturelles* [28 octobre 1965] (p. 4315).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale sans débat relative à la fiscalité sur l'automobile [22 octobre 1965] (p. 4002, 4003).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative à l'enlèvement d'une personnalité politique étrangère [6 mai 1966] (p. 1128) : *Suppression d'organismes policiers officieux; problème d'ensemble des réformes de la police; création d'un Conseil supérieur de la police* (p. 1136, 1137).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Contribution mobilière; projet de réforme du mode d'établissement de la base servant à son calcul; notion de l'arrondissement administratif; niveau de vie des Français* [17 mai 1966] (p. 1333, 1334).

Son rappel au Règlement : *Remarque sur l'ordre du jour ; inscription de la question de M. Coste-Floret sur la réforme du Sénat; discussion du projet de loi relatif à l'assurance-maladie des non-salariés; nécessité d'une déclaration du Gouvernement sur la situation sociale, débat en séance publique du rapport sur la pétition relative à la justice fiscale* [1er juin 1966] (p. 1602).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative à la fiscalité des industries du cinéma [1er juin 1966] (p. 1603, 1606, 1607).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique à l'égard des anciens combattants : *Cas des anciens d'Algérie* [1er juin 1966] (p. 1618, 1619).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération : *Origines du projet de loi; regroupement au sein du même département ministériel des services qui ont à s'occuper des candidatures;* numerus clausus *frappant les élèves de l'école nationale d'administration; volontaires du progrès* [7 juin 1966] (p. 1725, 1726).

Son rappel au Règlement : *Inscription à l'ordre du jour de la question orale de M. Barberot concernant la prévention des accidents de la route* [15 juin 1966] (p. 2051, 2052).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la sécurité de la circulation : *Signalisation et priorité; éducation des usagers de la route; sanction immédiate des infractions graves* [15 juin 1966] (p. 2086, 2087).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant organisation de la police d'Etat : *Problèmes familiaux consécutifs aux mutations; augmentation des effectifs budgétaires des commandants et officiers de la police urbaine; suppression des commissaires dits de voie publique; création d'un conseil supérieur de la police; problème des rémunérations; modalités de recrutement et d'avancement; création d'un poste de secrétaire général de la Police* [21 juin 1966] (p. 2161); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la nouvelle phrase suivante : « Un secrétaire général de la police assure la coordination administrative »* (p. 2174); *création du poste de secrétaire général de la police* (p. 2174);

— du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale : *Qualité d'officier de police judiciaire; fonction de commissaire de police* [21 juin 1966] (p. 2181);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 8 : *Possibilité d'exonérer de toute majoration du droit d'examen les candidats au permis de conduire, handicapés physiques* [13 octobre 1966] (p. 3410); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problèmes posés par les anciens combattants d'Algérie; sa proposition de loi tendant à accorder un titre de combattant aux jeunes Français mobilisés en Algérie du 1er novembre 1954 à la signature des accords d'Evian* [18 octobre 1966] (p. 3488, 3489); COOPÉRATION : *Situation des volontaires du progrès* [19 octobre 1966] (p. 3537); *ses observations sur le* numerus clausus *qui frappe les élèves de l'Ecole nationale d'administration; rôle des volontaires du progrès; problème des services de l'aviation civile; reclassement des personnels contractuels locaux dans l'administration française; problème des fonctionnaires détachés; importance de la langue française; proposition faite par le président Léopold Sedar*

Senghor (p. 3544, 3545); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Ses observations sur le camping et le caravaning; problèmes de l'hôtellerie dite classique; hôtellerie de plein air; équipement touristique; suppression des bons d'essence pour les étrangers; création d'un véritable Ministère du Tourisme* [21 octobre 1966] (p. 3707, 3708); EDUCATION NATIONALE : *Situation des maîtres-assistants des facultés; cas des professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles; question des traitements; problème de l'orientation; bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles; Office national d'orientation; sélection professionnelle* [2 novembre 1966] (p. 4136, 4137); Conclusions du rapport de la Commis-sion mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 : *Déduction pour les déclarations de revenus de 1967 des primes payées pour assurance-vie par les contribuables* [6 décembre 1966] (p. 5255) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité : *Rôle du crédit mutuel; développement des caisses Raiffesen* [24 novembre 1966] (p. 4826).

Prend part au débat sur la question orale de M. Philibert relative à la lutte contre les incendies de forêt dans le Midi : *Origine de nombreux incendies de forêts; utilité des terrains de camping jouant le rôle de coupe-feu* [25 novembre 1966] (p. 5009).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la suppression des indexations dans les territoires d'outre-mer : *S*es explications de vote : *Ses observations sur le vote de M. Roc Pidjot et sur celui de M. Teariki* [6 décembre 1966] (p. 5271);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Art. 1er : *Age de la majorité électorale; rôle des jeunes* [7 décembre 1966] (p. 5324, 5325);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Pierre Bas, relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale représentant les territoires d'outre-mer : *Différence entre les élections législatives en métropole et dans les territoires d'outre-mer; ses observations sur la Nouvelle-Calédonie; institution du scrutin à deux tours; population de la Nouvelle-Calédonie désirant conserver pour les élections législatives le scrutin majoritaire à un tour* [7 décembre 1966] (p. 5349).

DEBRÉ (Michel), *Député de la Réunion, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

Ministre de l'Economie et des Finances
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

Est proclamé député le 5 mai 1963 [14 mai 1963] (p. 2877).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [14 mai 1963] (p. 2906).

Est nommé Ministre de l'Économie et des Finances (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 8 février 1966, de son mandat de député (*J. O.* du 10 février 1966, p. 1162).

Ses fonctions de Ministre de l'Economie et des Finances cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187) (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », **n° 667** [21 novembre 1963].

Sa proposition de loi visant à étendre aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives aux monuments historiques, **n° 1052** [30 juin 1964]; la retire [9 décembre 1964] (p. 6013).

Sa proposition de loi visant à étendre aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives aux monuments historiques, **n° 1281** [18 décembre 1964].

Sa proposition de loi relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation, dans les départements de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane, n° **1643** [28 octobre 1965].

Son projet de loi portant réforme du régime fiscal particulier des tabacs consommés dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, n° **1725** [2 avril 1966].

Son projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement, n° **1740** [2 avril 1966].

Son projet de loi portant modification de l'article 5 du décret du 25 août 1937 réglementant les bons de caisse, n° **1777** [20 avril 1966].

Son projet de loi relatif à l'utilisation des termes « Etablissement Financier », n° **1797** [3 mai 1966].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 66-296 du 11 mai 1966 fixant le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, n° **1830** [13 mai 1966].

Son projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des Chantiers de La Seyne, n° **1838** [24 mai 1966].

Son projet de loi relatif aux entreprises pratiquant le crédit-bail, n° **1865** [31 mai 1966].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1962, n° **1951** [21 juin 1966].

Son projet de loi relatif à la Cour des comptes, n° **2030** [30 juin 1966].

Son projet de loi portant ratification du décret n° 66-551 du 27 juillet 1966 portant modification des droits de douane applicables à certains vins originaires et en provenance de Tunisie, n° **2040** [3 octobre 1966].

Son projet de loi de finances pour 1967, n° **2044** [3 octobre 1966].

Son projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code des douanes, n° **2045** [3 octobre 1966].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1963, n° **2097** [24 octobre 1966].

Son projet de loi portant modification des dispositions de l'article 19 *bis* du Code des douanes relatif à la lutte contre le dumping, n° **2123** [7 novembre 1966].

Son projet de loi modifiant le statut des agents de change, n° **2145** [15 novembre 1966].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1966, n° **2164** [17 novembre 1966].

Son projet de loi relatif à la publicité du privilège du Trésor en matière fiscale, n° **2213** [6 décembre 1966].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1964, n° **2285** [16 décembre 1966].

Interventions :

En qualité de Député :

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale, avec débat, relative à la définition d'une politique démographique française : *importance essentielle des problèmes de population ; rôle du nombre, en tant que facteur d'expansion économique ; rapport entre population active et population non active ; insuffisance du peuplement français ; passage souhaitable à une population de 100 millions d'habitants ; déséquilibre actuel entre la population active et la population non active ; manque de main d'œuvre ; retard français en matière de natalité ; problème de l'immigration ; lutte contre la mortalité ; progrès réalisés en matière démographique depuis une trentaine d'années ; travaux des deux Commissions sur les problèmes de la famille et de la vieillesse ; caractéristiques d'une politique démographique ; problème des personnels hospitaliers ; régression de la tuberculose ; importance de la mortalité pour cause d'alcoolisme ; action en faveur de l'immigration ; amélioration de la politique française en matière de natalité ; insertion de la politique d'allocations familiales dans le cadre de la politique générale des revenus ; augmentation souhaitable du taux des prestations familiales ; insuffisances de la politique du logement ; amélioration du rapport entre population active et population non active ; problèmes de la retraite, et de la prolongation des études ; place à faire à l'Université à l'enseignement démographique ; cas de l'Université de Paris* [12 juillet 1963] (p. 4137 à 4141) ; *conséquences du développement du machinisme et de l'automation ; nécessité de ne pas réduire la durée du temps de travail ; prise de conscience par les pouvoirs publics du problème démographique* (p. 4146, 4147).

*M*ise au point au sujet de son vote sur la motion préalable déposée contre le projet de loi réglementant le droit de grève dans les services publics [17 juillet 1963] (p. 4214).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 , après l'Art. 13 : *Son amendement (Fonctionnement du Fonds d'action sanitaire et sociale des caisses de Sécurité sociale dans les D.O.M.)* [19 juillet 1963] (p. 4361);

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience, Art. 1er : *Son amendement (Service des objecteurs de conscience dans une formation militaire non armée)* [24 juillet 1963] (p. 4471); Art. 2 : *Son amendement (Formulation de la demande par les objecteurs de conscience)* (p. 4472); Art. 3 : *Son amendement (Exclusion de la Commission juridictionnelle des personnalités s'intéressant à la jeunesse)* (p. 4472); Art. 5 : *Son amendement (Possibilité pour les objecteurs de revenir ultérieurement sur leurs décisions)* (p. 4473); Art. 8 : *Son amendement (Durée du service pour les objecteurs de conscience)* (p. 4474); après l'Art. 9 : *Son amendement (Exclusion des objecteurs des mandats électifs à caractère politique ou administratif)* (p. 4475).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Possibilité de transférer l'énergie et les matières premières rendant possible un aménagement du territoire; meilleure répartition des richesses nationales; unité de la Nation; renouveau démographique; exode rural; urbanisation du pays; diriger l'évolution dans un sens harmonieux, ses conséquences; importance des crédits mis à la disposition de l'aménagement du territoire; nécessité de diversifier l'aide apportée par l'Etat à la décentralisation industrielle; création d'industries nouvelles; divers aspects techniques du problème; législation municipale nouvelle sur les grands ensembles et les améliorations; réforme des procédures d'expropriation; moyens financiers, moyens juridiques; diminution sensible du coût de l'aménagement; importance de l'intérêt général; priorité absolue donnée aux investissements productifs ; création d'emplois; subordination de l'aménagement aux objectifs nationaux du plan ; création de régions administratives ou économiques; conception unitaire de l'Etat; nécessité d'agir vite* [27 novembre 1963] (p. 7473 à 7475).

Prend part à la discussion :

— de sa proposition de loi tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres ou irrécupérables, communément appelés « bidonvilles »; *Gravité du problème; responsabilités des pouvoirs publics; nombre important de travailleurs étrangers dans les « bidonvilles »; simplification et améliorations des procédures d'expropriation prévues par l'ordonnance de 1958; difficultés du relogement des gens vivant dans les « bidonvilles »; problème du relogement prioritaire des « bidonvilles »; proposition de loi ne mettant pas fin aux difficultés; nécessité de dégager les crédits nécessaires au relogement* [26 juin 1964] (p. 2256, 2257); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « dans un rayon de 10 kilomètres ou, pour le département de la Seine, dans l'ensemble du département »* (p. 2258); *assurer le relogement des familles vivant dans les « bidonvilles »; penser à l'intérêt des familles* (p. 2258); En deuxième lecture : *Problème des crédits; caractère indicatif du crédit prévu pour l'application de la présente loi; assurer les premières expériences d'application du nouveau texte; action concertée étendue sur cinq ou six ans permettant de venir à bout du problème; position du parti communiste; lutte contre l'alcoolisme* [12 novembre 1964] (p. 5346);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Possibilité, lors de la prochaine session, d'organiser un débat sur la situation générale des départements d'outre-mer; progrès accomplis; disparition du Ministère d'Etat chargé des D.O.M. devant être une mauvaise chose; actions spécifiques et de rattrapage; responsabilités administratives et financières; succès aux Antilles du service militaire adapté; cas de la Réunion; faciliter la réalisation de certains équipements urbains et ruraux; jeunes générations étant surtout sensibles aux problèmes concrets; exemple pour les pays d'Asie et d'Afrique* [22 octobre 1964] (p. 3712, 3713); *rembourser les frais de voyage aux fonctionnaires et aux jeunes gens admissibles à des concours dont l'oral se passe en métropole* (p. 3721, 3722);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan : *Planification étant un effort continu; incompatibilité du laisser-faire avec les transformations du*

pays; nécessité de la recherche technique; choix relatif aux dépenses militaires; tenir compte des progrès scientifiques; questions sociales; prestations familiales; vide de la France de l'ouest et du sud de la Loire; stabilité monétaire; objectifs en ce qui concerne les logements; incitation à la recherche; problème de concentration industrielle; création d'industries neuves; lien entre l'effort et l'expansion; orienter davantage l'épargne vers un plus grand nombre de sociétés privées; Gouvernement devant prendre acte des observations raisonnables qui seront formulées [25 novembre 1964] (p. 5591 à 5596);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires. Ses explications de vote : *Notre pays ne pouvant être neutraliste; nécessité de se doter d'un instrument de dissuasion; choix entre une force nationale et l'intégration; refus de la stagnation scientifique et technique; garantir la sécurité du pays; problème du patriotisme européen; toute politique étant affaire de puissance* [2 décembre 1964] (p. 5807, 5808);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi visant à étendre aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives aux monuments historiques : *Essor démographique des départements d'outre-mer; hausse de leur niveau de vie; développement de la construction; développement du tourisme; protection des sites, des monuments et des quartiers revêtant un aspect moral et politique* [15 juin 1965] (p. 2107); Art. 1er : *Protection de la faune et de la flore* (p. 2108); après l'Art. 1er : *Ses observations sur les objets de faune et de flore* (p. 2108); Art. 2 : *Dispositions de caractère réglementaire et non législatif* (p. 2109); *protection de la faune et de la flore* (p. 2109); *exportation possible, par des missions étrangères, de curiosités rares* (p. 2109); *son amendement tendant à rédiger comme suit le titre de la proposition de loi : « Proposition de loi visant à étendre aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives à la protection des sites et des monuments historiques »* (p. 2109);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes : *Politique internationale étant un rapport de forces; évolution de la situation internationale depuis vingt ans; nécessité de s'adapter à ses idées nouvelles; souveraineté nationale; tendances à l'hégémonie des grandes puissances; politique de Yalta; monopole nucléaire des Etats-Unis; importance des pays européens; Pacte atlantique; nécessité d'une expansion démographique; communauté entre la France et l'Allemagne; création d'une Europe puissante au service de la liberté et de la personne humaine; problème de la supra-nationalité; Parlement européen; ses observations sur une nation européenne; aspirations du peuple français; évolution de l'Alliance atlantique; situation internationale; respecter le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; mission de la France* [17 juin 1965] (p. 2202 à 2206);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur les paroles de M. Vauthier* [15 octobre 1965] (p. 3772); *Réunionais défendant la politique du Gouvernement* (p. 3773);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Ses observations sur nos institutions; problèmes d'équipement et de rendement; procédure suivie pour l'établissement du projet du Ve Plan; problème des choix; taux d'expansion; stabilité monétaire; développement de la formation professionnelle; lutte contre les tendances malthusiennes; civilisation des loisirs; réduction du temps de travail; progrès technique; concurrence internationale; allongement des études; combinaison d'études professionnelles allongées avec un travail à temps partiel; régulation des naissances; taux de natalité; immigration en France; équipements hospitaliers; lutte contre l'alcoolisme; réformes de structures; effort en matière de construction; prix des terrains; plan régional d'urbanisme de la région parisienne; politique de réserves foncières; ses observations sur les industries mécaniques agricoles et alimentaires; stabilité monétaire; développement industriel; action de l'Etat sur le développement industriel* [4 novembre 1965] (p. 4447 à 4451);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi relative aux rapports entre bailleurs et loca-

taires de locaux d'habitation, dans les départements de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane : *Exploitation des difficultés d'habitation dans un département où la population est en excédent constant; cas des circonstances exceptionnelles* [10 novembre 1965] (p. 4627); Article unique : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4628).

En qualité de Ministre de l'Économie et des Finances :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Ses observations sur la question posée par M. Schumann; modernisation de l'industrie française; cas des artisans; amélioration des conditions de travail de l'industrie française* [20 avril 1966] (p. 827); *nécessité d'investir et d'assurer le succès du Plan; politique de stabilisation ayant entraîné une limitation de la croissance des investissements; développement de la concurrence; conséquences du Marché commun; méthode fiscale choisie par le Gouvernement pour améliorer le rythme des investissements; problème des moyens de financement pour les entreprises françaises; incidences économiques de l'impôt; réévaluation des bilans; suramortissement; mesures du Gouvernement étant temporaires et limitées; conséquences de l'éventuel établissement d'une liste des biens d'équipement; déduction fiscale pour les matériels lourds; délai de huit ans retenu pour les durées d'utilisation; problèmes des machines-outils et de l'industrie des véhicules utilitaires; possibilité de relever le tonnage maximum retenu pour le bénéfice de la déduction pour investissement; cas des matériels textiles; imputation de la déduction pour investissement sur le précompte qu'une entreprise peut acquitter à l'occasion de ses distributions; Traité de Rome ne permettant pas de faire une discrimination; industrie française des biens d'équipement; réformes de structures dont notre économie a besoin : concentration, reconversion, meilleure localisation industrielle; notre économie comportant trop de petites et moyennes entreprises avec des équipements modernes; distinction entre les secteurs; niveau du pouvoir d'achat; hausse moyenne des revenus agricoles; ses observations sur la thèse de M. Duffaut* [21 avril 1966] (p. 849 à 853); *budget répondant aux exigences normales des finances publiques; nécessité de limiter le taux de croissance des dépenses publiques à celui du produit intérieur brut; libération des échanges; politique de plein emploi; formation professionnelle des jeunes et des adultes* (p. 853, 854); *son opposition à la motion de renvoi; son explication du mécanisme de l'inflation; charges fiscales des départements et des communes; nécessité de moderniser l'industrie; mise en place d'une Commission d'étude des revenus et des coûts; constitution de la Commission d'étude pour la participation des personnels des entreprises aux bénéfices qui résultent de l'autofinancement des entreprises; répartition des bénéfices de l'expansion; modernisation de l'agriculture* (p. 855, 856); Art. 1er : *Problème du commerce et de l'artisanat; Commission consultative pour l'étude des problèmes d'application de la réforme de la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 858); *son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de l'article premier, à substituer aux mots : « ou de l'impôt sur les sociétés », les mots : « de l'impôt sur les sociétés ou du précompte »* (p. 858); *problème des investissements d'origine étrangère; possibilité de permettre le développement de formules de crédit-bail pour les moyennes entreprises; réforme du régime des aides pour la localisation industrielle; extension autour de Paris de la zone dans laquelle les implantations d'usines seront limitées; cas des régions de l'Ouest; exemple anglais; système britannique reposant sur la subvention; conséquences du plan de stabilisation; localisation industrielle* (p. 859, 860); *application de l'article 44 de la Constitution* (p. 860); *champ d'application de la déduction pour investissements; investissements de l'hôtellerie* (p. 861); après l'Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de MM. Pflimlin et Duffaut* (p. 862); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa, à substituer aux mots : « sur le premier paiement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés » les mots : « sur le premier paiement au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de l'impôt sur les sociétés ou du précompte »* (p. 862); *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Vallon* (p. 862); *application de l'article 44 de la Constitution* (p. 862, 863); En deuxième lecture : *Ses observations sur l'article 2 du projet de loi; incitation donnée aux futurs investissements* [12 mai 1966] (p. 1230, 1231); *problème de*

l'impératif budgétaire; nécessité de relancer l'économie pendant une durée limitée (p. 1231);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Proposition de loi de M. Coste-Floret entrant normalement dans les attributions de la Commission des affaires culturelles; compétence des membres de cette Commission* [21 avril 1966] (p. 848).

Répond à la question orale sans débat de M. Le Guen relative à la décentralisation industrielle [18 mai 1966] (p. 1366).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret : *Dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques* [18 mai 1966] (p. 1368).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Problèmes de transferts de charges; question de fiscalité et de crédit; nécessité d'une conception générale des finances publiques; finances publiques devant assurer le respect des équilibres fondamentaux; rôle de l'Etat; montant des subventions du budget de l'Etat aux collectivités locales; obligation de respecter les priorités d'équipement et d'aménagement; buts du Ve Plan; amélioration des finances publiques; fiscalité directe des collectivités locales; revision des évaluations foncières; taxe de régularisation des valeurs foncières; taxation des plus-values; problème de l'épargne; rôle de la Caisse des dépôts et consignations; Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales; emprunts à moyen terme; nécessité de réexaminer les compétences de l'Etat et des collectivités locales; rôle de la région; décentralisation; réorganisation administrative* [18 mai 1966] (p. 1369 à 1372); *ses observations sur les paroles de M. Paquet; augmentation, dans le budget de 1967, des crédits d'équipements urbains; rôte des métropoles d'équilibre; décentralisation matérielle et intellectuelle; politique de réserves foncières; problème des compétences; ses observations sur l'autofinancement, les subventions, la fiscalité directe; question de la répartition de l'épargne* (p. 1376, 1377).

Répond aux questions orales sans débat relatives à la fiscalité des industries du cinéma. [1er juin 1966] (p. 1603, 1604).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne : *Problème financier de la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée; caractère exceptionnel du projet de loi; constitution d'un fonds de roulement; préfinancement de la construction de deux navires; prêt du Fonds de développement économique et social; constitution d'une nouvelle société; régularisation du problème par la loi de finances rectificative; qualité technique des installations des Forges et chantiers de la Méditerranée; implantation d'industries nouvelles dans la région; problème de l'emploi; cas des forges d'Hennebont; situation de l'atelier de Mazeline et du chantier de Graville situés en Seine-Maritime; ses observations sur la situation des salariés et des créanciers hypothécaires; niveau des frais généraux; problème du reclassement et de la formation professionnelle des travailleurs licenciés* [2 juin 1966] (p. 1655, 1656); Art. 1er : *Conditions de la gestion commerciale des Forges et Chantiers de la Méditerranée; ses observations sur l'amendement de M. Rieubon* (p. 1657); Art. 2 : *Droits et privilèges des salariés; privilège demandé pour le Trésor* (p. 1658);

— du projet de loi relatif aux entreprises pratiquant le crédit-bail : *Ses observations sur les paroles de M. de Tinguy* [17 juin 1966] (p. 2140); *objectifs du Ve Plan; politique de crédit à l'industrie et au commerce; modernisation de l'équipement; crédit national; situation des petites et moyennes entreprises; potentiel d'emprunt des sociétés de crédit-bail; Conseil national du crédit; déduction fiscale en matière d'investissement; système de location-vente d'usines* (p. 2140 à 2142); *ses observations sur les opérations de location* (p. 2143);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Absence d'expansion économique sans la formation professionnelle des jeunes et des adultes; transformations de la technique; progrès social étant avant tout un problème de promotion individuelle; prolongation de l'obligation scolaire; développement de l'enseignement professionnel; loi sur la promotion sociale; loi sur l'enseignement agricole; effort financier; proportion des jeunes entrant dans la vie active sans aucune*

formation professionnelle ; proportion des jeunes filles et jeunes femmes n'ayant aucune connaissance professionnelle ; formation professionnelle des adultes ; ses observations sur l'éducation permanente ; évolution de l'économie française ; aspirations sociales de la population française : plein emploi, sécurité, promotion ; directives du Ve Plan ; programmation des crédits ; collèges d'enseignement technique ; Centres universitaires de technologie ; création d'un Fonds complémentaire ; rôle du Fonds national de l'emploi et du Fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles ; nombre des bourses de la promotion supérieure du travail ; extension du bénéfice des allocations du Fonds national de l'emploi ; généralisation du système des conventions ; création progressive d'instituts régionaux d'administration destinés à former les jeunes fonctionnaires des administrations préfectorales et des services extérieurs de l'Etat ; création d'un Institut national et d'Instituts régionaux pour les agriculteurs ; Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises ; problème de la liaison université-industrie-syndicats ; rôle du Comité interministériel présidé par le Premier Ministre ; activités du Comité de hauts fonctionnaires présidé par le Secrétaire général du Ministère de l'Education nationale ; conseil de gestion du Fonds ; rôle du préfet et du recteur ; suppression du Comité national de coordination de la promotion sociale et du haut comité de l'orientation et de la formation professionnelle ; Conseil de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi ; caractère national de cette obligation [5 octobre 1966] (p. 3138 à 3142) ; *rôle de l'Etat, des collectivités locales, des chambres de métiers, des chambres de commerce ou d'agriculture et des entreprises ; responsabilité de l'Etat ; Conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi ; Commissions régionales ; système des conventions ; Centres de formation professionnelle ; problème de l'orientation professionnelle ; création de l'Office national de l'orientation professionnelle* [6 octobre 1966] (p. 3164, 3165) ; Art. 1er : *Responsabilité de l'Etat* (p. 3166) ; *son amendement tendant à compléter la première phrase de cet article par les mots : « elle a pour objet de favoriser l'accès des jeunes et des adultes aux différents niveaux de la culture et de la qualification professionnelle et d'assurer le progrès économique et social »* (p. 3166) ; Art. 2 : *Définition de la politique de formation professionnelle et de promotion sociale ; composition du Conseil national ; rôle du Comité interministériel* (p. 3169) ; *comités départementaux d'apprentissage* (p. 3169) ; après l'Art. 2 : *Responsabilité de l'enseignement ; définition de la politique générale ; association de l'Etat avec les représentants de l'économie* (p. 3170, 3171) ; *composition du Conseil national* (p. 3171) ; *son sous-amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de l'amendement de M. Herman après les mots : « Comité interministériel » à insérer les mots : « dont le Ministre de l'Education nationale sera le vice-président »* (p. 3171) ; *son sous-amendement tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de l'amendement de M. Herman par les mots : « Présidé, par délégation du Premier Ministre, par le Secrétaire général du Ministère de l'Education nationale »* (p. 3171) ; Art. 4 : *Problème du plafond relatif aux artisans ; dépenses d'équipement ; répartition du produit de la taxe d'apprentissage ; vocation des établissements publics ; principe d'une extension du régime des exonérations à des dépenses d'équipement* (p. 3173, 3174) ; *taux de la taxe d'apprentissage ; délai après lequel il faudra réexaminer les exonérations et la répartition de la taxe d'apprentissage ; rémunération des moniteurs et formateurs ; fonctionnement des organismes privés ou publics ; rôle des conventions ; dépenses de fonctionnement* (p. 3174, 3175) ; *dépenses de construction ; distinction entre la centralisation et la coordination ; libéralisme des exonérations et des subventions du Fonds* (p. 3175, 3176) ; après l'Art. 4 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Taxe d'apprentissage)* (p. 3176, 3177) ; Art. 5 : *Coordination de la formation professionnelle des jeunes et des adultes ; possibilité pour certains Ministères d'envisager des actions complémentaires* (p. 3177) ; *gestion du Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale* (p. 3178) ; *augmentation des crédits* (p. 3178) ; Art. 7 : *Ses observations sur les amendements de MM. Vallon et Herman* (p. 3179) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « les établissements d'enseignement » à insérer les mots : « les collectivités locales »* (p. 3180) ; Art. 8 : *Adoption de méthodes pédagogiques modernes* (p. 3181) ; *intervention de l'Etat pour aider certains types de formation professionnelle ; caisse d'aide à l'équipement des collecti-*

vités locales (p. 3181); Art. 9 : *Application de la législation sur les sursis aux stages de formation professionnelle; cas des travailleurs indépendants* (p. 3182); *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article* (p. 3183); *son amendement tendant, après le quatrième alinéa de cet article, à ajouter un nouvel alinéa (indemnisation des bénéficiaires de congés et des travailleurs indépendants)* (p. 3183); *indemnisation des stagiaires des centres de formation professionnelle accélérée; application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Herman* (p. 3183); Art. 12 : *Reclassement des cadres de plus de 45 ans* (p. 3184); Art. 15 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Herman (Allocations de conversion(* (p. 3186); Art. 16 : *Crédits du Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale* (p. 3187); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « dans les centres de formation professionnelle » les mots : « dans des centres de formation professionnelle »* (p. 3187); *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « relevant du Ministre de l'Agriculture »* (p. 3188); *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (création de centres de formation professionnelle et de promotion sociale agricole)* (p. 3188); *rôle des centres de formation privée et des organismes publics à l'égard des jeunes ruraux* (p. 3188); Art. 18 : *Etablissement enseignant les techniques de la gestion des entreprises; rôle de la fondation* (p. 3189); *liaison université-industrie-syndicats* (p. 3190); Art. 19 : *Question des rémunérations versées aux ouvriers effectuant un stage* (p. 3190);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Rôle du budget dans l'expansion; politique économique de l'Etat; conjoncture économique; Plan de stabilisation; blocage des prix et des loyers; rétablissement de la balance commerciale; pouvoir d'achat; investissements étrangers; politique agricole commune; développement des contrats de stabilité; taux de croissance de l'épargne; augmentation des importations; ses observations sur le rythme d'industrialisation; formation professionnelle; dépenses de fonctionnement de l'Etat; rôle du Plan; Fonds de développement économique et social; politique sociale du Gouvernement; allocation aux personnes âgées; augmentation du S.M.I.G.; construction des H.L.M.; création d'un marché des créances hypothécaires; encouragements fiscaux pour les sociétés immobilières d'investissement; orientation des placements des sociétés d'assurances vers les investissements immobiliers; amendement Vallon; problème de l'optimum de population; taux de natalité de la France; amortissement des bons du Trésor; interventions publiques; déficit des entreprises publiques; équipement scolaire et universitaire; caractères de l'équilibre budgétaire; problèmes posés par le tiercé; suppression du demi-décime; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; réforme de l'impôt sur le revenu; lutte contre l'alcoolisme; nombre des bouilleurs de cru; effort de débudgétisation; déficit de la Sécurité sociale; mesures d'adaptation pour les chemins de fer; extension de l'assurance maladie pour les travailleurs indépendants; augmentation de la cotisation patronale; situation économique internationale; crise du système de l'étalon de change-or; dollar constituant une monnaie de réserve; rôle du « groupe des dix »; situation dominante de l'économie américaine; contribution de la France au Fonds monétaire international; difficultés de la livre sterling; aide aux pays en voie de développement; coopération économique* [12 octobre 1966] (p. 3334 à 3344); *indice de la production industrielle; plan de stabilisation; formation professionnelle; augmentation des équipements de l'éducation nationale; enseignement technique; contrôle des prix; calcul de la production intérieure brute; balance du tourisme et du commerce extérieur; ses observations sur la politique familiale; progression des importations; nécessité d'encourager la natalité; taux de l'allocation de salaire unique; revalorisation des allocations familiales; allocation logement; retour des Français d'Algérie; aménagement du territoire; orientation de l'épargne vers les investissements productifs; politique des prix; ses observations sur les contrats de stabilité, les contrats de programme; développement de la concurrence internationale; augmentation de la consommation; allégement de la fiscalité indirecte; nécessité de favoriser l'épargne; problèmes posés par la recherche; promotion scientifique et technique de l'Europe; problèmes militaires; augmentation des crédits pour l'électronique, et le plan-calcul; ses observations sur le domaine spatial; relèvement des bases d'imposition des bénéfices agricoles réforme générale de l'impôt sur le revenu;*

nécessité de respecter les objectifs du Ve Plan; développement du marché financier et de l'épargne augmentation des crédits accordés aux collectivités locales; rôle de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales [13 octobre 1966] (p. 3389 à 3395); *son opposition à la motion de renvoi* (p. 3396); Art. 1er : *Problème des impôts indirects; aspect social et économique du système fiscal; problèmes de la Corse* (p. 3397, 3398); après l'art. 1er : *Ses observations sur l'évolution de l'épargne, l'investissement et l'autofinancement; modification de l'impôt sur le revenu* (p. 3399); Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le paragraphe 2 de cet article : « Les limites d'exonération et de décote fixées à 160 francs et 480 francs par l'article 2-II de la loi no 65-997 du 29 novembre 1965 sont portées respectivement à 190 francs et 570 francs »* [13 octobre 1966] (p. 3404); *problème de l'augmentation de nos dépenses; équilibre financier et économique de la France; harmonisation européenne; réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; relèvement des limites de la décote et de l'exonération; quotient familial* (p. 3404, 3405); *ses observations sur les acomptes provisionnels* (p. 3405); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du cinquième alinéa (parag. 4) de l'article 2 :« Le barème retenu pour l'imposition des revenus de l'année 1965 est applicable pour l'imposition des revenus de l'année 1966 et des années suivantes. Toutefois, les taux de 55 %... »* (p. 3406); *date de la réforme de l'impôt sur le revenu; stabilité de la législation fiscale* (p. 3406); *extension de la T.V.A.* (p. 3406, 3407); Art. 3 : *Amélioration de l'habitat urbain; rôle de la Commission de l'habitation du Ve Plan* (p. 3408, 3409); Art. 8 : *Droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire; situation des handicapés physiques* (p. 3410); Art. 9 : *Problème de l'exploitation des salles de cinéma* (p. 3411); Art. 11 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Briot (Montant de la taxe sur les céréales)* (p. 3412); *remboursement de la redevance hors quantum sur le blé* (p. 3412, 3413); *taxe sur les céréales* (p. 3413); *taxe dite de « vulgarisation »* (p. 3413); Art. 12 : *Son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « et 673-3o du Code général des impôts » les mots : « 673-3o et 719-1 du Code général des impôts »* (p. 3413); *régime prévu pour les actes portant incorporation au capital de la réserve de reconstitution des entreprises sinistrées* (p. 3413); Art. 15 : *Possibilité d'établir entre les sociétés de courses parisiennes et les sociétés provinciales une certaine différence; prélèvement spécial sur les rapports du tiercé* (p. 3415); Art. 17 : *Ses observations sur les paroles de M. de Tinguy* (p. 3415); après l'Art. 17 : *Taxe spéciale sur les corps gras d'origine végétale; ses observations sur les paroles de M. Commenay; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3416); Art. 19 : *Augmentation des autorisations de programme; situation du réseau routier* (p. 3418); Etat A : *Sécurité sociale agricole* (p. 3427); *cotisation vieillesse de la Sécurité sociale agricole* (p. 3427); *son amendement tendant à modifier les chiffres indiqués à l'Etat A II, Budgets annexes - Prestations sociales agricoles* (p. 3427, 3428); *augmentation de la décote; achat de matériel agricole* (p. 3428); *son amendement tendant à modifier les chiffres inscrits à l'Etat A I Budget général - Impôts et monopoles* (p. 3429); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ECONOMIE ET FINANCES - SERVICES FINANCIERS : *Développement de l'équipement électronique: problème des effectifs; accroissement des tâches; services extérieurs du Trésor; direction générale du commerce intérieur et des prix; Institut national de la statistique et des études économiques; rôle de la direction générale des impôts; continuation de la politique de transformation d'emplois d'administrateur civil en attaché d'administration centrale; cas des contrôleurs divisionnaires; direction de la comptabilité publique; problème de la fraude; utilisation de la radio et de la télévision pour traiter ce problème; importance des exportations; comportement des chefs d'entreprises; importance du marché extérieur; ses observations sur le « Coface »; développement des prêts gouvernementaux et des crédits à long terme; administration du commerce intérieur et des prix* [4 novembre 1966] (p. 4283 à 4286); En SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 9 : *Son amendement tendant pour cet article à rétablir le texte du projet de loi de finances pour 1967 dans sa rédaction initiale* [10 novembre 1966] (p. 4523); *ses observations sur l'industrie du cinéma; développement de la télévision* (p. 4523); Art. 21 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Soutien financier de l'industrie cinématographique)* (p. 4524); Art. 23 :

Son amendement tendant à majorer de 335.000 francs les crédits proposés pour le titre III de l'Etat B (p. 4525); *installation d'une ambassade à Khatmandou* (p. 4525); *dotation du Fonds national de vulgarisation du progrès agricole; Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles; projet intéressant l'élevage* (p. 4525); *crédits relatifs à la vulgarisation agricole* (p. 4525); *son amendement tendant à majorer de 17.500.000 francs les crédits proposés* (p. 4525); *son amendement tendant à réduire de 2.500.000 francs les crédits proposés* (p. 4525); *son amendement tendant à majorer de 6.100.000 francs les crédits proposés pour le titre IV de l'Etat B* (p. 4526); *crédits concernant le Ministère des Anciens combattants* (p. 4526); *son amendement tendant à majorer de 10 millions de francs les crédits proposés pour le titre IV de l'Etat B concernant le Ministère de l'Economie et des Finances (Charges communes)* (p. 4526); *problème des rentes viagères* (p. 4526); *son amendement tendant à majorer de 8.160.000 francs les crédits proposés pour le titre III de l'Etat B concernant le Ministère de l'Economie et des Finances (charges communes)* (p. 4526); *problème des sous-officiers* (p. 4526); *son amendement tendant à réduire de 1.464.794 francs les crédits proposés pour le titre III de l'Etat B concernant le Ministère de l'Education nationale* (p. 4527); *son amendement tendant à majorer de 1.464.794 francs les crédits proposés* (p. 4527); *problème du déficit des collectivités locales* (p. 4527); *son amendement tendant 1° pour l'article 23, titre III, à majorer comme suit les crédits proposés: « 1 million 62.329 francs »: 2° pour l'Etat B, titre III, à affecter la réduction de crédit d'une diminution de 1.062.329 francs »* (p. 4527); *crédits du Ministère de l'Equipement (Travaux publics et Transports)* (p. 4527); *son amendement tendant: 1° pour l'article 23, titre III, à majorer les crédits proposés de 668.000 francs; 2° pour l'Etat B, titre III, à affecter la réduction de crédit proposée d'une diminution de 668.000 francs* (p. 4527); *crédits concernant l'Equipement (Logement); son amendement tendant: 1° pour l'article 23, titre IV, à majorer comme suit les crédits proposés 4.220.000 francs: 2° pour l'Etat B titre IV, à affecter la réduction de crédits d'une diminution de 4.220.000 francs* (p. 4527); *son amendement tendant à majorer comme suit les crédits proposés pour le Ministère de l'Intérieur: 1° Article 23, titre III: 3.829.468 francs: 2° Etat B, titre III: 3.829.468 francs* (p. 4527); *son amendement concernant le Ministère de l'Intérieur tendant à majorer 1° Article 23, titre IV: 6 millions de francs; 2° Etat B, titre IV, à substituer au chiffre de moins 4.039.000 francs, le chiffre de plus 1.961.000 francs* (p. 4527); *son amendement tendant à majorer de 809.000 francs les crédits proposés pour les services du Premier Ministre (Services généraux)* (p. 4527); *son amendement tendant à majorer de 200.000 francs le montant des crédits proposés pour les services du Premier Ministre (Services généraux)* (p. 4527); *formation professionnelle* (p. 4527); *son amendement tendant pour les services du Premier Ministre (Services généraux) à diminuer comme suit les crédits proposés; 1° Article 23, titre III, 1.461.219 francs; 2° Etat B, titre III: 1.461.219 francs* (p. 4527); Art. 24 : *Son amendement tendant à augmenter de 60 millions de francs le montant des autorisations de programme pour le titre V de l'Etat C concernant le Ministère de l'Equipement (Section commune)* (p. 4528); *son amendement tendant: 1° à majorer les autorisations de programme de 33.600.000 francs; 2° à majorer les crédits de paiement de deux millions de francs pour le titre VI de l'Etat C concernant le Ministère de l'Equipement (Logement)* (p. 4528); *son amendement tendant: 1° à majorer le montant des autorisations de programme de 5.220.000 francs; 2° à majorer les crédits de paiement de 4.970.000 francs pour le titre VI de l'Etat C concernant le Ministère de l'Equipement (Marine marchande)* (p. 4528); *son amendement tendant: 1° à majorer les autorisations de programme de 7.500.000 francs; 2° à majorer les crédits de paiement de 2.500.000 fr. pour le titre V de l'Etat C concernant le Ministère de l'Intérieur* (p. 4528); *son amendement tendant: 1° à réduire le montant des autorisations de programme de 809.000 francs; 2° à réduire le montant des crédits de paiement de 809.000 francs pour le titre V de l'Etat C concernant les services du Premier Ministre (Services généraux)* (p. 4528); Art. 25 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à majorer les crédits proposés au titre des mesures nouvelles applicables au titre III (Moyens des armes et services) de 212.400.000 francs* (p. 4528); *son amendement tendant dans le paragraphe 2 de cet article à diminuer les crédits proposés au titre des mesures*

nouvelles applicables au titre III (Moyens des armes et services) de 4.340.000 francs (p. 4529); *son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article, à majorer les crédits proposés au titre de mesures nouvelles applicables au titre III (Moyens des armes et services) de 4.340.000 francs* (p. 4529); Art. 26 : *Son amendement tendant: 1° pour le budget des Armées, titre V, à diminuer les autorisations de programme de 15 millions de francs: 2° à diminuer les crédits de paiement de 8 millions de francs* (p. 4529); Art. *31: Son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article, à majorer le montant des crédits de paiement applicables aux dépenses ordinaires civiles de 2.000.000 de francs* (p. 4529); Art. 37 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article à majorer de 1 million de francs les crédits de paiement s'élevant à la somme de 433 millions 500.000 francs applicables aux divers prêts de l'Etat* (p. 4529); Art. 50 : *Son amendement tendant à reprendre, pour cet article, le texte présenté par le Gouvernement : « Dans l'article 9 de la loi n° 65-1002 du 30 novembre 1965 portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, la date du 1er janvier 1967 est remplacée par celle du 1er décembre 1967 »* (p. 4530); *problème de la réforme des greffes; versement des acomptes sur les indemnités dues à des greffiers ayant déjà démissionné de leur charge; problème de la nomination dans la fonction publique* (p. 4530); *son sous-amendement tendant à compléter le texte de son amendement par de nouveaux alinéas (Situation des anciens greffiers titulaires de charge dont la démission a été acceptée avant la date d'entrée en vigueur de ladite loi)* (p. 4530); *problème du versement des acomptes; produit des droits de greffe* (p. 4531); *ses observations sur le vote bloqué* (p. 4532); Art. 58 : *Son amendement tendant à l'indice 454,50 à substituer l'indice 457,5* (p. 4532); après l'Art. 58 *: Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Modifications de la loi du 25 mars 1949)* (p. 4532); après l'Art. 59 *: Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Amélioration de la qualification professionnelle)* (p. 4532); *ses observations sur les paroles de M. Alduy* (p. 4533) *et sur celles de M. Anthonioz* (p. 4535); *ses remerciements à la Commission des finances et à la majorité; politique sociale du Gouvernement; politique des revenus; dialogue entre le Gouvernement et l'Assemblée; budget étant un acte du Gouvernement; ses observations sur le régime parlementaire; contrôle des dépenses; répartition des charges entre les collectivités locales et l'Etat; nombre de chômeurs; augmentation de l'épargne; niveau de vie des Français; commerce extérieur* (p. 4536 à 4538); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 : *Ses observations sur le problème de l'augmentation des dépenses militaires; dépenses d'équipement civil; exonérations en faveur des sociétés capitalistes; progrès social; recherche scientifique; situation des charbonnages; charges des collectivités locales; déductions pour les primes d'assurance-vie; procédure budgétaire* [6 décembre 1966] (p. 5259, 5260); Art. 2 *bis : Son amendement tendant à compléter le paragraphe I par les mots: « ou comportent la garantie d'une rente viagère avec jouissance effectivement différée d'au moins dix ans »* (p. 5265); *primes afférentes aux contrats d'assurance; problème de leur déduction* (p. 5265); Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Perception du timbre des quittances pour les billets d'entrée dans les salles de spectacles cinématographiques)* (p. 5265); *situation des exploitants de salles de cinéma* (p. 5265); Art. 11 : *Crédits affectés à la vulgarisation agricole; problème de la taxe sur les céréales* (p. 5266); Art. 21 : *Son amendement (Soutien financier de l'industrie cinématographique)* (p. 5266); Art. 50 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Réforme des greffes des juridictions civiles et pénales)* (p. 5269); *transformation des greffiers en fonctionnaires* (p. 5269); Art. 64 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5269); *ses observations sur les chèques postaux* (p. 5269); *ses observations sur les explications de vote de M. de Poulpiquet; dispositions de l'article 695 du Code général des impôts; installation des jeunes agriculteurs; mobilité des exploitations agricoles; rôle des services fiscaux pendant les quatre mois à venir sur les cessions de biens mobiliers agricoles normalement passibles de la taxe de 14 %* (p. 5276);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité; Article premier : *Abus de certaines formes de crédit à taux élevé; concurrence entre les établissements financiers; taux effectif moyen pra-*

tiqué par les banques et les établissements enregistrés par le Conseil national du crédit; taux maximum de 15 %; éviter de fixer un plafond trop rigide qui entraînerait une hausse généralisée des taux; développement du crédit à la consommation; rôle des établissements de crédit municipal; taux actuels des prêts personnels accordés par les établissements bancaires; crédit à l'équipement; crédit social; pressions sur le Gouvernement, l'Administration et le Parlement lors de la discussion du projet de loi [24 novembre 1966] (p. 4828 à 4830); *taux actuel de rendement à l'émission des obligations privées* (p. 4830); *équilibre du marché financier intérieur* (p. 4831, 4832); Art. 10 : *Ses observations sur les paroles de M. Bertrand Denis* (p. 4833); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Non-application des interdictions édictées aux articles 7 et 8 aux banques, aux établissements financiers et aux sociétés de caution mutuelle régies par la loi du 13 mars 1917 et aux entreprises de crédit différé)* (p. 4834); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « d'un établissement financier » à insérer les mots : « d'une société de caution mutuelle »* (p. 4834);

— du projet de loi modifiant le statut des agents de change : *Caractère du texte; situation des bourses de province; unicité de cotation des valeurs mobilières; rôle de la Bourse de Paris* [24 novembre 1966] (p. 4835, 4836); *disparition des bourses de province; rôle des établissements financiers; nombre des bourses de province* (p. 4836, 4837); Art. 2 : *Droits des agents de change sur les fonds communs des compagnies disparues* (p. 4837); *son amendement tendant à compléter cet article par une nouvelle phrase : « Les droits des agents de change dans la caisse commune de la compagnie nationale seront fixés par le règlement de ladite compagnie en respectant les droits de chacun d'eux dans les caisses communes des compagnies dissoutes »* (p. 4837); Art. 3 : *Ses observations sur les conventions relatives à la fusion des offices* (p. 4837, 4838); après l'Art. 3 : *Problème de l'application des dispositions relatives à la propriété commerciale* (p. 4838); Art. 8 : *Droit des personnels* (p. 4839);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, SECONDE DÉLIBÉRATION, après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Autorisation donnée aux chambres de métiers de voter des décimes additionnels supplémentaires)* [6 décembre 1966] (p. 5277, 5278); Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe I de cet article à rédiger ainsi le sixième alinéa (2° alinéa du 3) du texte modificatif proposé pour le troisième alinéa de l'article 6 du décret n° 53-959 du 30 septembre 1953 : « Toutefois, l'indemnité peut être payée en espèces si le commerçant établit qu'il se trouve, pour des motifs personnels, ou en raison du caractère particulier de son exploitation, dans l'impossibiliter de se réinstaller dans l'enceinte du marché »* (p. 5278); Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « en vue de l'achat de billets à ordre émis » à insérer les mots : « par des établissements prêteurs »* (p. 5279); *marché hypothécaire; rôle du Crédit foncier; taxe sur les prestations de service* (p. 5279); Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Institut national de la consommation)* (p. 5280); *objet de l'Institut national de la consommation; éducation des consommateurs; problème du financement; rôle des producteurs dans cet institut* (p. 5280); *composition du conseil d'administration* (p. 5281); Art. 19 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article après les mots : « effectuer des placements en billets à ordre émis par des... » à insérer les mots : « établissements »* (p. 5281); Art. 22 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer les mots : « l'insolvabilité » aux mots : « le passif »* (p. 5281); *cas des forges d'Hennebont* (p. 5281); Art. 33 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Redevances perçues sur les abattoirs)* (p. 5282); *suppression des tueries privées; disparition des abattoirs vétustes; durée de cinq ans pour la taxation nouvelle; amélioration de nos possibilités d'exportation* (p. 5282); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Son amendement tendant à reprendre pour l'article 18 le texte voté par l'Assemblée en première lecture : « Il est créé un établissement public national à caractère administratif qui prend le nom d'Institut national de la consommation. L'Institut national de la consommation constitue un centre de recherches, d'information et d'étude sur les problèmes de la consommation »* [15 décembre 1966] (p. 5578); *nécessité d'assurer une meil-*

leure représentation des organismes chargés de défendre les consommateurs ; coût de la vie ; régulation du marché ; problème du financement ; composition du conseil d'administration (p. 5578, 5579).

Ses observations sur l'aménagement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif aux relations financières avec l'étranger* [14 décembre 1966] (p. 5513).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux relations financières avec l'étranger : *Suppression du contrôle des changes ; investissements étrangers en France ; mouvement des capitaux français vers l'étranger ; situation économique du pays ; entrée de la France dans le Marché commun ; relations de la France avec les pays de l'Est et l'Union soviétique* [14 décembre 1966] (p. 5513 à 5515) ; Art. 3 : *Pouvoirs donnés au Gouvernement par ce projet* (p. 5517, 5518) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article (Contravention aux mesures visées à l'article 3)* (p. 5518).

Ses observations sur l'aménagement de l'ordre du jour [14 décembre 1966] (p. 5519).

DEFFERRE (M. Gaston), *Député des Bouches-du-Rhône, 3e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant nationalisation des banques d'affaires et réaménagement de l'organisation bancaire française, **n° 194** [21 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi du 29 juillet 1881 pour permettre une répression plus efficace de la provocation à la haine raciste, **n° 322** [7 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les villes de 10.000 habitants d'une partie des amendes perçues en matière de contravention aux règlements de circulation urbaine, **n° 396** [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité légale et de la majorité électorale, **n° 438** [19 juillet 1963].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 28 de la Constitution, **n° 502** [24 juillet 1963].

Sa proposition de loi portant amnistie de certaines infractions se rattachant directement ou indirectement aux événements d'Algérie, **n° 520** [26 juillet 1963].

Sa proposition de résolution tendant à insérer dans le règlement de l'Assemblée nationale un article 15 *bis* nouveau concernant la radiodiffusion ou la télévision des débats, **n° 1271** [17 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à instituer un droit de réponse à l'O.R.T.F. et à assurer l'expression « des principales tendances de pensées et des grands courants d'opinion » par l'intermédiaire de l'O.R.T.F., **n° 1289** [18 décembre 1964].

Sa proposition de loi portant amnistie, **n° 1776** [19 avril 1966].

Sa proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête sur l'accident survenu à six appareils des forces aériennes militaires au-dessus du territoire espagnol, le vendredi 27 mai 1966, **n° 1881** [2 juin 1966].

Sa proposition de loi portant réforme de l'enseignement, **n° 2014** [29 juin 1966].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale : *Etat d'esprit de la majorité ; caractère du présent débat ; violations des règles constitutionnelles (articles 5, 20 et 50) ; rôle joué par le Président de la République ; existence illusoire du Gouvernement ; facilité de disposer d'une constitution claire et cohérente et d'appeler le régime présidentiel par son nom ; exemple de la Grande-Bretagne ; situation de M. Giscard d'Estaing dans un Gouvernement U.N.R.-U.N.R., parti électoral de droite ; notions de droite et de gauche ; précédents historiques (colonel de Laroque, régime de Vichy, nazisme, fascisme) en matière de négation de ces deux notions ; proposition d'un émissaire U.N.R. (M. Juillet) d'assurer l'élection de candidats*

socialistes par un retrait concerté de candidats U.N.R.; élimination par la majorité des membres de la minorité de tous les bureaux de commissions; distribution des postes de rapporteur à la Commission des finances; augmentations intervenues depuis les élections; exonérations en faveur des opérations boursières; obligation faite par le Gouvernement aux municipalités de construire à leur charge des établissements du second degré; dépenses opérées au titre de la force de frappe; réservation des subventions gouvernementales en faveur des départements « ayant bien voté »; intention du Gouvernement d'amputer les libertés communales; problème de l'Europe intégrée; rétablissement de la subvention accordée à l'U.N.E.F. [13 décembre 1962] (p. 48 à 52); *problème du financement des constructions scolaires par les collectivités locales* (p. 63).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962 : *Hommage rendu à l'action du Secrétaire d'Etat aux rapatriés; liaison existant entre le problème des rapatriés et celui de la décentralisation industrielle; travaux de la Commission Racine à ce sujet; expropriations et réquisitions en faveur des rapatriés; cas particulier des constructions scolaires pour les enfants rapatriés* [19 décembre 1962] (p. 166, 167); Art. 3, TRAVAUX PUBLICS : *Crédits nécessaires à la fois aux études et aux acquisitions de terrains en ce qui concerne la construction du canal du Rhône au Rhin* (p. 174);

— en deuxième lecture du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Signification donnée par le Garde des Sceaux au vote sur le présent projet; position des socialistes vis-à-vis de l'O.A.S.; complicités dont celle-ci a bénéficié au sein de certains cabinets ministériels; conséquences de la création de juridictions d'exception; respect de la liberté des citoyens* [19 février 1963] (p. 2217, 2218).

Ses observations sur l'allocution de M. le Premier Ministre : *Ses regrets sur l'absence d'une déclaration de politique générale du Gouvernement; conditions matérielles dans lesquelles se sont déroulées les discussions des textes adoptés lors de la présente session extraordinaire; isolement international de la France; son retard économique; début de la grève des mineurs* [19 février 1963] (p. 2284, 2285).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Poids des dépenses militaires sur le budget français; mesures fiscales; augmentation des tarifs annoncée par le Ministre des Finances; déclarations optimistes du Général de Gaulle et du Premier Ministre au sujet de l'aisance de la trésorerie française; poussée inflationniste; réquisition des mineurs; augmentation des dépenses stériles; conséquences du montant élevé des crédits alloués à la force de frappe; reculs du Gouvernement lors de la grève des mineurs; problème de la quatrième semaine de congés payés; augmentation de la circulation monétaire; compte rendu des opérations de la Banque de France pour 1962; montée des prix au détail en France; expansion industrielle de 1954 à 1962; diminution du nombre des logements construits depuis 1959; diminution des exportations des biens d'équipement et de sidérurgie; déficit de la balance commerciale; manque d'efficacité du plan actuel; démocratisation nécessaire du Plan; absence de nouveauté pour les moyens utilisés par le Gouvernement contre l'inflation; caractère de facilité de ceux-ci; position exprimée par M. Rueff et par M. Gingembre au sujet du rapport entre la montée des prix et les augmentations de salaires; excès des dépenses de l'Etat dans certains domaines improductifs; caractères de l'inflation constatée en France avant 1958; poids des guerres d'Indochine et d'Algérie; estimations faites par M. Le Theule au sujet du coût de la force de frappe* [9 mai 1963] (p. 2815 à 2819); *présence de M. Catroux dans le Gouvernement Mendès-France; option prise à l'époque par le groupe socialiste en faveur de l'industrie nucléaire et non en faveur de la fabrication de la bombe et de la constitution d'une force de frappe; poids écrasant de la politique nucléaire française sur le budget national* [14 mai 1963] (p. 2884).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'article 48, paragraphe 7: modification de l'ordre du jour que provoquerait le renvoi en Commission du projet de loi sur les objecteurs de conscience* [24 juillet 1963] (p. 4466).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans

les services publics : Commission mixte paritaire : Ses explications de vote : *Problème de la conciliation ; existence, dans les pays scandinaves et en Allemagne fédérale, de tribunaux d'arbitrage ; persistance des difficultés économiques et sociales après cinq ans de régime gaulliste* [25 juillet 1963] (p. 4541).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le renvoi de la discussion du projet de loi relatif à certaines modalités du droit de grève* [25 juillet 1963] (p. 4516).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer, Art. 1er et 3 : *Votes du groupe socialiste* [26 juillet 1963] (p. 4599, 4600).

Prend part au débat sur les questions orales de M. Mitterrand relatives aux pouvoirs respectifs du Président de la République et du Gouvernement : *Demande une suspension de séance* [24 avril 1964] (p. 952).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Stabilité ; idée du Plan ; choix économiques et choix politiques ; orientations proposées par le Ve Plan ; exécution du IVe Plan ; sa réalisation en ce qui concerne l'Education nationale et les aménagements urbains ; enseignement technique ; prolongation de la scolarité ; dégradation des équilibres fondamentaux ; problème de la balance commerciale ; réformes de structure ; aggravation des inégalités sociales ; choix entre les dépenses productives et les dépenses improductives ; blocage des prix ; taux des investissements privés ; domaine réservé par le Général de Gaulle ; dépenses militaires ; importance dans la politique gaulliste de l'armement nucléaire ; bombe française étant redoutable pour les villes françaises ; notion de planification ; discipline des revenus ; ouverture des frontières ; Gouvernement souhaitant remplacer de plus en plus le financement public par le financement privé ; insuffisance de l'épargne française ; autofinancement des entreprises ; problème du logement ; municipalisation des terrains à bâtir ; aménagements urbains ; problème social ; impuissance du gaullisme à dialoguer, à contracter avec les forces du progrès et à s'appuyer sur elles pour aller de l'avant ; contrôle américain sur Bull* [25 novembre 1964] (p. 5585 à 5591) ; *secteur social de la construction : prêts consentis pour les H.L.M.* [26 novembre 1964] (p. 5635).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au respect du statut de l'O.R.T.F. : *Sa demande adressée au directeur régional de l'O.R.T.F. afin de bénéficier dans les émissions régionales du même traitement que M. Comiti ; respect du droit de la minorité* [30 avril 1965] (p. 1058, 1059, 1060).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : Ses explications de vote : *Avis du Conseil économique et social ; croissance du revenu national ; évolution des prix ; politique agricole du Gouvernement ; sa politique européenne ; ses observations sur les paroles de M. Pompidou ; époque où le Général de Gaulle a été le porte-parole de la France combattante ; direction du Gouvernement ; stabilité n'étant pas le fait d'un régime durable, mais ne reposant que sur un homme ; son vote contre le projet de loi* [5 novembre 1965] (p. 4563, 4564).

Son rappel au Règlement : *Débat sur le projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires devant être renvoyé ; application du texte en 1967 ; dépôt d'une motion de renvoi* [20 décembre 1965] (p. 4962, 4963).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : Ses explications de vote : *Propos tenus par son ami Guy Mollet ; liberté d'expression et liberté de vote ; situation de l'U.N.R. après le départ du Général de Gaulle ; affaire Ben Barka ; polices parallèles ; attaques du Premier Ministre contre l'opposition ; possibilité pour le Gouvernement de pratiquer un nouveau fait accompli ; époque où les blindés soviétiques étaient à moins d'une étape d'un tour de France de nos frontières ; époque de la tentative de directoire à trois ; reconnaissance de la Chine ; traité franco-allemand ; rôle de Robert Schuman pour la réconciliation franco-allemande ; détérioration des rapports franco-allemands ; époque de l'anti-américanisme ; Gouvernement français ayant refusé de participer officiellement aux cérémonies commémorant le vingtième anniversaire du débarquement de Normandie ; mémorial Kelly ; affaires Bull et Simca ; conséquences des initia-*

tives du Général de Gaulle pour la coexistence pacifique et la paix; politique du Gouvernement devant conduire à la soumission et entraîner le sous-développement; création de situations irréversibles; son vote favorable à la motion de censure [20 avril 1966] (p. 817 à 819);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'État ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Ses observations sur les paroles de M. Pasquini; situation dans les départements du Sud; revendications des rapatriés d'Algérie* [21 avril 1966] (p. 878); Ses explications de vote : *Procédure du vote bloqué; caractéristiques du débat; limitation du droit du Président de la République en lui interdisant d'accorder la grâce amnistiante; texte déposé par le Gouvernement à l'instigation du Président de la République; conséquences des événements d'Algérie; groupe socialiste refusant de participer au vote* (p. 888); *définition d'une véritable amnistie* (p. 888);

— du projet de loi portant amnistie, SECONDE DÉLIBÉRATION, après l'Art. 24 : *Incohérence du débat; amendement de M. Capitant devant permettre à un homme radié du barreau d'être amnistié; amnistie de caractère personnel; cas de M. Lemarchand* [28 avril 1966] (p. 1002); son rappel au Règlement : *Problème posé par un sous-amendement à un amendement retiré; affaire Lemarchand* (p. 1002).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la prolongation de la discussion générale du projet de loi relatif aux communautés urbaines; application de l'article 48, paragraphe 7, du Règlement; impossibilité de modifier le Règlement de l'Assemblée par une simple lettre du Premier Ministre; priorité donnée au Gouvernement pour l'inscription d'un projet à l'ordre du jour de l'Assemblée* [7 octobre 1966] (p. 3209, 3210).

Son rappel au Règlement : *Discussion de la motion de renvoi sur le projet de loi relatif aux communautés urbaines* [7 octobre 1966] (p. 3210).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Ses observations sur les paroles de M. Pompidou* [7 décembre 1966] (p. 5323).

DEGRAEVE (M. Jean), *Député de la Marne, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 janvier 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République [11 janvier 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission supérieure des allocations familiales agricoles [19 février 1963] (p. 2247).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1964, n° 549 (Travail), **n° 582** [17 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur : 1° la proposition de loi (n° 89) tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948; 2° la proposition de loi (n° 426), adoptée par le Sénat, relative à l'attribution d'une prime de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé, **n° 884** [12 mai 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (Travail), **n° 1107** [14 octobre 1964].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Effets heureux du prochain emprunt; conséquences de la réduction du taux des bons du Trésor; élévation souhaitable*

du plafond des dépôts dans les caisses d'épargne; question de la suppression des zones de salaires [14 mai 1963] (p. 2863, 2864).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 15 : *Amendements de M. Didier (Responsabilité des régimes d'assurance-vieillesse des non-salariés à l'égard des rapatriés)* [29 mai 1963] (p. 3102); *reprend ces amendements; nécessité d'éviter le transfert sous les régimes des retraites métropolitaines des charges incombant à l'Etat* (p. 3102) ; Art. 14 : *Multiplication probable des camionnettes de 2 et 4 CV appartenant aux sociétés, en remplacement des voitures de tourisme* (p. 3118);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Problèmes posés par la grève des services publics; intéressement du personnel de ces services aux économies ou aux bénéfices réalisés; collaboration souhaitable entre les syndicats et le Gouvernement* [17 juillet 1963] (p. 4234);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Caractère de la récolte des céréales; taxe de résorption pour les producteurs; problèmes du lait; situation pour le sucre; négociations de Bruxelles* [4 novembre 1963] (p. 6322); TRAVAIL, en qualité de *Rapporteur pour avis: Formation et protection des responsables syndicaux; revendications des mutilés du travail; prestations familiales; ouverture d'un grand débat sur l'avenir du régime social français* [5 novembre 1963] (p. 6419, 6420, 6421); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Inquiétudes de la Commission mixte en face de l'article 75* ter *voté par le Sénat; déficit du service des chèques postaux; crédits du Ministère des P.T.T.; faire face aux besoins des usagers et du personnel pour les télécommunications* [6 décembre 1963] (p. 7696, 7697).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Augmentation du prix du lait; relèvement du prix du blé et du prix de la betterave* [9 octobre 1964] (p. 3123, 3124).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Situation de l'emploi; action du Ministère du Travail; politique en faveur de la vieillesse; question relative aux prestations familiales; production ayant continué d'augmenter et étant, en juin 1964, de 5 % supérieure à son niveau de 1963; faiblesse du chômage; immigration des travailleurs étrangers en France; son développement; économie française étant dans une situation de plein emploi; difficultés locales étant un peu plus nombreuses que les années précédentes; reconversions et fermetures d'usines dans la Loire-Atlantique; cessation d'activités de l'usine Saint-Jacques à Montluçon; difficultés dans les textiles des Vosges; réinsertion des rapatriés d'Algérie dans la vie économique; action du Ministère du Travail dans le domaine de l'emploi; réorganisation en profondeur des services du Ministère du Travail en ce qui concerne l'emploi conformément aux recommandations du IVe Plan; plan Laroque; abaissement de l'âge normal de la retraite; situation du chef de famille à l'échelle 18 — part A — employé à la S.N.C.F.; abattements de zones; grands principes devant présider à l'évolution des régimes de la Sécurité sociale au cours des années prochaines* [20 octobre 1964] (p. 3413, 3414); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Prix d'achat du matériel agricole; maintien de la ristourne au taux actuel; modifications de ce taux; prix du blé, de la betterave et du riz* [5 novembre 1964] (p. 4730);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Suppression des zones de salaires; nécessité de majorer les prestations en faveur de la vieillesse* [13 octobre 1965] (p. 3619); EDUCATION NATIONALE : *Problème des constructions scolaires du premier degré; cas du département de la Marne; enseignement pré-scolaire et élémentaire; mesures discriminatoires frappant les directeurs et directrices des collèges d'enseignement techniques* [18 octobre 1965] (p. 3824); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Calamités agricoles; région de l'Est; Caisse de crédit agricole; ses observations sur la betterave et la production laitière; rôle du F.O.R.M.A.* [28 octobre 1965] (p. 4274).

Prend part au débat sur la question orale de M. Collette relative à l'indemnité viagère de départ des exploitants agricoles [13 ma

1966] (p. 1291) : *Situation betteravière* (p. 1295, 1296).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des anciens combattants de la Marne; situation des veuves de guerre; revalorisation des points des pensionnés de 60 à 80 %* [18 octobre 1966] (p. 3492); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Revendications du personnel; carrière administrative des contrôleurs des installations électromécaniques et celle des agents des installations des postes et télécommunications; demandes d'installation téléphonique; suppression des abattements de zones* [19 octobre 1966] (p. 3566); AFFAIRES SOCIALES : *Intéressement des travailleurs aux entreprises; suppression des zones de salaires; ses observations sur le personnel hospitalier; problème du licenciement du personnel français employé dans les bases alliées* [20 octobre 1966) (p. 3635).

DEJEAN (M. René), *Député de l'Ariège, 2e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294).

Est élu vice-président de cette Commission [9 mai 1963] (p. 2829).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172).

Est élu vice-président de cette Commission [18 juillet 1963] (p. 4298).

Est nommé :

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre titulaire des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1° du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; 2° du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452).

Dépôts :

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 38 de la Constitution, n° **137** [5 février 1963].

Sa proposition de résolution tendant à modifier les articles 28, 38, 48, 65, 81, 82, 86 et 132 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° **144** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à donner aux locataires-gérants d'un fonds de commerce un droit de préemption en cas de vente de ce fonds et, à l'expiration de leur contrat, un droit à l'indemnité sur la plus-value acquise par le fonds du fait de leur travail ou de leurs investissements personnels, n° **153** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 320 du Code pénal concernant le délit des blessures involontaires, n° **154** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à autoriser le divorce et la séparation de corps dans le cas d'aliénation mentale incurable de l'un des conjoints, n° **155** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à revaloriser les rentes viagères constituées entre particuliers, n° **308** [7 juin 1963].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 28 et 47 de la Constitution, n° **664** [21 novembre 1963].

Sa proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, n° **726** [11 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à proroger la loi du 1er décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais, n° **924** [28 mai 1964].

Sa proposition de loi tendant à réglementer la prophylaxie anticonceptionnelle, n° **1285** [18 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 41 du décret du 10 avril 1954, à abroger l'article 9 de l'ordonnance du 6 octobre 1960 et l'article 34 de la loi du 15 janvier 1963 relatifs à la discipline du barreau, n° **1355** [7 mai 1965].

Sa proposition de loi tendant à proroger la loi du 1er décembre 1951, modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel et à proroger diverses dispositions prises en raison de la crise du logement, n° **1822** [11 mai 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'État et du projet fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Défense de la légalité républicaine par les socialistes ; remise en cause par les présents textes de certains des principes fondamentaux du droit pénal français ; risques d'arbitraire de la répression qu'implique le vote des présents textes ; respect des droits individuels ; instauration, à côté du droit commun, d'un droit spécial aux infractions intéressant l'Etat ; définition de la compétence de la Cour de sûreté ; question de la garde à vue ; composition de la Cour ; principe de la séparation des pouvoirs ; conflit entre la raison d'Etat et les droits fondamentaux de l'individu (affaire Dreyfus)* [3 janvier 1963] (p. 217 à 219) ; Modification du Code de procédure pénale, Art. 30 : *Son amendement (Problème de la garde à vue)* (p. 229) ; *son amendement (Durée de la garde à vue)* (p. 230) ; Art. 63 : *Son amendement (Suppression des dispositions prévoyant le doublement des délais de garde à vue)* (p. 231) ; Art. 699 : *Son amendement de suppression (Cas des jeunes gens de 16 à 18 ans)* (p. 239). Art. 1er : *Son amendement (Exercice des fonctions de Premier président et de conseiller) ;* [4 janvier 1963] (p. 254) ; Art. 2 : *Son amendement (Nomination des membres de la Cour sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature)* (p. 256) ; Art. 16 : *Son amendement (Durée de la garde à vue) : respect des libertés individuelles ; nature des services de police* (p. 265) ; Art. 26 : *Son amendement (Contenu du décret de mise en accusation) : nécessité de prévoir le cas où le Gouvernement voudrait inculper l'accusé d'une charge non retenue par le juge d'instruction* (p. 273) ; Art. 28 : *Son amendement (Débat entre les parties devant la Chambre de contrôle) : nécessité*

de prévoir un débat contradictoire (p. 275, 276); Art. 30 : *Amendement de la Commission (Suppression du dernier alinéa de cet article) : nécessité de maintenir le système de l'exploit d'huissier* (p. 277); Art. 32 : *Son amendement (Obligation pour le président de la cour de motiver les décisions prises sur la régularité de la saisine de la Cour ou sur les nullités de procédure invoquées)* (p. 279); Art. 38 : *Son amendement (Motivation des arrêts de la Cour) : nécessité de fournir une motivation de sentence* (p. 281); Art. 39 : *Son amendement (Cas des condamnés membres de la Légion d'honneur ou décorés de la médaille militaire) : nécessité de ne pas prévoir une décision automatique de radiation* (p. 282); Conclusions de la Commission mixte paritaire : *Position du groupe socialiste vis-à-vis du présent projet; progrès réalisés dans l'amélioration du texte; maintien de la création d'une juridiction très spéciale; problème des mineurs et celui de la garde à vue* [11 janvier 1963] (p. 659);

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi nº 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Renvoi devant la Cour militaire de justice des auteurs de l'attentat du Petit-Clamart; ses conséquences juridiques; caractère de circonstance du présent projet* [13 février 1963] (p. 2125, 2126);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, JUSTICE : *Complément à apporter à la réforme judiciaire de 1958; magistrats d'instance au chef-lieu; gravité de la délinquance juvénile; modifications de structure de l'administration pénitentiaire; problème de l'amnistie; nécessité de refaire l'unité nationale* [5 novembre 1963] (p. 6450);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Projet entraînant la suppression de la représentation proportionnelle, sauf pour Paris, Lyon, Marseille; système frappant les électeurs des villes de plus de 30.000 habitants d'un certain nombre d'interdictions; distinction entre électeurs libres et électeurs conditionnés; restriction des choix des électeurs; candidats dépendant, pour leur inscription sur la liste, du Comité les patronnant; politisation de la fonction municipale; laisser un caractère essentiellement administratif à ses conseils; caractère politique du projet; étendre ce projet devenu banc d'essai aux élections législatives; possibilité de se retourner contre ses propres auteurs; défi à la tradition républicaine; ouverture de la porte à l'aventure* [20 mai 1964] (p. 1280, 1281, 1282); Art. 1er : *Son amendement (Election des conseillers municipaux au scrutin plurinominal majoritaire à deux tours)* [21 mai 1964] (p. 1305); *son amendement tendant à substituer au chiffre de 30.000 le chiffre de 120.000; retrait de cet amendement* (p. 1308); Deuxième lecture, Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. de Grailly (Constitution entre les deux tours de listes nouvelles composées de candidats ayant obtenu au moins 5 % des voix)* [17 juin 1964] (p. 1975); *avantages offerts par la possibilité de constituer des listes nouvelles au second tour* (p. 1975); Ses explications de vote : *Position hostile du groupe socialiste; effort de conciliation accompli par le Sénat; ne pas chercher à « manœuvrer » le suffrage universel; nécessité de l'union des Républicains* (p. 1977);

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret nº 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 12 : *Eviter toutes révisions permanentes des loyers; problème des révisions triennales devenues la règle permanente de fixation des loyers commerciaux* [25 juin 1964] (p. 2213, 2214); Art. 15 : *Problème d'une déspécialisation; sa limitation; discrimination faite par le Gouvernement; système très simple proposé par la Commission; tribunaux civils chargés d'apprécier la distribution dans une ville ou dans une région* (p. 2220); Ses explications de vote : *Acceptation par le groupe socialiste de la proposition de loi marquant un progrès par rapport à la situation actuelle* (p. 2224, 2225);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, JUSTICE : *Difficultés financières de la Caisse nationale des barreaux français; situation des greffiers d'instance; problème des rémunérations; fonctionnarisation des greffes; équipement des tribunaux; prise en charge par l'Etat de tous les bâtiments judiciaires; contribuer à leur modernisation; gravité du problème de l'assistance judiciaire; problème de*

l'amnistie; attitude du Gouvernement [30 octobre 1964] (p. 4350, 4351);

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis : Ses explications de vote : *Groupe socialiste acceptant le projet de loi; loi de 1938 ne pouvant plus répondre aux problèmes posés par le développement de la copropriété; groupe socialiste étant favorable à un statut légal plus précis; création d'un conseil syndical devant permettre aux copropriétaires de participer plus activement à l'administration de la chose commune; rôle des membres de la Commission et de M. le Rapporteur;* [22 avril 1965] (p. 842);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à compléter comme suit le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. de Grailly : « à l'exception de l'arrêté du 6 août 1963 relatif à l'établissement de la liste d'aptitude pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale, annulé par la décision du Conseil d'Etat du 27 novembre 1964 »* [28 avril 1965] (p. 957);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux; Art. 220-1 du Code civil : *Rôle du président du tribunal de grande instance dans toutes les mesures d'urgence* [26 juin 1965] (p. 2610); Art. 223 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Exercice d'une profession sans le consentement de l'autre conjoint)* (p. 2612); *souci de respecter l'égalité entre époux* (p. 2612); *mari ne devant pas mettre en péril l'intérêt de la famille* (p. 2613); *métier du mari* (p. 2613); Art. 1397 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 1397 du Code civil : « Après deux années d'application du régime matrimonial, conventionnel ou légal, les époux pourront convenir »* (p. 2617); *ses observations sur les paroles de M. Collette* (p. 2618); *éventualité de la fraude; intérêt des créanciers; pouvoir d'appréciation du juge* (p. 2619); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 1397 du Code civil par le nouvel alinéa suivant : « Le tribunal ne pourra refuser l'homologation que si le régime dont les époux ont convenu est contraire à l'intérêt des enfants »* (p. 2620); Art. 1424 du Code civil : *Problème du bail passé sans le concours de la femme* (p. 2627); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 1424 du Code civil par la phrase suivante : « il ne peut, sans l'accord de la femme, consentir un bail à ferme ou un bail commercial sur un immeuble de la communauté »* (p. 2627); Art. 1442 du Code civil : *Etablissement de la date de la cessation de la cohabitation* (p. 2634); Art. 595 du Code civil : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2651); *législation relative aux baux ruraux et aux baux commerciaux* (p. 2651); Ses explications de vote : *Conditions du débat; dispositions tendant à donner à la femme la gestion de ses biens propres et à lui accorder un pouvoir de cogestionnaire; choix de la profession* (p. 2657);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Médiocrité des crédits; situation des agents de l'administration pénitentiaire; crise de recrutement dans la magistrature; équipement déficient des cours et tribunaux; apport des magistrats jadis en fonction en Algérie ou détachés auprès des tribunaux marocains; possibilité de faciliter l'accès de la magistrature à des praticiens du droit privé, avocats ou officiers ministériels; revalorisation de la fonction de justice; équipement des cours et tribunaux; problème des collectivités locales* [12 octobre 1965] (p. 3531, 3532); *réforme du Code de procédure civile; caractère inquiétant de la délinquance juvénile; situation des personnes détenues pour crimes et délits en relation avec les événements d'Algérie* (p. 3532);

— du projet de loi portant réforme de l'adoption; Art. 343 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Lorsqu'au moment du mariage les époux sont âgés tous deux de plus de 40 ans, le délai de cinq ans prévu à l'alinéa précédent est ramené à deux ans »* [17 novembre 1965] (p. 4693); *ramener de huit à cinq ans la durée de mariage indispensable pour procéder à l'adoption* (p. 4693, 4694); En deuxième lecture, Art. 345-1 du Code civil : *Vote du groupe socialiste* [14 juin 1966] (p. 2026);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'État ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Projet d'amnistie partielle de décembre 1964;*

grâce amnistiante; contentieux de l'amnistie; nécessité de faire l'unité morale de la Nation; application de l'article 34 de la Constitution; procédure du vote bloqué; projet prévoyant trois groupes de personnes: ceux qui peuvent bénéficier du texte, ceux qui ne bénéficieront que d'une amnistie conditionnelle, dépendant du décret du Président de la République et les condamnés ayant assumé un rôle déterminant d'organisation ou de commandement; caractère de l'amnistie: son absence de généralité; effets de la grâce amnistiante; controverse juridique entre l'amnistie proprement dite et l'amnistie par décret; proposition de loi portant amnistie des faits commis en liaison directe ou indirecte avec les événements d'Algérie ayant été déposée par le groupe socialiste et le rassemblement démocratique; France étant l'asile des réfugiés politiques; juridictions d'exception [21 avril 1966] (p. 875, 876); *fondements indispensables d'une véritable amnistie* (p. 877); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après le mot « punissables » à insérer les mots: « ou n'auront été punies »* (p. 883); *retrait de tous ses amendements* (p. 883); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Contestations relatives à l'amnistie prévue par la présente loi pouvant être portées devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation)* (p. 884); *retrait de son amendement* (p. 884); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Chambre criminelle de la Cour de cassation)* (p. 884); *retrait de son amendement* (p. 884); *son amendement tendant après l'article 4 à insérer un nouvel article (Preuve de l'absence de relation de l'infraction poursuivie avec les événements d'Algérie)* (p. 884); *retrait de son amendement* (p. 884); Art. 5 : *Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de cet article* (p. 884); *retrait de son amendement* (p. 884); Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article: « L'amnistie entraîne la réintégration dans les fonctions ou emplois publics, grades, offices publics ou ministériels »* (p. 886); *retrait de son amendement* (p. 886); Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (Réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre de la Libération et dans le droit au port de la médaille militaire)* (p. 887); *retrait de son amendement* (p. 887); En deuxième lecture, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans cet article, à la deuxième et à la septième ligne, après les mots: « en relation directe » à insérer les mots: « ou indirecte »* (26 mai 1966) (p. 1513); *ses observations sur son amendement; amnistie de plein droit étendue à ceux qui ont été condamnés à une peine privative de liberté dont la durée n'excède pas quinze années* (p. 1513); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots: « punissables » à insérer les mots « où n'auront été punis »* (p. 1514); *cas des condamnés à une peine n'excédant pas dix ans de privation de liberté* (p. 1514); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Compétence des tribunaux)* (p. 1514); *rôle des tribunaux de droit commun* (p. 1514); *son amendement tendant à compléter l'article 4 par les nouvelles dispositions suivantes: « il appartiendra au ministère public d'apporter la preuve de l'absence de relation de l'infraction poursuivie avec les événements d'Algérie »* (p. 1514); Art. 12 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article: « L'amnistie entraîne la réintégration dans les fonctions ou emplois publics, grades, offices publics ou ministériels »* (p. 1516); *son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de cet article: « L'amnistie confère la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre de la Libération et dans le droit au port de la médaille militaire »* (p. 1516); *réintégration des amnistiés de plein droit dans la communauté nationale* (p. 1516); Ses explications de vote : *Groupe socialiste ne votant pas le projet; déroulement du débat; procédure du vote bloqué; but de l'amnistie* (p. 1517, 1518); En troisième et dernière lecture : Ses explications de vote : *Groupe socialiste ne prenant pas part au vote* [3 juin 1966] (p. 1690);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Lavigne, à remplacer les mots: « ou à défaut » par le mot « et »* [24 mai 1966] (p. 1432); *fonctionnement des sociétés civiles professionnelles; avis des organismes chargés de représenter officiellement la profession; avis des organisations et syndicats professionnels dont l'audience est suffisamment large* (p. 1432); Art. 25 : *Cas où un officier ministériel, membre de la société interprofessionnelle, démissionne* (p. 1445);

— des conclusions du rapport de la Commis-

sion des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur onze propositions de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement de MM. Maurice Thorez, Hersant, Edouard Charret, Neuwirth, de Grailly, Lecocq, Krieg, Trémollières, Lolive, Georges Germain et Dubuis; Art. 3 : *Charge des dépens* [16 juin 1966] (p. 2109);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JUSTICE : *Réforme des greffes; fixation des limites d'âge pour la fonctionnarisation des titulaires de charges; ses observations sur le personnel des services pénitentiaires; implantation de nouveaux tribunaux; ressorts des cours d'appel de Nancy et de Dijon; recrutement de la magistrature; nombre de candidats au concours d'entrée au Centre national d'études judiciaires; aménagement des trois tribunaux de grande instance dans la région parisienne; cas de la région Midi-Pyrénées; modernisation des tribunaux; transfert de charges llocales sur le budget national; décrets concernan a réforme de la procédure civile; réorganisationt des services judiciaires; procédure auprès du juge des loyers commerciaux; problème de l'assistance judiciaire; nécessité de réaliser une totale amnistie* [27 octobre 1966] (p. 3999 à 4001).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale, sans débat, relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4062, 4070, 4071).

DELACHENAL (M. Jean), *Député de la Savoie, 1re circonscription (R. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652); [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 635), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre titulaire des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1° du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; 2° du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726).

Est élu vice-président de cette Commission [18 novembre 1965] (p. 4726).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi portant amnistie [1er juin 1966] (p. 1628);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365);

— membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [25 janvier 1963] (p. 1873), [13 mai 1966] (p. 1297)

Est élu vice-président titulaire de la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [6 juin 1963] (p. 3200).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 132 instituant une obligation d'assurance pour les exploitants de chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, de téléphérique ou d'autres engins de remontée mécanique, **n° 284** [21 mai 1963].

Sa proposition de loi portant amnistie à l'égard de certains détenus politiques, **n° 333** [7 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 297, adoptée par le Sénat, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 75 du Code civil, **n° 427** [5 juillet 1963).

Sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des majorations des rentes viagères servies par des compagnies d'assurances en vertu de contrats d'assurance groupe à des assurés victimes d'un accident de trajet avant 1947, **n° 610** [29 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi nos 149 et 530 tendant : 1° à instituer une taxe sur les résidences secondaires; 2° à compléter l'article 1577-III du Code général des impôts relatif au minimum garanti de la taxe locale, **n° 645** [9 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 583), adopté par le Sénat, complétant l'article 775 du Code de procédure pénale, **n° 662** [20 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1723 du Code civil, **n° 730** [11 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à proroger les mesures de protection prévues en matière de loyers, en faveur des personnels civils et militaires appelés à servir hors du territoire européen de la France au titre de la Coopération technique ou culturelle, **n° 732** [11 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 870), adopté par le Sénat, relatif aux sessions des conseils généraux, **n° 972** [12 juin 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis, du 7 au 16 septembre 1964, **n° 1204** [2 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1301) modifiant et complétant les articles 16 et 21 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, **n° 1390** [26 mai 1965].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à la suite d'une mission effectuée en U.R.S.S. du 4 au 18 septembre 1965, **n° 1743** [2 avril 1966].

Son rapport, au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1703 relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, **n° 1787** [28 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République,

sur le projet de loi n° 1897, modifié par le Sénat, relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, **n° 1937** [15 juin 1966].

Sa proposition de résolution tendant à compléter les dispositions du Règlement de l'Assemblée Nationale sur les pétitions, **n° 1947** [17 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1947) tendant à compléter les dispositions du Règlement de l'Assemblée Nationale sur les pétitions, **n° 2117** [3 novembre 1966] (p. 4216].

Ses rapports sur des pétitions [2 mars 1963] (p. 2349, 2350), [7 juin 1963] (p. 3258, 3259), [31 octobre 1963] (p. 6177, 6178), [11 janvier 1964] (p. 92), [5 mai 1964] (p. 1086), [11 juillet 1964] (p. 2486), [13 novembre 1964] (p. 5408, 5409), [5 novembre 1965] (p. 4567 à 4571), [3 juin 1966] (p. 1707, 1708, 1709), [25 novembre 1966] (p. 5016, 5017, 5018).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'État ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'État, Art. 2 : *Son amendement (Durée de l'exercice des fonctions du premier président et des conseillers) : nécessité d'assurer une continuité des fonctions des magistrats de la Cour de sûreté ; risques qu'implique l'exercice de telles fonctions* [4 janvier 1963] (p. 256); Conclusions de la Commission mixte paritaire : *Réduction souhaitable du délai de garde à vue ; cas de l'avocat sanctionné durant les débats et la défense de son client* [11 janvier 1963] (p. 659);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : *Nécessité de revaloriser les prix plafond pour les logements H.L.M. ; conséquences sur les budgets des collectivités locales des prêts en faveur des H.L.M.* [10 janvier 1963] (p. 522, 523); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Nécessité d'augmenter les autoroutes ; percement du tunnel de l'Epine ; application du décret du 26 mai 1962 sur les indices terminaux des agents des Ponts-et-Chaussées* [15 janvier 1963] (p. 847);

— du projet de loi instituant une assurance obligatoire pour les exploitants d'engins de remontée mécanique, en qualité de *Rapporteur : Caractère généralisé, à l'heure actuelle, de l'assurance pour l'exploitation des engins de remontée mécanique ; situation différente qui pourrait se présenter à l'avenir ; différentes dispositions contenues dans le présent texte ; problèmes complexes posés par le développement du ski en montagne ; conséquences de certains accidents récents* [21 mai 1963] (p. 3007, 3008); Art. 2 : *Son amendement de suppression au nom de la Commission* (p. 3008); Art. 4 : *Son amendement au nom de la Commission (Suspension de l'exploitation par le Préfet dès la constatation du défaut d'assurance)* (p. 3009); après l'Art. 4 : *Son amendement au nom de la Commission (Obligation d'assurance pour toute nouvelle autorisation d'exploitation)* (p. 3009); Art. 6 : *Son amendement au nom de la Commission (Délai pour l'élaboration du règlement d'administration publique)* (p. 3009);

— projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 46 : *Son amendement (Exclusion de la qualification de vol du champ des infractions fiscales)* [10 juillet 1963] (p. 4002);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, EDUCATION NATIONALE, Art. 14 : *Problème des constructions scolaires ; ramassage scolaire* [19 juillet 1963] (p. 4368, 4369);

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat modifiant l'article 75 du Code civil, en qualité de *Rapporteur : Différents articles du Code civil que doit lire le maire aux futurs époux ; motifs de la suppression de la référence de l'article 2135 du Code civil (Inscription de l'hypothèque légale)* [23 juillet 1963] (p. 4421);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, Commission mixte paritaire : *Ses explications de vote : ses observations sur son amendement déposé à la Commission mixte paritaire sur la notion de négociation ; problème des agents de la fonction publique ayant un statut spécial* [25 juillet 1963] (p. 4541);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 3 : *Son amendement*

(Encouragement à la construction) [22 octobre 1963] (p. 5320); Art. 8 : *Son amendement (Cas du taux plus élevé pour les collectivités locales)* [23 octobre 1963] (p. 5401); *son amendement (Délai de paiement pour les redevables de la taxe)* (p. 5402); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Crédits pour l'équipement sanitaire et social; modernisation et équipement des établissements de cure* [24 octobre 1963] (p. 5548); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Augmentation des investissements pour les terrains de camping; détaxation de l'essence pour les étrangers* [28 octobre 1963] (p. 5730, 5731); TRAVAIL : *Conclusions de la Commission Laroque à l'égard des personnes âgées; situation des veuves de mutilés du travail et des victimes d'accidents du travail* [5 novembre 1963] (p. 6430); JUSTICE : *Lenteur de l'avancement des magistrats; intégration de juges de paix; réforme de la profession de greffier; intentions du Gouvernement en matière d'amnistie* (p. 6449).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux calamités atmosphériques [25 octobre 1963] (p. 5673, 5676).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution, Art. 3 : *Fixation par décret en Conseil d'Etat de l'aide financière pour les propriétaires des installations existantes* [14 novembre 1963] (p. 7225); *donner les moyens financiers propres à assurer les réalisations nécessaires* (p. 7225, 7226);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, complétant l'article 775 du Code de procédure pénale, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur cet article du Code de procédure pénale ; bulletin n° 2 du casier judiciaire; communication aux employeurs; arrêtés d'expulsion abrogés ou rapportés* [14 avril 1964] (p. 735);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 7 : *Cas des petits exploitants n'ayant pas les moyens de contracter une assurance; leur exclusion du bénéfice de la loi* [23 avril 1964] (p. 897); *risques « normalement » assurés* (p. 897); *biens « qui n'avaient pas normalement à faire l'objet d'un contrat d'assurance »* (p. 899);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Coste-Floret par la phrase suivante « et pour Paris, Marseille, Lyon, un nombre de suppléants qui ne pourra pas être inférieur au tiers ni supérieur à la totalité des sièges à pourvoir »* [21 mai 1964] (p. 1309); *institution de conseillers municipaux suppléants paraissant extrêmement difficile à appliquer en théorie et en pratique; difficultés pour les maires de constituer des listes; maintenir à Paris, Lyon et Marseille les conseillers municipaux suppléants* (p. 1309);

— du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, Art. 2 *(suite)* : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Révocation et rétrogradation ne pouvant être prononcées en conformité avec la procédure disciplinaire actuellement applicable »* [9 juin 1964] (p. 1737); *Ses observations sur l'article 5 de la loi du 31 juillet 1963; Situation pour la police; risque d'arbitraire; ne pas priver les intéressés du droit fondamental de se défendre en cas de sanction affectant leurs moyens d'existence* (p. 1737); *son amendement tendant à compléter l'article 2 par un nouvel alinéa : « Toutefois la révocation ne pourra être prononcée que dans les réformes prévues dans le statut général des fonctionnaires »* (p. 1738); *efforts faits par le Gouvernement* (p. 1738);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux sessions des conseils généraux, en qualité de *Rapporteur : Projet de loi adopté à l'unanimité par le Sénat sur le rapport présenté par M. Prelot; problème mineur; date des sessions ordinaires des conseils généraux; loi du 10 août 1871; loi du 19 novembre 1963; loi constitutionnelle du 30 décembre 1963 ayant modifié les dates des sessions du Parlement; avantages et inconvénients présentés par l'interdiction du cumul des deux mandats; argument juridique* [17 juin 1964] (p. 1979); Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1979); Art. 2 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1980);

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègles, tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer

d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, Art. 5 : *Application d'un régime contractuel* [25 juin 1964] (p. 2200); *bail primitif : problème de son renouvellement* (p. 2200); Art. 15 : *Texte ne s'appliquant pas aux immeubles vétustes; éviter la pénalisation des commerçants installés dans des immeubles bâtis avant 1953* (p. 2221); En deuxième lecture, Art. 2 *bis : Position du Sénat; modification de l'article 3-2 du décret du 30 septembre 1953; son opposition à l'amendement de la Commission* [9 décembre 1964] (p. 5969); *revenir au texte du Sénat prévoyant une durée de trois ans* (p. 5970);

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation, Art. 456 du Code civil : *Son amendement tendant à remplacer le troisième alinéa du texte proposé pour cet article du Code civil (Durée du bail d'immeuble consenti par le tuteur)* [26 juin 1964] (p. 2280); *protéger le mineur contre les conséquences des baux passés par son tuteur* (p. 2280, 2281); Art. 457 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article du Code civil par un alinéa nouveau (Autorisations du conseil de famille)* (p. 2281); *accorder des garanties supplémentaires au mineur; rôle limité du juge des tutelles* (p. 2281); En deuxième lecture, Art. 1er, article 456 du Code civil : *Protection du mineur contre les conséquences que pourraient avoir à sa majorité les baux passés par le tuteur; position du Sénat* [19 novembre 1964] (p. 5495, 5496);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 2 : *Mesures de détente fiscale prévues à cet article de la loi de finances; pères de famille ayant plusieurs enfants à charge dont l'un au moins poursuivant des études; montant des bourses* [15 octobre 1964] (p. 3249); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires en ce qui concerne les propriétaires de gites ruraux* [21 octobre 1964] (p. 3517);

— du projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques : *Permettre aux organismes de lutte contre les moustiques de passer outre à l'opposition des propriétaires récalcitrants; aide de l'Etat aux départements* [12 novembre 1964] (p. 5356); *ne pas oublier les autres régions; critères de l'intérêt touristique de la démoustication* (p. 5356); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « ...à temps pour leur permettre de prendre toutes dispositions utiles pour la sauvegarde de leurs intérêts »* (p. 5357); *donner une garantie aux propriétaires et aux occupants lorsque les agents des services mentionnés pénètrent dans les propriétés privées* (p. 5357);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 8 : *Son amendement tendant, au début du premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 14 de la loi du 1er septembre 1948, à substituer aux mots : « les occupants d'un immeuble » les mots : « nonobstant les dispositions de l'article 1723 du Code civil, les locataires ou occupants... »; en conséquence, à la fin de la première phrase du premier alinéa, substituer aux mots : « Au logement de l'occupant et de sa famille » les mots : « au logement du locataire ou de l'occupant et de leur famille »* [8 décembre 1964] (p. 5887);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances : *Bénéficiaires de l'amnistie pouvant retrouver leur famille pour Noël; attitude des républicains indépendants considérant que le moment de la réconciliation est venu; dispositions du projet de loi amendé; portée pratique de l'article premier; attitude du chef de l'Etat; portée du projet de loi; son vote* [17 décembre 1964] (p. 6184, 6185); avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Capitant concernant un nouvel article B, à supprimer les mots : « en Algérie et »* (p. 6195); *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par M. Capitant concernant un nouvel article B, à insérer, après les mots : « ... aucun rôle », le mot : « ... déterminant »* (p. 6195); *cas des mineurs condamnés à des peines privatives de liberté n'excédant pas cinq ans* (p. 6196); Art. 1er : *Son amendement tendant dans le quatrième alinéa (2°), après les mots : « un rôle », à insérer le mot : « déterminant »* (p. 6197); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « en Algérie et »* (p. 6198); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 2, après les mots : « aucun rôle » à insérer le mot « déterminant »* (p. 6198); Ses explications de vote : *Certaines dispositions du texte étant trop restrictives; son vote sur ce texte; vote d'un texte donnant un espoir même conditionnel* (p. 6200);

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis : Art. 19 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa de l'article 19 :* « *La désignation ou la révocation des membres du Conseil syndical et la révocation du syndic* » (22 avril 1965] (p. 832); *syndic ne devant pas être désigné par la majorité des voix telle qu'elle est prévue par l'article 19 mais par la majorité qualifiée prévue par l'article 20* (p. 832, 833); *ses observations sur son amendement* (p. 833); Art. 20 : *Son amendement tendant, après le quatrième alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa :* « *La désignation du ou des syndics. Pour le cas où la majorité requise par le présent artiele ne serait pas atteinte après deux tours de scrutin, une nouvelle assemblée générale sera convoquée et la majorité prévue à l'article 19 sera alors suffisante pour désigner le syndic* » (p. 834);

— du projet de loi tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux nécessaires à l'organisation des Xe Jeux Olympiques d'hiver à Grenoble : *Accélération de la mise en œuvre des travaux nécessaires à l'organisation des Xe Jeux Olympiques à Grenoble; financement des investissements* [2 juin 1965] (p. 1706, 1707);

— du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes, Art. 131 : *Situation des villes frontières* [10 juin 1965] (p. 1978); *réorganisation des services des douanes; mesures de compensation devant être prises au profit des villes frontières* (p. 1979);

— du projet de loi relatif à certains déclassements et transferts de propriété de dépendances domaniales et de voies privées, Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa :* « *La propriété transférée ne porte que sur le sol à l'exclusion des canalisations souterraines ou aériennes. Celles-ci conservent la situation juridique antérieure au classement* » [17 juin 1965] (p. 2217); *transfert de la propriété des canalisations souterraincs* (p. 2217); *information des municipalités; dépenses pouvant en résulter pour elles* (p. 2217); *son amendement tendant à substituer aux troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 4 les dispositions suivantes :* « *Cet acte ne peut être pris que sur demande de la commune, soit par un arrêté du préfet si aucun des propriétaires intéressés ne s'y est opposé, soit par un décret en Conseil d'Etat dans le cas contraire* » (p. 2217); *possibilité de transférer la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans le domaine public communal* (p. 2217); *tenir compte du principe de l'autonomie de gestion des collectivités locales* (p. 2218); *retrait de son amendement* (p. 2218);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1274 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation des juridictions pour enfants : *Infractions pouvant ressortir aux tribunaux civils; délits commis par un majeur et par un mineur; réforme de la procédure pénale* [17 juin 1965] (p. 2219); *ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 2220);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le texte proposé pour remplacer les deux premiers alinéas de l'article 12 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 :* « *Les indemnités sont fixées, à défaut d'accord amiable, par un tribunal départemental d'expropriation, dont les membres sont désignés pour chaque département, parmi les magistrats du siège appartenant à un tribunal de grande instance* » (22 juin 1965) (p. 2349); *principe de la collégialité; intérêt de diminuer les risques d'erreurs; éviter la personnalisation de la décision* (p. 2349, 2350); *son sous-amendement à l'amendement de M. Brousset tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa du texte proposé par cet amendement :* « *A titre transitoire et jusqu'au 31 décembre 1968 le tribunal de l'expropriation est composé comme il est dit dans la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962* » (p. 2349); *représentants des propriétaires ou des collectivités publiques* (p. 2350); *recours au magistrat de l'ordre judiciaire* (p. 2350); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter par la phrase suivante le premier alinéa du paragraphe 2 :* « *Cette mesure ne s'applique pas aux terrains à bâtir tels qu'ils sont définis par le présent article* » (p. 2351); *terrains à bâtir* (p. 2351); *ses observations sur un terrain considéré comme un terrain à bâtir et un terrain à usage de pré* (p. 2351); *son amendement tendant, à la fin du dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 21 de l'ordonnance du 27 octobre 1958, à substituer aux mots :* « *par des voies et réseaux divers* » *les mots :* « *par une ou plusieurs voies et par un ou plusieurs réseaux* » (p. 2351); *terrains à bâtir; nombre de réseaux* (p. 2351, 2352); *retrait de son amendement* (p. 2352); *son amendement tendant à*

rédiger comme suit le deuxième alinéa du texte proposé pour le paragraphe 4 de l'article 21 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 : « Lorsque les biens ont, depuis cette mutation, subi des modifications justifiées dans leur consistance matérielle ou juridique, leur état ou leur situation d'occupation, le tribunal pourra en tenir compte et fixer en conséquence le montant de l'indemnité principale » (p. 2352) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du paragraphe 4* (p. 2352) ; *retrait de son amendement* (p. 2352) ;

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 41 : *Son amendement, tendant, dans le paragraphe premier de cet article, après le premier alinéa à insérer un nouvel alinéa (Communes possédant des hébergements en vue du tourisme ou du thermalisme)* [25 juin 1965] (p. 2554) ; *coefficient de majoration* (p. 2554) ; En deuxième lecture, Art. 41 *ter* : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du paragraphe 1er de cet article : « Le montant global minimum de ces allocations sera égal à un pour cent de la ressource définie à l'article 38-2 »* [22 décembre 1965] (p. 5056) ; *cas des villes touristiques ou thermales ; clientèle saisonnière ; montant de l'impôt sur les salaires* (p. 5056) ; *emprunt contracté par certaines communes touristiques* (p. 5057) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux : *Action en nullité accordée à l'époux qui n'a pas donné son consentement à un achat à tempérament ; indépendance de la femme ; « décolonisation de la femme »* [26 juin 1965] (p. 2605) ; Art. 220-1 du Code civil : *Son amendement tendant : « 1° à supprimer le premier alinéa de cet article ; 2° à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa : « Si un époux met en péril les intérêts de la famille, le président du tribunal de grande instance peut interdire... »* (p. 2610) ; *mise en péril des intérêts de la famille* (p. 2610) ; Art. 1424 du Code civil : *Baux à ferme* (p. 2628) ; Art. 220 du Code civil : *Solidarité entre les époux ; acquisitions à tempérament* (p. 2631) ;

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales : *Fonctionnement actuel des greffes ; activités de certains greffiers d'instance ; revenus de certains greffes ; problème des crédits ; principe de l'indemnisation ; ses modalités ; intentions du Gouvernement au sujet des études d'avoué et de notaire* [30 juin 1965] (p. 2777) ; Art. 2 : *Indemnités versées aux greffiers titulaires de charge pour la perte de leur droit de présenter un successeur ; rachat de certains greffes* (p. 2785) ; En deuxième lecture : Ses explications de vote : *Application du projet dans un sens social : application de l'article 40 de la Constitution* [9 novembre 1965] (p. 4599).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative au ramassage scolaire [6 octobre 1965] (p. 3348).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Accorder au personnel des services pénitentiaires une rémunération décente ; crise de recrutement des magistrats ; amélioration des conditions de travail des magistrats ; leurs frais de représentation ; absence de logements de fonction ; problème du juge unique d'expropriation ; problème soulevé par l'amnistie* [12 octobre 1965] (p. 3534, 3535) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Ses observations sur l'aide sociale ; récupération sur la succession des bénéficiaires de l'aide sociale aux aveugles et aux grands infirmes ; Fonds national de solidarité ; allocation aux vieux travailleurs ; situation des personnels des établissements thermaux d'Etat, victimes d'accidents du travail* [27 octobre 1965] (p. 4182) ;

— du projet de loi portant réforme de l'adoption : Art. 348-3 du Code civil : *Code de la famille et de l'aide sociale* [17 novembre 1965] (p. 4697) ; Art. 55 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant à compléter le huitième alinéa de cet article par la phrase suivante : « La notice devra comprendre un modèle de lettre de rétractation de l'adoption prévue à l'article 348-3, avec l'adresse à laquelle elle devra être expédiée »* (p. 4709) ; *notice remise à la personne qui abandonne son enfant* (p. 4709) ;

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Caractère de l'amnistie proposée ; cas des condamnés non libérés ; possibilité d'appliquer l'amnistie de plein droit à ceux dont la condamnation n'excède pas quinze ans de détention ; possibilité d'accorder au Président de la République le pouvoir d'amnistier tous ceux qui ont été condamnés par suite des événements d'Algérie*

[21 avril 1966] (p. 879, 880); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « ou d'une peine d'emprisonnement avec sursis assortie ou non d'une amende » les mots : « ou d'une peine privative de liberté avec ou sans sursis, assortie ou non d'une amende dont la durée n'excède pas quinze années »* (p. 882); *retrait de son amendement* (p. 882); En deuxième lecture, Art. 5 : *Procédure du vote bloqué* [26 mai 1966] (p. 1515);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, en qualité de *Rapporteur : Incendies dans le Midi de la France; développement du tourisme avec le camping; dispositions de police pour prévenir les incendies et réprimer les infractions; problème des crédits; participation des propriétaires aux travaux; mesures de police attribuées aux préfets pour assurer la sécurité publique; forêt méditerranéenne pouvant devenir rentable et constituer un facteur de développement du tourisme si le Gouvernement fait l'effort nécessaire* [10 mai 1966] (p. 1171); aptès l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Garcin; avenir des bois et des forêts français* (p. 1183); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 1183); *consultation des collectivités locales* (p. 1184); Art. 3 : *Travaux déclarés d'utilité publique; leur réalisation avec l'aide éventuelle des collectivités publiques* [11 mai 1966] (p. 1201); *collectivités publiques pouvant être maître d'œuvre* (p. 1201); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Préalablement à toute exécution de travaux par l'Etat ou les collectivités publiques les propriétaires... »* (p. 1202); *problème de la date* (p. 1202); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bayle* (p. 1202); *travaux mis éventuellement à la charge du propriétaire* (p. 1203); *son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 4 : « La forme d'une cession gratuite de terrain par les propriétaires à l'Etat »* (p. 1203); *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de l'article 4, à substituer au mot : « administration » le mot « Etat »* (p. 1203); après l'Art. 4 : *Ordonnance du 23 octobre 1958; ses observations sur l'amendement de M. Gaudin : ne pas accorder un privilège aux personnes qui seraient expropriées dans le Midi* (p. 1203, 1204); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Bayle par l'alinéa suivant : « Les propriétaires ayant cédé leur terrain à l'amiable bénéficient de la même priorité que les propriétaires expropriés »* (p. 1205); Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer dans cet article après les mots : « A l'achat de terrains » les mots : « ou à l'exécution de travaux »* (p. 1205); *produit des cessions* (p. 1205); *réalisation d'équipements publics* (p. 1205); Art. 8 : *Avis des collectivités locales; constitution de pare-feux* (p. 1206); *avis des communes sur la réalisation de plantations* (p. 1206); Art. 178-1 du Code forestier : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du texte proposé pour cet article : « Dans les départements où les risques d'incendies de forêts constituent une menace grave pour la sécurité publique le préfet peut... »* (p. 1207); *pouvoirs du préfet* (p. 1207); *consultation du Centre régional* (p. 1208); *fixation du délai par les préfets* (p. 1208); Art. 178-2 du Code forestier : *Déplacement des ordures ménagères; crédits des collectivités locales pour cette opération* (p. 1209); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux chiffres : « 185-19° » les chiffres : « 185-20° »* (p. 1210); Art. 180-1 du Code forestier : *Problèmes de gestion forestière* (p. 1211); après l'Art. 12 : *Cas du département de la Corse; régime de la vente d'herbe* (p. 1212); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur :* Art. 2 : *Consultation du Centre régional de la propriété forestière au moment de l'enquête publique* [16 juin 1966] (p. 2113); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2114); *procédure de déclaration d'utilité publique par décret pris en Conseil d'Etat* (p. 2114); Art. 6 : *Son amendement tendant, dans la troisième phrase du premier alinéa et dans le deuxième alinéa, du texte proposé pour le paragraphe 5 de l'article 41 de l'ordonnance du 23 octobre 1958, à substituer aux mots : « ou à leurs ayants droit » les mots : « et à leurs descendants »* (p. 2114, 2115); *champ d'application du droit de priorité* (p. 2114); *ses observations sur l'amendement de M. Gaudin; nécessité d'éviter la spéculation* (p. 2114); Art. 8 : *Possibilité de déterminer les cultures susceptibles d'être entreprises sur les terrains constituant des pare-feux* (p. 2115); Art. 9 : *Ses observations sur cet article* (p. 2115); Art. 10 : *Pouvoirs du préfet*

(p. 2115); *ses observations sur les paroles de M. Bayou* (p. 2116);

— du projet de loi relatif à l'indemnisation de certaines victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur de dispositions nouvelles concernant ces accidents ou maladies, Art. 4 : *Conditions dans lesquelles le montant de la rente pourra être revalorisé* [12 mai 1966] (p. 1227); *ses observations sur les paroles de M. Jeanneney* (p. 1227); Ses explications de vote : *Fédération des mutilés du travail; collaboration entre le Gouvernement et le Parlement; publication des décrets d'application; cas du personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains* (p. 1229);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 2 : *Sociétés professionnelles ne pouvant se constituer sans l'avis conforme des organismes qui exercent une autorité disciplinaire* [24 mai 1966] (p. 1451);

— du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [23 juin 1966] (p. 2270, 2271);

— du projet de loi organique modifiant les dispositions du Code électoral relatives à la composition de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur suppléant: Porter le nombre des députés à l'Assemblée Nationale de 465 à 470; nouveau découpage de la région parisienne* [25 juin 1966] (p. 2367, 2368);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JUSTICE : *Ses observations sur les détenus politiques; situation des auxiliaires de justice; nationalisation des greffes; situation de certains magistrats du parquet; cas du parquet de Bonneville en Haute-Savoie; cour d'appel de Chambéry* [27 octobre 1966] (p. 4005, 4006);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture : *Couverture du risque accidents; liberté du choix de l'organisme chargé d'assurer le risque accidents; problème de l'indemnité journalière; déficit de la Sécurité sociale; conditions d'octroi de l'aide de l'Etat* [23 novembre 1966] (p. 4770); *ses observations sur la pluralité d'assurances* (p. 4784);

— du projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires : *Nécessité de sauvegarder la vie humaine sur les eaux douces, les lacs et les fleuves* [14 décembre 1966] (p. 5534);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, Art. 3 : *Garanties données à l'acquéreur contre les vices cachés dans les menus ouvrages* [14 décembre 1966] (p. 5542).

DELATRE (M. Georges), *Député de la Seine-Maritime, 10e circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

DELIAUNE (M. Gérard), *Député de la Gironde, 10e circonscription (U.N.R.-U.D.T.), Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1964] (p. 600).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [27 mai 1964] (p. 1443), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [8 avril 1964] (p. 652).

Cesse d'appartenir à cette Commission [26 mai 1964] (p. 1386).

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'organisation de la profession comptable et tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et professions d'experts comptables et des comptables agréés, **n° 171** [13 février 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1579) autorisant l'approbation de l'Accord de siège, signé à Paris le 20 janvier 1965, entre le Gouvernement de la République française et l'Office international de la vigne et du vin, **n° 1652** [4 novembre 1965).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 20 janvier 1965 entre le Gouvernement de la République française et l'Office international de la vigne et du vin, en qualité de *Rapporteur : Organisme international spécialisé dans les questions viticoles; activités de l'O. I. V.* [9 novembre 1965] (p. 4583, 4584).

DELMAS (M. Louis), *Député du Tarn-et-Garonne, 1re circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôt :

Sa proposition de loi portant modification des dispositions de l'article 757 du Code civil, **n° 1409** [2 juin 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, Art. 2 : *Son amendement de suppression : Grève et notion de préavis et de négociation* [17 juillet 1963] (p. 4243); Art. 4 : *Son amendement de suppression : Caractère rétrograde des sanctions prévues pour fait de grève* (p. 4246); Art. 5 : *Son amendement de suppression : Problème de la retenue d'une journée complète de travail pour une grève d'une heure* (p. 4247).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux calamités atmosphériques [25 octobre 1963] (p. 5673, 5675, 5676, 5682).

Prend part au débat sur la question orale de M. Poudevigne relative au ramassage scolaire : *Nécessité de lier les transports scolaires à la carte scolaire; insuffisance des crédits; transport des élèves des établissements privés; cas des écoles rurales* [5 juin 1964] (p. 1691, 1692).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 3 : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin* [7 octobre 1964] (p. 2981);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A : *Observations sur le budget annexe des prestations sociales agricoles; atteindre la parité réclamée par les agriculteurs; problème des taux des prestations et des règles d'attribution; question relative à l'enseignement agricole; établissement d'une carte scolaire agricole; réserves formulées sur la qualification de certains*

professeurs de l'enseignement agricole; création de centres de formation professionnelle agricole [5 novembre 1964] (p. 4709, 4710); AFFAIRES CULTURELLES : *Budget des affaires culturelles n'étant pas celui qui retient la plus grande sollicitude du Gouvernement; ce département brillant davantage par les qualités exceptionnelles de son ministre que par les dotations budgétaires qui lui sont affectées; effort réalisé en faveur des maisons de la culture; diffusion de la culture; ne pas séparer la haute culture de la culture populaire; assurer une meilleure coordination; maison de la culture jouant un rôle dans l'éducation civique des jeunes* [7 novembre 1964] (p. 4997, 4998).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Ses observations sur l'intervention de M. le Premier Ministre; manque de locaux et de maîtres; création de postes à la prochaine rentrée dans les écoles primaires; rétablissement de la session de septembre; démocratisation de l'enseignement; orientation au niveau de la seconde; nécessité d'une pré-orientation; institution de collèges d'enseignement secondaire polyvalents; enseignement d'une seconde langue dans les C.E.G.; insuffisance de l'enseignement technique* [19 mai 1965] (p. 1425 à 1427).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à l'éducation civique des jeunes Français [6 octobre 1965] (p. 3345).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966 : AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur les musées classés de province; année 1967 étant le centième anniversaire de la mort de Dominique Ingres; festivals organisés dans les villes de province; nécessité de développer la musique; aide aux sociétés musicales de province* [14 octobre 1965] (p. 3655, 3656).

Prend part au débat sur les questions orales de M. Tourné et de Mme Launay, relatives à l'enfance inadaptée : *Insuffisance du nombre actuel d'éducateurs diplômés; création d'ateliers spéciaux* [29 avril 1966] (p. 1044, 1045).

Son rappel au Règlement : *Discussion de sa proposition de loi relative à la modification de l'article 757 du Code civil* [22 juin 1966] (p. 2205, 2206).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur l'enfance déficiente et les handicapés; constitution d'un service public pour l'éducation des enfants inadaptés* [20 octobre 1966] (p. 3614, 3615); AFFAIRES CULTURELLES : *Rapidité de la discussion budgétaire; maisons de la culture; distinction entre les maisons de la culture et les maisons de jeunes; insuffisance des crédits* [27 octobre 1966] (p. 3984).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux adductions d'eau : *Cas des communes urbaines comportant une grande superficie en dehors de leur périmètre urbain* [9 décembre 1966] (p. 5417).

DELONG (M. Jacques), *Député de la Haute-Marne, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 23 du Code de la sécurité sociale sur la composition des conseils d'administration des Caisses primaires de sécurité sociale, **n° 1117** [21 octobre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1017 du Code rural, sur la composition des conseils d'administration de la Mutualité sociale agricole, **n° 1118** [21 octobre 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom

de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite d'une mission effectuée du 16 janvier au 3 février 1965, aux Antilles françaises, **n° 1451** [11 juin 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Conséquences pour les communes rurales de la circulaire du 16 août 1961 relative au concours prêté aux collectivités locales par les conducteurs de travaux publics de l'Etat en matière de gestion de voirie communale* [15 janvier 1963] (p. 851); CRÉDITS MILITAIRES : *Conditions de vie des gendarmes casernés dans des locaux appartenant à l'Etat* [24 janvier 1963] (p. 1605);

— du projet de loi relatif aux forêts françaises ; Deuxième lecture, Art. 4 : *Son amendement (Notion de dépérissement)* [25 juillet 1963] (p. 4499); *son amendement (Abattage en cas d'urgence)* (p. 4500);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Situation des conducteurs de travaux publics de l'Etat; cas des auxiliaires des ponts et chaussées; problème posé par la Nationale 67* [30 octobre 1963] (p. 5993, 5994) ; BUDGETS MILITAIRES : *Faciliter les efforts des collectivités voulant construire des casernes de gendarmerie* [7 novembre 1963] (p. 6769).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Ampleur de l'exode rural; modestie des efforts consentis en faveur des bourgs et des villages; critiques de la méthode du saupoudrage; nécessité d'agir vite; asphyxie des campagnes françaises* [27 novembre 1963] (p. 7508, 7509).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 17 : *Soustraire aux sociétés de courses parisiennes une part des ressources qu'elles tirent du pari mutuel; sort des sociétés de courses provinciales; leurs difficultés; subventions des sociétés parisiennes* [16 octobre 1964] (p. 3343); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Blocage des prix à la production; majoration des crédits destinés à l'enseignement agricole* [5 novembre 1964] (p. 4719);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Hommage rendu au corps des eaux et forêts; précisions demandées sur le reclassement des ingénieurs de ce corps* [17 décembre 1964] (p. 6204);

— du projet de loi modifiant l'article L premier du Code de la route, Art. 1er : *Virage du produit de l'alcotest* [18 décembre 1964] (p. 6235);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 19 *(suite)* : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Arthur Martin, à supprimer le mot : « sensible »* [8 octobre 1965] (p. 3438); *ses observations sur cet article* (p. 3438);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Assurance maladie des salariés des professions non agricoles; mutualité sociale agricole; régimes de vieillesse; allongement de la vie humaine* [3 novembre 1965] (p. 4398);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Inconvénients de la formule de l'assurance libre; augmentation du prix des soins médicaux et chirurgicaux; sentiment d'isolement du non-salarié; problème de l'obligation d'une couverture totale; cas des artisans ruraux; distinction entre le « gros risque » et le « petit risque »* [9 juin 1966] (p. 1841); Art. 4 : *Son amendement tendant, après les mots : « à la date du... » à rédiger ainsi la fin de cet article : « premier acte médical dont le remboursement est demandé »* (p. 1855); *retrait de son amendement* (p. 1855); Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « à un groupe professionnel » les mots : « à l'ensemble du groupe professionnel ou éventuellement et dans ce cas à la demande des organisations professionnelles les plus représentatives, à une profession »* (p. 1856); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « par décret pris après consultation de la caisse nationale prévue à l'article 14 »* (p. 1861); *retrait de son amendement* (p. 1861); Art. 8 :

Son amendement tendant après les mots: « groupe de professionnels » à insérer les mots: « ou éventuellement et dans ce cas, à la demande des organisations professionnelles les plus représentatives, aux membres d'une profession » (p. 1862); après l'art. 11 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Institution par décret de caisses mutuelles nationales professionnelles d'assurance maladie-maternité pour les travailleurs non salariés d'une même profession)* (p. 1864); Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots suivants: « sur proposition des organisations professionnelles »* (p. 1866); *retrait de son amendement* (p. 1866); Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Caisse nationale d'assurance-maladie et maternité des travailleurs non salariés)* (p. 1869); *catégories professionnelles dotées d'une caisse mutuelle spéciale* (p. 1869); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots: « par arrêté interministériel » à insérer les mots: « sur proposition des organisations professionnelles »* (p. 1870); *son amendement tendant à compléter l'article 14 par un nouvel alinéa (Division du conseil d'administration en sections)* (p. 1870); Art. 16 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Règles de tutelle et de contrôles administratifs et financiers appliquées aux organismes créés par la présente loi)* (p. 1871); Art. 25 : *Son amendement tendant après les mots: « par arrêté interministériel » à rédiger comme suit la fin de cet article: « Après avis des organisations professionnelles les plus représentatives des groupes de professions »* (p. 1875); Art. 33 : *Son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, après les mots: « après consultation » à insérer les mots « des organisations professionnelles »* (p. 1876).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Laurin à l'article 25 du budget des armées [26 octobre 1966] (p. 3889).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur le remboursement des prestations médicales et pharmaceutiques aux ayants droit, pensionnaires de maisons de retraite publiques; prix de journée de l'établissement; situation des enfants handicapés mentaux ou physiques* [20 octobre 1966] (p. 3637); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Création de l'Office national de la forêt; production des bois de feu; prix des bois de mines ou de traverses; écoulement des sous-produits; conditions de la transformation d'une exploitation forestière extensive en exploitation intensive; personnel de l'Office national de la forêt; crise de recrutement; politique forestière* [27 octobre 1966] (p. 3951, 3952).

DELORME (M. Claude), *Député des Basses-Alpes, 2e circonscription (S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1964] (p. 601).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [22 mai 1963] (p. 3031).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [22 mai 1963] (p. 3031), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632], [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à instituer en faveur des étudiants une allocation d'études, **n° 1278** [18 décembre 1964].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de

l'Education nationale : *Conditions de vie des étudiants et situation des œuvres universitaires; travail accompli par l'U.N.E.F. dans la fonction du B.U.S., de l'O.S.S.U. de l'O.T.U. et des restaurants; manque de fondement des critiques adressées par M. Fanton à l'égard des bénéfices réalisés dans la gestion des restaurants universitaires; contrôle par l'Inspection des finances et la Cour des comptes de l'activité des œuvres universitaires; bruits au sujet d'une suppression de l'autonomie du Centre national des œuvres; opinion exprimée à ce sujet par Mme Devaud en 1961; reproches adressés par certains à l'U.N.E.F.; problème des bourses; leur insuffisance; modicité des crédits affectés aux installations sportives et universitaires de l'enseignement supérieur; conséquences de la poussée démographique dans les universités; manque de chambres pour les étudiants; nécessité de mettre en chantier très rapidement un nombre élevé de logements réservés aux étudiants; problème de l'adaptation des jeunes bacheliers à leur nouvelle vie universitaire* [21 juin 1963] (p. 3810 à 3813).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale avec débat sur la pratique du sport par les étudiants : *Résistances à vaincre daus ce domaine sur le plan psychologique; manque d'équipement; nécessités de prévoir, dans les horaires de l'enseignement supérieur, un certain nombre d'heures réservées à l'éducation physique; libération souhaitable d'une demi-journée par semaine à cet effet* [18 juillet 1963] (p. 4296, 4297).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Insuffisance des crédits destinés aux relations culturelles et à la coopération technique; intérêts de la France en Amérique latine ; limitation et modicité des bourses; diffusion des livres et des journaux; action de l'alliance française* [29 octobre 1963] (p. 5876, 5877) ; RAPATRIÉS : *Ses observations sur l'Office d'H.L.M. de la ville de Marseille* (p. 5892); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Utilité de la télévision dans les vallées de montagne* [7 novembre 1963] (p. 6713).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Grandes lignes du plan de développement de la région Provence—Côte d'Azur; ses réalisations* [27 novembre 1963] (p. 7517).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à l'octroi d'une allocation loyer aux étudiants [29 novembre 1963] (p. 7576, 7577).

Pose à M. le Garde des Sceaux une question orale avec débat relative à la réorganisation du Conseil d'Etat : *Indépendance de cette haute juridiction vis-à-vis du pouvoir; théorie fondamentale de la séparation des pouvoirs; réforme du 30 juillet 1963 prise en violation de l'article 34 de la Constitution; règle de l'imparité; question des conseillers d'Etat ex-parlementaires* [6 décembre 1963] (p. 7734 à 7737).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : *Reconnaissance de la Chine populaire; caractère sérieux des arrangements internationaux; peuples du Sud-Est asiatique; reconnaissance de la Chine n'ayant pas fait au Parlement l'objet d'un débat avec vote; système existant de sécurité et d'équilibre international; caractère hâtif dans la question chinoise; discussions préalables avec nos alliés; méfiance américaine; tentatives des Etats-Unis au Sud-Vietnam; neutralité des pays du Sud-Est asiatique; garantie internationale; désapprobation des socialistes dans les méthodes suivies par le Gouvernement; action commune avec nos alliés en vue de la paix* [28 avril 1964] (p. 977 à 979).

Prend part à la discussion des propositions de loi : 1° de M. Lolive et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation à usage professionnel; 2° de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi du 1er décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais; 3° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement; Ses explications de vote : *Son approbation de la proposition de loi; ses limites; problème de la pénurie de logements et du relogement* [29 juin 1964] (p. 2322).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la subvention à l'Union nationale des étudiants de France [20 novembre 1964] (p. 5522, 5523, 5524).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux Jeux Olympiques d'hiver de 1968 : *Attrait du grand aéroport de Nice; nécessité d'envisager la liaison Marseille-Sisteron-Luz-La Croix-Haute et la route Napoléon pour arriver à Grenoble* [18 décembre 1964] (p. 6257, 6258).

Prend part à la discussion :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Condition sociale des étudiants; démocratisation de l'enseignement; rappel de l'œuvre de Jean Zay et de Léo Lagrange; principe de l'allocation d'étude pouvant être débattu par l'Assemblée; problème de la cogestion des œuvres universitaires* [18 mai 1965] (p. 1384, 1385);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 11 : *Cas de certains déportés, résistants et étrangers qui ont résidé en France pendant une période inférieure aux trente années prévues par le projet* [26 avril 1966] (p. 938); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 967); *problème des contraventions de police et des amendes; possibilité d'éliminer toute idée de récupération d'amende fiscale* [27 avril 1966] (p. 967); *retrait de son amendement* (p. 968); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur l'article 2* [10 juin 1966] (p. 1914); *délits de fraudes électorales* (p. 1917); Ses explications de vote : *Obligation de la justification du paiement de l'amende avant même l'obtention du bénéfice de la loi d'amnistie; caution pour purge* (p. 1918, 1919).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative à l'aide aux étudiants [8 juin 1966] (p. 1807): *Nécessité d'accorder aux étudiants une allocation de logement, une allocation d'études (un pré-salaire) ; logements des jeunes ménages* (p. 1808, 1809).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 1er : *Caisse nationale des barreaux français* [9 juin 1966] (p. 1852).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale sans débat relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4063, 4075, 4076).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les campus universitaires; cas de Marseille-Luminy; exemple de la cité d'Antony; cogestion des œuvres universitaires; Centre national des œuvres; institution d'une allocation d'études en faveur des étudiants; suppression de la propédeutique; répartition des crédits intéressant les constructions scolaires du premier degré dans le département des Basses-Alpes; création de deux lycées climatiques dans le département des Basses-Alpes* [2 novembre 1966] (p. 4145, 4146); EQUIPEMENT - II - TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur la décision de fermeture par la S.N.C.F. de la ligne Digne-Nice* [8 novembre 1966] (p. 4395, 4396).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative aux accidents de la circulation : *Suppression des tribunaux de la route; nécessité de faire disparaître les « points noirs »; convocation des sénateurs et députés en congrès au Palais de Versailles afin de voter la création d'une caisse nationale de la route; entretien et désenneigement des routes dans le département des Basses-Alpes* [25 novembre 1966] (p. 5010, 5011, 5012).

DELORY (M. Maurice), *Député du Pas-de-Calais, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre du Conseil supérieur de la coopération [15 février 1963] (p. 2206).

Intervention :

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection

des animaux, Art. 1er : *Maintien des combats de coqs* [10 octobre 1963] (p. 5130).

DELTIMPLE (M. Jean), *Député du Lot-et-Garonne, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*

En remplacement de M. Lapeyrusse, décédé le 12 juin 1966.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [14 juin 1966] (p. 2038).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [14 décembre 1966] (p. 5555).

DENIAU (M. Xavier), *Député du Loiret, 4e circonscription (app. U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'apparente au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République démocratique algérienne et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), 2e partie : II. — Relations culturelles, **n° 119** [18 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), 2e partie : Relations culturelles, **n° 596** [24 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), deuxième partie : Relations culturelles, **n° 1627** [14 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044). Affaires étrangères, 2e partie : Relations culturelles, **n° 2096** [21 octobre 1966].

Sa proposition de loi portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue, **n° 2335** [21 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'onomastique; passé de cette science; création souhaitable d'un Institut français d'onomastique; action qui pourrait être celle de cet Institut* [19 janvier 1963] (p. 1242); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Paroles prononcées à ce sujet par le Chef de l'Etat le 31 décembre 1962; insuffisance de l'effort accompli en matière de relations culturelles avec les pays africains; problème du Fonds culturel; rôle de la télévision et du cinéma; nécessité d'instaurer un plan d'expansion culturelle; association souhaitable du Parlement aux travaux de la Commission qui utilisera ce plan; remodelage géographique de l'activité des relations culturelles; problème des enseignants français à l'étranger; nécessité d'utiliser au maximum les moyens indirects (Alliance française, etc.); problème de l'octroi de bourses aux étudiants étrangers; coordination des efforts en matière de formation des experts* [24 janvier 1963] (p. 1625 à 1627);

— du projet de loi relatif aux forêts françaises, Art. 4 : *Problème des propriétés forestières qui ne sont pas d'un seul tenant* [11 juillet 1963] (p. 4085);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de *Rapporteur pour avis: Augmentation des crédits destinés à l'Alliance française; œuvre de coopération technique avec l'Iran; problème des crédits destinés au Fonds culturel; association souhaitable de la Commission des affaires culturelles à l'élaboration du nouveau plan quinquennal d'expansion cultu-*

relle; problème des émissions sur ondes courtes à destination de l'étranger; distinction souhaitable des crédits destinés à la radio de ceux destinés à la télévision; nécessité d'étudier d'une manière concertée l'expansion culturelle vers l'étranger [19 juillet 1963] (p. 4330, 4331).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Villages n'ayant pas l'eau courante; moyens d'incitation grâce à la fiscalité et les marchés de l'Etat; mouvement de décentralisation; extension de la compétence des comités régionaux d'expansion économique; modification de leur composition; projet associant les conseils généraux au travail des comités régionaux; aménagement du territoire devant être la grande affaire de la législature* [27 novembre 1963] (p. 4792 à 4794).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Son amendement tendant à réduire le montant des autorisations de programme de 1 million de francs et des crédits de paiement de 75 000 francs; affectation de crédits supplémentaires pour l'extension du lycée français de Téhéran; construction de celui des frères maristes à Athènes; institut européen d'administration des affaires* [10 décembre 1963] (p. 7783); *crédits pour le Fonds culturel; problème de l'alliance française; institut d'administration des affaires* (p. 7784); *institut devant s'installer près de Fontainebleau; établissement privé et commercial* (p. 7784); En deuxième lecture, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, titre VI, en qualité de *Rapporteur pour avis: Subventions d'investissement accordées par l'Etat; son amendement (Réduction du montant des autorisations de programme de 1 million de francs et des crédits de paiement de 75.000 francs)* [17 décembre 1963] (p. 7946); *reprendre les crédits votés en première lecture* (p. 7946); *motifs de l'amendement* (p. 7947);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées : *Importance du projet d'association du droit de chasse et du droit de propriété; discrimination établie entre les grandes propriétés et les propriétés de moins de vingt hectares; caractère souhaitable pour tout propriétaire de mettre sa propriété en réserve sur simple déclaration* [9 juin 1964] (p. 1702, 1703); Art. 1er *bis: Ses observations sur l'amendement de M. Bizet; choix entre un pourcentage de 60 % ou de 40 %* (p. 1705); *propriétaires susceptibles de faire l'apport d'un terrain à la société communale d'achat* (p. 1705); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article premier* bis, *après les mots « 60 % des propriétaires » à insérer les mots « susceptibles de faire l'apport d'un terrain à la société communale »* (p. 1705); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 2, à substituer aux mots « six ans » les mots « trois ans »; durée des apports à la société communale de chasse* (p. 1706); *son amendement (Redevabilité de l'opposition des propriétaires ou détenteurs de droits de chasse)* (p. 1707); *conditions d'apport de terrain de chasse aux sociétés communales; champ d'application de l'article* (p. 1708); *possibilité pour les propriétaires de s'unir* (p. 1709); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de l'article 2 (Possibilité pour un propriétaire de faire classer un terrain en « réserve »)* (p. 1710); *protection des propriétaires non chasseurs* (p. 1710, 1711); *changement au droit de chasse exercé sur son terrain par le bailleur ou par le preneur; abandon de la situation passée permettant un partage du droit de chasse entre le fermier et le propriétaire* (p. 1711); *exclure du champ d'application de la loi les agglomérations et les enclos* (p. 1713); Art. 2 *(suite) : Son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de l'article 2, après les mots « chasses gardées » à insérer les mots « dont le montant sera fixé par délibération municipale à l'intérieur des dispositions votées par chaque conseil général »* (p. 1717); *droit de chasse gardée étant la contrepartie normale de l'immunité au-delà des 20 hectares; versement d'une taxe de chasse gardée* (p. 1717); *son amendement tendant à compléter le cinquième alinéa de l'article 2 (Participation au repeuplement selon les dispositions fixées dans chaque département par le préfet)* (p. 1717); *dispositions fixées par le préfet après avis conforme des conseils généraux et après consultation des chambres d'agriculture et des fédérations départementales des chasseurs* (p. 1717); *texte soumis n'étant pas satisfaisant; dispositions inacceptables; propriétaires de chasses de plus de 20 hectares ou de grandes chasses* (p. 1718); *son amendement tendant, dans le septième alinéa de cet article, à substituer aux mots « 120 mètres » les mots « 150 mètres »;*

problème de la sécurité (p. 1719); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du huitième alinéa de l'article 2: « Entourée d'une clôture continue s'opposant au passage de l'homme et entourant un terrain à usage de verger, potager, jardin ou parc d'agrément* (p. 1719); *définition de la clôture; exclure du champ d'application de la loi les terrains à usage professionnel* (p. 1719, 1720); *article 366 du Code rural prévoyant une clôture empêchant le passage de l'homme et du gibier à poil* (p. 1720); *son amendement tendant, après les mots « droits de chasse » à rédiger ainsi la fin du neuvième alinéa de l'article 2: « sur des terrains répondant aux normes définies comme il a été dit à l'article 2, troisième alinéa »* (p. 1720); *amendement de pure forme* (p. 1720); *son amendement tendant à compléter le dixième alinéa de l'article 2 par les mots « à l'exception de celles qui intéressent des lignes désaffectées et sur les terrains autres que les étangs »* (p. 1720); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 3 par les mots « habitant la commune »* (p. 1722); SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 2 : *Régionalisation du texte; détermination de la superficie permettant de rester hors des associations communales de chasse* (p. 1727, 1728); *refus de l'établissement d'une procédure particulière* (p. 1728).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale, avec débat, relative à la politique de coopération avec les pays en voie de développement [10 juin 1964] (p. 1771); *Rapport Jeanneney; ministères concernés par l'aide à ces pays; organismes de coopération technique; différences d'aide octroyée aux différents pays (exemple du Maroc et de l'Algérie); grand nombre d'enseignants répartis dans les pays en voie de développement; réorganisation des structures sur le plan gouvernemental pour une nouvelle répartition de l'effort de la France sur le plan géographique* (p. 1772, 1773).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 15 *bis: Application de la loi; problème des textes d'application* [23 juin 1964] (p. 2131);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Dispersion géographique des établissements; ramassage scolaire; retard dans l'exécution des décisions; construction du lycée de Giens; exécution et difficultés de réalisation des travaux; transformation des C.E.G. en C.E.S.* [30 octobre 1964] (p. 4299); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Augmentation des crédits; programme du plan quinquennal d'expansion culturelle; aide aux organismes privés de relais contribuant au rayonnement culturel de la France; remise en état et modernisation des bâtiments français à l'étranger; action du Fonds culturel; rôle de l'O.R.T.F. dans ses émissions vers l'étranger; politique de coopération devant être une des grandes tâches de la France; regrouper les tâches de coopération au sein du Ministère des Affaires étrangères* [3 novembre 1964] (p. 4416 à 4419); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Marge bénéficiaire des unions de coopératives spécialisées dans la transformation du lait; résultats obtenus par la Commission des comptes en agriculture; majoration des crédits destinés au remembrement; école forestière des Barres* [5 novembre 1964] (p. 4714, 4715); AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur la meilleure utilisation du 1 % des crédits de constructions scolaires pour les travaux de décoration dans les bâtiments scolaires depuis l'arrêté du 18 mai 1951; sauvegarder les monuments historiques; circulaire du 4 septembre 1960* [7 novembre 1964] (p. 5002, 5003); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL : Article additionnel : *Situation des anciens administrateurs de la France d'outre-mer; interprétation libérale devant aller dans le sens de l'amendement de M. Voisin; statut du corps unifié des administrateurs civils risquant de pénaliser les fonctionnaires qui avaient opté pour l'intégration dans le corps autonome des administrateurs des affaires d'outre-mer* [9 novembre 1964] (p. 5171); COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, SERVICES GÉNÉRAUX : *Aménagement du territoire; examen des crédits relatifs à la délégation générale, à l'aménagement du territoire et à l'action régionale; problème des primes; revision de la liste de zones pouvant bénéficier des quatre types de primes instituées pour favoriser la décentralisation; suggestions concernant le F.I.A.T.; commissions de développement économique régional; comités départementaux de mise en valeur* (p. 5175 à 5177);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Sa question concernant l'école forestière des Barres* [8 décembre 1964] (p. 5942);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 17 : *Notion de résidence permanente* [26 mai 1965] (p. 1590);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales : *fonctionnarisation des emplois; rénovation des moyens et des méthodes; nécessité de maintenir les greffes des tribunaux d'instance* [30 juin 1965] (p. 2779, 2780); Art. 1er : *Enumération des greffes dont le service sera désormais assuré par des fonctionnaires de l'Etat* (p. 2783).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la fermeture d'écoles primaires [6 octobre 1965] (p. 3344, 3345).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Budget des relations culturelles du Ministère des Affaires étrangères; coopération technique; plan quinquennal d'expansion culturelle; expansion de la vente du livre français à l'étranger; conclusions du rapport Jeanneney; avenir de la culture française; programme d'échanges et de coopération dans le domaine de l'éducation; relations culturelles avec le Québec; cas particulier du Nouveau-Brunswick; scolarisation des enfants français à l'étranger; conseil supérieur des Français à l'étranger; ses observations sur les bourses; usage du français dans les organisations internationales; création d'un organisme spécialisé dans la défense de la langue française dans différents domaines, notamment dans celui des organisations internationales; service de la coopération technique; direction générale des affaires culturelles au Ministère des Affaires étrangères; choix des domaines de notre coopération; coopération technique à l'étranger; rôle de nos ambassadeurs; refonte des structures et des voies et moyens de notre coopération avec les pays étrangers* [20 octobre 1965] (p. 3886 à 3888);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 5 : *Limitation par l'Assemblée du droit du Chef de l'Etat d'exercer l'amnistie par décret* [21 avril 1966] (p. 885).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *Travaux de la Commission des comptes en agriculture; remembrement; Marché commun agricole et droit d'établissement* (p. 1289);

— sur les questions orales relatives à l'indemnité viagère de départ des exploitants agricoles [13 mai 1966] (p. 1291) ; *Réexamen des conditions d'attribution de l'indemnité viagère* (p. 1295).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 4 : *Problème posé par les subventions* [3 juin 1966] (p. 1700);

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération, Art. 1er : *Durée du service pour les jeunes gens dépendant du service de la coopération; prolongation de la durée du service militaire actif* [7 juin 1966] (p. 1728); Art. 5 : *Conditions dans lesquelles les jeunes gens exerceront leurs fonctions au titre de la coopération* (p. 1729); Art. 7 : *Refus du droit de grève et des droits de revendications syndicales ou politiques* (p. 1729); Art. 11 : *Conception du service de la coopération* (p. 1730);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur onze propositions de loi tendant à modifier et à compléter la loi no 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement de MM. Maurice Thorez, Hersant, Edouard Charret, Neuwirth, de Grailly, Lecocq, Krieg, Trémollières, Lolive, Georges Germain et Dubuis : Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du texte modificatif proposé pour l'article 22* bis : « *Ou*

est âgé de plus de 65 ans et occupe effectivement les lieux depuis plus de 25 ans » [14 juin 1966] (p. 2035); *durée du séjour dans le logement considéré; droit de reprise* (p. 2035); *éviction d'un appartement occupé depuis longtemps* (p. 2036);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 11 : *Taxe de vulgarisation* (p. 3413); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, COOPÉRATION : *Projets concernant la francophonie; rôle des exécutifs francophones en Amérique du Nord et en Europe* [19 octobre 1966] (p. 3547); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Crise du téléphone; problème de l'installation du téléphone automatique dans la région de Montargis; relations entre les usagers et les services des P.T.T.; objectifs du Ve Plan* [19 octobre 1966] (p. 3569, 3570); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A. : *Produit de la taxe de vulgarisation; taux de la détaxation agricole; crédits réservés au remembrement; loi sur les calamités agricoles; modernisation des bâtiments destinés à l'élevage; projet de loi sur l'élevage; organisation des associations communales de chasse; problèmes de la betterave; réduction des surfaces emblavées; application du droit d'établissement résultant du Marché commun; exploitation familiale* [27 octobre 1966] (p. 3955, 3956); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Problèmes de l'encadrement et de la formation des professeurs; effort français vers le Canada; problème de la coopération; création d'une direction de la coopération technique au Ministère des Affaires étrangères; ses observations sur les représentations spécialisées de divers ministères à l'étranger; modalités du service national effectué en coopération; nombre d'accords culturels; échanges culturels; organisation de manifestations de prestige; défense et expansion de la langue française; création d'un haut comité pour la défense et l'expansion de la langue française; importance de la francophonie; accord culturel entre la France et Québec* [3 novembre 1966] (p. 4191 à 4193).

DENIS (M. Bertrand), *Député de la Mayenne, 3e circonscription (R. I.) Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [7 décembre 1962] (p. 13), [30 avril 1963] (p. 2718), [2 avril 1964] (p. 600); [2 avril 1965] (p. 573), [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693);

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [20 février 1963] (p. 2274).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Fonds de régularisation et d'orientation des marchés agricoles, **n° 57** [27 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi n° 204 ratifiant le décret n° 63-140 du 20 février 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 204** [29 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juin 1838 sur le statut juridique des psychopathes, **n° 521** [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à faciliter le reclassement des diminués physiques, **n° 560** [8 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Fonds de régularisation et d'orientation des marchés agricoles, **n° 586** [18 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 239) ratifiant le décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation, **n° 734** [12 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 556) ratifiant le décret n° 63-997 du 4 octobre 1963 qui a institué une taxe compensatoire à l'importation de certaines catégories d'aliments contenant du lait et destinés aux animaux, **n° 735** [12 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 817) ratifiant le décret n° 64-290 du 3 avril 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 903** [20 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 823) modifié par le Sénat, portant refus de ratification du décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation, **n° 918** [27 mai 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Fonds de régularisation et d'orientation des marchés agricoles, **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1088) ratifiant le décret n° 64-991 du 19 septembre 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'exportation applicable à la sortie du territoire douanier, **n° 1243** [10 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 703) ratifiant le décret n° 63-1186 du 29 novembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 1244** [10 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1116) tendant à autoriser la vente d'un lait supérieur contenant au minimum 34 grammes de matière grasse par litre, **n° 1273** [17 décembre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) VII, F.O.R.M.A., **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée au Danemark et aux Pays-Bas, **n° 1734** [2 avril 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : XI. Charges communes (F.O.R.M.A.), **n° 2053** [4 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Politique de l'automatique rural et création de lignes électriques nouvelles auxquelles tous les crédits sont affectés* [8 janvier 1963] (p. 336); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. — CHARGES COMMUNES, en qualit

de *Rapporteur pour avis: Crédits affectés au F.O.R.M.A.* [17 janvier 1963] (p. 1004); EDUCATION NATIONALE : *Nécessité d'augmenter l'effort réalisé en faveur de l'éducation nationale; manque de maîtres dans l'enseignement supérieur; problème de la prime de recherche; nécessité de favoriser la décentralisation industrielle; problème des bourses; ramassage scolaire; logement des étudiants; problème de financement que pose la construction de logements pour étudiants; octroi d'une allocation-logement aux jeunes étudiants* [19 janvier 1963] (p. 1245, 1246); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, après l'Art. 55 : *Amendement du Gouvernement (Allocations viagères aux gérants des débits de tabac): problème du cumul des retraites dans le cas où les buralistes cotisent déjà à un autre régime de retraites que celui prévu par le présent amendement* [25 janvier 1963] (p. 1834);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière en qualité de *Rapporteur pour avis: Importance du présent texte en ce qui concerne les problèmes de la construction; ventes publiques d'animaux inscrits; avantages accordés en faveur des successions agricoles; article 24 et problèmes de construction; transformation d'hôtels en appartements* [19 février 1963] (p. 2222, 2223); Art. 24 : *Son amendement au nom de la Commission (Situation de non-intermédiaires des organismes collecteurs du prélèvement de 1 % sur les salaires)* (p. 2231); Art. 25 : *Ses amendements au nom de la Commission (Etablissement d'une égalité fiscale entre tous les systèmes juridiques de construction)* (p. 2235); Art. 29 : *Son amendement au nom de la Commission (problème de l'exploitation d'immeubles locatifs situés en France, affectés à concurrence des trois quarts au moins de leur superficie d'habitation)* (p. 2239);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, Art. 3 : *Son amendement (Cas des salariés assurant les tours de garde durant les grèves)* [17 juillet 1963] (p. 4245);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, AGRICULTURE Art. 14 : *Virement de crédits du F.O.R.M.A. au F.A.S.A.S.A.; situation des marchés des fruits, légumes, pommes de terre et viande* [19 juillet 1963] (p. 4365);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 2 : *Reprises abusives* [25 juillet 1963] (p. 4526);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Problème de la productivité; problèmes humains; cas de la main-d'œuvre rurale* [23 octobre 1963] (p. 5435), AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Diminution des stocks de viande; aide aux producteurs de fruits et de légumes; producteurs de vin; coordination des interventions publiques; action du F.O.R.M.A.* [4 novembre 1963] (p. 6277, 6278); BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Condition des cinquante jours de travail durant le trimestre précédant leur maladie pour les salariés agricoles; allocation-logement; dégrèvement des cotisations* (p. 6338, 6339); EDUCATION NATIONALE : *Encouragements donnés à la construction dans les villes de province, de pavillons universitaires étrangers; inquiétude des maîtres de l'enseignement privé; situation des maîtres auxiliaires de l'enseignement technique* [6 novembre 1963] (p. 6591, 6592); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Retraite des auxiliaires de la fonction publique* [8 novembre 1963] (p. 6906, 6907); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Cadence de reconstruction des ponts de la voirie départementale* (p. 6928);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole : *Ses observations sur le projet de loi; ne pas accroître les charges des agriculteurs* [19 novembre 1963] (p. 7312).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Situation dans les pays de l'Ouest, spécialement celle des pays de bocages atteinte particulièrement par l'exode de la population; disparition des activités artisanales; cherté de l'énergie; diminution du nombre d'entreprises décentralisées; manque de transversales; communications et télécommunication; augmentation des crédits pour la construction de logements* [26 novembre 1963] (p. 7429, 7430).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, Art. 2 : *Cas des fonctionnaires*

devant se rendre à Paris pour être titularisés [28 novembre 1963] (p. 7548); Art. 3 : *Allocations de conversion; primes de transfert et indemnités de déménagement pour les travailleurs privés d'emploi* (p. 7550);

— en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Petits exploitants agricoles cotisant pour l'assurance-maladie devant continuer à bénéficier de la même exonération qu'en* 1962 [17 décembre 1963] (p. 7940);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur : Conditions climatiques de l'hiver dernier; cas de l'huile d'olive; cas des légumes secs et de la pomme de terre* [18 décembre 1963] (p. 7978, 7979);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-997 du 4 octobre 1963 qui a institué une taxe compensatoire à l'importation de certaines catégories d'aliments contenant du lait et destinés aux animaux : *Taxe compensatoire à l'importation de certaines catégories d'aliments contenant du lait et destinés aux animaux, plus particulièrement aux bovins; production de lait étant à la base des conditions d'existence de beaucoup d'exploitations familiales* [18 décembre 1963] (p. 7979);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 3 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article; ressources modestes des bureaux d'aide sociale et des hospices* [22 avril 1964] (p. 869); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Paquet* (p. 876); Art. 5 : *Projet de loi ne couvrant pas certains risques comme la pluviosité excessive, les épizooties, les fléaux particuliers des régions herbagères* (p. 876); *ses observations sur l'amendement de M. Paquet; liste des calamités* (p. 878); En deuxième lecture, Art. 3 *bis : Majoration de 15 % des primes d'assurance-incendie* [23 juin 1964] (p. 2124, 2125);

— du projet de loi adopté par le Sénat, relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public, Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Manceau (Cas des rivières bordées de petites maisons)* [14 mai 1964] (p. 1203);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Publicité indirecte à la R.T.F.; son désintéressement; ses conseils donnés aux ménagères d'acheter des choux-fleurs ou des artichauts; mouvements de jeunesse; leur représentation au conseil d'administration; banir de la télévision tout spectacle immoral; ne pas bafouer la morale* [27 mai 1964] (p. 1439); Art. 4 : *Son amendement (Qualité et moralité des programmes); leur objectivité; exactitude des informations radiodiffusées par l'Office* [28 mai 1964] (p. 1488).

Est entendu sur la question orale, avec débat, de M. Boscary-Monsservin, relative aux retraites du régime artisanal, en qualité *de suppléant* [29 mai 1964] (p. 1551).

Prend part au débat sur la question orale de M. Boscary-Monsservin relative à la rééducation de certains enfants et adolescents handicapés physiques, en qualité *de suppléant : Cas des ruraux; refus par l'administration des postes et télécommunications de l'admission de jeunes filles atteintes d'une légère claudication ou auxquelles il manquait un ou deux doigts; loi de 1957 portant intégration des diminués physiques dans les entreprises* [29 mai 1964] (p. 1551, 1552).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-290 du 3 avril 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur : Droits d'importation sur les sucres et les mélasses; augmentation de la production de sucre; interdiction dans certaines régions de la culture de la betterave; situation de la pomme de terre dans les régions de plaine* [2 juin 1964] (p. 1568, 1569);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant refus de ratification du décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur : Position du Sénat ayant refusé de ratifier ce décret; position de la Commission demandant de reprendre le texte voté en première lecture; ravitaillement des grandes villes; réserver au maximum au marché français les pommes de terre nouvelles produites en France, notam*

ment dans les régions de l'Ouest [2 juin 1964] (p. 1568, 1569); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article : « Est ratifié le décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation »* (p. 1569); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi « Projet de loi portant ratification du décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation »* (p. 1569).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Servitudes pesant sur l'agriculteur ; amélioration de l'habitat rural; adductions d'eau; urgence des mesures à prendre pour relever le niveau de vie des agriculteurs* [9 octobre 1964] (p. 3120, 3121).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Ministère devant poursuivre son action en faveur des handicapés physiques; sort des travailleurs de plus de 45 ans, des « avant-loi », de l'épouse survivant d'un infirme; artisans devant bénéficier d'un régime d'assurance-maladie* [20 octobre 1964] (p. 3433); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème des liaisons routières; capacités des entreprises de travaux publics devant être utilisées à la construction d'autoroutes de liaison; prévisions du quatrième plan devant être respectées dans ce domaine; problème de l'emprunt* [5 novembre 1964] (p. 4669); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Baisse du budget proprement dit du F.O.R.M.A.; augmentation de la subvention destinée à soutenir le cours des céréales; rôle du F.E.O.G.A.; ses remarques sur les fruits et les légumes; stocks des pommes de terre; difficultés des marchés du porc et de la volaille; question du lait et de la viande; problème du lait en poudre; filiales du F.O.R.M.A.: la Cofreda, la Sopexa et le Ceneca* [5 novembre 1964] (p. 4679, 4680); *réduction de la cotisation des veuves d'exploitants agricoles au régime d'assurance-maladie; possibilité de corriger l'article 180 du Code rural; droit à la subvention pour la restauration de l'habitat* (p. 4718);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 5 : *Notion de résidence principale ou d'annexe à une résidence principale* [8 décembre 1964] (p. 5873); Art. 20 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe : (Adaptation des revenus cadastraux servant de base aux subventions à l'amélioration de l'habitat ou aux cotisations des exploitants agricoles pour l'assurance-maladie, au taux actuel de ces revenus; décret d'application publiant les nouvelles valeurs pour qu'elles uissent pêtre appliquées aux cotisations et subventions de l'année 1965) ; Ses observations sur l'article 180 du Code rural ; subvention pour l'amélioration et la restauration de l'habitat rural étant plafonnée à un chiffre de 2.000 francs ; assurance-maladie des exploitants agricoles; financement de cette assurance* (p. 5901); *remarque formulée par M. Boscary-Monsservin concernant principalement l'assurance-maladie des exploitants agricoles; ses observations relatives aux subventions accordées au titre de la restauration de l'habitat rural; revenus cadastraux* (p. 5901); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe premier de cet article par les dispositions suivantes : « L'Office national des forêts ne pourra étendre ses activités, notamment les exploitations en régie au-delà de celles qui sont actuellement assumées par l'administration des eaux et forêts ou par les collectivités locales que dans la mesure où l'initiative privée ne permettrait pas de satisfaire les besoins »* [9 décembre 1964] (p. 5998); *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5998);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-1186 du 29 novembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation : *Projet portant ratification d'un décret ayant ramené au taux de 3 % les droits de douane applicables aux importations de coprah et au palmiste, produits servant de base à la fabrication de la margarine; réduction du prix des aliments pour le bétail* [15 décembre 1964] (p. 6125);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-991 du 19 septembre 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'exportation applicable à la sortie du territoire douanier, en qualité de *Rapporteur: Ratification du décret supprimant le droit à l'exportation de 25 % appli-*

cable aux déchets de peaux de lapin et de lièvre [15 décembre 1964] (p. 6125);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale ; après l'Art. 3 : *Désir de promouvoir la production nationale de viande; protéger les consommateurs; situation d'un abattoir isolé* [5 mai 1965] (p. 1129, 1130); Art. 4 : *Création d'un certain nombre d'abattoirs dans les lieux de production* (p. 1130, 1131); Art. 8 : *Localisation des abattoirs* (p. 1142); Art. 9 : *Permettre le maintien en activité des abattoirs du département qui, bien que non conformes aux normes, pourront se plier aux futures règles sanitaires* (p. 1142); Art. 12 : *Problème de la deuxième lecture* (p. 1150); *implantation de nouveaux abattoirs* (p. 1150); En deuxième lecture, Art. 4 : *Amendement du Gouvernement tendant à permettre à l'entrée d'une grande ville, la perception d'une deuxième taxe sur une viande provenant d'un abattoir industriel situé dans une région de production* [21 juin 1965] (p. 2273); Art. 9 : *Disposition transitoire; problèmes de modernisation; coexistence d'un abattoir moderne et d'un abattoir ancien* (p. 2276).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Budget du Ministère; bourses d'enseignement supérieur; proposition de MM. Vivien et de Montesquiou; travaux de la Fédération nationale des Associations d'élèves des grandes écoles; aide de l'Etat aux étudiants; bourses de l'enseignement secondaire; cas de la Mayenne; moyens de contrôle des Commissions d'attribution* [19 mai 1965] (p. 1417, 1418).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 35 : *Société à responsabilité limitée pouvant être créée un jour en raison des difficultés rencontrées par une société en nom collectif* [3 juin 1965] (p. 1788); Art. 65 : *Son opposition lors du vote* (p. 1798); Art. 146 : *Financiers ne s'occupant pas d'une affaire moyenne qui a besoin d'une somme importante* [8 juin 1965] (p. 1887); Art. 204 : *Cas où des administrateurs non rémunérés commettent des erreurs* (p. 1903);

— du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « ainsi que par les Caisses de Crédit mutuel, régies par l'article 5 modifié de l'ordonnance n° 58-966 du 16 octobre 1958 »* [15 juin 1965] (p. 2119);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 14 : *Jus de pomme et de cidre* [25 juin 1965] (p. 2501); Art. 16 : *Ses observations sur la situation résultant d'un incendie ou d'un sinistre provoquant la disparition de marchandises* (p. 2506); après l'Art. 18 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Situation des artisans et des façonniers)* (p. 2520); *nécessité d'employer, dans l'industrie, un certain nombre de diminués physiques, notamment les sourds-muets; tailleurs pouvant employer des sourds-muets* (p. 2520); *retrait de son amendement* (p. 2521); Art. 50 : *Garanties pour les commerçants* (p. 2564); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 2565); *son amendement tendant à rédiger comme suit l'article 50 : « Une loi complémentaire définira les règles transitoires d'application »* (p. 2565); En deuxième lecture, Art. 16 : *Conséquences d'un incendie; valeur du stock* [22 décembre 1965] (p. 5036);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 7 : *Problème des cadres; cas des petites et moyennes entreprises* [29 juin 1965] (p. 2733).

Son rappel au Règlement : *Dépôt de plusieurs propositions de loi ayant le même objet que celles présentées par M. Baudis* [30 juin 1965] (p. 2772).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 15 : *Inquiétude des milieux agricoles; situation des petites exploitations familiales* [8 octobre 1965] (p. 3423); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Evolution des dépenses de l'éducation nationale : volume des bourses; scolarisation dans le second degré; situation du département de la Mayenne; affectation des bourses aux élèves ruraux; constructions scolaires; dépeuplement des campagnes; entretien des bâtiments; effort réalisé par le Ministère de l'Education nationale* [18 octobre 1965] (p. 3807); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONO-

MIQYES - II. — SERVICES FINANCIERS : *Ses observations sur le personnel du Ministère des Finances et en particulier sur les services du cadastre ; cas des communes rurales à cadastre rénové* [27 octobre 1965] (p. 4221); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget du F.O.R.M.A. ; subvention en faveur des céréales et du sucre ; situation de l'agriculture française ; rôle de la S.I.B.E.V. et de la S.O.P.E.X.A.* [27 octobre 1965] (p. 4245); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES ; après l'Art. 67 : *Exploitation des réseaux d'assainissement et des installations d'épuration des collectivités locales ; problème de leur rentabilité* [28 octobre 1965] (p. 4325); *cas des agglomérations rurales à prédominance de population de retraités* (p. 4326).

Ses observations sur la nomination des membres de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 : *Ses observations sur l'ordre du jour* [22 décembre 1965] (p. 5080).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : Ses explications de vote : *Acquisition de matériels plus modernes ; augmentation des salaires ; améliorations sociales* [21 avril 1966] (p. 863);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses disposition du Code forestier, Art. 1er : *Nécessité d'apprendre aux Français à aimer la nature et à respecter la forêt ; rôle du Ministre de l'Education nationale* [10 mai 1966] (p. 1182); Art. 4 : *Détermination géographique de l'application du texte ; cas des forêts de l'Ouest ; problème de l'imposition à des propriétaires de travaux d'aménagement* [11 mai 1966] (p. 1202, 1203); *cas des forêts non rentables* (p. 1203);

— du projet de loi complétant l'article 98 du Code de l'administration communale et relatif aux pouvoirs de police conférés aux maires en matière de circulation : *Ses observations sur la proposition de loi de M. Lainé ; revision des règles de priorité des chemins départementaux, des chemins vicinaux et des chemins ruraux ; sa question orale avec débat sur ce sujet* [12 mai 1966] (p. 1223).

Prend part au débat sur la question orale de M. Collette relative à l'indemnité viagère de départ des exploitants agricoles [13 mai 1966] (p. 1291) : *Fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles* (p. 1293 et 1294).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la durée du travail et modifiant l'article 3 de la loi n° 46-283 du 25 février 1946 : *Limiter la possibilité d'effectuer des heures supplémentaires ; progrès de la productivité ; durée nominale du travail ne donnant pas la mesure exacte de l'effort demandé aux travailleurs ; décentralisation des entreprises privées ; zones de salaires ; niveau des salaires en Allemagne ; égalisation des lois sociales entre les Six ; cas des travailleurs agricoles* [25 mai 1966] (p. 1490);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs : après l'Art. 3 : *Problèmes résultat des améliorations apportées aux bâtiments d'habitation ; nécessité de favoriser le développement de l'habitation rurale* [3 juin 1966] (p. 1698); Art. 4 : *Durée de l'amortissement* (p. 1699); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Edgar Faure pour l'article 850 du Code rural, à substituer aux mots : « le délai d'un mois » les mots : « le délai de trois mois »* (p. 1702); *cas où malgré son acceptation, le propriétaire n'exécute pas les travaux* (p. 1702, 1703); *situation des petits propriétaires ; principe d'un plafond pour les indemnités* (p. 1703); *sa proposition de suspension de séance* (p. 1704); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article additionnel proposé par l'amendement de M. Edgar Faure : « Pour les améliorations antérieures à la promulgation de la présente loi, leur utilité restante donnera lieu à indemnisation selon les termes prévus par cette loi »* (p. 1705); *son amendement tendant à introduire après l'article 7 un article additionnel (texte identique au sous-amendement précédent)* (p. 1705).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative à l'aide aux étudiants [8 juin 1966] (p. 1807).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 1er : *Affiliation des artisans ruraux; régime de l'A.M.E.X.A.* [9 juin 1966] (p. 1850); Art. 3 : *Dispositions « anti-cumul »* (p. 1854); Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot: « régionales » les mots : « départementales ou interdépartementales »* (p. 1864); *possibilité de créer une ou plusieurs caisses par région* (p. 1864); *rôle de certaines capitales de région économique* (p. 1864); Art. 12, 13 et 15 : *Ses amendements tendant, dans le premier alinéa de ces articles, à substituer au mot: « régionales » les mots: « départementales ou interdépartementales»* (p. 1865, 1867 et 1871); Art. 32 : *Son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par les mots: « et à une réduction de prime »* (p. 1875); *revision d'une police* (p. 1875); Articles additionnels : *Cas du régime du forfait* (p. 1878); Ses explications de vote : *Cas des personnes âgées; son vote sur le projet de loi* (p. 1880);

— en deuxième lecture, du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 47 : *Rôle du gérant* [10 juin 1966] (p. 1928).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale avec débat relative à la sécurité de la circulation [15 juin 1966] (p. 2885) : *Circulation des tracteurs; modification des règles de priorité en dehors des agglomérations* (p. 2088).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à simplifier le paiement de l'amende forfaitaire, Article additionnel : *Situation des greffiers de police* [17 juin 1966] (p. 2147);

— du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées : *Mutations de populations; rémunération des percepteurs* [23 juin 1966] (p. 2267);

— du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, après l'Art. 5 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Fonds de garantie)* [23 juin 1966] (p. 2277); *ses observations sur son amendement* (p. 2277);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Le Gall et plusieurs de ses collègues tendant à la réglementation de la profession d'audioprothésiste : *Ses observations sur la motion de renvoi en Commission; réglementationde l'audio prothèse; consultation des personnes qualifiées du Conservatoire national des Arts et Métiers* [24 juin 1966] (p. 2359, 2360); En deuxième lecture, Article unique : *Formation des audioprothésistes par le Conservatoire des arts et métiers* [20 décembre 1966] (p. 5702);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Amélioration des bureaux de poste en France; dévouement du personnel; problème du logement; situation des préposés; problèmes posés par le téléphone* [19 octobre 1966] (p. 3554, 3555); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Rôle du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles; importance du F.E.O.G.A.; ses observations sur le marché du vin et celui des produits laitiers; achats de beurre par la société Interlait; soutien du prix du lait; viande de bœuf; ses observations sur la décision de ramener de 4,48 à 1,28 les charges pesant sur 100 kilogrammes d'orge; organisation du soutien du marché sur le plan intérieur; problème des débouchés* [26 octobre 1966] (p. 3878, 3879); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANCAISE : *Possibilité d'exempter de la redevance certaines personnes* [28 octobre 1966] (p. 4050); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la session de septembre pour le baccalauréat; possibilité de réserver certaines places dans les cours professionnels aux meilleurs des recalés; situation des docteurs d'Etat; enseignement supérieur; situation des enfants dont le père exploitant agricole a emprunté pour accéder à la propriété* [2 novembre 1966] (p. 4122, 4123); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 : *Ses observations sur les paroles de M. Michel Debré* [6 décembre 1966] (p. 5276);

— du projet de loi sur l'élevage : *Ses obser-*

vations sur les bovins; inquiétudes des producteurs de viande; problème de la transformation des terres de labour en prairies; prophylaxie de la tuberculose et la fièvre aphteuse; extension des contrôles sur les taureaux; centres d'insémination; commission nationale technique; organisation de l'élevage; instituts techniques nationaux; nécessité de maintenir à chaque région sa race propre; financement des constructions nécessaires au développement de l'élevage [22 novembre 1966] (p. 4721 à 4723); Art. 14 : *Rôle de l'établissement de l'élevage sur le plan départemental* [23 novembre 1966] (p. 4804); *ses observations sur le fait que certaines races s'étendent sur une ou plusieurs régions* (p. 4805); son rappel au Règlement : *Ordre de discussion des amendements* (p. 4810); En deuxième lecture, Art. 18 : *Situation des exploitations familiales* [15 décembre 1966] (p. 5619);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, après l'Art. 2 *bis : Situation des personnes âgées de plus de 65 ans* [23 novembre 1966] (p. 4779);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, Art. 10 : *Ses observations sur les caisses de crédit mutuel et les caisses dites « Raiffeisen »* [24 novembre 1966] (p. 4833);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Taille des entreprises* [30 novembre 1966] (p. 5098).

Prend part au débat sur la question orale de M. Martin relative à la reconversion professionnelle des travailleurs, en qualité de *suppléant: Risques de distorsion entre les différentes régions; le sous-emploi et exode rural; mobilité géographique et professionnelle des travailleurs; nécessité d'une politique active d'aide à la mobilité; amélioration du système des prévisions de l'emploi; caisses de compensation; développement de la formation professionnelle* [16 décembre 1966] (p. 5652, 5653, 5655).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs, Ses explications de vote : *Ses observations sur ce texte* [21 décembre 1966] (p. 5923, 5924).

DENVERS (M. Albert), *Député du Nord, 11e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à élever le maximum des dépôts autorisés sur les livrets de caisses d'épargne, **n° 71** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi relative à la conservation des sépultures de certaines victimes de la guerre 1914-1918, **n° 124** [23 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 273 du Code de l'urbanisme relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction, **n° 161** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions du décret n° 54-372 du 29 mars 1954, en faveur des inscrits maritimes relevant de l'établissement national des invalides de la marine marchande, **n° 168** [13 février 1963].

Sa proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes d'accidents survenus dans les conditions prévues par le livre IV du Code de la sécurité sociale, mais avant l'entrée en vigueur de celui-ci ou des dispositions qui l'ont modifié ou complété, **n° 269** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à permettre le recours de la victime ou des ayants droit de la victime d'un accident de trajet contre

le tiers responsable de l'accident, **n° 274** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 12 avril 1941 sur le régime des pensions de retraite des marins, **n° 440** [10 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à l'établissement d'une politique foncière et à la création des zones d'aménagement foncier, **n° 782** [19 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à l'indemnisation des donneurs de greffons en cas de greffes subies par les victimes d'accidents du travail, **n° 1235** [9 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 536 du Code de la Sécurité Sociale et instituant la tutelle de l'allocation de logement, **n° 1280** [18 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à préciser les conditions du remboursement des dépenses effectuées par les caisses de Sécurité sociale à l'occasion d'accidents du travail provoqués par un tiers responsable, **n° 1356** [7 mai 1965].

Sa proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux donations-partages, **n° 1601** [7 octobre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 2 : *Taxation du whisky et du genièvre ;* Art. 6 : *Question du droit de timbre sur les connaissements ; équilibre du budget de l'Etablissement national des Invalides de la marine* [18 décembre 1962] (p. 91, 92) ; *son amendement (maintien du droit de timbre sur les connaissements)* (p. 92) ; après l'Art. 9 : *Problème de la perception d'une seule redevance annuelle pour tous les postes détenus dans un même foyer ; exonération de la redevance pour les établissements scolaires possédant un poste de télévision* (p. 129) ; *son amendement (Suppression du droit de timbre sur les connaissements) ; nécessité pour le Parlement de conserver le contrôle du taux de ces droits* (p. 132) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Nécessité d'augmenter le plafond des dépôts ; problème du versement de l'excédent de la Caisse au budget des Postes et Télécommunications et non au budget général ; possibilités de recours des constructeurs à la Caisse* [8 janvier 1963] (p. 345) ; *problème des emprunts opérés par les collectivités locales auprès des caisses des cadres* (p. 348, 349) ; Article additionnel : *Son amendement (Elévation du plafond des dépôts à la Caisse Nationale d'Epargne) : application éventuelle de l'article 41 de la Constitution* (p. 350) ; TRAVAIL : *Problème des victimes du travail ; suppression souhaitable de la discrimination établie à l'encontre des mutilés du travail et des maladies professionnelles ; allocation à la tierce personne ; cas des victimes de la silicose professionnelle ; fixation de la date du point de départ de la rente* [9 janvier 1963] (p. 437, 438) ; CONSTRUCTION : *Crédit actuel du logement ; priorité de ce problème dans les investissements de la Nation ; diminution du nombre des logements terminés durant les dernières années ; chiffre annuel de 350 000 logements ; écart par rapport aux prévisions du Plan ; diminution du nombre des logements construits sous le régime des H.L.M., particulièrement dans le secteur locatif ; nécessité de développer ce secteur ; préoccupation d'un certain nombre de sinistrés de guerre ; place de la France en Europe en ce qui concerne le logement* [9 janvier 1963] (p. 450 à 452) ; *équipements collectifs des Z.U.P. et des grands ensembles ; mécanisme d'attribution des crédits à l'échelle départementale* [10 janvier 1963] (p. 527, 528) ; *problème des dommages subis par suite de l'inondation par eau de mer ; effets à retardement du sel marin et nécessité de relever de la forclusion les personnes se trouvant dans ce cas ; situation de certains personnels administratifs supérieurs des services extérieurs du ministère en position d'agents détachés* (p. 530) ; Art. 27 : *Cas des personnes dont les revenus sont supérieurs au plafond fixé par les H.L.M.* (p. 531) ; *amendement de la Commission (Crédits affectés aux communes rurales) : nécessité de prévoir des crédits spécialement réservés aux communes rurales* (p. 532) ; après l'Art. 52 : *Amendement du Gouvernement (Suppression de la taxe spéciale au profit du Fonds national de l'habitat) : situation des propriétaires effectuant des locations à des prix libres* (p. 534) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Crédits concernant les ports maritimes ; décalage par rapport aux besoins ; progression du trafic des ports français par rapport à celui d'Anvers et de Rotterdam ; réforme portuaire en matière d'investissements ; concurrence étrangère ; situation des ports de pêche ; nécessité de moderniser et d'étendre le*

réseau fluvial; développement du transport par voie d'eau; liaison Rhin—Rhône; situation de la batellerie française; octroi souhaitable de facilités fiscales pour les travailleurs de la batellerie bloqués par le gel; nécessité d'élaborer une politique française en matière de voies d'eau [15 janvier 1963] (p. 826, 827); MARINE MARCHANDE : *Insuffisance du budget de la Marine marchande; répercussions de l'activité de ce secteur économique sur les autres secteurs; coûts élevés d'exploitation; situation de la pêche française et de son industrie; création d'un système de primes pour démolition de navires et construction d'unités modernes; réduction des taxes sur le carburant maritime; ouverture du droit à pension par réversion pour les veuves de marins; augmentation du taux des rentes viagères des veuves de marins; revalorisation rapide des pensions, en particulier celles des petites catégories* [16 janvier 1963] (p. 900); *problème des veuves de marins et de leur pension* [16 janvier 1963] (p. 914); Art. 36 : *Amendement de la Commission (Aide à la construction navale pour les navires de moins de 50 tonneaux) : difficultés rencontrées par la pêche artisanale; nécessité de lui accorder un soutien* (p. 915); Après l'Art. 65 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Droit de timbre sur les exploitations cinématographiques et les séances de télévision) : nécessité de défendre à la fois le cinéma français et les intérêts des collectivités locales; réduction des recettes des bureaux d'aide sociale; nécessité de rechercher des moyens plus positifs pour soutenir l'industrie du cinéma* [25 janvier 1963] (p. 1853); *son sous-amendement à l'amendement de M. Anthonioz (Parité fiscale entre les bois français et les bois étrangers) : conséquences possibles du présent amendement sur l'industrie du meuble et du bâtiment* (p. 1860);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962 : *Dispositions relatives au crédit en faveur du logement des rapatriés; conditions d'attribution de logements dans les H.L.M.; dispositions relatives à la réquisition d'immeubles et d'appartements; difficultés en matière de logement pour l'ensemble de la population française; choix par le Gouvernement d'une seule société (S.O.N.A.C.O.T.R.A.L.) pour régler le problème du relogement des anciens supplétifs rapatriés; inconvénients d'une solution provisoire en la matière* [19 décembre 1962] (p. 164, 165);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière; Art. 24 : *Amendement de la Commission (Non-application de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations effectuées par les organismes d'habitations à loyer modéré) : nécessité de ne pas porter atteinte aux avantages accordés aux sociétés coopératives d'H.L.M.* [19 février 1963] (p. 2231); *amendement de la Commission (Cas de revente d'immeubles acquis à l'amiable par l'Etat ou les collectivités locales) : situation différente existant pour les acquéreurs de terrains cédés par une collectivité, suivant que ces terrains ont été acquis par voie d'expropriation ou par voie amiable* (p. 2233, 2234); Art. 29 : *Insuffisance des crédits accordés au secteur social de la construction; problème des primes que réclameront les sociétés immobilières d'investissement* (p. 2239); *son amendement (renonciation par les sociétés immobilières d'investissement de l'aide de l'Etat en matière de primes et de prêts spéciaux)* (p. 2240); *son amendement (Possibilité pour les sociétés immobilières d'investissement de revêtir la forme coopérative)* (p. 2241).

Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports, une question orale et sans débats, relative aux pensions des veuves de marins [17 mai 1963] (p. 2979, 2980).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi relative aux accidents de trajet : *Nécessité d'accorder à certaines catégories de victimes d'accidents de la route le droit de recours contre le tiers responsable* [6 juin 1963] (p. 3197); Article unique : *Son amendement (Cas des assujettis aux régimes agricoles)* (p. 3198);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Insuffisance des efforts en matière d'habitat ; baisse du nombre des logements achevés* [19 juillet 1963] (p. 4347, 4348); après l'Art. 10 : *Amendement de M. Rey (Programme spécial de logements en faveur des rapatriés)* (p. 4358); Art. 25 : *Utilisation des crédits prévus par la loi de finances de 1962 en faveur des H.L.M. d'Algérie* (p. 4387);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction : *Ses observations sur l'insuffisance de certaines mesures; répercus-*

sions inévitables sur le coût de la construction [2 octobre 1963] (p. 4976, 4977); Art. 5 : *Son amendement sur la vente en l'état futur d'achèvement* (p. 4983); Art. 7 : *Non-multiplication des syndicats; notion d'état d'avancement des travaux* (p. 4985); Art. 11 *ter : Définition nouvelle du vice caché; nature du vice caché* [3 octobre 1963] (p. 5002); Art. 13 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Laurin sur les versements faits par l'acheteur; caractère incessible et insaisissable des sommes nécessaires au déroulement de l'opération* (p. 5005); Art. 15 : *Son sous-amendement : « ... soit pour toutes autres raisons qui seront définies par un règlement d'administration publique »* (p. 5006); *retrait de ce sous-amendement* (p. 5007); Art. 48 : *Son sous-amendement (Les sommes dues par l'acheteur)* [8 octobre 1963] (p. 5059); Art. 63 : *Son amendement sur la notion d'aggravation des conditions financières* [9 octobre 1963] (p. 5090); *retrait de cet amendement* (p. 5090); *son amendement (marges de commercialisation)* (p. 5090); *fonds de garantie mutuelle à puissance publique* (p. 5094); *assurance construction* (p. 5095); après l'Art. 63 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. de Tinguy (Fonds de garantie mutuelle à puissance publique)* (p. 5095);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Spéculation immobilière et foncière; coût des terrains; compatibilité du droit de propriété individuel et privatif avec les exigences actuelles du bien social; augmentation du prix de la consommation* [22 octobre 1963] (p. 5301, 5302, 5303); *nécessité pour les collectivités locales de se procurer les terrains nécessaires à la réalisation de leur programme* (p. 5325, 5326); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Duffaut* [23 octobre 1963] (p. 5391); Art. 8 : *Son amendement (Arrêté conforme du préfet)* (p. 5400); *taxe de raccordement à l'égout* (p. 5403); Art. 13 : *Réforme de financement de l'établissement national des invalides de la marine* (p. 5414); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Avenir de la marine marchande; son importance; ses observations sur le fait que la marine marchande n'a assuré le transport que de moins des trois cinquièmes de nos exportations; crédits affectés au Crédit maritime mutuel; nombre des marins; problème de l'apprentissage maritime* [24 octobre 1963] (p. 5489, 5490); Art. 78 : *Son amendement tendant au paragraphe 4 de l'article 78 à substituer aux mots « est fixé par décret » les mots « est fixé par la loi »* (p. 5527); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Voies navigables et installations portuaires dans le quatrième plan; réforme du régime administratif et financier des ports; politique fluviale nationale dotant le pays de voies d'eau importantes du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest* [30 octobre 1963] (p. 5989, 5990); CONSTRUCTION : *Cas des sinistrés; adaptation des effectifs des services extérieurs à l'ampleur de la tâche de chaque délégation départementale* [31 octobre 1963] (p. 6174); Art. 33 : *Prêt forfaitaire fixé en 1958; son amendement (Prélèvement de 22 millions de francs sur les 110 millions affectés aux H.L.M. à réaliser en Algérie)* (p. 6175);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 12 : *Question du revenu cadastral; problème de l'injustice* [10 décembre 1963] (p. 7775).

Pose à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports une question orale, sans débat, relative au financement des travaux portuaires maritimes [19 juin 1964] (p. 2064).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Conditions de la discussion du projet de loi ne facilitant pas une étude sérieuse et sereine; dépôt par le groupe socialiste d'une proposition de loi le 17 décembre 1963, tendant à définir une véritable politique foncière, condition première de toute politique de l'habitat; ampleur de la crise du logement exigeant des mesures audacieuses et courageuses; 450 000 à 500 000 logements devant être construits par an; définition par la puissance publique des opérations d'urbanisation et de construction; sol prévu pour les affectations exigées par l'intérêt général; condamnation de certaines formules juridiques du droit de propriété; dissociation entre l'usage du terrain et le droit de propriété; inquiétudes données par le texte; aspects positifs du texte; désir du groupe socialiste de voir le texte plus franc et plus décisif; avenir des opérations de Z.U.P.; exigences de la civilisation moderne* [29 juin 1964] (p. 2346 à 2349); Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article* (p. 2355); *prolongation par tacite recon-*

duction du bail (p. 2355); *retrait de son amendement* (p. 2356); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « d'immeubles ou de fractions d'immeubles » à insérer les mots : « quel que soit le lieu où ils se trouvent »* (p. 2356); *problème de l'apport d'immeubles* (p. 2356); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 5, après les mots : « ou de titres donnant vocation » à insérer les mots : « dans une zone d'urbanisation ayant fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique »* (p. 2356); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de l'article 5, à substituer aux mots « tribunal de grande instance » les mots : « tribunal administratif »; confier le règlement d'une contestation à un tribunal administratif* (p. 2358); Art. 9 : *Son amendement tendant, dans cet article à substituer aux mots : « l'Etat, la collectivité territoriale ou l'établissement public expropriant... » les mots : « l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ou les sociétés d'économie mixte à majorité publique expropriant peuvent... »* (p. 2360); *introduire les sociétés d'économie mixte dans l'énumération contenue à l'article 9* (p. 2360); Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article : « Et vaut interdiction immédiate et absolue de toutes transactions, cessions, apports à titre gratuit ou onéreux, de tous droits réels portant sur les biens immobiliers compris à l'intérieur de l'opération d'urbanisation »* (p. 2360); *prise de possession décidée par arrêté préfectoral de cessibilité* (p. 2360); Art. 17 : *Importance de cet article; prévision du nombre de logements à construire* (p. 2362); *ne pas donner au programme devant être établi un caractère trop rigide* (p. 2363); *son amendement tendant à compléter comme suit la première phrase du deuxième alinéa de l'article 17 : « Ainsi que la part fixée par priorité revenant aux organismes d'H.L.M. »* (p. 2364); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 17 : « Si le programme n'est pas publié dans le délai total prescrit au deuxième alinéa du présent article »* (p. 2364); *impossibilité de dépasser le délai d'un an pour la publication du programme et l'intervention du décret en Conseil d'Etat* (p. 2364); Art. 18 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 18 par les mots : « après consultation d'une Commission comprenant notamment des représentants des promoteurs et des constructeurs publics et privés »* (p. 2365); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 18 (Obligation pour le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique et de l'autorisation de prise de possession de désigner un ou plusieurs concessionnaires dans le délai d'un an à compter de la publication du programme visé à l'article 17 ci-dessus)* (p. 2366); *possibilité pour le préfet de faire envoyer l'affaire devant le Conseil d'Etat; caractère excessif d'une telle mesure* (p. 2366); *intervention du décret en Conseil d'Etat* (p. 2366); *accord ne pouvant être réalisé sur le choix du concessionnaire* (p. 2366, 2367); Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase de cet article par les mots : « d'après la valeur d'usage et appréciée par les tribunaux administratifs »* [30 juin 1964] (p. 2380); *méthode d'évaluation faisant référence à la valeur d'usage* (p. 2380); Art. 20 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 20 par les mots : « à l'initiative soit de l'établissement public, soit de l'Etat, soit de la collectivité territoriale »* (p. 2382); *fixation d'un plancher* (p. 2383); Art. 21 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « La société civile aura le statut de société à caractère coopératif où notamment chaque actionnaire, à l'exception des collectivités publiques, ne pourra disposer qu'au maximum de dix voix, quel que soit le montant de son apport »* (p. 2383); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Désignation d'un commissaire par la collectivité bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique pour représenter la puissance publique au sein de la société)* (p. 2384); Ses explications de vote : *Ses doutes relatifs à l'efficacité réelle du texte, intérêts des collectivités publiques étant insuffisamment sauvegardés* (p. 2397); En deuxième lecture, Art. 7 : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Hoguet; dispositions incluses en première lecture à l'article 7* [17 novembre 1964] (p. 5426); Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : (prise de possession)* (p. 5426, 5427); *prise de possession décidée par arrêté préfectoral après accord des collectivités locales* (p. 5427); *préciser les conditions à remplir avant que le préfet prenne son arrêt de prise de possession* (p. 5428); Art. 17 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Hoguet tendant, dans le texte proposé pour le premier alinéa de l'article 17, après les mots : « le préfet arrête » à insérer les mots : « dans un délai d'un an à*

compter de la date de la déclaration d'utilité publique, sous peine de nullité » (p. 5430); *délai pour arrêter le programme* (p. 5430); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 17 :* « *Il est publié et déposé à la mairie durant une période de trois mois* » (p. 5430); Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article :* « *Les immeubles dont la prise de possession est autorisée conformément à l'article 10 peuvent être mis à la disposition des concessionnaires publics ou privés désignés en vue de la réalisation des ouvrages* » (p. 5431);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER : *Ses observations sur les paroles et l'amendement de M. Catalifaud; problème de la réforme* [15 octobre 1964] (p. 3246); Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de l'article 17 par les dispositions suivantes :* « *Une part égale au cinquième sera restituée aux communes dans lesquelles fonctionnent les bureaux de pari mutuel urbain; un décret fixera les conditions de répartition entre les collectivités bénéficiaires* » [16 octobre 1964] (p. 3344); *retrait de son amendement* (p. 3344); *bureaux de P.M.U. dans les communes provoquant un appel d'argent parfois considérable; conséquences sur les activités commerciales et économiques de la commune* (p. 3345); Art. 20 : *Son amendement tendant à substituer aux mots* « *est prorogée en 1965* », *les mots :* « *cessera au 31 décembre 1965* » (p. 3345); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Revendications des mutilés du travail, des invalides civils et de leurs ayants droit; cas des mutilés* « *avant loi* »; *éviter toute discrimination sans fondement; vaincre les obstacles qui s'opposent à ce que ces catégories reçoivent les satisfactions légitimes et attendues* [20 octobre 1964] (p. 3425); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *Insuffisance de l'aide accordée par le Gouvernement aux chantiers navals; leur permettre de faire face à la concurrence japonaise et scandinave; part trop faible de l'armement français dans l'activité des chantiers; déclin du trafic sous pavillon français; diminution de l'aide; difficultés de la pêche française; modernisation des bateaux de pêche; effondrement des cours de poisson; mise en œuvre d'une politique commune des pêches au sein du Marché commun; problème des tarifs de fonctionnement des remorqueurs du port de Dunkerque* [23 octobre 1964] (p. 3864 à 3866); CONSTRUCTION : *Structure du Ministère de la Construction; nécessité de posséder des moyens suffisants, notamment en personnel, pour remplir avec efficacité, ses missions; Ve Plan envisageant de porter à 470 000 logements par an la cadence moyenne de construction; renforcer les directions départementales et les services techniques et administratifs de l'administration centrale; revenir sur certaines forclusions des lois de finances de 1961 et de 1962; politique du logement devant être sociale et servir l'intérêt général; insuffisance des méthodes; caractère médiocre des techniques des marchés; insuffisance des crédits; secteurs des H.L.M. devant s'étendre; part du secteur social devant augmenter; construire des logements accessibles à la bourse des travailleurs; 140 000 logements H.L.M. étant prévus pour 1965 plus 124 000 logements au titre de la prime convertible; effort accompli pour que chaque français puisse exercer son droit au logement; mettre en œuvre une vaste et progressive action en faveur des logements* [4 novembre 1964] (p. 4532, 4533); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Fanton* (p. 4539); Art. 41 : *Mettre à la disposition de l'accession à la propriété au titre de la législation des H.L.M. un crédit de 22 millions de francs prélevé sur les crédits destinés à l'Algérie; conjoncture dans l'industrie du bâtiment; doter de 5 000 logements de plus le secteur des logements primés* (p. 4557); *son amendement tendant, avant le paragraphe premier de l'article 41, à insérer un nouveau paragraphe :* « *Le Gouvernement prendra toutes dispositions utiles pour permettre aux organismes d'H.L.M. la réalisation, en 1965, d'au moins 140 000 logements tous secteurs confondus* (p. 4558); *son amendement tendant à compléter l'article 41 par un nouvel alinéa :* « *Les immeubles à loyer normal pourront se réaliser indifféremment, au titre de la location ou de l'accession à la propriété* » (p. 4558); après l'Art. 59 : *Principe de la rétroactivité; résoudre un problème concernant les logements construits sous le régime en vigueur avant le 1er janvier 1964; son accord sur le fond avec MM. Ballanger et Boscher; question du prix des loyers des logements construits avec l'aide de l'Etat; variation des loyers des H.L.M.* (p. 4570); *son amendement tendant, après l'article 59, à insérer un nouvel article (Taux d'augmentation annuelle du prix de location des*

logements construits avec l'aide de l'Etat entre le 1er septembre 1948 et le 1er janvier 1964) (p. 4571); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Situation des ports et des voies fluviales; leur rôle dans l'activité nationale; modernisation des voies fluviales; infrastructure fluviale* [4 novembre 1964] (p. 4589);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 6 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [8 décembre 1964] (p. 5874); Art. 7 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5878); après l'Art. 44 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement; problème des garanties communales exigées par l'Etat pour les emprunts des H.L.M.* [8 décembre 1964] (p. 5922); après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer après cet article le nouvel article suivant : « La superficie d'emprise des canaux et artères des wateringues sera déduite de la superficie cadastrale pour l'établissement du revenu cadastral servant de base au calcul des cotisations sociales agricoles dont sont redevables les exploitations soumises à la législation des wateringues »* [9 décembre 1964] (p. 6009); *son amendement tendant, après l'article 21, à insérer le nouvel article suivant: « Le revenu cadastral moyen départemental à l'hectare servant de base à la répartition des cotisations sociales agricoles ne sera retenu que dans la limite d'un plafond ne dépassant pas 25 francs. Les dispositions de l'article 19 de la loi de finances rectificative n° 63-1293 du 21 décembre 1963 sont abrogées »* (p. 6009); Ses explications de vote : *Groupe socialiste ne votant pas l'ensemble du projet de loi car le Gouvernement a introduit dans ce texte des dispositions incompatibles avec le plan de stabilisation; politique sociale des revenus; inquiétudes des locataires* (p. 6012);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Elaboration d'une politique portuaire cohérente permettant aux ports français de soutenir la concurrence étrangère et de jouer leur rôle de pôles de développement; ports français étant trop coûteux à cause des conditions de financement de leurs investissements; conséquences de l'autonomie; insuffisance de l'aide de l'Etat; réforme devant s'accompagner d'une loi-programme et d'un allégement de la fiscalité portuaire; cas de Dunkerque; ports de rivière et ports pétroliers étant les plus favorisés; donner des garanties aux personnels intéressés; Gouvernement ne soumettant à l'Assemblée qu'une partie de l'ensemble législatif nécessaire au salut des ports français* [8 avril 1965] (p. 668, 669); Art. 1er : *Son amendement tendans, dans le deuxième alinéa de l'article premier, à substituer aux mots : « d'un port ou d'un groupement de ports » les mots : « d'un ou plusieurs ports »* (p. 687); *principe de la création par décret d'un port autonome succédant à un port non autonome* (p. 687); *retrait de son amendement* (p. 687); Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Conditions d'emploi, de rémunération et de régime des retraites des personnels des ports autonomes)* [9 avril 1965] (p. 741); Art. 15 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Dusseaulx tendant à rédiger comme suit le début du texte proposé pour le premier alinéa de cet article : « Le groupement ou la fusion »* (p. 745); *son sous-amendement à l'amendement de M. Dusseaulx tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 15, après les mots : « lorsque le projet » à insérer les mots : « de groupement ou »* (p. 745); *son sous-amendement à l'amendement de M. Dusseaulx tendant, au début du texte proposé pour le dernier alinéa de cet article, après les mots : « Le décret établissant » à insérer les mots : « le groupement ou » et à la fin du texte proposé pour le dernier alinéa, après les mots : « d'un port non autonome » à insérer les mots : « groupés ou... »* (p. 745).

Prend part au débat sur la question orale de M. Royer relative aux logements sociaux : *But du programme social de relogement : disparition des logements provisoires; nécessité de faciliter la tâche des collectivités locales; financement de la construction des H.L.M. en totalité par l'Etat* [21 avril 1965] (p. 791, 792).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Confusion introduite dans la législation H.L.M.; construction dite sociale; nécessité de favoriser le régime de l'accession à la propriété; caractère*

inopportun de certaines dispositions ; situation du secteur locatif ; décalage entre les besoins et le nombre des logements offerts ; difficultés découlant de l'application de la loi ; nécessité d'une politique du logement plus efficace assortie des moyens financiers nécessaires ; son opposition à ce texte [29 avril 1965] (p. 978 à 980) ; *sa proposition de renvoyer le texte en Commission ; divergences d'interprétation possibles sur ses dispositions ; principe de l'accession des modestes locataires à la propriété ; problème du financement ; ses observations sur la possibilité pour les Offices de reconstituer leur patrimoine brusquement diminué ; caractère inopportun de toute mesure qui aboutirait éventuellement à réduire le nombre de logements mis en location ; crise du logement dans le secteur locatif ; sa motion de renvoi* (p. 984) ; Art. 1er : *Amendement du Gouvernement pouvant soulever des difficultés ; dualité de financement* (p. 985) ; *difficultés prochaines pour les dirigeants des offices* (p. 985) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier, après les mots : « administration publique » à rédiger comme suit la fin de cet article : « établi après avis du Comité permanent du conseil supérieur des H.L.M. En cas de refus motivé par l'organisme d'H.L.M., le demandeur peut interjeter appel, en première instance, devant le comité départemental des H.L.M., puis en dernier ressort devant le comité permanent du conseil supérieur des H.L.M. En tout état de cause, l'avis de la collectivité garante est nécessaire. La cession ne vaut que pour une occupation des lieux par le demandeur et toute infraction à cette clause permet à l'organisme d'user, en tout temps, d'un droit de préemption »* (p. 985, 986) ; *ses observations sur les paroles de M. Maziol ; présence du représentant de la collectivité au sein du conseil d'administration ne se justifiant que dans le cas d'un office public ; consultation des collectivités locales, municipales et départementales* (p. 986) ; *consultation de la collectivité locale avant d'émettre l'avis* (p. 987) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Neuwirth tendant à compléter le texte proposé par l'amendement par les mots suivants : « ou qui aura garanti les prêts contractés par le maître d'ouvrage »* (p. 987) ; *limitation du temps de revision de la collectivité locale pour émettre son avis ; consultation des chambres de commerce* (p. 988) ; *objet de la loi étant de permettre dans des conditions déterminées à l'occupant d'un logement H.L.M. d'accéder à la propriété* (p. 990) ; *ne pas donner cette faculté à une personne autre que l'occupant* (p. 990) ; *opérations dites « million » ou P.S.R. ; course aux logements H.L.M. en location* (p. 991) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 996) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Le prix de vente est égal à la valeur vénale du logement libre telle qu'elle a été évaluée par l'administration des domaines. Ce prix ne pourra, en aucun cas, être inférieur à la valeur de reconstitution »* (p. 997) ; *prendre un certain nombre de précautions dans la fixation du prix de vente ; problème du remboursement des annuités d'amortissement et des charges restant encore à supporter par les organismes vendeurs auprès des établissements prêteurs* (p. 997) ; *éviter des recours contentieux* (p. 998) ; *son amendement tendant à compléter l'article 4 : « Le prix ne pourra en aucun cas être inférieur au montant des annuités d'amortissement et des charges restant à recouvrer auprès de l'organisme par les établissements, les collectivités et les institutions prêteurs »* (p. 998) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article : (Modalités par lesquelles l'acquéreur s'acquitte du prix de vente)* (p. 998, 999) ; *locataires désireux d'acquérir l'appartement qu'ils occupent pouvant s'adresser à une société de crédit immobilier pour obtenir les prêts leur permettant de se libérer sur une période déterminée par règlement d'administration publique* (p. 999) ; *inciter les organismes d'H.L.M. à ne pas faire obstacle à la cession de leurs logements locatifs* (p. 1000) ; *lancer, avec les sommes récupérées, de nouveaux programmes de construction* (p. 1001) ; Art. 7 : *Ses observations sur les paroles de M. Neuwirth* (p. 1003) ; Art. 8 : *Problème des intermédiaires* (p. 1005) ; En deuxième lecture, Art. 1er : *Union nationale des fédérations d'organismes d'habitations à loyer modéré ; son opinion* [15 juin 1965] (p. 2131) ; *organismes propriétaire des cités d'urgence* (p. 2132) ; *comité départemental n'étant pas un organisme consultatif ; tout organisme d'H.L.M. étant tenu d'obtenir une décision favorable du comité départemental des habitations à loyer modéré* (p. 2132, 2133) ; *ses observations sur les paroles de M. Maziol ; majorations de prix* (p. 2133, 2134) ; Art. 6 : *Problème du remboursement des dettes aux communes* (p. 2135) ;

— du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement : *Faciliter la politique de*

construction; financement de la construction sociale; création d'une caisse nationale de financement de la construction sociale; délai de 18 mois; calcul de l'allocation de logement [15 juin 1965] (p. 2112, 2113); Art. 4 : *Son opposition à l'amendement du Gouvernement qui multiplie les établissements pouvant accepter l'épargne-logement* (p. 2119); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « les autres établissements intéressés » à insérer les mots : « dans les organismes d'H.L.M. »* (p. 2119); *compter les organismes d'H.L.M. au nombre des établissements avec lesquels l'Etat aura passé des conventions* (p. 2119); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « et ne seront pas pris en compte pour le calcul de l'allocation de logement »* (p. 2120); *taux d'intérêt du prêt; prendre toutes les précautions utiles pour que l'épargne ne soit pas perdante dans cette affaire; intérêts et primes ne devant pas être pris en compte pour le calcul de l'allocation-logement* (p. 2120);

— du projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé : *Effort pour augmenter le rythme des constructions; institution des zones à urbaniser en priorité et des zones d'aménagement différé; moyens financiers; nécessité de prendre des mesures efficaces pour juguler la spéculation foncière; ses observations sur les paroles de M. Peretti* [15 juin 1965] (p. 2125); Art. 1er : *Sa question au sujet des terrains inclus dans le périmètre de construction provisoire* (p. 2126);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe* b *de cet article par le nouvel alinéa suivant : « Filets de poisson frais »* [24 juin 1965] (p. 2470); *Son amendement tendant à compléter le paragraphe* b *de cet article par les nouveaux alinéas suivants : « Bières, boissons gazeuses et eaux minérales. Le taux normal de la T.V.A. est majoré en conséquence »* (p. 2470). En deuxième lecture, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant, dans le paragraphe 2* bis *de cet article, après les mots : « transports maritimes » à insérer les mots « et fluviaux internationaux »* [21 décembre 1965] (p. 5012); *assimiler aux transports maritimes les transports fluviaux à caractère international* (p. 5012); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour le paragraphe* b *par les dispositions suivantes : « Les jus de fruits et de légumes, les bières, les boissons gazeuses et eaux minérales. Le taux normal de la T.V.A. est majoré en conséquence »* (p. 5022); Art. 14 : *Son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe premier de l'amendement du Gouvernement par l'alinéa suivant : « Les bières, les boissons gazeuses et eaux minérales; le taux normal de la T.V.A. est majoré en conséquence »* (p. 5024); Articles réservés : *Importance de la bière pour les gens du Nord* [22 décembre 1965] (p. 5067);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ports maritimes; politique portuaire du Gouvernement; entretien des ports; travaux neufs d'équipement; effort financier de l'Etat; crédits destinés aux ports de pêche; voies navigables; ses observations sur les grandes artères fluviales; problème de la batellerie* [11 octobre 1965] (p. 3471, 3472); *situation des ports; ports autonomes* (p. 3481); MARINE MARCHANDE : *Modicité des crédits de la marine marchande; situation difficile de la construction navale française; concurrence étrangère; aide à l'armement; ses observations sur la pêche; possibilité d'allégements fiscaux; développement nécessaire de la consommation de poisson; réduction des crédits ouverts à cette fin; gestion de l'E.N.I.M.; extension, par certains pays étrangers, de leurs zones de pêche protégées* [12 octobre 1965] (p. 3518, 3519); *statut futur des retraités de la marine* (p. 3522); TRAVAIL : *Ses observations sur les victimes du travail; législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles; cas des « avant-loi »; sort des conjoints survivants, invalides ou âgés de plus de 50 ans; taux des allocations et aides sociales servies aux infirmes, aveugles et grands infirmes; allocation spéciale pour aide par tierce personne; cas des veuves de marins victimes d'accidents du travail* [13 octobre 1965] (p. 3624, 3625); CONSTRUCTION : *Ses observations sur le volume, la nature et l'objet du financement de la construction; logements destinés aux familles laborieuses; ses observations sur les habitations de rapport; remarques du Conseil économique et social; aide de l'Etat; problème de la rénovation urbaine; création de la caisse nationale H.L.M.; nécessité de savoir, avant de construire, où construire et comment le faire; plans d'aménagement et d'urbanisme* [22 octobre 1965] (p. 4014, 4015); Art. 45 :

Répartition des 150 000 H.L.M. à réaliser au couts de l'année 1966; incertitude de la réalisation de 20 000 logements financés sur emprunts bonifiés; diminution des excédents; recours aux caisses d'épargne; article 10 de la loi de finances de 1966; fonds destinés au secteur H.L.M. en Algérie; sort du personnel des offices parisiens; harmonisation des différents offices de la région parisienne entrant dans le cadre du district (p. 4035, 4036); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant: « IV - Une part des prêts concernant les habitations à loyer modéré sera obligatoirement réservée aux opérations d'accession à la propriété. Elle ne sera pas inférieure au cinquième du montant global des crédits. La répartition des crédits ainsi ouverts entre le secteur locatif et celui de l'accession à la propriété et ses modalités seront déterminées par décision du Ministre de la Construction après avis de la Commission prévue à l'article 196 du Code de l'urbanisme et de l'habitation »* (p. 4036); *nombre des logements destinés à l'accession à la propriété; ses observations sur les paroles de M. Maziol* (p. 4037); Art. 60 : *Recommander aux associations syndicales de prévenir leurs adhérents* (p. 4038);

— du projet de loi relatif à l'indemnisation de certaines victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur de dispositions nouvelles concernant ces accidents ou maladies : *Cas des victimes d'un accident du travail survenu avant le 1er janvier 1947; loi du 30 octobre 1946; rôle de Marcet et de Blanckaert; sort des victimes d'accidents antérieurs au 1er janvier 1939 et des accidents survenus depuis l'extension à l'agriculture de la loi du 9 avril 1898 en vertu de la loi du 15 décembre 1922; matérialité de l'accident; législation de protection sociale* [12 mai 1966] (p. 1224, 1225); Art. 14 : *Décrets d'application* (p. 1229);

— du projet de loi modifiant les dispositions du régime de retraites des marins applicables à certains bénéficiaires de ce régime : *Régime des pensions de la marine; sort des marins exerçant à bord de dragues ou de remorqueurs* [7 juin 1966] (p. 1740); *cas des personnels des services de dragage* (p. 1741); Titre : *Ses observations sur l'amendement de M. Salardaine* (p. 1742);

— du projet de loi relatif au régime de pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance : *Problème de la reconversion des marins français; effets du projet de loi; établissement national des invalides de la marine* [7 juin 1966] (p. 1752); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (b) du nouveau texte proposé pour l'article 5 de la loi du 12 avril 1941, après les mots : « par l'Etat » à insérer les mots : « les collectivités locales, les établissements et offices publics »* (p. 1757); *ne pas traiter différemment les agents de l'Etat et ceux des collectivités locales* (p. 1758); *son amendement tendant, dans l'avant-dernier alinéa du nouveau texte proposé pour l'article 5 de la loi du 12 avril 1941, après les mots : « par l'Etat » à insérer les mots : « les collectivités locales, les établissements et offices publics »* (p. 1758); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « par l'Etat » à insérer les mots : « et les collectivités locales, les établissements et offices publics »* (p. 1758); Art. 5 : *Problème des « avant-loi »* (p. 1760).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale avec débat relative aux logements sociaux (15 juin 1966] (p. 2054) : *Aggravation de la crise du logement; cas des personnes âgées; spectacle paradoxal de logements trop chers inoccupés; difficultés des organismes H.L.M.; conditions de financement auxquelles doivent souscrire les organismes d'H.L.M. et leurs ressortissants* (p. 2057, 2058).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la tutelle aux prestations sociales : *Problème de l'allocation de logement; allocation de logement n'étant pas considérée comme une prestation sociale; problème de la tutelle à l'allocation de logement* [3 octobre 1966] (p. 3058);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT - MARINE MARCHANDE : *Accroissement des commandes dans les chantiers navals; construction navale japonaise; faillite de l'Intra Bank; situation des chantiers de La Ciotat; construction navale française; tonnage de la flotte française; aide à l'armement naval; aide au cabotage; situation des pêches maritimes; problème de la commercialisation; absence de politique commune de la pêche maritime au sein de la Communauté économique européenne; avenir des entreprises*

de pêche; consommation française moyenne par habitant de poisson; situation des syndics des gens de mer; problème des retraités de la marine; qualification des personnels des services extérieurs de la marine marchande [21 octobre 1966] (p. 3745, 3746); EQUIPEMENT. — I. — SECTION COMMUNE : *Problème du logement; opérations d'urbanisme; cas de Châtenay-Malabry; rénovation urbaine; rôle des agences foncières; centre de recherches d'urbanisme* [7 novembre 1966] (p. 4329, 4330); II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Débudgétisation des investissements; crédits portuaires; situation des ports secondaires; suppression par la S.N.C.F. des services omnibus voyageurs; problème de la dénationalisation de la S.N.C.F.; dépéréquation des tarifs marchandises; conditions de travail des cheminots; calcul des retraites; situation du personnel des wagons-lits; cas du département du Nord; liaison fluviale Bauvin-Marquette* [8 novembre 1966] (p. 4379, 4380); III. — LOGEMENT : *Construction immobilière en France; droit au logement; nombre de logements terminés; régression du nombre de logements dits sociaux; attribution de l'allocation-logement; hausse du coût des terrains; politique d'encouragement à la construction de rapport; ses observations sur les H.L.M.* [9 novembre 1966] (p. 4427 à 4429); Art. 42 : *Construction d'I.L.N.; rôle des caisses d'épargne; accession à la propriété; permis de construire* [9 novembre 1966] (p. 4457, 4458); *son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par les mots : « toutes dispositions de financement utiles seront prises pour en assurer la réalisation »* (p. 4458); *répartition par la Commission interministérielle des prêts d'une somme de 22 millions de francs affectée à des opérations en Algérie* (p. 4458); *retrait de son amendement* (p. 4458); *nécessité de réserver le cinquième des crédits financés par la caisse des prêts H.L.M. au secteur de l'accession à la propriété* (p. 4459); *transformation de logements I.L.N. du secteur locatif en logements du secteur « accession à la propriété »* (p. 4460);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction : *Crise du logement; défense de l'épargne; droits fondamentaux des cocontractants* [14 décembre 1966] (p. 5505, 5506); Art. 1601-3 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Ithurbide* (p. 5540); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 1642-1 du Code civil à remplacer les mots : « d'un mois » par les mots : « de six mois »* (p. 5540); *problème de la réception* (p. 5541); Art. 3 : *Son amendement tendant dans le dernier alinéa de cet article après les mots : « si le vendeur » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « dans un délai de six mois, exécute l'obligation qu'il a de réparer le vice »* (p. 5542); *réparation du vice* (p. 5543); *retrait de son amendement* (p. 5543); Art. 2270 du Code civil : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « un an » les mots : « deux ans »* (p. 5544); Art. 6 : *obtention par le promoteur des prêts envisagés* (p. 5544); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa (a) de cet article après les mots : « description » à insérer le mot : « détaillée »* (p. 5545); *retrait de son amendement* (p. 5545); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (b) de cet article après le mot : « prix » à insérer les mots : « résultant d'un marché »* (p. 5545); *son amendement tendant à rédiger comme suit le cinquième alinéa de cet article : « Le délai d'exécution et le planning d'exécution »* (p. 5545); *revision des prix* (p. 5546); *son amendement tendant à insérer après le sixième alinéa (d) de cet article un nouvel alinéa (Respect des normes de prix et des marges commerciales ou d'exploitations fixées par la réglementation)* (p. 5546); *protection des acquéreurs* (p. 5546); *cas des logements ayant fait l'objet de primes sans prêt spécial* (p. 5547); Art. 13 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5550); Titre : *Son amendement tendant à compléter le titre de la proposition de loi par les mots suivants : « et tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction »* (p. 5551); *retrait de son amendement* (p. 5551);

DERANCY (M. Raymond), *Député du Pas-de-Calais, 10e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la Sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans, n° 2167 [2 décembre 1966] (p. 5245).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 269) relative à l'indemnisation des victimes d'accidents survenus dans les conditions prévues par le livre IV du Code de la Sécurité sociale, mais avant l'entrée en vigueur de celui-ci ou des dispositions qui l'ont modifié ou complété, **n° 874** [6 mai 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAIL : *Politique de l'emploi; aspect paradoxal que présentent les statistiques à ce sujet (Augmentation du nombre d'offres d'emplois non satisfaites et du nombre de demandes d'emplois également non satisfaites); situation dans les mines; exode qui se produit dans les corons; revendications des mineurs* [9 janvier 1963] (p. 440, 441);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INDUSTRIE : *Engagements pris à l'égard des mineurs; autorisation donnée aux houillères de vendre à prix normal; problèmes du charbon; cas des silicosés; inquiétudes des mineurs* [30 octobre 1963] (p. 5970, 5971); AFFAIRES CULTURELLES : *Eloge des écoles de musique et de sociétés musicales de province; modalités des crédits consacrés à l'art musical populaire; leurs difficultés* [9 novembre 1963] (p. 7085, 7086).

Ses observations sur son vote lors du scrutin sur les crédits militaires [8 novembre 1963] (p. 6940).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INDUSTRIE : *Gouvernement n'ayant pas tenu ses promesses faites l'an dernier aux mineurs; remise en ordre des salaires; rattrapage annoncé, mais non réalisé; augmentation continuelle du coût de la vie* [30 octobre 1964] (p. 4334); *mineurs étant des esclaves* (p. 4334); *caractère pénible de la vie des travailleurs de la mine; baisse de leur niveau de vie; augmentation du rendement de leur travail; avantages de la corporation minière étant en diminution; exode des jeunes de la mine; nécessité de faire appel à des étrangers; politique des fermetures de puits systématiques; asphyxie éventuelle de cette région; nécessité de la reconversion du personnel masculin; rôle d'une commission qualifiée pour les fermetures de puits* (p. 4334, 4335);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, INDUSTRIE : *Situation des ouvriers mineurs; intégration de la prime de charbon dans les salaires; Sécurité sociale minière; taxe sur les produits énergétiques extraits ou importés; équilibre du régime minier; améliorer le sort des veuves et des orphelins de mineurs silicosés, dont le mariage ou la naissance sont postérieurs à la première constatation de la maladie professionnelle; situation économique et financière des charbonnages; concurrence du fuel; politique gouvernementale des importations de houille en provenance des pays tiers; gestion des houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais* [26 octobre 1965] (p. 4153, 4154).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale sans débat relative à l'amélioration des conditions d'attribution des retraites minières de réversion pour les veuves [5 octobre 1966] (p. 3135, 3136).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INDUSTRIE : *Situation des ouvriers mineurs; récession de l'industrie charbonnière; problème des retraites; ses observations sur la silicose; exemple du Pas-de-Calais; qualité des charbons français* [7 novembre 1966] (p. 4302, 4303).

DESCHIZEAUX (M. Louis), *Député de l'Indre, 1re circonscription (app. S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'apparente au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Interventions :

Fait personnel : *Ses observations sur le rappel, par M. Laurin, du vote des pleins pouvoirs demandés par le Maréchal Pétain* [29 octobre 1963] (p. 5872).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : « *Domaine réservé* » *et politique étrangère; lien entre l'indépendance et la possession de la bombe thermo-nucléaire; Traité de Moscou* [29 octobre 1963] (p. 5865, 5866, 5867); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Prix de la viande; plan de stabilisation; système de distribution français; réforme des structures indispensable; non-qualification de la viande; formation des prix; taxation de la viande* [4 novembre 1963] (p. 6293, 6294).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Problème posé par la région du Centre; son individualité; cas de l'Indre et du Cher; nécessité de définir une action d'entraînement* [27 novembre 1963] (p. 7514).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles » : *Notion de « bidonville »;* [12 novembre 1964] (p. 5346, 5347); *arrêté interdisant d'habiter certains locaux insalubres* (p. 5348);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Aménagement du territoire; régions du Centre-Ouest au sud de la Loire; survie du monde rural; amélioration du niveau de vie des ruraux; effort d'équipement sanitaire, social, culturel et humain; axe Bâle—La Rochelle; transformation de la base Déols-La Martinerie* [25 novembre 1964] (p. 5601, 5603).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative à la liquidation de la S.E.R.I.M.A. [5 novembre 1965] (p. 4529, 4530).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Nécessité de remédier aux disparités régionales; déséquilibre Est—Ouest; métropoles régionales; mobilité de la main-d'œuvre; mouvement de décentralisation industrielle; axe routier Est—Ouest devant être créé; axe routier Nord—Sud; finalité du plan* [15 octobre 1965] (p. 3733 à 3735).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative aux problèmes sociaux soulevés par le transfert des bases américaines [22 juin 1966] (p. 2206, 2212, 2213).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES : *Problèmes posés par le départ des bases militaires alliées; reconversion des bases; qualité des députés-maires qui accompagnent les délégations du personnel des bases à l'hôtel Matignon; situation de l'Indre et notamment de Châteauroux; aménagement du territoire; suppression des zones de salaires* [25 octobre 1966] (p. 3835, 3836); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Travaux de défense contre les eaux; cas de la ville d'Argenton-sur-Creuse; barrage d'Eguzon; cas de la ville de Tulle; aménagement des cours d'eau; protection de l'eau des rivières contre la pollution* [8 novembre 1966] (p. 4373, 4374).

DESOUCHES (M. Edmond), *Député d'Eure-et-Loir, 1re circonscription (R. D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : *Crise du logement en France; nécessité de modifier les méthodes administratives en matière de logement; essor démographique; exode vers les villes et arrivée des rapatriés; insuffisance des crédits H.L.M.; problème de remboursement des prêts du Crédit foncier; bénéfice tiré par le Trésor du financement de la construction; spéculation en matière de logement; nécessité d'élever les prix des H.L.M.; problèmes relatifs aux grands ensembles; situation de l'industrie du bâtiment* [10 janvier 1963] (p. 524 à 526);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection, Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article (Détermination de la composition de la représentation des personnes privées)* [14 novembre 1963] (p. 7243); *retrait de son amendement* (p. 7243);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, CONSTRUCTION : *Causes de la crise du logement; objectifs à fixer; réforme du système actuel d'expropriation* [31 octobre 1963] (p. 6160, 6161); TRAVAIL : *Observations sur le chômage des ouvriers du bâtiment; nécessité d'assurer la stabilité de leur emploi; élaboration d'une politique d'ensemble pour la formation des jeunes; sort des personnes âgées; propositions de la Commission Laroque* [5 novembre 1963] (p. 6429, 6430);

— de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres ou irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », Ses explications de vote : *Crise du logement; prix des loyers trop élevé; moyens nécessaires au relogement; financement des réserves foncières; son vote sur la proposition de loi* [26 juin 1964] (p. 2259); En deuxième lecture, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Rôle du maire ou du représentant de toute autre collectivité)* [12 novembre 1964] (p. 5347); *accorder plus de pouvoirs au maire souvent dépourvu de moyens d'agir efficacement* (p. 5347); *constructions réalisées sans permis de construire; maire placé devant le fait accompli* (p. 5347); *retrait de son amendement* (p. 5348);

— des propositions de loi : 1° de M. Lolive et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation à usage professionnel; 2° de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi du 1er décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais; 3° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement : *Crise du logement en province; insuffisance des programmes de construction; nécessité de limiter le nombre des expulsions; vétusté du patrimoine foncier; accroissement de la population; transfert de nombreuses familles rurales; arrivée de jeunes ménages; augmentation croissante du nombre des résidences secondaires; objectif à atteindre; moyens à employer pour y parvenir; prorogation de trois ans étant plus près de l'équité* [29 juin 1964] (p. 2320);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Tenter de donner une solution à un problème financier et foncier; ampleur de la crise du logement rendant nécessaire un changement de méthode; retard de la France en matière d'habitations familiales; absence de*

mesures permettant aux constructeurs éventuels d'obtenir du terrain pour réaliser leurs vœux; ne pas compliquer la procédure d'expropriation pour la réalisation de lotissements par les municipalités; préjugé favorable au projet; désir d'être mieux informé sur ses conséquences [29 juin 1964] (p. 2349, 2350); Ses explications de vote : *Restrictions apportées aux pouvoirs des collectivités; augmentation de ceux des préfets; son abstention sur l'ensemble* [30 juin 1964] (p. 2397); En deuxième lecture, Art. 10 : *Opérations d'urbanisation* [17 novembre 1964] (p. 5426); Art. 20 : *Option des propriétaires; constitution de la société civile* (p. 5432);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER : *Son amendement tendant, dans le paragraphe II de l'article 11 à substituer aux mots: « Aux cinq premières annuités des prêts contractés », les mots: « Aux années correspondant à l'exonération de l'impôt foncier bâti »* [15 octobre 1964] (p. 3258); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION : *Importance des besoins en logements; réaction des jeunes générations; effort des pouvoirs publics; programme social de relogement; tâche des organismes d'H.L.M.; leur donner les moyens financiers indispensables; réforme de la procédure d'expropriation; budget étant insuffisant pour remédier à cette crise; complexité des opérations de prêts du Trésor* [4 novembre 1964] (p. 4535 à 4537); *utilité des programmes sociaux de relogement; difficultés de leur financement* (p. 4541); après l'art. 59 : *Loyers en question ne devant pas excéder plus de 30 % ceux des H.L.M.; opinion de M. Ballanger; lutte contre les spéculateurs; promoteurs privés ayant été invités à investir des capitaux dans la construction de logements* (p. 4570);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Problème découlant de la dualité de régime dans les H.L.M.; vente des appartements construits pour la location, grâce à des participations de l'Etat et aux collectivités locales; utilité de la proposition; amélioration de la législation existante; caractère spectaculaire du problème; crise du logement devant être surmontée; conseil supérieur des H.L.M. n'ayant pas été consulté sur une loi qui laisse dans l'ombre bien des problèmes; portée de son texte* [29 avril 1965] (p. 976 à 978); Art. 1er : *Consultation de la collectivité locale ayant apporté sa participation* (p. 987); *avis de la collectivité pour la vente d'appartements à la construction desquels elle a participé* (p. 987); *son amendement tendant, après le deuxième alinéa de l'article premier, à insérer le nouvel alinéa suivant: « La cession ne pourra avoir lieu que pour occupation personnelle par le locataire ayant acquis le logement et l'ayant occupé depuis dix ans »* (p. 990); *crainte de la spéculation* (p. 990); *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement, par les mots : « ... et aux opérations des programmes de logements économiques normalisés et de logements populaires familiaux »* (p. 991); Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article: « L'acquéreur acquitte le prix par mensualités dont l'importance et le nombre varieront selon ses ressources et dans les mêmes conditions que pour l'accession à la propriété H.L.M., telles que définies par l'arrêté du 25 mai 1961 »* (p. 998); *intérêt présenté par l'accession à la propriété; son déroulement de façon équitable; ne pas imposer à des familles de condition modeste des annuités difficilement compatibles avec leurs faibles ressources* (p. 999); Art. 6 : *Problèmes des terrains; tenir compte des intérêts des collectivités* (p. 1001); après l'Art. 6 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant: « Nonobstant toutes dispositions ou toutes conventions contraires, les fonctions de syndic de la copropriété sont assumées par l'organisme vendeur jusqu'à ce que le paiement des cessions de la totalité des logements d'un immeuble ou d'un groupe d'immeubles soit effectué »* (p. 1002); Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante: « Elles doivent s'effectuer par rapport direct entre l'organisme d'H.L.M. et le seul locataire acquéreur »* (p. 1005); *éviter tous les intermédiaires* (p. 1005); *opérations d'achats devant être traitées entre les locataires et les offices* (p. 1005); EN SECONDE DÉLIBÉRATION : *Avis des collectivités locales* (p. 1007); En deuxième lecture, Art. 1er : *Souci d'ordre administratif et juridique étant à*

l'origine de la protestation des dirigeants d'organismes d'H.L.M. visés par ce texte; importance des règlements d'administration publique; crise du logement [15 juin 1965] (p. 2130, 2131); Art. 6 : *Remboursement des apports des collectivités locales* (p. 2135); *formule du financement à 100 %* (p. 2135); En troisième lecture : Art. 1er : *Opposition du groupe du rassemblement démocratique lors du vote* [30 juin 1965] (p. 2773);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Groupe du rassemblement démocratique votant contre l'ensemble du projet de loi* [23 juin 1965] (p. 2366);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Demandes de postes téléphoniques; délais d'attente des communications; préfinancement des travaux; aggravation de la situation; qualification du personnel; revalorisation de l'indemnité servie aux techniciens; mise en place d'un personnel de qualité* [12 octobre 1965] (p. 3554, 3555); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Effort financier demandé aux collectivités locales; problème du logement; rôle des villes-relais; nécessité de rechercher les lignes de force de la France de demain; régionalisation du budget; part très faible affectée à la région Centre dans la répartition des crédits du F.I.A.T.; conséquences de la proximité de Paris; relations faciles par chemin de fer défavorisant cette région* [15 octobre 1965] (p. 3736, 3737);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Ses observations sur le logement social; cas des villes-taudis; priorité devant être donnée à l'enseignement; marchés hypothécaires; coût de la construction; réduction de l'aide apportée aux collectivités locales* [5 novembre 1965] (p. 4535);

— du projet de loi modifiant la loi nº 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles » : *Résorption des bidonvilles parisiens; insuffisance de la construction sociale; extension du champ d'application de la loi Debré aux terrains voisins; crise du logement* [14 juin 1966] (p. 2008, 2009); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour l'article premier-I (Expropriation devant avoir pour objet l'aménagement de terrains)* (p. 2011); *finalité de l'opération* (p. 2011); *logements P.S.R.* (p. 2011); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé pour l'article 3-I de la loi du 14 décembre 1964 : « Les terrains expropriés sont cédés aux organismes publics d'H.L.M. départementaux et communaux aux fins d'être utilisés »* (p. 2012); *organismes d'H.L.M.* (p. 2012); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 4-I (Réalisation de constructions provisoires)* (p. 2013); *constructions provisoires ne devant pas présenter un caractère permanent* (p. 2013); Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Rôle du maire)* (p. 2014); *autorité des maires désireux d'arrêter toute tentative de créations nouvelles de bidonvilles* (p. 2014); EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer dans l'amendement du Gouvernement, après les mots : « ne peuvent être cédés qu'à » les mots : « une collectivité locale ou à »* (p. 2015).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale avec débat relative aux logements sociaux [15 juin 1966] (p. 2053) : *Retard apporté à la mise en place de la Caisse de Financement des H.L.M.; abaissement du taux de progression du nombre de logements mis en chantiers; réforme du financement; nécessité de recourir à des plans pluri-annuels* (p. 2055).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Expansion démographique et économique de la France; situation des jeunes après leur service militaire; impossibilité de lier la formation professionnelle des jeunes et celle des adultes; insuffisance actuelle de la formation professionnelle; rôle du comité interministériel et du comité permanent créé à l'échelon régional; utilisation des comités départementaux d'apprentissage; discrimination entre les moyens de formation professionnelle pour le travail masculin et le*

travail féminin; problème des crédits; action des municipalités [5 octobre 1966] (p. 3153, 3154); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « la qualification qu'ils possèdent » à rédiger la fin de cet alinéa comme suit : « et dans ce but, élargir leur culture générale afin de les adapter à un nouvel emploi »* [6 octobre 1966] (p. 3169); *retrait de son amendement* (p. 3169); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du quatrième alinéa de cet article : « Sous leur responsabilité et leur contrôle, les collectivités locales, les établissements publics, les établissements d'enseignement, les associations, les organisations professionnelles et syndicales et les entreprises participent à la formation »* (p. 3169); *ses observations sur son amendement* (p. 3169); *rôle des comités départementaux* (p. 3169); *retrait de son amendement* (p. 3170); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « l'aide apportée par l'Etat » à ajouter : « et les collectivités départementales et communales »* (p. 3181); *rôle des collectivités locales* (p. 3181); *problème de l'obtention des prêts pour le matériel des classes* (p. 3181); *retrait de son amendement* (p. 3181);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Construction de logements; aide à la construction; ses observations sur les escroqueries en matière de logements; importance des besoins; nombre de logements invendus; situation des mal logés; évolution des ressources des ménages; rôle du Crédit foncier; caisse des prêts des H.L.M.; industrialisation de la construction; conséquences sociales et physiques des taudis; allocation-logement; spéculation foncière* [9 novembre 1966] (p. 4426, 4427);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction : *Nécessité de protéger les souscripteurs; nombre des logements invendus dans la région parisienne; nombre des faillites dans le bâtiment; chômeurs dans l'industrie du bâtiment; part faite au secteur social dans la construction; prêts accordés aux promoteurs constructeurs* [14 décembre 1966] (p. 5506, 5507).

DIDIER (M. Pierre), *Député de la Drôme, 3e circonscription (app. U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'apparente au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la Sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654);

— membre de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [19 février 1963] (p. 2247).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi n° 412, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant le Code du travail des territoires d'outre-mer, **n° 464** [17 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 515), adoptée avec

modification par le Sénat en deuxième lecture, modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer, **n° 516** [26 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 709), modifiée par le Sénat en troisième lecture, modifiant et complétant le Code du travail des territoires d'outre-mer, **n° 725** [11 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer, **n° 941** [2 juin 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des crédits de l'Education nationale ; retard pris par la France en la matière ; effort à accomplir de la part de l'administration de l'Education nationale* [19 janvier 1963] (p. 1244, 1245) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière en qualité de *Rapporteur pour avis : Dispositions de l'article 15 relatives aux personnes âgées ; cas des rapatriés sans emploi n'ayant pas atteint l'âge de 60 ans ; création de l'allocation viagère en leur faveur ; éléments de cette allocation ; prise en charge des versements relatifs à cette allocation par un régime de rattachement ; aide aux rapatriés sans emploi ; intégration souhaitable des jeunes rapatriés dans la population active ; augmentation des allocations aux personnes âgées ; problème posé par le relèvement des plafonds de ressources ; nécessité de développer les mesures en faveur des personnes âgées ; situation des infirmes ; allocations qui leur sont attribuées ; caractère étonnant de certaines économies proposées (Ministère des Anciens combattants, Ministère de l'Education nationale)* [28 mai 1963] (p. 3048 à 3050) ; Art. 15 : *Ses amendements au nom de la Commission (Responsabilité des régimes d'assurance-vieillesse des non-salariés à l'égard des rapatriés) : volonté de l'Etat exprimée dans les dispositions du présent article de substituer à sa responsabilité celle des régimes d'assurance vieillesse des non-salariés* [29 mai 1963] (p. 3101) ; *retrait de ces amendements* (p. 3102) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Problème du logement des étudiants à Paris ; nécessité de résoudre rapidement ce problème ; aide de la France aux pays sous-développés ; réceptions données par le Président de la République ; réconciliation souhaitable entre les Français* [19 juillet 1963] (p. 4339, 4340) ;

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat relative au Code du travail des territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur : Modifications apportées au Code du travail des T.O.M. par le présent texte ; mission d'une délégation sénatoriale dans les T.O.M. ; problème de la détermination du salaire et celui des voyages et transports des voyageurs expatriés ; ses observations sur les articles 94 et 125 du Code du travail des T.O.M. ; situation à cet égard en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française* [23 juillet 1963] (p. 4414, 4415) ; Art. 1er : *Ses amendements au nom de la Commission (Indemnités pour les travailleurs expatriés)* (p. 4415, 4416) ; après l'Art. 2 : *Son amendement au nom de la Commission (Indemnités pour les transports des travailleurs expatriés)* (p. 4416) ; En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Code du travail des territoires d'outre-mer ; date de son élaboration* [26 juillet 1963] (p. 4599) ; Art. 1er : *Son amendement (Signature d'un contrat de travail à durée indéterminée par un travailleur)* (p. 4599) ; Art. 3 : *Son amendement au nom de la Commission (charges de l'employeur après les conclusions d'un contrat de travail)* (p. 4599) ; En troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Maintenir les dispositions votées à deux reprises par l'Assemblée Nationale et rejetées par le Sénat* [18 décembre 1963] (p. 7974) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par deux alinéas (Contrat de travail à durée indéterminée s'exécutant dans les territoires d'outre-mer pouvant être soumis aux seules conditions des conventions collectives locales ou aux dispositions réglementaires en tenant lieu)* (p. 7974) ; Art. 3 : *Son amendement (Frais de voyage en cas de signature du contrat de travail à durée indéterminée par le travailleur)* (p. 7974) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant

et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur: Valeur des argumentations développées par M. Lemarié et l'orateur; texte à proposer pour les articles 94 et 94* bis *du Code du travail dans les territoires d'outre-mer; contrats de travail à durée indéterminée; travailleurs s'expatriant dans les territoires d'outre-mer; diversité de l'évolution économique et des conditions climatiques des territoires d'outre-mer; voyages et transports du travailleur expatrié* [16 juin 1964] (p. 1947);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Crainte de la mutualité après le vote par le Sénat de l'article 67* bis *nouveau concernant le remboursement par la Sécurité sociale des produits pharmaceutiques délivrés par les pharmacies mutualistes; problèmes généraux de la mutualité* [6 décembre 1963] (p. 7690, 7691);

— sur la motion de censure, Ses explications de vote : *Drame vécu par l'agriculture française; renversement du Ministère ne réglant aucun problème; Gouvernement mettant tout en œuvre pour donner légitime satisfaction aux agriculteurs* [27 octobre 1964] (p. 3967).

DIENESCH (Mlle Marie-Madeleine),

Député des Côtes-du-Nord, 3e circonscription (C. D.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommée membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élue vice-président de cette Commission [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommée :

— membre de la Commission des affaires étrangères [8 avril 1964] (p. 652);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance-maladie et à l'assurance-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154);

— membre de la Commission supérieure des allocations familiales agricoles [19 février 1963] (p. 2247).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans les services sociaux privés transformés en services sociaux publics ou dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, **n° 311** [7 juin 1963].

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Son vote lors de l'adoption de la première partie de la loi de finances pour 1963* [21 décembre 1962] (p. 190).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Problème de la réforme de l'enseignement; nécessité de prévoir un grand débat à ce sujet; problème de l'orientation scolaire, en particulier en milieu rural; projet de collèges polyvalents; question du ramassage scolaire; insuffisance des crédits et difficultés d'établir une carte scolaire; exemple de l'académie de Rennes; liaison existant entre les problèmes de constructions scolaires et celui de la décentralisation intellectuelle et industrielle; cas de la Bretagne; augmentation des crédits spéciaux pour les zones d'action rurale; application de la loi d'aide à l'enseignement privé* [19 janvier 1963] (p. 1246, 1247).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Caractère étonnant du maintien concomitant de collèges dits d'enseignement secondaire et de collèges d'enseignement général; rattachement souhaitable de ces deux types de collèges à l'enseignement du second cycle; importance des problèmes d'orientation et de formation professionnelle; question de la formation des maîtres; intérêt du recyclage; sort*

fait aux enfants qui n'ont pas obtenu le certificat d'études; retard de la France sur le plan international en ce qui concerne le nombre de livres lus par habitant; statistiques portant sur les tests d'aptitude d'enfants de différents milieux; problème des bourses; fondement théorique de toute réforme valable de l'enseignement; enseignement technique; réforme du conseil supérieur de l'Education nationale [20 juin 1963] (p. 3599 à 3602).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 43 : *Son amendement (Communication des statistiques aux chambres d'agriculture)* [24 octobre 1963] (p. 5522); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. : *Besoins du monde agricole en matière d'enseignement; insuffisance des crédits; difficultés pour le recrutement des maîtres; vulgarisation; nécessité d'améliorer l'habitat rural* [4 novembre 1963] (p. 6294, 6295); EDUCATION NATIONALE : *Réformes de l'enseignement; cycle d'orientation et d'observation; problèmes du regroupement géographique; problèmes de l'enseignement technique; calendrier des réalisations; réformes élaborées en 1958 par M. Berthoin; formation professionnelle* [6 novembre 1963] (p. 6580 à 6582).

Ses observations sur son vote sur l'ensemble de la loi de finances pour 1964 [13 novembre 1963] (p. 7184).

Son rappel au Règlement : *Application du droit de parole pour M. Méhaignerie, lors de la déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire* [28 novembre 1963] (p. 7532).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Modifications du droit pour l'adapter aux faits; mouvement d'intégration; entreprises de fabrication d'aliments des volailles; substitution de la formule du contrat collectif à celle du contrat individuel* [12 décembre 1963] (p. 7863, 7864);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, Art. 16 B : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article; représentation des organisations professionnelles les plus représentatives; garantir aux producteurs une rémunération couvrant l'amortissement des investissements, les frais d'exploitation et leur rétribution* [4 juin 1964] (p. 1644); *assurer une représentation qualifiée de la profession; mettre un frein à une surproduction inconsidérée* (p. 1644); *représentation qualifiée des producteurs* (p. 1645);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Rôle des femmes rurales; insuffisance des dispositions prises pour favoriser leur promotion sociale et leur formation professionnelle; insuffisance de la préparation de la femme dans un ménage rural; supporter le poids de l'évolution économique* [5 novembre 1964] (p. 4703, 4704); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Foyers des jeunes travailleurs; statut attendu par les assistantes sociales* [7 novembre 1964] (p. 5023).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme de l'enseignement : *Démocratisation et modernisation de l'enseignement; réforme du baccalauréat et organisation matérielle du nouvel examen ; formation des professeurs ; développement de la recherche pédagogique; unité du premier cycle; développement de l'enseignement technique* [13 novembre 1964] (p. 5399 à 5402).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Education nationale : *Elargissement du Conseil supérieur à des spécialistes; rétablir la référence à l'article 2 de la loi du 18 mai 1946; composition proposée par le Conseil; précisions sur les conseils d'enseignement* [18 novembre 1964] (p. 5464, 5465); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter l'article premier par le nouvel alinéa suivant: « Tout ministre qui n'est pas représenté au Conseil supérieur peut, d'accord avec le Ministre de l'Education nationale, désigner un représentant qui aura accès au Conseil supérieur pour l'assister avec voix consultative aux délibérations de nature à intéresser spécialement son département »* (p. 5468); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le Conseil supérieur de l'Education nationale est obligatoirement consulté et donne avis sur toutes questions d'intérêt national concernant l'enseignement ou l'éducation, quel que soit le département ministériel qu'elles intéressent »* (p. 5468);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Ampleur de la tâche; importance des besoins; civilisation des loisirs; caractère global du projet; ne pas oublier les communes isolées; répartition des crédits; secteur socio-éducatif; aide réservée aux associations bénévoles; dépenses réelles devant cadrer avec les dépenses subventionnables* [2 juin 1965] (p. 1722 à 1724).

Prend part au débat sur la question orale de Mme Thome-Patenôtre relative à la protection de l'enfance martyre : *Surveillance des foyers alcooliques et des foyers suspects; problème du logement* [4 juin 1965] (p. 1842).

Son rappel au Règlement : *Débat sur les problèmes agricoles; détérioration du revenu agricole* [16 juin 1965] (p. 2183, 2184).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des Comités d'entreprises : *Pouvoirs de gestion des entreprises; permettre un meilleur fonctionnement des comités d'entreprises; insuffisance des textes législatifs; information des comités d'entreprises; recrutement des comités centraux; représentation des cadres; application de la loi aux agriculteurs; formation des membres des comités grâce à des instituts d'université* [28 juin 1965] (p. 2690, 2691); *ses observations sur le nombre de cadres devant exister dans l'entreprise* (p. 2693); avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à insérer dans l'amendement de M. Caille, après les mots : « des décrets pris » les mots : « dans un délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi »* (p. 2699); *fixer un délai pour l'adaptation de ce projet à l'agriculture* (p. 2699); *fixation d'un délai pour la promulgation d'un décret* (p. 2700); Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Lathière proposant un nouvel alinéa destiné à compléter l'article 2 de l'ordonnance du 22 février 1945, après les mots : « un décret fixe » à insérer les mots : « dans un délai de six mois à partir de la promulgation de la présente loi »* (p. 2703); *fixation d'un délai* (p. 2703); Art. 4 : *Salaire par catégorie de salarié et par établissement; délégués de l'entreprise devant se rendre compte de l'évolution des salaires* (p. 2709); après l'Art. 4 : *Ses observations sur son amendement déposé auec M. Jean Moulin* (p. 2710); Art. 5 *(suite) : Problème de la justification du caractère confidentiel des informations* [29 juin 1965] (p. 2729); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le deuxième alinéa de l'ordonnance du 22 février 1945 par de nouvelles dispositions : (Contestations relatives au caractère confidentiel des informations étant de la compétence du tribunal d'instance qui statue d'urgence)* (p. 2730); *prévenir les abus; comité d'entreprise devant fonctionner dans un climat de confiance* (p. 2730); *caractère confidentiel de certaines informations* (p. 2730); Ses explications de vote : *Son souhait de voir un réel et productif fonctionnement des comités d'entreprises; vote du groupe du centre démocratique* (p. 2749, 2750);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Comportement médical de l'enfance; exemple du premier cycle second degré; rôle des C.E.G. et des C.E.S.; problème des zones rurales; cas du département des Côtes-du-Nord; exemple de Moncontour; aide des chambres de métiers; préparation des enfants à un métier; bureau universitaire de statistiques* [19 octobre 1965] (p. 3852, 3853); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des veuves de guerre remariées et des veuves des grands invalides; réduction de crédit concernant l'Office national des combattants; aide aux anciens combattants du monde rural; ses observations sur les écoles de l'Office; cas des soldats du contingent ayant participé à des opérations analogues à des opérations de guerre en territoire nord-africain, notamment en Algérie; titre d'ancien combattant n'étant pas encore accordé aux anciens d'Algérie* [26 octobre 1965] (p. 4140); INDUSTRIE : *Problème de la formation professionnelle organisée par l'artisanat; possibilité d'envisager une aide systématique à tous les maîtres ayant conduit leurs apprentis avec succès à l'examen sanctionnant la formation professionnelle; rôle des assistants techniques des métiers; nécessité de dégager une élite d'encadrement; action du centre national d'études techniques et économiques de l'artisanat* (p. 4161); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Rôle du F.A.S.A.S.A.; indemnité viagère de départ; aménagement des structures agricoles; incitation au départ des exploitants âgés; mutations professionnelles; centres de formation; problème de la reconversion; école des mutilés de Rennes; centre de formation*

des monitrices de l'enfance de Nantes [28 octobre 1965] (p. 4284, 4285).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative au Statut de l'artisanat [22 avril 1966] (p. 914, 915, 916).

Prend part au débat sur la question orale de M. Collette relative à l'indemnité viagère de départ des exploitants agricoles [13 mai 1966] (p. 1291) : *Assouplissements nécessaires aux conditions d'octroi de l'indemnité viagère ; situation des veuves chefs d'exploitation* (p. 1294, 1295).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative à l'aide aux étudiants [8 juin 1966] (p. 1808).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Responsabilité de l'Etat en matière de formation professionnelle; problèmes de la coordination et de la « concertation »; fonctionnement du haut comité de la formation professionnelle; rôle du comité interministériel du Conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi; composition du Conseil de gestion du Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale; formation artisanale* [5 octobre 1966] (p. 3148, 3149); Art. 2 : *Responsabilité de l'Etat; composition du Conseil national de la formation professionnelle* [6 octobre 1966] (p. 3168); après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Herman* (p. 3170); Art. 5 : *Rôle du Comité de coordination de la promotion sociale* (p. 3178); Ses explications de vote : *Son vote sur le texte* (p. 3192).

Mise au point au sujet de son vote et de ceux de Mme de la Chevrelière et de M. Le Guen sur l'amendement de M. Laurin à l'article 25 du budget des armées [26 octobre 1966] (p. 3889).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Allégement des programmes; ses observations sur la réforme de l'enseignement; problème du baccalauréat; suppression de l'examen probatoire; problème du surmenage; examen d'entrée en faculté; question du diplôme de fin d'études secondaires; opinion de la société des agrégés; divergences entre les correcteurs; possibilité de prévoir une simplification des notations; aide aux étudiants; bourses* [2 novembre 1966] (p. 4121, 4122); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème du réseau ferroviaire breton; expansion économique de la Bretagne* [8 novembre 1966] (p. 4388); *ses observations sur les transports ferroviaires bretons* (p. 4394).

DOIZE (M. Pierre), *Député des Bouches-du-Rhône, 5e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1315) relative aux règlements effectués par chèques et virements en paiement des traitements ou salaires dans les établissements industriels ou commerciaux, **n° 1859** [27 mai 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAIL : *Suppression de l'indemnité forfaitaire pour sujétion spéciale des fonctionnaires des services extérieurs du Ministère du Travail et son rétablissement souhaitable; diminution des crédits pour la formation professionnelle des adultes; redoublement des licenciements injustifiés frappant les délégués ouvriers syndicaux; atteinte aux droits de grève que représentent les*

mesures de réquisition prises par le Gouvernement [9 janvier 1963] (p. 438, 439); ANCIENS COMBATTANTS : *Avancement de l'âge de la retraite au profit des déportés et internés; octroi à ces catégories de Français d'un congé supplémentaire de 15 jours; sauvegarde de l'emploi pour ces mêmes catégories; attribution aux rescapés de Raw-Ruska et de Kobierzin de l'allocation allouée aux victimes du nazisme* [23 janvier 1963] (p. 1525); Art. 43 : *Problème de la majoration des indices des pensions militaires* [25 janvier 1963] (p. 1840, 1841).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Retard de la France sur le plan international en matière d'enseignement; dégradation des conditions de vie des enseignants; manque de suppléants; récente grève des instituteurs; manque de locaux et de maîtres de l'enseignement primaire dans les Bouches-du-Rhône; situation dans les lycées techniques de Marseille; situation alarmante de l'hygiène scolaire; perspectives difficiles de la prochaine rentrée* [2 juillet 1963] (p. 3816 à 3818).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Mesures sociales en faveur des anciens déportés et internés; problème de la remise de la Légion d'honneur* [25 octobre 1963] (p. 5668); TRAVAIL : *Evolution du Ministère du Travail vers un simple ministère de la main-d'œuvre; réduction du temps de travail; vote du groupe communiste* [5 novembre 1963] (p. 6425); *Vote du groupe communiste* (p. 6441); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Vote du groupe communiste* [8 novembre 1963] (p. 6962); Art. 67 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [9 novembre 1963] (p. 7106); *transfert de charges du Fonds des assurances sociales au Fond des prestations familiales; régime des allocations familiales* (p. 7106);

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi : *Conséquences du Marché commun sur le niveau de l'emploi; réactions de la classe ouvrière devant les fermetures de certaines entreprises; aide à mieux satisfaire les demandes des grands monopoles; exode rural croissant; élimination des petits commerçants; immigration des travailleurs étrangers; afflux de main-d'œuvre; indemnité de reconversion devant atteindre 90 % du salaire moyen; inquiétudes de l'U.N.E.D.I.C. et de l'A.S.S.E.D.I.C.; création d'une véritable assurance-chômage financée par le patronat et gérée par la Sécurité sociale* [28 novembre 1963] (p. 7536, 7537); Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase de l'article premier* (p. 7544); *Ministre n'ayant pas besoin d'une habilitation législative pour passer des conventions* (p. 7544); Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième alinéas de cet article les deux alinéas suivants (Allocations temporaires compensatrices en faveur des travailleurs ne pouvant bénéficier d'un stage de réadaptation)* (p. 7549);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 3 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa « membres du conseil d'administration représentant le personnel de l'Office devant être élus par ledit personnel »; désignation des représentants du personnel de l'Office au sein du Conseil d'administration de la R.T.F.* [28 mai 1964] (p. 1474, 1475); Art. 6 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : (Création, au siège de chaque région radiophonique, d'un comité consultatif des programmes régionaux)* (p. 1501);

— du projet de loi relatif au Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers : *Dispositions insuffisantes du projet de loi; remédier aux conditions de vie des travailleurs immigrés; caractère dérisoire des ressources financières; système de financement; travailleurs immigrés devant avoir les mêmes droits que les autres salariés; application des droits syndicaux; problème des logements insalubres et misérables; accords d'immigration; crédits nécessaires; conditions de vie* [16 juin 1964] (p. 1941, 1942);

— du projet de loi adopté par le Sénat étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions prévues aux articles 104 à 108 du Code pénal, Art. 1er et 2 : *Opposition du groupe communiste* [16 juin 1964] (p. 1948);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 9 : *Dispositions de l'article L 9 étant trop strictes; prise en compte des services accomplis postérieurement à la limite d'âge; son opposition à cet article* [7 octobre 1964] (p. 2990); Art. L 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Modifications opérées dans la structure, les appellations, les*

échelles de traitements et de soldes) (p. 2996); *échelonnement indiciaire des grades et emplois* (p. 2996); Art. 2 : *Fonctionnaires d'Algérie bénéficiant des mesures nouvelles; application de l'article 40 de la Constitution aux amendements déposés à cet effet* [8 octobre 1964] (p. 3038); Art. 4 : *Suppression des notions de pension proportionnelle et de pension d'ancienneté* [p. 3049);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Caractère modeste des crédits mis à la disposition du Fonds national de l'emploi; diminution de ceux destinés au reclassement des travailleurs handicapés et à l'aide sociale aux travailleurs immigrés; intention du Gouvernement concernant la sécurité sociale; son déficit; amélioration du sort des victimes du travail; garantir l'indépendance des organisations syndicales; insuffisance des crédits alloués aux organisations syndicales inscrites au chapitre 44-13 concernant l'éducation et la formation ouvrières* [20 octobre 1964] (p. 3423, 3424).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat sur les fraudes au baccalauréat [20 novembre 1964] (p. 5526) : *Résultats de l'enquête administrative menée à ce sujet; suppression de l'examen probatoire du baccalauréat et refonte de l'enseignement supérieur ; conditions matérielles dans lesquelles travaille le personnel administratif des services d'examen ; nécessité de réparer publiquement le préjudice moral injustement porté à M. le doyen Choux; création d'un Office national des examens ; affaire Jarry* (p. 5527 à 5529).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis : *Considérations juridiques; nécessité de prendre des mesures propres à juguler la spéculation; octroi de crédits plus importants pour construire des H.L.M.; distinction entre les copropriétaires habitant eux-mêmes les appartements, qui ont souvent été contraints d'acheter pour éviter l'expulsion; copropriétaires guidés par des mobiles de profit; ses observations sur l'article 24; amendements du groupe communiste; sort des petits propriétaires expropriés pour des opérations comme celle de la Défense; insuffisance de la construction de logements sociaux locatifs et d'H.L.M.; améliorer le statut de la copropriété; crise du logement* [22 avril 1965] (p. 820, 821); Art. 7 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant à substituer aux mots : « un quart » les mots : « un dizième »* (p. 826); *permettre la revision des bases de répartition des charges pour un préjudice supérieur à un dizième* (p. 826);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « présente loi » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « doivent s'effectuer par rapport direct entre l'organisme d'H.L.M. et le seul locataire acquéreur et occupant les lieux sans qu'aucun tiers ne puisse intervenir à quelque titre que ce soit »* [29 avril 1965] (p. 1005); *protection contre la spéculation et l'escroquerie* (p. 1005);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant l'article L premier du Code de la route : *Sa volonté de voir maintenu le texte adopté par le Sénat; expression : « ... ou tenté de conduire... »; suppression de la simple tentative* [6 mai 1965] (p. 1186).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi relatif au recrutement du service national [1er juin 1965] (p. 1659).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises ; avant l'Art. 1er : *Etendre aux entreprises agricoles les textes relatifs aux comités d'entreprises* [28 juin 1965] (p. 2698); *étendre aux entreprises agricoles employant plus de cinquante salariés et aux sociétés industrielles et commerciales et aux organismes professionnels rattachés au régime social de l'agriculture, les dispositions du texte instituant les comités d'entreprises* (p. 2698); Art. 3 : *Son amendement tendant après le deuxième et le troisième alinéas du texte proposé pour le* c) *de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 à insérer le nouvel alinéa suivant : « Pour toutes mesures de licenciement pour raisons écono-*

miques ou de réduction des horaires de travail sans compensation, l'avis du comité d'entreprise est obligatoire. En cas d'avis défavorable, ces mesures ne peuvent être prises » (p. 2708); *élargir les pouvoirs du comité d'entreprise* (p. 2708); Art. 4 : *Volume des informations financières reçues par le comité d'entreprise* (p. 2709); après l'Art. 4 : *Comité d'entrrepise pouvant se faire assister d'expert-comptable* (p. 2710); Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du texte proposé pour le troisième alinéa du texte envisagé pour l'article 5 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 : « Les suppléants assistent aux séances du comité d'entreprise avec voix consultative. Chaque organisation...* » [29 juin 1965] (p. 2732); Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier et le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Dans les entreprises visées par l'alinéa ci-dessus le nombre des sièges à percevoir sera augmenté afin de maintenir proportionnellement la représentation des autres collèges* » (p. 2734); *collège des ingénieurs et cadres* (p. 2734); après l'Art. 7 : *Faciliter l'exercice du droit de vote des salariés* (p. 2735); après l'Art. 9 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article : « La première phrase du deuxième alinéa de l'article 16 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 est modifiée comme suit : l'ordre du jour est établi par le secrétaire, transmis au chef d'entreprise et communiqué aux membres du comité d'entreprise trois jours au moins avant la séance* » (p. 2740); *son amendement tendant après l'article 9 à insérer un nouvel article : « L'article 17 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 est complété par la phrase suivante : « les procès-verbaux sont affichés sur les panneaux prévus à cet effet dans les locaux de l'entreprise* » (p. 2740); *publication des procès-verbaux* (p. 2740); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé de l'amendement de M. René Caille pour l'article 20 de l'ordonnance du 22 février 1945 après les mots : « doit mettre » à insérer les mots : « d'une manière permanente* » (p. 2741); Art. 12 : *Protection légale des membres du comité d'entreprise* (p. 2742); Ses explications de vote : *Procédure du vote bloqué ; améliorations apportées au texte en vigueur ; Gouvernement ayant refusé d'étendre la loi au secteur public et nationalisé ; conflits récents de Sochaux et de Berliet ; nocivité de l'article 5 du projet* (p. 2749); En deuxième lecture : *Caractère consultatif du rôle économique du comité d'entreprise ; obligation de discrétion ; ordonnance du 7 janvier 1959 ; problème de la publication des candidatures ; ses observations sur la « liste des candidats » ; protection des représentants syndicaux* [26 mai 1966] (p. 1521, 1522); Art. A : *Parution des décrets d'application* (p. 1523); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 22 février 1945 par la phrase suivante : « Ces questions ne pourront pas faire l'objet d'une obligation de discrétion* » (p. 1524); *crainte de la divulgation des secrets de fabrication* (p. 1524); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé pour le deuxième alinéa du* d) *de l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945, après les mots « à l'application » à insérer les mots : « pour chaque catégorie de salariés* » (p. 1525); *informations données par le chef d'entreprise* (p. 1525); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le deuxième alinéa du* d, *de l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 par un nouvel alinéa (Etat des rémunérations moyennes pour chaque catégorie de salariés)* (p. 1525);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Situation des personnes âgées ; taux annuel de l'allocation ; personnes âgées réclamant le droit à pension de réversion pour le conjoint à charge à 60 ans et à 55 ans en cas d'inaptitude ; aménagement de l'allocation de loyer ; son extension ; nécessité d'effectuer chaque mois le paiement de tous les arrérages des allocations de vieillesse* [13 octobre 1965] (p. 3622); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Décision concernant la levée de la forclusion relative aux anciens déportés et internés et à leur famille jusqu'au 1er janvier 1967 ; levée possible de la forclusion pour l'ensemble des anciens combattants, veuves, ascendants, orphelins et pour les anciens combattants de la Résistance* [26 octobre 1965] (p. 4146) SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Equipement sanitaire et social du pays ; taux de mortalité ; exécution du IVe Plan ; perspectives du Ve plan ; lutte contre le cancer ; question de l'enfance inadaptée ; développement du secteur hospitalier privé ; problème du ticket modérateur ; disproportion entre les crédits de vie et les dépenses militaires* [27 octobre 1965] (p. 4176, 4177);

— du projet de loi relatif à la durée du travail et modifiant l'article 3 de la loi n° 46-283 du 25 février 1946 : *Grève du 17 mai 1966; revendications des travailleurs; semaine légale de travail de quarante heures; loi du 21 juin 1936; pouvoir d'achat des travailleurs; nécessité de le maintenir malgré la limitation d'horaires de travail; situation des femmes* [25 mai 1966] (p. 1490, 1491); Art. 1er : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 25 février 1946 de nouvelles dispositions (Autorisation des heures supplémentaires de travail; contrôle par l'inspecteur du travail)* (p. 1492); *son amendement tendant à compléter l'article premier par les dispositions suivantes: « Aucune diminution dans le niveau de vie des travailleurs ne peut résulter de l'application de la présente loi, qui ne peut être une cause déterminante de la réduction de la rémunération ouvrière (salaires et avantages accessoires). Des négociations contractuelles interviendront à cet effet. »* (p. 1492); *compenser la réduction du temps de travail* (p. 1492, 1493);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Gravité actuelle de la situation de la formation professionnelle; insuffisances du système scolaire; situation des établissement patronaux qui ont passé des conventions avec l'Etat; crédits prévus par le Ve Plan; institution d'un fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale; taux de la taxe d'apprentissage; projet de loi apparaissant comme un nouvel instrument au service des monopoles; régime des conventions; consultation du Conseil supérieur de la fonction publique* [5 octobre 1966] (p. 3145, 3146); Art. 1er : *Responsabilité de l'Etat dans la formation professionnelle et la promotion sociale* [6 octobre 1966] (p. 3166); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Nilès* (p. 3169); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Gestion du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale)* (p. 3177); *conseil de gestion du fonds* (p. 3178); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Rôle du Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale)* (p. 3179); *retrait dc son amendement* (p. 3179); En deuxième lecture : *Accès des collèges d'enseignement technique; responsabilité de l'enseignement professionnel; prolongation de la scolarité obligatoire; problème du financement; augmentation de la taxe d'apprentissage; rôle des chambres de métiers; cours professionnels des bourses du travail; système de convention; vote du groupe communiste sur le projet de loi* [18 novembre 1966] (p. 4699, 4700);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Discrimination dont est victime la C.G.T. pour la répartition des crédits inscrits au chapitre 44-15 du budget du travail; recherche sociale; formation économique et sociale des travailleurs* [19 octobre 1966] (p. 3591).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale avec débat, relative à la suppression des abattements de zone de salaire [16 décembre 1966] (p. 5656) : *Discussion du problème des salaires entre les organisations patronales et les syndicats ouvriers; convention collective garantissant les salaires correspondant aux diverscs catégories professionnelles ; fixation du S.M.I.G. ; heures supplémentaires ; chômage et demandes d'emploi non satisfaites* (p. 5658, 5659).

DOUINEAU (M. Louis), *Député de la Loire-Atlantique, 4e circonscription.*

En remplacement de M. de Sesmaisons, décédé le 15 janvier 1967.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement (*J. O.* du 21 janvier 1967, p. 828).

DROUOT-L'HERMINE (M. Jean), *Député de Seine-et-Oise, 7e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décemgre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [9 avril 1965] (p. 748), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 21 du livre II du Code du travail relatif au travail de nuit, **n° 2193** [30 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Nécessité d'élever le plafond maximum des dépôts; opposition de l'administration des finances et ses arguments sur la manière d'échapper ainsi à l'impôt* [8 janvier 1963] (p. 347); *problème de l'aide aux collectivités locales par les Caisses d'épargne* (p. 349);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 17 : *Son amendement (Majoration du prélèvement de l'Etat sur les recettes de la loterie nationale) : inconvénients que présenterait une majoration du prélèvement de l'Etat sur le pari mutuel; maintien du demi-décime pour les revenus supérieurs à 12 000 francs par part* [29 mai 1963] (p. 3107).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative à la carte d'identité européenne [29 mai 1964] (p. 1544, 1545).

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale sans débat relative au rôle du Ministère des Anciens combattants dans l'effort de promotion sociale [23 octobre 1964] (p. 3872).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Remédier aux carences de l'alimentation moderne* [7 novembre 1964] (p. 5021, 5022).

DUBUIS (M. Emile), *Député de l'Ain, 3e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre suppléant des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1° du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; 2° du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la Région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244);

— membre du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [13 février 1963] (p. 2142).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 41 du Code civil relatif aux registres de l'état civil, **n° 35** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et

de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 300 relatif à la constatation des infractions à la législation sur les substances explosives, **n° 482** [19 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 203, adopté par le Sénat, modifiant l'article 48 de la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs, **n° 483** [19 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 35) tendant à modifier l'article 41 du Code civil, relatif aux registres de l'état civil, **n° 720** [6 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à définir et à assurer la répression des fraudes en matière d'emballage de fruits et légumes, **n° 1061** [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 limitant l'exercice du droit de reprise à l'encontre de certaines personnes âgées de plus de 70 ans, **n° 1768** [13 avril 1966].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 639, alinéa 2, du Code de procédure pénale relatif à la représentation du contumax, **n° 2000** [29 juin 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 767 du Code civil, relatif aux droits successoraux du conjoint survivant, **n° 2100** [24 octobre 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 juillet 1920 sur la propagande anticonceptionnelle, **n° 2155** [16 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, JUSTICE : *Principe de l'indépendance de la justice ; aspects économiques de l'inamovibilité des juges ; nécessité de mettre fin au système des délégations ; longueur des études de droit ; cas des juges d'instance ; repos hebdomadaire pour les agents de l'administration pénitentiaire ; cas des agents du cadre B ; prime de panier ; réglementation du droit de reprise des bailleurs à ferme ; réforme des régimes matrimoniaux ; statut des objecteurs de conscience ; éviter la fonctionnarisation des greffiers* [21 janvier 1963] (p. 1336, 1337) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la procédure devant les tribunaux administratifs, en qualité de *Rapporteur : Suppression de l'application pour les tribunaux administratifs de reproduire les textes de loi incriminés dans leurs décisions* [23 juillet 1963] (p. 4420, 4421) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux infractions à la législation sur les substances explosives, en qualité de *Rapporteur : Dispositions de la loi de 1810 relative à la constatation des infractions en cette matière ; droit pour les ingénieurs des mines de constater ces infractions* [23 juillet 1963] (p. 4422) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 54 : *Permission donnée au Gouvernement d'annuler un texte en vigueur depuis un an* [24 octobre 1963] (p. 5523) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux : *Position du Sénat sur la question : juste exercice du droit de reprise ; conséquences psychologiques, sociales et économiques fâcheuses et reprises abusives* [19 novembre 1963] (p. 7304) ;

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, Art. 1er : *Ses observations sur la représentation proportionnelle ; son rétablissement pour les communes de plus de 60.000 habitants ; éviter l'élimination brutale des minorités* [21 mai 1964] (p. 1306) ; *limitation du champ d'application du système proposé par le Gouvernement aux communes de plus de 60.000 habitants ; raisons de cette attitude ; assurer la plus grande liberté à l'électeur* (p. 1308) ; *suppression des suppléants ; attitude de la Commission au regard de cet amendement ; inconvénients du système de suppléant ; listes homogènes ; listes d'alliance* (p. 1309) ; *application de l'article 298 aux communes de plus de 30.000 habitants* (p. 1309) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Coste-Floret : « Les signes préférentiels seront*

utilisés pour déterminer l'ordre du tableau » (p. 1310); *ses observations sur le vote préférentiel; intérêt essentiel du vote préférentiel* (p. 1310); *article 7 tendant à une nouvelle rédaction de cet article; application aux communes de plus de 30.000 habitants de l'article 298 du Code électoral* (p. 1319);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux : *Escamotage de ce débat; conditions de déroulement de la discussion* [26 juin 1965] (p. 2593); *vie du foyer ne constituant pas un problème juridique mais un problème moral* (p. 2594); *article 1401 faisant entrer dans la communauté les seules économies faites sur les revenus et fruits des biens propres; régime de participation aux acquêts; possibilité d'option; mutabilité des conventions matrimoniales; mairies pouvant avoir à l'usage des futurs époux une notice explicative; système de la double option* (p. 2594, 2595);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Problème de la délinquance juvénile; développement de la délinquance des adultes; personnel pénitentiaire; unification des délais de procédure; apport des magistrats revenant d'outre-mer; découragement de nos magistrats; nécessité de susciter des vocations; assurer l'indépendance de la magistrature; fonctionnarisation des greffes; problème de l'oralité des débats* [12 octobre 1965] (p. 3530); *ses observations sur les paroles de M. le Garde des Sceaux* (p. 3530, 3531);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Exemples de la région lyonnaise; création de quatre communautés urbaines; consultation des élus locaux; conseil de communauté; application de l'article 72 de la Constitution; ses observations sur les zones à urbaniser en priorité; projet de loi étant insuffisamment étudié; charte européenne des libertés communales* [7 octobre 1966] (p. 3233, 3234); Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [11 octobre 1966] (p. 3266) *nécessité d'empêcher toute création autoritaire; possibilité de faire confiance aux conseils municipaux* (p. 3266); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Création d'une communauté urbaine)* (p. 3268); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « L'aire géographique dans laquelle la demande des conseils municipaux doit être prise en considération sera définie par les conseils généraux intéressés »* (p. 3269); *ses observations sur son amendement* (p. 3269); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Possibilité pour une commune de refuser de faire partie de la communauté urbaine si elle n'est pas enclavée à l'intérieur de celle-ci)* (p. 3269); *distinction entre une commune située à l'intérieur de la communauté et une commune située à la périphérie* (p. 3269); Art. 3 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Zimmermann, à substituer aux mots: « des zones à urbaniser en priorité » les mots: « dans les zones d'aménagement concerté »* (p. 3277); *équipements d'infrastructure et de superstructure* (p. 3277); *zones d'aménagement concerté; ses observations sur les établissements scolaires du premier degré* (p. 3277, 3278); Art. 4 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Peretti, après les mots: « par délibération du Conseil de communauté à insérer les mots: « à la majorité des deux tiers »* (p. 3281); *nécessité de restreindre la possibilité de transfert de compétences par le conseil de communauté* (p. 3282); après l'Art. 3 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Zimmermann, après les mots: « communauté urbaine » à insérer les mots: « par le conseil de communauté »* (p. 3282); Art. 4 : *Son amendmeent tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant: « La décision de transfert est prise par le conseil de communauté à la majorité des deux tiers »* (p. 3284); *retrait de son amendement* (p. 3284); Art. 6 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots: « des décrets en Conseil d'Etat fixent... » à insérer le mot: « provisoirement »* (p. 3286); *périmètre de la communauté* (p. 3286); *son amendement tendant après le dernier alinéa du paragraphe I de cet article à insérer un nouvel alinéa: « Le conseil de communauté aura, dès son installation, compétence pour confirmer ou modifier les décisions prises par décret en vertu de ce paragraphe »* (p. 3286); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article (Modification du périmètre de l'agglomération)* (p. 3287); *son sous-amendement tendant à substituer à la seconde phrase du premier alinéa et au second alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann le nouvel alinéa suivant:*

« *La décision est prise par le conseil de communauté* » (p. 3287); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article:* « *Le conseil de communauté peut décider qu'il sera sursis temporairement au transfert d'une ou plusieurs des compétences visées à l'article 3 pour certaines des communes composant l'agglomération, et seulement sur demande de celles-ci* » (p. 3288); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa:* « *Le conseil de communauté aura compétence pour confirmer ou modifier les décisions ainsi prises provisoirement par décret* » (p. 3288); Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Envoi au préfet de chaque département des délibérations du conseil de communauté)* (p. 3296); *cas de la communauté urbaine de Lyon; procédure de modification des limites départementales* (p. 3296); Art. 20 : *Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de cet article par la phrase suivante:* « *La mise en place d'une communauté urbaine n'entraînera aucun licenciement pour les agents communaux en fonction au moment de sa création. Leur carrière se déroulera dans les mêmes conditions que s'ils étaient restés dans leur commune d'origine* » (p. 3301); *retrait de son amendement* (p. 3301); Art. 33 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Modification des limites du département du Rhône)* (p. 3309); *cas de la communauté urbaine de Lyon (*p. 3310); En deuxième lecture, Art. 32 *bis* : *Cas où la communauté urbaine est composée de communes appartenant à des départementx différents* [17 novembre 1966] (p. 4657, 4658);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Procédure d'attribution des pensions; nécessité d'accélérer les liquidations de pensions; problème des déportés politiques* [18 octobre 1966] (p. 3490); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes d'adduction d'eau et d'assainissement; situation des agents recrutés au service du génie rural en qualité d'auxiliaires pour les opérations de remembrement; allocation viagère de départ* [27 octobre 1966] (p. 3949); EDUCATION NATIONALE : *Constructions scolaires des zones à urbaniser en priorité; financement des constructions scolaires; nécessité d'accélérer l'étude des dossiers* [3 novembre 1966] (p. 4161, 4162);

— sur la décision de demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Coste-Floret, portant amnistie totale des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie : *Application de l'article 31 du Règlement; groupe du centre démocratique voulant inciter le Gouvernement à accepter l'inscription à l'ordre du jour des propositions portant amnistie totale des infractions commises à l'occasion des faits en relation avec les événements d'Algérie* [13 décembre 1966] (p. 5454, 5455).

DUCAP (M. Armand), *Député de la Haute-Garonne, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

En remplacement de M. Jacques Maziol devenu ministre (1).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'article 18 de la loi n° 59-960 du 31 juillet 1959 les sursitaires démobilisés ayant participé en Algérie à plusieurs opérations militaires, attestées avec leur date, par leur chef de corps, **n° 436** [10 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 644) autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol, relative à l'aménagement du cours supérieur de la Garonne, **n° 861** [29 avril 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol relatif à l'aménagement du cours supérieur de la Garonne, en qualité de *Rapporteur : Aménagement de la partie espagnole du cours supérieur de la Garonne ; préservation des intérêts français ; fixation du débit minimal ; lutte contre les crues ; modalités d'une coopération de l'Espagne aux futurs aménagements par la France de la partie supérieure de la Garonne ; questions juridique et économique* [5 mai 1964] (p. 1082, 1083).

DUCHESNE (M. Edmond), *Député du Calvados, 3e circonscription (R. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755) ;

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [8 avril 1964] (p. 652) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [7 avril 1965] (p. 632) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452).

Est élu président de cette Commission [12 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949) ;

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22) (Voies navigables et ports), **n° 57** [27 décembre 1962].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (voies navigables et ports), **n° 586** [18 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) ; Annexe n° 30 : Légion d'honneur et Ordre de la Libération, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Insuffisance des crédits destinés à l'entretien des ports maritimes et des voies navigables ; participation des ports aux dépenses de dragage ; nécessité de maintenir l'activité portuaire par l'intensification des échanges avec l'Union soviétique* [15 janvier 1963] (p. 832, 833).

Prend part au débat sur une déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Symptômes de l'inflation ; charges qui ont pesé sur la France depuis la fin de la guerre ; nécessité de maintenir le niveau des prix ; contraste existant entre les récentes déclarations optimistes du Gouvernement et les difficultés de trésorerie évoquées actuellement ; charges sociales existant en France et dans les autres pays du Marché commun ; situation des petits et moyens commerçants en ce qui concerne leur marge de bénéfice* [10 mai 1963] (p. 2864, 2865).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 1er : *Inclusion du prix de transport dans le prix d'achat effectif* [29 mai 1963] (p. 3120) ;

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Importance de la forêt française ; obje*

t

du présent projet ; liberté de gestion dont jouissent les propriétaires de forêts privées ; insuffisance de moyens dont dispose l'administration des Eaux et Forêts [11 juillet 1963] (p. 4054, 4055) ; Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de la Commission (Composition et fonctionnement des centres régionaux)* (p. 4080) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Dépenses ordinaires et dépenses en capital ; insuffisance des crédits affectés aux ports ; problème des voies navigables ; subvention pour équipement des ports de plaisance* [30 octobre 1963] (p. 5982, 5983) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1er : *Suppression de l'ancienne administration des eaux et forêts ; création d'un Office national des forêts ; montant des recettes des forêts domaniales ; rôle des futurs ingénieurs techniciens ; conséquences de ce projet pour les exploitants, les propriétaires de forêts, la chasse ; désignation d'une commission spéciale pour examiner le problème* [8 décembre 1964] (p. 5935, 5936) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [9 décembre 1964] (p. 5995) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe 3 de l'article premier, à compléter comme suit le deuxième alinéa : « a l'exception de l'Alsace et de la Lorraine et sauf autorisation de M. le Ministre de l'Agriculture, les produits des forêts devront être vendus bruts, arbres sur pied et non exploités par l'Office »* (p. 5999) ; *retrait de son amendement* (p. 5999) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe III de l'article premier, après le troisième alinéa, à insérer le nouvel alinéa suivant : « L'Office national des forêts, pour la vente de ses produits, devra respecter les conditions en usage pour les collectivités publiques et notamment les adjudications publiques au rabais, telles qu'elles ont été pratiquées jusqu'à ce jour, et s'interdira toute cession amiable sans l'accord préalable de M. le Ministre de l'Agriculture* (p. 6002) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe III de cet article à rédiger comme suit le dernier alinéa : « Une décision conjointe du Ministre des Finances et des Affaires économiques, compte tenu de l'inventaire en matériel au début et à la fin de chaque année, fixera la part des résultats »* (p. 6002) ; *mesures d'application à prendre ; établir un rapport de gestion* (p. 6002) ; *volume des bois vendus* (p. 6002) ; *son sous-amendement tendant, dans le cinquième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Vallon, pour le paragraphe 6, après les mots : « Compétences particulières » à compléter ainsi cet alinéa : « et particulièrement de délégués des fédérations nationales personnellement intéressés par les diverses utilisations du bois et par les propriétaires de forêts privés »* (p. 6005) ; Ses explications de vote : *Ses préférences pour l'institution d'un budget annexe* (p. 6009) ;

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Augmentation de l'aide de l'Etat aux ports étant indispensable ; inscrire dans les prochains budgets des crédits encore plus substantiels ; permettre aux ports français d'assurer dans de bonnes conditions les importations et les exportations du pays ; ne pas sacrifier les ports secondaires* [8 avril 1965] (p. 676, 677) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter comme suit le deuxième alinéa de cet article : « Les membres désignés par les chambres de commerce et d'industrie représentant le tiers du nombre des membres du conseil d'administration »* [9 avril 1965] (p. 738) ; *son amendement tendant à compléter comme suit le troisième alinéa de cet article : « un tiers de ces membres étant choisi sur des listes de personnalités établies par les chambres de commerce et d'industrie des régions spécialement desservies par le port et comprenant chacune un nombre de noms triple de celui des membres à désigner »* (p. 738) ; *rôle des chambres de commerce* (p. 739) ; *composition du conseil d'administration* (p. 740) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation ; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Neuwirth, après les mots : « après avis » à rédiger ainsi la fin de l'amendement : « des collectivités ou organismes qui ont participé à la construction »* [29 avril 1965] (p. 987) ; *collectivités locales n'étant pas les seules intéressées ; organismes concourant au financement de logements d'H.L.M.* (p. 987) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER

MINISTRE - AFFAIRES ALGÉRIENNES et discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie : *Mesures de réduction des dépenses françaises d'aide à l'Algérie; sort réservé aux compatriotes français et à ceux qui ont dû laisser en Algérie un patrimoine important; article 72 de la loi de finances pour 1965; transfert des dernières récoltes; perspectives des industriels et des commerçants français spoliés; mécanisme de l'Accord; rapprochement entre les pays du tiers monde et les pays occidentaux; ouverture de nos frontières; prix de l'énergie conditionnant le développement économique; prix de l'essence à la pompe et du mazout; son désir de voir une baisse du prix du carburant* [14 octobre 1965] (p. 3677, 3678); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Installation en Argentine de 150 familles d'agriculteurs rapatriés d'Algérie; accord entre les Gouvernements français et argentin d'octobre 1964; introduction en franchise douanière d'un matériel uniquement français pour une valeur de 250.000 fr.; possibilité de développer cette immigration* [20 octobre 1965] (p. 3911).

Décédé le 21 février 1966 (*J. O.* du 23 février 1966, p. 1562).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1966] (p. 516).

DUCOLONÉ (M. Guy), *Député de la Seine, 55e circonscription (C.).*

En remplacement de M. Salagnac décédé, le 11 décembre 1964.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 décembre 1964] (p. 6111).

S'inscrit au groupe communiste [15 décembre 1964] (p. 6128).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste, **n° 2338** [21 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les sociétés commerciales : *Application de l'article 34 de la Constitution; projet de loi se présentant comme un cadre décrivant les grandes lignes de la réforme; projet favorisant les grosses entreprises en même temps que la concentration des capitaux; responsabilité des associés; ses observations sur les dispositions de l'article 4; problème de l'immobilisation des capitaux; contrôle judiciaire; sociétés à responsabilité limitée; sociétés anonymes; augmentation du capital social des sociétés anonymes; principe de la désignation d'un commissaire aux comptes dans les sociétés à responsabilité limitée* [1er juin 1965] (p. 1668 à 1670); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots: « les sociétés en nom collectif »* (p. 1678); *idée qu'il existe des sociétés en nom collectif n'ayant pas un but commercial* (p. 1678); *son amendement tendant à compléter l'article premier par le nouvel alinéa suivant: « Les sociétés en nom collectif sont commerciales en raison de leur objet »* (p. 1678); *retrait de son amendement* (p. 1678); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Les sociétés commerciales jouissent de la personnalité morale à compter du jour de leur constitution. L'acte constitutif devra être établi par un écrit, sous peine de nullité. Les mandataires doivent être porteurs d'un pouvoir spécial. En cas de nullité de l'acte constitutif, les associés seront solidairement et conjointement responsables des actes intervenus avec des tiers, sauf le recours des associés à l'égard des personnes auxquelles la nullité serait imputable »* (p. 1680); *protection des tiers par la sanction de la nullité et par la responsabilité des associés* (p. 1680); Art. 4 : *Ses observations sur ses amendements* (p. 1682); Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots: « en nom collectif » à ajouter les mots: « dont l'objet est commercial »* (p. 1682); Art. 18 : *Son amendement tendant à la nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article: (Héritiers de l'associé étant mineurs et non émancipés)* (p. 1685); *protection des mineurs* (p. 1685); Art. 31 : *Son amendement tendant à compléter*

cet article par le nouvel alinéa suivant : « Toutefois le capital de la société, dont l'objet est la publication d'un périodique, sera de 500 francs au moins » [3 juin 1965] (p. 1787); Art. 36 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste visée à l'article 168 » les mots : « par un commissaire aux apports »* (p. 1789); Art. 39 : *Son amendement tendant à substituer aux alinéas 2, 3, 4 et 5 de cet article des nouvelles dispositions (problèmes de la cession)* (p. 1791); Art. 47 : *Son amendement tendant à la suppression du quatrième alinéa de cet article* (p. 1793); Art. 55 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « le capital » à insérer les mots : « ou le chiffre d'affaires »* (p. 1795); Art. 60 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, après les mots : « le gérant » à insérer les mots : « ou le commissaire aux comptes »* (p. 1795); Art. 64 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer les mots : « 100.000 francs » par les mots : « 50.000 francs »* (p. 1797); Art. 88 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot « huit » le mot « quatre »* (p. 1806); Art. 113 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « la moitié » les mots : « les deux tiers »* [8 juin 1965] (p. 1872); Art. 115 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « le quart » les mots : « la moitié »* (p. 1873); Art. 125 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1877); Art. 132 : *Son amendement tendant, après le chiffre « 131 » à rédiger comme suit cet article : « L'actionnaire se fera autoriser par ordonnance de référé. Cette ordonnance sera assortie d'une astreinte journalière et engageant personnellement la responsabilité du président directeur général »* (p. 1879); Art. 135 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1879) ; *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1883); Art. 18 *(suite) : Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article de nouvelles dispositions (Continuation de la société)* [11 juin 1965] (p. 2053);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 48 : *District de la région parisienne ; construction du métro-express assurant la liaison Est-Ouest ; construction du boulevard périphétique ; R.A.T.P. bénéficiant de prix différentiels pour la fourniture du courant électrique ; impôt du district ; représentation des départements de la région parisienne ; possibilité d'emprunts* [13 octobre 1965] (p. 3591, 3592); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Titre d'ancien combattant étant refusé aux combattants d'Algérie ; nécessité de leur reconnaître le titre d'ancien combattant* [26 octobre 1965] (p. 4138).

Est entendu sur la question orale sans débat de Mme de Hauteclocque relative aux difficultés de logement des femmes seules [29 octobre 1965] (p. 4359).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale sans débat relative à la rénovation du XVe arrondissement de Paris [29 octobre 1965] (p. 4360, 4361).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 345-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « L'existence d'enfants légitimes ou d'enfants adoptés ne fait pas obstacle à l'adoption »* [17 novembre 1965] (p. 4694); Art. 348-3 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « trois mois » les mots « six mois »* (p. 4698); Art. 350 : *Ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 4701); Art. 50 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Ses observations sur l'amendement de Mmes Prin et Vaillant-Couturier* (p. 4707); Art. 44 : *Distribution d'une notice* (p. 4708); En deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 345-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Cas où l'adoption peut être prononcée malgré la présence d'enfants légitimes)* [14 juin 1966] (p. 2024).

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau : « Sont amnistiés de plein droit tous crimes ou délits commis en liaison avec les événements consécutifs à l'in-*

surrection vietnamienne et antérieurement à la ratification des accords de Genève sur l'Indochine du 20 juillet 1954, quelle qu'en soit la nature ou la qualification » [21 avril 1966] (p. 882); *guerre d'Indochine* (p. 882, 883);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (2°) de cet article, à supprimer les mots:* « *A l'exception des infractions prévues aux articles 24, alinéas 1 à 3, 25, 26, 30, 31, 32, 33, alinéas 1 et 2, 36 et 37* » [26 avril 1966] (p. 932); *suppression de la référence à un certain nombre d'articles du Code sur la presse et qui ont trait notamment aux injures et à la diffamation; fréquence des condamnations pour faits de presse dans certains départements d'outre-mer* (p. 932); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant:* « *8° Infractions prévues par l'article 88 du Code pénal* » (p. 933); *amnistie devant jouer également en faveur de ceux qui, pour avoir exprimé leur opinion politique, ont été poursuivis dans les départements d'outre-mer* (p. 933); *application de l'article 88 du Code pénal* (p. 934); Art. 5 : *Etendre le bénéfice de l'amnistie à tous les objecteurs de conscience* (p. 935); après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article:* « *Sont amnistiés de plein droit tous crimes ou délits commis en liaison avec les événements consécutifs à l'insurrection vietnamienne et antérieurement à la ratification des accords de Genève sur l'Indochine du 20 juillet 1954, quelle qu'en soit la nature ou la qualification* » (p. 936); Art. 12 : *Problème de l'amnistie d'une sanction professionnelle; responsabilités dans la disparition de Mehdi ben Barka* [27 avril 1966] (p. 965); Art. 26 : *Cas de Henri Martin; amnistie de faits en liaison avec la guerre au Viet-Nam* (p. 972); SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Capitant; son vote en Commission* [28 avril 1966] (p. 997); Art. 24 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capitant; réserve de cet article* (p. 1000); après l'Art. 24 : *Groupe communiste s'opposant à l'amendement de M. Capitant; cas de M. Lemarchand; supplément d'information venant d'être ordonné dans l'affaire de la disparition de Ben Barka* (p. 1000, 1001); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur l'article 4* ter [10 juin 1966] (p. 1917); *exclusion du bénéfice de la loi d'amnistie des délits de fraude et de corruption électorale* (p. 1918); Ses explications de vote : *Situation des résistants; délivrance de la carte de combattant volontaire de la résistance* (p. 1918);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles : *Médecine de groupe; sociétés créées par les architectes; conséquences de la Communauté économique européenne; formule d'association coopérative; importance des trusts juridiques ou médicaux; sociétés interprofessionnelles; souscription de parts sociales; apports en industrie devant entrer en ligne de compte pour la constitution d'une société civile professionnelle; choix des associés; projet de loi risquant d'aboutir à une concentration dans les professions libérales; fonctionnement normal de la société; importance de la coopération* [24 mai 1966] (p. 1425, 1426); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article:* « *Les conditions d'application de la présente loi à chaque profession sont déterminées par un règlement d'administration publique pris sur avis conforme des organismes chargés de représenter la profession auprès des pouvoirs publics ou, à défaut, des organisations les plus représentatives de la profession* » (p. 1427); *ses observations sur son amendement* (p. 1427); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant:* « *Elles sont tenues d'exercer personnellement et effectivement leur profession au sein de la société civile professionnelle à laquelle elles appartiennent* » (p. 1433); *éviter le rôle de bailleurs de fonds* (p. 1433); Art. 5 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Lavigne, après les mots:* « *Sauf disposition contraire* » *à insérer les mots:* « *Pris sur avis conforme des organismes chargés de représenter la profession auprès des pouvoirs publics ou, à défaut, des organisations les plus représentatives de la profession* » (p. 1433); *ses observations sur son sous-amendement* (p. 1433); après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Possibilité de participer à l'activité d'une société civile professionnelle pour un ancien salarié ou collaborateur)* (p. 1433, 1434); *faciliter l'accès des jeunes dans la profession* (p. 1434); Art. 9 : *Ses observations sur son sous-amendement; apports en industrie* (p. 1435); Art. 15 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa*

de cet article: « *Tous les associés sont gérants sauf stipulation contraire des statuts qui peuvent désigner un ou plusieurs gérants parmi les associés* » (p. 1436); *dispositions applicables aux sociétés en nom collectif* (p. 1436); Art. 17 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article:* « *Chacun d'eux dispose d'une seule voix* » (p. 1436, 1437); Art. 18 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant:* « *Sauf les apports en industrie, les apports ne peuvent être rémunérés que par un intérêt fixe dont le taux est déterminé, chaque année, par décret et dont le montant est prélevé sur les bénéfices* » (p. 1437); *taux d'intérêt; problème des apports* (p. 1437); après l'Art. 21 : *Son sous-amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 21* ter *à substituer au mot* « *refusé* » *le mot* « *donné* » (p. 1443); *retrait de son sous-amendement* (p. 1443); après l'Art. 32 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Possibilité pour le titulaire d'un bail à usage professionnel d'en faire apport à une société civile professionnelle)* (p. 1447); *ses observations sur l'article 1717 du Code civil* (p. 1447); En deuxième lecture, Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (Intervention des règlements d'administration publique après avis conforme des organismes chargés de représenter la profession auprès des pouvoirs publics)* [4 octobre 1966] (p. 3113); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer les deux dernières phrases du second alinéa de cet article* (p. 3117); Art. 18 : *Son amendement tendant à reprendre pour le deuxième alinéa de cet article le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Rémunération du capital et répartition des bénéfices)* (p. 3120);

Son rappel au Règlement : *Discussion sur la question préalable sur le projet de loi relatif aux communautés urbaines* [7 octobre 1966] (p. 3211).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JEUNESSE ET SPORTS : *Insuffisance du budget; projet de gymnase de Malakoff* [21 octobre 1966] (p. 3729); *ses observations sur les paroles de M. Fernand Grenier; cas de Malakoff* (p. 3731); *ses observations sur les paroles de M. Missoffe* (p. 3735).

DUCOS (M. Hippolyte), *Député de la Haute-Garonne, 6e circonscription (R. D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à réglementer le droit d'inscription sur les listes électorales pour les pensionnaires des hôpitaux, des hospices, des maisons de repos ou de retraite des communes de moins de 2.000 habitants, **n° 844** [16 avril 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, RAPATRIÉS : *Avantages d'une installation des rapatriés dans les villages du Sud-Ouest; augmentation des crédits pour l'habitat rural; augmentation immédiate et rapide d'habitations préfabriquées; situation des fonctionnaires et des ouvriers rapatriés; cas des enseignants* [14 janvier 1963] (p. 784, 785); ANCIENS COMBATTANTS : *Problème du rapport constant et de son application* [23 janvier 1963] (p. 1528).

Prend part au débat sur une déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale : *Problème de la réforme de l'enseignement et de son vote par le Parlement; caractéristiques du projet Langevin-Vallon (Démocratisation de l'enseignement, élévation du niveau culturel de la nation, formation professionnelle) ; projet Berthoin ; objectifs proposés dans l'actuel projet de réforme ; différentes branches d'enseignement et passage de l'une à l'autre; organisation proposée pour le premier cycle; inconvénients que présente la création d'une sorte de pré-enseignement moyen; rôle des anciens cours complémentaires; unité à maintenir dans l'enseignement secondaire; enseignement du français, des langues vivantes et des sciences; introduction de la technologie et*

ses inconvénients; nature d'une véritable réforme de l'enseignement technique; abaissement proposé du niveau des études de l'enseignement primaire; problème du recrutement des maîtres; question de l'utilisation des moyens d'enseignement audiovisuels; rôle des orientateurs et du cycle d'observation; démocratisation nécessaire de l'enseignement; handicap géographique et handicap social qui doivent être surmontés; absence de caractère démographique au projet de réforme proposé; attribution des bourses; application du présalaire au troisième cycle du premier degré et des étudiants [19 juin 1963] (p. 64 à 69).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Projet de loi relatif à la protection contre les calamités agricoles; création d'un corps d'assurance contre les calamités agricoles* [4 novembre 1963] (p. 6318, 6319).

Prend part au débat sur la question orale de M. Ebrard relative aux difficultés économiques du Sud-Ouest : *Décentralisation industrielle et effort à faire pour la région « Midi-Pyrénées »; bonification du « franc du sud-ouest »; exemple de la cellulose d'Aquitaine* [13 décembre 1963] (p. 7929, 7930).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Avantages acquis dans certains départements; ne pas les absorber par la nouvelle loi; nécessité de classer les gelées printanières parmi les risques assurables; principe de l'obligation de l'assurance* [21 avril 1964] (p. 840, 841); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans cet article, après le mot « gel » à insérer les mots « étant entendu que le gel printanier est considéré comme un risque assurable »* [22 avril 1964] (p. 877); Art. 7 : *Irrecevabilité de ses amendements; indemnisation des sinistres sans exiger que tous les éléments d'une exploitation soient assurés* [23 avril 1964] (p. 897, 898); après l'Art. 14 : *Fonctionnement du nouvel organisme pendant les premières années* (p. 910, 911);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, RAPATRIÉS : *Allocation de subsistance; disparition du Ministère des Rapatriés; question cruciale du logement; reclassement des Français d'Algérie en âge d'activité; donner au crédit hôtelier et au crédit agricole les moyens d'aider les rapatriés; situation des anciens fonctionnaires de caractère local* [28 octobre 1964] (p. 4040, 4041); EDUCATION NATIONALE : *Son intervention lors d'un grand débat sur l'enseignement* [29 octobre 1964] (p. 4130).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative à la réforme de l'enseignement [13 novembre 1964] (p. 5384, 5386) : *Sa crainte de voir le projet de réforme se traduire par l'abaissement du niveau des études; critique des mesures d'orientation prévues à la fin de la troisième et transformation des classes terminales; conséquences plus graves de la suppression de la propédeutique; dévalorisation de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur; ses doutes au sujet de l'efficacité des instituts que l'on envisage de créer* (p. 5386, 5387); *nécessité de réorganiser et de développer l'enseignement technique afin de former spécialement les étudiants des instituts universitaires; exemples des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'U.R.S.S.; nécessité de consulter le Parlement sur les réformes de l'enseignement* (p. 5403, 5404).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Education nationale : *Composition des conseils d'enseignement et des collèges électoraux; mise en minorité au sein du Conseil supérieur des représentants du corps enseignant; ses amendements au projet de loi* [18 novembre 1964] (p. 5462, 5463); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article premier* (p. 5467); *assurer la majorité absolue aux représentants du corps enseignant* (p. 5467); Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article additionnel : « La présente loi n'entrera en vigueur qu'après la promulgation d'une loi fixant la composition des conseils d'enseignement et déterminant pour les membres de ces conseils (qui procèdent de l'élection) la composition des collèges électoraux, le nombre des sièges attribués à chacun d'eux et le mode de scrutin »* (p. 5469);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Répercussions de l'article 8; suppression de très nombreux abattoirs de province; avantages de la réforme*

envisagée étant plus apparents que réels; son opposition à la concentration envisagée par les auteurs du projet [4 mai 1965] (p. 1092).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Orientation professionnelle; suppression de l'examen probatoire; séparation entre littéraires et scientifiques à la fin de la troisième; acquisition des connaissances dans les classes terminales; enseignement de la philosophie devant être maintenu dans son intégralité; enseignement du français; désorganisation de l'enseignement supérieur; conditions d'accès aux facultés; son refus d'admettre que l'enseignement général supérieur devient un enseignement purement technique; suppression de la propédeutique étant néfaste à l'enseignement supérieur; recherche demandant des qualités spéciales; Université devant concevoir et remanier ses programmes en fonction des sciences en mouvement; doubler le crédit des bourses; démocratisation de l'enseignement* [18 mai 1965] (p. 1377 à 1380).

Prend part à la discussion :

— sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Baudis et plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant : *Vote d'un texte concernant l'indemnisation; distinction entre la question du droit à l'indemnité et l'indemnisation elle-même des biens perdus ou spoliés; recours contre l'Etat algérien; Gouvernement français devant exercer sa protection diplomatique; Gouvernement ayant fait passer les intérêts d'une coopération à sens unique avant la défense des droits patrimoniaux* [5 octobre 1965] (p. 3324);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Importance du choix à l'âge de 14 et 15 ans; nombre d'orienteurs professionnels; absence de liberté laissée aux familles à l'entrée en seconde; spécialisation de l'enseignement secondaire; démocratisation de l'enseignement; enseignement technique; prix Nobel donné à trois savants français; situation des directeurs des collèges d'enseignement général et des directeurs des collèges d'enseignement secondaire; nécessité de donner le grade de principal à titre définitif avec ouverture vers le provisorat; problèmes de l'agrégation* [18 octobre 1965] (p. 3826, 3827); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Moyens pratiques pour assurer l'indemnisation des rapatriés; indemnisation devant être intégrale; rapport du Gouvernement; attribution des prêts; ses observations sur les acomptes; évaluation des biens spoliés* [25 octobre 1965] (p. 4070).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique à l'égard des anciens combattants : *Respect du rapport constant ; application intégrale de la charte des anciens combattants et victimes de guerre; importance des activités sociales de l'Office des anciens combattants* [1er juin 1966] (p. 1624).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative à la réforme des enseignements supérieurs [8 juin 1966] (p. 1787) : *Nécessité de soumettre au Parlement le projet sur la réforme de l'enseignement supérieur ; création de la maîtrise; caractère autoritaire de la réforme envisagée; suppression de la propédeutique à partir de la rentrée de 1966 ; protestation du Conseil supérieur de l'Education nationale contre la dissociation des deux voies, licence et maîtrise ; nécessité d'accroître le nombre des professeurs de l'enseignement supérieur ; besoin de laboratoires dotés d'équipement moderne ; maintien de l'agrégation ; développement des grandes écoles d'ingénieurs et multiplication de lycées et collèges techniques; traitement attribué aux agrégés accomplissant un stage au C.N.R.S.* (p. 1790 à 1794).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des invalides de 60 à 80 % ; pensions de veuves; taux de réversion; caractères de la retraite du combattant; situation des déportés et internés résistants* [18 octobre 1966] (p. 3489); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Ses observations sur les Français rapatriés; leur nombre; leur reclassement; leur indemnisation* [24 octobre 1966] (p. 3785).

DUFFAUT (M. Henri), *Député de Vaucluse, 1re circonscription (S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1965] (p. 573).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières [15 février 1963] (p. 2206).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INTÉRIEUR : *Situation du personnel de l'administration générale de l'Intérieur ; personnel des préfectures ; nécessité d'une réforme indiciaire; expérience administrative en cours; personnel communal; services de police; régime des congés de maladie des agents de la sûreté nationale; insuffisance de la rémunération des heures de nuit de ce personnel; insuffisance des crédits en faveur des collectivités locales; problèmes relatifs à l'alimentation en eau; distinction entre les dépôts dans les caisses d'épargne; souscriptions de bons du Trésor; contingentement du crédit accordé aux collectivités; développement des sociétés d'économie mixte; problème de la subvention versée aux communes à raison des exonérations d'impôts dont bénéficient les constructions nouvelles* [17 janvier 1963] (p. 1045 à 1047);

— du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat : *Importance de l'endettement à court terme de l'Etat français; raisons invoquées par le Gouvernement pour justifier le présent projet; caractéristiques des emprunts Pinay et Ramadier; importance des exonérations fiscales prévues; poids des dépenses improductives dans le budget français; insuffisance de la production; vote hostile du groupe socialiste au présent projet* [8 mai 1963] (p. 2799, 2800);

— du projet de loi portant unification et harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale : *Timidité du présent projet en matière d'unification des procédures de contentieux fiscal ; situation actuelle, de la France en matière budgétaire ; majoration de certains impôts par suite des dispositions prévues dans le présent texte; cas de la durée des délais de répétition; solution défavorable aux contribuables; augmentation du taux des pénalités; cas des acquisitions immobilières; taux des pénalités applicables au chiffre d'affaires et aux droits d'enregistrement; caractère trop tranché de la définition de la bonne ou de la mauvaise foi proposée par le présent texte; nécessité de tenir compte des nuances existant dans la réalité* [9 juillet 1963] (p. 3943, 3944); Art. 30 : *Dispositions de l'article 50 du Code général des impôts au sujet des limites maxima du régime forfaitaire* (p. 3969); Art. 37 et 38 : *Ses amendements (Pénalités applicables aux contribuables dont la bonne foi ne peut être reconnue)* (p. 3973, 3974);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Problèmes du suremploi; augmentation de la consommation; objectifs du IVe plan ; baisse des investissements privés et publics; détente fiscale comme stimulation de la consommation; hausse des prix dans le secteur alimentaire; réduction de l'impasse; portée du plan de stabilisation* [22 octobre 1963] (p. 5298, 5299, 5300)] Art. 3 : *Son amendement (Opposabilité pour les valeurs fixées par le service de l'enregistrement)* [22 octobre 1963] (p. 5323);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Blocage des prix devenant rapidement inefficaces; obligation pour les collectivités locales d'accroître leurs ressources du fait de la carence de l'Etat; situation inflationniste en France; menace de la recession; cas de la balance commerciale; excès des dépenses publiques* [10 décembre 1963] (p. 7761, 7762).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative aux grossistes en fruits et légumes frais [15 mai 1964] (p. 1240, 1241).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale avec débat relative au plan de stabilisation : *Constate qu'aucun des résultats annoncés en 1963 n'a été atteint ; détérioration régulière de notre balance commerciale ; stagnation économique et ralentissement des investissements corollaires de la stabilisation actuelle ; critique du système fiscal périmé et nécessité d'une réduction de l'impôt ; suppression de l'impasse* [24 juin 1964] (p. 2150, 2153 à 2156); *son scepticisme sur la valeur de certaines données statistiques ; diminution des investissements ; augmentation des forfaits ; problème de la viande* (p. 2172, 2173).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Présentation du budget constituant autrefois dans la vie du Parlement, un acte solennel ; réduction du rôle du Parlement ; plan de stabilisation devant durer quelques mois ; son application se poursuivant toujours ; tarifs des hôtels ; distorsion entre salaires privés et salaires publics ; déséquilibre des échanges commerciaux demeurant inquiétant ; augmentation du déficit de la balance commerciale ; charge fiscale augmentant trois fois plus vite que le produit national* [15 octobre 1964] (p. 3224, 3225); *insuffisance de crédits pour les constructions, les P.T.T., les autoroutes ; besoins de l'avenir ; problème des investissements ; leur diminution ; augmentation du produit national brut ; situation des U.S.A., de l'Allemagne et du Japon ; sous-estimation de la croissance économique attendue pour 1965 ; budget déflationniste ; situation des collectivités locales ; budget électoral* (p. 3226, 3227); *question de la présentation possible d'un collectif budgétaire en 1965 en raison des excédents possibles qui pourraient être constatés* (p. 3243) ; Art. 2 : *Elévation du montant de la décote ; intérêt des salariés ; exonération à la base de 2.400 francs n'étant nullement exagérée dans le contexte actuel* (p. 3250); Art. 3 : *Conditions de vie des artisans ; détaxe complémentaire devant être accordée aux autres catégories d'artisans ; nouvelle définition de l'artisanat ; différences entre la définition fiscale et la définition réelle* (p. 3252); Art. 4 : *Allégements non négligeables en faveur des contribuables bénéficiant de salaires ou de pensions* (p. 3253); Art. 11 : *Texte présentant un caractère rétroactif car nombre de propriétaires ont construit en empruntant et en espérant bénéficier de la déduction des intérêts pendant toute la durée de l'emprunt ; offrir aux contribuables une option* (p. 3256); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965 : *Politique du Gouvernement étant fondée sur la stabilité des prix ; hypothèses ayant servi de base au budget : augmentation de 3 % de la productivité individuelle, hausse des prix de 1,9 % ; évolution de la situation économique depuis plusieurs semaines ; recours à la taxation ; niveau du pouvoir d'achat* [3 décembre 1964] (p. 5823);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Diversité du projet de loi ; crédits destinés à la Sécurité sociale des fonctionnaires ; subventions au profit de la S.N.C.F. ; équilibre de l'exploitation des P.T.T. ; cas des rapatriés* [8 décembre 1964] (p. 5868); Art. 4 : *Caractère normal d'aliénation des terrains par les propriétaires ; taxe de régularisation des valeurs foncières* (p. 5872); *son amendement jugé irrecevable par la Commission des finances* (p. 5872); Art. 6 : *Politique de retour à la liberté en matière des loyers ; limitation du champ d'application de la loi du 1er septembre 1948* (p. 5874); *son amendement tendant, au début du texte proposé pour compléter le dernier alinéa de l'article premier de la loi du 1er septembre 1948, après le mot : « également » à insérer les mots : « après avis favorable du conseil municipal des communes intéressées »* (p. 5875); *subordonner l'application des dispositions de l'article 6 à l'avis favorable du conseil municipal* (p. 5875); Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour le nouvel article 3* quinquies *par les mots : « après consultation du conseil municipal »* (p. 5880); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 7 : « après consultation du conseil municipal »* (p. 5882); Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 8 par le nouvel alinéa suivant : « Ces dispositions ne sont pas applicables aux locataires âgés de plus de 70 ans et occupant leur logement depuis plus*

de dix ans » (p. 5888); *réduire la superficie des appartements occupés par certains locataires* (p. 5888); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 3 de l'article 10 à supprimer les mots :* « *que les pièces louées constituent pour le locataire ou le sous-locataire en meublé sa résidence principale et* » (p. 5890); *exonération fiscale en faveur des propriétaires louant ou sous-louant une partie de leur appartement; ses observations sur les conditions apportées; cas du locataire ou du sous-locataire en faisant sa résidence principale; problème du loyer demeuré fixé dans des limites raisonnables* (p. 5890); Art. 19 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article :* « *Les dispositions de l'article 1473 du Code général des impôts ne sont pas applicables à compter du 1er janvier 1965 aux sociétés coopératives de consommation* » (p. 5898); Art. 21 : *Son amendement tendant à éviter les plantations abusives réalisées sur des terrains à vocation culturale* (p. 5902); Art. 23 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5903); *équilibre du budget* (p. 5903); Art. 33 : *Problème de la rétroactivité de trois ans; perte éventuelle pour le Trésor de recettes de plusieurs centaines de millions de francs* (p. 5914); Art. 37 : *Son pmendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5915); *retrait de son amendement* (p. 5915);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers : *Projet de loi traduisant l'inquiétude du Gouvernement devant les effets de son plan de stabilisation; récession dans de nombreux secteurs : l'industrie textile, le cuir, la construction navale, l'automobile; situation à l'étranger; transformation des dollars en or; développement de la concurrence internationale; distinction entre les plus-values à court terme et les plus-values à long terme; établissement des différences entre les revenus du capital et ceux du travail; projet de loi n'étant pas un projet « au comptant », mais un projet à terme; projet ayant un caractère d'incitation psychologique* [11 mai 1965] (p. 1246 à 1248); Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [12 mai 1965] (p. 1271); *Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de l'article premier par la phrase suivante : « Il ne peut être supérieur, par personne physique imposable, à 5.000 francs* » (p. 1272); *désir du Gouvernement d'orienter sur le marché financier le plus grand nombre possible d'épargnants, moyens et petits, et de distribuer plus largement les actions dans le public* (p. 1272); Art. 9 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le troisième alinéa (b) du paragraphe 2 proposé pour l'article 9* (p. 1276); *ne pas considérer comme plus-values à court terme des plus-values à long terme* (p. 1276); Art. 11 : *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 2 de cet article* (p. 1277); *projet du Gouvernement tendant à imposer des pertes et des déficits; rendre possible le report des moins-values à long terme* (p. 1277, 1278); *cas des petites et moyennes entreprises* (p. 1278, 1279); Art. 24 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1287); *souci de logique fiscale* (p. 1288); Art. 25 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1288); Art. 29 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux sociétés régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération* » (p. 1292); *écarter les sociétés coopératives du champ d'application des dispositions de l'article 9* (p. 1292, 1293); Art. 33 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article; charge de la preuve* (p. 1293, 1294); *composition de la Commission départementale des impôts* (p. 1294); *simplification de la législation* (p. 1295); Art. 12 : *Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa du paragraphe premier et du paragraphe 2 de cet article* [13 mai 1965] (p. 1319); Ses explications de vote : *Bonnes dispositions du texte; problème des investissements; allégement décidé en faveur des valeurs mobilières; priorité aux revenus du capital; opposition du groupe socialiste à ce texte* (p. 1329);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Conditions de l'examen du projet de loi; principes de la réforme; ses aspects positifs; imposition des produits de première nécessité, comme le pain, le lait, l'eau, la viande; modalités de taxation de l'hôtellerie et de l'automobile; problème de la presse; situation des communes pauvres* [23 juin 1965] (p. 2391 à 2393); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 2, deuxième alinéa de cet article, à supprimer les chiffres « 1° et 2° »* [24 juin 1965] (p. 2460); *achat du pain et du lait représentant une dépense importante pour les familles modestes* (p. 2460); Art. 9 :

Entrepreneurs n'étant pas payés à la livraison (p. 2464); Art. 13 : *Problème du vin; boissons hygiéniques* [24 juin 1965] (p. 2470); *taxation des bières, boissons gazeuses et eaux minérales* (p. 2470); Art. 14 : *Travaux immobiliers; bâtiments de l'Etat et des collectivités locales* [25 juin 1965] (p. 2503); Art. 18 : *Ses observations sur l'élévation de l'exonération et de la décote* (p. 2512); Art. 21 : *Non-déduction pour la période biennale en cours* (p. 2524); Art. 29 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2536); *contribuables passibles du droit de licence sur les débits de boissons* (p. 2536); Art. 37 : *Délai de répétition; désir de l'administration de vérifier les comptabilités des contribuables* (p. 2540, 2541); Art. 40 : *Son amendement tendant à substituer au dernier alinéa du paragraphe 4, les deux nouveaux alinéas suivants : « Cette fraction est fixée aux 96 % pour 1968. Elle est réduite de quatre points par an pendant chacune des années suivantes. Après le 1er janvier 1972 le Parlement sera saisi d'un projet de loi fixant définitivement les conditions de répartition de la part locale de la taxe sur les salaires »* (p. 2550); En deuxième lecture : *Généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée; régime des finances départementales et communales; artisanat français; ses observations sur l'agriculture; détaxation de certains produits utilisés par l'agriculture; scrutins des 5 et 19 décembre; progression de l'impôt; ses observations sur les commerçants; période de transition entre le régime ancien et le régime nouveau; rendement de la taxe locale; motion de renvoi* [21 décembre 1965] (p. 5002 à 5004); *contacts avec les professions; détaxation pour les artisans* (p. 5006); Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant à compléter cet amendement par un nouveau paragraphes (Produits agricoles)* (p. 5007); Art. 8 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé pour le paragraphe I par le nouvel alinéa suivant : « 9* quater. *— Les recettes réalisées à l'occasion de l'exploitation des marchés d'intérêt national, le taux de la T.V.A. est à majorer en conséquence »* (p. 5017); *gestion des marchés; sociétés d'économie mixte gérant des marchés d'intérêt national pouvant être exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 5017); Art. 13 : *Vente des boissons alcoolisées; ses observations sur les boissons gazeuses* (p. 5022); *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement par un paragraphe* c) *: « Les opérations réalisées par les artisans fiscaux. Le taux de la T.V.A. sera majoré en conséquence »* (p. 5022); Art. 18 : *Méthodes de travail imposées à l'Assemblée; problème de la décote* [22 décembre 1965] (p. 5040); *son sous-amendement tendant dans le texte proposé pour le paragraphe 2* bis *à substituer au chiffre « 9.600 francs » le chiffre « 12.000 francs »* (p. 5041); *calcul de la décote* (p. 5041); Art. 40 : *Attribution de garantie sur la part locale de la taxe sur les salaires; application de la réforme; année de référence* (p. 5052); *son amendement tendant, dans le début de l'alinéa* b) *du paragraphe 2 de cet article à remplacer : « en 1966 » par : « en 1967 »* (p. 5052); *son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 40 par un nouvel alinéa (Taxe de circulation sur les viandes affectée au budget des collectivités locales; taxe sur les locaux loués en garni)* (p. 5052, 5053); *son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe 4 de l'article 40, à substituer 1968 à 1967, 1969 à 1968, 1970 à 1969 et 1971 à 1970* (p. 5053); Art. 50 : *Lutter contre les injustices* (p. 5060); EN SECONDE DÉLIBÉRATION ; Ses explications de vote : *Régime de taxation accordé aux artisans; ses observations sur les denrées agricoles; profession commerciale; situation des commerçants; son vote défavorable au projet* (p. 5073, 5074);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Plan de stabilisation; conséquences de la politique gouvernementale; hausse des prix; augmentation de certains tarifs; pouvoir d'achat des consommateurs; problème du Marché commun; balance commerciale; marché du travail; niveau des investissements; nécessité de logements fiscaux; élargissement plus sensible des tranches de la surtaxe progressive et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; faiblesse des crédits culturels et des crédits sociaux; tunnel sous le Mont Blanc; autoroutes; crédits pour l'équipement urbain; éducation nationale; nombre des H.L.M.; équipement téléphonique; budget de la Sécurité sociale* [7 octobre 1965] (p. 3364 à 3366); Art. 8 : *Crédit d'impôt aux porteurs d'actions* (p. 3390); En troisième et dernière lecture du projet de loi de finances pour 1966 : *Rendement de la taxe progressive* [19 novembre 1965] (p. 4792);

— du projet de loi de finances rectificative

pour 1965 : *Collectif étant le compte administratif du Gouvernement à l'issue de cette année budgétaire; subvention à la S.N.C.F.; rendement de l'impôt sur les personnes physiques; progressivité de l'impôt sur le revenu* [20 décembre 1965] (p. 4965);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Montant des investissements privés; plan de stabilisation; blocage des prix; problèmes de l'expansion; ses observations sur la construction navale, la sidérurgie, la production des biens d'équipement; politique du Gouvernement en matière de construction; pouvoir d'achat des salariés; nécessité d'un allègement fiscal; augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; crédit d'impôt; faiblesse des émissions d'actions; mesures prises en faveur des sociétés; ses observations sur les incidences de la taxe sur la valeur ajoutée; réfaction applicable aux salariés et aux retraités; décote applicable aux personnes âgées* [20 avril 1966] (p. 830 à 832); *ses observations sur les paroles de M. Debré; concordance des courbes traduisant la montée de la production et des salaires; budget de l'Etat ne devant pas croître plus rapidement que la production nationale* [21 avril 1966] (p. 853); *ses observations sur la motion de renvoi; nécessité de développer les investissements; répartition des revenus* (p. 856); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Avoir fiscal institué en faveur des entreprises inscrites au répertoire des métiers)* (p. 861); *rôle de l'artisanat au regard de la sous-traitance et comme prestataire de services; possibilité, pour favoriser l'extension des entreprises artisanales, d'accorder un crédit d'impôt sur les frais de main-d'œuvre* (p. 861); Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « La déduction prévue à l'article premier et l'avoir fiscal institué à l'article premier* bis *peuvent être imputés... »* (p. 862); Ses explications de vote : *Nécessité d'un allégement général de la fiscalité; création d'emplois pour conjurer le chômage* (p. 863).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la retransmission à la télévision des débats de l'Assemblée Nationale* [13 octobre 1966] (p. 3389).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Nombre des logements mis en chantier au cours du premier trimestre 1966; nombre de demandes d'emplois non satisfaites; blocage des prix; niveau des investissements productifs; décadence du crédit de l'Etat; élévation du taux de l'intérêt; crédit d'impôt sur les valeurs mobilières; prêts consentis à la sidérurgie avec bonifications d'intérêt; hausse des prix; équilibre budgétaire; augmentation des charges locales; politique des prix du Gouvernement; ses observations sur le taux d'accroissement des salaires des fonctionnaires et des retraites; déficit des services publics; budget social de la France; politique de débudgétisation; triplement du produit de l'impôt; nombre de logements H.L.M.; crédits pour les autoroutes; caractère du budget* [12 octobre 1966] (p. 3354 à 3356); Art. 2 : *Injustices de la fiscalité directe; insuffisance des allégements; situation des personnes âgées de plus de 75 ans; suppression de la taxe complémentaire en ce qui concerne les artisans* [13 octobre 1966] (p. 3403); Art. 15 : *Charges des collectivités locales; augmentation des impôts locaux* (p. 3414); *son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par un nouvel alinéa : « Le produit de la majoration du prélèvement spécial résultant du présent paragraphe sera affecté à concurrence d'un tiers aux départements, à concurrence de deux tiers aux communes proportionnellement à la population constatée lors du plus récent recensement »* (p. 3144); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES CULTURELLES : *Diffusion de la culture; importance des théâtres lyriques et des festivals; rôle des théâtres municipaux; cas du festival d'Avignon; importance de la culture provinciale* [27 octobre 1966] (p. 3981, 3982); Art. 52 : *Magasins à succursales multiples* [10 novembre 1966] (p. 4520); EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 23 : *Ses observations sur l'amendement de M. Debré* (p. 4526); Ses explications de vote sur l'ensemble : *Vanité du débat; déficit de certains services publics et de la Sécurité sociale; ses observations sur les licenciements du secteur du bâtiment; politique de la construction; situation des rapatriés; diminution des investissements privés; problème de l'équilibre de notre commerce extérieur* (p. 4534);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Problème de la stabilité des prix; équilibre budgétaire; crédits versés à titre de sub-*

vention à la R.A.T.P. et à la S.N.C.F.; déficit budgétaire; débudgétisation de certaines dépenses sociales; difficultés des collectivités locales; résultats de notre commerce extérieur; dégradation du crédit de l'Etat [1er décembre 1966); (p. 5132, 5133); *ses observations sur les paroles de M. Boulin; présentation du budget pour 1966* (p. 5134); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Vote du groupe socialiste; décrets d'avance; production industrielle; situation des investissements et du commerce extérieur* [15 décembre 1966] (p. 5580).

DUFLOT (M. Henri), *Député du Pas-de-Calais, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755); [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à limiter aux seuls bénéficiaires des articles L 272, L 275 et L 286 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre les appellations de « déporté » et « déportation », **n° 402** [21 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 253) de M. Lecocq relative au régime des retraites des instituteurs ayant enseigné dans les écoles des houillères, **n° 451** [11 juillet 1963].

DUHAMEL (M. Jacques), *Député du Jura, 2e circonscription (R. D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission consultative du cinéma [7 février 1963] (p. 2090), [26 mai 1966] (p. 1530).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Travaux publics et transports, Tourisme, annexe n° 26, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Services du Premier Ministre : annexe n° 22, X - Tourisme, **n° 568** [9 octobre 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Augmentation des dépenses militaires en dépit de la fin de la guerre d'Algérie; caractère indicatif du plan français; rapprochement à opérer entre les crédits accordés aux pays du Tiers Monde et les besoins ressentis par certaines régions françaises; problème des excédents agricoles; réduction souhaitable du montant des crédits accordés à l'Algérie; régions sous-équipées de la France; nécessité d'instaurer un débat complet sur cette question; zones de salaires; indemnité de résidence des fonctionnaires; caractère difficile et urgent d'une véritable décentralisation; amélioration souhaitable de la condition des enseignants; nombre insuffisant d'étudiants fils d'ouvriers et d'agriculteurs; réforme des bourses; emploi nécessaire de tous les crédits prévus pour les constructions scolaires; insuffisance des crédits en faveur des H.L.M.; absence de mesures en faveur des personnes âgées; affectation au régime général de la Sécurité sociale des charges concernant le*

régime agricole; possibilités du F.O.R.M.A.; difficultés d'écoulement de la production agricole; problème de l'accaparement des terres par les non-exploitants; question du regroupement des terres pour les exploitants; adductions d'eau; rythme de l'exode rural; réduction des dépenses militaires; limites de l'aide aux pays en voie de développement; renaissance des régions françaises déshéritées; démocratisation de l'enseignement; suppression des zones de salaire; augmentation de la retraite des vieux; accélération de la construction et équivalence des régimes sociaux; tendance de l'Etat à se décharger de ses obligations sur les collectivités locales; situation du monde rural [18 décembre 1962] (p. 77 à 80); Art. 9 : *Inconvénients de la procédure de surcompensation; possibilités de trouver de nouvelles recettes* (p. 109); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., après l'Art. 50 : *Son amendement (Utilisation du carburant agricole détaxé)* [11 janvier 1963] (p. 675); TOURISME, en qualité de *Rapporteur spécial : Existence juridique du budget du Tourisme; récent rattachement du tourisme aux Services du Premier Ministre; maintien de la gestion du personnel et de l'exécution financière par le Ministère des Travaux publics; dangers des illusions entretenues sur le caractère naturel et spontané des mouvements touristiques; évolution de la balance des comptes touristiques; impossibilité pour de nombreux Français de prendre des vacances; augmentation des voyages des Français à l'étranger; diminution des séjours d'étrangers en France; caractère stagnant de la saison touristique 1962; examen des crédits de matériels en ce qui concerne la propagande; nécessité d'établir la réputation de la France à l'étranger sur des bases plus exactes; généralisation de la propagande par des organismes de tourisme; interventions publiques pour le développement touristique; nécessité de développer le réseau d'autoroutes et d'augmenter les capacités du réseau routier ordinaire; équipement des stations touristiques; développement des vacances de neige; augmentation du nombre des skieurs; charges incombant aux collectivités locales; retard de la France en matière d'équipement hôtelier; élaboration des projets de construction par des grands établissements financiers, persistance du retard dans le domaine du thermalisme; multiplication des formules d'hébergement; extension du camping; problèmes d'implantation et d'aménagement; répartition par catégories sociales des Français qui ne peuvent, pour des raisons financières, partir en vacances; nécessité de donner une orientation sociale au tourisme français; retard pris par rapport aux prévisions du Plan* [16 janvier 1963] (p. 916 à 919);

— du projet de loi instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes : *Gravité du problème des enfants déficients; nécessité de créer des capacités d'accueil supérieures à celles existantes; problème de la formation des maîtres; absence de statut de cette profession; insuffisance des rémunérations; portée limitée du présent texte; notion d'enfant récupérable; taux de la prestation envisagée; importance des dépenses restant à la charge des parents; problème des familles ne pouvant placer leurs enfants dans des établissements spécialisés; fixation souhaitable du taux favorable de la prestation en fonction des revenus des familles* [27 juin 1963] (p. 3750 à 3753); Art. 3 : *Son amendement (Possibilité de cures ambulatoires)* (p. 3755); *amendement de la Commission (Suppression de la référence à une infirmité permanente); nécessité de définir exactement le concept de débilité* (p. 3756); *son amendement (Versement de l'allocation aux enfants habitant dans d'autres familles que la leur)* (p. 3756); *son amendement (Création d'un taux différencié)* (p. 3756); *intérêt du système des prestations familiales différenciées selon les revenus* (p. 3756); *son amendement (Validité du présent texte réduit à la période où la capacité d'accueil des établissements demeure insuffisante)* (p. 3757);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Contenu du présent projet; augmentation des crédits militaires; insuffisance des crédits prévus pour l'éducation nationale; construction; gravité du problème du logement; question de la disponibilité en terrains; augmentation des crédits militaires; absence de toute mesure de ratification concernant l'aide à l'Algérie; problème de l'unité de caisse entre le Trésor français et le Trésor algérien* [19 juillet 1963] (p. 4334 à 4336); après l'Art. 13 : *Son amendement (Octroi de licences temporaires à des débits de dégustations); cas du Jura, nécessité de favoriser la propagande en faveur de certains crus* (p. 4362); *prolongation de la tolérance de fait pratiquée par l'administration* (p. 4363); En deuxième lecture, du projet de loi

de finances rectificative pour 1963, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, titre VI : *Subventions d'investissement accordées par l'Etat; réduction de crédits; préparation du Marché commun; fonds culturel* [17 décembre 1963] (p. 7947).

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience : Ses explications de vote : *Limitations apportées au projet par différents amendements; impossibilité de voter le présent texte* [24 juillet 1963] (p. 4478);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Problème des 250 milliards avancés à l'Algérie* [22 octobre 1963] (p. 5290, 5291); Art. 3 : *Inspiration et application de l'article; notion de spéculation* [23 octobre 1963] (p. 5386); Art. 5 : *Son sous-amendement (Cas d'opérations de remembrement et de décentralisation)* (p. 5393); Art. 8 : *Situation particulière pour les expropriés* (p. 5402); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME, en qualité de *Rapporteur spécial: Balance touristique; séjour des étrangers en France; unification des organismes chargés de la propagande touristique; formule des prix « tout compris »* [28 octobre 1963] (p. 5718, 5719); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *R.T.F., instrument de propagande au service d'un parti; conditions de travail parlementaire; causes de l'absentéisme parlementaire; organisation d'un débat devant la télévision* [7 novembre 1963] (p. 6716);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de commerce entre la République française et le Japon et du protocole relatif aux relations commerciales entre la République française et le Japon : *Couverture des importations françaises provenant du Japon par les exportations; libéralisme de la part de la France; menace d'une concurrence nouvelle; problème des salaires; organisation de la commercialisation des produits japonais; accord professionnel; perspectives pour la France en ce qui concerne ses exportations et ses investissements* [20 novembre 1963] (p. 7347, 7348);

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : *Emotion provoquée par l'assassinat du président Kennedy; caractère fragile de la détente; équilibre du monde reposant sur l'équilibre de la terreur; progrès d'une communauté économique; principe de l'intégration européenne; reconnaissance de la Chine; accélération des solutions à apporter au problème asiatique; aide au tiers monde; dénominateur commun des desseins du Gouvernement paraissant être le nationalisme diplomatique, militaire, économique; caractère fragile de cette politique; ne pas sacrifier à la chimère de la grandeur le rythme du progrès; Europe unie et intégrée; ne pas exalter les nationalismes; force de dissuasion; indépendance et force d'une Europe fédérale; caractère égalitaire de l'Europe; impression que la France souhaite dominer l'Europe; relancer l'intégration européenne; caractère réaliste d'une politique* [28 avril 1964] (p. 968 à 971); *décisions de la Communauté économique européenne prises à la majorité* [29 avril 1964] (p. 1026).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mitterrand tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « de Lyon et de Marseille »* [21 mai 1964] (p. 1313); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mitterrand tendant à la suppression du troisième alinéa du texte proposé par M. de Grailly* (p. 1317); *assurer une possibilité d'expression aux diverses tendances; donner une réalité au second tour dont le projet admet le principe* (p. 1317);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles, Art. 16 D : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi définissant le régime fiscal auquel seront soumis les firmes intégrantes et les exploitants dont l'activité intégrée représentera l'essentiel de leur activité agricole »* [4 juin 1964] (p. 1646);

— sur la motion de censure : *Création du F.O.R.M.A.* [27 octobre 1964] (p. 3949);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Protection civile; dépenses d'équipement; risques des effets radioactifs; accorder aux familles des victimes de la catastrophe de Champagnole un secours urgent; remboursement des frais de sauvetage; améliorations à apporter au plan de secours; séparation entre la responsabilité administrative et la responsabilité technique du sauvetage; recensement du matériel disponible en France et*

en Europe; réforme du financement; liaison et transmissions devant être plus rapides; contrôle des informations [28 octobre 1964] (p. 4013, 4014);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Gouvernement proposant un taux de 5 %; modification des structures économiques et sociales; aménagement des structures; garanties de financement; dimension des entreprises dans l'économie moderne; exemples de la sidérurgie, de l'industrie chimique, de l'électronique, de la construction automobile; insuffisance de l'effort de recherche; emprise américaine sur l'économie; méthodes de financement envisagées pour l'exécution du Plan* [26 novembre 1964] (p. 5624 à 5626); *rôle du Trésor; recours à l'épargne privée; domaine de la construction; effort en faveur des équipements collectifs; fiscalité* (p. 5626 à 5628); Articles additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Obligation pour le gouvernement, pour permettre la réalisation des objectifs prévus au rapport, d'aménager les structures, de garantir le financement des investissements d'assurer l'équilibre financier d'étendre le taux de croissance, de prévoir une amélioration des prestations sociales, de définir une politique de revenus)* [26 novembre 1964] (p. 5672); *moyens pour exécuter le Plan; répartir les fruits de l'expansion en tenant compte des catégories sociales défavorisées* (p. 5672); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Gouvernement devant hâter la conclusion d'accords internationaux; aide accordée aux pays en voie de développement; constitution d'une organisation communautaire de défense pour une Europe intégrée)* (p. 5672, 5673); *son amendement tendant à compléter l'article unique par les mots: « sous réserve des articles ci-après »* (p. 5673);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon (Composition du conseil d'administration)* [9 décembre 1964] (p. 6005);

— en troisième et dernière lecture, du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Groupe du rassemblement démocratique votant contre le projet de loi* [28 juin 1965] (p. 2684);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises ; avant l'Art. 1er : *Fixer un délai au Gouvernement pour prendre des décrets; modalités d'application du projet de loi à l'agriculture et aux entreprises publiques et nationalisées* [28 juin 1965] (p. 2701); Art. 5 *(suite) : Son sous-amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé par Mlle Dienesch pour l'article 5 après les mots: « le juge du tribunal d'instance statue » à insérer les mots: « à huis clos »* [29 juin 1965] (p. 2730);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par la phrase suivante: « En ce qui concerne les indemnités dues par l'Etat, le montant est calculé en appliquant un coefficient compris entre 7 et 9 à la moyenne des produits nets, à l'exclusion de toute dérogation pour cas exceptionnel, et sera réglé en espèces et en totalité à la date à laquelle le greffier cesse ses fonctions d'officier public »* [30 juin 1965] (p. 2786); *information de l'Assemblée* (p. 2786);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Marché commun; plan de stabilisation; cas de la Franche-Comté; signification du Plan; cas de l'Ouest français; axe mer du Nord—Méditerranée; cas du Centre-Est; ses observations sur le triangle formé par Dortmund, Dunkerque et Bâle; liaisons entre le bassin du Rhin et du Rhône; expérience de Pierre-Bénite* [4 novembre 1965] (p. 4443, 4444);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement: « Dans tous les cas où l'agriculteur n'est pas lui-même assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée, en application de l'article 4, 2°, ou de l'article 5, 3°, sa production est réputée avoir subi la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 6 %. Le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié en conséquence »* [21 décembre 1965] (p. 5007); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement: « Les opérations de location-sacs destinés à l'emballage des céréales, issues, engrais et aliments du bétail; les pertes de recettes pouvant résulter du paragraphe I ci-dessus seront compensées par une majoration du taux normal*

de la T.V.A. » (p. 5023); *ses observations sur les opérations de location-sacs; sacs de service appartenant à des loueurs spécialisés* (p. 5023); Art. 14 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'alinéa* b) *du paragraphe 2 du texte proposé par l'amendement du Gouvernement par le membre de phrase suivant : « Ainsi qu'à celles faites par les redevables inscrits au répertoire des métiers, exception faite de celles visées à l'article 13; les pertes de recettes pouvant résulter du paragraphe 1 ci-dessus seront compensées par une majoration du taux normal de la T.V.A.* » (p. 5025); *opérations de vente et de répartition faites par les artisans* (p. 5025); *son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe 2 du texte proposé par l'amendement du Gouvernement par de nouvelles dispositions : « Aux opérations effectuées par les artisans visés à l'article 1649* quater *A du Code général des impôts. Les pertes de recettes pouvant résulter du paragraphe 1 ci-dessus seront compensées par une majoration du taux normal de la T.V.A.* » (p. 5025); *son sous-amendement tendant, dans le paragraphe 2 du texte proposé par l'amendement du Gouvernement après l'alinéa* b *à insérer les nouvelles dispositions suivantes : « Aux activités ou aux prestations de services qui, dans le régime antérieur, étaient assujetties à la taxe sur les prestations de services (T.P.S.) et dont l'activité de prestations de services est prépondérante. Les pertes de recettes pouvant résulter du paragraphe 1 ci-dessus seront compensées par une majoration du taux normal de la T.V.A.* » (p. 5025); *éviter les discriminations entre artisans fiscaux et artisans inscrits au répertoire des métiers; notion de prestation de services* (p. 5025); Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant : « La déduction de la taxe ayant grevé les immeubles et agencements à usage exclusivement commercial, ainsi que les moyens de transport, ne peut être limitée ou réduite* » [22 décembre 1965] (p. 5037); *modernisation du commerce; traiter les magasins, pour les commerçants, dans les mêmes conditions que les usines, pour les industriels* (p. 5037, 5038); *organisation du débat* (p. 5038); Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de cet article (Impôt dont le montant est supérieur à 800 F et n'excède pas 9.600 F)* (p. 5038); *cas des artisans* (p. 5039); *procédure relative à la recevabilité des amendements; ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth* (p. 5039); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour le paragraphe 2* bis *de l'article 18 à supprimer les mots suivants : « au titre de leur activité principale* » (p. 5041, 5042); Art. 31 : *Son amendement tendant, avant le paragraphe 2 de cet article, à insérer l'alinéa suivant : « Toutefois, ces taux sont réduits de moitié pour les appareils d'une valeur unitaire inférieure à 2.500 francs* » (p. 5048); *son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de cet article par la phrase suivante : « Toutefois, ce taux est ramené à 2 sur les appareils de football de table* » (p. 5048); Art. 38 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le dernier alinéa proposé par l'amendement de M. Vallon pour le paragraphe 4 de l'article 38* (p. 5050); *distinction entre gestion et fonctionnement; fonds d'action locale* (p. 5050); *retrait de son sous-amendement* (p. 5051); Art. 40 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'alinéa* b) *du paragraphe 2 de cet article (Affectation de ressources au budget des collectivités locales)* (p. 5051); *rendement de la taxe locale; entrée en vigueur de la réforme* (p. 5051); *ses observations sur les paroles de M. Dumas* (p. 5052); *son amendement tendant, dans le début de l'alinéa* b) *du paragraphe 2 de cet article, à remplacer : « en 1966 » par « en 1967* » (p. 5052); son rappel au Règlement : *Suspension de séance* (p. 5061); Ses explications de vote : *Importance des magasins pour les commerces; possibilité de modernisation* (p. 5067); EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement (Cas où l'agriculteur n'est pas lui-même assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 5068); *article 3 permettant de déduire le résidu de la taxe sur la valeur ajoutée supportée par les agriculteurs qui ne sont pas assujettis à cette taxe* (p. 5068); Art. 50 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (Date d'application de la loi)* (p. 5072); *hypothèse où la date d'application des articles 38 à 46* bis *serait reportée en 1968* (p. 5072).

Mise au point au sujet du vote de M. Achille Fould lors du scrutin sur l'ensemble du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [23 décembre 1965] (p. 5098).

Prend part à la discussion de la première

partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Equilibre du budget ; financement de la Sécurité sociale ; augmentation de la cotisation patronale ; tarifs des transports, notamment de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. ; marché financier ; financement des investissements ; augmentation des autorisations de programme ; problèmes posés par la construction et l'Education nationale ; ses observations sur les équipements collectifs ; répartition financière des charges d'équipement ; participation de l'Etat ; caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ; ses observations sur les limites de l'exonération et de la décote ; suppression du demi-décime ; réduction de 5 % de l'impôt des contribuables dont le revenu est inférieur à 50.000 francs ; efficacité d'un plan dépendant surtout de l'action du secteur public ; élaboration d'une politique nationale de la recherche contractuelle ; exonération pour les souscriptions d'assurance-vie ; nationalisation du crédit* [13 octobre 1966] (p. 3381 à 3385) ; *ses observations sur les paroles de Michel Debré ; nécessité de donner une impulsion technologique à une Europe technique* (p. 3393) ; Art. 2 : *Refonte des barèmes* (p. 3406).

DUMAS (M. Pierre), *Député de la Savoie, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des relations avec le Parlement
(2e Gouvernement POMPIDOU)
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des relations avec le Parlement
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des relations avec le Parlement [28 novembre 1962] (*J. O.* du 28 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des relations avec le Parlement (2e Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des relations avec le Parlement (2e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des relations avec le Parlement (3e Gouvernement Pompidou) (8 janvier 1966) [*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des relations avec le Parlement cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187). (Démission du gouvernement de M. Georges Pompidou.)

Dépôt :

Son projet de loi relatif à la constatation et à la répression des délits en matière de publicité et de prix d'hôtels et restaurants, **n° 1919** [14 juin 1966].

Interventions :

Répond à la question orale sans débat de M. de La Malène relative aux difficultés d'approvisionnement en charbons à usage domestique [21 décembre 1962] (p. 190, 191).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE (autres que l'Information) : *Augmentation des efforts en matière de promotion sociale ; bilan de la première année de fonctionnement de la délégation générale à la promotion sociale ; activité des groupes de travail de celle-ci ; problème de la formation à temps partiel ; actions de promotion des jeunes du contingent* [10 janvier 1963] (p. 554, 555) ; *problème de l'enseignement par correspondance ; développement souhaitable de l'enseignement par la radio et la télévision ; nouvelle présentation des crédits de la promotion sociale ; rôle de la délégation générale ; promotion sociale dans le cadre de l'armée ; effort entrepris par le Gouvernement pour la forma-*

tion des agriculteurs; expériences qui seront réalisées dans les départements de la Manche et du Morbihan (p. 556, 557); TOURISME : *Mise en œuvre d'une politique touristique; importance des initiatives privées en la matière; retard pris par rapport aux objectifs du IVe Plan rôle des crédits du Fonds de développement économique et social dans l'aménagement des stations d'hiver; dotations prévues pour le Crédit hôtelier; nécessité de créer des conditions propices à un développement du tourisme social; création d'un organisme coordonnant les efforts du Commissariat général au tourisme, des transporteurs et des agences de voyage; crédits en faveur de l'hôtellerie; nombre des chambres créées; développement du tourisme social; fixation de la date des vacances scolaires et conséquences de celle-ci sur les stations thermales; réseau routier de la région de Royan; évolution de la balance touristique; aménagement des plages; efforts accomplis en faveur de l'hôtellerie; application des mesures fiscales prévues pour favoriser le développement de l'hôtellerie; problèmes relatifs aux ports de plaisance; rattachement du Commissariat général au tourisme aux Services du Premier Ministre; nécessité de promouvoir une politique d'ensemble du tourisme* [16 janvier 1963] (p. 929 à 931).

Donne lecture du décret de clôture de la session extraordinaire [21 février 1963] (p. 2293).

Ses observations sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Communication des projets du Gouvernement aux commissions intéressées; prochains débats sur les projets financiers économiques, sur la réforme du contentieux fiscal, sur le Fonds national de l'emploi, sur les grands ports et sur le régime des eaux; question du statut de la R.T.F.; éventualité d'une question orale à ce sujet* [8 mai 1963] (p. 2795); *impossibilité de fixer une date pour la discussion du statut de la R.T.F.*

Suppléant M. le Ministre de l'Intérieur, répond à la question orale sans débat de M. Beauguitte relative à la protection civile et à la défense passive [22 mai 1963] (p. 3028).

Suppléant M. le Ministre de l'Intérieur, répond à la question orale sans débat de M. Cermolacce relative à la situation des sapeurs-pompiers professionnels [22 mai 1963] (p. 3029).

Suppléant M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, répond à la question orale sans débat de M. Rabourdin relative aux honoraires des médecins dans certaines communes de Seine-et-Marne [22 mai 1963] (p. 3029).

Répond à la question orale de M. Boisson relative à la création d'un Fonds national de vacances [12 juillet 1963] (p. 4132, 4133).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : Deuxième lecture : *Volonté du Gouvernement d'obtenir un vote rapide; recours au scrutin bloqué* [26 juillet 1963] (p. 4582);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux changements d'arme des officiers d'active : *Prise en considération des desiderata des intéressés avant tout changement d'arme; caractère non préjudiciable pour la carrière* [26 juillet 1963] (p. 4596, 4597);

— en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable, Art. 1er : *Entrée en vigueur du texte* [26 juillet 1963] (p. 4597).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Fourvel : *Rôle de la Commission mixte paritaire* [26 juillet 1963] (p. 4598).

Clôture de la session : *Importance du travail parlementaire pendant la session; conditions difficiles de l'ouverture de la session; travail parlementaire de la prochaine session* [26 juillet 1963] (p. 4601); *ses remerciements pour le travail des députés, des commissions et des parlementaires de la majorité* (p. 4602).

Ses observations sur la fixation de l'ordre du jour : *Nationalisation des terres prises par le Gouvernement algérien au détriment des propriétaires français; discussion de ces problèmes lors du budget de l'Algérie* [10 octobre 1963] (p. 5121).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi ratifiant le décret n° 62-1484 du 7 décembre 1962 portant non-approbation de la délibération n° 3 du 8 juin 1962 de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie relative à l'exonération des droits de douane sur le matériel, les pièces de rechange, le ciment et les produits hydrocarbonés nécessaires à l'exécution de la route

territoriale n° 1 (section Nouméa-Tontouta) : *Assurance que la société calédonienne d'entreprise et de travaux doit acquitter les droits sur la valeur résiduelle du matériel à la fin de ses travaux* [10 octobre 1963] (p. 5122);

— de la deuxième partie du projet de lo de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Caractère modeste des crédits du Commissariat au tourisme; suppression de la détaxation de l'essence; problème de la propagande et des investissements; montant des prêts du F.D.E.S.; hôteliers financés par des établissements de crédits nationaux « Inter-hôtels »; dégagement des emplacements pour la construction d'hôtels à Paris; demandes de dégrèvements présentés par les casinos; cas du tourisme de plein air; crédits affectés aux ports de plaisance; pollution des plages; augmentation des crédits* [28 octobre 1963] (p. 5731, 5732, 5733, 5734, 5735); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - SERVICES GÉNÉRAUX : *Action du service de documentation; Ecole nationale d'administration; action du Bureau d'investissements en Afrique; pluralité de formules pour réaliser la promotion sociale; information des chefs d'entreprises; résultats de la Commission Grégoire* [30 octobre 1963] (p. 6019, 6020, 6021); SERVICES DU PREMIER MINISTRE (Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité) : *Action de la délégation générale à l'aménagement du territoire; crédits du Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire; crédits d'études à l'Association nationale pour l'étude de la communauté de la Loire et de ses affluents; crédit du Commissariat au Plan; regroupement du service de la productivité et de l'association française pour l'accroissement de la productivité; durée du Ve Plan; démocratisation pour sa préparation* [9 novembre 1963] (p. 7098, 7099, 7100).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Importance du débat actuel pour le Gouvernement; préciser ses projets et ses plans; son souci de remédier aux déséquilibres régionaux* [27 novembre 1963] (p. 7521).

Répond à la question orale sans débat de M. Ballanger relative à l'interdiction d'une manifestation en faveur d'emprisonnés politiques martiniquais [29 novembre 1963] (p. 7571).

Répond à la question orale sans débat de M. Gilbert Faure relative aux orages de grêle en Ariège [29 novembre 1963] (p. 7572).

Répond à la question orale sans débat de M. Rabourdin relative à la recrudescence de la délinquance juvénile [29 novembre 1963] (p. 7573).

Répond à la question orale sans débat de M. Christian Bonnet relative aux modalités de l'élection du Président de la République au suffrage universel [29 novembre 1963] (p. 7574, 7575).

Ses observations sur l'ordre du jour concernant la discussion en deuxième lecture du projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale [3 décembre 1963] (p. 7595, 7596).

Clôture de la session : *Bilan législatif de la session; effort imposé aux parlementaires; essai pour le Gouvernement de mettre plus tôt le projet de loi de finances à la disposition du Parlement; ses remerciements* [20 décembre 1963] (p. 8020).

Ses observations sur la fixation de l'ordre du jour : *Ordre du jour de cette session; réforme du statut de la fonction publique; plan à long terme des armées; réorganisation administrative de la région parisienne; loi électorale municipale; proposition de loi sur les calamités agricoles; discussion des questions orales sur des sujets importants et d'actualité; questions concernant le prix du lait; éviter une discussion précipitée* [9 avril 1964] (p. 693, 694).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie : *Développement et modernisation de l'hôtellerie; diverses catégories d'hôteliers; économie du projet de loi; accord du propriétaire pour les travaux* [17 juin 1964] (p. 1981, 1982); *améliorer et perfectionner ce texte; empêcher le propriétaire de faire systématiquement ou par ignorance obstacle à une modernisation; entourer cette opération de garanties* (p. 1982); Art. 1er : *Nécessité pour les intéressés de s'assurer, non seulement de l'accord du propriétaire ou de la commission habilitée à leur donner l'autorisation en cas de désaccord du propriétaire, mais aussi de l'accord des services compétents de l'urbanisme* (p. 1983); *texte limitatif pour éviter un contentieux sans*

fin ; efficacité du texte (p. 1983) ; *ses observations sur l'amendement de M. Anthonioz : liste dressée paraissant suffisamment complète* (p. 1983) ; *distinction entre la construction de piscines et celle de cuisines ; difficultés d'installation d'une piscine* (p. 1984) ; *problème posé devant l'Assemblée étant moins juridique que pratique ; confier à une commission composée d'architectes, d'hôteliers et de propriétaires le soin d'apprécier le caractère raisonnable des travaux envisagés par le locataire ; voie de recours pour les intéressés* (p. 1985) ; Art. 1er *(suite) : Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article premier par les dispositions suivantes : « Appel des décisions de ces commissions peut être interjeté devant les tribunaux judiciaires ; cet appel n'est pas suspensif d'exécution »* (p. 1990) ; *distribution de l'eau et équipement sanitaire pouvant être réalisés par le locataire sans l'accord du propriétaire ; modification dans la distribution des lieux* (p. 1991) ; *favoriser la modernisation des hôtels en écartant le veto du propriétaire ; architecte juge unique pouvant décider souverainement ; architecte autorisé à suivre l'exécution des travaux pour le compte du propriétaire et le conseiller ; faire participer à ces commissions des architectes, des hôteliers, des représentants des organismes officiels du tourisme ; problème technique devant être résolu par des techniciens plus qualifiés que des magistrats* (p. 1991) ; *scrupules juridiques de la Commission des lois ; article additionnel relatif aux contestations découlant de l'application de la loi* (p. 1992, 1993) ; *commission devant apprécier les arguments de valeur technique invoqués par le propriétaire pour s'opposer aux travaux de modernisation* (p. 1993) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pasquini et de M. Grussenmeyer* (p. 1993) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Anthonioz : Projet gouvernemental fixant un délai maximum de neuf ans ; fixation d'un délai forfaitaire étant forcément arbitraire ; amortissement des travaux de modernisation entrepris pendant la durée ainsi fixée ; garantie donnée au locataire pendant la durée du bail* (p. 1994, 1995) ; *travaux de simple modernisation ou d'aménagement intérieur ; caractère excessif, dans ce cas, d'un délai de 18 ans ; inciter les gens à investir des capitaux dans l'hôtellerie* (p. 1995) ; *délais d'exécution* (p. 1996) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Situation lors du départ du locataire ou du cessionnaire du droit au bail)* (p. 1996) ; *locataire entreprenant des travaux de modernisation ne devant pas les payer deux fois, d'abord pour l'amortissement de l'emprunt contracté, ensuite sous forme d'augmentation de loyer ; impossibilité de demander au propriétaire d'avoir à payer une indemnité ; cas de l'hôtelier locataire évincé des lieux ; ses observations sur l'amendement de M. Anthonioz* (p. 1997) ; *ses observations sur les paroles prononcées par M. Gaudin ; plus-value apportée au fonds par l'exécution des travaux mentionnés à l'article premier* (p. 1997) ; après l'Art. 4 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : « Les contestations relatives à l'application de la présente loi sont jugées conformément aux dispositions du titre VI du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, celles qui concernent l'exécution des travaux mentionnés à l'article premier ne sont pas suspensives de cette exécution »* (p. 1998) ;

— du projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées : *Mission des offices ; coordination des activités touristiques au sein des stations ; syndicats d'initiatives étant des établissements publics à caractère commercial ; ressources ; leurs liens avec les municipalités ; collaboration avec les syndicats d'initiatives ; ressources des offices aux termes du projet ; aide accordée par le Gouvernement au tourisme ; mesures réglementaires ; classement des stations ; leurs modifications ; stations s'étendant sur le territoire de plusieurs communes ; décrets d'application* [17 juin 1964] (p. 2000 à 2002) ; Art. 1er : *Adaptation de la loi aux stations dont le ressort s'étend sur plusieurs communes* (p. 2002) ; *communes faisant obstacle à la création d'un office de tourisme dans une station dont le territoire chevauche plusieurs communes* (p. 2003) ; Art. 2 : *Consultation de l'office* (p. 2003) ; *exploitation d'installations touristiques et sportives* (p. 2004) ; Art. 4 : *Eviter toute dualité entre la municipalité et l'office de tourisme ; notion d'équilibre* (p. 2004) ; *ses observations sur l'amendement de M. Palmero (Nombre des conseillers municipaux, nomination du directeur, gestion du budget)* (p. 2005) ; Art. 5 : *Problème de la nomination du directeur relevant incontestablement du domaine réglementaire ; assimilation du directeur d'un office de tourisme à un directeur de régie municipale : nomination du directeur par le maire après avis du comité de direction* (p. 2006) ; *directeur étant un fonc-*

tionnaire contractuel; assurer au système la souplesse nécessaire (p. 2006); Art. 6 : *Modalités de perception de la taxe sur les remontées mécaniques; décret du 28 mai 1953; perception de cette taxe* (p. 2008); *possibilité de faire varier la taxe spéciale de 0 à 5 %* (p. 2009); En deuxième lecture : *Amendements apportés par le Sénat; délégation du rôle des offices de tourisme en matière d'accueil et d'information aux organisations en place; rôle des syndicats d'initiative; produit de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux* [29 juin 1964] (p. 2317); Art. 6 : *Son approbation sur l'amendement de M. Poncelet* (p. 2318);

— du projet de loi modifiant la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de la Tunisie : *Gouvernement ne pouvant pas accepter l'amendement de M. Tomasini pour différentes raisons; raison de logique; textes concernant les fonctionnaires des pays d'Afrique du Nord prévoyant des délais arrivant à échéance en 1965; mesures d'exception n'étant applicables que pendant un temps limité; impératifs financiers s'ajoutant aux arguments de simple logique; bonifications et mises à la retraite anticipées entraînant inévitablement des dépenses nouvelles pour l'Etat* [18 juin 1964] (p. 2039);

— de la proposition de loi de M. Arthur Moulin et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi du 19 novembre 1963 relative à la protection des animaux : *Ses observations sur la proposition de loi n° 845 de M. Notebart et de plusieurs de ses collègues ; les deux propositions de loi ayant le même objet et ayant des termes pratiquement identiques* [18 juin 1964] (p. 2040); *loi du 19 novembre 1963 ; préserver une tradition sans la propager; rétablir l'article 2 de la proposition de loi de M. Arthur Moulin* (p. 2040) ; *son amendement tendant à compléter la proposition de loi par un nouvel article : « Toute création d'un nouveau gallodrome est interdite sous peine des sanctions prévues à l'article 453, alinéa premier, du Code pénal »* (p. 2041).

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Incertitudes de l'ordre du jour en fin de session; dépôt des conclusions de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne* [29 juin 1964] (p. 2323).

Clôture de la session : *Ses remerciements à l'Assemblée pour le Travail fécond accompli pendant cette session; grands débats de cette session; son œuvre législative; textes d'origine parlementaire; collaboration heureuse entre le Parlement et le Gouvernement; meilleure organisation lors de la prochaine session et répartition plus rationnelle des travaux; utilité de l'institution des commissions mixtes; hommage rendu au labeur des commissions, notamment à la Commission des lois* [30 juin 1964] (p. 2402, 2403).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de Maurice Thorez prononcé par M. le Président de l'Assemblée Nationale [2 octobre 1964] (p. 2896).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de François Perrin prononcé par M. le Président de l'Assemblée Nationale [2 octobre 1964] (p. 2897).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Tourisme n'étant pas une industrie nationalisée; limiter les crédits publics; économie de ce budget; Gouvernement n'ayant réalisé aucune économie sur les dépenses de propagande; augmentation légère des crédits d'intérêt social; situation de l'industrie touristique; importance de plus en plus grande de la Méditerranée; déficit de la balance touristique dans tous les pays où le niveau de vie s'est élevé, à l'exception de la France et de l'Italie; solde positif de la France pour 1964; effort d'information; résultats pratiques; subventions aux organismes de tourisme ayant augmenté de 10 %; distinction entre tourisme ancien et tourisme moderne; transformation de la clientèle; apparition de nouveaux concurrents; nécessité d'adaptations de l'équipement touristique et des professions touristiques françaises aux données nouvelles; « opération vacances »; interventions des pouvoirs publics; ristourne de 10 % sur les investissements accordés à ceux qui construisent ou modernisent dans l'hôtellerie ou dans la restauration; insuffisance de l'équipement hôtelier; dotation du F.D.E.S.; prêts du Crédit hôtelier; capitaux privés venant s'investir dans l'hôtellerie, prouvant la réussite de la politique du Gouvernement; société centrale hôtelière destinée*

à faciliter la construction d'hôtels de moyenne catégorie; problèmes du thermalisme; importance des crédits consacrés au thermalisme; commissariat au tourisme n'ayant qu'un rôle limité dans le domaine du camping et du caravaning; importance de ces activités touristiques; obstacles au développement de la navigation de plaisance; régime social et fiscal particulier pour l'hôtellerie; étalement des vacances; poste d'inspecteur du tourisme de plein air; plan prévoyant un ensemble d'incitations, d'initiatives et de contacts avec les professions privées; campagne psychologique; problème des prix « hors saison »; initiative et concours des préfets dans tous les départements; tourisme représentant pour certaines régions de France une activité d'appoint indispensable à l'équilibre économique; campagne concernant l'accueil; création d'un commissariat à l'accueil; constitution d'un comité, organe de travail et de patronage permettant aux parlementaires ayant des suggestions à apporter de le faire avec efficacité; augmentation du « capital-réputation » de la France; opinion de M. Fielding; son jugement sur la France de 1964 [21 octobre 1964] (p. 3517 à 3522); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Budget des Services du Premier Ministre étant stabilisé; réduction des fonds spéciaux du Gouvernement; réduction des crédits de personnel et de matériel de l'ancienne administration d'outre-mer; place réservée à la promotion sociale; Gouvernement étant soucieux de justice et d'équité; action pour la promotion sociale; retard de la France* [9 novembre 1964] (p. 5168, 5169); COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, SERVICES GÉNÉRAUX : *Création du Centre national pour l'accroissement de la productivité; ses observations sur le département du Loiret; création des commissions régionales de développement économique; opérations d'aménagement; question du Languedoc et du Roussillon; développement du tourisme; sollicitation du consentement des collectivités locales* (p. 5178, 5179).

Répond à la question orale sans débat de M. Darchicourt relative aux conditions de la diffusion d'une brochure intitulée : « Non, la France ne gaspille pas ses milliards » [27 novembre 1964] (p. 5702).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi portant amnistie et du projet de loi de finances rectificative pour 1964; discussion du projet de loi sur le Conseil supérieur de l'Education nationale* [17 décembre 1964] (p. 6189).

Prend part à la discussion, en quatrième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal : *Ses observations sur ce texte; maintien de la position du Gouvernement* [18 décembre 1964] (p. 6268).

Clôture de la session : *Parlement ayant voté le budget de 1965 et la loi de finances rectificative; travail parlementaire; Parlement ayant voté une quarantaine de textes; sept propositions de loi d'origine parlementaire ayant été discutées; débats de l'Assemblée Nationale relatifs à l'agriculture, aux négociations de Bruxelles, à l'enseignement; ampleur du travail accompli; esprit de collaboration entre le Parlement et le Gouvernement* [18 décembre 1964] (p. 6273, 6274).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Odru, Ballanger, Maurice Faure et Emmanuel Véry relatives à la propagande lors des élections municipales [30 avril 1965] (p. 1047) : *Inscription des questions orales à l'ordre du jour par la Conférence des Présidents* (p. 1048); *sanction des fraudes fiscales et application de la règle de la neutralité de l'administration en matière électorale par les préfets; interventions du préfet de la Martinique visant à assurer le déroulement normal des élections; répartition des crédits d'équipement en dehors de toute préoccupation politique et en fonction de l'intérêt général* (p. 1051 à 1053).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi modifiant l'article L premier du Code de la route : *Gouvernement partageant l'avis de la Commission* [6 mai 1965] (p. 1186); Art. 1er : *Définition de l'expression : « ... ou tenté de conduire »* (p. 1187).

Répond à la question orale sans débat de M. Martin relative à l'application des lois d'organisation municipale (décret n° 64-255, programme de construction) [21 mai 1965] (p. 1481).

Répond à la question orale sans débat de M. Yvon relative à la Commission chargée de l'étude des problèmes municipaux [21 mai 1965] (p. 1482).

Répond aux questions orales avec débat relatives aux ressources des collectivités locales : *Excuse M. le Ministre de l'Intérieur pour son absence* [21 mai 1965] (p. 1483); *réforme opérée par l'ordonnance de 1959 ; rapport de la Commission chargée de définir un mode d'évaluation des immeubles bâtis ou non bâtis; nouvelle répartition des dépenses d'assistance; dépôt d'un projet de réforme des taxes sur le chiffre d'affaires ; augmentation de l'aide de l'Etat aux collectivités locales en matière d'équipement* (p. 1493 à 1497, 1501).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Demande d'une suspension de séance d'une demi-heure pour permettre la réunion de la Conférence des Présidents* [26 mai 1965] (p. 1574).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Fanton relatif à l'inscription de sa question orale à l'ordre du jour [18 juin 1965] (p. 2240).

Répond aux questions orales avec débat relatives à l'aménagement de la région parisienne : *Création de parcs de dissuasion aux alentours des gares de la périphérie de Paris; problèmes particuliers de la Seine-et-Marne* [18 juin 1965] (p. 2254).

Clôture de la session : *Remerciements du Gouvernement; date importante dans les annales du Parlement français en raison du travail accompli au cours de cette session; caractère remarquable du bilan de la session; Gouvernement poursuivant en collaboration avec le Parlement une œuvre de reconstruction et de rénovation nationales* [30 juin 1965] (p. 2793, 2794).

Ses observations sur les paroles de M. Bayou sur l'ordre du jour complémentaire : *Inscription des questions orales à l'ordre du jour; Gouvernement ne cherchant pas à esquiver les débats sur les problèmes importants* [2 octobre 1965] (p. 3278); *ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret; problème de la session extraordinaire* (p. 3279).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Crédits du F.D.E.S.; difficultés du tourisme français; mesures destinées à donner à la politique du tourisme la cohérence nécessaire; ses observations sur le camping, le caravaning et les villages de vacances; commissions de coordination; équipement du littoral; équipements collectifs; ports de plaisance; charges pesant sur l'hôtellerie; modes d'hébergement; exemption de la patente pour les loueurs de meublés qui se soumettent à certaines exigences; villages de vacances; clubs de tourisme; succès de la campagne d'accueil; nécessité de dégager de nouvelles formes de propagande; décrets concernant les offices de tourisme; cas des stations thermales* [11 octobre 1965] (p. 3494 à 3503); COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Projet de loi tendant à réformer les textes sur le chiffre d'affaires; ses observations sur les paroles de M. de Tinguy* [15 octobre 1965] (p. 3735, 3736); *débat sur le Ve Plan; méthode d'élaboration du plan; amélioration de l'immeuble abritant le Commissariat; Centre national d'accroissement de la productivité; problème de la représentation des élus locaux; Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire; prêts de la Caisse des dépôts et consignations aux collectivités locales; régionalisation des financements destinés à des opérations d'équipement; décentralisation des décisions financières au niveau des assemblées responsables des collectivités locales; assurer une meilleure programmation au niveau régional; financement de la zone industrielle de Perpignan* (p. 3739, 3740); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Cas des anciens administrateurs de la France d'outre-mer; décret du 8 décembre 1959; situation des personnels du groupement de contrôle radioélectrique; service de documentation extérieure et de contre-espionnage; problèmes de la promotion sociale; problèmes d'information; pré-formation des jeunes agriculteurs; cas des départements et territoires d'outre-mer; intérêt des conventions et des actions à temps partiel; mission des comités régionaux; lycées techniques; maisons de promotion sociale; problème de recyclage des cadres à 45 ans; crédits de la promotion sociale* [26 octobre 1965] (p. 4113 à 4115);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Sincérité du Gouvernement; développement normal du Marché commun; agriculture française* [19 novembre 1965] (p. 4791); En troisième et dernière lecture : *Politique du Gouvernement étan*

claire; lettre de rectification déposée par le Gouvernement; session parlementaire étant interrompue par les circonstances [19 novembre 1965] (p. 4807).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Neuwirth et Defferre : *Inscription à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée de la fin de la discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires* [20 décembre 1965] (p. 4963).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 16 : *Ses observations sur les paroles de M. Christian Bonnet* [22 décembre 1965] (p. 5036); *son amendement tendant à reprendre pour le paragraphe 2 de cet article le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Imputation de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 5036); *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 5* bis *de l'artiele 16* (p. 5036); *cas des concessionnaires* (p. 5036, 5037); *ses observations sur le commerce indépendant* (p. 5038); Art. 18 : *Interprétation tendancieuse des intentions du Gouvernement* (p. 5040); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2* bis *de l'article 18 (Cas des redevables inscrits au répertoire des métiers au titre de leur activité principale)* (p. 5041); *régime des petites entreprises et des artisans* (p. 5041); *son amendement : « Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les redevables assujettis à la taxe pour frais de chambres des métiers prévue par la loi n° 48-977 du 16 juin 1948 pourront, sous les mêmes conditions, bénéficier de cette mesure »* (p. 5041); *notion d'artisan* (p. 5041); *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 4 de l'article 18* (p. 5042) ; *inadaptation de l'indexation des chiffres limites de la franchise et de la décote en fonction des salaires* (p. 5042); Art. 19 : *Sort des petites entreprises de main-d'œuvre; notion de la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 5043, 5044) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de cet article par un nouvel alinéa (Personnes redevables de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 5044); *conséquences des intentions frauduleuses* (p. 5044); Art. 23 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Ventes d'objets d'occasion)* (p. 5044); *impôt sur les biens usagés* (p. 5045); Art. 25 : *Son amendement tendant après le troisième alinéa de cet article à rétablir l'alinéa adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Vins bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée, de l'appellation « vin nature de Champagne » ou du label « vins délimités de qualité supérieure »)* (p. 5046); *Confédération nationale des producteurs de vins et eaux-de-vie d'appellation d'origine contrôlée* (p. 5046); *production de vins de qualité* (p. 5046, 5047); *ventes pratiquées par les coopératives dans des bonbonnes de 12 litres* (p. 5047); Art. 31 : *Equilibre financier des budgets des collectivités locales* (p. 5048); *irrecevabilité de l'amendement de M. Arthur Moulin* (p. 5048); Art. 38 : *Ses observations sur l'amendement de M. Vallon* (p. 5049); *Fonds d'action locale* (p. 5050); *frais de fonctionnement de ce Fonds* (p. 5051); Art. 40 : *Assurer aux collectivités locales une progression des attributions de garantie* (p. 5051, 5052); *date d'entrée en vigueur de la réforme* (p. 5052); aménagement de l'ordre du jour : *Conséquences de la suspension de séance* (p. 5061);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965, Art. 11 *sexies : Son amendement tendant à compléter cet article (Betteraves utilisées pour la fabrication du sucre dénaturé non exporté)* [22 décembre 1965] (p. 5083); *taxe sur les betteraves; uniformisation des prix des betteraves servant de base à la fixation de la taxe perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 5083).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Pleven : *Problème de la session extraordinaire du Parlement* [23 décembre 1965] (p. 5106).

Ses observations sur la clôture de la session extraordinaire : *Bilan de la session ordinaire; travail réalisé par le Parlement; coopération entre Gouvernement et Parlement; ses vœux de bonne année* [23 décembre 1965] (p. 5106).

Associe le Gouvernement aux éloges funèbres d'Eugène Montel, de Joseph Philippe, d'Edmond Duchesne et de Pierre Gamel [2 avril 1966] (p. 517, 518).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire soumis à la décision de l'Assemblée : *Question orale avec débat déposée par M. Tourné*

au sujet du contentieux existant entre le Gouvernement et les anciens combattants; états de service du Ministre des Anciens Combattants [6 avril 1966] (p. 590).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Examen des projets et propositions inscrits à l'ordre du jour de la présente séance étant reporté au lendemain* [3 mai 1966] (p. 1067).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur : *Ses observations sur la possibilité du renvoi du texte* [31 mai 1966] (p. 1594);

— du projet de loi portant modification de l'article 5 du décret du 25 août 1937 réglementant les bons de caisse, Article unique : *Ses observations sur les amendements de M. Capitant* [31 mai 1966] (p. 1594).

Ses observations sur l'éloge funèbre de Noël Barrot, Questeur de l'Assemblée Nationale [14 juin 1966] (p. 2004, 2005).

Ses observations sur l'éloge funèbre de Gabriel Lapeyrusse [21 juin 1966] (p. 2158).

Prend part à la discussion :

— en troisième lecture, du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 1er : *Possibilité de passer outre au refus de consentement des parents* [27 juin 1966] (p. 2400);

— du projet de loi relatif à la constatation et à la répression des délits en matière de publicité et de prix des hôtels et restaurants : *Retrait de l'ordre du jour de ce projet de loi* [27 juin 1966] (p. 2401); *politique de garantie offerte aux touristes; obligation, pour les restaurants, d'afficher à l'extérieur les menus et les prix; suppression de la facturation séparée du prix du couvert; édition d'un annuaire officiel de l'hôtellerie française de tourisme; problème des sanctions* [28 juin 1966] (p. 2417); *ses observations sur les hôtels, dits de préfecture; révision des prix; prêts du Fonds de développement économique et social; ristourne de 10 % de la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 2419); Art. 1er : *Nécessité de ne pas établir une discrimination entre les différentes professions relevant de l'industrie hôtelière; Commissariat au tourisme; possibilité d'éviter l'inscription des sanctions au casier judiciaire* (p. 2420); *ses observations sur les peines de prison* (p. 2421); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 2421); En deuxième lecture : *Mesures prises en vue de relancer le tourisme; publication d'un annuaire officiel du tourisme annonçant avant l'ouverture de la saison les prix pratiqués pendant celle-ci; problème des sanctions; législation sur la publicité des prix; blocage des prix* [15 décembre 1966] (p. 5575 à 5577); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Anthonioz; problème du prix* (p. 5577); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Anthonioz* (p. 5577);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant la loi n° 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ithurbide* [27 juin 1966] (p. 2402);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « parts de marais » ou « parts ménagères », Art. 10 : *Règles de l'administration communale; opportunité de la discussion* [27 juin 1966] (p. 2404); Art. 13 : *Ses observations sur la proposition de loi; problème de l'indemnisation; ses observations sur l'actuel attributaire de la « part de marais »; régularité de l'attribution; juridiction de droit commun* (p. 2404);

— du projet de loi relatif à la suppléance du magistrat, chargé du service de la juridiction de droit commun instituée sur le territoire des îles Wallis et Futuna : *Choix du suppléant; proposition du premier Président et du Procureur général de la Cour d'appel de Nouméa* [27 juin 1966] (p. 2405);

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des accidents corporels de chasse, Art. 1er et Art. 2 : *Ses observations sur les amendements de M. Rivain* [27 juin 1966] (p. 2406).

Ses observations sur l'éloge funèbre prononcé par M. Chaban-Delmas sur Emmanuel Hermence, dit Véry [28 juin 1966] (p. 2416).

Prend part à la discussion en quatrième lecture, de la proposition de loi étendant à certains territoires d'outre-mer les dispositions du Code du travail maritime : *Attitude du Gouvernement à l'égard du texte* [30 juin 1966] (p. 2487).

Ses observations sur le programme des prochains travaux de l'Assemblée [30 juin 1966] (p. 2487).

Clôture de la session : *Ses remerciements à l'Assemblée; travail effectué durant la session; conséquences de la formation d'un nouveau gouvernement; travail de la prochaine session; bilan de la session; rôle de l'Assemblée Nationale* [30 juin 1966] (p. 2488, 2489).

Ses observations sur les paroles adressées par M. Chaban-Delmas aux victimes du cyclone qui a ravagé la Guadeloupe, sur l'éloge funèbre prononcé par M. Chaban-Delmas sur Ernest Schaffner et sur l'hommage rendu par M. Chaban-Delmas à la mémoire du Président Paul Reynaud [3 octobre 1966] (p. 3055).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Budget de l'aménagement du territoire; problème du transfert des crédits du Fonds d'intervention de l'aménagement du territoire (F.I.A.T.), réforme du régime des aides; situation de Thiers; Fonds de développement économique et social; développement de la location-vente d'usines; problèmes des bases américaines; cas de Chinon; création de six organismes d'études chargés d'établir les schémas directeurs des six principaux groupements de grandes villes françaises; nécessité d'aider Wissembourg; préservation de l'espace rural; Centre national d'accroissement de la productivité* [18 octobre 1966] (p. 3515, 3516); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Ses observations sur les réseaux de bureaux à l'étranger; bureau national du tourisme français; crédits du Fonds de développement économique et social; crédits de subvention pour les ports de plaisance; interventions du Fonds d'investissement pour l'aménagement du territoire; équipement du Languedoc-Roussillon; subventions aux gîtes ruraux; balance de paiements du tourisme; rôle du bureau du tourisme dans chaque préfecture; bureau de statistiques au Commissariat du tourisme; stagnation des locations meublées; pratique de la location à « l'unité semaine »; succès des villages, des gîtes ruraux et des hébergements familiaux; étalement des vacances; aménagement des vacances scolaires; problème du camping; suppression progressive de la quatrième catégorie; tourisme social; villages familiaux de vacances; modernisation de l'hôtellerie; sports d'hiver; caravaning; villages de vacances; problèmes concernant la Corse; création d'une Commission interministérielle pour l'équipement de la Corse; rôle des commissions interministérielles d'équipement soit de la montagne, soit du littoral, soit de l'espace rural* [21 octobre 1966] (p. 3694 à 3697); *ses observations sur la location à « l'unité semaine »* (p. 3699); *ses observations sur les paroles de M. Balmigère* (p. 3702); *problème des loisirs de fin de semaine; ses observations sur les groupements hôteliers tels que France-Ouest-Hôtels, Méditerranée-Alpes-Pyrénées et Grands Hôtels des Alpes; stations de sports d'hiver; création de stations nouvelles; suppression de certains bureaux de tourisme à l'étranger; bureau national du tourisme des Champs-Elysées; tourisme social; camping; charges pesant sur l'hôtellerie française; construction de résidences secondaires; création de villages de vacances; projet de l'hôtel d'Orsay et de l'hôtel de la Porte Maillot; importance des salles de congrès; villages de vacances; rôle de l'O.R.T.F.* (p. 3709, 3710);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Poursuite de la discussion; ordre du jour des prochaines séances* [2 décembre 1966] (p. 5228).

Clôture de la session ordinaire : *Bilan du travail législatif; nombre des questions orales auxquelles le Gouvernement a répondu; ses observations sur les institutions françaises; gratitude du Gouvernement à l'égard des membres de la majorité* [21 décembre 1966] (p. 5929, 5930).

DUMORTIER (M. Jeannil), *Député du Pas-de-Calais, 5e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [19 février 1963] (p. 2247).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'âge de la retraite pour les chauffeurs routiers, **n° 519** [26 juillet 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le régime de gestion des ports de commerce, **n° 1021** [25 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1964 (n° 1190), Travaux publics et transports, **n° 1205** [2 décembre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Structure du budget de 1963; faiblesse du taux d'intérêt payé par le Trésor; tarif préférentiel pour le transport des journaux; autonomie de gestion financière qui devrait être attribuée à cette administration; insuffisance des investissements prévus; refus opposés aux demandes du personnel; instabilité ministérielle de la Ve République; chiffres cités par M. Souchal en ce qui concerne la création d'emplois nouveaux; insuffisance des chiffres prévus pour 1963; augmentation souhaitable des primes attribuées aux agents des P.T.T. pour sujétions particulières (Primes de résultat d'exploitation, indemnité pour travail de nuit, indemnité de recrutement, indemnité de responsabilité, indemnité de risque, prime de rendement); réformes nécessaires à apporter au statut des différentes catégories; situation de la catégorie B; ouvriers d'Etat; cas des préposés; lacunes et insuffisances de ce budget; problèmes des catégories C et D* [8 janvier 1963] (p. 330 à 332); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Subvention à la Compagnie des Chemins de fer Méditerranée-Niger; contrôle de la coordination ferroviaire; crédits attribués à la C.A.M.R.; retard pris par rapport au IVe Plan dans le domaine des moyens mis à la disposition de la S.N.C.F.; renouvellement des wagons; insuffisance des traitements des cheminots; augmentation du nombre des démissions; problème de la bonification pour campagne double* [15 janvier 1963] (p. 829, 830);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Absence de sincérité dans la présentation du budget annexe des P.T.T.; tarifs préférentiels; développement des liaisons automatiques interurbaines; moyens en personnel* [23 octobre 1963] (p. 5439, 5440); *action générale des dépenses* (p. 5443); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Modernisation du réseau ferroviaire; autorisation donnée à la S.N.C.F. d'établir de grands parking automobiles à la proximité des gares; inquiétude des cheminots devant la hausse du coût de la vie* [30 octobre 1963] (p. 5994, 5995); *son amendement tendant à réduire de 32 millions de francs le crédit inscrit au titre IV* (p. 6012); *retrait de cet amendement* (p. 6012).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme administrative [6 mai 1964] (p. 1111).

Prend part à la discussion du projet de loi adopté par le Sénat relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public, Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Manceau; suppression du septième alinéa de cet article* [14 mai 1964] (p. 1202, 1203); *ses observations sur la thèse défendue par le Ministre de l'Agriculture* (p. 1204).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à la participation des travailleurs aux entreprises [29 mai 1964] (p. 1549, 1550].

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉ-

COMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Fusion des budgets des P.T.T. et de la Caisse d'épargne en un seul budget annexe; examen des documents budgétaires; crédits d'équipement: leur insuffisance; qualité des services; dotations budgétaires ne correspondant pas aux besoins; mesures nécessaires en faveur de diverses catégories d'agents; priorité donnée au « télex »; indication de quelques chiffres relatifs aux télécommunications; pourcentage d'accroissement des effectifs; aggravation des conditions de travail; revendications du personnel catégories C et D; prime de résultat d'exploitation; indemnités représentatives de frais de déplacement; fusion des emplois de préposé et de préposé spécialisé et des emplois d'agent technique et d'agent technique spécialisé; grade de contrôleur divisionnaire* [21 octobre 1964] (p. 3532 à 3534); *limitation de temps; son intervention trop rapide* (p. 3541) *financement du câble transatlantique* (p. 3541); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations relatives à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P.; insuffisance des crédits d'investissements; pouvoir d'achat des salariés de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.; octroi de bonifications aux cheminots anciens combattants; étalement sur plusieurs années de la convention signée entre la S.N.C.F. et la S.N.C.F.A.* [4 novembre 1964] (p. 4582);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Sa question de savoir ce que l'on doit faire lorsque les sirènes sonneront l'alerte* [2 décembre 1964] (p. 5796);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 6 : *Ses observations sur les paroles de M. Krieg et de M. Royer* [8 décembre 1964] (p. 5875); *difficultés soulevées par l'application des dispositions nouvelles; possibilité du retour à une certaine liberté des loyers en province; hausse des loyers* (p. 5876, 5877); *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5877); Art. 7 : *Harmonisation des conditions figurant à l'article 7 du projet de loi en ce qui concerne les locaux vacants avec celles prévues à l'article 6* (p. 5880); Art. 19 : *Ne pas profiter du collectif pour modifier les principaux fictifs des communes sans avoir prévu des moyens de les remplacer; traiter ces questions dans une loi spécifique* [8 décembre 1964] (p. 5898); Art. 30 : *Surtaxes appliquées aux véhicules de transports de marchandises; législation spéciale s'appliquant aux groupements professionnels des transporteurs; cas des groupements de loueurs professionnels; simplification apportée par le texte* (p. 5907);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Nécessité d'effectuer les travaux d'infrastructure urgents et de réaliser la réforme fiscale avant de réformer le statut des ports; effort financier; nécessité d'augmenter les crédits des ports maritimes dans le budget; impossibilité de consacrer des sommes considérables à des dépenses militaires improductives et d'équiper les ports pour bâtir des hôpitaux et des écoles; choix politique; ports secondaires étant les premiers, victimes de la réforme; cas de Rotterdam et d'Anvers; décrets ou mesures législatives depuis 1920 ayant limité l'indépendance des ports autonomes; articles du projet de loi relatifs à la composition du conseil d'administration, à la désignation du président, à l'élaboration du budget; projet d'inspiration technocratique et centralisatrice; intérêt du pays étant que les ports soient gérés par des hommes responsables et qualifiés* [8 avril 1965] (p. 663 à 666); *ses observations sur: les paroles prononcées par M. Salardaine; cas du port de La Rochelle-La Pallice* (p. 672); Art. 1er : *Son amendement, tendant dans le premier alinéa de cet article, après les mots: « en Conseil d'Etat », à ajouter les mots: « après enquête »* (p. 686); *limiter les possibilités d'action du Gouvernement; article premier permettant de décider qu'un port deviendra autonome sans offrir les garanties d'une enquête sérieuse* (p. 686); *retrait de son amendement* (p. 687); Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Ruais tendant, dans le texte proposé pour la fin du deuxième alinéa de l'article premier, à supprimer les mots: « au moindre coût de revient pour la nation »* (p. 687); *établissements publics devant toujours travailler au moindre coût de revient* (p. 687); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots: « dans le cadre de la politique à établir par le Gouvernement » les mots: « à la satisfaction des besoins nationaux et régionaux »* (p. 688); *son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de l'article premier à supprimer les mots : « et au moindre coût de revient pour la nation »* (p. 688); Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article: « Dans le cas où le port autonome est substitué à un port non autonome, les*

Chambres de commerce et d'industrie lui remettent gratuitement les terrains et outillages des concessions conformément aux dispositions du cahier des charges et les terrains, bâtiments, mobiliers, matériels, approvisionnement et autres éléments d'actif des services organisés dont l'objet essentiel est le service des concessions et dont l'achat a été payé par les ressources propres des concessions ou par les péages » (p. 688); Art. 5 : *Longueur du débat* (p. 691); *amendement de la Commission; ses observations sur l'amendement de M. Dusseaulx* [9 avril 1965] (p. 732); *problème de l'application de l'article 40 de la Constitution* (p. 732); après l'Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dusseaulx* (p. 733); *son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « Nonobstant les dispositions précédentes, en cas de situations exceptionnelles, l'Etat pourra accorder un concours supplémentaire aux ports autonomes en cause »* (p. 733); *projet de loi déposé* (p. 733); *travaux d'infrastructure; application de l'article 40* (p. 733); *son rappel au Règlement; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 734); Art. 8 : *Son amendement tendant après les mots : « d'un directeur » à insérer les mots : « choisi sur une liste de présentation de candidats établis par le conseil d'administration et... »* (p. 735); *désignation du directeur ne devant pas échapper totalement au conseil d'administration; prérogatives du Conseil des Ministres* (p. 735, 736); *décret du 25 octobre 1935 modifiant les conditions de désignation des directeurs de ports autonomes* (p. 737); *ses observations sur les paroles de M. le Ministre des Travaux publics* (p. 737); Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième alinéas de l'article 9 les trois nouveaux alinéas suivants : « Pour un tiers : de membres désignés par les chambres de commerce et d'industrie; pour un tiers : de membres désignés par les collectivités locales et les représentants de l'établissement public et des ouvriers du port; pour un tiers : de représentants de l'Etat »* (p. 738); *ses observations sur les paroles de M. Dusseaulx* (p. 739); Art. 10 : *Problèmes de personnel* (p. 741); Art. 12 : *Son amendement tendant à insérer après le premier alinéa de l'article 12 un nouvel alinéa suivant (Travaux effectués sans le concours financier de l'Etat)* (p. 743); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « du port autonome » à insérer les mots : « établit et... »* (p. 743); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « après création de réserves de gestion »* (p. 743); *opposition à l'amendement de M. Dusseaulx* (p. 744); Art. 15 : *Retrait de ses amendements* (p. 746); En deuxième lecture : *Intervention au Sénat de M. Buhan; sa question de savoir si les règlements d'administration publique seront préparés et soumis aux diverses collectivités locales, en particulier aux chambres de commerce, avant d'entrer en application* [3 juin 1965] (p. 1763); *ses observations sur les paroles de M. Marc Jacquet* (p. 1763); *son ralliement au point de vue du Gouvernement* (p. 1764); Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Participation de l'Etat dans la proportion de 80 % aux dépenses résultant de certaines opérations de modernisation)* (p. 1765); *distinguer deux parties dans cet article; énumération des opérations de modernisation* (p. 1765); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase de cet article : « En outre, l'Etat rembourse 20 % des sommes versées pour le service des emprunts émis pour faire face aux opérations de même nature engagées antérieurement à la création du port autonome et que celui-ci contracte ou prend en charge en application de l'article 3 »* (p. 1765); *parallélisme entre son amendement et celui de M. Dusseaulx* (p. 1766); Art. 9 : *Amendement de M. Cermalacce étant mentionné dans le rapport de M. Dusseaulx* (p. 1766);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Dans le cas où une commune a participé, soit financièrement, soit par apport de terrains à la construction, l'avis conforme du maire est exigé préalablement à la vente »* [29 avril 1965] (p. 988); *conséquences pouvant découler de la décision de ne pas requérir l'avis conforme du maire, préalablement à la vente; possibilité, par la vente des appartements, de fausser le jeu des mouvements de population au sein des différents offices*

d'H.L.M. (p. 989); *avis du maire; donner des crédits nécessaires; modification de l'esprit et de la composition des offices départementaux d'H.L.M.; introduction des « personnes qualifiées »* (p. 989); *son amendement tendant à compléter l'article premier par le nouvel alinéa suivant: « La présente loi s'applique également aux locataires des immeubles possédés par les compagnies d'assurances et les sociétés financières publiques ou privées »* (p. 990); *permettre aux modestes locataires de devenir propriétaires de leur appartement dans un délai relativement court* (p. 990);

— du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes : *Modification de la loi du 29 décembre 1917; distinction entre les entrepôts spéciaux et les entrepôts dits industriels; entrepôts privés particuliers; consultation des chambres de commerce avant la création de différentes catégories d'entrepôts; dépôt banal privé associé à l'entrepôt public; critères pour octroyer ou refuser l'entrepôt industriel; entrepôt réel de Boulogne-sur-Mer; hommage rendu au corps des douaniers* [10 juin 1965] (p. 1972, 1973); Art. 151 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulin* (p. 1977); *maintien de l'unité de direction portuaire; avis du directeur général des douanes* (p. 1979);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Investissements de la S.N.C.F.; constitution de trains ne comprenant que des voitures de 1re classe; contrôle routier; ses observations sur l'Institut géographique; problème des ports; autonomie des grands ports; crédits d'investissement; bâtiments du Ministère des travaux publics; part départementale du Fonds d'investissement routier* [11 octobre 1965] (p. 3468); MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur les paroles de M. l'abbé Laudrin* [12 octobre 1965] (p. 3509); *nécessité de développer la consommation du poisson; diminution de la subvention prévue à cette fin* (p. 3516); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Résultats de la gestion P.T.T. et de la Caisse nationale d'épargne; crédits d'équipement; problème des investissements; nécessité de rétablir les 2.000 créations d'emplois dont les services ont besoin; qualité des services rendus par les P.T.T.; conditions de travail des personnels; problème touchant les travailleurs des P.T.T.; chèques postaux; fusion des grades d'agent technique et d'agent technique spécialisé, d'une part, et de ceux de préposé et de préposé spécialisé, d'autre part; agents d'exploitation; problème des indemnités; prime de résultat d'exploitation; développement de la promotion sociale; son refus d'accepter le budget des postes et télécommunications* (p. 3547, 3548); *situation des rapporteurs de la majorité critiquant les budgets qu'ils rapportent; parlementaires devant traduire par leur vote leurs idées* (p. 3561); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Modifications apportées au Code des pensions civiles et militaires; problème des retraités; cas des retraités des caisses locales d'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et de la France d'outre-mer; intégration de l'indemnité de résidence de la zone de plus fort abattement dans le traitement soumis à la retenue de 6 %* [27 octobre 1965] (p. 4205);

— du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 350 du Code civil : *Intentions des membres de la famille* [17 novembre 1965] (p. 4700);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé pour le paragraphe 2* bis *par le nouvel alinéa suivant: « Le champ d'application de cette disposition s'étend aux navires pratiquant la pêche maritime et à leurs cargaisons »* [21 décembre 1965] (p. 5012); *avenir des ports maritimes; exonération pour les opérations effectuées dans les ports* (p. 5013); *applications de l'article 40 de la Constitution à son amendement* (p. 5013); Ses explications de vote : *Possibilité de limiter le champ d'application de l'article* 6 (p. 5013, 5014); Art. 8 : *Mareyeurs payant autrefois la taxe locale quand ils faisaient des expéditions aux collectivités, mais non lorsqu'ils faisaient des expéditions aux grossistes* (p. 5016);

— du projet de loi sur les contrats d'affrêtement et de transports maritimes, Art. 2 : *Cas où la marchandise n'appartient pas à l'affrèteur mais à une tierce personne* [27 avril 1966] (p. 976); Art. 6 : *Avant-projet préparé par une Commission présidée par le professeur Rodière; article 37 de la Constitution; problèmes de transports et de communications; décrets d'application; contrat passé avec l'affréteur; souci de justice; cas de force majeure* (p. 977); *problème de l'affrètement à temps* (p. 977, 978); Art. 15 : *Ses observations sur l'amende-*

ment de M. Baudouin (p. 978); Art. 20 : *Son amendement tendant au début de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article à supprimer le mot « mais »* (p. 978); *cas de réception de marchandises avariées* (p. 978, 979); Art. 23 : *Modalités d'application* (p. 979); Art. 28 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après le mot « dol » à insérer les mots : « ou de faute inexcusable »* (p. 979); Art. 29 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Ces dispositions ne s'appliquent pas quand le chargeur est son propre transporteur ou affréteur ou, sous connaissement, le transporteur d'autres chargeurs »* (p. 980); *nullité des clauses ayant pour effet de soustraire le transporteur à la responsabilité définie à l'article 27* (p. 980); Art. 50 : *Cas de l'entrepreneur de manutention; situation des travailleurs des ports* (p. 983); Art. 57 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Baudouin, après les mots : « ainsi que » à insérer les mots : « l'avant-dernier et »* [3 mai 1966] (p. 1064); *éviter les difficultés d'interprétation* (p. 1065);

— du projet de loi modifiant la loi nº 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles » : *Office départemental d'H.L.M. du Pas-de-Calais; ses observations sur la cité du Cassan* [14 juin 1966] (p. 2010); Art. 4 : *Rôle des sociétés d'économie mixte dans les organismes autorisés à bénéficier des terrains expropriés* (p. 2012);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Autofinancement; recettes de fonctionnement; accroissement des autorisations de programme; aggravation des conditions de travail; prime de résultat d'exploitation; prime de rendement; indemnités de déplacement; ses observations sur les ouvriers d'Etat, les agents d'exploitation et des installations; création du grade de contrôleur divisionnaire* [19 octobre 1966] (p. 3561, 3562); *ses observations sur l'émission télévisée « Pas une seconde à perdre »* (p. 3571); EQUIPEMENT - MARINE MARCHANDE : *Organisation du marché du poisson; création de fonds régionaux d'organisation des marchés en Bretagne et en Charente; adaptation des pêches maritimes; part de la production de la pêche maritime française par rapport à celle de la Communauté économique européenne; problème de la détaxation du carburant; prime d'investissements; ses observations sur les retraites des petites catégories* [21 octobre 1966] (p. 3750);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut des navires et autres bâtiments : *Assimilation des droits de port et des taxes fiscales* [14 décembre 1966] (p. 5525); Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Baudouin* (p. 5527); Art. 19 : *Situation des copropriétaires* (p. 5528); Art. 23 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article, après le mot : « désaccord » à insérer les mots : « et sauf clause compromissoire »* (p. 5528); *retrait de son amendement* (p. 5529); Art. 31 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa 20 de cet article, à substituer aux mots : « et les autres taxes et impôts publics de mêmes espèces » les mots : « les taxes ou impôts publics »* (p. 5529); *Convention internationale de Bruxelles* (p. 5529); *ses observations sur les droits de tonnage et de port* (p. 5530);

— du projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires : *Ses observations sur la Convention internationale de Londres; problème des assurances maritimes; distinction entre la navigation de plaisance, la navigation de commerce et la navigation destinée à la pêche* [14 décembre 1966] (p. 5534); *ses observations sur les Vauriens et les Maraudeurs; navigation de plaisance; problème de la pêche artisanale* (p. 5535); Art. 2 : *Son amendement tendant à ajouter au deuxième alinéa de cet article, après les mots : « des engins de plages » les mots : « et de plaisance »* (p. 5536); *retrait de son amendement* (p. 5536).

DUPERIER (M. Bernard), *Député de la Seine, 6e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962]

(p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Aviation civile et commerciale, **n° 57** [27 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi n° 67 autorisant la ratification de la Convention complémentaire à la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, signé à Guadalajara le 18 septembre 1961, **n° 227** [9 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 5 du Code de l'aviation civile et commerciale fixant les règles d'immatriculation des aéronefs, **n° 330** [7 juin 1963]; la retire [2 avril 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (aviation civile), **n° 586** [18 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions du chapitre premier du titre premier du livre premier du Code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs, **n° 892** [13 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 892) tendant à modifier les dispositions du chapitre premier du titre premier du livre premier du Code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs, **n° 900** [20 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 539) autorisant la ratification du protocole du 15 septembre 1962 portant amendement de la Convention du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale, **n° 952** [9 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1013), modifiée par le Sénat, tendant à modifier les dispositions du titre premier du livre premier du Code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs, **n° 1023** [25 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Aviation civile et commerciale, **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1132) autorisant l'approbation de l'Accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites et de l'Accord spécial signés à Washington le 20 août 1964, **n° 1206** [12 décembre 1964].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : XVI. Aviation civile, **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : IX : Equipement (aviation civile), **n° 2053** [4 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi n° 2051 relatif aux conditions de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, **n° 2259** [14 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES : *Inquiétudes suscitées par l'avenir de l'industrie aéronautique française; place de cette industrie dans nos exportations; degré élevé des qualifications de son personnel; problème du remplacement des avions par des fusées; progrès techniques réalisés par l'industrie aéronautique et utilisés dans les autres secteurs de l'économie* [23 janvier 1963] (p. 1578, 1579);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative au transport aérien international, en qualité de *Rapporteur: Application au présent texte des articles 53 et 34 de la Constitution; conditions dans lesquelles a été signée la première Convention de Varsovie le 12 octobre 1929; problème de la responsabilité du « transport aérien »; situation nouvelle née de la substitution des transporteurs entre eux; notion d'affrètement aérien* [21 mai 1963] (p. 3002, 3003).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale sans débat relative à la situation dans l'industrie aéronautique française [7 juin 1963] (p. 3240, 3241).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 20 : *Situation dans l'industrie aéronautique* [19 juillet 1963] (p. 4383);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Constructions aéronautiques; nécessité d'augmenter les crédits pour les investissements de sécurité; grève du personnel de l'aviation civile* [31 octobre 1963] (p. 6144, 6145); *son amendement tendant à réduire de 6.356 francs le montant du crédit inscrit au titre III; suppression du cadre des attachés de l'aviation civile* (p. 6152); BUDGETS MILITAIRES : *Financement du « Breguet 941 »* [7 novembre 1963] (p. 6773, 6774);

— du projet de loi autorisant la ratification de : 1° la Convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux signée à Londres le 29 mars 1962 et ses protocoles annexes; 2° la Convention instituant une organisation européenne de recherches spatiales signée à Paris le 14 juin 1962 et ses protocoles annexes, en qualité de *Rapporteur: Enormité des sommes mises en œuvre par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. pour la recherche spatiale; mise en commun par les pays européens de leurs ressources; constitution du C.E.C.L.E.S. et du C.E.R.S.; participation financière de la France à ces organismes; industries aéro-spatiale et électronique* [21 novembre 1963] (p. 7368, 7369).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Liaisons entre les régions de la France ou entre ces régions et l'étranger; rentabilité des lignes régulières; coût des avions d'affaires; problème des avions-taxis; insuffisance de l'infrastructure* [27 novembre 1963] (p. 7516, 7517).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification du protocole du 15 septembre 1962 portant amendement à la Convention du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale, en qualité de *Rapporteur: Rôle et fonctionnement de l'organisation aérienne civile internationale (O.A.C.I.); Convention du 7 décembre 1944 connue sous le nom de Convention de Chicago; réunion de l'Assemblée; réunion au moins une fois tous les trois ans; sessions extraordinaires; solution transactionnelle consistant à fixer le quorum au cinquième des Etats membres, soit actuellement vingt-et-un* [9 juin 1964] (p. 1740).

— de sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions du chapitre premier du livre premier du Code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs, en qualité de *Rapporteur: Aviation civile française réglementée par le Code de l'aviation civile et commerciale; accords internationaux connus sous le nom de Convention de Chicago; nationalité des aéronefs étant la nationalité de l'Etat sur les registres duquel ils sont immatriculés; loi du 31 mai 1924; développement de l'aviation d'affaire; augmentation de la production de l'industrie aéronautique française; institution d'un registre d'immatriculation tenu par les soins du Ministre chargé de l'aviation civile; dérogations accordées par le ministre chargé de l'Aviation civile* [9 juin 1964] (p. 1740, 1741); En deuxième lecture de la proposition de loi tendant à modifier les dis-

positions du titre premier du livre premier du Code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs, en qualité de *Rapporteur: Modifications apportées par le Sénat étant de pure forme* [26 juin 1964] (p. 2259); Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article: « Le chapitre premier du titre premier, du livre premier du Code de l'aviation civile est modifié comme suit »: « Titre premier : De l'immatriculation, de la nationalité et de la propriété des aéronefs. Chapitre premier: de l'immatriculation et de la nationalité des aéronefs. »* (p. 2259); *son amendement tendant à rédiger comme suit le titre de la proposition de loi: « Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du chapitre premier du titre premier du livre premier du Code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs »* (p. 2260);

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 15 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 35-2 du décret, à supprimer les mots: « Situé dans un immeuble achevé postérieurement au 30 septembre 1953 »* [25 juin 1964] (p. 2220); *exploitants d'un fonds de commerce situé dans un immeuble construit antérieurement à 1935 ne pouvant bénéficier des dispositions de la loi* (p. 2220); En deuxième lecture, Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant: « II. L'article 32 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 est complété par l'alinéa suivant: « Dans le cas où il y a lieu au paiement de l'indemnité d'éviction par le bailleur, celle-ci sera majorée de 1 % par jour de retard à l'expiration du délai de trois mois prévu pour son versement »* [9 décembre 1964] (p. 5972);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE : *Evolutions des crédits; principaux chapitres concernant les investissements de sécurité; aéroport de Paris; son extension; situation d'Air France et d'Air Inter; projets d'Air Union; crédits en autorisations de programme nécessaires à la construction de l'E.N.A.C. à Toulouse; économies appréciables ayant pu être réalisées sur l'Agence de la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar - A.S.E.C.N.A.; organisation de gestion et de sécurité aéronautique de l'Algérie et du Sahara-O.G.S.A.; modalités pratiques de la collaboration devant s'instaurer entre Eurocontrol et les pays membres pour organiser la circulation aérienne; centre de Brétigny; projet « Concorde »; formation aéronautique; augmentation très sensible du nombre des adeptes des différentes disciplines aériennes; budget de 1965 ouvrant 269 emplois nouveaux à l'administration; opérations en cours ou projetées; cas des « Nord 462 »; problème du « Breguet 941 »; problème du « Potez 840 »; « Mystère 20 »; effort consenti par le Gouvernement* [23 octobre 1964] (p. 3845 à 3848); BUDGETS MILITAIRES : *Situation de l'industrie aéronautique; recherches effectuées à l'étranger; influence de l'industrie aéronautique sur le reste de l'industrie française* [6 novembre 1964] (p. 4864, 4865);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Objectifs du Plan quant à nos exportations; craintes au sujet de l'industrie aéronautique; effort effectué pour la recherche par les entreprises* [25 novembre 1964] (p. 5607);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Ses inquiétudes sur l'industrie aéronautique; éviter une contraction des programmes; cas de l'E.C.A.T. et de l'Alouette IV; établir un plan général d'études à la fois civiles et militaires* [2 décembre 1964] (p. 5789, 5790);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites et de l'accord spécial, signés à Washington le 20 août 1964, en qualité de *Rapporteur: Application de l'article 53 de la Constitution; première expérience réalisée par les Etats-Unis dans ce domaine; succès obtenus par le Centre national d'études et de télécommunications de Pleumeur-Bodou; étapes prévues; solidarité des européens; distinction entre le secteur spatial et le secteur terrien; création d'un comité intérimaire; importance du projet; permettre à la technique française de réaliser des progrès substantiels* [10 décembre 1964] (p. 6042 à 6044);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « seront interdits » à insérer les mots : « sans autorisation préalable du Ministère »* [5 mai 1965] (p. 1149).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale sans débat relative à la situation de l'industrie aéronautique et spatiale [4 juin 1965] (p. 1834, 1835, 1837, 1838).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Subvention à la compagnie Air France ; évolution du trafic aérien en France ; hommage à la qualité de l'administration du Ministère ; budget de fonctionnement ; agence Eurocontrol ; cas des météorologistes et des contrôleurs de la navigation aérienne ; ses observations sur le Galion, l'Antonov et le C 5 ; « autobus de l'air » ; aéroports ; développement du transport aérien* [22 octobre 1965] (p. 3990, 3991) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — IV. — AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le « Concorde » ; aviation civile ; trafic aérien ; crédits d'entretien des bâtiments et installations ; aéroport de Paris ; Ecole nationale de l'aviation civile ; problèmes du personnel navigant ; composition du parc d'Air France ; rôle de l'U.T.A. ; construction du « Concorde » ; ses observations sur l'Airbus, le Super-Caravelle, le Nord 262 ; cas des avions Potez ; succès du Mystère 20 ; situation du personnel ; problèmes des aéro-clubs ; ses observations sur l'Eurocontrol ; vérité des prix ; problèmes des chemins de fer et de la R.A.T.P.* [9 novembre 1966] (p. 4464 à 4467) ;

— du projet de loi relatif aux conditions de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, en qualité de *Rapporteur : Recrutement du personnel navigant technique de l'aviation civile ; sécurité aérienne ; délivrance des brevets et des licences de pilote* [20 décembre 1966] (p. 5703) ; Article unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « Sous réserve de réciprocité de la part des pays intéressés pour l'inscription sur les registres »* (p. 5703) ; *son amendement tendant à compléter l'article unique par les mots suivants : « dont les titres et références sont au moins égaux à ceux exigés en France pour un même emploi »* (p. 5703) ; *délivrance des brevets* (p. 5704).

DUPONT (M. Louis), *Député de Meurthe-et-Moselle, 7e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 juin 1964] (p. 1587).

S'inscrit au groupe communiste [3 juin 1964] (p. 1598).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la Sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à fixer à 60 ans l'âge du droit à une pension vieillesse égale à 60 % du salaire moyen des dix meilleures années pour les travailleurs de la sidérurgie, **n° 979** [16 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à l'inscription de la pneumoconiose (qu'elle soit sidérose ou silico-sidérose) au tableau des maladies professionnelles, **n° 2060** [6 octobre 1966].

Sa proposition de loi portant statut des sidérurgistes, **n° 2266** [14 décembre 1966].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au plan de stabilisation : *Plan de stabilisation et exigences des grands monopoles capitalistes ; situation particulièrement difficile des travailleurs de la sidérurgie* [24 juin 1964] (p. 2170, 2171).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire ; proposi-*

tions de loi relatives à la retraite à 60 ans des ouvriers de la sidérurgie [19 novembre 1964] (p. 5485).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Insuffisance de la production française d'acier et de fer ; exportation française de l'acier brut ; nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie ; situation des mineurs ; union des forces ouvrières et démocratiques pour une politique de progrès social et de paix* [26 novembre 1964] (p. 5665, 5666).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat relative à la retraite de certaines catégories de travailleurs [27 novembre 1964] (p. 5712, 5716).

Ses observations sur la fixation de l'ordre du jour : *Non-inscription à l'ordre du jour de la question orale de M. Ballanger relative aux rémunérations des travailleurs du secteur public* [9 décembre 1964] (p. 5991).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises : *Projet de loi n'étant pas de nature à permettre un fonctionnement satisfaisant des comités d'entreprises ; domination du patronat ; problème du caractère confidentiel des informations ; problème des projets de licenciement ; projet s'inspirant des idées de collaboration de classe, d'association des salariés à l'entreprise ; opposition des salariés et des exploiteurs ; projet ne donnant aucun pouvoir de décision aux comités d'entreprises ; contribution versée par le patronat aux comités d'entreprises pour leurs œuvres sociales et culturelles ; permettre au comité de se faire assister par un expert comptable ; signature de nouvelles conventions avec le corps médical* [28 juin 1965] (p. 2687 à 2690) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, après le quatrième alinéa de cet article à insérer de nouveaux alinéas (Contribution pour le financement des institutions sociales et culturelles du comité d'entreprise)* (p. 2703) ; *contribution ne pouvant être inférieure à 3 % du montant des salaires et appointements payés par l'entreprise au cours de l'année précédente* (p. 2703) ; Art. 3 : *Cas de licenciement du personnel sous prétexte de difficultés économiques* (p. 2708) ; Art. 4 : *Investissement de capitaux étrangers ; exemple des machines Bull* (p. 2710) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2710) ; *notion de secret des procédés de fabrication ; problème de la mutation dans un autre chantier de l'usine par suite de difficultés économiques ; investissement des capitaux étrangers* (p. 2710, 2711) ; *problème de l'appréciation du caractère confidentiel de l'information donnée par le chef d'entreprise ou son représentant* [29 juin 1965] (p. 2729) ; après l'Art. 7 : *Supprimer l'approbation de la révocation par le collège électoral* (p. 2735) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 avant la dernière phrase, à insérer la phrase suivante : « Pour les entreprises de plus de 500 salariés ce temps sera porté à 30 heures par mois »* (p. 2738) ; *obligations des membres des comités d'entreprises et des représentants syndicaux étant plus importantes dans les entreprises de plus de 500 salariés* (p. 2738) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 à supprimer les mots : « dans les entreprises de plus de 500 salariés »* (p. 2739) ; après l'Art. 9 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article ainsi conçu : « Le troisième alinéa de l'article 15* bis *de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 est remplacé par les dispositions suivantes : « Les rapports des commissions sont soumis à la délibération du Comité après avoir été communiqués aux organisations syndicales reconnues dans l'entreprise »* (p. 2740) ; *informations des organisations syndicales* (p. 2740) ; Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 24 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 après les mots : « notamment par la méconnaissance des dispositions des articles » à insérer les chiffres : « 3, 4... »* (p. 2744) ; *sanctions à l'égard du chef d'entreprise* (p. 2744) ; En deuxième lecture, Art. 4 *bis* : *Possibilité pour les comités d'entreprises de se faire assister d'un expert comptable* [26 mai 1966] (p. 1526) ; Ses explications de vote : *Financement des œuvres sociales ; consultation des comités d'entreprises sur les licenciements ; pratique du vote bloqué* (p. 1527) ; *abstention du groupe communiste* (p. 1527) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, Travail : *Nombre des jeunes qui, dans la région parisienne, se pré-*

sentent au service de placement du Ministère du Travail; récession économique; fermeture de puits de mine; crise dans l'industrie textile; cas du bassin de Longwy; problèmes de la Lorraine; situation des jeunes filles; sentiments des travailleurs de province; abaissement de la retraite à 60 ans [13 octobre 1965] (p. 3619, 3620); EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des crédits pour les départements de l'Est de la France; cas de la Lorraine; département de Meurthe-et-Moselle; cas de la ville d'Homécourt; ses observations sur les collèges d'enseignement technique et les lycées* [18 octobre 1956] (p. 3829) ;

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Favoriser la création des monopoles de taille internationale; problème de la compétitivité des prix; cas de la région de l'Est; problèmes de la Lorraine; cas du département de Meurthe-et-Moselle; problème de la retraite; insuffisances du Ve Plan* [4 novembre 1965] (p. 4482).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative aux mines domaniales des potasses d'Alsace [5 novembre 1965] (p. 4530, 4531).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Conséquences économiques et sociales de la politique générale du Gouvernement; tutelle de la haute banque et de l'industrie; aggravation des conditions de travail des salariés; dégradation de la situation économique et sociale; taux du salaire horaire; durée légale du travail; mécontentement des salariés; indexation du S.M.I.G.; zones de salaires; pouvoir d'achat des travailleurs; mouvement revendicatif; situation économique en Lorraine; licenciements; revendications des mineurs de fer; implantation d'usines nouvelles pour permettre aux jeunes générations de trouver un emploi; crise dans les mines de fer; concentration dans la sidérurgie; politique agricole; cas des petits planteurs de betteraves; revenu global de l'agriculture; liquidation des exploitations familiales agricoles; revendications des travailleurs* [14 avril 1966] (p. 693 à 696).

Son rappel au Règlement : *Discussion des questions orales sur la situation économique et sociale; revendications des salariés du secteur public et du secteur privé; cas des travailleurs d'Hennebont* [24 mai 1966] (p. 1440, 1441).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la durée du travail et modifiant l'article 3 de la loi n° 46-283 du 25 février 1946, après l'Art. 1er : *Son amendement tendant, après l'article premier, à insérer le nouvel article suivant: « Les taux minima de majoration pour heures supplémentaires prévus à l'article premier de la loi du 25 février 1946 sont portés dans l'industrie privée respectivement de 25 à 35 % et de 50 à 75 % »* [25 mai 1966] (p. 1494); *taux de majoration pour heures supplémentaires; nécessité de prévoir des majorations substantielles pour les heures supplémentaires* (p. 1494); *conséquences de la concurrence internationale pour les travailleurs* (p. 1494).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale avec débat relative à la réforme de la Sécurité sociale [27 mai 1966] (p. 1573) : *Rapport Bordaz; extention et amélioration de la Sécurité Sociale; caractère injustifiable des charges supportées par le régime général de la Sécurité Sociale; augmentation du coût des soins; nécessité de majorer les taux de pensions servies aux assurés sociaux et d'abaisser l'âge de la retraite; cas des ouvriers de la sidérurgie; octroi de la retraite aux mineurs au bout de trente ans de service* (p. 1574, 1575, 1576).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux logements sociaux : *Situation du logement en Meurthe-et-Moselle* [15 juin 1966] (p. 2065).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 7 : *Consultation des comités d'entreprises* [6 octobre 1966] (p. 3180); Art. 9 : *Problèmes de la rémunération pendant une année d'études* (p. 3183); Ses explications de vote : *Formation professionnelle constituant un droit pour chaque adolescent; définition d'une politique de progrès social; attitude du patronat dans les centres d'apprentissage; création d'une véritable formation professionnelle sous la responsabilité du Ministère de l'Education nationale; formation professionnelle des adultes; son vote sur le projet de loi* (p. 3191, 3192);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Suppression des zones de salaires; aide de reconversion à la sidérurgie; situation de la Lorraine et du Nord; semaine de quarante*

heures sans diminution de salaire; retraite à 60 ans; situation des jeunes gens de 14 à 17 ans; formation professionnelle; allocations de chômage; possibilité de classer la sidérose parmi les maladies professionnelles [20 octobre 1966] (p. 3616); Ses explications de vote : *Abattements de zone; problème de la retraite à 60 ans; son vote sur le budget* (p. 3644).

Son rappel au Règlement : *Sa proposition de loi tendant à fixer à 60 ans l'âge du droit à une pension vieillesse égale à 60 % du salaire moyen des dix meilleures années pour les travailleurs de la sidérurgie; problème de l'impression du rapport* [29 novembre 1966] (p. 5031).

DUPUY (M. Fernand), *Député de la Seine, 51e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant : 1° à la nationalisation de la prospection, de l'exploitation et du traitement des minerais d'uranium, de thorium et de beryllium; 2° à la nationalisation de la manufacture des combustibles nucléaires; 3° à l'organisation et au développement d'une industrie nationale de l'énergie atomique utilisée à des fins pacifiques, **n° 523** [26 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à instituer une allocation d'études en faveur des étudiants et des élèves des grandes écoles remplissant certaines conditions universitaires et sociales, **n° 1282** [18 décembre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, RAPATRIÉS : *Difficultés rencontrées par les rapatriés pour régulariser leur situation; charges supplémentaires incombant aux communes du fait de la présence de rapatriés de condition modeste; relogement des rapatriés; reclassement professionnel; obligation faite aux maires de réserver à ceux-ci un certain pourcentage des emplois* [14 janvier 1963] (p. 785); EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des crédits; comparaison avec le principe de la règle d'or de Jules Ferry; ampleur des crédits réservés au budget militaire; manque de maîtres dans l'enseignement primaire, secondaire, technique; existence de nombreuses classes surchargées; revalorisation nécessaire de la fonction enseignante; déclassement des directeurs et des professeurs de collèges d'enseignement général, technique et commercial; relèvement des traitements des professeurs dans l'enseignement secondaire et supérieur; situation des agents et personnels administratifs; menaces de réquisition; retard avec lequel sont payés les traitements des maîtres suppléants; insuffisance des bourses; problème de l'enfance inadaptée; aide accordée à l'enseignement conventionnel; nécessité d'une véritable démocratisation de l'enseignement* [19 janvier 1963] (p. 1241, 1242).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Difficultés prévisibles de la rentrée scolaire de 1963; non-utilisation des crédits affectés à l'enseignement; absence d'enfants d'ouvriers et de paysans au niveau de l'enseignement supérieur; manque de locaux; manque de maîtres; attaques lancées par M. Fanton à l'égard du Syndicat des instituteurs, de l'U.N.E.F. et de la Ligue de l'Enseignement; situation dans l'enseignement technique et secondaire; existence de nombreuses classes à effectif trop élevé; nombre de postes dans l'enseignement secondaire non pourvus; insuffisance du nombre d'assistants dans l'enseignement supérieur; insuffisance des rémunérations du personnel enseignant; création de collèges polyvalents; politique malthusienne menée par le Gouvernement dans le domaine de la formation des jeunes; attaques envisagées contre l'enseignement primaire; développement des moyens d'enseignement audio-visuels; nécessité de donner au Ministère de l'Education nationale les moyens de gérer véritablement les différentes branches d'enseignement* [20 juin 1963] (p. 3595 à 3598).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Sa motion de renvoi à la Commission* [17 juillet 1963] (p. 4240); Art. 1er : *Son amendement de suppression* (p. 4242); Art. 2 : *Son amendement de suppression* (p. 4243); Art. 3 : *Son amendement de suppression* (p. 4245); Art. 4 : *Son amendement de suppression* (p. 4246); Art. 5 : *Son amendement de suppression* (p. 4247);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Misère des vieillards, des infirmes, des mutilés du travail; revendications de ces catégories* [5 novembre 1963] (p. 6427); EDUCATION NATIONALE : *Recherche fondamentale conditionnant l'avenir de la France; situation du C.N.R.S.; exemple de retard dans les constructions: celui d'un pavillon pour jeunes filles de Marseille* [6 novembre 1964] (p. 6590); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Plafond des dépôts; taux d'intérêt* (p. 6610); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, ENERGIE ATOMIQUE : *Multiplication des crédits du budget des Armées affectés au Commissariat; coût de l'uranium 235; conditions de vie du personnel du Commissariat; cas des militants syndicalistes* [8 novembre 1963] (p. 6934, 6935); AFFAIRES CULTURELLES : *Insuffisance des crédits; construction des maisons de la culture; pauvreté des artistes; application et extension de l'arrêté du 18 mai 1951; situation des maisons de la culture; importance de leur rôle culturel* [9 novembre 1963] (p. 7079, 7080);

— du projet de loi modifiant le titre premier (protection maternelle et infantile) du livre II du Code de la santé publique : *Taux de la mortalité infantile; charges des départements pour les dépenses des services de protection maternelle et infantile; revalorisation de la situation des assistantes sociales* [12 novembre 1963] (p. 7194).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé des Affaires culturelles, une question orale, sans débat, relative à la décoration des bâtiments publics [22 novembre 1963] (p. 7400, 7401, 7402).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé des Affaires culturelles, une question orale, sans débat, relative à l'équipement culturel des collectivités locales [22 novembre 1963] (p. 7402, 7403).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale : *Pénurie de maîtres; pléthore d'officiers; indépendance et grandeur de l'Université; subordination au contrôle des préfets pour la nomination du personnel de l'Education nationale; décret étendant les concours de recrutement de l'enseignement public; participation des étudiants à la cogestion du Centre national des œuvers universitaires et scolaires; problème de l'efficacité; reclassement des officiers en surnombre; augmentation de la capacité des écoles normales; construction de nouvelles écoles; augmentation du nombre des candidats dans les I.P.E.S.* [5 décembre 1963] (p. 7650); Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 7653); *problème des qualifications* (p. 7653); *son amendement (Officiers et assimilés de l'armée active placés en situation hors cadre)* (p. 7653); *problème des rémunérations* (p. 7653); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de l'article en y introduisant des références au C.A.P., au C.A.P.E.S. et au C.A.P.E.T.* (p. 7654); *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 2* (p. 7654);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale, Art. 3 : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1963] (p. 7973);

— en deuxième lecture, du projet de loi édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers par départ volontaire, Art. 5 : *Vote du groupe communiste* [18 décembre 1963] (p. 7973);

— du projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale, Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa de l'article premier* [13 mai 1964] (p. 1179); Art. 3 : *Son amendement (Conditions dans lesquelles sont élevés les enfants donnant droit aux prestations familiales)* (p. 1180);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Le droit de réponse est institué à la R.T.F.; les modalités d'application*

seront prises par décret en Conseil d'Etat » [28 mai 1964] (p. 1495); *objectivité et liberté de l'information* (p. 1496);

— du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, Art. 2 *(suite)* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* : « *Statuts des officiers contrôleurs de la circulation aérienne et des électroniciens-installateurs de la navigation aérienne* » [9 juin 1964] (p. 1737); *ne pas porter atteinte au libre exercice du droit syndical; cessation concertée du service pouvant être sanctionnée en dehors des garanties disciplinaires; préserver le libre exercice du droit syndical; acte collectif d'indiscipline caractérisée; ouverture à l'arbitraire et au pouvoir discrétionnaire de l'employeur* (p. 1737); En troisième et dernière lecture : *Opposition à un projet inacceptable et dangereux; voie à une extension à la suppression du droit de grève aux fonctionnaires; grève du personnel de la navigation; défense de six de ses membres contre le conseil de discipline; sauvegarder les libertés syndicales en même temps que ses propres revendications* [29 juin 1964] (p. 2341, 2342); *son désir de répondre au Gouvernement* (p. 2342);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 1er : *Son amendement tendant à remplacer les mots « de Seine-et-Bièvre » par les mots « du Val de Seine »* [12 juin 1964] (p. 1879); *cours souterrain de la Bièvre* (p. 1879); Art. 29 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les dispositions suivantes : « sans qu'il puisse en résulter aucune réduction de traitements indiciaires et indemnités, ni aucune modification dans le déroulement de la carrière de ces agents »* (p. 1919); *situation administrative des personnels intéressés; existence du cadre de professeurs spéciaux; situation des professeurs spéciaux; leurs inquiétudes; concours de recrutement de ces professeurs* (p. 1919, 1920); Art. 30 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots « et de la conférence permanente interdépartementale prévue à l'article 9 ci-dessus »* (p. 1920);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Situation très difficile de nombreux retraités; grands espoirs pour eux; donner des moyens de vivre; aspect positif du projet; Gouvernement portant atteinte à certains droits acquis, ceux des fonctionnaires anciens combattants, ceux des fonctionnaires ayant servi outre-mer et ceux des veuves remariées notamment; applicabilité de la loi; revendications fondamentales des retraités concernant d'une part l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement servant de base au calcul de la retraite; versement rapide de la pension lors de la mise à la retraite d'autre part; consultation des organisations syndicales des retraites; insuffisances du projet* [6 octobre 1964] (p. 2953, 2954); Art. L 3 : *Situation des fonctionnaires anciens combattants; ses observations sur l'amendement de M. Billotte* [7 octobre 1964] (p. 2981); Art. L 4 : *Son amendement tendant, avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 4, à insérer un nouveau paragraphe : « Le temps d'activités professionnelles exigé des professeurs d'enseignement technique pour avoir le droit de se présenter au concours pour lequel ils ont été recrutés »* (p. 2984); Art. L 11 : *Cas des enfants recueillis parce que orphelins de père et de mère; permettre aux femmes fonctionnaires ayant recueilli des enfants dans des conditions à déterminer de bénéficier des dispositions de la loi* (p. 2991); Art. L 24 : *Réductions d'âge* (p. 3002); Art. 27 : *Son amendement tendant à la suppression de la première phrase du quatrième alinéa de l'article 27* (p. 3003); *permettre aux fonctionnaires radiés des cadres pour infirmité de cumuler la pension et la rente d'invalidité au-delà du montant des émoluments de base* (p. 3003); Art. L 37 : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin, secrétaire d'Etat au budget* [8 octobre 1964] (p. 3013); Art. L 49 : *Reversibilité de la pension d'une femme fonctionnaire sur la tête de son conjoint survivant* (p. 3021); Art. L 54 : *Amendement proposé par M. Bignon* (p. 3027); Art. L 62 : *Revaloriser la situation des fonctionnaires ayant accompli des services non susceptibles d'être pris en compte pour la constitution du droit ou pour la liquidation de la pension* (p. 3031); Art. L 87 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « La pension et la rente viagère d'invalidité sont payées trimestriellement et d'avance dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique »* (p. 3035); *rentes viagères payées d'avance* (p. 3036); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Application aux fonctionnaires et militaires et à leurs ayants cause)* (p. 3038); *principe de la rétroactivité du projet de loi* (p. 3038); Art. L 87 : *Son amen-*

dement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article: « La pension et la rente viagère d'invalidité sont payées trimestriellement et d'avance dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique » (p. 3044); Art. 3 : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Billotte* (p. 3045); Art. 4 : *Dérogations apportées au principe de la non-rétroactivité; problème du délai de quatre ans* (p. 3048, 3049); Art. 5 : *Intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base soumis à retenue pour le calcul de la pension due aux fonctionnaires* (p. 3050); EN SECONDE DÉLIBÉRATION; Art. L 11 : *Groupe communiste votant l'amendement du Gouvernement* (p. 3057); En deuxième lecture : *Groupe communiste ayant demandé que la loi s'applique aux retraites dont le droit à pension est déjà ouvert ou s'ouvrira à la promulgation de la loi, sous réserve du maintien des droits acquis sous l'ancienne législation; principe de la non-rétroactivité de la loi; éviter de créer deux catégories de retraités; doctrine du Conseil d'Etat et jurisprudence de la Cour de Cassation; principales revendications des organisations syndicales de fonctionnaires et des associations de retraités; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension; réversion de la pension de la femme fonctionnaire sur le conjoint survivant; relèvement du taux de la pension des veuves; suppression des réductions d'âge pour l'entrée en jouissance de la pension de certains fonctionnaires* [14 décembre 1964] (p. 6081 à 6083); Art. L 11 : *Son amendement tendant, à partir des mots: « naturels reconnus » à rédiger comme suit le paragraphe* b : « *Adoptifs ou issus d'un mariage précédent du mari et élevés pendant leur minorité ou ayant fait l'objet d'une délégation judiciaire...* » (p. 6086, 6087); *son amendement tendant à compléter le paragraphe* c) *de l'article 11 par les nouvelles dispositions suivantes: « Les agents féminins ayant effectué à temps complet des activités auprès des armées pendant les périodes de guerre bénéficient dans les mêmes conditions des avantages réservés aux fonctionnaires anciens combattants »* (p. 6087); Art. L 23 : *Son amendement tendant, entre le premier et le second alinéa du 1° du paragraphe premier de cet article, à insérer de nouvelles dispositions (Cas où l'âge exigé est réduit)* (p. 6088); Art. L 45 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas des veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire; cas de la femme divorcée)* (p. 6090); Art. L 54 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture et ainsi conçu: « La pension et la rente viagère d'invalidité peuvent être révisées ou supprimées à tout moment si la concession en a été faite dans des conditions contraires aux prescriptions du présent Code. La restitution des sommes payées indûment au titre de la pension ou de la rente viagère d'invalidité supprimée ou révisée est exigible lorsque l'intéressé était de mauvaise foi. Cette restitution est, en tant que de besoin, poursuivie par l'agent judiciaire du Trésor »* (p. 6090); *cas d'erreur de droit pour la révision ou la suppression de la pension ou de la rente viagère d'invalidité* (p. 6091); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 3, avant la référence « L 8 », à insérer les références « L 5, L 7 »* (p. 6092); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 3, après la référence « L 97 », à insérer les références: « L 98, L 99 »* (p. 6093); Art. 6 *ter: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer « 1966 » par « 1969 »* (p. 6094); *porter à cinq ans la période transitoire* (p. 6094); Ses explications de vote : *Droit à pension des veuves remariées ou des instituteurs des houillères; procédure du vote bloqué* (p. 6097);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Situation dramatique des personnes âgées; mesures nécessaires pour mettre à la disposition des vieux les moyens de vivre et de se loger décemment; Commission Laroque prévoyant une allocation minimum en 1965 de 2.200 francs; garantir aux vieux de France, par une allocation unique, un minimum de ressources au moins égal à 75 % du salaire minimum interprofessionnel garanti, soit 25.000 anciens francs par mois; prestations devant être payées mensuellement et à domicile; plafond de ressources devant être porté, pour une personne seule, à 400.000 anciens francs, pour un ménage, à 600.000 anciens francs; aménager et étendre l'allocation de loyer; paroles prononcées par M. Pasquini* [20 octobre 1964] (p. 3425, 3426); EDUCATION NATIONALE : *Possibilité devant être donnée à l'opposition de se faire entendre; ne pas cacher les réalités; programme de constructions; réalisation des prévisions du Plan; créations d'em-*

plois; suppression des écoles de village; augmentation de l'aide à l'école privée; poste de directeur de collège d'enseignement technique n'ayant pas été prévu; postes d'assistants; dotations pour la recherche scientifique; situation de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur; nombre des constructions scolaires; recrutement des maîtres; politique à l'égard de l'enfance inadaptée [29 octobre 1964] (p. 4131, 4132); *subvention à la F.S.G.T.; protestations contre la discrimination non justifiée* [30 octobre 1964] (p. 4303); *ne pas confondre des protocoles entre associations sportives et des dispositions légales; ses observations sur l'amendement de M. Fanton* (p. 4310).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative à la réforme de l'enseignement [13 novembre 1964] (p. 5384): *Raisons pour lesquelles l'Assemblée n'a pas été saisie de ce projet de réforme; principes fondamentaux de l'enseignement; suppression de l'examen probatoire et de la propédeutique; nombre insuffisant des conseillers d'orientation; orientation de la troisième à la seconde; expérience malheureuse de Fortoul sous le Second Empire; nécessité de revenir aux principes du plan Langevin-Vallon* (p. 5387 à 5389, 5404).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Education nationale : *Gouvernement ayant déposé son projet pour marquer sa défense à l'égard de l'Université; transformation du Conseil supérieur en instrument de sa politique; contreprojet adopté par le Conseil; précisions sur la répartition des sièges; opposition du groupe communiste au projet* [18 novembre 1964] (p. 5463, 5464); Art. 1er : *Son amendement tendant au premier alinéa de cet article à supprimer les mots: « le secrétaire général du ministère »* (p. 5466); *tradition universitaire voulant que le Conseil supérieur de l'Education nationale soit présidé par le Ministre et que son vice-président soit le recteur de l'Académie de Paris* (p. 5466); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deuxième, troisième et quatrième alinéas de cet article* (p. 5467); *vœu du Conseil supérieur* (p. 5467); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots: « à l'exception de celles des articles » à insérer les mots: « 11 (alinéa 1er) »* (p. 5469); *opposition du groupe communiste lors du vote* (p. 5469); En deuxième lecture : *Nombre de représentants du corps enseignant au Conseil supérieur ayant été un peu relevé par le Sénat; nombre des autres catégories de membres du Conseil; suivre le Sénat pour faire du Conseil supérieur un organe véritablement représentatif* [10 décembre 1961] (p. 6058); Art. 1er : *Son souhait de connaître le nombre de représentants des autres catégories envisagés aux paragraphes de cet article, c'est-à-dire des personnalités, des associations, des syndicats divers* (p. 6059); *texte proposé par le Sénat; augmentation indispensable du nombre des représentants de l'enseignement* (p. 6059); *vote du groupe communiste* (p. 6059); Art. 3 : *Vote du groupe communiste* (p. 6059);

— du projet de loi sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs : *Position du groupe communiste; réparer une injustice; confier à la Caisse d'allocation vieillesse des arts graphiques et plastiques le soin de recouvrer les cotisations; contribution des marchands de tableaux ne devant pas être réduite* [18 novembre 1964] (p. 5474).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la subvention à l'Union nationale des Etudiants de France [20 novembre 1964] (p. 5523, 5524, 5525).

Prend part au débat sur la question orale relative aux fraudes au baccalauréat : *Intégrité de M. Jarry* [20 novembre 1964] (p. 5533).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Accorder une priorité à l'Education nationale; assurer la scolarisation jusqu'à 16 ans maintenant, puis, jusqu'à 18 ans; réaliser la gratuité totale de l'enseignement; assurer la laïcité de l'école; recherche scientifique; domaine artistique; problème des loisirs* [25 novembre 1964] (p. 5604, 5606).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au respect du statut de l'O.R.T.F. : *Fixation de la date de discussion de sa question orale avec débat relative à la suppression de l'émission « La caméra explore le temps »* [30 avril 1965]

(p. 1061) ; *recrutement des réalisateurs à la télévision ; pouvoir de décision du directeur de l'O. R. T. F.* (p. 1062);

— sur la question orale de M. Davoust relative à la Sécurité sociale des tierces personnes [14 mai 1965] (p. 1355, 1356);

— sur la question orale de M. Davoust relative aux centres de formation professionnelle des adultes : *Insuffisance des crédits des locaux et du nombre d'enseignants ; nécessité de multiplier les centres de formation professionnelle* [14 mai 1965] (p. 1358, 1359) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Son regret de voir que le projet ait été élaboré sans consultation préalable des parents, des enseignants et des étudiants ; projet tournant le dos à l'idéal démocratique ; besoins concrets de l'Université et de la jeunesse ; constitution de l'enseignement secondaire en premier lieu ; constitution de systèmes clos et juxtaposés ; enseignement ne pouvant faire face aux tâches qui lui incombent ; moyens donnés à l'enseignement primaire ; retardés scolaires âgés de 10 ans représentant plus de 50 % des élèves ; création de postes d'instituteurs étant indispensable ; application de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans ; enseignement du premier cycle ; création de collèges de l'enseignement secondaire ; ségrégation actuelle ; deuxième cycle secondaire ; suppression de l'enseignement propédeutique ; division en trois cycles et introduction de la dualité ; son opposition à la suppression de la propédeutique ; universités manquant de crédits ; plan Langevin-Wallon demeurant la base fondamentale des réformes démocratiques de notre enseignement* [18 mai 1965] (p. 1372 à 1376).

Son rappel au Règlement : *Mesures policières prises par le Gouvernement ; isolement de l'Assemblée Nationale* [19 mai 1965] (p. 1431).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour le deuxième alinéa du* d) *de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945, après les mots : « un rapport d'ensemble sur l'activité de l'entreprise » à insérer les mots : « l'inventaire, le compte des profits et pertes »* [28 juin 1965] (p. 2709); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Comité d'entreprise pouvant se faire assister d'un expert comptable)* (p. 2710); En deuxième lecture, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour le* c) *de l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 par la phrase suivante : « Ce compte rendu ne pourra pas faire l'objet d'une obligation de discrétion »* [26 mai 1966] (p. 1525); *problème de la structure des effectifs et de la durée du travail* (p. 1525); Art. 4 *bis : Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (Possibilité de consulter un expert comptable pour le comité d'entreprise)* (p. 1525); Art. 8 *bis : Son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas (Fixation des contributions versées aux comités d'entreprises)* (p. 1526); *problème du délai* (p. 1526);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL, Titre IV : *Opposition du groupe communiste lors du vote* [13 octobre 1965] (p. 3631); AFFAIRES CULTURELLES : *Maison de la culture de Bourges ; sauvegarde du patrimoine artistique ; difficultés des théâtres privés et des théâtres de variétés ; diffusion de la culture ; rôle des communes ; démocratisation de la culture ; nécessité d'empêcher la disparition des sociétés locales à vocation culturelle ; démocratisation de la culture* [14 octobre 1965] (p. 3649, 3650); EDUCATION NATIONALE : *Effort réalisé ; enseignement pré-scolaire ; enseignement primaire ; autorisations de programme ; accroissement des dépenses ordinaires* [18 octobre 1965] (p. 3807, 3808); *écoles maternelles ; écoles normales ; enseignement technique ; ses observations sur les I.P.E.S., le C.N.R.S. ; contrats de recherche ; faculté d'Orsay ; enseignement pré-scolaire ; rôle de l'école maternelle ; cas des retardés scolaires ; prolongation de la scolarité ; principe du plan Langevin-Wallon ; gratuité des études ; développement des écoles normales primaires ; Comité national d'action laïque* (p. 3808, 3809); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Situation des retraités civils et militaires ; budget étant un budget d'austérité pour les vieux serviteurs de l'Etat ; énumération des revendications fondamentales des retraités* [27 octobre 1965] (p. 4202);

— du projet de loi portant approbation du

Plan de développement économique et social : *Ses observations sur l'Education nationale; enseignement primaire; formation des maîtres; enseignement supérieur; nombre des chambres d'étudiants; équipements sportifs* [5 novembre 1965] (p. 4533 à 4535).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de l'Information, une question orale sans débat relative à l'interdiction de la projection d'un film (Suzanne Simonin, *La Religieuse* de Diderot) [29 avril 1966] (p. 1003, 1036, 1037, 1038).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Aspect financier de la question; problèmes du personnel communal; étatisation des cadres communaux; conséquences de la tutelle administrative; attributions des collectivités locales; leur regroupement; fusions de communes; syndicats intercommunaux* [17 mai 1966] (p. 1331, 1332).

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'installation d'antennes réceptrices, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : (Impossibilité pour le propriétaire de s'opposer à l'installation, au remplacement ou à l'entretien des antennes individuelles)* [2 juin 1966] (p. 1646); Art. 3 : *Son amendement tendant au début de cet article, après les mots : « deux mois » à insérer les mots : « et sous réserve des dispositions de l'alinéa 3 de l'article premier ci-dessus »* (p. 1647); *retrait de son amendement* (p. 1647).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative à la réforme des enseignements supérieurs [8 juin 1966] (p. 1787) : *Mécontentement de l'Université; délais envisagés pour la disparition des collèges d'enseignement général; situation des professeurs des collèges d'enseignement général, des collèges d'enseignement commercial et industriel; suppression du premier baccalauréat et de la propédeutique; création des instituts universitaires de technologie et de trois cycles d'études; coupure entre la maîtrise et la licence; formation des maîtres; reclassement indiciaire des agrégés* (p. 1788, 1789, 1804).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant organisation de la police nationale : *Vote du groupe communiste contre le projet de loi* [30 juin 1966] (p. 2481).

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Rôle des instituts régionaux d'administration)* [6 octobre 1966] (p. 3184); *possibilité de faire bénéficier les fonctionnaires des catégories b, c, et d de la formation professionnelle et de la promotion* (p. 3184).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Situation des personnes âgées; recommandations de la Commission Laroque; pension vieillesse; retraites complémentaires; situation des travailleurs ayant exercé un métier pénible ou insalubre; cas des anciens déportés, internés ou invalides et inaptes au travail; problème de l'habitat; allocation-loyer; multiplications des maisons de retraite; situation des hospices; soins médicaux* [19 octobre 1966] (p. 3599); JEUNESSE ET SPORTS : *Limites du budget; livre blanc; désirs des jeunes; éducation physique et sportive; manque de stades, de piscines et de gymnase; enseignement de l'éducation physique sur la base de cinq heures hebdomadaires; nécessité de tripler le nombre des professeurs d'éducation physique; ses observations sur les classes préparatoires à la première partie du professorat d'éducation physique* [21 octobre 1966] (p. 3720, 3721); *durée des mandats des dirigeants des fédérations sportives; critères de la répartition des subventions aux fédérations sportives; aspirations de la jeunesse* (p. 3721, 3722); SERVICE DU PREMIER MINISTRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE : *Augmentation des crédits d'équipement; recherche fondamentale; contrats de recherche; formation des chercheurs; crédits consacrés au Centre national des études spatiales et au Ccentre de l'énergie atomique; recherche en médecine; définition d'une politique scientifique* [28 octobre 1966] (p. 4089, 4090); *ses observations sur la bombe chinoise; formation des chercheurs* (p. 4098); *vote du groupe communiste sur les titres III et IV de l'Etat B, les titres V et VI de l'Etat C* (p. 4098); EDUCATION NATIONALE : *Proportion de ce budget par rapport au budget de l'Etat; augmentation de la part faite dans le budget, à l'école privée; objectifs du Ve Plan; ses observations sur la dernière rentrée scolaire; écoles maternelles; école primaire; cas de la région du Nord; problème de la démocratisation;*

collèges d'enseignement secondaire; niveau des candidats; recherche scientifique; problème de construction; formation des maîtres; revalorisation de la fonction enseignante; titularisation des jeunes instituteurs; cas des élèves-maîtres; professeurs de C.E.G.; problème des professeurs d'enseignements spéciaux de la Ville de Paris; revendications des directrices et directeurs des collèges d'enseignement technique; cas des adjoints d'enseignement et des maîtres auxiliaires; problème de l'information et de l'orientation professionnelle; allocation d'études aux étudiants; subvention à l'Union nationale des étudiants de France [2 novembre 1966] (p. 4119 *à* 4121);

— en troisième lecture, du projet de loi portant création d'organismes de recherche : Ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* [19 décembre 1966] (p. 5692).

DURAFFOUR (M. Paul), *Député de Saône-et-Loire, 2e circonscription (R. D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Situation du personnel; plaintes des usagers; doléances des fonctionnaires; problème des télécommunications; durée du stage avant titularisation dans les grands centres; crédits d'ordre social; insuffisance des crédits; mauvais fonctionnement des télécommunications; rythme d'augmentation des crédits des télécommunications; décentralisation industrielle ne pouvant se faire efficacement sans de bonnes liaisons téléphoniques; insuffisances du IVe Plan; disparité entre les besoins et les moyens correspondants* [21 octobre 1964] (p. 3528, 3529); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits de l'équipement agricole; exécuter plus de travaux en 1964; problème de l'exode rural* [5 novembre 1964] (p. 4714); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Allocation versée aux personnes âgées ou infirmes; revision des barèmes de répartition des dépenses d'aide sociale; question des hôpitaux et des hospices; suppression de l'ordre de la santé publique* [7 novembre 1964] (p. 5010 à 5012).

Prend part au débat sur la déclaration du du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Problème de l'établissement des bourses, spécialement en milieu rural; reviser les barèmes; information des familles; mettre fin à l'inégalité de traitement dont souffre les agriculteurs par rapport aux autres catégories professionnelles; créer une « prime de ruralité » compensant les dépenses supplémentaires dues à l'éloignement du centre scolaire; déterminer par des critères très simples toute une catégorie d'ayants droit particulièrement intéressants; ne pas confondre le revenu brut et le revenu net des agriculteurs; adoption de pourcentages de bourses à attribuer à chacune des grandes catégories socio-professionnelles* [18 mai 1963] (p. 1385, 1384).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Attribution des bourses notamment en milieu rural; leurs bases d'évaluation; émissions télévisées sur l'orientation professionnelle et scolaire; conditions du ramassage scolaire; scandale du renouvellement des livres scolaires* [18 octobre 1965] (p. 3818); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Aménagement de la retraite; application du « rapport constant »; réalisation du plan quadriennal prévu par l'article 55 de la loi de finances de 1962; levée des forclusions; Office national des anciens combattants et victimes de guerre; situation des collectivités locales; problème des arrérages des pensions; possibilité de reconnaître aux anciens combattants d'Algérie le titre d'ancien combattant* [26 octobre 1965] (p. 4132); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Situation des per-*

sonnes âgées; évolution démographique de la France; opinion du haut comité consultatif de la population et de la famille; maisons de retraite; Commission Laroque; développement des soins à domicile; aide ménagère à domicile; situation en Angleterre; problème social du troisième âge [27 octobre 1965] (p. 4184, 4185); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits concernant l'habitat rural; Fonds de développement économique et social; production de la viande; ses observations sur l'élevage; lutte contre la brucellose* [28 octobre 1965] (p. 4280);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1965, Etat A - Intérieur : *Crédits affectés à la réparation des dommages causés aux sinistrés du département de Saône-et-Loire* [20 décembre 1965] (p. 4974).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de M. Tourné et de Mme Launay relatives à l'enfance inadaptée : *Ramassage des enfants inadaptés: gratuité du transport pour la tierce personne accompagnant le débile mental* [29 avril 1966] (p. 1045);

— sur les questions orales de M. Noël Barrot et de Mme Vaillant-Couturier relatives à la situation des hôpitaux publics : *Hôpitaux ruraux; représentation des organismes de Sécurité sociale au sein des Commissions administratives de ces établissements; installation de cabinets privés ou de cabinets de groupes dans les hôpitaux ruraux; ouverture de consultations externes à des médecins spécialistes* [29 avril 1966] (p. 1053);

— sur les questions orales relatives à la politique à l'égard des anciens combattants : *Mission de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre; droits des anciens combattants d'Algérie* [1er juin 1966] (p. 1623).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Aide aux personnes âgées; enfance inadaptée; carrière des personnels hospitaliers; travail de la femme; vie des vieillards; situation des assistantes sociales et du personnel du service de santé scolaire; problème des travailleuses familiales et des aides familiales rurales; cas du département de la Saône-et-Loire; sa proposition de loi tendant à garantir aux mères de famille la santé et la sécurité au moyen de la prise en charge des dépenses relatives aux services rendus par les aides familiales rurales et par les travailleuses familiales* [20 octobre 1966] (p. 3624, 3625); BUDGETS MILITAIRES : *Problème des demandes en reconnaissance de la qualité de soutien de famille; critère de la situation familiale et des ressources; possibilité de dispenser des obligations du service militaire les fils des veuves se trouvant à la tête d'une exploitation agricole; bénéfice de la libération anticipée pour les classes antérieures à la classe 1968; bénéfice des permissions agricoles; quart de place;* [25 octobre 1966] (p. 3841); EDUCATION NATIONALE : *Conditions d'attribution des bourses; démocratisation de l'enseignement; construction de la cité scolaire mixte de Digoin* [2 novembre 1966] (p. 4144, 4145);

— du projet de loi sur l'élevage : *Amélioration de l'économie de la production de viande; livres généalogiques; organisation de l'élevage; mission de l'établissement départemental de l'élevage; conditions d'attribution des subventions* [22 novembre 1966] (p. 4742, 4743).

DURBET (M. Marius), *Député de la Nièvre, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32).

Est élu président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652); [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable, **n° 127** [23 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à prévenir les licenciements abusifs à l'occasion des élections

des délégués du personnel et des membres des comités d'entreprise, **n° 248** [17 mai 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 9 : *Nécessité de réétudier les mesures envisagées par le présent article* [18 décembre 1962] (p. 102); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Difficultés que rencontrent les hôpitaux de province pour recruter le corps des assistants* [14 janvier 1963] (p. 772); ANCIENS COMBATTANTS : *Problème du rapport constant; amendements déposés en Commission; taux de retraite des anciens combattants 1939-1945; sort des anciens combattants d'Algérie; remboursement des marks aux prisonniers de guerre; question des obligations juridiques nées d'une disposition figurant dans une loi de finances votée par une assemblée dissoute* [23 janvier 1963] (p. 1533);

Pose à M. le Ministre de l'Information une question orale sans débat relative à la seconde chaîne de télévision et aux émissions en couleur [7 juin 1963] (p. 3241 à 3243).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Retransmission des débats à la télévision; objectivité de l'information; apparition des ministres à l'écran* [7 novembre 1963] (p. 6706, 6707, 6708); *liberté d'expression* (p. 6708);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Inciter et obliger les électeurs à dépasser les querelles subalternes et à choisir leurs mandants en fonction de leur programme* [20 mai 1964] (p. 1280).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au plan de stabilisation : *Problème des aides accordées aux zones à industrialiser; situation des municipalités « hors zone »* [24 juin 1964] (p. 2169, 2170).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Agriculteurs réclamant l'application d'une politique des structures; lenteurs n'étant pas imputables au Gouvernement; politique des revenus; agriculteurs ne supportant pas seuls le poids de la politique de stabilisation; problème européen; multiplication de certains organismes comme les S.I.C.A.; politique des prix; organisation de l'agriculture; paroles prononcées par M. Abelin* [27 octobre 1964] (p. 3953 à 3955).

DURLOT (M. Jean), *Député de l'Aube, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 646-682) autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, **n° 690** [28 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 820), modifié par le Sénat, portant refus de ratification du décret n° 63-197 du 27 février 1963, qui a modifié le tarif des

droits de douane d'importation, **n° 915** [27 mai 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1420) portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, **n° 1472** [18 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 557) tendant à assurer la protection des poissons migrateurs et notamment du saumon, **n° 1863** [27 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi n° 1830 portant ratification du décret n° 66-296 du 11 mai 1966 fixant le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, **n° 1932** [15 juin 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, en qualité de *Rapporteur pour avis: Caractères présentant la Turquie comme un pays en voie de développement; objectif de porter le revenu national à un niveau plus élevé; importance des dettes extérieures; association caractérisée par trois phases; phase préparatoire: octroi de l'aide financière; contingent tarifaire annuel; problème des figues et des noisettes; cas des raisins secs* [4 décembre 1963] (p. 7630);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant refus de ratification du décret n° 63-197 du 27 février 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur: Approvisionnement du marché français en légumes frais et en oranges durant la période de froid; refus du Sénat de ratifier ce décret* [2 juin 1964] (p. 1569); *son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Le décret n° 63-197 du 27 février 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation est ratifié »* (p. 1569); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi: « projet de loi portant ratification du décret n° 63-197 du 27 février 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation »* (p. 1570);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-1318 du 27 décembre 1963 qui a modifié le décret n° 62-1361 du 16 novembre 1962 instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, en qualité de *Rapporteur suppléant: Application de la taxe à l'importation au glucose, aux destrines, aux amidons et aux fécules* [2 juin 1964] (p. 1570);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant refus de ratification du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur suppléant: Refus du Sénat de ratifier ce décret; cas des pommes de terre* [2 juin 1964] (p. 1570); *son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Le décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation est ratifié »* (p. 1570); *son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi: « Projet de loi portant ratification du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation* (p. 1570);

— en deuxième lecture du projet de loi portant refus de ratification du décret n° 63-345 du 6 avril 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur suppléant: Réduction des droits de douane d'importation sur les pommes de terre en provenance des pays tiers et des pays membres de la Communauté économique européenne* [2 juin 1964] (p. 1570); *son amendement tendant à rédiger comme suit cet article: « Le décret n° 63-345 du 6 avril 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation est ratifié »* (p. 1570); *son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi: « Projet de loi portant ratification du décret n° 63-345 du 6 avril 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation »* (p. 1571);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant refus de ratification du décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation, en qualité de *Rapporteur suppléant: Diminution du prélèvement perçu à l'importation des œufs en coquilles destinés à la consommation* [2 juin 1964]

(p. 1571); *son amendement tendant à rédiger comme suit cet article:* « *Est ratifié le décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation* » (p. 1571); *son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi:* « *Projet de loi portant ratification du décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation* » (p. 1571);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, en qualité de *Rapporteur pour avis: Application de la T.V.A. à de nouveaux secteurs économiques; cas de l'agriculture; prix de revient agricole; problème des coopératives agricoles; réforme du financement du B.A.P.S.A.; subvention d'équilibre; taxe de circulation sur les viandes; régime des boissons; plafond de la décote applicable aux petites entreprises* [23 juin 1965] (p. 2373, 2374); Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer les paragraphes 3°, 4° et 5° de cet article* [24 juin 1965] (p. 2449); Art. 4 : *Son amendement tendant dans le paragraphe premier de cet article à supprimer le huitième alinéa (7°)* (p. 2456); Art. 8 : *Son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant:* « *1° bis Les affaires qui entrent dans le champ d'application de la taxe unique sur les vins, les cidres, les poirés et hydromels et les jus de raisins légèrement fermentés.* » (p. 2459); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le huitième alinéa du paragraphe « b » de cet article, après les mots: « chocolat à croquer et à cuire en tablettes », à ajouter les mots: « chocolat au lait »* (p. 2469); *problèmes du lait sucré, du chocolat au lait* (p. 2472); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer, dans le deuxième alinéa du paragraphe premier de cet article le mot « eau »* [25 juin 1965] (p. 2498); Art. 40 : *Son amendement tendant, dans l'alinéa* a) *du paragraphe 3 de l'article 40, après les mots : « à l'exclusion du revenu des immeubles bâtis » à insérer les mots: « et des forêts communales »* (p. 2550); *son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du paragraphe 4 de cet article: « Cette fraction est fixée à 98 % pour 1968. Elle est réduite de deux points par an pendant chacune des années suivantes, sans que cette réduction puisse être supérieure à 30 points »* (p. 2550); *son amendement tendant à compléter le paragraphe 6 de l'article 40 par la disposition suivante: « sans que le chiffre retenu puisse être inférieur à celui de 1966 »* (p. 2552); Art. 41 : *Son amendement tendant après le paragraphe premier de cet article à insérer un nouveau paragraphe: (communes de moins de 500 habitants)* (p. 2556); *son amendement tendant, dans le paragraphe 3 de cet article à compléter le deuxième alinéa par le membre de phrase suivant: « hormis les bâtiments industriels dans les communes de moins de 2.000 habitants »* (p. 2556);

— du projet de loi portant ratification du décret n° 66-296 du 11 mai 1966 fixant le régime douanier applicable à certains produits originaires et en provenance de Tunisie, en qualité de *Rapporteur: Exportations françaises vers la Tunisie; nationalisation des terres appartenant aux ressortissants français en Tunisie; risque de détournement de trafic* [28 juin 1966] (p. 2429, 2430).

DUSSARTHOU (M. Camille), *Député des Landes, 2e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632).

Décédé le 27 octobre 1965 [*J. O.* 28 octobre 1965] (p. 9544).

Son éloge funèbre est prononcé [3 novembre 1965] (p. 4373).

DUSSEAULX (M. Roger), *Député de la Seine-Maritime, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Travaux publics et des Transports [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Donne sa démission de cette Commission [17 janvier 1962] (p. 1066).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755).

Donne sa démission de cette Commission [21 mai 1963] (p. 3010).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 juin 1965] (p. 2224).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [17 juin 1965] (p. 2224);

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 285 du Code de la sécurité sociale, **n° 437** [10 juillet 1963].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Voies navigables et ports, **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1080), sur les ports maritimes autonomes, **n° 1304** [5 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1370), modifié par le Sénat, sur les ports maritimes autonomes, **n° 1404** [1er juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (N° 2044). — Annexe 11. — Economie et Finances. — I. — Charges communes, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Son rappel au Règlement : Application de l'article 22 : *Place attribuée dans l'hémicycle au groupe R.P.F. en 1951; caractère du gaullisme* [13 décembre 1962] (p. 40).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale : *Existence à l'Assemblée d'une majorité unie et cohérente; volonté du peuple français de parvenir à une stabilité dans le domaine politique; rôle que doit jouer l'opposition; collaboration entre le Gouvernement et le Parlement; mise à l'ordre du jour de textes d'origine parlementaire; nécessité de faire appliquer les lois déjà votées; réforme nécessaire des vieilles structures du Ministère de l'Education nationale; création souhaitable d'un véritable Code de la vieillesse; contrôle à opérer en matière de prix; accélération de la construction de logements locatifs; transferts à opérer en faveur de la population agricole, nécessité de faire entrer la politique de décentralisation dans les faits; problème des anciens combattants; rénovation du statut de Paris; question du statut de la R.T.F.; nécessité de définir clairement les rapports franco-algériens; fonctionnement de l'Office des biens en faveur des rapatriés; rôle de la France dans la vie internationale; exemple récent de la crise de Cuba; modernisation nécessaire de l'Alliance atlantique; recherche d'une détente entre l'Est et l'Ouest* [13 décembre 1962] (p. 45 à 48); *rôle de la France dans l'affaire cubaine* (p. 55);

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat et du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Devoirs de la police et de la justice et leur obéissance aux ordres du Gouvernement* [3 janvier 1963] (p. 222); Conclusions de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue

de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat : *Collaboration entre les deux Assemblées et le Gouvernement ; création d'une juridiction spéciale pour les crimes contre la sûreté de l'Etat* [11 janvier 1963] (p. 659, 660);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Situation économique et financière à la veille du 13 mai 1958* [17 janvier 1963] (p. 1020); CRÉDITS MILITAIRES, Art. 16 : *Amendement du Gouvernement (augmentation des mesures nouvelles de dépenses en capital) ; maintien de l'activité des arsenaux maritimes* [24 janvier 1963] (p. 1617); après l'Art. 65, *amendement du Gouvernement (droit de timbre sur les exploitations cinématographiques et les séances de télévision) : Aide au cinéma prévue par le Gouvernement sous forme de détaxation et ses conséquences sur l'équilibre des finances locales* [25 janvier 1963] (p. 1855); Ses explications de vote : *Ventilation des dotations budgétaires par grande fonction ; diminution des dépenses militaires ; budget social de la Nation ; augmentation du niveau de vie depuis 1958 ; satisfaction obtenue par le Parlement au cours du présent dialogue avec le Gouvernement ; réestimation nécessaire, au cours de l'année 1963, de certaines prévisions du Plan ; cas des anciens combattants ; vote favorable du groupe U.N.R.-U.D.T. en faveur du présent budget* [25 janvier 1963] (p. 1870, 1871).

Pose à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre une question orale, sans débat, relative aux modalités de célébration de l'anniversaire de la victoire de 1939-1945 [10 mai 1963] (p. 2848).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Importantes négociations économiques du G.A.T.T. ; conférence mondiale pour le développement ; traité de Rome ; politique économique européenne commune en vue de la négociation Kennedy ; effort d'unification et d'abaissement des droits réalisés par la Communauté européenne ; tarif américain ; pratiques administratives douanières des Etats-Unis ; politique agricole de la C.E.E. ; considérations d'ordre technique et social ; pratiques contingentaires ; régularisation des cours* [28 avril 1964] (p. 979, 980).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Progression du tonnage transporté par les voies navigables ayant atteint 36 % en cinq ans ; insuffisance des crédits d'entretien ; suggestions de la Commission sur les grandes liaisons fluviales ; effort de la productivité accompli par la batellerie ; insuffisance des crédits d'entretien des ports de mer ; importance des autorisations de programme pour les ports de plaisance ; possibilités souhaitées pour le Ve Plan ; projet relatif à l'autonomie des grands ports ; aide à la navigation* [4 novembre 1964] (p. 4576, 4577);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes, en qualité de *Rapporteur : Réforme importante et attendue ; diverses tentatives ayant été faites depuis la loi de 1920 pour élaborer une véritable politique portuaire ; dispersion des efforts ; permettre aux ports français de s'adapter à l'évolution du commerce international ; fournir à certains ports les moyens nécessaires pour lutter au sein du Marché commun ; objet du présent projet étant de concentrer davantage les efforts sur les six premiers ports français, c'est-à-dire ceux qui groupent 82 % du trafic portuaire français : Dunkerque, Le Havre, Rouen, Nantes-Saint-Nazaire, Bordeaux et Marseille ; ne pas négliger les investissements nécessaires dans les petits ports régionaux ; importance d'un nouveau régime financier et d'un nouveau statut administratif ; Etat participant pour 80 % aux dépenses d'infrastructure de base et 60 % aux autres travaux ; réforme de la fiscalité portuaire ; ne pas oublier de faire associer étroitement les éléments locaux à la gestion ; nécessité de rattraper le retard pris dans les compétitions internationales* [8 avril 1965] (p. 656 à 659); Art. 1er : *Commission de la production et des échanges ayant rejeté les amendements à l'article premier ; retards qu'entraînerait leur adoption ; problème de l'enquête* (p. 686); *ses observations sur l'amendement de M. Ruais* (p. 687); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « Dans le cadre de la politique générale établie par le Gouvernement » les mots : « à la satisfaction des besoins nationaux et régionaux »* (p. 688); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Elle peut englober des ports desservis par ces accès maritimes »* (p. 688); Art. 3 : *Transfert à un port*

autonome des éléments d'actif devant porter exclusivement sur ceux qui ont trait aux activités portuaires et sur ceux qui proviennent des ressources des chambres de commerce, concessionnaires à ce titre (p. 688, 689); Art. 4 : *Etat pouvant ne pas entretenir de façon suffisante certaines installations portuaires; possibilité de procéder à des restaurations importantes* (p. 689); *problème des crédits d'entretien pour les ports autonomes ou non* (p. 690); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « de 80 % » à insérer les mots : « au moins »* (p. 690); *préciser que la proportion de 80 % des crédits d'Etat peut être dépassée, le Gouvernement restant maître de sa décision* (p. 690, 691); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 5 : « Dans le premier alinéa de l'article 5, après les mots : « de 80 % » insérer les mots : « au moins »* [9 avril 1957] (p. 732); après l'Art. 7 : *Son amendement tendant après cet article à insérer le nouvel article suivant : « Les participations de l'Etat visées aux articles 4 à 7 précédents sont égales à la fraction des dépenses réelles qui est à sa charge, augmentée de la part correspondante des frais généraux du port autonome »* (p. 733); *exposé des motifs du projet de loi* [p. 733); *son amendement tendant, après l'article 7, à insérer le nouvel article suivant : « Nonobstant les dispositions précédentes l'Etat pourra accorder, en cas de situations exceptionnelles, un concours supplémentaire aux ports autonomes en cause »* (p. 733); *participation de l'Etat à 80 % aux investissements définis par le projet de loi; proposition de M. Dumortier* (p. 733); *ses observations sur les paroles de M. Lamps et l'amendement de M. Balmigère* (p. 734, 735); Art. 8 : *Ports autonomes étant des établissements publics de l'Etat et tombant sous le coup de l'article 13 de la Constitution; directeurs étant nommés en Conseil des Ministres par le Président de la République; établissement d'une liste de candidats limitant la possibilité de choix résultant de l'article 13* (p. 736); Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième alinéas les trois alinéas suivants : « Pour un tiers : de membres désignés par les chambres de commerce et d'industrie de la circonscription; pour un tiers : de membres désignés par les collectivités locales de la circonscription portuaire et de représentants de l'Etat; pour un tiers : de représentants des professions et des secteurs économiques liés à l'activité du port, désignés par les organisations professionnelles intéressées et de membres désignés par le personnel de l'établissement public et par les ouvriers du port »* (p. 738); *association du conseil d'administration à la vie permanente du port autonome; nécessité de moduler les représentations* (p. 738, 739); *amendement de la Commission* (p. 739); Art. 9 : *Permettre aux chambres de commerce et d'industrie de désigner un nombre important de représentants au conseil d'administration* (p. 740); *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de cet article : « Les représentants de l'Etat sont nommés par décret sur proposition du Ministre des Travaux publics et des Transports »* (p. 741); Art. 10 : *Fonctionnaires des différentes administrations publiques conservant leur statut* (p. 742); *son amendement tendant à supprimer le début du premier alinéa de cet article jusqu'aux mots : « et des affaires économiques »* (p. 742); *son ralliement au texte du Gouvernement* (p. 742, 743); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « Du port autonome » à insérer les mots : « établit et... »* (p. 743); *son amendement tendant à faire précéder le dernier alinéa de cet article par le membre de phrase suivant : « Après constitution de réserves de gestion »* (p. 743); *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de l'article 13, après les mots : « est réservé » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « ... pour moitié à l'Etat, l'autre moitié devant permettre une réduction ultérieure des droits de ports »* (p. 743); *préciser les conditions dans lesquelles le port autonome devrait utiliser ses réserves* (p. 744); Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : (Problème de la fusion d'un port autonome et d'un ou plusieurs autres ports, autonomes ou non)* (p. 745); *ses observations sur son amendement et le sous-amendement de M. Georges* (p. 745, 746); après l'art. 15 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : (Possibilité d'abolir, par un décret, le régime de l'autonomie institué dans un port)* (p. 746, 747).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière d'éducation nationale : *Gouvernement ayant entrepris de lutter contre les routines; application de la réforme; hommage au corps enseignant; carte scolaire; ramassage scolaire; pro-*

blèmes de l'enseignement supérieur; création des établissements d'enseignement; création d'académies nouvelles; aménagement des centres de vie sociale [19 mai 1965] (p. 1435, 1436).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Dépenses d'équipement; adductions d'eau; redevance de consommation; prélèvement sur le P.M.U.* [28 octobre 1965] (p. 4316);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Ses observations sur les paroles de M. Schumann; nécessité de ne pas engager la discussion générale sur une question préalable* [20 avril 1966] (p. 826); *politique économique du Gouvernement étant orientée vers les objectifs du Plan; insuffisance des investissements privés; plan de stabilisation; simplicité de la notion de déduction; problème des méthodes d'exploitation industrielle; situation de l'industrie du textile; but envisagé par l'industrie textile par le Vᵉ Plan; nécessité pour cette industrie de s'équiper; problème de l'industrie cotonnière et des textiles artificiels; notion d'outils de production; coût de l'opération* (p. 832, 833).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Réforme de la fiscalité; répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités; respect des libertés communales; sujétions d'ordre économique supportées par les collectivités locales; ses observations sur le personnel communal; problème du statut; structure des collectivités locales; système des syndicats et des groupements de communes; tutelle de l'Etat* [18 mai 1966] (p. 1372, 1373).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ECONOMIE ET FINANCES, CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur spécial: Dette publique; ses observations sur les caisses d'épargne; création du « livret B »; possibilité d'ouvrir des « livrets-portefeuilles »; épargne-logement; désendettement extérieur de la France; pensions civiles et militaires; relèvement des prestations familiales; augmentation du nombre des usagers des cantines; traitements des fonctionnaires; impôt sur le revenu des personnes physiques; pensions de retraite; abattement du sixième pour les fonctionnaires sédentaires retraités; indemnité de résidence; impôts locaux; entreprises nationales; ses observations sur les primes et les bonifications; crédits nécessaires à la politique foncière; situation des personnes âgées; cas des rentiers viagers* [4 novembre 1966] (p. 4253 à 4255);

— du projet de loi portant modification des dispositions de l'article 19 *bis* du Code des douanes relatif à la lutte contre le dumping, Article unique : *Commerce avec les pays de l'Est* [29 novembre 1966] (p. 5040).

DUTERNE (M. Henri), *Député du Nord, 2ᵉ circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Création dans les facultés de médecine de chaires de médecine physique et de réadaptation; régler les rapports entre les médecins spécialisés et les auxiliaires médicaux qualifiés; processus de la réadaptation; statut donné à ces spécialistes* [6 novembre 1963] (p. 6579, 6580);

— du projet de loi, déposé par le Sénat, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives : *Analyse du surmenage; doping pouvant être psychologique avant d'être chimique; effet des stimulants vendus sans ordonnance; doping ayant des effets immoraux sur le sport* [15 décembre 1964] (p. 6116, 6117);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Circulation automobile en France; augmentation du parc automobiles français; éducation routière de la population scolaire; extension de l'enseignement théorique et pratique du Code à toute la population d'âge scolaire; obtention du permis de conduire; ses observations sur les pistes de perfectionnement; surveillance de la route; création d'autoroutes* [8 novembre 1966] (p. 4386).

DUVILLARD (M. Henri), *Député du Loiret, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 janvier 1962] (p. 1160).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [11 juin 1963] (p. 3283).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 juin 1963] (p. 3319).

Cesse d'appartenir à cette Commission [25 juin 1963] (p. 3711).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [26 juin 1963] (p. 3736), [8 avril 1964] (p. 652).

Donne sa démission de membre de cette Commission (1er décembre 1964] (p. 5752).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 décembre 1964] (p. 5810);

— membre de la Commission de la production et des échanges [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452).

Est élu vice-président de cette Commission [12 octobre 1965].

Est nommé :

— membre suppléant des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1° du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat; 2° du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693);

— membre du Comité de gestion du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés [20 février 1963] (p. 2275).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (plan), **n° 586** [18 octobre 1963].

Sa proposition de loi ayant pour objet d'étendre à tous les fonctionnaires ou employés civils ayant été privés de leurs fonctions par l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat français » le bénéfice de l'article 15 de la loi du 31 décembre 1953, **n° 783** [19 décembre 1963].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Plan, **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le

projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : XII. Plan, **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : XVI. Premier Ministre (plan et aménagement du territoire), **n° 2053** [4 octobre 1966].

Interventions :

Est entendu sur les questions orales sans débat relatives aux problèmes viticoles [18 octobre 1963] (p. 5268).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ : *Hommage rendu à M. le Commissaire général du Plan; création de 17 emplois nouveaux, dont 7 de chargés de mission; location d'un ordinateur électronique; état d'exécution du plan; crédit de la délégation à l'aménagement du territoire; aménagement du territoire* [9 novembre 1963] (p. 7097).

Son rappel au Règlement : *Budget concernant l'aménagement du territoire et l'action régionale; sa discussion* [9 novembre 1964] (p. 5152).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, SERVICES GÉNÉRAUX, en qualité de *Rapporteur pour avis: Fusion du service de la productivité du Commissariat général et de l'Association française pour l'accroissement de la productivité au sein d'un établissement public à caractère industriel et commercial doté de l'autonomie financière; procédures d'élaboration du plan; méthodes de planification; principales opérations du F.I.A.T planification; principales opérations du F.I.A.T.; mise en œuvre de l'action régionale* [9 novembre 1964] (p. 5174, 5175);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan, Ses explications de vote : *Gouvernement ayant tenu compte des suggestions faites au cours du débat; vote du groupe U.N.R.-U.D.T.* [26 novembre 1964] (p. 5674).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi relatif à l'amnistie [17 décembre 1964] (p. 6204).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE en qualité de *Rapporteur pour avis: Hommage adressé à M. Massé, Commissaire général; création du Centre de Recherches économiques et sociales; coopération technique en matière de planification; crédits de la productivité; hommage rendu à M. Olivier Guichard, délégué à l'aménagement du territoire; rôle du F.I.A.T.; régime des aides; examen de la répartition des dotations par grands secteurs d'équipement; transfert de l'école nationale supérieure d'aéronautique; aménagement du littoral Languedoc—Roussillon; prime d'adaptation régionale; situation du textile dans les Vosges; étudier de nouveaux sites d'urbanisation; centre de recherches sur le développement économique et social; régionalisation du crédit* [15 octobre 1965] (p. 3731 à 3733).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire soumis à la décision de l'Assemblée : *Groupe U.N.R.-U.D.T. s'associant à la demande de l'ouverture d'un débat sur le problème des anciens combattants* [6 avril 1966] (p. 590).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative aux problèmes sociaux soulevés par le transfert des bases américaines [22 juin 1966] (p. 2207, 2215).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Crédits de fonctionnement du Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité; délégation à l'aménagement du territoire; suppression du Commissariat à l'aménagement du marché d'intérêt national de*

la région parisienne; service de la productivité; Centre d'études des revenus et des coûts; préparation du Ve Plan; tranches régionales du Ve Plan; rôle du préfet de région; relations entre les préfets de région et les chefs des services régionaux des différentes administrations; rôle des C.O.D.E.R.; action du Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire [18 octobre 1966] (p. 3507, 3508); EQUIPEMENT. — IV. — AVIATION CIVILE : *Ses observations sur les paroles de M. Pisani; problème de l'aérotrain* [9 novembre 1966] (p. 4483);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Ses observations sur les paroles de M. Abelin* [7 décembre 1966] (p. 5315);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret nº 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, Art. 4 et 1792 du Code civil : *Retrait des amendements déposés par M. Prioux* [14 décembre 1966] (p. 5543).

Prend part au débat sur la question orale avec débat de M. Tomasini relative à la suppression des abattements de zones de salaire, en qualité de *suppléant* [16 décembre 1966] (p. 5657).

E

EBRARD (M. Guy), *Député des Basses-Pyrénées, 2e circonscription (R. D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 13, Finances et Affaires économiques, charges communes, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 12, Finances et Affaires économiques. — I. — Charges communes, **n° 568** [9 octobre 1963].

Interventions :

Son rappel au Règlement : application de l'article 22 : *Place attribuée au Groupe du Rassemblement démocratique; souhait de ce groupe de siéger au Centre gauche* [13 décembre 1962] (p. 41).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale : *Caractère contradictoire de certaines des promesses contenues dans la déclaration gouvernementale (financement simultané de la force de frappe, d'une aide aux pays sous-développés et de l'équipement des régions défavorisées); impératifs du reclassement des rapatriés; problèmes de l'emploi; dépenses nouvelles et refus d'envisager des impôts nouveaux; problèmes agricoles; liberté nécessaire de l'information à la R.T.F.* [13 décembre 1962] (p. 59, 60).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, Industrie : *Problèmes résultant de l'existence du complexe industriel de Lacq; corruption des métaux dans toute cette région; problème de l'emploi; chômage existant au Boucau* [9 janvier 1963] (p. 417, 418); Finances et affaires économiques. — I. — Charges communes, en qualité de *Rapporteur spécial : Problèmes examinés dans le rapport écrit; évolution de la dette publique; situation de la fonction publique; principales interventions de l'Etat; évolution de la dette extérieure; persistance d'une dette à long terme; dégradation progressive de la situation des fonctionnaires; insuffisance des rémunérations et des avantages sociaux qui leur sont accordés; insuffisance de l'équipement administratif du pays; décret du 24 novembre 1962 sur la majoration des rémunérations; revalorisation des indices de début de carrière dans la catégorie B; augmentation automatique des pen-*

sions des retraités et des anciens combattants par suite de l'application du rapport constant; intégration des éléments dégressifs au traitement de base; retard du secteur public sur le secteur semi-public; ouverture de la grille hiérarchique des indices 100 à 800; reclassement des cadres d'exécution; problème du recrutement des cadres de la fonction publique; suppression de l'abattement du sixième appliqué aux unités des services de personnels sédentaires; réforme du Code des pensions; comparaison entre les prestations sociales fournies par l'Etat à ses fonctionnaires et celles dont bénéficient les employés du secteur semi-public; cas des agents contractuels et auxiliaires; problème du recrutement et de l'avancement dans les différentes administrations; situation des fonctionnaires rapatriés d'outre-mer; mesures prises en leur faveur; amélioration de l'équipement administratif de la France; action économique de l'Etat; problème des sucres; subventions pour la résorption des excédents de céréales; crédit agricole; dotation du F.O.R.M.A.; fonds de soutien des textiles des territoires d'outre-mer; primes à la construction; ralentissement du rythme des constructions; crédits en faveur de la décentralisation; persistance du système des reports de crédits; élaboration d'une politique de la famille; majoration des rentes viagères; crédits pour les économiquement faibles; Fonds national de solidarité [17 janvier 1963] (p. 1000 à 1003).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Causes de la situation actuelle; mesures envisagées par le Gouvernement; situation sociale et rôle des syndicats; impossibilité pour la France de subir le poids écrasant de nombreuses charges improductives; accumulation des obligations auxquelles doit faire face la France; problème de la compétitivité des prix français* [14 mai 1963] (p. 2900 à 2902).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Majoration de l'impôt sur le revenu; blocage des marges bénéficiaires; blocage des crédits industriels; attitude à l'égard des agents des services publics; projet de taxation de plus-values foncières; municipalisation des terrains; logements; problème scolaire; équipement rural* [22 octobre 1963] (p. 5287, 5288, 5289, 5290); *problème des 250 milliards avancés à l'Algérie* (p. 5290); *coût de la force de frappe* (p. 5291); Art. 10 : *Répartition du carburant détaxé* [23 octobre 1963] (p. 5413); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Emploi de la méthode du vote bloqué; intérêt des Français d'Algérie; engagement du Gouvernement algérien; remboursement des avances* [28 octobre 1963] (p. 5754); TRAVAIL : *Précisions sur le déficit de la Sécurité sociale* [5 novembre 1963] (p. 6432); BUDGETS MILITAIRES : *Protestations contre les propos de M. Pasquini; importance des assemblées départementales* [7 novembre 1963] (p. 6757); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur spécial : Mesures concernant la fonction publique; mesures de rattrapage; ouverture de la grille hiérarchique; péréquation des retraites; intervention de l'Etat; subvention pour les sucres et pour les céréales; relèvement du quantum pour le blé et l'orge; prise en charge des intérêts de certains emprunts du Crédit agricole; action en faveur du logement et de l'urbanisme; mesures proposées par la Commission Laroque* [8 novembre 1963] (p. 6898, 6899); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964, Ses explications de vote : *Procédure du vote bloqué; composition de la Commission mixte paritaire; interprétation du vote favorable émis en première lecture par le groupe du Rassemblement démocratique; vote du projet de loi* [6 décembre 1963] (p. 7722).

Est entendu sur la question orale sans débat de M. Rossi relative à la médaille d'honneur du travail, en qualité *de suppléant* [6 décembre 1963] (p. 7728).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale avec débat relative aux difficultés économiques du Sud-Ouest : *Espoirs suscités par le gisement de gaz de Lacq; emploi de ce gaz dans les régions lointaines plus favorisées et son faible rôle dans l'économie régionale; création d'industries de transformation pour traiter l'aluminium produit à Lacq; imprévoyance dans le domaine de l'emploi (Mourenx); exemple italien dont le gaz a été commercialisé vers la seule consommation industrielle* [13 décembre 1963] (p. 7923 à 7926).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale avec

débat relative au plan de stabilisation : *Danger d'inflation; différence entre la stabilisation et la stagnation; besoins immenses de la construction; risques d'aggravation de la situation par la suppression de l'impasse et mesures de « débudgétisation » ; nécessité d'entreprendre des réformes de structure : circuits de distribution, T.V.A., abaissement du coût de la construction; sécurité sociale, marché financier; politique de mouvement attendue par le pays* [24 juin 1964] (p. 2150, 2161, 2162).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Sort de toutes les catégories sociales étant lié à celui des paysans; récent débat sur l'agriculture; Parlement étant réduit au silence; son impossibilité; buts des lois d'orientation agricole; leur non-application par le Gouvernement; importance de leur dynamisme; décrets d'application allant à l'encontre des intentions du législateur; décret du 22 mai 1963 introduisant une discrimination contraire à la loi; crédits du F.A.S.A.S.A.; aider l'agriculture française à résister aux intrusions étrangères; article 31 de la loi d'orientation étant resté lettre morte; présentation au Parlement du rapport promis; disparité entre revenus des agriculteurs et ceux des autres catégories sociales; stagnation des crédits affectés à l'agriculture; Marché commun étant l'une des chances de l'agriculture française; prix européens devant s'établir à un niveau moyen; relèvement des prix français; intégration politique de l'Europe étant nécessaire; dépolitiser le problème agricole; proposition de la création d'un comité des Sages; créer un climat de confiance; volonté de faire respecter la loi; importance de la paysannerie; survie de la petite et moyenne exploitation; pour ces raisons, lui donner les moyens de subsister; prix d'intervention de la S.I.B.E.V.* [27 octobre 1964] (p. 3939 à 3941);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Ses explications de vote : *Débudgétisation excessive freinant les investissements collectifs; domaine agricole; problème de la construction; crédits militaires ayant été votés avant la discussion de la loi de programme; insuffisance de l'action sociale* [9 novembre 1964] (p. 5222);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan, Article additionnel : *Son amendement tendant, après l'article unique, à insérer un nouvel article (Cinquième plan devant favoriser systématiquement les régions insuffisamment développées, notamment dans l'Ouest, le Sud-Ouest, le Midi et le Centre)* [26 novembre 1964] (p. 5671); *équilibre harmonieux entre les diverses régions de France; zones de haute compétitivité; vide français à l'Ouest, dans le Sud-Ouest, le Sud et le Midi de la France* (p. 5671); Ses explications de vote : *Gouvernement ayant pris en considération un certain nombre de critiques et de suggestions formulées par l'opposition; vote du groupe du Rassemblement démocratique* (p. 5673);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Collectif ne représentant que* 1,9 % *de la masse budgétaire alors qu'en 1963 le pourcentage était de 4,8; augmentation de capital des sociétés d'économie mixte* [8 décembre 1964] (p. 5869); *pratique des décrets d'avance; mesures nouvelles du collectif; secteur de l'agriculture; impôts locaux; marché financier; logement* (p. 5869, 5870); Art. 9 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de l'article 9 à supprimer les mots : « sous réserve que le local ne comporte pas plus de quatre pièces »* [8 décembre 1964] (p. 5889); *cas du locataire âgé de plus de 65 ans* (p. 5889); Art. 19 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5897); Art. 1er : *Cas des représentants des collectivités locales* [9 décembre 1964] (p. 6006); *conseil d'administration orientant l'administration de l'Office par sa composition* (p. 6006); *ses observations sur le texte du Gouvernement* (p. 6007);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances, Art. 1er : *Son désir de quitter la salle des séances* [17 décembre 1964] (p. 6197);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier; Art. 8 : *Disposition tendant à retirer à la presse le bénéfice des exonérations actuellement consenties; situation difficile de la presse d'opinion et de la presse de province* [24 juin 1965] (p. 2461); Art. 13 : *Procédure du vote bloqué* (p. 2472); Art. 17 : *Ses observations sur l'amendement de M. Vallon* [25 juin 1965] (p. 2509); Art. 38 : *Son sous-amendement tendant à compléter le para-*

graphe 3 du texte proposé par l'amendement du Gouvernement par de nouvelles dispositions (Contrôle de l'affectation aux collectivités locales de la part leur revenant sur la taxe sur les salaires) (p. 2547); Ses explications de vote : *Principe de la T.V.A.; application de l'article 40 de la Constitution; modalités d'application de la réforme; situation des collectivités locales; problème du tourisme français; son abstention lors du vote* (p. 2567, 2568).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *Europe économique; évolution du revenu agricole; exploitation familiale; parité des revenus; le secteur de la montagne* (p. 1270, 1271).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative à la revalorisation de la profession d'assistante sociale [27 mai 1966] (p. 1560).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INDUSTRIE : *Ses observations sur la société nationale des pétroles d'Aquitaine; modifications du statut du personnel; droits acquis du personnel; protection sociale; problème des retraites* [7 novembre 1966] (p. 4304);

— du projet de loi sur l'élevage : *Absence de coordination entre le projet de loi et la réglementation sur la prophylaxie; lutte contre la mortalité ou la morbidité des animaux; problèmes de commercialisation; amélioration de la génétique; conditions d'exploitation des animaux domestiques; coordination de la législation actuelle; adaptation des races; crédits de programmation* [22 novembre 1966] (p. 4728, 4729).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative au personnel des sociétés de recherches d'hydrocarbures [25 novembre 1966] (p. 5000, 5001).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 : *Problème de l'impasse budgétaire; situation des entreprises publiques; tarifs de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.; suppression de l'obligation du chèque bancaire pour les transactions entre agriculteurs portant sur des animaux vivants; rôle du Fonds national des abattoirs; cotisations pour l'assurance vieillesse; abus des transferts et des virements* [1er décembre 1966] (p. 5129, 5130); Art. 27 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « à ces entreprises » les mots : « aux entreprises »* (p. 5161); *opération Concorde; situation des sous-traitants* (p. 5161, 5162); *distinction entre les sous-traitants et les sous-commandiers* (p. 5162); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « à cet effet » le mot : « notamment »* (p. 5162).

EHM (M. Albert), *Député du Bas-Rhin, 4e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Coordination entre la direction chargée des programmes et la direction de l'équipement au Ministère de l'Education nationale; nécessité de la décentralisation administrative; démocratisation de l'enseignement impliquant davantage d'écoles primaires et d'écoles maternelles; cas des régions de l'Est; création de syndicats de communes; lancement d'un emprunt national* [6 novembre 1963] (p. 6586, 6587); AFFAIRES CULTURELLES : *Réduction des crédits destinés à l'entretien des monuments historiques; réparation des monuments endommagés par faits de guerre; restauration à la charge des communes; transfert de la tutelle des associations culturelles; cas des petits centres de province* [9 novembre 1963] (p. 7086);

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Nécessité de créer de nouvelles écoles maternelles; problème linguistique en Alsace; effort des communes pour rénover les écoles primaires; adaptation de l'enseignement au monde moderne; nationalisation des C.E.G.; gratuité des fournitures; augmentation du nombre des professeurs des collèges; agrandissement et modernisation des écoles normales; problème de l'enseignement technique des études universitaires; importance du Ve Plan* [30 octobre 1964] (p. 4298); INDUSTRIE : *Ses observations relatives au chapitre 62-20, sur l'aide accordée à l'E.D.F. pour l'équipement des chutes du Rhin; importance de cette question; concurrence des régions allemandes voisines; intérêt régional et national du problème* [30 octobre 1964] (p. 4338); CONSTRUCTION : *Action des sociétés d'économie mixte; donner aux communes la facilité de constituer des réserves foncières; inculquer à la jeunesse le respect du patrimoine immobilier; problème des logements sociaux; menaces pesant sur l'industrie du bâtiment* [4 novembre 1964] (p. 4548);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Situation économique de l'Alsace; donner au Marché commun toute son efficacité; nécessité de favoriser les liaisons extra-régionales; axe Rhin-Rhône; travaux d'électrification; maintien des activités économiques dans les villes secondaires; formation professionnelle* [5 novembre 1965] (p. 4550);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Majoration de l'indice des pensions; amélioration de l'aide accordée aux plus défavorisés des anciens combattants, aux grands invalides, aux prisonniers et aux déportés; intérêts moraux et matériels des militaires qui ont combattu en Algérie; pensions des veuves; égalisation des droits à pension entre les déportés et les internés résistants; problèmes posés dans les départements alsaciens et mosellans par l'annexion de fait par l'Allemagne de 1940 à 1945; attribution de la carte de personne contrainte au travail pour les requis du Reicharbeitsdienst; problème de l'attribution de certaines bonifications; situation des prisonniers du camp de Tampor; cas des incorporés de force dans la Wehrmacht* [18 octobre 1966] (p. 3491, 3492); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT AU TOURISME : *Nombre des Français se rendant à l'étranger; aménagement du territoire; tourisme d'hiver; exode hebdomadaire des populations citadines vers la campagne; tourisme social et populaire; développement des stations existantes; politique des prix de l'hôtellerie; rôle des municipalités qui organisent des manifestations et des congrès* [21 octobre 1966] (p. 3706, 3707); JEUNESSE ET SPORTS : *Rôle des animateurs; situation des instituteurs détachés d'éducation physique enseignant dans les C.E.G. et les C.E.S.; difficultés financières des clubs sportifs* (p. 3729); EDUCATION NATIONALE : *Création de collèges d'enseignement général; collèges d'enseignement technique; centres universitaires de technologie; problèmes de l'enfance inadaptée; possibilité d'accorder de nouveau aux membres de l'enseignement du second degré l'indemnité de doctorat; problèmes concernant les départements du Rhin; création de nouveaux groupes scolaires dans les grands ensembles d'habitation; recrutement du personnel; classes maternelles; refus de remplacer souvent les instituteurs malades ou en congé; collèges d'enseignement secondaire; rythme de nationalisation des C.E.S.; cas de l'école normale d'institutrices de Sélestat; programmes pédagogiques; enseignement technique* [2 novembre 1966] (p. 4142, 4143); INDUSTRIE : *Situation difficile des industries textiles des vallées des Vosges et de l'Alsace; restructuration de l'industrie textile; travaux d'électricité de France relatifs aux chutes de Gerstheim; installation de l'usine de Strasbourg; problème de l'emploi; prix de l'éclairage public appliqués par Electricité de France aux collectivités locales; discrimination entre les grandes et les petites communes rurales* [7 novembre 1966] (p. 4315, 4316); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur le réseau routier; modernisation des canaux reliant le port de Strasbourg à son arrière-pays; réalisation de la liaison Rhin-Rhône; construction de l'autoroute Strasbourg-Bâle; insuffisance des ponts sur le Rhin; possibilité de construire un tunnel sous les Vosges; situation géographique de l'Alsace* [8 novembre 1966] (p. 4378).

ESCANDE (M. Louis), *Député de Saône-et-Loire, 1re circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête sur la gestion de la R.T.F., n° **625** [30 octobre 1963].

Sa proposition de résolution tendant à instituer une Commission d'enquête parlementaire sur la gestion et le fonctionnement de l'Office de la radiodiffusion-télévision française, n° **1350** [30 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi n° 1227 tendant à favoriser la décoration artistique des espaces publics des grands ensembles et des constructions effectuées dans les Z.U.P., n° **1814** [10 mai 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Importance des investissements opérés par la R.T.F.; recours souhaitable à l'emprunt; installation du réseau de modulation de fréquence; conséquences de l'intervention de la S.O.F.I.R.A.D. sur les radios périphériques; développement de la publicité en France; coproductions entre la télévision et le cinéma; emprise croissante du Gouvernement sur l'information radiophonique; nécessité de voir la radio dirigée par un conseil d'administration autonome; R.T.F. étant au service des citoyens; absence de statut de la R.T.F. à ce jour* [10 janvier 1963] (p. 540, 541); *recours à l'emprunt afin d'éviter l'usage de la publicité* (p. 545); après l'Art. 65 : *Amendement du Gouvernement (droit de timbre sur les exploitations cinématographiques et les séances de télévision); nécessité de ne pas diminuer les recettes des collectivités locales* [25 janvier 1963] (p. 1854 à 1856);

— du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière (Commission mixte paritaire) : *Augmentations de dépenses ordinaires des budgets communaux; menace d'une prochaine dévaluation* [21 février 1963] (p. 2289);

— de la proposition de loi relative aux baux à ferme des établissements publics : *Ses explications de vote : Efficacité des commissions administratives des hospices* [6 juin 1963] (p. 3204).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Max-Petit et Nungesser relatives au statut de la R.T.F. : *Projets de réorganisation de la R.T.F.; entrée dans celle-ci de journalistes de Franpar, de Publicis; récente mutation de MM. Penchenier, Péricard et Pajard; la participation de l'Etat à l'Agence Havas; diminution des émissions sur ondes courtes; politisation des centres régionaux; problème des investissements, en particulier la question de la modulation de fréquence; création souhaitable d'une tribune de discussion parlementaire à la R.T.F.* [14 juin 1963] (p. 3426, 3427);

Prend part à la discussion du projet de loi réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif : *Nécessité d'imposer aux moniteurs un certain nombre de conditions; concrétisation de ces conditions par un diplôme; portée du présent texte; incertitude qui demeure en ce qui concerne l'octroi des diplômes* [27 juin 1963] (p. 3760).

Prend part au débat sur la question orale de M. Debré relative à la définition d'une politique démographique française : *Evolution démographique de la France; problème du rapport entre la population active et la population non active; déséquilibres régionaux en ce qui concerne la population; conséquences de la politique extérieure française sur les mesures en faveur de la famille* [12 juillet 1963] (p. 4145, 4146).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, en tant que suppléant de M. Darchicourt, une question orale, avec débat, relative au fonctionnement des fédérations sportives et à la formation des cadres : *Rajeunissement souhaitable des cadres des fédérations sportives; émotion suscitée par la réforme inter-*

venue à ce sujet; durée du mandat et rôle des secrétaires généraux des fédérations nationales; formation des animateurs des foyers de jeunes et des maisons culturelles [18 juillet 1963] (p. 4282, 4283).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale avec débat relative à l'équipement sportif : *Evolution de la loi-programme de 1961; objectifs de cette loi; insuffisance des crédits prévus; poussée démographique et mouvement d'urbanisation; réévaluation nécessaire de la loi de programme; question des grands ensembles ; problème de l'équipement scolaire et sportif; affectation des crédits de l'éducation nationale aux équipements sportifs* [18 juillet 1963] (p. 4291, 4292).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux problèmes viticoles : *Retard apporté aux vendanges en Mâconnais et en Beaujolais; possibilité de fournir une main-d'œuvre militaire pour cette vendange* [18 octobre 1963] (p. 5262).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Autoroute Bordeaux-Genève* [30 octobre 1963] (p. 6012); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Traitement des fonctionnaires; Fonds culturel; crise de la presse française* (p. 6025); EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des crédits affectés à l'application de la loi de programme; efficacité du travail accompli par le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports; augmentation des dépenses ordinaires; crédits pour l'équipement sportif* [6 novembre 1963] (p. 6599); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Partialité des informations et de la télévision; mauvaise gestion de la R.T.F.; difficultés administratives et financières; création d'une commission d'enquête parlementaire; problème de la publicité; pressions gouvernementales sur la presse* [7 novembre 1963] (p. 6703, 6704, 6705); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Plan d'assainissement financier de la R.T.F.; réunion d'une commission d'enquête; statut de la R.T.F.* [6 décembre 1963] (p. 7697).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Collectivités locales associées plus étroitement aux travaux des comités d'expansion; ralentissement, quant à la réalisation du IVe Plan; donner au Parlement la possibilité de se prononcer sur les grandes options; isolement de la Bourgogne* [27 novembre 1963] (p. 7502, 7503).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Accusations lancées par M. Max Petit; impossibilité de bâtir une politique sur la critique du passé; rôle des gaullistes depuis six ans; incohérence; absence d'objectivité; mise en sommeil des organismes consultatifs; soumission sans réserves au pouvoir; rôle du Gouvernement dans les désordres et les insuffisances; politisation de l'administration de la R.T.F.; violations du droit syndical; gonflement des effectifs de la R.T.F.; noyautage du personnel; problème du personnel; nécessité d'un statut nouveau; autonomie et indépendance politique; conseil d'administration; objectivité de l'information; libéralisme apparent* [27 mai 1964] (p. 1424 à 1427); *gouvernements de 1951 à 1956; problème algérien de 1956 à 1958; raisons pour lesquelles un statut de la R.T.F. n'a pas été discuté sous la IVe République* [28 mai 1964] (p. 1452); *lettre rectificative de M. Michel Soulié le 26 septembre 1957; assurer la représentation du Parlement, des usagers, du personnel; création d'une commission de contrôle surveillant l'impartialité; placer l'établissement sous la simple tutelle de l'Etat* (p. 1458, 1459); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans la première phrase de l'article premier, à substituer aux mots « de l'Etat » le mot « national »* (p. 1465); *O.R.T.F. devant être un établissement public national* (p. 1465); *son amendement tendant, après les mots « de la télévision » à rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase de l'article premier : « ...dans les conditions énoncées aux articles 1, 2, 3, 4 et 10 de l'ordonnance du 4 février 1959 et de l'article 5 du décret no 59-277 du 5 février 1959 »* (p .1465); *rendre l'article premier plus clair en faisant référence à l'ordonnance du 4 février 1959; fixation du taux de la redevance et des exonérations; contrôle du Parlement* (p. 1465); *son sous-amendement à l'amendement de M. Ribadeau Dumas tendant, dans le texte proposé pour compléter l'article premier, après les mots « les besoins d'information » à insérer les mots « d'enseignement »* (p. 1466); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase*

de l'article à substituer aux mots « la tutelle » les mots « le contrôle »; soumission de la R.T.F. à l'autorité de l'Etat; ses formes (p. 1468); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article (administration par un conseil d'administration de 26 membres de l'Office de radiodiffusion-télévision française)* (p. 1470); *projet de loi donnant au conseil d'administration une forme gouvernementale; désignation de la moitié de ses membres par le Gouvernement; équilibrer ses conseils en y introduisant des représentants du Parlement et en élargissant l'éventail de sa composition à toutes les activités de la vie française* (p. 1470); *représentants du personnel* (p. 1475); Art. 4 : *Garantir la liberté d'expression des différentes tendances; France n'étant pas une nation monolithique, tant en art qu'en culture et qu'en familles spirituelles de l'opinion; nécessité pour l'O.R.T.F. de respecter la diversité des tendances et de garantir la liberté d'expression* [28 mai 1964] (p. 1490); *son amendement tendant à compléter l'article 4 par un nouvel alinéa (Impossibilité, sans autorisation législative directe ou indirecte, d'accepter la publicité commerciale dans les programmes et de permettre à l'établissement de participer à des émissions publicitaires par le truchement de stations installées à l'étranger)* (p. 1490); *prescriptions de l'article 52 de la loi de finances pour 1961; projet présenté à l'époque par M. Michel Soulié; nécessité de consulter le Parlement pour décider de la publicité commerciale* (p. 1491); après l'Art. 4 : *Son amendement (introduction, après l'article 6 de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959, d'un article 6* bis *« Conseil d'administration de l'établissement assisté d'un comité de contrôle des émissions chargé de veiller à la tenue et à l'objectivité des programmes »)* (p. 1491); *composition du conseil d'administration par le Gouvernement; nécessité de garantir l'objectivité de l'information* (p. 1491); Art. 6 : *Son amendement (Nomination du directeur général)* (p. 1499); *directeur général dirigeant les directeurs adjoints* (p. 1499); après l'Art. 7 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Nungesser (Composition du comité parlementaire de surveillance)* (p. 1502); *son sous-amendement à l'amendement de M. Ribadeau Dumas relatif à la composition* (p. 1502); *problème de la constitution d'une représentation et non d'un comité; obligation de la représentation de tous les groupes dans les comités de surveillance* (p. 1503); Art. 8 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de cet article : « des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi »* (p. 1504); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Ses explications de vote : *Conception de la démocratie; projet ne permettant pas à la minorité et à l'opposition de faire entendre leur voix dans des conditions satisfaisantes; système en vigueur à la B.B.C.; R.T.F. demeurant sous l'autorité du Ministre de l'Information par personne interposée; démocratie véritable conciliant la liberté et la loi; Gouvernement ne respectant pas la liberté; vote du groupe socialiste opposé au projet* [18 juin 1964] (p. 2034, 2035);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE (INFORMATION) : *Objectifs poursuivis par le Gouvernement; leur échec; problème de l'autonomie; caractère non objectif de l'information; déficit de la gestion; personnel restant soumis à l'arbitraire de la direction; licenciement de certains personnels; impression d'objectivité dans les informations; déficit du budget; politique d'investissements; solution de l'emprunt, de l'augmentation de la redevance et de la publicité; création d'un conseil de surveillance parlementaire de l'O.R.T.F.; son vote contre le budget* [8 novembre 1964] (p. 5104 à 5106);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Nécessité de doter la France des moyens de transports nécessaires; problème des autoroutes; retard de la France; développement du parc automobile; liaison Lille—Paris—Marseille; problème des voies d'eau à grand gabarit; équipement des seuils des Vosges et de Franche-Comté; modernisation des canaux anciens* [26 novembre 1964] (p. 5668, 5669).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au respect du statut de l'O.R.T.F. : *Réunion de la Commission parlementaire chargée de veiller à l'application de ce statut* [30 avril 1965] (p. 1058).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative aux res-

sources des collectivités locales [21 mai 1965] (p. 1483).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Besoins de l'ensemble de la nation; équipement sportif et socio-éducatif propre à chaque agglomération; activités de vacances et de plein air; travaux à réaliser pour le compte de l'Etat; décentralisation; évolution démographique de la France; expansion économique; insuffisance des crédits; forfaitisation des subventions; infrastructure dans les établissements universitaires étant pratiquement nulle; équipement sportif des centres universitaires d'Orsay et de Nanterre; irrecevabilité de l'amendement de M. Darchicourt; formation de la jeunesse; fusion des équipements sportifs et scolaires; rapport du conseil économique et social; nécessité de s'intéresser plus particulièrement aux foyers de jeunes travailleurs ou d'étudiants, aux établissements spécialisés afin de réduire la délinquance juvénile; investissements pour les Jeux Olympiques de Grenoble, pour les centres du Tremblay, et les ensembles d'Issy-les-Moulineaux; critères retenus pour la répartition des crédits aux différents niveaux, national, régional et départemental; importance du projet de loi* [2 juin 1965] (p. 1725 à 1727);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, art. 8 : *Tradition républicaine : journaux devant être accessibles à tous; importance de la publicité; affranchissements postaux* [24 juin 1965] (p. 2461, 2462);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Difficultés de la presse; partialité de l'O.R.T.F.; problème de la publicité; fonds culturel de la presse; société nationale des entreprises de presse; situation de l'O.R.T.F.; dépenses de fonctionnement; demander à l'Etat de rémunérer les services rendus par l'O.R.T.F.; suppression du super impôt sur les redevances de 9,82 %; réorganiser le service des redevances en supprimant les taxes à l'achat; autorisation de lancer un emprunt pour couvrir les dépenses d'investissement; crédits d'investissements et d'études; remise en ordre de l'O.R.T.F.; O.R.T.F. étant devenu un organisme U.N.R.; augmentation des effectifs administratifs et techniques; conditions de travail; diminution du nombre d'artistes employés; impartialité et exactitude de l'information; mise en conditionnement du pays* [14 octobre 1965] (p. 3697 à 3699); *ses observations sur les paroles de M. Flornoy; situation pendant la campagne précédant les élections présidentielles; problème de l'objectivité* (p. 3699, 3700).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale sans débat relative aux inondations en Saône-et-Loire [29 octobre 1965] (p. 4361, 4362, 4363).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Problème culturel; voies de communication; routes en milieu urbain; construction de l'axe Nord—Sud; nécessité de désenclaver l'Alsace et la Lorraine; propositions de la Société d'études Mer du Nord—Méditerranée* [5 novembre 1965] (p. 4546, 4547);

— du projet de loi relatif à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion : *Conditions d'installation d'antennes extérieures réceptrices de radiodiffusion; conséquences de l'installation d'antennes individuelles par rapport à l'esthétique; intérêt de l'O.R.T.F.; nombre des antennes individuelles; cas des licenciés « radio amateurs » du « Réseau des émetteurs français »; plan Orsec; champ d'application de la loi; conditions techniques de réalisation des antennes collectives; exemple du département de Saône-et-Loire; déficit de l'O.R.T.F.; information du Parlement; commission parlementaire prévue dans le statut de l'O.R.T.F.; gestion de l'O.R.T.F.; problème de l'ouverture devant l'Assemblée Nationale d'un large débat sur ce sujet* [2 juin 1966] (p. 1644, 1645); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer au mot: « minimum » le mot « normales »* (p. 1645) ; *conditions techniques minima* (p. 1645); *son amendement tendant à compléter l'article premier par des nouveaux alinéas (Impossibilité pour le propriétaire de s'opposer à l'installation, au remplacement ou à l'entretien d'antennes individuelles)* (p. 1646); *ses observations sur les paroles de M. Bourges; problème de la responsabilité civile* (p. 1647);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION, OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Equilibre*

du budget; montant des redevances; dépenses d'investissements; formation de nouveaux techniciens; suppression de la taxe à l'achat; mode d'assiette de la redevance; ses observations sur les émissions scolaires; rôle de la publicité compensée; développement de la deuxième chaîne de télévision; lancement d'une chaîne de télévision en couleurs; cas de la Saône-et-Loire; ses observations sur la télévision en couleurs et le procédé français S.E.C.A.M.; remboursement des services rendus à l'Etat [28 octobre 1966] (p. 4042, 4043); *situation des journalistes de l'O.R.T.F.; cas des pigistes; crise de la presse; prix de vente des journaux* (p. 4044, 4045); *augmentation de la redevance* (p. 4052).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale sans débat relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4062, 4068, 4069).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'élevage : *Réforme des structures de l'agriculture; problèmes de la commercialisation; cas du département de Saône-et-Loire; ses observations sur la race charollaise; problème de l'embouche dans le Brionnais; importance des étables; amélioration de l'état sanitaire du troupeau national; commercialisation de la viande; problème de la brucellose; insuffisance du projet de loi; recherche fondamentale; amélioration génétique du cheptel bovin; intensification des méthodes de sélection des taureaux; transformation des techniques d'insémination; rôle de l'établissement départemental d'élevage; action de la S.I.B.E.V.* [22 novembre 1966] (p. 4731 à 4734); Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article (Etablissement départemental d'élevage)* [23 novembre 1966] (p. 4804); *retrait de son amendement* (p. 4804); Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ils participent à la formation des différents éleveurs afin de leur permettre de mener à bien l'élevage d'animaux améliorés »* (p. 4809); *rôle des instituts techniques nationaux; retrait de son amendement* (p. 4809); Art. 18 : *Répartition des crédits* (p. 4813);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Nécessité de clarifier le deuxième tour de scrutin; utilisation des antennes de l'O.R.T.F.; émissions gouvernementales sur les antennes; ses observations sur les « tables rondes » et les « face à face »; définition de la majorité et de l'opposition; rôle des émissions régionales; organisation des émissions politiques à la radio et à la télévision anglaises* [7 décembre 1966] (p. 5317 à 5319); Art. 2 : *Prise en charge de certains frais par l'Etat; égalité des droits à l'utilisation des antennes pour tous les partis; possibilité de distinguer trois périodes* (p. 5329, 5330); *son amendement tendant à remplacer les paragraphes 2, 3 et 4 du texte proposé pour l'article L 167-1 par de nouvelles dispositions (Utilisation des antennes de l'O.R.T.F.; distinction entre plusieurs périodes)* (p. 5331); *fonctionnement et gestion financière de l'O.R.T.F.; ses observations sur les émissions régionales; force politique que constitue la radiodiffusion-télévision* (p. 5334, 5335); *exemple de la Grande-Bretagne* (p. 5335).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux produits laitiers [9 décembre 1966] (p. 5418, 5419, 5420).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la campagne viticole : *Problèmes de l'encépagement des appellations contrôlées, du stockage des vins et de l'alcool vinique; déblocage rapide d'un contingent complémentaire de vins français pour la Suisse et tarif douanier relatif aux laits médicaux; création prochaine d'une caisse de calamités agricoles* [9 décembre 1966] (p. 5433).

EVRARD (M. Roger), *Député du Finistère, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation

et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949);

— membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [25 janvier 1963] (p. 1873); [12 mai 1966] (p. 1233).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Denvers et plusieurs de ses collègues (n° 168) tendant à modifier les dispositions du décret n° 54-372 du 29 mars 1954, en faveur des inscrits maritimes relevant de l'établissement national des invalides de la marine marchande, **n° 305** [6 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 617) tendant à modifier l'article L 331 du Code de la sécurité sociale en accordant une majoration de pension au-delà de trente années d'assurance, **n° 968** [12 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1070) tendant à réglementer la profession de professeur et moniteur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession, **n° 1457** [16 juin 1965].

Son rapport supplémentaire, sur cette proposition de loi, **n° 1664** [16 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi n° 1695 étendant au territoire de la Polynésie française les dispositions de caractère législatif déterminant le régime des pensions de retraites des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des navires et relatif à la codification de ces dispositions, **n° 1880** [1er juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi n° 2017, modifié par le Sénat, étendant au territoire de la Polynésie française les dispositions de caractère législatif déterminant le régime des pensions de retraites des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance, et des agents du service général à bord des navires, **n° 2021** [30 juin 1966].

Interventions :

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Herman, relative à l'hébergement et au transport des curistes assurés sociaux, en qualité *de suppléant* [29 mai 1964] (p. 1548).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Le Goasguen tendant à réglementer la profession de professeur et moniteur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession, en qualité de *Rapporteur : Etat des locaux; déroulement des cours; distinction entre la danse classique et les danses de salon; branche rythmique; exigence d'un diplôme* [16 novembre 1965] (p. 4658, 4659); Art. 2 : *Champ d'application de la loi* (p. 4661).

Est entendu, en qualité *de suppléant*, sur la question orale sans débat de M. de Poulpiquet relative à la sécurité de la circulation routière [15 avril 1966] (p. 752).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi étendant au territoire de la Polynésie française les dispositions de caractère législatif déterminant le régime de pensions de retraite des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des navires et relatif à la codification de ces dispositions, en qualité de *Rapporteur: Inscription maritime; nombre des bateaux pourvus d'un rôle d'équipage et immatriculés en Polynésie française* (7 juin 1966] (p. 1738); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1739); Titre : *Son amendement tendant à supprimer dans le titre les mots: « et relatif à la codification de ces dispositions »* (p. 1739); En deuxième lecture : *Recensement des bateaux français immatriculés en Polynésie; situation des piroguiers et des marins se livrant à la navigation en haute mer à bord d'embarcations de faible tonnage; limite de dix tonneaux; rôle d'équipage; création de deux catégories de marins*

polynésiens [30 juin 1966] (p. 2483, 2484); Art. 1er : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « d'une jauge brute égale ou supérieure à quatre tonneaux »* (p. 2484);

— du projet de loi relatif à la garantie de l'emploi en cas de maternité, Art. 1er : *Nullité du licenciement* [7 juin 1966] (p. 1749);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Des stages de préparation à l'administration pourront être organisés dans les instituts régionaux d'administration pour les cadres des entreprises publiques ou privés âgés de plus de 45 ans »* [6 octobre 1966] (p. 3184); *problème du « recyclage »* (p. 3184); *création des instituts régionaux d'administration; retrait de son amendement* (p. 3184).

F

FABRE (M. Robert), *Député de l'Aveyron, 2e circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INDUSTRIE : *Problème de l'aide à l'artisanat; projet de réforme des chambres de métiers; création de véritables écoles d'apprentissage; problème de la décentralisation industrielle; situation dans le Sud-Ouest et le Centre; discriminations en matière de tarifs et de transports; nécessité de réviser entièrement la politique de décentralisation; situation des charbonnages ; cas de Decazeville; déclaration de M. Chaban-Delmas devant le Comité d'expansion d'Aquitaine* [9 janvier 1963] (p. 413, 414).

Prend part au débat sur une déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Réserves exprimées par le groupe du Rassemblement démocratique à l'encontre de la politique économique du Gouvernement; contraste existant entre les déclarations optimistes du Gouvernement à une date récente et ses dernières prises de position; leçons de la récente grève des mineurs; problème de l'avenir des mineurs; coordination entre les différentes sources d'énergie; problème des agriculteurs; questions relatives aux prix agricoles; disparité enregistrée dans le domaine du niveau de vie; choix opéré par le Gouvernement entre les investissements sociaux et la force de frappe* [10 mai 1963] (p. 2859 à 2861).

Son rappel au Règlement : *Caractère aberrant des méthodes de travail imposées à l'Assemblée; nécessité d'éviter la discussion et le vote de textes importants « à la sauvette »; collaboration entre le Gouvernement et l'Assemblée; limitation des pouvoirs de l'Assemblée* [4 juillet 1963] (p. 3870, 3871).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INDUSTRIE : *Blocage des salaires; politique de l'énergie; problème du charbon; formation des apprentis; enseignement technique; sort du plan de stabilisation* [30 octobre 1963] (p. 5969, 5970).

Prend part au débat sur la question orale de M. Ebrard relative aux difficultés économiques du Sud-Ouest : *Reconversion industrielle de la zone minière de l'Aveyron* [13 novembre 1963] (p. 7930).

Est entendu sur les questions orales avec débat relatives aux problèmes de la mutualité : *Pharmacies mutualistes; coût des médicaments; abus des spécialités pharmaceu-*

tiques ; rapports entre les organismes sociaux et les corps médical et pharmaceutique ; prix de journée des hôpitaux; calcul du remboursement du chiffre-clé K dans les hôpitaux et dans les cliniques [17 avril 1964] (p. 830, 831).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux prix des produits agricoles [9 octobre 1964] (p. 3077) : *Exode rural des jeunes; aide sociale aux vieux exploitants; lancement d'un grand emprunt pour financer les équipements collectifs ; crédits consacrés aux investissements improductifs ; nécessité d'un arbitrage d'un comité des Sages* (p. 3090, 3093).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du cinquième alinéa de cet article: « au développement des départements français et territoires d'outre-mer, priorité étant accordée aux régions sous-équipées ou éprouvées par les calamités »* [26 mai 1965] (p. 1576); Art. 33 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de cet article: « au développement des départements français et territoires d'outre-mer, priorité étant accordée aux régions sous-équipées ou éprouvées par les calamités »* (p. 1596);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Financement des opérations; contrat moral entre l'Etat et les communes; nécessité de réviser, dans la deuxième loi de programme, le mode de financement; taux de 50 % de subvention; animation des équipements; situation des maisons de jeunes et des villages de vacances; création d'un diplôme d'animateurs de loisirs* [2 juin 1965] (p. 1536, 1537).

Prend part au débat sur une question orale de M. Lecocq relative aux mesures prévues dans le Ve Plan en faveur des handicapés : *Efforts accomplis par les divers gouvernements depuis la Libération ; importance du travail restant à faire; organisation des services de rééducation dans les établissements hospitaliers; formation de personnel spécialisé et revalorisation des traitements des éducateurs* [9 juin 1965] (p. 1929, 1930).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Situation du téléphone; département de l'Aveyron; transfert des charges de l'Etat aux collectivités locales* [12 octobre 1965] (p. 3552); COOPÉRATION : *Coopération étant un devoir de solidarité; étendre notre aide à tous les peuples du monde; effort centré sur les Etats africains et malgache; coordination des plans* [13 octobre 1965] (p. 3579); *volontaires du progrès; jumelage avec des villes africaines; aide devant être donnée par des organismes internationaux* (p. 3580); TRAVAIL : *Problèmes de Sécurité sociale; déficit de la Sécurité sociale; intentions du Gouvernement; hypothèse d'un freinage du développement naturel des prestations; hypothèse d'une augmentation des cotisations; hypothèse d'une prise en charge par fiscalisation d'une large part du déficit; fractionnement des vacances* (p. 3621); INDUSTRIE : *Conséquences du plan de stabilisation; blocage des prix industriels; problème de l'autofinancement; emprunt national d'un milliard de francs; atonie de la bourse; réalisation du Ve Plan; nécessité d'une concentration industrielle; problèmes pour les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest; cas de Decazeville; sa reconversion; bassin de la Vieille-Montagne; régie Midi-Pyrénées; nécessité de créer de petites et de moyennes entreprises en partant de l'artisanat; maintenir une vie économique dans les zones rurales* [26 octobre 1965] (p. 4154, 4155);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Insuffisance des crédits en matière d'équipement scolaire, de logement, d'équipement sanitaire et social; problème du développement régional; problème de l'équipement de l'Ouest et du Sud-Ouest de la France; aménagement du territoire; situation de l'emploi; axe routier Brive—Decazeville—Méditerranée* [3 novembre 1965] (p. 4406).

Est entendu, en qualité de Rapporteur, sur une question orale sans débat de M. Guy Ebrard relative à la revalorisation de la profession d'assistante sociale [27 mai 1966] (p. 1560, 1561).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales deux questions orales avec débat sur la réforme de la Sécurité sociale [27 mai 1966] (p. 1573); *Dépôt du rapport des Commissions d'études extra-parlementaires (Commission Friedel-Canivet et Commission Bordaz) ; choix du Gouvernement vis-à-vis des suggestions essentielles de la Commission des prestations sociales du*

Ve Plan; « déplafonnement » partiel des salaires; augmentation du taux du ticket modérateur ; honoraires médicaux ou dentaires; diminution du prix de certaines spécialités pharmaceutiques; achat à l'étranger des licences de fabrication des médicaments nouveaux; développement de la recherche thérapeutique ; réintégration dans le budget de 1967 des sommes indûment transférées à la Sécurité sociale et concernant les prestations sociales agricoles, le régime minier, les allocations aux rapatriés, la revalorisation des pensions de vieillesse et des allocations familiales; unification des systèmes sociaux dans le cadre du Marché commun [27 mai 1966] (p. 1573, 1574, 1577).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Rôle du Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (F.I.A.T.); troubles sociaux de La Seyne, de Decazeville et d'Hennebont; décentralisation industrielle; autorisation du transfert de Citroën du quai de Javel au Bourget; ses observations sur les zones industrielles de Chartres et d'Orléans; création de nouveaux départements; pouvoirs du préfet de la région parisienne; rôle des capitales provinciales; nécessité, pour réaliser la décentralisation économique, d'organiser une démocratie institutionnelle régionale* [18 octobre 1966] (p. 3508, 3509); INDUSTRIE : *Possibilité de recourir à l'emprunt pour aider les entreprises; marasme de la bourse; ses conséquences; crise des mines de fer et de la sidérurgie; reconversion de Decazeville; crédits du F.D.E.S.; intéressement des travailleurs aux résultats de l'entreprise; situation de l'emploi sur le plan géographique; rapport sur la régionalisation du budget; transfert des entreprises de la région parisienne; réforme de la fiscalité; problèmes de l'artisanat; déficit de notre balance extérieure* [7 novembre 1966] (p. 4308 à 4310);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Articles additionnels : *Création éventuelle d'une commission de contrôle des fonds employés pour la propagande électorale par les divers partis et groupements politiques* [7 décembre 1966] (p. 5346, 5347).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à la normalisation du marché de la viande [9 décembre 1966] (p. 5415, 5416, 5417).

FAGOT (M. Alban), *Député de l'Isère, 4e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance-maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les monuments historiques [19 décembre 1966] (p. 5694);

— membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [23 janvier 1963] (p. 1873), [12 mai 1966] (p. 1233);

— membre du Conseil supérieur de la coopération [15 février 1963] (p. 2206).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et les industriels, **n° 444** [10 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

sur le projet de loi n° 1866 relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, **n° 1895** [3 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, **n° 1990** [28 juin 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, en qualité de *Rapporteur : Extension de l'assurance maladie à de nouvelles catégories de population ; évolution du problème ; garanties accordées par les mutuelles ; historique de la question ; loi du 22 mai 1946 ; régime d'assurance invalidité-décès ; risque maladie ; problème de la gestion ; régime général des salariés ; régime général des exploitants agricoles ; notion d'activité principale ; principe de l'obligation d'affiliation ; ses observations sur le « petit risque » ; définition des membres de la famille ; financement du régime ; organisation de la gestion du régime ; rôle des Caisses mutuelles régionales ; leur administration ; caisse nationale d'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés ; cas du déficit de la Caisse ; Fonds d'action sanitaire et sociale ; fonds de réserve* [9 juin 1966] (p. 1824 à 1826) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Personnes titulaires d'une allocation de reversion)* (p. 1852) ; *affiliation du conjoint survivant non remarié* (p. 1853) ; après l'Art. 1er : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Possibilité d'adhésion au régime d'assurance maladie-maternité)* (p. 1853) ; *son amendement tendant à la fin de l'article 4, après les mots : « dont le remboursement est demandé » à insérer les mots : « ou à la date de la première constatation médicale de la grossesse »* (p. 1855) ; *versement des cotisations échues à la date du début de la maladie ou de l'accident* (p. 1855) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « et les membres de sa famille » à insérer les mots : « tels qu'ils sont définis à l'article L 285 du Code de la sécurité sociale »* (p. 1856) ; *définition des membres de la famille de l'assuré* (p. 1856) ; *son amendement tendant à compléter cet article par les dispositions suivantes : « ou consistent en une réduction de la participation de l'assuré ou de l'abattement prévus à l'article 7 ci-dessous »* (p. 1856) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1856) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à substituer aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 7 de nouveaux alinéas (Frais engagés à l'occasion de l'hospitalisation en établissement public ou privé)* (p. 1858) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa de l'article 7, après les mots : « aux maladies » à insérer les mots : « et accidents »* (p. 1858, 1859) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa de cet article à substituer au chiffre « 14 » le chiffre « 16 »* (p. 1860) ; *son amendement tendant après le sixième alinéa de l'article 7 à insérer le nouvel alinéa suivant : « Frais afférents aux maladies et accidents des personnes visées à l'article premier, 2° et 3° »* (p. 1861) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (Prestations d'assurance maladie-maternité particulières aux membres du groupe de professions)* (p. 1863) ; *son amendement tendant, avant l'avant-dernier alinéa de l'article 8, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Elles peuvent être réduites ou supprimées dans les mêmes conditions »* (p. 1863) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « choisis parmi les personnes cotisant au régime, compte tenu de l'effectif des professions du groupe considéré ».* (p. 1865) ; Art. 13 : *Son amendement tendant après les mots : « Code de la mutualité » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « et en particulier ceux visés au livre VIII du Code de la sécurité sociale, soit par le décret-loi du 14 juin 1938. Ces organismes seront habilités à cet effet dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat »* (p. 1867) ; *rôle des organismes mutualistes* (p. 1867) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : (Responsabilité financière des organismes)* (p. 1869) ; Art. 14 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « des représentants élus des caisses mutuelles », à insérer les mots : « compte tenu de l'effectif de chacun des groupes de professions visés à l'article 11 »* (p. 1870) ; *composition des conseils d'administration des caisses mutuelles régionales* (p. 1870) ; Art. 17 :

Son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas de cet article (p. 1872); après l'Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : (Cotisations de base)* (p. 1872); Art. 21 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, après les mots : « doit être rétabli » à une nouvelle rédaction de la fin de la phrase : (Prélèvement sur le fonds de réserve)* (p. 1874); *cas de déséquilibre d'une caisse mutuelle régionale* (p. 1874); Art. 24 : *Son amendement tendant après les mots : « par arrêté interministériel » à insérer les mots : « et calculée selon les modalités prévues à l'article 17 de la présente loi »* (p. 1874); *cotisation destinée à couvrir les prestations particulières* (p. 1874); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du deuxième alinéa : (Cas de carence du conseil d'administration)* (p. 1864); Art. 32 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « devra donner lieu » les mots : « est subordonné »* (p. 1875); *maintien en vigueur d'un contrat d'assurance* (p. 1875); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, en qualité de *Rapporteur : Caractéristiques du texte; régime obligatoire; autonomie de gestion; responsabilité des gestionnaires; équilibre financier; adhésion à l'assurance volontaire du conjoint survivant; remboursement des frais d'hospitalisation; définition des prestations particulières; droits acquis par les assurés volontaires; cas des retraités; position prise par le Sénat; réintégration des ressortissants de la Caisse nationale des barreaux français* [28 juin 1966] (p. 2422, 2423).

FAJON (M. Etienne), *Député de la Seine 39e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative aux comités d'entreprise, **n° 268** [17 mai 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des crédits réservés aux constructions scolaires; conclusions de la Commission Le Gorjeu; pénurie des locaux dans l'enseignement primaire et secondaire; cas de la Faculté des lettres de Paris; système d'octroi des subventions par tranches; non-consommation des crédits et leur report annuel* [19 janvier 1963] (p. 1257, 1258).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports une question orale sans débat relative à l'équipement sportif [18 juillet 1963] (p. 4289).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Part des dépenses consacrées à l'Education nationale; caractère de la dernière rentrée scolaire : multiplication des classes maternelles; caractère surpeuplé des classes primaires; cas des locaux et des professeurs; situation de l'enseignement secondaire; problème de l'enseignement technique; dimensions trop étroites des facultés* [6 novembre 1963] (p. 6659, 6660);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 19 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [12 juin 1964] (p. 1916);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Education physique et sportive; problème des crédits; dévouement des instituteurs dans l'enseignement du premier degré; manque de terrains de sports et de piscines; situation dans les enseignements secondaire et supérieur; politique de discrimination à l'égard de certaines fédérations; tirer la leçon des Jeux Olympiques de Tokyo; nécessité pour la France d'un changement fondamental en ce domaine* [29 octobre 1964] (p. 4139, 4140); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Herzog; détermination du chiffre de 151 millions* (p. 4140); *subventions*

accordées aux collectivités pour l'équipement des établissements scolaires (p. 4140); *assurer à tous les jeunes la possibilité de pratiquer des activités essentielles à leur épanouissement; Jeux Olympiques d'hiver devant se dérouler à Grenoble; problème des aménagements à entreprendre* (p. 4140, 4141);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Nécessité d'assurer la liberté syndicale; protection des travailleurs contre les licenciements; respect de la législation sur les délégués du personnel et les comités d'entreprise; réforme du Code du travail; démocratisation de l'inspection du travail; problèmes posés par le chômage; 300.000 travailleurs étant sans emploi; politique du Gouvernement étant d'installer un certain chômage dans l'espoir de rendre plus difficile la lutte économique de la classe ouvrière; productivité du travail en France; longueur de la semaine du travail; situation des femmes qui travaillent; problèmes de la Sécurité sociale; ne pas porter atteinte aux prestations et aux prérogatives des administrateurs élus; déficit de la Sécurité sociale; revendications syndicales* [13 octobre 1965] (p. 3613, 3614);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Nombre de logements financés avec une aide publique; ses observations sur les mises en chantiers des H.L.M.; développement de la construction de logements par les sociétés immobilières; nombre de logements insalubres; situation des jeunes ménages; loyers des H.L.M.; projet de loi foncière; possibilité d'accorder aux municipalités le droit de préemption sur les terrains de leur commune* [9 novembre 1966] (p. 4430. 4431).

FANTON (M. André), *Député de la Seine, 9e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union Républicaine du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale [30 avril 1963] (p. 2715), [2 avril 1964] (p. 597), [2 avril 1965] (p. 570);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294);

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172);

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1er juin 1966] (p. 1628);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669);

— membre de la Commission supérieure de codification [13 février 1963] (p. 2142).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [16 décembre 1964] (p. 6152).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faire présider les conseils de prud'hommes par un magistrat, **n° 376** [21 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives à la responsabilité des gérants et associés des sociétés à responsabilité limitée dans le cas de faillite ou de liquidation judiciaire, **n° 377** [21 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, n° 352, adopté par le Sénat portant modification des articles 12, 14, 87 et 94 du Code électoral relatifs à l'inscription sur la liste électorale et au vote par procuration, **n° 484** [19 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux officiers de réserve, ayant eu des responsabilités particulières en temps de guerre, de postuler au grade supérieur dans l'honorariat, **n° 608** [29 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 733) de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 41, 50, 134 et 137 du Règlement, **n° 764** [18 décembre 1963].

Sa proposition de loi relative à la publicité à donner à certaines créances du Trésor ayant fait l'objet de délais supplémentaires de règlement, **n° 842** [16 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 667) tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », **n° 1022** [25 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1032) tendant à modifier les articles 41, 50, 60, 134 et 137 du règlement, **n° 1091** [2 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1109), modifiée par le Sénat, tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables communément appelés « bidonvilles », **n° 1162** (9 novembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 285 du Code de la Sécurité Sociale, **n° 1228** [9 décembre 1964].

Sa proposition de loi portant institution de mesures destinées à lutter contre la spéculation foncière, **n° 1237** [9 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 273 tendant à organiser la préparation des élections extra-politiques et à instituer pour ces élections le vote par correspondance, **n° 1786** [28 avril 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi n° 1883, modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organi-

sation de la région de Paris, **n° 1953** [21 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 2058) tendant à modifier l'article 62 du Code de l'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint, **n° 2129** [9 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2107), modifié par le Sénat, modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris, **n° 2134** [9 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2126) relatif aux élections cantonales, **n° 2146** [15 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi n° 2177 modifiant et complétant le Code électoral, **n° 2210** [2 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris, **n° 2224** [7 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 2211, modifié par le Sénat, relatif aux élections cantonales, **n° 2227** [8 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, **n° 2307** [20 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2283), rejeté par le Sénat, modifiant et complétant le Code électoral, **n° 2310** [20 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2321), rejeté par le Sénat en deuxième lecture, complétant et modifiant le Code électoral, **n° 2322** [21 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 1er : *Problème de la taxe sur les plus-values dans le cas d'appartements en co-propriété* [18 décembre 1962] (p. 87); après l'Art. 9 : *Taxe recouvrée sur les assurés par les entreprises d'assurance pour l'indemnité des attentats au plastic; sommes déjà consacrées à cette indemnité; utilisation des fonds perçus par ladite taxe et durée de celle-ci* (p. 124); *amendement de M. Marcenet (fonds d'aide temporaire à l'équipement des théâtres privés de Paris) : nécessité de proroger d'un an les ressources perçues en faveur des théâtres privés de Paris)* (p. 133); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : *Création d'emplois nouveaux à la suite de la réforme du mode d'attribution dans les H.L.M. de la Seine* [10 janvier 1963] (p. 528); titre IV : *Subvention à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne; application de la loi du 2 août 1960 sur les redevances réclamées aux personnes construisant des bureaux de la région parisienne; attitude de la Commission ministérielle autorisant les réinstallations d'industriels* (p. 529); *modification souhaitable de la loi du 2 août 1960 dans le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique* (p. 529); art. 27 : *Plafond des ressources pour les candidats de logements H.L.M.* (p. 531); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SERVICES GÉNÉRAUX : *Caractère regrettable de la nouvelle présentation du budget de la promotion sociale; nécessité de laisser à la délégation générale le contrôle et l'animation de celle-ci; mise en place de comités régionaux et départementaux; promotion dans le cadre de l'armée; formule de stage à temps partiel; crédits destinés à la promotion sociale syndicale et collective* [10 janvier 1963] (p. 556); EDUCATION NATIONALE : *Situation des directeurs d'école primaire; création souhaitable d'un grade correspondant à cette fonction* [19 janvier 1963] (p. 1271); *son amendement (réduction de la subvention accordée à la Ligue de l'enseignement) : activité de la Ligue de l'enseignement; position*

prise par celle-ci lors du dernier référendum; détachement de nombreux enseignants auprès de la Ligue (p. 1272); *engagement pris par le Ministre de rappeler à l'ordre la Ligue de l'enseignement* (p. 1273); JUSTICE : *Financement du transfert hors de Paris des prisons de la Santé et de la Petite-Roquette; choix des terrains* [21 janvier 1963] (p. 1347).

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962, Art. 1er : *Caractère surprenant de certaines opérations d'achat effectuées par l'Office national interprofessionnel des céréales* [19 décembre 1962] (p. 168); Art. 3 : *Raisons et lieu d'implantation d'un édifice supplémentaire pour l'U.N.E.S.C.O.* (p. 173); *son amendement (suppression du crédit pour l'achat d'un terrain destiné à la construction d'un immeuble de l'U.N.E.S.C.O.)* (p. 174);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat et du projet fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Difficultés rencontrées ces derniers mois pour lutter contre les infractions à la sûreté de l'Etat; procédés nouveaux employés par les conspirateurs; nécessité d'assurer l'indépendance de la justice par le vote du Parlement créant une cour de sûreté; arguments avancés par M. Mitterrand contre les juridictions exceptionnelles; problème de la composition des jurys; exemple de la Cour d'assises de Nîmes; principe d'une Haute-Cour parlementaire; respect de séparation des pouvoirs; question de la garde à vue* [3 janvier 1963] (p. 224, 225).

Son rappel au Règlement, ses observations sur l'article 65 : *Modalités prévues par le Règlement pour la demande de scrutin public* [4 janvier 1963] (p. 252).

Son rappel au Règlement : *ses observations sur l'article 91 du Règlement ; présentation du rapport de la Commission des lois constitutionnelles par M. Mitterrand, rapporteur démissionnaire* [13 février 1963] (p. 2121, 2122).

Prend part à la discussion. en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, Art. 25 : *Amendement du Gouvernement (situation des sociétés procédant à des cessions immobilières) : question de savoir à partir de quand un appartement existe véritablement* [19 février 1963] (p. 2237); *utilisation du critère de la forme de société sous laquelle le constructeur se place* (p. 2238).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale : *Augmentation du nombre des candidats au baccalauréat; problème de l'examen d'entrée en 6e; abaissement du niveau des études; sort des élèves qui n'ont pas obtenu le baccalauréat; structure sociale des étudiants; augmentation du nombre de ceux-ci d'ici 1970; création de la propédeutique à la suite de l'abaissement du niveau du baccalauréat; démocratisation de l'enseignement sans démagogie; « décolonisation » du Ministère de l'Education nationale; rôle joué par la Ligue de l'enseignement; ses observations sur la revue « L'Education nationale »; rôle de l'Union nationale des étudiants de France; son activité de gestion des restaurants universitaires; contrôle du Comité national des œuvres universitaires par la Cour des Comptes; Syndicat national des instituteurs et le problème de la création du grade de directeur d'école; nomination souhaitable des instituteurs par les préfets* [19 juin 1963] (p. 3556 à 3560); *ses observations sur le rappel au Règlement de M. Montel (gestion du restaurant universitaire de Toulouse) : problème que pose l'existence d'un solde positif important* [20 juin 1963] (p. 3590).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'article 135 du Règlement ; Inscription d'orateurs sur une question orale dans le cas d'une interruption du débat; nécessité d'une meilleure organisation des travaux de l'Assemblée par la Conférence des Présidents* [21 juin 1963] (p. 3673, 3674).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Son rappel au Règlement (Art. 91, alinéa 3) : Discussion d'une seule exception d'irrecevabilité* [17 juillet 1963] (p. 4206, 4207);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 8 : *Construction à Paris de deux importants bâtiments administratifs* [19 juillet 1963] (p. 4357); Art. 14, Etat, Finances et Affaires économiques : *Problème de l'achat d'un terrain devant permettre à l'U.N.E.S.C.O. d'édifier une construction supplémentaire* (p. 3271);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Code électoral, en qualité de *Rapporteur : Problème de l'inscription sur les listes électorales et du vote par procuration des Français et Françaises établis à l'étranger ; modifications prévues par le présent texte* [23 juillet 1963] (p. 4419, 4420);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, avant l'Article 3 : *Son amendement (taxe de revalorisation des valeurs foncières) ; imposition des plus-values foncières* [22 octobre 1963] (p. 5311, 5312); *ne pas considérer la taxe comme additionnelle à la contribution foncière* (p. 5312); Art. 3 : *Son amendement (ce qui constitue la plus-value imposable)* (p. 5319); Art. 8 : *Son amendement (suppression de cet article) ; conservation par un propriétaire d'un terrain non bâti* [23 octobre 1963] (p. 5397); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 35 : *Son amendement tendant à la suppression de la ligne 80 ; indemnisation des victimes des dommages matériels provoqués par les attentats au plastic en relation avec les événements d'Algérie* [24 octobre 1963] (p. 5516, 5517); *répartition du solde disponible entre les victimes des attentats* (p. 5517); *ses observations sur les lignes 126 à 143 : date limite de la perception de la taxe* (p. 5517); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SERVICES GÉNÉRAUX : *Nécessité de poursuivre ses efforts vers une promotion sociale ; action de l'armée* [30 octobre 1963] (p. 6019); EDUCATION NATIONALE : *Statut éventuel des professeurs de C.E.G.* [6 novembre 1963] (p. 6607);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection, après l'Art. 42 : *Son amendement (prescriptions prises par le préfet en vue d'éviter les gaspillages des eaux destinées aux consommations domestiques)* [14 novembre 1963] (p. 7253); *causes principales de la pénurie dans de nombreuses localités* (p. 7253, 7254);

— de la proposition de résolution de MM. Henry Rey, Defferre, René Pleven, Waldeck-Rochet, Maurice Faure et Mondon, tendant à modifier les articles 41, 50, 134 et 137 du Règlement, en qualité de *Rapporteur : Emploi de la question orale comme exercice normal par le Parlement de son droit d'information n'étant pas rentré dans les mœurs ; inscription des questions orales à l'ordre du jour relevant de la compétenee exclusive de la Conférence des Présidents ; Ministres interrogés se faisant remplacer par d'autres membres du Gouvernement ; respecter l'esprit de l'article 48 de la Constitution ; jeudi matin pouvant être la séance consacrée aux questions orales notamment aux questions avec débat ; adopter également des modifications de pure forme aux articles concernant la composition des commissions* [19 décembre 1963] (p. 7988 à 7990); Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret (ne pas rétablir l'interpellation quotidienne)* (p. 7992); après l'Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret (remplacement systématique des Ministres interrogés)* (p. 7992); Art. 7 : *Demande d'une seconde délibération de la proposition de résolution* (p. 7993); En seconde délibération, Art. 5 : *Vote de la Commission sur l'amendement de M. Coste-Floret ; réunion de la Commission étant inutile* (p. 7994);

— du projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du Code de la santé publique, Article additionnel : *Son amendement (interdiction de toute propagande ou publicité sous quelque forme que ce soit tendant à inciter autrui à se soustraire à la vaccination obligatoire) ; caractère actif de certaines formes de propagande* [15 avril 1964] (p. 761).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Gaudin [21 mai 1964] (p. 1297].

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur les remarques faites par M. Bosson* [21 mai 1964] (p. 1302).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Effort du Gouvernement pendant 18 mois ; étude du projet ; importance du projet ; solution écartée pour Paris ; limites actuelles de Paris ; situation en 1960 ; décret-loi Daladier ; situation difficile de la région parisienne ; causes démographiques, sociales et administratives ; accroissement anarchique de la population ; conséquences sociales ; problème politique et administratif ; limites des espaces verts ; circulation à Paris ; problème des parkings ; impôts payés par les Parisiens ; fonctionnaires de la préfecture de la Seine ; nombre des fonctionnaires de la préfecture de police et de l'assistance publique ; débouchés offerts à ces fonctionnaires ; banlieue de la Seine ; organisa-*

tion de la région de Paris par la création de districts [11 juin 1964] (p. 1841, 1842); *nécessité de renforcer l'administration; découpage des départements; noms donnés aux nouveaux départements; Plaine-Saint-Denis, Seine-et-Bièvre; application de la loi; découpage des départements; fonctionnement du conseil municipal de Paris; opinion de M. Sellier en 1910; déconcentrer l'administration; dispositions financières* (p. 1843, 1844); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier, à supprimer les mots « la ville de... »* [12 juin 1964] (p. 1877); *Paris, collectivité territoriale à statut particulier; transformation du conseil municipal de Paris en conseil de Paris; préfet de police; Paris n'étant pas une collectivité municipale* (p. 1877); Titre : *Son amendement tendant, dans le titre à substituer aux mots « ville de Paris » le mot « Paris »* (p. 1885) *amendements déposés par l'orateur sur le projet de loi (division de Paris en communes administrées par des conseils municipaux); ressources financières; pouvoirs de ses conseils; division de Paris en communes comprenant un ou plusieurs arrondissements; laisser subsister le conseil de Paris; membres du conseil de Paris; modalités de transfert des biens aux communes et à Paris; répartition de la taxe locale entre les différents quartiers de Paris; son inégalité; subventionner certaines opérations du conseil municipal de nouvelles communes* (p. 1885); *permettre à l'administration de n'avoir en face d'elle, pour Paris, que quatorze maires responsables; insuffisance des mesures d'ordre réglementaire; réalisations techniques* (p. 1886); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le texte de l'article 2, à substituer aux mots « la ville de Paris est » les mots « Paris constitue »* (p. 1886); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article (division de Paris en communes)* (p. 1887); *observations de l'orateur sur les autres amendements déposés sur le projet en discussion* (p. 1887); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'article 4 « sous réserve des dispositions de la présente loi notamment de l'article 3* sexies, *le conseil de Paris... »* (p. 1888); Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer à la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 5 deux nouveaux alinéas: (compétence des maires des communes de Paris; décisions prises par le préfet de Paris et le préfet de police)* (p. 1888, 1889); après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouve article 6* bis *« Contrôle des dépenses engagées fonctionnant dans les conditions prévues par la loi du 10 août 1922 »* (p. 1889); *contrôleur des dépenses engagées nommé par le préfet après accord du Ministre des Finances; rôle du contrôleur des dépenses engagées; son avis sur les propositions budgétaires* (p. 1889); *proposition de loi déposée jadis par des députés devenus ministres* (p. 1889); Art. 7 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « la ville de Paris » le mot « Paris »* (p. 1889); après l'Art. 7 : *son amendement tendant, après l'article 7, à insérer le nouvel article suivant: « Le Gouvernement déposera, avant le 1er octobre 1965, un projet de loi portant réforme de l'organisation de la ville de Paris »* (p. 1890); *régime actuel de la ville de Paris n'étant pas entièrement satisfaisant; dispositions fondamentales de ce régime relevant de la compétence du législateur* (p. 1890); *réformes de nature réglementaire ne touchant certainement pas à l'organisation de la ville de Paris; refus du Gouvernement de réorganiser Paris* (p. 1890); Art. 32 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 32 à substituer aux mots « la Ville de Paris », le mot « Paris »* (p. 1904) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe 3 de l'article 32 à supprimer les mots « et VI »* (p. 1904); *abrogations des dispositions des articles 1577-V et 1577-VI du Code général des impôts; ressources provenantde la création du marché d'intérêt national de Rungis ; compenser partiellement le préjudice subi par la ville de Paris du fait du départ de son territoire des halles centrales* (p. 1904) ; *transfert n'ayant pas lieu avant le 1er janvier 1968; transfert des halles du territoire de la ville de Paris sur le territoire de la commune de Rungis; possibilité, pour les communes intéressées actuellement par le fonds, et devant avoir les halles centrales, d'une plus-value considétable de la taxe locale; développement de la ville de Rungis; caractère illogique du maintien de l'article 1577-VI* (p. 1904); après l'Art. 32 : *Son amendement tendant, après l'article 32 à insérer un nouvel article (Produit de la taxe locale correspondant aux taux de 2,10 % et de 6,40 %)* (p. 1905); Art. 33 : *Son amendement tendant dans cet article à substituer aux mots : « la ville de Paris » le mot « Paris »* (p. 1905); après l'Art. 35 : *Parlement étant l'arbitre entre le délégué général et le conseil d'administration*

du district; Art. 36 : *Relations respectives du délégué général et du conseil d'administration étant établies par la loi du 2 août 1961; arguments avancés par M. le Président Palewski; composition du conseil d'administration du district* (p. 1908); *son amendement tendant, après l'article 35, à insérer un nouvel article (délégué général du district de la région de Paris exerçant dans les conditions de droit commun les fonctions de préfet de la région de Paris)* (p. 1909); *délégué général transformé en préfet de la région parisienne* (p. 1909); *délégué général au district placé sous l'autorité du Premier Ministre; préfet de la région de Paris placé sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur* (p. 1909); *pouvoirs du préfet de région déterminés par le Règlement; compétence du délégué général au district définie par la loi* (p. 1909); *liste des travaux d'intérêt général; autoroute du Sud pénétrant à l'intérieur de la ville de Paris* (p. 1911); *faire aboutir les travaux d'intérêt général* (p. 1911); après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer après l'article 9 un nouvel article (modification du premier alinéa de l'article premier de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959)* (p. 1914); Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de l'article 10 (pouvoirs et attributions du préfet de police)* (p. 1914); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article à substituer aux mots « formé par les départements » les mots « formé par les actuels départements »* (p. 1915); *préciser qu'il s'agit des départements actuels de la Seine et de Seine-et-Oise* (p. 1915); Art. 19 : *Problème soulevé par la Régie autonome des transports parisiens* (p. 1917); Art. 28 : *Statut des administrateurs visés à l'article 22* (p. 1919); Art. 31 : *Son amendement, tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 495 du Code de l'administration communale, après les mots « des communes » à insérer les mots « de Paris et »* (p. 1920); Art. 37 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 37, à substituer aux mots « de la ville de Paris » le mot « Paris »* (p. 1921); Art. 38 : *Son amendement tendant, au début du texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 115 du Code de l'administration communale, à substituer, aux mots « de la ville de Paris » le mot « Paris »* (p. 1921); Art. 40 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa de l'article 40 : « La ville de Paris et le département de la Seine verseront à l'Etat une contribution égale... »* (p. 1922); *problème posé par la période transitoire* (p. 1922); Art. 40 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 40, après le mot « personnels » à insérer le mot « administratifs »* (p. 1922); *possibilité pour les nouveaux départements de recouvrer ce qui leur sera demandé au titre des enseignements spéciaux sur les communes de ces départements* (p. 1923); après l'Art. 42 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article 42* bis *(Modification des tableaux nos 1 et 2 annexés à l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs)* (p. 1923); *son amendement tendant, après l'article 42* bis, *à insérer un nouvel article 42* ter *(Conseillers généraux représentant les cantons ou les circonscriptions constituant respectivement les départements nouveaux)* (p. 1923, 1924); Art. 44 : *Son refus de voter le texte du Gouvernement; réserves sur le principe même du découpage du département de la Seine; bénéficiaires de ce découpage étant les membres du Parti communiste; administration ayant des difficultés de rattraper le retard pris dans la gestion de ces régions; projet ne touchant pas à l'organisation actuelle de la ville de Paris; vote de l'article 36; rôles respectifs du délégué général du district et du préfet de région; condamnation du district; son opposition, pour la première fois depuis deux législatures, à un texte du Gouvernement* (p. 1926); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Contrôle des dépenses engagées; dépôt de ses amendements et attitude du Gouvernement; rapport de la Cour des Comptes; exemple du bâtiment de quatorze étages construit boulevard Morland par la préfecture de la Seine; augmentation du prix de construction; réformer la structure de l'administration parisienne; abus devenus habituels dans les municipalités de banlieue* [29 juin 1964] (p. 2326, 2327) *erreur s'étant glissée dans la rédaction de l'article 40* (p. 2331);

— de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres ou irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », en qualité de *Rapporteur : Modifications apportées*

par la Commission; disparition des « bidonvilles » étant une nécessité d'ordre public; relogement des occupants; moyens de financement nouveaux pour les constructions de logements provisoires ou définitifs; organisation meilleure d'un accueil pour les travailleurs immigrés; laisser aux tribunaux le soin de fixer les indemnités dues au propriétaire [26 juin 1964] (p. 2253 à 2254); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Debré; restriction concernant la distance de 10 kilomètres dans le territoire du département de la Seine* (p. 2258); *distinction entre le domaine réglementaire et le domaine législatif* (p. 2258); En deuxième lecture : *Modifications apportées par le Sénat respectivement aux articles 1, 2 et 7; les raisons; rédaction de l'article 2* [12 novembre 1964] (p. 5344, 5345); ses *observations sur la question posée par M. Deschizeaux; terme de « bidonville »* (p. 5347); Art. 1er : *Maire délivrant le permis de construire; droit de prendre un arrêté d'interdiction* (p. 5347); *article 102 du Code de l'urbanisme* (p. 5347); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « représentant de la collectivité intéressée » les mots « représentant de toute collectivité intéressée »* (p. 5349); *défaut d'initiative de la commune* (p. 5349); *ses observations sur l'amendement de M. Cassagne: hypothèse où une collectivité locale ne procédera pas à l'opération* (p. 5349);

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, Art. 11 : *Caisse des dépôts et consignations demandant des pas de porte très élevés; impératifs du plan de stabilisation s'opposant à la Caisse des dépôts* [25 juin 1964] (p. 2204); Art. 15 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 35-2 du décret à substituer aux mots : « 30 septembre 1953 », les mots « 1er septembre 1939 »* (p. 2220); *éviter l'application du texte aux immeubles construits depuis moins de 50 ans* (p. 2221);

— des propositions de loi : 1° de M. Lolive et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation à usage professionnel; 2° de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi du 1er décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais; 3° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, après l'Art. 1er : *Ses observations sur les deux amendements présentés par M. Saintout; occupants de locaux réquisitionnés; prorogation des réquisitions jusqu'au 1er juillet 1966* [29 juin 1964] (p. 2321, 2322); *son approbation des paroles prononcées par M. le Garde des Sceaux* (p. 2322);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : *Question d'ordre du jour* [29 juin 1964] (p. 2323); Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hoguet; variation du coefficient* [29 juin 1964] (p. 2358); Art. 17 : *Responsabilité dans le cas de non-observance du délai prescrit pour la publication du programme* (p. 2365);

— de la proposition de résolution de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 41, 50, 60, 134 et 137 du Règlement, en qualité de *Rapporteur: Proposition de résolution déposée à la fin de la dernière session par l'ensemble des présidents de groupes de l'Assemblée; problème du jour réservé à la discussion des questions orales; système nouveau ayant eu pour résultat de permettre la discussion des questions orales le jeudi matin et pendant la première heure de la séance du jeudi après-midi; Conseil constitutionnel ayant rejeté la résolution votée par l'Assemblée Nationale, la Constitution ne consacrant qu'une seule séance aux questions orales; réponse du Gouvernement aux questions orales; Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des relations avec le Parlement ne pouvant se substituer au ministre compétent en accord avec l'auteur de la question; possibilité aux auteurs de questions orales avec débat d'obtenir de nouveau la parole après la réponse du ministre;*

M. Chaban-Delmas ayant, au cours de la séance du 2 avril 1964, indiqué que le problème restait en suspens; nécessité d'insérer la discussion des questions orales sans nuire pour autant au travail législatif et au travail des commissions; Conférence des Présidents ayant le soin de fixer les séances réservées aux questions orales, soit le mercredi après-midi, soit le vendredi après-midi; mettre le droit du Règlement en accord avec le fait de l'Assemblée; respecter les règles constitutionnelles; ordre dans lequel doivent se dérouler les discussions de questions orales; Conférence des Présidents demeurant souveraine quant à l'inscription des questions orales; but de la proposition de résolution étant d'abord de remédier à la désaffection qu'a connue à plusieurs reprises la procédure des questions orales; intérêt présenté par les questions orales; intérêt pour l'ensemble de l'Assemblée nationale; possibilité de transférer du rôle des questions orales à celui des questions écrites les questions orales dont l'intérêt général n'est pas évident [6 octobre 1964] (p. 2244, 2245).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'article 134 du Règlement; inscription à l'ordre du jour du vendredi 16 octobre de questions orales qui ne sont pas encore déposées; organisation du débat; limitation du droit de réponse en matière de questions orales avec débat* [9 octobre 1964] (p. 3076).

Son rappel au Règlement : *Ordre du jour établi par la Conférence des Présidents; fixation d'une date de discussion pour la motion de censure qui n'était pas encore déposée; respect de la lettre et de l'esprit du Règlement; application de l'article 151 du Règlement* [22 octobre 1964] (p. 3697).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Différence existant entre le nombre des étudiants inscrits et celui des étudiants se présentant aux examens; étudiants n'ayant que la carte d'étudiant; nécessité d'une certaine assiduité; favoriser les études et le sport; réforme de l'enseignement supérieur pré-supposant la réforme du baccalauréat; utilité de cette réforme; institution des collèges d'enseignement secondaire; problème de l'orientation; formes d'orientation; projets concernant le B.U.S.* [29 octobre 1964] (p. 4160 à 4162); *suppression de la somme donnée à la F.S.G.T.* [30 octobre 1964] (p. 4303); *création du grade de directeur d'école; proposition de loi au nom de l'U.N.R. par M. Roulland; proposition de loi de MM. Marcenet et Becker; opinion de plusieurs parlementaires* (p. 4307, 4308); *son amendement tendant à réduire de 5.000 francs les crédits du titre IV: subvention versée à la F.S.G.T.; indépendance de la F.S.G.T.* (p. 4310); JUSTICE : *Orientation de la politique à l'égard de l'administration pénitentiaire; décision de supprimer les prisons à l'intérieur de la ville et de les reconstruire à la périphérie; problème des terrains ainsi libérés; question de la Petite-Roquette* [30 octobre 1964] (p. 4353); *utilisation de l'emplacement de la Petite-Roquette* (p. 4355); CONSTRUCTION : *Faiblesse des crédits consacrés à la rénovation urbaine; réforme des offices d'H.L.M.; sa question de savoir où en est le projet relatif à la vente des habitations à loyer modéré à leurs occupants; difficultés de l'accession à la propriété; rôle de la Caisse des dépôts; mettre un terme aux taux usuraires actuellement pratiqués* [4 novembre 1964] (p. 4537, 4538); *lutte contre la spéculation foncière; taxe de régularisation des valeurs foncières; dépasser l'aspect fiscal de la lutte contre la spéculation foncière; demander à certaines administrations publiques ou parapubliques de mettre leur terrain à la disposition des pouvoirs publics des sociétés privées pour construire des immeubles* (p. 4539); *importance du problème du logement; existence d'un problème national du logement et du problème particulier aux grandes villes; son aspect crucial* (p. 4539); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Faire participer à des travaux relevant du Ministère des Travaux publics certaines unités de l'armée; transports dans la région parisienne; situation de la R.A.T.P.; réseau express régional; date de mise en service; R.A.T.P. devant recourir plus largement à l'automatisation; assurer une coordination efficace* [5 novembre 1964] (p. 4666, 4667).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la création de collèges d'enseignement secondaire à Paris [20 novembre 1964] (p. 5522).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la subvention à l'Union nationale des étudiants de France [20 novembre 1964] (p. 5522, 5523).

Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question orale, sans

débat, relative aux travaux publics confiés à l'armée [9 avril 1965] (p. 729, 730).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, Art. 24 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann; sa crainte de l'interprétation des adjectifs « effectifs et directs »* [22 avril 1965] (p. 835); *répartition du coût des travaux; son opposition à l'amendement de M. Zimmermann* (p. 835); *ses observations sur l'amendement de M. Bas; permettre à la minorité de s'en remettre à la décision du tribunal; système préconisé par M. Bas étant meilleur* (p. 836, 837); *possibilité d'un recours devant le tribunal* (p. 837); *ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 839); Art. 27 : *Opérations de ravalement* (p. 839);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 5 : *Modalités d'accession à la propriété; problème des annuités* [29 avril 1965] (p. 999); après l'Art. 6 : *Situation des offices d'H.L.M. tenus d'observer un certain nombre de règles pouvant les opposer dans le cas d'une copropriété à la majorité des copropriétaires* (p. 1002); Art. 7 : *Infractions aux dispositions entraînant l'application des peines prévues à l'article 4 de la loi du 21 juin 1960 et le remboursement immédiat du montant des concours financiers accordés* (p. 1003, 1004); *suppression du dernier alinéa de l'article 7* (p. 1004); En seconde délibération : *Ses observations sur les articles 257 à 268 du Code de l'urbanisme* (p. 1007);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 2 : *Durée maximum pouvant être de quatre-vingt-dix-neuf ans pour les sociétés anonymes, pour les sociétés à responsabilité limitée et pour les sociétés en commandite par actions et de cinquante ans pour les autres* [1er juin 1965] (p. 1679); Art. 3 : *Date de naissance de la personnalité morale* (p. 1681); Art. 20 : *Cas de la société commanditée étant une société à responsabilité limitée* (p. 1686, 1687).

Retrait de sa question orale de l'ordre du jour de la présente séance [9 juin 1965] (p. 1914).

Son rappel au Règlement : *Sa question écrite sur l'utilisation des terrains à bâtir que les administrations remettent à la disposition de la construction dans la région parisienne; nécessité d'observer les règles relatives à la propriété de l'Etat; transformation de sa question écrite en question orale; date de sa discussion* [10 juin 1965] (p. 1954).

Son rappel au Règlement : *Non-inscription à l'ordre du jour de cette séance de sa question orale relative à l'affectation des hectares de terrains mis à la disposition de la construction dans la région parisienne par le Gouvernement* [18 juin 1965] (p. 2239, 2240).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 8 : *Ses observations sur les paroles de M. Escande* [24 juin 1965] (p. 2462); Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pasquini; prestations fournies par les agents de voyage* (p. 2468); *notion de jus de raisin légèrement fermenté* (p. 2470); Art. 21 : *Ses observations sur les paroles de M. Lamps* [25 juin 1965] (p. 2525); *ses observations sur les explications de vote de M. Lamps* (p. 2568).

Pose à M. le Ministre de l'Information une question orale sans débat relative à la redevance radiophonique [25 juin 1965] (p. 2515, 2517, 2518).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Problème de la prison de la Roquette* [12 octobre 1965] (p. 3541, 3542); Art. 48 : *Autorisations de programme pour le métro régional express* [13 octobre 1965] (p. 3592); Art. 54 : *Syndics professionnels de copropriété; ses observations sur l'amendement de M. Bas; éviter un surcroît de travail aux syndicats professionnels* (p. 3594); AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur l'opération Maine-Montparnasse; création d'une tour dans cet ensemble; Paris devant avoir une architecture moderne* [14 octobre 1965] (p. 3657); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Rémunération des journalistes de l'O.R.T.F.; rémunération dans des délais excessifs; centres modernes de recouvrement; ses observations sur la taxe à l'achat; location de postes de télévision; services de recouvrement des redevances* (p. 3704, 3705); *journalistes ayant droit à une rémunération*

fixe; ses observations sur le fait qu'ils soient payés en retard(p. 3709) ; EDUCATION NATIONALE : *Nombre des étudiants entrant dans l'enseignement supérieur; rôle du bureau universitaire de statistiques ; orienter les étudiants indécis sur le choix de leurs études; réorganisation interne des services; utilisation des locaux universitaires; organisateurs de la promotion sociale; constructions scolaires et universitaires; collèges d'enseignement secondaire; programmes scolaires n'étant pas surchargés* [19 octobre 1965] (p. 3850, 3851); *niveau intellectuel des enfants* (p. 3851, 3852); *statut du personnel des collèges d'enseignement général; statut des directeurs d'écoles* (p. 3869); INDUSTRIE : *Situation des agents contractuels du Ministère; titularisation des agents contractuels remplissant des fonctions n'ayant pas de caractère temporaire* [26 octobre 1965] (p. 4161);

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale sans débat relative à l'affectation à la construction de terrains domaniaux [22 octobre 1965] (p. 4003, 4004, 4005).

Son rappel au Règlement : *Traité de Rome ayant institué une assemblée parlementaire des communautés européennes; Paroles prononcées par M. Pleven à Strasbourg ; mise en cause de la légitimité et de la légalité du Gouvernement français; rappel à la dignité de certains des représentants de l'Assemblée Nationale dans les assemblées internationales* [25 octobre 1965] (p. 4047, 4048).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Options fondamentales du Plan; portée du Plan; Marché commun ne constituant pas une panacée; problèmes agricoles; objectifs du Plan; planification à l'échelle européenne; concurrence internationale; politique commune des transports; progrès social* [3 novembre 1965] (p. 4392, 4395); Ses explications de vote : *Ses observations sur la crise du Marché commun; attitude des orateurs de l'opposition; absence de contre-proposition; groupe U.N.R.-U.D.T. votant le projet de loi* [5 novembre 1965] (p. 4564, 4565);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 5 : *Problème des objecteurs de conscience* [26 avril 1966] (p. 935); après l'Art. 11 : *Cas des personnes qui se sont exceptionnellement distinguées dans les domaines culturels ou scientifiques* (p. 938, 939); Art. 24 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Capitant par le nouvel alinéa suivant: « 5° Les délits de fraude et de corruption électorales »* [27 avril 1966] (p. 971); *délits de fraude et de corruption électorale* (p. 971); Art. 25 : *Son amendement tendant après les mots: « par une juridiction » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article: « antérieurement au 8 janvier 1966 »* (p. 972); *retrait de son amendement* (p. 972); Art. 26 : *Cas de Henri Martin* (p. 972);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, Art. 2 : *Cas de la création de sociétés entre gens appartenant à des professions organisées et personnes dont la profession ne l'est pas; pouvoir disciplinaire à l'égard des sociétés* [24 mai 1966] (p. 1429); *cas où une personne exerçant une profession non réglementée entre dans une société civile interprofessionnelle* (p. 1430); *loi Le Chapelier* (p. 1430); *introduction dans les sociétés civiles professionnelles de professions non réglementées* (p. 1431); *fusion des professions d'avocat et d'avoué; rôle des règlements d'administration publique* (p. 1432); Art. 25 : *Problème de la dissolution* (p. 1444); après l'Art. 32 : *Cession d'un bail* (p. 1447); *régime fiscal des sociétés coopératives* (p. 1448); Art. 25 *(suite)* : *Compétence territoriale de l'officier ministériel* (p. 1449). En seconde délibération, Art. 2 : *Constitution de sociétés civiles interprofessionnelles dans le domaine de la justice; opinion des Français à l'égard des auxiliaires de la justice* (p. 1450, 1451); *ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 1451);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Ses observations sur les paroles de M. Abelin* [26 mai 1966] (p. 1517).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme des enseignements supérieurs : *Accès à l'enseignement supérieur ; revalorisation du bac; utilisation des locaux de l'enseignement supérieur ; problème du recyclage* [8 juin 1966] (p. 1798).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travail-

leurs non salariés des professions non agricoles, Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* [9 juin 1966] (p. 1857); *principes retenus par l'article 7; distinction entre « gros risque » et « petit risque »; ses conséquences; contribution de l'Etat à l'assurance maladie agricole* (p. 1857); *loi du 25 janvier 1961 relative à l'assurance maladie des agriculteurs* (p. 1858); Art. 7 : *Problème de l'assurance des enfants* (p. 1859); *son amendement tendant à compléter le sixième alinéa de l'article 7 par de nouvelles dispositions : (assimilation aux enfants mineurs de 16 ans, de ceux de moins de 20 ans qui, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, sont dans l'impossibilité de se livrer à une activité rémunératrice)* (p. 1860); *éventualité de l'application de l'article 40 de la Constitution* (p. 1860); Articles additionnels : *Détermination du forfait* (p. 1878);

— en deuxième lecture, du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 47 : *Rémunération des gérants* [10 juin 1966] (p. 1928); Art. 112-14 : *Directoire des sociétés; commission mixte entre le conseil de surveillance et le comité d'entreprise* (p. 1941);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur onze propositions de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement de MM. Maurice Thorez, Hersant, Edouard Charret, Neuwirth, de Grailly, Lecocq, Krieg, Trémollières, Lolive, Georges Germain et Dubuis, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 22* bis, *après les mots : « l'occupant » à insérer les mots suivants : « dont les ressources annuelles sont inférieures à 4.200 fois le salaire minimum interprofessionnel garanti... »; référence à la notion de ressources; protection des personnes âgées* [14 juin 1966] (p. 2034); *niveau du salaire minimum interprofessionnel garanti* (p. 2034); *protection des personnes âgées de plus de soixante-dix ans* (p. 2035); *plafond des ressources* (p. 2035);

— du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris, en qualité de *Rapporteur : Politique menée par le district de la région parisienne; rôle du délégué général; comité économique et social du district; pensée de M. Michel Debré; rôle d'étude et de coordination du district; économie du projet de loi; pouvoirs du district; expropriations réalisées par le district; nécessité d'éviter que le district ne se transforme en une nouvelle caisse des dépôts et consignations; évolution dans l'équilibre des institutions du district; rôle du conseil d'administration; institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne; agence foncière et technique de la région parisienne; composition du conseil d'administration* [23 juin 1966] (p. 2282, 2283); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (parag. 2) du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 2 août 1961 à substituer aux mots : « l'octroi d'aides financières » les mots : « l'attribution de subventions et d'avances à court terme »* (p. 2296); *réserve de cet article* (p. 2296); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2296); Art. 1er *(suite) : Nécessité d'éviter de transformer le district en un établissement prêteur; aspect d'établissement de crédit que peut revêtir le district* (p. 2297); *son amendement tendant à la fin du quatrième alinéa (parag. 2) du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 2 août 1961 après les mots : « prises en charge par le district » à insérer les mots : « sur décision du conseil d'administration »* (p. 2297); *procédure utilisée pour obtenir du district l'autorisation de prendre en charge des travaux; équilibre des pouvoirs entre le conseil d'administration et le délégué général* (p. 2297); *son amendement tendant à la fin du paragraphe 2° du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 2 août 1961 à insérer un nouvel alinéa : (Acquisitions immobilières faites par le district)* (p. 2298); *consultation des collectivités locales; agence foncière et technique de la région parisienne* (p. 2298); *équilibre entre le délégué général et le conseil d'administration; rôle du conseil d'administration* (p. 2298, 2299); *agence foncière et technique* (p. 2299); *nature juridique de l'agence foncière* (p. 2299, 2300); *instructions données au délégué général pour suivre les orientations du conseil d'administration* (p. 2300); Art. 3 : *Son amendement tendant après les mots : « des départements et des communes » à rédiger ainsi la fin de l'article 3 : « sera fixé dans les conditions prévues aux articles 8 à 54 »* (p. 2300); *nombre des membres du conseil d'administration*

(p. 2300); *son amendement tendant à compléter l'article 3 par un nouvel alinéa: (Choix des membres du conseil d'administration)* (p. 2300, 2301); *élection des membres du conseil d'administration; possibilité d'une représentation des membres du Parlement* (p. 2301); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article:* « *Les dispositions de l'article 3 de la présente loi entreront en vigueur au plus tard le 1er juillet 1968. Un décret pourra fixer une date d'application antérieure* » (p. 2301); *date d'application du texte* (p. 2301); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur spécial: Pouvoirs du délégué général de la région de Paris; agence foncière et technique; modifications apportées par le Sénat; nombre des membres du conseil de district; ses observations sur la date d'entrée en vigueur de la loi* [15 novembre 1966] (p. 4568, 4569); Art. A : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 4570); *ses observations sur le terme de district de la région de Paris et celui de district de la région parisienne* (p. 4570); *institution d'un préfet de la région parisienne* (p. 4571); Art. 1er : *Son amendement tendant à remplacer l'article 3 de la loi du 2 août 1961 relatif à l'organisation de la région de Paris (objet de la région de Paris)* (p. 4571); *action de l'agence foncière* (p. 4571, 4572); Art. 3 : *Son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 2 août 1961 par de nouvelles dispositions (nombre des membres du conseil d'administration)* (p. 4572); Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture:* « *Les dispositions de l'article 3 de la présente loi entreront en vigueur au plus tard le 1er juillet 1968. Un décret pourra fixer une date d'application antérieure* » (p. 4572) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : *Appellation du district; rôle de l'agence foncière et technique; avis du conseil d'administration* [8 décembre 1966] (p. 5381);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur deux propositions de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues et de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, Art. 4 : *Problème de la libération des loyers; ses observations sur le niveau des loyers* [24 juin 1966] (p. 2345);

— du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, après l'Art. 3 : *Ses observations sur les contrats d'assurances* [27 juin 1966] (p. 2394);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur l'enfance inadaptée, les aveugles et les infirmes; cas des personnes âgées nées avant 1886; imposition des personnes âgées; abaissement de la limite d'âge qui ouvre droit au bénéfice d'un traitement de faveur en matière fiscale; développement de la construction de maisons destinées à des personnes âgées; bourse d'échange de logement; enfance inadaptée; exonération de l'abonnement téléphonique pour les aveugles et grands infirmes civils; possibilité d'exonérer les aveugles et grands infirmes de la taxe de radio et de télévision* [20 octobre 1966] (p. 3623, 3624); Ses explications de vote : *Ses observations sur la fusion des deux Ministères du Travail et de la Santé publique; problème des personnes âgées et des handicapés; constructions hospitalières* (p. 3643); INTÉRIEUR, RAPATRIÉS : *Ses observations sur l'organisation nouvelle de la province; évolution de l'administration de l'Etat; rôle des commissions de développement économique régional; caractère territorialement trop étroit du département; problème du caractère représentatif des conseils généraux dans certains départements; région parisienne; rôle du préfet régional; nécessité d'éviter le démembrement de l'Etat; exemple des Laender allemands; réforme des conseils généraux; leur fonctionnement* [24 octobre 1966] (p. 3779 à 3781); JUSTICE : *Problème de la désurbanisation des prisons; désaffection des maisons d'arrêt de Fresnes, de la Santé et de la Petite-Roquette; prison de Fleury-Mérogis; centrale de Moret* (27 octobre 1966] (p. 4011, 4012); *son vote sur le titre V* (p. 4012); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION, OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANCAISE : *Problème de la redevance; son recouvrement; distinction entre la redevance concernant les récepteurs de radiodiffusion et celle relative aux récepteurs de télévision; rôle du Ministère de l'Economie et*

des Finances; possibilité de confier aux percepteurs le soin de recouvrer les taxes de l'O.R.T.F.; nécessité de reconnaître la validité des cartes des grands infirmes; possibilité de ne pas exiger des personnes âgées la justification qu'elles vivent seules [28 octobre 1966] (p. 4041, 4042); EDUCATION NATIONALE : *Problème des directeurs d'écoles; discrimination entre les directeurs d'écoles primaires ou maternelles; problème des décharges de classes; cas de l'Indre-et-Loire; indemnités pour charges administratives; rôle de l'inspecteur d'académie de Seine-et-Oise* [3 novembre 1966] (p. 4175, 4176); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Situation de la R.A.T.P.; installation du métro aérien; possibilité de reconsidérer les principes sur lesquels a été établi le réseau de surface* [8 novembre 1966] (p. 4374, 4375);

— du projet de loi relatif aux élections cantonales, en qualité de *Rapporteur: Projet de loi tendant à reporter au mois d'octobre 1967 la date des élections cantonales; possibilité de regrouper un certain nombre de consultations électorales; exemples étrangers; absentéisme lors des élections cantonales; prorogation du mandat des conseillers généraux de la banlieue du département de la Seine; découpage des cantons des nouveaux départements de la région parisienne; problème de l'inégalité de représentation entre des cantons très faiblement peuplés et des cantons à population importante; remboursement des frais électoraux* [16 novembre 1966] (p. 4607, 4608); Art. 1er : *Fixation des élections des conseils généraux* (p. 4610); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Mandat des conseillers généraux du département de Seine-et-Oise et des nouveaux départements); sort des conseillers généraux du département de Seine-et-Oise; ses observations sur la convocation de ces conseils généraux en session extraordinaire en novembre 1967* (p. 4611); *son amendement tendant après l'article premier à insérer un nouvel article : « La délimitation des cantons des départements créés par la loi n° 64-707 du 10 juillet 1964 sera opérée par décret en Conseil d'Etat »* (p. 4611); *disparité de la représentation entre les régions nouvellement urbanisées et les régions rurales* (p. 4612); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Modification du régime de remboursement des frais de propagande des candidats aux élections cantonales; création de nouveaux cantons* [8 décembre 1966] (p. 5368); Art. 1 *bis: Son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de cet article : « Les dispositions de l'article L 192 du Code électoral sont applicables »* (p. 5368).

Son rappel au Règlement : *Inscription à l'ordre du jour de la question orale concernant la réglementation de l'industrie du taxi* [30 novembre 1966] (p. 5087).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, en qualité de *Rapporteur: Substitution du seuil de 10 % au seuil de 5 %; cas où aucun des candidats en présence ne recueille au moins 10 % des voix des électeurs inscrits; remboursement des frais de campagne et du cautionnement; propagande électorale à l'O.R.T.F.; définition des partis; déroulement des élections présidentielles; utilisation des antennes des stations de radio périphériques; répartition de la durée totale des émissions; distinction entre majorité et opposition* [7 décembre 1966] (p. 5313, 5314); *exemple de la B.B.C. et des élections législatives en Allemagne et en Italie; cas des candidats dont la formation politique n'est pas représentée au Parlement; fraude électorale; vote par correspondance; vote par procuration; dépôt d'un projet de loi modifiant le vote par correspondance et le vote par procuration* (p. 5314); *ses observations sur la discussion de certains amendements* (p. 5324); Art. 1er : *Ses observations sur la représentation proportionnelle* (p. 5325); Art. 2 : *Ses observations sur les propositions de MM. Waldeck-Rochet, Ballanger et Grenier; attribution des temps de parole pendant la période électorale* (p. 5332, 5333); *ses observations sur les paroles de M. Grenier* (p. 5335); *notion de majorité; ses observations sur le vote de la dernière motion de censure; critère du vote du budget* (p. 5336, 5337); *notion de majorité; composition des familles politiques françaises; détermination de l'appartenance de chaque groupe politique; éventualité d'une solution et ses conséquences* (p. 5339); *ses observations sur les campagnes électorales de 1951 et 1955* (p. 5340); *rôle du bureau de l'Assemblée Nationale* (p. 5340); avant l'Art. 1er : *Problème des résidences secondaires* (p. 5341); *ses observations sur l'initiative prise par un quotidien de province d'offrir aux candidats la possibilité de publier une page entière de publicité électorale* (p. 5342);

vote par correspondance; vote par procuration (p. 5344); Articles additionnels : *Interdiction aux candidats de faire acte de propagande pendant la durée de la période électorale à partir de stations de radio ou de télévision situées hors du territoire français* (p. 5345, 5346); *ses observations sur l'éventuelle création d'une Commission de contrôle des fonds employés pour la propagande électorale par les divers partis et groupements politiques* (p. 5346, 5347); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1966] (p. 5709); En troisième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur ce texte* [21 décembre 1966] (p. 5734);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Lepage tendant à modifier l'article 62 du Code de l'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur l'article 80 de la loi du 5 avril 1884; rôle des agents des administrations financières; problème des incompatibilités; rôle des agents des douanes* [8 décembre 1966] (p. 5368, 5369); Article unique : *Ses observations sur les techniciens géomètres et les géomètres du cadastre* (p. 5370).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative à la réglementation de l'industrie du taxi [16 décembre 1966] (p. 5645, 5646, 5647).

FAURE (M. Edgar), *Sénateur.*

Ministre de l'Agriculture
(3e Gouvernement Pompidou)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

Est nommé Ministre de l'Agriculture (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Ministre de l'Agriculture cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187) (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

Dépôts :

Son projet de loi modifiant les articles 384 et 385 du Code rural, **n° 1733** [2 avril 1966].

Son projet de loi sur l'élevage, **n° 2127** [8 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier : *Son absence au début du débat* [11 mai 1966] (p. 1200); Art. 3 : *Distinction entre la qualité de maître d'œuvre et la qualité de producteur du financement; intérêt des collectivités locales; détermination du maître d'œuvre* (p. 1201); *faculté laissée aux communes d'être maître d'œuvre* (p. 1202); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bayle* (p. 1202); *distinction entre une convention et une expropriation; cas des zones affectées à l'habitation* (p. 1203); après l'Art. 4 : *Problème de l'expropriation* (p. 1204); *ne pas créer une inégalité entre les diverses catégories d'expropriations* (p. 1204); Art. 6 : *Cahier des charges* (p. 1205); Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* (p. 1205); Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Garcin* (p. 1206); Art. 9 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Bayle et tendant à remplacer les mots: « voies d'eau » par les mots: « voies d'accès »* (p. 1206); Art. 178-1 du Code forestier : *Conséquences des incendies de forêts* (p. 1207); *Commission de lutte contre les incendies de forêts; Commission départementale de la protection civile* (p. 1207, 1208); *fixation du délai par arrêté* (p. 1208); Art. 178-2 du Code forestier : *Problème des ordures ménagères; taux de la subvention* (p. 1209); *calcul de la subvention* (p. 1210); *ses observations sur les paroles de M. Garcin* (p. 1210); Art. 180-1 du Code forestier : *Ses observations sur l'amendement de M. Bayle* (p. 1210); après l'Art. 12 : *Problème de la vente d'herbe* (p. 1212); Art. 4 *(suite): Son amendement tendant, après les mots: « équipements publics » à rédiger ainsi la fin de la quatrième phrase du deuxième alinéa de cet article: « réalisées dans les périmètres visés à l'article 2 lorsque la propriété bénéficie d'une valorisation en raison desdits travaux »*

(p. 1212); *ses observations sur les explications de vote de plusieurs orateurs; problème de crédits; cas des gemmeurs* (p. 1214).

Répond aux questions orales avec débat, relatives aux revenus agricoles et aux problèmes du Marché commun [13 mai 1966] (p. 1263) : *Théorie du nouveau contrat social* (p. 1269); *prix du lait* (p. 1274); *progression des revenus ; réforme des structures ; problème des prix agricoles; rattrapage indispensable; indexation; infériorité des prix français par rapport aux prix européens ; marché du vin; distillation volontaire; élevage ; modernisation de la stabulation ; exploitations familiales et nécessité d'encourager les groupements de producteurs; difficile création du Marché commun; problème du sucre ; problème des fruits et légumes ; salaires agricoles; organisation du marché mondial des céréales; prix anglais* (p. 1277 à 1284) ; *question des gemmeurs* (p. 1286) ; *prochain débat relatif aux questions concernant le vin; crédit agricole ; emploi des crédits non épuisés par le F.O.R.M.A.; indemnisation pour calamités agricoles* (p. 1289 à 1291).

Répond à la question orale avec débat de M. Collette relative à l'indemnité viagère de départ des exploitants agricoles : *Cession des exploitants partie en fermage, partie en propriété ; situation des veuves chefs d'exploitation* [13 mai 1966] (p. 1296).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du nouveau texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 809 du Code rural: (Saisine du président du tribunal paritaire statuant en référé; établissement de l'état des lieux)* [3 juin 1966] (p. 1695, 1696); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour le quatrième alinéa de l'article 809 du Code rural: (Objet de l'état des lieux)* (p. 1696); Art. 2 : *Procédure proposée pour l'enregistrement; ses observations sur l'article 849 du Code rural; établissement des états des lieux; problème de la perception d'un droit proportionnel* (p. 1696, 1697); *son amendement tendant à supprimer l'article 2* (p. 1697); *impossibilité d'envisager un droit fiscal variable* (p. 1697); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux derniers alinéas du nouveau texte proposé pour l'article 847 du Code rural: (Indemnité due par le bailleur cédant)* (p. 1698); *dispositions relatives aux investissements; indemnisation en cas de préemption par le preneur* (p. 1698); *cas de vente à l'amiable* (p. 1698); après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article: (Remboursement du bailleur par le preneur)* (p. 1698); *indemnité versée au preneur sortant* (p. 1698); *ses observations sur le sous-amendement de M. Lalle* (p. 1699); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour le deuxième alinéa (1°) de l'article 848 du Code rural: (Indemnité concernant les bâtiments)* (p. 1699); *mesures d'application* (p. 1699, 1700); *déduction de la subvention* (p. 1700); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article: (Indemnité concernant les plantations ou ouvrages incorporés au sol indépendants des bâtiments)* (p. 1700); *problème de l'amortissement financier* (p. 1700); *son amendement tendant à insérer un nouvel article: (Indemnité concernant les améliorations culturales ou foncières ainsi que les travaux de transformation du sol en vue de sa mise en culture ou d'un changement de culture)* (p. 1700, 1701); après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer après cet article le nouvel article suivant: « L'article 849 du Code rural est supprimé »* (p. 1701); *retrait de son amendement* (p. 1701); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour compléter l'article 850 du Code rural: (Cas où sont exemptées de l'accord du propriétaire certaines améliorations)* (p. 1701); *plafond de l'indemnité* (p. 1704); *ses observations sur le texte tel qu'il résulte de l'adoption de divers amendements* (p. 1704); *signification de l'acte extrajudiciaire* (p. 1704); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article: « Les dispositions de la présente loi sont applicables aux travaux effectués antérieurement à sa promulgation. Si un état des lieux n'a pas été établi, la preuve des améliorations apportées, antérieurement à la présente loi, s'établit par tout moyen admis par le droit commun »* (p. 1705);

Répond aux questions orales avec débat

relatives à la politique viticole : *Octroi de droits de plantation* [22 juin 1966] (p. 2219); *transferts des aires d'appellation d'origine des vins délimités de qualité supérieure* (p. 2222, 2223); *fixation des prix agricoles à l'intérieur du Marché commun* (p. 2224, 2225); *causes économiques de la crise viticole ; campagne anti-vin des émissions à la télévision ; revenu de la viticulture; problème des prix ; prix plancher, prix de campagne et prix plafond; mesures prises par le Gouvernement pour réduire les quantités de vin pesant sur le marché; autorisation de la distillation volontaire des vins de qualité médiocre; garantie de bonne fin ; problème des importations ; mesures de blocage de la récolte; politique de qualité ; réglementation du coupage ; droit de plantation ; transferts de droit ; défense des vins doux naturels français* (p. 2235, 2238); *possibilité pour les petits viticulteurs de se grouper afin de souscrire des contrats spéciaux de stockage* (p. 2239, 2248) ; *décisions de la Commission des impôts* (p. 2242); *problème de la cuverie ; possibilités pour les coopératives de vinification de pratiquer des contrats de stockage; plantations anticipées ; importations de vins tunisiens ; création d'une école internationale de sommeliers* (p. 2248, 2249).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture : *Renvoi en commission du projet de loi* [24 juin 1966] (p. 2362) *: ses observations sur les paroles de M. Charvet; budget de la mutualité sociale* [23 novembre 1966] (p. 4771); Art. 1234-2 du Code rural : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article: « Les sociétés d'exploitation ou d'entreprises agricoles sont assimilées aux chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole pour l'application du présent article en ce qui concerne l'assurance garantissant les personnes visées au 5° de l'article 1106-1 »* (p. 4772); Art. 1234-3 du Code rural : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: (Cas d'accidents du travail, de la vie privée ou de maladie professionnelle)* (p. 4772); Art. 1234-4 du Code rural : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « La garantie des frais énumérés à l'article 1234-3 ainsi que le montant des pensions d'invalidité, doivent être au moins égaux à ceux qui résulteraient de l'application des dispositions du chapitre III-1 du titre II du présent livre »* (p. 4772, 4773); Art. 1234-9 du Code rural : *Ses observations sur l'assurance automobile* (p. 4774); *cas d'une compagnie qui refuse d'assurer* (p. 4774); après l'Art. 1234-10 du Code rural : *Fichier de la mutualité sociale agricole* (p. 4775); après l'Art. 1234-13 du Code rural : *Son amendement tendant à compléter l'article premier par les alinéas suivants: « Les litiges relatifs à l'application du présent chapitre sont de la compétence des juridictions qualifiées pour connaître du contentieux des accidents du travail définis au chapitre I du présent titre. Un décret fixera les modalités d'application du présent article »* (p. 4776); *problème du contentieux* (p. 4777); *son amendement tendant après l'article 1234-13 nouveau du Code rural à ajouter un article 1234-14: « Les sociétés et organismes visés à l'article 1234-7 sont tenus de fournir au Ministre de l'Agriculture, dans les formes et conditions fixées par celui-ci, les statistiques concernant l'assurance prévue au présent chapitre »* (p. 4777); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 1244-2 du Code rural (Rôle du service de l'inspection des lois sociales en agriculture)* (p. 4777); *son sous-amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé par le premier amendement pour l'article 1244-2 du Code rural à substituer aux mots: « le Service de l'inspection des lois sociales en agriculture » les mots: « Le Ministre de l'Agriculture »* (p. 4777); Art. 2 *bis: Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les dispositions d'application du présent article sont fixées en tant que de besoin par décret en Conseil d'Etat »* (p. 4777); Art. 1234-3 du Code rural : *Son amendement tendant à compléter cet article (Conséquences de l'inaptitude à l'exercice de la profession agricole résultant pour partie d'une maladie et pour partie d'un accident ou d'une maladie professionnelle)* (p. 4777, 4778); après l'Art. 2 *bis: Prestations de l'AMEXA pour les accidents de la vie privée* (p. 4779); *ses observations sur l'activité dominante* (p. 4779); Art. 3 : *Opinion de la direction des assurances* (p. 4780); *ses observations sur les paroles de M. Laudrin* (p. 4781); *modification des polices des compagnies d'assu-*

rances (p. 4781); Art. 5 : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots : « 30 juin 1962 » les mots : « 1er janvier 1967 »* (p. 4782); *son amendement tendant, dans cet article, à supprimer les mots : « auprès de l'assureur de leur choix »* (p. 4783); *élaboration d'un projet de loi sur l'assurance obligatoire des ouvriers par les exploitants* (p. 4783); *délai de six mois pour mettre au point cette assurance obligatoire* (p. 4783); *ses observations sur l'éventualité d'assurance obligatoire contre les accidents du travail* (p. 4785); *notion du libre choix de l'assureur* (p. 4785); *nécessité de garantir les salariés agricoles victimes d'accidents du travail* (p. 4785); Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : (Situation des personnes qui participent bénévolement au fonctionnement d'organismes à objet social créés au profit des professions agricoles)* (p. 4786); *son amendement tendant à introduire un nouvel article (Cas des personnes qui participent bénévolement au fonctionnement d'organismes à objet social dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle)* (p. 4786); *dépôt d'un projet sur l'assurance obligatoire en ce qui concerne les accidents des salariés agricoles* (p. 4786);

— en troisième lecture, du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole : *Problèmes concernant les exploitants; situation des artisans ruraux; problème du financement* [3 octobre 1966] (p. 3057); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Organisation d'une médecine du travail tendant à protéger l'ensemble des salariés et des apprentis)* [9 décembre 1966] (p. 5438, 5439); *organisation d'une médecine du travail obligatoire pour les salariés agricoles* (p. 5439); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Conditions d'organisation et de financement des examens de médecine préventive)* (p. 5439); *adhésion volontaire des exploitants à la médecine du travail; financement de la médecine préventive* (p. 5439); Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (Coordination des examens de santé visés à l'article 1250-2 du Code rural avec toute autre visite de médecine préventive)* (p. 5439); *son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Les décrets prévus pour l'application progressive de la présente loi devront intervenir dans un délai de trois ans à compter de sa promulgation »* (p. 5440);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M de finances pour 1967, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Suppression de la taxe de reprise; augmentation de la taxe de vulgarisation* [26 octobre 1966] (p. 3880); *ses observations sur les paroles de M. Commenay* (p. 3881); *ses observations sur les importations; interventions de la S.I.B.E.V.; réglementation de Bruxelles* (p. 3886); *ses observations sur les paroles de M. Loustau* (p. 3887); *ses observations sur la question de l'insuffisance des crédits du budget de l'agriculture* (p. 3890); *problèmes de l'élevage; aide accordée à la stabulation; problème de la référence de quinze unités de gros bovins* (p. 3891); *politique agricole du Gouvernement; construction agricole européenne; objectifs du Ve Plan; ses observations sur la règle de la majorité ou de l'unanimité au sein de la Communauté économique européenne; relations de la C.E.E. avec l'extérieur; problème du règlement financier; question des excédents; égalité des partenaires; fixation des prix communautaires pour certains produits; définition du Marché commun; disparité des prix des céréales au détriment du maïs; problèmes de l'aviculture; ses observations sur les petits abattoirs des campagnes; problèmes du vin, du tabac et de l'horticulture; décentralisation des marchés; Kennedy Round; négociations du G.A.T.T.; revenu agricole; progression annuelle de 4 à 5 % du revenu agricole; charges sociales pesant sur l'agriculture; augmentation des cotisations et des prestations; rôle du B.A.P.S.A.; cotisation vieillesse; possibilité de constituer un groupe de travail réunissant les représentants du ministère, des administrations, des professionnels et les parlementaires spécialistes de ce problème; dépenses en capital; fonds de développement économique et social; marchés d'intérêts nationaux de La Villette et de Rungis; crédit agricole; S.A.F.E.R.; coefficient de liquidité du crédit agricole; question du caractère du budget de l'agriculture; politique de l'élevage; indemnité viagère de départ; protection des accidents du travail; situation des petits éleveurs; expansion des produits animaux et de la viande; problèmes de l'enseignement; ses observations sur les adduc-*

tions d'eau, les crédits destinés à l'hydraulique et aux aménagements régionaux; calamités agricoles; caisses de crédit agricole régionales; exemple de la Suède; ses observations sur la population agricole (p. 3895 à 3903); *ses observations sur les paroles de M. Bayou* (p. 3904, 3905); *sur celles de M. Louis Vallon; problème du versement forfaitaire payé par les employeurs sur tous les salaires; revenu moyen par membre de ménage agricole; nombre d'assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques; modifications résultant de la revision cadastrale; taxe complémentaire; augmentation de la charge fiscale pesant sur l'agriculture; distinction entre certains types d'exploitations industrialisées et l'ensemble des exploitations, petites et moyennes* (p. 3906, 3907); *problème des cours du vin; prix de campagne* (p. 3911); *ses observations sur les paroles de M. Balmigère; problème viticole; soutien du marché* (p. 3916); *production des départements d'outre-mer; système de quota de base; ses observations sur le quota sur le prix le plus élevé; problèmes de la betterave et de la canne à sucre* (p. 3917); *interventions de la S.I.B.E.V.; marché de La Villette; ses observations sur la possibilité de créer une banque nouvelle pour le marché de la viande* (p. 3918); *problème du coupage des vins étrangers importés* (p. 3919); *relations entre les pays de la C.E.E. et les pays tiers; problème des importations de carcasses en provenance des pays européens* (p. 3920); *ses observations sur les paroles de M. Westphal; législation spéciale aux départements de l'Est* (p. 3920); *projet de loi relatif aux indemnités de départ* (p. 3922); *ses observations sur les paroles de M. Bousseau* (p. 3927) *et sur celles de M. Couzinet* (p. 3931); *taxe de résorption* (p. 3932); *problèmes de l'hydraulique; rôle de la Compagnie nationale du Rhône; aménagements régionaux* (p. 3933); *aménagement de l'espace rural* (p. 3933, 3934); *indemnités viagères de départ* (p. 3934, 3935); *exportations de veaux vers l'Italie; lutte contre la brucellose* [27 octobre 1966] (p. 3948); *problèmes des communes rurales* (p. 3949); *situation des zones déshéritées et des zones montagneuses* (p. 3950); *ses observations sur les paroles de M. Brousset* (p. 3951); *problèmes des forêts; personnel forestier* (p. 3952); *crédits consacrés aux jardins ouvriers* (p. 3952); *politique de qualité en matière animale; problèmes concernant les étudiants vétérinaires* (p. 3953); *ses observations sur les paroles de M. Lecornu* (p. 3953); *remembrement* (p. 3953); *ses observations sur les paroles de M. Beauguitte* (p. 3955); *crédits destinés à la vulgarisation* (p. 3955); *action des S.A.F.E.R.* (p. 3956); *subvention accordée à l'élevage* (p. 3956); *impossibilité de modifier la liste du matériel agricole ouvrant droit à la ristourne de 10 %; lutte contre le rat musqué; projet d'abattoir d'Aire-sur-la-Lys* (p. 3957); *F.O.R.M.A.* (p. 3957); *situation des volaillers* (p. 3958); *rôle des coopératives* (p. 3958); *indemnité viagère de départ* (p. 3959); *ses observations sur les paroles de M. Houcke* (p. 3960); *problèmes vétérinaires* (p. 3961); *crédits en faveur de l'élevage* (p. 3962); *ses observations sur les paroles de M. Raffier* (p. 3964); *problèmes concernant la conserverie* (p. 3965); *crédits pour la vulgarisation; B.A.P.S.A.; ristourne sur le matériel agricole; modernisation de notre agriculture; ses observations sur les adductions d'eau et d'hydraulique; fonds européen d'orientation et de garantie agricole; création d'une direction de l'élevage et des produits animaux; rôle de la direction des relations internationales; situation des salariés agricoles* (p. 3965, 3966); *son amendement tendant à réduire le montant des crédits du titre IV de l'Etat B de 14 millions de francs* (p. 3966); *son amendement tendant à majorer le montant des crédits du titre IV de l'Etat B de 14 millions de francs* (p. 3966); *ses observations sur son amendement* (p. 3966); *villages témoins; remembrement; nombre des communes classées rurales; arasements de talus* (p. 3967);

— du projet de loi sur l'élevage : *Ses observations sur les paroles de M. Fourmond* [22 novembre 1966] (p. 4720) *et sur celles de M. André Halbout* (p. 4721); *protection sanitaire; ses observations sur la fièvre aphteuse et la brucellose* (p. 4722); *aide aux exploitations familiales* (p. 4722); *nécessité de faire un effort d'équipement* (p. 4723); *conditions d'attribution des subventions* (p. 4725); *rôle des sociétés hippiques* (p. 4726); *rôle de la génétique; problèmes de la commercialisation* (p. 4729); *situation des zones montagneuses* (p. 4729); *mortalité des veaux* (p. 4732); *ses observations sur les paroles de M. Escande* (p. 4732); *rôle de la S.I.B.E.V.* (p. 4733, 4734); *distinction entre le seuil de déclenchement et le prix d'achat* (p. 4734); *ses observations sur les paroles de M. Cattin-Bazin* (p. 4735); *centres d'élevage* (p. 4737, 4738); *lutte contre la brucellose* (p. 4739); *ses observations sur la race « blonde d'Aquitaine »* (p. 4740); *rôle des collectivités locales* (p. 4740); *normes*

de la stabulation (p. 4741); *problème du paiement du lait à la matière grasse* (p. 4741); *ses observations sur les paroles de Mme Aymé de La Chevrelière* (p. 4742); *rôle du centre départemental de l'élevage* (p. 4743); *foire de Charolles* (p. 4743); *régionalisation économique* (p. 4743, 4744); *élaboration du texte; caractère du projet de loi; rôle de l'élevage dans l'économie intérieure; production de viande; ses conséquences en matière d'inflation; aspect socio-économique de l'agriculture française; protection sanitaire; suppression de la tuberculose et de la fièvre aphteuse; lutte contre la brucellose; problème de la commercialisation; ses observations sur les abattoirs; insémination artificielle; intérêt de l'œuvre généalogique; testage des taureaux; problème de la régionalité; création d'un centre régional; vulgarisation; développement des crédits; problèmes de la stabulation; aide à l'exploitation de type familial; rôle de la direction de l'élevage* (p. 4787 à 4790); Art. 1er : *Protection sanitaire* (p. 4793); *conseil supérieur de l'élevage* [23 novembre 1966] (p. 4794); Art. 2 : *Identification des animaux* (p. 4795); *ses observations sur les animaux destinés à la reproduction* (p. 4795); *race d'Aubrac* (p. 4795, 4796); Art. 5 : *Ses observations sur les paroles de M. Charvet* (p. 4797); *et sur celles de M. Arthur Moulin* (p. 4798); *son amendement tendant après le troisième alinéa de l'article 5 à insérer de nouvelles dispositions: (Cas des éleveurs se trouvant dans la zone d'action d'un centre de mise en place)* (p. 4799); Art. 6 : *Ses observations sur la monte privée; exploitation des centres d'insémination* (p. 4801); Art. 10 : *Son amendement tendant après les mots: « Art. 5 » à insérer les mots: « alinéas 1 et 3 »* (p. 4802); Art. 11 : *Ses observations sur les amendements de M. Fouchier et de M. Arthur Martin* (p. 4802); Art. 12 : *Composition de la Commission nationale technique* (p. 4802, 4803); après l'Art. 13 : *Rôle de la Commission nationale de protection sanitaire* (p. 4803); Art. 14 : *Livres généalogiques* (p. 4805); *cas du Centre départemental d'élevage du Jura* (p. 4805), *rôle de l'établissement départemental de l'élevage* (p. 4805); *problème de la vulgarisation* (p. 4806); *centres d'insémination artificielle* (p. 4806); *importance de l'entente et de la coordination* (p. 4807); *Fédération bovine organisée par le conseil général du Jura* (p. 4807); *rôle du Centre départemental ou interdépartemental de l'élevage* (p. 4807); *problème des ressources* (p. 4808); *paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité* (p. 4808); Art. 15 : *Rôle des organisations professionnelles* (p. 4809); Art. 18: *Ses observations sur les amendements de MM. Boscary-Monsservin et de Poulpiquet* (p. 4810, 4811); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Les entreprises agricoles à caractère familial, les groupements d'éleveurs agréés ou reconnus bénéficient seuls de cet encouragement »* (p. 4811); *problème des subventions* (p. 4811); *exploitation familiale* (p. 4811, 4812); *aide aux exploitations de type familial* (p. 4813); *ses observations sur les explications de vote de M. Boscary-Monsservin* (p. 4815); En deuxième lecture : *Situation des départements d'outre-mer, notamment de la Réunion* [15 décembre 1966] (p. 5612); *ses observations sur les paroles de M. Fourvel* (p. 5612); *assurance maladie* (p. 5613); Art. 1er : *Ses observations sur l'aviculture* (p. 5613); Art. 5 : *Principes de la loi* (p. 5614); *rôle des coopératives; statut fiscal de la coopération* (p. 5615); Art. 14 : *Conseil supérieur de l'élevage* (p. 5616); *rôle des établissements d'élevage* (p. 5616, 5617); *livres généalogiques* (p. 5617); *tenue des livres généalogiques; centres d'insémination artificielle* (p. 5618); *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Fouchier à insérer les mots: « et des unités de sélection y compris les organismes chargés de la tenue des livres généalogiques »* (p. 5618); Art. 18 : *Exploitation familiale* (p. 5619); *attribution des crédits* (p. 5620); *ses observations sur l'élevage d'embouche* (p. 5620);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, seconde délibération, Art. 33 : *Situation de notre économie agricole; politique des abattoirs; leur modernisation; disparition des tueries; intérêt des collectivités locales, des producteurs et des consommateurs; problème des exportations; rôle de la S.I.B.E.V.; fixation de la taxe* [6 décembre 1966] (p. 5283 à 5285); *plan d'équipement; avis des conseils généraux; abattoirs modernes* (p. 5285, 5286).

Répond à la question orale de M. Massot relative à l'équipement des départements des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes : *Sévère répartition entre les régions d'aménagement des crédits inscrits au chapitre 61-61 du budget de l'agriculture ; grands travaux du canal de Provence; aménagement de la vallée de la Durance ; extensions d'irrigation du canal*

de Gap; élaboration d'un programme d'hydraulique à l'échelon de la région; problème des régions déshéritées; demande au F.E.O.G.A.; régionalisation des crédits [9 décembre 1966] (p. 5422, 5423).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Paul Coste-Floret, Bayou, Ponseille, Balmigère, relatives à la campagne viticole : *Prix de campagne* [9 décembre 1966] (p. 5423, 5424); *importation des vins tunisiens et indemnisation des Français rapatriés de ce pays* (p. 5425, 5426, 5427, 5428); *prix agricoles et Marché commun* (p. 5429); *prix de campagne; aide aux viticulteurs sinistrés; problème général des calamités agricoles; problème des difficultés franco-suisses relatives au vin et aux laits médicaux; soutien du prix des vins de consommation courante; politique des importations; problème des petites exploitations viticoles; importation des vins de Tunisie; interdiction des coupages; caves coopératives; autorisation d'effectuer des plantations anticipées; amélioration de la qualité* (p. 5433 à 5436).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi modifiée par le Sénat, relative au régime social des ostréiculteurs, mytiliculteurs et pisciculteurs inscrits maritimes, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots: « les intéressés relèvent », à supprimer les mots: « au seul titre de leur activité ostréicole, mytilicole ou piscicole »* [9 décembre 1966] (p. 5442); Art. 1 *bis: Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5442, 5443); Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Saintout; régime social des marins* (p. 5443).

FAURE (M. Gilbert), *Député de l'Ariège, 1re circonscription (S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé membre de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 60-1256 prise en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960 relative à la lutte contre certains fléaux sociaux, **n° 2013** [29 juin 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, Education nationale : *Situation de l'enseignement technique; nécessité d'une formation rapide de nombreux techniciens; absence de bâtiments dans l'enseignement technique; impossibilité pour celui-ci d'accepter toutes les candidatures d'élèves; cas de Commercy, Champigny-sur-Marne, Châlons-sur-Marne; crise du recrutement des maîtres dans l'enseignement technique; nécessité d'améliorer leurs traitements; problème des auxiliaires; réforme souhaitable des programmes de l'enseignement technique; insuffisance des crédits; financement de la force de frappe* [19 janvier 1963] (p. 1237 à 1239).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale : *Problème de l'enseignement technique; situation à cet égard dans le Sud-Ouest; insuffisance des locaux, des maîtres; retard en France en matière d'enseignement technique; élévation nécessaire du niveau de la culture générale et scientifique; conséquences de la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans; importance de l'orientation scolaire et de l'orientation professionnelle; manque de maîtres dans l'enseignement technique; incidence du décret n° 62-1404 du 27 novembre 1962 sur les constructions scolaires; poids que représente pour les finances des collectivités locales la construction d'établissements techniques* [20 juin 1963] (p. 3614 à 3616).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat, relative aux calamités atmosphériques [25 octobre 1963] (p. 5674, 5681).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Education nationale : *Problèmes posés par*

la rentrée dans l'enseignement technique; pénurie de locaux et de maîtres; détérioration du rapport élèves-professeurs dans l'enseignement technique; nécessité d'augmenter les crédits; élever le niveau de la masse; former les techniciens de demain [6 novembre 1963] (p. 6579).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale avec débat relative à la durée du service militaire : *Fin des hostilités en Algérie; transformation des armements; possibilités de réduire la durée du service militaire à un an* [15 novembre 1963] (p. 7285, 7287, 7288).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans les deuxième et troisième alinéas de l'article 2, à supprimer les mots « privés d'emploi »* [28 novembre 1963] (p. 7545).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative aux orages de grêle en Ariège [29 novembre 1963] (p. 7572, 7573).

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale sans débat relative à la discrimination entre anciens combattants de la première et de la seconde guerre mondiale [23 octobre 1964] (p. 3870, 3871, 3872).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Situation critique de l'enseignement technique; crédits supplémentaires pour les C.E.T. et les lycées techniques; atteindre les objectifs du IVe Plan; problème du personnel; situation inquiétante pour le personnel enseignant des ateliers; pénurie des maîtres titulaires dans les lycées techniques; ministère devant appliquer les décisions du décret du 1er mars 1963; rôle de l'enseignement technique pour l'avenir* [29 octobre 1964] (p. 4155 à 4157);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Professeurs de l'enseignement technique; élèves de cet enseignement; réduction des horaires de français; élever le niveau de culture de ces élèves; enseignement technique supérieur; constructions scolaires nécessaires à l'enseignement technique* [18 octobre 1965] (p. 3826).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique à l'égard des anciens combattants : *Mission de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre* [1er juin 1966] (p. 1622, 1623).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Nécessité d'éviter la remise de la formation professionnelle entre les mains du patronat; rôle du comité permanent au niveau régional; augmentation de la taxe d'apprentissage; problème des conventions; situation des travailleurs sans emploi; multiplication des conventions signées entre l'Etat et les entreprises; rémunération des travailleurs effectuant des stages de formation ou de promotion; collèges d'enseignement secondaire; problème des réalisations projetées par le Gouvernement à partir de 1970; formation professionnelle devant relever d'un grand Ministère de l'Education nationale; groupe socialiste réservant son vote* [5 octobre 1966] (p. 3146 à 3148); Ses explications de vote : *Consultation des organisations syndicales de la fonction publique; abstention du groupe socialiste* [6 octobre 1966] (p. 3192);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Formation professionnelle; niveau culturel et professionnel de la jeunesse; lycées techniques; situation des directeurs et directrices des collèges d'enseignement technique; modicité des traitements; nombre des maîtres auxiliaires; développement des écoles normales nationales d'apprentissage; nécessité d'augmenter le nombre de places de professeurs de collège d'enseignement technique* [2 novembre 1966] (p. 4141, 4142).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative à l'aide aux sinistrés de la Haute Ariège [25 novembre 1966] (p. 5006, 5007).

FAURE (M. Maurice), *Député du Lot, 1re circonscription (R. D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [19 décembre 1962] (p. 176), [17 décembre 1964] (p. 6168).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION : *Disparition du monopole de la presse écrite en matière d'information ; différentes subventions ; prêts ; évolution en la matière en Grande-Bretagne ; difficultés de la presse écrite pour se procurer des informations ; rôle amoindri du Parlement ; secret entourant les décisions du Gouvernement ; futur statut de la R.T.F. ; emprise du Gouvernement sur la R.T.F. ; crise matérielle de celle-ci ; conflits entre les journalistes de la R.T.F. et le pouvoir ; désaffection relative du public pour les émetteurs gouvernementaux ; problème de l'objectif du journal parlé ; problèmes essentiels que devra régler le statut de la R.T.F.* [10 janvier 1963] (p. 542, 543).

Ses observations sur les propositions de la conférence des présidents : *Engagement pris antérieurement par le Gouvernement de faire voter le statut de la R.T.F.* [8 mai 1963] (p. 2795).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat, relative à l'exercice du droit de préemption de la S.A.F.E.R. [17 mai 1963] (p. 2980).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération franco-allemande : *Route de la réconciliation franco-allemande ; C.E.C.A. ; règlement du problème sarrois ; Communauté économique européenne ; assimilation faite par M. Debré en 1952 de la politique franco-allemande à la politique de Laval ; déclarations de M. Gaston Palewski en 1953 ; celles de M. Vallon en 1964 ; caractère bilatéral du présent traité ; multiplication des dissentiments entre la France et l'Allemagne depuis la signature du traité ; échecs dans le domaine de la coopération militaire ; positions différentes de la France et de l'Allemagne en ce qui concerne le Marché commun ; force multilatérale ; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; système des consultations intergouvernementales et l'article 6 du traité de la Sainte-Alliance ; caractère limité des dispositions prévues dans le présent traité ; importance considérable du préambule voté par le Bundestag ; politique gouvernementale en matière de force de frappe ; absence de contradiction portée à la télévision par les adversaires de cette politique ; poids des dépenses militaires ; renonciation de la Grande-Bretagne, pour des raisons monétaires, à son projet d'armement atomique ; déclarations de M. Sanguinetti sur le poids des guerres coloniales perdues et le rôle de celui-ci au moment du 13 mai ; argument évoqué par le Gouvernement du rôle bénéfique joué par l'armenent atomique dans le développement scientifique ; possession par l'Allemagne d'un navire commercial à propulsion nucléaire avant la France ; affectation à des fins militaires d'un combustible émanant de la pile atomique de Chinon ; multiplication probable des forces de frappe nationales à partir du moment où la France en disposera d'une ; nécessité d'assurer la relance européenne et de ressusciter l'esprit communautaire ; négociations relatives à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; discussions de Genève sur les problèmes douaniers* [13 juin 1963] (p. 3341 à 3345) ; *conséquences de la possession par la France d'une force de frappe atomique sur la dissémination des forces atomiques nationales* (p. 3350) ; *sa demande d'ajournement ; divergences existant en matière de politique étrangère entre le Gouvernement et une partie de l'Assemblée* (p. 3374, 3375) ; *raisons pour lesquelles M. Maurice Schumann a démissionné du Gouvernement en mai 1962* (p. 3376).

Pose à M. le Ministre de l'Information une question orale avec débat relative au statut de la R.T.F. : *Importance du présent débat ; déclarations faites par le Premier Ministre le 4 octobre 1962 sur le prochain dépôt du projet de réforme du statut de la R.T.F. ; évolution de la position du Ministre de l'Information à ce sujet ; nécessité d'établir un statut de la R.T.F. ; caractère limité de l'ordonnance du 4 février 1959 relative à la R.T.F. ; désordre de gestion qui caractérise la R.T.F. ; instabilité administrative de ce service ; mutations de personnel ; récente mutation d'office de MM. Penchenier, Péricard et Pajard ; grève du mois d'octobre dernier ; droit du Parlement de se saisir de la question du statut de la R.T.F. ; problème des rapports entre la loi et le Règlement ; article 34 de la Constitution et Conseil constitutionnel ; arguments qui militent en faveur du caractère législatif du statut de la R.T.F. ; problème de la liberté de l'objectivité de l'information ; cas récent de la grève des mineurs ; contre-vérités exprimées à la télévision ; commentaires sur la mort du Souverain Pontife ; nécessité de doter la R.T.F.*

d'un statut lui assurant une liberté analogue à celle de l'Universsité [14 juin 1963] (p. 3409 à 3411) ; *arguments juridiques en faveur du caractère législatif d'une réforme du statut de la R.T.F.* (p. 3416); *interprétation de l'alinéa 2 de l'article 37 de la Constitution* (p. 3417).

Son rappel au Règlement : *Manière dont la télévision a rendu compte des débats de l'Assemblée Nationale; seule intervention du Ministre des Affaires étrangères sur l'écran* [28 avril 1964] (p. 977).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Conception démocratique de l'information; liberté d'expression; information devenue le quatrième pouvoir; respect de la liberté d'expression; informer objectivement l'opinion* [27 mai 1964] (p. 1414, 1415); *interdiction faite à M. Paul Reynaud de parler de son dernier livre à l'émission « Lecture pour tous »; désordre sévissant à la R.T.F.; objectivité de la R.T.F.; représentation du Gouvernement dans le conseil d'administration; directeur général et directeurs généraux adjoints nommés par décret; problème de la « tutelle » ou de « l'autorité »; exemple de l'Italie, de l'Allemagne, de la Belgique, des Pays-Bas, de l'Angleterre; conseils d'administration réellement indépendants du Gouvernement dans ces pays* (p. 1416 à 1418); *responsabilités de chacun dans les problèmes de la R.T.F.; vote d'une loi permettant aux hommes d'être à l'abri de la tentation; élaborer un statut permettant la réputation et le rayonnement de la R.T.F.; rôle de l'Etat dans une nation moderne; problème de l'enseignement et de l'information* (p. 1418, 1419); *son temps de parole à la télévision; consultation référendaire* [28 mai 1964] (p. 1461); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans l'article 2, à substituer aux mots « du Ministre chargé de l'information » les mots « du Ministre des Postes et Télécommunications »* (p. 1468); *donner la R.T.F. à un Ministre technique et non au Ministre le plus politisé du Gouvernement, Ministre de l'Information étant le porte-parole du Gouvernement; opinion de M. Marette à ce sujet* (p. 1469); Art. 5 : *Son amendement (émissions faites par le Gouvernement, responsabilité, nombre d'heures d'émission)* (p. 1495); *retrait de cet amendement* (p. 1495); *possibilité pour les différentes tendances de l'opinion de s'exprimer en tenant compte de leur représentation parlementaire* (p. 1495); *problème de l'information dans le cadre d'une démocratie pluraliste; souci de maintenir la liberté d'expression de toutes les tendances de l'opinion* (p. 1495); Art. 6 : *Son amendement (nomination du directeur général)* (p. 1499); *importance de son amendement; mode de désignation du directeur général; rejet des propositions concernant la composition du conseil d'administration enlevant beaucoup de sa valeur à l'amendement; exiger une majorité des deux tiers pour élire le directeur général; sa nomination pour trois ans* (p. 1499); *problème de l'équilibre des pouvoirs; conseil d'administration n'ayant aucun pouvoir sur le directeur général; comparaisons avec la B.B.C.; cas de M. Brown s'étant vu refuser le droit de répondre à M. MacMillan* (p. 1500); En seconde délibération, Art. 5 : *Problème des méthodes de délibérations et de débats parlementaires; acceptation ou rejet par le Gouvernement de sa majorité de certains amendements; scrutin bloqué* (p. 1507);

— sur la motion de censure : *M. Boscary-Monsservin ayant été le Ministre de l'Agriculture du Président Félix Gaillard* [27 octobre 1964] (p. 3948);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Occasion d'un examen au fond de la politique étrangère; dépassement de la portée et du contenu propre du budget des affaires étrangères; importance du mois d'octobre; voyage de M. le Président de la République en Amérique latine; révolution de palais survenue à Moscou; problème d'un changement politique éventuel; explosion de la bombe chinoise; détente entre Moscou et Pékin; retrait de la France du Marché commun; dispersion des puissances membres de la Communauté économique européenne; son incontestable gravité; problème du retrait de notre pays de l'alliance atlantique; question de savoir si la France demeure fidèle à la politique traditionnelle et atlantique ou si elle envisage une politique de rechange; solidarité occidentale; indépendance de l'Europe; critiques faites à la situation de l'Europe, devenue satellite des Etats-Unis d'Amérique; disparition des Etats souverains; avenir de l'Europe; éléments nombreux en Allemagne fidèles au libre-échangisme; fixation et application des prix communs; fixation des prix agricoles; prix des ressources énergétiques; unification des politiques monétaires; doter l'Europe d'institutions politiques, c'est-à-*

dire d'un exécutif et d'un Parlement élu au suffrage universel; Europe devant échapper à la technocratie et devant se diriger vers la démocratie; rapports entre cette Europe et les Etats-Unis; problème de l'isolationnisme; cas de la force multilatérale; apport original et substantiel de l'Europe à sa défense; possibilité, grâce à la force multilatérale, pour les Etats-Unis, de se lier plus organiquement à l'Europe; idées de M. Spaak; relance d'une force consultative entre les gouvernements des six pays; création d'un organisme indépendant capable d'arbitrer et de proposer des solutions communes; efficacité de l'action d'un tel organisme; impossibilité d'une politique étrangère de rechange; limites à l'égard du tiers monde; caractère fantaisiste d'un axe Paris-Pékin; résultats d'une politique européenne d'une douzaine d'années [3 novembre 1964] (p. 4425, 4428);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Ses observations sur les paroles de M. Sanguinetti* [1er décembre 1964] (p. 5730); *sécurité et avenir de notre pays; problème de l'alliance; isolemcnt de la France; monopole américain; notion de défense nationale et de défense intégrée; propos tenus par le Chef de l'Etat à Strasbourg; interprétation possible de la doctrine officielle; sommet occidental paraissant opportun pour rechercher un accord; concours des Etats-Unis pour l'organisation de la sécurité* [2 décembre 1964] (p. 5797 à 5799); ses explications de vote : *Ses observations sur les propos tenus par M. Michel Debré; déchirement possible de l'alliance atlantique* (p. 5808, 5809);

— sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen des propositions de loi de M. Hersant : 1° *tendant à* rendre obligatoire le placement des réserves techniques des sociétés pratiquant l'assurance automobile en emprunts d'Etat destinés à la construction d'un réseau d'autoroutes de liaison; 2° tendant à une réforme de structure des sociétés d'assurances permettant d'associer les assujettis à l'assurance automobile obligatoire à la gestion de leur risque; 3° tendant à modifier les conditions et les effets du retrait d'agrément des sociétés d'assurances ; 4° tendant à instituer une réduction ou une majoration des primes d'assurances automobile, en fonction du risque présenté par le titulaire des contrats : *Son intervention, comme président du groupe du rassemblement démocratique* [3 décembre 1964] (p. 3821).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative à la propagande lors des élections municipales [30 avril 1965] (p. 1044); *Formes revêtues par la pression officielle lors des dernières élections municipales; chantage systématique aux subventions ; campagne électorale à Lyon; abus de l'O.R.T.F. pendant le déroulement de la campagne municipale; renvoi de journalistes comme Penchenier; suppression d'émissions comme « La caméra explore le temps »* (p. 1047 à 1050, 1054).

Pose à M. le Ministre de l'Information une question orale avec débat relative au respect du statut de l'O.R.T.F. [30 avril 1965] (p. 1055).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *crise atlantique; Europe devant avoir une politique autonome et originale; Europe étant le deuxième grand ensemble au sein du monde libre; problème de la sécurité; solidarité occidentale; solution du problème allemand; défense nucléaire; notion de force de frappe nationale; notion d'interdépendance; unité européenne; coopération nucléaire pouvant s'instituer entre la France et l'Angleterre; problème européen; force d'une Europe politique unie; propositions de la Commission de Bruxelles; politique agricole; traité de Rome et le problème agricole* [20 octobre 1965] (p. 3892, 3893); *rupture du Traité de Rome étant très grave pour notre économie; prise en charge communautaire de l'exportation de nos surplus agricoles; notion de marchés organisés; politique commune de l'énergie; coopération politique; rôle de la Commission; conseil des Ministres; accord de Yaoundé; Fonds européen d'organisation et de garantie agricole; style de la diplomatie du Gouvernement; traité franco-allemand; accords d'Evian* (p. 3893 à 3895);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Communauté économique européenne; évolution des partenaires de la France; plan Rueff-Armand; taux d'expansion; équilibre interne du plan; budget social de la Nation; budget des entreprises publiques nationales; déficit de*

la R.A.T.P. et de la S.N.C.F.; financement du budget des collectivités locales; rôle des collectivités locales; sources de crédit public ou semi-public; évolution des prix; politique économique extérieure; balance des comptes; balance des services; investissements étrangers; politique avec l'outre-mer; force de frappe; Education nationale; ses observations sur les logements; retard accumulé par la population rurale en matière sociale; exode rural; accroissement des cultures maraîchères; taux de l'autofinancement [4 novembre 1965] (p. 4458 à 4452); *rôle de contrôle du Parlement; ses observations sur les paroles de M. Pompidou; ses observations sur l'intérêt général et l'intérêt particulier* (p. 4462);

— sur la motion de censure : *Thèse qui consiste à assimiler explicitement ceux qui sont favorables au maintien de la France dans l'O.T.A.N. comme des porte-parole de l'étranger; radars de l'O.T.A.N.; disparition de la menace qui pèse sur l'Occident; potentiel militaire de l'Europe de l'Est et des forces soviétiques; ses observations sur notre sécurité et notre politique générale; meilleure garantie de la dissuasion d'une agression éventuelle restant la présence physique des troupes américaines sur le continent européen; référence à la situation de 1939; notre participation à l'O.T.A.N. ne nous ayant pas empêché de reconnaître la Chine ni d'adopter une position indépendante au sujet du conflit du Sud Viêt-nam; opérations en Algérie; mémorandum de septembre 1958; problème de savoir si la France a consulté ses partenaires avant de reconnaître la Chine et de prendre la décision de retirer nos forces de l'O.T.A.N.; impossibilité de bâtir l'Europe contre les Etats-Unis; Kennedy round; détente n'étant possible que si elle concerne l'ensemble des peuples d'Occident; isolement de la France* [19 avril 1966] (p. 774 à 777).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat, relative au prix et au marché européen du tabac [29 juin 1966] (p. 2449, 2452, 2453).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la retransmission des débats les plus importants de l'Assemblée nationale à la télévision; impératifs de la démocratie* [13 octobre 1966] (p. 3389).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Problèmes d'équipement des départements et des communes; objectifs du Plan; responsabilités des collectivités locales; réforme des finances locales; travaux d'équipement; diminution du taux des subventions; distinction entre la dépense dite subventionnable et le coût réel d'une opération; emprunts des collectivités locales; rôle de la Caisse des dépôts et consignations; importance des C.O.D.E.R. et de la Commission départementale d'équipement; donner aux collectivités locales une plus grande autonomie financière; dialogue entre les collectivités locales et l'Etat; possibilité d'élaborer des plans quinquennaux au niveau des villes d'une certaine importance et au niveau des départements; logement des maîtres des collèges d'enseignement secondaire; politique d'aménagement du territoire; cas de la ville de Stuttgart* [24 octobre 1966] (p. 3767 à 3769).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale sans débat relative à la suppression de certaines lignes de la S.N.C.F. [28 octobre 1966] (p. 4062).

FEIX (M. Léon), *Député de Seine-et-Oise, 1re circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1952] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'exercice des libertés syndicales à l'intérieur des entreprises, établissements, administrations et services, **n° 276** [17 mai 1963].

Sa proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête sur le fonctionnement des services de la préfecture de police, de la sûreté nationale, de la police judiciaire, du service de documentation extérieure et de contre-espionnage et du secrétariat général pour la Communauté et les affaires africaines et malgaches, **n° 1793** [28 avril 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Inquiétudes soulevées par les déclarations du Chef de l'Etat le 14 janvier et la signature du traité de coopération franco-allemande; position prise par le Gouvernement français au moment de l'affaire de Cuba; caractère faussement indépendant de la politique étrangère française; nécessité de limiter les armements atomiques; leçons de l'affaire de Cuba; véritable signification du récent accord franco-allemand; problème de la frontière Oder-Neisse; inclusion de Berlin-Ouest dans le traité de coopération; clauses militaires de ce traité; problème de l'armement atomique de l'Allemagne fédérale; clauses culturelles du traité; reconnaissance souhaitable de la République démocratique allemande; avantages que présenterait l'ouverture de négociations entre le Marché commun et le conseil d'entraide économique des pays socialistes; règlement du problème de Berlin-Ouest* [23 janvier 1963] (p. 1658 à 1661);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Besoins en écoles et en maîtres dans la Seine-et-Oise; angoisse des parents d'élèves dans ce département; action du Gouvernement* [6 novembre 1963] (p. 6568).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative à l'aménagement de la région parisienne [18 juin 1965] (p. 2241); *Nécessité de revoir le problème du P.A.D.O.G.; construction d'une série de villes-satellites bâties sur des axes préférentiels (réseau de « super-Sarcelles »); intérêts des grandes sociétés immobilières ; protestation de maires de la région de Versailles; superficie des Z.A.D. dans la Seine-et-Oise; nécessité de rapprocher le lieu de travail du lieu d'habitation; sa critique du choix des préfectures et sous-préfectures des nouveaux départements* (p. 2247 à 2249).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Cas du département de Seine-et-Oise; expansion démographique; rentrée scolaire; regroupement des classes à faible effectif; exemple de La Celle-Saint-Cloud; groupe scolaire du Moulin-Vert de Sannois; comité technique paritaire de Seine-et-Oise* [19 octobre 1965] (p. 3859, 3860); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Aggravation de la guerre au Viet-nam; accords de Genève de 1954; mainmise américaine sur le Viet-nam; sauvagerie des bombardements au Sud et au Nord Viet-nam ; impérialisme américain ; démarche du Pape Paul VI à l'O.N.U.; développement des divergences entre les principales puissances occidentales; rôle du capital français; relations économiques; contradictions dans la politique extérieure du Gouvernement; attitude de la France lors du vote condamnant les racistes blancs de Rhodésie; liquidation des bases américaines au Sud Viet-nam; possibilité de reconnaître officiellement la République démocratique du Viet-nam; importance et rôle de l'O.N.U.; conflit indo-pakistanais; mise en place de la force de frappe; sécurité européenne; désengagement de la France à l'égard des blocs militaires; existence du Marché commun; représentation des assemblées élues et des syndicats de chaque pays dans les diverses assemblées européennes; traité entre la France et l'Allemagne de l'Ouest; participation à la stratégie nucléaire occidentale; frontière Oder-Neisse; possibilité de reconnaissance de la République démocratique allemande; aggravation du danger militariste en Allemagne de l'Ouest; déroulement à Grenoble des futurs Jeux olympiques d'hiver; participation de maisons françaises aux foires de Leipzig; construire pour la France un avenir démocratique; coexistence pacifique; participation de la France aux discussions internationales contre la dissémination des armes atomiques* [20 octobre 1965] (p. 3897 à 3900).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative à l'enlèvement d'une personnalité politique étrangère [6 mai 1966] (p. 1128) : *Profonde émotion soulevée dans l'opinion française et internationale par l'enlèvement de Ben Barka ; comportement de certains fonctionnaires de la police ; rôle de M. Lemarchand ; constitution nécessaire d'une commission parlementaire d'enquête* (p. 1135, 1136).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Problème des rapatriés; coût du rapatriement; problème de l'indemnisation; insuffisance des programmes spéciaux de relogement*

des rapatriés en H.L.M.; ses observations sur les pensions et les retraites; cas des rapatriés bénéficiaires en Afrique du Nord de prêts du crédit foncier et qui ne possèdent plus les immeubles ayant servi de gage à leur emprunt [24 octobre 1966] (p. 3782, 3783); EDUCATION NATIONALE : *Fermeture de classes dans le département du Nord, cas de Seine-et-Oise; ses observations sur l'école Brossolette-garçons d'Argenteuil* [2 novembre 1966] (p. 4143, 4144);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Groupe communiste étant favorable à une consultation de la population de la Côte française des Somalis; servitudes du régime colonial; déroulement de la campagne électorale; conséquences du référendum; éventuelle rupture des relations entre Paris et Djibouti; ses observations sur le nouveau statut du territoire; respect de la liberté de parole et d'opinion; justification nécessaire de trois années de résidence pour participer au scrutin; truquage des listes électorales; possibilité d'envoyer sur place des membres de tous les groupes dotés de pouvoirs nécessaires pour assurer une vérification objective de la consultation; attitude du Gouvernement à l'égard de M. Paul Vergès* [2 décembre 1966] (p. 5225 à 5227); *déclaration des principaux responsables des partis communistes de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe* (p. 5233); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : (Non-admission à la consultation électorale des fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat qui sont ou ont été en fonction ou en stationnement temporaire dans le territoire)* (p. 5241); après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article:* « *Une commission comprenant les représentants de tous les groupes parlementaires se rendra sur place afin de contrôler l'organisation de la campagne électorale et le déroulement de la consultation* » (p. 5241); Ses explications de vote : *Application du vote bloqué* (p. 5243).

FEUILLARD (M. Gaston), *Député de la Guadeloupe, 3e circonscription (R. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1er juin 1966] (p. 1628);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les Sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365).

Est élu juré suppléant de la Haute Cour de Justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 112, adopté par le Sénat,

modifiant l'article 2 du décret n° 53-161 du 24 février 1953 déterminant les modalités d'application du Code de la nationalité française dans les territoires d'outre-mer, **n° 390** [25 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 347 adopté par le Sénat, réprimant dans les territoires d'outre-mer les infractions au régime des servitudes aéronautiques, **n° 486** [19 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 173 relatif aux droits réels sur aéronefs et à la saisie et vente forcée de ceux-ci, **n° 487** [19 juillet 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (Départements d'outre-mer), **n° 638** [7 novembre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (Territoires d'outre-mer), **n° 639** [7 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 623) modifié par le Sénat, autorisant la ratification de la Convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, signée à Genève le 19 juin 1948, **n° 747** [17 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 624) modifié par le Sénat, modifiant et complétant certaines dispositions des titres I et IV du livre premier du Code de l'aviation civile relatives aux droits réels sur aéronefs et aux saisie et vente forcée de ceux-ci, **n° 748** [17 décembre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087). Départements d'outre-mer, **n° 1112** [20 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087). Territoires d'outre-mer, **n° 1113** [20 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1361) portant modification de l'article 2 du décret n° 46-2380 du 25 octobre 1946 portant création d'un conseil général à Saint-Pierre-et-Miquelon, **n° 1445** [10 juin 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) (départements d'outre-mer), **n° 1611** [11 octobre 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) (territoires d'outre-mer), **n° 1618** [13 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1643) relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation, dans les départements de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane, **n° 1659** [10 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1815 relatif à la suppléance du magistrat chargé du service de la juridiction de droit commun instituée sur le territoire des îles Wallis et Futuna, **n° 1983** [25 juin 1966].

Son projet de loi, au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1728 relatif à la capacité des associations culturelles dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, **n° 1984** [25 juin 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1967

(deuxième partie : départements d'outre-mer), **n° 2087** [18 octobre 1966].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un fonds de garantie en vue de contribuer à la réparation des dommages causés à la production bananière française par les calamités naturelles, **n° 2104** [24 octobre 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Territoires d'outre-mer, **n° 2125** [7 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Insuffisance des moyens d'action prévus par le quatrième plan pour les D.O.M.; rôle du F.I.D.O.M.; intervention souhaitable du F.O.R.M.A.; problèmes de l'agriculture des D.O.M.; cas de la banane, du café, du cacao, du sucre; recherche d'une parité sociale entre les D.O.M. et la Métropole* [22 janvier 1963] (p. 1431 à 1433);

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif au Code de la nationalité française dans les territoires d'outre-mer en qualité de *Rapporteur: Problème de l'attribution de la nationalité française en raison de la naissance ou de la résidence en France; application du* jus soli *dans la Côte Française des Somalis; situation en Nouvelle-Calédonie; cas des enfants nés de père américain ou japonais; obligations faites par le Gouvernement à une incorporation de la Nouvelle-Calédonie dans les territoires où est applicable le* jus soli; *cas des immigrants d'origine vietnamienne ou indonésienne; disparition de la notion de citoyen de l'Union française* [25 juin 1963] (p. 3700 à 3701); Article unique : *Amendement de M. Lenormand (Exclusion de la Nouvelle-Calédonie du champ d'application du présent texte) : possibilité de régler par naturalisation les cas particuliers qui peuvent se présenter; nécessité de rejeter le présent amendement* (p. 3703); *amendement de M. Lenormand (Application du texte à l'ensemble des territoires d'outre-mer) : situation particulière existant dans certains territoires d'outre-mer* (p. 3705, 3706);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Nécessité d'établir une distinction entre la situation à la Guyane et celle existant à la Guadeloupe* [17 juillet 1963] (p. 4249);

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif aux infractions aux servitudes aéronautiques dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur: Répression des infractions au régime des servitudes aéronautiques; cas des T.O.M.* [23 juillet 1963] (p. 4416);

— du projet de loi relatif aux droits réels sur aéronefs et à la saisie et vente forcée de ceux-ci, en qualité de *Rapporteur: Législation française en matière d'hypothèque, de saisie et de vente forcée des aéronefs; dispositions internationales à ce sujet; ratification de la Convention de Genève; pratique de remboursement des créances dans l'ordre inverse des dates où elles sont nées* [23 juillet 1963] (p. 4417); Art. 1er : *Son amendement au nom de la Commission (Inclusion dans le Code de l'aviation civile et commerciale du régime de l'hypothèque des aéronefs)* (p. 4418, 4419); Art. 22 : *Son amendement au nom de la Commission (Application du présent texte dans les T.O.M.)* (p. 4419); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Convention internationale de Genève du 19 juin 1948; modifications apportées au projet de loi par le Sénat* [19 décembre 1963] (p. 7995);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis: Augmentation des crédits affectés à l'administration des D.O.M.; sous-administration des D.O.M.; difficultés financières des collectivités locales dans les D.O.M.; action sociale; aide alimentaire à la Réunion; développement de la politique de migration nécessaire pour résoudre le problème démographique se posant à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion* [8 novembre 1963] (p. 6941, 6942); *bilan des dégâts en Guadeloupe et en Martinique par deux cyclones; aide de la France; assurance donnée par la France; insuffisance des dotations du F.I.D.O.M.; importance des Caraïbes* (p. 6951, 6952); TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis; envoi d'une commission aux Comores; élaboration du statut des Comores; observations présentées sur les crédits des titres III et IV; rémunérations des fonctionnaires* [9 novembre 1963] (p. 7068);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Crédit supplémentaire de 35 millions; secourir*

les départements d'outre-mer ravagés par les récents cyclones; prêts spéciaux du Crédit agricole; charges supplémentaires pour les caisses de Sécurité sociale; extension du bénéfice des allocations familiales [10 décembre 1963] (p. 7780); EDUCATION NATIONALE, Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer l'article additionnel suivant « chapitre 46-91 du budget des départements d'outre-mer étant ajouté à la liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits pouvant donner lieu à report dans les conditions fixées par l'ordonnance du 2 janvier 1959 »* (p. 7789); *permettre le report du crédit prévu pour la réparation des dommages des cyclones ayant ravagé les départements de la Guadeloupe et de la Martinique* (p. 7789);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer dans l'article 5, après le mot « ouragan » le mot « cyclone »* [22 avril 1964] (p. 877); *cyclone devant être indemnisé parmi les dommages* (p. 877);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis: Réduction de certaines dotations; dépenses en capital; leur diminution; problèmes administratifs dans les D.O.M.; sous-administration; création d'une sous-préfecture à la Martinique; unification des législations applicables dans les D.O.M. et en France continentale; Commission de l'agriculture souhaitant que l'unification soit réalisée au plus tôt; application automatique souhaitable dans les D.O.M. des mesures prises en faveur des travailleurs, des salaires et des prestations sociales; cyclone à la Guadeloupe, solidarité accomplie à cette occasion par le Gouvernement et par la Nation; mesures financières pour relancer l'économie guadeloupéenne; problème de la migration; mise en place des organismes financiers appelés à consentir des prêts pour la reconstruction de l'habitat privé* [22 octobre 1964] (p. 3701 à 3703); *régime de congé des fonctionnaires de la catégorie A; difficultés des finances locales; problème de la migration; service militaire adapté; mécanisme financier devant être mis à la disposition de la Guadeloupe* (p. 3703); *résultat dans les départements d'outre-mer* (p. 3703); *régime portuaire de Basse-Terre; drame en raison du déferlement du cyclone « Cléo »; problème du chômage; intégration de la production sucrière des D.O.M. dans le marché français et européen* (p. 3713, 3714); *problème du surfrêt; action de la caisse centrale de coopération économique; éventuelle libéralisation du marché mondial de la banane; organisation de ce marché; sa voie dans l'avenir des D.O.M. au sein de la grande nation française* (p. 3714); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Augmentation du budget étant de 13 %; créations de postes intervenant en 1965; cherté de la vie; augmentation des crédits ouverts au titre des subventions d'équilibre; effort en faveur de l'équipement scientifique des terres australes; travaux importants faits à Saint-Pierre-et-Miquelon pour l'aménagement du port de Saint-Pierre; accroissement des dotations pour les Comores* [22 octobre 1964] (p. 3726, 3727);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Effort entrepris pour le développement des départements d'outre-mer; élévation du niveau de vie; agriculture étant la base de l'économie des D.O.M.; écoulement des produits; revenu moyen des départements* [26 novembre 1964] (p. 5657, 5658);

— en deuxième lecture, du projet de loi sur les ports maritimes autonomes, Art. 19 *bis: Dispositions adoptées par le Sénat étant justifiées; situation des départements d'outre-mer particulièrement ceux des Antilles; retenir la notion de port maritime autonome* [3 juin 1965] (p. 1768);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Michel Debré visant à étendre aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives aux monuments historiques : *Ses observations sur l'énumération des monuments et des sites de la Guadeloupe susceptibles d'être classés monuments historiques ou sites naturels à protéger; son désir de voir l'adjonction de trois monuments: la façade de l'église de Vieux-Habitants, le clocher de « Vieux-Fort » et les Roches Caraïbes à Trois-Rivières* [15 juin 1965] (p. 2107, 2108);

— du projet de loi portant modification de l'article 2 du décret n° 46-2380 du 25 octobre 1946 portant création d'un conseil général à Saint-Pierre-et-Miquelon en qualité de *Rapporteur: Modification de l'article 2 du décret n° 46-2380 du 25 octobre 1946 en ramenant à deux le nombre des circonscriptions électorales du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon; ter-*

ritoire de Saint-Pierre-et-Miquelon restant régi par l'article 74 de la Constitution [15 juin 1965] (p. 2145);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 19 : *Niveau de vie des départements d'outre-mer* [25 juin 1965] (p. 2522); Art. 24 : *Entreprises hôtelières; modernisation des restaurants* (p. 2526); *équipement touristique des départements d'outre-mer* (p. 2526);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis; Dotations du F.I.D.E.S.; ses observations sur les terres australes, les Nouvelles-Hébrides, Saint-Pierre-et-Miquelon; travaux pour l'extension du port de Saint-Pierre; rémunérations et congés des personnels administratifs; création d'un emploi d'administrateur en chef en Nouvelle-Calédonie; collaboration entre l'Assemblée territoriale et le chef du territoire; développement de l'enseignement* [15 octobre 1965] (p. 3745); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis: Stabilité de la dotation globale par rapport à 1965; expansion économique, sociale et culturelle des quatre départements; politique des transferts de charges; efforts constants du Ministère de l'Education nationale; ses observations sur le service militaire adapté; aide financière sélective aux collectivités locales; harmonisation de la législation* (p. 3764, 3765); *économie guadeloupéenne; groupement interprofessionnel de la betterave et de la canne à sucre; salaire horaire de l'ouvrier agricole; augmentation de salaire; prix du sucre; augmentation de la détaxe de distance et du prix du sucre; motion de l'Union départementale guadeloupéenne des anciens combattants et victimes de guerre; cyclones de 1963 et 1964; problème bananier* (p. 3769, 3770);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Taux de croissance de la production des départements d'outre-mer; département de la Guadeloupe; intégration de la production sucrière des départements d'outre-mer dans l'organisation du marché international; écoulement de la production bananière sur le marché intérieur français; ses observations sur les primes d'équipement pour l'industrialisation; institution d'une prime d'emploi; ses observations sur le tourisme et l'élevage* [3 novembre 1965] (p. 4409, 4410);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Michel Debré, relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation, dans les départements de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane, en qualité de *Rapporteur: Loi du 31 décembre 1948; position de la Commission* [10 novembre 1965] (p. 4626, 4627); Article unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 4628);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 2 : *Absence de peuple antillais; peuple français vivant dans les départements d'outre-mer; situation en 1635; impossibilité de comparer les Antilles et l'Algérie* [26 avril 1966] (p. 933, 934);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 33 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Des décrets d'application adapteront, en tant que de besoin, aux départements d'outre-mer, les dispositions de la présente loi »* [9 juin 1966] (p. 1876); *application de la loi aux D.O.M.* (p. 1876); Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel: (Allocations prévues au titre premier)* (p. 1878); *allocations de vieillesse et pensions d'invalidité* (p. 1878, 1879); *retrait de son amendement* (p. 1879);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur deux propositions de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues et de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, Art. 4 : *Rapports entre bailleurs et locataires dans les départements d'outre-mer; loi du 31 décembre 1948* [24 juin 1966] (p. 2342, 2343); *ses observations sur l'amendement de M. Pierre Bas tendant à proroger les dispositions actuelles jusqu'au 1er juillet 1967* (p. 2343);

— du projet de loi relatif à la suppléance du magistrat, chargé du service de la juridiction de droit commun instituée sur le territoire des îles Wallis et Futuna, en qualité de *Rapporteur: Création d'un poste de juge sup-*

pléant; garantie pour les justiciables [27 juin 1966); (p. 2405); Artiele unique : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article unique: « Ce suppléant devra avoir une pratique judiciaire suffisante. Ses fonctions ne sont pas rétribuées; il prête par écrit le serment prévu pour les magistrats; ce serment est entériné par la Cour d'appel de Nouméa »* (p. 2405); *retrait de son amendement* (p. 2405);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant organisation de la police nationale, en qualité de *Rapporteur suppléant: Modifications introduites par le Sénat* [30 juin 1966] (p. 2481);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis: Cyclone Inès; situation de la Guadeloupe; possibilité de création d'un Fonds de garantie de la banane, alimenté par le produit d'une taxe à l'importation; intégration de la production bananière nationale dans la Communauté économique européenne ; participation du budget de l'Etat au financement des investissements dans les départements d'outre-mer; ses observations sur l'éducation nationale, la jeunesse et les sports, les affaires culturelles, les affaires sociales, l'agriculture et la recherche agronomique; rénovation urbaine; dotations du F.I.D.O.M.; problème des personnels; insuffisance du nombre des gendarmes dans les D.O.M.; problème du recrutement local d'agents de la fonction publique; conservation du cadastre parcellaire; mise en œuvre de la réforme de la publicité foncière dans les départements d'outremer; service militaire adapté; rôle du tourisme; harmonisation .de la législation métropolitaine et de la législation dans les départements d'outre-mer* [20 octobre 1966] (p. 3649, 3650); *gratitude des Guadeloupéens; problèmes de la banane; cyclone Inès; sa proposition de loi tendant à créer un fonds de garantie en vue de contribuer à la réparation des dommages causés à la production bananière française par les calamités naturelles; ses observations sur la culture de la canne à sucre et l'industrie sucrière* (p. 3663, 3664); TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ses observations sur la Côte française des Somalis et la Nouvelle-Calédonie; consultation de la population de la Côte française des Somalis; prise en charge par l'Etat de certaines catégories de fonctionnaires; problème des transferts des charges; amélioration des rémunérations de fonctionnaires en service dans les territoires d'outre-mer; montant des subventions d'équilibre allouées aux territoires d'Outre-mer; création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française; statut des territoires d'Outre-mer* [10 novembre 1966] (p. 4498); *problèmes de Wallis et Futuna; importance du coprah; sous-équipement des îles; absence de lignes maritimes régulières; nécessité de construire un aérodrome à Futuna; état de l'aérodrome de Wallis; ses observations sur le problème de l'eau et le réseau routier; rôle du Fonds européen de développement; intégration de la chefferie traditionnelle dans l'administration générale; problème de l'enseignement* (p. 4506, 4507); *ses observations sur les paroles de M. Billotte* (p. 4510);

— du projet de loi relatif à la capacité des associations culturelles dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, en qualité de *Rapporteur: Problème de l'extension des dons et legs sous réserve de l'autorisation administrative; harmonisation de la législation applicable aux départements continentaux et aux départements d'outre-mer* [18 novembre 1966] (p. 4697); Artiele unique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa, de cet article, à substituer aux mots : « par les articles 5, 7 et 8 de la loi du 4 février 1901 modifiée » les mots : « par les articles 7 et 8 de la loi du 4 février 1901 modifiée et le décret nº 66-388 du 13 juin 1966 relatif à la tutelle administrative des associations, fondations et congrégations »* (p. 4697);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Incidences des événements de la Côte française des Somalis sur les autres territoires d'outre-mer et sur les départements d'outre-mer; application de l'article 72 de la Constitution; particularisme des populations d'Outre-mer; amélioration de leur niveau de vie; intérêt de ces populations* [2 décembre 1966] (p. 5232, 5233).

FIEVEZ (M. Henri), *Député du Nord, 20e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Construction des autoroutes; problème du péage* [15 janvier 1963] (p. 838, 839); CRÉDITS MILITAIRES, Art. 15 : *Aide sociale aux familles dont les soutiens indispensables effectuent leur service militaire; question posée par M. Pierre Villon le 17 novembre 1961; motion adoptée par le Conseil général du Nord; réponse du Ministre à la question écrite ci-dessus; nécessité de revaloriser le taux de l'allocation militaire* [24 janvier 1963] (p. 1615).

Prend part au débat sur une déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Situation du département du Nord dans le domaine de l'enseignement; insuffisance des locaux; existence de classes surchargées; problème des enfants inadaptés; caractère catastrophique de la prochaine rentrée scolaire dans le Nord* [20 juin 1963] (p. 3634).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Cas des départements du Nord et du Pas-de-Calais; efficacité des mesures; importance des problèmes posés par l'alimentation en eau; élaboration des programmes; coût approximatif de remise en état des canaux; pénalités contre les pollueurs* [16 octobre 1963] (p. 5193, 5194); Art. 2 : *Efficacité de cet article; action des grandes industries pour la pollution des cours d'eau; suppression de cet article* [14 novembre 1963] (p. 7219, 7220) ; en deuxième lecture, Art. 2 : *Classement des cours d'eau en catégories; opposition de son groupe; ne pas favoriser les sociétés responsables des pollutions les plus graves; modifications apportées à cet article par le Sénat* [13 octobre 1964] (p. 3153);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES : *Aide aux familles privées de leur soutien indispensable par le service militaire; augmentation des allocations militaires par personne à charge et par jour* [7 novembre 1963] (p. 6768, 6769);

— du projet de loi édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers : *Caractère hâtif de la discussion ne permettant pas de faire une étude du projet; constitution d'une armée de métier coupée de la Nation; intérêt des cadres de l'armée et de celui des collectivités locales* [5 décembre 1963] (p. 7656, 7657);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : ses explications de vote : *Hostilité des républicains et des démocrates à la création d'une armée de métier; problème des dispenses; capitulation des membres de la majorité; projet ne permettant pas d'espérer une réduction rapide de la durée du service militaire; groupe communiste votant contre le projet de loi* [26 mai 1965] (p. 1600, 1601);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966 : SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Equipement sanitaire et social de la région Nord-Pas-de-Calais; hôpital psychiatrique de Saint-André-lez-Lille; cas de l'hôpital d'Armentières; sous-équipement de la région du Nord en protection maternelle et infantile; nombre des établissements sociaux* [27 octobre 1965] (p. 4186);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Temps de parole du groupe communiste* [7 octobre 1966] (p. 3233); *agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing; problèmes posés par les arrondissements de Valenciennes-Douai-Dunkerque; caractère anti-démocratique du projet de loi; conseil de communauté; opinion du comité patronal de la métropole Nord; rôle futur des conseillers municipaux; autonomie locale; réalisation des grands travaux; syndicat intercommunal de distribution d'eau du Nord; syndicat intercommunal d'assainissement des villes de Denain-Lourches, Escaudain-Wavrechain-sur-Denain; autoroute Hordain-Saultain; coût de la construction de la métropole du Nord; son opposition au projet de loi* (p. 3239, 3240); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article*

[11 octobre 1966] (p. 3289); En deuxième lecture : *Ses observations sur le syndicat intercommunal de distribution d'eau du Nord* [17 novembre 1966] (p. 4634); *exemple de la communauté urbaine de la région lilloise; élection du Conseil de Communauté et de son bureau; transfert de compétences* (p. 4637);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES, Art. 26 : *Coût de la force de frappe; ses observations sur les indices des soldes et retraites des sous-officiers et officiers mariniers* [25 octobre 1966] (p. 3856).

FIL (M. Jules), *Député de l'Aude, 1re circonscription (S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1965] (p. 573).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452).

Est élu juré suppléant de la Haute-Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [12 juin 1963] (p. 3306).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Situation des agents de la fonction publique; difficultés de recrutement de celle-ci; disparité existant entre le secteur public et le secteur para-public; abattement du sixième des annuités pour la retraite des fonctionnaires des services sédentaires; différences existant à ce sujet entre des fonctionnaires de même service* [17 janvier 1963] (p. 1007, 1008); Art. 53 : *Réglementation des cumuls* (p. 1028, 1029); AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARA : *Situation des rapatriés d'Algérie; cas du personnel de la Société aéronautique d'Alger; cas des agents communaux* [21 janvier 1963] (p. 1415, 1416).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou et Coste-Floret relatives à la politique viticole : *Absence de politique viticole gouvernementale; conséquences de l'importation des vins étrangers; cadre des accords d'Evian à ce sujet; aide financière apportée par la France au Gouvernement algérien; arguments invoqués par le Gouvernement pour justifier l'entrée de vins algériens; question du degré d'alcool; recettes fiscales que procurent au Trésor les viticulteurs français; prix de vente de l'eau par la Compagnie du Bas-Rhône-Languedoc ; développement du mécontentement dans le département du Midi* [21 juin 1963] (p. 3679 à 3682).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux problèmes viticoles : *Aide aux viticulteurs sinistrés par les gelées de l'hiver 1962-1963* [18 octobre 1963] (p. 5262, 5274, 5275).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Retraités civils et militaires; promesses gouvernementales; justification par les impératifs budgétaires; déclassement de la fonction publique; revendications des retraités; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement; revision du Code des pensions; situation des rentiers viagers; Code des retraites* [8 novembre 1963] (p. 6903, 6904);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Examen du projet par la Commission; délai insuffisant imparti à la Commission; imperfection du nouveau texte; améliorations certaines, mais limitées; texte réglementaire devant intervenir pour combler des lacunes; nouveau régime ne s'appliquant qu'aux retraités futurs; inexis-*

tence du rapport constant entre le traitement réel des fonctionnaires et le montant de leur retraite; péréquation intégrale et automatique des pensions; pension étant un traitement; sa variation avec le coût de la vie; principe de la non-rétroactivité des lois; loi nouvelle pouvant s'appliquer aux conditions existantes si elle ne lèse pas les droits acquis; revendications des retraités; droit à pension de réversion au profit du mari d'une femme fonctionnaire décédée; relèvement à 60 % du taux de la pension de réversion; versement d'une prime de départ aux fonctionnaires; extension des dispositions du nouveau code; retraités devant bénéficier de l'augmentation du revenu national; rapport de M. Billotte; instructions interministérielles du 28 novembre 1962 pour l'application de l'article 22 de la loi du 26 juillet 1962 relative au mode de calcul des indemnités d'expropriation; instructions ministérielles du 5 mars 1964 relatives à l'application de l'article 31 [7 octobre 1964] (p. 2973 à 2976); Art. 1er : *Avant l'article L.1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, son sous-amendement à l'amendement de la Commission tendant, d'une part, dans le premier alinéa à remplacer les mots: « la pension est une allocation pécuniaire, personnelle et viagère accordée... » par les mots: « la pension est un traitement d'inactivité obligatoirement due... »; d'autre part, à compléter le premier alinéa par les mots: « en contrepartie des retenues effectuées sur leur traitement pendant leur carrière active »* (p. 2977); *Article L 1 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, son amendement tendant, dans le paragraphe 4° de l'article L 1 à substituer au mot « veuves » le mot « conjoints »* (p. 2978); *son amendement tendant à compléter cet article par les deux alinéas suivants: « 5° Les agents des collectivités locales; 6° Les retraités des régimes locaux du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie et de l'ancienne France d'outre-mer titulaires de pensions garanties par la France »* (p. 2979); Art. L 3 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 3 par un nouvel alinéa: « Modalités d'anticipation de départ à la retraite prévues au bénéfice des femmes ayant élevé un ou deux enfants »* (p. 2981); *conserver des droits acquis* (p. 2981); Art. L 4 : *Son amendement tendant, après l'avant-dernier alinéa (7°) de l'article L 4 à insérer le nouvel alinéa suivant: « 8° Les majorations de service accordées par des textes spéciaux »* (p. 2984); *apporter une précision supplémentaire à l'article L 4 afin de garantir les droits acquis de certaines catégories de fonctionnaires* (p. 2984); Art. L 9 : *Amendement déposé par l'orateur en commission; problème de sa recevabilité* (p. 2990); Art. L 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du paragraphe B de l'article L 11: « Pour chacun de leurs enfants légitimes naturels reconnus, adoptifs, ou recueillis définitivement bien que ne pouvant être ni adoptés ni reconnus »* (p. 2991); *enfants effectivement recueillis ne pouvant être ni légitimés ni reconnus; enfants recueillis par des familles et venant de l'assistance publique* (p. 2991); *ses observations sur le sous-amendement de M. Boulin* (p. 2992); *son amendement tendant à compléter l'article L 11 par un nouveau paragraphe (Bonifications accordées aux fonctionnaires demeurés dans les régions envahies ou dans les localités bombardées au cours de la guerre 1914-1918)* (p. 2992); *maintien des droits acquis* (p. 2997); Art. L 14 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à ajouter: « ou lorsque la mise à la retraite résultera de la limite d'âge ou du texte imposant cette mesure sauf par mesure disciplinaire »* (p. 2994); *éviter qu'un fonctionnaire ne soit victime de mesures auxquelles il est complètement étranger* (p. 2994); *son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article* (p. 2995); *suppression de l'écrêtement* (p. 2995); *son amendement tendant à compléter cet article par les deux alinéas suivants: « L'article premier du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 et les textes subséquents sont abrogés; les pensions de retraite subissent automatiquement les augmentations dont bénéficient les traitements de base servant à leur calcul »* (p. 2995); *matérialisation du rapport constant entre la pension de retraite et le traitement d'activité* (p. 2995); *échelles parallèles et échelons accessibles ; fonctionnaires actuels ayant atteint une plus grande technicité* (p. 2996); Art. L 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article L 15 (Modifications opérées dans la structure, les appellations, les échelles de traitement et de solde)* (p. 2996); *pensions déjà concédées pouvant faire l'objet d'une nouvelle liquidation sur la base des traitements et soldes afférents à l'emploi* (p. 2996), Art. L 17 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de l'article L 17 (Pension majorée en ce qui concerne les titulaires ayant élevé trois enfants légitimes, naturels reconnus, adoptifs ou recueil-*

lis) (p. 2997); Art. L 23 : *Emplois actuellement classés dans la catégorie B* (p. 3000); Art. L 39 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article L 39 par les mots : « ainsi que les enfants recueillis parce que orphelins ou abandonnés »* [8 octobre 1964] (p. 3015); *aspect social des problèmes; cas d'enfants orphelins ou abandonnés ayant été recueillis par une famille* (p. 3016); Art. L 40 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « ainsi que les enfants recueillis et vivants à 16 ans, même s'ils n'ont pas été reconnus ou adoptés »* (p. 3016); Art. L 41 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3016); *possibilité de réversion d'une pension de retraite de la femme sur le mari, plaçant les deux conjoints sur un pied d'égalité et donnant aux orphelins les mêmes droits quel que soit le conjoint qui disparaît le premier* (p. 3016); Art. L 43 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3017); *ancien article L 60 étant plus favorable et ne comportant pas de clause restrictive* (p. 3017); Art. L 45 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Bénéficiaires d'une pension de réversion)* (p. 3018); *cas de la veuve remariée devenue veuve à nouveau et recouvrant son droit à pension* (p. 3018); Art. L 49 : *Pensions de réversion attribuées aussi bien au mari qu'à la femme; rôle de l'Assemblée étant de manifester sa volonté plus que de mettre des lois en forme* (p. 3022); *dialogue entre le Gouvernement et l'Assemblée* (p. 3023); après l'Art. L 49 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Les ascendants d'un fonctionnaire décédé par suite d'un accident ou de maladie résultant de l'exercice de ses fonctions)* (p. 3023); *fonctionnaires décédés par suite d'accident ou de maladie résultant de l'exercice de leurs fonctions; assimilation avec les pensions d'ascendants de militaires tués à la guerre; causes du décès imputables au devoir et au service* (p. 3023, 3024); Art. L 51 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 51 par un nouvel alinéa : (Mêmes droits étant garantis aux personnels autochtones des anciens territoires d'outre-mer de souveraineté française ayant servi ou servant encore à titre français ou indigène ainsi qu'aux sujets français des départements ou territoires d'outre-mer actuellement français dans le cas où ils perdraient la qualité de français* (p. 3024); Art. L 54 : *Son amendement tendant à la nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article L 54 : « La pension et la rente viagère d'invalidité peuvent être révisées à tout moment en cas d'erreur ou d'omission, quelle que soit la nature de celle-ci »* (p. 3025); *calcul d'une pension* (p. 3025); *retraité pouvant à la faveur des variations intervenant dans la jurisprudence, demander plusieurs fois la revision de sa pension pour erreur de droit* (p. 3027); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : (Pourvoi contre le rejet d'une demande de pension ou de rente viagère d'invalidité)* (p. 3028); *préserver les droits des retraités en apportant une précision à l'article L 54* (p. 3028); *fixation à six mois du délai de recours* (p. 3028); Art. L 87 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article L 87 à substituer aux mots : « à terme échu » les mots : « d'avance »* (p. 3035); Art. L 87: *Fonctionnaire admis à la retraite devant attendre pendant trois mois les premiers arrérages de sa pension* (p. 3036); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2 : (Application aux fonctionnaires civiles et militaires et à leurs ayants cause)* (p. 3038); *principe de la rétroactivité du présent projet de loi* (p. 3038); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article L 87 à substituer aux mots : « à terme échu » les mots : « d'avance »* (p. 3044); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : (Fonctionnaire civil ou militaire admis à faire valoir ses droits à la retraite ou à une rente viagère d'invalidité)* (p. 3044); *éviter aux pensionnés de rester sans ressources pendant la durée de la liquidation de sa pension de retraite* (p. 3044); Art. 3 : *Son amendement tendant à la cinquième ligne de cet article, après les mots : « à l'exception de celles des articles » à insérer les mots : « L 5, L 7 »* (p. 3045); *son amendement tendant, après les mots : « article L 23, dernier alinéa » à insérer les mots : « L 43 »* (p. 3046); *son amendement tendant à la dixième ligne de l'article 3, après les mots : « L 97 » à insérer les mots : « L 98, L 99 »* (p. 3046); *son amendement tendant à compléter cet article par deux alinéas : (Retraités ne pouvant se prévaloir des dispositions nouvelles; modifications ultérieures du Code des pensions)* (p. 3048); *préciser le sort des retraités actuels* (p. 3048); Art. 4 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de l'article 4 à supprimer les mots : « par dérogation aux dispositions de l'article 2 »* (p. 3049); *interprétation à donner*

au mot « rétroactivité » (p. 3049); En seconde délibération, Art. L 11 : *Nouvelle rédaction de cet article* (p. 3057); ses explications de vote : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Boulin* (p. 3058); *suppression de l'abattement du sixième; rapport constant; application du principe de la non-rétroactivité; cas des fonctionnaires ayant servi outre-mer* (p. 3058, 3059); En deuxième lecture : *Conditions de discussion du débat; amendements défendus par le groupe socialiste; suppression de nombreux avantages acquis; portée insuffisante des améliorations contenues dans le projet; revendications fondamentales des retraités; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension; interprétation moins restrictive de la notion de non-rétroactivité; réversion de la pension des veuves* [14 décembre 1964] (p. 6083, 6084); Art. L 23 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article L 23, après les mots : « établie par décrets en Conseil d'Etat », à ajouter les mots : « les emplois actuellement rangés dans la catégorie B seront repris intégralement dans la nouvelle nomenclature »* (p. 6088); *conserver le bénéfice du classement de la catégorie B aux personnels qui le possèdent déjà* (p. 6088); Art. L 24 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 24 par la disposition suivante : « En vue d'une retraite anticipée, les âges sont réduits d'un temps égal à la moitié des périodes ouvrant droit au bénéfice de campagne double ou d'une expédition déclarée campagne de guerre »* (p. 6089); Art. L 54 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de l'article L 54 les trois alinéas suivants : « La pension et la rente viagère d'invalidité sont définitivement acquises. Elles sont révisées automatiquement lorsque des modifications sont opérées par voie réglementaire dans la structure, les appellations, les échelles de traitement et les soldes, l'organisation des carrières, la hiérarchie des catégories, et font dans ce cas l'objet d'une nouvelle liquidation. Elles ne peuvent être révisées ou supprimées à l'initiative de l'administration ou sur demande de l'intéressé que dans les conditions suivantes. »* (p. 6090); ses explications de vote : *Déception des retraités civils et militaires; procédure adoptée; nécessité d'améliorer le Code des pensions; vote bloqué* (p. 6097, 6098);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, Finances et affaires économiques, charges communes : *Discussion du projet de loi portant réforme du Code des pensions; amendements déposés; sort des vieux serviteurs, leurs difficultés de vivre* [9 novembre 1964] (p. 5185, 5186); *complexité du régime des retraites* (p. 5186); *temps de parole* (p. 5186).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la politique viticole : *Protection de la production des vins de qualité; émissions anti-vin; garantie de bonne fin; importations en provenance d'Afrique du Nord* [22 juin 1966] (p. 2244, 2245, 2246).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, Economie et finances. — Charges communes : *Situation des retraités civils et militaires; revision du Code des pensions; cas des retraités des catégories C et D; situation de leur épouse devenue veuve; problème de la pension de revision; augmentation du coût de la vie; revendications des anciens militaires de carrière et officiers mariniers; cas des retraités de gendarmerie; situation des cheminots; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base soumis à retenue; assimilation des retraités des caisses locales d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et de la France d'outre-mer au régime métropolitain; situation des personnes âgées* [4 novembre 1966] (p. 4270, 4271); *suppression de l'abattement du sixième* (p. 4273).

FLORNOY (M. Bertrand), *Député de Seine-et-Marne, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union Démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [11 juin 1963] (p. 3283).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 juin 1963] (p. 3319).

Cesse d'appartenir à cette Commission (25 juin 1963] (p. 3711).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [26 juin 1963] (p. 3736), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre du Haut Comité des Sports [23 janvier 1963] (p. 1583).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1966] (p. 1499).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1963 (2e partie) (n° 22), Education nationale; 3e partie, Jeunesse et sports, **n° 98** [10 janvier 1963].

Sa proposition de loi relative à l'attribution aux veuves de l'indemnité journalière de repos en cas de maternité, **n° 526** [26 juillet 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1964, Education nationale; 3e partie, Jeunesse et sports, **n° 600** [28 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à associer à l'obtention définitive du permis de construire certains grands ensembles, la décision de construction de locaux sportifs ou socio-éducatifs, **n° 832** [16 avril 1964];

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087). Education nationale : Jeunesse et sports, **n° 1126** [27 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de programme (n° 1372) relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, **n° 1399** [1er juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1515) étendant à certains territoires d'outre-mer les dispositions du Code du travail maritime, **n° 1543** [28 juin 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) (éducation nationale) : Troisième partie : Jeunesse et sports, **n° 1619** [13 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi n° 1853, modifiée par le Sénat, étendant à certains territoires d'outre-mer les dispositions du Code du travail maritime, **n° 1986** [25 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi n° 2016, modifiée par le Sénat en deuxième lecture, étendant à certains territoires d'outre-mer les dispositions du Code du travail maritime, **n° 2020** [30 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat dans sa troisième lecture, étendant à certains territoires d'outre-mer les dispositions du Code du travail maritime, **n° 2035** [30 juin 1966].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) (jeunesse et sports), **n° 2084** [14 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Conséquences de la vague démographique; rôle du Haut-Commissariat à la Jeunesse; progression de certaines autorisations de programme; application de la loi sur les équipements sportifs et socio-éducatifs; création de centres régionaux d'éducation physique; formation de cadres d'éducation populaire et la multiplication des maisons de jeunes; loi sur la promotion sociale; attribution de congés non rémunérés; subventions aux associations; Ligue française de l'enseignement; Fédération française des maisons de jeunes; contrôle de la neutralité politique des maisons de jeunes; place faite dans le présent budget aux sports de base (natation, athlétisme, gymnastique); classes à mi-temps; organismes de co-gestion (Cogedep et Cotravaux); réformes opérées à l'intérieur du Haut-Commissariat; réforme des structures des fédérations sportives; absorption de certains crédits destinés à des installations sportives par les dépenses causées par les constructions sco-*

laires ; élaboration souhaitable d'une loi de programme d'équipement sportif scolaire ; nécessité de regrouper les différents organismes s'intéressant à la jeunesse ; création souhaitable d'un Ministère de la Jeunesse ; importance de la jeunesse dans la vie française [18 janvier 1963] (p. 1156 à 1158) ; COOPÉRATION : *Difficultés des savants français dans les Républiques africaines ; position des étudiants togolais en France à l'égard des récents événements du Togo* [21 janvier 1963] (p. 1361).

Prend part au débat :

— sur une déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Éducation nationale : *Nomination de M. Herzog au poste de Secrétaire d'Etat ; problème de l'éducation physique et sportive dans les écoles primaires ; réponse faite à ce sujet par le ministre à la question écrite n° 1915 ; création d'un corps de moniteurs en matière d'éducation sportive ; paiement par les communes sur leur budget de ces professeurs spéciaux ; retard en matière d'éducation sportive ; transfert souhaitable des compétences en ce domaine au Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports ; individualisation des crédits concernant l'équipement sportif ; nécessité de lier l'éducation culturelle à l'éducation physique et sportive* [19 juin 1963] (p. 3574 à 3576) ;

— sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Max Petit et Nungesser relatives au statut de la R.T.F. : *lourdeur de l'appareil administratif de la R.T.F. ; nécessité de réorganiser celle-ci ; reproches adressés par certains au sujet du manque d'objectivité de la R.T.F. ; composition du personnel journalistique de la R.T.F.* [21 juin 1963] (p. 3661 à 3663).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : *Problème du castrime à la Guyane ; nécessité d'un débat sur ce département* [17 juillet 1963] (p. 4249).

Pose à M. le secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale, sans débat, relative au fonctionnement des fédérations sportives et à la formation des cadres : *importance de la révolution démographique française ; coopération insuffisante entre adultes et jeunes ; signification de l'accord franco-allemand à cet égard ; importance de la structure familiale ; idée des « volontaires du progrès » ; animation des foyers ruraux* [18 juillet 1963] (p. 4279, 4280).

Pose à M. le secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale, sans débat, sur l'éducation physique des élèves des écoles primaires rurales [18 juillet 1963] (p. 4294).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative au préfinancement des constructions scolaires [11 octobre 1963] (p. 5145, 5146).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, COOPÉRATION : *Précisions demandées sur l'activité des « volontaires du progrès »* [28 octobre 1963] (p. 5769) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Insuffisance des crédits destinés à la diffusion de livres, de journaux et de films ; importance des pays de l'Amérique du Sud pour la France* [29 octobre 1963] (p. 5877, 5878) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Difficultés pour la Seine-et-Marne ; suppression de la taxe de résorption sur le sucre* [4 novembre 1963] (p. 6326) ; EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Augmentation des crédits pour la formation des professeurs et maîtres d'éducation physique ; office franco-allemand ; promotion sociale ; associations de jeunes ; éducation physique dispensée dans les écoles primaires* [6 novembre 1963 (p. 6553, 6554, 6555) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Films français exprimant la culture et l'esprit de la France ; renoncer à exploiter le scandale et l'ennui* [9 novembre 1963] (p. 7093).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : *Manifestations anti américaines de Panama ; doctrine de Monroe ; position de l'Amérique latine à l'égard de l'Europe et plus spécialement de la France ; modernisation de l'Amérique latine ; son niveau de vie ; dépasser ses propres contradictions ; aide culturelle et technique de la France ; réformes nécessaires ; puissance de Sao-Paulo ; classes intermédiaires* [29 avril 1964] (p. 1021, 1022).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Situation actuelle de la R.T.F. ; dualité des postes de responsabilité au sein du nouvel Office ; ambiguïté du rôle respectif du directeur général et du conseil d'administration ; promotion sociale*

et humaine par la R.T.F.; problème du rayonnement de la culture française; problème de la dépolitisation; stations périphériques; définition d'une nouvelle politique nationale de la R.T.F.; faire connaître la publication des décrets pris par le Gouvernement; communication à l'Assemblée [27 mai 1964] (p. 1439, 1440); Art. 5 : *Droit de l'opposition de se faire entendre; problème d'une opposition constituée et unique* [28 mai 1964] (p. 1496);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Structure administrative de la Seine-et-Marne; dispositions financières; autorité du district devant définir la vocation de la Seine-et-Marne; maintenir l'activité des centres urbains traditionnels de ce département; réexamen de son infrastructure administrative* [12 juin 1964] (p. 1869, 1870);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation : Art. 17 : *Son amendement tendant, après la première phrase du deuxième alinéa de l'article 17, à insérer de nouvelles dispositions (décision concernant les locaux scolaires devant se rapporter aux normes établies par le Ministère de l'Education nationale)* [29 juin 1964] (p. 2362); *principes concernant les grands ensembles* (p. 2362); *construction de locaux sportifs, de terrains de jeux à proximité des grands ensembles* (p. 2363);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Situation des collectivités locales face aux mesures restrictives de la Caisse des dépôts en matière de prêts; cas particulier du district de Paris; son souhait de voir le Gouvernement prendre des mesures libérales* [15 octobre 1964] (p. 3242); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Progression des crédits; retards subsistant jusqu'en 1970-71 au regard des prévisions de la Commission Le Gorgeu; recrutement à la base; faire pratiquer l'éducation physique et sportive dans les classes primaires; action de coordination des associations sportives; développement des sports de plein air; influence fâcheuse de certains films ou de certains journaux; action du F.O.N.J.E.P.; office franco-allemand; commission présidée par M. Paul-Emile Victor* [29 octobre 1964] (p. 4115 à 4117); *recrutement des maîtres d'éducation physique et sportive; ses difficultés; titularisation de 75 maîtres d'éducation physique délégués* [29 octobre 1964] (p. 4308); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Conséquences du voyage du général de Gaulle en Amérique latine; pays d'Amérique latine échappant à une certaine forme de tutelle des Etats-Unis; leur indépendance; leurs regards vers l'Europe; les aider à une politique de promotion humaine; leurs besoins en matière d'éducation, de formation professionnelle et de matériel d'équipement* [3 novembre 1964] (p. 4453, 4454).

Prend part au débat sur la question orale de M. Chandernagor relative aux incidences financières du voyage du Chef de l'État en Amérique latine : *accueil réservé au Général de Gaulle par les populations d'Amérique du Sud; importance des réalités latino-américaines* [30 octobre 1964] (p. 4329, 4330).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Politique des loisirs; aménagement des zones réservées à la pratique des sports et à la détente; modernisation du régime foncier* [25 novembre 1964] (p. 5615, 5616).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au respect du statut de l'O.R.T.F.; *interventions de MM. Defferre et Maurice Faure sur les ondes d'Europe n° 1* [30 avril 1965] (p. 1059).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Politique de la jeunesse; politique militaire fondée sur un souci d'efficacité, d'économie et d'adaptation à la double évolution scientifique et démographique qui se manifeste dans le domaine de la défense par l'arme atomique et par des classes pléthoriques; service militaire n'ayant d'égalitaire que la contrainte; critères de responsabilités familiales; service de défense et de protection civile; service de coopération et d'aide technique* [25 mai 1965] (p. 1539, 1540);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ampleur de l'effort financier; augmentation du taux de subvention; problèmes techniques des équipements sportifs; hommage rendu à l'effort des collectivités locales; subventions consenties aux collectivités locales et aux organismes privés; situation des maisons et foyers de jeunes; augmentation du nombre de colonies de vacances et*

centres aérés paraissant faible; problème de la suffisance de l'effort dans ce domaine; déconcentration administrative; équipement unifié civil et scolaire; unité du sport français; conditions d'équipement et de gestion « de locaux spéciaux »; répartition des responsabilités aux trois niveaux, national, régional et départemental; mesures d'unification des équipements communaux; politique concertée des loisirs de plein air [2 juin 1965] (p. 1714 à 1716); *ses observations sur l'irrecevabilité de l'amendement de M. Darchicourt* (p. 1721); *ses observations sur les paroles de M. Fernand Grenier; système de la déconcentration* (p. 1738); Art. 3 : *Commission des affaires culturelles n'ayant pas retenu l'amendement de M. Darchicourt* (p. 1747);

— du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes : *Ses observations sur l'affaire de Saint-Domingue; débarquement des « marines »; intervention des Etats-Unis; ses observations sur les organisations panaméricaines; rôle de l'O.E.A.; Parlement latino-américain* [16 juin 1965] (p. 2189, 2190).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement de la région parisienne : *craintes des habitants de la Seine-et-Marne relatives aux conséquences de la réalisation du plan directeur* [18 juin 1965] (p. 2253).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Brousset étendant à certains territoires d'outre-mer les dispositions du Code du travail maritime, en qualité de *Rapporteur : Contrat d'engagement maritime; intérêt économique des activités maritimes en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie, à Wallis et Futuna* [29 juin 1965] (p. 2722);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - INFORMATION : *Situation de la radiodiffusion et de la télévision françaises en 1958; honnêteté professionnelle des journalistes; souci de l'objectivité; association nationale pour l'impartialité de l'O.R.T.F. pendant la campagne présidentielle* [14 octobre 1965] (p. 3699); EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Esprit de continuité; ses observations sur les activités physiques et sportives; rôle de l'Office franco-allemand; Fédération des maisons de jeunes et de la culture; leur réussite; formation des cadres; clubs de loisirs Léo-Lagrange; Union des foyers de jeunes travailleurs; responsabilités de l'Etat dans l'exécution des lois de programme d'équipement; ses observations sur les stades, les centres aérés, les piscines, les gymnases, les centres de vacances; augmentation des autorisations de programme; pourcentage des crédits scolaires affectés à la jeunesse et aux sports; effort fait pour les classes à mi-temps; projet de création d'un centre national d'éducation populaire à Mesnil-le-Roi; centre de formation et de perfectionnement d'animateurs; élaboration possible d'un programme pluriannuel d'animation; moniteurs sportifs itinérants; utilisation de la radio et de la télévision* [18 octobre 1965] (p. 3797, 3798); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Session du Parlement latino-américain à Lima; originalité des problèmes des nations latines; nécessité du regroupement; manifestations d'indépendance; rôle du Parlement latino-américain; visite du président du Chili, M. Eduardo Freï en France; voyages du général de Gaulle au Mexique et en Amérique du Sud; solidarité occidentale; Kennedy-Round; Amérique latine constituant en quelque sorte une nouvelle Chine d'Occident; notion de l'Europe* [20 octobre 1965] (p. 3907, 3908); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Avenir hospitalier de la région parisienne; concours de l'internat; distinction entre le concours concernant les hôpitaux dits de Paris et les hôpitaux « Seine A »; amélioration du système du concours de l'internat; création de trois zones : Paris, Seine-A et Seine-B; département de la Seine-et-Marne étant pénalisé en ce qui concerne les conventions passées avec la Sécurité sociale* [27 octobre 1965] (p. 4188, 4189);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Evolution démographique; budgets actuels de la jeunesse et des sports et des affaires culturelles; absence de la prévision d'un programme d'ensemble d'animation; conditions d'équipement des œuvres universitaires* [4 novembre 1965] (p. 4439);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi étendant à certains territoires d'outre-mer les dispositions du Code du travail maritime, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la loi du 15 décembre 1952 instituant*

un code du travail; navigation entre les îles de l'Océanie française; cas des territoires d'outremer; problème de l'avis préalable des assemblées territoriales [28 juin 1966] (p. 2430, 2431); Art. 1er : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : (Contrats d'engagement maritime conclus pour tout service à accomplir à bord d'un navire français d'une jauge brute égale ou supérieure à dix tonneaux)* (p. 2431); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (conditions de navigation découlant de la situation géographique des territoires mentionnés)* (p. 2431); En troisième lecture : *Ses observations sur l'article premier : Consultation des assemblées territoriales* [30 juin 1966] (p. 2482); Art. 1er : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture : (Contrats d'engagement maritime conclus pour tout service à accomplir à bord d'un navire français d'une jauge brute égale ou supérieure à 10 tonneaux)* (p. 2482); *son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture : (Conditions de navigation découlant de la situation géographique des territoires indiqués)* (p. 2482); En quatrième lecture : *Attitude du Sénat* (p. 2486, 2487);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur les invalides, les veuves et les anciens combattants âgés; rapport constant; situation des veuves ayant un enfant à charge; rôle de l'Office des anciens combattants* [18 octobre 1966] (p. 3490, 3491); AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur les paroles de M. Rabourdin; accord de principe donné par les syndicats médicaux* [19 octobre 1966] (p. 3591); JEUNESSE ET SPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Création d'un Ministère de la Jeunesse; Office franco-allemand pour la jeunesse; conditions de l'enseignement sportif; succès sportifs internationaux; première loi de programme d'équipement sportif et socio-éducatif; préparation des Jeux olympiques; problèmes de l'animation; stages de formation; formation de cadres permanents; maisons de jeunes et de la culture; parution d'un livre blanc; possibilité d e diffuser par la radiodiffusion et la télévision des cours d'éducation physique; exécution du plan audio-visuel; problème des équipements* [21 octobre 1966] (p. 3716 à 3718); *ses observations sur les paroles de M. Fernand Grenier* (p. 3730, 3731); AFFAIRES CULTURELLES : *Importance de la liberté d'expression; ses observations sur « les Paravents » et « Marat-Sade »; situation des théâtres privés; subvention au Théâtre de France* [27 octobre 1966] (p. 3983, 3984); *ses observations sur « les Paravents »* (p. 3991); EDUCATION NATIONALE : *Enseignement technique; situation des directeurs des collèges d'enseignement technique; problème des débouchés; cas de la région de Meaux* [3 novembre 1966] (p. 4166); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur les paroles de M. Gosnat* [3 novembre 1966] (p. 4207, 4208); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur la taxe de prise en charge instituée par la S.N.C.F.; problèmes relatifs à la ligne de Coulommiers à La Ferté-Gaucher* [8 novembre 1966] (p. 4384);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : *Compétence du district en matière d'opérations immobilières* [15 novembre 1966] (p. 4569); Art. A : *Préfet de la région parisienne* (p. 4571).

FONTANET (M. Joseph), *Député de la Savoie, 2e circonscription (C. D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à rendre applicables aux entreprises hydroélectriques, placées sous le régime de l'autorisation les dispositions de l'article 65 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945, modifié par l'article 17, paragraphe 1, de la loi n° 53-1320 du 31 décembre 1953, relatives à la répartition de la

valeur locative de la force motrice des chutes d'eau et de leurs aménagements utilisés par les entreprises hydroélectriques concédées, **n° 669** [21 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne la fiscalité des communes touristiques, les dispositions de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, **n° 2334** [21 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 9 : *Mesures en faveur des exploitants agricoles; caractère inquiétant des mesures prévues pour leur financement; transfert des charges du régime agricole au régime général; blocage des prestations familiales non agricoles qu'implique ce transfert; régime général; prestations des associations familiales ouvrières et mutualistes; caractère précipité de la discussion en cours; nécessité d'une étude approfondie de la question* [18 décembre 1962] (p. 95 à 97); *intérêt de l'amendement proposé par la Commission des affaires culturelles; nécessité d'une discussion approfondie de la question; souci de préserver l'avenir et de ne prévoir un transfert de charges du régime agricole au régime général que pour l'année 1963* (p. 105).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Max-Petit et Nungesser relatives au statut de la R.T.F. : *interprétation de l'article 34 de la Constitution et vote par l'Assemblée de la loi d'orientation agricole* [14 juin 1963] (p. 3419).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 67 : *Majoration des prestations familiales en 1963 inférieure à la hausse du coût de la vie* [9 novembre 1963] (p. 7109); *connaissance des statistiques de prix* (p. 7109); *hausse des prix en 1963; niveau des prestations familiales; refus de l'article 67* (p. 7109).

Prend part au débat sur les questions orales avec débat relatives à la politique de coopération avec les pays en voie de développement : *répartition des crédits en fonction de motifs diplomatiques plutôt qu'économiques; importance de l'aide accordée à l'Algérie et au Sahara; nécessité d'une action de tous les pays européens afin d'enrayer la « clochardisation » massive du tiers monde; diffusion de la langue, de la culture et de la technique de la France; revalorisation des cours des matières premières* [10 juin 1964] (p. 1793, 1794).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES, Art. 29 : *Loi de programme militaire n'ayant pu être encore discutée; adoption du titre V couvrant des dépenses d'équipement et constituant une décision qui engage toute une politique; option de fonds; coût de la force de dissuasion* [6 novembre 1964] (p. 4890, 4891); *contradictions entre la volonté du Gouvernement de permettre à la France de continuer à jouer un rôle conforme à son passé et son refus de ce qui serait la condition de l'accomplissement effectif de cette politique, c'est-à-dire la création d'une véritable Communauté européenne capable de se donner une force de dissuasion efficace* (p. 4891),

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Moyens envisagés pour atteindre les objectifs; leur insuffisance; intervention de l'Etat restant nécessaire pour freiner l'égoïsme et assurer plus de justice sociale; cause de l'inflation; traditions malthusiennes; politique expansionniste; restauration du marché financier; mesures fiscales; permettre aux collectivités locales de participer à l'aménagement du territoire; politique des revenus* [26 novembre 1964] (p. 5628 à 5631);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Conséquences du projet de loi sur la situation des communes touristiques; nécessité de financer les équipements collectifs; impôt payé par les ménages; cas de Courchevel; politique d'aménagement du territoire; fonds d'action locale* [23 juin 1965] (p. 2404, 2405); Art. 41 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de cet article par deux nouveaux alinéas: (Villes et départements à prédominance touristique)* [25 juin 1965] (p. 2554); *situation particulière des communes touristiques; enveloppe globale; fonds d'action locale; problème du tourisme en France* (p. 2555);

— sur la motion de censure : *Retrait de la France de l'O.T.A.N.; importance de la discussion parlementaire; gravité d'une action engageant durablement la politique étrangère;*

refus du Gouvernement d'organiser un débat distinct sur le retrait de la France de l'O.T.A.N.; dépôt de la motion de censure; mesures décidées par la France; distinction faite par le Gouvernement entre l'alliance et son organisation; rappel des professions de foi des membres de la majorité [19 avril 1966] (p. 780, 781); *idées de M. MacNamara; problème de l'utilisation éventuelle de l'arme nucléaire; professions de foi de plusieurs personnalités gaullistes, ces dernières années* (p. 781); *doctrine du général de Gaulle; divisions soviétiques stationnées en Allemagne de l'Est, en Pologne et en Hongrie; neutralité suisse et autrichienne; arme nucléaire; Asie ne faisant pas partie du territoire garanti par le Pacte de l'Atlantique; guerre du Sud-Viêt-nam; présence de troupes alliées étant un facteur de dissuasion essentiel; désintégration des blocs conduisant à un polycentrisme dans chacun des anciens camps; rayonnement de la France; redressement de l'Europe et de la France; cohésion occidentale; méthode du fait accompli; influence des Etats-Unis en Europe; relations allemandes et américaines; équilibre mondial; balkanisation du monde; rôle de la France* (p. 782 à 784);

— de la première partie de la loi de finances pour 1967 : *Priorité donnée dans les budgets aux investissements; crédits de paiement; autorisations de programme; dépenses d'équipement pour l'éducation nationale; crédits concernant l'action sociale et le soutien des marchés pour l'agriculture; crédits d'entretien de la voirie nationale; problèmes du logement; constitution de réserves foncières; politique de financement de la construction; aménagement du territoire; équipement touristique; politique des revenus; hausse des allocations familiales; pouvoir d'achat du salaire horaire; rémunération des salariés du secteur public; évolution des échanges extérieurs; excès de technocratie; problèmes de la fiscalité; charges des communes et des départements; marché financier; épargne; charges de la politique extérieure et militaire du Gouvernement; importance du Marché commun; rôle de la Grande-Bretagne* [13 octobre 1966] (p. 3378 à 3381); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT AU TOURISME : *Déficit de la balance des comptes du tourisme; insuffisance des équipements; rôle des collectivités locales; opération Languedoc-Roussillon* [21 octobre 1966] (p. 3705);

FOREST (M. Pierre), *Député du Nord, 22e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [6 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problème de l'épargne; épargne privée* [12 octobre 1965] (p. 3556, 3557);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Questions sociales relatives au logement; cas du Nord, notamment de Maubeuge* [9 novembre 1966] (p. 4437, 4438).

FOSSÉ (M. Roger), *Député de Seine-Maritime, 8e circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habita-

tion et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [3 décembre 1963] (p. 7600);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [14 mai 1965] (p. 1359).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 38, Crédits du Ministère des Armées, Section commune, Services d'outre-mer, **n° 25** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions du décret du 25 octobre 1894 relatif au logement des maîtres de l'enseignement du premier degré exerçant dans une école publique, n° **393** [21 juin 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 6, Anciens combattants et victimes de guerre, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 39, Ministère des armées, Section forces terrestres et outre-mer : II. — Outre-mer, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), annexe n° 6, Anciens combattants et victimes de guerre, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), annexe n° 6, Anciens combattants et victimes de guerre, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial: Evolution de la politique militaire française outre-mer; réduction des effectifs; mode de calcul des pensions militaires des africains retraités; application de l'article 71 de la loi de finances pour 1960; gendarmerie d'outre-mer; modernisation du matériel; bases logistiques; création depuis le 1er avril 1962 d'une nouvelle zone de défense en Afrique* [23 janvier 1963] (p. 1542, 1543);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, Art. 44 : *Réduction des droits de mutation dans les zones où l'industrialisation est considérée comme satisfaisante; cas de la Seine-Maritime; date d'application du présent article* [19 février 1963] (p. 2242);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur spécial: Incidences psychologiques et sociales du budget; problème des crédits; application du rapport constant; remise en ordre des rémunérations des agents de l'Etat; augmentation des rémunérations; coefficient de disparition par mortalité* [25 octobre 1963] (p. 5654); *majoration de la pension des veuves des grands invalides; réforme de certains corps ou catégo-*

ries; corps des administrateurs civils; problème du rapport constant; maintien du pouvoir d'achat des pensions par une indexation permanente (p. 5654, 5655); BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial: Crédits pour les forces d'outre-mer; leur diminution; réduction des effectifs* [7 novembre 1963] (p. 6727);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, en qualité de *Rapporteur suppléant: Problème des crédits militaires; préoccupations de la Commission sur l'annulation des crédits pour les casernements de gendarmerie et sur les programmes de l'industrie aéronautique* [10 décembre 1963] (p. 7754, 7755);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur spécial: Diminution progressive du nombre des parties prenantes en raison de l'évolution de leur pyramide d'âge; progression ralentie des crédits d'une année sur l'autre; évolution démographique; budget représentant 5,3 % des dépenses publiques; équilibre général du budget; application du rapport constant; majorer les crédits votés en 1964 dans la loi de finances, de 130 millions de francs représentant la somme prévue à la date de discussion du budget de 1964, pour couvrir l'application du rapport constant; coût des mesures décidées en décembre 1963 pour l'amélioration des traitements de la fonction publique; causes de l'augmentation des crédits; application aux anciens combattants du décret majorant la valeur du point à partir du mois d'avril 1964; suppression du crédit inscrit en 1964 pour la commémoration des deux anniversaires des deux dernières guerres; augmentation des dépenses afférentes aux réductions de tarifs consenties par diverses compagnies de transports; convention du 25 mars 1947; emploi de commissaire général aux monuments commémoratifs des guerres et de la Résistance étant transféré du budget du Ministère de l'Intérieur au budget du Ministère des Anciens Combattants; majoration des pensions de veuves; cas des enfants de veuves; situation des orphelins infirmes ou incurables; problème des ascendants ayant perdu plusieurs enfants; extension aux aveugles enrôlés dans la Résistance de l'allocation n° 11 créée par l'article 34 de la loi de finances pour 1963; améliorer le sort des victimes de guerre les plus dignes d'intérêt; application de l'article 53 de la loi de finances pour 1964; disposition octroyant aux veuves de grands invalides justifiant d'une durée de mariage de vingt-cinq années et âgées de 60 ans une majoration de pension; appareillage des mutilés; amélioration du sort des victimes de guerre; plan quadriennal; principe voté dans l'article 55 de la loi de finances pour 1962; ne pas laisser se dégrader notre législation sur les pensionnés de guerre; adoption des crédits du ministère* [20 octobre 1964] (p. 3386, 3387, 3388);

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, Art. 19 : *Son amendement tendant, à la fin du cinquième alinéa, à supprimer les mots: « ou à la cession de droits de mitoyenneté »* [22 avril 1965] (p. 833); *son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa* (p. 833); Art. 20 : *Son amendement, tendant après le quatrième alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant: « La modification des bases de la répartition des charges en application de l'article 7 ci-dessous »* (p. 834);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur spécial: Effort financier consenti; signification du budget; comparaison du pourcentage d'augmentation avec la masse budgétaire globale; diminution du nombre des parties prenantes; situation sociale des intéressés; application du rapport constant; Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre; loi du 26 décembre 1964; problème des économies; suppression prévue de 600 emplois à l'Office national des anciens combattants; réduction des crédits d'aide sociale; retraite du combattant; crédits d'aide sociale de l'Office; fermeture du foyer de Kouba; politique tendant à insérer le régime des anciens combattants dans le régime du droit social commun* [26 octobre 1965] (p. 4123, 4124);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Structures de l'agriculture nationale; intégration de notre agriculture dans le cadre européen; réformes de l'économie; effort accompli par l'Etat allemand en faveur de ses agriculteurs; problèmes du remembrement* [27 octobre 1966] (p. 3963, 3964); EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Objectifs du Ve Plan; rôle du Crédit foncier de France; rythme de la construction* [9 novembre 1966] (p. 4444, 4445).

FOUCHET (M. Christian).

Ministre de l'Education nationale
(2e Gouvernement POMPIDOU)
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

Ministre de l'Education nationale
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'information [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre de l'Education nationale (2e Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Education nationale (2e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Ministre de l'Education nationale (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Ministre de l'Éducation nationale cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou.)

Dépôts :

Son projet de loi réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, **n° 303** [4 juin 1963].

Son projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale, **n° 997** [19 juin 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Inquiétudes manifestées par les rapporteurs et les orateurs au sujet de l'éducation nationale; nombre élevé des personnes ayant occupé le fauteuil de Ministre de l'Education nationale depuis 1828; influence du décret impérial de 1808 sur les structures de l'Université française; temps nécessité pour la mise en application des grandes réformes intervenues depuis cette date; réforme de Jules Ferry; nécessité d'opérer actuellement une grande réforme; accélération du progrès scientifique; complexité des services de l'Education nationale; problème de la normalisation des doubles échelles de traitement pour les instituteurs; nécessité d'une démocratisation de l'enseignement; état intellectuel insuffisant de nombreux conscrits militaires; rapprochement souhaitable des étudiants et des maîtres dans l'enseignement supérieur; problème des constructions scolaires; réexamen par la Commission du Plan des chiffres en matière d'enseignement; application de la loi d'aide à l'enseignement privé; problème du ramassage scolaire; échange de propos intervenu entre Jaurès et Clemenceau en 1908 à la tribune de la Chambre des députés* [19 janvier 1963] (p. 1268 à 1271); titre III : *Création éventuelle du titre de directeur d'école primaire* (p. 1271); titre IV : *Amendement de M. Fanton (Réduction de la subvention accordée à la Ligue de l'enseignement) : Respect de la neutralité politique; cas de la Ligue de l'enseignement; retrait souhaitable du présent amendement* (p. 1272), titre V : *Inscription dans le prochain collectif de crédits pour les constructions scolaires* (p. 1275); après l'Art. 52, *Amendement du Gouvernement (Perception du droit d'examen du baccalauréat au profit du Trésor) : Organisation des examens du baccalauréat par le Ministère et non plus par les universités* (p. 1275).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'éducation nationale : *Données chiffrées concernant l'Education nationale; évolution des effectifs scolarisés depuis 1900 dans le premier et le second degré; augmentation considérable du nombre des élèves; insuffisance des locaux actuels; poussée démographique; développement de l'instruction; retour des Français d'Algérie; effort accompli par le Gouvernement en matière d'éducation nationale depuis 1957; règle d'or de Jules Ferry; problème de la non-consommation des crédits attribués à l'Education nationale; simplification nécessaire des procédures en matière de constructions scolaires; déconcentration; forfaitisation des financements; passage à un stade industriel de la construction scolaire; situation dans l'enseignement supérieur; développement de la recherche collective; création du troisième cycle; comparaison statistique avec la situation à l'étranger; hypertrophie de l'Université de Paris; développement nécessaire des implantations régionales; situation dans l'en-*

seignement du second degré; réforme de l'enseignement; création du cycle d'orientation dans la réforme de 1959; augmentation nécessaire du nombre des techniciens et des experts; allongement de la durée du cycle d'orientation; passage des enseignements d'ordre technique au deuxième cycle; création d'établissements polyvalents où se trouveront des classes de lycées et des classes de collèges d'enseignement général; mise en place progressive d'une structure nouvelle de l'enseignement du premier cycle; implantation des établissements d'enseignement dans les villes d'une certaine importance, dans les localités moyennes, dans les secteurs ruraux; situation dans l'enseignement élémentaire; réduction du bagage des connaissances données dans l'enseignement primaire; situation de l'enseignement technique; problème des maîtres et de leur nombre insuffisant; utilisation des moyens d'enseignement audiovisuels; expériences menées dans ce domaine et leur généralisation [19 juin 1963] (p. 3550 à 3556); *individualisation des crédits affectés à l'équipement sportif* (p. 3575); *non-détachement du Ministère de l'Education nationale des facultés de médecine et de pharmacie* [20 juin 1963] (p. 3629); *accord exprimé par les orateurs sur les principes de l'action gouvernementale en matière d'éducation nationale; poussée démographique; besoin de maîtres; développement du budget de l'éducation nationale; démocratisation de l'enseignement; augmentation des bourses; problèmes relatifs à la carte scolaire du premier degré; éléments de la phase d'élaboration administrative et technique des constructions scolaires; simplification qui va intervenir à ce sujet; assouplissement des règles de financement; normalisation des constructions scolaires; difficultés rencontrées pour le premier degré en Seine-et-Oise et dans le Var; écoles maternelles dans les départements d'Alsace-Lorraine; place de la France sur le plan international en matière de scolarisation; problème du ramassage scolaire; logement des étudiants; situation à l'intérieur du Ministère de l'Education nationale; rôle des syndicats; Ligue de l'enseignement; revue « L'Education nationale »; problème posé par le Centre national des Œuvres universitaires; nécessité de réformer celui-ci; développement des moyens audiovisuels; objections qui leur sont adressées; rôle pédagogique des maîtres; recrutement des maîtres; création du grade de directeur d'école; problème du report de l'enseignement technique après la classe de troisième; augmentation du budget d'investissement de l'enseignement technique; question des enfants inadaptés; formation des maîtres dans ce domaine; problème de l'orientation scolaire* [3 juillet 1963] (p. 3843 à 3849).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Caractère du débat actuel* [6 novembre 1963] (p. 6557); *problème posé par les neuf millions d'élèves dans l'enseignement public; nécessité d'y ajouter un million huit cent mille élèves de l'enseignement privé; surpeuplement des classes; situation non désespérée; crise de recrutement des maîtres; cas de l'enseignement secondaire; encadrement des classes pléthoriques se faisant par les classes creuses; pénurie de maîtres de second degré; vocations universitaires; possibilités d'accueil de l'enseignement technique; collèges d'enseignement technique; cas de l'enseignement supérieur; accélération des constructions; faculté des lettres à Nanterre; décentralisation; présentation et interprétation des chiffres fournis par M. Billères; nombre des classes de lycées; chiffres globaux du budget de l'Education nationale; comparaison entre l'effort de la IVe et de la Ve République; continuation de l'effort dans le sens d'une priorité absolue à l'Education nationale; crédits de constructions scolaires; réussite de l'œuvre de démocratisation entreprise en 1958; nécessité de donner à chaque enfant sa chance; importance de la réforme de l'enseignement; crise de la croissance de l'Education nationale; effort de renouvellement nécessaire* (p. 6573 à 6577); *engagements pris à la suite des tables rondes concernant les houillères et les mines de fer; conséquences de la vague démographique; nécessité de la continuité et de la volonté pour la réussite de la politique* (p. 6606, 6607); *création de trois académies nouvelles; cas de Limoges* (p. 6607); *statut des professeurs du C.E.G.* (p. 6608).

Répond à la question orale sans débat de M. Delorme, relative à l'octroi d'une allocation loyer aux étudiants [29 novembre 1963] (p. 7576, 7577).

Répond à la question sociale sans débat de M. Catroux, relative au centre hospitalier universitaire de Nice [29 novembre 1963] (p. 7578).

Répond à la question orale sans débat de M. Mer, relative à l'enseignement de l'allemand [29 novembre 1963] (p. 7578).

Répond à la question orale sans débat de M. Mer, relative aux classes de transition et aux classes terminales [29 novembre 1963] (p. 7580).

Répond à la question orale sans débat de M. André Rey relative au paiement des heures supplémentaires des professeurs [29 novembre 1963] (p. 7581).

Répond à la question orale sans débat de M. Privat, relative au service du ramassage scolaire [29 novembre 1963] (p. 7581, 7582).

Répond à la question orale sans débat de M. Bas, relative au détachement de membres du corps enseignant [29 novembre 1963] (p. 7582, 7583).

Répond à la question orale sans débat de M. Rabourdin, relative aux maîtres auxiliaires d'enseignement général [10 avril 1964] (p. 716).

Répond à la question orale sans débat de M. Boscher, relative au ramassage scolaire en Seine-et-Oise [10 avril 1964] (p. 716).

Répond à la question orale sans débat de Mme Prin, relative au lycée Condorcet de Lens [10 avril 1964] (p. 717).

Répond à la question orale sans débat, de M. Mer, relative aux prêts aux étudiants de l'enseignement supérieur [5 juin 1964] (p. 1684).

Répond à la question orale sans débat de M. Seramy, relative à l'aménagement des horaires scolaires [5 juin 1964] (p. 1686).

Répond à la question orale avec débat de M. Poudevigne, relative au ramassage scolaire : *Etude du problème par un groupe de travail interministériel; expérience de déconcentration totale faite dans plusieurs départements; ramassage à l'intérieur du périmètre urbain* [5 juin 1964] (p. 1690, 1691); *crédit complémentaire en instance de délégation pour le département du Finistère; son accord pour lier les transports à la carte scolaire; inconvénients des classes uniques sur le plan pédagogique; nécessité de donner priorité aux besoins des ensembles urbains* (p. 1694, 1695).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Sa présence à la treizième conférence générale de l'U.N.E.S.C.O.; budget du Ministère de l'Education nationale dépassant le sixième du budget général; budget en équilibre; caractère vain d'opposer l'effort nécessaire en faveur de l'enseignement aux exigences d'une saine politique économique; ses observations sur les crédits de l'Education nationale; leur augmentation de 14 %; budgets de fonctionnement de l'Etat; évolution des effectifs; création de 22.500 emplois; amélioration des conditions de l'enseignement; développement des moyens audio-visuels pour la diffusion de l'enseignement; développement de la technologie; situation des collèges d'enseignement secondaire; création de collèges d'enseignement secondaire ; cas des C.E.G. ; crédits relatifs à l'ajustement aux besoins des dépenses d'enseignement privé; problème posé par la loi du 31 décembre 1959 sur les rapports de l'Etat et de l'enseignement privé; objectifs fixés par le IVe Plan; problème des constructions; mise en œuvre de méthodes de construction industrialisée; réalisation d'un plan d'urgence pour l'enseignement supérieur; situation des collèges d'enseignement technique; recrutement du personnel enseignant; phénomène international; qualité du recrutement du personnel enseignant étant inséparable de la réforme de l'enseignement supérieur; problèmes posés par cette réforme; examen d'entrée en sixième déterminant jadis l'entrée dans l'Université; ouverture de l'enseignement secondaire; diffusion de la culture; formation spécialisée; problèmes de la recherche; enseignement supérieur faisant l'objet d'un découpage en trois cycles; débouchés professionnels; instituts de formation technique supérieure; disparition des propédeutiques; admettre en faculté seulement les bacheliers ayant une chance d'y réussir; instituts étant ouverts aux bacheliers; facultés réservées aux candidats ayant obtenu le diplôme dans des conditions convenables; rôle et importance de la Commission des dix-huit; consultation des doyens de facultés; organismes consultatifs et parlementaires devant être également consultés; dépôt d'un projet de loi; réforme n'étant pas improvisée; choisir les voies de l'avenir* [29 octobre 1964] (p. 4121 à 4126); *situation de l'Education nationale; problème de la Halle aux vins; situation au Grand Palais; problème de Nanterre; efforts pour l'enseignement supérieur; problème des bourses; « malaise » de l'Université; période d'adaptation de l'Université; équipement audio-visuel; questions relatives à des situations locales; solution des problèmes de l'enfance inadaptée; tendre à une large déconcentration; prêts de la Caisse des dépôts et consignations; assurer une meilleure consommation des crédits; cas des élèves ayant échoué à l'examen probatoire en 1964; budget de l'Edu-*

cation nationale étant un budget de la raison, de l'efficacité et du courage [30 octobre 1964] (p. 4305 à 4307); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Fanton: question concernant les directeurs d'écoles; création de l'emploi de directeur d'école; parution du texte* (p. 4308); *étendre à la classe de sixième des collèges d'enseignement général le principe de la gratuité des fournitures scolaires et autant que possible à la classe de cinquième* (p. 4308); *engagement pris par le Gouvernement* (p. 4309); *son amendement tendant à augmenter de 2 millions 80.000 francs les crédits du titre IV* (p. 4310).

Répond aux questions orales avec débat relatives à la réforme de l'enseignement : *Son exposé de juillet 1963 relatif aux difficultés rencontrées dans l'enseignement supérieur et la création d'une commission de réforme ad hoc; schéma des réformes de l'enseignement supérieur et du baccalauréat établi par le Ministère et communiqué au Gouvernement, aux recteurs et aux doyens; organisation et la réforme du baccalauréat par décret; création des propédeutiques par décret; problèmes d'ordre général relevant du domaine législatif: obligation scolaire, gratuité, neutralité, laïcité, liberté de l'enseignement; besoins de cadres et de techniciens ; roblème de l'orientation ; nécessité d'adapter les structures de l'enseignement; création d'instituts de formation technique supérieure ; rôle du baccalauréat ; conditions nécessaires d'entrée dans les facultés; suppression de l'examen probatoire; nouveau découpage de l'enseignement supérieur des trois cycles* [13 novembre 1964] (p. 5392 à 5397); *possibilités de réorientation à tous les niveaux ; classes rurales ; création d'une faculté de lettres à Nanterre* (p. 5405 à 5407).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale : *Traiter ce qui touche l'éducation nationale sans préoccupation partisane ou politique; nouvelle organisation de l'enseignement; réforme des structures; modifications du Conseil supérieur de l'éducation nationale; permettre à cet organisme de contribuer à la modernisation et à la démocratisation de l'enseignement; conseil faisant place à des personnalités au courant de l'évolution et des besoins du monde moderne; composition de l'organisme; renforcer l'autorité du Conseil supérieur* [18 novembre 1964] (p. 5465, 5466); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « le secrétaire général du ministère et le recteur de l'académie de Paris, vice-présidents » les mots: « du vice-président nommé par décret »* (p. 5466); *création du poste de secrétaire général du ministère; confier la vice-présidence du Conseil supérieur au Secrétaire général du ministère; maintien du recteur de l'académie de Paris comme vice-président; ses observations sur l'amendement de M. Dupuy* (p. 5466, 5467); après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de Mlle Dienesch : compétence du Conseil supérieur* (p. 5469) Article additionnel : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Ducos* (p. 5469); En deuxième lecture, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale, après l'art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Poirier* [10 décembre 1964] (p. 6058); Art. 1er : *Ses observations sur les différents amendements présentés par M. Poirier* (p. 6059); En quatrième lecture, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale : *Gouvernement faisant sienne la déclaration de M. Poirier* [18 décembre 1964] (p. 6267).

Répond aux questions orales avec débat sur les fraudes au baccalauréat : *Problème du baccalauréat; aspect administratif de l'affaire des fraudes au baccalauréat et sa conclusion sur le plan judiciaire; service des examens; remplacement des sujets par les sujets de réserve préparés à l'avance; mesures prises par le Ministère pour rétablir la situation; projet de réorganisation du service des examens; suppression de l'examen probatoire puis de la propédeutique; rétablissement de la session de septembre* [20 novembre 1964] (p. 5527, 5531 à 5533).

Répond à la question orale sans débat de M. Fanton, relative à la création de collèges d'enseignement secondaire à Paris [20 novembre 1964] (p. 5522).

Répond aux questions orales sans débat relatives à la subvention à l'Union nationale des étudiants de France [20 novembre 1964] (p. 5523, 5525).

Répond à la question orale sans débat de M. Miossec relative au ramassage scolaire [20 novembre 1964] (p. 5525).

Prend part à la discussion sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *importance de ce débat ; éclatement des structures*

matérielles, sociales et pédagogiques de l'éducation et de l'enseignement; réorganisation du baccalauréat et des enseignements du second cycle et du second degré; création parallèlement aux facultés et aux grandes écoles d'établissements d'enseignement d'un type nouveau assurant des formations de caractère professionnel; réorganisation des enseignements supérieurs par la mise au point d'une nouvelle structure à trois cycles entraînant notamment la suppression des propédeutiques et l'institution d'un nouveau grade: la maîtrise; réformes de 1959 et de 1963; création de « collèges d'enseignement secondaire »; problème de l'orientation; pluralisme des enseignements supérieurs par la création à côté des facultés d'instituts de formation technique supérieure: I.F.T.S.; consultation de diverses commissions et du Conseil supérieur de l'éducation nationale; suppression de l'examen probatoire; distinction des cinq formes de culture: formation littéraire (section A), formation économique et sociale (section B), formation orientée sur les mathématiques et la physique (section C), formation orientée sur les mathématiques et la biologie (section D), formation orientée sur la science et la technique (section T); caractère des différentes sections; allégement des horaires; baccalauréat ayant quatre épreuves écrites et des épreuves orales; rétablissement de la session de septembre; date de l'application de la réforme; nouveau baccalauréat n'étant complètement mis en place qu'en 1968; certificat d'études secondaires étant délivré à tous les candidats ayant obtenu aux épreuves écrites une moyenne égale ou supérieure à 8 sur 20; absence de numerus clausus *pour l'entrée en faculté; réforme de l'enseignement supérieur étant moins élaborée; division en trois cycles correspondant aux trois niveaux d'enseignement; organisation du premier cycle par année et non par certificat; premier grade universitaire après le baccalauréat étant normalement la licence; second cycle organisé en deux années par certificats étant couronné par un nouveau grade: la maîtrise; rôle des instituts de formation technique supérieure; leur implantation; hommage rendu aux enseignants; leur situation matérielle* [18 mai 1965] (p. 1363 à 1370); *professeurs titulaires de la licence d'enseignement après trois années d'études supérieures pouvant enseigner dans l'ensemble du second degré, classes terminales exclues* (p. 1371, 1372); *ses observations sur les paroles de M. Delmas; solidarité du Gouvernement* (p. 1425); *esprit traditionaliste de l'enseignement; caractère nécessaire de la réforme; réforme constituant une dernière tentative pour sauver l'enseignement secondaire; sa diversification; nouvelle organisation du second cycle; enseignement des mathématiques; rôle de l'enseignement technique; caractère spécifique de cet enseignement; vocation des instituts de formation; importance des I.F.T.S.; déconcentration des opérations de construction du premier degré; coopération avec les représentants des collectivités locales; importance de l'enfance inadaptée; hommage au corps enseignant* [19 mai 1965] (p. 1442 à 1445).

Répond aux questions orales sans débat de M. Deniau et de M. Chaze relatives à la fermeture d'écoles primaires [6 octobre 1965] (p. 3344).

Répond aux questions orales de MM. Delmas et Le Guen relatives à l'éducation civique des jeunes Français [6 octobre 1965] (p. 3346, 3347).

Répond à la question orale sans débat de M. Rabourdin, relative aux constructions scolaires [6 octobre 1965] (p. 3347).

Répond à la question orale sans débat de M. Delachenal, relative au ramassage scolaire [6 octobre 1965] (p. 3348).

Répond à la question orale sans débat de M. Le Douarec relative à la transmission télévisée des sujets du baccalauréat [6 octobre 1965] (p. 3349).

Répond à la question orale sans débat de M. Hostier relative aux écoles nationales d'enseignement professionnel [6 octobre 1965] (p. 3349, 3350).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Bilan de l'action gouvernementale; persévérance du Gouvernement; accroissement des moyens en personnel; patrimoine immobilier de l'éducation nationale; autorisations de programme; revision des structures de l'enseignement; sa démocratisation; réforme de 1963; création de collèges d'enseignement secondaire; unification du premier cycle; problème de l'orientation; but de l'enseignement; issues de l'enseignement du second degré; contenu du nouveau second cycle; vocation des instituts universitaires de technologie; évolution de la science; réforme de l'enseignement supérieur littéraire et scientifique; réforme des études médicales; aménagement du certificat*

préparatoire aux études médicales (C.P.E.M.); *réforme des études dentaires et des études pharmaceutiques*; *projet de réforme de l'enseignement supérieur littéraire et scientifique*; *articulation entre les études universitaires et les concours de recrutement C.A.P.E.S. et agrégation*; *problème de la recherche*; *rapports entre les facultés et le Centre national de la recherche scientifique*; *scolarisation des enfants inadaptés*; *nombre des bourses*; *attribution des bourses aux enfants d'agriculteurs*; *problème du ramassage scolaire*; *ses observations sur les restaurants et les cités universitaires*; *importance du problème de l'éducation nationale*; *orientation de la jeunesse* [18 octobre 1965] (p. 3798 à 3802); *ses observations sur les paroles de M. Fernand Dupuis*; *plan Langevin-Wallon* (p. 3809); *réforme en cours*; *programmes du second cycle du second degré*; *refonte des programmes*; *enseignement du français*; *second cycle court*; *formation professionnelle des jeunes filles*; *problèmes de l'enseignement de la musique*; *obsèques nationales de Braque et Le Corbusier*; *œuvre d'Olivier Messiaen*; *intérêt porté aux arts et à la musique*; *option artistique*; *écoles normales*; *rôle des agrégés et des « Capésiens »*; *problème de l'enfance inadaptée*; *recensement des enfants inadaptés, leur scolarisation*; *mise en place d'une carte scolaire*; *écoles nationales de perfectionnement*; *instituts universitaires de technologie*; *études médicales*; *formation des futurs médecins*; *situation de Brest*; *transformation du collège scientifique universitaire et du collège littéraire universitaire de Brest*; *création d'une école de médecine à Brest*; *université d'Amiens*; *action des ministres de l'éducation nationale sous la IIIe République*; *situation sous la IIIe République*; *écoles maternelles*; *charges incombant aux collectivités locales*; *collèges d'enseignement technique*; *directeurs des collèges d'enseignement technique devant accéder aux fonctions de censeur de lycée technique et de principal de collège d'enseignement secondaire*; *ses observations sur l'information et le B.U.S.*; *regroupement des écoles à faible effectif*; *transports scolaires*; *problème des bourses*; *enseignement technique en Union soviétique* [19 octobre 1965] (p. 3841 à 3844); *enfance inadaptée*; *enseignements spéciaux de la Seine*; *enseignement, dans la Seine, de l'éducation physique, de la musique et des travaux manuels*; *emprunt contracté par les communes en vue de la réalisation de constructions scolaires du premier degré*; *Caisse des dépôts et consignations*; *projet de construction d'une maison des examens à Arcueil*; *locaux du collège d'enseignement technique de Cachan*; *école normale supérieure d'enseignement technique*; *loyers à la cité universitaire d'Antony*; *situation du département de la Haute-Savoie en ce qui concerne les postes d'instituteurs*; *ses observations sur la création d'un corps de personnel administratif et de surveillance pour les collèges d'enseignement général*; *enseignement d'une seconde langue dans les C.E.G.*; *collège d'enseignement général de Saint-Pierre-sur-Dives*; *locaux universitaires*; *réaliser le plein emploi de ces locaux*; *progression des effectifs d'étudiants*; *formation professionnelle*; *aide aux chambres de métiers*; *collèges d'enseignement général des secteurs ruraux*; *installation des facultés à Brest*; *institut de la mer*; *rôle des documentalistes*; *problème de l'enseignement privé*; *importance des questions soulevées par les établissements du premier cycle et du second cycle court*; *démocratisation de l'enseignement*; *laboratoires de recherche*; *mission éducative et sociale de l'éducation nationale* (p. 3863 à 3867); *attribution d'une indemnité aux instituteurs qui accèdent à l'emploi de directeur d'école* (p. 3869); *ses observations sur les paroles de M. Darchicourt : avis du syndicat national des instituteurs* (p. 3869, 3870); *ses observations sur les paroles de M. Max Lejeune* (p. 3870).

Associe le Gouvernement aux paroles prononcées par M. Pasquini. Décès de Noël Barrot, *Questeur* [8 juin 1966] (p. 1783).

Répond aux questions orales sans débat relatives au ramassage scolaire [8 juin 1966] (p. 1784, 1785).

Répond aux questions orales avec débat, relatives à la réforme des enseignements supérieurs : *effort accompli par le Gouvernement*; *complexité de la tâche*; *organisation du premier cycle*; *consultations diverses auxquelles a procédé le Gouvernement*; *élaboration des nouveaux programmes par des congrès d'universitaires*; *consultation du Conseil supérieur de l'éducation nationale*; *augmentation des crédits et du nombre des postes*; *accession à l'enseignement supérieur*; *grandes lignes de la réforme*; *maintien de l'agrégation et du C.A.P.E.S.*; *licence et la maîtrise*; *refonte et la modernisation des programmes*; *importance donnée aux travaux pratiques*; *dépôt d'une loi-programme pour les instituts de technologie* [8 juin 1966] (p. 1800 à 1805).

Répond aux questions orales avec débat relatives à l'aide aux étudiants : *complexité et ancienneté du problème; la situation à l'étranger (pays de l'Est, Etats-Unis, Angleterre); souci du Gouvernement de procéder à une refonte de l'enseignement avant de reformer le régime de l'aide aux étudiants; augmentation du nombre des bourses et de leur niveau; prêts d'honneur ; centre national des œuvres universitaires et scolaires; résidences et restaurants universitaires; inconvénients de l'institution éventuelle d'une allocation d'études généralisée attribuée selon les critères uniquement universitaires* [8 juin 1966] (p. 1813 à 1817).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Importance du projet de loi; évolution de l'éducation nationale; nécessité de reconnaître à l'enseignement technique son caractère propre; suppression des cloisons entre l'enseignement traditionnel et l'enseignement technique; démocratisation de l'enseignement; prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans; second cycle court* [6 octobre 1966] (p. 3163, 3164);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Œuvre de la Ve République; structures de l'administration de l'éducation nationale; enseignements élémentaires et préscolaires, secondaires et supérieurs; effort financier; progression des effectifs scolaires; proportion d'enseignants par rapport aux élèves; problème du recrutement; subventions de fonctionnement aux facultés; recherche scientifique; organisation des examens et des concours; démocratisation de l'enseignement; services de transports scolaires; importance des bourses; problème de l'équipement; constructions; enfance inadaptée; établissements de formation professionnelle; mise en place d'un premier cycle unifié; fonction sociale de l'enseignement; organisation du second cycle de l'enseignement du second degré; création des instituts universitaires de technologie; information et orientation des élèves* [2 novembre 1966] (p. 4112 à 4115); *aménagement des conditions de travail des élèves et des maîtres; explosion démographique; problème des constructions; création de postes d'enseignants, de chercheurs et d'administrateurs; écoles normales d'instituteurs; allongement de la scolarité; conditions d'une coopération entre les établissements scolaires et les entreprises; enseignement technique; situation des directeurs de C.E.T.; problème des débouchés; accession aux emplois de censeur de lycées techniques et de principal de C.E.S.; réseau scolaire et universitaire de Saint-Etienne; transformation du lycée scientifique universitaire de Brest en faculté des sciences; fermeture d'une classe préparatoire à l'école normale supérieure de Saint-Cloud, au lycée Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand; réorganisation de la carte des classes préparatoires; problème de la construction de Montreuil-sous-Bois; problèmes du baccalauréat; certificat de fin d'études secondaires; accès à l'enseignement supérieur; perspectives d'un enseignement supérieur diversifié; réforme des structures* [3 novembre 1966] (p. 4171 à 4175); *rôle de l'inspecteur d'académie de Seine-et-Oise* (p. 4176); *principe de l'extention de l'indemnité pour charges administratives aux directeurs d'écoles de cinq à neuf classes* (p. 4176); *bibliothèques de lecture publique* (p. 4177); *cas de Neuilly* (p. 4177); Article additionnel : *Utilisation optimum des locaux scolaires* (p. 4178); *annonce à l'Assemblée que le professeur Alfred Kastler vient de recevoir le prix Nobel de physique* (p. 4178).

FOUCHIER (M. Jacques), *Député des Deux-Sèvres, 2e circonscription (app. C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'apparente au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), affaires économiques, **n° 57** [27 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à préciser la situation juridique des personnes employées dans les maisons d'alimentation à succursales et dans les coopératives de consommation en

qualité de directeur, chef de magasin, gérant, cogérant et employé gérant, et à fixer les conditions dans lesquelles elles exercent leur profession, **n° 262** [17 mai 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), affaires économiques, **n° 586** [18 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 630) relatif au Fonds national de l'emploi, **n° 689** [28 novembre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Commerce extérieur, **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1964 (n° 1190), Commerce extérieur, **n° 1205** [2 décembre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : VIII. Commerce extérieur, **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : XII : Services financiers (commerce extérieur), **n° 2053** [4 octobre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi n° 2127 sur l'élevage, **n° 2168** [18 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi n° 2239, modifié par le Sénat, sur l'élevage, **n° 2255** [14 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Insuffisance de la France en établissements spécialisés pour enfants déficients; préparation souhaitable d'un plan d'ensemble en la matière; extension des établissements déjà existants; problème de la formation professionnelle et du reclassement de ces enfants* [14 janvier 1963] (p. 768); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES, Art. 53 : *Règles actuelles de limitation du cumul d'une pension et d'une rémunération d'activité* [17 janvier 1963] (p. 1028); INTÉRIEUR : *Situation du personnel de la police; nécessité d'une réforme indiciaire; cas des retraités; relèvement du taux de l'indemnité attachée à la Médaille d'Honneur de la police; situation des commis de préfecture; nombre insuffisant d'employés; résultats déjà obtenus par l'expérience des réformes administratives en cours* (p. 1044); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — II. — SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Aspect anormal de l'organisation administrative et gouvernementale du commerce extérieur; multiplication souhaitable des représentations commerciales françaises à l'étranger; activité du personnel de l'ancien Office des changes; subventions pour l'expansion économique à l'étranger; Centre national du commerce extérieur; Comité des foires; baisse de l'expansion française vers les pays de la zone franc; cas de l'Algérie; réorganisation nécessaire des services administratifs s'intéressant au commerce extérieur; problèmes imposés par l'évolution des exportations; recherche de débouchés dans les pays industrialisés* [18 janvier 1963] (p. 1143).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative une question orale avec débat relative à la réforme administrative [7 juin 1963] (p. 3245).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INTÉRIEUR : *Revalorisation du traitement de départ des gardiens de la paix; reclassement des personnels communaux; diminution des crédits d'équipement de la sûreté nationale* [5 novembre 1963] (p. 6479); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Crédits affectés à l'expansion économique à l'étranger et au Centre national du commerce extérieur; activités du comité permanent des foires et manifestations françaises à l'étranger; évolution du commerce extérieur français; inquiétude de la Commission à propos du déficit de la balance commerciale et de l'accroissement des investissements étrangers en France; augmentation des moyens mis à la disposition des services commerciaux à l'étranger; prospection systématique des vastes marchés; potentiel constitué par les pays socialistes d'Europe et d'Asie* [8 novembre 1963] (p. 6917, 6918);

— du projet de loi relatif au Fonds national

de l'emploi, en qualité de *Rapporteur pour avis : Nécessité d'assurer la modalité de la main-d'œuvre par section et par région en respectant la libre décision des travailleurs; procéder à certaines études et recherches en vue de prévenir les déséquilibres pouvant menacer une profession ou une région; prospectives menées en liaison avec le commissariat au Plan et la délégation à l'aménagement du territoire; ne pas se substituer au F.A.S.A.S.A. et compléter son action; coordination réalisée entre le Fonds national et le Fonds social européen; application de l'article 3; organisation à l'échelon local ou régional de la consultation des intéressés; relation qui existe entre le Fonds de l'U.N.E.D.I.C.; accorder des primes et indemnités prévues à l'article 2 dans les cas visés par l'article 3* [28 novembre 1963] (p. 7534 à 7536); Art. 3 : *Son amendement tendant, après l'alinéa de l'article 3, à ajouter l'alinéa « Les allocations et primes prévues à l'article 2 »* (p. 7550);

— en deuxième lecture du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 15 *bis : Dispositions utiles prises dans le cadre de la législation existante pour aider les agriculteurs* [23 juin 1964] (p. 2131, 2132);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, Intérieur : *Revendications de carrière et d'indices du personnel de la sûreté nationale; situation du personnel des préfectures dans le cadre de la réforme administrative; indice accordé aux secrétaires de mairie; problème du recrutement du personnel* [28 octobre 1964] (p. 4015); Agriculture et F.O.R.M.A. : *Organisation du ministère; création de l'Office national des forêts; organisation des services à l'échelon départemental; institution du centre de formation pour les agents identificateurs de viande; crédits prévus au titre de la prophylaxie; lutte contre la brucellose* [5 novembre 1964] (p. 4702, 4703); *Création d'un corps d'identificateurs de viande; statuts, responsabilités et hiérarchie de cette organisation* [5 novembre 1964] (p. 4729); Finances et Affaires économiques, Services financiers, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits concernant le commerce extérieur; réforme de diverses administrations s'intéressant au commerce extérieur; éviter une optique financière trop étroitement fiscale; répartition des crédits trop modestes; bilan déficitaire de la balance commerciale; recul des recettes dû au tourisme; solde négatif de la balance des brevets d'invention; montant des investissements étrangers en France; organisation du commerce extérieur; augmenter les moyens d'action des agents des services commerciaux à l'étranger* [9 novembre 1964] (p. 5190, 5191);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Développement de la région de l'Ouest; son industrialisation; mise en valeur de la façade atlantique; création de voies de communication rapides; projet de route Océan-Suisse; déficit de la balance extérieure* [26 novembre 1964] (p. 5664, 5665).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [16 décembre 1964] (p. 6153).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Création d'un service national et moderne d'inspection; uniformisation de ses techniques; rôle des spécialistes dans l'inspection; Gouvernement n'envisageant que des demi-mesures; leur caractère inefficace* [4 mai 1965] (p. 1077 à 1079); *utilité du dépôt d'un projet d'ensemble; ne pas renvoyer le texte en commission* [5 mai 1965] (p. 1120); En deuxième lecture, Art. A : *Son amendement tendant à compléter le texte modificatif proposé pour l'article 259 du Code rural par les dispositions suivantes : « La nécessaire spécialisation visée à l'article 258 et au présent article du Code rural implique la création d'un enseignement dont un décret précisera notamment la durée et le programme, qui sera sanctionné par un diplôme d'études supérieures d'hygiène et de technologie des denrées alimentaires d'origine animale »* [21 juin 1965] (p. 2272);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, Finances et affaires économiques. — II. — Services financiers, en qualité de *Rapporteur pour avis : Evolution de la balance commerciale; son déficit; caractères généraux du commerce extérieur; échanges commerciaux entre la France et les pays de la zone dollar; ses observations sur nos achats de viande; exportations d'animaux d'élevage; fonctionnement de nos représentations commerciales françaises à l'étranger; problème des attachés*

commerciaux contractuels; Exposition française de Montréal; travail efficace de la SOPEXA; amélioration de nos représentations commerciales à l'étranger; assurance-crédit [27 octobre 1965] (p. 4212, 4213); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Enseignement supérieur; recherche; marchés intérieurs et extérieurs de la viande; prophylaxie des maladies du bétail; conséquences de la brucellose; taxe annuelle sur les véhicules de tourisme immatriculés au nom des sociétés et servant au transport de personnes appartenant au personnel de ces sociétés; enseignement supérieur agricole; école nationale vétérinaire; recherche vétérinaire; problème de la viande; projet de loi sur l'élevage; problème de la prophylaxie des maladies animales* [28 octobre 1965] (p. 4287, 4288).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale avec débat relative à la politique du logement [15 juin 1966] (p. 2067); *Objectifs du Ve Plan en matière de logement; crise du bâtiment; rôle irremplaçable des H.L.M.; rétablissement des avances de démarrage; déblocage des crédits supplémentaires pour le logement social* (p. 2069, 2070).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Problème des fonctionnaires et agents des préfectures, sous-préfectures et services d'administration générale; ses observations sur les divers corps de police; prise en charge par les budgets départementaux des frais de certains personnels; revendications des personnels; classement des commis; problèmes des carrières; insuffisance des effectifs du personnel de la préfecture de police et de la sûreté nationale; ses observations sur les retraités et les agents contractuels de l'ancienne sûreté nationale en Algérie; situation des officiers de police adjoints; personnel municipal; leur avancement; leurs traitements; possibilité de fixer par arrêté du Ministre de l'Intérieur la durée moyenne du temps normalement passé dans chaque échelon* [24 octobre 1966] (p. 3776, 3777); AGRICULTURE. — F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Fonctionnement des écoles nationales vétérinaires; enseignement supérieur agricole; inspection sanitaire et qualitative des viandes; création d'une quatrième école vétérinaire dans l'Ouest; lutte contre les épizooties qui affectent le cheptel bovin; indemnisation pour bovins abattus par suite de brucellose* [26 octobre 1966] (p. 3903, 3904); ECONOMIE ET FINANCES - SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Importance des échanges extérieurs; rétablissement d'un secrétariat d'Etat au commerce extérieur; rôle des chargés de mission économique à l'étranger; moyens du comité des foires et manifestations françaises à l'étranger; Centre national du commerce extérieur; balance des paiements; balance des services; place des biens d'équipement dans nos exportations; réforme de l'assurance-prospection; amélioration de l'information; rôle du « Moniteur du commerce international »* [4 novembre 1966] (p. 4278, 4279); *ses observations sur les paroles de M. Sanson* (p. 4280);

— du projet de loi sur l'élevage, en qualité de *Rapporteur: Projet de loi sur le marché de la viande; importance de l'élevage français; objectifs d'une politique de l'élevage; difficultés technologiques; problèmes de la commercialisation; structures d'exploitation; état sanitaire du bétail; production animale; production de viande bovine; déficit communautaire; problème de la brucellose; nécessité d'encourager la recherche; problème du financement; chances d'une loi sur l'élevage; maladies génotypiques; action des organismes prévus par la loi; extension des contrôles obligatoires; mesures répressives destinées à combattre les fraudes; création d'une commission nationale technique auprès du Ministre de l'Agriculture; rôle des établissements d'élevage dans les départements; conseil supérieur de l'élevage; problème de la vulgarisation* [22 novembre 1966] (p. 4716 à 4719); Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer après les mots: « conditions d'exploitation » les mots: « ainsi que la protection sanitaire »* [23 novembre 1966] (p. 4793); *champ d'application de la loi; protection sanitaire* (p. 4793); *son amendement tendant après les mots: « Conseil d'Etat » à rédiger ainsi la fin de cet article: « à d'autres espèces animales après avis des organisations professionnelles intéressées »* (p. 4794); *extension des dispositions de la présente loi à d'autres espèces animales* (p. 4794); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boscary-Monsservin* (p. 4795); *son amendement tendant dans le troisième alinéa (paragraphe 2°) de cet article, après les mots: « des reproducteurs » à insérer le mot « mâles »* (p. 4795); *obligation d'identification; valeur*

génétique des reproducteurs (p. 4795); *retrait de son amendement* (p. 4795); Art. 3 : *Livres généalogiques* (p. 4796); Art. 5 : *Distinction des deux catégories de centres d'insémination* (p. 4797); *son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « Cette autorisation est accordée par le Ministre de l'Agriculture après avis de la Commission nationale technique prévue à l'article 12 »* (p. 4797); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « En particulier, tant en personnels qualifiés qu'en moyens matériels et en géniteurs répondant aux exigences des décrets prévus au paragraphe 2° de l'article 3 »* (p. 4797); *son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de l'article 5 à substituer aux mots : « zone à l'intérieur de laquelle il est seul habilité à intervenir » les mots : « zone déterminée »* (p. 4798); *principe du libre choix de l'approvisionnement des exploitations* (p. 4798, 4799); *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 5 par la nouvelle phrase suivante : « Il pourra se ravitailler en semence auprès des centres de production de son choix, selon la demande des éleveurs »* (p. 4799); Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa de cet article : « Les dispositions de l'article 3-2° pourront être étendues à la monte privée lorsque les éleveurs intéressés procèdent habituellement à la vente de reproducteurs mâles »* (p. 4800); *exigences imposées à la monte privée* (p. 4800); Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots : « animaux reproducteurs » à insérer le mot « mâles »* (p. 4802); *son amendement tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de l'article 11 par la disposition suivante : « Après avis de la Commission nationale technique prévue à l'article 12 »* (p. 4802); *rôle de la Commission nationale* (p. 4802); Art. 12 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Il est créé, auprès du Ministre de l'Agriculture, une Commission nationale technique chargée de donner son avis sur l'application du présent titre et composée à parité de techniciens de l'administration et de techniciens des unités de sélection »* (p. 4802); *composition de la Commission nationale technique* (p. 4802); *retrait de son amendement* (p. 4803); après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un titre* 1 bis *intitulé « Protection sanitaire du cheptel »* (p. 4803); *son amendement tendant à insérer un article 13* bis : *« Une commission nationale de protection sanitaire est créée auprès du Ministre de l'Agriculture. Sa composition sera fixée par décret »* (p. 4803); *son amendement tendant à insérer après cet article un article 13* ter : *« La Commission nationale de production sanitaire élaborera et proposera au Ministre de l'Agriculture les modalités de la prophylaxie collective des maladies du cheptel »* (p. 4803); *son amendement tendant à insérer après cet article, un article 13* quater : *« Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi. Des règlements d'administration publique assureront, en tant que de besoin, l'adaptation et la coordination des dispositions non abrogées »* (p. 4803); Art. 14 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « Dans chaque département, groupe de départements ou région naturelle vouée à l'élevage, lorsque cette région est constituée par des fractions de plusieurs départements... »* (p. 4804); *rôle des livres généalogiques* (p. 4805); *son amendement tendant dans la première phrase du premier alinéa de l'article 14 après le mot « établissement » à insérer le mot « professionnel »* (p. 4804); *son amendement tendant dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article après les mots : « il coordonne ou » à insérer les mots : « à la demande du conseil départemental du développement agricole »* (p. 4806); *problème de la vulgarisation; orientation des productions* (p. 4806); *ses observations sur les services d'utilité agricole* (p. 4807); *retrait de son amendement* (p. 4807); après l'Art. 14, *problème du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité* (p. 4808); Art. 15 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bizet et sur celui de M. Escande* (p. 4809); *ses observations sur les amendements de M. Boscary-Monsservin et de M. de Poulpiquet* (p. 4811); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les entreprises à caractère industriel ne peuvent bénéficier de cet encouragement »* (p. 4811); *ses observations sur les vocations naturelles des régions* (p. 4813); *Conseil supérieur de l'élevage* (p. 4814); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Problème de la vulgarisation; livres généalogiques; répartition des crédits* [15 décembre 1966] (p. 5611); Art. 1er : *Problème de l'aviculture* (p. 5613); Art. 5 : *Ses observations sur*

l'amendement de M. Le Lann (p. 5614); *rôle des coopératives agricoles; exonération de la taxe de prestation de services* (p. 5615); Art. 14 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa, de cet article après les mots : « groupe de départements » à insérer les mots : « ou région naturelle vouée à l'élevage »* (p. 5616); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « un établissement de l'élevage » à substituer aux mots : « reçoit mission, après avis du Conseil supérieur de l'élevage » les mots : « créés après avis du Conseil supérieur de l'élevage, reçoit mission d'améliorer »* (p. 5616); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots : « un établissement d'élevage » à substituer aux mots : « reçoit mission après avis du Conseil supérieur de l'élevage » les mots : « agréé après avis du Conseil supérieur de l'élevage, reçoit mission »* (p. 5617); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « il oriente » à insérer le mot « coordonne »* (p. 5617); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les établissements de l'élevage et les organismes chargés de la tenue des livres généalogiques se communiquent mutuellement les documents susceptibles de contribuer à l'amélioration des espèces en cause »* (p. 5617); *livres généalogiques* (p. 5617); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « en tout état de cause » le mot : « notamment »* (p. 5618); *retrait de son amendement* (p. 5618); Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Fourvel* (p. 5618); *son amendement tendant à reprendre le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale : « Les crédits seront répartis entre région et par département en tenant compte des vocations naturelles, celles-ci étant notamment déterminées par l'importance du cheptel existant en reproducteurs mâles et femelles »* (p. 5619); *situation des régions spécialisées dans l'élevage* (p. 5619); *difficultés de déterminer l'importance du cheptel; problème de la répartition des crédits* (p. 5620, 5621).

FOUET (M. Albert), *Député de la Sarthe, 3e circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INTÉRIEUR : *Concentration des pouvoirs au détriment des libertés locales; conférences interdépartementales; insuffisance des crédits affectés à l'aide aux communes; réduction des travaux d'équipement* [5 novembre 1963] (p. 6472, 6473); *son amendement tendant à réduire de 620.000 francs les crédits prévus au titre III; financement des conférences interdépartementales* (p. 6487);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Augmentations des crédits consécutives à des orientations administratives nouvelles; insuffisances d'engagement financier préjudiciable surtout aux collectivités locales; crédit intitulé : « Mission instituée auprès des préfets de région »; morcellement des services préfectoraux à l'échelon départemental; réaliser de nouveaux aménagements dans la région parisienne; situation des communes; stabilité des crédits de subvention; problème de la voirie; exécution des programmes* [28 octobre 1964] (p. 4014, 4015);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, INTÉRIEUR-RAPATRIÉS : *Crédits de fonctionnement; cas des retraités; mise en place des réformes de régionalisation; subventions d'équipement aux collectivités locales; crédits de paiement et de subvention; habitat urbain; aménagement des grandes villes; endettement de nombreuses communes* [25 octobre 1965] (p. 4072, 4073);

— du projet de loi portant organisation de la police d'Etat : *Fusion des services de la sûreté nationale et de la préfecture de police; situation des retraités de la préfecture de police et de la sûreté nationale; rôle du préfet de police; restructuration de la police française* [21 juin 1966] (p. 2165, 2166);

— du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation

de la région de Paris : *Accroissement de compétence du district; ses objectifs d'intervention; création de l'agence foncière et technique de la région parisienne; voies de communication de Paris; ses observations sur le barrage-réservoir de la Marne; problème des travaux du quartier de la Défense; construction de villes-dortoirs* [23 juin 1966] (p. 2290, 2291); Art. 1er *(suite) : Rôle de l'agence foncière* (p. 2299);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : AFFAIRES CULTURELLES : *Problèmes du cinéma; rôle du Fonds de soutien; contrôle financier; développement du cinéma d'art et d'essai; exportations françaises de films; problème des théâtres nationaux, maisons de la culture* [27 octobre 1966] (p. 3978, 3979).

FOURMOND (M. Louis), *Député de la Mayenne, 2e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance-maladie et à l'assurance-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), Agriculture : Enseignement agricole, **n° 68** [4 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article L 577 du Code de la sécurité sociale concernant l'affiliation aux assurances sociales des grands invalides de guerre et veuves de guerre non remariées, **n° 196** [21 février 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Agriculture : Enseignement agricole, **n° 589** [22 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 3 de l'article 832 du Code civil concernant la dévolution des exploitations agricoles, **n° 619** [29 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Agriculture (enseignement agricole), **n° 1142** [3 novembre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Agriculture, enseignement agricole, **n° 1634** [21 octobre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Problème de l'enseignement agricole; insuffisance des crédits concernant les bourses; dispositions contenues dans les lois du 2 août et du 4 août 1962 en matière d'investissements scolaires agricoles ; statut des ingénieurs des services agricoles ; problème du ramassage des élèves; crédits en faveur de la promotion sociale agricole* [13 janvier 1963] (p. 625, 626);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Règles de la priorité à droite; système de signalisation installé au milieu des routes* [30 octobre 1963] (p. 5999).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative à l'élevage bovin [10 avril 1964] (p. 721, 722, 723).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Grand débat sur les principes du financement de la Sécurité sociale; orientations du Ve Plan devant être définies; Office des statistiques des communautés européennes donnant la participation de l'Etat au financement des prestations de Sécurité*

sociale; part supportée par le budget public; difficultés pour le monde de l'artisanat et des industries de main-d'œuvre dont les productions ne peuvent s'automatiser; régime général de la Sécurité sociale; dépôt d'un projet de loi d'assurance-maladie en faveur des artisans et des travailleurs indépendants [20 octobre 1964] (p. 3414, 3415); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Emploi des crédits affectés à l'enseignement depuis 1955 jusqu'en 1965; admissibilité aux écoles nationales supérieures agronomiques; méthodes pédagogiques de l'enseignement agricole; répartition des maîtres en France; relations entre les Ministères de l'Education et de l'Agriculture; bourses nationales pour les élèves de l'enseignement technique et l'apprentissage; critères d'attribution choisis ne devant pas être fondés sur le revenu cadastral ou le nombre d'hectares, mais sur la fortune réelle du demandeur; dotation de 12 millions pour un début d'application de la loi complémentaire d'orientation du 8 août 1962; suppression des classes préparatoires au concours de l'Institut national agronomique et des écoles nationales supérieures d'agronomie; démantèlement du Ministère de l'Education nationale; promotion sociale; stagiaires agricoles ne percevant pas le S.M.A.G. alors que le S.M.I.G. est accordé aux autres professions; problème de l'enseignement privé* [5 novembre 1964] (p. 4677, 4678);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Conditions pour le relèvement du niveau de vie; effort devant être fait pour l'enseignement technique et la formation professionnelle; leur insuffisance; action en faveur de l'ouest de la France; exode rural; abaissement de l'âge de la retraite* [24 novembre 1964] (p. 5564, 5565);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les dispositions suivantes: « Pourront continuer d'exercer les abattoirs de moins de 4.000 tonnes qui se situent: soit dans un rayon de moins de 25 kilomètres d'un abattoir industriel ou qui desservent une zone de 20 à 30.000 habitants; soit qu'ils aient été modernisés ou construits depuis moins de dix ans »* [5 mai 1965] (p. 1143); Art. 14 : *Son amendement tendant au début de cet article après les mots : « de la présente loi » à insérer les mots: « après avis des professionnels intéressés »* (p. 1152); En deuxième lecture : *Implantation des abattoirs de volaille* [21 juin 1965] (p. 2269, 2270);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Conséquences du projet de loi sur les commerçants et les petites entreprises; projet défavorisant le monde agricole; accélération de l'exode rural* [23 juin 1965] (p. 2407, 2408);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Aide apportée aux grands infirmes; conclusions du rapport Laroque; formation de moniteurs pour l'industrie; promotion sociale; centres de formation professionnelle; droits à pension des handicapés physiques; commission Laroque; cas des grands infirmes ayant au moins 80 % d'invalidité; ses observations sur l'aide sociale; augmentation de la retraite; suppression des abattements de zones; ses observations sur la situation du Val-de-Loire et de l'Ouest; importance du chômage* [13 octobre 1965] (p. 3614, 3615); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Enseignement et formation professionnelle agricoles: ses observations sur les bourses; méthode de calcul des ressources des exploitants pour l'attribution des bourses; endettement des agriculteurs; enseignement professionnel privé; ramassage scolaire; dispersion des élèves dans les campagnes; crédits inscrits au titre de la promotion sociale; création de sections d'enseignement agricole dans les collèges d'enseignement général; harmonisation des appellations de diplômes; inclusion dans les programmes de cours d'enseignement civique; cours de biologie* [27 octobre 1965] (p. 4242, 4243); *revenus cadastraux; cotisation payée à l'AMEXA; cas des malades mentaux; décret du 15 juillet 1965; indemnité viagère de départ; Fonds européen d'organisation et de garantie agricole* [28 octobre 1965] (p. 4293);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Cas des veuves et des veufs; problème des cotisations; assurance maladie des agriculteurs; problème des aides familiaux; situation des retraités; maladies professionnelles; cas des artisans du bâtiment* [9 juin 1966] (p. 1833, 1834); Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant :*

« *Les décrets d'application prévus aux différents articles ci-dessus devront être publiés avant le 1er janvier 1967* » (p. 1876); *risque maladie* (p. 1876);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Situation des retraités, des grands infirmes et des handicapés physiques; problèmes posés par les personnes âgées; Commission Laroque; logement des personnes âgées; alimentation des vieillards; possibilité d'accorder la retraite à tous les anciens internés et prisonniers de guerre âgés de 60 ans; rôle du Fonds de solidarité; suppression de l'abattement de zone; législation sur l'aide sociale; transfert à la santé publique du service de santé scolaire; nombre des assistantes-infirmières scolaires; réforme de la direction régionale de la Sécurité sociale* [19 octobre 1966] (p. 3589, 3590); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Progression du budget de l'agriculture; rôle du F.A.S.A.S.A.; suppression de la subvention à l'encouragement à l'emploi des amendements calcaires; aide à l'achat de matériel agricole; crédits de vulgarisation; réforme des services du Ministère de l'Agriculture; relèvement du taux des bourses; aide à l'équipement; ses observations sur le bénéfice agricole forfaitaire; variation du prix de la terre; revenu des petits exploitants; répartition de l'indemnité viagère de départ; problèmes de l'élevage et de la viande; rôle de la S.I.B.E.V.* [26 octobre 1966] (p. 3885, 3886); *modernisation des bâtiments d'exploitation pour l'élevage* (p. 3886); EQUIPEMENT. — I. — SECTION COMMUNE : *Amélioration du réseau routier; vente de l'essence; augmentation du nombre des accidents; possibilité de remplacer la succession des panneaux de signalisation par un seul, de couleur unique; détermination des routes prioritaires; Code européen de la route; suppression de cinq mille kilomètres de voies ferrées; problème des services routiers de remplacement; ses observations sur la ligne Sablé-Château-Gontier-Chateaubriant; industrialisation de l'Ouest* [8 novembre 1966] (p. 4342, 4343);

— du projet de loi sur l'élevage : *Nécessité d'aboutir à une amélioration génétique; rôle des syndicats de contrôle des performances; livres généalogiques; comparaison entre la production de la vache hollandaise et celle de la laitière française; problème de la brucellose; instabilité commerciale; disparition de certaines races; association de la recherche appliquée à la recherche fondamentale; problème du financement; composition de la Commission technique et du Conseil supérieur de l'élevage* [22 novembre 1966] (p. 4719 à 4721); Art. 1er : *Définition des organisations professionnelles* [23 novembre 1966] (p. 4794); Art. 14 : *Contrôle du livre généalogique* (p. 4805); ses explications de vote : *Son vote sur l'ensemble du projet de loi* (p. 4815);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, Art. 1er : *Crédit social; problème du versement des arrhes* [24 novembre 1966] (p. 4831).

FOURVEL (M. Eugène), *Député du Puy-de-Dôme, 5e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant au dépôt de nouveaux projets de ratification des ordonnances relatives à la lutte contre l'alcoolisme, prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, qui devront être effectivement soumis au vote du Parlement avant le 1er décembre 1966, **n° 2006** [29 juin 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 9 : *Politique du Gouvernement favorable aux gros exploitants agricoles; portée limitée de l'application de la mère au foyer; augmentation de la cotisation individuelle; caractère dérisoire de l'allocation versée aux vieux travailleurs agricoles* [18 décembre 1962] (p. 101, 102); Art. 8 : *Son amendement de suppression du paragraphe 3 de cet article* (p. 106); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963.

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, après l'article 50 : *Nécessité de prendre des mesures particulières pour les petits et moyens exploitants agricoles* [10 janvier 1963] (p. 567); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ecart entre l'augmentation des crédits prévus dans le budget de 1963 et les déclarations antérieures du Ministre de l'Agriculture; diminution de l'aide de l'Etat à la paysannerie travailleuse; insuffisance de la subvention prévue pour l'achat de matériel agricole; politique de concentration des exploitants agricoles; augmentation du nombre des refus de prêts opposés aux petits et moyens exploitants; position adoptée par le Gouvernement en face des exploitations de polyculture; insuffisance des crédits prévus pour les adductions d'eau; retard pris en matière d'électrification et de voirie; écart entre le chiffre des crédits jugés nécessaires par le IVe plan et ceux effectivement inscrits dans le budget en discussion; insuffisance des crédits pour l'hydraulique agricole; aménagement de l'habitat rural; travaux effectués par les sociétés d'économie mixte dans le cadre des grands aménagements régionaux; publication souhaitable du décret concernant les exonérations fiscales en faveur des fermiers faisant jouer le droit de préemption; politique gouvernementale de liquidation des petits et moyens exploitants agricoles* [11 janvier 1963] (p. 633, 634); Commission mixte paritaire : *Bénéfice de l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour le preneur usant du droit de préemption* [14 février 1963] (p. 2177).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Problèmes concernant la paysannerie familiale; politique gouvernementale d'élimination des petits et moyens exploitants; réduction des crédits accordés aux agriculteurs; fixation par le Gouvernement de la superficie minimale de l'exploitation considérée comme viable; conséquences de cette fixation; concentration des productions dans le domaine du blé, du vin, de la viande et des produits agricoles; augmentation des profits réalisés par les trusts des engrais; décrets récents concernant les prêts d'installation et les vieux paysans quittant leur propriété; réactions de la grande masse des exploitants familiaux* [10 mai 1963] (p. 2857, 2858).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14, AGRICULTURE : *Caractère regrettable de la ponction effectuée sur le F.O.R.M.A. au profit du F.A.S.A.S.A.; détermination des superficies minima des exploitations familiales; utilisation des crédits du F.A.S.A.S.A.* [19 juillet 1963] (p. 4365, 4366);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux : *Caractère des reprises; nécessité de mettre fin aux reprises abusives; efficacité du projet de loi* [25 juillet 1963] (p. 4518); Art. 1er : *Son amendement (possibilité pour le bailleur de reprendre le fonds loué)* (p. 4519); *non transmissibilité du droit de reprise triennale* (p. 4520); Art. 1er A : *Définition du préjudice* (p. 4522); Art. 1er *ter : Son sous-amendement à l'amendement de M. Lecornu tendant à supprimer les mots : « soit pour reprise en fin de bail, le bailleur lui-même... »* (p. 4523); *impossibilité de substituer au descendant le bailleur lui-même* (p. 4523); Art. 1er *ter* A : *Son amendement (refus de renouvellement du bail)* (p. 4524); Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Lecornu (problème de la diminution de l'exploitation)* (p. 4525).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la Commission mixte paritaire chargée d'examiner la proposition de loi relative aux baux ruraux; conclusions de la Commission mixte paritaire* [26 juillet 1963] (p. 4597, 4598).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au bail à ferme dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, Art. 10 : *Exploitant agricole* [10 octobre 1963] (p. 5124, 5125); après l'art. 10 : *reprise du fonds* (p. 5125); Art. 27 et 28 : *effort financier* (p. 5127);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 10 : *Contingents d'essence détaxée accordés aux agriculteurs* [23 octobre 1963] (p. 5413); après l'art. 15 : *Charges frappant les petits et moyens exploitants agricoles* (p. 5417); *allègement de 55 millions des charges des exploitants agricoles* (p. 5419); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A.

Cas des petites et moyennes exploitations agricoles; crédits pour les adductions d'eau, l'électrification rurale, la voirie, le remembrement; augmentation de la retraite des vieux agriculteurs; priorité pour l'aide aux exploitations familiales; amélioration de la condition des métayers [4 novembre 1963] (p. 6282, 6283); *situation des vieux agriculteurs dans le Puy-de-Dôme* (p. 6333);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux : *Abus venant de l'exercice du droit de reprise; nombre de bénéficiaires possibles de la reprise; âge limite des bénéficiaires de ce droit; conversion du métayage en fermage; portée de la proposition de loi; nécessité d'obtenir des garanties réelles* [19 novembre 1963] (p. 7303, 7304);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 6 : *Pourcentage d'aggravation des charges propres au régime français des cadres d'exploitation agricole limité au pourcentage d'aggravation des charges constaté dans le régime correspondant des cadres du commerce et de l'industrie* [10 décembre 1963] (p. 7778); *caisse de prévoyance des cadres des exploitations agricoles* (p. 7778);

En deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 6 par un nouvel alinéa (Pourcentage d'aggravation des charges propres au régime français des cadres d'exploitations agricoles devant être limité au pourcentage d'aggravation des charges constaté chaque année dans le régime correspondant des cadres du commerce et de l'industrie)* [17 décembre 1963] (p. 7942);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots « et d'assurer en priorité l'écoulement de la production des exploitations familiales intéressées par l'accord interprofessionnel »* [12 décembre 1963] (p. 7872, 7873); après l'art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Ecoulement de la production des exploitations familiales agricoles intéressées par l'accord interprofessionnel)* (p. 7873); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter l'avant-dernier alinéa (4°) de l'article 5 (Fixation selon un système progressif proportionnellement aux quantités de produits vendus par chaque producteur)* (p. 7877) *cotisations exigées des professionnels de l'agriculture* (p. 7877); Art. 13 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Caractère progressif des taxes prélevées)* (p. 7881);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 7 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « la preuve que les autres éléments » les mots « la preuve que l'un au moins des autres éléments »* [23 avril 1964] (p. 900); Art. 13 : *Assurance contre la grêle; lourdes charges pour les petits exploitants du sud de la Loire; refus de prêt du Crédit agricole; appréciation de l'assurance* (p. 907, 908); *situation des agriculteurs avant et après le vote du texte* (p. 908, 909); ses explications de vote : *Critiques de la procédure du vote bloqué; insuffisances du projet; coût pour les agriculteurs d'avantages bien modestes; application laissée à la discrétion du Gouvernement; politique consistant à liquider la petite exploitation familiale; avantages du principe de l'indemnisation des victimes des calamités; vote du groupe communiste; son abstention* (p. 917); En deuxième lecture, Art. 2 *bis : Son approbation des dispositions du troisième alinéa introduites par le Sénat (réparation des dommages récents subis par les départements du centre)* [23 juin 1964] (p. 2123); Art. 3 *bis : Son opposition à la suppression du cinquième alinéa introduit par le Sénat; souscription par les agriculteurs de contrats garantissant tous les éléments principaux de leur exploitation* (p. 2124); Art. 4 *bis : Nécessité d'équilibrer le budget* (p. 2127);

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public, Article unique : *Modification de l'article 15 du Code des voies navigables* [14 mai 1964] (p. 1202); *ses observations sur l'amendement de M. Commenay* (p. 1202); *cas d'un riverain d'un cours d'eau rayé de la nomenclature des voies navigables ou flottables* (p. 1202);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en

matière de produits agricoles; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le cinquième alinéa (4°) de cet article, par la phrase : « Ces cotisations seront établies selon un système progressif comportant des abattements en faveur des petits et moyens producteurs »* [4 juin 1964] (p. 1628); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du deuxième alinéa de l'article 7 : « L'accord interprofessionnel homologué fait l'objet d'une consultation individuelle de tous les agriculteurs »* (p. 1632); Art. 13 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de l'article 13 à insérer le nouvel alinéa suivant « Ces dépenses sont couvertes par des cotisations établies selon un système progressif assorti d'abattements pour les petits et moyens producteurs »* (p. 1637);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 2 *(suite) : Son amendement (droit du propriétaire ou du détenteur des droits de chasse ayant formé opposition)* [9 juin 1964] (p. 1717); Art. 3 : *Admission de chasseurs étrangers à la commune* (p. 1724); ses explications de vote : *Rôle des associations communales; rôle du groupe communiste dans la discussion des articles; propriétaires de chasses réservées pouvant encore les agrandir par l'adjonction d'enclaves au détriment de la masse des chasseurs communaux et citadins* (p. 1728, 1729).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux prix des produits agricoles : *hostilité du pouvoir au monde agricole; son souci de favoriser les grandes exploitations à caractère industriel; disparition des petits exploitants; grève du lait : manifestation de la colère des paysans* [9 octobre 1964] (p. 3077 à 3080).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : ses explications de vote : *Préoccupations essentielles des agriculteurs; volonté du Gouvernement de continuer à liquider les exploitations familiales; politique néfaste pour les petits paysans; revendications mesurées des agriculteurs; revendications mesurées des producteurs de lait; rôle important de la paysannerie familiale; position du groupe communiste* [27 octobre 1964] (p. 3965);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Fermetures d'écoles rurales; nécessité de consulter les municipalités; conséquences graves pour les enfants des agriculteurs; ramassage des élèves; création et fonctionnement des cantines* [29 octobre 1964] (p. 4157); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Majoration subie par les cotisations sociales des exploitants; répartition des tâches proportionnellement à la superficie des exploitations; financement de l'AMEXA; incorporation de l'allocation complémentaire instituée par la loi du 21 novembre 1961 à la retraite de base* [5 novembre 1964] (p. 4703); *problème de la réforme des services extérieurs du Ministère de l'Agriculture; fusion des services du génie rural et des eaux et forêts; Office forestier favorisant la mainmise d'intérêts privés sur la forêt française* (p. 4728, 4729); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, Seconde délibération, Art. 26, Etat B : *Assurer le paiement de la ristourne aux agriculteurs sur l'achat de matériel agricole* [9 novembre 1964] (p. 5217); Art. 53 : *Exonération des charges de résorption en faveur des petits livreurs de blé* (p. 5218);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 47 : *Retard qu'entraînera la restriction de crédit décidée par l'E.D.F. dans la construction du barrage de Besserve; licenciements; préjudice; décision de l'E.D.F. allant à l'encontre des intérêts d'une région déshéritée; soucis du syndicat intercommunal d'aménagement touristique des vallées de la Sioule et du Sioulet* [8 décembre 1964] (p. 5929); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 4, alinéa 4 de l'article premier, après les mots : « L'office pourra faire appel » à insérer les mots : « à titre exceptionnel »* (p. 6003); *fonctionnaires de l'administration des eaux et forêts ne devant pas être lésés dans leur situation et dans leurs droits acquis* [9 décembre 1964] (p. 6003, 6004);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale : *Nécessité d'améliorer l'inspection sanitaire des viandes; création d'un corps supplémentaire de vétérinaires inspecteurs; production de la viande; sa diminution; caractère astreignant et peu rentable de l'élevage; disparitions de nombreuses exploitations familiales; revalorisation des prix à la production; réduction des impôts; organisation du marché de la viande étant une duperie; amélioration des abattoirs et du contrôle de salubrité étant souhaitable; concentration envisagée des abattoirs; frais de transport supplémentaires;*

fiscalité; exemple des Combrailles, dans le Puy-de-Dôme; abstention du groupe communiste lors du vote final [4 mai 1965] (p. 1088 à 1090); Art. 5 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [5 mai 1965] (p. 1131); *ne pas imposer des charges supplémentaires aux consommateurs* (p. 1131); *abstention du groupe communiste* (p. 1157); En deuxième lecture, Art. 6 : *Régression de la production de la viande; aide à l'exploitation familiale; monopole des mandataires, des commissionnaires et des chevillards* [21 juin 1965] (p. 2275); Art. 9 : *Son amendement tendant au début du troisième alinéa à supprimer le mot « exceptionnellement »* (p. 2276); *retrait de son amendement* (p. 2276); *abstention du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 2278).

Est entendu , en qualité de suppléant, sur la question orale de M. Roucaute relative à la pollution des eaux de l'Auzonnet [21 mai 1965] (p. 1480, 1481).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux, Art. 4 : *Législation des baux ruraux; principe du droit de renouvellement au bail; sauvegarde des droits des fermiers et des métayers* [26 juin 1965] (p. 2650); Art. 595 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 595 du Code civil : « Les baux consentis par l'usufruitier seul produisent tous leurs effets à l'égard du preneur »* (p. 2651); *son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2651);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 20 *(suite) : Majoration de la cotisation individuelle « vieillesse » des exploitants agricoles; groupe communiste demandant la suppression de cet article; situation des petits et moyens exploitants agricoles; conséquence des intempéries* [8 octobre 1965] (p. 3439); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Part du budget du Ministère de l'Agriculture dans le budget général; importance du F.O.R.M.A.; ses observations sur la prophylaxie; amendements calcaires; ramassage scolaire; habitat rural; voirie; adductions d'eau; recherche agronomique; fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles; charges du crédit agricole; attribution des prêts fonciers; indemnité viagère de départ; problème posé par la betterave; marché de l'ail; situation des éleveurs de bovins des Combrailles; budget annexe des prestations sociales agricoles; financement de l'AMEXA* [28 octobre 1965] (p. 4262, 4263); En deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1966, Art. 19 : *Problème de l'exonération des 150 premiers quintaux d'orge et de blé livrés* [18 novembre 1965] (p. 4742);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas des régions de demi-montagne; revenu des agriculteurs; accroissement des charges de production de l'agriculture; rémunération des exploitants et des aides familiaux; production agricole; équipement des campagnes; exportation de maïs* [5 novembre 1965] (p. 4536);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Conséquences du projet sur l'agriculture; aggravation des charges d'exploitation de l'agriculture; pression sur les prix agricoles à la production; aggravation des disparités existant entre productions, entre régions et entre exploitations selon leur importance et leur niveau d'évolution; coût de production de l'agriculture* [21 décembre 1965] (p. 4997); Art. 8 : *Maintenir dans le cadre des exonérations les produits des exploitations agricoles* (p. 5017);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, après l'art. 12 : *Statut du fermage et du métayage* [11 mai 1966] (p. 1212);

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement : *Vote du groupe communiste contre l'article 2 et contre l'ensemble du projet de loi* [12 mai 1966] (p. 1231).

Est entendu sur une question orale de M. Chaze relative au ramassage scolaire, en qualité de suppléant [8 juin 1966] (p. 1785, 1786).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 8 : *Groupe communiste votant contre cet article* [13 octobre 1966] (p. 3410); Art. 11 : *Collecte du blé en 1966;*

possibilité d'exonérer de la taxe les 300 premiers quintaux de blé livrés (p. 3411); *remboursement de 3 francs sur les 4,79 francs prélevés sur les blés livrés hors quantum* (p. 4313); Art. 21 et Etat A : *Vote du groupe communiste* (p. 3429); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE. — F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les exportations de céréales et de sucre; crédits concernant le F.O.R.M.A.; politique de discrimination au détriment de la masse des petits et moyens exploitants agricoles; concentration agraire; équipement rural* [26 octobre 1966] (p. 3890); *accès des enfants issus de foyers modestes à l'enseignement agricole; subventions à l'enseignement privé; cotisation individuelle vieillesse; taux de la subvention pour l'achat de matériel agricole; crédits pour l'amélioration de l'élevage; octroi de l'indemnité viagère de départ* (p. 3889, 3890); *problème des calamités agricoles, de l'hydraulique, de l'assainissement; crédits accordés à la Compagnie générale du Rhône; aide aux exploitants familiaux; charges sociales et fiscales pesant sur l'agriculture; cotisation sociale agricole; impôt sur les bénéfices agricoles; situation des artisans ruraux* (p. 3891, 3892); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967, Art. 11 : *Suppression de la taxe de reprise; Fonds national de vulgarisation* [6 décembre 1966] (p. 5266);

— du projet de loi sur l'élevage : *Rôle du Fonds de garantie contre les calamités agricoles; problème des sanctions pénales; amélioration génétique; importance des crédits; ses observations sur la brucellose et la tuberculose; production laitière; problème des débouchés; prix à la production; situation des petits et moyens éleveurs* [22 novembre 1966] (p. 4724, 4725); *rôle de l'exploitation familiale agricole* (p. 4725, 4726); Art. 5 : *Ses observations sur la coopérative du Puy-de-Dôme* [23 novembre 1966] (p. 4797); Art. 18 : *Nécessité d'organiser une stabulation moderne; cas des régions montagneuses à vocation d'élevage* (p. 4810); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Pourront prétendre par priorité aux encouragements prévus à l'alinéa ci-dessus les créations et les modernisations de bâtiments destinés aux élevages collectifs constitués sur la base du statut applicable aux G.A.E.C. »* (p. 4812); *critères des exploitations familiales* (p. 4812); *retrait de son amendement* (p. 4812); *abstention du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 4815); En deuxième lecture : *Ses observations sur les organismes départementaux; octroi de subventions pour l'amélioration des bâtiments nécessaires à l'élevage; répartition des crédits; discrimination entre les exploitations viables et les autres* [15 décembre 1966] (p. 5612, 5613); *son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa de cet article : « Les entreprises agricoles à caractère familial et les groupements »* (p. 5618, 5619);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture : *Abstention du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* [23 novembre 1966- (p. 4786).

FOYER (M. Jean), *Député de Maine-et-Loire, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
(2e Gouvernement POMPIDOU)
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966.

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Il est mis fin à ses fonctions de Garde des Sceaux, Ministre de la justice [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (2e Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (2e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Garde des Sceaux, Ministre de

la Justice (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou.)

Dépôts :

Son projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'État, **n° 46** [19 décembre 1962].

Son projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, **n° 47** [19 décembre 1962].

Son projet de loi relatif aux affaires transférées en application du protocole judiciaire signé le 28 août 1962 entre le Gouvernement de la République française et l'Exécutif provisoire algérien, **n° 138** [5 février 1963].

Son projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'État instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, **n° 142** [7 février 1963].

Son projet de loi modifiant l'article L premier du Code de la route, **n° 797** [2 avril 1964].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative à l'établissement de la filiation maternelle des enfants naturels et portant modification de l'article 334 du Code civil, **n° 798** [2 avril 1964].

Son projet de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation, **n° 885** [12 mai 1964].

Son projet de loi sur les sociétés commerciales, **n° 1003** [23 juin 1964].

Son projet de loi modifiant ou complétant les articles 1841 et 1868 du Code civil, les articles 614-15, 614-16 et 614-17 du Code de commerce, et la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateur émises par les sociétés, **n° 1004** [23 juin 1964].

Son projet de loi modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés, **n° 1079** [2 octobre 1964].

Son projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963, **n° 1105** [9 octobre 1964].

Son projet de loi relatif à l'affiliation de certaines catégories d'avocats à la Caisse nationale des barreaux français, **n° 1151** [5 novembre 1964].

Son projet de loi, modifiant l'article 23 du Code pénal, **n° 1172** [17 novembre 1964].

Son projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances, **n° 1253** [16 décembre 1964].

Son projet de loi relatif à certains délais de recours devant la juridiction administrative, **n° 1299** [5 avril 1965].

Son projet de loi modifiant et complétant les articles 16 et 21 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, **n° 1301** [5 avril 1965].

Son projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1274 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation des juridictions pour enfants, **n° 1380** [20 mai 1965].

Son projet de loi tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux nécessaires à l'organisation des Xe Jeux olympiques d'hiver à Grenoble en 1968, **n° 1382** [21 mai 1965].

Son projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, **n° 1383** [21 mai 1965].

Son projet de loi complétant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, **n° 1386** [25 mai 1965].

Son projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, **n° 1426** [4 juin 1965].

Son projet de loi sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes, **n° 1496** [23 juin 1965].

Son projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, **n° 1581** [2 octobre 1965].

Son projet de loi modifiant la loi du 21 avril 1832 et la loi du 19 mars 1934 et relatif aux juridictions compétentes pour la navigation du Rhin, **n° 1585** [2 octobre 1965].

Son projet de loi déterminant, en application de la Convention franco-germano-luxembourgeoise du 27 octobre 1956, les juridictions compétentes pour la navigation de la Moselle, **n° 1586** [2 octobre 1965].

Son projet de loi portant réforme de l'adoption, n° **1630** [19 octobre 1965].

Son projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs, n° **1720** [23 décembre 1965].

Son projet de loi relatif à l'organisation des justices de paix à compétence ordinaire en Polynésie française, n° **1726** [2 avril 1966].

Son projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer l'application des dispositions de l'article 23 du Code pénal, n° **1729** [2 avril 1966).

Son projet de loi relatif à l'emploi de procédés non manuscrits pour apposer certaines signatures sur les effets de commerce et les chèques, n° **1731** [2 avril 1966].

Son projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, n° **1744** [6 avril 1966].

Son projet de loi portant amnistie, n° **1745** [6 avril 1966].

Son projet de loi tendant à simplifier le paiement de l'amende forfaitaire, n° **1781** [22 avril 1966].

Son projet de loi relatif à la suppléance du magistrat chargé du service de la juridiction de droit commun instituée sur le territoire des îles Wallis et Futuna, n° **1815** [10 mai 1966].

Son projet de loi modifiant la loi n° 64-1231 du 14 décembre 1964 relative à l'application de certains traités internationaux, n° **1817** [11 mai 1966].

Son projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, n° **1840** [25 mai 1966].

Son projet de loi modifiant la loi n° 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », n° **1854** [27 mai 1966].

Son projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale, n° **1882** [2 juin 1966].

Son projet de loi réprimant le délit de fuite en cas d'accident occasionné par la navigation, n° **2041** [3 octobre 1966].

Son projet de loi relatif à l'exercice des fonctions judiciaires militaires, n° **2042** [3 octobre 1966].

Son projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du Code de justice militaire institué par la loi n° 65-542 du 8 juillet 1965, du Code de procédure pénale et du Code pénal, n° **2043** [3 octobre 1966].

Son projet de loi modifiant l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949, sur les publications destinées à la jeunesse, et l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947, relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, n° **2124** [7 novembre 1966].

Son projet de loi relatif à la Cour de cassation, n° **2142** [15 novembre 1966].

Son projet de loi organique modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, n° **2143** [15 novembre 1966].

Son projet de loi modifiant l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962 relative à certaines dispositions concernant la nationalité française, n° **2144** [15 novembre 1966].

Son projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, n° **2232** [8 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'État et du projet fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'État instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Problème de la répression des atteintes à la sûreté de l'Etat ; cocxistence des juridictions ordinaires et des juridictions extraordinaires ; modifications intervenues en la matière depuis vingt-trois ans ; décret-loi de 1939 attribuant compétence aux tribunaux militaires quant aux infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat ; ordonnance de 1960 abolissant la distinction établie par le Code pénal de 1810 ; infractions à la sûreté intérieure et à la sûreté extérieure de l'Etat ; difficulté d'établir un équilibre entre les intérêts de la défense individuelle et la protection de l'Etat ; principaux caractères des textes en discussion ; préexistence de la juridiction aux faits dont elle est appelée à connaître ; sa*

compétence exclusive; limitation des pouvoirs de police des préfets; possibilité de recours au droit commun; création d'une juridiction unique confiée à des magistrats spécialisés [3 janvier 1963] (p. 212, 213); Modification du Code de procédure pénale, Art. 305 : *Amendement de la Commission (prescription à peine de nullité de la procédure): jurisprudence adoptée en la matière par la Chambre criminelle de la Cour de cassation; nécessité de ne pas multiplier les nullités formelles* (p. 228, 229); *demande la réserve du troisième alinéa de cet article 30 (durée de la garde à vue)* (p. 230); Art. 698 : *Amendement de M. Mitterrand (instauration d'une Haute Cour de sûreté de l'Etat): existence de Hautes Cours à composition parlementaire et le principe de la séparation des pouvoirs; position de la Constitution de 1875 en la matière; maintien d'une Haute Cour dans la Constitution actuelle; problème pratique de la mise en jugement de plusieurs milliers de personnes* (p. 234); *amendement de la Commission (compétence de la cour de sûreté): catégories d'infractions commises par la criminalité politique (infraction politique par nature et infraction politique par destination); avantage de la solution préconisée par le présent amendement* (p. 236). Art. 699 : *Amendement de suppression de MM. Waldeck L'Huillier, Mitterrand, Dejean, Abelin, Pleven: Problème des jeunes gens de 16 à 18 ans; nécessité de mener une instruction commune à l'égard des majeurs et des mineurs* (p. 239); Cour de sûreté, Art. 1er : *Son sous-amendement au nom du Gouvernement à l'amendement de la Commission (exercice des fonctions de premier président et de conseiller)* [4 janvier 1963] (p. 254); Art. 2 : *Amendements de MM. Massot, Pleven, Delachenal: reprise des dispositions prévues dans le Code de justice militaire de 1928; problème d'incompatibilité de la carrière militaire avec un maintien de longue durée dans une fonction judiciaire* (p. 255, 256); Art. 16 : *Amendement de M. Dejean (durée de la garde à vue): rapprochement opéré par M. Dejean entre la police française actuelle et la police d'il y a vingt ans* (p. 265); *nécessité technique de prolonger le délai de garde à vue; impossibilité pour le Gouvernement de proroger au-delà du 31 mai 1963, par voie d'ordonnance; régime de l'état d'urgence; distinction entre l'état normal et l'état d'urgence; contrôle par l'autorité judiciaire* (p. 267, 268); Art. 215 : *Son amendement au nom du Gouvernement (caractère facultatif de l'enquête de personnalité prévue par l'article 81 du Code de procédure pénale)* (p. 270, 271). Art. 26 : *Amendement de la Commission et de M. Dejean (contenu du décret de mise en accusation): nécessité pour le décret de mise en accusation d'être conforme à l'ordonnance du juge d'instruction* (p. 273); *situation de l'inculpé n'ayant fait l'objet d'aucun décret de mise en application dans le délai d'un an et procédure de l'ordonnance de non-lieu* (p. 273); Art. 29 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Connaissance par la Chambre de contrôle de l'instruction des demandes de mise en liberté provisoire)* (p. 273); Art. 30 : *Amendement de suppression de la Commission du dernier alinéa de cet article: nécessité de recourir à des moyens rapides de délivrance des assignations* (p. 277); Art. 32 : *Amendement de la Commission (Suppression de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article): tradition française en matière de constitution de partie civile; problème des personnes morales* (p. 278, 279); Art. 38 : *Amendement de M. Dejean (motivation des arrêts de la Cour): deux manières, en droit pénal, de présenter les jugements; décisions motivées des tribunaux correctionnels; décisions sous forme de réponse à une série de questions de la Cour d'assises et de la Cour de sûreté; problème de l'agencement possible d'un pourvoi en cassation* (p. 281); Art. 39 : *Amendement de M. Dejean (Cas des condamnés membres de la Légion d'honneur ou décorés de la Médaille militaire): maintien de la procédure actuelle* (p. 281, 282); Article additionnel : *Son amendement au nom du Gouvernement (recours contre les ordonnances du juge d'instruction); problème de la procédure du référé et de son fonctionnement pratique; multiplication possible des procédures dilatoires* (p. 295, 296); *nécessité d'éviter des expertises inutiles et des procédures dilatoires* (p. 296); Art. 33 : *Son amendement au nom du Gouvernement (peines disciplinaires frappant un avocat): Effet suspensif d'un pourvoi en cassation; règles applicables aux avocats en matière disciplinaire, intervention du bâtonnier; inconvénients qu'elle présente; nécessité d'assurer la dignité de la justice et l'honneur de la magistrature* (p. 299, 300). Conclusions de la Commission mixte paritaire : *Modifications apportées au texte du Gouvernement; hommage rendu au rapporteur de la Commission* [11 janvier 1963] (p. 656);

— de la deuxième partie de projet de loi de finances pour 1963, JUSTICE : *Progrès que représente le présent budget; efforts entrepris depuis la libération dans le domaine pénitentiaire; situation des maisons d'arrêt; conséquence de la promiscuité dans les prisons; nécessité de prévoir la localisation des établissements pénitentiaires en dehors des villes; leur regroupement souhaitable; isolement des condamnés la nuit et le travail en commun le jour; création d'établissements spéciaux pour les détenus les plus jeunes; problèmes relatifs aux personnels de la magistrature française; conséquences sur ces problèmes des retours des Français d'Algérie; abaissement des limites d'âge pour les magistrats; cas des anciens juges de paix hors classe de Paris; difficultés de recrutement de la magistrature; réforme de l'assistance judiciaire; création éventuelle, au profit des auxiliaires de la justice d'une rémunération qui serait à la charge de la collectivité; répartition des charges afférentes aux services judiciaires entre l'Etat et les collectivités locales; fusion éventuelle des professions d'avocat et d'avoué; situation du personnel pénitentiaire; progression de la délinquence juvénile en France et à l'étranger; infractions commises par les jeunes; fondements juridiques du maintien de l'état d'urgence* [21 janvier 1963] (p. 1342 à 1345); titre V : *Construction du centre pénitentiaire de Fleury-Merogis en remplacement de ceux de la Santé et de la Petite Roquette* (p. 1347);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive, Art. A : *Son amendement au nom du Gouvernement (délai pour l'adoption)* [7 février 1963] (p. 2083); Art. 1er : *Amendement de la Commission (adoption d'un enfant naturel par sa mère âgée de 25 ans au moins) : nécessité de ne pas modifier « par la bande » le statut juridique de l'enfant naturel* (p. 2083); Art. 1er *bis : Son amendement au nom du Gouvernement (prononcé de l'adoption dans le cas de refus de consentement)* (p. 2084); Art. 10 : *Son sous-amendement au nom du Gouvernement à l'amendement de la Commission (protection du secret des opérations du service de l'aide sociale à l'enfance) : Communication des renseignements aux magistrats de l'ordre judiciaire* (p. 2087); *craintes manifestées par les familles adoptives à la suite d'une affaire récente* (p. 2088); En troisième lecture : *Consultation des dossiers concernant les enfants recueillis par les services de l'aide sociale par le Procureur de la République et ses substituts* [20 février 1963] (p. 2273);

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Problèmes posés par la mise en place de la Cour de sûreté de l'Etat; juridiction compétente pour juger les auteurs de l'attentat du Petit Clamart; décision prise par le Gouvernement à ce sujet et le renvoi des accusés devant la cour militaire de justice; procédés dilatoires employés par ces accusés; objet du présent projet; prolongation de l'existence de la Cour militaire de justice* [13 février 1963] (p. 2118, 2119); Article unique : *Son amendement au nom du Gouvernement (compétence de la Cour militaire de justice pour les accusés condamnés par défaut)* (p. 2134); *absence de recours pour les décisions du haut tribunal militaire* (p. 2134, 2135); En deuxième lecture : *Signification du vote sur le présent projet de loi* [19 février 1963] (p. 2217);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux donations entre époux : *Rôle des notaires dans l'élaboration de la présente loi; multiplication des droits d'usufruit au profit du conjoint survivant qui résultera du présent texte* [16 mai 1963] (p. 2934); Art. 1er : *Amendement de la Commission (éventualité de la donation entre époux visant un quart en pleine propriété, le reste en usufruit, avec conversion possible de l'usufruit en rente viagère) : inconvénients d'une multiplication des usufruits; aspect fiscal de l'opération envisagée par le présent amendement* (p. 2935); Après l'article 2 : *Amendement de la Commission et de M. Thorallier (indexation des rentes viagères de nature alimentaire) : impossibilité de déroger aux interdictions d'indexation édictées par l'article 79 de l'ordonnance du 30 décembre 1958* (p. 2936).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par le Président de l'Assemblée Nationale à la mémoire du Souverain Pontife Jean XXIII [4 juin 1963] (p. 3174).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la priorité de l'emploi des réformés : *Constatation des infractions à la réglementation relative à la priorité*

d'emploi des démobilisés [4 juin 1963] (p. 3176);

— en deuxième lecture de la proposition de loi relative au droit à réparation des victimes de la silicose et de l'asbestose : *Etude entreprise par le Gouvernement des problèmes de la sidérose et le dépôt prochain d'un texte à ce sujet* [4 juin 1963] (p. 3177);

— du projet de loi ratifiant un décret portant modification du tarif des droits de douane d'importation : *Application du Traité de Rome dans le domaine agricole; réductions des droits de douane; problème de l'exonération des droits de douane octroyée par le Conseil de l'Euratom* [6 juin 1963] (p. 3199, 3200).

Associe le Gouvernement aux vœux adressés au fils de M. Bertrand Denis à l'occasion de son mariage [6 juin 1963] (p. 3200).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi relative aux baux à ferme des établissements publics : *Problèmes posés par les contradictions existant entre le décret impérial de 1807 et l'évolution de la législation en matière de baux ruraux; inscription de propositions de loi à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée* [6 juin 1963] (p. 3203, 3204); *efficacité des commissions administratives des hospices* (p. 3204);

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif au Code de la nationalité française dans les Territoires d'outre-mer : *Principes du droit français en matière de nationalité; principe fondamental de la transmission par filiation; extension progressive du jus-soli; ses causes; application de la loi sur la nationalité aux pays d'outre-mer; cas de la Côte Française des Somalis; situation des personnes d'origine vietnamienne en Nouvelle-Calédonie; sort des enfants nés de femmes qui auraient perdu la nationalité française de plein droit* [25 juin 1963] (p. 3704, 3705); *situation à l'égard du présent texte dans les îles de Saint-Pierre-et-Miquelon* (p. 3706);

— du projet de loi organique modifiant le statut de la magistrature : *Attributions juridictionnelles et administratives des magistrats placés à la tête d'une juridiction; cas du président du tribunal de la Seine* [16 juillet 1963] (p. 4166, 4167);

— de la proposition de loi relative aux donations mutuelles entre époux, Art. 1er : *Article 1097 du Code civil, en matière de testament* [16 juillet 1963] (p. 4169); *révocation des donations entre époux et article 1096 du Code civil;* Art. 4 : *Son amendement au nom du Gouvernement (non application du présent texte aux procédures en cours devant la Cour de cassation) : problème des instances en cours devant la Cour de cassation* (p. 4171, 4172);

— du projet de loi relatif aux droits réels sur les aéronefs : *Introduction, dans le droit interne des dispositions d'une convention internationale sur le régime de l'hypothèque des aéronefs; unification du régime de l'hypothèque maritime et de l'hypothèque des aéronefs* [23 juillet 1963] (p. 4417, 4418); Art. 22 : *Application du présent texte dans les T.O.M.* (p. 4419);

— du projet de loi adopté par le Sénat modifiant le code électoral : *Substitution souhaitable au terme de procurataire du terme de celui de mandataire* [23 juillet 1963] (p. 4420);

— du projet de loi adopté par le Sénat modifiant la procédure devant les tribunaux administratifs : *Adoption souhaitable du présent texte* [23 juillet 1963] (p. 4421);

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat modifiant l'article 75 du Code civil : *Caractère fastidieux de la lecture de l'article 2135 du Code civil au moment de la cérémonie du mariage* [23 juillet 1963] (p. 4421);

— du projet de loi adopté par le Sénat relatif aux infractions à la législation sur les substances explosives : *Nécessité de conférer aux ingénieurs des mines ou ingénieurs des poudres le droit de constater les infractions en matière de législation sur les substances explosives* [23 juillet 1963] (p. 4422, 4423); Article unique : *Cas des ingénieurs du corps des poudres et salpêtres* (p. 4423);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction, Art. 11 *ter : Garanties des vices cachés* [3 octobre 1963] (p. 5003);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au bail à ferme dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, Art. 5 : *Conditions de sous-location et d'attribution en colonat partiaire* [10 octobre 1963] (p. 5123); *nécessité d'indemnisation en cas de préjudice* (p. 5124); Art. 10 : *Définition de l'activité principale du bailleur qui exerce le droit de reprise* (p. 5124); après l'Art. 10 : *Reprise du fonds* (p. 5125); Art. 23 : *Son amendement (information en cas d'échange);*

subordination à l'accord du bailleur en cas d'échange (p. 5126); Art. 26 : *Son amendement à l'amendement de M. Renouard (problème du délai)* (p. 5126); *notification* (p. 5127);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des animaux, Art. 1er : *Définition de la tradition locale ininterrompue* [10 octobre 1963] (p. 5129); *saisine du tribunal* (p. 5129, 5130); *notion d'acte par omission* (p. 5130); *application de l'article premier aux D.O.M.* (p. 5130);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Création prochaine d'un second ordre national; maison de la Légion d'honneur à Saint-Denis* [5 novembre 1963] (p. 6445, 6446); *nécessité d'une remise en ordre et d'une certaine déflation dans l'octroi des distinctions; nominations à titre posthume* (p. 6446); JUSTICE : *Autonomie financière refusée au Conseil d'Etat; réforme judiciaire de 1958; problème du recrutement des juges d'instance; désignation des juges de grande instance; avancement des magistrats; organisation de professions judiciaires; opérations de rachat de greffes; profession d'avocat et d'avoué; organisation de l'assistance judiciaire; personnel de l'administration pénitentiaire; évolution de l'éducation surveillée; mesures de clémence; nécessité de laisser la Cour de sûreté achever sa tâche; bilan des condamnations* (p. 6456 à 6460); *mesures d'amnistie* (p. 6460, 6461); *compétence du Parlement en matière d'amnistie; nécessité de se conformer à la justice et aux biens de l'Etat* (p. 6461).

Répond à la question orale avec débat de M. Delorme relative à la réorganisation du Conseil d'Etat : *décrets du 30 juillet 1963; indépendance de la haute juridiction; rôle redoutable du juge administratif; formation d'une assemblée plénière et d'une assemblée ordinaire; nouvelle structure de l'Assemblée du contentieux; règle de l'imparité; problème des membres du Conseil d'Etat élus au Parlement* [6 décembre 1963] (p. 7737, 7738).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Boscary-Monsservin et Commenay relatives aux professions judiciaires [13 décembre 1963] (p. 7908, 7909).

Répond à la question orale sans débat de M. Sanglier relative aux déclarations fiscales : *Obligation d'adresser aux contribuables un récépissé de leur déclaration d'impôt sur le revenu* [13 décembre 1963] (p. 7911).

Répond à la question orale sans débat de Mme Thome-Patenôtre relative à la circulation dans le Bois de Boulogne [13 décembre 1963] (p. 7911, 7912).

Répond à la question orale sans débat de M. Labèguerie relative au problème du tourisme en France [13 décembre 1963] (p. 7912, 7913).

Répond à la question orale sans débat de M. Rabourdin relative à la zone est de Paris [13 décembre 1963] (p. 7914).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier l'article 1147 du Code rural en ce qui concerne les accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle, Art. 2 : *Notion d'identité de cause; ses observations sur l'amendement de M. Hoguet* [19 décembre 1963] (p. 7996); Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. La Combe* (p. 7997);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-993 du 1er octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation : *Projet constituant une conséquence directe de l'accord d'association entre la Grèce et la C.E.E.* [9 avril 1964] (p. 696).

— du projet de loi adopté par le Sénat modifiant les articles 442 et 577 nouveaux du Code de commerce concernant la procédure de la faillite et du règlement judiciaire et la résolution du concordat, Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [14 avril 1964] (p. 733); *suppression de l'article premier en raison de l'orientation des négociations en cours entre les Etats membres de la Communauté Européenne; délibération de la Conférence générale des présidents et membres des tribunaux de commerce* (p. 733, 734); *règlement judiciaire et de faillite* (p. 734); Art. 2 : *Son amendement (possibilité pour le tribunal de prononcer la résolution de l'exécution du concordat)* (p. 734); *commissaire n'étant pas le mandataire des créanciers* (p. 374); *lois de procédure* (p. 734); Art. 3 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 735); *son amendement tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « Projet de loi modifiant l'article 577 du Code de commerce concernant la résolution du concordat »* (p. 735);

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 2102-3° du Code civil concernant les créances privilégiées sur certains immeubles: *Multiplication du nombre des privilèges; ne pas créer un privilège en matière de créance* [14 avril 1964])p. 736).

Répond à la question orale, sans débat, de Mme Thome-Patenôtre, relative à la réforme des régimes matrimoniaux [22 mai 1964] (p. 1360).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'alinéa premier de l'article premier du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, à substituer aux mots: « à un commerçant, à un industriel ou à un artisan régulièrement inscrit... », les mots: « soit à un commerçant ou à un industriel immatriculé au registre du commerce ou à un artisan inscrit »; modification de forme opérée à l'article premier du décret du 30 septembre 1953; mettre ce texte en accord avec la terminologie actuelle en substituant à l'expression: « registre des métiers », celle de « répertoire des métiers »* [25 juin 1964] (p. 2198); après l'article premier : *Application des dispositions du décret de 1953 à l'égard du locataire principal; droit de renouvellement au locataire principal à l'égard des hospices* (p. 2199); *droit au renouvellement à l'encontre du locataire principal; opinion de M. Sudreau* (p. 2199); Art. 5 : *Prévoir des baux d'une durée suffisamment longue* (p. 2200); *son amendement tendant à rédiger le deuxième alinéa de l'article 5 de la façon suivante : « la durée du bail renouvelé est de neuf ans au moins »* (p. 2200); *équilibre du texte* (p. 2200); *problème de la révision du loyer se posant dans les mêmes termes dans le cas d'un bail initial ou d'un bail renouvelé* (p. 2201); Art. 6 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article; résiliation du bail avant l'expiration de sa durée normale en cas de démolition d'immeubles pour leur reconstruction; article 10 du décret du 30 septembre 1953 permettant l'exercice de la reprise soit avec une indemnité d'éviction, soit moyennant l'offre d'un local de remplacement* (p. 2201); Art. 7 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2201); Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 11: (Modification de l'article 24 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953: somme versée par le preneur en contrepartie de la conclusion du bail ou d'un avenant à ce bail)* (p. 2202); *problèmes du pas-de-porte, de sa nature et de son régime juridique* (p. 2202, 2203); *désavantages pour les petits commerçants; assimilation faite par la jurisprudence du pas-de-porte au loyer* (p. 2203); *refus du Gouvernement de la thèse de la Commission; possibilité de prétendre que le pas-de-porte n'est pas la contrepartie de la jouissance des lieux procurée par le bailleur au preneur* (p. 2205); après l'Art. 11 : *Son amendement tendant, après l'article 11, à insérer un nouvel article: (Modification du premier alinéa de l'article 26 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953)* (p. 2212); *rétablir l'égalité entre propriétaires et locataires de surfaces commerciales dans les immeubles nouveaux et dans les ensembles urbains périphériques* (p. 2212); Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: (Modification du troisième alinéa de l'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 — preuve d'une modification matérielle des facteurs locaux de commercialité ayant entraîné par elle-même une variation de plus de 10 % de la valeur locative)* (p. 2212); *révision des loyers; rapport entre le montant du loyer et l'indice des 259 articles; sa contradiction avec l'ordonnance du 30 décembre 1958 interdisant les indexations de ce genre; élément de référence n'étant pas l'indice des 259 articles mais l'indice trimestriel du coût de la construction* (p. 2212, 2213); *suppression du seuil de 10 % au-dessous duquel il n'y a pas de révision* (p. 2213); *politique de stabilisation du Gouvernement récemment entreprise au mois de septembre dernier* (p. 2214); après l'article 11 : *Prix des baux d'immeubles ou de locaux régis par des dispositions pouvant être révisées à la demande de l'une ou l'autre partie ou dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 ci-dessous* (p. 2215); Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 15: (Clause réputée non écrite — caractère connexe ou complémentaire des activités)* (p. 2217); *déspécialisation nécessaire; adjonction à l'activité prévue dans*

le bail d'activités connexes ou complémentaires; procédure extra-judiciaire (p. 2217); *utilité de la proposition de loi* (p. 2218); *preneur n'ayant aucune formalité à accomplir* (p. 2219); *question de la date* (p. 2219); *article ne permettant pas la déspécialisation élargie aux exploitants de fonds de commerce situés dans des immeubles construits antérieurement au 30 septembre 1953; date un peu arbitraire du 30 septembre 1953; favoriser une évolution heureuse de la distribution* (p. 2220, 2221); *procédé d'exclusion par la date de construction de l'immeuble n'étant pas le bon; délai de cinquante ans n'étant pas satisfaisant* (p. 2221); Art. 17 : *Son amendement tendant à remplacer cet article par de nouvelles dispositions: (Droit au renouvellement ne pouvant être invoqué par les locataires titulaires d'un bail verbal — demandes en révision formulées avant la publication de la présente loi)* (p. 2222); *problème des baux en cours; ne pas accorder le droit au renouvellement à des preneurs qui, en raison de la priorité de leur bail, ne peuvent en bénéficier actuellement* (p. 2222); Article additionnel : *Opposition du Gouvernement à une extension des dispositions du décret du 30 septembre 1953 relatif aux loyers commerciaux, aux concessions de droit de place* (p. 2223); Art. 15 *(suite): Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement par de nouvelles dispositions: (Refus de tenir compte de la plus-value conférée au Fonds par l'extension prévue à l'article 35-2 ci-dessus dans le cas d'un immeuble situé dans le cadre d'une opération de rénovation* (p. 2224); *épargner aux collectivités expropriantes la nécessité d'indemniser au quadruple ou au quintuple les propriétaires de fonds de commerce installés dans des immeubles prêts à tomber en ruines* (p. 2224); En deuxième lecture : *Ensemble de propositions étant d'initiative parlementaire; nécessité de faire aboutir le texte* [9 décembre 1964] (p. 5967); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Capitant* (p. 5967); Art. 2 *bis: Ses observations sur la solution transactionnelle proposée par M. Hoguet; durée proposée; son opposition à insérer dans le bail les clauses spéciales prévues par la Commission* (p. 5968); *son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa de l'article 3-2 du décret du 30 septembre 1953 le texte adopté par le Sénat, mais en remplaçant in fine les mots « trois ans » par les mots « deux ans »* (p. 5968); *possibilité de conclure des baux de courte durée existant depuis longtemps; sa proposition transactionnelle* (p. 5969); *ses observations sur les paroles de M. de Grailly; locataires ayant le droit à un bail de neuf ans* (p. 5969, 5970); Art. 11 : *Suppression de cet article par le Sénat; ne pas prendre parti sur la nature juridique du « pas-de-porte »* (p. 5972); Art. 15 : *Ses observations sur les amendements de la Commission* (p. 5973); *transfert des halles centrales de Paris* (p. 5975); Art. 18 : *Intérêt de cet article; actualiser les loyers: déspécialisation des baux commerciaux* (p. 5976); *son sous-amendement à l'amendement de M. Hoguet tendant, après les mots: « antérieurement applicables » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé: « à moins qu'à cette date ce prix n'ait effet depuis moins de trois ans en vertu d'une décision judiciaire »* (p. 5977); *révision étant possible dans l'année de la promulgation de la loi si le prix applicable n'a pas été révisé depuis trois ans; éviter une confusion juridique; amendement de M. Krieg étant trop général* (p. 5977); *abus de l'expertise dans la justice moderne; nécessité du recours à des experts* (p. 5978); *ses observations sur les paroles de M. de Grailly* (p. 5978); *maintenir pendant un an le système ancien* (p. 5979); En troisième lecture, Art. 10 *quater*, 10 *bis*, 10 *ter* et 10 *quinquies: Ses observations sur les amendements de suppression de M. Zimmermann* [18 décembre 1964] (p. 6237); Art. 15 : *Son opposition à l'amendement de M. Hoguet* (p. 6238); Art. 18 : *Ses observations sur les amendements de MM. Hoguet et Kaspereit* (p. 6239); Seconde délibération : *Article 14 devenant caduc* (p. 6239); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal : *Gouvernement se félicitant de l'accord intervenu* [29 avril 1965] (p. 973);

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation : *Aperçu historique sur les travaux de la Commission de réforme du Code civil; désir du Gouvernement d'entreprendre une quatrième édition profondément modifiée de ce code; adaptation des dispositions*

vieillies aux mœurs actuelles, à l'état social et aux conditions économiques; problème de la tutelle et de l'émancipation; hommage à M. Collette pour son rapport; simplification et unification indispensables; permettre aux tribunaux d'instance de remplir dans les meilleures conditions leur nouvelle mission [26 juin 1964] (p. 2264, 2265); Art. 389-5 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Collette* (p. 2272); *caractère fâcheux de fixer dans une disposition de caractère législatif le taux d'une amende civile relevant du domaine réglementaire* (p. 2272); Art. 389-6 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Bustin; cas du divorce ou de la séparation de corps* (p. 2272); Art. 412 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « de l'article 885 du Code », les mots : « prévue au code »* (p. 2275); Art. 413 du Code civil : *Son amendement tendant, à la fin du texte proposé pour l'article 413 du Code civil à substituer aux mots : « de l'article 885 du Code », les mots « prévue au Code »*; Art. 433 du Code civil : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Collette* (p. 2277); Art. 454 du Code civil : *Gestion des valeurs mobilières du mineur; agrément donné à certains établissements financiers* (p. 2280); Art. 456 du Code civil : *Réglementation des baux consentis par les usufruitiers ou des personnes administrant la fortune d'autrui* (p. 2281); Art. 457 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal : distinction inadéquate selon la valeur des biens* (p. 2281, 2282); En deuxième lecture, Art. 1er : Article 406 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Collette* [19 novembre 1964] (p. 5495); Art. 456 du Code civil : *Maintien ou suppression du droit de préemption* (p. 5496); Art. 389-5 du Code civil *(suite) : Avis du Gouvernement sur l'amendement de M. Collette* (p. 5497); Art. 4 *bis : Amendement de M. Collette; ne pas alourdir les procédures sans pour autant apporter au preneur la protection souhaitée; rappeler au tuteur que le preneur doit être informé* (p. 5498, 5499); *importance du travail législatif que l'Assemblée nationale vient d'accomplir en matière de tutelle et d'émancipation* (p. 5499);

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à proroger les délais prévus au troisième alinéa de l'article 2 *bis* et au cinquième alinéa de l'article 4 de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 révisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers et à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de la dite loi : *Catégorie de crédirentiers particulièrement digne d'intérêt* [29 juin 1964] (p. 2319);

— des propositions de loi : 1° de M. Lolive et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation à usage professionnel; 2° de M. Dejean et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger la loi du 1er décembre 1951 modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais; 3° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement : Art. 1er : *Extension du champ d'application de la loi du 1er décembre 1951; prorogation des dispositions; immeubles construits depuis la loi du 1er septembre 1948; ne pas paralyser le développement de la construction* [29 juin 1964] (p. 2321); *cas de l'intervention d'une décision judiciaire* (p. 2321); après l'Art. 1er : *Ses observations sur les amendements présentés par M. Saintout; rôle du juge des référés; application de la loi du 1er décembre 1951* (p. 2322); Art. 2 : *Son amendement (délais limites fixés par les articles 342, 342-2 et 347 du Code de l'urbanisme étant suspendus jusqu'au 1er juillet 1966)* (p. 2322);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, JUSTICE : *Répression d'action subversives ces dernières années; problème de l'amnistie; liberté du Parlement restant entière si une majorité est décidée à en user; amnistie supposant que les animateurs des activités subversives y aient renoncé; impossibilité de penser à une revanche ou à une justification; réforme de la Chancellerie; rénovation de ses cadres et de son contenu; signature des effets de commerce par griffe; réforme de l'appareil judiciaire; difficultés de recrutement de la magistrature; problème de l'insuffisance des traitements, de la lenteur de l'avancement et surtout du caractère archaïque du monde et de la vie judiciaire; question de la fusion des professions d'avocat et d'avoué; raisons financières; accord entre les intéressés;*

réforme des greffes; assistance judiciaire devant être réformée; projet de loi relative à la Caisse nationale des barreaux autorisant la filiation des avocats ayant exercé dans les territoires placés sous la souveraineté française; réductions de l'effectif des services judiciaires en Guyane; mesures prises en faveur des anciens juges de paix; services pénitentiaires; disparition prochaine des maisons d'arrêt parisiennes, de la Santé et de la Petite Roquette; construction de la prison de Fleury-Merogis [30 octobre 1964] (p. 4355); *augmentation de la délinquance juvénile; développement de l'éducation surveillée; problème du recrutement et de la formation des éducateurs spécialisés* (p. 4355); *caractère inadéquat de l'ouverture d'un débat sur l'amnistie; perspectives d'amnistie; possibilité d'indulgence à l'égard de certaines personnes; problème de l'effacement du caractère criminel de l'acte* (p. 4357);

— du projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux : *Ordonnances prises en vertu de l'article 38 de la Constitution; ratification des décrets-lois de la troisième et de la quatrième République; respect de la Constitution* [17 novembre 1964] (p. 5416, 5417); *minorité ne devant pas être maîtresse de l'ordre du jour de l'Assemblée* (p. 5417); Article additionnel : *Convention européenne des droits de l'homme; certaines de ses dispositions semblant difficiles à adapter à notre droit interne; législation française respectant les droits de l'homme* (p. 5418, 5419);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à compléter l'article 335-4 du Code pénal : *Etablissements ayant fait l'objet d'une mesure de fermeture provisoire et ayant ouvert à nouveau* [19 novembre 1964] (p. 5501); Art. 1er : *Observations sur l'amendement de M. Bérard; amendement n'étant pas souhaitable; limiter la durée de fermeture prononcée par le juge d'instruction* (p. 5502); Après l'article 2 : *Son amendement tendant à insérer après l'article 2 un nouvel article: « Il est ajouté à l'article 335-4 du Code pénal un alinéa 4 ainsi rédigé: « Lorsqu'une juridiction de jugement est saisie, la mainlevée de la mesure de fermeture en cours ou son renouvellement pour une durée de trois mois au plus chaque fois est prononcé selon les règles fixées par l'article 142, alinéas 2 à 4 du Code de procédure pénale »* (p. 5502); *problèmes posés par la suppression du proxénétisme* (p. 5502);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 38 : *Cet article tendant à réputer non écrites des clauses qui avaient été insérées dans certaines conventions de cession gratuite intervenues entre l'Etat et un certain nombre de départements en vertu d'une ordonnance du mois de décembre 1944 fixant les crédits applicables aux trois premiers mois de l'année 1945; cession gratuite des maisons d'arrêt; problème du terrain de la Petite Roquette* [8 décembre 1964] (p. 5918); *affectation de ces terrains, soit au logement, soit à l'Education nationale* (p. 5918);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur les marques de fabrique et de commerce, Art. 3 : *Son opposition à l'amendement de M. Houël; ne pas insérer dans une loi sur la propriété industrielle une disposition se rattachant à la propriété littéraire ou artistique; amendement de M. Lavigne allant un peu loin dans la voie de la protection de la marque notoire* [10 décembre 1964] (p. 6047, 6048); Art. 4 : *Son opposition à l'institution de l'examen préalable* (p. 6048); Art. 8 : *Pénétration du droit des marques de fabrique par celui des brevets d'invention* (p. 6050); Art. 11 : *Son opposition à l'institution de la licence obligatoire en matière de marque de fabrique* (p. 6051); Art. 16 : *Cas des étrangers apatrides résidant en France* (p. 6052); Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les nouvelles dispositions suivantes : « et de celles relatives aux labels agricoles régis par la loi n° 60-608 du 5 août 1960 et aux certificats de qualité régis par les articles 7 et 8 de la loi de finances rectificative du 2 juillet 1963 et les textes subséquents »* (p. 6052); Art. 22 : *Procédure civile étant du domaine du Règlement* (p. 6053); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Palewski; pluralité étant favorable pour les affaires de marques de fabrique; unité pour les brevets d'invention* (p. 6053); Art. 27 : *Dispositions régissant actuellement les délais de distance en matière civile* (p. 6054); Art. 30 : *Ses observations sur l'amendement de M. Houël* (p. 6055); Art. 38 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lavigne* (p. 6056); Art. 40 : *Qualité du texte; coopération entre l'Assemblée et le Gouvernement* (p. 6056); *ses observations sur : les explications de vote de M. Houël; recherche d'antériorité n'étant pas réservée aux grosses sociétés; rôle de l'Institut national de la propriété industrielle* (p. 6057);

— de la proposition de loi de MM. Paul Coste-Floret et Schmittlein tendant à rendre non prescriptibles le génocide et les crimes contre l'humanité : *Accord du Gouvernement avec les auteurs de la proposition de loi; amendement de Mme Vaillant-Couturier* [16 décembre 1964] (p. 6146);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances : *Pouvoir d'accorder l'amnistie étant réservé au législateur; amnistie étant une mesure inspirée par l'intérêt social du moment; nombre de grâces; amnistie ne pouvant être totale; évolution de l'insurrection en Algérie; distinction entre les actes de guerre civile et les actes de subversion; projet de loi étant généreux et large* [17 décembre 1964] (p. 6170 à 6173); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Massot; rôle des juridictions d'exception n'ayant pas été critiqué par le barreau* (p. 6178); *paroles prononcées par M. Massot à l'égard des magistrats siégeant à la Cour de sûreté de l'Etat* (p. 6179); *intéressés n'ayant aucune demande à présenter* (p. 6188); *amnistie par décret n'ayant rien d'extraordinaire; considérations d'ordre géographique et d'ordre personnel; trois séries de mécanismes juridiques jouant si l'Assemblée adopte le projet amendé par la Commission; dispense des incapacités pouvant jouer pour tous; projet d'amnistie étant vraisemblablement suivi d'autres à de proches échéances; importance du projet* (p. 6192 à 6194); *application de l'alinéa 3 de l'article 44 de la Constitution* (p. 6194); avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Capitant, à supprimer les mots: « et infractions connexes »* (p. 6195); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Capitant, à substituer aux mots: « ...en vue de lutter contre l'insurrection algérienne, à l'exception de celles qui avaient pour but, soit d'empêcher l'exercice de l'autorité de l'Etat, soit de substituer... », les mots: « ...en réplique aux excès de l'insurrection algérienne, à la condition qu'elles soient sans rapport avec une entreprise tendant à empêcher l'exercice de l'autorité de l'Etat ou à substituer... »* (p. 6195);

— du projet de loi modifiant l'article L premier du Code de la route, Art. 1er : *Importance du débat; nécessité de la prévention des accidents; droit à l'intégrité de la personne; rapporteur ayant admirablement posé le problème; opposition à l'amendement présenté par M. Le Gall* [18 décembre 1964] (p. 6233); *ses observations sur l'amendement de M. La Combe, tout état alcoolique étant excessif; état alcoolique existant à partir du moment où se trouve dans le sang un taux anormalement élevé d'alcool; état de choses lors de la généralisation de l'usage de l'alcotest* (p. 6234); *acceptation par le Gouvernement de l'avant-dernier alinéa du texte proposé par M. La Combe; mesures de dépistage préalable étant absolument nécessaires à la répression de l'infraction* (p. 6234, 6235); *ses observations sur le sous-amendement de M. Mainguy* (p. 6236);

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis : *Origines de la copropriété par appartement des immeubles d'habitation; développement de cette pratique; imperfections de la loi de 1938; objectifs envisagés par le Gouvernement; donner des définitions claires et introduire plus de précisions dans certaines notions; mieux assurer les droits individuels de chacun des copropriétaires et protéger ceux-ci contre des clauses souvent lésionnaires; donner un esprit plus communautaire à l'organisation de la copropriété; assouplir et alléger les procédures; Parlement devant améliorer un système appelé à rendre des services plus considérables que par le passé* [22 avril 1965] (p. 817, 818); Art. 1er: *Ses observations sur les amendements de M. Zimmermann* (p. 821); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 822); après l'Art. 2 : *Donner une définition; poser une règle de preuve sous la forme d'une présomption; rédaction proposée par M. Collette risquant de soulever des difficultés* (p. 822); *Gouvernement acceptant le sous-amendement de M. Collette* (p. 823); *ses observations sur la question de M. Boscher* (p. 823); Art. 3 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Zimmermann* (p. 823); après l'Art. 3 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Zimmermann* (p. 823); *ses observations sur le sous-amendement de M. Collette* (p. 824); Art. 4 : *Règlement de copropriété* (p. 824); Art. 5 : *Gouvernement étant d'accord sur la nouvelle rédaction proposée par M. Zimmermann* (p. 825); Art. 6 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Zimmermann* (p. 825); Art. 7 : *Gouvernement ne pouvant accepter la suppression de l'article 7* (p. 825); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article*

(Possibilité pour chaque propriétaire de poursuivre en justice la revision de la répartition des charges dans certains cas) (p. 825); *délai d'exercice de l'action en revision* (p. 826); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Le règlement de copropriété et les modifications qui peuvent lui être apportées ne sont opposables aux ayants cause à titre particulier des copropriétaires qu'à dater de leur publication au fichier immobilier »* (p. 826); Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Syndicat)* (p. 826); Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Actes d'acquisition ou d'aliénation des parties communes)* (p. 827); Art. 13 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Zimmermann* (p. 828); *Gouvernement étant d'accord sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 828); *ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann; solution proposée étant préférable à celle du texte en discussion* (p. 828); Art. 14 : *Son amendement tendant, au début du premier alinéa de l'article 14, à supprimer les mots : « indépendamment de l'application de la loi du 4 juillet 1957 relative au recouvrement de certaines créances »* (p. 829); *éliminer certaines controverses* (p. 829); après l'Art. 14 : *Procédure équivalente à une saisie-arrêt; délai de quinze jours laissé au syndic pour former son opposition pouvant être réduite* (p. 830); *son sous-amendement à l'amendement de M. Collette tendant à le compléter, par l'alinéa suivant : « Procédure prévue à l'alinéa premier ci-dessus n'aura pas lieu d'être suivie lorsque le vendeur aura présenté au notaire un certificat attestant qu'il est libre de toute obligation à l'égard du syndicat »* (p. 830); *amendement de M. Zimmermann instituant une nouvelle procédure de saisie immobilière particulièrement draconienne* (p. 830, 831); *ses observations sur la question posée par M. Rousselot* (p. 831); Art. 17 : *Réaction contre les excès de la personnalité morale* (p. 831); Art. 18 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés, s'il n'en est autrement ordonné par la loi »* (p. 832); Art. 19 : *Son amendement endant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article : « Ne sont adoptées qu'à la majorité des voix de tous les copropriétaires les décisions concernant...»* (p. 832); *ses observations sur l'amendement de M. Delachenal; opposition du Gouvernement; fixation des règles de majorité différentes pour l'élection du syndic et pour sa révocation* (p. 833); Art. 20 : *Définition normale des parties communes* (p. 834); Art. 22 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Collette* (p. 835); après l'article 23 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant : « Les sociétés de construction et les syndicats coopératifs qui existent dans le cadre d'un même ensemble immobilier peuvent constituer entre eux des unions »* (p. 835); Art. 24 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Lolive* (p. 835); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « En cas de refus de l'assemblée générale, tout copropriétaire ou groupe de propriétaires peut être autorisé par le tribunal de grande instance à exécuter à ses frais exclusifs et aux conditions fixées par le tribunal des travaux d'amélioration affectant les parties communes, à la condition que ces travaux soient compatibles avec la destination de l'immeuble »* (p. 836); *ses observations sur l'amendement de M. Bas : différence entre les deux amendements; subordination de l'autorisation donnée à une minorité de copropriétaires* (p. 836); *décision positive ayant été prise par l'assemblée générale des copropriétaires; possibilité d'un contentieux* (p. 836); *système de M. Bas se retournant contre les copropriétaires; caractère dangereux de son amendement* (p. 837); *ses observations sur le sous-amendement de M. de Grailly* (p. 837); *délibération de l'assemblée générale devant être acquise dans certaines conditions de majorité; copropriétaires disposés à laisser exécuter le travail* (p. 838); Art. 26 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bas; installation d'un ascenseur* (p. 838); *cas d'un habitant d'un étage supérieur recevant une clientèle* (p. 839); Art. 27 : *Proposition du Gouvernement à l'amendement de M. Collette; contribution des copropriétaires* (p. 839); Art. 29 : *Ne pas exiger l'accord unanime des copropriétaires lorsqu'il s'agit pour le syndicat d'aliéner le droit de surélever l'immeuble* (p. 840); Art. 36 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Bustin* (p. 841); Art. 37 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Toutes clauses contraires aux dispositions des articles 3 ter à 12, 14 à 31 et 36 et à celles du règlement d'administration publique prises pour leur application sont*

réputées non écrites » (p. 841); *date de mise en vigueur des dispositions nouvelles; sanction des clauses des conventions et spécialement des règlements de copropriété qui seraient en contradiction avec certaines dispositions de la loi* (p. 841); après l'Art. 37 : *Gouvernement partageant l'opinion de la Commission* (p. 842); Art. 38 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Tous actes portant transfert de droits de propriété devront préciser que les conventions et règlements de copropriété antérieurs en date à la publication de la présente loi sont conformes à ses dispositions* » (p. 842); Art. 39 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Zimmermann* (p. 842); En deuxième lecture, Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* [15 juin 1965] (p. 2137); Art. 7 : *Tribunal saisi d'une demande de revision* (p. 2138); *possibilité pour chaque copropriétaire de poursuivre en justice la revision de la répartition des charges* (p. 2138); *déterminer la situation des copropriétaires* (p. 2139); Art. 13 : *Gouvernement préférant la première rédaction adoptée par l'Assemblée Nationale* (p. 2140); Art. 22 : *Problème de la représentation des syndicats secondaires* (p. 2141, 2142); *ses observations sur les paroles de M. Pillet* (p. 2142); Art. 24 : *Destination de l'immeuble* (p. 2142); SECONDE DÉLIBÉRATION : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Zimmermann* (p. 2144).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Modification de l'ordre des discussions prévues à l'ordre du jour de cette séance* [28 avril 1965] (p. 941).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés, Article unique : *Opinion de M. Comte-Offenbach; ensemble de la politique sociale échappant à sa compétence* [28 avril 1965] (p. 943, 944); En deuxième lecture, Art. A : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Trémollières* [29 juin 1965] (p. 2753); Art. 1er : *Gouvernement acceptant les amendements de M. Trémollières* (p. 2754);

— du projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à l'exercice des professions de masseur kinésithérapeute, de pédicure et d'opticien-lunetier, Art. 3 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Becker sous réserve de préciser sa signification* [28 avril 1965] (p. 945); Art 4 et art. 5 : *Gouvernement acceptant l'amendement du rapporteur* (p. 946);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation des sociétés d'investissement, Article unique : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann, tendant à compléter le texte proposé par cet amendement par les mots suivants : « ...modifiée par : la loi n° 53-75 du 6 février 1953; l'ordonnance n° 58-967 du 16 octobre 1958, et par les décrets : n° 48-1685 du 30 octobre 1948, n° 52-773 du 1er juillet 1952, n° 55-621 du 20 mai 1955; n° 57-1341 du 28 décembre 1957, n° 63-966 du 20 septembre 1963, et n° 64-401 du 30 avril 1964 »; avis du Conseil constitutionnel du 17 mars 1964; réglementation abondante sur les fraudes; article 34 de la Constitution* [13 mai 1965] (p. 1323); *pouvoir pour le Gouvernement d'instituer des contraventions par décret et de les sanctionner par des peines de police; dispositions de l'article 34 de la Constitution; application de l'article 66 de la Constitution* (p. 1325);

— du projet de loi tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux nécessaires à l'organisation des Xes Jeux Olympiques d'hiver à Grenoble : *Gouvernement attachant une importance majeure aux équipements sportifs et de loisirs; procédure d'expropriation d'extrême urgence devant demeurer dans le droit français de caractère tout à fait exceptionnel; caractère inévitable de cette procédure pour les Xes Jeux Olympiques d'hiver* [2 juin 1965] (p. 1707); *utilité publique des équipements* (p. 1707).

Répond à la question orale avec débat de Mme Thome-Patenôtre relative à la protection de l'enfance martyre : *problème du logement ; développement de l'alcoolisme ; répression des infractions; effort de prévention; politique des logements; lutte contre les fléaux sociaux, notamment l'alcoolisme* [4 juin 1965] (p. 1840 à 1842).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret : *Discussion en première lecture du projet de loi sur les sociétés commerciales devant être terminée par l'Assemblée Nationale avant la fin de la session* [1er juin 1965] (p. 1661).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les sociétés commer-

ciales : *Loi du 24 juillet 1867; son caractère libéral; suppression de l'autorisation préalable jusqu'alors exigée pour la constitution de sociétés anonymes; intervention de nombreux décrets-lois depuis 1867; commission présidée par le professeur Escarra et par le professeur Amiaud; commission présidée par M. Pleven; question de l'organisation du vote par correspondance des actionnaires; accueil fait aux clauses restrictives; libre transmission des actions; principes fondamentaux étant d'ordre législatif, le surplus étant de caractère réglementaire; type européen de sociétés; différences entre notre législation et la législation néerlandaise; Traité de Rome; contrôle judiciaire préventif; ampleur de la question; projet de loi étant un texte réformiste mais non révolutionnaire; commandites par actions; sociétés de personnes; sociétés en nom collectif; gérant de la société à responsabilité limitée; simplification des formes constitutives; distinction entre le domaine législatif et le domaine réglementaire* [1er juin 1965] (p. 1661 à 1663); Art. 1er : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Le Douarec; dispositions de ce projet de loi étendant le caractère commercial aux sociétés en nom collectif et aux sociétés en commandite simple; système de la déconfiture civile; supériorité des procédures commerciales du règlement judiciaire et de la faillite* (p. 1678); Art. 2 : *Commission ayant adopté une durée maximum différente pour les sociétés anonymes et pour les sociétés en commandite par actions; sociétés en commandite par actions n'étant plus très nombreuses* (p. 1678, 1679); *actuellement aucun texte ne déterminant la durée maximum des sociétés* (p. 1679); *ses observations sur l'amendement de M. Pleven; notion de siège social; problème de conflits de lois* (p. 1679, 1680); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Personnes ayant agi au nom d'une société en formation, avant l'acquisition de la personnalité morale)* (p. 1681); *sort des actes accomplis par les fondateurs avant que la société soit définitivement constituée par son immatriculation au registre du commerce* (p. 1681); *ses observations sur les paroles de M. Fanton* (p. 1681); Art. 7 : *Dispositions de procédure civile extrajudiciaire* (p. 1682); Art. 8 : *Capital minimum des sociétés; responsabilité personnelle des associés* (p. 1683); Art. 13 : *Conditions d'unanimité ou de majorité nécessaire pour que la décision des associés soit valable* (p. 1684); Art. 15 : *Situation résultant de la révocation de l'un des associés en qualité de gérant* (p. 1684); *importance de cette question; problème du maintien de la société* (p. 1685); Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné: parts sociales transmises à un mineur* (p. 1685, 1686); Art. 20 : *Personnes chargées de représenter la société étant des personnes physiques; problème de la responsabilité pénale* (p. 1686); *ses observations sur les paroles de M. Fanton* (p. 1686, 1687); *perte de l'apport* (p. 1687); Art. 24 : *Réserve de cet article* (p. 1687); après l'Art. 28 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Le Douarec* (p. 1688); Art. 30 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Le Douarec* [3 juin 1965] (p. 1787); Art. 32 : *Tout intéressé pouvant obtenir du juge statuant en référé la désignation d'un mandataire* (p. 1787); Art. 34 : *Problème des nullités* (p. 1788); Art. 35 : *Son opposition à l'amendement de M. Le Douarec; Fonds de souscription restant bloqués jusqu'à la constitution définitive de la société, jusqu'à l'immatriculation au registre du commerce* (p. 1788); *fonds provenant de la libération des parts sociales* (p. 1788); *transformation d'une société en nom collectif en société à responsabilité limitée* (p. 1788, 1789); *fondateurs pouvant faire des acquisitions; pratique du droit allemand; fonctionnement du registre du commerce en droit allemand* (p. 1789); Art. 39 : *Loi du 7 mars 1925 n'offrant actuellement aucune issue en cas de refus de consentir à une cession de parts; consentement des coassociés* (p. 1792); Art. 47 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné et de M. L'Huillier* (p. 1793); Art. 48 : *Situation des gérants de sociétés à responsabilité limitée* (p. 1793); Art. 55 : *Possibilité d'imposer un commissaire aux comptes aux sociétés à responsabilité limitée dont le capital dépassera une certaine somme* (p. 1795); Art. 61 : *Sociétés en commandite par actions* (p. 1796); Art. 64 : *Tendance générale des législations étrangères d'exiger un capital minimum pour les sociétés par actions; chiffre de 100 000 francs ne représentant pas dans le monde des affaires une somme importante* (p. 1797); *entreprise ayant un capital inférieur à 100.000 francs* (p. 1797); *réserve de l'amendement de M. Le Douarec* (p. 1798); Art. 65 : *Cet article ne concernant pas la publicité prescrite par la loi et les règlements* (p. 1798); *cote d'une bourse des valeurs*

(p. 1798); avant l'art. 69 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec; option entre une organisation de type traditionnel français et une autre imitée de la loi allemande* (p. 1799); Art. 74 : *Ses observations sur la proposition de M. Capitant* (p. 1800); *ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec et le sous-amendement de M. Massot* (p. 1801); Art. 77 : *Conditions de quorum, de majorité ou d'unanimité* (p. 1802); Art. 79 : *Obligation de dépôt des fonds étant une mesure qui n'existe pas jusqu'à maintenant pour les sociétés à responsabilité limitée; sociétés par actions* (p. 1802, 1803); *protection des souscripteurs et des épargnants* (p. 1803); *ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec et de M. Pleven* (p. 1804); *distinction entre le domaine du décret et le domaine de la loi* (p. 1804); Art. 86 : *Administrateurs étant élus par l'Assemblée constitutive; délai de six ans* (p. 1805); Art. 87 : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 1805); *responsabilité pénale* (p. 1806); Art. 88 : *Cas des sociétés d'assurances* (p. 1806); *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Le Douarec et au sous-amendement de M. Zimmermann; notion de sociétés d'économie mixte, d'équipement et d'aménagement* (p. 1807); *ses observations sur les paroles de M. Pleven : mandats d'administrateurs de sociétés d'aménagement et d'équipement; problème des filiales étrangères* (p. 1807); *limitation du nombre des mandats aux sociétés de développement régional* [8 juin 1965] (p. 1852); *sociétés ayant leur siège social en France et leur exploitation outre-mer* (p. 1852); *son sous-amendement à l'amendement de M. Le Douarec et tendant à une nouvelle rédaction de la première partie de cet amendement : « De dispositions législatives, réglementaires ou statutaires »* (p. 1853); Art. 89 : *Cas d'une société faisant accéder un salarié supérieur aux fonctions d'administrateur; contrats de travail entre deux sociétés et un administrateur en place* (p. 1854); *promotion de certains salariés aux fonctions d'administrateur* (p. 1854, 1855); *ses observations sur les paroles de M. Le Douarec* (p. 1856); Art. 91 : *Système des actions de garantie* (p. 1857); Art. 98 : *Respecter l'article 34 de la Constitution; ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 1859); Art. 106 : *Rémunérations du président du conseil d'administration* (p. 1862); Art. 109 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Le Douarec tendant à insérer dans cet amendement les mots : « au conseil d'administration » avant les mots : « et dans la limite de l'objet social »* (p. 1863); Art. 112-1 : *Type d'organisation proposé par M. Capitant tendant à assurer un meilleur exercice des droits de l'actionnaire en les faisant exercer par un conseil de surveillance plus efficace que les assemblées générales* (p. 1867); Art. 112-16 : *Limitation du nombre des mandats au conseil de surveillance et au conseil d'administration* (p. 1870); Art. 112-20 : *Conseil de surveillance n'ayant pas le rôle du conseil d'administration; rémunérations des membres du conseil de surveillance* (p. 1870, 1871); Art. 112-28 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec* (p. 1872); Art. 113 : *Son opposition à l'amendement de M. Ducoloné; droit des assemblées générales d'actionnaires* (p. 1872); Art. 117 : *Attributions du conseil de surveillance* (p. 1874); *problème de la réunion sous un titre spécial de toutes les dispositions intéressant les types de sociétés visées par les amendements de M. Capitant* (p. 1874); Art. 119 : *Question de publicité* (p. 1875); Art. 121 : *Représentation des actionnaires aux assemblées* (p. 1876); *ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 1876); Art. 122 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec* (p. 1877); Art. 127 : *Eviter d'entrer dans trop de détails* (p. 1877); Art. 128 : *Ses observations sur les amendements de M. Pleven* (p. 1878); Art. 135 *(suite) : Gouvernement étant opposé à l'amendement de M. Ducoloné; son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Droit de vote double, triple ou quintuple)* (p. 1883); *dispositions sur le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires; possibilités d'accorder un droit de vote double aux titulaires d'actions qui détiennent leurs titres depuis deux ans et d'autoriser l'inclusion dans les statuts de clauses qui prévoiraient un droit de vote triple ou quintuple aux actions pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis cinq ans ou dix ans au moins, au nom du même actionnaire; lutter contre la conquête économique d'un certain nombre d'entreprises par des capitaux étrangers* (p. 1883, 1884); *projet de loi ne faisant pas ressusciter les actions à vote plural; loi de 1933; limitation globale du nombre des votes* (p. 1884, 1885); Art. 136 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Action convertie au porteur ou transférée en propriété perdant le*

droit de vote plural attribué en application de l'article 135) (p. 1885); Art. 138 : *Eventuel droit de vote triple ou quintuple* (p. 1885); *prime de fidélité* (p. 1885); Art. 141 : *Ses observations sur les primes d'émission* (p. 1886); Art. 146 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Le Douarec* (p. 1887); *distinction entre les sociétés qui font appel à l'épargne et celles qui n'y font pas appel* (p. 1888); Art. 147 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 1888); Art. 148 : *Situation de l'usufruitier* (p. 1888, 1889); *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (versement de fonds effectué par le nu-propriétaire ou l'usufruitier pour réaliser ou parfaire une souscription)* (p. 1889); Art. 152 : *Ne pas faciliter un retrait anticipé des fonds sans savoir si la société sera définitivement constituée* (p. 1890); Art. 155 : *Distinction entre les domaines respectifs de la loi et du décret; incorporation des réserves au capital* (p. 1891); Art. 159 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Le Douarec* (p. 1893); *problème du délai pendant lequel le souscripteur de l'obligation ne peut pas encore être obligé de choisir* (p. 1893); après l'Art. 174, *institution du commissaire de minorité* (p. 1896); Art. 176 : *Rôle des commissaires aux comptes* (p. 1897); Art. 177 : *Organisation du contrôle dans les sociétés par actions; opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Le Douarec* (p. 1897); *rôle des commissaires aux comptes* (p. 1897); Art. 179 : *Rémunérations des commissaires aux comptes* (p. 1898); Art. 186 : *Rapport des commissaires aux comptes de la société absorbée* (p. 1900); Art. 192 : *Parts de fondateur* (p. 1901); Art. 194 : *Ses observations sur cet article* (p. 1901); Art. 200 : *Absence de contradiction entre les deux alinéas de cet article; problème de l'obligation à la dette ou du droit de poursuite du créancier* (p. 1902); *utilité du dernier alinéa de cet article* (p. 1903); *cas de faillite* (p. 1903); Art. 205 : *Prolongation de la séance* (p. 1904, 1905); Art. 205 : *Problème des commandites par actions* [11 juin 1965] (p. 2013); Art. 206 : *Ses observations sur les premiers gérants* (p. 2013); Art. 207 : *Commission ayant réduit à un an les pouvoirs du premier conseil de surveillance* (p. 2014); Art. 208 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec* (p. 2014); Art. 216 : *Origine des parts bénéficiaires ou des parts de fondateur* (p. 2016); Art. 217 : *Ses observations sur l'amendement de M. Massot* (p. 2016, 2017); Art. 228 : *Gouvernement repoussant l'amendement de M. Pleven; sociétés de famille constituées d'un très petit nombre de personnes* (p. 2018); *ses observations sur l'amendement de M. Pleven: réintroduction de la considération de la personne de l'associé dans une société par actions* (p. 2018); *problème de la cotation* (p. 2019); Art. 229 : *Délai de notification du refus* (p. 2019); *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Massot* (p. 2019); Art. 230 : *Sort des négociations qui se font par l'intermédiaire d'agents de change; problème des délais* (p. 2020); Art. 240 : *Ses observations sur les articles faisant référence au comité de direction* (p. 2021); Art. 254 : *Créanciers pouvant provoquer la dissolution de la société* (p. 2023); Art. 269 : *Règles de compétence étant du domaine réglementaire* (p. 2025); *décision d'homologation; procédure prévue par la loi du 15 juillet 1944* (p. 2025); Art. 294 : *Présentation des comptes* (p. 2027); Art. 295 : *Opinion du conseil national de la comptabilité; matière comptable étant très délicate* (p. 2028); Art. 296 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec; règles présidant à l'établissement du plan comptable* (p. 2029); après l'Art. 312 : *Idée d'abus du droit en matière de sociétés* (p. 2031); *ses observations sur les paroles de M. Pleven; théorie de l'idée du droit s'étant développée en l'absence de toute disposition légale* (p. 2032); *principe de l'égalité entre actionnaires; problème de la sanction* (p. 2032); *Gouvernement étant d'accord sur le fond de l'amendement de M. Pleven; prorogation de la société par décision des associés* (p. 2033); Art. 343 : *Ses observations sur la procédure* (p. 2035); Art. 374 : *Responsabilité pénale du président du conseil d'administration* (p. 2038); Art. 381 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Massot* (p. 2040); après l'Art. 417 : *Entreprises de presse* (p. 2046); après l'Art. 426 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 2049); Art. 427 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots suivants : « à l'exception des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 64 de ladite loi »* (p. 2049); Art. 4 *(suite) : Ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec et le sous-amendement de M. Pleven: annulations de sociétés étant à peu près inconnues aujourd'hui; détermination des délais* (p. 2053); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du*

début du premier alinéa de l'article 4 (Immatriculation de la société par actions et de la société à responsabilité limitée au registre du commerce étant subordonnée à une décision préalable de l'autorité judiciaire (p. 2053); Art. 64 *(suite) : Amendement de M. Le Douarec ayant un caractère fiscal; opposition du Gouvernement* (p. 2055); Art. 135 *(suite) : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Droit de vote double conféré à certaines actions)* (p. 2059); Art. 136 *(suite) : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Action convertie au porteur ou transférée en propriété perdant le droit de vote plural attribué en application de l'article 135)* (p. 2060); *statuts pouvant accorder des droits de vote supplémentaires à des actionnaires détenteurs d'actions nominatives depuis un certain nombre d'années* (p. 2060); Art. 192 *(suite) : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa, à substituer aux mots : « de l'assemblée des obligataires » les mots : « des assemblées d'obligataires »* (p. 2060); après l'Art. 204 : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à écrire : « les membres du comité de direction sont soumis à la même responsabilité civile » plutôt que : « aux mêmes responsabilités civiles »* (p. 2062); Art. 316 *(suite) : Projet de directive de la communauté économique européenne du 21 février 1964* (p. 2063); après l'Art. 426 : *Dispositions relatives au régime transitoire des parts de fondateur* (p. 2063); *seconde délibération d'un certain nombre d'articles* (p. 2064); EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 35 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Le retrait des fonds provenant de la libération des parts sociales ne peut être effectué par le mandataire de la société avant l'immatriculation de celle-ci au registre du commerce* (p. 2064); Art. 79 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Le retrait des fonds provenant des souscripteurs en numéraire ne peut être effectué par le mandataire de la société avant l'immatriculation de celle-ci au registre du commerce »* (p. 2065); *ses observations sur les paroles de M. Le Douarec* (p. 2065); après l'Art. 112-15 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Personne physique ne pouvant faire partie simultanément de plus de quinze conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège social en France métropolitaine)* (p. 2066); *limitation du nombre des mandats à un conseil de surveillance d'une société adoptant une organisation du second type* (p. 2066); Art. 112-19 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les statuts peuvent prévoir que des tantièmes seront alloués au conseil de surveillance dans les conditions prévues à l'article 305 »* (p. 2066); Art. 148 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase de cet article : « Si celui-ci vend les droits de souscription le produit de la cession est soumis à l'usufruit. S'il néglige d'exercer son droit, l'usufruitier peut se substituer à lui pour vendre les droits ou pour souscrire aux actions nouvelles »* (p. 2069); *cas de l'usufruitier* (p. 2069); *ses observations sur le sous-amendement de M. de Grailly; référence à la convention contraire* (p. 2069); *son amendement tendant à compléter l'article 148 par deux nouveaux alinéas (Actions nouvelles inscrites aux noms du nu-propriétaire pour la nue-propriété et de l'usufruitier pour l'usufruit)* (p. 2069); *exercice du droit de souscription* (p. 2069); Art. 177 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article : secret professionnel* (p. 2072); *distinction entre les différents secrets professionnels* (p. 2072); *maintenir hors du champ d'application de l'article les auxiliaires de la justice* (p. 2072); Art. 179 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « Ils sont fixés selon les modalités déterminées par décret »* (p. 2072); *honoraires des commissaires aux comptes* (p. 2072, 2073); *indépendance des commissaires aux comptes* (p. 2073); Art. 229 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du deuxième alinéa de cet article : « Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le conseil d'administration, le comité directeur ou les gérants sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir... »* (p. 2073); Art. 177 *(suite) : Son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa de cet article : « Les commissaires aux comptes peuvent procéder aux investigations prévues ci-dessus, tant auprès de la société qu'auprès des tiers, autres que les auxiliaires de justice, chargés par elle de faire des opérations pour son compte sans que puisse être opposé le secret professionnel »* (p. 2074); En deuxième lecture, du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de*

M. Collette [10 juin 1966] (p. 1920) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 3, après les mots : « après avoir été régulièrement constituée » à insérer les mots : « et immatriculée »* (p. 1920) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Demande d'immatriculation de la société au registre du commerce)* (p. 1921) ; *institution d'une action à fin de régularisation de la société irrégulièrement constituée* (p. 1921, 1922) ; après l'Art. 4 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Fondateur de la société)* (p. 1922) ; *son amendement tendant après l'article 4 à insérer un nouvel article (Vérification de la régularité de la constitution de la société et de la modification de ses statuts par l'autorité judiciaire)* (p. 1922) ; *contrôle judiciaire* (p. 1922) ; *unification entre les pays du Marché commun* (p. 1923) ; Art. 10 : *Cas où la gérance d'une société en nom collectif est assurée par une personne morale* (p. 1923) ; Art. 28 : *Fonctionnement de la commandite* (p. 1924) ; Art. 36 : *Désignation des commissaires en apport ; commissaires aux comptes* (p. 1925) ; Art. 39 : *Ses observations sur l'amendement de M. Collette* (p. 1926) ; Art. 47 : *Rémunération du gérant* (p. 1928) ; Art. 64 : *Ses observations sur les petites sociétés* (p. 1930) ; Art. 75 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 1932) ; Art. 76 *bis : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « La société anonyme peut émettre des actions privilégiées qui ne bénéficient pas du droit de vote dans les assemblées générales d'actionnaires et qui sont régies par les articles 236-1 à 236-4 »* (p. 1932) ; *actions conférant un droit privilégié sur les bénéfices* (p. 1932, 1933) ; Art. 111 : *Rôle du directeur général* (p. 1936) ; Art. 112-6 : *Son sous-amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Le Douarec par la phrase suivante : « Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts »* (p. 1938) ; Art. 121 : *Ses observations sur la position prise par M. Pleven* (p. 1945) ; Art. 122 : *Information des actionnaires* (p. 1946) ; Art. 135 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé par M. Le Douarec (Augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission)* (p. 1947) ; *son sous-amendement tendant à remplacer le troisième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Le Douarec (Sociétés dont l'activité présente une importance particulière pour l'économie nationale)* (p. 1947) ; *introduction du droit de vote triple dans les sociétés dont l'activité présente une importance particulière pour l'économie nationale* (p. 1947) ; Art. 136 : *Vote supplémentaire* (p. 1948) ; Art. 136 : *Son amendement tendant à rétablir cet article supprimé par le Sénat avec une nouvelle rédaction (Action convertie au porteur ou transférée en propriété)* (p. 1948) ; Art. 193 : *Sociétés en commandite par actions* (p. 1955) ; Art. 197 : *Perte des trois quarts du capital social d'une société* (p. 1955) ; Art. 223 : *Son amendement tendant à compléter ainsi cet article : « ...ainsi que des actions privilégiées régies par les articles 236-1 à 236-4 »* (p. 1957) ; après l'Art. 236 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Proportion des actions privilégiées)* (p. 1959) ; *formule des actions sans droit de vote* (p. 1959) ; *recommandations du comité Lorain* (p. 1959) ; *intérêt cumulatif* (p. 1960) ; *son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Actions privilégiées donnant droit à un intérêt cumulatif)* (p. 1960) ; *son amendement tendant après l'article 236 à insérer un nouvel article (Cas d'augmentation de capital par apports en numéraire)* (p. 1960) ; *son amendement tendant après l'article 236 à insérer un nouvel article (Interdiction à la société qui a émis des actions privilégiées d'amortir son capital)* (p. 1960, 1961) ; Art. 76 *bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Emission d'actions privilégiées par une société anonyme)* (p. 1961) ; Art. 223 : *Son amendement tendant à compléter ainsi cet article : « ainsi que des actions privilégiées régies par les articles 236-1 à 236-4 »* (p. 1961) ; Art. 296 : *Loi du 12 juillet 1965* (p. 1965) ; Art. 312 *bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Principes fondamentaux régissant les groupes de sociétés et les rapports entre sociétés)* (p. 1966) ; Art. 315 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1966) ; après l'Art. 324-7 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Fusion de sociétés)* (p. 1967) ; Art. 324-9 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article après le mot : « créancier » à insérer les mots : « de la société absorbante ou de la société absorbée »* (p. 1968) ; *procédure d'opposition* (p. 1968) ; *poursuite des opérations de fusion* (p. 1968) ; *son amendement tendant à*

compléter cet article par un nouvel alinéa (Opposition formée par un créancier) (p. 1968); Art. 324-14 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « alinéas 2° et 3° » les mots : « alinéas 2 et suivants »* (p. 1969); après l'Art. 324-14 : *Loi du 17 mars 1919 sur les fonds de commerce* (p. 1970); Art. 357 : *Non-convocation du commissaire aux comptes à l'assemblée générale* (p. 1971, 1972); Art. 365 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « soit encore sans que les formalités de constitution de ladite société aient été régulièrement accomplies »* (p. 1973); Art. 375 et 376 : *Ses amendements tendant à supprimer dans ces articles le mot « sciemment »* (p. 1974); *projet de résolution des actionnaires* (p. 1974); Art. 377 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à supprimer le mot : « sciemment »* (p. 1974); Art. 381 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « coupures d'actions » à une nouvelle rédaction de la fin de l'alinéa* (p. 1976); avant l'Art. 409 : *Son amendement tendant à insérer au début du chapitre IV du titre II du projet de loi une nouvelle section : « Section A. — Infractions relatives à la Constitution »* (p. 1978); Art. 416 *bis : Son amendement tendant au début de cet article à substituer au chiffre « 409 » le chiffre « 408* ter *»* (p. 1980); Art. 417 *bis : Cas des entreprises de presse : son sous-amendement à l'amendement de M. Le Douarec : « Par dérogation à l'article 64 alinéa 1 le capital des sociétés de rédacteurs de presse est de 2.000 francs au moins lorsqu'elles sont constituées sous la forme de sociétés anonymes avant l'entrée en vigueur de la présente loi »* (p. 1981); Art. 423 : *Ses observations sur les paroles de M. Le Douarec* (p. 1982); Art 10 : *(suite) : Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Le Douarec par un deuxième alinéa (Cas où le gérant est une personne morale)* (p. 1983); En seconde délibération, Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article les mots : « ...à l'exception de celles constituées par acte authentique qui jouissent de cette personnalité, à compter du jour de leur constitution »* (p. 1986); Art. 60 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « six mois » les mots : « quatre mois »* (p. 1987); Art. 122 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Prioux tendant à substituer aux mots : « seront fixées par ledit décret » les mots : « seront fixées par décret »* (p. 1988); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [27 juin 1966] (p. 2377);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963, Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Valentin ; rétablir le parquet dans ses prérogatives antérieures* [10 juin 1965] (p. 1985); *nécessité de revenir au droit commun* (p. 1986); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Raymond Barbet* (p. 1986); Art. 3 *(suite) : Son sous-amendement à l'amendement de M. Hoguet tendant, au début du texte de cet amendement, à maintenir le texte du projet de loi : « Lorsqu'il admet la possibilité d'une transaction, le procureur de la République... »* (p. 1988); Art. 5 *(suite) : Problème des infractions d'opposition à l'exercice des fonctions d'un agent public* (p. 1988); Art. 7 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Hoguet ; problème de la substitution des peines de police aux peines correctionnelles* (p. 1989); Art. 8 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Barbet* (p. 1990);

— du projet de loi modifiant ou complétant les articles 1841 et 1868 du Code civil, les articles 614-15, 614-16 et 614-17 du Code de commerce, et la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateur émises par les sociétés, Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le texte modificatif proposé pour le deuxième alinéa de l'article 1841 du Code civil : « Deux époux peuvent, seuls ou avec d'autres personnes, être associés dans une même société et participer ensemble ou non à la gestion sociale. Toutefois, cette faculté n'est ouverte que si les deux époux ne doivent pas, l'un et l'autre, être indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales »* [11 juin 1965] (p. 2075); Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la première phrase du texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 1868 du Code civil : « Il peut être également stipulé que la société continuera, soit avec le conjoint survivant, soit avec un ou plusieurs des héritiers, soit avec une ou plusieurs autres personnes désignées par l'acte de société ou, si celui-ci le*

prévoit, par une disposition à cause de mort » (p. 2076); *son amendement tendant, dans la seconde phrase du texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 1868 du Code civil, après les mots : « est due » à insérer les mots : « le cas échéant »* (p. 2077); après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven : (Prorogation de la société par décision des associés)* (p. 2077); Art. 415 : *Ses observations sur ces articles* (p. 2077); après l'Art. 5 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Nouvelles dispositions pour l'article 27 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération)* (p. 2078); *importance de l'œuvre législative accomplie par l'Assemblée Nationale; hommage rendu au travail de la Commission; excellent climat des discussions; rajeunissement des dispositions du Code civil* (p. 2078); En deuxième lecture, du projet de loi modifiant ou complétant les articles 1841, 1860, 1866 et 1868 du Code civil, la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateur émises par les sociétés, et diverses autres dispositions : *Ses observations sur les paroles de M. Le Douarec* [10 juin 1966] (p. 1984); Art. 2, 5 *bis*, 5 *sexies*, 6, 6 *bis*, Article additionnel : *Ses observations sur les amendements de M. Le Douarec* (p. 1986);

— du projet de loi relatif à certains déclassements, classements et transferts de propriété de dépendances domaniales et de voies privées, Art. 4 : *Principe selon lequel la propriété du sol emporte aussi la propriété du dessus; cas d'un syndicat intercommunal* [17 juin 1965] (p. 2217); *cas d'une voie privée ouverte à la circulation publique dans un ensemble ou dans des ensembles d'habitations; faire coïncider la situation juridique avec l'état de fait; problèmes financiers; dépendances du domaine public* (p. 2217, 2218); *voirie étant aménagée avec des précautions et la garantie de la réglementation sur les lotissements et du contrôle administratif; délivrance des permis de construire* (p. 2218); *transfert d'office de voies privées étant précédé d'un examen attentif portant sur l'état de la voie et sur la situation financière de la commune* (p. 2218, 2219);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1274 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation des juridictions pour enfants : *Eloge des juges des enfants et des assesseurs; ribunaux pour enfants statuant sur les intérêts civils; solutions possibles* [17 juin 1965] (p. 2219, 2220);

— du projet de loi complétant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante : *Infraction prévue à l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 interdisant de publier les comptes-rendus des débats des tribunaux pour enfants et de diffuser par le livre, la presse, la radiophonie et le cinématographe tout texte concernant l'identité ou la personnalité des mineurs délinquants* [17 juin 1965] (p. 2220);

— du projet de loi portant extension des dispositions des articles 41 à 43 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, aux opérations d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon : *Vocation touristique d'une région de France; mise en œuvre de moyens administratifs et financiers concertés; littoral méditerranéen du Languedoc et du Roussillon s'étendant sur 160 kilomètres; aménagement pour le tourisme et les vacances répondant à un triple besoin : national, régional et local; détérioration du bilan en devises du tourisme; monoculture viticole; absence de développement industriel; démoustication; amélioration du réseau de circulation; création de ports; programme de reboisement du littoral; simplification des procédures; association de l'Etat, des collectivités locales et de l'initiative privée* [17 juin 1965] (p. 2221);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, Art. 2 : *Organisation actuelle de la juridiction d'expropriation* [22 juin 1965] (p. 2349); *avantages et inconvénients comparés du juge unique et de la collégialité; tribunaux des baux ruraux; commissions de la sécurité sociale; absentéisme des assesseurs* (p. 2350); *désignation des juges de l'expropriation* (p. 2350); Art. 3 : *Prendre en considération l'usage ou la destination de l'immeuble un an avant l'ouverture de l'enquête prévue à l'article premier; terrain considéré comme terrain à bâtir; usage ou destination du bien* (p. 2351); *cas où le terrain est un pré* (p. 2351); *conception de la propriété; ses observations sur l'amendement de M. Brousset* (p. 2351); *ses observations sur les « réseaux divers »* (p. 2352); *Gouvernement repoussant l'amendement de M. Delachenal; évaluation fiscale ayant une valeur relative; cas des modifications de faible importance* (p. 2352); *indemnité d'expropriation allouée*

devant couvrir l'intégralité du préjudice causé par l'expropriation; perturbation apportée à la vie et à l'harmonie d'une exploitation agricole par l'expropriation (p. 2352);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux : *Evolution de l'ordre économique, de l'ordre social et de celui des mœurs; loi du 13 juillet 1907; incapacité de la femme mariée; réforme du régime matrimonial de droit commun; cas où la femme mariée exerce une profession séparée; disposition des biens propres et des biens communs réservés; régime de type communautaire; accueil fait au projet de loi* [26 juin 1965] (p. 2584, 2585); *ses observations sur les paroles de Mme Thome-Patenôtre; existence de la faculté d'option* (p. 2592); *opuscule sur les régimes matrimoniaux* (p. 2592, 2593); *ses observations sur les paroles de M. Dubuis* (p. 2593, 2594); Art. 1er : avant l'Art. 214 du Code civil : *Modification des effets pécuniaires du mariage; ses observations sur les effets personnels du mariage; qualification de « chef de famille »* (p. 2606); Art. 214 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 2607); *son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de l'article 214 du Code civil: « La femme s'acquitte de sa contribution, soit en la prélevant sur les ressources dont elle a l'administration et la jouissance, soit par ses apports en dot ou en communauté, soit par son activité au foyer ou sa collaboration à la profession du mari »* (p. 2607); Art. 215 du Code civil : *Problème de la résidence de la famille* (p. 2608); Art. 220-1 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé pour cet article: « Si un des époux manque gravement à ses devoirs et met ainsi en péril les intérêts de la famille, le président du tribunal de grande instance peut prescrire toutes les mesures urgentes que requièrent ces intérêts »* (p. 2610); *autoriser le président du tribunal à prendre d'urgence un certain nombre de mesures conservatoires* (p. 2610); Art. 221 du Code civil : *Possibilité d'ouvrir des comptes ou de négocier des valeurs mobilières* (p. 2611); Art. 223 du Code civil : *Exercice, par la femme mariée, d'une profession distincte* (p. 2613); Art. 224 du Code civil : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 2613); Art. 2, Art. 1387 du Code civil : *Ses observations sur cet article* (p. 2614); *dispositions prévoyant qu'en cas de remariage de l'un des époux c'est le régime de la séparation de biens qui serait le régime légal* (p. 2614, 2615); *éducation populaire en matière de régimes matrimoniaux* (p. 2615); *rédaction d'une brochure; rôle des maires et des secrétaires de mairie* (p. 2615); Art. 1397 du Code civil : *Ses observations sur la mutabilité des régimes matrimoniaux* (p. 2618); *donner aux époux les moyens de s'évader d'un régime matrimonial mal choisi* (p. 2619); Art. 1421 du Code civil : *Femme pouvant se faire ouvrir librement un compte de dépôt ou un compte de titres; administration de la communauté* (p. 2624); *mari apparaissant comme un gérant aux pouvoirs limités; responsabilités du mari* (p. 2625); Art. 1424 du Code civil : *Législation du bail rural; hypothèse du bail commercial* (p. 2627); Art. 220 du Code civil : *Problème des ventes à tempérament* (p. 2629); *achats à tempérament* (p. 2630, 2631); *problème d'une seconde délibération de certains articles* (p. 2631); Art. 1433 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Collette* (p. 2632, 2633); Art. 1530 du Code civil : *Ses observations sur le régime dotal* (p. 2640); Art. 4 : *Ses observations sur les paroles de M. Fourvel* (p. 2650); Art. 595 du Code civil : *Sort des baux consentis par l'usufruitier* (p. 2651, 2652); Art. 1718 du Code civil : *Régime des baux consentis par le tuteur* (p. 2652); Art. 4 du Code de commerce : *Ses observations sur l'amendement de Mme Launay* (p. 2652); Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Collette: opposition du Gouvernement à cet amendement* (p. 2654); EN SECONDE DÉLIBÉRATION, Art. 1er, Art. 220 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Contrats ayant pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants)* (p. 2656); Art. 4, Art. 595 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter l'article 595 du Code civil par un dernier alinéa: « L'usufruitier ne peut, sans le concours du nu-propriétaire, donner à bail un fonds rural ou un immeuble à usage commercial industriel ou artisanal. A défaut d'accord du nu-propriétaire, l'usufruitier peut être autorisé par justice à passer seul cet acte »* (p. 2656, 2657); Art. 22 : *Son amendement tendant à reprendre, pour cet article, le texte déposé par le Sénat: « Les dispositions du dernier alinéa de l'article 595 nouveau du Code civil ne sont pas applicables aux baux en cours à la date*

d'entrée en vigueur de la présente loi, ni à leur renouvellement. Les dispositions du troisième alinéa de l'article 456 du Code civil ne sont pas non plus applicables aux baux en cours à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 64-1230 du 14 décembre 1964 » (p. 2657); *ses observations sur les explications de vote: Unanimité dans la réforme des régimes matrimoniaux; rôle de M. Collette* (p. 2659); En deuxième lecture : *Ses observations sur les paroles de M. Coste-Floret* [29 juin 1965] (p. 2759); *application de l'article 1403* (p. 2760); Art. 2 : *Problème de l'immutabilité; conditions d'une mutabilité contrôlée* (p. 2762); Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Collette; solution proposée par le Sénat; revenir au texte adopté par l'Assemblée Nationale* (p. 2763);

— du projet de loi relatif à certains délais de recours devant la juridiction administrative, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* [29 juin 1965] (p. 2756);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de certaines dispositions des titres IV et V du décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Sanson* [29 juin 1965] (p. 2758);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales : *Ses observations sur les paroles de M. Chandernagor* [30 juin 1965] (p. 2781); Art. 1er : *Existence de deux types d'organisation des greffes; cas des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle; nécessité d'une justice modernisée; Gouvernement ayant créé, l'an dernier, un certain nombre d'offices de notaires et d'offices d'huissiers; création de nouveaux offices de commissaires-priseurs; problème de l'indemnisation; fonctions du greffe étant exercée dorénavant par des fonctionnaires de l'Etat; base de rémunération des greffiers en chef titularisés; intérêt des greffiers alsaciens et lorrains* (p. 2781 à 2783); *problème des tribunaux d'instance* (p. 2783); Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer le troisième alinéa de cet article par de nouveaux alinéas (Problème de la fixation de l'indemnité)* (p. 2783); *détermination et paiement de l'indemnité* (p. 2784); *détermination des indemnités pour les offices d'une valeur exceptionnelle* (p. 2785); *distinction du titre et de la finance* (p. 2785); *décrets d'application* (p. 2786); *cession d'offices ministériels; ses observations sur les paroles de M. Laurin; possibilité de reconversion* (p. 2786); Art. 3 : *Problème de la période transitoire; ne pas la prolonger davantage* (p. 2788); *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. de Tinguy* (p. 2788); *son sous-amendement à l'amendement de M. Hoguet tendant, dans le texte proposé par cet amendement, après les mots: « de l'alinéa précédent » à rédiger comme suit la fin de l'alinéa: « Les greffiers titulaires de greffe visés aux alinéas 2 et 3 de l'article 5 du décret n° 58-1282 du 22 décembre 1958 portant application de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 et relative aux auxiliaires de justice demeurent soumis aux dispositions desdits alinéas* » (p. 2788); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 3 par le nouvel alinéa suivant: « Le montant des indemnités dues par l'Etat aux greffiers titulaires de charges qui useront de la faculté prévue au précédent article ne pourra, en tout état de cause, être inférieur à l'évaluation de la finance de leur office à la date de mise en vigueur de la présente loi* » (p. 2788); après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Possibilité d'option entre l'intégration dans les corps de fonctionnaires et le recrutement à titre d'agent contractuel)* (p. 2789); *droit des greffiers titulaires de charges* (p. 2789); *option des employés* (p. 2789); *question de l'affectation des greffiers fonctionnarisés ou recrutés comme contractuels* (p. 2790); *son amendement tendant après l'article 3 à insérer un nouvel article (Coordination entre les régimes de retraite)* (p. 2790); *décret en Conseil d'Etat fixant la coordination entre les régimes de retraite* (p. 2790); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Hoguet, après le mot: « fonctionnaires » à insérer les mots: « ou agents contractuels ou auxiliaires* » (p. 2790); Art. 4 : *Application des mesures transitoires* (p. 2791); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2791); En deuxième lecture, Art. 2 : *Cas où le greffier est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions; application de l'article 40 de la Constitution* [9 novembre 1965] (p. 4590); *son sous-amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa du nouveau texte proposé par l'amendement de M. Hoguet à supprimer les mots : « ainsi que des droits d'enregistrement perçus à l'occasion de ces*

opérations » (p. 4591); *cas des greffiers recrutés comme contractuels ou auxiliaires* (p. 4591); *situation des greffiers ayant dépassé la limite d'âge* (p. 4592); Art. 3 : *Prolongation de la limite d'âge; délai de la période transitoire* (p. 4592); *ses observations sur les paroles de M. de Tinguy* (p. 4592); *ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy* (p. 4593); *période transitoire* (p. 4593); Art. 3 *bis: Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Hoguet, après les mots: « les mêmes facultés seront ouvertes » à rédiger comme suit la fin de la première phrase: « aux employés des greffiers titulaires de charges salariés à plein temps »* (p. 4594); *recrutement du personnel actuellement en fonction dans les offices de greffiers* (p. 4595); Art. 4 *bis: Application de l'article 40 de la Constitution; réforme judiciaire de 1958* (p. 4597); Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article additionnel (Taxe spéciale sur les plus-values de cession)* (p. 4598); *cas du paiement en bons du Trésor* (p. 4598); *latitude laissée aux commissions d'évaluation dans le choix du coefficient* (p. 4599); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales : *Ordonnance du 22 décembre 1958 portant statut de la magistrature; insuffisance du recrutement de la magistrature* [18 novembre 1965] (p. 4759); *travail de la Commission mixte paritaire; ses observations sur les paroles de M. Hoguet* (p. 4760);

— du projet de loi modifiant le champ d'application de l'article 37 du Code rural relatif aux échanges d'immeubles ruraux : *Ses observations sur les paroles de M. Hunault* [5 octobre 1965] (p. 3336); Article unique : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin du texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 37 du Code rural: « lorsque l'un ou plusieurs d'entre eux sont situés dans une commune limitrophe du canton des autres »* (p. 3336);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Ses observations sur les paroles de M. Grenier : parc de la Légion d'honneur à Saint-Denis* [12 octobre 1965] (p. 3525); JUSTICE : *Réforme de la procédure; problème de l'oralité des débats* (p. 3530); *services pénitentiaires; éducation surveillée; cas des magistrats consulaires et des conseillers prud'hommes; logement des cours d'appel; état des palais de justice; crédits de fonctionnement des juridictions; équipement immobilier; auxiliaires de la justice; recrutement de la magistrature; problème des revalorisations des traitements; Centre national d'études judiciaires; recrutement sur titres; réforme des greffes; réforme des professions d'avocat et d'avoué; professions judiciaires annexes de la magistrature; constitution des sociétés civiles professionnelles; problème des services pénitentiaires; rajeunissement de la délinquance* (p. 3539 à 3541); *situation des huissiers de justice* (p. 3541); *ses observations sur les paroles de M. Fanton; prison de la Roquette* (p. 3541);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Launay, tendant à compléter l'article 11 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux; Article unique : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 11 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 à insérer un nouvel alinéa (Cas des époux étant convenus d'un régime de communauté; problème de l'application du droit nouveau)* [10 novembre 1965] (p. 4636); *ses observations sur les règles nouvelles de cogestion des biens communs ordinaires ou réservés* (p. 4636); *ses observations sur les paroles de M. de Grailly* (p. 4637);

— du projet de loi portant réforme de l'adoption : *Réforme du Code civil; intérêt des adoptés; problème consécutif à l'adoption; caractère lamentable de certaines affaires judiciaires; différentes sortes d'adoption; adoption plénière; adoption simple; intérêt de l'enfant* [17 novembre 1965] (p. 4688, 4689); Art. 343 du Code civil : *Faciliter l'adoption d'enfants jeunes par des parents relativement jeunes* (p. 4694); *délai actuel de six mois; réussite du placement; conséquences juridiques du placement* (p. 4694); Art. 345-1 : *Adoption en présence d'enfants légitimes* (p. 4695); *hypothèse de l'adoption des enfants d'un frère ou d'une sœur morts dans un accident d'automobile* (p. 4695, 4696); après l'Art. 348-1. *Faciliter l'adoption le plus rapidement possible* (p. 4697); Art. 348-3 : *Ses observations sur l'amendement de Mme Launay* (p. 4697); *rôle des femmes*

préposées aux admissions (p. 4697); Art. 348-3 : *Ses observations sur les amendements de Mme Launay, MM. Ducoloné et Dejean* (p. 4698); *cas d'une mère ayant consenti à l'adoption* (p. 4698); Art. 348-4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dejean* (p. 4699); Art. 350 : *Définition de l'abandon; procédure à suivre pour les déclarations d'abandon* (p. 4701); après l'Art. 350 : *Service de l'aide à l'enfance; ses observations sur l'amendement de M. Buot* (p. 4702); Art. 354 : *Etablissement de l'acte de naissance; indications sur le registre de l'état civil* (p. 4703); Art. 357 : *Autorisation de changer de nom* (p. 4704); Art. 360 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann, à supprimer les mots : « qui ne rompt pas les liens avec la famille d'origine »* (p. 4705); Art. 50 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Cas d'un enfant dont la filiation est établie et qui a été abandonné au service de l'aide sociale à l'enfance* (p. 4707); Art. 55 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann : domaine réglementaire* (p. 4708); *notice remise à la personne qui abandonne son enfant* (p. 4709); Art. 64 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Idée d'un recours contre le refus du tuteur* (p. 4710); après l'Art. 76 : *Association qui place en vue de leur adoption des mineurs de 16 ans* (p. 4711); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 4711); *droit pénal international* (p. 4712); Art. 9 : *Ses observations sur les adoptions et légitimations adoptives prononcées antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi* (p. 4713); *ses remerciements à l'Assemblée et au Rapporteur* (p. 4714); En deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'adoption; Art. 343 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* [14 juin 1966] (p. 2023); Art. 345 du Code civil : *Son sous-amendement tendant, dans la modification proposée au deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « quel que soit l'âge de l'enfant », les mots : « pendant toute la minorité de l'enfant »* (p. 2024); *transformation d'une adoption simple en adoption plénière* (p. 2024); Art. 345-1 du Code civil : *Ses observations sur l'adoption en présence d'enfants légitimes; exemple d'enfants recueillis par un oncle ou par une tante à la suite d'un accident ayant causé la mort de leurs parents* (p. 2025); *situation d'un enfant recueilli depuis cinq ans* (p. 2026); Art. 345-2 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 2026); Art. 348-6 du Code civil : *Conséquences du refus de l'un des parents* (p. 2027); Art. 352 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « ou si l'adoption n'a pas été prononcée », les mots : « ou si le tribunal refuse de prononcer l'adoption »* (p. 2027, 2028); Art. 368-1 du Code civil : *Droits du conjoint* (p. 2029); Art. 4 : *Son opposition à l'amendement de M. Zimmermann* (p. 2030); Art. 5 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2031); *dispositions fiscales* (p. 2031); Art. 5 *ter : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Adoption plénière)* (p. 2031); *problème de l'abandon* (p. 2031);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Conséquences de la subversion; nombre de condamnations à la peine de mort; nombre de condamnés libérés par l'effet de mesures gracieuses; projet de loi de décembre 1964 portant amnistie; nombre de personnes condamnées contradictoirement et non encore amnistiées* [21 avril 1966] (p. 864); *ses observations sur les paroles de M. Coste-Floret* (p. 873, 874); *texte du Gouvernement permettant de saisir la chambre criminelle de pourvois contre des arrêts qui seraient rendus sur l'interprétation de la loi d'amnistie* (p. 876); *Cour de sûreté de l'Etat* (p. 876); *technique de l'article premier du projet de loi; loi du 4 mars 1879 étant la loi d'amnistie pour les condamnés de la Commune; amnistie de droit n'ayant jamais été appliquée qu'aux délits les plus modestes; droit de grâce du Chef de l'Etat; problème de la réintégration dans leur droit à pension des officiers destitués par sanction administrative en application des décisions prises selon l'article 16 de la Constitution; problème de l'amnistie totale; cas de ceux qui ont été condamnés pour des crimes abominables; Constitution interdisant aux députés le mandat impératif; député pouvant être la cible de pressions; texte gouvernemental représentant le maximum de ce que la raison pouvait admettre; application de l'article 44 de la Constitution* (p. 880, 881); Art. 1er : *Ses observations sur les paroles de M. Max Lejeune; Gouvernement constitué le 1er juin 1958* (p. 882); après l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de*

M. Ducoloné; condamnations en relations avec la guerre d'Indochine (p. 883); Art. 2 : *Conséquence de l'insoumission* (p. 884); Art. 5 : *Son opposition aux amendements de MM. Capitant, Dejean et Pasquini; deuxième alinéa de cet article ayant pour effet de limiter la faculté d'accorder par décret l'amnistie; examen du dossier des intéressés* (p. 885); *Chef de l'Etat ne pouvant pas admettre le bénéfice de l'amnistie à un ex-officier général* (p. 885); Art. 6 : *Problème des sanctions administratives* (p. 885); *cas d'un fonctionnaire civil ou militaire sanctionné pour l'un des faits définis au premier alinéa de l'article 6* (p. 886); *cas des condamnés par contumace ou par défaut* (p. 886); Art. 12 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capitant* (p. 887); *problème des fonctions ou emplois publics; exercice d'une activité privée* (p. 887); *conséquences d'une position de maintien pour ordre à la disposition du ministre; ordonnance du 13 juillet 1962* (p. 887); *lois d'amnistie de 1947, 1949, 1951 et 1953; ses observations sur les paroles de M. Defferre* (p. 888); En deuxième lecture, Art. 1er : *Gouvernement rejetant l'amendement de M. Coste-Floret* [26 mai 1966] (p. 1513); *individualisation de l'amnistie* (p. 1513, 1514); Art. 12 : *Impossibilité de réintégrer de plein droit des généraux putschistes dans leurs grades, leurs commandements et le port de leurs décorations* (p. 1516); *application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution* (p. 1517);

— du projet de loi portant amnistie : *Dispositions tendant à amnistier un certain nombre d'infractions de droit commun marquant toujours le début du mandat d'un nouveau Chef de l'Etat; caractères du texte; amnistie des mineurs de 21 ans; volonté d'exclure : les infractions en matière fiscale ou douanière et celles qui ont mis obstacle à la construction de locaux d'habitation* [26 avril 1966] (p. 924, 925); Art. 1er : *Choix de la date du 8 janvier 1966* (p. 931); Art. 2 : *Activité de la Commission prévue par la loi de 1949 en matière de publications destinées à la jeunesse* (p. 932); *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Capitant* (p. 932, 933); *infractions en matière de loteries et de casinos* (p. 933); Art. 5 : *Cas des objecteurs de conscience; loi du 21 décembre 1963* (p. 935); Art. 7 : *Ses observations sur les délits correctionnels frappés d'une peine d'amende* (p. 936); *problème de savoir si on peut laisser subsister, après l'amnistie, une dette à la charge du condamné* (p. 936); après l'Art. 11 : *Cas des personnes qui se sont exceptionnellement distinguées dans les domaines culturels ou scientifiques* (p. 938); *règle traditionnellement admise en matière de grâce* (p. 939); Art. 12 : *Retrait du permis de conduire ne constituant pas, à proprement parler, une peine mais une mesure de sûreté ou de sécurité publique* [27 avril 1966] (p. 965); *ses observations sur l'amendement de M. Capitant* (p. 965); Art. 16 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Delorme; application de l'article 40 de la Constitution; recouvrement de l'amende* (p. 967); *distinction entre le texte gouvernemental et l'amendement de M. de Grailly* (p. 968); *ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 968); Art. 24 : *Infractions définies par les articles 59 et 60 de la loi du 7 août 1957* (p. 970); après l'Article 25, *ses observations sur les faits vieux de plus de 40 ans* (p. 972); Art. 26 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Capitant, à substituer aux mots : « et antérieurement à la ratification des accords de Genève sur l'Indochine du 20 juillet 1954 » les mots : « et antérieurement au 1er octobre 1957 »* (p. 972); *accords de Genève* (p. 972); après l'Art. 27 : *Problème de la réouverture des délais de recours contentieux déjà rouverts par une loi du 17 décembre 1953; amnistie étant une loi d'oubli et non de reviviscence des souvenirs* (p. 973); En seconde délibération, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter ainsi cet article : « 3° délits pour lesquels il n'est encouru qu'une peine d'amende »* (28 avril 1966] (p. 997); Art. 7 : *Son amendement tendant dans le quatrième alinéa (parag. c) à supprimer la phrase : « Au cas où la sanction prévue ne dépasse pas l'amende, l'infraction est amnistiée de plein droit quel que soit l'état de la procédure »* (p. 998); Art. 16 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « Toutefois, sauf en matière de contravention de police, l'amnistie prévue par la présente loi ne sera acquise qu'après le paiement, par le bénéficiaire éventuel, de l'amende à laquelle il a été ou sera personnellement et définitivement condamné »* (p. 999); *ne pas imposer des dépenses considérables de recouvrement aux services comptables* (p. 999); après l'Art. 24, *cas des délinquants primaires; fautes disciplinaires* (p. 1002); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les disposi-

tions restant en discussion du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur l'amendement de M. Montalat* [10 juin 1966] (p. 1914);

— du projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine s'appliquant aux produits industriels : *Rôle et activités de la Commission des lois et de son rapporteur* [26 avril 1966] (p. 928); Art. 1er : *Nécessité d'éviter qu'on ne fabrique de la porcelaine de Limoges n'importe où* (p. 930); Art. 6 : *Nécessité de respecter les lois spéciales à telle ou telle catégorie de produits* (p. 931); En deuxième lecture, Art. A : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article: (Définition d'une appellation d'origine)* [17 juin 1966] (p. 2149); *protection de l'appellation d'origine « porcelaine de Limoges »* (p. 2149); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 7-3 de la loi du 6 mai 1919 par un nouvel alinéa (application du présent article)* (p. 2149); *procédure administrative de détermination des appellations d'origine* (p. 2149);

— du projet de loi sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes : *Ses observations sur le rapport de M. Baudouin; « décodification » du droit maritime; projet de loi sur les sociétés commerciales; assurances maritimes; accidents de la navigation maritime; procédure du règlement judiciaire et de la faillite; fonds de commerce* [27 avril 1966] (p. 976); Art. 6 : *Transport des marchandises sous connaissement; ses observations sur les articles 34 et 37 de la Constitution; mentions figurant dans la charte-partie; contrat de transport sous connaissement* (p. 977); Art. 8 : *Avant-projet de règlement; ses observations sur l'affrètement au voyage* (p. 978); Art. 20 : *Ses observations sur les paroles de M. Dumortier* (p. 979); Art. 28 : *limitation de responsabilité du transporteur maritime; cas de faute intentionnelle* (p. 980); Art. 29 : *Position du Gouvernement à l'amendement de M. Dumortier; responsabilité du transporteur dans le cas de transport de marchandises sous connaissement* (p. 980); Art. 43 : *Notion de véhicules de tourisme; son sous-amendement tendant à ajouter dans l'amendement de M. Baudouin les mots: « de tourisme » après le mot « véhicules »* (p. 981); Art. 44 : *Ses observations sur l'amendement de M. Baudoin* (p. 952); Art. 45 : *Problèmes de privilège et de prescription* (p. 982); Art. 49 : *Croisière maritime* (p. 982); Art. 50 : *Entreprises de manutention* (p. 983); Art. 53 et art. 57 : *Ses observations sur les amendements de M. Baudouin* [3 mai 1966] (p. 1065); *sa demande de seconde délibération sur l'article 49; responsabilité de l'organisateur de croisière en cas de dommage* (p. 1065); En seconde délibération, Art. 49 : *Portée de cette seconde délibération* (p. 1065); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « S'il s'agit de l'exécution du contrat de transport maritime, il est responsable dans les conditions et les limites des articles 37 à 44 »* (p. 1065).

Ses observations sur le retrait de l'ordre du jour prioritaire, *du projet de loi sur la tutelle aux prestations sociales* [3 mai 1966] (p. 1064).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. de Grailly tendant à compléter l'article 401 du Code pénal en matière de filouterie de carburants et de lubrifiants, Art. 1er : *Expression de la filouterie de carburant; notion de « professionnels de la distribution »* [3 mai 1966] (p. 1067);

— du projet de loi déterminant, en application de la Convention franco-germano-luxembourgeoise du 27 octobre 1956, les juridictions compétentes pour la navigation de la Moselle : *Ses observations sur les paroles de M. Zimmermann; caractère de l'organisation judiciaire* [4 mai 1966] (p. 1081);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Peretti tendant à modifier l'article 75 du Code civil relatif à la célébration du mariage : *Ses observations sur la loi du 9 août 1919; nombre des témoins au mariage civil* [4 mai 1966] (p. 1082); Article unique : *Son amendement tendant à la fin du second alinéa, à substituer aux mots: « 215 du présent code » les mots: « 215 (alinéas 1 et 2) du présent code »* (p. 1082); *formalités du mariage; ses observations sur les textes dont l'officier de l'état civil doit donner lecture aux futurs époux* (p. 1082); *modification de son amendement: « A la fin du second alinéa de l'article unique, substituer aux*

mots : « 215 du présent code » les mots : « 215 (alinéa premier) du présent code » (p. 1083);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Krieg tendant à modifier les articles 234 et 235 du Code civil, relatifs à la procédure du divorce : *Ses observations sur le préliminaire de la conciliation en matière de divorce; possibilité de dispenser l'époux demandeur de présenter lui-même la requête initiale et de lui permettre de le faire par ministère d'avoué* [4 mai 1966] (p. 1083, 1084);

— du projet de loi relatif à l'emploi de procédés, non manuscrits pour apposer certaines signatures sur les effets de commerce et les chèques : *Position du tribunal de commerce de la Seine; signature par griffe des effets de commerce* [11 mai 1966] (p. 1215);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, Art. 1er : *Mise en société d'un office ministériel* [24 mai 1966] (p. 1427); *règlement d'administration publique ne pouvant être pris selon l'avis conforme des organismes représentatifs; cas de la profession d'avocat* (p. 1427); *consultation des professions intéressées* (p. 1428); Art. 2 : *Conditions de capacité; pouvoir déontologique et disciplinaire des organismes compétents à l'égard de la société civile interprofessionnelle* (p. 1428, 1429); *procédure de contrôle de la technicité et de la moralité des personnes n'appartenant pas à une profession réglementée* (p. 1429); *ses observations sur les paroles de M. Palewski* (p. 1429); *possibilité d'adopter pour les sociétés interprofessionnelles une sorte d'organisation qui aura pouvoir d'édicter des règlements et d'exercer des pouvoirs disciplinaires à leur égard* (p. 1429); *cas où une profession non réglementée entre dans une société civile interprofessionnelle* (p. 1430); *rôle des règlements d'administration publique* (p. 1430); *accord des organismes représentatifs* (p. 1430); *permettre la constitution de sociétés composées d'architectes, d'ingénieurs et de paysagistes; grouper les membres de professions juridiques; choisir entre la fusion souple et l'absence de fusion* (p. 1430); *impossibilité d'envisager le rachat des offices ministériels et la spoliation des officiers ministériels* (p. 1431); *constitution de sociétés civiles professionnelles entre avocats et avoués* (p. 1432); *ses observations sur le sous-amendement de M. Dejean* (p. 1432); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné* (p. 1433); Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lavigne* (p. 1433); après l'Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné* (p. 1434); Art. 8 : *Responsabilité solidaire des associés* (p. 1435); Art. 18 : *Ses observations sur les amendements de MM. Lavigne, Berger et Ducolone* (p. 1437); Art. 20 : *Charge de l'assurance* (p. 1438); après l'Art. 21 : *Retrait éventuel d'un associé* (p. 1442); *consentement des associés* (p. 1442); *caractère personnel de la société* (p. 1443); *cas de non-réponse de la société* (p. 1443); Art. 25 : *Problème de la dissolution; son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'amendement de M. Lavigne : « Il en sera de même si la société constituée entre associés exerçant des professions différentes ne comprend plus, au moins, un associé exerçant chacune des professions considérées, à moins que, dans les six mois, les associés n'aient décidé une modification de l'objet social »* (p. 1445); *succès de la formule de la société civile professionnelle auprès des officiers ministériels; cas d'un officier apporteur de son office* (p. 1445); après l'Art. 32 : *Ses observations sur les amendements de MM. Lavigne et Ducoloné* (p. 1447); *importance de la société civile professionnelle* (p. 1447); *problème fiscal; cas où les associés décident d'adopter le statut de coopérative; régime d'imposition des sociétés civiles professionnelles à statut coopératif* (p. 1448); *son amendement tendant après l'article 32 à insérer un nouvel article : (Plus-values constatées lors de l'apport à une société civile professionnelle)* (p. 1448); *imposition des plus-values en cas d'apport en société* (p. 1448); *sociétés dites de moyens; partage des honoraires perçus par les associés de la société de moyens* (p. 1448, 1449); *modification de l'objet d'une société existante; transformation de la société de moyens en société professionnelle* (p. 1449); Art. 25 *(suite) : Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Dissolution de la société)* (p. 1449); *conséquence de l'apport du droit de présentation* (p. 1449); *transfert d'un office ministériel* (p. 1449); En seconde délibération, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly; impossibilité de subordonner un règlement d'administration publique à l'avis d'un organisme professionnel* (p. 1450); *possibilité d'un avis conforme pour des mesures individuelles mais non pour une mesure géné-*

rale (p. 1451); *ses observations sur l'amendement de M. Lavigne* (p. 1451); En seconde lecture, Art. 1er : *Diversité des professions libérales; parution des décrets pour les professions relevant du contrôle du Ministère de la Justice* [4 octobre 1966] (p. 3112, 3113); *existence de syndicats médicaux; absence de conseil national des ordres d'avocats* (p. 3113); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Autorisation de l'organisme professionnel désigné par le règlement d'administration publique pour constituer une société civile professionnelle entre personnes exerçant des professions libérales non visées à l'article premier)* (p. 3113); *constitution d'une société entre personnes exerçant des professions différentes; liberté contractuelle des associés* (p. 3114, 3115); Art. 3 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3115); après l'Art. 5: *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Constitution de sociétés civiles entre des personnes physiques titulaires d'un office public ou ministériel)* (p. 3116); *apport à titre définitif d'un office ministériel en société* (p. 3116); Art. 6 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots: « les sociétés professionnelles » les mots: « les sociétés régies par les chapitres premier à 4 de la présente loi »* (p. 3116); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « la société doit être agréée et titularisée dans l'office » les mots : « la société civile professionnelle doit être agréée et nommée titulaire de l'office »* (p. 3117); Art. 7 *bis: Son amendement tendant à substituer aux mots: « la société civile professionnelle » les mots: « d'une société régie par les chapitres premier à 4 de la présente loi »* (p. 3117); Art. 9 : *Création de parts sociales représentant les apports en industrie* (p. 3118); *interdiction des parts en industrie dans les sociétés à responsabilité limitée et dans les sociétés anonymes* (p. 3118); Art. 19 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots: « civile professionnelle »* (p. 3120); Art. 21 *bis* : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du troisième alinéa de cet article: « Si la société civile professionnelle est titulaire d'un office public ou ministériel le règlement d'administration publique... »* (p. 3120); Art. 21 *ter: Son sous-amendement tendant à insérer dans l'amendement de M. Lavigne l'expression : « la transmission ou le projet de cession »* (p. 3121); Art. 23 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article: « Les sociétés régies par les chapitres premier à 4 de la présente loi ne sont pas dissoutes par le décès ou l'interdiction d'un associé. Elles ne sont pas non plus dissoutes... »* (p. 3121); Art. 25 : *Son amendement tendant après les mots: « apport d'un droit de présentation » à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article (Condition nécessaire pour solliciter une nomination à un office)* (p. 3122); *problème de la dissolution dans le cas de la société intégrée devenue titulaire de l'office public ou ministériel* (p. 3122); Art. 27 et 28 : *Ses amendements tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots: « la société civile professionnelle » les mots : « une société régie par les chapitres premier à 4 de la présente loi »* (p. 3122); *retrait de ses amendements* (p. 3123); Art. 29 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « soumises aux dispositions de la présente loi » les mots: « définies aux articles premier et 2 de la présente loi »* (p. 3123); *retrait de son amendement* (p. 3123); Art. 30 : *Son amendement tendant après les mots: « aux sociétés » à rédiger ainsi la fin de cet article: « régies par les chapitres premier à 4 de la présente loi dans leurs dispositions qui ne sont pas contraires à celles de cette loi et du règlement d'administration publique pris pour son application à la profession »* (p. 3123); *retrait de son amendement* (p. 3123); Art. 31 : *Son amendement tendant au début de cet article après le chiffre 10 à substituer aux mots: « et 11 » les mots: « 11 et 15 »* (p. 3123); *profession d'expert-comptable* (p. 3123); Art. 33 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Législation applicable aux sous-locations et aux cessions de bail faites au profit d'une société civile professionnelle)* (p. 3123); Art. 33 *bis: Ses observations sur l'amendement de suppression de M. Lavigne* (p. 3124); Art. 34 : *Date du paiement de l'imposition des plus-values constatée lors de l'apport d'éléments d'actif à une société civile professionnelle* (p. 3124); *son amendement tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article à substituer aux mots: « dans le délai d'un an », les mots: « dans le délai de cinq ans »* (p. 3124); après l'Art. 34: *Son amendement tendant à une nou-*

velle rédaction du titre du chapitre V : « Autres sociétés entre membres de professions libérales » (p. 3125); *ses observations sur son amendement* (p. 3125); Art. 35 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « des professions libérales » les mots : « une même profession libérale »* (p. 3125); *règles de constitution d'une société de moyens* (p. 3125); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « en commun » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « des moyens utiles à l'exercice de leur profession sans que la société puisse elle-même exercer celle-ci »* (p. 3126); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 3126); *possibilité pour les officiers publics et ministériels de constituer des « sociétés non intégrées »* (p. 3126); Art. 37 : *Son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième alinéas de cet article un nouvel alinéa (Cas de dissolution d'une société ayant adopté le statut de coopérative)* (p. 3127); Art. 3 *(suite) : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3127). En troisième lecture : *Ses observations sur les sociétés de moyens* [15 novembre 1966] (p. 4573); Art. 15 : *Pouvoir des gérants* (p. 4575);

Son observation sur la modification de l'ordre du jour [14 juin 1966] (p. 2017).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour [14 juin 1966] (p. 2020).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail dans les départements d'outre-mer, Art. 2 et Art. 3 : *Ses observations sur les amendements de M. Berger* [14 juin 1966] (p. 2021, 2022);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur onze propositions de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement de MM. Maurice Thorez, Hersant, Edouard Charret, Neuwirth, de Grailly, Lecocq, Krieg, Trémollières, Lolive, Georges Germain et Dubuis, Art. 1er : *Fixation d'un plafond de ressources* [14 juin 1966] (p. 2034); *âge à partir duquel le droit de reprise ne peut être exercé* (p. 2035); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans cet article, à supprimer les mots : « le locataire, sous-locataire, cessionnaire de bail ou » et à viser simplement « l'occupant »* [16 juin 1966] (p. 2108); Art. 3 : *Validité du congé-reprise* (p. 2109); En seconde délibération, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Georges Germain* (p. 2110); *son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « contre l'occupant » à insérer les mots : « dont les ressources annuelles sont inférieures à 12.000 francs »* (p. 2110); En deuxième lecture, Art. 1er et Art. 2 : *Ses observations sur les amendements de MM. de Grailly et Lolive* [30 juin 1966] (p. 2486);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Collette, tendant à instituer un « séquestre légal » : *Répartition des sommes provenant d'une vente d'immeubles; réformes du droit hypothécaire* [17 juin 1966] (p. 2144);

— du projet de loi tendant à simplifier le paiement de l'amende forfaitaire, Art. 2 : *Taux de l'amende forfaitaire* [17 juin 1966] (p. 2146, 2147); Article additionnel : *Situation des greffiers; ses observations sur l'amendement de M. Hoguet* (p. 2147);

— du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale : *Autorité judiciaire du procureur général sur l'ensemble des officiers de police judiciaire du ressort de la Cour d'appel* [21 juin 1966] (p. 2182); *cas des compagnies républicaines de sécurité; qualité d'officier de police judiciaire; tâches dévolues aux C.R.S.* (p. 2182, 2183); après l'Art. 2 : *Délai de la garde à vue; sûreté de l'Etat* (p. 2184);

— du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, Art. 1er : *Taux effectif global* [27 juin 1966] (p. 2389); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « de plus d'un tiers » les mots : « de plus d'un quart »* (p. 2389); *son amendement tendant à compléter l'article premier par le nouvel alinéa suivant : « Un décret fixera les conditions dans lesquelles sera assurée la publication des décisions du Conseil national du crédit visées à l'alinéa précédent »* (p. 2393); après l'Art. 3 : *Son sous-amendement*

tendant à une nouvelle rédaction de l'amendement de M. Zimmermann: « Le taux effectif global déterminé comme il est dit ci-dessus doit être mentionné dans tout écrit constatant un contrat de prêt régi par la présente loi » (p. 2394); après l'Art. 15 : *Taux effectifs moyens* (p. 2397); *transfert de compétence du Conseil national du crédit au Ministre des Finances* (p. 2398); *son amendement (Fixation par un décret des conditions dans lesquelles sera assurée la publicité des taux-plafond et des taux effectifs moyens)* (p. 2398); Art. 1er *(suite): Rectification de son amendement* (p. 2399); En deuxième lecture, Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Définition du prêt usuraire* [24 novembre 1966] (p. 4827, 4828); *ses observations sur les types d'opérations pour lesquelles le Conseil national du crédit a déterminé un taux maximum; taux plafond de 18 %; publicité des taux effectifs* (p. 4828); *problème des contrats de prêt d'argent* (p. 4831); *régularité de l'intérêt stipulé* (p. 4831); *son sous-amendement tendant, dans le troisième alinéa, du texte proposé par son amendement à substituer aux mots: « au cours de l'année précédente, éventuellement majoré », les mots : « au cours du semestre précédent. Cette limite peut être majorée... »* (p. 4832); *son sous-amendement tendant à compléter le quatrième alinéa du texte proposé par son amendement par la phrase suivante: « Il précisera l'indice auquel il conviendra de se référer pour l'application du troisième alinéa ci-dessus et les conditions dans lesquelles il sera tenu compte des variations de cet indice ».* (p. 4832); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante: « Ce prêt est usuraire si son taux effectif global est supérieur soit au taux effectif moyen ainsi défini, soit au taux moyen de rendement visé au troisième alinéa de l'article premier majoré des deux tiers »* (p. 4832); Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Thorailler* (p. 4833); Art. 10 : *Obligations des notaires* (p. 4834); *son sous-amendement tendant, à la fin de l'amendement de M. Thorailler, à remplacer les mots: « ...aux règles de celle-ci », par les mots: « à des règles qui seront fixées par décret »* (p. 4834); En troisième lecture, Art. 1er, 1er *bis*, 1er *ter*, 2, 5, 6, 10 : *Ses observations sur les amendements de M. Zimmermann;* Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (Cas des contrats en cours)* [14 décembre 1966] (p. 5511); *entrée en vigueur de la nouvelle loi* (p. 5511); *son amendement tendant à introduire un article additionnel (Entrée en vigueur de la présente loi à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de sa promulgation au* Journal officiel; *cas des infractions commises avant l'entrée en vigueur de la loi)* (p. 5511); *élaboration d'un décret déterminant dans quelles conditions seront constatés et publiés les taux de référence* (p. 5512); *cas d'un prêteur de bonne foi; sanctions pénales* (p. 5512); En quatrième et dernière lecture : *Ses observations sur les contrats en cours* [19 décembre 1966] (p. 5689, 5690);

— En troisième lecture, de la proposition de loi étendant à certains territoires d'outremer les dispositions du Code du travail maritime, Art. 1er et 2 : *Ses observations sur les amendements de M. Flornoy* [30 juin 1966] (p. 2482).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au régime des pensions de retraite des marins français servant en Polynésie* [30 juin 1966] (p. 2483).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi étendant au territoire de la Polynésie française les dispositions de caractère législatif déterminant le régime de pensions de retraite des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des navires, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Evrard* [30 juin 1966] (p. 2484);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Domaine de la Légion d'honneur de Saint-Denis; ses observations sur les paroles de M. Grenier* [27 octobre 1966] (p. 3994); JUSTICE : *Tableau d'avancement concernant les magistrats* (p. 3996); *élaboration d'un certain nombre de projets de loi modifiant les codes; coopération entre le Gouvernement et les assemblées; rendement des juridictions de l'ordre judiciaire; durée des instances; possibilité d'inscrire au tableau d'avancement un nombre de noms triple des avancements de grade intervenus au cours de l'année précédente; emplois prévus pour la région parisienne; modification de la règle régissant l'élaboration du tableau d'avancement; crise du*

recrutement de la magistrature; problème de la détention préventive; augmentation de l'activité des juridictions répressives; réforme des greffes; réformes de la procédure; mission des huissiers significateurs; procédure en matière de baux commerciaux; exploitation de la documentation législative et jurisprudentielle par des moyens électroniques; problèmes de l'administration pénitentiaire; statut du personnel pénitentiaire; construction de la prison de femmes de Fleury-Mérogis; prison de la Petite-Roquette; enfance délinquante; éducation surveillée; objectifs du Ve Plan; maisons d'arrêt de Coulommiers et de Provins; carrière judiciaire; importance des juges des enfants (p. 3997 à 3999); *ses observations sur les professions d'auxiliaires de la justice; problèmes posés par les évaluations immobilières* (p. 4002); *ses observations sur les paroles de M. Garcin* (p. 4005) *et sur celles de M. Meunier* (p. 4007); *situation des juges du livre foncier; cas des juges de paix hors classe; magistrats détachés en coopération; répartition des charges entre l'Etat et les départements; circonscriptions judiciaires; problèmes concernant la région parisienne; cas du département d'Eure-et-Loir; problème du rattachement de la Cour d'appel d'Orléans; problèmes concernant les greffes; assistance judiciaire; réforme de la procédure civile; décret d'application de la loi sur la copropriété; amnistie; statut du personnel pénitentiaire* (p. 4010, 4011); *prix de revient de la construction par détenu à Fleury-Mérogis; cas des détenus de la Petite-Roquette; prison de la Santé* (p. 4012); *incarcération cellulaire des mineurs* (p. 4012); Art. 50 : *Situation des greffiers; revision du tarif des greffiers; relèvement de la valeur vénale de leur office* (p. 4013); *montant des indemnités pour les greffiers* (p. 4014); *ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy* (p. 4014, 4015);

— du projet de loi relatif à la suppression des indexations dans les territoires d'outremer, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa* in fine *de cet article après le mot: « indexation » à insérer les mots: « des salaires et... »* [6 décembre 1966] (p. 5271); *indexation du salaire minimum interprofessionnel garanti* (p. 5271);

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat relative aux déclarations conjointes prévues aux articles 11 (alinéa 2) 16 et 20 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux : *Information des citoyens sur la législation civile; modifications du régime matrimonial; adoption par des époux du régime de la communauté universelle avec attribution de la communauté au survivant; problème de la consultation des enfants* [15 novembre 1966] (p. 4577);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962 relative à certaines dispositions concernant la nationalité française, Art. 1er : *Problème du délai de trois mois; nécessité d'éviter la double nationalité; ses observations sur l'amendement de M. Krieg* [29 novembre 1966] (p. 5035, 5036);

— du projet de loi modifiant l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949, sur les publications destinées à la jeunesse, et l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le quatrième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949 : « D'effectuer, en faveur de ces publications, de la publicité au moyen de prospectus, d'annonces ou insertions publiées dans la presse, de lettres-circulaires adressées aux acquéreurs éventuels, ou d'émissions radiodiffusées ou télévisées »* [6 décembre 1966] (p. 5272); *publication en faveur des publications, soit sur les ondes de la radio, soit sur celles de la télévision* (p. 5272); *assouplissement de la législation actuelle* (p. 5272); Art. 4 : *Exclusion de la société coopérative; responsabilité pénale des dépositaires et des marchands de journaux* (p. 5273, 5274); Art. 5 : *Nécessité morale et sociale de cette législation* (p. 5274); En deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1966] (p. 5704);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Ses observations sur le délai de 18 mois ouvert aux sociétés constituées avant le 1er février 1967 pour mettre leurs statuts en harmonie avec les dispositions nouvelles* [13 décembre 1966] (p. 5455); *problème de l'opposabilité des nominations et cessations de fonctions* (p. 5456); *nomination d'un commissaire aux apports* (p. 5456); Art. 6 : *Ses observations sur l'intérêt statutaire* (p. 5457); *son sous-amendement tendant dans le texte de l'amendement de M. Le Douarec à remplacer les mots : « sur cette base »*

par les mots : « à ce taux » (p. 5457); *fonctionnement des sociétés à responsabilité limitée* (p. 5458, 5459); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe 4 de cet article par le nouvel alinéa suivant : « Il en sera de même de la transformation de la société en société anonyme dans les conditions prévues à la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 69 »* (p. 5459); En deuxième lecture, Art. 6 : *Ses observations sur la date limite du 31 décembre 1970; calcul des tantièmes* [21 décembre 1966] (p. 5910);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi n° 1760 de M. Thorailler tendant à modifier l'article 1007 du Code civil relatif au testament olographe, Article unique : *Ses observations sur le terme : « copie figurée »* [13 décembre 1966] (p. 5461); Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Enumération des actes notariés pouvant être reçus par un seul notaire)* (p. 5461); *organisation du notariat; actes authentiques pouvant être reçus par un seul notaire* (p. 5461, 5462).

Ses observations sur l'aménagement de l'ordre du jour [14 décembre 1966] (p. 5507).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la publicité du privilège du Trésor en matière fiscale : *Réforme des procédures du règlement judiciaire et de la faillite; signature à la griffe des effets de commerce* [14 décembre 1966] (p. 5501); Art. 4 : *Conséquences du jugement déclaratif* (p. 5502); Art. 5 : *Ses observations sur l'hypothèse de la subrogation* (p. 5502);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, Art. 1601-3 du Code civil : *Distinction entre la réception provisoire et la réception définitive dans les marchés de travaux publics* [14 décembre 1966] (p. 5540); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1646-1 du Code civil après les mots : « d'un immeuble à construire » à insérer les mots : « ou en construction »* (p. 5541); *son amendement tendant, dans les premier et deuxième alinéas du texte proposé pour l'article 1646-1 du Code civil à supprimer le mot : « définitive »* (p. 5541); *fixation du point de départ de la garantie décennale* (p. 5541); *retrait de son amendement* (p. 5541); *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1646-1 du Code civil après le mot : « entrepreneurs » à insérer les mots : « et autres personnes liées au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage »* (p. 5542); *indication des personnes qui interviennent dans des opérations de construction; leurs responsabilités* (p. 5542); *action en résolution* (p. 5543); Art. 1779 du Code civil : *Son amendement tendant dans le texte proposé pour cet article à supprimer le mot : « autres »* (p. 5543); Art. 1792 et 2270 du Code civil : *Ses amendements tendant à remplacer les mots : « et autres techniciens » par les mots : « et autres personnes liées au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage »* (p. 5543); Art. 5 : *Problème des baux commerciaux* (p. 5544); Art. 6 : *Distinction entre le contrat de vente et le contrat d'entreprise* (p. 5545); *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Ithurbide* (p. 5546); Art. 10 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : « La vente prévue à l'article 5 peut être précédée... »* (p. 5548); *ses observations sur le décret du 10 novembre 1954* (p. 5548); Art. 11 : *Son amendement tendant après les mots : « 10 ci-dessus » à insérer les mots : « et à celles des articles 1642-1 et 1646-1 du Code civil »* (p. 5549); après l'Art. 12 : *Cas de détournement des sommes* (p. 5549); Art. 13 : *Ses observations sur cet article* (p. 5550); Titre : *Ses observations sur les amendements de* MM. Denvers et Ithurbide (p. 5551);

— du projet de loi relatif à la Cour de cassation : *Fonctionnement de la Cour de cassation; multiplication du nombre des pourvois; rôle de la chambre sociale; augmentation du nombre des conseillers; rôle des chambres réunies; service d'études et de documentation; augmentation du nombre des arrêts rendus par la Cour de cassation* [15 décembre 1966] (p. 5585); Art. 1er : *Composition de chacune des chambres; nombre des conseillers; problème de l'avancement* (p. 5588, 5589); après l'Art. 1er : *Composition du bureau de la Cour de cassation* (p. 5589); *son sous-amendement tendant à remplacer dans l'amendement de M. Krieg les mots :*

« *les président et doyen de chaque chambre* » *par les mots:* « *les présidents des chambres* » (p. 5589); Art. 4 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Odru:* Art. 6 : *Composition de l'assemblée plénière* (p. 5590); Art. 10 : *Problème de la suppléance de l'avocat général par un conseiller référendaire* (p. 5591); Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Odru; indépendance de la justice* (p. 5591); Art. 16 : *Cas du recours pour excès de pouvoir* (p. 5593); après l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article:* « *Sauf dispositions contraires le pourvoi en cassation en matière civile n'arrête pas l'exécution de la décision attaquée. Cette exécution ne pourra donner lieu qu'à restitution; elle ne pourra en aucun cas être imputée à faute* » (p. 5593); *effets de la cassation d'un arrêt en matière civile* (p. 5593); Art. 17 : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 5594); Art. 18 : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour l'article 603-1 du Code de procédure pénale à remplacer les mots:* « *et l'énoncé succinct des moyens produits* » *par les mots:* « *et les moyens produits* » (p. 5594); *ses observations sur la discussion du projet de loi sur le statut de la magistrature* (p. 5595);

— du projet de loi organique modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, Art. 14 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Rôle du Centre national d'études judiciaires* [15 décembre 1966] (p. 5599); Art. 18 (alinéa 2) de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Durée de la scolarité au Centre national d'études judiciaires* (p. 5599); Art. 28 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Recrutement de conseillers référendaires; limitation de la durée de leurs fonctions à cinq ans* (p. 5601); *son sous-amendement tendant dans l'amendement de M. de Grailly à substituer aux mots:* « *inscrits sous une rubrique spéciale de la liste d'aptitude* » *les mots:* « *inscrits sur une liste d'aptitude spéciale* » (p. 5602); *son sous-amendement tendant, dans la deuxième partie de l'amendement de M. de Grailly à substituer aux mots:* « *sept années* » *les mots:* « *dix années* » (p. 5602); Art. 30 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Ses observations sur les catégories de fonctionnaires ayant vocation à une nomination directe dans la magistrature* (p. 5602); *problème du délai de huit ans de fonction; intégration des fonctionnaires dans le corps judiciaire; exemple des inspecteurs du travail intégrés dans le corps judiciaire* (p. 5602, 5603); après l'Art. 35 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Tableau d'avancement et listes d'aptitudes)* (p. 5603, 5604); *problème de l'avancement; déroulement de la carrière des magistrats* (p. 5604); Art. 40 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Nomination aux fonctions hors hiérarchie* (p. 5604, 5605); Art. 60 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Parité au sein de la Commission d'avancement; ses observations sur le rôle de l'inspecteur général des services judiciaires* (p. 5605); *Commission de discipline du Parquet* (p. 5606); Art. 77 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Octroi de l'honorariat d'une fonction ou d'un grade supérieur* (p. 5606); Art. 2 : *Nomination sur titre en qualité d'auditeur de justice des officiers ou assimilés de l'armée active; réforme de la justice militaire* (p. 5607); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article:* « *Il est ajouté à la fin de l'article 3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 susvisé les dispositions suivantes:* « *Les présidents des tribunaux de grande instance de Nanterre, Créteil et Bobigny et les procureurs de la République près ces tribunaux. Ces dispositions ne prendront effet qu'à compter de la date de création des tribunaux considérés* » (p. 5607); *création des emplois dits conseillers référendaires; réorganisation judiciaire de la région parisienne* (p. 5607); En deuxième lecture : *Possibilité de nomination des directeurs au Ministère de la Justice* [21 décembre 1966] (p. 5927).

Ses observations sur l'aménagement de l'ordre du jour [15 décembre 1966] (p. 5608).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Discussion en quatrième et dernière lecture du projet de loi relatif à la répression de l'usure* [19 décembre 1966] (p. 5688).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux conditions de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, Article unique : *Conditions de nationalité pour l'accès aux emplois du personnel navigant* [20 décembre 1966] (p. 5703); *son opposition à l'amendement de M. Duperier* (p. 5703, 5704); *sécurité des passagers et*

de l'équipage ; souci de réciprocité internationale (p. 5704).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour [20 décembre 1966] (p. 5715).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut des navires et autres bâtiments : *Ses observations sur la convention internationale de Bruxelles du 10 avril 1926* [14 décembre 1966] (p. 5525, 5526); Art. 1er, 3, 8 et 9 : *Ses observations sur les amendements de M. Baudouin* (p. 5526, 5527); Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Possibilité pour la minorité de faire un recours en justice contre les décisions de la majorité)* (p. 5527); Art. 19 : *Exploitation du navire en copropriété* (p. 5528); Art. 23 : *Ses observations sur la clause compromissoire* (p. 5528); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article, après le mot : « désaccord » à insérer les mots : « et sauf compromis »* (p. 5528); Art. 31 : *Convention internationale de Bruxelles* (p. 5529, 5530); Art. 39 : *Problème de la prorogation du délai* (p. 5530); Art. 50 : *Son sous-amendement tendant à substituer, dans l'amendement de M. Baudouin, aux mots : « prises en application d'une législation étrangère » les mots : « constituées en application d'une législation étrangère »* (p. 5531); Art. 61, 62, 58 *bis*, 65, 66, 67 : *Ses observations sur les amendements de M. Baudouin* (p. 5532, 5533); Art. 72 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Abrogation de certains articles du Code de commerce)* (p. 5533); En deuxième lecture, Art. 8 : *Ses observations sur les modifications faites par le Sénat* [21 décembre 1966] (p. 5908);

— du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs : *Ses observations sur le déroulement du débat* [20 décembre 1966] (p. 5709); *protection des biens des incapables; protection de leur personne; situation des incapables majeurs; désuétude des textes du Code civil; souplesse des institutions; rôle du juge* (p. 5710, 5711); Art. 488 du Code civil : *Possibilité de relever l'âge de la majorité pénale; effets de la détention préventive sur les jeunes; régime du sursis avec mise à l'épreuve* (p. 5711); Art. 489-2 du Code civil : *Obligation de réparer; évaluation des dommages et intérêts* (p. 5712); Art. 490 du Code civil : *Rôle des médecins; altération des facultés corporelles* (p. 5713); Art. 490-2 du Code civil : *Nécessité de préserver les possibilités de retour à une vie normale d'un malade dont l'état a exigé une hospitalisation en lui réservant son logement* (p. 5714); *délais de grâce applicables au paiement du loyer* (p. 5714); *loi du 1er septembre* 1948 (p. 5714); Art. 491 du Code civil : *Placement sous la sauvegarde de justice* (p. 5715); Art. 490 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* [21 décembre 1966] (p. 5910); Art. 490-1 du Code civil : *Placement des intéressés sous la sauvegarde de la justice* (p. 5911); Art. 491-4 du Code civil : *Règles de la gestion d'affaires* (p. 5912); Art. 491-6 du Code civil : *Ouverture d'une tutelle ou d'une curatelle* (p. 5913); Art. 496 du Code civil : *Rôle du conjoint de l'incapable* (p. 5914); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « L'époux est tuteur de son conjoint à moins que la communauté de vie n'ait cessé entre eux ou que le juge estime qu'une autre cause interdit de lui confier la tutelle... »* (p. 5914); *rôle du conseil de famille* (p. 5915); Art. 496-1 du Code civil : *Réunion du conseil de famille* (p. 5915); Art. 505 du Code civil : *Ses observations sur les libéralités par contrat de mariage et les donations faites pendant le mariage* (p. 5918); *problème de la curatelle* (p. 5918); Art. 509-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « L'époux est curateur de son conjoint à moins que la communauté de vie n'ait cessé entre eux ou que le juge estime qu'une autre cause interdit de lui confier la curatelle. Tous autres curateurs sont nommés par le juge des tutelles »* (p. 5919); *ses observations sur l'œuvre législative accomplie au cours de ces dernières années* (p. 5924);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capitant* [21 décembre 1966] (p. 5907).

Ses observations sur l'aménagement de l'ordre du jour [21 décembre 1966] (p. 5924).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à permettre la suppression du régime juridique

auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « parts de marais » ou « parts ménagères », Art. 5 : *Ses observations sur la fixation d'une majorité des deux tiers pour les délibérations des conseils municipaux* [21 décembre 1966] (p. 5926).

FRAISSINETTE (M. Louis de), *Député de la Loire, 1re circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INTÉRIEUR : *Situation des personnels communaux* [5 novembre 1963] (p. 6477).

Décédé le 10 décembre 1964 [*J. O.* du 12 décembre 1964] (p. 11083).

Son éloge funèbre est prononcé [15 décembre 1964] (p. 6110).

FRANÇOIS-BENARD (M. Marie), *Député des Hautes-Alpes, 2e circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [8 mai 1963] (p. 2802), [3 octobre 1963] (p. 5121), [23 octobre 1964] (p. 3878), [18 octobre 1965] (p. 3832), [18 octobre 1966] (p. 3517).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème d'irrigation par aspersion; remembrements de pâturages à l'échelon cantonal* [11 janvier 1963] (p. 670); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Situation de la République démocratique du Nord-Vietnam; problème du rapatriement des Vietnamiens vivant en Guyane, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides; activité maraîchère des Vietnamiens de la Guyane; liens commerciaux entre les Nord-Vietnamiens et la France; récente visite du ministre Nord-Vietnamien à Paris; nécessité de développer les rapports culturels avec le Nord-Vietnam* [24 janvier 1963] (p. 1646);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Retour en République démocratique du Viet-Nam des Vietnamiens déplacés en Guyane et en Nouvelle-Calédonie; attitude du Gouvernement à l'égard de la République de Chine* [29 octobre 1963] (p. 5879); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation défavorisée de l'agriculture de montagne; problèmes fonciers; constitution d'une SAFER en Provence* [4 novembre 1963] (p. 6297); *investissements dans le département des Hautes-Alpes* (p. 6297).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Importance croissante des loisirs; délassement du soir; importance des loisirs de fin de semaine et des vacances; aide de l'Etat aux collectivités locales et notamment aux communautés de montagne; création des structures d'accueil pour les citadins* [27 novembre 1963] (p. 7476).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, Art. 13 : *Modalités de l'action du F.O.R.M.A.; taxes parafiscales* [12 décembre 1963] (p. 7879, 7880);

— du projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées, Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du cinquième alinéa de l'article 6 :* « *De tout ou partie de la taxe de séjour* » (17 juin 1964) (p. 2007); *latitude lais-*

sée aux communes pour le taux de la taxe sur les remontées mécaniques (p. 2007, 2008); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du sixième alinéa de l'article 6 : « De tout ou partie de la taxe instituée »* (p. 2008); *diversité de la position des stations par rapport aux sociétés exploitant les remontées mécaniques; difficultés de la création d'organismes ayant entre eux un certain nombre de points communs; laisser, par les textes d'application, une certaine latitude aux communes dans la fixation de cette taxe* (p. 2008); *siège de l'office étant sur une seule commune* (p. 2009);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Interventions financières de l'Etat; rôle de la Caisse des dépôts et consignations; création de la société centrale d'équipement du territoire; ses filiales départementales; mesures de restrictions de crédits gênant les collectivités locales dans l'exécution de travaux d'équipement; expérience des zones d'action rurale* [9 novembre 1964] (p. 5182, 5183);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 91 : *Article 26 de la loi du 24 juillet 1867 faisant obligation aux administrateurs d'être propriétaires d'un certain nombre d'actions exclusivement affectées à la garantie de leurs actes de gestion* [8 juin 1965] (p. 1857); Art. 116 : *Pouvoirs de l'Assemblée générale; sa question de savoir si toutes les actions sont pourvues de droits identiques* (p. 1873); Art. 117 : *Juge compétent devant être le juge des référés* (p. 1874);

— du projet de loi portant extension des dispositions des articles 41 à 43 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation aux opérations d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon : *Crédits nécessaires à la mission interministérielle devant être inscrits au budget des charges communes; conclusions de cette mission* [17 juin 1965] (p. 2223);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE — COMMISSARIAT AU TOURISME : *Impossibilité d'empêcher les Français de prendre leurs vacances à l'étranger; rétablissement de la détaxe sur l'essence; décentralisation du parc national à l'échelon communal; création de réserves foncières; stations de ski* [11 octobre 1965] (p. 3493, 3494); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Son amendement tendant à réduire de 10.000 francs les crédits inscrits au paragraphe II du budget annexe des postes et télécommunications* [12 octobre 1965] (p. 3561); *services régionaux des P. et T.; amélioration des communications téléphoniques; emprunt d'équipement national d'Etat; situation des départements montagneux* (p. 3561, 3562); TRAVAIL : *Cas des diminués physiques et des anciens malades pulmonaires; construction des établissements* [13 octobre 1965] (p. 3626, 3627); EDUCATION NATIONALE : *Crédits de ramassage scolaire devant être coordonnés dans le cadre de la carte scolaire; cas des pays de montagne; taux des bourses; crédits destinés aux vacances scolaires; coordination des investissements* [19 octobre 1965] (p. 3857); INDUSTRIE : *Situation du département des Hautes-Alpes; activités touristiques; aménagement du barrage de Serre-Ponçon; surcroît de main-d'œuvre désirant s'employer sur place* [26 octobre 1965] (p. 4158); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Crédits destinés à l'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon; équipement de la montagne; crédits relatifs aux calamités publiques; problème des Hautes-Alpes* [27 octobre 1965] (p. 4205, 4206); II. — SERVICES FINANCIERS : *Situation du personnel de la direction générale des impôts; conséquences des mutations; comité permanent des foires et manifestations économiques organisées à l'étranger* (p. 4221); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Adductions d'eau rurales; crédits affectés à la réalisation des programmes de réseaux d'assainissement et d'adductions d'eau urbaines; pollution des cours d'eau; prêts accordés par le crédit hôtelier sur les ressources du F.D.E.S.; Fonds spécial d'investissement routier; fortifications édifiées par Vauban; attitude du Ministère des Armées* (p. 4237, 4238).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Rendement de la taxe locale; montant des dépôts effectués dans les caisses d'épargne; buts du Ve Plan; extension de la taxe sur la valeur ajoutée; transfert aux départements et aux communes des charges incombant à l'Etat; cas des régions de montagne; problème des investissements routiers; conséquences des dégâts provoqués par les inondations* [17 mai 1966] (p. 1313, 1314).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : INFORMATION — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANCAISE : *Situation dans les hautes vallées de montagne; possibilité, dans le cadre des émissions régionales, de procéder à des échanges de films touristiques* [28 octobre 1966] (p. 4055, 4056); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Conditions de l'accès à la zone frontalière de Clavières; ses observations sur la région du col du Mont-Genèvre* [3 novembre 1966] (p. 4211); TAXES PARAFISCALES : *Fonds de garantie des calamités agricoles; situation des agriculteurs de montagne; problèmes consécutifs à l'estivage des troupeaux* [4 novembre 1966] (p. 4232); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Fonds national pour le développement des adductions d'eau; Fonds forestier; Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; aménagement de la région du Languedoc-Roussillon* (p. 4250); EQUIPEMENT. — I. — SECTION COMMUNE : *Ses observations sur les crédits d'études générales pour les routes, autoroutes et voies navigables intérieures; importance de la circulation; état des routes; possibilité de faire appel à la banque européenne d'investissements; création d'un réseau de routes régionales* [7 novembre 1966] (p. 4330, 4331).

FRÉVILLE (M. Henri), *Député d'Ille-et-Vilaine, 1re circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre du Conseil d'administration du bureau universitaire de statistique [19 février 1963] (p. 2247).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959 relative à la radiodiffusion-télévision française, **n° 41** [18 décembre 1962].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1963 (2e partie) (n° 22), Santé publique et population. **n° 102** [11 janvier 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Santé publique et population, **n° 581** [17 octobre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087); Santé publique et population, **n° 1141** [3 novembre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, après l'Art. 9 : *Contenu de la proposition de loi déposée sous la précédente législature par M. Diligent; nécessité de doter la R.T.F. d'un statut assurant son indépendance* [18 décembre 1962] (p. 130); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Information de la Commission des affaires culturelles par le Ministre de la Santé publique et de la population; Institut national d'hygiène; Institut national d'études démographiques; Ecole nationale de la santé publique; importance du rôle de celle-ci; problèmes relatifs à la politique hospitalière; définition souhaitable de celle-ci; retard de Paris en matière de construction d'hôpitaux; prix de la journée d'hospitalisation à Paris; réalisation du IVe Plan en matière d'équipement sanitaire et social; effort à accomplir dans les zones spéciales d'action rurale; hôpital psychiatrique traditionnel; établissements anticancéreux; bourses d'études pour infirmières et pour élèves assistantes sociales; relèvement des crédits d'aide sociale accordés aux aveugles et infirmes; proposition de loi déposée sous la précédente législature en la matière; influence du nombre d'enfants sur le niveau de vie de la famille; problème de l'enfance inadaptée; suppression des crédits accordés au titre de l'éducation nationale aux instituts médicaux pédagogiques; problème des hospices; plafond*

d'attribution de la carte d'économiquement faible; situation des établissements spécialisés en matière de rééducation d'enfants inadaptés; prise en charge de ces enfants par les caisses de Sécurité sociale; création souhaitable de classes spéciales pour les enfants ne pouvant recevoir l'enseignement dans des conditions normales; application de la loi du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés [14 janvier 1963] (p. 760 à 764); *nombre insuffisant des centres spécialisés dans la rééducation des blessés* (p. 771)] INTÉRIEUR : *Problème de l'expansion économique; difficultés des grandes villes pour recruter un personnel de mairie compétent; nécessité d'une réforme de l'échelle indiciaire des personnels de préfecture; exemple de Rennes; exode hors de la fonction publique des membres de celle-ci* [17 janvier 1963] (p. 1044, 1045); EDUCATION NATIONALE : *Propos tenus par le Premier Ministre au sujet de l'Education nationale le 14 décembre 1962; discours de M. Léon Bérard à l'occasion de la réforme de l'enseignement en 1923; caractéristiques essentielles dont doit s'inspirer une réforme de l'enseignement; insuffisance des crédits; budget du B.U.S.; logement des étudiants; exemple de Rennes; répartition des étudiants de Rennes d'après leur mode de logement; accroissement nécessaire des chambres réservées aux étudiants dans les cités universitaires et les H.L.M.; enseignement du premier degré dans l'académie de Rennes; répartition des crédits dans cette académie; situation de la Fondation de Santé des étudiants de France; nécessité de prévoir des crédits nouveaux par lettre rectificative par voie d'emprunt* [19 janvier 1963] (p. 1220, 1221); *nécessité de prévoir des crédits spéciaux pour les investissements scolaires dans le cadre des Z.U.P.* (p. 1227);

— sur l'ordre du jour complémentaire proposé par la Conférence des Présidents, ses explications de vote : *Imprécision du programme de travail élaboré par le Gouvernement; absence du projet relatif au statut de la R.T.F.; proposition de loi déposée par M. Diligent sous la précédente législature; nécessité d'assurer la liberté de la presse; urgence du vote du statut de la R.T.F. par le Parlement* [8 mai 1963] (p. 2794, 2795);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : ses explications de vote : *Problèmes posés par le personnel des entreprises nationalisées; insuffisances et aspects positifs de la présente loi de finances* [29 mai 1963] (p. 3135).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative en tant que suppléantde M. Fouchier, une question orale avec débat relative à la réforme administrative : *Expérience d'organisation nouvelle des services de l'Etat dans les départements; autorité conférée aux préfets; notion de délégation de pouvoirs; leçons qui se dégagent de l'expérience indiquée ci-dessus; son extension à d'autres départements; notion de département, celle de région; fonctionnement des conférences interdépartementales; rôle de la région dans la programmation économique* [7 juin 1963] (p. 3245, 3246).

Prend part au débat :

— sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Max Petit et Nungesser, relatives au statut de la R.T.F. : *nécessité d'assurer l'objectivité de l'information; intérêt que présenterait la réforme du statut de la R.T.F.; liberté d'expression et d'objectivité de l'information dans le cadre du statut actuel des journalistes de la R.T.F.; multiplication des pigistes; fonctionnement à la R.T.F. d'un véritable comité d'entreprise; insuffisance de crédits dont dispose la R.T.F.; fonctionnement du Centre de Brazzaville; missions de la R.T.F. vers l'étranger; réduction de celles-ci* [14 juin 1963] (p. 3422 à 3425);

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Développement des effectifs scolarisés; situation à cet égard dans l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire, supérieur; problème de l'enseignement des enfants inadaptés et la formation de leurs maîtres; prévisions du Plan; insuffisance des crédits prévus; chiffres de la Commission Le Gorgeu; déficit en matière de constructions scolaires dans les différents types d'enseignement; problème du logement des étudiants* [19 juin 1963] (p. 3571 à 3574);

— sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Max Petit et Nungesser relatives au statut de la R.T.F. : *Augmentation du volume des émissions en provenance des pays socialistes vers l'Occident et l'Afrique* [21 juin 1963] (p. 3665, 3666).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative

pour 1963 : *Crédits relatifs à l'éducation nationale; leur insuffisance; situation dans l'enseignement supérieur; cas de Paris; construction de la faculté des lettres et de la faculté des sciences de cette université; problème du logement pour les étudiants; avenir de l'école nationale de la santé publique de Rennes; problème des hôpitaux psychiatriques* [19 juillet 1963] (p. 4343 à 4345);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, en qualité de *Rapporteur pour avis*, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Doctrine du Ministère de la Santé publique sur les grands problèmes; problème des structures internes du Ministère; question de savoir si l'effort est à la mesure des besoins; cas des maladies vasculaires et du cancer; politique hospitalière; structure des hôpitaux; service de pédiatrie; création de services interdépartementaux de sûreté; situation faite aux cadres hospitaliers; politique sociale de l'enfance* [24 octobre 1963] (p. 5534, 5535, 5536); *coordination des interventions médicales; situation faite aux personnes âgées, aux aveugles et aux grands infirmes; projet de réforme des services extérieurs du Ministère* (p. 5536); INTÉRIEUR : *Effort fiscal des villes et des communes rurales; nécessité d'augmenter l'aide de l'Etat; situation du personnel communal; épanouissement de la commune dans la liberté* [5 novembre 1963] (p. 6470, 6471); EDUCATION NATIONALE : *Progrès du budget actuel par rapport au précédent; respect des prévisions du IVe Plan; résultats de la Commission Le Gorgeu; situation de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement supérieur technique; caractère défavorisé de certaines régions; niveau des investissements par rapport aux besoins réels; prolongation de la scolarité; formation professionnelle et rôle des employeurs; cas du logement des étudiants; inquiétude de la jeunesse française* [6 novembre 1963] (p. 6558, 6559); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Emissions vers l'étranger; réforme de la R.T.F.; statut démocratique et objectif de l'information; manque d'objectivité des informations; retransmission par la R.T.F. du débat sur l'Education nationale* [7 novembre 1963] (p. 6701, 6702); *objectivité de la R.T.F.; exemple de divers pays étrangers; censure préalable sur les émissions* (p. 6716, 6717); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS : *Observations sur l'Institut national de la statistique; nécessité d'augmenter ses moyens; recherches sur la redistribution des revenus; situation du personnel de la direction des impôts* [8 novembre 1963] (p. 6921, 6922).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Communications; circuits commerciaux; élus de Paris et de la province engageant un dialogue qui ne doit pas être un dialogue de sourds* [27 novembre 1963] (p. 7490).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Question préalable; attitude de la Commission ne s'étant prêtée à aucun rapprochement des points de vue; considérations d'ordre politique et tactique; amélioration de l'administration municipale, son expérience de conseiller municipal et de maire de Rennes; mesures séduisantes; danger pour la démocratie; réforme indispensable des finances locales; nécessité de déposer un projet de loi sur ces questions; ne pas désintéresser les citoyens de la chose publique; constitution des listes entraînant des combinaisons et des marchandages; risque très grave de la dégradation d'esprit civique; avis du Conseil d'Etat* [20 mai 1964] (p. 1275); *système monolithique aboutissant à des affrontements à l'extérieur du conseil municipal; affrontement brisant la solidarité communale; hostilité de ses amis à une loi de circonstance entraînant une division de la France; instauration d'une politique de deux blocs en faisant disparaître le pluralisme conforme à l'idéal de la Nation* (p. 1276, 1277);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Hommage à M. Pierre Brossolette* [27 mai 1964] (p. 1410); *informations radiodiffusées réunies et présentées selon les critères et les méthodes prévalant dans les entreprises de presse; Europe occidentale; Institut radiophonique national; opinion de M. Max Petit; proposition de M. Diligent* (p. 1432, 1433); *respecter les droits de la minorité et de l'opposition* (p. 1433); *situation, à la tête de l'O.R.T.F. de deux autorités, l'une de contrôle, l'autre de gestion; effort de libéralisation représenté par le texte; son refus de l'article 6; nomination par décret du directeur général; émissions à destination de l'étranger; intentions du Gouvernement; équipement d'émetteurs sur ondes courtes; suppression de certaines émissions ou*

leur radiation; protestations de la Commission des affaires culturelles; problème de la publicité à la R.T.F.; publicité, dite « compensée »; caractère modique des ressources; mise en œuvre d'une politique claire et simple; nécessité de placer à la tête de l'O.R.T.F. une autorité à la fois ferme et sereine (p. 1433 à 1436); *charte de la radio et de la télévision britannique; respect par le Gouvernement de la gestion de ses sociétés* [28 mai 1964] (p. 1459); *opinion de M. Diligent relative au projet actuellement discuté* (p. 1463); Art. 1er : *Son amendement (Diffusion complète et objective par la radiodiffusion-télévision française, établissement public national)* (p. 1464); *remplacer les mots « un établissement public » par les mots « l'établissement public »; donner à la R.T.F. un caractère spécifique* (p. 1464); Art. 3 : *Son amendement (Administration par un conseil d'administration de dix-huit membres de la radiodiffusion-télévision française)* (p. 1470); *nécessité pour le Parlement de manifester son désir de voir collaborer au sein du conseil d'administration certaines personnalités représentatives et avec elles des membres du Parlement élus par le Parlement; modalités de fonctionnement et de vote au sein du conseil d'administration; éviter de restreindre les prérogatives normales du Gouvernement* (p. 1470, 1471); *O.R.T.F. étant un établissement public ayant un caractère spécifique; conseil d'administration devant représenter un certain nombre d'organismes désignés à l'avance, tels que l'Institut de France; indépendance des services publics chargés de l'information* (p. 1472); après l'Art. 4 : *Son amendement (Création d'un comité de contrôle des émissions près du conseil d'administration de l'établissement et chargé de veiller à la tenue et à l'objectivité des programmes* (p. 1491); *composition du comité de contrôle des émissions; membres du conseil de contrôle désignés pour cinq ans* (p. 1591, 1592); *possibilité de donner à un comité de magistrats et de journalistes d'expliquer au conseil d'administration la gravité ou les caractéristiques du conflit qui risque de donner lieu à une sanction* (p. 1592); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Rapprochement des points de vue entre le Gouvernement et le Parlement; statut de la radio ne devant pas être un simple statut de circonstance; texte élaboré par la Commission paritaire pouvant être accepté par son groupe; permettre aux tendances minoritaires de faire entendre leur voix; O.R.T.F. étant un établissement public de l'Etat; service public national de la radiodiffusion et de la télévision* [18 juin 1964] (p. 2033); En deuxième lecture du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Limites apportées au monopole abusif résultant de l'utilisation de la radio et de la télévision; moyens d'expression apportés à la presse; dispositions de l'article 6* bis; *possibilité pour le Gouvernement de déposer un projet de loi instituant le droit de réponse; doctrine du Ministère de l'Information sur les questions d'édition et de propriété intellectuelle à la radio et à la télévision; réduction des émissions; publicité à la radio; rôle joué par la S.O.F.I.R.A.D. dans l'équipement des postes périphériques* [23 juin 1964] (p. 2091, 2092);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Prendre conscience de l'évolution démographique; ses effets cumulatifs; adopter une politique planifiée; sa question orale posée au Gouvernement le 3 décembre 1963; réalisation en volume des deux tiers du programme de construction prévu par le Plan pour l'enseignement du second degré technique; résultats du recensement de 1962; modalités de fixation du taux de 91 %; pourcentage représentant la réalisation globale du Plan; réforme du baccalauréat; insuffisance de l'effort consenti pour l'enfance inadaptée; formation des maîtres spécialisés; ampleur des sommes complémentaires que les collectivités locales doivent fournir; consultation des grands corps de l'Education nationale; réforme de l'enseignement devant être soumise à l'appréciation du Parlement* [29 octobre 1964] (p. 4126 à 4128); *création d'une sous-direction pour l'enseignement des enfants inadaptés; crédits d'équipement de l'Education nationale* [30 octobre 1964] (p. 4310, 4311); AFFAIRES CULTURELLES : *Constitution d'un inventaire monumental; maisons de la culture se développant; définition de la doctrine du Ministère en matière d'enseignement artistique; inquiétudes des administrateurs locaux* [7 novembre 1964] (p. 4999); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Marcenet; ouverture d'une maison de la culture* (p. 5000); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur pour*

avis : Meilleure coordination entre recherche et enseignement ; envisager une politique hospitalière ; domaine de l'action sociale ; insuffisance de l'aide aux personnes âgées ; préconiser une politique de la jeunesse [7 novembre 1964] (p. 5006 à 5008).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme de l'enseignement : *Exigences propres à chaque ordre d'enseignement ; formation des maîtres du second cycle ; orientation des élèves entrant en seconde ; cycles de l'enseignement supérieur* [13 novembre 1964] (p. 5397, 5398, 5406).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, en qualité de *Rapporteur pour avis : Originalité du projet de loi ; nécessité d'appliquer en cette matière des règles techniques identiques sur tout le territoire ; intégration des abattoirs ; création d'un corps d'inspecteurs vétérinaires d'Etat ; problème de leur rattachement ; rôle des maires en matière de salubrité publique ; fonctions de directeur et de vétérinaire inspecteur* [4 mai 1965] (p. 1073, 1074) ; avant l'Art. 1er : *Directeur de l'abattoir pouvant être vétérinaire afin qu'il n'y ait pas dualité de pouvoirs ; ses observations sur l'amendement de la Commission* [5 mai 1965] (p. 1123) ; Art. 4 : *Villes importantes dotées d'abattoirs bien équipés ne pratiquant pas le dumping ; investissements faits par les collectivités locales* (p. 1131) ; En deuxième lecture, Art. A : *Son amendement, tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 259 du Code rural à substituer au mot « effectuées » le mot : « contrôlées »* [21 juin 1965] (p. 2271).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Caractère indispensable de la réforme ; problème de la construction des locaux nécessaires et de la formation des maîtres destinés à dispenser l'enseignement dans le cadre de ces nouveaux établissements ; grandes lignes de la réforme ; second cycle de l'enseignement partant de la classe de seconde pour aboutir aux classes terminales ; éviter des choix prématurés ; ses observations sur les grandes options A, B, C, D et T ; mise au point des programmes ; création d'un baccalauréat de techniciens ; effort devant être fait pour les jeunes inadaptés et les handicapés physiques ; absence de* numerus clausus ; *organisation d'instituts de formation technique supérieure ; futur régime de la licence d'enseignement* [18 mai 1965] (p. 1370, 1371) ; *caractère fondamental des classes de seconde et de première ; rôle de l'agrégation et de la recherche universitaire ; insuffisance des locaux et des maîtres ; problème des crédits ; promouvoir des élites* (p. 1372) ; *cas des poliomyélitiques ; Commission Le Gorgeu* [19 mai 1965] (p. 1445) ;

— sur les questions orales relatives aux ressources des collectivités locales : *Augmentation des centimes par les villes qui ont réalisé les investissements indispensables ; ralentissement de la croissance du produit de la taxe locale ; l'alourdissement de la fiscalité directe communale ; exonérations choquantes en matière de patente ; exemple des administrations publiques* [21 mai 1965] (p. 1497 à 1499).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Nécessité d'assurer une progressivité suffisante aux ressources des collectivités locales ; dépenses de fonctionnement ; dépenses d'investissement ; revenu des collectivités ; fonds d'action locale ; résultats de la réforme* [23 juin 1965] (p. 2397, 2398) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Organisation du débat ; montant des autorisations de programme ; crédits destinés à la recherche scientifique universitaire ; crédits relatifs à la jeunesse et aux sports ; autorisations de programme ; crédits affectés au premier degré* [18 octobre 1965] (p. 3804) ; *situation de la Bretagne ; accroissement prévu pour l'enseignement du second degré ; lycée des Gayeulles à Rennes ; reconstruction du collège technique de filles ; direction des personnels enseignants ; place de la « maîtrise » ; charte scolaire de l'enfance inadaptée ; établir un programme cohérent de réalisations médico-scolaires ; programmes d'équipement sportif* (p. 3804, 3805) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Légère progression du budget du Ministère de la Santé publique ;*

aspects d'une véritable politique de la santé; hôpitaux psychiatriques; distinction entre la sectorisation interne aux établissements rénovés et la sectorisation géographique pour les nouveaux ensembles à réaliser; application de la réforme hospitalo-universitaire; ses observations sur le prix de journée; problème des investissements; statut des centres anticancéreux; enfance inadaptée; centres réservés aux adultes handicapés; maisons familiales de vacances; villages de vacances; action sanitaire et sociale [27 octobre 1965] (p. 4179, 4180).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Attributions de l'Etat; nature de ses services; partage entre les compétences de l'Etat et celles des collectivités locales; missions des municipalités ; problème des finances locales; déconcentration des interventions de l'Etat dans le cadre de la région; buts fixés par le Ve Plan; centimes additionnels; part de la contribution mobilière dans le produit des centimes locaux; cas de la ville de Rennes; tarifs des services publics à caractère industriel ou commercial; distinction entre la politique de décentralisation administrative et de déconcentration économique; réforme des finances locales étant une condition nécessaire à la réalisation du Ve Plan* [17 mai 1966] (p. 1324 à 1326);

— sur les questions orales relatives à la réforme des enseignements supérieurs : *Effort nécessaire pour les locaux; formation du personnel et aide à accorder aux étudiants; valeur de l'agrégation; soutien du C.N.R.S.; aide trop exclusive octroyée à certains organismes militaires; facultés de médecine; aide à accorder aux centres hospitaliers universitaires* [8 juin 1966] (p. 1794, 1795).

Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Nécessité de doubler le potentiel scientifique dans les cinq années à venir; situation des industries privées; centre national d'exploitation des océans; agence nationale de valorisation de la recherche; institut de recherche d'informatique et d'automatique; objectifs du Ve Plan; plan-calcul; revalorisation de la recherche; part trop importante de la recherche militaire; décentralisation de la recherche; collaboration entre l'université et l'industrie* [30 novembre 1966] (p. 5078, 5079).

FREY (M. Roger), *Député de la Seine, 11e circonscription (U.N.R-U.D.T.).*

Ministre de l'Intérieur
(2e Gouvernement POMPIDOU)
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966

Ministre de l'Intérieur
(3e Gouvernement POMPIDOU)
du 8 janvier 1966 au 1er avril 1967

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Intérieur [28 novembre 1962] (*J. O.* du 28 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre de l'Intérieur (2e Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 octobre 1965] (p. 3283).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République-Union démocratique du Travail [2 octobre 1965] (p. 3283).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Intérieur (2e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Ministre de l'Intérieur (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député à dater du 19 octobre 1965 [20 octobre 1965] (p. 3917).

Ses fonctions de Ministre de l'Intérieur cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187) (démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou).

Dépôts :

Son projet de loi portant modification de l'article 34 du Code électoral relatif à l'ins-

cription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision, n° **719** [6 décembre 1963].

Son projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale, n° **806** [2 avril 1964].

Son projet de loi, avec déclaration d'urgence, relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, n° **854** [23 avril 1964].

Son projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, n° **935** [29 mai 1964].

Son projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue), n° **1140** [30 octobre 1964].

Son projet de loi portant prise en charge et revalorisation de droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie, n° **1143** [4 novembre 1964].

Son projet de loi relatif à certains déclassements, classements et transferts de propriétés, de dépendances domaniales et de voies privées, n° **1385** [21 mai 1965].

Son projet de loi complétant l'article 98 du Code d'administration communale et relatif aux pouvoirs de police conférés aux maires en matière de circulation, n° **1452** [15 juin 1965].

Son projet de loi relatif aux opérations de déminage poursuivis par l'Etat, n° **1576** [2 octobre 1965].

Son projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris, n° **1883** [2 juin 1965].

Son projet de loi portant organisation de la police d'Etat, n° **1884** [2 juin 1966].

Son projet de loi modifiant les dispositions du Code électoral relatives à la composition de l'Assemblée Nationale, n° **1913** [9 juin 1966].

Son projet de loi organique portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° **1914** [9 juin 1966].

Son projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées, n° **1938** [15 juin 1966].

Son projet de loi relatif aux « communautés urbaines », n° **1946** [17 juin 1966].

Son projet de loi relatif aux élections cantonales, n° **2126** [8 novembre 1966].

Son projet de loi modifiant et complétant e Code électoral, n° **2271** [23 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, INTÉRIEUR : *Augmentation des crédits pour les collectivités locales; problèmes posés par le personnel communal; transferts au bénéfice des collectivités locales des charges leur incombant; réalisation d'études consacrées aux divers problèmes posés par l'équipement des collectivités locales; travaux de la Commission d'étude des problèmes municipaux; fixation aux collectivités locales de dépenses nouvelles par voie de circulaire; principe de l'article 185 du Code de l'administration communale; dépenses d'aide sociale et les problèmes de répartition qu'elles posent; nécessité de revoir ces formules de répartition; utilisation des résultats du recensement de 1962; limite d'âge pour la nomination des préfets; création dans tous les départements d'un poste de sous-préfet chargé de l'arrondissement chef-lieu; renforcement de l'effectif du corps préfectoral; réforme du statut des sous-préfets; revalorisation du traitement des personnels communaux; cas des chefs de division, des chefs de bureau et des secrétaires administratifs; intégration dans les cadres de l'Etat des auxiliaires servant dans les bureaux de préfecture; résultats de l'expérience administrative menée actuellement dans quatre départements; différentes hypothèses ayant présidé à cette réforme; principe de l'unité d'administration; extension souhaitable de cette expérience; problème des améliorations statutaires et indiciaires relatives aux fonctionnaires de police; recrutement du personnel technique des communes; fuite vers le secteur privé; problème des emprunts contractés par les collectivités locales; aide aux communes en voie de développement rapide; dotations pour grosses réparations d'édifices culturels; subventions pour l'habitat urbain; cas des membres du corps préfectoral ayant servi en Algérie et leur reclassement; reconstruction des ponts sinistrés par la guerre; recensement des sapeurs-pompiers communaux; personnel des services d'incendie et de secours; situation des fonctionnaires de la sûreté nationale anciens combattants F.F.L.; crédits du Fonds spécial d'investissement routier; attribution de ces crédits* [17 janvier 1963] (p. 1058 à 1063); titre III : *Amendement de M. Boscher (réduction de crédits) : Amélioration de la situation du personnel des transmissions; cas des ingénieurs et des agents* (p. 1063); après

l'Art. 56 : *Amendement du Gouvernement (Dispositions concernant la répartition entre les communes intéressées des ressources fiscales résultant de l'aménagement de la Durance) : répartition, dans des conditions normales par les collectivités locales, des impôts afférents à l'aménagement de la Durance* (p. 1065).

Répond à la question orale de M. Rossi relative aux résidences secondaires dans les communes rurales [12 juillet 1963] (p. 4133, 4134).

Répond à la question orale de M. Pic, relative au classement indiciaire de certains emplois communaux [12 juillet 1963] (p. 4135).

Répond à la question orale de M. Loustau, relative à l'aide à la commune de Saint-Aignan-sur-Cher [12 juillet 1963] (p. 4136).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INTÉRIEUR : *Budget de fonctionnement; fonctionnement des conférences interdépartementales; ajustement de la participation de l'Etat au régime des sapeurs-pompiers de Paris; crédits de matériel pour la protection civile; crédits d'équipement; situation des communes; regroupement des communes; projet sur les policiers F.F.L.; mesures prises pour la sûreté nationale; augmentation des effectifs en civil et en tenue; réduction du nombre des C.R.S.; maintien des C.R.S. à Uzès; problème de la subvention; aggravation de la délinquance; principe de l'action gouvernementale à l'égard de la collectivité locale; limitation de l'accroissement des charges de ces collectivités; nécessité d'associer les élus locaux pour améliorer les conditions de vie des Français* [5 novembre 1963] (p. 6485, 6486, 6487);

— du projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale : *Projet résultant de longues négociations et de nombreux compromis; nécessité de garder l'essentiel des dispositions; extension au personnel de la préfecture de police; situation des déportés et internés de la Résistance ne devant pas être la même que celle des anciens F.F.L.; recrutements et promotions exceptionnels organisés en 1944-1945; création d'emplois nouveaux; vacances d'emplois permettant de donner aux dispositions de la loi leur pleine application dans le délai de deux ans; considérer les faits et les dates; personnel de la préfecture de police* [13 mai 1964] (p. 1183); Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Peretti tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article premier, à supprimer les mots « ou de la carte de déporté résistant et possédant en outre la carte de combattant volontaire de la Résistance »; ses observations sur l'amendement de M. Peretti (adjonction relative à la préfecture de police)* (p. 1184); *application de l'article 44, troisième alinéa de la Constitution* (p. 1184); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article premier; nomination directe à des emplois vacants à la sûreté nationale et à la préfecture de police* (p. 1185).

Répond à la question orale sans débat de M. Drouot-L'Hermine, relative à la carte d'identité européenne [29 mai 1964] (p. 1544).

Répond à la question orale sans débat de M. Mer, relative à l'immigration des travailleurs africains [29 mai 1964] (p. 1545).

Répond à la question orale sans débat de M. Privat, relative à l'approvisionnement en eau de la ville d'Arles [29 mai 1964] (p. 1547).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Ses observations contre la question préalable; nécessité pour le Gouvernement de défendre son projet et à l'Assemblée de statuer en tout état de cause* [20 mai 1964] (p. 1278); *arguments échangés dans le débat; attitude des Républicains depuis 1875; impossibilité de se convaincre au sujet des régimes électoraux; lois électorales; loi suprême de la démocratie : le respect de la volonté de la majorité; caractère de la loi des apparentements, son truquage; caractéristiques du projet de loi : l'honnêteté, la clarté, la simplicité; gestion des communes; cellules de base de la vie administrative et politique; son changement depuis 1884; constitution d'une équipe cohérente d'hommes réunis autour d'un programme municipal commun; éviter les marchandages au second tour; opinion de Jaurès sur le panachage* [21 mai 1964] (p. 1300, 1301); *panachage disloquant les listes et rapprochant des candidats n'étant d'accord que pour se faire élire; système anglais : le tour unique; son caractère brutal; habitudes électorales des Français; ne pas étendre à d'autres villes le mode de scrutin; collectivités rurales étant obligées de résoudre des problèmes différents de ceux des grandes*

villes et dans un climat humain et politique autre; sectionnement des trois plus grandes villes françaises répondant aux exigences des réalités quotidiennes, cas de Paris; ajustement au système actuel; projet tenant compte des données historiques et géographiques et rapprochant l'élu de l'électeur, cas de Lyon, son découpage de 1912 à 1939; cas de Marseille avant l'institution de la proportionnelle en 1947; élections par secteurs en 1933; désir du conseil général en 1950; physionomie des arrondissements ayant été créés; éthique démocratique, clarification et simplification de la vie publique; paroles prononcées par M. Mitterrand à l'égard du gaullisme; le gaullisme étant le refus d'un passé (p. 1303, 1304, 1305); Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de MM. L'Huillier, Coste-Floret, Baudis, Dejean et Mitterrand; son opposition à ces amendements* (p. 1308); *ses observations sur les arguments développés par M. Nessler; son opposition à l'amendement de M. Coste-Floret; impossibilité de consentir à un abaissement du seuil de 30.000* (p. 1308); *impossibilité d'accepter une exception au domaine d'application de la loi aux communes comptant plus de 30.000 habitants* (p. 1309); *ses observations sur l'amendement présenté par M. Delachenal* (p. 1310); *ses observations sur l'amendement de M. Dubuis; le rejet de cet amendement* (p. 1310); *ses observations sur la thèse défendue par M. Chandernagor; son opposition à cet amendement* (p. 1313); *ses observations sur l'amendement de M. Chandernagor (aucune commune mesure ne pouvant exister entre l'élection du Chef de l'Etat et l'élection du maire dans une ville même aussi importante que Marseille ou Lyon)* (p. 1316); *son opposition à l'amendement de M. Guillermin* (p. 1317); après l'Art. 2 : *Gouvernement étant favorable à l'amendement présenté par M. Pleven* (p. 1317); Art. 3 : *Ses observations sur les sous-amendements présentés par MM. Coste-Floret et Brousset à l'amendement de M. de Grailly* (p. 1318); Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement présenté par M. de Grailly et tendant à substituer la signature de la majorité des candidats titulaires de la liste à la seule signature du candidat tête de liste pour le maintien de cette liste entre le premier et le second tour* (p. 1319); Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement présenté par M. de Grailly à cet article* (p. 1319); Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement déposé par M. de Grailly tendant à la suppression de cet article* (p. 1320); En deuxième lecture : *Texte adopté en première lecture modifié par le Sénat; intentions manifestées par le Gouvernement et approuvées par l'Assemblée Nationale; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution* [17 juin 1964] (p. 1972);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Paris, agglomération urbaine de 7 millions et demi d'habitants représentant le sixième de la population française et le quart des salariés; inconvénients de la concentration; Paris, capitale de l'Europe; augmentation de la nouvelle population parisienne; population de Paris en 1971 et en 1976; insuffisance de l'équipement; sous-administration actuelle; enchevêtrement des tutelles financières et techniques; tâche des élus locaux; rapports entre l'administration et le simple citoyen; nécessité d'un remodelage de la région parisienne, en particulier de la Seine-et-Oise; création du district en 1961; substituer à la Seine et à la Seine-et-Oise de nouveaux départements; renforcer la structure régionale; réalisation d'un grand Paris; création d'une commune monstrueuse de plus de 6 millions d'habitants; fractionner les services publics essentiels d'une grande ville; questions financières; produit de la patente et de la cote mobilière et de la taxe locale; départementalisation administrative et politique; découpage posant de multiples problèmes; création de trois départements nouveaux; préfectures étant des sortes de « supermarchés administratifs »; ville de Paris devenant une collectivité territoriale originale; conseil de Paris; nouveaux départements ayant le statut de droit commun; dispositions relatives à la dévolution des biens des anciens départements et au statut des personnels; aménagement et équipement de la région parisienne; démarrage de grands travaux; construction du métro régional; électrification de la ligne de Vincennes; accélération de l'équipement sportif et hospitalier; autonomie des collectivités locales; préfet de la région parisienne cumulant ses fonctions avec celles de délégué général au district; application progressive du projet* [11 juin 1964] (p. 1817 à 1823); *inutilité pour les assemblées de se prononcer sur leur propre disparition; question à résoudre par le Parlement; ses observations sur la question préalable* (p. 1830); *réorganisation administrative de la Seine-et-Marne* [12 juin 1964] (p. 1870); *fixation d'un délai de trois ans pour mettre au point la réforme; mesures appar-*

tenant au domaine réglementaire devant faire l'objet de communications aux parlementaires des départements intéressés (p. 1872); *ses observations sur la motion de renvoi* (p. 1876); Art. 1er : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Nungesser* (p. 1878); *impossibilité d'accepter l'appellation de « Marches-de-Seine »* (p. 1879); *choix entre « Plaine-Saint-Denis » et « Seine-et-Ourcq »* (p. 1879); *Essonne étant une rivière traversant tout le département; opposition à l'appellation de « Seine-et-Orge »* (p. 1880); *abrogation de la loi du 14 mai 1932 par la loi d'urbanisme de 1943 incorporée au Code de l'urbanisme et de l'habitation* (p. 1881); *ses observations sur l'amendement de M. Capitant et de M. Ballanger tendant à la suppression du dernier alinéa de l'article premier* (p. 1881); *ensemble de Massy-Antony* (p. 1883); *cas de la commune de Rueil-Malmaison* (p. 1883); *commune d'Ablis reliée directement à Versailles par une route commune tournée vers Rambouillet ou Versailles* (p. 1884); après l'Art. 1er : *Siège du district* (p. 1885); Titre 1er : *Type d'organisation de la ville de Paris conçu par M. Fanton et rejeté par le Gouvernement; raisons d'efficacité; impossibilité de faire coexister 244 élus des communes de quartier avec les 90 conseillers municipaux de la ville* (p. 1885, 1886); Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barbet* (p. 1889); après l'Art. 7: *Possibilité d'améliorer l'administration de Paris par voie réglementaire; ses observations sur l'amendement de M. Fanton* (p. 1890); *distinction entre les mesures de décentralisation prises par voie législative et les mesures de déconcentration pouvant faire l'objet de décisions réglementaires* (p. 1890); *renvoi du débat; son impossibilité; ses observations sur les paroles de M. de Tinguy demandant la vérification du quorum* (p. 1891); Art. 34 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ballanger* (p. 1906); après l'Art. 35 : *Composition du conseil d'administration du district; nécessité d'apporter certains aménagements aux dispositions régissant l'organisation et le fonctionnement du district; procéder avec un certain empirisme* (p. 1908); *délégué général pour le district de Paris étant le préfet de la région de Paris* (p. 1909); *dispositions réglementaires* (p. 1909); *préfet de la région de Paris étant placé sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur* (p. 1909); Art. 36 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de l'article 36 par les mots suivants : « si le conseil d'administration du district, à l'issue de deux délibérations successives, ne les a pas votés »* (p. 1911); Art. 8 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. L'Huillier; application de la législation de droit commun aux départements de la région parisienne;* après l'Art. 9 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Fanton* (p. 1914); Art. 10 : *Son amendement tendant à la nouvelle rédaction de la seconde phrase du troisième alinéa de l'article 10 : « Toutefois, le préfet de police est chargé dans ces mêmes communes, de tout ce qui concerne la liberté et la sûreté de la voie publique, sur les voies à grande circulation »* (p. 1915); Art. 18 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. L'Huillier* (p. 1916); Art. 19 : *Possibilité de déclasser les biens* (p. 1917); Art. 21 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capitant* (p. 1917); Art. 22 : *Statut particulier de l'assistance publique de Paris* (p. 1918); Art. 28 : *Raisons ayant conduit le Gouvernement à ne pas fusionner purement et simplement; accord des administrateurs de Paris avec celui des administrateurs civils; maintien de la parité; rôle des administrateurs de Paris n'étant pas de même nature; caractère local de leur tâche; constitution des administrateurs parisiens en un corps parallèle à celui des administrateurs civils, bénéficiant d'un régime statutaire identique et de la même rémunération; recrutement assuré par la voie de l'Ecole nationale d'administration; recrutement des attachés d'administration* (p. 1919); Art. 29 : *Transformation des professeurs spéciaux en fonctionnaires de l'Etat* (p. 1920); *refus du Gouvernement de léser des agents devenant fonctionnaires de l'Etat; ne pas empêcher le Gouvernement d'améliorer, le cas échéant, cette carrière; dispositions relatives au traitement et à la carrière étant de nature réglementaire et non de nature législative* (p. 1920); Art. 31 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 495 du Code de l'administration communale* (p. 1920); *maintien pour les communes de l'ex-département de la Seine du régime spécial auquel elles étaient soumises dès avant la loi du 28 avril 1952; affiliation obligatoire de toutes les communes à un syndicat; création d'un syndicat de communes interdépartemental pour les communes de Seine-et-Oise* (p. 1920); Art. 37 : *Son amendement tendant à remplacer les deux premiers alinéas de l'article 37 par*

deux nouveaux alinéas (Recettes et dépenses des services de la préfecture de police inscrites au budget de l'Etat et faisant chaque année l'objet d'une annexe à la loi de finances) (p. 1921); *cas des dépenses d'investissement* (p. 1921); Art. 40 : *Collectivités locales et établissements publics intéressés devant verser à l'Etat, au titre des dépenses de personnel des catégories visées aux articles 22 et 23 une contribution* (p. 1922); Art. 41 : *Paragraphe premier de l'article 41 intéressant le service des enseignements spéciaux actuellement assurés dans le seul département de la Seine par les professeurs du cadre spécial créé par la loi du 18 août 1947* (p. 1923); Art. 43 : *Circonscriptions judiciaires n'étant pas affectées par la réforme; modifications allant dans le sens de l'intérêt des justiciables; extension de la compétence du tribunal administratif de Paris en quatre départements* (p. 1924); après l'Art. 43 : *Chambres d'agriculture, chambres de métiers, de commerce, étant des établissements publics; ses observations sur l'amendement de M. de Grailly (Dispositions de la loi du 9 avril 1898 n'interdisant nullement la création des chambres de commerce interdépartementales)* (p. 1925); *séparation aussi stricte que possible des dispositions d'ordre réglementaire et des dispositions d'ordre législatif* (p. 1925); *ses observations sur les explications de vote de plusieurs députés; participation des députés aux débats; projet étant le début d'une grande œuvre et ne mettant nullement en péril le district; importance du texte pour l'avenir de la région parisienne, l'avenir de Paris, l'avenir de la France* (p. 1928); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Sauvegarde des droits acquis des personnels de la Préfecture de Police et de la Seine; conservation des pouvoirs du délégué général au district devenu préfet de la région parisienne; étude d'une réforme du contrôle financier dans le département de la Seine; situation concernant Massy; nouvelles dispositions sur le financement des cours spéciaux; hommage rendu au travail accompli par la Commission mixte paritaire; esprit de conciliation du Gouvernement* [20 juin 1964] (p. 2330, 2331);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux sessions des conseils généraux : *Sessions extraordinaires tenues par les conseils généraux; Article 3 de la loi du 19 novembre 1963; modification récente des dates de sessions du Parlement* [17 juin 1964] (p. 1979); Art. 1er : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Delachenal* (p. 1979); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* (p. 1980);

— du projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue) : *Entrée en fonctionnement des institutions des nouveaux départements dans le délai prévu; élection des conseils généraux étant le point de départ de l'existence autonome de ces départements; prorogation du mandat des conseillers généraux de banlieue jusqu'en 1967 répondant à des exigences exclusivement techniques; application de la loi du 10 juillet 1964* [19 novembre 1964] (p. 5489, 5490); avant l'article unique : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Barbet* (p. 5491); Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Barbet* (p. 5491);

— de la proposition de loi de MM. Jamot, Georges Bourgeois et Chapalain tendant à compléter et à modifier les dispositions du Livre IV du Code de l'administration communale, Art. 2 : *Ses observations sur l'article 2; domaine réglementaire* [19 novembre 1964] (p. 5493);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Hommage rendu au rapporteur et aux orateurs; recherche d'économies; sélection de mesures nouvelles à réaliser au cours de l'année; augmentation des crédits de 8,7 %; réorganisation de la région parisienne; réforme administrative; octroi de moyens supplémentaires à la police parisienne; dépenses d'équipement; Fonds d'investissement routier; dépenses de fonctionnement; réorganisation administrative; décret du 14 mars 1964 réformant les services d'Etat dans les départements et les circonscriptions d'action régionale; fonctionnaires étrangers; loi du 10 juillet 1964 ayant réorganisé la région parisienne; amélioration des transmissions; lutte contre le banditisme; prévention des accidents; rôle de la sûreté nationale; amélioration de son action dans la lutte contre le banditisme; actions spécialisées; effectifs de tous les corps de la sûreté nationale; parc automobile; délinquance juvénile; développement du tourisme; nombre suffisant des C.R.S.; développement des corps urbains; nombre des commissariats; brigades de recherche*

criminelle étant mieux adaptées aux formes et aux moyens de la grande délinquance; police municipale ayant une action considérable de prévention des agressions contre les chauffeurs de taxi; répression et surveillance des jeunes; poursuite de la prostitution; action de la police judiciaire; police économique; décret relatif à la reconstitution de carrière des policiers ayant fait partie des F.F.L.; personnel de la sûreté nationale; préfecture de police; problèmes relatifs à la protection civile; hommage rendu aux sapeurs-pompiers, leur action; péréquation des pensions des sapeurs-pompiers volontaires, décédés en service commandé; avancement de grade; formation professionnelle du personnel de la protection civile; cas des objecteurs de conscience; catastrophe de Champagnolle; frais de sauvetage; organiser l'alerte aux bombardements et à la radioactivité; effort de vulgarisation; politique de rigueur n'empêchant pas l'Etat de fournir une aide accrue aux collectivités locales; subventions d'équipement du Ministère de l'Intérieur; effort fait en faveur de la voirie; intermédiaires du Fonds d'investissement routier; crédits de paiement inférieurs aux autorisations de programme; délais d'exécution d'une opération; classement indiciaire des emplois communaux d'exécution; régler la situation des personnels d'encadrement et de direction; nouveau centre de formation de personnel communal; service d'information et de colloque; Conseil supérieur des collectivités locales; regroupement des communes; assurer une coordination entre les communes; leur autonomie; susciter la naissance de nouveaux districts urbains; situation financière des collectivités locales; effort d'équipement indispensable; collectivités ayant intérêt au succès du plan de stabilisation; dépenses de fonctionnement; sélectionnement des investissements; transfert de charges; crédits destinés au fonctionnement des commissions de développement économique régional; ouverture d'un grand débat sur la réforme des finances locales [28 octobre 1964] (p. 4026 à 4032); *son amendement tendant à diminuer de 240.000 francs la réduction de crédit inscrite au titre III* (p. 4032); *son amendement tendant à augmenter de 240.000 francs la réduction de crédit inscrite à ce titre* (p. 4033); RAPATRIÉS : *Suppression du Ministère des Rapatriés; intégration des rapatriés; hommage à M. Missoffe pour l'œuvre accomplie; nécessité d'éviter les abandons et les innovations prématurés; rythme des retours d'Algérie très sensiblement ralenti; reclassement professionnel; subvention d'installation; allocation viagère; indemnité particulière; cas des agriculteurs; situation des personnes âgées; rôle de l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés; moyens des sociétés d'aménagement foncier; indemnités particulières; spoliation des agriculteurs; importance de l'œuvre; intégration des rapatriés dans la nation* [28 octobre 1964] (p. 4043 à 4045);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Recettes des collectivités locales devant être autonomes, progressives et réparties entre elles par un mécanisme simple; taxe sur les salaires; fonds d'action locale; augmentation du minimum garanti aux petites communes; nécessité de mettre certaines communes pauvres en mesure de faire face aux engagements antérieurs; garantie de progressivité; répartition du produit de la taxe locale; gage de décentralisation; problème de la localisation; égalisation souhaitable des charges d'imposition; création du fonds d'action locale; garantie donnée aux communes touristiques; problème d'ensemble des finances locales; équipements collectifs; projet de loi tendant à assurer un meilleur équilibre entre les besoins et les moyens* [24 juin 1965] (p. 2432 à 2436); Art. 38 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. L'Huillier; son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 38 (Taxe affectée aux collectivités locales; fonds d'action locale; rôle de ce fonds)* [25 juin 1965] (p. 2545); *part de la taxe sur les salaires affectés aux collectivités locales et à leur groupement; aide portée à 85 %* (p. 2545); Art. 40 : *Comité du Fonds national de péréquation; rôle du fonds d'action locale* (p. 2550); *régime de la garantie; adaptation des ressources aux besoins* (p. 2551); *ses observations sur les amendements de MM. Poncelet et Voilquin* (p. 2552); *cas des résidents saisonniers* (p. 2552); *cas des départements en forte expansion démographique* (p. 2552); *situation des communes sinistrées* (p. 2553); Art. 41 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boscary-Monsservin* (p. 2554) ; *revitalisation des communes par l'implantation d'usines sur leur territoire* (p. 2556, 2557) ; après l'Art. 41 : *Apaisements donnés aux administrateurs des communes touristiques* (p. 2557); après l'Art. 44 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. L'Huillier* (p. 2559);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Autorisations de programme; part des collectivités locales; compression du budget de fonctionnemcnt; expansion des crédits d'investissement; travaux d'équipement; voirie départementale et communale; réseaux urbains; habitat urbain; tranches locales du Fonds d'investissement routier; reconstruction des ponts détruits par faits de guerre; dépenses de fonctionnement; ses observations sur l'administration générale; réforme administrative; mise en place des nouvelles structures administratives de la région parisienne; corps préfectoral constituant l'armature de l'Etat; création dans un certain nombre de préfectures d'un bureau d'accueil des maires; problème de la sûreté nationale; missions de surveillance et de prévention exercées par la police; protection civile; circulation automobile; missions d'aide et de secours aux automobilistes; suppression de 600 emplois de gardiens de C.R.S.; rôle de la préfecture de police; intensification de la circulation; situation des fonctionnaires de police, notamment des officiers de police adjoints; statut des personnels; défense civile; cas des sapeurs-pompiers volontaires; sapeurs-pompiers morts en service commandé; lutte contre les incendies de forêts; réalisation des réseaux d'alerte; collectivités locales; aide accrue aux départements et aux communes; rénovation des finances locales; subventions d'équipement; réseaux d'eau et d'assainissement; voirie locale; définition des grands ensembles; fiscalité indirecte; problèmes posés par les emprunts; rôle de la caisse des dépôts et consignations; nécessité de favoriser les regroupements des communes; transformation des mentalités; revalorisation du traitement du personnel communal; progression des crédits d'investissement; présentation du budget; projet de budget des rapatriés pour 1966; budget de transition; amenuisement des tâches des différents services; bilan de l'action gouvernementale; dénombrement des rapatriés; reclassement professionnel; rapport présenté par le Gouvernement sur l'application de la loi du 26 décembre 1961; politique d'indemnisation; problème sur le plan international; optique d'aide sociale; Gouvernement proposant d'abaisser de 55 à 50 ans l'âge des éventuels bénéficiaires de la prestation d'indemnité particulière; octroi d'aides exceptionnelles; règlement des dossiers de rapatriés candidats aux aides pour le relogement; remboursement des dommages matériels subis avant l'indépendance de l'Algérie; rôle de l'Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés* [25 octobre 1965] (p. 4084 à 4088); *financement de la construction de commissariats de police dans la banlieue de Paris, ses observations sur l'amendement de MM. Vallon et Vivien* (p. 4089); après l'Art. 67 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article : (Exploitation des réseaux d'assainissement et des installations d'épuration des collectivités locales)* (p. 4091).

Répond aux questions orales avec débat relatives à l'enlèvement d'une personnalité politique étrangère : *Déroulement chronologique des faits ; absence d'information du Gouvernement français sur les menaces qui pesaient sur Ben Barka; absence de surveillance policière de ce dernier; impossibilité d'arrêter sans preuves suffisantes un ministre étranger ; rôle du commissaire Caille ; informateurs de police et le secret professionnel; retards pour découvrir et arrêter Figon; son suicide; récit enregistré sur bande magnétique et publié dans un hebdomadaire ; prétendu transport de Ben Barka dans l'avion de la protection civile; précédents enlèvements d'hommes politiques en France (général Koutiépof et général Miller); drame de M. Lemarchand; polices parallèles et calomnies contre la police* [6 mai 1966] (p. 1137 à 1140 et 1142 à 1147).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Dynamisme des communes; buts du Ve Plan; industrialisation de la France; cité de l'avenir devant être urbanisée et équipée; équilibre ville-campagne; problème des équipements; exigence d'une planification; importance des maisons de la culture et des foyers de jeunes; notion de population municipale; situation critique des communes-dortoirs; transformation des communes et des départements en entreprises des services publics; collectivités locales étant de plus en plus des agents économiques; nécessité de replacer la France dans le contexte d'un marché élargi à l'Europe; respect de l'autonomie locale; exercice par les collectivités locales de leurs responsabilités; réforme de structures; rôle des commissions de développement économique régional; transformation de la tutelle; buts du Ve Plan; suppression de la taxe locale; fiscalité*

indirecte; modernisation de la fiscalité directe; bases de calcul des impôts directs; gestion sous forme industrielle et commerciale du service de l'assainissement; zones d'urbanisme opérationnel; subventions aux collectivités locales; rôle de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales; projet de loi tendant à rendre librement exécutoires les délibérations financières des conseils municipaux de toutes les communes de plus de 2.000 habitants; modification du partage des compétences entre le maire et le conseiller municipal; pouvoirs de police du maire en matière de réglementation sur les routes nationales et départementales et sur les voies de communication à l'intérieur des agglomérations; création d'une véritable fonction publique communale; nécessité d'assurer au personnel des collectivités locales des rémunérations correspondant à leurs responsabilités; centres universitaires régionaux d'études de l'administration municipale; syndicats à vocations multiples; districts; morcellement communal; accélération de l'évolution de la structure communale; ses observations sur les « cantons intercommunaux »; difficultés des grandes agglomérations françaises; possibilité pour les communes rurales de s'orienter vers une structure à deux degrés [18 mai 1966] (p. 1383 à 1389); *ses observations sur les communes rurales et les communes-dortoirs* (p. 1395).

Prend part à la discussion du projet de loi portant organisation de la police d'Etat : *Création d'une police d'Etat unifiée; gendarmerie nationale; rôle du préfet de police; développement de la police d'Etat; ses observations sur les situations acquises; suppression des corps de fonctionnaires des services actifs de police existant actuellement à la sûreté nationale et à la préfecture de police; statuts des nouveaux corps; perspectives de carrière des officiers de police adjoints et des officiers de police de la préfecture de police; services de contrôle; emplois de direction; organisation de la préfecture de police; rôle du préfet de police; services spécialisés de la préfecture; instauration auprès du Ministre de l'Intérieur d'une administration unifiée; police judiciaire; nomination d'un secrétaire général pour la police; création d'un fichier électronique central de référence; extension de l'étatisation des polices communales dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants; réorganisation de la région parisienne* [21 juin 1966] (p. 2168 à 2172); Art. 1er : *Création d'un poste de secrétaire général de la police* (p. 2174); Art. 2 : *Statuts de la sûreté nationale; nécessité de rejeter l'amendement de M. Odru* (p. 2174); *avis du conseil supérieur de la fonction publique et des comités techniques paritaires; procédure d'élaboration des statuts des corps de fonctionnaires* (p. 2175); Art. 3 : *Cas des agents spéciaux de commissariat de la préfecture de police; ses observations sur les corps en voie d'extinction* (p. 2175, 2176); *création de corps d'extinction ne se justifiant qu'en raison de l'absence de l'équivalence entre les corps actuels de la sûreté nationale et de la préfecture de police* (p. 2176); *droits des fonctionnaires des services actifs de la préfecture de police; mutation par mesures disciplinaires* (p. 2176); Art. 4 : *Modification du statut du corps des commissaires et commissaires adjoints de la préfecture de police* (p. 2177); En deuxième lecture : *Modifications introduites par le Sénat* [30 juin 1966] (p. 2481).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour [21 juin 1966] (p. 2172); *discussion de la proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie* (p. 2172).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi nº 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris, Art. 1er : *Ses observations sur l'expression « aide financière »; interventions financières du district* [23 juin 1966] (p. 2297); *nécessité de ne pas transformer le district de la région parisienne en un établissement prêteur* (p. 2297); *rôle de l'agence foncière et technique* (p. 2298, 2299); *délégué général agissant comme un préfet en tant que représentant du ministre* (p. 2299); *action de l'agence foncière et technique devant se conformer aux orientations retenues par le conseil d'administration du district* (p. 2300); Art. 3 : *Nature juridique du district; ses observations sur l'éventuelle désignation par l'Assemblée Nationale de parlementaires pour siéger au conseil d'administration du district* (p. 2301); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Fanton* (p. 2301);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi nº 63-1218 du 11 décembre 1963 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés : *Ses observations sur le rapport de M. Lavigne* [24 juin 1966] (p. 2338); Article

additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret; application du deuxième alinéa de l'article 44 de la Constitution; application de l'article 100, paragraphe 3 du règlement de l'Assemblée Nationale* (p. 2339, 2340);

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale : *Indication par* l'Humanité *de la liste des candidats communistes dans toutes les circonscriptions* [24 juin 1966] (p. 2352); *son opposition à la motion de renvoi* (p. 2352);

— sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen d'un projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Projets concernant les collectivités locales; ses observations sur les paroles de M. Capitant* [29 juin 1966] (p. 2456).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Discussion du rapport de la Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'intégration fiscale des communes fusionnées* [29 juin 1966] (p. 2459).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Reclassement social et professionnel des Français d'outre-mer; reclassement des agents de l'ex-office des changes du Maroc dans les services du Ministère des Finances; application de la déchéance quadriennale aux rapatriés; date de l'ouverture des droits des rapatriés; rôle de l'agence des biens; problème de la date du 1er juillet 1961; reclassement professionnel des non-salariés; examen des dossiers de réinstallation dans le secteur agricole; rôle des commissions centrales nationales; reclassement des Français musulmans; problème des retraites; aide accordée aux rapatriés de 60 à 65 ans; problème du logement; rapport de M. Lavigne; politique de reclassement et non d'indemnisation menée par le Gouvernement; coût du rapatriement; prochaine législature devant résoudre le problème de l'indemnisation des rapatriés; budget de l'intérieur; augmentation du montant des subventions; organisation régionale; rôle du département; situation du préfet et du préfet de région; réorganisation de la région parisienne; effectifs des préfectures; problème des personnels; création dans les préfectures d'un nouveau grade de secrétaire en chef; transformation de l'emploi d'ingénieur des ransmissions en emploi d'ingénieur du corps interministériel des télécommunications; rôle de la sûreté nationale; préfecture de police; élaboration des statuts de la nouvelle police nationale; protection civile; problème de la lutte contre le feu; rôle du corps des sapeurs-pompiers; résultats des avions amphibies porteurs d'eau; problèmes des collectivités locales; leurs moyens financiers; adaptation des structures locales; district de la région parisienne; finances locales; objectifs du Ve Plan; part des collectivités locales dans le financement des équipements collectifs au cours du Ve Plan; problèmes de la délimitation des domaines de compétence respective de l'Etat, des départements et des communes; réforme du système des prêts aux collectivités locales; réforme de la fiscalité directe locale; autonomie financière des communes* [24 octobre 1966] (p. 3793 à 3798); *autofinancement; réforme des centimes; élaboration du projet de loi d'orientation urbaine et foncière; problème des emprunts; prêts du crédit foncier et de la caisse nationale agricole; caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales; barème des subventions; transferts de charges* (p. 3798, 3799).

Répond à la question orale sans débat de M. Boscher, relative à l'aménagement et à l'urbanisme de la région de Paris [25 novembre 1966] (p. 5001, 5002).

Répond à la question orale sans débat de M. Rabourdin, relative à la situation des Algériens sans emploi vivant en France [25 novembre 1966] (p. 5004).

Répond à la question orale sans débat de M. Bayou, relative à l'aide aux sinistrés de l'Hérault [25 novembre 1966] (p. 5005).

Répond à la question orale sans débat de M. Gilbert Faure, relative à l'aide aux sinistrés de la haute Ariège [25 novembre 1966] (p. 5006, 5007).

Répond à la question orale avec débat de M. Philibert, relative à la lutte contre les incendies de forêts dans le Midi : *Commande au Canada d'avions-citernes du modèle C.L. 215; organisation de commandos de sapeurs-pompiers forestiers et de commandos héliportés; bulletin spécial du service météorologique de la région de Marseille; protection de la forêt en Corse; Centre de Brignoles* [25 novembre 1966] (p. 5008, 5009).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Barberot et Delorme relatives aux accidents de la circulation : *Utilité des tribunaux*

de la route; création d'un fichier national des infractions routières lié au fichier déjà existant des permis de conduire; aménagement et adaptation du réseau départemental et des voiries urbaines; aménagement des « points noirs » de la circulation; dispositions d'ordre réglementaire renforçant la répression des infractions dangereuses [25 novembre 1966] (p. 5012, 5013, 5014).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Scrutin uninominal majoritaire à deux tours; obtention d'un minimum de voix; nécessité de relever le minimum de voix nécessaires pour un maintien au second tour; liberté de l'électeur; montant du cautionnement; fraude électorale; revision des listes électorales; rôle du fichier électoral de l'Institut national de la statistique; possibilité donnée aux candidats de désigner un assesseur au sein du bureau de vote de façon à renforcer le contrôle de la régularité du scrutin; procédure du vote par procuration* [7 décembre 1966] (p. 5310, 5311); Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Vivien* (p. 5341).

FRIC (M. Guy), *Député du Puy-de-Dôme, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

En remplacement de M. Giscard d'Estaing devenu ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [18 janvier 1962] (p. 1160); [3 mai 1963] (p. 2755).

Donne sa démission de cette commission [11 juin 1963] (p. 3283).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 juin 1963] (p. 3319).

Donne sa démission de cette commission (21 juin 1963] (p. 3690).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [25 juin 1963] (p. 3711), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier la réglementation qui régit actuellement les rapports entre bailleurs et locataires hôteliers, **n° 670** [21 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1460), adopté par le Sénat, étendant les dispositions de l'article 30, deuxième alinéa, de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement, aux élèves de certaines écoles militaires, **n° 1467** [17 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à accorder à ceux des prisonniers de guerre transférés pour acte qualifié de résistance au camp de Rawa-Ruska ou ses kommandos, les avantages matériels de la loi n° 46-1251 du 6 août 1948 modifiée par la loi n° 50-729 du 24 juin 1950, **n° 1600** [7 octobre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, étendant les dispositions de l'article 30, deuxième alinéa de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement, aux élèves de certaines écoles militaires : *Ecole des élèves techniciens de l'armée de terre; loi du 31 décembre 1932 et du 11 avril 1935; conditions de recrutement;*

souci d'harmonisation et de simplification [21 juin 1965] (p. 2334);

— du projet de loi sur l'élevage : *Cas de l'Auvergne; problèmes concernant les bâtiments d'élevage; importance des investissements d'équipement rural et agricole* [22 novembre 1966] (p. 4745).

FRYS (M. Joseph), *Député du Nord, 7e circonscription (app. U.N.R.-U.D.T., puis N.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'apparente au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Cesse d'être apparenté à ce groupe [30 avril 1963] (p. 2721).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698);

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer un centre de recherches et de contrôle du pouvoir mutagène des substances chimiques employées dans les médicaments, dans les produits utilisés pour la protection des cultures et la conservation des aliments, **n° 82** [8 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à constituer les communes des cantons de Lille, Roubaix, Tourcoing, Armentières, Quesnoy-sur-Deule, la Bassée, Seclin, Pont-à-Marcq, Cysoing, Lannoy et Marcq-en-Barœul, en métropole régionale des Flandres et de l'Artois (Nord-Pas-de-Calais) établissement public doté de l'autonomie financière, **n° 558** [8 octobre 1963].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Nécessité de dégager les caractères d'une véritable démocratie; causes du déclin du Parlement; absence de véritables discussions au sein de celui-ci par manque d'information* [14 mai 1963] (p. 2884, 2885);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Indépendance des Nations; sauvegarder la liberté de la patrie; Traité de Moscou; survivance de deux hégémonies; respect de la liberté dans le monde* [28 avril 1964] (p. 985 à 986).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INDUSTRIE : *Mainmise étrangère sur l'économie française; déficit de la balance des inventions; pourcentage en 1963 des brevets déposés en France: sur ce chiffre, 38 l'étant par des entreprises françaises contre 62 par des entreprises étrangères; part des brevets et des licences étrangères; industries les plus menacées étant naturellement les plus nécessaires à l'indépendance; affaire Bull; lutter contre l'hégémonie américaine* [30 octobre 1964] (p. 4339, 4340);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Importance de la science dans le monde moderne; intervention des hommes de science dans la vie politique; création d'un organisme permettant aux parlementaires de mieux s'informer des données scientifiques* [26 novembre 1964] (p. 5669, 5670);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Dangers de la guerre chimique, biologique et radiologique; situation des Etats-Unis; guerre C.B.R.; moyen des neuro-toxiques et des « incapacitants »; importance de plus en plus grande de ces armes par rapport aux autres méthodes de combat* [1er décembre 1964] (p. 5750 à 5752);

— du projet de loi portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances : avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Capitant concernant un nouvel article B, après les mots : « ... pour crimes et délits commis avant le 3 juillet 1962 en Algérie », à insérer les mots : « ...et en France métropolitaine »* [17 décembre 1964] (p. 6195); *générosité envers nos compatriotes d'Algérie; délais et précautions prises; exclusions visées dans le texte* (p. 6196); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article,*

après les mots : « pour crimes et délits commis avant le 3 juillet 1962 en Algérie » à ajouter les mots : « et en France métropolitaine » (p. 6198);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Problème de la recherche scientifique ; puissance industrielle et technique d'un pays ; importance de la science ; situation aux Etats-Unis* [7 octobre 1965] (p. 3374, 3375); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 55 : *Problème de l'extension aux mutuelles des avantages fiscaux reconnus aux caisses d'épargne* [28 octobre 1965] (p. 4321); *équipement des collectivités locales ; caisse mutuelle de dépôts et de prêts ; réserver aux seules caisses d'épargne les avantages d'un régime particulier* (p. 4321, 4322);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas du département du Nord ; son industrie textile ; installation du chômage ; vie économique de Lille, Roubaix, Tourcoing et Armentières ; rôle de l'Etat ; problème de la reconversion ; campagnes de dénigrement des paysages et du climat du Nord* [4 novembre 1965] (p. 4489, 4490).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Ses observations sur le niveau scientifique et technologique ; place de la France à cet égard ; rôle du « Conseil d'Etat scientifique » ; démocratie et liberté reposant sur l'état d'esprit du pouvoir exécutif en ce qui concerne l'information ; droit du Parlement à l'information scientifique ; rôle des techniciens et des experts ; problème de l'information des parlementaires* [13 avril 1966] (p. 636, 637).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie, Art. 24 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa (parag. 2° de cet article) : « 2° les infractions prévues, réprimées et sanctionnées par les articles 59 et 60 de la loi du 7 août 1957 »* [27 avril 1966] (p. 970); *problème des infractions constituées par le détournement ou l'utilisation illicite de tout ou partie des sommes destinées à la construction des locaux d'habitation ; ne pas couvrir par l'amnistie les incapacités professionnelles édictées par l'article 60 de la loi du 7 août 1957* (p. 970); *nouvelle rédaction de son amendement : « compléter le troisième alinéa (parag. 2°) de cet article, par les mots suivants : « ainsi que les infractions prévues, réprimées et sanctionnées par les articles 59 et 60 de la loi du 7 août 1957 »* (p. 970).

Est entendu pour une mise au point au sujet d'un vote [27 mai 1966] (p. 1560).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « parts de marais » ou « parts ménagères », Art. 10 : *Son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article, à insérer de nouvelles dispositions : (Aliénation sur décision du conseil municipal prise à la majorité des trois quarts)* [27 juin 1966] (p. 2403); *régime juridique des parts de marais ou parts ménagères ; opérations reconnues d'utilité publique ; aliénation du patrimoine immobilier communal* (p. 2403, 2404); En deuxième lecture, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « certains terrains communaux » les mots « les parts de marais ou parts ménagères »* [21 décembre 1966] (p. 5925); *origine des parts de marais ou parts ménagères* (p. 5925); Art. 5 : *Son amendement tendant, au début du quatrième alinéa de cet article, après les mots : « conseil municipal » à substituer aux mots : « peut également décider » les mots : « décide à la majorité des deux tiers de ses membres »* (p. 5926);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Sa proposition de loi tendant à constituer les communes de l'arrondissement de Lille en métropole régionale du Nord ; métropole régionale du Nord constituant pour la France un foyer d'attraction et de rayonnement à l'échelle européenne ; part du Nord dans le total des impôts ; exemple de Lille ; ses observations sur le cas particulier des habitants d'une trentaine de communes de la future communauté ayant des terrains dits « portions ménagères »* [7 octobre 1966] (p. 3238, 3239); Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par une nouvelle phrase (Régime juridique des « portions ménagères » ou*

« *parts de marais* » [11 octobre 1966] (p. 3298); *ses observations sur son amendement* (p. 3298);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE : *Institution des brevets; financement de l'effort de recherche des entreprises privées; cas de l'I.B.M.; utilisation du progrès des sciences; ses observations sur l'idée d'une académie européenne des sciences; politique européenne et mondiale de la recherche; cession de brevets européens à des concurrents américains* [28 octobre 1966] (p. 4093, 4094);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Droit du Parlement à l'information scientifique; absence de commission parlementaire de la recherche scientifique; académie des sciences européenne; rôle du Collège de France* [30 novembre 1966] (p. 5093, 5094);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaine activités répréhensibles dans le domaine de la construction, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé par l'article 1642-1 du Code civil à remplacer les mots : « d'un mois » par les mots : « de six mois »* [14 décembre 1966] (p. 5540); *mesures de garantie instituées par le décret du 10 novembre 1954* (p. 5540, 5541); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1641-1 du Code civil à remplacer les mots : « pendant un an » par les mots : « pendant trois ans »* (p. 5542); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1641-1 du Code civil par les mots : « prononcée avec l'accord de l'acquéreur »* (p. 5542); Art. 13 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5550); *retrait de son amendement* (p. 5550); Art. 14 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5550); *retrait de son amendement* (p. 5550).

G

GAILLARD (M. Félix), *Député de la Charente, 2e circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe du rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

GAMEL (M. Pierre), *Député du Gard, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633).

Décédé le 28 mars 1966 (*J. O.* 29 mars 1966] (p. 2552).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1966] (p. 517).

GARCIN (M. Edmond), *Député des Bouches-du-Rhône, 6e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 497) relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution, **n° 571** [11 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 41 du décret n° 54-406 du 10 avril 1954, 9 de l'ordonnance n° 60-1067 du 6 octobre 1960 et 34 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 donnant, dans certains cas,

aux juridictions, compétence disciplinaire à l'encontre des avocats, **n° 1181** [18 novembre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat, et du projet fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Arguments évoqués par le Gouvernement pour justifier les présents textes; caractère précipité de la discussion; déclarations du Gouvernement sur la volonté sociale de l'U.N.R.; amnistie évoquée par le Gouvernement vis-à-vis de l'O.A.S.; indulgence des verdicts rendus par les juridictions d'exception chargées de juger les membres de l'O.A.S.; incapacité pour les juridictions d'exception sans racine populaire de réprimer les activités de l'O.A.S.; véritable but poursuivi par le Gouvernement en demandant le vote des présents textes; caractère extensif des activités pouvant tomber sous le coup de ces deux lois; préparation de la marche vers le parti unique; pertes en voix enregistrées par le pouvoir gaulliste lors du référendum du 28 octobre; représentation parlementaire U.N.R. et communiste et le nombre de leurs électeurs; éviction des communistes du bureau de l'Assemblée; réquisitions des travailleurs en grève; menaces contre le Sénat et les conseils généraux; intervention du préfet dans les actes de la justice; compétence de la Cour de sûreté pour les mineurs; distinction entre les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat et les atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat; extension de la répression politique aux atteintes à l'autorité de l'Etat; ses dangers pour les libertés publiques; composition de la Cour de sûreté; question du délai de garde à vue; réduction des garanties en faveur d'inculpés; juridictions exceptionnelles ayant existé dans l'histoire de France; composition des cours de justice à la Libération* [3 janvier 1963] (p. 215 à 217); Modification du Code de procédure pénale, Art. 30 : *Son amendement (Nullité de la procédure lorsque le préfet n'a pas prévenu le procureur de la République en temps de guerre)* (p. 231); Art. 698 : *Son amendement (Exclusion de la compétence de la cour des faits commis par voie de presse ou de réunion* (p. 238); Cour de sûreté, Art. 49 : *Problème de la validation de l'ordonnance 62-618 du 1er juin 1962; conflit entre le Gouvernement et le Conseil d'Etat; multiplication des règles exorbitantes de droit commun; réforme envisagée du Conseil d'Etat; position du groupe communiste sur le présent article* [4 janvier 1963] (p. 290, 291);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, JUSTICE : *Conséquences de la réforme de l'organisation judiciaire; renaissance souhaitable de certains tribunaux supprimés; reclassement de tribunaux de province; frais entraînés par une instance en justice; problème de l'assistance judiciaire; fusion éventuelle des professions d'avoué et d'avocat; système de la probation; augmentation de la délinquance juvénile; amélioration du sort du personnel pénitentier; question du repos hebdomadaire; coût de remplacement de la prison de la Roquette; indépendance de la justice et de la magistrature; diminution du nombre des candidats au Centre national d'études judiciaires; mise en tutelle accrue des juges* [21 janvier 1963] (p. 1340, 1341);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive : *Conséquences des préjugés de certains milieux de la bourgeoisie; causes de certaines déchéances paternelles* [7 février 1963] (p. 2082, 2083);

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Appréciation portée par le groupe communiste sur l'œuvre de la cour militaire de justice; actes du Gouvernement en matière de répression de l'O.A.S.; maintien de la compétence de la cour militaire de justice; nécessité de s'appuyer sur le peuple pour réprimer les activités de l'O.A.S.; anniversaire des obsèques des victimes de la manifestation du 8 février 1962* [13 février 1963] (p. 2124, 2125);

— du projet de loi relatif au domaine public maritime : *Développement du tourisme balnéaire; nécessité d'étendre le domaine public maritime de l'Etat; problème du classement dans le domaine public des lais et relais de mer; absence de marées en Méditerranée et ses consé-*

quences à cet égard; création de réserves [4 juillet 1963] (p. 3878, 3879);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 14, EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance des crédits en faveur de l'éducation nationale, retard en matière de constructions scolaires; création nécessaire de nombreux lycées* [19 juillet 1963] (p. 4368);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution, en qualité de *Rapporteur: Problème des « boues rouges »; rôle de la société Péchiney; interdiction de nouvelles pollutions de l'eau de mer comme de l'eau de rivière; contrôle physique, chimique, bactériologique et biologique des eaux contaminées; méthodes pour effectuer ce contrôle; problème des crédits suffisants; suspicion à l'égard des industriels pour prendre des précautions; création d'un conseil supérieur de l'eau; association plus étroite des collectivités locales; rôle des établissements publics; catégorie des cours d'eau mixtes; danger permanent pour la santé* [16 octobre 1963] (p. 5181, 5182, 5183); *renvoi de la discussion* (p. 5196); Art. 2 : *Son amendement tendant à créer un Conseil supérieur de l'eau chargé d'établir un inventaire des cours d'eau et de contrôler la quantité et la qualité des eaux* [14 novembre 1963] (p. 7220); *approbation des usagers et riverains des cours d'eau; création d'un organisme national possédant l'autorité et les moyens indispensables; commission de l'eau* (p. 7221); *Conseil supérieur de l'eau* (p. 7222, 7223); *suppression des mots « le cas échéant »; aménagement du territoire et installation d'industries nouvelles* (p. 7224); après l'Art. 3 : *Interdiction de la réalisation d'installations nouvelles ayant pour objet de déverser les déchets nocifs, notamment des boues résiduaires provenant du traitement des minerais de toute nature* (p. 7227); *protection du rivage méditerranéen contre les projets de Péchiney* (p. 7227); *son amendement tendant à interdire le déversement et l'immersion des déchets radioactifs* (p. 7228); Art. 28 : *Son amendement visant les cours d'eau mixtes* (p. 7247); *suppression de la section III du projet; caractère de l'eau, propriété collective* (p. 7247, 7248); En deuxième lecture : *Question du financement de la lutte contre la pollution; propositions du groupe communiste; émotion soulevée chez les riverains de la Méditerranée par le projet de déversement des « boues rouges » des usines Péchiney; situation des eaux de la Durance; empêcher les industriels d'échapper à l'application de la loi; rôle et action du Comité national de l'Eau; lui donner les crédits nécessaires* [13 octobre 1964] (p. 3144, 3145); Art. 1er *bis: Consultation du conseil général; enquête publique; son opposition au vote de l'article; affaire du déversement résiduaire de Péchiney dans la fosse de Cassis* (p. 3150, 3151) ; Seconde délibération du projet de loi en deuxième lecture, Art. 1er *bis: Son opposition à l'amendement du Gouvernement* (p. 3167) ; *abstention du groupe communiste lors du vote* (p. 3167).

Prend part au débat sur la question orale de M. Waldeck L'Huillier relative à la réforme administrative, en qualité de *Suppléant: La nécessité de discuter les propositions de loi relatives aux collectivités locales; le caractère antidémocratique de la réforme administrative envisagée par laquelle le Gouvernement tente d'enlever aux administrateurs locaux leurs attributions afin de les confier à des techniciens; les trois décrets du 14 mars 1964 qui font des préfets régionaux de véritables pro-consuls; la volonté d'attaquer le bastion de défense républicaine constitué par la région parisienne* [6 mai 1964] (p. 1101, 1102).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur : *Craintes sur les mesures de rétorsion; difficultés existant avec l'Union soviétique; dépôt d'une motion de renvoi* [12 mai 1964] (p. 1147, 1148);

— du projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article (Les dispositions qui précèdent seront applicables à titre personnel aux intéressés pendant deux ans à compter de la publication de la présente loi)* [13 mai 1964] (p. 1184);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « agréées » à insérer les mots « ainsi que leurs fédérations départementales »; gestion des fédérations départementales; association de celles-ci à l'action des sociétés de chasse communales et intercommunales agréées* [9 juin 1964] (p. 1704),

Art. 2 : *Son amendement (Recevabilité de l'opposition des propriétaires et preneurs ou détenteurs de droit de chasse)* (p. 1077); *ne pas fixer impérativement une limite unique applicable à toute la France; fixation de la superficie minimum par département après avis conforme des conseils généraux et consultation des fédérations départementales de chasse et des chambres d'agriculture; situation du département des Bouches-du-Rhône; fixation à vingt hectares de la superficie minimale prévue dans l'article* (p. 1707);

— du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne, Art. 3 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [9 juin 1964] (p. 1736); Art. 4 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1736);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Vote des députés communistes; attachement à la représentation proportionnelle; vote contre le projet de loi* [17 juin 1964] (p. 1978);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Rétablissement de la deuxième session pour le concours d'entrée en première année d'école normale; insuffisance des postes et des crédits accordés au département des Bouches-du-Rhône; fermeture des classes; répartition critiquable des enfants dans les classes; opinion des associations de parents d'élèves* [29 octobre 1964] (p. 4151, 4152); JUSTICE : *Décret du 25 juillet 1964 complété par l'arrêté du 9 octobre ayant modifié profondément l'organisation de la Chancellerie; objectifs de cette réforme; permettre au département de la justice une plus grande initiative en matière de rénovation de la législation civile; réforme du « monde judiciaire »; adaptation aux besoins modernes de la gestion administrative et financière ainsi que de l'équipement; traitement des magistrats; problème du recrutement; revendications de tous les corps du personnel des services extérieurs de l'administration pénitentiaire et des agents auxiliaires et contractuels; insuffisance des effectifs et du recrutement; risques d'un nouvel amenuisement du rôle du Conseil supérieur de la magistrature; réforme de l'assistance judiciaire; problème de la délinquance juvénile; insuffisance des mesures de prévention; proposition de loi du groupe communiste tendant à fixer à 18 ans la majorité électorale* [30 octobre 1964] (p. 4348, 4349); *position du groupe communiste; impossibilité d'accepter l'amnistie pour les fascistes; refus de débat sur les propositions de loi déposées en cette matière* (p. 4357, 4358);

— du projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques, Art. 1er : *Financement éventuel par l'Etat des opérations de démoustication en dehors de la zone d'action de l'entente interdépartementale pour la démoustication du littoral méditerranéen; département des Bouches-du-Rhône* [12 novembre 1964] (p. 5357);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal; politique du Gouvernement visant à faire disparaître les petits magasins; propriété commerciale ne pouvant être qu'une gêne ; non-opposition du groupe communiste au progrès technique [19 novembre 1964] (p. 5500, 5501) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 3-1 (nouveau) du décret du 30 septembre 1953* [9 décembre 1964] (p. 5968); Art. 15 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Hoguet pour le deuxième alinéa de l'article 35-4 du décret du 30 septembre 1953, à supprimer les mots : « dans un délai maximum de trois années »* [9 décembre 1964] (p. 5974); Art. 18 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les dispositions de l'article 12 de la présente loi sont applicables aux demandes de revision formulées antérieurement à la présente loi lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet d'accord amiable ou de décision judiciaire passée en force de chose jugée »* (p. 5975);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Raisons pour lesquelles le Gouvernement a été amené à déposer ce projet; régularisation d'une situation; consultation nécessaire des organisations syndicales; application du statut général des fonctionnaires; procédure suivie par le Gouvernement ; projet de loi sans véritable objet; rôle du Parlement* [27 avril 1965] (p. 910, 911); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. de Grailly par un nouvel alinéa : « Nonobstant les validations ainsi*

prononcées, les fonctionnaires qui pouvaient accéder, sous le régime de leurs anciens statuts, sans examen au grade supérieur conservent leurs droits acquis » (p. 958); *remaniement en 1960 du statut particulier des attachés de préfecture; décret du 22 avril 1960 ayant créé le grade d'attaché principal; création du corps d'inspecteur de l'action sanitaire et sociale; nécessité de remanier les différents statuts* [28 avril 1965] (p. 958);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, Art. 1er : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant: « Les fonctionnaires responsables du service des greffes visés à l'alinéa ci-dessus sont inamovibles. En conséquence, ils ne peuvent recevoir, sans leur consentement, une affectation nouvelle, même en avancement »* [30 juin 1965] (p. 2783);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Augmentation de la délinquance; ses observations sur le personnel pénitentiaire, sa crise, cas de Fresnes, centre national d'études judiciaires; amélioration des rémunérations et restauration de l'indépendance de la magistrature; question de la réforme de l'assistance judiciaire; procédure civile devant être modifiée; ses observations sur la saisie-arrêt; projet tendant à éviter le recours systématique à l'expertise pour la fixation des loyers commerciaux; signification des actes de procédure au lieu de travail; projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles; ses observations sur le trop grand nombre d'auxiliaires de justice* [12 octobre 1965] (p. 3528 à 3530); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Incendies de forêts, notamment dans les régions du midi de la France; projet de loi pour la protection et le reboisement de la forêt française; possibilité d'aménagement des sous-bois; création dans la forêt de points d'eau, de systèmes de guet, de chemins de ronde sur les crêtes; parc de matériel des sapeurs-pompiers locaux* [28 octobre 1965] (p. 4298);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 2 : *Son amendement tendant à la nouvelle rédaction du second alinéa de cet article: (Faits d'insoumission, de refus d'obéissance ou de désertion en relation avec les événements d'Algérie amnistiés de plein droit)* [21 avril 1966] (p. 883); *conséquences de l'insoumission et de la désertion* (p. 883); *retrait de son amendement* (p. 884);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier : *Incendies de forêts dans les régions du Midi; conséquences de ces incendies; problème des moyens financiers que l'Etat devrait mettre en œuvre pour protéger et reconstituer la forêt; sauvegarde de l'avenir des bois et des forêts; nécessité de réaliser un reboisement rationnel; possibilité de compartimenter la forêt en surfaces isolées les unes des autres par des zones déboisées; aménager dans la forêt des points d'eau; installer des systèmes de guet dotés de postes de vigie et d'hélicoptères; entretenir des chemins de ronde sur les crêtes; mettre à la disposition du personnel technique les effectifs nécessaires à l'accomplissement de sa tâche; accroître le parc de matériel mis à la disposition des sapeurs-pompiers locaux; multiplier le nombre des avions et des hélicoptères; faciliter l'éducation du public; indemniser les sinistrés en considérant les zones incendiées comme régions sinistrées; exemple des Bouches-du-Rhône; obligation faite aux propriétaires de débroussailler dans certains périmètres autour des habitations; réglementer les dépôts d'ordures; personnel nécessaire pour prévenir et constater les infractions; défense des forêts dépendant surtout de l'action de prévention exercée par des agents compétents de terrain; Office national des forêts; charges des collectivités locales* [10 mai 1966] (p. 1173 à 1175); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article: (Projet de loi ayant pour objet de déterminer les moyens indispensables et efficaces pour sauvegarder et assurer l'avenir des bois et des forêts français)* (p. 1183); Art. 6 : *Eviter la spéculation au profit de sociétés immobilières* [11 mai 1966] (p. 1205); Art. 8 : *Son amendement tendant après les mots : « le Ministre de l'Agriculture peut » à insérer les mots: « après avis des communes ou des départements intéressés »* (p. 1206); *avis des collectivités locales intéressées* (p. 1206); Art. 178-2 du Code forestier : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1208); *calcul de la subvention de l'Etat; responsabilité du maire* (p. 1209, 1210); *cas des massifs forestiers* (p. 1210);

— du projet de loi modifiant la loi n° 64-1231 du 14 décembre 1964 relative à l'application de certains traités internationaux, Art. 1er et ensemble du projet de loi : *Vote du groupe communiste* [7 juin 1966] (p. 1737);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 1er : *Vote de son groupe sur la motion de renvoi en commission; énumération des personnes susceptibles de bénéficier des régimes d'assurance; prestations en espèces; « petit risque »; durée de l'hospitalisation; cas des artisans; taux des cotisations* [9 juin 1966] (p. 1850, 1851);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, Art. 2 : *Consultation des organismes professionnels* [4 octobre 1966] (p. 3114); Art. 18 : *Rémunération du capital et répartition des bénéfices* (p. 3120);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à supprimer les mots : « 6° lycées et collèges »* [11 octobre 1966] (p. 3278); *constructions du premier degré* (p. 3278); *collèges d'enseignement secondaire* (p. 3278); *son amendement tendant, dans le 1° de l'article 3 à supprimer les mots : « marchés d'intérêt national »* (p. 3279);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JUSTICE : *Situation des magistrats consulaires et des conseillers prud'hommes; transfert aux collectivités locales de certaines charges financières; taux des subventions d'Etat; problème de l'assistance judiciaire; situation des magistrats; difficultés concernant leur recrutement; rôle du Centre national d'études judiciaires; Cour de sûreté de l'Etat; affaire Ben Barka; démocratisation et indépendance de la justice; Conseil supérieur de la magistrature; coût de la fusion des professions d'avocat et d'avoué; constitution d'importantes sociétés juridiques à Paris; réforme des greffes; ses observations sur le corps des secrétaires-greffiers; fonctionnement de la justice; suppression de nombreux tribunaux locaux en 1958; réforme de l'autorité paternelle; politique concernant la jeunesse; conditions de détention; statut des fonctionnaires des services extérieurs de l'administration pénitentiaire* [27 octobre 1966] (p. 4004, 4005);

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions judiciaires militaires, Art. 4 et 5 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles; situation des magistrats détachés* [15 novembre 1966] (p. 4580).

GASPARINI (M. Jean-Louis), *Député de la Moselle, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est élu vice-président de cette commission [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) (Services du Premier Ministre : I. — Services généraux. — Promotion sociale), **n° 1136** [28 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) (Services du Premier Ministre : I. — Services généraux — Promotion sociale), **n° 1632** [19 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi n° 1584 modifiant et complétant certaines dispositions du Code de la santé publique concernant l'ordre des pharmaciens, **n° 1935** [15 juin 1966].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) (Services du Premier Ministre : I. — Services généraux. — Promotion sociale) **n° 2106** [25 octobre 1966].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 8 au 28 mars 1966, **n° 2120** [4 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Réduction des crédits alloués par le F.O.R.M.A. à l'exportation des produits laitiers vers la Sarre* [11 janvier 1963] (p. 645, 646);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Répercussions nocives de la pollution sur les végétaux, les animaux et l'être humain; comparaison avec l'atmosphère; caractère de ce projet; produits industriels détersifs et cancérigènes* [16 octobre 1963] (p. 5193);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INDUSTRIE : *Situation des mines de fer; reclassement des mineurs licenciés; protection du minerai lorrain; respect des recommandations de la Table ronde* [30 octobre 1963] (p. 5973, 5974); TRAVAIL : *Situation des mineurs de Lorraine* [5 novembre 1963] (p. 6427).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative aux mines de fer de Lorraine [13 décembre 1963] (p. 7916, 7921, 7922).

Est entendu, en qualité de suppléant, sur la question orale, avec débat, de M. Tomasini, relative au classement du diabète parmi les maladies de longue durée : *Nécessité de classer les maladies cardiaques, les rhumatismes déformants et la sclérose en plaque parmi les maladies de longue durée* [17 avril 1964] (p. 831).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Insuffisance du réseau routier de la Moselle; autoroute Metz-Thionville; limite des crédits accordés pour 1964; idée de capitale régionale étant un non-sens si elle n'a pas pour corollaire la réalisation rapide d'un réseau routier en fonction des besoins actuels et futurs* [5 novembre 1964] (p. 4668); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Intervention du groupe U.N.R.-U.D.T. auprès de M. le Premier Ministre en faveur de l'agriculture; limite de l'action des transformateurs; établissement des prix uniques européens; avènement d'un vrai marché commun agricole* [5 novembre 1964] (p. 4700, 4701); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Loi du 31 juillet 1959 relative à la promotion sociale; promotion sociale considérée comme l'affaire de la Nation et devenue une institution; Comité national de coordination; utilité; obstacles; perspectives d'avenir dans ce domaine* [9 novembre 1964] (p. 5166);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe b de cet article par le nouvel alinéa suivant : « Produits pharmaceutiques au stade du détail, le taux normal de la T.V.A. étant majoré en tant que de besoin »* [24 juin 1965] (p. 2471); *bénéfice brut du pharmacien d'officine; cas des pharmaciens ruraux* (p. 2471);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'enseignement de la biologie dans les centres hospitaliers universitaires; rôle du pharmacien des hôpitaux; définition d'une liste limitative d'analyses que tout pharmacien d'officine doit pouvoir accomplir; obligation pour tous les scientifiques de subir un troisième cycle d'études commun dans un cadre hospitalier destiné à donner une formation technique valable en vue de permettre l'ouverture d'un laboratoire de recherches* [19 octobre 1965] (p. 3159); INTÉ-

RIEUR - RAPATRIÉS : *Participation de l'Etat aux dépenses d'équipement; normalisation possible du matériel de secours en province; problème de la protection civile; incendies de forêts* [25 octobre 1965] (p. 4077); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Problème de la promotion sociale; expansion économique actuelle; importance du personnel technique; formation d'ouvriers et d'employés; ses observations sur les méthodes; perte de salaire consécutive à l'assistance aux cours; promotion sociale n'étant pas un monopole de l'Etat; rôle de l'initiative privée; défaut d'information; attitude de méfiance des intéressés; incitation à la promotion* (p. 4106, 4107); INDUSTRIE : *Pipe-line Alsace-Moselle; production annuelle des houillères du bassin de Lorraine; évolution des techniques de la production de la fonte et de la préparation de la charge des hauts fourneaux; apparition des aciéries à oxygène; mise en service d'une raffinerie à Thionville; prix du fuel en Lorraine; licenciements à Aachen et à Ottange II; vocation exportatrice de la Lorraine* [26 octobre 1965] (p. 4159); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Implantation d'un centre théorique et expérimental de pharmacologie en France; rôle de l'Institut Pasteur; intérêt porté aux services biologiques* [27 octobre 1965] (p. 4191).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Evolution de la situation dans le bassin ferrifère lorrain; licenciements dans les mines; fermeture des mines; moyens de remédier à cette crise; aide apportée par le Gouvernement; lancement d'emprunt sous le contrôle et la garantie de l'Etat; modernisation du matériel; intensification du fret sur la Moselle canalisée; diminution du coût des transports ferroviaires du minerai en France; complexe Sacilore-Gandrange; accord signé à Metz le 12 juin 1963; nécessité de créer des centres de promotion sociale; inquiétude de la population lorraine* [13 avril 1966] (p. 632, 633).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « à un groupe professionnel » les mots : « à l'ensemble du groupe professionnel ou éventuellement, à la demande des organisations professionnelles les plus représentatives, à une profession... »* [9 juin 1966] (p. 1856); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « par décret pris après consultation de la Caisse nationale prévue à l'article 14 »* (p. 1861); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « d'un groupe de professions » à insérer les mots : « ou éventuellement et à la demande des organisations professionnelles les plus représentatives aux membres d'une profession »* (p. 1862); *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Fagot, après les mots : « d'un groupe de professions » à insérer les mots : « ou éventuellement et à la demande des organisations professionnelles les plus représentatives aux membres d'une profession »* (p. 1863); Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots suivants : « sur proposition des organisations professionnelles »* (p. 1866); Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : (Personnes visées par l'article L 646 du Code de la sécurité sociale)* (p. 1868); Art. 20 : *Son amendement tendant après les mots : « caisse nationale » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet article : « à la Banque de France prévue à l'article 19 du Code de la mutualité. Ce compte est géré conformément aux prescriptions du Code de la mutualité »* (p. 1873); Art. 25 : *Son amendement tendant après les mots : « par arrêté interministériel » à rédiger comme suit la fin de l'article « après avis des organisations professionnelles représentatives des groupes de professions »* (p. 1874); Art. 33 : *Son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, après les mots : « après consultation » à insérer les mots : « des organisations professionnelles et »* (p. 1876);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au régime des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance, en qualité de *Rapporteur suppléant : Rétroactivité du texte; application de l'article 40 de la Constitution* [30 juin 1966] (p. 2482);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Promotion sociale; ses observations sur le projet de loi de programme et d'orientation sur la formation professionnelle et la promotion sociale; centres de formation pour les jeunes travailleurs; centres pour l'adaptation des adultes à de nou-*

veaux métiers; ses observations sur le centre de formation des moniteurs; taxe d'apprentissage; statut du stagiaire de la promotion sociale; salaire du stagiaire; création d'instituts régionaux; attributions d'allocations de reconversion pour les travailleurs privés d'emploi; situation des femmes chefs de famille; fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises [28 octobre 1966] (p. 4080 à 4082); INDUSTRIE : *Situation du bassin lorrain; problème des aides à la conversion industrielle; extension de l'activité des houillères vers la pétro chimie; ses observations sur la minette lorraine; régime de retraite; conditions de reclassement du personnel* [7 novembre 1966] (p. 4319, 4320); *prix de l'acier; coût de l'énergie; possibilité d'étendre à deux ans l'indemnité versée aux mineurs de fer par la C.E.C.A.; maintien du régime de la caisse autonome nationale aux ouvriers licenciés entre 28 et 30 ans* (p. 4320).

GAUDIN (M. Pierre), *Député du Var, 1re circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à compléter la loi n° 63-1218 du 11 décembre 1963 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, **n° 1869** [1er juin 1966].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin, Bourdelles, Commenay, Philibert et Privat relatives aux prix agricoles : *La disparité existant entre les prix agricoles et les prix industriels; les conséquences des importations de produits étrangers* [5 juillet 1963] (p. 3923, 3924).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Caractère disparate du présent projet; situation de la forêt française; limitations apportées aux droits de propriété; problème des incendies de forêts, en particulier dans le Midi; insuffisance des moyens de lutte utilisés contre ce fléau* [10 juillet 1963] (p. 4034, 4035); *impossibilité d'utiliser les « Catalina » dans la région méditerranéenne par période de grand vent* [11 juillet 1963] (p. 4067); Article additionnel : *Amendement de M. Laurin (Création des corps de sapeurs-forestiers dans les forêts exposées aux incendies); opposition éventuelle de l'article 40 de la Constitution au présent amendement* (p. 4100); En deuxième lecture : ses explications de vote : *Précipitation avec laquelle le présent texte est examiné; problème de la lutte contre les incendies de forêts* [25 juillet 1963] (p. 4506);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Utilisation des fonds du F.O.R.M.A.; action de la S.I.B.E.V.* [4 novembre 1963] (p. 6288, 6289); *question du lait et des produits laitiers; aide à l'exportation des fruits et des légumes; filiales du F.O.R.M.A.; intentions du Gouvernement à l'égard du groupement de producteurs et de comités économiques agricoles* (p. 6288, 6289);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution : *Renvoi du projet en commission* [14 novembre 1963] (p. 7216);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Proposition actuellement discutée insuffisamment étudiée et incomplète; nécessité de lutter contre l'intrusion*

dans l'agriculture d'étrangers à la profession [12 décembre 1963] (p. 7864);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 2, à substituer aux mots « période de cinq ans » les mots « période de dix ans »* [22 avril 1964] (p. 867); *reprise de l'amendement de M. Bousseau* (p. 867); *participation de l'Etat accordée jusqu'à l'obtention de la parité* (p. 868); Art. 6 : *Caractère de calamité automatiquement reconnu lorsque les dégâts atteignent 25 % de la valeur moyenne des récoltes normales des trois dernières années ou 25 % de la valeur du cheptel mort ou vif* (p. 881); En deuxième lecture, Art. 15 *bis: Son amendement tendant à compléter l'article 15* bis *par un nouvel alinéa: « Maintien des dispositions de la loi n° 50-960 du 8 août 1950 instituant un fonds national de solidarité agricole »* [23 juin 1964] (p. 2132); ses explications de vote : *Inefficacité possible du projet de loi découlant de la limitation des moyens financiers; possibilité de déception; ne pas faire porter sur certaines exploitations des charges nouvelles insupportables; projet reposant sur de bons principes; abstention de l'orateur et de ses amis socialistes* (p. 2132, 2133).

Son rappel au Règlement : *Rôle de la conférence des Présidents dans l'inscription de certaines questions orales à l'ordre du jour ; les ministres n'étant plus aux ordres de l'Assemblée mais l'Assemblée aux ordres des ministres; question adressée au Ministre des P.T.T. écartée de l'ordre du jour* [21 mai 1964] (p. 1296, 1297).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale sans débat relative à la suppression de la recette postale de Boulouris [5 juin 1964] (p. 1680, 1681).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, Art. 1er : *Possibilité de faire appel à une commission spéciale en cas de désaccord entre propriétaires et locataires* [17 juin 1964] (p. 1984); *conditions de travail de l'Assemblée Nationale* (p. 1991); Art. 3 : *Délai maximum de neuf ans* (p. 1995); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article « pendant une durée de dix-huit ans à compter de l'achèvement des travaux le propriétaire ne peut prétendre... »* (p. 1996); Art. 4 : *Refus par le propriétaire de renouveler le bail; ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 1997); *plus-value pouvant diminuer si le locataire délaisse son fonds de commerce* (p. 1997);

— du projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées *Conditions de représentation des conseils municipaux; stations s'étendant sur le territoire de plusieurs communes; participation de l'Etat au financement des futurs offices de tourisme* [17 juin 1964] (p. 2000); Art. 1er : *Création d'offices de tourisme dans « les stations classées »; stations classées intéressant plusieurs communes* (p. 2002, 2003); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant, à insérer le nouvel article suivant : « Lorsque la station classée dépend de deux ou plusieurs communes, les maires des communes intéressées désignent parmi eux le président de l'office de tourisme. Dans ce cas, l'ensemble des conseils municipaux est représenté à l'office dans la proportion indiquée à l'article 4 ci-dessus »* (p. 2005); Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de l'article 6 par les mots suivants : » Comprises dans le périmètre de la station classée »* (p. 2009); ses explications de vote : *Vote du groupe socialiste sur le projet de loi* (p. 2009);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Œuvre accomplie par la IVe République en faveur de l'agriculture; majoration des crédits insuffisante pour répondre aux besoins actuels; besoin de professeurs qualifiés pour l'enseignement agricole; enseignement supérieur sacrifié; lacunes de la vulgarisation agricole; principaux chapitres budgétaires relatifs aux investissements; insuffisance de leur dotation; chapitre ayant trait au Fonds d'action sociale; situation de l'habitat rural* [5 novembre 1964] (p. 4691, 4692);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 14 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [8 décembre 1964] (p. 5893); *suppression de l'encaissement à domicile* (p. 5894); Art. 1er : *Réforme du personnel du Ministère; ressources du nouvel office; ses insuffisances; organisation de l'office* [8 décembre 1964] (p. 5938).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative aux ressources des collectivités locales [21 mai 1965] (p. 1483) ; *accroissement des charges des collectivités locales et alourdissement corrélatif de la fiscalité locale ; programme de la Commission d'étude des problèmes municipaux ; retard dramatique des équipements communaux* (p. 1488, 1489).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - MARINE MARCHANDE : *Situation des chantiers navals ; cas des travailleurs licenciés ; réduction du temps de travail sans diminution de salaire ; octroi d'une aide plus forte à la reconversion ; vote du groupe socialiste contre ce budget* [12 octobre 1965] (p. 3512, 3513) ;

— du projet de loi portant approbation du Plan de Développement économique et social : *Aménagement du territoire ; cas du département du Var ; défense de la forêt méditerranéenne ; problème de l'exode rural ; ses observations sur les Forges et Chantiers de la Méditerranée ; arsenal maritime ; mines de bauxite ; ses observations sur Toulon ; équipement routier ; télécommunications ; crise du logement* [5 novembre 1965] (p. 4516, 4517) ;

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier : *Cas du département du Var ; préservation des forêts ; nécessité de la prévention en matière de protection de la forêt ; absence de rentabilité de la forêt méditerranéenne ; problème de la spéculation ; affectation des ressources ; extension des attributions de police en matière d'incendies à de nouvelles catégories de fonctionnaires ; rôle des agents techniques et chefs de district des eaux et forêts ; Office national des forêts ; problème des moyens financiers à la charge de l'Etat* [10 mai 1966] (p. 1177, 1178) ; Art. 2 : *Rôle des collectivités locales lors de l'enquête d'utilité publique* (p. 1184) ; Art. 3 : *Consultation des collectivités publiques ; cas où l'Etat est le maître d'œuvre* [11 mai 1966] (p. 1201) ; après l'Art. 4 : *Valeur des terrains suivant leur éloignement de la région côtière* (p. 1203) ; *permis de construire dans la forêt* (p. 1204) ; Art. 6 : *Priorité donnée au profit des anciens propriétaires lors de la revente des terrains* (p. 1205) ; Art. 7 : *Equipements publics* (p. 1205) ; Art. 9 : *Travaux d'équipement* (p. 1206) ; Art. 178-2 du Code forestier : *Dépôt d'ordures ménagères* (p. 1209) ; Art. 4 *(suite) : Ses observations sur l'amendement de M. Edgar Faure* (p. 1213) ; En deuxième lecture, Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe 5° de l'article 41 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 par la nouvelle phrase suivante : « Dans le cas de revente au propriétaire antérieur, le prix ne pourra être majoré que du coût réel des aménagements apportés au terrain »* [16 juin 1966] (p. 2114) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa (2°) du texte proposé pour l'article 178-1 du Code forestier* (p. 2115) ;

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne : *Groupe socialiste votant le projet de loi ; cas des fournisseurs et sous-traitants des Forges et Chantiers de la Méditerranée ; problème de la construction navale en France ; disparition progressive du pavillon français ; cas du paquebot « France » ; concurrence japonaise ; aides à la construction navale ; reconversion professionnelle* [2 juin 1966] (p. 1652, 1653) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa de cet article : (administration de la caisse nationale)* [9 juin 1966] (p. 1869) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, ses explications de vote : *Son abstention lors du vote* [28 juin 1966] (p. 2426) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT AU TOURISME : *Tourisme social ; création de commissions spécialisées ; détaxe sur l'essence ; politique foncière ; problème des communications et des ports ; exode des Français à l'étranger ; charges fiscales pesant sur l'hôtellerie et la restauration fran-*

çaises ; problème des plages, hôtel Hilton [21 octobre 1966] (p. 3705, 3706) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, Art. 1234-3 du Code rural : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Becue par les mots: « même si cette inaptitude est imputable pour moins de la moitié à l'accident ou à la maladie professionnelle »* [23 novembre 1966] (p. 4772).

Son rappel au règlement : Conditions de discussion des questions orales [9 décembre 1966] (p. 5420).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la campagne viticole : *Situation dramatique des viticulteurs ; nécessité de pratiquer une véritable politique viticole ; importations particulièrement en provenance d'Algérie et de Tunisie ; blocage ; fixation du prix de campagne* [9 décembre 1966] (p. 5429, 5430).

GAUTHIER (M. André), *Député de l'Isère, 3e circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283).

Est élu vice-président de cette commission [12 juin 1963] (p. 3320).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [16 mai 1963] (p. 2939).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 809) autorisant la ratification des conventions entre la République française et la Confédération suisse concernant, d'une part, une rectification de la frontière franco-suisse, et d'autre part l'aménagement hydro-électrique d'Emosson, signé à Sion, le 23 août 1963, **n° 983** [17 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi n° 2002 tendant à modifier le décret-loi du 17 juin 1938 relatif aux « noix de Grenoble », **n° 2202** [30 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisance des crédits contenus dans le présent budget, notamment en matière d'électrification et d'adduction d'eau ; exonération des droits de mutation dans le cas d'usage du droit de préemption ; parution rapide des textes concernant ce problème et leur effet rétroactif* [11 janvier 1963] (p. 649) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 2 : *Action du Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles* [25 juillet 1963] (p. 4526); Art. 3 : *Le vote de son groupe* (p. 4532);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture : *Travail de la Commission; incompatibilité avec le Traité de Rome; institution de taxes parafiscales; coopération; intentions et dispositions de la proposition actuellement discutée* [12 décembre 1963] (p. 7851, 7852).

Son rappel au Règlement : *Fixation de l'ordre du jour : calendrier des travaux parlementaires; problème du prix du lait* [9 avril 1964] (p. 693).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification des conventions entre la République française et la Confédération suisse concernant, d'une part, une rectification de la frontière franco-suisse, et d'autre part, l'aménagement hydro-électrique d'Emosson, signées à Sion le 23 août 1963, en qualité de *Rapporteur : Aménagement du barrage d'Emosson; sa grande importance économique en raison de la production d'électricité; aspects technique et juridique de cette réalisation; son invitation à l'Assemblée de ratifier les conventions* [25 juin 1964] (p. 2185, 2186).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Regrette que le Gouvernement ait renoncé à l'indexation des prix agricoles ; nécessité de freiner l'exode rural en accélérant le remembrement, en encourageant la vente de produits de qualité et en développpant l'enseignement agricole ; relèvement des prix ; création d'une commission* ad hoc *pour mettre fin à la grève du lait* [9 octobre 1964] (p. 3105, 3106).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INDUSTRIE : *Sort des mineurs, celui des artisans et commerçants; métiers des mineurs; leurs inquiétudes sur leur avenir; insuffisance des salaires; incertitude sur l'avenir d'un certain nombre de bassins; leur reconversion; importance des impôts frappant le monde du commerce et de l'artisanat; impôts sur l'énergie; rapport rédigé par M. Boisdé; octroi aux artisans d'un régime d'assurance maladie* [30 octobre 1964] (p. 4316, 4317);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 195 : *Reconnaissance aux tribunaux le pouvoir de prononcer la dissolution d'une société anonyme pour justes motifs* [8 juin 1965] (p. 1901); Art. 200 : *Contradiction entre les deux alinéas de cet article* (p. 1902).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale sans débat relative à la délivrance des permis de construire [29 octobre 1965] (p. 4363, 4364).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT AU TOURISME : *Comportement du touriste étranger; prix français; équipement des stations de sports d'hiver; Jeux olympiques de 1968; ski populaire* [21 octobre 1966] (p. 3704, 3705); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Insuffisance des crédits réservés à la promotion des agriculteurs; injustice de la fiscalité; fermeture des écoles rurales; problème du ramassage scolaire; calamités agricoles; progrès concernant la vulgarisation; crédits nécessaires à l'aménagement des villages; charges des collectivités locales; obligations imposées par le Marché commun* [27 octobre 1966] (p. 3962, 3963); INDUSTRIE : *Sort des artisans et des petits commerçants; cas du département de l'Isère; situation des hauts fourneaux de Chasse; crise du textile; ses observations sur les établissements Pascal et Walluit; conflit dans les établissements Neyrpic; situation des mineurs du bassin de la Mure* [7 novembre 1966] (p. 4312, 4313);

— du projet de loi sur l'élevage : *Nécessité de ne pas faire disparaître les petites races; amélioration de l'habitat animal; problème des importations* [22 novembre 1966] (p. 4723).

GEORGES (M. Maurice), *Député de Seine-Maritime, 6e circonscription (U. N. R. - U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, après l'Art. 65 : *Amendement de M. Anthonioz (Parité fiscale entre les bois français et étrangers) : conséquences pour le port du Havre de l'application aux bois étrangers importés de la taxe forestière frappant les bois français* [25 janvier 1963] (p. 1861);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAIL : *Rapport entre la Sécurité sociale et le corps médical; définition des devoirs du médecin; organisation rationnelle du contrôle* [5 novembre 1963] (p. 6428);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Développement considérable du port de Rotterdam; son régime administratif différent de celui des ports français ; investissements de ce port considérés comme d'intérêt national et financés par l'Etat à 80 %; situation identique pour le port d'Anvers; nécessité d'accroître la participation de l'Etat aux dépenses des ports et de modifier la politique portuaire nationale; majoration de l'aide de l'Etat aux investissements des grands ports; ne pas craindre une étatisation; sa confiance dans les assurances données par le Gouvernement à cet égard; exemption fiscale des ports autonomes devant être confirmée; problème de la fusion de deux ports* [8 avril 1965] (p. 672, 673); Art. 1er : *Son amendement, tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « en Conseil d'Etat » à ajouter les mots : « après enquête »* (p. 686); *enquête devant précéder le décret en Conseil d'Etat, créant le port autonome, comme il est prescrit par l'article premier de la loi du 12 juin 1920, afin de permettre un examen officiel avec les responsables locaux de la question de l'équilibre financier du nouvel organisme* (p. 686); *retrait de son amendement* (p. 687); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du premier alinéa de cet article : « L'Etat supporte les frais de la restauration, de l'entretien et de l'exploitation des écluses d'accès, de la restauration et de l'entretien des chenaux... »* (p. 689); *retrait de son amendement* (p. 690); Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dusseaulx* [9 avril 1965] (p. 732); Art. 8 : *Son amendement, tendant, après les mots : « assisté d'un directeur » à rédiger comme suit la fin de cet article : « qui, choisi sur une liste de présentation de candidats, établie par le conseil d'administration est nommé par décret en Conseil des Ministres sur la proposition du Ministre des Travaux publics et des Transports »* (p. 735); *retrait de son amendement* (p. 737); Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer aux deuxième et troisième alinéas de cet article les nouveaux alinéas suivants : « Pour un tiers : de membres désignés par les Chambres de Commerce et d'Industrie de la circonscription, de quatre représentants de l'Etat, de trois membres désignés par le personnel de l'établissement public et par les ouvriers du port; pour le reste, de membres désignés par les collectivités locales de la circonscription portuaire et de représentants des professions et des secteurs économiques, liés à l'activité du port, désignés par les organisations professionnelles intéressées »* (p. 738); *représentation de l'Etat* (p. 739); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer le début du premier alinéa de cet article jusqu'aux mots : « et des affaires économiques »* (p. 742); *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa : « Travaux accomplis sans le concours financier de l'Etat et n'entraînant pas de modifications essentielles dans les accès ou ouvrages du port)* (p. 742); *retrait de son amendement* (p. 743); Art. 15 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Dusseaulx tendant à rédiger comme suit le début du texte proposé pour le premier alinéa de cet article : « Le groupement ou la fusion... »* (p. 745); *son sous-amendement tendant, à la fin du texte proposé pour le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « dernier alinéa de l'article 2 précédent » les mots : « dispositions du premier alinéa de l'article premier »* (p. 745); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour le deuxième alinéa de cet article : « Décret prévu à l'alinéa précédent étant pris en Conseil des Ministres après enquête complémentaire »* (p. 745); *son sous-amendement tendant, au début du texte proposé pour le dernier alinéa de l'article 15,*

après les mots : « le décret établissant » à insérer les mots : « le groupement ou... » (p. 745); *ses observations sur l'amendement de M. Dusseaulx* (p. 746); *retrait de ses-sous-amendements* (p. 746);

— du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes, Art. 151 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par le nouvel alinéa suivant : « Le commissionnaire en douane est autorisé à signer, en son nom, une déclaration d'entrée en entrepôt, sauf dans le cas où les marchandises sous douane seraient laissées dans un entrepôt non soumis au contrôle de l'administration »* [10 juin 1965] (p. 1976); *déclaration d'entrée en entrepôt de stockage étant souscrite par le propriétaire des marchandises ou en son nom* (p. 1976); Art. 82 *bis : Son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 par un nouvel alinéa : (Création ou modification des ouvrages)* (p. 1979); *construction des outillages portuaires posant des problèmes complexes* (p. 1979); *son amendement tendant à la suppression du paragraphe 3 du texte proposé pour l'article 82* bis *du Code des douanes* (p. 1979); Art. 82 *ter : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Admission des marchandises dans les magasins ou sur les aires de dédouanement)* (p. 1980); *déclaration sommaire* (p. 1980); Art. 82 *quater : Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier par la phrase suivante : « Dans les ports autonomes la durée maximum de séjour est fixée par le conseil d'administration du port, après avis du directeur local des douanes »* (p. 1980); *encombrement des magasins* (p. 1980); *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 2 du texte proposé pour l'article 82* quater *du Code des douanes* (p. 1980); Art. 82 *quinquies : Son amendement tendant après le mot « exploitant » à insérer les mots : « du magasin ou de l'aire de dédouanement, à l'exception de ceux existant dans les ports maritimes »* (p. 1981);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Effets de l'extension de la T.V.A. sur le négoce du coton; régime suspensif; unification des législations; effets de la réforme sur l'économie portuaire; transports de marchandises à destination de l'étranger* [24 juin 1965] (p. 2430, 2431); Art. 6 : *Son amendement tendant : 1° dans le premier alinéa du paragraphe premier de cet article à supprimer les mots : « ou à destination de »; 2° à compléter cet alinéa par les mots suivants : « et doivent en conséquence être soumis à la taxe »* [24 juin 1965] (p. 2457); *taxe en matière de transport; son champ d'application territorial* (p. 2457); *son amendement tendant, après le premier alinéa du paragraphe 3 de l'article 6 à insérer le nouvel alinéa suivant : « Ceux-ci fixeront les exonérations, réductions et autres modalités appliquées aux opérations effectuées dans les ports »* (p. 2458); *opérations effectuées dans les ports* (p. 2458); Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de cet article par le nouvel alinéa suivant : « 11° Les transports à destination de l'étranger »* (p. 2460); *son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 8 par le nouvel alinéa suivant : « Toutefois les exonérations prévues à l'article 271-42* b, *dont la liste figure à l'annexe III C.G.I., article 71* bis, *sont maintenus dans la mesure où les commissions et frais visés intéressent les opérations d'exportation »* (p. 2463); Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de cet article par les mots suivants : « sous réserve des cas déterminés par décret, où le versement de la taxe peut être suspendu »* (p. 2465); *négociants en matières premières textiles; unification des régimes fiscaux au sein du Marché commun; cas du coton* (p. 2465); En deuxième lecture : *Rapports existant entre la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée et les activités portuaires; charges de la manutention portuaire; cas du Havre; enquête effectuée par l'Union des chambres de commerce maritimes; question de savoir si le nouveau régime est favorable aux grands ports* [21 décembre 1965] (p. 4995, 4996); Art. 6 : *Portée de l'expression « transports maritimes »* (p. 5010, 5011);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Projet de loi sur les grands ports; réalisation de la voie fluviale Seine-Est; concentration de la région parisienne; liaison Seine-Moselle; canal de la Marne au Rhin; voie Nord-Sud; axe Lille-Paris-Marseille* [5 novembre 1965] (p. 4540, 4541);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES CULTURELLES : *Transformation de Paris; ses observations sur les sculptures de Mayol; maison de la culture du Havre; ses observations sur les « cimetières*

de voitures » [27 octobre 1966] (p. 3985, 3986); EQUIPEMENT. — I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur les ports; cas du Havre; liaison Seine-Moselle; aménagement des écluses de l'Oise; construction de deux écluses sur l'Aisne; sidérurgie mosellane; liaison Seine-Meuse; ses observations sur la réparation navale au Havre; importance des armements pétroliers* [8 novembre 1966] (p. 4380, 4381).

GERMAIN (M. Charles), *Député du Rhône, 10e circonscription (app. C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'apparente au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes : *Insuffisance du taux des prestations envisagées* [27 juin 1963] (p. 3753).

GERMAIN (M. Georges), *Député de la Seine, 32e circonscription (S.).*

En remplacement d'Alphonse Le Gallo, décédé le 17 février 1965.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1965] (p. 571).

S'inscrit au groupe socialiste [2 avril 1965] (p. 576).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [7 avril 1965] (p. 633).

Cesse d'appartenir à cette commission [29 juin 1965] (p. 2765).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [29 juin 1965] (p. 2765).

Donne sa démission de membre de cette commission [2 avril 1966] (p. 522).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 relatif à l'exercice du droit de reprise à l'encontre des personnes âgées, **n° 1764** [13 avril 1966].

Interventions :

Prend part au débat sur la question orale de M. Lolive, relative aux mesures de protection en faveur des locataires d'hôtels et de meublés : *nécessité de voter rapidement un texte tendant au maintien dans les lieux des locataires d'hôtels et de meublés* [21 avril 1965] (p. 794).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les sociétés commerciales : *Projet n'aboutissant qu'au bout de dix-sept ans de recherches; discussion de ce projet en quelques heures; caractère disparate du projet de loi; sa réprobation du mode de gestion économique dont ce projet est l'expression; sociétés anonymes; sociétés à responsabilité limitée; poursuites contre les gérants et les présidents directeurs généraux; extension des conséquences de la faillite au président directeur général; contrôle des sociétés à responsabilité limitée; décret fixant le montant du capital des sociétés à responsabilité limitée; sociétés en commandite par actions; création de commissaires aux comptes; documents comptables préparés par l'assemblée générale; problème des amortissements; modification de la direction de l'administration des sociétés; création de l'association capital-travail; Traité de Rome; part trop grande laissée au pouvoir réglementaire* [1er juin 1965] (p. 1676 à 1678); Art. 113 : *Réforme des sociétés commerciales devant définir plus précisément les actions ayant le droit de vote* [8 juin 1965] (p. 1872); *abstention du groupe socialiste lors du vote sur l'ensemble du projet de loi*

[11 juin 1965] (p. 2074); En troisième et dernière lecture : ses explications de vote : *Son opposition lors du vote* [23 décembre 1965] (p. 5105);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Politique de grandeur; échange avec les pays en voie de développement; taux d'augmentation du produit national brut; allégements fiscaux; politique sociale; décentralisation; force de frappe; crise du logement; niveau de vie; transfert des charges de l'Etat sur les collectivités locales* [5 novembre 1965] (p. 4509 à 4511).

Mise au point au sujet du vote de M. Gaston Defferre sur la motion de renvoi à la Commission du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [22 décembre 1965] (p. 5081).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de l'Information, une question orale sans débat relative à l'interdiction de la projection d'un film (Suzanne Simonin, *la Religieuse* de Diderot) [29 avril 1966] (p. 1033, 1037, 1038, 1039).

Prend part au débat sur les questions orales de M. Noël Barrot et de Mme Vaillant-Couturier relatives à la situation des hôpitaux publics : *utilité des monitrices, des kinésithérapeutes, des aides anesthésistes des services hospitaliers ; mauvaise répartition géographique des médecins* ; *différence de rémunération des infirmières dans les établissements privés et dans les établissements publics* [29 avril 1966] (p. 1051, 1052, 1053).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 4 : *Ses observations sur les paroles de M. Le Douarec et l'amendement du Gouvernement* [10 juin 1966] (p. 1922); Art. 112-14 : *Responsabilité du conseil d'administration, du directoire et du comité de surveillance* (p. 1941);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur onze propositions de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement de MM. Maurice Thorez, Hersant, Edouard Charret, Neuwirth, de Grailly, Lecocq, Krieg, Trémollières, Lolive, Georges Germain et Dubuis : *Ses observations sur le rapport de M. de Grailly; référence au non-assujettissement à l'impôt sur le revenu des personnes physiques; référence à la date du 4 août 1962 pour l'âge limite auquel la loi peut être applicable; situation des personnes de plus de 70 ans* [14 juin 1966] (p. 2033); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Fanton* (p. 2034, 2035); En seconde délibération : *Son amendement tendant à supprimer, dans cet article, les mots : « dont les ressources annuelles sont inférieures à 4.200 fois le salaire minimum interprofessionnel garanti »* [16 juin 1966] (p. 2110); *logement des personnes âgées* (p. 2110);

— du projet de loi relatif aux entreprises pratiquant le crédit-bail : *Autorisation donnée aux sociétés de crédit-bail d'emprunter auprès du crédit national; coût du crédit-bail; nationalisation des entreprises qui pratiquent cette forme de crédit* [17 juin 1966] (p. 2138, 2139);

— du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris : *Conditions du déroulement du débat; création des métropoles régionales et des supermunicipalités; création du district de la région de Paris; rôle du conseil d'administration; suppression des membres nommés* [23 juin 1966] (p. 2291, 2292); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : (Désignation des membres du conseil d'administration)* (p. 2301); *représentation par des conseillers généraux et par des représentants des maires* (p. 2301); En deuxième lecture, Art. 3 : *Désignation des membres du conseil d'administration* [15 novembre 1966] (p. 4572);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur deux propositions de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues et de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement : *Prorogation pour deux ans des dispositions de la loi du 8 juillet 1964 accordant des sursis d'expulsion à certains occupants*

de locaux d'habitation ou à usage professionnel [24 juin 1966] (p. 2341);

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale : *District de la région parisienne; augmentation de la population de la banlieue; recensement de 1962; partage des sièges de députés proportionnellement à l'ensemble de la population de la région parisienne* [24 juin 1966] (p. 2348); *nombre des électeurs inscrits dans chaque circonscription* (p. 2352); *opposition du groupe socialiste lors du vote sur l'ensemble du projet de loi* (p. 2256);

— du projet de loi organique modifiant les dispositions du Code électoral relatives à la composition de l'Assemblée Nationale : *Conditions du déroulement du débat; nombre des députés; vote négatif de son groupe* [25 juin 1966] (p. 2368);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des sénateurs : *Ses observations sur l'élection des députés; désaffection du Gouvernement pour le Sénat; rôle et importance du Sénat; président du Sénat le deuxième personnage de l'Etat* [29 juin 1966] (p. 2458);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur la régie autonome des transports parisiens; problème de la circulation de Paris et de sa banlieue; suppression de certaines lignes le dimanche; revendications des syndicats du personnel du réseau ferré; conditions de travail des agents de la R.A.T.P.; revalorisation de leurs traitements* [8 novembre 1966] (p. 4388, 4389); III. — LOGEMENT : *Logements destinés à la vente; problèmes fonciers; ses observations sur le fait que des terrains libérés par des transferts d'usines soient livrés à des opérations spéculatives: exemple de la régie Renault à Boulogne-Billancourt; développement des villes nouvelles au milieu d'espaces non aménagés; création des métropoles régionales; problème du logement confortable accessible aux couches moyennes* [9 novembre 1966] (p. 4441).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Barberot et Delorme relatives aux accidents de la circulation : *Saturation du réseau routier; construction d'autoroutes trop étroites; réduction de la vitesse sur les portions de routes dangereuses; nécessité de prévoir la signalisation et la matérialisation des voies; retrait des permis de conduire par les tribunaux d'exception* [25 novembre 1966] (p. 5014, 5015).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Sanson tendant à compléter les obligations des propriétaires envers les concierges à l'occasion des congés annuels : *Insuffisance de la rémunération des concierges* [15 décembre 1966] (p. 5583).

Prend part au débat sur la question orale de M. Martin relative à la reconversion professionnelle des travailleurs : *démantèlement de l'industrie de la région parisienne ; nécessité de lier la décentralisation à l'amélioration des moyens de transport (exemple de Citroën à Aulnay-sous-Bois) ; difficultés de circulation à Paris et en banlieue ; manque de logements; zones de salaires ; problème du marché de l'emploi et les ordinateurs ; nécessité des contacts directs entre employeurs et futurs employés* [16 décembre 1966] (p. 5654, 5655).

GERMAIN (M. Hubert), *Député de la Seine, 14e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées

par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [11 décembre 1964] (p. 5752);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964] (p. 6099);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965] (p. 5084);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1967 [30 novembre 1966] (p. 5113);

— membre du Comité des prix de revient des fabrications d'armement [27 mai 1966] (p. 1578).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 39, Crédits du Ministère des Armées, Section Air, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 38, Ministère des Armées, Section Air, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 43, Entreprises nationales, tome I, Sociétés nationales de construction aéronautique, **n° 568** [9 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087). annexe n° 37 : Budget des armées. Titre V. Armement, Equipement, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi programme (n° 1155) relative à certains équipements militaires, **n° 1195** (26 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, **n° 1245** [15 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de programme (n° 1241) relative à certains équipements militaires, rejeté par le Sénat, **n° 1247** [15 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, rejeté par le Sénat dans sa deuxième lecture, **n° 1256** [16 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), annexe n° 36, Budget des armées, Titre V, Armement, Equipement, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), annexe n° 39, Budget des armées, Titre V, Armement, Equipement, annexe n° 40, Budgets annexes des essences et poudres, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial: Réduction des effectifs budgétaires; variation dans l'implantation territoriale; diminution des crédits de*

carburant; réserves générales établies dans le cadre de l'O.T.A.N., problèmes du recrutement et de la carrière des personnels spécialisés dans l'armée de l'air; mesures à prendre en la matière; crédits concernant les études, recherches et prototypes; investissements techniques et industriels; ses observations sur les « Mirage », les « Nato », le cargo « Transall », les avions légers; problèmes de l'industrie aéronautique; résiliation des commandes de « Caravelle »; acquisition de matériel étranger; problèmes d'infrastructure; licenciements dans l'industrie aéronautique [23 janvier 1963] (p. 1543 à 1546); *pension au taux de grade accordée aux militaires invalides; application des dispositions prévues par le collectif de juillet 1962; disparité existant entre certaines situations* [24 janvier 1963] (p. 1610);

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience, Art. 2 : *Son amendement (Délai pour la demande des objecteurs de conscience)* [24 juillet 1963] (p. 4472); Article additionnel : *Son amendement (Promulgation d'un R.A.P. pour déterminer les emplois auxquels ne pourront accéder les objecteurs de conscience)* (p. 4476);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Industrie spatiale; problème relatif à la production de cellules; problème de l'effectif* [31 octobre 1963] (p. 6147); BUDGETS MILITAIRES, Art. 20 à 24, en qualité de *Rapporteur spécial: Augmentation des dépenses d'équipement; analyse des mesures nouvelles contenues dans le budget; effort en faveur des recherches supersoniques; cas du « Bréguet 941 »; problème des « Mirage III, « IV » ,du « Matra 530 air-air » et du « As 30 air-sol » de Nord-Aviation; industrie aéronautique* [7 novembre 1963] (p. 6723, 6724, 6725);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 4 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernemeht tendant à supprimer la première phrase du paragraphe 3* [10 décembre 1963] (p. 7764); *création de matériel aéronautique comportant des risques énormes; suppression de la première phrase du paragraphe 3 de l'amendement du Gouvernement* (p. 7765, 7766); En seconde délibération Art. 4 *bis: Problème de la tutelle de l'industrie aéronautique* [10 décembre 1963] (p. 7790).

Son rappel au Règlement : *Ses paroles à l'égard de M. Tanguy-Prigent; leur inexistence; rectification au procès verbal* [29 octobre 1964] (p. 4105).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial: Dépôt de la deuxième loi de programme relative à certains équipements militaires pour la période de 1965-1970; équilibre des dépenses ordinaires et des dépenses d'équipement; grande option de la politique militaire de la France; augmentation du budget militaire de 4,9 % par rapport à celui de l'an passé alors que le budget général de la Nation progresse de 7 %; dépenses militaires représentant 20 % des dépenses de l'Etat et 5 % du revenu national brut; constitution d'une force intermédiaire pour les armes nucléaires; sort du projet « Concorde »; problème du logement du personnel; situation de la marine* [6 novembre 1964] (p. 4841, 4842);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, en qualité de *Rapporteur: Loi de programme ne représentant qu'une partie de la planification militaire; seconde loi de programme poursuivant les mêmes objectifs que la première; maintien à 5 % du revenu national la part des dépenses militaires; ouvertures d'autorisations de programme; augmentation des dépenses d'équipement; part de l'armement nucléaire; création de l'engin sol-sol balistique stratégique (S.S.B.S.) complémentaire du futur engin mer-sol (M.S.B.S.); première génération; modernisation des forces dites classiques; chars de trente tonnes; hélicoptères de manœuvre; prélèvements militaires sur la production nationale; constitution de la force de dissuasion; marge de sécurité pour les aléas techniques; organisation des établissements industriels de l'armée; projet « Concorde »* [1er décembre 1964] (p. 5726 à 5729); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement déposé par M. Abelin* [2 décembre 1964] (p. 5803); Art. 3 : *Son amendement tendant, après les mots: « en cas de nécessité » à insérer les mots: « de défense nationale »* (p. 5804); *son amendement tendant, dans le même article, à substituer aux mots: « de dépense » les mots: « ouvrant autorisation de programme »* (p. 5804); Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Cha-*

zalon (p. 5805); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Commission mixte paritaire n'étant pas parvenue à établir un texte commun; amendement de MM. Abelin et Maurice Faure; procès-verbal de carence* [15 décembre 1964] (p. 6125, 6126); Art. 1er : *Opposition de la Commission à l'amendement de MM. Abelin et Maurice Faure* (p. 6126); Art. 4 : *Opposition de la Commission des finances à l'amendement de M. Chazalon* (p. 6127); En troisième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur: Commission des finances ayant examiné de nouveau le projet de loi de programme* [16 décembre 1964] (p. 6153);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance nº 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant, dans le sixième alinéa du texte modificatif proposé par cet amendement, pour l'article 28 de l'ordonnance du 4 février 1959, après les mots: « statuts particuliers » à insérer les mots: « des corps des services extérieurs de l'Etat »* [28 avril 1965] (p. 952); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. de Grailly, après les mots: « les statuts particuliers » à insérer les mots: « des corps des services extérieurs de l'Etat »* (p. 957); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: (Etablissement d'un nouveau statut particulier du corps des attachés d'administration centrale par le Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, après consultation des intéressés)* (p. 959);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 18 : *Situation des sursitaires* [26 mai 1965] (p. 1590, 1591); *ne pas pénaliser les étudiants* (p. 1591).

Pose à M. le Ministre des Armées deux questions orales sans débat relatives à la situation de l'industrie aéronautique et spatiale [4 juin 1965] (p. 1834, 1836, 1837).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial: Problème de l'adaptation des crédits demandés aux besoins des armées; dépenses en capital; poursuites des objectifs prioritaires; maintien de leurs échéances; effort financier; son souhait de voir une répartition des crédits par arme; ses observations sur les traitements et les charges militaires; mise en place de la première génération de la force nucléaire stratégique; question de la seconde génération; estimation financière du secteur des engins; autorisations de programme; marine nationale; armée de l'air; « Mirage IV »; protocole d'accord avec le Gouvernement britannique; cas des « Mirage III »; chars AMX de 30 tonnes; engin Acra; chassis AMX 30* [21 octobre 1965] (p. 3930 à 3932); Art. 29 : *Ne pas amputer les crédits affectés au développement de la force nucléaire stratégique; ses observations sur l'amendement de M. Manceau; Commission des finances n'ayant pas adopté cet amendement* (p. 3966); CONSTRUCTION : *Situation des personnels; attitude des directions des offices; leurs difficultés de recrutement; personnels contractuels étant mieux payés que les personnels titulaires; office d'H.L.M. de la ville de Paris* [22 octobre 1965] (p. 4032); *ses observations sur le rappel au règlement de M. Lamps* (p. 4035);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social: *Cas de l'industrie aéronautique; projet « Concorde »; technique du décollage court; hélicoptère lourd; accroissement du trafic aérien; projet « Mercure »; financement des investissements; aide à l'exportation; ses observations sur les services après vente* [5 novembre 1965] (p. 4547, 4548);

— du projet de loi portant création du corps militaire du contrôle général des armées, après l'Art. 10 : *Son opposition à l'amendement de M. Hebert; problème pouvant se poser pour les entreprises nationalisées* [28 avril 1966] (p. 995, 996);

— du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale : *Situation des officiers des compagnies républicaines de sécurité; qualité d'officier de police judiciaire; libertés individuelles; développement des activités des C.R.S.; caractéristiques d'un officier de police judiciaire; sa compétence territoriale; contrôle du Parquet; police de la route; méthodes de travail des C.R.S.; maintien de l'ordre; cas des officiers de gendarmerie mobile; contrôle de la justice sur les fonctionnaires de la police judiciaire; mission des C.R.S.; constatation des contraventions de blessures involontaires* [21 juin 1966] (p. 2179 à 2181);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial: Ses observations sur le budget annexe des essences et des poudres; situation des entreprises nationalisées de construction aéronautique; part du budget de défense au sein du budget de l'Etat; mutation dans le choix des armements; autorisations de programme; force nucléaire stratégique de première génération; réalisation de la force nucléaire intermédiaire à base d'engins sol-sol-balistique-stratégique; force atomique de la seconde génération, sous-marin atomique; vecteur mer-sol-balistique-stratégique; armement atomique tactique ; réforme de structures; problèmes de la marine; coût des corvettes; problèmes de l'armée de l'air* [25 octobre 1966] (p. 3812, 3813); *problèmes aéronautiques; construction du «Concorde» et du «Jaguar»; situation des arsenaux maritimes* (p. 3813, 3814); *coopération franco-britannique; projet «Concorde»* (p. 3833); Art. 26 : *Crédits de la force nucléaire stratégique* (p. 3856); *Mirage III, armée de l'air; coopération franco-britannique; amendement de M. François Valentin; industries aéronautiques nationales* (p. 3857, 3858).

GERNEZ (M. Raymond), *Député du Nord, 16e circonscription (S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe socialiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

GIRARD (M. Florimond), *Député de la Savoie, 3e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

En remplacement de M. Pierre Dumas devenu secrétaire d'Etat.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du Travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'industrie automobile : *Situation des entreprises annexes* [16 octobre 1964] (p. 3375).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Aménagement d'un itinéraire routier entre la France et l'Italie; route reliant Lyon à Turin; création d'une autoroute entre Lyon et Chambéry; tunnel de l'Epine et de Dullin; tunnel routier du Fréjus-Mont-Cenis* [4 novembre 1965] (p. 4477, 4478);

— du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Régime des ouvriers des parcs et ponts et chaussées; prime d'indemnité; situation dans les régions de montagne* [8 novembre 1966] (p. 4389).

GISCARD D'ESTAING (M Valéry), *Député du Puy-de-Dôme, 2e circonscription (R. I.).*

Ministre des Finances
et des Affaires économiques
(2e Gouvernement POMPIDOU)
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Finances et des Affaires économiques [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre des Finances et des Affaires économiques (2e Gouvernement POM-

PIDOU) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Finances et des Affaires économiques (2e Cabinet POMPIDOU) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Dépôts :

Son projet de loi ratifiant le décret n° 62-1361 du 16 novembre 1962, instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises résultant de transformation de produits agricoles, **n° 19** [7 décembre 1962].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 62-1465 du 27 novembre 1962, qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation, **n° 20** [7 décembre 1962].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1962, **n° 21** [11 décembre 1962].

Son projet de loi de finances pour 1963, **n° 22** [11 décembre 1962].

Son projet de loi spécial autorisant la perception en 1963 des impôts et taxes parafiscales existants, **n° 45** [19 décembre 1962].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération monétaire conclu le 12 mai 1962 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les gouvernements respectifs des Républiques membres de l'Union monétaire ouest-africaine, d'autre part. **n° 56** [27 décembre 1962].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 62-1573 du 22 décembre 1962, qui a modifié les tarifs de douanes d'importation, **n° 61** [3 janvier 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation, **n° 99** [10 janvier 1963].

Son projet de loi portant réglement définitif du budget de 1959, **n° 105** [14 janvier 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-18 du 11 janvier 1963, qui a modifié le tarif des droits de douanes d'importation, **n° 106** [14 janvier 1963].

Son projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes, **n° 116** [17 janvier 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-43 du 24 janvier 1963 instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises originaires d'Italie, **n° 135** [5 février 1963].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1960, **n° 143** [13 février 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-140 du 20 février 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation. **n° 204** [30 avril 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-197 du 27 février 1963 qui a modifié le tarif des droits de douanes d'importation, **n° 205** [30 avril 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-273 du 20 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation. **n° 215** [30 avril 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-299 du 23 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation. **n° 216** [30 avril 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-345 du 6 avril 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation. **n° 219** [30 avril 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-428, du 30 avril 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 223** [3 mai 1963].

Son projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, **n° 226** [9 mai 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-485, du 15 mai 1963, modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation, **n° 239** [17 mai 1963].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1963, portant maintien de la stabilité économique et financière, **n° 240** [17 mai1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 62-867 du 28 juillet 1962 relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatoires établis conformément aux règlements arrêtés par le conseil de la Communauté économique européenne, **n° 285** [21 mai 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-594 du 19 juin 1963, qui a modifié le tarif des droits de douanes d'importation, **n° 409** [25 juin 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-635 du 3 juillet 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses, **n° 423** [4 juillet 1963].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1963, **n° 449** [11 juillet 1963].

Son projet de loi tendant à la ratification du décret n° 63-413 du 9 avril 1963 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises japonaises de navigation maritime ou aérienne, **n° 541** [1er octobre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-929 du 9 septembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 543** [1er octobre 1963].

Son projet de loi relatif au regroupement des actions non cotées, **n° 544** [1er octobre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-935 du 12 septembre 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation, **n° 545** [1er octobre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-936 du 12 septembre 1963, portant modification du tarif des droits de douane d'importation, **n° 546** [1er octobre 1963].

Son projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale, **n° 548** [1er octobre 1963].

Son projet de loi de finances pour 1964, **n° 549** [1er octobre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-993 du 1er octobre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 554** [3 octobre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-997 du 4 octobre 1963, qui a institué une taxe compensatoire à l'importation de certaines catégories d'aliments contenant du lait et destinées aux animaux, **n° 556** [8 octobre 1963].

Son projet de loi modifiant la taxe intérieure de la consommation applicable à l'essence ordinaire, **n° 578** [16 octobre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-1030 du 5 octobre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses, **n° 580** [17 octobre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-1080 du 30 octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 627** [31 octobre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-1131 du 15 novembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 653** [19 novembre 1963].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1963, **n° 680** [22 novembre 1963].

Son projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation des sociétés d'investissement, **n° 685** [26 novembre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-1162 du 23 novembre 1963 relatif au prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation, **n° 686** [26 novembre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-1163 du 23 novembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation. **n° 687** [26 novembre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-1186 du 29 novembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 703** [3 décembre 1963].

Son projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, **n° 721** [10 décembre 1963].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-1318 du 27 décembre 1963 qui a modifié le décret n° 62-1361 du 16 novembre 1962 instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, **n° 795** [2 avril 1964].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 63-1319 du 27 décembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 796** [2 avril 1964].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 64-71 du 27 janvier 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicable à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui a institué des droits de douane différentiels sur certaines importations de ces produits, **n° 801** [2 avril 1964].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 64-110 du 5 février 1964, qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation, **n° 803** [2 avril 1964].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 64-

115 du 7 février 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, n° **804** [2 avril 1964].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 64-129 du 12 février 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à diverses fontes relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, n° **807** [2 avril 1964].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 64-232 du 14 mars 1964 portant suspension provisoire du droit de douane applicable à certains vins originaires de Tunisie, n° **815** [2 avril 1964].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 64-233 du 14 mars 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, n° **816** [2 avril 1964].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 64-290 du 3 avril 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, n° **817** [8 avril 1964].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 64-294 du 4 avril 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, n° **818** [8 avril 1964].

Son projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux, n° **949** [5 juin 1964].

Son projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse, n° **973** [16 juin 1964].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 64-546 du 11 juin 1964 portant rétablissement du droit de douane applicable à certains vins originaires et en provenance de Tunisie, n° **974** [16 juin 1964].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1961, n° **995** [19 juin 1964].

Son projet de loi de finances pour 1965, n° **1087** [2 octobre 1964].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 64-991 du 19 septembre 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'exportation, applicable à la sortie du territoire douanier, n° **1088** [2 octobre 1964].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1964, n° **1190** [24 novembre 1964].

Son projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, n° **1292** [18 décembre 1964].

Son projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes, n° **1300** [5 avril 1965].

Son projet de loi ratifiant le décret n° 65-59 du 26 janvier 1965 portant fixation des droits de douane applicables à certains produits originaires et en provenance de Tunisie et du Maroc, n° **1306** [5 avril 1965].

Son projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, n° **1309** [7 avril 1965].

Son projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, n° **1372** [18 mai 1965].

Son projet de loi instituant un régime d'épargne-logement, n° **1397** [1er juin 1965].

Son projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, n° **1420** [4 juin 1965].

Son projet de loi autorisant l'approbation des amendements aux statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale. n° **1481** [18 juin 1965].

Son projet de loi tendant à la création de sociétés d'investissement forestier, n° **1530** [25 juin 1965].

Son projet de loi de finances pour 1966, n° **1577** [2 octobre 1965].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1965, n° **1667** [16 novembre 1965].

Son projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, n° **1692** [20 décembre 1965].

Son projet de loi relatif à l'indemnisation des accidents corporels de chasse, n° **1724** [4 janvier 1966] annexé au procès-verbal de la séance du 2 avril 1966.

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Prélèvement sur les bénéfices des sociétés participant à l'élaboration de la force de frappe* [18 décembre 1962] (p. 73); *utilisation des ressources provenant de la vignette; leur insuffisance par rapport aux besoins des personnes âgées; affectation intégrale des ressources créées en 1956 en faveur des personnes âgées* (p. 75, 76); *crédits affectés à*

l'Algérie (p. 77); *conceptions traditionnelles en matière de droite et de gauche; place du budget dans l'économie (première partie de la loi de finances); étude des actions budgétaires (deuxième partie de la loi de finances); maintien de la politique d'équilibre et la volonté déterminée d'expansion; taux d'expansion de la France par rapport à ses voisins européens; augmentation des investissements; réduction des effectifs militaires et arrivée de nouvelles classes sur le marché du travail; augmentation des dépenses; mesures en faveur de la fonction publique et des personnes âgées; augmentation des ressources affectées à l'éducation nationale et à la santé publique; problème de la non-consommation des crédits en matière d'éducation nationale; augmentation des subventions aux entreprises nationales; réduction des dépenses militaires à la suite de la fin de la guerre d'Algérie; priorité accordée au plan; nécessité de venir en aide aux rapatriés; dépassement de la règle d'or de Jules Ferry; progression des dotations en faveur de l'agriculture; mesures en faveur des personnes âgées, revalorisation des rentes viagères; choix des hypothèses en mesure de recettes fiscales; développement de l'actif économique et des plus-values fiscales; réformes entreprises dans la fiscalité française; mesures prises en faveur des salariés; diminution de la part de ceux-ci dans l'assiette de l'impôt sur le revenu; exigences de la justice sociale* (p. 82 à 86); Art. 1er : *Problème de la taxe sur les plus-values dans le cas d'appartements en copropriété* (p. 87); Art. 2 : *Problème du financement de l'arrachage des pommiers — son amendement au nom du Gouvernement (Taxe sur les boissons alcooliques provenant de la distillation de céréales)* (p. 88); *problème du financement de l'arrachage des pommiers; conséquences possibles (mesures de rétorsion) des dispositions frappant le whisky* (p. 88, 89); *taxes concernant la cession de pommes entre agriculteurs habitant les régions voisines; mesures de rétorsion que peut entraîner sur les exportations de cognac l'augmentation de la taxe sur le whisky* (p. 90); Art. 5 : *Son amendement au nom du Gouvernement (prélèvement sur le fonds de soutien aux hydrocarbures)* (p. 91); Art. 9 : *Excédents du régime d'allocations familiales et possibilité d'envisager en 1963 une majoration des prestations* (p. 96); *conditions de la chute de M. Pinay; maintien de la gestion des régimes sociaux agricoles par les caisses de mutualité sociale agricole* (p. 100); *financement du budget annexe des prestations sociales agricoles; absence de recours au système de la taxation des produits* (p. 101); Art. 9 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Cotisations des exploitants agricoles): réduction de la majoration de la cotisation individuelle et report de la différence sur les cotisations cadastrales; avancement au 1er juillet de l'échéance du 1er octobre en ce qui concerne le relèvement de l'allocation de la mère au foyer* (p. 106); *son amendement au nom du Gouvernement (Taux de la cotisation de la mère au foyer, rachat des cotisations par les vieux exploitants agricoles)* (p. 106, 107); après l'Art. 9 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Perception des taxes parafiscales)* (p. 110); *nécessité de procéder à un inventaire complet des dommages provoqués par les attentats au plastic* (p. 124); *amendement de la Commission (Suppression de la redevance sur les importations de rhum contingenté): amélioration de l'organisation du Comité national interprofessionnel du rhum* (p. 125); Art. 11 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Rajustement des dépenses en fonction de la revalorisation des rémunérations de la fonction publique, des recettes par prélèvement sur le fonds de soutien aux hydrocarbures et par réalisation de nouvelles économies)* (p. 144); En deuxième lecture, de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 8 : *Problème de la perception de la taxe sur les corps gras alimentaires, au stade de l'importation ou au stade de la vente; incidences sur les prix de cette nouvelle taxe* [20 décembre 1962] (p. 182); Art. 11 : *Erreurs matérielles commises dans la transcription du texte de cet article* (p. 184); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963 : *Hommage rendu au travail de la Commission des finances; publication au* Journal officiel *de la première partie de la loi de finances; prise par le Gouvernement de décrets de répartition en application de l'article 44 de la loi organique sur les lois de finances; réalisation d'un certain nombre de transferts; publication d'autorisations de programme et de crédits de paiement en application de l'article 11 de la loi organique et dépôt par le Gouvernement d'amendements relatifs à la seconde partie de la loi de finances; portée du présent débat; efforts du Gouvernement pour accélérer le dépôt des lois de règlement* [8 janvier 1963] (p. 314, 315); MONNAIES ET MÉDAILLES : *Problème de l'introduction du*

franc; mise en service de nouvelles pièces de monnaie; présentation par les Monnaies et Médailles de documents comptables concernant leur activité; création d'une usine de fonderie en province; résultats de la Commission d'enquête; choix du terrain de Beaumont-le-Roger; principe de la décentralisation des Monnaies et Médailles (p. 317, 318); LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Problème de l'utilisation du parc de Saint-Denis par la population locale* (p. 321); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Retrait de la demande de scrutin déposée sur ce budget* (p. 342); *programme d'investissements en matière de télécommunications; progression envisagée par celui-ci* (p. 347); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Problème de l'écart de taux d'intérêt existant entre la Caisse nationale et les caisses privées, celui de l'élévation du plafond des dépôts, répartition des livrets d'après leur montant; avantages offerts par les caisses d'épargne aux petits épargnants; baisse du taux d'intérêt des bons du trésor; situation actuelle en ce qui concerne les différents taux d'intérêt payés pour l'épargne; augmentation très forte des dépôts dans les caisses d'épargne* [8 janvier 1963] (p. 347, 348); *mécanisme de l'épargne-crédit; assouplissement souhaitable de certaines conditions de délai; caractère originellement non prêteur des caisses d'épargne; redistribution de l'épargne en France* (p. 349); Article additionnel : *Amendement de M. Denvers (Elévation du plafond des dépôts de la Caisse nationale d'épargne): application de l'article 41 de la Constitution* (p. 351); INDUSTRIE, après l'Art. 55 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Payement des quittances de gaz et d'électricité par virement postal ou bancaire)* [9 janvier 1963] (p. 423); TRAVAIL, après l'Art. 57 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Pension des veuves de salariés dont le mari est mort avant d'avoir atteint 60 ans)* [9 janvier 1963] (p. 443); CONSTRUCTION, après l'Art. 52 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Suppression de la taxe spéciale au profit du Fonds national de l'habitat* [10 janvier 1963] (p. 533); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - INFORMATION, après l'Art. 57 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Répression des infractions commises par les commerçants pour non-déclaration des appareils de radio vendus)* [10 janvier 1963] (p. 546); *son amendement au nom du Gouvernement (Retraite anticipée pour les fonctionnaires de la R.T.F.)* (p. 548); PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES, Art. 19 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Réduction des crédits de payement);* après l'Art. 50 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Ajustement des tarifs de remboursement du régime agricole aux données correspondantes du régime général); son amendement au nom du Gouvernement (Exonération des cotisations pour certaines catégories d'exploitants)* [10 janvier 1963] (p. 566); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Son amendement au nom du Gouvernement (Rachat des cotisations)* [11 janvier 1963] (p. 669); *son amendement au nom du Gouvernement (Augmentation des crédits pour les adductions d'eau): développement des crédits pour les adductions d'eau; financement de certains travaux en la matière par la Caisse des dépôts et consignations* (p. 670, 671); *participation de la Caisse des dépôts et consignations au financement des adductions d'eau* (p. 671); après l'Art. 50 : *son amendement au nom du Gouvernement (Aménagement des dates de transformation des Services de contrôle du conditionnement dans les départements d'outre-mer)* (p. 672); Article additionnel : *Son amendement au nom du Gouvernement (Exemption des frais d'enregistrement pour les preneurs de baux usant du droit de préemption)* (p. 672); *son amendement au nom du Gouvernement (Réglementation de la superficie globale maximum en matière de cumul)* (p. 672, 673); *application de la loi d'orientation agricole; rôle des commissions départementales en matière de réglementation des cumuls; nécessité de fixer la superficie maximale des exploitations en cas de cumuls avant d'édicter l'exemption des droits d'enregistrement* (p. 673, 674); *rôle de la Caisse nationale du crédit agricole en matière de crédit pour les fermiers et les S.A.F.E.R.* (p. 674); *caractère différent du problème de l'application de la législation sur les cumuls et de celui sur l'exonération des droits d'enregistrement et de timbre* (p. 675); *accélération souhaitable des décisions relatives aux cumuls* (p. 675); après l'Art. 50 : *amendement de M. Duhamel (Utilisation du carburant agricole détaxé): utilisation par les exploitants agricoles de leur véhicule; cas des coopératives; application à cet amendement de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances* (p. 676); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Son amendement au nom du Gouvernement (Augmentation de la subvention*

à la S.N.C.F.) [15 janvier 1963] (p. 856); MARINE MARCHANDE : *Son amendement au nom du Gouvernement (Majoration des crédits directs prévus pour l'Etablissement national des Invalides de la Marine)* [16 janvier 1963] (p. 914); après l'Art. 57 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Dispositions pour les retraités conchyliculteurs)* (p. 915); TOURISME, après l'Art. 57 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Intégration dans le corps des agents supérieurs des chefs et sous-chefs de bureau du Commissariat général au tourisme* [16 janvier 1963] (p. 931, 932); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Programme économique du Gouvernement; continuation du rythme élevé de l'expansion économique; solidité de l'équilibre financier; situation actuelle de l'économie française; avantages et dangers d'une augmentation des rémunérations; conséquences de l'augmentation de la consommation sur le développement des investissements; renchérissement des coûts de production et ses effets sur la balance des changes; maintien de la stabilité; mise au service de la justice sociale de cette expansion; croissance de l'indice de la production industrielle; redressement nécessaire du niveau des investissements; nécessité de créer des emplois nouveaux; utilisation du système d'amortissements accélérés; mécanisme de financement à long terme; excédents répétés de la balance des comptes; apparition de liquidités particulièrement abondantes; orientation de ces liquidités vers le marché financier; action en profondeur sur le mécanisme de ces marchés; étude des moyens d'amélioration des procédés de financement à long terme; insertion dans la présente loi de finances de propositions d'ordre fiscal en ce domaine; problèmes particuliers d'investissements dans l'industrie des biens d'équipement; financement des exportations de ces biens; causes de l'excédent de la balance des paiements; disparition de certaines de ces causes; remboursement par anticipation de la dette publique extérieure; assouplissements de la réglementation des changes; accords conclus avec les pays étrangers, par exemple le Mexique, en matière d'investissements; déséquilibre existant entre l'activité agricole française; structure des industries alimentaires françaises; investissements dans le domaine routier, en particulier les autoroutes; émissions d'emprunts affectés au financement des grandes liaisons à péage; problème du logement; besoins des rapatriés; poussée démographique qui se manifestera à partir de 1967; lancement de programme de constructions supplémentaires; stabilité nécessaire des prix à la construction; progression de l'indice de vente des ciments et matériaux de construction; équilibre régional du marché; retour à l'unité du marché des logements anciens et des logements nouveaux; adaptation des circuits financiers aux besoins de la construction; persistance d'une lente montée des prix; progression des importations; développement des exportations; aisance de la trésorerie; croissance des rémunérations et développement de la productivité; allégement de la distribution commerciale; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; suppression de la taxe sur les prestations de service; neutralité de l'impôt à l'égard des diverses formes de distribution; récentes mesures de taxation des prix dues au froid; nécessité de limiter les augmentations de revenus à l'intérieur de la limite fixée par l'essor de la productivité; problème de l'équilibre du marché de l'emploi; question des quatre semaines de congés payés; différentes hypothèses théoriques en ce domaine; nécessité d'ajuster selon les secteurs la mesure prise récemment par la Régie Renault; maintien des hypothèses du IVe Plan; répartition des revenus; diminution de la charge fiscale pesant sur les salariés; amélioration du sort des personnes âgées; revalorisation des rentes viagères; rémunération des agents de l'Etat; confrontation au printemps prochain entre les catégories sociales et les organisations professionnelles au sein du Conseil supérieur du Plan* [17 janvier 1963] (p. 1011 à 1016); *limitation des hausses de salaires à l'intérieur de l'augmentation de la productivité* (p. 1023); *concordance entre les déclarations du Premier Ministre en décembre 1962 et ses propres déclarations au sujet du logement et des personnes âgées; caractère sans précédent de la présente expansion de la production dans la stabilité; perturbations entraînées par les événements extra-budgétaires dans la procédure budgétaire de la présente session; problème de l'écart entre les traitements de la fonction publique et ceux du secteur nationalisé; majoration du traitement de base; problème des céréales; résorption des excédents supplémentaires; discussions au sein de la Communauté économique européenne à ce sujet; Sécurité sociale des fonctionnaires; répercussions de l'élan démographique sur l'équilibre économique; amé-*

lioration de la situation des personnes âgées [17 janvier 1963] (p. 1024, 1025); Titre III : *Son amendement au nom du Gouvernement (Majoration des crédits résultant des mesures sociales prises en faveur des agents de la fonction publique)* (p. 1027); Art. 53 : *Conclusions de la Commission Laroque et réglementation des cumuls; cas particulier des établissements s'occupant de recherches industrielles et techniques* (p. 1029); *problème des droits acquis; réglementation des cumuls; cas des agents d'administration prenant leur retraite avant la limite d'âge légale* (p. 1030); *dispositions transitoires prises pour sauvegarder les droits acquis* (p. 1030); *amendement de M. Chauvet et de la Commission (Réglementation des cumuls); date d'application des dispositions de la présente loi* (p. 1031); après l'Art. 55 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Majoration d'un certain nombre de rentes viagères* (p. 1031); *revalorisation des rentes du secteur privé et du secteur public* (p. 1033); *rajustement, au cours de la présente année, de la tranche de rentes viagères constituées entre 1952 et 1959* (p. 1033); *son amendement au nom du Gouvernement (Majoration des rentes servies pour le compte de l'Etat par la Caisse des dépôts et consignations)* (p. 1034); *son amendement au nom du Gouvernement (Validation des dispositions relatives aux conditions de rémunération des personnels civils et militaires en service en Allemagne Fédérale)* (p. 1034); après l'Art. 57 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Date d'effet des décrets relatifs au statut particulier des administrateurs civils)* (p. 1035); Art. 53 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Réglementation des cumuls)* (p. 1035); INTÉRIEUR, après l'Art. 56 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Dispositions concernant la répartition entre les communes intéressées des ressources fiscales résultant de l'aménagement de la Durance* [17 janvier 1963] (p. 1065); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — II. — SERVICES FINANCIERS : *Chiffre peu élevé des créations d'emplois; problèmes posés par le recrutement de l'Ecole nationale des impôts et de l'Ecole du Trésor; mécanisation des services et utilisation des procédés électroniques; organisation des services administratifs s'intéressant au commerce* [18 janvier 1963] (p. 1144, 1145); EDUCATION NATIONALE, après l'Art. 52 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Perception des droits d'examen du baccalauréat au profit du Trésor)* [19 janvier 1963] (p. 1275); CRÉDITS MILITAIRES, Art. 16 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Augmentation des mesures nouvelles de dépenses en capital): achat de Crusaders; ses conséquences pour l'activité des arsenaux maritimes; cas de Brest* [24 janvier 1963] (p. 1616); Art. 20 : *Problème de l'existence de nombreux comptes d'affectation spéciale; fonds d'investissement routier* [25 janvier 1963] (p. 1834); après l'Art. 55 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Ouverture d'un compte spécial de règlement): application du récent accord franco-allemand en ce qui concerne le règlement des dettes du Gouvernement allemand à l'égard de certains créanciers privés français* (p. 1834); *son amendement au nom du Gouvernement (Allocations viagères aux gérants des débits de tabac); création d'un régime de vieillesse en faveur des débitants de tabac; financement de ce régime* (p. 1835); Art. 17 : *Problème des calamités naturelles; taxation des fruits et légumes; situation de la conchyliculture* [25 janvier 1963] (p. 1836); Art. 31 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Crédits accordés aux rapatriés)* (p. 1838); Après l'Art. 34 : *Amendement de M. Albrand (Suppression de l'Institut d'émission des D.O.M.): différences de fonctionnement de la Banque de France et de l'Institut d'émission des D.O.M.; nécessité de procéder à des études approfondies avant de prendre une décision en la matière* (p. 1840); Art. 43 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Majoration des indices des pensions militaires): cas des ascendants des morts pour la France durant la guerre 1914-1918* (p. 1841); Après l'Art. 48 : *Amendement de MM. de Tinguy et Bignon (Application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962): inconvénients de la solution rigide d'un plan en la matière* (p. 1842); *son amendement au nom du Gouvernement (Pécule des anciens prisonniers de guerre 1914-1918)* (p. 1842, 1843); *son amendement au nom du Gouvernement (Pension de guerre à certains combattants originaires des anciens territoires de l'Union française* (p. 1843); *problème du pécule aux prisonniers de guerre 1914-1918* (p. 1843); après l'Art. 55 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Partie législative de la réforme de la réglementation de la comptabilité publique* (p. 1844, 1845); *problème de la prise en charge des débets par les communes* (p. 1845); *cas des organismes et établissements publics*

qui ne sont pas des collectivités locales (p. 1846); après l'Art. 57 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Accès à la retraite des conchyliculteurs)* (p. 1850); Art. 58 : *Mesures prises tendant à alléger les règles d'implantation des rentes viagères* (p. 1851); Art. 60 : *Amendement de la Commission (Dégrèvement d'impôts dans le cas de personnes âgées) : application de l'article 40 de la Constitution au présent amendement* (p. 1851, 1852); après l'Art. 65 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Exonération des taxes sur le chiffre d'affaires pour certaines opérations de réassurances payées à des courtiers établis à l'étranger)* (p. 1852); *son amendement au nom du Gouvernement (Assimilation des revenus provenant de fonds de placement à l'étranger aux revenus des valeurs mobilières émises hors de France* (p. 1852); *son amendement au nom du Gouvernement (Exemption des droits de timbre pour les cartes d'identité et les passeports délivrés aux rapatriés d'Algérie* (p. 1852, 1853); *son amendement au nom du Gouvernement (Droit de timbre sur les exploitations cinématographiques et les séances de télévision) ; réduction des taxes frappant les salles de cinéma; perte de recettes qui en résulterait pour les collectivités locales* (p. 1853); *problème de l'équilibre des finances locales et la diminution de la taxe frappant les représentations de cinéma; conséquences des deux sous-amendements proposés par la Commission des finances et par M. Denvers* (p. 1854) ; *difficultés de l'industrie du bâtiment; mesures d'allégement proposées; caractère distinct du problème de l'aide nécessaire au cinéma et de l'équilibre des finances locales* (p. 1855); *son amendement au nom du Gouvernement (Répartition du produit de la taxe locale à la suite de la création d'un marché d'intérêt national dans la région parisienne)* (p. 1856); *différents types de collectivités locales intéressées par cet amendement* (p. 1856); *son amendement au nom du Gouvernement (Taxe annuelle au profit des Chambres de métiers)* (p. 1856); *son amendement au nom du Gouvernement (Taxe sur les rhums de consommation locale dans le département de la Réunion* (p. 1857); *amendement de M. Anthonioz (Parité fiscale entre les bois français et étrangers) : conséquences de l'adoption du présent amendement sur le renchérissement du bois de construction* (p. 1861); Article additionnel : *Son amendement au nom du Gouvernement (Maintien du régime de décote sur stocks* (p. 1861); *son amendement au nom du Gouvernement (Délai dont disposent les entreprises pour réviser leurs bilans)* (p. 1861, 1862); *son amendement au nom du Gouvernement (Cas des cessions de pommes à cidre intervenant dans un rayon géographique limité)* (p. 1862); En seconde délibération, Art. 13 : *Amendement du Gouvernement (Augmentation des crédits pour le Ministère des Affaires étrangères; son amendement au nom du Gouvernement (Diminution des crédits pour le Ministère de la Construction)* (p. 1863); *son amendement au nom du Gouvernement (Diminution de crédits pour le Ministère de l'Industrie) : aide particulière au stockage des charbons nationaux* (p. 1863); *son amendement au nom du Gouvernement (Augmentation de crédits pour les Services du Premier Ministre, services généraux)* (p. 1863); Art. 14 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Diminution des autorisations de programme et des crédits de paiement pour le Ministère des Finances. Charges communes)* (p. 1863); *son amendement au nom du Gouvernement (Augmentation des autorisations de programme et des crédits de paiement pour les services du Premier Ministre, services généraux)* (p. 1863, 1864); Art. 24 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Diminution des autorisations de programme pour le Ministère de la Construction)* (p. 1864); Art. 43 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Pécule pour les prisonniers de guerre 1914-1918)* (p. 1864); Art. 48 *bis : Son amendement au nom du Gouvernement (Report de l'application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962 au 1er juillet 1963)* (p. 1864); *nécessité de ne pas pratiquer une politique inflationniste* (p. 1865); *caractère solennel du vote de la loi de finances; mise à jour du IVe Plan; reproches adressés par certains au présent budget; ses remerciements au rapporteur général, aux rapporteurs, au Secrétaire d'Etat au budget, à l'Assemblée, à la majorité* (p. 1871, 1872);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962 : *Crédits supplémentaires demandés par le présent texte; crédits pour les rapatriés; mesures sociales décidées au mois d'octobre (prime aux fonctionnaires, diminution des écarts de zones de salaires, majoration des prestations familiales) ; dépenses militaires; droits de douane pour les matériels importés; montant du découvert (impasse) tel qu'il avait été fixé en*

juillet 1962; rentrées fiscales excédentaires intervenues depuis cette date; taux d'expansion économique actuel; maintien du découvert au niveau de 7 milliards [19 décembre 1962] (p. 160, 161);

— du projet de loi relatif à l'accord de coopération monétaire avec les gouvernements ouest-africains : *Maintien de l'union monétaire entre les pays de l'Afrique de l'ouest; liens de cette union avec la France; situation actuelle du franc C.F.A.; organisation nouvelle de la banque centrale; garanties de gestion données à la France; création par le Mali d'un Institut d'émission national; situation du Togo; évolution de la Guinée* [7 février 1963] (p. 2078, 2079); Commission mixte paritaire : *Travaux de la Commission mixte paritaire; amendements déposés par le Gouvernement; crédits de fonctionnement nécessaires à la Cour de sûreté de l'Etat; bénéfice de l'exonération des droits d'enregistrement pour le fermier exerçant un droit de préemption; crédits du fonds d'investissement routier; amendement modifiant le régime de la fiscalité en Corse* [14 février 1963] (p. 2176, 2177); *reports de date pour le versement du tiers provisionnel; exonération des droits d'enregistrement pour le preneur usant du droit de préemption* (p. 2177);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière : *Complexité du présent projet; son adoption souhaitable avant la fin de la session; réforme des droits de timbre et d'enregistrement; réduction des droits sur les ventes immobilières; réforme du régime des actes judiciaires et extra-judiciaires; situation fiscale des associations qui se consacrent à l'enfance inadaptée; droits de mutation sur les logements; réforme de la fiscalité immobilière; application de la taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations de construction; avantages fiscaux en faveur des capitaux qui viendront s'investir dans la construction; réservation de ces avantages à la vente de logements achevés* [19 février 1963] (p. 2225, 2226); Art. 8 : *Amendement de M. Ballanger (Taxe sur les mutations de bateaux de plaisance) : inconvénients qui résulteraient de l'adoption du présent amendement* (p. 2228); Art. 20 *quater: Amendement de la Commission et de M. Lamps (Suppression de la valeur accordée à l'inventaire après décès) : problème du mode d'évaluation des meubles dans les successions* (p. 2229); Art. 24 : *Amendement de la Commission (Non-application de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations effectuées par les organismes d'habitations à loyer modéré) : application de l'article 40 de la Constitution au présent amendement : maintien de la situation fiscale des organismes d'H.L.M.* (p. 2231); *amendement de la Commission (Paiement de la taxe sur la valeur ajoutée par le vendeur, l'auteur de l'apport ou le bénéficiaire de l'indemnité) : nécessité de maintenir un régime de transaction en la matière* (p. 2232); *son amendement au nom du Gouvernement (Cas de terrains destinés à recevoir des habitations individuelles)* (p. 2232); *amendement de la Commission (Cas de revente d'immeubles acquis à l'amiable par l'Etat ou les collectivités locales) ; situation juridique existant entre les différents types d'acquisition de terrains par des collectivités locales* (p. 2233); *deux types de reconnaissance d'utilité publique possibles; application de l'article 40 de la Constitution au présent amendement;* Art. 24 *bis : Problème de la constitutionnalité du présent article adopté par le Sénat; maintien des recettes des collectivités locales* (p. 2235); Art. 25 : *Amendements de la Commission (Etablissement d'une égalité fiscale entre tous les systèmes juridiques de construction) ; nécessité de réserver les avantages fiscaux prévus aux opérations de vente de logements « clé en mains »* (p. 2236); Art. 25 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Situation des sociétés procédant à des cessions immobilières* (p. 2237); *application de la loi du 28 juin 1938 sur l'organisation des sociétés immobilières* (p. 2237); *cas des opérations de cession de parts sociales portant sur des entreprises ayant pour objet la construction de logements; nécessité d'imposer la plus-value dégagée par ces opérations* (p. 2237, 2238); Art. 29 : *Amendement de la Commission (Suppression de l'exonération prévue par l'article 210* ter *du Code général des impôts) ; nécessité de n'accorder des avantages fiscaux aux sociétés immobilières d'investissement que si elles se limitent à la construction de logements; besoins de la France en matière de logement; cotation des titres de ces sociétés en fonction de leur rendement; obligation pour elles d'obtenir un agrément de leur programme* (p. 2239, 2240); *amendement de M. Denvers (Renonciation par les sociétés immobilières d'investissement de l'aide de l'Etat en matière de primes et de prêts spéciaux) ; caractère général de l'octroi de primes; impossibilité pour les sociétés d'investissement de prétendre à des prêts*

spéciaux; régime des prêts spéciaux, celui du montant des primes sans intérêt (p. 2240); *amendements de la Commission et de M. Ballanger (Suppression de certaines exonérations fiscales accordées aux sociétés immobilières d'investissement); problème de l'obligation pour les sociétés immobilières d'investissement d'avoir pour objet exclusif la construction de logements locatifs; régime des sociétés mères et filiales en la matière; reprise souhaitable du texte adopté par le Sénat* (p. 2241); *son amendement au nom du Gouvernement (Non-application des présentes dispositions pour les sociétés immobilières conventionnées constituées après la promulgation de la loi)* (p. 2242); Art. 44 : *Réduction considérable des droits de mutation* (p. 2243); *cas des mutations de bateaux à voiles; construction de logements pour les artisans* (p. 2245); Commission mixte paritaire : *Nécessité de remettre en ordre la législation en matière de constructions immobilières; problème des primes attribuées aux sociétés immobilières d'investissement; présentation du montant de celles-ci dans le prochain collectif; risque de concurrence entre les sociétés immobilières d'investissement et les H.L.M. en matière de primes; problème des prix français; gestion par le Gouvernement socialiste des affaires publiques; pertes de devises subies par la France en 1956, 1957; sens de la dévaluation opérée en 1959* [21 février 1963] (p. 2287 à 2289); *augmentation des tâches des collectivités locales; inquiétudes concernant la dévaluation; situation favorable des paiements extérieurs de la France; augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne; mesures prévues par le Gouvernement en faveur des personnes âgées* (p. 2290).

Prend part à la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Situation économique actuelle; poursuite de l'expansion; baisse de rythme due aux conflits sociaux; maintien des conditions d'un retour à l'équilibre des prix; excédent de la balance des comptes; progression des exportations; augmentation des importations; détérioration des facteurs psychologiques; poussée inflationniste; comparaison entre la situation actuelle et celle existant en 1956; inexistence d'un danger inflationniste actuel; opinions émises à ce sujet dans un journal par deux éminentes personnalités; développement de la consommation; poussée des salaires et celle des prix; lobby de l'inflation; nécessité d'envisager des mesures d'ensemble; rétablissement nécessaire de l'équilibre du crédit des entreprises nationales et du budget; mesures prises pour limiter la croissance de la masse monétaire (coefficient de trésorerie, réduction du taux des bons du trésor; émission de bons souscrits par les banques); lancement d'un emprunt d'un milliard; ses caractéristiques; dispositif juridique des émissions; nécessité de compenser les charges qu'ont à subir les entreprises nationales du fait des mesures prises en masse; hausse des tarifs de l'électricité, de la S.N.C.F.; réduction des tarifs du Gaz de France; fixation d'un nouveau minimum du S.M.I.G.; caractéristiques du prochain collectif; maintien du demi-décime; efforts entrepris pour pallier le manque de main-d'œuvre qualifiée; dangers d'inflation; abaissement de certains droits de douane; réclamations exprimées à ce propos par certaines professions; réforme nécessaire des circuits commerciaux; ventes à perte et publicité mensongère; labels de qualité; réunion prochaine d'assises nationales du commerce; hausse des prix; rapport existant entre les prix et la productivité; recherche d'une baisse, à moyen et à long terme, du prix des produits industriels; stabilité et expansion* [7 mai 1963] (p. 2770 à 2774); *problème de la revalorisation du prix du lait à la production* [14 mai 1963] (p. 2902); *causes du dépôt de plusieurs collectifs; nécessité d'accentuer l'aspect social de la politique suivie par le Gouvernement; suppression des abattements de zones au cours de la présente législature; maintien de la stabilité dans l'expansion* [14 mai 1963] (p. 2904, 2905).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat : *Raisons du présent emprunt; nécessité d'éviter un montant trop élevé pour la dette à court terme; excédent actuel des disponibilités liquides; montant relativement peu élevé du présent emprunt; indexation des précédents emprunts; taux choisi; exonération fiscale envisagée; réduction du coût de placement de cet emprunt; nécessité de n'envisager à l'avenir que des emprunts non indexés et sans exonération fiscale* [8 mai 1963] (p. 2796, 2797); *dépôt du collectif au début du mois de juin et ajustement du crédit pour les constructions scolaires et les H.L.M.* (p. 2798); *dispositions que contiendra le prochain collectif en faveur des personnes âgées et des rentiers viagers; spécu-*

lations évoquées par certains orateurs à propos du présent emprunt; problème des tarifs marchandises de la S.N.C.F.; construction de nouvelles classes du premier degré; problème de l'endettement à court terme et de l'émission des bons du trésor; caractéristiques du présent emprunt par rapport à celui de 1956; taux d'intérêt de l'emprunt Ramadier; absence d'indexation pour le présent emprunt (p. 2800, 2801);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Objet du présent texte; coût des récentes mesures prises dans la fonction publique et les entreprises nationales; dispositions concernant les personnes âgées; revalorisation des plafonds de ressources; remise en état du réseau routier national; caractère des économies proposées; augmentation des plus-values de recettes; maintien du demi-décime; nécessité de voter rapidement le présent texte; caractère faussement apparent de l'analogie existant entre la situation économique française et celle des autres pays occidentaux; problème du gold exchange standard; situation économique aux Etats-Unis; balance des comptes française; révision des comptes de la nation; situation économique favorable de la France* [28 mai 1963] (p. 3053 à 3055); *origine du prélèvement sur les réserves des sociétés* (p. 3056); *diminution du nombre des salariés assujettis à la surtaxe progressive en 1961* (p. 3059); *avantages retirés par les souscripteurs du récent emprunt* (p. 3061); *nombre important des petits souscripteurs* (p. 3061); Art. 14 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Montant de la taxe annuelle sur les véhicules de tourisme des sociétés) : intérêt d'une différenciation de cette taxe selon la puissance du véhicule; justifications de la présente taxe* [29 mai 1963] (p. 3100); Art. 15 : *Amendements de M. Didier (Responsabilité des régimes d'assurance vieillesse des non-salariés à l'égard des rapatriés) : problème de la responsabilité de l'Algérie à l'égard des rapatriés visés par les dispositions du présent article* (p. 3101, 3102); *oppose l'article 40 à ces amendements; responsabilité du budget algérien en la matière* (p. 3102); Art. 16 : *Amendement de M. Ballanger (Augmentation du taux des rentes viagères); nécessité de maintenir le principe de la revalorisation parallèle entre les rentiers viagers privés et les rentiers viagers publics* (p. 3103); Art. 17 : *Amendements de MM. Lamps, Drouet l'Hermine et Vallon : montant actuel du prélèvement fiscal sur les sommes engagées au P.M.U.; inconvénients que présenterait une augmentation de ce taux; développement probable, dans ce cas, de l'action des bookmakers* (p. 3108); *inconvénients que présenterait une augmentation du prélèvement de l'Etat sur le pari mutuel* (p. 3110); Art. 19 : *Amendement de M. Georges Bonnet (Augmentation des économies proposées) : nécessité de ne pas prévoir un montant trop élevé pour les économies envisagées* (p. 3112); Art. 20 : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Octroi éventuel de prêts par la Caisse des dépôts et consignations aux collectivités locales devant faire réparer les routes endommagées par le gel; utilisation du prélèvement prévu sur les sommes provenant des jeux aux courses; intention du Gouvernement de procéder à un emprunt en faveur des routes* (p. 3115); Art. 14 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Taxe annuelle sur les véhicules de tourisme des sociétés)* (p. 3118); *cas des sociétés n'ayant pas conservé un véhicule plus de quelques mois;* Art. 1er : *Nécessité de réprimer la vente à perte afin d'éviter la désorganisation de la concurrence; divers éléments entrant dans la notion de prix de revient réel* (p. 3119); *inclusion du prix de transport dans le prix d'achat* (p. 3120); Art. 2 : *Nécessité de réprimer la concurrence déloyale; maintien de la jurisprudence commerciale pour réprimer les délits en la matière* (p. 3121); *limites prévues à la procédure de référé* (p. 3121, 3122); *cas des procédures en cours* (p. 3122); Art. 4 : *Nécessité de ne pas distinguer les ententes et les positions dominantes* (p. 3123); *problème de l'appréciation du fonctionnement normal du marché* (p. 3123, 3124); *négociations de Bruxelles sur les droits de propriété industrielle* (p. 3124); après l'Art. 4 : *Amendement de M. Pleven (Répression du dumping régional) : problèmes complexes que pose le dumping régional* (p. 3125); Art. 5 : *Création d'une Commission mixte Ministère des Finances-Ministère de la Justice pour examiner le problème de la réforme d'ensemble de la procédure répressive instituée en 1945* (p. 3126); Art. 6 : *Nécessité de réprimer la publicité faite faussement autour d'une prétendue qualité du fabricant* (p. 3127); Art. 10 : *Bénéfice que retireront du présent article les petits commerçants; problème de l'économie contractuelle en matière de commerce; tenue d'assises nationales consacrées à la réforme de la distribution* (p. 3132, 3133); *augmentation des allocations vieillesse; cas des personnes âgées*

d'Alsace-Lorraine ; économies proposées par la présente loi (p. 3135, 3136); Commission mixte paritaire : *Position du Gouvernement vis-à-vis des propositions de la Commission mixte paritaire; création d'une commission administrative entre l'établissement du procès-verbal et la saisine du parquet dans le cas de publicité mensongère; taxation des enjeux du P.M.U.* [12 juin 1963] (p. 3303, 3304); *reproche adressé au Gouvernement de vouloir lutter contre les artisans et les commerçants; surcroît de dépenses imposé par les augmentations de traitement des employés des Charbonnages de France; politique du parti socialiste vis-à-vis des charges budgétaires; problème du maintien et non du rétablissement du demi-décime; évolution de la surtaxe progressive; problème des économies proposées; majorations de traitement dans la fonction publique* (p. 3309 à 3311);

— du projet de loi modifiant le Code des douanes : *Renforcement de la politique économique extérieure de la France depuis 1958; dispositions du présent texte relatives à l'assouplissement des procédures douanières; possibilité de contrôle douanier à l'intérieur du pays; réduction du temps d'immobilisation des marchandises et des véhicules; réforme du régime de l'admission temporaire; règlement des litiges douaniers; différentes modalités prévues par le présent texte à ce sujet; obligations faites par la Commission de la production* [26 juin 1963] (p. 3733 à 3735); Art. 5 (art. 169 à 174 du Code des douanes)*: Amendement de suppression de M. Balmigère: problème de l'importation des produits agricoles en admission temporaire* [27 juin 1963] (p. 3765); Art. 9 : *Aspect délicat du problème de la réforme de l'expertise douanière; détermination de la valeur réelle des marchandises importées; retrait du présent débat de la partie du texte concernant la réforme de l'expertise douanière* [24 juillet 1963] (p. 4404, 4405);

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal : *Origines parlementaires du présent texte; ses différents objets; ses idées directrices; unification de l'harmonisation des procédures fiscales; aménagement des procédures tendant à faciliter une solution rapide des conflits fiscaux; multiplication souhaitable des accords amiables pour les recours gracieux; notion de bonne foi en matière fiscale; substitution au titre de perception d'un avis de mise en recouvrement; définition, de manière identique pour tous les impôts, des droits de recours du contribuable et des modalités d'exercice de ces droits; question du délai de répétition; situation à cet égard en Allemagne fédérale; envoi obligatoire aux contribuables d'un avis de redressement; classification méthodique des sanctions; caractère de simplification du présent projet* [9 juillet 1963] (p. 3947 à 3949); Art. 4 : *Amendement de la Commission (Délai de réponse du contribuable faisant l'objet d'une procédure de reprise ou de redressement) : nécessités pratiques pour lesquelles il n'est pas recommandé d'introduire une symétrie entre la position de l'administration et celle du contribuable* (p. 3951); après l'Art. 8 : *Amendement de la Commission (Exonération en faveur des recours devant les juridictions administratives) : application éventuelle de l'article 40 de la Constitution au présent amendement* (p. 3952, 3953); Art. 9 : *Amendement de la Commission (Possibilités, en matière fiscale, de faire appel des décisions des tribunaux de grande instance devant les Cours d'appel) : Inconvénients de la création d'une procédure d'appel* (p. 3953, 3954); Art. 10 : *Amendement de la Commission (Possibilités d'étendre à l'ensemble des impôts le système de remise gracieuse) : situation différente existant selon la catégorie d'impôts; opposition de l'article 40 de la Constitution au présent amendement* (p. 3954); *amendement de la Commission (Conditions dans lesquelles se déroulent les transactions entre le contribuable et l'inspecteur des impôts); caractère législatif du taux des majorations et pénalités fiscales* (p. 3954); *impossibilité de procéder à des remises gracieuses en matière d'impôts indirects* (p. 3955); après l'Art. 10 : *Amendement de la Commission (Création d'un comité spécial chargé d'examiner les demandes de remises d'impôts formulées par des entreprises ayant exécuté des marchés pour le compte de l'Etat); situation des entreprises à la fois débitrices et créancières du Trésor* (p. 3958, 3959); Art. 11 : *Amendement de suppression de la Commission (Limitation dans le temps de la faculté dont dispose le directeur des impôts de dégrever d'office un contribuable); prolongation du délai au terme duquel la déchéance quadriennale est opposable aux créanciers de l'Etat* (p. 3960); Art. 14 : *Amendement de la Commission (Délai de répétition en matière de taxe sur le chiffre d'affaires); nécessité de procéder à l'harmoni-*

sation des délais de répétition des différents impôts (p. 3961); Art. 17 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Sanctions contre les contribuables ayant commis des agissements frauduleux et durée de la répétition)* (p. 3963, 3964); Art. 19 : *Nécessité de ne pas distinguer les impôts locaux des impôts perçus par l'Etat* (p. 3965); Art. 24 : *Cas des transactions désavouées à l'échelon supérieur* (p. 3967); après l'Art. 28 : *Amendement de la Commission (Dépôt dans le projet de loi de finances pour 1964 des dispositions concernant la réforme du régime des forfaits) : uniformisation prochaine des règles de détermination du forfait; étude entreprise actuellement à ce sujet* (p. 3969); Art. 32 : *Procédure accélérée en matière de règlement des infractions fiscales mineures* (p. 3970); Art. 33 : *Taux des amendes fiscales* (p. 3971); Art. 36 : *Cas des entreprises ayant commis des insuffisances de déclarations* (p. 3973); Art. 37 : *Nécessité de faire un sort particulier au contribuable qui a opté pour le régime du bénéfice réel et qui a, sous ce régime, commis des manœuvres frauduleuses* (p. 3973); Art. 38 : *Amendement de M. Duffaut (Suppression des pénalités fiscales lorsque l'insuffisance relevée est inférieure à 500 francs) : opposition de l'article 40 de la Constitution au présent amendement* (p. 3975); Art. 39 : *Nécessité de maintenir une différence de taux de pénalités pour les impôts émis par voie de rôle et par ceux dont la charge incombe en fait à des tiers; opposition de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de la Commission* (p. 3975); Art. 40 : *Opposition de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de la Commission sur le présent article* (p. 3976); Art. 45 : *Problème de la nature intrinsèque de la fraude fiscale; exemple d'une société de fabrication et de vente de postes de télévision et celui d'une entreprise de ferraille; situation des petits redevables; dépôt prochain d'un texte portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; nécessité de parvenir à une unité de qualification pour toute infraction en matière de fraude fiscale* [10 juillet 1963] (p. 4001); Art. 47 : *Cas du contribuable qui a commis une erreur dans la déclaration des revenus de valeurs et capitaux mobiliers; retrait de cet article* (p. 4002, 4003); Art. 63 : *Poursuite du contribuable par l'administration avant que celui-ci ne soit mis en demeure de régulariser sa situation* (p. 4005, 4006); *amendement de M. Massot (Retrait de la plainte déposée par l'administration contre un contribuable) ; distinction à établir entre le pouvoir de transaction de l'administration et le développement des poursuites engagées* (p. 4007, 4008, 4009); Art. 69 : *Caractère exceptionnel du recours au système de la contrainte par corps* (p. 4010); Art. 77 : *Caractère administratif des agréments donnés par l'Etat et l'appréciation du caractère frauduleux des infractions relevées à l'encontre de ces entreprises* (p. 4012); Art. 78 : *Délai pendant lequel les documents comptables doivent être conservés* (p. 4013); Art. 80 : *Intention du Gouvernement de procéder à une mise à jour des articles du Code général des impôts à la suite de l'adoption des dispositions du présent projet* (p. 4013);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Situation économique actuelle; poursuite de l'expansion; situation des différents secteurs; augmentation de la consommation; problème des prix; nécessité de diminuer la surchauffe due au plein emploi sans briser l'expansion; mesures « d'encadrement » des crédits; diminution du déficit budgétaire classique; contenu du présent texte; lancement probable d'un emprunt de consolidation de la dette du Trésor* [18 juillet 1963] (p. 4319 à 4321); *causes du dépôt de plusieurs collectifs et système des décrets d'avance* [19 juillet 1963] (p. 4332, 4333) ; *création d'une société mixte Inter-Hôtel* (p. 4348, 4349); Art. 4 : *Extension de la compétence de la Cour des comptes aux agents nommés des collectivités locales* (p. 4355); Art. 5 : *Sanctions pour les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et de diverses collectivités; saisine de la cour de discipline budgétaire* (p. 4356); Art. 8 : *Garantie donnée par l'Etat pour les emprunts émis par Interpol et l'aviation civile internationale* (p. 4357); Art. 13 : *Conditions dans lesquelles a été émis l'emprunt Ramadier 1956; charge qu'il représente pour le Trésor; encombrement du marché financier; problèmes posés par le lancement d'emprunts portant exonération fiscale* (p. 4360); après l'Art. 13 : *Amendement de M. Vivien (Validation de nominations d'administrateurs civils) ; décision prise par le Conseil d'Etat en la matière à l'égard d'une seule personne; nécessité de ne pas revenir sur cette décision* (p. 4362); *amendement de M. Duhamel (Octroi de licences temporaires à des débits de dégustations) : nécessité de ne pas créer une concurrence inacceptable entre les débitants traditionnels et les chalets de*

dégustations (p. 4363); *problème du maintien de tolérance antérieure* (p. 4363); *amendement de M. Le Theule (Inscription au budget du Premier Ministre des crédits militaires virés au Commissariat à l'énergie atomique) : inscription non souhaitable dans le budget civil des dépenses atomiques* (p. 4363); Art. 25 : *Effort fait par le Gouvernement en matière de construction* (p. 4388, 4389); Commission mixte paritaire, Art. 10, 11 *bis* et 20 : *Ses amendements au nom du Gouvernement : extension des pouvoirs d'investigation de la Cour des comptes; reconnaissance des droits des victimes civiles des événements d'Algérie; problème du régime des caisses d'assurance vieillesse d'Algérie; revision des crédits militaires en fonction des variations économiques*; *dépôt par le Gouvernement, aux fins de ratification, des ordonnances concernant la répression des fléaux sociaux; problème des statistiques en matière de construction; effort du Gouvernement dans ce domaine; répartition des primes* [26 juillet 1963] (p. 4590 à 4592).

Répond à la question orale sans débat de M. Le Tac relative au reclassement des professeurs délégués des enseignements spéciaux du département de la Seine [26 juillet 1963] (p. 4569).

Répond à la question orale sans débat de M. Guillon relative au mode de paiement des pensions [26 juillet 1963] (p. 4570).

Répond à la question orale avec débat de M. Pleven relative aux intérêts financiers des collectivités locales : *mise en vigueur de la nouvelle fiscalité immobilière; loi du 15 mars 1963 et application de l'article 40 par le Gouvernement; le problème de l'équilibre des finances locales : minimum garanti, transfert de charges; évolution différente des communes; projet de réforme fiscale par l'extension de la T.V.A. et modification des impôts locaux* [26 juillet 1963] (p. 4572, 4573, 4574); *opinion de M. Waldeck L'Huillier sur la suppression de l'impôt sur les ventes de détail* (p. 4576).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Stabilité insuffisante de la vie économique française; méthode suivie par le Gouvernement; ses caractères : problème de l'emploi et de la concurrence extérieure, création des conditions de stabilité, maintien des ressorts de l'expansion; problème de l'excès de la demande monétaire, de tensions dues au suremploi, du déséquilibre des prix; aspect monétaire du problème; mesures concernant le crédit; réduction du découvert budgétaire; nécessité d'empêcher l'évolution normale des prix, mais non de les fossiliser; réforme de la distribution et développement des équipements de base; maintien de l'expansion; poursuite de la politique des équipements régionaux; dépenses improductives; accroissement du volume des recettes; progression des autorisations de programme et des crédits; taux d'expansion de 4,2 %; nécessité d'assurer l'exécution du programme* [17 octobre 1963] (p. 5218 à 5224); *problème de l'aide aux pays en voie de développement* [22 octobre 1963] (p. 5290); *scission financière entre l'Algérie et la France* (p. 5290); *avance des 250 milliards d'anciens francs à l'Algérie; balance commerciale* (p. 5299); *ralentissement du mouvement de progression des rentrées de devises; pool des devises de la zone franc* (p. 5299); avant l'Art. 3 : *Taxe de revalorisation des valeurs foncières* (p. 5312); Art. 3 : *Intentions du Gouvernement en matière de fiscalité sur les plus-values immobilières caractéristiques de l'article 3; technique d'imposition choisie par le Gouvernement; reverser une partie de la plus-value à la collectivité nationale* (p. 5314, 5315, 5316); *reversement aux collectivités locales des sommes perçues* (p. 5318); *rapports entre les collectivités locales et l'Etat* (p. 5318); *précautions nécessaires pour modérer l'impôt* (p. 5319); *procédure de remploi* (p. 5320); *petites constructions et pavillons de banlieue* (p. 5321); *lien entre prix et marché foncier* (p. 5321, 5322); *valeur déclarée au moment de la transmission* (p. 5322); *système forfaitaire pour les terrains entrés dans le patrimoine depuis longtemps* (p. 5322); *comparaison entre la valeur triennale retenue pour l'enregistrement et le montant du prix encaissé à l'occasion de la vente* (p. 5323); *nécessité de se préoccuper du vendeur et non de l'acheteur* (p. 5324); *majoration de l'abattement en faveur des propriétaires qui vendent aux collectivités locales* (p. 5325); *incitation pour les propriétaires à préférer les transactions amiables avec les collectivités locales* (p. 5325); *estimation de l'importance d'une propriété d'après sa valeur ou d'après sa superficie* (p. 5326); *origine des terrains* (p. 5327); Art. 3 : *Son amendement (Exonération de la taxe pour les pavillons de banlieue)* [23 octobre 1963] (p. 5382); *son amendement (Valeur déclarée lors d'une acquisition à titre gratuit* (p. 5384);

son amendement (Pourcentage d'abattement) (p. 5384) ; *son amendement (servitudes* non aedificandi (p. 5384); *cas des donations* (p. 5384); *problème du prix plancher du terrain* (p. 5387, 5388); *insertion de la nouvelle taxe dans le système de l'impôt sur le revenu; nécessité de faire preuve de générosité et d'équité* (p. 5388); Art. 4 : *Son amendement (Prix de revient du tarif à retenir pour le calcul du bénéfice imposable)* (p. 5390); *application du régime du droit commun pour les marchands de biens* (p. 5390); *problème des lotissements* (p. 5391); Art. 5 : *Opération de remploi pour les entreprises* (p. 5392); *conditions de l'agrément; lien entre l'exonération et le montant du chiffre d'affaires* (p. 5393, 5394); *son amendement (Détermination des catégories de remploi automatiquement admises)* (p. 5394); Art. 4 : *Problème du régime délais et de l'étalement* (p. 5395); *opérations spéculatives visées par l'article 4 et simples plus-values sur les terrains* (p. 5395); Art. 35 : *Cessation des attentats en relation avec les événements d'Algérie* [24 octobre 1963] (p. 5517); *date limite du 1er juillet pour la perception de la taxe* (p. 5517); *majoration du prix du permis de chasse; problème de la rémunération des gardes; financement du repeuplement du gibier* (p. 5517, 5518); *communication des renseignements aux statisticiens du Ministère de l'Agriculture* (p. 5222); Art. 55 : *Opposition à la suppression de l'article 55* (p. 5524); Art. 58 : *Opposition à la suppression de l'article 58* (p. 5525); Art. 73 : *Recul des limites d'âge sauf pour les généraux de division* (p. 5526); Art. 78 : *Nécessité de dispenser du timbre les sociétés d'investissement à capital variable* (p. 5527); Art. 79 : *Exonération pour les transporteurs privés* (p. 5528); Art. 81 : *Mesures en faveur du cinéma* (p. 5529, 5530); Art. 85 : *Satisfaction donnée par la loi du 15 mars 1963* (p. 5530); après l'Art. 87 : *Son amendement (Extension et limites des dispositions de l'article 238* bis *E du Code général des impôts)* (p. 5531); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Situation concernant la dette publique; problème du crédit; plafond des dépôts en Caisse d'épargne; économies réalisées sur certains services; nature et portée des interventions de l'Etat; interventions économiques de l'Etat; mesures prises pour le marché du sucre et de la betterave; diminution de la cotisation de résorption; perspectives de la campagne; fonction publique; retraites et victimes de la guerre; augmentation des traitements; réforme du Code des pensions; problème des veuves; nécessité d'une réforme du travail en commission; caractère décisif du débat politique* [8 novembre 1963] (p. 6907, 6908); *ses amendements tendant à réduire le montant des crédits de 15 millions de francs, de trois millions de francs, puis d'un million de francs* (p. 6909); SERVICES FINANCIERS : *Progression de 15,9 % du budget des services financiers; fusion des administrations des finances et des affaires économiques; mesures nouvelles inscrites au budget; amélioration et accélération des carrières des catégories A; aménagement de la carrière des contrôleurs; recrutement des personnels d'exécution; travaux de l'I.N.S.E.E.; exploitation des grandes enquêtes; sondages destinés à préparer le Ve Plan* [8 novembre 1963] (p. 6923, 6924); *réserve des articles 17, 18, 19, 22, 23, 24, 35 jusqu'après l'examen de l'article 67* [9 novembre 1963] (p. 7101); *nécessité pour le Gouvernement d'effectuer avant le 31 décembre 1963 le versement au régime général de Sécurité sociale des sommes dues au 31 décembre 1962 au titre du régime des fonctionnaires et du régime des grands invalides* (p. 7107); *transfert ne jouant qu'à l'intérieur des régimes sociaux des salariés; augmentation des dépenses d'assurance maladie; système des allocations familiales; problème du financement de la Sécurité sociale; vote bloqué sur les articles 17, 18, 19, 22, 23, 24 et 35; choix entre la limitation des dépenses ou l'action sur les recettes; majoration des cotisations de Sécurité sociale; progrès de la politique familiale; problème du financement de la Sécurité sociale et des allocations familiales; problème de l'équilibre financier du pays* (p. 7107); *connaissance des statistiques de prix* (p. 7109); En seconde délibération: *Majoration des traitements des fonctionnaires et des agents des entreprises nationalisées; traitements de la fonction publique majorés d'un point au 1er avril 1964; participation des entreprises nationales et des budgets annexes à l'augmentation des dépenses* (p. 7110, 7111); Art. 9 : *Son amendement (Précisions sur le deuxième alinéa de l'article unique de la loi no 57-837 du 26 juillet 1957)* (p. 7111); Art. 16 : *Son amendement (Majoration du plafond des charges afférentes aux dépenses ordinaires civiles; majoration du montant des recettes de l'Etat A)* (p. 7111); Art. 18 : *Différents amendements présentés par le Gouvernement et tendant à une réduction de*

crédits (p. 7112); Art. 19 : *Différents amendements présentés par le Gouvernement et tendant à une réduction de crédits* (p. 7112); Art. 20 : *Son amendement tendant à une diminution des crédits* (p. 7113); Art. 24 : *Son amendement concernant le Ministère des Postes et Télécommunications et tendant à une diminution des autorisations de programme et à une majoration des crédits de paiement; conséquences, en cas de l'échec du plan de stabilisation; hausse des prix; déséquilibre du commerce extérieure; affaiblissement de la monnaie; détente des prix de gros des produits alimentaires; prix de la viande; prix de détail des produits industriels tendant à se stabiliser; prix des services; stabilisation des indices des 250 et des 179 articles; équilibre pour le Trésor public; crédits bancaires; ne pas freiner l'expansion; domaine des prix; mécanisme de financement; domaine psychologique* (p. 7117 à 7119); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Constructions de chambres dans les cités universitaires en 1956* [6 décembre 1963] (p. 7694); *budget des prestations agricoles; effort accru de la profession; taxe de résorption pour la betterave en réduction; conditions des agriculteurs rapatriés; maintien du demi-décime pour certains gros contribuables* (p. 7701, 7702); *maintien du double décime visant les gros revenus; marché des corps gras; plan Mansholt; conséquences financières; acceptation de principe de ce plan* (p. 7702, 7703); *application du plan Mansholt; prise en charge par la communauté des dépenses d'exportation; problème des ressources; projet de loi de programme concernant les investissements dans les zones d'entraînement; sucre d'Afrique Noire; impositions sur les propriétés non bâties* (p. 7703, 7704); *débat relatif à l'article 45* bis; *cotisation de répartition* (p. 7704); Art. 4 : *Son amendement (Exemptions pouvant bénéficier aux zones délimitées par un règlement d'administration publique; détermination du bénéfice imposable; majoration du prix d'acquisition de 3 %)* (p. 7712); *mettre en harmonie, concernant le taux de 3 % les dispositions de l'article 4 et les dispositions définitives de l'article 3* (p. 7713); Art. 5 : *Son amendement (Remploi en matériels ouvrant droit au bénéfice de l'amortissement dégressif prévu à l'article 39 A du Code général des impôts)* (p. 7714); Art. 8 : *Son amendement (Volume maximum des bâtiments; taxe assise sur le volume prévu des bâtiments)* (p. 7715); Art. 3 : *Plus-values réalisées à l'occasion de la session de terrains* (p. 7716); *problème de date; sessions aux collectivités locales et aux collectivités assimilées; question de terrains possédés et exploités par des pépiniéristes et des horticulteurs; impositions sur les plus-values des terrains à bâtir* (p. 7717); *ses observations visant à rassurer les petits propriétaires; délai introduit par le Gouvernement pour éviter les fraudes* (p. 7718); Art. 18 : *Son amendement (Nouvelle rédaction du titre III du Ministère de la Santé publique et de la Population* (p. 7718); *crédits prévus pour la Santé publique* (p. 7718); *organiser de façon plus rationnelle les services pour permettre au Ministère de la Santé publique une action plus efficace* (p. 7719); Art. 35 : *Perception de la taxe pour six mois* (p. 7719, 7720); Art. 71 *ter : Son amendement tendant à la suppression de cet article; possibilité donnée à Air-France de délivrer des billets de voyage gratuits; caractère impossible d'une telle mesure* (p. 7720); *désir du Gouvernement de ne pas ralentir la construction* (p. 7720); *ses observations sur les explications de vote de divers orateurs : rôle d'une commission mixte; budget voté par l'Assemblée Nationale; existence d'une majorité organique et d'une majorité circonstancielle; structure de majorité; son importance dans l'histoire parlementaire française; importance croissante du budget; augmentation de la production industrielle; prix de la viande à Paris; plan de stabilisation; découverte du budget* (p. 7723, 7724);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Application du plan de stabilisation depuis trois mois; ses résultats; ses objectifs; nécessité de briser la tendance à la hausse; problème du prix de la viande; chances de l'économie française; ressorts profonds de l'expansion maintenus pour 1964; problème de la déflation; nécessité d'assurer une expansion sans inflation; aucune dépense nouvelle civile ou militaire dans le collectif; découvert pour 1965 et sa réduction; croissance des masses budgétaires; dépôt, par le Gouvernement de deux projets de loi, l'un généralisant la T.V.A., l'autre relatif aux loyers commerciaux et à certaines règles de fonctionnement du circuit de distribution dans le secteur financier et monétaire, une part des investissements devant être financée par de l'épargne à long terme; fonc-*

tionnement des marchés; nécessité de la stabilisation; .expansion économique durable; substituer à la nostalgie des convenances et des facilités de l'inflation la vision claire et volontaire de progrès ne mentant à personne [10 décembre 1963] (p. 7753, 7754); Art. 3 : *Problème de la parité; problème du remboursement des sommes perçues à tort* (p. 7763); *problème des sanctions pécuniaires distinct de celui du remboursement du trop-perçu* (p. 7763); après l'Art. 4 : *Son amendement (Faciliter la présentation en temps utile de matériel aéronautique); contrats accordant des avances remboursables* (p. 7764); *objectif de créer une nouvelle procédure de financement de matériel aéronautique; modalités de financement concernant l'étude et la présentation de ces appareils; procédure d'avances remboursables dans certaines conditions* (p. 7764); *ses observations sur le sous-amendement de M. Hubert Germain* (p. 7766); Art. 10 : *Activité de la S.N.E.P.* (p. 7771); Art. 11 : *Ne pas interrompre les actions répressives, mais substituer à la législation de 1945 une législation adaptée aux circonstances actuelles* (p. 7772); après l'Art. 12 : *Son amendement (Modification du tableau d'imposition figurant à l'article 1560 du Code général des impôts)* (p. 7772); *alléger les charges fiscales des théâtres* (p. 7773); *son amendement (Nouvelle rédaction de l'articte 1561-2 du Code général des impôts); séances cinématographiques* (p. 7773); *allégement fiscal pour les spectacles* (p. 7773, 7774); *ses observations sur l'amendement de M. Christian Bonnet (Problème des 40 ou 50 premières représentations)* (p. 7774); *son sous-amendement à l'amendement de M. Christian Bonnet (Substituer les « 60 premières séances » par les mots « les 50 premières séances »)* (p. 7774); *son amendement tendant, après l'article 12 à insérer le nouvel article suivant : « A la fin du troisième alinéa de l'article 33-IV de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière »* (p. 7774); *actions souscrites postérieurement au 30 juin 1964 ou libérées postérieurement au 31 décembre 1965* (p. 7774); *limiter au 30 juin 1964 les avantages fiscaux concernant les augmentations de capital des sociétés immobilières conventionnées* (p. 7774); *son amendement (Validation des décisions fixant à l'Office national interprofessionnel des céréales, les quantités de farine, de blé, bénéficiant des avantages financiers afférents aux contingents de farine de blé de fabrication française)* (p. 7775); *impôt de répartition intéressant le monde rural; ses observations sur l'amendement de M. Collette* (p. 7775); Art. 6 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon (Supplément de recettes procuré chaque année par les cotisations de nouveaux adhérents résidant précédemment en Algérie)* (p. 7776); *régime des retraites complémentaires des rapatriés; gestion des parts des caisses privées; changement de profession des rapatriés; problème de la compensation; faire supporter au budget une partie de la surcharge due aux rapatriés* (p. 7777); *ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 7778); *problème du choix entre la possibilité de traiter séparément le cas de chaque caisse ou établir une compensation entre les caisses complétée éventuellement par une avance de trésorerie; choix pour la compensation* (p. 7778); En deuxième lecture : *Augmentation du revenu cadastral résultant de la révision devant être limité au double; calcul de l'impôt sur le revenu des propriétaires exploitants agricoles; limiter pour 1963 les conséquences de l'augmentation du revenu cadastral procédant de la révision* [17 décembre 1963] (p. 7940, 7941); Art. 3 : *Son amendement tendant à remplacer à l'article L 403 du Code de la Sécurité sociale les mots « au conseil régional de discipline » par les mots « à une section du conseil régional de discipline »* (p. 7941) ; *composition et fonctionnements de juridictions prévues par le Code de la sécurité sociale en son article 403* (p. 7941); Art. 6 : *Son amendement tendant à remplacer au paragraphe 2 de cet article les mots « l'une des institutions françaises susvisées » par les mots « l'un des organismes de vieillesse susvisés »* (p. 7941); *porter de 90 à 93 % la charge de l'Etat et ramener de 10 % à 7 % la charge d'un régime lorsque la charge nette dépasse 10 % du montant des charges propres de ce régime* (p. 7942); après l'Art. 12 *septies : Son amendement tendant, après cet article à insérer un article nouveau (Bénéfices affectés aux provisions pour reconstitution des gisements constitués dans le cadre de l'article 39* ter *du Code général des impôts)* (p. 7942); *son amendement (Exonération de l'impôt sur le revenu des personnes physiques des intérêts d'emprunts d'Etat à moyen ou long terme d'un montant maximum de deux milliards de francs devant être émis avant le 10 mai 1964 en vue de financer le découvert du Trésor)* (p. 7943); *faculté pour l'Etat de*

procéder à une émission d'emprunts à long terme; raisons de cette autorisation, raisons de cet emprunt (p. 7943); *souscription de l'emprunt Ramadier en 1946 ayant donné des avantages plus considérables; exonération des souscripteurs d'un emprunt de l'impôt sur le revenu; dispositions réprimant une spéculation en matière immobilière; politique actuelle du crédit; limitation de l'expansion de crédits bancaires; plan de stabilisation* (p. 7945, 7946);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 32 : *Volonté de moderniser l'administration; modalités de la péréquation proposée; moyens d'action du district en tant qu'organisme coordinateur; maintien des droits acquis par les communes; contrôle du fonds de péréquation par un comité d'élus; problème de soumettre les nouveaux départements au droit commun départemental; contrôle financier de l'Etat sur Paris; péréquation entre les communes* [12 juin 1964] (p. 1901 à 1903); *péréquation régionale prévue par le texte; péréquation pour toutes les communes de l'agglomération parisienne* (p. 1904); *conserver à la ville de Paris les attributions de taxe locale; dispositif proposé par l'amendement de M. Fanton; transfert ayant lieu le 1er janvier 1968; fonds spécial* (p. 1904); *affectations de taxe locale réalisées par le fonds; base garantie au titre de l'année 1967* (p. 1905); *élection des membres des assemblées des collectivités locales chargées de la gestion du fonds* (p. 1905); Art. 9 : *Constitution d'une conférence interdépartementale* (p. 1906); Art. 35 : *Ses observations sur les paroles de M. Nungesser : contrôle du comité désigné et composé de représentants élus* (p. 1907); après l'Art. 35 : *Modifications à apporter au conseil d'administration des districts* (p. 1907); Art. 36 : *Réalisation de grands travaux d'intérêts régionaux; possibilité de charger le district de la réalisation totale de ces travaux; nécessité d'accroître ses ressources* (p. 1910, 1911); *procédure d'inscription d'office* (p. 1911); *district devant financer sa part* (p. 1911); *limiter aux deux tiers des ressources du district le volume des crédits consacrés aux opérations d'intérêt régional; décision de conférer à certains travaux un caractère d'intérêt régional engageant le district et les collectivités locales des régions intéressées* (p. 1912); *inconvénients de limiter la possibilité de réaliser des travaux d'intérêt général sur les ressources fiscales du district* (p. 1912); *recettes du district* (p. 1913); Art. 37 : *Participation aux dépenses et répartition des charges; problème de l'étatisation des personnels de la préfecture de police et de certains personnels de la préfecture de la Seine* (p. 1913).

Répond aux questions orales avec débat relatives au plan de stabilisation : *Rresponsables de la chute de M. Pinay* [24 juin 1964] (p. 2151); *1964, année sans collectif : signe de stabilisation; opportunité du plan de stabilisation; inflation sévissant dans tous les pays d'Europe occidentale; limitation de la hausse des prix à* 1,40 %; *assainissement évident des finances publiques; taux de la progression industrielle; niveau de vie des travailleurs; problème de la construction ; organisation du marché de la viande; progrès social : moyen d'évolution* (p. 2153, 2163 à 2166); *fixation des forfaits* (p. 2173); *nécessité d'un débat sur les problèmes viticoles; marché de la viande; établissement d'un tableau récapitulatif relatif à l'évolution des finances locales au cours des dernières années; amélioration de la position de l'artisanat dans l'économie française; nécessité de doter la France d'une monnaie saine et stable* (p. 2176, 2177).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite : *Effort décidé en faveur des serviteurs de l'Etat; projet entraînant des dépenses nouvelles pour l'Etat mais répondant à des vœux exprimés depuis longtemps par le Parlement; amélioration de la situation des retraités; majorations pour enfant; égalité des garanties pour les pensions civiles et pour les pensions militaires; suppression de la distinction entre pension proportionnelle et pension d'ancienneté; simplification proposée permettant aux retraités de toucher plus vite leur pension; projet intéressant 962.000 personnes; mesures proposées atteignant progressivement leur effet complet; dépense annuelle supplémentaire s'élevant à 320 millions de francs* [6 octobre 1964] (p. 2950, 2951). En deuxième lecture, du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative); Art. L 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Seramy* [14 décembre 1964] (p. 6087);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965 : *Importance de l'année 1965 dans l'histoire financière de la France;*

budget en équilibre; politique du Gouvernement pouvant se résumer dans une formule: la stabilité, condition d'une expansion économique durable; réapparition des signes avant-coureurs de l'inflation ayant amené le Gouvernement à prendre certaines mesures connues sous le nom de plan de stabilisation; création de mécanismes susceptibles de garantir un équilibre durable; unification européenne et indépendance économique du pays impliquant la stabilisation; stabilité monétaire étant liée à l'épargne, à l'investissement et au gain de productivité; rétablir une situation d'équilibre; problème des prix du commerce extérieur et de l'emploi; indice des 259 articles n'ayant augmenté que de 2 %; abaissement de certains droits de douane; initiatives d'organisation professionnelle ou de consommateurs; maintien du niveau moyen actuel des prix; domaine du commerce extérieur; pourcentage de couverture ayant progressivement augmenté; part du commerce extérieur dans l'économie française augmentant régulièrement; niveau de l'emploi; hausse des rémunérations s'étant poursuivie en 1964 plus vite que celle des prix, mais moins vite que la productivité; crainte d'une augmentation des coûts de production; assurer les grands équilibres de l'économie pour obtenir la stabilité des prix; assainir la situation budgétaire; gestion du Trésor; réduction des dettes du Trésor à l'égard des banques [14 octobre] (p. 3186 à 3190); *moyens propres à assurer durablement la stabilité de l'économie française; assurer l'équilibre du budget de 1965, équilibre à la fois de masse et de solde; influence des finances publiques sur la vie économique de la France; production intérieure devant augmenter de 4,2 % en volume et de 6 % en valeur; ramener la progression des dépenses publiques à un chiffre comparable, c'est-à-dire à 7 %; augmentation des dépenses publiques d'environ 6,9 %, celles-ci étant de 8,7 % en 1964 et de 9,6 % en 1963; dépenses définitives de l'Etat étant de 7 % contre une moyenne de 11 % environ au cours des trois années précédentes; dette publique; conserver les moyens nécessaires aux actions prioritaires; diminution des dommages de guerre; problème des rapatriés; croissance de certaines catégories de dépenses ordinaires civiles; dépenses militaires; ne pas sacrifier les dépenses liées à la poursuite du progrès social ni les investissements publics; augmentation des premières de 19 %, progression des recettes; disparition de « l'impasse »; ventilation plus précise et plus extacte des dépenses entre charges définitives et prêts; règle de la couverture des dépenses définitives par des recettes définitives; limiter les appels du Trésor à l'Etat; laisser jouer les mécanismes monétaires; réduction de l'endettement du Trésor vis-à-vis du système bancaire et de la Banque de France; garder les moyens puissants pour entretenir l'expansion* (p. 3190, à 3195); *moyens de l'expansion devant la concurrence mondiale; dynamisme de l'expansion s'ajoutant au mécanisme de la stabilité; investissement productif étant l'arme essentielle; marché financier; élargir son activité à des catégories nouvelles d'épargnants; politique du logement; construction étant trop chère en France; prix des terrains; caractère artisanal des entreprises; marges bénéficiaires excessives; financement d'une politique de logement; donner aux organismes collecteurs d'épargne la possibilité d'investir dans la construction; développer les opérations du Crédit foncier et des sociétés immobilières d'investissement; stabilité garantie du progrès social; parlementaires jouant le rôle d'intermédiaires et exposant à l'opinion la politique du Gouvernement; succès de la politique* (p. 3198 à 3202); *ses remarques sur les paroles prononcées par M. Bonnet; refus d'une augmentation des tarifs de l'électricité de 10 % à la fin de l'année* [15 octobre 1964] (p. 3219); *hausse des prix depuis 1959 à 1963* (p. 3221); *tarifs proportionnels et tarifs progressifs du régime fiscal* (p. 3221); *réduction de la taxe complémentaire pour les artisans étant applicable aux revenus de 1964, c'est-à-dire à l'impôt qu'ils paieront en 1965* (p. 3225); *problème des autorisations de programme de l'Education nationale* (p. 3226); *politique économique et financière du Gouvernement; fiscalité modérée; nature des allégements fiscaux proposés; reproches faits au Gouvernement, certains députés rejetant la politique économique du Gouvernement, certains approuvant l'orientation générale de cette politique et s'efforçant sur tel ou tel point d'obtenir son infléchissement ou son perfectionnement, enfin, certains députés retenant l'orientation générale de la politique mais se demandant jusqu'à quel point ils peuvent y apporter la caution de leur adhésion personnelle; chiffres cités par M. Ballanger; causes de la situation inflationniste de 1963; organisations artisanales* [15 octobre 1964] (p. 3243); *périls de l'équilibre plus faciles*

à conjurer que ceux de l'inflation; situation des personnes âgées; problème des autoroutes; recours à l'emprunt; problème du financement; budget n'ayant pas d'effets déflationnistes; fusions des sociétés; fiscalité restant neutre; Gouvernement voulant saisir le Parlement du projet de réforme de la fiscalité des sociétés au cours de la session de printemps; amélioration de la situation des rentiers viagers; problème de la reconstruction et des investissements productifs; désirs de la majorité; ensemble des dispositifs budgétaires; priorité en faveur de certaines catégories sociales; suggestions faites par certains députés à l'égard de la reconstruction; inexistence des goulots d'étranglement dans certaines entreprises de construction; débat technique (p. 3242 à 3245); CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Catalifaud; son adhésion à la thèse exprimée par M. Vallon, rapporteur général; problème délicat mais étranger à la loi de finances* [15 octobre 1964] (p. 3245, 3246); Art. 3 : *Son amendement tendant à modifier le texte du paragraphe 2 de l'article 2 : « Les limites de 70 francs et 210 francs fixées par l'article 198* ter *du Code général des impôts sont portées respectivement à 80 francs et 240 francs »* (p. 3250) *; Gouvernement sensible aux observations présentées par M. Souchal; limites de la décote; problème de l'insuffisance des mesures d'allégement fiscal* (p. 3250); *responsabilité de la gestion; évolution des recettes fiscales due au vote des lois proposées en juin 1956* (p. 3250); *problème posé par M. Lamps étant techniquement exact; dispositif du barème fiscal comportant à la fois une première tranche et une limite d'exonération; dispositif ayant été substitué à celui de l'abattement à la base; accentuation de l'effort en matière de décote* (p. 3250); *application de la réduction d'impôt à certaines prestations versées à des personnes divorcées ayant des charges de famille* (p. 3250); *ses observations sur l'amendement de M. Baudis; titre premier de l'article comportant des nouveaux barèmes; titre III du même article prévoyant des allégements supplémentaires pour l'année 1966* (p. 3251); Art. 3 : *Portée de la proposition faite par le Gouvernement : réduire cette année de 6 à 3 % le taux de la taxe complémentaire pour les artisans et la supprimer entièrement pour 1966; motifs de cet allégement; disparition de la taxe complémentaire pour l'ensemble des assujettis* (p. 3252); Art. 7 : *Cet amendement tendant effectivement à revenir à la vérité et à l'unité des taux; souscripteurs touchant la même somme; faire apparaître la réalité des taux; interdiction de la prise en charge par l'émetteur de la retenue à la source; retenue à la source étant considérée par la Commission compétente de Bruxelles comme devant devenir la règle générale; suppression de la retenue à la source n'avantageant pratiquement que les porteurs étrangers* (p. 3254); après l'Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Vallon : développement des investissements des entreprises privées; financement de ces investissements; réforme de l'imposition actuelle des entreprises; ne pas modifier sans cesse la législation; organisation du marché* (p. 3255, 3256); Art. 11 : *Opposition du Gouvernement de M. Pleven* (p. 3257); *ses observations sur l'amendement de M. Pleven; retenue en question étant un revenu fictif équivalent du loyer perçu en nature par le propriétaire habitant son propre appartement; chercher à placer le locataire et le propriétaire habitant chacun son propre logement dans des situations identiques; loyers fictifs étant calculés très modérément* (p. 3257); *article 11 ayant été conçu comme une mesure de simplification; intérêt pressant à encourager le développement de l'épargne dans le sens de la construction et de l'acquisition de logements* (p. 3257, 3258); *personnes acquérant un logement pouvant finalement déduire de son revenu une somme totale de 5.000 francs; incitation considérable; prêts du crédit foncier* (p. 3258); *son amendement tendant au paragraphe II de l'article 11 à substituer au mot « cinq », le mot « dix » et au chiffre « 1.500 », le chiffre « 6.000 »* (p. 3258); *son amendement tendant, après le paragraphe II de l'article 11 à insérer un nouveau paragraphe (Faculté d'option pour les propriétaires visés au paragraphe premier pour l'imposition des revenus de 1964)* (p. 3258, 3259); *ne pas maintenir un régime d'imposition* (p. 3259); *dispositions en cause n'étant applicables que depuis 1960; traitement exceptionnel consistant à déduire les intérêts d'emprunts souscrits pour acquérir un bien immobilier* (p. 3260); Art. 12 : *Article n'ayant nullement pour objet d'augmenter les recettes fiscales; encourager les propriétaires à opérer des travaux de construction, de reconstruction ou d'agrandissement; forfait de 25 %.* [16 octobre 1964] (p. 3331); *Gouvernement n'ayant pas l'intention d'imposer au Parle-*

ment les disposi-tions de l'article 12; demande du Ministère de la Construction pour inciter propriétaires à améliorer leurs immeubles; problème des sociétés (p. 3331) ; *question de savoir si l'on maintiendra l'abattement forfaitaire de 30 %* (p. 3332) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe II de l'article 12 à substituer au taux de: « 20 % », le taux de « 25 % »* (p. 3332); *son amendement, tendant, dans le paragraphe II de l'article 12 à substituer aux mots « s'appliquent », les mots: « s'appliqueront » et à substituer à: « l'année 1964 », « l'année 1965 »* (p. 3332); *dispositions de l'article 12 s'appliquant à partir du 1er janvier 1965 aux revenus qui seront réalisés au cours de l'année 1965* (p. 3332); Art. 13 : *Cet article n'ayant pas pour objet d'interdire certains repas d'affaires mais de supprimer leur caractère de dépenses déductibles quand leur coût dépasse un certain prix; cadeaux d'entreprise pouvant avoir une limite de 100 francs; conséquences de cet article; comparaison avec les législations internationales, notamment celles de l'Allemagne et des Etats-Unis d'Amérique; reporter l'application de la limite pour les repas d'affaires au 1er juillet* (p. 3333); Art. 14 : *Défense de l'exploitation familiale agricole; caractère inconvenant du système actuel accordant à ceux qui ne sont pas des exploitants familiaux une aide dont ces derniers ne bénéficient pas; texte de moralisation; problème se posant à propos de la date d'application de cette mesure* (p. 3334, 3335); *objet du texte étant d'empêcher que les déficits agricoles puissent venir en déduction d'autres catégories de revenus; cas des entreprises en société* (p. 3335); *sa question de savoir quels sont, dans les campagnes françaises, les exploitants agricoles disposant de revenus provenant d'autres ressources dépassant 40.000 francs par an; placer à égalité devant l'impôt ceux qui possèdent une exploitation agricole et qui en font leur métier principal ou secondaire sans tenir compte de leurs autres revenus; caractère inadmissible de prévoir pour l'exploitant agricole un avantage spécial qui tienne compte précisément de l'existence d'autres revenus; opposition à l'amendement proposé par M. Jaillon* (p. 3336); *chiffre de 40.000 francs étant un revenu net; pour avoir le revenu réel en cas d'un salaire ou d'un traitement, nécessité d'ajouter 30 % environ* (p. 3336); *loi d'orientation agricole ne prévoyant pas de critère de superficie; question de l'imputation des déficits constatés sur les bénéfices ultérieurs; incitation à des investissements* (p. 3336); *suppression de toute limite; rendre toutes déductions de cette nature impossibles; nécessité de préserver ceux qui disposent de quelques revenus tirés de valeurs en portefeuille ou de biens fonciers notamment; limite de 40.000 francs ayant paru raisonnable* (p. 3337); *son amendement, tendant, après le premier alinéa de l'article 14, à insérer un nouvel alinéa: « Toutefois ces déficits peuvent être admis en déduction des bénéfices de même nature des années suivantes jusqu'à la cinquième inclusivement »* (p. 3337); *esprit de l'amendement de M. Achille-Fould* (p. 3337); Art. 15 : *Porter remède à la mutilation et à la défiguration des paysages français; absence de texte fiscal jusqu'en 1959, relatif à la publicité routière* (p. 3338); *ne pas soumettre le problème aux conseils municipaux* (p. 3339); *deux cinquièmes des recettes allant aux communes; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3339); *interdiction des panneaux portatifs même dans les communes agglomérées de plus de 10.000 habitants* (p. 3339); *application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Boscher* (p. 3440); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe premier de l'article 15: « Le produit du droit de timbre visé au présent paragraphe est affecté pour les trois cinquièmes aux communes et pour les deux cinquièmes à l'Etat »* (p. 3440); après l'Art. 15 : *Ses observations sur l'amendement de M. le président Pleven; modalités de versement de certaines indemnisations à des catégories de rapatriés d'Algérie; mode de financement par la création d'une espèce de taxe, en fait d'un droit de douane additionnel sur les importations en provenance d'Algérie* (p. 3340); *son opposition à un tel amendement; amendement de M. Pleven prévoyant une affectation; application de la loi organique relative aux lois de finances* (p. 3340); *recevabilité de l'amendement de M. Pleven; taxe proposée frappant en fait les contribuables français et non les Algériens; réduire l'aide à l'Algérie si l'on veut atteindre l'Algérie* (p. 3341); *modification de l'amendement de M. Pleven* (p. 3341, 3342); *ses observations sur l'amendement rectifié de M. Pleven; ses conséquences: une majoration d'une partie des importations* (p. 3342); Art. 16 : *Ne pas diminuer les allocations de carburant au stade de l'exploitation individuelle; évolu-*

tion du parc des tracteurs passant de la traction à essence à la traction au fuel (p. 3342); Art. 17 : *Résultats de la croissance des sociétés de course parisiennes; ne pas réduire les recettes actuelles de ces sociétés ; existence d'un coefficient fixe pouvant varier entre deux limites* (p. 3343); *opposition du Gouvernement à cette majoration de l'impôt ; majoration décidée l'an dernier* (p. 3343); *ses observations sur l'amendement de M. Bousseau et sur les paroles de M. Souchal; application de coefficients variables; préserver le développement normal des ressources des sociétés de course* (p. 3344); *équilibre du budget tenant compte du montant du prélèvement en discussion; opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Vallon; ne pas traiter le problème des finances des collectivités locales par des biais détournés* (p. 3344); Art. 24 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 24 : « Diminuer de 33 millions de francs le plafond des charges figurant à la ligne : « Dépenses ordinaires civiles »* (p. 3356); *appellation de l'article 24 : « Equilibre du budget »* (p. 3357); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, MONNAIES ET MÉDAILLES : *Création de nouvelles fabrications de flans métalliques; création et implantation de cette usine; émission de monnaies en 1965 et 1966; question de la forme à donner aux pièces de 5 centimes et d'un centime; pièces de 10 francs commençant à être mise en circulation au début de 1965; émission de la pièce d'un demi-franc; démonétisation des anciennes pièces de 100 francs; devant intervenir au milieu de 1966* [3 novembre 1964] (p. 4408, 4409). AGRICULTURE, PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES : *Plafond des dépenses du B.A.P.S.A.; ses observations sur les paroles de M. Paquet* [5 novembre 1964] (p. 4732); *remboursement du matériel agricole* (p. 4732, 4733); *Gouvernement voulant maintenir ses promesses au sujet des exploitants âgés et des petits exploitants* (p. 4733); *intégration dans la retraite de base de l'élément complémentaire actuel; réduction des cotisations des petits exploitants, c'est-à-dire de ceux qui ont un revenu inférieur à 200 francs de revenu cadastral* (p. 4734); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, Art. 66 : *Relèvement des taux des rentes viagères; parité entre rentes privées et rentes publiques* [9 novembre 1964] (p. 5204 5205); après l'Art. 67 : *Ses observations sur l'amendement de M. Vallon : texte relevant du domaine réglementaire* (p. 5208); *article 34 de la Constitution; consultation du Conseil constitutionnel* (p. 5209); En seconde délibération : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de l'article 2 « Les limites de 70 francs et 210 francs fixées par l'article 198* ter *du Code général des impôts sont portées respectivement à 80 et 240 francs »* (p. 5209); *aménagements fiscaux; politique sociale agricole; machinisme agricole* (p. 5209, 5210); *rétablir l'unité de taux des emprunts sur le marché financier; simplifier la perception en adoptant la procédure de la ristourne à la source* (p. 5211); *retenue à la source étant une technique mondialement connue des perceptions fiscales* (p. 5211); *ses observations sur les paroles de M. de Tinguy* (p. 5211); Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter l'article 9 par un nouveau paragraphe (Taux du droit proportionnel réduit prévu à l'article 714-1 du Code général des impôts étant ramené de 0,50 % en ce qui concerne les actes de fusion de sociétés et assimilés entrant dans les prévisions des articles 717 et 718 dudit code, qui seront présentés à la formalité de l'enregistrement, au plus tard le 31 décembre 1965* (p. 5212); *faciliter la spécialisation et la fusion des entreprises françaises* (p. 5212); Art. 15 : *Son opposition à l'amendement de M. Vallon; volonté du Gouvernement de poursuivre une politique ayant pour objet de faire disparaître la publicité routière du paysage français* (p. 5213); *panneaux dits « portatifs spéciaux »* (p. 5213); *distinction entre une forme particulière de publicité et le débat sur le budget de l'O.R.T.F.* (p. 5213, 5214); Art. 17 : *Son amendement tendant à la suppression du paragraphe 3 de cet article* (p. 5214); *application de l'article 96 du règlement; prélèvement institué par l'article 17* (p. 5214); Art. 24 et Etat A : *Son amendement tendant à modifier le montant des recettes de l'Etat A (prestations sociales agricoles)* (p. 5215); *articles d'équilibre; intégration de l'allocation complémentaire dans la retraite de base des exploitants agricoles* (p. 5215); *dépenses supplémentaires de 29 millions consenties en faveur du budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 5215); *actif successoral dans une succession agricole* (p. 5216); Art. 26 et Etat B : *Son amendement tendant à une modification des chiffres de l'Etat B* (p. 5217); *son amendement concernant le Ministère de l'Agriculture et tendant à majorer le crédit du titre IV de l'Etat B de 25 millions*

de francs (p. 5217); *son amendement concernant le Ministère des Finances et des Affaires économiques et tendant à majorer la réduction de crédits du titre IV de l'Etat B de 25 millions de francs* (p. 5217); *son amendement relatif aux finances et aux affaires économiques; charges communes tendant à modifier les chiffres de l'Etat B* (p. 5217); *amendement de totalisation; décision en matière du B.A.P.S.A.; machinisme agricole; assurer certains paiements internationaux; rentiers viagers* (p. 5217); *ses observations sur l'inquiétude de M. Cerneau; paiement d'opérations engagées pour le développement de territoires ou de départements d'outre-mer* (p. 5217); Art. 32 : *Son amendement tendant à majorer de 30 millions de francs les crédits proposés au titre du budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 5218); Art. 53 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 53 (Cotisations prévues à l'article 1124 du Code rural); article 1116 du Code rural et 1121* (p. 5218) : *réalisation de la parité intégrale en matière de retraite de vieillesse pour les exploitants agricoles par rapport aux travailleurs salariés* (p. 5218); Art. 66 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième et troisième alinéas de l'article 66 :* « *Le montant de la majoration est égal à 2.904 % de la rente originaire pour celles qui ont pris naissance avant le 1er août 1914* » (p. 5218); *situation des rentiers viagers les plus âgés; rentes antérieures à 1914* (p. 5218); *son opposition à l'amendement de M. de Tinguy; problème de droit privé* (p. 5219); *application de l'article 42 de la loi organique* (p. 5219); *budget en équilibre; rigueur des délais de la discussion; budget respecté; opposition réclamant le dialogue mais se cantonnant dans la diatribe; ses observations sur les paroles de M. Tony Larue; transferts sociaux vers l'agriculture; cas du B.A.P.S.A.* (p. 5222, 5223); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965 : *Travaux de la Commission mixte paritaire; loyers des Logécos; vérité des taux d'intérêt; unité des taux; calendrier des émissions d'emprunt; déficit des exploitations agricoles* [3 décembre 1964] (p. 5825 à 5827); Etat C : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du paragraphe II de l'article 11 (Intérêts afférents aux dix premières annuités des prêts contractés pour la construction, l'acquisition ou les grosses réparations des immeubles visés au paragraphe I; dépenses de ravalement; déduction du revenu global servant de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques)* (p. 5831); *son amendement tendant à rédiger comme suit le début de l'article 14 :* « *Les déficits provenant d'exploitations agricoles ne peuvent donner lieu...* » (p. 5831);

— du projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Fontanet; production française n'accusant pas un fléchissement* [26 novembre 1964] (p. 5629); *aspect proprement économique du Plan; compatibilité du Plan avec la politique économique du Gouvernement; abandon du malthusianisme traditionnel; taux de 5 %; relations entre l'expansion et la stabilité des prix; facteurs structurels; transferts d'activités; financement des investissements; développement de l'épargne; problème de la construction; financement public devant être réservé au secteur social* (p. 5633 à 5635); *réformes de structure étant indispensables à l'exécution du Plan; réforme des finances publiques; fiscalité indirecte* (p. 5635 à 5637); *ses observations sur l'amendement de M. Ebrard; développement économique régional* [26 novembre 1964] (p. 5672); *ses observations sur l'amendement de M. Cerneau : taux de croissance pour les départements d'outre-mer* (p. 5673); *procédure du vote bloqué* (p. 5673);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen des propositions de loi de M. Hersant : 1° tendant à rendre obligatoire le placement des réserves techniques des sociétés pratiquant l'assurance automobile en emprunts d'Etat destinés à la construction d'ue réseau d'autoroutes de liaison ; 2° tendant à une réforme de structure des sociétés d'assurance permettant d'associer les assujettis à l'assurance automobile obligatoire à la gestion gestion de leur risque ; 3° tendant à modifier les conditions et les effet du retrait d'agrément des sociétés d'assurances ; 4° tendant à instituer une réduction ou une majoration des primes d'assurance automobile en fonction du risque réprésenté par le titulaire des contrats. *Procédure proposée par M. Hersant; table ronde sur l'assurance automobile; création d'une commission spéciale risquant de rompre l'unité de*

la législation; commissions normalement compétentes; [3 décembre 1964] (p. 5821); *propositions de caractère financier; nécessité d'une réforme de l'assurance automobile; réforme résultant de la procédure réglementaire et de la procédure législative; opposition du Gouvernement* (p. 5821, 5822);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Montant du collectif étant moins élevé que les années précédentes; augmentation des tarifs des chemins de fer et des P.T.T.; dépenses sociales; équilibre des finances publiques; secteur de la construction; politique des loyers; marché financier; fiscalité des entreprises; avantages fiscaux prévus pour les souscripteurs des sociétés immobilières d'investissements; exonération des droits de mutation pour les actions achetées par le marché financier pendant une certaine période* [8 décembre 1964] (p. 5865, 5866); *problème du marché financier* (p. 5866); *sécurité sociale pour le régime des fonctionnaires; augmentation du capital de la Compagnie française des pétroles* (p. 5869); Art. 1er : *Réserve de cet article* (p. 5871); Art. 2 : *Retrait de cet article* (p. 5871); Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon et de M. de Tinguy tendant à remplacer les mots : « d'une nouvelle notification aux sinistrés en cause » par les mots : « de l'envoi par l'administration d'une lettre recommandée avec accusé de réception »* (p. 5872); Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi l'amendement de MM. Vallon et de Tinguy : « Pour leur usage personnel ou familial et s'il est bâti à titre de résidence principale »* (p. 5873); Art. 6 : *Opposition du Gouvernement aux amendements de MM. Denvers et Lamps* (p. 5874) ; *principe du contrôle parlementaire de l'application de la loi du 1er septembre 1948 n'ayant jamais été conforme à la réalité* (p. 5875); *hostilité du Gouvernement aux amendements de MM. Royer et Duffaut* (p. 5875) : *préoccupation de M. Royer; situation du marché immobilier; unité du marché devant s'entendre pour des locaux comparables; locaux construits antérieurement à 1948* (p. 5876); *son sous-amendement tendant dans le texte de l'amendement de M. Royer à substituer aux mots « catégorie 2 A » les mots « catégorie 3 A »* (p. 5876); *procédure « horizontale » permettant de soustraire, sur le plan national, les logements de catégorie exceptionnelle à l'application de la loi du 1er septembre 1948* (p. 5876); *mise en liberté des loyers devenant la règle pour les logements de catégories exceptionnelles* (p. 5877); *son amendement tendant à compléter l'article 6 comme suit : « Toutefois l'application de cette disposition aux logements de catégorie 3 A ne pourra intervenir qu'après avis favorable du conseil municipal des communes intéressées »* (p. 5877); *entreprise de conciliation* (p. 5878); Art. 7 : *Secteur libre des loyers; caractère général de l'article; conditions à la fixation des nouveaux loyers; dispositions prévues par la loi de 1948 en matière de maintien dans les lieux* (p. 5879); *ses observations sur le texte du Gouvernement considéré comme plus compréhensible que celui de la Commission; notion des « locaux vacants »* (p. 5880); *modifications proposées par le Gouvernement pour la rédaction définitive de l'article 7* (p. 5881); *son amendement tendant à insérer au début du premier alinéa du texte proposé pour le nouvel article 3* quinquies *les mots : « Dans les communes qui ne sont pas visées par l'alinéa premier de l'article 3* bis *et qui n'ont pas fait l'objet d'un décret pris en vertu du 2° de l'alinéa 2 du même article »* (p. 5882); *son amendement tendant à substituer, dans l'article 7, aux mots « articles 19 et 20 » les mots « articles 18, 19, 20, 20* bis, *24 et 25 »; son amendement tendant à insérer après le premier alinéa proposé pour le nouvel article 3* quinquies *le nouvel alinéa suivant : « Les dispositions du présent titre demeureront applicables aux personnes qui entreront dans les lieux en vertu d'un échange conclu conformément aux dispositions de l'article 79 »* (p. 5882); *son amendement tendant à compléter comme suit le dernier alinéa de l'article 7 : « après consultation du conseil municipal »* (p. 5882); Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* (p. 5887); *amendement de M. Krieg; préfets ayant reçu du Ministre de la Construction une délégation générale et permanente qu'ils peuvent subdéléguer au directeur départemental de la construction* (p. 5887); *son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon tendant à ajouter in fine : « lorsqu'ils sont la conséquence directe de ces travaux »* (p. 5888); *ne pas empêcher le fractionnement d'un logement insuffisamment occupé par le locataire principal qui aurait dépassé l'âge de 70 ans* (p. 5888); après l'Art. 8 : *Possibilité d'améliorer le texte au cours de la navette* (p. 5889); Art. 9 : *Effet des droits de maintien dans les lieux; situation des personnes âgées;*

location des locaux vacants (p. 5889); *amendement de M. Krieg* (p. 5890); Art. 10: *Son opposition à l'amendement de M. Krieg* (p. 5890); *cas des étudiants* (p. 5891); *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Rieubon* (p. 5891); Art. 11 : *Mettre fin à la situation difficile de certains propriétaires qui ont acheté leur appartement après que le propriétaire précédent de l'immeuble ait procédé à des travaux avec le concours du Fonds national d'amélioration de l'habitat* (p. 5891); après l'Art. 12 : *Son amendement tendant, après cet article à insérer un nouvel article (Offre de location d'un logement économique et familial bénéficiant d'un prêt spécial à la construction accordé sous le régime antérieur au 1er janvier 1964)* (p. 5891, 5892); *régime des loyers applicable aux logements économiques et familiaux construits avant le 1er janvier 1964* (p. 5892); *éviter tout effet rétroactif; problème de la date du 1er novembre 1964* (p. 5892); *ses observations sur les propositions de M. Boscher* (p. 5893); *son sous-amendement à son propre amendement* (p. 5893); Art. 14 : *Souci de réaliser des économies; système actuel de recouvrement des quittances d'électricité et de gaz étant particulièrement onéreux* (p. 5894) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon tendant, dans le texte proposé pour cet amendement, après les mots: « d'infirmité et de vieillesse » à rédiger comme suit la fin de cet article: « Ou qui auraient à effectuer plus de cinq kilomètres pour opérer des versements ou émettre des mandats pourront, sur leur demande, bénéficier du recouvrement à domicile de la part des organismes distributeurs de gaz ou d'électricité »* (p. 5894); *collaboration envisagée entre électricité de France et les P.T.T.* (p. 5894); Art. 15 : *Maintien de la date du 18 novembre; ne pas permettre à des opérations irrégulières d'échapper aux dispositions du présent article* (p. 5895); *cet article ne faisant que mettre en application la règle selon laquelle toutes les opérations financières doivent être effectuées sur le marché* (p. 5895); *son amendement tendant à rédiger comme suit la troisième phrase de l'alinéa 2 de l'article 15: « En outre les parties sont passibles solidairement et sauf à en répartir la charge entre elles par égales parts, d'une amende fiscale égale au double de la valeur des titres »* (p. 5895); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'alinéa 3 de l'article 15 (Non-application des dispositions du présent article ni aux cessions entre une personne morale et une société lorsque la personne morale possède au moins 15 % du capital de la société, ni aux cessions entre sociétés d'assurance appartenant au même groupe, ni aux cessions entre personnes morales et organismes de retraite et de prévoyance dont elles assurent la gestion, ni aux cessions qui, incluses dans une convention autre qu'une vente pure et simple, en constituent un élément nécessaire)* (p. 5895); après l'Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article après l'article 17 (Ouverture d'un compte spécial de commerce dans les écritures du Trésor et intitulé « Lancement de certains matériels aéronautiques »)* (p. 5896); *opérations réalisées dans le cadre de l'article 5 de la loi de finances du 21 décembre 1963 concernant les matériels aéronautiques* (p. 5896); *matériels aéronautiques étant ceux qui bénéficient des dispositions de l'article 5 de la loi du 21 décembre 1963* (p. 5897); *procédure ancienne; compte ne pouvant être alimenté en recettes que par des versements budgétaires* (p. 5897); Art. 19: *Ne pas favoriser certaines formes de distribution ; effort pourrétablir l'égalité; réforme de la distributoin ne France* (p. 5898); Art. 20 : *Opposition du Gouvernement à l'amendementde M. Chaze* (p. 5899); *circulaire de Joseph Caillaux ayant posé en 1908 le principe de la méthode suivant laquelle il voulait procéder à la réévaluation des propriétés foncières non bâties; ratification de cette circulaire en 1912 par une loi; cet article ayant pour objet de réconcilier Caillaux, le Conseil d'Etat et le Ministère des Finances; opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Cazenave tendant à fixer au 1er janvier 1965 le début d'application de la mesure; Sécurité sociale agricole; impôts sur le revenu, limite du double du revenu cadastral pour les bénéfices agricoles* (p. 5900); *ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis; amendement de M. Boscary-Monsservin adopté lors de la discussion de la loi du 31 juillet 1962; nécessité d'examiner les nouveaux revenus cadastraux tirés de la révision; matière en discussion relevant du domaine réglementaire* (p. 5901); Art. 21 : *Assemblée ayant voté le 2 août 1960 un texte concernant les boisements abusifs devant être interdits* (p. 5902); *plafonnement de l'imposition des revenus au double de l'ancien revenu cadastral; délai supplémentaire de perception des demandes d'exonération; exonération de l'impôt sur le revenu; groupe-*

ments forestiers pouvant être assujettis ou non au versement forfaitaire prévu au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (p. 5902); Art. 22 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de suppression proposé par M. Lamps* (p. 5903); Art. 23 : *Son amendement tendant à compléter cet article par deux nouveaux paragraphes (Actions des sociétés immobilières d'investissement achetées en bourse en 1965 ou en 1966)* (p. 5903); *rôle des sociétés immobilières d'investissement; construire des logements locatifs pour les classes moyennes; prorogation d'un an de l'exonération des droits de mutation* (p. 5903, 5904); *forme nominative et détention continue des actions pendant deux ans; prévoir un délai normal de construction* (p. 5904); *encourager, non pas la circulation de ces titres, mais leur classement chez les épargnants* (p. 5904); Art. 24 : *Alignement de la situation des sociétés civiles sur celle des sociétés régies par la loi du 30 juin 1938; absence d'incidence sur la situation fiscale des marchands de biens ou des agents professionnels* (p. 5905); Art. 25 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe 2 ainsi rédigé : « II - la date du 1er janvier 1967 est substituée à celle du 1er janvier 1966 qui figure aux premier, deuxième et troisième alinéa de l'article 673-3° du Code général des impôts aux articles 719-I, 2° et 720 du Code général des impôts »* (p. 5905); *cet amendement tendant à rouvrir certains délais en substituant la date du 1er janvier 1967 à celle du 1er janvier 1966* (p. 5905); Art. 29 : *Difficultés de l'industrie cinématographique en France; doctrine du Gouvernement; prorogation d'un régime existant* (p. 5906); *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Grenier* (p. 5907); Art. 4 *(suite) : Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « et 1400, 1° et 2° » les mots « et 1400, 1°, 2° et 6° »* (p. 5908); *étendre au paragraphe 6° de l'article 1400 du Code général des impôts, c'est-à-dire aux « jardins ouvriers » l'amélioration prévue par l'article 4* (p. 5908); *ses observations sur l'amendement de MM. Salle et Souchal* (p. 5908); *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de MM. Salle et Souchal par les mots « dans des conditions et dans des limites qui seront fixées par décret »* (p. 5908); Art. 38 : *Réserve de cet article* (p. 5915); Art. 42 : *Matériels d'entraînement au parachutisme et à l'aviation étant mis par l'Etat à la disposition d'associations; responsabilités de l'Etat* (p. 5916); Art. 43 : *Prise de contrôle progressive de certains secteurs de notre économie par des ressources ou entreprises étrangères; dispositions ayant existé dans notre Code de commerce permettant d'accorder un droit de vote majoré aux actionnaires; projet gouvernemental de réforme de la loi sur les sociétés; comité Lorain* (p. 5917); après l'Art. 43 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article : « Nonobstant toute clause contraire des statuts, tout actionnaire d'une société par actions peut recevoir, sans limitation de nombre, les pouvoirs émis par d'autres actionnaires en vue d'être représentés à une assemblée générale. La présente disposition ne déroge pas aux limitations légales ou statutaires du nombre des voix dont peut disposer une même personne, tant en son nom personnel que comme mandataire »* (p. 5918); *clauses existant dans les statuts de certaines entreprises et ayant pour objet d'empêcher les petits actionnaires de se faire représenter aux assemblées générales* (p. 5918); Art. 38 : *Discussion de cet article* (p. 5918); Art. 44 : *Ses observations sur l'article 70 de la loi de finances; éviter que la Sécurité sociale ne rembourse à un assuré social une somme supérieure à celle effectivement dépensée; gestion rationnelle de la Sécurité sociale* (p. 5919); *ses observations sur les paroles de M. Boscary-Monsservin; problème du statut des attachés d'administration centrale; accession des intéressés au grade d'attaché principal; dépôt d'un projet de loi définissant l'ensemble du statut des attachés d'administration et des concours afférents à leur carrière* (p. 5919); *amendement déposé par MM. Rey, Mondon, Boscary-Monsservin, Le Bault de la Morinière et Maurice Schumann prévoyant la faculté pour l'Etat de donner sa garantie à des emprunts nécessaires pour financer la construction et l'aménagement de locaux d'enseignement privé utilisés pour la formation technique ou professionnelle préparant à des diplômes délivrés par l'Etat* (p. 5920); après l'Art. 44 : *Son amendement tendant, après l'article 44, à insérer un nouvel article : « La taxe prévue par l'article 1617 du Code général des impôts sera suspendue en ce qui concerne les betteraves livrées au titre de la campagne 1964-1965 et exportées sous forme de sucre avant le 31 décembre 1965 »* (p. 5920); *taxe actuellement perçue sur les sucres exportés au profit du Fonds national de surcompensation*

des prestations familiales (p. 5920); *son amendement tendant à ajouter après l'article 44 un article additionnel:* « *La garantie de l'Etat peut être accordée dans des conditions qui seront fixées par décret, aux emprunts qui seraient émis en France par des groupements et pour des associations à caractère national pour financer la construction et l'aménagement de locaux d'enseignement utilisés par des établissements privés de formation technique ou professionnelle préparant à des diplômes délivrés par l'Etat* » (p. 5922); TITRE IV. — AGRICULTURE : *Effort en faveur des personnes âgées; possibilité d'avancer la date d'application des mesures en faveur des personnes âgées à partir du 1er novembre 1964 au lieu du 1er janvier 1965* (p. 5923); TITRE III. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Son amendement tendant à majorer les crédits du titre III de l'Etat A de un million de francs* (p. 5924); *transfert du Ministère des Armées au Ministère de la Santé publique et de la Population d'une somme d'un million de francs nécessaire au paiement de la contribution française à la création d'un centre international de recherche sur le cancer* (p. 5925); *Son amendement tendant à majorer de 2 millions de francs les crédits proposés pour le titre IV de l'Etat A* (p. 5925); *avancement de la date à partir de laquelle s'appliquera la première augmentation de l'allocation vieillesse* (p. 5925); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE. — TITRE IV - ETAT B : *Ses observations sur les préoccupations exprimées par M. Tourné; crédits non reportables; mesures ne marquant pas un changement dans le rythme des paiements des prestations servies aux anciens combattants* (p. 5926); Art. 47 : *Ses observations sur les paroles de M. Fourvel; municipalité de Saint-Gervais-d'Auvergne* (p. 5929); EDUCATION NATIONALE : *Engagement pris au moment de l'adoption de l'ordonnance du 29 novembre 1960; autorisations de programme supplémentaire pour l'équipement sportif* (p. 5930); Art. 50 : *Son amendement tendant à augmenter l'annulation de crédit prévu à l'article 50 de 1 million de francs pour la porter à 137.010.000 francs* (p. 5932); *transfert à la Santé publique pour le financement du centre de la recherche sur le cancer* (p. 5932); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Rédaction primitive de l'article 6; intentions du Gouvernement; problème des loyers des logements des catégories modestes; tenir compte de la situation du logement dans chaque commune; intérêt de l'article 7 tendant à augmenter le nombre de locaux mis en location* [17 décembre 1964] (p. 6205, 6206); Art. 1er : *Approbation du Gouvernement à la nouvelle rédaction adoptée par la Commission paritaire; problème posé par la catégorie 3 A* (p. 6210); *mise en application du dispositif de l'article premier se faisant dans les conditions suivies jusqu'à présent, c'est-à-dire après consultation des conseils municipaux* (p. 6210); En deuxième lecture : *Application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution de l'article 96 du règlement* [18 décembre 1964] (p. 6262); *date de majoration des prestations de vieillesse initialement fixée au 1er janvier 1965 étant avancée au 1er novembre 1964* (p. 6262); *ses observations sur les paroles prononcées par M. de Tinguy relatives à la procédure du vote bloqué* (p. 6262, 6263);

— en troisième lecture, du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'Education nationale: *Extension de la loi Barangé à des catégories n'en bénéficiant pas jusqu'à présent; établissement des budgets communaux de 1965 et circulaires préfectorales* [17 décembre 1964] (p. 6211);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, Art. 11 : *Création de nouveaux équipements en matière de viande; réorganisation de la commercialisation de la viande; objectifs; définir des critères d'identification de la viande; classification; disparition de l'estampille « label »; organisation de la protection des marchés de gros de la viande; fixation des règles de fonctionnement des marchés de gros; dépôt d'un projet sur l'organisation des professions de la viande; généralisation des modes de paiement modernes; interdiction du cumul des activités de commissaire ou de mandataire et de négociant* [5 mai 1965] (p. 1145, 1146); *ses observations sur le fond et sur l'aspect juridique du problème; « tribunal des carcasses »* (p. 1446, 1447); *caractère opportun de l'idée de permettre aux producteurs organisés de se faire représenter dans des opérations d'identification* (p. 1147); *institution d'une commission ayant pour mission de régler à l'amiable les litiges* (p. 1147); après l'Art. 11 :

Principes concernant la constatation des cours; harmonisation du vocabulaire utilisé par nos partenaires du Marché européen (p. 1148); Art. 12 : *Périmètre de protection pour les abattoirs publics* (p. 1148); *existence des marchés de gros sans abattoirs et des abattoirs sans marchés de gros* (p. 1148, 1149); *périmètre de protection devant s'appliquer à des marchés de gros* (p. 1149); *cet article prévoyant que le Gouvernement pourra, par décret, exclure ou interdire un certain nombre d'opérations dans le périmètre de protection* (p. 1149); *ses observations sur l'amendement de M. Kaspereit relatif à la distance de 25 kilomètres; implantation des abattoirs* (p. 1150); Art. 13 : *Ses observations sur le fait qu'actuellement les principaux acheteurs ou vendeurs ne se rendent pas effectivement sur les lieux du marché* (p. 1151); *ses observations sur les amendements de M. Kaspereit; organisation des Halles de Paris* (p. 1152); Art. 14 : *consultation des professionnels* (p. 1152); après l'Art. 14 : *Généraliser l'emploi des formes modernes de règlement, c'est-à-dire le chèque ou le virement* (p. 1153);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers : *Faire de l'économie française le quatrième producteur industriel et agricole du monde; élimination de l'inflation étant le préalable à toute politique de croissance durable; année 1956-1957 constituant une sorte de modèle de situation inflationniste: déficit extérieur, déficit budgétaire, hausse des prix record; baisse du niveau de vie et de la production; inflation affaiblissant le potentiel économique des entreprises; équilibres statiques de l'économie: équilibre des prix, équilibre budgétaire, équilibre de l'emploi; équilibres dynamiques de notre économie: celui de la production, celui du commerce extérieur, celui de l'investissement; maintien du niveau des investissements en France; rôle du Gouvernement; permettre une rémunération normale de l'épargne; permettre aux entreprises de se transformer ou de s'adapter dans des conditions qui ne soient pas fiscalement trop onéreuses; assainir l'assiette de l'impôt; technique appliquée en Allemagne consistant à fixer deux taux d'impôts sur les sociétés : l'un frappant le profit conservé par l'entreprise et l'autre, en général réduit de moitié, frappant le profit distribué; technique anglaise ou belge consistant à appliquer un impôt unique sur l'ensemble du profit des entreprises, mais à permettre d'en déduire une partie de l'impôt sur le revenu des personnes qui bénéficient de la distribution; adaptation des entreprises aux conditions nouvelles de la concurrence; déductibilité des frais généraux; indemnité représentative de frais; problème du commerce extérieur* [11 mai 1965] (p. 1229 à 1233); *sort de l'économie française dépendant de notre aptitude à soutenir la concurrence internationale; imposition des revenus* (p. 1236); *importance des profits bruts réalisés par les entreprises au cours des dernières années; problèmes de l'aménagement du territoire, de l'information des entreprises; son opposition au renvoi du projet en commission* (p. 1253, 1254); Art. 1er : *Gouvernement étant opposé à l'amendement de M. Duffaut; confusion quant à la nature du système proposé* [12 mai 1965] (p. 1273); *distinction entre le système du double taux et celui de l'imputation* (p. 1273); Art. 5 : *Prélèvement sur les tantièmes* (p. 1275); Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer aux paragraphes 2 et 3 de cet article des nouvelles dispositions (Régime des plus-values à court terme, régime des plus-values à long terme)* (p. 1276); *classer dans la catégorie des plus-values à long terme certains éléments notamment ceux qui proviennent de réévaluations d'éléments d'actif; détermination des plus-values* (p. 1276); *plus-values à court terme étant fixées au taux de 50 % et plus-values à long terme au taux de 10 %* (p. 1276, 1277); Art. 11 : *Problème des plus-values à long terme; cartes moins-values à long terme* (p. 1278); *considérer les plus-values et les moins-values comme soumises à un régime particulier d'imposition et non au régime général; assurer une plus grande mobilité dans la gestion des entreprises* (p. 1279); *son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de cet article par les mots suivants : « toutefois, en cas de liquidation d'entreprise, cet excédent peut être déduit pour le cinquième de son montant des bénéfices de l'exercice de liquidation »* (p. 1279); *problème de remploi* (p. 1280); *situation résultant d'une expropriation* (p. 1280); *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Charret; entreprise voulant se dessaisir d'un bien au profit d'une autre entreprise* (p. 1281); Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de cet article par des nouveaux alinéas (Situation résultant des fusions)* (p. 1282); Art. 14 : *Ses*

observations sur l'amendement de M. Vallon et de M. Lepeu; application de l'article 40 de la Constitution; cumul des dispositions favorables du régime actuel et du régime nouveau (p. 1283); *nombre des opérations de fusion réalisées l'an dernier* (p. 1284); *amortissement dégressif* (p. 1284); Art. 15 : *Son amendement tendant à remplacer les paragraphes 2 et 3 de cet article par des nouvelles dispositions (Titres reçus en rémunération d'un apport personnel d'actif)* (p. 1284); Art. 20 : *Dispositions relatives aux sociétés mères et filiales* (p. 1285); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe 1 de l'article 20, à substituer au chiffre de « 25 millions de francs » le chiffre de « 20 millions de francs »* (p. 1286); Art. 23 : *Evaluation globale du portefeuille; éviter que les provisions pour moins-values, en matière de portefeuille, ne puissent être déduites des bénéfices d'exploitation* (p. 1287); *son amendement tendant à la suppression du paragraphe premier de cet article* (p. 1287); Art. 24 : *Ses observations sur les amendements de MM. Vallon et Duffaut : indemnité versée à un locataire par un propriétaire qui veut reprendre son local* (p. 1288); Art. 25 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon tendant à compléter ce texte par le nouvel alinéa suivant : « Toutefois, cette faculté de report cesse de s'appliquer si l'entreprise reprend tout ou partie des activités d'une autre entreprise ou lui transfère tout ou partie de ses propres activités »* (p. 1288); *amortissement linéaire* (p. 1288); Art. 27 : *Mettre fin à un abus consistant à fixer des durées de bail anormalement courtes qui permettent d'amortir n'importe quel bien sur la durée de ce bail; entreprise ayant construit une usine sur le terrain d'autrui* (p. 1289); Art. 28 : *Eviter que l'administration n'impose aux entreprises de petites dimensions des formalités excessives concernant les frais généraux* (p. 1290); *faculté de fixer par arrêté du Ministre des Finances un chiffre minimum au-dessous duquel le relevé spécial des frais généraux ne sera pas exigé* (p. 1290); *partage entre les déductions normales et les déductions abusives; communication du relevé à l'assemblée des actionnaires* (p. 1291); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe 2 de cet article, à substituer aux mots « il appartient » les mots « l'administration peut demander »* (p. 1291); *augmentation des frais généraux plus rapide que les bénéfices imposables* (p. 1291); *commission départementale des impôts* (p. 1292); *procédure de droit commun* (p. 1292); *son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de cet article par un quatrième alinéa ainsi conçu : « En cas de contestation le désaccord peut être soumis à l'appréciation de la commission départementale des impôts »* (p. 1292); Art. 33 : *Clarté du texte* (p. 1294); *problème de la présence des salariés dans la commission départementale des impôts directs* (p. 1294); Art. 34 : *Limitation dans le temps de la disposition* (p. 1295); Art. 35 : *Ne pas proroger un régime qui a donné des résultats limités* (p. 1297); Art. 39 : *Administration fiscale donnant des agréments en matière fiscale; tenir compte des critères objectifs précis* (p. 1298); Art. 42 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de cet article (Sociétés de personnes issues de la transformation antérieure de sociétés de capitaux)* (p. 1299); Art. 45 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à substituer aux mots : « ne sont pas autorisées à imputer le crédit d'impôt » les mots : « ne peuvent imputer que le quart du crédit d'impôt »* (p. 1300); *problème des compagnies d'assurances* (p. 1300); après l'Art. 45 : *Entreprises n'arrêtant pas leurs écritures, notamment leur bilan, à la date du 31 décembre* (p. 1300, 1301); *problème de l'étalement* (p. 1301); *son amendement tendant, après l'article 45, à insérer un nouvel article (Rapports présentés et propositions de résolution soumises aux assemblées générales d'associés ou d'actionnaires)* (p. 1301); Art. 12 : *Opposition du Gouvernement aux amendements déposés sur cet article; éviter une forme de fraude consistant à empêcher la transformation des sociétés de personnes en sociétés de capitaux* [13 *mai* 1965] (p. 1320); *principe de la non-rétroactivité; ses observations sur l'amendement de M. Pierre Bas* (p. 1321); *son amendement tendant à compléter l'article 12 par un paragraphe 5 ainsi conçu : « Le taux normal du droit perçu au profit de l'Etat sur les apports visés au deuxième alinéa du premier et deuxième du présent article est fixé à 8 % »* (p. 1321); *réduire de moitié le taux des droits de mutation applicables aux apports* (p. 1321); après l'Art. 47 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Rapports présentés et propositions de résolution soumises aux assemblées générales d'associés ou d'actionnaires en vue de l'affectation des résultats de chaque exercice)*

(p. 1321); *amendement d'information* (p. 1321); *application de l'article 101 du Règlement* (p. 1321); En seconde délibération, Art. 33 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article; avis de la commission départementale des impôts; sa composition* (p. 1326, 1327); *caractère paritaire de la commission* (p. 1327); *dates d'entrée en vigueur de la réforme: distinction entre les droits d'enregistrement, l'avoir fiscal et la retenue à la source, l'impôt sur les bénéfices* (p. 1327); *institution de l'amortissement dégressif; sociétés immobilières d'investissement; droit d'incorporation des réserves au capital* (p. 1327, 1328); *effort dans le sens de l'équité* (p. 1328); *ses observations sur les explications de vote de M. Duffaut* (p. 1329); En deuxième lecture, Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe 3 de cet article* [3 juin 1965] (p. 1769); *régime des plus-values de cession provenant de la cession de brevets* (p. 1769); après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Régime des plus-values à long terme; conditions et limites)* (p. 1770); *assimilation des cessions de brevets même lorsqu'elles ont lieu à court terme, aux plus-values à long terme dont le régime fiscal est plus favorable* (p. 1770); Art. 11 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa du paragraphe 2 à substituer aux mots: « au cours des exercices suivants » les mots: « au cours des dix exercices suivants »* (p. 1770); *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 4 de l'article 11* (p. 1770); *plus-values afférentes aux participations prises dans les sociétés d'outre-mer* (p. 1770); *ses observations sur les paroles de M. Pierre Bas; option entre le maintien du régime actuel ou l'adoption du régime nouveau; situation fiscale des entreprises ayant des filiales outre-mer* (p. 1771); Art. 12 : *Son amendement tendant à reprendre cet article dans une nouvelle rédaction (Réduction du droit d'apport en société)* (p. 1771); *rétablir les articles 12, 13 et 14 dans le texte proposé par l'Assemblée Nationale en première lecture* (p. 1771); *transformation d'un type d'exploitation en un autre sans changement de consistance de l'exploitation* (p. 1772); Art. 13 : *Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Opérations de fusion)* (p. 1772); Art. 14 : *Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Situation résultant d'une fusion; impôt sur les sociétés; attribution gratuite des titres représentatifs de l'apport aux membres de la société absorbée)* (p. 1772); *ses observations sur le sous-amendement de M. Vallon et de M. Lepeu, article 40 de la Constitution* (p. 1773); Art. 15 : *Son amendement tendant à la fin du paragraphe premier de cet article à supprimer les mots: « après avis du Commissariat général du Plan et de la productivité »* (p. 1773); *revenir au texte de l'Assemblée Nationale; notion de sous-agrément* (p. 1773); *procédure de déconcentration; apports partiels d'actif; problème des scissions* (p. 1773, 1774); Art. 20 : *Son amendement tendant, à la fin du paragraphe 3-A de cet article à substituer aux mots « 5 millions » les mots « 10 millions »* (p. 1775); Art. 23 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 1775); Art. 27 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article: « L'amortissement des constructions et aménagements édifiés sur le sol d'autrui doit être réparti sur la durée normale d'utilisation de chaque élément »* (p. 1775); Art. 28 : *Communication à l'assemblée générale des actionnaires des frais généraux* (p. 1776); *ses observations sur l'amendement de M. Danel* (p. 1776); Art. 45 : *Son amendement tendant à la fin du paragraphe premier de cet article, à supprimer les mots : « ainsi qu'aux produits qui sont exonérés de l'impôt sur les sociétés en application de l'article 210 du Code général des impôts »* (p. 1718); *texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture* (p. 1778); *opérations immobilières faites par des sociétés industrielles, commerciales ou autres; précompte s'appliquant aux distributions prélevées sur les revenus pour permettre aux actionnaires de bénéficier de l'avoir fiscal correspondant* (p. 1778); *sociétés françaises exerçant leur activité dans les territoires d'outre-mer; problème de leur fiscalité* (p. 1779); Art. 46 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de cet article par des nouveaux alinéas (Imposition des bénéfices de construction)* (p. 1779); *contenu habituel d'un texte de coordination; ses observations sur les paroles de M. Montalat; application de l'article 108 du Règlement; retrait de son amendement* (p. 1779); En troisième lecture, Art. 28 : *Constitution d'une Commission mixte paritaire* [22 juin 1965] (p. 2353, 2354); Conclusions du rapport de la Commission

mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 33 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Entreprises devant fournir le relevé détaillé des catégories de frais généraux lorsque ces frais excèdent les chiffres fixés par arrêté du Ministre des Finances)* [29 juin 1965] (p. 2724);

— du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement : *Objectif à la fin du Ve Plan étant d'atteindre près de 500.000 logements en 1970; réforme du financement de la construction visant des objectifs à la fois qualitatifs et quantitatifs; diriger vers la construction une part plus grande de l'épargne; développer les financements bancaires dans le secteur privé et dans le secteur libre; améliorer la qualité du financement; nécessité de la vérité et de la sincérité des financements; importance de la simplicité; susciter une épargne supplémentaire; comité Sadrin ; montant du prêt; délai de dix-huit mois après l'ouverture du compte; existence d'un plafond de dépôt; création d'une prime d'épargne* [15 juin 1965] (p. 2111, 2112); En deuxième lecture : *Ses observations sur l'amendement de M. André Halbout* [25 juin 1965] (p. 2513); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter ainsi cet article : « ainsi que dans les banques et organismes de crédit qui s'engageront par convention avec l'Etat à appliquer les règles fixées pour le fonctionnement de l'épargne-logement »* (p. 2513); *situation de certaines régions, notamment celles de l'Ouest et les départements alsaciens et lorrains; établissement passant avec l'Etat d'une convention* (p. 2513); Art. 6 : *Gouvernement étant partisan de la simplicité; prime d'épargne versée au moment de l'obtention du prêt* (p. 2513); *cas des fonctionnaires logés dans un logement de fonction* (p. 2513); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement*: Caisses d'épargne des régions de l'Est; crédit mutuel des régions de l'Ouest; réseau de banques populaires* [29 juin 1965] (p. 2726).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Coste-Floret : *Projet de réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; problème de l'indemnisation des rapatriés d'Algérie* [23 juin 1965] (p. 2386).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Importance du projet de loi sur le plan fiscal, économique et international; réforme fiscale; réforme de la distribution; caractères du projet* [23 juin 1965] (p. 2366); *ses observations sur les paroles de M. Tanguy Prigent; avantage de la simplicité; cas de l'agriculture; suppression de nombreuses sources de contentieux; problème de l'automobile; souci de justice; petits redevables bénéficiant d'une simplification et d'une atténuation de la fiscalité; régime du forfait; diminution de la fiscalité indirecte; développement économique; encourager les investissements en généralisant leur déductibilité; cas des transports; favoriser le commerce extérieur; suppression prochaine des mesures d'encadrement du crédit; problème des collectivités locales; désir de mettre la réforme en application au 1er janvier 1967* (p. 2366 à 2370); *longueur probable de la discussion générale* (p. 2374); *ses observations sur les paroles de M. de Tinguy; contradictions dans le discours de l'orateur* (p. 2381); *ses observations sur les paroles de M. Alduy* (p. 2388); *premier texte de réforme des taxes sur le chiffre d'affaires ayant été présenté le 5 juillet 1959; nombre des amendements déposés sur l'actuel projet de loi; motion de renvoi évoquant une certaine forme de parlementarisme où la délibération excessive est un prétexte à tuer l'action; dignité du Parlement* [24 juin 1965] (p. 2438, 2439); Art. 1er : *Problème de la fiscalité des boissons; ses observations sur les épiciers; taux de 12 %* [24 juin 1965] (p. 2449); *part de la taxe forestière affectée au Fonds forestier; fiscalité applicable aux bois; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2451); *fiscalité sur le bois* (p. 2451); *taxe sur certains corps gras; taxe sur la margarine* (p. 2451); *produits laitiers* (p. 2452); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2453); *taxe d'encouragement à la production textile; conjoncture actuelle de l'industrie textile* (p. 2453); après l'Art. 3 : *Gouvernement n'ayant pas retenu l'application de la T.V.A. aux produits vendus par les exploitants agricoles* (p. 2454, 2455); Art. 4 : *Régime de la taxe sur la valeur ajoutée pour les architectes et les bureaux d'études; problème des*

transports (p. 2455, 2456); *ses observations sur l'exploitation artisanale* (p. 2456); *problème de la fiscalité viticole et des boissons; ventes faites par les producteurs à des consommateurs venant s'approvisionner directement chez eux* (p. 2456); *ratification par le Parlement des textes réglementaires* (p. 2457); Art. 6 : *Problème du maintien de la taxe sur la valeur ajoutée sur la partie des transports à l'importation; transports internationaux effectués sur le territoire de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion* (p. 2458); *gestion des ports; intérêts des ports autonomes* (p. 2458); Art. 8 : *Tarif des transports* (p. 2459); *secteur de l'automobile* (p. 2460); *lait et produits laitiers* (p. 2461); *ses observations sur les paroles de M. Ramette* (p. 2462); *application de l'article 40 de la Constitution; fourniture d'eau faite par les concessionnaires* (p. 2462); *production des aviculteurs et des pisciculteurs* (p. 2463); *ventes faites par les armateurs et les pêcheurs* (p. 2463); *vente aux enchères publiques* (p. 2464); Art. 9 : *Ses observations sur les paroles de M. Duffaut* (p. 2464); Art. 10: *Ses observations sur les amendements de MM. Collette et Georges* (p. 4265); *nos sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Collette par les mots : « sous des conditions déterminées par le même texte »* (p. 2465); *problème de la laine; opérations de courtage et d'approvisionnement* (p. 2466); *ses observations sur le chocolat au lait, et les crèmes glacées* (p. 2469); Art. 13 : *Produits utilisés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour* (p. 2470); *jus de raisin légèrement fermentés; ses observations sur les problèmes de la viticulture* (p. 2470); *taxation des produits pharmaceutiques* (p. 2471); *situation fiscale des artisans* (p. 2471); *impossibilité d'appliquer un taux unique aux prestations servies dans les hôtels de tourisme* (p. 2472); *problème du chocolat au lait* (p. 2472); Art. 14 : *Application de l'article 40 de la Constitution* [25 juin 1965] (p. 2499); *bois en grumes utilisés en scierie et bois bruts de sciage* (p. 2499); *fiscalité sur les spectacles, en particulier sur le cinéma* (p. 2500); *son amendement tendant à substituer aux deux derniers alinéas du paragraphe premier de cet article le nouvel alinéa suivant : « Les vins »* (p. 2500); *ses observations sur les vins et les apéritifs à base de vin* (p. 2501); *crèmes glacées* (p. 2502); *paiement par chèque* (p. 2502); *vente de pierres précieuses ou de bijoux* (p. 2503); *travaux effectués en vue de l'assainissement et de l'éclairage* (p. 2503); *partie des immeubles affectée à l'habitation* (p. 2504); *réseaux de voierie, d'eau, de gaz ou d'électricité* (p. 2504); *fiscalité sur les vins et les alcools* (p. 2503); Art. 15 : *Prestations de services* (p. 2505); après l'Art. 15 : *Son amendement tendant après cet article à insérer le nouvel article suivant : « Le taux de la taxe sur les produits forestiers dont le produit est attribué au budget annexe des prestations sociales agricoles est ramené à 2,50 % à 1 % »* (p. 2505); *taxe sur les produits forestiers* (p. 2505, 2506); *destruction des marchandises* (p. 2506); *éviter un cumul d'impôts* (p. 2506, 2507); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2507); Art. 17 : *Problème du régime fiscal pour le pétrole; taxation de l'énergie; problème des investissements mobiliers* (p. 2508); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2509); *délégation législative* (p. 2509); Art. 18 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à substituer au chiffre « 3.200 frs » le chiffre « 4.000 frs »* (p. 2511); *situation fiscale des petits redevables commerçants et des artisans* (p. 2511); *fonctionnement de la décote; limite d'exonération* (p. 2512); après l'Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis* (p. 2520, 2521); Art. 19 : *Régime du forfait; cas des départements d'outre-mer* (p. 2522); *ne pas surcharger la tâche des administrations fiscales* (p. 2522); *cas de la Réunion* (p. 2523); *amendement de M. Vallon ayant pour objet de condamner un système de forfait concernant l'impôt et un système de déclaration volontaire concernant les déductions* (p. 2523); *délai de trois mois pour dénoncer les forfaits* (p. 2523, 2524); Art. 21 : *Portée du texte* (p. 2524); *son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du paragraphe premier de cet article : « sont privés du droit de facturer la taxe sur la valeur ajoutée pendant deux périodes biennales successives »* (p. 2524); *dissimulation et fausse déclaration* (p. 2524); *imposition d'un commerçant non sédentaire* (p. 2525); *cas des départements et territoires d'outre-mer: problème des restaurants annexés à des hôtels* (p. 2526); *redevables des départements d'outre-mer* (p. 2526); *département de la Guyane* (p. 2527); après l'Art. 24 : *Fiscalité applicable à la Corse; exonérations fiscales* (p. 2528); *ses observations sur les problèmes viticoles* (p. 2529); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 25 (Régime*

fiscal des vins) (p. 2530); Art. 26 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit l'article 26 :* « *1° les tarifs de 80 francs, 160 francs, 530 francs, 940 francs et 1.060 francs du droit de consommation sur l'alcool prévus à l'article 403 du Code général des impôts sont portés respectivement à 100 francs, 200 francs, 625 francs, 1.100 francs et 1.250 francs; 2° les boissons alcooliques provenant de la distillation de céréales supportent la majoration prévue à l'article 406* ter *du Code précité; 3° cette majoration est portée à 350 francs* » (p. 2530); *fiscalité sur le vin* (p. 2531); *ses observations sur les paroles de M. Tourné* (p. 2531); Art. 14, 25 et 26 (suite) : *Transport de voyageurs; revision en hausse des tarifs de l'E.D.F.; cours du vin sur les places méridionales; contingent d'importation de vins d'Algérie; fiscalité sur les boissons* (p. 2532, 2533); *taxation du whisky* (p. 2533); *vins de consommation courante; vins doux naturels* (p. 2533); *financement du Fonds de solidarité viticole* (p. 2534); *T.V.A. s'appliquant au prix de vente de la viande vendue; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2535); Art. 28 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant :* « *Le taux de la taxe sur les cartes grises est porté de 13,20 f à 20 f pour les voitures particulières de 13 chevaux-vapeur et plus* » (p. 2535); *voitures de tourisme* (p. 2536); Art. 29 : *Droit de licence sur les débits de boissons* (p. 2536); Art. 30 : *Réduire les commissions bancaires* (p. 2537); Art. 31 : *Son amendement tendant, dans la deuxième catégorie du tableau d'imposition, à substituer le tarif de 16 % à celui de 18 %* (p. 2538); *allégement des charges pesant sur l'exploitation des salles de cinéma; crise de cette industrie* (p. 2538); Art. 33 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 3 de cet article, à substituer aux mots* « *du 6e* » *les mots* « *de 15 %* » (p. 2539); *part de la taxe sur les salaires* (p. 2539); Art. 35 : *Comptabilité-matières; consultation des organisations professionnelles intéressées* (p. 2539); *éliminer les ventes sans facture en utilisant une comptabilité-matières* (p. 2540); Art. 37 : *Harmonisation des délais* (p. 2540); Art. 38 : *Situation des petites communes rurales* (p. 2546); *chaque collectivité devant recevoir des attributions conformes à ses besoins* (p. 2547); Art. 39 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2549); Art. 40 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa* a) *à substituer au chiffre* « *20* » *le chiffre* « *21* » (p. 2549); *détermination forfaitaire des frais de gestion* (p. 2549, 2550); Art. 46 : *Ses observations sur les frais de recouvrement* (p. 2559); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Frais d'assiette et de perception)* (p. 2559, 2560); après l'Art. 46 : *Réforme de la fiscalité directe locale* (p. 2560); Art. 47 : *Ses observations sur le système de l'exercice sur celui de la gestion* (p. 2560); *ses observations sur les paroles de M. de Tinguy* (p. 2560, 2561); *recouvrement effectué au titre de la taxe sur les salaires* (p. 2561); *versement complémentaire* (p. 2561); Art. 48 : *Modalités d'application du projet* (p. 2561); Art. 49 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ribadeau Dumas* (p. 2562); Art. 50 : *Problème de la déductibilité; ses observations sur l'amendement de M. Vallon et les paroles de M. Bailly* (p. 2563, 2564); *mesures de transition* (p. 2564); *textes de transition étant des textes réglementaires* (p. 2565); Art. 25 *(suite) : Ses observations sur cet article* (p. 2565) ; En seconde délibération : *Seconde délibération étant rendue nécessaire par les pertes de recettes importantes résultant des dispositions adoptées par l'Assemblée; problème des objets d'occasion; automobile d'occasion* (p. 2566); Art. 8 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit l'alinéa 6 de cet article :* « a) *les ventes de biens usagers faites par les personnes qui les ont utilisés pour les besoins de leurs exploitations;* b) *jusqu'au 31 décembre 1967, les opérations de vente, de commission et de courtage portant sur les véhicules automobiles d'occasion* » (p. 2567); *généralisation de l'imposition des objets d'occasion* (p. 2567); Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe premier de cet article, à substituer au taux de* « *16,50 %* » *le taux de* « *16 deux-tiers %* » (p. 2567); *ses observations sur les explications de vote : préalable à la modernisation d'un certain nombre de circuits de distribution en France; préalable à l'harmonisation fiscale européenne* (p. 2569); En deuxième lecture : *Ses observations sur les paroles de M. Pflimlin; fiscalité locale; problèmes régionaux; cas de Strasbourg; impôt sur les ventes au détail; mécontentement fiscal; taxe locale entraînant un contentieux et une évasion fiscale; recommandation de la Commission de la communauté économique européenne de Bruxelles; versement forfaitaire sur les salaires* [21 décembre 1965] (p. 4999, 5000); *réforme étant nécessaire, lon-*

guement préparée et européenne; rapport récent de l'O.C.D.E.; projet ayant été déposé le 4 juin 1965; problème de l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires; ses observations sur l'agriculture; maintien en faveur des agriculteurs d'une possibilité d'option; cas des artisans; artisans fiscaux; système de la décote; modalités d'application; rôle des administrations; information des redevables; conclusion des forfaits; report de la date d'application de la réforme au 1er janvier 1968; date d'application de la réforme coïncidant avec celle retenue par la République fédérale d'Allemagne (p. 5005, 5006); Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article, le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale* (p. 5007); *hostilité du Gouvernement au sous-amendement de MM. de Tinguy, Duhamel et Duffaut; possibilité d'option pour l'agriculteur en matière de taxe sur la valeur ajoutée; équilibre de la réforme* (p. 5007, 5008); Art. 4 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe premier (1°) de cet article à supprimer les mots : « et de leur exploitation »* (p. 5008); *ne pas imposer les rétrocessions consenties par les coopératives agricoles à leurs adhérents pour les besoins de leur consommation personnelle* (p. 5008); *son amendement tendant à rédiger comme suit le sixième alinéa (5°) du paragraphe 1 de l'article 4 : « 5° les opérations que les redevables réalisent pour leurs besoins ou pour ceux de leurs exploitations »* (p. 5009); *son amendement tendant à substituer aux trois derniers alinéas (9°) du paragraphe 1 de l'article 4 un nouveau paragraphe (Mise en harmonie des dispositions de la présente loi avec l'ordonnance n° 59-109 du 7 janvier 1959 codifiée et du Code des douanes)* (p. 5009); *système d'imposition des produits pétroliers au stade de la production et du raffinage* (p. 5009); *son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de l'article 4 à supprimer la dernière phrase du premier alinéa* (p. 5010); *son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 4 par un troisième alinéa: « Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis des professions intéressées, limitera l'imposition des livraisons à soi-même aux seuls cas dans lesquels l'absence d'imposition entraînerait une inégalité dans les conditions de la concurrence »* (p. 5010); *limitation de la définition de l'imposition des livraisons* (p. 5010); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article (Transports en provenance ou à destination de l'étranger ou des territoires ou départements d'outre-mer constituent des services utilisés en France pour la partie du trajet située sur le territoire national)* (p. 5011); *transports maritimes internationaux; opérations de manutention effectuées dans les ports au titre des exportations* (p. 5011); *son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 6 les deux alinéas suivants: « Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux voyages touristiques pour la fraction du transport réalisée hors de France. Elle n'est pas non plus applicable aux transports maritimes de marchandises entre la France continentale et la Corse »* (p. 5011); *transports touristiques internationaux* (p. 5012); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2* bis *de l'article 6 (Opérations effectuées et prestations fournies pour les besoins des navires et des transports maritimes à destination ou en provenance de l'étranger et des territoires ou départements d'outre-mer)* (p. 5012); *problème des transports fluviaux; transports par voie d'eau; pêches dans les eaux internationales* (p. 5013); *tous les modes de transport devant être taxés suivant le même régime; transports internationaux* (p. 5014); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 5014, 5015); *liste des produits exonérés; contrats d'assurance; foyers de jeunes travailleurs; foyers créés pour l'hébergement des travailleurs étrangers* (p. 5015); *cas des aides familiales* (p. 5015); *poisson étant taxé au taux le plus bas appliqué aux produits agricoles; possibilité d'une réunion où s'exprimeraient les producteurs, les mareyeurs, les mandataires et les poissonniers* (p. 5016); Art. 9 : *Son amendement tendant, pour l'alinéa* a) *du paragraphe 2 à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture: « ... jusqu'à la sortie de ces derniers des usines de fabrication ou des entrepôts de stockage »* (p. 5018); *définition du fait générateur de l'imposition des produits pétroliers* (p. 5018); *fiscalité applicable aux pétroles; opérations de transport de produits pétroliers; différence entre la notion douanière de mise à la consommation et la notion économique de sortie des usines de fabrication ou des entrepôts de stockage; prix des produits pétroliers; définition du fait générateur* (p. 5018, 5019); *son*

amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 9 par le nouvel alinéa suivant: « Les entrepreneurs de travaux immobiliers pourront, dans les conditions et pour les travaux qui seront fixés par décret, opter pour le paiement de la taxe sur les livraisons » (p. 5019); *fait générateur pour les opérations des entrepreneurs de travaux immobiliers* (p. 5019); Art. 11 : *Son amendement tendant, à la fin du paragraphe 5 de cet article à supprimer les mots: « lors de leur mise à la consommation »* (p. 5020); Art. 12 : *Ses observations sur l'amendement de M. Vallon* (p. 5020); Art. 13 : *Son amendement tendant à rétablir cet article dans une nouvelle rédaction (Cas où la taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux de 6 %)* (p. 5020); *ses observations sur la fourniture du logement dans les villages de vacances; les prestations relatives à la fourniture et à l'évacuation de l'eau* (p. 5021); *encouragement donné aux hôtels qui font un effort d'aménagement* (p. 5021); Art. 14 : *Son amendement tendant à rétablir l'article 14 dans sa précédente rédaction (Cas où la taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux de 12 %)* (p. 5023, 5024); *cas des balais et balayettes* (p. 5024); Art. 40 : *Ses observations sur les amendements de MM. Duhamel et Duffaut* [22 décembre 1965] (p. 5052); *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Vallon* (p. 5053); Art. 41 : *Partie de l'impôt foncier sur les propriétés bâties* (p. 5054, 5055); *ses observations sur l'amendement de M. Vallon* (p. 5056); Art. 41 *ter: Cas des communes touristiques et thermales* (p. 5056, 5057); Art. 49 : *Son amendement tendant, dans la liste du paragraphe 2* b) *de cet article à supprimer la référence ci-après: « alinéa* a *de l'article 256-II »* (p. 5057); *son amendement tendant, dans la liste du paragraphe 2* b) *de cet article à supprimer la référence ci-après (279* quinquiès) (p. 5057); *son amendement tendant, dans la liste du paragraphe 2* b) *de l'article 49 à supprimer la référence aux articles 296 et 297* (p. 5057); *son amendement tendant, dans le paragraphe 4 de cet article à supprimer les mots: « jusqu'à la sortie de ces derniers des usines de fabrication ou des entrepôts pour la consommation »* (p. 5057); Art. 50 : *Date d'application du projet; ressources des collectivités locales* (p. 5058); *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe 7 (Possibilité de reporter la date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi)* (p. 5058); *son sous-amendement tendant à compléter son amendement par un alinéa rédigé comme suit: « Ce décret pourra maintenir la date d'application prévue par l'article 47 de la présente loi pour ce qui concerne les dispositions des articles 19-2 à 9 et 11, 20-1 et 3, 21-2 et 50-6. Dans ce cas, les alinéas 3 et 4 de l'article 90 seront abrogés »* (p. 5058); *date d'application de la loi* (p. 5059); *son sous-amendement tendant à compléter son amendement par un alinéa ainsi rédigé: « Toutefois ce décret pourra maintenir la date d'application prévue par l'article 47 de la présente loi pour ce qui concerne les dispositions des articles 27-3, 31-33 et 38 à 46* bis » (p. 5059); *possibilité pour le Gouvernement d'appliquer la partie relative aux recettes des collectivités locales le 1er janvier 1967; régime d'établissement des forfaits* (p. 5059); *possibilité de déposer un rapport; Gouvernement pouvant s'engager à ouvrir devant la Commission des finances, au cours de la deuxième année d'application de la réforme un débat approfondi sur les résultats pratiques de la nouvelle législation* (p. 5060); Articles réservés : *Ses observations sur les paroles de M. de Tinguy* (p. 5061); *ses observations sur le rappel au règlement de M. Duhamel* (p. 5061); *problème des exonérations; cas des mareyeurs; imposition des ventes de poisson; problème du taux de 6 %; valeur de la main-d'œuvre; cas des artisans susceptibles de bénéficier de la décote majorée; calcul de la décote; cas du cinéma; situation des collectivités locales* (p. 5062); *application de l'article 44 de la Constitution* (p. 5063); *ses observations sur les explications de vote de M. Duhamel; situation du petit commerce indépendant; déductions des agencements commerciaux* (p. 5067) ; En seconde délibération : *Problème de la date d'application du texte* (p. 5068); Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Application de la taxe)* (p. 5068); *intérêt des agriculteurs* (p. 5068, 5069); *prix du pain; circuit de la farine* (p. 5070); Art. 41 *bis: Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe 1 de cet article, à substituer aux mots: « au taux de progression » les mots: « à la moitié du taux de progression »* (p. 5071); Art. 50 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 7 de cet article (Date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi)*

(p. 5071, 5072); *ses observations sur les explications de vote: réforme étant un facteur d'évolution économique et de progrès social; égalité de la concurrence entre tous les circuits; investissements du commerce; activités touristiques et thermales; encouragement devant être donné à l'investissement; ses observations sur les produits agricoles; cas du forfait; situation des artisans; problème du poids de la fiscalité directe en France; allégement de la fiscalité indirecte* (p. 5074, 5075); En troisième et dernière lecture : *Problème de la décote; situation des artisans de la main-d'œuvre; problème des mesures transitoires; date d'application de la réforme; ses observations sur les investissements et les stocks* [23 décembre 1965] (p. 5099, 5100);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966 : *Nécessité de faire rentrer la France dans la vie économique internationale; poison du protectionnisme; contradiction entre l'inflation et la concurrence internationale; rénovation des structures et des moyens de production; stabilité monétaire; équilibre du budget; réforme de la présentation du budget; distinction entre les dépenses définitives de l'Etat et les prêts qui sont consentis; augmentation des dépenses; hausse des dépenses militaires; action menée par le Gouvernement sur la conjoncture et sur les structures; soutien de l'activité économique, emprunt du 11 octobre destiné à des investissements; hausse des prix; politique financière; problème de la concurrence; rôle de l'Etat; commerce extérieur; durée du travail; réforme de l'imposition des entreprises; circuit de financement; investissement productif* [7 octobre 1965] (p. 3363, 3364); *ses observations sur les paroles de M. le chanoine Kir; relations amicales de 28 nations avec la France* (p. 3367); *ses observations sur les paroles de M. Ballanger; problème de l'évolution du coût de la vie, de l'élévation des salaires et du relèvement ou non de l'abattement à la base* (p. 3368); *pouvoir d'achat depuis 1958; expansion économique* (p. 3379, 3380); *niveau de vie depuis 1959; indice de la production; ses observations sur les calculs d'abattement à la base ou d'exonération d'impôts* (p. 3380, 3381); *situation de la Caisse nationale de crédit agricole; situation des personnes âgées et des anciens combattants; problème de la concurrence; désarmement douanier au sein du Marché commun; problème de l'autofinancement; réduction des coûts de production; commerce extérieur* (p. 3381); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Vallon* (p. 3384); *barème de l'impôt sur le revenu; ses observations sur les paroles de M. Baudis* (p. 3384); *signification de l'expression « devoir en tenir compte »* (p. 3384); *article 15 de la loi du 28 décembre 1959; problème de la référence* (p. 3384, 3385); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3385); Art. 4 : *Taux complémentaire frappant les artisans; disparition de la taxe complémentaire pour toutes les catégories fiscales* (p. 3386); *droits de mutation à titre gratuit entre collatéraux* (p. 3387); Art. 3 *(suite): Son amendement tendant à rédiger ainsi le paragraphe premier de l'article 3: « Les limites prévues à l'article 4 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 pour l'application de l'exonération de la décote, dont bénéficient les personnes âgées de plus de 75 ans, sont portées respectivement à 250 francs et 750 francs pour les contribuables qui ont droit à une part ou à une part et demie pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques »* (p. 3388); *mesures en faveur des personnes âgées; effort fiscal en faveur des contribuables les plus âgés* (p. 3388); Art. 7 : *Problème de l'exonération de l'impôt sur le foncier bâti; cas des bénéficiaires de l'allocation du Fonds national de solidarité; abrogation de l'article 1398 du Code général des impôts* (p. 3389); Art. 8 : *Dispositions fiscales, dites à caractère économique; nécessité de développer l'épargne en France; prévoir que les personnes physiques pourront contracter auprès d'un certain nombre d'organismes de prévoyance ou bancaires une obligation consistant, pendant une période de dix ans, à faire des versements périodiques, semestriels ou annuels en vue de constituer un fonds d'épargne* (p. 3398); *difficultés dans notre pays de trouver des mécanismes qui conviennent à l'épargne des catégories moyennes; cas où le contrat d'épargne est rompu* (p. 3391); Art. 10 : *Taxation uniforme de l'épargne liquide; responsables du crédit mutuel; principe d'une assimilation de ces caisses aux caisses d'épargne; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 3394); Art. 13 : *Régime applicable aux entreprises de presse en ce qui concerne l'investissement de leurs bénéfices dans leur équipement* [8 octobre 1965] (p. 3420); Art. 14 : *Taxe textile; rôle du F.O.R.M.A.; maintien des actions en faveur du lin et du chanvre* (p. 3421);

création d'une taxe de 0,08 % en faveur de la recherche textile; nécessité de renforcer les structures de cette industrie; sa place sur le marché national et sur le marché international; intentions de l'industrie textile; affectation d'une partie du produit de cette taxe au soutien de la haute couture; développement d'une industrie de l'habillement (p. 3421, 3422); *impôt frappant les articles textiles; encouragement à l'élevage ovin* (p. 3422); *problème de l'affectation de la taxe textile; encouragement apporté à la production du lin et du chanvre; maintien des crédits du F.O.R.M.A.* (p. 3422); Art. 15 : *Détaxation des carburants agricoles; ses observations sur la ristourne de 10 % sur l'achat de matériel agricole* (p. 3424); *allocation de l'attribution d'une certaine quantité de carburant à l'hectare; réforme de la fiscalité indirecte des produits énergétiques* (p. 3424); Art. 17 : *Exonération de la taxe frappant les betteraves* (p. 3425); Art. 19 : *Réserve des articles 19 et 20;* Art. 22 : *Situation en 1957; routes nationales; routes du département du Puy-de-Dôme; affectation au Fonds spécial d'investissement routier d'un prélèvement de 22 % sur le produit de la taxe indiciaire sur les carburants routiers; taux de prélèvement* (p. 3428, 3429); *maintien du volume des travaux intéressant les voiries départementales et communales* (p. 3429); Art. 10 *(suite) : Retrait de cet article* (p. 3434); Art. 19 *(suite) : Réserve de cet article* (p. 3437); Art. 20 *(suite) : Réserve de cet article* (p. 3439); Art. 24 : *Son amendement : « Etat A - I - Budget général. Ligne 1 : Impôts directs perçus par voie d'émission de rôles : diminuer le chiffre prévu à cette ligne de 10.000 »* (p. 3449); *son amendement : « Etat A - I - Budget général. Ligne 15 - Mutations à titre gratuit, par décès : majorer le chiffre prévu à cette ligne de 10.000 »* (p. 3449); *son amendement : « I - Etat A - II : Budgets annexes : Prestations sociales agricoles. Ligne 2 - Cotisations individuelles (Art. 1123, 1° a et 1003, 8, du Code rural) : réduire le chiffre inscrit à cette ligne de 14.500.000 F. Ligne 3 - Cotisations cadastrales (Art. 1123, 1°, b et 1003 du Code rural) : réduire le chiffre inscrit à cette ligne de 28.700.000 F. Ligne 4 - Cotisations individuelles (art. 1106, 6, du Code rural) : réduire le chiffre inscrit à cette ligne de 3 millions de francs. Ligne 21 - Subventions du budget général : augmenter le chiffre inscrit à cette ligne de 46.256.000 F - I - Article 24 : Opérations à caractère définitif, budget général et comptes d'affectation spéciale, dépenses ordinaires civiles : majorer les chiffres inscrits à ce titre de 51 millions de francs. Excédent des ressources sur les charges définitives de l'Etat (A) et excédent net des ressources (A et B) : réduire les chiffres inscrits à ce titre de 51 millions de francs »* (p. 3449); *prix des céréales; quantum : maintenir l'équilibre entre les différentes catégories de revenus agricoles; notamment ceux provenant de la production animale et de la production végétale; progression des productions céréalières; recettes en provenance de la Communauté économique européenne; budget annexe des prestations sociales agricoles; taxe de 0,70 francs par quintal de céréales; situation des exploitants agricoles au titre de leur budget social; équilibre entre les productions céréalières et les productions animales; ses observations sur le beurre, la viande de bœuf; nature de la collecte de céréales; conséquences des calamités agricoles* (p. 3449 à 3451); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 48 : *Ses observations sur la méthode de financement proposée par M. Ducoloné; allusion à des emprunts à 60 ans et sans taux d'intérêt; réalisation des travaux du métro express et régional; autorisations de programme* [13 octobre 1965] (p. 3592); Art. 54 : *Cet article intéressant l'administration, les syndics et les contribuables; cas d'une société civile immobilière de copropriété; décharger au maximum les copropriétaires de certaines formalités* (p. 3594); *développement des institutions sociales et de prévoyance; copropriétaires étant obligés de demander des renseignements au syndic* (p. 3594); après l'Art. 55 : *Son amendement tendant à insérer après cet article l'article suivant : « Sont abrogés : 1° le paragraphe IV de l'article 30 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement du timbre et de la fiscalité immobilière : 2° les dispositions de l'article 156-11-10 du Code général des impôts relatives à la déduction pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des intérêts des emprunts contractés pour faire un apport à une société de construction dans le cadre de la participation à une opération de location-vente ou de location-attribution. Les dispositions du présent article trouveront leur première application pour l'imposition des revenus de l'année 1965 »* (p. 3595); Art. 30 : *De la loi du 15 mars 1963 plaçant les sociétés*

d'H.L.M. en dehors de la transparence fiscale (p. 3595); *article 11 de la loi de finances pour 1965; ses observations sur l'amendement de M. Chauvet* (p. 3595); *ses observations sur l'amendement de M. Jaillon: perte de recettes; possibilité de prendre un décret; article 40 de la Constitution* (p. 3596); *son amendement tendant après l'article 55 à insérer l'article additionnel suivant: « Le tarif du droit de timbre sur les affiches visibles d'une voie publique, édicté par l'article 13 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964, est porté à 2.000 francs par mètre carré ou fraction de mètre carré et par période biennale. Ce tarif est doublé pour les affiches visibles d'une autoroute, quelles que soient les localités où celles-ci soient placées »* (p. 3596); *nécessité de faire disparaître l'affichage routier dans notre pays; taxe sur l'affichage routier; mutilation du paysage; multiplication des panneaux d'affichage routiers* (p. 3596, 3597); *restreindre la diffusion de la publicité routière; problème des contrats en cours* (p. 3597); Art. 62 : *Maintien de la coopération monétaire internationale; réforme du système monétaire mondial; déficit des Etats-Unis; institution d'un système de surveillance multilatérale des facilités que les pays se consentent entre eux; augmentation des quotas du Fonds monétaire international; discussion des Dix; augmentation de 25 % des quotas du Fonds monétaire international; accord de Bretton Woods; politique monétaire; augmentation du quota français; ses motifs: augmentation étant conforme à la réalité de l'évolution de notre pays; appels faits dans le passé par la France à la solidarité monétaire internationale; réforme recherchée par la France; coopération monétaire internationale* (p. 3598, 3599); *réforme du système monétaire international; coopération monétaire; développement des ressources du Fonds monétaire* (p. 3600); *Gouvernement voulant aboutir à une réforme du système monétaire international; inquiétude de la Commission des finances; nécessité d'une coopération* (p. 3601); après l'Art. 55 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un article additionnel (Tarif du droit de timbre sur les affiches visibles d'une voie publique)* (p. 3602); *réserve de cet amendement* (p. 3602); BUDGETS MILITAIRES, Art. 28 : *Cas des sous-officiers; indemnité pour charges militaires; situation des sous-officiers en retraite* [21 octobre 1965] (p. 3964); *augmentation des remboursements du Ministère des Armées à la S.N.C.F. au titre des tarifs réduits; modification de certains aspects de ces tarifs; problème de savoir si la S.N.C.F. ne facture pas à l'excès les services rendus au Ministère des Armées; question sur les tarifs consentis aux sous-officiers; absence de modification de tarif pour la seconde classe* (p. 3964); MONNAIES ET MÉDAILLES : *Définition d'une nouvelle circulation monétaire entreprise depuis plusieurs années; pièce de un franc; pièce d'un demi-franc; fabrication de la pièce de cinq centimes jaune; série de pièces jaunes de vingt, dix et cinq centimes; construction de l'usine des monnaies et médailles; choix de la ville de Bordeaux; acquisition du terrain; hôtel des monnaies et médailles de Paris; son architecture* [22 octobre 1965] (p. 3985); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Ses observations sur les paroles de M. Baudis; progression de la fiscalité directe; débat sur le Ve Plan* [27 octobre 1965] (p. 4204); *effort accompli pour diminuer le nombre des opérations décrites dans le budget des charges communes; diminution des dépenses de dette publique; disparition du déficit budgétaire; ses observations sur la dette à court terme; mesures prises en faveur de la fonction publique; cas des retraités; crédits affectés à l'ensemble des pensions civiles et militaires; problème des rentiers viagers; traitements de la fonction publique; cas des entreprises nationales* (p. 4207, 4208); *majoration du traitement de base; ouverture de la grille; améliorations catégorielles; abattement du sixième en ce qui concerne les pensions de la fonction publique; réparation de digues de défense contre les eaux; situation des personnes âgées; Fonds national de solidarité* (p. 4208, 4209); II. - SERVICES FINANCIERS : *Politique de stabilité; financement de l'Exposition de Montréal; renforcement des méthodes et des moyens de l'administration des finances; mise en place des contrôleurs divisionnaires des services extérieurs des finances; institut national de la statistique et des études économiques; concours externe d'inspecteur élève des impôts; services extérieurs de la direction générale des impôts; réorganisation du Ministère des Finances et des Affaires économiques; suppression de l'ancien Secrétariat d'Etat aux Affaires économiques; disparition de la direction des finances extérieures; fusion entre la direction des affaires commerciales et la direction générale des prix et des enquêtes écono-*

miques; orientation de la politique économique; direction de la prévision; réforme des brigades des douanes; politique des transformations d'emplois d'administrateurs civils en attachés d'administration centrale; mise en place des contrôleurs divisionnaires; problèmes d'équipement mécanographique et électronique des services du Ministère des Finances; problème du commerce extérieur; utilisation du réseau consulaire; centre national du commerce extérieur; modernisation de l'appareil commercial; durée des crédits; décret d'application concernant le marché de la viande; urbanisme commercial [27 octobre 1965] (p. 4214 à 4216); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES : après l'Art. 52 : *Son amendement tendant à insérer après cet article le nouvel article suivant : « La date du 31 décembre 1966 est substituée à celle du 31 décembre 1965 qui figure à l'article 209-11 du Code général des impôts »* [28 octobre 1965] (p. 4319); *cas de fusion d'entreprises; problème du déficit de la société absorbée* (p. 4319); après l'Art. 55 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Affiches visibles d'une autoroute)* (p. 4320); *problème de la publicité routière; action en matière de tourisme et de protection du paysage français* (p. 4320); *prolifération des panneaux publicitaires* (p. 4320); *son amendement tendant à reprendre sous forme d'article additionnel, après l'article 55, l'article 10 du projet de loi de finances retiré le 8 octobre (Personnes physiques qui bénéficient d'intérêts, arrérages et produits de toute nature de fonds d'Etat)* (p. 4320, 4321); *régime fiscal des diverses formes d'épargne; cas du crédit agricole; ses observations sur les bons du Trésor et les emprunts d'Etat; cas des livrets sociaux des caisses d'épargne; bons à court terme du crédit agricole; caisses d'épargne; crédit mutuel; faculté pour les caisses de crédit mutuel de souscrire des obligations négociables; problème de l'application de l'impôt sur les sociétés aux caisses de crédit mutuel* (p. 4323, 4324); *fonctionnement des caisses de crédit mutuel; permettre à partir des ressources des déposants, de consentir des prêts personnels à un taux d'intérêt relativement bas* (p. 4324); *ses observations sur l'amendement de M. Grussenmeyer* (p. 4325); *son amendement tendant à insérer après l'article 55 un nouvel article (Cas des villas, appartements et chambres meublées loués à la semaine; exonération de la patente des loueurs de meublés)* (p. 4325); *ses observations sur le tourisme et les locations saisonnières; exonération de la patente* (p. 4325); après l'Art. 67 : *son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Cas des réseaux d'assainissement et des installations d'épuration des collectivités locales)* (p. 4325); *problème du coût réel de l'exploitation; suppression de la taxe dite de déversement à l'égout* (p. 4325); *affectation des redevances des usagers* (p. 4328); *cas de l'opération d'Achères* (p. 4328); *engagement pris par le Gouvernement;* (p. 4329); En seconde délibération du projet de loi: *Vote unique sur l'ensemble des articles et des amendements en discussion* (p. 4329) ; Art. 24 : *Son amendement* (p. 4330) ; *son amendement (Anciens combattants et victimes de guerre)* (p. 4330); *son amendement tendant à majorer comme suit les crédits proposés : « Etat B: Finances et Affaires économiques - I - Charges communes - Titre III ... 9.700.000 francs »* (p. 4331); *son amendement: « Titre IV: substituer au chiffre de 1.015.000 francs prévu pour les mesures nouvelles du titre IV du budget des rapatriés (Ministère de l'Intérieur) le chiffre de + 42.985.000 francs »* (p. 4331); *son amendement tendant au paragraphe II de cet article, à substituer aux mots : « est diminué au titre des mesures nouvelles de 70.326.910 francs... » les mots : « est augmenté au titre des mesures nouvelles de 140.673.090 francs »* (p. 4331); *son amendement tendant au paragraphe II de l'article 28 à majorer les crédits proposés au titre des mesures nouvelles applicables au titre III « Moyens des armes et services » de 10.300.000 francs »* (p. 4332); Art. 40 : *Son amendement ainsi rédigé: « Comptes de prêts et de consolidation; mesures nouvelles; majorer comme suit les crédits proposés: 1° Autorisation de programme: 6 millions de francs: 2° Crédits de paiement: 6 millions de francs »* (p. 4332); *cas des rapatriés; rétablissement des crédits d'aide sociale au titre des anciens combattants; personnel militaire; personnel officiers et sous-officiers; déficits de la S.N.C.F. et de la Sécurité sociale; ses observations sur les paroles de M. Tony Larue; plan de stabilisation; politique comprenant, non pas un plan mais une politique de stabilité; progrès économiques en 1966* (p. 4334 à 4336); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 : *Droits de succession appliqués aux collatéraux; Fonds spécial d'investissement routier; budget annexe des P.T.T.; caisses de crédit mutuel; problème de l'agriculture; Fonds national de vulgarisation du progrès agricole; taxe de 0 franc 70; caisse centrale de secours mutuel agricole* [17 novembre 1965] (p. 4718, 4719); *son amendement tendant à supprimer le second alinéa du paragraphe premier de l'article 5* (p. 4724); *son amendement tendant à reprendre pour l'article 22 le texte de l'Assemblée Nationale (Taxe intérieure de consommation sur les carburants routiers)* (p. 4724); *son amendement tendant à rétablir les chiffres votés par l'Assemblée Nationale en première lecture* (p. 4724); *son amendement tendant à majorer de 5 millions de francs les crédits proposés concernant le Ministère de l'Agriculture* (p. 4724); *son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale pour le paragraphe II de l'article 134* (p. 4724); *crédits du Fonds d'investissement routier* (p. 4724); *son amendement tendant à supprimer l'article 69* bis (p. 4724); En deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1966, Art. 2 : *Amendements déposés par la Commission des finances* [18 novembre 1965] (p. 4741); Etat A : *Son sous-amendement tendant, par rapport au texte résultant de l'amendement de la Commission des finances, à majorer de 5 millions de francs le plafond des charges des dépenses ordinaires civiles du budget général et à diminuer corrélativement de 5 millions l'excédent des ressources sur les charges définitives de l'Etat A et l'excédent net des ressources (A et B)* (p. 4754); En troisième et dernière lecture du projet de loi de finances pour 1966 : *Indice des prix à la consommation; ses observations sur la production, l'emploi, le commerce extérieur; réforme du système bancaire; régularisation du rythme d'investissements publics; réadaptation des structures de notre économie; croissance des investissements productifs et de l'épargne* [19 novembre 1965] (p. 4792, 4793);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Sa question de savoir si la politique économique permettra la réalisation correcte du Ve Plan; rapport existant entre la politique économique et le Plan; problème du taux d'expansion et du financement; problème des réformes de structures; abandon du protectionnisme; décentralisation économique; extension des responsabilités de l'Etat; philosophie du Ve Plan; phénomène inflationniste en France; équilibre économique; assainissement des finances publiques; rétablissement des comptes extérieurs; existence de réserves en devises; évolution de la production industrielle française; commerce extérieur; balance des échanges; problème des investissements; ses observations sur l'épargne; sa structure; problème des finances publiques; réforme des structures des entreprises : rôle de l'Etat; ses observations sur les régions du Nord et de l'Est; industrie textile; renouvellement de la forme d'intervention de l'Etat près du Trésor* [5 novembre 1965] (p. 4543 à 4546);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1965 : *Stabilité rétablie en 1964 et maintenue en 1965; gestion budgétaire de 1965; nombre des décrets d'avance; montant des dépenses supplémentaires; budget des armées; subventions à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P.; application de la loi sur les calamités agricoles; réforme de l'imposition du régime des capitaux mobiliers; règle du décalage d'un mois de la récupération de la taxe sur la valeur ajoutée; commerce extérieur; dépôts effectués dans les pays d'outre-mer avant leur indépendance auprès de la Caisse des dépôts et consignations; politique de gestion financière équilibrée* [20 décembre 1965] (p. 4965 à 4967); Art. 7 : *Conseil d'administration du centre national d'études spatiales; cessions de biens du domaine privé de l'Etat; ses observations sur les paroles de M. de Tinguy; domaine privé des établissements publics de l'Etat* (p. 4968); après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Entreprises construisant ou faisant construire des immeubles destinés à l'épuration des eaux industrielles pouvant jouir d'un amortissement exceptionnel)* (p. 4969); *répartition des eaux; lutte contre leur pollution; régime d'amortissement des entreprises* (p. 4969); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Classement du service de l'enseignement public du second degré, technique et professionnel, en Nouvelle-Calédonie)* (p. 4972); *prise en charge par l'Etat des établissements d'enseignement de second degré technique et professionnel de la Nouvelle-Calédonie* (p. 4972); *ses observations sur l'amendement de M. Vivien; bénéfices retirés des opérations de construction* (p. 4973); Etat A - Intérieur - *Son amendement tendant*

à inscrire le chiffre de « 1.200.000 francs » au titre IV de l'Etat A concernant le Ministère de l'Intérieur (p. 4974); *allocation de subventions de caractère facultatif aux collectivités locales; chapitre 41-51 du budget de l'Intérieur ayant trait aux subventions d'un caractère obligatoire; répartition des dépenses d'aide sociale; ses observations sur les paroles de M. de Tinguy; chapitres concernant le ramassage scolaire; cas de l'enseignement agricole* (p. 4974, 4975); Etat B - Territoires d'outre-mer, titre VI : *Subventions d'investissement accordées par l'Etat: Son amendement concernant le titre VI de l'Etat B: « Après la ligne Santé publique et population, inscrire la nouvelle ligne suivante: « Territoires d'outre-mer: autorisations de programme accordées 3 millions; crédits de paiement ouverts 1 million »* (p. 4978); *Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer* (p. 4978).

GODEFROY (M. Pierre), *Député de la Manche, 4e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du Travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283).

Est élu président de cette Commission [12 juin 1963] (p. 3320).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (p. 2296);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [19 juin 1964] (p. 2082).

Est élu président de cette Commission [23 juin 1964] (p. 2135).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624);

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [20 février 1963] (p. 2274).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), annexe n° 6, Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, **n° 25** [18 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission

des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), annexe n° 5, Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, **n° 568** [9 octobre 1963].

Sa proposition de loi relative à l'institution de normes biologiques du lait et au paiement du lait de consommation à la qualité biologique, **n° 1103** [6 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), annexe n° 5, rapport sur le Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), annexe n° 5, rapport sur le Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), annexe n° 7, rapport sur le Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, Art. 2 : *Problème du financement de l'arrachage des pommiers; difficultés d'écoulement de la production de pommes, la taxation de ce produit* [18 décembre 1962] (p. 87); *application du tarif réduit sur la circulation des pommes* (p. 90); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur spécial: Structure et budget du F.O.R.M.A.; transformation récente en établissement public; ses organes de direction; accélération des procédures en matière de conventions d'exportation; différentes recettes et dépenses du F.O.R.M.A.; ses interventions sur le marché de la viande et des produits laitiers; deux catégories d'intervention du F.O.R.M.A.: Revalorisation des marchés, orientation de la production; problème de la viande; achats effectués par la S.I.B.E.V.; aide à l'exportation; problème du lait et des produits laitiers; les interventions sur le marché de l'aviculture, dans le domaine de la viticulture, dans ceux des productions textiles et des oléagineux; efforts de propagande en faveur des produits agricoles français à l'étranger; F.O.R.M.A. et ses rapports avec la Communauté économique européenne; effets encore faibles des accords de Bruxelles; situation dans le domaine de la viande de porc, des fruits et légumes; nécessité de prévoir un effort spécial en faveur des marchés agricoles* [11 janvier 1963] (p. 621 à 623);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, MARINE MARCHANDE : *Projet de réglementation de la pêche côtière* [24 octobre 1963] (p. 5494); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur spécial: Subvention pour le F.O.R.M.A.; dépenses d'équipement intéressant l'agriculture; groupement de productions* [4 novembre 1963] (p. 6277); *utilisation des excédents du F.O.R.M.A.; investissements utiles à l'agriculture* (p. 6326).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Pénurie de lait que la France risque de connaître dans deux ans; fixation du prix du lait en fonction de sa qualité biologique* [9 octobre 1964] (p. 3111).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur spécial: Subvention destinée à ce fonds étant en diminution de 400 millions; dépenses d'interventions en 1964 restant sans doute inférieures aux prévisions; action du F.O.R.M.A.; productions risquant de devenir déficitaires; F.O.R.M.A. ayant pour tâche de soutenir les cours des denrées agricoles; son action profitant aux producteurs et aux consommateurs; immensité de la tâche à accomplir* [5 novembre 1964] (p. 4678, 4679); *sa question relative au lait de qualité; fixation des prix relevant du domaine réglementaire; sa proposition de loi* (p. 4694);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, après l'Art. 21 : *Notion de revenu cadastral* [9 décembre 1964] (p. 6010);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier; Art. 13 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa du paragraphe « b »: « Lait livré pour l'alimentation, soit à l'état naturel,*

pasteurisé ou homogénéisé, soit à l'état concentré, sucré ou non sucré, laits aromatisés ou fermentés ou les deux à la fois, yaourts ou yoghourts, crème de lait, beurres et fromages » [24 juin 1965] (p. 2469); *cas de la poudre de lait* (p. 2469);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A., en qualité de *Rapporteur spécial: Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles; revenu agricole; problème des stocks laitiers excédentaires; ses observations sur l'Europe agricole; application des règlements communautaires au porc, à l'aviculture, aux fruits et aux légumes; importation de beurre américain; évolution en ce qui concerne le marché du fromage et de la viande* [27 octobre 1965] (p. 4243 à 4245).

Prend part au débat sur la question orale de M. Collette relative à l'indemnité viagère de départ des exploitants agricoles [13 mai 1966] (p. 1291) : *Cas des propriétaires exploitants* (p. 1294).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs : *Problèmes du fermage; rôle de la Commission tripartite des baux ruraux; encouragement donné aux investissements; nécessité d'interdire toute dépense d'un caractère excessif* [3 juin 1966] (p. 1693);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Nombre des agriculteurs assujettis au titre des bénéfices agricoles; taxe complémentaire; calcul de l'impôt sur le revenu des agriculteurs* [12 octobre 1966] (p. 3356, 3357); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT - MARINE MARCHANDE : *Situation des pêcheurs français par rapport à leurs concurrents du Marché commun; problème de la détaxation du carburant; réforme de la fiscalité maritime* [21 octobre 1966] (p. 3749); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial: Rôle du F.O.R.M.A. et du F.E.O.G.A.; développement de la production allemande; ses observations sur les produits laitiers et la viande bovine; exportations allemandes de beurre; coût du ramassage; négociations du G.A.T.T.* [26 octobre 1966] (p. 3877, 3878);

— du projet de loi sur l'élevage, Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase de cet article* [23 novembre 1966] (p. 4793); Art. 14 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, après les mots « établissement de l'élevage » à insérer les mots « sous le contrôle et la direction des livres généalogiques agréés »* (p. 4805); En deuxième lecture, Art. 14 : *Sélection des races animales; livres généalogiques; livres zootechniques; coût de l'amélioration génétique* [15 décembre 1966] (p. 5615, 5616); *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du troisième alinéa de cet article: « Il assure conjointement avec les livres généalogiques »* (p. 5617); *rôle des livres généalogiques* (p. 5617); *modalités d'amélioration de l'élevage* (p. 5618); *retrait de son amendement* (p. 5618).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux produits laitiers [9 décembre 1966] (p. 5418, 5419).

GOEMAERE (M. Roger), *Député du Loir-et-Cher, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

GORCE-FRANKLIN (M. Henri), *Député du Rhône, 5e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires

culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [6 juin 1964] (p. 1949);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444).

Est élu vice-président suppléant de la Haute Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [6 juin 1963] (p. 3200).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 657) relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale, **n° 705** [3 décembre 1963].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) (Education nationale, 1re partie : fonctionnement), **n° 2083** [14 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale, en qualité de *Rapporteur pour avis : Refonte de nos forces armées ; armée technique à effectif réduit ; incitation encouragée par les articles 2, 3 et 4 du projet de loi ; aide apportée par ce moyen à l'Education nationale ; protéger la valeur pédagogique de la fonction enseignante* [5 décembre 1963] (p. 7649) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article premier, après les mots : « après appréciation de leurs capacités », à insérer les mots : « et stage préparatoire »* (p. 7653) ; *son amendement (Tableau d'équivalence entre les diplômes normalement requis du personnel enseignant et ceux des candidats devant être établis par le Ministre de l'Education nationale et le Ministre des Armées* (p. 7654).

Est entendu en qualité de suppléant sur la question orale sans débat de M. Charret relative à la rente du conjoint d'un accidenté du travail [17 avril 1964] (p. 820).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports une question orale avec débat relative aux Jeux olympiques d'hiver de 1968 : *Nécessité d'établir une liaison rapide et sûre entre Lyon et Grenoble ; agrandissements et installations de l'aéroport de Lyon-Bron ; développement de l'équipement hôtelier* [18 décembre 1964] (p. 6250, 6251) ; *nécessité de prévoir un grand nombre de visiteurs à l'occasion des Jeux Olympiques* (p. 6258).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Œuvre de la Ve République ; réforme des structures du Ministère ; réformes de l'enseignement ; loi de programme et d'orientation sur la formation professionnelle ; niveau des études ; formation des maîtres ; situation des agrégés ; ses observations sur les C.E.S. ; démocratisation de l'enseignement ; regroupements d'écoles de villages ;*

dépenses de fonctionnement du Ministère [2 novembre 1966] (p. 4106 à 4108);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Problème de la recherche fondamentale et appliquée : contrats de recherche établis avec des firmes privées aux Etats-Unis; création de l'agence nationale de valorisation de la recherche; modification des règlements universitaires; ses observations sur l'« accueil » des chercheurs français ayant séjourné longtemps à l'étranger; problème du système des fondations; législation fiscale sur les droits de succession* [30 novembre 1966] (p. 5094, 5095);

GORGE (M. Albert), *Député de Seine-et-Marne, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

En remplacement de M. Marc Jacquet devenu ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [16 janvier 1963] (p. 946).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452).

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178).

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305).

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396).

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1er juin 1966] (p. 1628).

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669).

— membre du Conseil national des services publics, départementaux et communaux [19 février 1963] (p. 2247).

GORSE (M. Georges), *Ministre de la Coopération.*

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de la Coopération [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

GOSNAT (M. Georges), *Député de la Seine (C.).*

En remplacement de Maurice Thorez décédé le 11 juillet 1964.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 octobre 1964] (p. 2897).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* 16 juillet 1964] [2 octobre 1964] (p. 2901).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 octobre 1964] (p. 2960), [7 avril 1965] (p. 632).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 juin 1965] (p. 1808).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 juin 1965] (p. 1808).

Cesse d'appartenir à cette Commission [5 octobre 1965] (p. 3338).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [5 octobre 1965] (p. 3338), [6 avril 1966] (p. 591).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, CONSTRUCTION : *Action des mal-logés pour obtenir des logements et celle de tous les locataires contre les hausses des loyers ; accord entre tous les démocrates ; construction annuelle et pendant vingt ans de 500.000 logements dont au moins 250.000 H.L.M. destinés à la location ; création d'un fonds national d'H.L.M. alimenté par une dotation budgétaire ; application de règles démocratiques pour le fonctionnement des offices H.L.M. ; abrogation des décrets d'octobre et de décembre 1963 ; interdiction de toute expulsion sans relogement préalable ; mise à la disposition des mal-logés et des sans-logis de locaux inoccupés ; amélioration du système de l'allocation logement étendue à de nouveaux foyers* [4 novembre 1964] (p. 4541).

Prend part au débat sur la question orale de M. Royer relative aux logements sociaux : *Critiques de la politique du Gouvernement en matière d'H.L.M. ; scandaleuse spéculation sur les prix des terrains ; critique du système de financement* [21 avril 1965] (p. 790, 791).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation ; 2° de M. Henri Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Ses observations sur la motion de renvoi* [29 avril 1965] (p. 984) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - INFORMATION : *Prix de vente des journaux ; liberté de l'information ; libre détermination du prix de vente des quotidiens ; liberté de la presse* [14 octobre 1965] (p. 3697) ; *ses observations sur les paroles de M. Peyrefitte ; problème de la libre détermination du prix de vente à tous les journaux* (p. 3706).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Election présidentielle ; méthodes utilisées par l'O.R.T.F. ; suppression de « La caméra explore le temps » ; interdiction du film « la Religieuse » ; interdiction par l'Etat de « la Religieuse » en 1824 et 1825 ; refus opposé par le Secrétaire d'Etat à l'Information à la demande formulée par* l'Humanité *de porter son prix de vente à 40 centimes ; prix de vente des journaux quotidiens inférieur à leur prix de revient ; rôle et conséquence de la publicité ; hausse des prix consécutive : aux augmentations de salaires, du prix du kilowatt-heure, des trafics voyageurs de la S.N.C.F., du transport des journaux, du timbre-poste ; liberté d'expression* [14 avril 1966] (p. 698 à 700).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Situation internationale ; agression américaine au Vietnam ; conférence de Manille ; activité du front national de libération ; accords de Genève ; retrait de la France de l'O.T.A.N. ; opinion de Maurice Thorez en 1950 ; attitude du Gouvernement français dans la guerre du Vietnam ; rapprochement de la France et de l'Union soviétique ; voyage en France de M. Kossyguine ; crise de l'alliance atlantique ; problème de la coopération ; maintien sous domination coloniale de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ; politique néo-colonialiste dans plusieurs pays d'Afrique ; problèmes concernant la Côte française des Somalis ; force militaire française en Allemagne de l'Ouest ; réconciliation franco-allemande ; coopération entre les monopoles français et allemands ; reconnaissance de la République démocratique allemande ; maintien de l'office de voyages interallié ; accord sur le désarmement en Allemagne et en Europe ; suppression des bases militaires à l'étranger ; rapatriement des troupes stationnées en territoire étranger ; cessation du survol des pays européens par des avions étrangers porteurs de bombes atomiques et à hydrogène ; liquidation des armements atomiques ; traité de Moscou ; dissolution des blocs militaires* [3 novembre 1966] (p. 4206 à 4209) ; *problème de la dissémination de la fabrication de la bombe atomique* (p. 4215) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 24 : *Situation de la presse française ; attributions nouvelles de la S.N.E.P. ; extension des attributions de la S.N.E.P. en France* [1er décembre 1966] (p. 5155) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5155, 5156).

GOUTON (M. Victor), *Député de la Lozère, 2e circonscription (N. I.).*

En remplacement, le 9 février 1966, de M. Charles de Chambrun, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1966] (p. 592) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant soixante ans (n° 2157) [7 décembre 1966] (p. 5354).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi sur l'élevage, Art. 3 : *Cas de la Lozère ; rendement laitier ; insémination artificielle ; politique d'amélioration du capital génétique ; ses observations sur la race d'Aubrac* [23 novembre 1966] (p. 4795).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale avec débat relative à la suppression des abattements de zone de salaire [16 décembre 1966] (p. 5656) ; *cas de la Lozère* (p. 5661).

GRAILLY (M. Michel de), *Député de la Seine, 15e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) [21 février 1963] (p. 2294) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 454) [16 juillet 1963] (p. 4172) ;

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178) ;

— membre titulaire des Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion : 1° du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ; 2° du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [11 janvier 1963] (p. 678) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1er juin 1966] (p. 1628);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris [2 décembre 1966] (p. 5244);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669);

— membre de la Commission supérieure de codification [13 février 1963] (p. 2142).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 46) modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat, **n° 58** [3 janvier 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 47) fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, **n° 59** [3 janvier 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, **n° 100** [11 janvier 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, **n° 101** [11 janvier 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, **n° 179** [19 février 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République,

sur le projet de loi organique n° 229 modifiant les articles 3 et 39, alinéa 2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, **n° 448** [10 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, **n° 665** [21 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, **n° 729** [11 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la section 2, concernant les dispensaires antituberculeux, du chapitre premier, du titre premier du Livre III du Code de la santé publique, **n° 780** [19 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 401 du Code pénal en matière de filouterie de carburants et de lubrifiants, **n° 881** [6 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 854) relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, **n° 896** [15 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, **n° 958** [10 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, à l'exception de Paris, **n° 975** [16 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 949) relatif à l'application de certains traités internationaux, **n° 1165** [12 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue), **n° 1174** [17 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1240) autorisant l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralités de nationalités, signé à Strasbourg le 6 mai 1963, **n° 1240** [9 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1258) modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959, relative au statut général des fonctionnaires, **n° 1332** [22 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1419), modifié par le Sénat, validant les statuts particuliers de la fonction publique dérogeant aux articles 26 et 28 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, **n° 1428** [8 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 783) tendant à étendre à tous les fonctionnaires ou employés civils ayant été privés de leurs fonctions par l'autorité de fait dit « Gouvernement de l'Etat français » le bénéfice de l'article 15 de la loi du 31 décembre 1953, **n° 1478** [18 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, **n° 1492** [23 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et

de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1473), modifié par le Sénat en deuxième lecture, validant les statuts particuliers de la fonction publique dérogeant aux articles 26 et 28 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959, relative au statut général des fonctionnaires, **n° 1504** [24 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1497) relatif aux déclarations de reconnaissance de la nationalité française souscrites en application de l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962, **n° 1537** [25 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1535) modifié par le Sénat, dans sa troisième lecture, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, **n° 1540** [26 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi (n°s 309 et 327) : 1° tendant à compléter l'ordonnance n° 62-780 du 12 juillet 1962 relative à la situation des magistrats en service en Algérie et à la limite d'âge provisoire des magistrats en faveur des magistrats résistants; 2° tendant à modifier l'article 16 de l'ordonnance n° 62-780 du 12 juillet 1962 relative à la situation des magistrats en service en Algérie et à la limite d'âge provisoire des magistrats, **n° 1544** [28 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1146) autorisant la ratification de la convention d'extradition signée le 24 juin 1964 entre la France et l'Iran, **n° 1587** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi n° 1455 autorisant la ratification de la convention européenne sur l'arbitrage commercial international, et l'approbation de l'arrangement relatif à l'application de la convention européenne sur l'arbitrage commercial international, **n° 1829** [13 mai 1966].

Sa proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances, **n° 1875** [1er juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1817 modifiant la loi n° 64-1231 du 14 décembre 1964 relative à l'application de certains traités internationaux, **n° 1896** [3 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi n°s 122, 128, 611, 665, 829, 931, 1056, 1319, 1510, 1764, 1768, tendant à préciser les conditions d'application de l'article 22 *bis* de la loi du 1er septembre 1948 relatif au droit de reprise, **n° 1899** [7 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi 1° : n° 1761 tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement; 2° : n° 1822 tendant à proroger la loi du 1er décembre 1951, modifiée, interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel et à proroger diverses dispositions prises en raison de la crise du logement, **n° 1955** [21 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 1875 relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, **n° 1989** [27 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 2015, modifiée par le Sénat, tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, **n° 2026** [30 juin 1966].

Son rapport d'information fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de l'administration générale de la République, à la suite d'une mission effectuée en Nouvelle-Calédonie du 7 au 14 mars 1966, **n° 2122** [9 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1388) autorisant la ratification de la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, ouverte à la signature, à Strasbourg, le 20 avril 1959, et signée par la France le 28 avril 1961, **n° 2135** [9 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1267) autorisant la ratification de la convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, signée à La Haye, le 9 octobre 1961, **n° 2136** [9 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat et du projet fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, en qualité de *Rapporteur : Contexte historique dans lequel se place la présente réforme ; insuffisance des institutions judiciaires en la matière ; compétence des juridictions de droit commun, notamment des cours d'assises, en matière d'infraction à la sûreté de l'Etat ; inefficacité de la Haute-Cour prévue par la Constitution de 1875 (Sénat) ; caractéristiques des deux projets en discussion ; existence prévue de deux juridictions pour les infractions à la sûreté de l'Etat (Juridiction militaire en temps de guerre, Cour de sûreté en temps de paix) ; compétence de la Cour de sûreté ; nécessité de préciser le critère proposé par le Gouvernement pour sa compétence ; problème des vols et des entraves à la circulation ; barrage des routes ; compétence de la Cour de sûreté vis-à-vis des mineurs de 16 à 18 ans ; composition de la Cour de sûreté, variable selon la nature des infractions ; nécessité de concilier le respect des droits individuels et la protection de l'Etat ; utilisation pour la Cour de sûreté des règles de droit commun du Code de procédure pénale ; existence d'une Chambre de contrôle de l'instruction ; possibilité d'un pourvoi en Cassation* [3 janvier 1963] (p. 213 à 215) ; Modifications du Code de procédure pénale, Art. 30 : *Son amendement au nom de la Commission (Modification de l'intitulé de la nouvelle juridiction)* (p. 228) ; *son amendement au nom de la Commission (Prescription à peine de nullité de la procédure) ; jurisprudence adoptée par la Cour de cassation ; critère de la violation des droits de la défense et de l'obstacle mis à la manifestation de la vérité* (p. 228, 229) ; *amendement de M. Dejean (Problème de la garde à vue) : nécessité de rejeter cet amendement* (p. 229) ; *amendements de MM. Massot, Dejean et Pleven (Durée de la garde à vue) : nécessité de ne pas discuter de la durée de la garde à vue avant de connaître les conditions dans lesquelles cette dernière sera exercée* (p. 230) ; Art. 698 : *Son amendement au nom de la Commission (Définition particulière pour les crimes et délits connexes aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat* (p. 232) ; *amendement de M. Mitterrand (Instauration d'une Haute-Cour de sûreté de l'Etat) ; existence sous la Restauration d'une Haute-Cour ; condamnation du Maréchal Ney* (p. 233) ; *son amendement au nom de la Commission (Compétence de la Cour de sûreté)* (p. 235) ; *manque de valeur des objections présentées par M. Mitterrand* (p. 237) ; *son amendement au nom de la Commission (Cas des vols et escroqueries)* (p. 237) ; *son amendement au nom de la Commission (Mise en mouvement de l'action publique par le Ministre de la Justice)* (p. 237, 238) ; Article additionnel : *Amendement de M. Barbet (Respect de l'activité des partis politiques, des organisations syndicales ou démocratiques, de toute association et groupement légaux)* [4 janvier 1963] (p. 253) ; Cour de sûreté, Art. 1er : *Son amendement au nom de la Commission (Exercice des fonctions de premier président et de conseiller)* (p. 254) ; *son amendement au nom de la Commission (Présence d'un juge pour enfants dans le cas d'accusés de moins de 18 ans)* (p. 255) ; Art. 2 : *Amendement de M. Dejean : contenu du troi-*

sième alinéa de l'article 65 de la Constitution et caractère inconstitutionnel du présent amendement (p. 257); Art. 16 : *Amendements de MM. Boscary-Monsservin, Massot, Dejean, Pleven, Zimmermann (Durée de la garde à vue) : double impératif de l'efficacité de la répression et du respect des droits de l'individu)* (p. 267); Art. 17 : *Amendement de suppression de M. Bustin : nécessité de maintenir l'efficacité de la répression et des poursuites en matière de sécurité de l'Etat* (p. 269); Art. 20 : *Son amendement au nom de la Commission (Délai dont dispose l'inculpé pour choisir son conseil);* Art. 21 : *Son amendement au nom de la Commission (Déclarations de l'inculpé à l'expert prévues par l'article 167 du Code de procédure pénale)* (p. 270); Art. 22 : *Amendement de suppression de M. Bustin : Procédure de motivation d'une détention préventive dépassant quatre mois* (p. 271); après l'Art. 22 : *Son amendement au nom de la Commission (Audition d'une personne déjà inculpée dans une procédure distincte* (p. 271); Art. 26 : *Ses amendements au nom de la Commission (Hypothèses dans lesquelles le juge d'instruction statuera à l'issue de ses informations)* (p. 272, 273); Art. 27 : *Son amendement au nom de la Commission (Cas de l'inculpé contre lequel sont relevées des infractions de droit commun)* (p. 274); Art. 28 : *Ses amendements au nom de la Commission (Procédure pour les ordonnances du juge d'instruction ayant fait l'objet d'un référé de la part du Ministère public)* (p. 374, 375); après l'Art. 28 : *Son amendement au nom de la Commission (Saisine de la Chambre de contrôle de l'instruction des actes qui pourraient être frappés de nullité)* (p. 276); Art. 30 : *Son amendement, au nom de la Commission, de suppression du dernier alinéa de cet article (Assignation et notification par les agents de la force publique)* (p. 277); Art. 31 : *Son amendement de suppression au nom de la Commission (Nécessité de prévoir des règles de droit commun pour les débats de la Cour de sûreté)* (p. 278); Art. 32 : *Son amendement, au nom de la Commission, de suppression de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article (Constitution de partie civile par des personnes morales)* (p. 278); Art. 34, 35, 36, 37 : *Amendements au nom de la Commission (Formes des questions qui seront posées à la Cour à l'issue des débats)* (p. 280, 281); Art. 41 : *Son amendement au nom de la Commission (Enoncé dans l'arrêt sur le fond des incidents et exceptions)* (p. 282); *Son amendement au nom de la Commission (Enoncé de l'identité de l'accusé dans l'arrêt sur le fond)* (p. 283); Art. 42 : *Son amendement au nom de la Commission (Obligation de motiver les arrêts sur les demandes en dommages et intérêts formulées par les parties civiles)* (p. 290); Art. 48 : *Son amendement au nom de la Commission (Délai dans lequel la Cour de sûreté sera installée)* (p. 290); Art. 50 : *Son amendement au nom de la Commission (Délai de mise en service de la Cour de sûreté)* (p. 295); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Massot à l'amendement du Gouvernement (Usage du droit de référé pour l'inculpé) : contradictions qu'impliquerait la prise en considération de ce sous-amendement par rapport aux articles déjà votés* (p. 297); Art. 34 : *Son amendement au nom de la Commission (Mesures pouvant frapper un avocat dans l'exercice de ses fonctions) : principe général du caractère suspensif du pourvoi en Cassation* (p. 298); Code de procédure pénale : *Son amendement au nom de la Commission (Titre du projet)* (p. 302).

Conclusions de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Modifications opérées par le Sénat sur le texte voté par l'Assemblée Nationale en ce qui concerne la compétence de la Cour à l'égard des mineurs et le délai de garde à vue; accord auquel est parvenue la Commission mixte paritaire; sanction de nullité pour les formalités imposées aux préfets; restriction apportée à l'incrimination pour provocation ou participation à un attroupement et entrave à la circulation routière; problème de la compétence de la Cour à l'égard des mineurs; présence de juges militaires; problème des indemnités; délai donné au prévenu pour désigner son conseil; police des audiences à l'égard des avocats; validation des ordonnances prises en vertu de la loi du 13 avril 1962; délai de garde à vue; dispositions transactionnelles auxquelles est parvenue la Commission mixte paritaire; contrôle de la garde à vue dans les lieux dans lesquels elle est exercée; contrôle des mineurs par des magistrats spécialisés dans l'enfance délinquante* [11 janvier 1963] (p. 654 à 656);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, JUSTICE : *Situation des anciens juges de paix hors classe de la Seine; compétence des tribunaux d'instance; nécessité de ne pas établir de règles d'avancement différent pour les magistrats des tribunaux de grande*

instance et ceux d'instance simple [21 janvier 1963] (p. 1341, 1342);

— du projet de loi complétant l'article 51 de la loi nº 62-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale : *Caractère incomplet de l'article 51 de la loi créant la Cour de sûreté; inconvénients qui résulteraient du rejet du présent projet* [13 février 1963] (p. 2127, 2128); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Travaux de la Commission mixte paritaire ; aspect politique et juridique de la question; nécessité de compléter la loi créant la Cour de sûreté; problème du recours en cassation* [19 février 1963] (p. 2116);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Caractère de « cavaliers budgétaires » des dispositions concernant la politique commerciale* [29 mai 1963] (p. 3122);

— du projet de loi modifiant le Code des douanes, Art. 9 : *Problème de la limitation nécessaire des pouvoirs de l'administration des douanes; estimation de la valeur des marchandises; composition de la Commission d'experts* [27 juin 1963] (p. 3767, 3768); En deuxième lecture, du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 23 : *Modifications de la procédure de ratification des décrets douaniers ainsi que les modalités d'instructions d'intervention du Gouvernement en matière de tarif douanier; impossibilité d'accorder au Gouvernement une délégation permanente lui permettant d'agir dans un domaine essentiellement législatif; nécessité de maintenir la priorité des débats intéressant les finances publiques* [11 décembre 1963] (p. 7828, 7829, 7830);

— du projet de loi organique modifiant le statut de la magistrature, en qualité de *Rapporteur: Portée de l'ordonnance du 22 décembre 1958 sur le statut de la magistrature; réorganisation des juridictions; situation des anciens juges de paix hors classe de Paris; tribunal de grande instance de Rennes et celui de la Seine; encombrement du rôle de ce dernier; tâches de son président; nécessité d'instituer un grade intermédiaire entre le président et les vice-présidents* [16 juillet 1963] (p. 4165, 4166);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, *lien entre l'action sanitaire et la politique démographique; dépistage des maladies; problème de la tuberculose* [24 octobre 1963] (p. 5548, 5549); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, *projet tendant à faire entrer l'autoroute du Sud dans Paris jusqu'à la place Denfert-Rochereau* [30 octobre 1963] (p. 6011); JUSTICE, *raisons justifiant la réforme judiciaire de 1958; réforme des professions d'avocat et d'avoué; statut des officiers ministériels* [5 novembre 1963] (p. 6451);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution, Art. 4 : *Mesures préconisées; exercice du pouvoir réglementaire par le Gouvernement dans différents cas* [14 novembre 1963] (p. 7230); *son amendement (Mesures provisoires immédiatement exécutoires)* (p. 7231); *cas de non-lieu rendu par un juge d'instruction; caractère des mesures prises* (p. 7231); Art. 31 : *Son amendement tendant à supprimer la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 31; rôle de l'administration dans le contrôle du droit* (p. 7249, 7250); *institution d'une nouvelle catégorie de cours d'eau; possibilité pour le riverain de continuer à exercer ses droits prévus à l'article 644 du Code civil* (p. 7250, 7251); *autorisation donnée aux riverains* (p. 7251); Art. 45 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 45 (Cas de modification ou de suppression des droits à l'usage de l'eau pour un utilisateur)* (p. 7254); *amendement inspiré par des considérations économiques* (p. 7254, 7255); *son amendement tendant à la suppression de la première phrase du troisième alinéa de l'article 45* (p. 7255); En deuxième lecture, Art. 29 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Ne pas assujettir les riverains à une redevance domaniale sur l'eau)* [13 octobre 1964] (p. 3163); *application des articles 644 et 645 du Code civil* (p. 3163, 3164); Art. 31 : *Son amendement tendant, au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 31 à remplacer le mot « validés » par le mot « constatés »; tableau comparatif pouvant être complété; éviter toutes difficultés; indemnités pouvant être dues en raison des dommages entraînés par le classement; question de droits fondés en titre et de droit exercés* (p. 3165);

— de la proposition de loi de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à complé-

ter l'article 2102-3° du Code civil concernant les créances privilégiées sur certains immeubles : *Réparateur possédant déjà une sûreté, le droit de rétention* [14 avril 1964] (p. 736).

Prend part au débat sur les questions orales de M. Mitterrand relatives aux pouvoirs respectifs du Président de la République et du Gouvernement : *Interroge M. Ballanger sur le régime constitutionnel en vigueur en Hongrie* [24 avril 1964] (p. 957).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, en qualité de *Rapporteur : Lois réglant les modes d'expression du suffrage ; éventail des systèmes électoraux ; mode d'élection des conseils municipaux ; loi fondamentale du 5 avril 1884 instituant un scrutin plurinominal majoritaire à deux tours ; loi du 5 septembre 1947 ; représentation proportionnelle ; système prévu par l'ordonnance de 1959 ; cas de la ville de Paris ; éviter toute politisation de scrutin ; empêcher la division fondamentale des conseils municipaux ; conseils municipaux du Havre, de Brest, de Toulon, de Lille et de Reims ; proposition de loi votée en 1956 par M. Faggianelli ; institution d'un nouveau système pour les villes de plus de 30.000 habitants ; panachage et vote préférentiel étant supprimés ; listes bloquées entre les deux tours ; moralisation du scrutin ; élection des suppléants pour éviter des élections partielles ; découpage en secteurs électoraux à Paris, Lyon et Marseille ; caractère simple et loyal du nouveau système ; faire élire par les électeurs le conseil municipal et le maire ; loi électorale de 1951 élaborée contre les gaullistes ; nécessité de bien administrer la commune par un maire ayant la confiance des électeurs et un conseil municipal uni* [20 mai 1964] (p. 1271 à 1275) ; *empêcher toutes les combinaisons entre les deux tours ; rôle de l'électeur en tant qu'arbitre* (p. 1275, 1276) ; Art. 1er : *Ses observations sur la position de la Commission à l'égard des amendements déposés par MM. L'Huillier, Coste-Floret, Baudis, Dejean et Mitterrand à l'article premier* [21 mai 1964] (p. 1307) ; *ses observations sur l'amendement tendant à étendre l'application de la loi aux chefs-lieux de départements et d'arrondissement ; rejet de cet amendement par la Commission* (p. 1308) ; *ses observations sur l'amendement de M. Vivien tendant à étendre à toutes les communes du département de la Seine, quel que soit le nombre de leurs habitants les dispositions du projet* (p. 1309) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article premier à substituer au mot « totalité » le mot « moitié »* (p. 1309) ; *ses observations sur l'amendement soutenu par M. Dubuis (Institution des suppléants) ; difficulté d'arriver à la confection des listes même avec un nombre de suppléants limité à un tiers de celui des titulaires* (p. 1309, 1310) ; *ses observations sur l'amendement de M. Dubuis* (p. 1310) ; *rejet par la Commission de cet amendement* (p. 1310) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven (Application des articles 295 et 296 du Code électoral) ; possibilité d'opérer un sectionnement pour l'élection des conseils municipaux des communes comportant plusieurs agglomérations d'habitants, distinctes et séparées ; cas des communes rurales* (p. 1314) ; *abrogation ou application des articles 295 et 296 du Code électoral ; ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 1314) ; *abrogation des droits par une nouvelle loi de toutes les dispositions contraires à celle-ci et précédemment votée ; caractère non arbitraire dans la décision de sectionner Lyon et Marseille* (p. 1315) ; *ses observations sur l'amendement de M. Chandernagor* (p. 1316) *et sur celui de M. Guillermin* (p. 1317) ; après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 1317) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer aux cinq premiers alinéas de l'article 3, les alinéas suivants : « Election de la liste au premier tour de scrutin ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés »* (p. 1317) ; *ses observations sur les sous-amendements présentés par MM. Coste-Floret et Brousset* (p. 1318) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du septième alinéa de l'article 5 « Pour le second tour, la signature de la majorité des candidats, titulaires de la liste, est seule exigée sur la déclaration »* (p. 1319) ; *signature de la majorité des candidats titulaires de la liste étant préférable à la seule signature du candidat, tête de liste, pour le maintien de cette liste entre le premier et le second tour* (p. 1319) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de l'article 6 « Ils comportent la signature de la majorité des candidats titulaires de la liste »* (p. 1319) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Application des dispositions du premier*

alinéa de l'article 298 du Code électoral aux communes de plus de 30.000 habitants) (p. 1319); *suppression de l'institution des suppléants* (p. 1320); Art. 8 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1320); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Impossibilité de parvenir à un accord au sein de la Commission mixte paritaire; Commission des lois proposant à l'Assemblée de reprendre le texte voté en première lecture* [17 juin 1964] (p. 1971); Art. 1er : *Procédure du vote bloqué; solutions retenues par le Sénat s'écartant du texte voté par l'Assemblée; travaux de la Commission mixte paritaire; rétablissement pour Paris de la représentation proportionnelle par le Sénat; véritable scrutin à deux tours; position admise par le Sénat allant contre le principe du vote bloqué; fusions de listes entre les deux tours; impossibilité d'accepter toutes les listes au second tour; problème du pourcentage des voix obtenues au premier tour* (p. 1973); *son amendement tendant à reprendre, pour l'article premier, le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Scrutin majoritaire de liste à deux tours pour les conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants; cas de Paris, de Marseille et de Lyon)* (p. 1974); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre pour l'article 2 le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Elections par secteur des membres des conseils municipaux de Paris, de Lyon et de Marseille »* (p. 1974) ; *sectionnement pour les villes de Paris, Lyon et Marseille* (p. 1974); *son amendement (Tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Paris* (p. 1974); *son amendement (Tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Lyon)* (p. 1974); *son amendement (Tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille)* (p. 1974); Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre pour l'article 3 le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture; élections au premier tour de scrutin de liste* (p. 1974); Art. 5 : *Création de listes nouvelles; ne pas tourner la volonté exprimée par le suffrage universel au premier tour* (p. 1975); Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre pour l'article 4 le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture et application des articles 219 à 228 et 251 à 260 du Code électoral pour l'élection du conseil municipal de Paris* (p. 1476); Art. 4 *bis : Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1976); Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre pour l'article 5 le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Déclaration obligatoire de candidature)* (p. 1976); *conditions du dépôt des listes* (p. 1976); Art. 7 : *Son amendement tendant à reprendre pour l'article 7 le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Application aux communes de plus de 30.000 habitants des dispositions des deux premiers alinéas de l'article 298 du Code électoral)* (p. 1976); *élections partielles; communes sectionnées* (p. 1976, 1977); *son amendement tendant à reprendre le titre adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture et ainsi libellé : « Projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants »* (p. 1977);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Ses observations sur la question préalable; application de l'article 91 du Règlement; question préalable étant bien posée, mais mal fondée; application de l'article 50 de la loi de 1871 et de l'article premier de l'ordonnance du 2 novembre 1945; consultation des conseils généraux; suppression d'un certain nombre de collectivités; opportunité de la disparition de certaines collectivités; application de l'article 39 de la Constitution; application de l'ordonnance étant inconstitutionnelle; question préalable inspirée par des considérations politiques; loi de 1871 ne donnant aux conseils généraux aucun pouvoir de représentation politique; conclusions générales des résultats obtenus à des élections municipales; position de la majorité des républicains en face de la question préalable* [11 juin 1964] (p. 1828, 1829); Art. 1er : *Son amendement tendant à remplacer, dans l'article premier « Plaine-Saint-Denis » par « Plaine-de-Seine »; gloire de la ville de Saint-Denis* [12 juin 1964] (p. 1878); Art. 43 : *Son amendement tendant, dans le second alinéa de l'article 43, à substituer aux mots « de Versailles » les mots « du Val de Seine »* (p. 1924); après l'Art. 43 : *Son amendement tendant à insérer, après l'article 43, un nouvel article suivant : « La circonscription des compagnies consulaires de Paris et de la Seine comprend la ville de Paris et les départements des Hauts-de-Seine, de la Plaine-Saint-Denis et de Seine-et-Bièvre »* (p. 1924); *circonscription des compagnies consulaires de la Seine, actuel-*

lement la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, et la Chambre des métiers de la Seine, loi du 9 avril 1898 ayant disposé qu'il y a au moins une chambre de commerce par département, chambres de commerce étant jusqu'à présent des établissements publics départementaux soumis à la tutelle du préfet (p. 1924, 1925); *avis du Conseil constitutionnel; chambre de commerce et d'industrie ayant une circonscription dépassant un département par dérogation de la loi de 1898* (p. 1925); *application de l'article 2 du décret du 14 mars 1954; chambre de commerce étant soumise à la tutelle préfectorale* (p. 1925);

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, Art. 1er : *Son amendement tendant, après les mots « ils ne peuvent être entrepris » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de l'article premier : « que sous la surveillance de l'architecte désigné par le propriétaire de l'immeuble »* [17 juin 1964] (p. 1984); *éviter de créer quelque institution que ce soit ressemblant à une juridiction d'exception; dérogations au droit commun des rapports entre locataires et propriétaires; moyen de contrôle et de surveillance devant être donné au propriétaire* (p. 1984, 1985); Art. 1er *(suite) : Son amendement tendant, après les mots « ils ne peuvent être entrepris » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de l'article premier : « que sous la surveillance de l'architecte désigné par le propriétaire de l'immeuble »* (p. 1990); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 2, après les mots « délai de deux mois » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « pour faire connaître au locataire l'architecte qui sera chargé par lui de surveiller l'exécution des travaux. A défaut, cet architecte sera désigné par ordonnance de référé à la diligence du locataire »* (p. 1993);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier la loi nº 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement : *Rédaction votée en première lecture paraissant suffisante; éviter toute interprétation dangereuse; pouvoirs des préfets en matière de réquisition; dispositions de l'article 342 du Code de l'urbanisme* [30 juin 1964] (p. 2399, 2400);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, JUSTICE : *Question du recrutement et de la formation des magistrats et de leurs auxiliaires; réforme des structures de la Chancellerie; réforme des professions judiciaires; réunion souhaitable d'une commission composée de professionnels et d'usagers de la justice* [30 octobre 1964] (p. 4352, 4353);

— du projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux, en qualité de *Rapporteur : Autoriser le Gouvernement à prendre, par ordonnance, dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, les mesures législatives nécessaires pour assurer l'application des « directives » du Conseil de la Communauté économique européenne; dispositions de ce projet étant opportunes et conformes à la Constitution* [17 novembre 1964] (p. 5414 à 5416); Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Michaud, cet amendement ne trouvant pas sa place dans le projet de loi en discussion; cette convention comprenant un certain nombre de règles compatibles avec des dispositions de droit interne* (p. 5418);

— du projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue), en qualité de *Rapporteur : Situation de droit actuelle concernant les élections au Conseil municipal de Paris et au Conseil général de la Seine; réélection des conseillers généraux de la banlieue de la Seine en 1945; Parlement ayant organisé en 1947 le régime général des élections municipales et le régime particulier des élections municipales à Paris; situation de droit existant à l'heure actuelle; disparition du département de la Seine avant le 1er juillet 1968; loi du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne; prorogation du mandat des conseillers généraux élus en 1959* [19 novembre 1964] (p. 5485, 5486); *ses observations sur les paroles prononcées par M. Raymond Barbet; composition actuelle du Conseil général de la Seine* (p. 5488); avant l'Article unique : *Opposition de la Commission à l'amendement de M. Barbet* (p. 5491); Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Barbet* (p. 5491);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 44 : *Décret du 24 août 1962 ayant modifié le statut particulier des attachés d'administration en créant le grade d'attaché principal; arrêté pris en application de ce décret et ayant organisé les conditions d'un concours ayant eu lieu au cours du premier trimestre 1964; arrêt du Conseil d'Etat annulant l'arrêté en raison de l'illégalité du décret du*

24 août 1962 [8 décembre 1964] (p. 5919); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 : *Décision prise par la Commission mixte paritaire au sujet de l'article 6; élaboration d'un texte ayant mis fin à toute possibilité d'interprétations divergentes; son opposition lors du vote sur cet article; harmonisation de l'article avec l'ensemble des dispositions de la loi du 1er septembre 1948* [17 décembre 1964] (p. 6201, 6202); *son refus de voter un texte inapplicable* (6204);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal, Art. 2 *bis: Raisons ayant inspiré l'amendement de la Commission* [9 décembre 1964] (p. 5969); *Commission s'étant montrée réticente à l'égard du texte du Sénat; assurer la stabilité des loyers pendant toute la durée du bail fixée à neuf ans; besoins spéciaux du preneur; durée exceptionnellement réduite à deux ans* (p. 5969); *possibilité après le bail de durée réduite de souscrire un nouveau bail dans les conditions de la loi* (p. 5969); *prendre en considération les besoins spéciaux du preneur* (p. 5969); *son amendement tendant, après les mots « du présent décret », à rédiger comme suit la fin du premier alinéa du texte proposé pour le premier alinéa de l'article 3-2 du décret du 30 septembre 1953: « à la double condition que cette dérogation soit justifiée par les besoins spéciaux du preneur précisés de manière expresse lors de la conclusion du contrat et que le bail soit conclu pour une durée au plus égale à deux ans »* (p. 5970); *amendement de M. Krieg allant trop loin; possibilité de s'en tenir à l'amendement de la Commission; Garde des Sceaux devant rappeler aux tribunaux qu'en aucun cas les experts ne doivent se substituer à eux* (p. 5978). En troisième lecture, Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* [18 décembre 1964] (p. 6239).

Mise au point au sujet de son vote sur l'article 6 du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [9 décembre 1964] (p. 5990) et [10 décembre 1964] (p. 6031).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention du Conseil de l'Europe sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, signée à Strasbourg, le 6 mai 1963, en qualité de *Rapporteur: Convention tendant à réduire le nombre des cas de cumul de nationalités et à définir les obligations militaires des individus possédant plusieurs nationalités; conditions et règles de l'application de ces dispositions* [10 décembre 1964] (p. 6039, 6040); *accords bilatéraux pouvant être conclus postérieurement à la ratification de la convention et dérogeant aux dispositions de celle-ci* (p. 6040);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'intégration dans les cadres du Ministère des Affaires étrangères, des sous-préfets et administrateurs civils du Ministère de l'Intérieur et administrateurs des services civils en Algérie, Art. 2 : *Sort des anciens administrateurs des services civils d'Algérie dont les fonctions ont pris fin après le 1er juillet 1962; Commission des lois ayant envisagé une formule beaucoup plus extensive que celle consacrée par l'article adopté en définitive par le Sénat* [15 décembre 1964] (p. 6112, 6113);

— du projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, Art. 24 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Bas à remplacer les mots : « d'éléments de confort nouveaux ne pouvant qu'accroître la valeur de l'immeuble » par les mots: « d'éléments de conforts nouveaux conformes à la destination de l'immeuble et ne pouvant qu'accroître sa valeur »* [22 avril 1965] (p. 837); *l'amendement de M. Bas étant préférable à celui du Gouvernement; possibilité d'un contentieux judiciaire; majorité de copropriétaires ne pouvant s'opposer aux mesures désirées* (p. 837); *texte étant équivoque* (p. 838);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, en qualité de *Rapporteur: Modification des règles d'avancement des fonctionnaires; assouplir les dispositions générales; validation d'un certain nombre de statuts réglementaires; portée du projet de loi; création d'un grade nouveau accessible par concours au sein du corps des attachés d'administration;*

annulation du décret du 24 août 1962 par le Conseil d'Etat ; problème de la constitutionnalité de ce projet ; validation des textes réglementaires annulés par une juridiction administrative grâce au recours à la procédure législative ; caractère opportun du projet ; nécessité d'assouplir les règles d'avancement ; validation des épreuves organisées en application du décret du 24 août 1962 ; nécessité de repousser la question préalable opposée par M. Coste-Floret [27 avril 1965] (p. 902 à 904) ; *ses observations sur les paroles de M. Spénale ; pratique de l'avancement par le mode de l'examen* (p. 911, 912) ; *pouvoir législatif fixant les limites du recours des citoyens devant le pouvoir judiciaire* (p. 913) ; Art. 1er : *Commission des lois approuvant l'amendement du Gouvernement tendant à lui donner satisfaction en ce qui concerne les garanties fondamentales des fonctionnaires ; donner une valeur législative à des règles appliquées, en fait, depuis longtemps ; avis du conseil supérieur de la fonction publique* [28 avril 1965] (p. 947, 948) ; *Commission ayant rejeté le sous-amendement de M. Spénale ; notion de corps technique étant trop étroite ; ses observations sur les nécessités du service ; ne pas multiplier les statuts particuliers retenant l'avancement par voie d'examen* (p. 949) ; *Commission ayant été saisie de deux séries d'amnedements et de sous-amendements* (p. 951) ; *statuts particuliers de l'administration des P.T.T.* (p. 952) ; *absence de différence entre le statut des administrations centrales et les autres ; projet de loi assurant un meilleur recrutement de la fonction publique, notamment en permettant à un plus grand nombre d'attachés d'accéder aux fonctions d'administrateur civil* (p. 953, 954) ; *proposition de la Commission au sous-amendement de M. Spénale* (p. 955) ; *Commission ayant repoussé le sous-amendement de M. Coste-Floret* (p. 956) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Sont rétroactivement validés, en tant qu'ils fixent des règles d'avancement de grade conformes aux dispositions prévues à l'article précédent, les statuts particuliers publiés à la date de promulgation de la présente loi. Sont également validées rétroactivement toutes mesures réglementaires prises pour l'application de ces statuts »* (p. 956) ; *assurer la validation du décret de juin 1962 et de l'arrêté pris en application de ce décret* (p. 956, 957) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Garcin ; grade du principalat* (p. 958) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la dernière phrase de cet article à supprimer les mots suivants : « prononcées dans la limite des postes d'attaché principal qui n'ont pas été pourvus en 1963 »* (p. 959) ; *suppression d'une restriction ; rétablir réellement l'égalité de chance* (p. 960) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant : « Les attachés d'administration centrale qui auront été inscrits avant le 31 décembre 1964 sur une liste d'aptitude à l'emploi d'administrateur civil seront nommés dans cet emploi, nonobstant les dispositions du décret n° 64-1174 du 26 novembre 1964 »* (p. 960) ; En deuxième lecture, du projet de loi validant les statuts particuliers de la fonction publique dérogeant aux articles 26 et 28 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, en qualité de *Rapporteur : Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 4 février 1959 ; validation législative de certains textes réglementaires ; position du Sénat ; règles d'avancement ; rétablissement de l'article premier dans une nouvelle rédaction ; consultation du Conseil supérieur de la fonction publique au stade de l'élaboration des statuts particuliers* [10 juin 1965] (p. 1955) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à rétablir cet article dans une nouvelle rédaction (Avancement des fonctionnaires : grade)* (p. 1956) ; *avis du conseil de la fonction publique devant être pris au moment de l'élaboration et sur le principe même du statut particulier faisant l'objet des dispositions prévues aux paragraphes 2° et 3°* (p. 1956) ; *opinion de M. Coste-Floret* (p. 1956, 1957) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « comportent des dispositions dérogatoires à celles des articles 26 et 28 (2e alinéa) de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 » les mots : « fixent des règles d'avancement de grade conformes aux dispositions prévues à l'article précédent »* (p. 1958) ; *opposition de la Commission à l'amendement de M. Coste-Floret tendant à exclure de la validation le corps des attachés d'administration centrale* (p. 1958) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « En tant que de besoin » le mot « rétroactivement »* (p. 1958) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à faire précéder cet article de l'alinéa suivant : « Les modalités de la sélection pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale pourront être modifiées, dans les conditions*

prévues à l'article premier, avec effet du 1er janvier 1964 » (p. 1958); *opposition de la Commission à l'amendement de M. Coste-Floret* (p. 1959); Art. 4 : *Son amendement tendant à rétablir cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture:* « *Les attachés d'administration centrale qui auront été inscrits, avant le 31 décembre 1964, sur une liste d'aptitude à l'emploi d'administrateur civil seront nommés dans cet emploi nonobstant les dispositions du décret n° 64-1174 du 26 novembre 1964* » (p. 1960); Titre : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi:* « *Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires* » (p. 1960); En troisième lecture, en qualité de *Rapporteur: Objet du texte en discussion; position du Sénat; Sénat refusant de modifier les articles 26 et 28 du statut général des fonctionnaires; validation des dispositions réglementaires* [24 juin 1965] (p. 2440); Art. 1er : *Son amendement tendant à rétablir cet article dans une nouvelle rédaction (Modification des articles 26 et 28 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires)* (p. 2440, 2441); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots :* « *comportent des dispositions dérogatoires à celles des articles 26 et 28 (2e alinéa) de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959* » *les mots :* « *fixent des règles d'avancement de grade conformes aux dispositions prévues à l'article précédent* » (p. 2442); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots :* « *en tant que de besoin* » *le mot* « *rétroactivement* » (p. 2443); Art. 3 : *Son amendement tendant à faire précéder cet article de l'alinéa suivant:* « *Les modalités de la sélection pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale pourront être modifiées, dans les conditions prévues à l'article premier, avec effet du 1er janvier 1964* » (p. 2443); *statut des attachés d'administration centrale; problème de la rétroactivité* (p. 2443); Titre : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi:* « *Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires* » (p. 2443).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la propagande lors des élections municipales [30 avril 1965] (p. 1046).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation des sociétés d'investissement, Article unique : *Innovation constituée par l'article 34 de la Constitution; possibilité de légiférer en matière de crimes et de délits; ne pas empiéter sur le domaine législatif* [13 mai 1965] (p. 1323, 1324);

— du projet de loi sur les sociétés commerciales, Art. 87 : *Problèmes de la responsabilité pénale des administrateurs* [3 juin 1965] (p. 1805, 1806); Art. 89 : *Cas du directeur devenu administrateur; ses observations sur l'amendement de M. Pleven* [8 juin 1965] (p. 1855); Art. 296 : *Son amendement tendant après les mots* « *chaque année* » *à insérer les mots* « *et les provisions constituées* » [11 juin 1965] (p. 2028); *son amendement complétant celui de M. Pierre Bas* (p. 2028); après l'Art. 312 : *Système proposé par M. Pleven permettant au tribunal de commerce de prendre des décisions relatives à la gestion de la société à la place de la majorité qualifiée pour le faire* (p. 2031); *ses observations sur les paroles de M. Pleven: intérêt social* (p. 2032, 2033); Art. 381 : *Problème des délits* (p. 2040); En seconde délibération, Art. 89 : *Ses observations sur le fait qu'un salarié de la société peut en être nommé administrateur* (p. 2066); Art. 148 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Foyer tendant à une nouvelle rédaction de sa première partie:* « *Si celui-ci vend les droits de souscription, le produit de la cession est, sauf convention contraire, soumis à l'usufruit* » (p. 2069); *référence à la possibilité de conventions contraires* (p. 2069); Art. 177 : *Investigations faites par les commissaires aux comptes* (p. 2072).

Prend part au débat sur la question orale de Mme Thome-Patenôtre relative à la protection de l'enfance martyre : *Répression ; compétence du service de la protection maternelle et infantile ; comités de surveillance et d'action pour la protection de l'enfance malheureuse* [4 juin 1965] (p. 1842).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant ou complétant les articles 1841 et 1868 du Code civil,

les articles 614-15, 614-16 et 614-17 du Code de commerce, et la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateurs émises par les sociétés, Art. 2 : *Société pouvant continuer avec toute autre personne désignée par l'acte de société* [11 juin 1965] (p. 2076);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant institution d'un Code de justice militaire, en qualité de *Rapporteur pour avis: Organisation des tribunaux militaires; leur compétences; infractions réprimées et peines encourues; simplification de l'organisation des tribunaux militaires; fondement de la compétence; procédure; portée du texte* [21 juin 1965] (p. 2281); Art. 104 du Code de justice militaire : *Son sous-amendement à l'aménagement de M. Bignon tendant à substituer le mot « détenus » au mot « déposés »* (p. 2290); Art. 361 : *Ses observations sur cet article* (p. 2309); Art. 367 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le texte proposé pour cet article: « Si l'infraction est passible d'une peine criminelle, la destitution pourra être prononcée à titre complémentaire, même si, par suite de l'admission des circonstances atténuantes, la peine principale est l'emprisonnement »* (p. 2309); *peines prononcées par les tribunaux militaires pour les infractions de droit commun; ses observations sur la destitution* (p. 2309, 2310); Art. 369 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Condamnations)* (p. 2310); *cas où une condamnation prononcée par les tribunaux militaires entraîne de plein droit la perte du grade* (p. 2310, 2311); Art. 370 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du texte proposé pour cet article: « Toute condamnation de même nature ou degré prononcée... »* (p. 2311); *harmoniser cet article avec le précédent* (p. 2311); Art. 5 : *Ses observations sur l'intégration du Code de justice militaire dans l'ensemble du Code de procédure pénale* (p. 2319); *compétence de la Cour de sûreté de l'Etat; nouvelle lecture de l'article 56* (p. 2320); En seconde délibération, Art. 56 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Compétence des tribunaux permanents des forces armées)* (p. 2320); *son désir de voir une nouvelle délibération sur l'article 82* (p. 2321);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme des régimes matrimoniaux : *Ses observations sur les paroles de M. Waldeck L'Huillier* [26 juin 1965] (p. 2597); Art. 1397 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 1397 du Code civil, après les mots « pourront convenir » à ajouter les mots « dans l'intérêt de la famille »* (p. 2617); *possibilité de mutation des régimes matrimoniaux; principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales; protection des tiers* (p. 2618); *portée des nouvelles dispositions* (p. 2619); *assouplir le principe ancien; intérêt de la famille* (p. 2619, 2620); *son amendement tendant à compléter l'article 1397 du Code civil par le nouvel alinéa suivant: « Si une donation avait été faite aux futurs époux sous la condition expresse qu'ils adopteraient certaines conventions matrimoniales, qu'ils ont modifiées, la révocation pourra en être poursuivie conformément aux articles 953, 954 et 956 du présent code »* (p. 2620); Art. 1417 du Code civil : *Son opposition à l'amendement de M. Collette* (p. 2623); Art. 1424 du Code civil : *Problème des baux* (p. 2628); *son sous-amendement à l'amendement de M. Collette tendant à substituer le mot « accord » au mot « concours »* (p. 2628); Art. 220 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, après le premier alinéa à insérer le nouvel alinéa suivant: « Cette solidarité n'a effet, toutefois, en ce qui concerne les obligations résultant d'achats à tempérament, que si l'époux dont l'obligation solidaire est en cause, a donné son consentement à l'achat »* (p. 2630); *principe du mandat tacite de la femme pour l'entretien du ménage et l'éducation des enfants; notion de solidarité entre époux* (p. 2630); *son amendement tendant dans le texte proposé pour l'article 220 du Code civil à rédiger comme suit le début du deuxième alinéa: « En outre la solidarité est exclue pour les dépenses manifestement excessives »* (p. 2631);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention d'extradition signée le 24 juin 1964 entre la France et l'Iran, en qualité de *Rapporteur: Coopération judiciaire entre les Etats étant une des formes les plus positives de la coopération internationale; loi du 10 mars 1927; caractère subsidiaire de la législation française; principe de la non-extradition des nationaux; définition restrictive de l'infraction politique* [5 octobre 1965] (p. 3327, 3328);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, JUSTICE : *Adaptation de la justice au monde moderne; délabrement des locaux; insuffisance de moyens; crise de*

recrutement dans la magistrature; personnel pénitentiaire; problème des majorations; avenir de la magistrature; publicité faite autour de la profession judiciaire; uniformisation des délais de procédure; fusion des professions d'avoué et d'avocat [12 octobre 1965] (p. 3535, 3536); *prison de la Santé* (p. 3542); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur les paroles de M. Maurice Faure* [20 octobre 1965] (p. 3892);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, Art. 3 *bis: Situation des employés des greffiers titulaires de charge; énumération des facultés qui leur sont ouvertes* [9 novembre 1965] (p. 4595);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Launay, tendant à compléter l'article 11 de la loi nº 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux, Article unique : *Administration de la communauté* [10 novembre 1965] (p. 4636); *ses observations sur l'article 226 nouveau du Code civil; liberté des conventions matrimoniales; position de la Commission ; administration des biens propres de la femme* (p. 4636, 4637); *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4637);

— sur la motion de censure : *Professions de foi de plusieurs personnalités gaullistes ces dernières années; ses observations sur les paroles de M. Fontanet* [19 avril 1966] (p. 781, 782); Ses explications de vote : *Utilité de la motion de censure; enjeu du problème étant une certaine conception de l'indépendance nationale; institutions de l'Etat; ses observations sur la perspective d'une politique de rechange et le qualificatif de « nationaliste » de la politique du général de Gaulle ; position du général de Gaulle en 1950; politique extérieure du gaullisme étant un de ses éléments fondamentaux ; maintien des alliances; ses observations sur le nationalisme dans l'histoire; politique extérieure du Gouvernement de la Vᵉ République; Cambodge étant le seul îlot de paix en Extrême-Orient; responsabilité de la France* [20 avril 1966] (p. 815, 816);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 2 : *Ses observations sur les délits prévus par les lois portant prohibition des loteries ou réglementant le jeu dans les casinos et les stations balnéaires* [26 avril 1966] (p. 933); *son sous-amendement à l'amendement de M. Capitant tendant, dans le texte modificatif proposé pour le quatrième alinéa (3º) de l'article 2, après les mots « et par l'article 4 » à insérer « (3º) »* (p. 933); Art. 7 : *Eviter de confondre l'amnistie selon la nature des infractions et l'amnistie selon le taux de la condamnation prononcée* (p. 936); Art. 16 : *Pratique suivie par les lois d'amnistie de 1949 et de 1953; cas des délinquants qui ont payé l'amende, mais qui ont omis de demander un récépissé de leur paiement ou ont perdu ce dernier; problème de la diligence des parquets à faire appliquer les lois d'amnistie* [27 avril 1966); (p. 967, 968); Art. 24 : *Loi du 4 août 1957* (p. 970); *définition des faits trop graves pour être amnistiés; cas des crimes et actes de complicité criminelle* (p. 971); En seconde délibération, Art. 16 : *Passion politique ayant pris la place du sens du droit dans l'actuelle discussion* [28 avril 1966] (p. 999, 1000); après l'Art. 24 : *Grâce amnistiante; incohérence du débat; interprétation de ses amendements donnée par le rapporteur* (p. 1001); *ses observations sur le fait que certains membres de la Commission sont prêts à voter contre un texte qu'ils ont accepté en Commission* (p. 1002); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur l'article 7 ; amnistie de plein droit des condamnations inférieures à trois mois d'emprisonnement ferme et à un an d'emprisonnement avec sursis* [10 juin 1966] (p. 1914); *ses observations sur le proxénétisme* (p. 1918).

Son rappel au Règlement sur l'article 52 du Règlement de l'Assemblée Nationale : *Compétence des secrétaires de bureau de l'Assemblée; vote sur son sous-amendement à l'amendement de la Commission des lois portant sur l'article 2 du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles* [24 mai 1966] (p. 1441).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles, Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Lavigne, après les mots « non visées à l'article premier » à insérer les mots « et dans tous les cas lorsqu'il autorise la constitution de sociétés civiles interprofessionnelles entre membres de professions judiciaires »* [24 mai 1966] (p. 1431); *consé-*

quences de la constitution de sociétés civiles interprofessionnelles; impossibilité d'envisager le rachat des charges par l'Etat; avenir des professions judiciaires ne pouvant être assuré par la possibilité de constituer quelques sociétés civiles interprofessionnelles entre avocats et avoués; situation des usagers de la justice (p. 1431, 1432); *rôle du rapporteur; ses observations sur son sous-amendement* (p. 1432); après l'Art. 32 : *Ses observations sur les dispositions de l'article 78 de la loi du 1er septembre 1948; installation des sociétés civiles professionnelles; problème des clauses conventionnelles des baux* (p. 1447); *sa demande d'une seconde délibération de l'article 2* (p. 1449) ; En seconde délibération, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « non visées à l'article premier » à insérer les mots « et dans tous les cas lorsqu'il autorise la constitution de sociétés civiles interprofessionnelles entre membres de professions judiciaires »* (p. 1450); *ses observations sur son amendement* (p. 1450); *caractère archaïque de l'organisation des professions judiciaires; maintien inadmissible de la dualité des professions d'avocat et d'avoué; possibilité de constituer une Commission composée de professionnels pour étudier le problème de la fusion; fusion des professions d'avocat et d'avoué* (p. 1451); *retrait de son amendement* (p. 1451); En deuxième lecture, Art. 2 : *Rôle du Sénat dans la procédure législative; obligation de motiver le refus d'autorisation; modernisation des professions judiciaires* [4 octobre 1966] (p. 3115); En troisième lecture, Art. 15 : *Ses observations sur les professions d'avocat et d'avoué* [15 novembre 1966] (p. 4575);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international et l'approbation de l'arrangement relatif à l'application de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, en qualité de *Rapporteur: Ratification de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international; permettre au système de résoudre les difficultés théoriques et pratiques; considérations juridiques et politiques; règles procédurales consacrées par la Convention; Règlement des conflits de lois et des conflits de compétences; relations commerciales et juridiques entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est; intérêt politique de la ratification* [31 mai 1966] (p. 1592).

Ses observations sur la demande de modification de l'ordre du jour faite par M. Foyer [14 juin 1966] (p. 2017).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur onze propositions de loi tendant à modifier et à compléter la loi nº 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement de MM. Maurice Thorez, Hersant, Edouard Charret, Neuwirth, de Grailly, Lecocq, Krieg, Tremollières, Lolive, Georges Germain et Dubuis, en qualité de *Rapporteur: Droit au maintien dans les lieux des occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel à l'expiration du contrat de location; protection sociale; conditions du droit de reprise; crise du logement; référence à l'âge de l'occupant et à la date de promulgation de la loi du 4 août 1962; référence à la date du congé; situation des aveugles titulaires de la carte d'invalidité portant la mention « cécité » ou la mention « canne blanche »* [14 juin 1966] (p. 2032, 2033); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Fanton* (p. 2034); *âge de 70 ans; ancienneté de l'occupation des lieux* (p. 2035); *principes sur lesquels repose la loi du 1er septembre 1948* [16 juin 1966] (p. 2107); Art. 2 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Foyer* (p. 2108); Art. 3 : *Droit de reprise* (p. 2108); Art. 3 : *Problème des dépens* (p. 2109); En seconde délibération, Art. 1er : *Critère de protection; ses observations sur la solution proposée par M. Fanton* (p. 2110); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement, à substituer au chiffre « 12.000 francs » le chiffre « 15.000 francs »* (p. 2110); En deuxième lecture : *Droit de reprise à l'encontre des aveugles; situation des occupants âgés de plus de 70 ans; loi du 1er septembre 1948; appréciation du droit au maintien dans les lieux; problème des sous-locations* [30 juin 1966] (p. 2485); Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 22* bis *de la loi du 1er septembre 1948*

(p. 2486); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lolive* (p. 2486);

— du projet de loi tendant à modifier les articles 16, 21 et 680 du Code de procédure pénale, après l'Art. 2 : *Application de l'article 98 du Règlement de l'Assemblée; définition des officiers de police judiciaire; modification des règles de la garde à vue; ses observations sur l'amendement de M. Coste-Floret; procédure devant la Cour de sûreté de l'Etat; délai de la garde à vue; caractère de la loi du 15 janvier 1963* [21 juin 1966] (p. 2183, 2184);

— du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, après l'Art. 2 : *Fonds de garantie; affaire de la Mutuelle du Sud-Ouest* [23 juin 1966] (p. 2274); *charges du Fonds de garantie* (p. 2275);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur deux propositions de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues et de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, en qualité de *Rapporteur: Possibilité, pour le juge, d'accorder des sursis à expulsion en faveur de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel; ses observations sur les attributions d'office de logements; législation sur les loyers; problème des départements d'outre-mer; cas de locaux spécialisés destinés aux logements d'étudiants* [24 juin 1966] (p. 2340); *ses observations sur les paroles de M. Lolive* (p. 2341); Art. 3 : *Nature de l'acte de réquisition* (p. 2342); *ses observations sur l'amendement de M. Saintout* (p. 2342); Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Sablé* (p. 2345, 2346);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, en qualité de *Rapporteur; Représentation des populations de la Nouvelle-Calédonie au sein de l'Assemblée territoriale; modification de la composition de cette Assemblée; circonscriptions du territoire; augmentation de la population de Nouméa; représentation de la côte est et des îles Loyauté; problème de la consultation de l'Assemblée territoriale; consultation du chef de l'Assemblée territoriale* [29 juin 1966] (p. 2459, 2460); Article unique : *Chiffres concernant les populations respectives des quatre circonscriptions; population de Nouméa; problème de la représentation calculée d'après le nombre des électeurs inscrits; tradition républicaine; nécessité politique; principe de bon sens* (p. 2462); *ses observations sur l'amendement de M. Roch Pidjot* (p. 2462); *promotion des populations autochtones* (p. 2463);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines, Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit l'avant-dernier alinéa de cet article : « 9° Création de cimetières et extension des cimetières ainsi créés »* [11 octobre 1966] (p. 3278); *ses observations sur son amendement* (p. 3278, 3279); Art. 6 : *Extension du périmètre de l'agglomération* (p. 3287); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe III de cet article après les mots « population municipale totale de l'agglomération » à insérer les mots « sur la base du dernier recensement général »* (p. 3294); *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Peretti à ajouter après les mots « sont équipés » les mots « par priorité »* (p. 3294); après l'Art. 15 : *délibérations entre le conseil de communauté et l'assemblée des maires de l'agglomération* (p. 3297).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Laurin à l'article 25 du budget des Armées [26 octobre 1966] (p. 3889).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JUSTICE : *Réorganisation administrative de la région parisienne; rôle des magistrats; fonctionnement du service public de la justice; qualité des magistrats; ses observations sur la procédure; création de nouveaux offices d'avoués auprès des nouveaux tribunaux; cas des futurs tribunaux de la région parisienne* [27 octobre 1966] (p. 4009, 4010); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Problèmes administratifs de la Nouvelle-Calédonie; ses observations sur la santé publique; problème des routes; situation du personnel; éloignement de l'administration et des administrés; possibilité d'associer davantage les conseillers du Gouver-*

nement à l'administration du territoire; problème de l'enseignement; question des travaux publics et la santé publique; pouvoirs de l'Assemblée territoriale; réforme de cette Assemblée; immunité parlementaire pendant les sessions ordinaires; spécialité législative; extension du Code de procédure pénale aux territoires d'outre-mer; possibilité d'envisager l'application de plein droit de la législation métropolitaine aux territoires d'outre-mer, sauf dispositions contraires; problème du nickel [10 novembre 1966] (p. 4504 à 4506);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, ouverte à la signature à Strasbourg le 20 avril 1959 et signée par la France le 28 avril 1961, en qualité de *Rapporteur: Collaboration entre les Etats signataires en matière pénale; procédure d'extradition; rôle des commissions rogatoires; communication des condamnations inscrites au cahier judiciaire; principe de la non-extradition des nationaux* [15 novembre 1966] (p. 4578);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, signée à La Haye le 9 octobre 1961 : *Validité des testaments; dévolution des biens du testateur; forme du testament* [15 novembre 1966] (p. 4579);

— du projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du Code de justice militaire institué par la loi n° 65-542 du 8 juillet 1965 du Code de procédure pénale et du Code pénal; Art. 124 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant, après le texte modificatif proposé pour l'article 116 à insérer de nouvelles dispositions: « Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent ainsi que des articles 98, 102 à 104, 106, 108, 109 et 132 du présent Code, l'exécution des Commissions rogatoires est soumise aux règles édictées par le Code de procédure pénale »* [24 novembre 1966] (p. 4969); *absence de tribunaux permanents des forces armées dans les départements et les territoires d'outre-mer; validité du mandat de dépôt provisoire* (p. 4969, 4970); Art. 153 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant, après le texte modificatif proposé pour l'article 152, à insérer l'alinéa suivant: « Soit d'un mandat de justice décerné par le juge d'instruction militaire par le tribunal ou par son président, par la chambre de contrôle de l'instruction ou par son président, ou dans les conditions définies à l'article 132, alinéas 4 et 5 »* (p. 4970); Art. 132 du Code de justice militaire : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (Interrogatoire fait par le juge d'instruction)* (p. 4974);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, en qualité de *Rapporteur pour avis: Modalités de transfert sur un marché d'intérêt national et de rénovation des immeubles libérés par les commerces transférés; intégration dans la fonction publique métropolitaine des fonctionnaires de catégorie A de la fonction publique territoriale polynésienne; ses observations sur les méthodes législatives* [1er décembre 1966] (p. 5127); *application de l'article 119 du Règlement* (p. 5127); Art. 11 : *Transfert des halles de Paris; problèmes de la rénovation des immeubles libérés par les commerces transférés; indemnités « en espèces »* (p. 5140, 5141); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Vallon pour le troisième alinéa de l'article 6 du décret du 30 septembre 1953: « L'emplacement offert est considéré comme équivalent lorsque ses caractéristiques rendent possible une activité commerciale de même nature et d'une importance égale à l'activité moyenne dans l'ancienne installation au cours des trois dernières années »* (p. 5141, 5142); *son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le sixième alinéa (2e alinéa du 3) du texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 6 du décret du 30 septembre 1953 par l'amendement de M. Vallon: « Toutefois l'indemnité peut être payée en espèces si le commerçant établit qu'il se trouve, pour des motifs personnels ou en raison du caractère particulier de son exploitation, dans l'impossibilité de se réinstaller dans l'enceinte du marché »* (p. 5142); *situation de certains grossistes des halles; distinction entre l'indemnité en nature et l'indemnité en espèces* (p. 5143); Art. 16 : *Ses observations sur cet article* (p. 5145); Art. 21 : *Ses observations sur la vente forcée d'immeubles* (p. 5153); Art. 22 : *Possibilité de permettre au tribunal de commerce de prendre, au cours d'une procédure de faillite ou de règlement judiciaire, des dispositions dérogatoires au droit commun; garantie de paiement des salaires* (p. 5154); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante: « L'application de cette disposition ne*

doit pas avoir pour conséquence de nuire à l'intérêt des créanciers » (p. 5154); *retrait de son amendement* (p. 5154); Art. 25 : *Intégration dans la fonction publique métropolitaine des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale polynésienne; loi du 11 juillet 1966; principe de l'étatisation de la fonction publique polynésienne* (p. 5157, 5158); En seconde délibération, Art. 11 : *Son amendement tendant dans le paragraphe I de cet article à rédiger ainsi le sixième alinéa (2° alinéa du 3) du texte modificatif proposé pour le troisième alinéa de l'article 6 du décret n° 53-959 du 30 septembre 1953 : « Toutefois, l'indemnité peut être payée en espèces si le commerçant établit qu'il se trouve, pour des motifs personnels, ou en raison du caractère particulier de son exploitation, dans l'impossibilité de se réinstaller dans l'enceinte du marché* » (6 décembre 1966] (p. 5278); *problème de l'indemnité en espèces; indemnité d'expropriation; emplacement offert aux commerçants grossistes sur le marché d'intérêt national; ses observations sur la « déspécialisation »* (p. 5278, 5279); Art. 22 : *Cas des forges d'Hennebont* (p. 5281);

— du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis : *Conformité du projet de loi à la Constitution; ses observations sur l'article 53 de la Constitution; opportunité de la solution proposée par le Gouvernement; cohérence de la politique du Gouvernement à l'égard des territoires d'outre-mer; conférence de Brazzaville* [2 décembre 1966] (p. 5227, 5228); *principe de la spécificité des territoires d'outre-mer* (p. 5228); *politique de la Ve République* (p. 5229);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral, Art. 2 : *Ses observations sur cet article* [7 décembre 1966] (p. 5325); *ses observations sur la notion de majorité; élection du Président de la République au suffrage universel; éventualité d'un conflit entre le Gouvernement désigné par le Président de la République et le Parlement; notion de majorité dans les élections législatives devant être appréciée par rapport à la majorité présidentielle* (p. 5337, 5338); Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur la liberté de la presse* (p. 5342, 5343); *son sous-amendement tendant à remplacer dans le texte proposé par l'amendement de M. Krieg les mots « le moyen d'organes de presse, de stations de radio et de télévision ou de films projetés dans les salles publiques » par les mots « la voie de la presse »* (p. 5343);

— du projet de loi organique modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, Art. 28 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article (Choix des conseillers référendaires à la Cour de cassation; durée d'exercice de leurs fonctions)* [15 décembre 1966] (p. 5600); Art. 35 (alinéa 1er) de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé pour cet article : « Quatre magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation et quatre magistrats des cours et tribunaux »* (p. 5603).

GRANDVAL (M. Gilbert).

Ministre du Travail
(2e Gouvernement POMPIDOU)
du 6 décembre 1962 au 8 janvier 1966

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre du Travail [28 novembre 1962] (*J. O.* du 29 novembre 1962, p. 11594).

Est nommé Ministre du Travail (2e Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre du Travail (2e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Dépôts :

Son projet de loi complétant l'article 107 *a* du livre premier du Code du travail, **n° 51** [21 décembre 1962].

Son projet de loi relatif à l'affiliation à la Sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige **n° 131** [25 janvier 1963].

Son projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, **n° 630** [31 octobre 1963].

Son projet de loi relatif au maintien de certaines prestations de Sécurité sociale aux bénéficiaires de la réforme foncière dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, **n° 699** [29 novembre 1963].

Son projet de loi sur l'extension de l'assurance vieillesse agricole aux départements d'outre-mer, **n° 700** [29 novembre 1963].

Son projet de loi relatif au Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers, **n° 904** [15 mai 1964].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, **n° 1348** [29 avril 1965].

Son projet de loi modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, **n° 1353** [12 mai 1965].

Son projet de loi sur l'extension à titre obligatoire de l'assurance vieillesse des non-salariés non agricoles aux départements d'outre-mer, **n° 1572** [2 octobre 1965].

Son projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail dans les départements d'outre-mer, **n° 1607** [8 octobre 1965].

Son projet de loi relatif à la garantie de l'emploi en cas de maternité, **n° 1694** [20 décembre 1965].

Son projet de loi relatif à l'indemnisation de certaines victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur de dispositions nouvelles concernant ces accidents ou maladies, **n° 1696** [20 décembre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAIL : *Rôle particulier du Ministère du Travail; politique du travail; développement souhaitable des relations collectives entre les organisations syndicales d'employeurs et de travailleurs; progression des salaires nominaux au cours de 1962; amélioration du pouvoir d'achat des salariés; recherche d'une politique rationnelle des revenus; incidence de l'introduction de procédés techniques nouveaux; problème du reclassement des rapatriés d'Algérie et la création de la bourse nationale de l'emploi; formation professionnelle des rapatriés; renforcement généralisé de la formation professionnelle des adultes; perspectives en matière d'emploi; accroissement souhaitable des moyens de promotion d'instituts du travail; rénovation progressive et fondamentale des rapports sociaux au sein des entreprises; problèmes relatifs à la Sécurité sociale; augmentation du montant des allocations familiales; contrôle des dépenses pharmaceutiques et des dépenses d'hospitalisation; poursuite de la discussion avec les praticiens au sujet des conventions; amélioration des rapports entre les caisses de Sécurité sociale et les assujettis; extension souhaitable à toutes les catégories de Français du bénéfice de la Sécurité sociale; sort des personnes âgées; cas des allocations supplémentaires du Fonds national de solidarité; application de l'article 351-1 du Code de la sécurité sociale; financement de la Sécurité sociale; institution d'un débat général sur cette question au cours de l'année 1963; problème de la fiscalisation de la Sécurité sociale; maintien du principe de l'autonomie de gestion des caisses* [9 janvier 1963] (p. 431 à 434); *article 9 de la première partie de la loi de finances; caractère erroné des conclusions avancées dans le rapport de M. Pellenc; problème de la Sécurité sociale des frontaliers; rémunération du personnel des services de la formation professionnelle des adultes; indemnités du personnel des services extérieurs du Ministère; situation des veuves d'accidentés du travail bénéficiaires d'une majoration pour tierce personne; problème de la silicose; application de l'article L 459 du Code de Sécurité sociale; montant des allocations de chômage; suppression des zones de salaires d'ici quatre ans; encouragement donné par le Gouvernement à l'accord Renault; impossibilité de généraliser celui-ci immédiatement; nécessité de ne pas perturber l'expansion de l'économie; problème de l'amélioration des allocations vieillesse et de l'abaissement de l'âge de la retraite* (p. 441 et 442); *hommage rendu à M. Bacon* (p. 443).

Suppléant M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de guerre, répond à une question orale sans débat de M. Dusseaulx relative aux modalités de célébration de l'anniversaire de la victoire 1939-1945 [10 mai 1963] (p. 2848).

Répond à une question orale sans débat de M. Waldeck Rochet relative à la fermeture d'une entreprise de La Courneuve [10 mai 1963] (p. 2848, 2849).

Répond à une question orale sans débat de Mme Prin relative à l'hygiène et à la Sécurité dans les entreprises utilisant de la main-d'œuvre féminine [10 mai 1963] (p. 2849).

Répond à une question orale sans débat de

M. Rabourdin relative aux prestations de maladie au profit des personnes âgées de plus de 70 ans [10 mai 1963] (p. 2850, 2851).

Répond à une question orale sans débat de M. Cassagne relative à l'attribution de l'allocation supplémentaire aux pensionnés militaires [10 mai 1963] (p. 2851 2852).

Répond à une question orale sans débat de M. La Combe relative à la situation des mineurs atteints de silicose [31 mai 1963] (p. 3151, 3152).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi relative aux accidents de trajet contre le tiers responsable : *Cas des accidents de trajet où la mise en cause de la responsabilité des auteurs est particulièrement nécessaire ; intérêt du présent texte* [6 juin 1963] (p. 3198) ; Article unique : *Son amendement au nom du Gouvernement (Application à l'employeur responsable des dispositions des articles L 470 et L 471 du Code de la Sécurité sociale)* (p. 3198). En deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable : *Ses observations sur le fait de retirer aux caisses de Sécurité sociale la possibilité d'exercer un recours contre un employeur, auteur de l'accident ; nécessité de maintenir aux caisses de Sécurité sociale la possibilité de recours contre l'auteur de l'accident* [25 juillet 1963] (p. 4512, 4513) ; *problème de la forclusion* (p. 4513) ;

— du projet de loi relatif à l'affiliation à la Sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige : *Situation des 600 pigistes existant actuellement ; nécessité de généraliser la Sécurité sociale ; cas des artistes des arts graphiques et des dessinateurs de la presse enfantine* [6 juin 1963] (p. 3195) ; En deuxième lecture : *Litige opposant les écrivains et les caisses d'allocations familiales au sujet de leur statut* [23 juillet 1963] (p. 4406) ;

— de la proposition de loi relative à l'emploi des enfants dans le spectacle : *Portée du présent texte ; abrogation de certaines dispositions figurant dans le Code du travail* [25 juin 1963] (p. 3708, 3709) ; Art. 2 : *Consultation des organisations compétentes lors de l'élaboration du règlement d'administration publique* (p. 3709) Art. 5 : *Son amendement au nom du Gouvernement (Interdiction de la publicité relative aux enfants employés dans le spectacle)* (p. 3710) ; En deuxième lecture : *Publication dans les moindres délais des textes qui permettront l'entrée en vigueur de cette nouvelle loi* [25 juillet 1963] (p. 4511).

Répond à une question orale sans débat de M. Cassagne relative au problème de l'emploi posé par la reconversion d'entreprises [28 juin 1963] (p. 3790 à 3792).

Répond à une question orale sans débat de M. Herman relative au remboursement des assurés sociaux [28 juin 1963] (p. 3792, 3793).

Répond aux questions orales avec débat de M. Cassagne, Mme Thome-Patenôtre et M. Seramy relatives à l'aménagement des horaires de travail : *Protection de la femme travaillant, le caractère prématuré d'une législation du système des quatre semaines de congés payés ; travaux du Comité national pour l'Etude et promotion d'un aménagement des horaires de travail ; expériences menées en matière de journée continue ; problème du travail à temps partiel, notamment dans le secteur tertiaire ; obstacles à une généralisation de ce système ; aménagement possible de l'allocation de salaire unique* [28 juin 1963] (p. 3798 à 3800) ;

Répond à la question orale, sans débat, de M. Cassagne relative à la quatrième semaine de congés payés [11 octobre 1963] (p. 5147).

Répond aux questions orales, avec débat, de MM. Boscary-Monsservin et Ballanger relatives à l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité : *Décrets du 6 septembre 1963 ; plan de stabilisation ; lutte énergique contre la hausse des prix ; principe de la récupération sur les successions ; incorporation des retraites complémentaires dans le plafond des ressources* [11 octobre 1963] (p. 5151, 5152) ; *installation du comité de gestion du Fonds national de solidarité ; octroi, aux titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, de l'assurance maladie du régime général de la Sécurité sociale* (p. 5155, 5156).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAIL : *Problèmes de la vieillesse ; charge des pensions ; développement des régimes de retraites ; prestations en nature de l'assurance-maladie ; assurance maladie étendue aux journalistes pigistes ; prestations familiales ; orientation de la politique gouvernementale ; projet de réforme du salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer ;*

humanisation des relations entre les assurés et les caisses; structure de la Sécurité sociale; équilibre financier; situation du marché de l'emploi; progression des salaires; nouvel indice national; relations entre Gouvernement et syndicats; nécessité d'assurer à chacun le droit au travail et de conserver un niveau de vie décent [5 novembre 1963] (p. 6434 à 6441); Art. 67 : *Réserve de l'article* (p. 6442); Art. 68 : *Généralisation du régime conventionnel* (p. 6443) Art. 70 : *Revalorisation des retraites minières* (p. 6444); Art. 67 : *Mesures prises par le Gouvernement précédent et le Gouvernement actuel au profit des familles; accroissement de l'aide accordée aux familles pour le logement; large débat sur la structure et le financement des régimes de Sécurité sociale* [9 novembre 1963] (p. 7105, 7106); *augmentation des prestations familiales et le coût de la vie* (p. 7109);

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi : *Réponse du projet à un souci de justice sociale; conséquences des mutations économiques et du progrès technique sur la stabilité de l'emploi; assurer l'application du droit au travail prévu par la Constitution; aide apportée aux chômeurs; reclasser dans le circuit de la production les chômeurs; catégories d'allocations; conditions d'attribution; allocations de conversion; allocations temporaires dégressives et allocations spéciales en faveur des travailleurs âgés; formule des conventions de coopération avec les organismes professionnels; conventions librement négociées et conclues; participation de l'U.N.E.D.I.C.; coordination prévue avec le F.A.S.A.S.A.; cas d'un remboursement demandé au Fonds social européen; présence de l'Etat; sa vigilance et sa prévoyance; politique active de l'emploi; rapidité du progrès technique; notion de plein emploi; notion d'équilibre de l'emploi* [28 novembre 1963] (p. 7539 à 7541); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement présenté par M. Caille; décret pouvant fixer les conditions dans lesquelles le projet s'appliquera aux travailleurs non salariés* (p. 7541); *ses observations sur l'intervention de M. Bayou : nécessité de faciliter les conversions agricoles* (p. 7542); *application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Cassagne augmentant le nombre des bénéficiaires et, par là, accroissant les charges de l'Etat* (p. 7542); *résoudre les problèmes nés de la situation de chômage collectif; aider au reclassement des travailleurs frappés de mesures de licenciement; application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Caille* (p. 7543); *reconversion agricole relevant du Ministère de l'Agriculture* (p. 7543); *représentation du Fonds national dans les Commissions du plan et de l'aménagement du territoire* (p. 7544); *ses observations sur l'amendement de M. Doize et de M. Cassagne; octroi de certaines allocations liées à l'existence de conventions* (p. 7545); Art. 2 : *Cas des jeunes gens libérés du service militaire* (p. 7546); *publication d'un décret concernant les jeunes gens libérés du service militaire* (p. 7546); *déplacement du foyer du travailleur et les divers frais consécutifs* (p. 7547); *orienter l'action du Ministère de la Construction* (p. 7547); *décret d'application pris par le Gouvernement faisant varier les primes selon la situation de famille des intéressés* (p. 7548); *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de l'article 2, après les mots « pourront être appliquées... », à insérer les mots « aux travailleurs non salariés et... »* (p. 7548); *projet de loi n'imposant aucune obligation aux travailleurs privés d'emploi* (p. 7548); Art. 3 : *Impossibilité de se trouver à la fois dans le cas de l'article 2 et dans le cas de l'article 3* (p. 7550); *donner aux vieux travailleurs impossibles à reclasser les moyens d'atteindre l'âge de la retraite sans s'astreindre aux formalités prévues par le fonds de chômage* (p. 7550); *ses observations sur l'amendement de M. Fichier à l'article 3* (p. 7550, 7551); *éviter que le salarié ayant perdu son emploi ne demande prématurément la liquidation de sa pension* (p. 7551); *possibilité de faire un effort de formation professionnelle à 45 ans; opposition de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de MM. Caille et Cance* (p. 7551); Art. 4 : *Son amendement (Un rapport fourni chaque année au Parlement par le Ministre du Travail, sur les mesures prises pour répondre à l'objet défini à l'article premier de la présente loi)* (p. 7552).

Répond à la question orale sans débat de M. Rossi relative à la médaille d'honneur du Travail [6 décembre 1963] (p. 7727 à 7728).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Guillon et Mer relatives à la médecine conventionnée : *Difficultés rencontrées à l'occasion du renouvellement des conventions; respect du libre exercice de la médecine; les problèmes de la fiscalité soulevés par les médecins conventionnés; extension du système des abat-*

tements forfaitaires [6 décembre 1963] (p. 7730 et suivantes).

Remercie l'Assemblée des vœux qu'elle vient de formuler pour la santé du chef de l'Etat [17 avril 1964] (p. 817).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives aux zones de salaires [17 avril 1964] (p. 818).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Edouard Charret, relative à la rente du conjoint d'un accidenté du travail [17 avril 1964] (p. 820).

Répond à la question orale sans débat, de M. Boscary-Monsservin relative aux cotisations de Sécurité sociale dans le bâtiment [17 avril 1964] (p. 820, 821).

Répond à la question orale sans débat, de M. Blancho relative au réemploi des travailleurs licenciés de Saint-Nazaire [17 avril 1964] (p. 822, 824).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives aux problèmes de la mutualité : *Son rôle de tuteur de la Sécurité sociale et de tuteur de la mutualité ; principes fondamentaux de la mutualité ; décrets en cours d'examen par le Conseil d'Etat ; solutions empêchant que les bénéfices réalisés dans les pharmacies mutualistes épongent le compte de cotisations ; possibilité pour les pharmacies mutualistes de vendre leurs produits au prix coûtant ; gaspillage des médicaments (exemple de Maubeuge) ; portée de la suppression du tiers payant pour le ticket modérateur ; problèmes posés par les affaires pharmaceutiques ; médicaments homologués ; nécessité de rétablir l'équilibre financier de la Sécurité sociale française* [17 avril 1964] (p. 828, 829, 830, 831).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Tomasini relative au classement du diabète parmi les maladies de longue durée *Nécessité de classer les maladies cardiaques, les rhumatismes déformants et la sclérose en plaque parmi les maladies de longue durée* [17 avril 1964] (p. 832).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Herman relative à l'hébergement et au transport des curistes assurés sociaux [29 mai 1964] (p. 1547, 1548).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Spénale relative aux offres d'emploi par voie d'annonce [29 mai 1964] (p. 1548).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Dumortier relative à la participation des travailleurs aux entreprises [29 mai 1964] (p. 1549, 1550).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Boscary-Monsservin relative aux retraites du régime artisanal [29 mai 1964] (p. 1550, 1551).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Boscary-Monsservin relative à la rééducation de certains enfants et adolescents handicapés physiques : *Loi du 31 juillet 1963 instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale d'éducation spécialisée ; loi du 23 novembre 1957 portant intégration des handicapés physiques dans le monde du travail* [29 mai 1964] (p. 1552) ; *décret d'application de la loi du 23 novembre 1957* (p. 1554).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers : *Préoccupation sociale du projet de loi ; augmentation du nombre des immigrants ; amélioration de leurs conditions de vie ; centres de formation professionnelle ; priorité donnée aux travailleurs français ; organisation de l'immigration et son contrôle ; projet de loi sur l'expropriation des terrains situés sur les bidonvilles ; originalité du projet de loi ; situation des travailleurs algériens ; signature de l'accord du 10 avril avec l'Algérie ; accords internationaux ; amélioration de la formation professionnelle par le Fonds d'action sociale ; faciliter l'adaptation sociale des immigrés ; conditions de vie des travailleurs immigrés ; éviter toute discrimination sociale ; problème des allocations familiales versées aux familles des travailleurs restés dans le pays d'origine au taux en vigueur dans ce pays* [16 juin 1964] (p. 1942 à 1944) ;

— du projet de loi sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs : *Ses observations sur les amendements proposés par M. Marcenet ; couverture intégrale des charges prévues* [18 novembre 1964] (p. 5475) ; *décret d'application devant paraître sans tarder ; principes posés par l'amendement de M. Ribadeau Dumas ; difficultés particulières qu'il soulève ; respecter le délai d'un an ; extension envisagée ne devant pas entraîner de charges supplémentaires pour le régime général* (p. 5475, 5476) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Rôle de son Ministère ; importance de la conception dans ce*

Ministère; création du Fonds national de l'emploi et de la bourse nationale de l'emploi; transformation des services extérieurs de la formation professionnelle des adultes et des handicapés physiques; rôle d'information, de formation et d'organisation du Ministère; suppression des zones de salaires pour le S.M.I.G. avant la fin de la législature; zones d'allocations familiales étant ramenées à trois; services de la bourse nationale de l'emploi; sa suppression à Marseille, à Paris et à Lille; politique dynamique de l'emploi; présence de 240.000 travailleurs algériens en France; accord passé avec l'Algérie pour limiter cette immigration; interventions du Fonds national de l'emploi étant sélectives par régions et par branches afin de ne pas inciter les employeurs à licencier automatiquement les travailleurs âgés; rapport relatif au fonctionnement du Fonds national de l'emploi devant être déposé avant le vote du budget; principales actions du Fonds; décret relatif aux handicapés physiques de la fonction publique; problèmes de la Sécurité sociale; déficit du régime général étant inférieur à 0,5 %; rapport Dobler; effort nécessaire de solidarité nationale à l'égard des agriculteurs et des mineurs; extension de la Sécurité sociale aux artisans, commerçants et professions libérales; problème juridique, administratif et financier; situation de suremploi caractérisant la France; stagiaires de la fonction publique; travailleurs étrangers fréquentant les stages; adapter les spécialisations aux besoins; répartition géographique des centres; « calendrier » établi par la Commission Laroque pour les personnes âgées; régime de pension des artisans ayant été amélioré par le décret du 17 septembre 1964; problème de l'âge de la retraite des déportés; sa solution par voie réglementaire avant la fin de l'année; Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers ayant réalisé un programme de 25 millions en 1964; son développement en 1965; tarif honoraires pour les médecins; effort en matière fiscale; décret relatif à la couverture sociale des médecins conventionnés; travail de la Commission d'homologation des médicaments remboursables par la Sécurité sociale [20 octobre 1964] (p. 3417 à 3423); 66 % *des travailleurs ayant d'ores et déjà bénéficié d'une quatrième semaine de congés payés; formation syndicale; répartition des fonds affectés à la formation syndicale; allocation de salaire unique; projet de réforme présenté notamment à l'Union nationale des associations familiales étant d'un coût trop élevé; tarifs médicaux de la Seine-et-Marne; problème des immigrants portugais clandestins, impossibilité humaine de les refouler; problème des allocations vieillesse; augmentation du plafond des ressources; fixer l'âge de la retraite plus bas pour les femmes que pour les hommes; répartition des officines étant du ressort du Ministère de la Santé publique; problème du taux de marque; cas des petites pharmacies rurales; conditions d'hospitalisation; amélioration du sort des personnes âgées; exonération du ticket modérateur en cas de maladie de longue durée* (p. 3434 à 3436).

Répond à la question orale sans débat de M. Cassagne relative au financement de la Sécurité sociale [27 novembre 1964] (p. 5703, 5704).

Répond à la question orale sans débat de M. Lolive relative à la protection des ouvriers du bâtiment [27 novembre 1964] (p. 5705).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives à l'allocation aux personnes âgées [27 novembre 1964] (p. 5707, 5709).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Ramette relative à la situation de l'emploi à Douai [27 novembre 1964] (p. 5710).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Roucaute relative au calcul de la retraite minière [27 novembre 1964] (p. 5711).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives à la retraite de certaines catégories de travailleurs [27 novembre 1964] (p. 5712, 5713, 5714).

Répond à la question orale sans débat de M. Tourné relative au respect de la législation du travail dans l'entreprise « Bella » à Perpignan [27 novembre 1964] (p. 5717, 5718).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant prise en charge et revalorisation des droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie, Art. 1er : *Négociations menées avec le Gouvernement algérien; obligations de ce Gouvernement; projet de convention étant paraphé* [9 décembre 1964] (p. 5982); *ses observations sur les explications de vote de M. Bayou; absence de régime de Sécurité sociale en Tunisie et au Maroc* (p. 5984). En deuxième lecture, Art. 11 : *Craintes exprimées au Sénat au sujet*

de l'article 11; maintien de ce texte; amendements de M. Herman étant approuvés par le Gouvernement [18 décembre 1964] (p. 6241);

— du projet de loi étendant aux contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre les dispositions des articles 178 et 179 du livre II du Code du travail : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Valenet* [6 mai 1965] (p. 1185).

Répond à la question orale sans débat de M. Meck relative à l'échelle mobile des rentes d'accident de travail [14 mai 1965] (p. 1352, 1353).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Darchicourt relative au respect du décret déclarant le 8 mai 1965 jour férié [14 mai 1965] (p. 1353, 1354).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Davoust relative à la Sécurité sociale des tierces personnes : *Nécessité d'assurer une protection sociale décente pour le membre de la famille d'un infirme remplissant le rôle de « tierce personne »; possibilité de l'assurance sociale volontaire* [14 mai 1965] (p. 1354, 1355).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Davoust relative aux centres de formation professionnelle des adultes : *Nécessité d'accroître la capacité du dispositif existant; extension du plan de formation (métiers féminins); problème de l'indemnisation des stagiaires* [14 mai 1965] (p. 1357, 1358, 1359).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance nº 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises : *Conditions de la création des comités d'entreprises; bilan de cette réforme; difficultés dans l'application; méfiance de certains patrons; prétentions de certains délégués; obstacles juridiques et techniques; projet de loi ayant pour but de remédier à ces difficultés; faciliter le dialogue entre la direction et le personnel; contenu et modalités de l'information fournie aux comités en matière économique; consultation du comité sur un certain nombre de problèmes généraux; évolution technique des entreprises; problème du licenciement de personnel; renforcement des garanties; concours des syndicats; progrès social* [28 juin 1965] (p. 2674 à 2676); *ses observations sur les paroles de M. Louis Dupont; sort des assurés sociaux; problème des amendements déposés* (p. 2690); *texte du Gouvernement formant un tout cohérent résultant de longs travaux accomplis avec les organisations intéressées; vote bloqué étant demandé par le Gouvernement* (p. 2698); avant l'Art. 1er : *Spécificité des différentes sociétés qui exercent leur activité dans le cadre agricole* (p. 2698); *difficultés rencontrées par les entreprises n'employant guère plus de cinquante salariés pour créer des comités d'entreprises* (p. 2698); *permettre aux membres des comités d'entreprises d'accéder aux sources d'information; information économique des salariés; problème des houillères de bassin et des entreprises nationalisées* (p. 2699, 2700); *extension du projet de loi à l'agriculture* (p. 2700); *ses observations sur les paroles de Mlle Dienesch* (p. 2700); *ses observations sur les paroles de M. Duhamel* (p. 2701); Art. 1er : *Consultation du comité d'entreprise sur l'affectation de la contribution de 1 % sur le salaire* (p. 2702); *Gouvernement s'opposant à l'amendement de M. Danel* (p. 2702); *problème de formation professionnelle et d'emploi des jeunes dans les entreprises employant plus de 300 salariés* (p. 2703); *rapports avec les diverses sous-commissions départementales responsables de la formation professionnelle* (p. 2703); *laisser aux conventions collectives et aux accords d'établissement le soin de fixer un taux de contribution permettant d'assurer un fonctionnement normal des œuvres sociales du comité d'entreprise* (p. 2703, 2704); après l'Art. 1er : *Formation des représentants du personnel; création de nouveaux instituts d'université* (p. 2704); Art. 2 : *Amélioration de la production et de la productivité* (p. 2705); *comité d'entreprise étudiant à la fois les mesures envisagées par la direction et les suggestions émises par le personnel* (p. 2705); Art. 3 : *Consultation du comité sur des questions de nature à modifier les conditions d'emploi, de travail, de personnel* (p. 2706); *consultation du comité sur les mesures de nature à affecter le volume et la structure des effectifs, la durée du travail et les conditions d'emploi et de travail du personnel* (p. 2706); *notion de qualification et de rémunération* (p. 2706, 2707); *autorisation nécessaire de l'inspecteur du travail pour un licenciement collectif* (p. 2707); *comité d'entreprise devant connaître les projets de compression d'effectifs* (p. 2707); *rôle de l'inspecteur du travail* (p. 2708); *cas d'absence de consultation du comtié pour un licenciement collectif* (p. 2708);

communication d'informations trimestrielles sur l'application des programmes et l'évolution générale des commandes (p. 2708); *application du dernier alinéa de l'article 44 de la Constitution* (p. 2709); Art. 4 : *Communication du compte d'exploitation* (p. 2709); *évolution de la structure et du montant des salaires* (p. 2710); *ses observations sur l'amendement de M. Houël et sur celui de M. Marcenet* (p. 2710); Art. 5 : *Salariés étant essentiellement attachés à la stabilité de l'emploi* (p. 2711); *problème du secret professionnel pour les questions relatives aux procédés de fabrication* [29 juin 1965] (p. 2728); *application de l'article 378 du Code pénal* (p. 2728); *Gouvernement rejetant les différents amendements* (p. 2728); *informations concernant les procédés de fabrication; obligation de discrétion* (p. 2729); *compétence des juridictions civiles* (p. 2730); Art. 6 : *Nombre des membres du comité d'entreprise* (p. 2731); *création d'un collège cadres* (p. 2731); *désignation du délégué syndical* (p. 2732); *domaine réglementaire* (p. 2732); *notion de représentativité des organisations syndicales* (p. 2732); *distinction entre le domaine législatif et le domaine réglementaire* (p. 2733); Art. 7 : *Représentation des cadres* (p. 2733); *modification du nombre des collèges électoraux; rôle des conventions collectives* (p. 2734); après l'Art. 7 : *Moment de l'élection* (p. 2735); *observations sur les amendements de M. Danel* (p. 2735); Art. 8 : *Principe de la déclaration annuelle par le chef d'entreprise* (p. 2735); *fonctionnement de l'inspection du travail; entreprises n'ayant pas respecté l'obligation de création d'un comité d'entreprise* (p. 2736); *renforcement des moyens d'action de l'inspection du travail* (p. 2737); Art. 9 : *Problème de l'extension du crédit d'heures aux entreprises de moins de 500 salariés* (p. 2737); *préparation des séances du comité d'entreprise* (p. 2738); *ses observations sur les amendements de MM. Dupont et Cassagne* (p. 2738, 2739); *temps consacré aux séances du comité par les suppléants* (p. 2739); *problèmes relatifs à la détermination des heures consacrées à leur mission pouvant se poser pour certains salariés payés à la commission comme les voyageurs, représentants et placiers* (p. 2739); après l'Art. 9 : *Fonctions de secrétaire* (p. 2740); *possibilité donnée aux représentants syndicaux d'assister aux séances des commissions pour assurer l'information qui leur est nécessaire* (p. 2740); *principe de la coopération étant à la base de l'institution des comités d'entreprises* (p. 2740); *procès-verbaux des délibérations du comité d'entreprise* (p. 2740); *mise à la disposition du comité d'un local convenable et du matériel indispensable pour ses réunions et son secrétariat* (p. 2741); Art. 11 : *Ses observations sur le fait que le représentant syndical au comité central d'entreprise devrait pouvoir être choisi parmi tout le personnel de l'entreprise; projet de licenciement d'un représentant syndical* (p. 2741); Art. 12 : *Inspecteur du travail étant saisi d'une proposition de licenciement d'un membre du comité d'entreprise mis à pied pour faute grave* (p. 2742); *cas de refus d'un licenciement par l'inspecteur du travail* (p. 2742); *proposition tendant à étendre la protection accordée aux représentants syndicaux pendant six mois après l'expiration de leur mandat* (p. 2743); *protection accordée aux candidats aux élections* (p. 2743); Art. 13 : *Problème du financement des œuvres sociales* (p. 2744); *cas d'entraves intentionnelles apportées à la constitution et au fonctionnement du comité d'entreprise* (p. 2744); *obligation de discrétion* (p. 2744); *modification de l'article* (p. 2744); Art. 12 : *Procédure du vote bloqué; raisons de l'emploi de cette procédure* (p. 2748, 2749);

— du projet de loi modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail : *Extension prise par la médecine du travail; reconnaissance de la responsabilité des dirigeants des services interentreprises; rétablissement du régime des pénalisations édicté en 1946* [5 octobre 1965] (p. 3325).

Répond à la question orale, sans débat, de Mme Prin relative aux conditions de travail des jeunes [15 octobre 1965] (p. 3747, 3748).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Sanson relative à la retraite complémentaire des cadres [29 octobre 1965] (p. 4354, 4355).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Politique active de l'emploi; transformations économiques; réorganisation des structures des services; réforme administrative, ministère devant intervenir plus efficacement sur le marché du travail; extension de la formation professionnelle des adultes; importance du Ve Plan; intervention du Fonds*

national de l'emploi; marché de l'emploi, ses perspectives; problèmes de la Sécurité sociale; situation de l'assurance maladie; vocation de la Sécurité sociale; « campagne d'humanisation »; cas des rapatriés d'Algérie; progrès social [13 octobre 1965] (p. 3605 à 3608); *ses observations sur les paroles de M. Fajon; politique du Gouvernement n'ayant pas pour objectif de maintenir un chômage* (p. 3613); *ses observations sur les paroles de Mme de Hauteclocque; rôle de l'association pour l'emploi des cadres* (p. 3620); *ses observations sur les paroles de M. Fabre; réputation du gaullisme tenant à son sérieux et à son absence de démagogie* (p. 3621); *renouvellement des conventions médicales; création d'une commission nationale tripartite; décret du 26 et du 28 avril 1965; situation des « avant-loi »; ses observations sur les zones de salaires et leur suppression; problème de l'assurance maladie des non-salariés; action menée en matière de formation professionnelle des adultes; cas des travailleurs diminués physiquement; son éloge des inspecteurs du travail; rôle du Fonds national de l'emploi; problème de la sécurité sociale; définition des activités pénibles; dispositions relatives à la sidérose; amélioration de l'information des salariés; situation de la Sécurité sociale en 1960; maintien en Alsace et en Moselle du régime spécial d'assurance vieillesse; mesures prises en matière de retraite en faveur des rapatriés d'Algérie; ouverture prochaine de négociations franco-suisses; problèmes frontaliers* (p. 3627 à 3631); titre IV : *Ses observations sur les paroles de M. Catalifaud* (p. 3631);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Westphal, tendant à compléter l'article L 328 du Code de la sécurité sociale : *Champ d'application de la proposition de loi de M. Westphal; régime des pensions de vieillesse et d'invalidité de l'assurance sociale obligatoire agricole* [9 novembre 1965] (p. 4584, 4585); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le texte proposé en addition à l'article L 328 du Code de la Sécurité sociale: « ... sauf si elle peut prétendre à une pension de réversion d'un montant supérieur, du chef d'une assurance vieillesse ou d'une pension civile ou militaire de retraite de son deuxième mari »* (p. 4585); *rétablissement de la pension de veuve ne devant être accordé que si le second mariage n'a pas ouvert à la veuve de nouveaux droits à pension* (p. 4585); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter comme suit le texte proposé en addition à l'article L 329 du Code de la Sécurité sociale: « ... sont exclus de ce bénéfice les titulaires qui peuvent prétendre à un avantage de réversion du chef de leur second conjoint »* (p. 4585); *ses observations sur les paroles de M. Tourné* (p. 4586);

— en troisième lecture, du projet de loi modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés : *Reclassement des travailleurs handicapés; usage illégal et abusif des labels* [9 novembre 1965] (p. 4586); *Commission du label; exemption fiscale des matières premières utilisées dans les ateliers protégés; décret fixant des conditions d'accès des handicapés physiques à la fonction publique* (p. 4558).

Répond à la question orale de Mme Prin relative à la situation des ouvrières du Pas-de-Calais [19 novembre 1965] (p. 4784, 4785).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Mer relative aux annonces anonymes d'offres d'emploi [19 novembre 1965] (p. 4786).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Cassagne relative au Fonds national de l'emploi [19 novembre 1965] (p. 4787).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Beauguitte relative à l'allocation de logement [19 novembre 1965] (p. 4789).

GRENET (M. Henri), *Député des Basses-Pyrénées, 4e circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1966] (p. 591).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants : *Scrutin-couperet s'appliquant à la moitié des électeurs français; loi de 1959; panachage au second tour; 150 villes concernées par le projet; cas du Havre ayant connu des difficultés depuis 1959; liste d'union constituée au second tour en vertu des résultats du premier; alliance décidée à priori par les seuls groupes politiques; manipulations électorales; introduction d'un facteur de division nuisant à l'administration des cités; résultat pour la Nation, alliée du gaullisme; situation de la gauche; contrôle par les communistes d'un grand nombre de municipalités; conséquences politiques du projet; ne pas oublier la liberté des électeurs; avis du Conseil d'Etat; élections cantonales, leurs résultats* [21 mai 1964] (p. 1297, 1298).

GRENIER (M. Fernand), *Député de la Seine, 40e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant statut de la radio-télévision française, **n° 258** [17 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 678) tendant à modifier les articles 14 et 76 du livre II du Code du travail afin d'améliorer les conditions de travail des femmes salariées, **n° 855** [23 avril 1964].

Sa proposition de loi tendant à organiser l'accès équitable à la radiodiffusion et à la télévision des grandes formations politiques au cours de la période préparatoire aux élections législatives de mars 1967, **n° 2188** [30 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1963, après l'Art. 9 : *Inflation de personnel à la R.T.F.; financement de la seconde chaîne; nécessité de doter la R.T.F. d'un statut assurant son indépendance; utilisation exclusive par le pouvoir de la R.T.F.; discours tenus à la radiodiffusion par les représentants du Gouvernement lors du référendum et des élections de novembre 1962; réalisations du front populaire; suppression de l'émission « Faire face »* [18 décembre 1962] (p. 129, 130); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Problème du parc de Saint-Denis; sa non utilisation par les pensionnaires de la Légion d'honneur; caractère de monument historique; historique des deux démarches faites par la municipalité de Saint-Denis au sujet de l'ouverture de ce parc au public; suggestions émises; possibilité de conserver à la maison d'éducation son caractère privé; positions unanimes adoptées à ce sujet par les journaux de Saint-Denis; nécessité pour le Gouvernement de fournir une solution rapide à ce problème* [8 janvier 1963] (p. 319, 320); CONSTRUCTION : *Situation du logement à Saint-Denis; diminution des crédits alloués à l'Office H.L.M. de cette ville* [9 janvier 1963] (p. 455, 456); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - INFORMATION : *Maintien heureux des mesures d'aide indirecte à la presse; relèvement souhaitable du prix des journaux; concentration progressive des organes de presse; cessation souhaitable des discriminations en matière de distribution de la publicité; suppression de l'aide accordée à la presse communiste par le Fonds culturel* [10 janvier 1963] (p. 543, 544); *nécessité pour le Fonds culturel d'accorder une aide sans discrimination; liberté des prix pour les journaux; inégalité entre les différents journaux du fait de leurs possibilités financières* (p. 546); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Difficultés de transport dans la banlieue Nord de Paris; prolongement souhaitable du métro jusqu'au barrage de Saint-Denis* [15 janvier 1963] (p. 851); AFFAIRES CULTURELLES : *Gravité de la situation cinématographique française; diminution de la fréquentation des salles; ses causes; évolution du public; rigueurs de la censure; augmentation du nombre des productions éro-*

tiques ; adhésion au Marché commun ; problèmes posés par la loi d'aide ; position du représentant français à Bruxelles ; mesures prises par le Gouvernement italien ; nécessité de repenser l'aide à l'exploitation ; coopération entre le cinéma et la télévision ; problème du doublage des films étrangers ; fiscalité pesant sur le cinéma ; abaissement de l'impôt sur les spectacles et ses conséquences sur les finances locales ; importance des dépenses consacrées à la force de frappe ; réduction des charges fiscales pesant en Algérie sur le cinéma [18 janvier 1963] (p. 1131 à 1133) ; *gravité de la situation du cinéma en France ; effets de la loi d'aide de 1948 ; démantèlement de celle-ci par le décret de juin 1959 ; action du Centre national du cinéma ; position adoptée par le représentant français à Bruxelles ; principe du prélèvement de 1 % sur les crédits des constructions scolaires pour venir en aide aux artistes ; attitude de M. Fanton ; nécessité de préserver les droits des collectivités locales en matière de choix des artistes pour leurs établissements scolaires* [18 janvier 1963] (p. 1137, 1138) ; après l'Art. 65 : *Amendement du Gouvernement (Droit de timbre sur les exploitations cinématographiques et les séances de télévision) : importance de la charge fiscale pesant sur le cinéma français ; réduction de la taxe locale sur les spectacles ; diminution des recettes qui en résultera ; absence de politique gouvernementale d'ensemble en matière de cinéma* [25 janvier 1963] (p. 1853, 1854) ;

— du projet de loi relatif à l'affiliation à la Sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige : *Raisons pour lesquelles le groupe communiste votera le présent projet* [6 juin 1963] (p. 3195) ; *problème de savoir à qui incombera la charge des cotisations de Sécurité sociale pour les pigistes* (p. 3195).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Max-Petit et Nungesser relatives au statut de la R.T.F. : *Ses observations sur la non-inscription à l'ordre du jour de sa question orale avec débat relative à la R.T.F. ; préférence donnée par les auditeurs aux stations de radio périphériques ; différence existant entre la France et l'Italie en ce qui concerne la propagande électorale au moment des élections ; partialité de la télévision lors de la grève des mineurs ; modifications de la présentation du journal télévisé ; récentes mutations de MM. Penchenier, Péricard et Pajard ; introduction à la télévision de pigistes de plus en plus nombreux ; suppression des émissions de la série « Faire face », d'une émission d'éducation civique de la télévision scolaire, du « Chemin de Damas » ; rôle joué par le Centre d'action civique ; absence de toute information sur les récents états généraux pour le désarmement et la paix ; absence d'un commentaire objectif à l'occasion de l'anniversaire d'Oradour ; instabilité administrative à la R.T.F. ; nécessité d'élaborer un statut démocratique de la R.T.F.* [14 juin 1963] (p. 3424 à 3426).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi relative à l'emploi des enfants dans le spectacle : *Signification des textes de 1892 relatifs au présent problème ; nécessité pour la rédaction des textes d'application d'une collaboration entre les pouvoirs publics et les organismes professionnels qualifiés ; fonctionnement de la Commission d'autorisation prévue par le présent texte ; succès remporté par quelques récents films mettant en scène les enfants ; position favorable du groupe communiste au présent texte* [25 juin 1963] (p. 3707, 3708) ; Art. 2 : *Contenu du Règlement d'administration publique sur l'emploi des enfants* (p. 3709) ; En deuxième lecture : *Ses observations sur la nécessité d'étudier avec les organisations professionnelles du spectacle les moyens d'éviter les abus d'application* [25 juillet 1963] (p. 4511, 4512) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 16, COOPÉRATION : *Situation difficile dans laquelle se trouvent les ressortissants d'Afrique Noire venant travailler en France ; cas de Saint-Denis ; urgence des mesures à prendre ; utilisation des locaux appartenant au Ministère de la Guerre et qui sont inoccupés ; négociations à mener avec les Etats d'Afrique Noire sur les questions concernant l'emploi de la main-d'œuvre de ces pays en France* [19 juillet 1963] (p. 4378, 4379) ; Commission mixte paritaire : *Crédits pour « Télex-Consommateur » ; intention du Gouvernement de promulguer, durant l'intersession, par décret, le statut de la R.T.F. ; déclarations faites au sujet de ce statut par MM. Dusseaulx, Pompidou, Peyrefitte, Max-Petit ; importance du service public qu'est la R.T.F.* [26 juillet 1963] (p. 4586, 4587) ; Art. 10 : *Promulgation*

par le Gouvernement du statut de la R.T.F. (p. 4592);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 81 : *Mesures d'ensemble en faveur de l'industrie cinématographique; réforme des finances locales et mesures d'aide au cinéma* [24 octobre 1963] (p. 5529); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - INFORMATION : *Partialité de la radio; rôle de la radio et de la télévision; observations sur le voyage présidentiel en Iran* [30 octobre 1963] (p. 6025, 6026); LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Question du parc de la Maison de la Légion d'honneur à Saint-Denis* [5 novembre 1963] (p. 6445); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANCAISE : *Gestion de la R.T.F.; création d'une Commission d'enquête chargée d'examiner le coût de certaines émissions; statut démocratique pour la R.T.F.* [7 novembre 1963] (p. 6702, 6703); AFFAIRES CULTURELLES : *Place des films étrangers sur les écrans français; application du décret du 16 juin 1959; protection du cinéma contre les effets de la concurrence de la télévision; allégement des charges fiscales; autocensure par les producteurs* [9 novembre 1963] (p. 7084, 7085).

Ses observations sur son vote sur le projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi [3 décembre 1963] (p. 7595).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Conseil constitutionnel ayant empêché le Gouvernement de procéder à la réforme de la R.T.F. par décret; enlever au Gouvernement son monopole des ondes et du petit écran; importance des pouvoirs laissés au Gouvernement pour la composition du conseil d'administration et la nomination du directeur général; problème de la responsabilité; directeur général ou conseil d'administration* [27 mai 1964] (p. 1419, 1420); *journaux régionaux de la R.T.F.; faveurs aux municipalités U.N.R.; droits de l'opposition; désir du groupe communiste relatif à l'institution d'un conseil d'administration vraiment démocratique nommant le directeur général; divergence de conception politique; nécessité de permettre aux citoyens de gérer démocratiquement leurs propres affaires; mainmise du pouvoir sur le plus grand journal de France* (p. 1421, 1422); *problème des réalisateurs de la radiodiffusion; leur comportement; possibilité de cumuler les qualités morales et les qualités professionnelles et du communisme* (p. 1441); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant, après l'article premier, à insérer un nouvel article « Rôle de l'Office en métropole pour organiser et exploiter toutes installations de radiodiffusion, percevoir les redevances parafiscales et mettre ses programmes à la disposition d'autres organismes étrangers »* [28 mai 1964] (p. 1468); *problème du monopole en France de la radiodiffusion et de la télévision* (p. 1468); Art. 3 : *Son amendement (Composition du conseil d'administration)* (p. 1470); *composition du conseil d'administration de l'Office constituant la disposition essentielle du projet; informations objectives et impartiales* (p. 1471); *lettre rectificative de M. Michel Soulié (Composition tripartite du conseil d'administration; désignation du directeur de la R.T.F.)* (p. 1472); *nombre des associations du personnel; désignation de la plus représentative* (p. 1476); *système d'élection étant plus juste et plus simple* (p. 1476); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à la création d'un comité de contrôle des informations près du conseil d'administration; sa composition* (p. 1491); *souci d'aider le conseil d'administration* (p. 1492); *importance de la création de ce comité* (p. 1492); *importance des amendements déposés sur la création d'un comité de contrôle; crainte vaine d'une certaine dualité entre le conseil et le comité; consultation du comité de contrôle avant toute sanction* (p. 1493); *position des différents groupes de l'Assemblée Nationale sur cette question* (p. 1493); après l'Art. 8 : *Problème des droits du personnel* (p. 1504); ses explications de vote : *Parti communiste n'étant pas partisan de la politique du pire; vote des communistes contre le projet de loi* (p. 1508); *composition de la Commission décidant des programmes de réalisation* (p. 1508); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut à l'Office de radiodiffusion-télévision française, ses explications de vote : *Impératifs de la démocratie; membres du conseil d'administration désignés en fait par le Gouvernement; droit de réponse ne s'exerçant pas d'une manière convenable; clause relative à la retransmission des débats du Parlement; directeur général étant nommé sans consultation préalable du conseil d'administration; Gouver-*

nement conservant une mainmise totale sur la R.T.F. [18 juin 1964] (p. 2035, 2036); En deuxième lecture, Art. 6 *bis: Importance de cet article; droit de réponse; « conservation » des émissions; ne pas maintenir la radio et la télévision au service exclusif du Gouvernement* [23 juin 1964] (p. 2094, 2095);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne, Art. 1er : *Expression « Plaine-Saint-Denis », nouveau département devant être appelé « Seine-Saint-Denis »; Saint-Denis, siège de la préfecture; historique de la ville; sa population* [12 juin 1964] (p. 1878).

Son rappel au Règlement : *Modification apportée à la dernière minute à l'ordre du jour; sa protetsation; discussion du projet de loi portant statut de l'Office de Radiodiffusion-Télévision française ayant subi une modification de l'ordre du jour* [25 juin 1964] (p. 2185).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, Affaires étrangères : *Discussion des crédits de l'information et de l'O.R.T.F.* [3 novembre 1964] (p. 4436); Affaires culturelles : *Insuffisance de l'effort culturel; comparaison avec la situation en U.R.S.S.; situation critique du cinéma; diminution du nombre des spectateurs; influence des capitaux étrangers; rétablissement de l'aide à l'exploitation; atténuation des charges fiscales; harmonisation des rapports entre cinéma et télévision; adopter une politique de défense du cinéma et de moyens financiers plus importants* [7 novembre 1964] (p. 4995, 4996). Services du Premier Ministre, Information : *Statut de l'O.R.T.F. aggravant la mainmise gouvernementale sur la radiodiffusion-télévision; composition du conseil d'administration; problème de l'objectivité de l'information; solution de réserver une émission d'un quart d'heure par mois à chaque groupe de l'Assemblée; problème des émissions culturelles; cas de Mme Violette Frank, responsable du service de la cinémathèque, mutée au service des recherches; émissions de télévision ne couvrant pas tout le territoire; développement de la deuxième chaîne se faisant lentement; problème de la publicité; son opposition à l'augmentation de la redevance; O.R.T.F. devant être au service de la Nation et non pas d'un clan* [8 novembre 1964] (p. 5107, 5108);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 29 : *Crise du cinéma; caractère trop lourd de la fiscalité; possibilité donnée aux conseils municipaux; impôts pesant sur cette industrie* [8 décembre 1964] (p. 5906, 5907); *son amendement tendant à insérer après le mot « demeureront » les mots « sauf décision contraire des conseils municipaux »* (p. 5907); *son amendement laissant subsister les détaxations en vigueur au cours des années précédentes, sauf avis contraire des conseils municipaux; retrait de son amendement* (p. 5907).

Son rappel au Règlement : *Nécessité de mettre en discussion un amendement déposé par un groupe de l'Assemblée* [29 avril 1965] (p. 1001).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Article additionnel : *Faciliter l'accession de certains locataires d'H.L.M. à la propriété; proposition de loi tendant à masquer à l'opinion publique le drame du logement* (29 avril 1965] (p. 1005, 1006); *aide aux sociétés coopératives d'H.L.M. qui construisent en vue de l'accession à la propriété* (p. 1006).

Son rappel au Règlement : *Retransmission de l'intervention de M. Dupuy lors du débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale* [19 mai 1965] (p. 1409); *objectivité des débats* (p. 1410).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Situation de la ville de Saint-Denis, cette ville comptant près de 30.000 jeunes, soit 30 % de la population; délinquance juvénile étant inversement proportionnelle à la pratique des sports* [2 juin 1965] (p. 1738); *nécessité de faire figurer par priorité dans la deuxième loi de programme la ville de Saint-Denis* (p. 1738, 1739);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Groupe commu-*

niste votant contre l'ensemble du projet de loi [23 juin 1965] (p. 2366);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance nº 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, avant l'Art. 1er : *Cas des mineurs; exemple de l'O.R.T.F.* [28 juin 1965] (p. 2699); Art. 1er : *Son amendement tendant, après le premier alinéa du texte proposé pour le premier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance nº 45-280 du 22 février 1945 à insérer le nouvel alinéa suivant: « Le comité d'entreprise est obligatoirement consulté sur l'affectation des sommes que l'entreprise doit investir annuellement dans la construction de logements en application du décret nº 53-701 du 2 août 1953 »* (p. 2701); *drame du logement; contribution de 1 % sur les salaires; rôle du comité d'entreprise* (p. 2702); Art. 4 : *Investissement de capitaux étrangers* (p. 2710); Art. 6 : *Permettre aux suppléants d'assister aux séances du comité d'entreprise avec voix consultative* [29 juin 1965] (p. 2733);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 24 : *Redevances versées à l'O.R.T.F. par les usagers de la radiodiffusion et de la télévision; produit de la redevance devant assurer les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'équipement; application de l'ordonnance du 4 février 1959 exonérant de toute taxe le produit de la redevance* [8 octobre 1965] (p. 3449); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, Légion d'honneur et Ordre de la Libération : *Parc de la Légion d'honneur à Saint-Denis; caractère ancien de sa revendication; municipalité demandant d'acquérir ou de louer une douzaine d'hectares; notion d'utilité publique* [12 octobre 1965] (p. 3524); Affaires culturelles : *Crise du cinéma français; nombre de films intégralement français; durée moyenne de la semaine de travail; charges prohibitives du crédit qui pèsent sur le financement de la production; rôle de banquier joué par le distributeur; système de la coproduction ; aggravation de la censure; participation de la profession aux organismes spécialisés; Centre national du cinéma; possibilité d'un effort de détaxation; limiter les conséquences du Traité de Rome; aménagement de la loi d'aide; mettre fin au malaise financier; liquidation des studios de cinéma; création de nouvelles salles; élaborer une politique cohérente de formation des cadres et des techniciens, de soutien aux jeunes diplômés et d'encouragement aux ciné-clubs et à la cinémathèque française* [14 octobre 1965] (p. 3653, 3654); Services du Premier Ministre, Information : *Programmes de l'O.R.T.F.; problème de l'information; élection législative dans le douzième arrondissement de Paris; impartialité de l'information n'étant pas respectée; allocution de M. Pompidou; campagne présidentielle; son désir de voir accorder 15 minutes, une fois par mois, à chaque formation politique représentée par un groupe parlementaire; garantir l'expression de tous les courants d'opinion; problème du personnel et du déficit; conditions de travail; respect de la législation du travail; Trésor prélevant indûment une taxe de 9,28 % sur les produits des redevances; O.R.T.F. accordant l'usage de ses antennes à divers ministères; frais d'équipement; refus de l'emprunt pour l'O.R.T.F.; introduction de la publicité à la télévision* [14 octobre 1965] (p. 3702 à 3704).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative à la fiscalité du cinéma [1er juin 1966] (p. 1603, 1604).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi nº 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles » : *Ses observations sur les bidonvilles de Nanterre, Champigny, La Courneuve, Saint-Denis; problèmes posés par les forts de la Briche et de l'Est à Saint-Denis; inventaire des terrains militaires; question du financement; sa question de savoir pourquoi la direction de l'usine Citroën de Saint-Denis n'affecterait pas sa contribution de 1 % à la liquidation des bidonvilles de Saint-Denis* [14 juin 1966] (p. 2009, 2010).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux logements sociaux : *Situation de Saint-Denis; la consultation nécessaire des municipalités; l'utilisation de la contribution patronale de 1 %* [15 juin 1966] (p. 2064 à 2066).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale : *Nécessité d'éviter une sous-représentation de la*

banlieue; circonscription de Gennevilliers; cas du département de Seine-Saint-Denis; circonscription de Taverny; ses observations sur la circonscription de Versailles-Nord et Nord-Ouest; cas de Lyon; représentation proportionnelle étant le seul mode de scrutin clair et démocratique; nécessité de renvoyer le projet de loi en commission [24 juin 1966] (p. 2349 à 2351); *population de Seine-et-Oise* (p. 2352); *ses observations sur la motion de renvoi* (p. 2352); *opposition du groupe communiste à l'ensemble du projet de loi* (p. 2356);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des sénateurs : *Groupe communiste votant le projet de loi; élection des sénateurs à la représentation proportionnelle; souci d'équité* [29 juin 1966] (p. 2458);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur le livre blanc; besoins de la jeunesse; exemple de Saint-Denis; projet de l'élargissement du stade actuel de Saint-Denis; détournement de crédits de leur affectation légale, après leur vote par le Parlement; cas du lycée Paul-Eluard de Saint-Denis* [21 octobre 1966] (p. 3730, 3731); AFFAIRES CULTURELLES : *Rôle culturel des municipalités; maisons de la culture; problèmes du cinéma; aide à l'exploitation; projet de réforme de l'industrie cinématographique* [27 octobre 1966] (p. 3977, 3978); *ses observations sur l'amendement de M. Christian Bonnet et sur la pièce « les Paravents »* (p. 3991); *importance du droit à l'expression dans le théâtre comme dans toute forme de l'activité culturelle* (p. 3992); LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Problème du parc de Saint-Denis; possibilité d'y créer un centre culturel utile à la Bibliothèque nationale ou au musée du Louvre; transfert à Saint-Germain de la Maison de Saint-Denis* [27 octobre 1966] (p. 3994); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION, OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANCAISE : *Ses observations sur la situation financière de l'O.R.T.F.; perception de la redevance; formation de nouveaux techniciens; problème du versement au Trésor; rôle de l'information; retransmission du procès Ben Barka; interdiction du film « la Religieuse »; utilisation équitable des ondes; journal régional télévisé; problèmes consécutifs aux prochaines élections législatives* [28 octobre 1966] (p. 4046 à 4048).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement une question orale sans débat relative aux passages à niveau non gardés [28 octobre 1966] (p. 4059, 4060, 4061).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Ses observations sur les paroles de M. Guéna* [7 décembre 1966] (p. 5316); Art. 2 : *Nécessité pour chaque groupe politique de disposer de quinze minutes d'émission par mois à la radio et à la télévision; octroi de 50 % du temps d'émission à la majorité; rôle des journaux télévisés régionaux; ses observations sur le journal télévisé de l'Ile-de-France* (p. 5331, 5332); *ses observations sur les émissions « En direct avec... », « l'événement », les « Causeries au coin du feu »; statut de l'O.R.T.F.* (p. 5333, 5334); *conseil d'administration de l'O.R.T.F.* (p. 5341); *ses observations sur l'affaire Ben Barka* (p. 5341).

GRIMAUD (M. Jean), *Député du Morbihan, 1re circonscription (R.I.).*

En remplacement de M. Marcellin devenu ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [8 janvier 1963] (p. 314).

S'inscrit au groupe des Républicains Indépendants [10 janvier 1963] (p. 570).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [3 mai 1963] (p. 2755).

Cesse d'appartenir à cette Commission [24 octobre 1963] (p. 5558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques [14 mai 1963] (p. 2906).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS

ET TRANSPORTS : *Ses observations sur les transports maritimes; mise en place de voies permettant la circulation d'aérotrains; création de la liaison Lorient-Rennes* [8 novembre 1966] (p. 4381).

GRUSSENMEYER (M. François), *Député du Bas-Rhin, 7e circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection 6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1964] (p. 600) [2 avril 1966] (p. 519).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [6 mai 1965] (p. 1188);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [8 avril 1964] (p. 652), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 avril 1965] (p. 632).

Donne sa démission de cette Commission [5 mai 1965] (p. 1157).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396);

— membre du comité de contrôle du fonds forestier national [18 janvier 1963] (p. 1160).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 223) ratifiant le décret n° 63-428 du 30 avril 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 766** [18 décembre 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1530) tendant à la création de sociétés d'investissement forestier, **n° 1672** [16 novembre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CONSTRUCTION : *Problème des dommages de guerre; ampleur des délais d'instruction des recours contentieux; problème des créances portant reversement; question des titres mobiliers et le remboursement souhaitable; application dans les départements de l'Est de la loi ouest-allemande sur les indemnités de guerre; destruction, par l'administration des dommages de guerre, des dossiers des sinistrés; réparation des immeubles classés « monuments historiques »; absence de statuts pour certaines catégories du personnel de la Construction; crédits accordés aux H.L.M.; problème des personnes âgées; insuffisance des crédits; problème des plafonds et de la prime à l'habitat rural* [9 janvier 1963] (p. 457, 458);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Diminution du montant des pensions d'un certain nombre de titulaires de la pension vieillesse des caisses du Bas-Rhin et du Haut-Rhin; modifications apportées par le décret du 20 octobre 1962 au régime de l'assurance volontaire* [29 mai 1963] (p. 3098);

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience, Article additionnel : *Amendement de M. Karcher (non-application de la présente loi aux départements d'Alsace-Lorraine)* [24 juillet 1963] (p. 4475);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Créances encore dues par l'Allemagne à des ressortissants français* [29 octobre 1963] (p. 5879); CONSTRUCTION : *Remboursement aux personnes âgées de leurs titres mobiliers de dommages de guerre* [31 octobre 1963] (p. 6172); TRAVAIL : *Installation de sections du F.E.A. de Strasbourg à Soultz-sous-Forêts* [5 novembre 1963] (p. 6441); Art. 70 : *Problème des pensions* (p. 6443, 6444); EDUCATION NATIONALE : *Besoins particuliers des départements d'Alsace et de Lorraine dans le domaine de l'enseignement; conséquences sur la vie économique pour la région de Wissembourg; création de divers*

établissements d'enseignement; réalisations allemandes [6 novembre 1963] (p. 6564);

— du projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 2 : « Un plan d'exécution et un devis descriptif et estimatif des travaux projetés sont joints à cette notification »* [17 juin 1964] (p. 1993);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe II de l'article 15* [16 octobre 1964] (p. 3339); *préserver les sites touristiques et la propreté des agglomérations de faible importance; problème de l'exonération du droit de timbre pour l'affichage dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants* (p. 3339); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Progrès accomplis sur l'initiative du Gouvernement; règlement des problèmes des anciens combattants et victimes de guerre d'Alsace et de Moselle; sollicitude du Ministre; nécessité d'une solution immédiate* [20 octobre 1964] (p. 3395); TRAVAIL : *Effort suivi et accompli par la Ve République en faveur des personnes âgées; nécessité de nouvelles mesures; veuves ayant à charge plusieurs enfants mineurs méritant qu'on les aide davantage; maintien des zones de salaires; dispositions que le Gouvernement compte prendre; cas des zones frontalières; régime d'assurance vieillesse d'Alsace et de Lorraine* [20 octobre 1964] (p. 3424, 3425); INTÉRIEUR : *Pension accordée aux sapeurs-pompiers volontaires frappés d'invalidité partielle ou totale dans l'exercice de leurs fonctions; allocation de vétérance; Etat devant participer au financement en prélevant une part de 30 % versée par les compagnies d'assurance au titre de la protection civile* [28 octobre 1964] (p. 4012); EDUCATION NATIONALE : *Nécessité de créer dans les départements de l'Est des écoles maternelles; insuffisance de l'enseignement technique et professionnel dans le nord de l'Alsace; construction d'un second lycée technique industriel développement des C.E.T.; situation à Wissembourg; zone en contact constant avec l'étranger* [29 octobre 1964] (p. 4135);

— du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement : *Exemple de l'étranger, notamment de l'Allemagne; prêts complémentaires amortissables sur une durée satisfaisante et à des conditions de taux de nature à réduire les charges des constructeurs; institution d'une prime d'épargne; désaffection profonde des jeunes générations à l'égard de l'épargne; cas des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et de la Moselle; caisses mutuelles de dépôts et de prêts; rôle joué par les caisses de crédit mutuel en faveur de l'accession à la propriété; institution, par le conseil général du Bas-Rhin de prêts complémentaires assortis de bonifications d'intérêt; participation des caisses mutuelles à l'épargne-logement* [15 juin 1965] (p. 2114 à 2116); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter ainsi cet article : « ainsi que dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les caisses de crédit mutuel régies par la loi locale modifiée du 1er mai 1889 sur les associations coopératives, validée par l'article 5 de la loi du 1er juin 1924 »* (p. 2119); *caisses mutuelles de dépôts et de prêts* (p. 2119); après l'Art. 7 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article : « Nonobstant les dispositions des articles 9 et 10 du décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963 relatif aux primes, aux bonifications d'intérêt et aux prêts à la construction, des primes à la construction sont accordées aux personnes physiques bénéficiaires d'un prêt d'épargne-logement, dès lors qu'elles remplissent les autres conditions exigées par ce décret »* (p. 2120);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1966, Art. 10 : *Rôle des caisses du Crédit mutuel dans les domaines, financier, économique et social; situation dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Moselle et du Territoire de Belfort; financement de l'accession à la propriété dans le département du Bas-Rhin; crédits accordés à l'équipement familial; assurance vie des sociétaires* [7 octobre 1965] (p. 3392, 3393); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Possibilité de créer un timbre en l'honneur du docteur Albert Schweitzer* [12 octobre 1965] (p. 3557); TRAVAIL : *Ses observations sur le calcul de la pension des assurés sociaux affiliés antérieurement au 1er juillet 1946; nécessité de reconduire le régime spécial de l'assurance vieillesse d'Alsace et de Lorraine; situation des anciens déportés et internés; abolition des zones*

de salaires; sort des veuves ayant à leur charge des enfants mineurs [13 octobre 1965] (p. 3621, 3622); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits du Fonds de développement économique et social; effort accompli par le Gouvernement; transformations dans l'agriculture; allocation vieillesse; assurance vieillesse; alignement des allocations familiales de l'exploitant agricole sur celui du régime général; suppression de l'abattement de zones sur les allocations; problème de l'assurance accident agricole; cas des départements du Rhin et de la Moselle; population agricole de l'Alsace; fonctionnement des conserveries; écoulement des produits agricoles; ses observations sur les quetsches et le lait frais; enseignement agricole; centres de formation professionnelle agricole du premier niveau* [28 octobre 1965] (p. 4283, 4284); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 55 : *Son amendement tendant, après le paragraphe 5 du texte proposé par l'amendement du Gouvernement à insérer le nouveau paragraphe suivant: « Les caisses de crédit mutuel visées à l'article 207-3 du Code général des impôts ne sont pas assujetties à l'impôt sur les sociétés pour les revenus de capitaux mobiliers qui proviennent du placement des fonds qu'elles ont reçus en dépôt »* (p. 4321); *caisses de crédit mutuel; revenus des capitaux mobiliers* (p. 4322);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967 : *Objectifs du Ve Plan; importance de l'épargne; ses formes; possibilité d'instituer un abattement de 500 francs pour favoriser l'épargne des petits contribuables; prélèvement forfaitaire de 25 % favorisant l'épargne des gros contribuables* [12 octobre 1966] (p. 3359); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problèmes particuliers aux départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle; régime vieillesse d'Alsace-Lorraine* [18 octobre 1966] (p. 3493); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Industrialisation de la France; implantations industrielles en province; situation économique du nord du département du Bas-Rhin; cas de l'arrondissement de Wissembourg; ralentissement des mouvements frontaliers* [18 octobre 1966] (p. 3514); *importance des crédits européens* (p. 3514); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Protection sociale des agriculteurs; problème des prix; rétablissement du financement des prestations sociales des salariés agricoles par le budget annexe de prestations sociales agricoles; suppression des abattements de zone en matière d'allocations familiales; cotisations des veuves chargées de famille; attribution de la pension d'invalidité aux conjoints des exploitants; régime des assurances accidents agricoles des départements du Rhin et de la Moselle; indemnité viagère de départ; rôle du F.A.S.A.S.A.; situation des vieux agriculteurs; enseignement agricole* [26 octobre 1966] (p. 3893, 3894); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les établissements scolaires de Wissembourg; création de classes maternelles; effectifs des C.E.G. et des C.E.S.; enseignement technique; développement économique régional étant lié à la création de lycées techniques* [2 novembre 1966] (p. 4131); EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Extension rationnelle des cités; ses observations sur les maisons individuelles; politique foncière; accession à la propriété; décentralisation industrielle* [9 novembre 1966] (p. 4435, 4436).

GUÉNA (M. Yves), *Député de la Dordogne, Ire circonscription (U.N.R.-U.D.T.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1965] (p. 573).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [7 avril 1965] (p. 633);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code

de la Sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant soixante ans n° 2157 [2 décembre 1966] (p. 5245).

Est élu vice-président de cette Commission [7 décembre 1966] (p. 5354).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [21 juin 1965] (p. 2336);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [9 novembre 1965] (p. 4600);

— membre du comité directeur de la caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie [22 octobre 1964] (p. 3725).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1147 du Code rural, en ce qui concerne les accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle, **n° 170** [13 février 1963].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Affaires algériennes, **n° 593** [23 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 590) autorisant la ratification de divers accords et conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise, **n° 698** [28 novembre 1963].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) Affaires algériennes, **n° 1030** [27 octobre 1964].

Son avis présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1420), portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, **n° 1471** [18 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi n° 2072 autorisant l'approbation de l'accord de siège, signé à Paris le 19 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation interafricaine du café, **n° 2180** [24 novembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, Affaires étrangères : *Son amendement (Réduction de crédits accordés au Comité français du mouvement européen* [24 janvier 1963] (p. 1667);

— du projet de loi relatif à l'accord de coopération monétaire avec les Gouvernements ouest«africains : *Dangers de balkanisation; maintien d'une unité économique en Afrique occidentale; conséquences d'une monnaie commune; union et coopération avec la France; position du Mali vis-à-vis du présent projet; adhésion éventuelle du Togo; évolution de la Guinée* [7 février 1963] (p. 2078);

— de la proposition de loi relative aux accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle : *Nécessité de mettre un terme à l'impossibilité pour les salariés de l'agriculture d'obtenir une réparation en cas d'accidents du travail dus à une faute intentionnelle* [4 juillet 1963] (p. 3873); En deuxième lecture : *Modifications apportées au texte par le Sénat sur le premier alinéa de l'article 2* [19 décembre 1963] (p. 7996).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Boscary-Monsservin et Ballanger relatives à l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité : *Cas des vieux exploitants agricoles; critique du principe de la récupération sur les successions* [11 octobre 1963] (p. 5152).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Services du Premier Ministre, Affaires algériennes, en qualité de *Rapporteur pour avis : Question d'aide et de coopération; problèmes culturels; organisme franco-algérien pour la mise en valeur du Sahara; crédit d'un milliard; politique du Gou-*

vernement algérien; réserves à formuler contre la politique [28 octobre 1963] (p. 5740, 5741, 5742); BUDGETS MILITAIRES : *Droit à une pension de reversion pour les veuves des sous-officiers de carrière retraités proportionnels; projet de loi modifiant le Code des pensions* [7 novembre 1963] (p. 6773);

— du projet de loi autorisant la ratification de divers accords et conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise, en qualité de *Rapporteur: Historique des négociations ayant abouti à la signature des huit accords soumis à la ratification de l'Assemblée; dans le domaine diplomatique assurer la représentation du Togo auprès des Etats ou des organisations; problème de la défense; défendre les frontières du Togo; accords de coopération économique posant le principe d'une aide de la France au Togo et confirmant ceux de la franchise douanière et de la libre circulation des marchandises; intensification des échanges commerciaux entre les deux pays; conformité des conventions à celles déjà signées par la France avec d'autres Etats africains* [4 décembre 1963] (p. 7631, 7632).

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé de la réforme administrative, une question orale avec débat, relative à la réforme administrative : *Raisons ayant décidé le Gouvernement à créer, au niveau de la région, des circonscriptions administratives et non des collectivités territoriales ; contradiction entre la réforme de la région et celle qui est entreprise en même temps dans le département* [6 mai 1964] (p. 1100, 1104, 1105).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. 4 : *Exceptions au principe de la non-rétroactivité en faveur des veuves des militaires retraités proportionnels qui ne remplissent pas la condition d'antériorité du mariage* [8 octobre 1964] (p. 3048); ses explications de vote : *Nouveau Code ayant le mérite de la simplification; liquidation devenant plus rapide; abattement du sixième; règles de la non-rétroactivité; limitation des désirs du Gouvernement par ses possibilités financières* (p. 3060, 3061);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1965, CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER, Art. 14 : *Son amendement, tendant dans le deuxième alinéa de l'article 14 à remplacer le mot « 1964 » par le mot « 1965 »* [16 octobre 1964] (p. 3337);

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Loi d'orientation agricole n'étant pas entièrement appliquée; motion de censure étant un faux-semblant; action corporative et action politique étant différente; caractère illégitime de censurer le Gouvernement sur un problème particulier; soutien du groupe U.N.R.-U.D.T.* [27 octobre 1964] (p. 3968, 3969);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AFFAIRES ALGÉRIENNES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Diminution sensible des crédits par la fin de la « période privilégiée »; intérêts culturels, commerciaux, pétroliers et politique de la France en Algérie; distinction entre la coopération culturelle et l'aide économique et financière; distinction entre l'aide dite « liée » et l'aide « libre »; nos représentants auprès de la Caisse d'équipement; octroi de l'aide devant être subordonné au déroulement des négociations en cours, cette aide devant s'appliquer à des opérations d'investissements utiles à l'économie algérienne; situation antérieure de l'Algérie* [7 novembre 1964] (p. 4969, 4970); *opposition de la Commission à l'amendement de MM. Christian Bonnet et René Pleven; son propre rapport écrit* (p. 4978, 4979).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale sans débat relative à la retraite de certaines catégories de travailleurs [27 novembre 1964] (p. 5172, 5715).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant prise en charge et revalorisation des droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie, Art. 1er : *Rédaction de l'article premier étant moins nette que celle de l'exposé des motifs; ne pas défavoriser les Français résidant encore en Algérie* [9 décembre 1964] (p. 5982);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance nº 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant: « Les attaché-d'administration centrale qui auront été inscrits, avant le 31 décembre 1964, sur une liste d'aptitude à l'emploi d'administrateur civil seront nommés dans cet emploi nonobstant les disposi-*

tions du décret n° 64-1174 du 26 novembre 1964 » [28 avril 1965] (p. 960); *mettre fin à certaines anomalies; introduire, au sein du corps des attachés d'administration, à la suite des modifications intervenues dans le statut des administrateurs civils; nombre des administrateurs civils* (p. 960); *impossibilité de retirer un amendement repris par la Commission* (p. 961); En deuxième lecture, du projet de loi validant les statuts particuliers de la fonction publique dérogeant aux articles 26 et 28 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, Art. 4 : *Ses observations sur cet article: souci de conciliation* [10 juin 1965] (p. 1960);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, en qualité de *Rapporteur pour avis: Répercussions de la réforme sur les finances locales; Fonds d'action locale; disparités admises par le système ancien; taxe sur les salaires; critères retenus devant favoriser les communes rurales et les communes en expansion; dotation du Fonds d'action locale chargé d'opérer certaines compensations* [23 juin 1965] (p. 2372, 2373); Art. 41 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante: « Pour les stations classées, il sera tenu compte également du produit de la taxe de séjour »* [25 juin 1965] (p. 2554); *cas des communes touristiques* (p. 2554); Art. 46 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2560); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis: Impôt sur les salaires; Fonds d'action locale; possibilité d'appliquer un coefficient à l'impôt sur les ménages; dotation du Fonds d'action locale; dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la réforme à l'expiration de la quatrième année; cas des propriétés bâties affectées à un usage industriel* [21 décembre 1965] (p. 4991).

Prend part au débat sur la question orale de M. Péronnet relative aux dommages provoqués par les vols supersoniques : *Réparation des dommages subis* [14 octobre 1966] (p. 3460, 3461).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Revenu des agriculteurs; loi sur l'élevage; stabilisation des cours; difficultés du stockage* [27 octobre 1966] (p. 3948); *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3948);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris, le 19 avril 1966, entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation interafricaine du café, en qualité de *Rapporteur: Inflation des immunités diplomatiques et des exonérations fiscales* [29 novembre 1966] (p. 5032, 5033);

— du projet de loi modifiant et complétant le Code électoral : *Ses observations sur les paroles de M. Waldeck l'Huillier et sur celles de M. Grenier* [7 décembre 1966] (p. 5316).

GUICHARD (M. Olivier), *Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.*

Est entendu, lors de la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Action volontaire pour infléchir des tendances naturelles; neutraliser les déséquilibres susceptibles de mettre en péril les conditions de vie de certaines régions; rôle de la délégation; centre de nomination de cette politique; conditions d'élaboration du document sur la régionalisation du budget d'équipement pour 1964; rôle confié aux préfets coordonnateurs; réforme des comités régionaux d'expansion; associer à l'action régionale les collectivités locales et les forces économiques et sociales du pays; résultats de la politique de décentralisation industrielle; excès de concentration urbaine; politique des revenus; incitation à la décentralisation industrielle; déséquilibre croissant entre villes et territoire rural; développement selon un rythme d'accroissement différent de certaines villes françaises; nécessité de créer des « métropoles d'équilibre »; sortir du cadre municipal pour organiser l'espace urbain; créer des voies de communication suffisantes; créer l'équipement social culturel; restructurer les vieux centres urbains; prendre la ville comme point d'appui et pôle de l'aménagement du territoire; objectifs et impératifs de la politique agricole; aménagement de l'infrastructure touristique du pays; parcs nationaux accessibles; rapprochement de la vie urbaine et de la vie rurale* [26 novembre 1963] (p. 7412 à 7417).

GUILLERMIN (M. Henri), *Député du Rhône, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 janvier 1962] (p. 1160).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1962] (p. 1160), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [17 novembre 1965] (p. 4725);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communautés urbaines [2 décembre 1966] (p. 5245).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône, **n° 1771** [13 avril 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, Art. 2 : *Son amendement (Tableau des secteurs pour l'élection de conseillers municipaux de Lyon)* [21 mai 1964] (p. 1316); *modification du tableau des secteurs pour l'élection de conseillers municipaux de Lyon; création d'un secteur supplémentaire pour tenir compte d'un récent rattachement de communes* (p. 1316, 1317);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Sort des rapatriés d'Algérie* [13 octobre 1965] (p. 3626);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Axe Mer du Nord-Méditerranée; cas de Lyon; amélioration du réseau de voies navigables; problèmes posés par la canalisation de la Moselle; liaison Lyon-Turin; circulation urbaine de Lyon* [4 novembre 1965] (p. 4467, 4468);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Expansion de Lyon; absence d'administration coordonnée dans les grands centres urbains; compétence du Conseil de communauté; commune demeurant la cellule de base de la vie collective; réalisation des équipements collectifs; modification des limites du département du Rhône* [7 octobre 1966] (p. 3242, 3243); Art. 1er : *Son amendement, 1° tendant à substituer aux mots « communauté urbaine » les mots « communauté d'agglomération »; 2° en conséquence, à opérer la même substitution dans les autres articles et le titre* [11 octobre 1966] (p. 3267); *définition des villes* (p. 3267); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Possibilité de l'extension d'un cimetière communal pour les communes de moins de deux mille habitants)* [11 octobre 1966] (p. 3280); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Conditions nécessaires pour réaliser certains transferts)* (p. 3284); *nécessité d'indiquer les autorités pouvant décider les transferts facultatifs* (p. 3284); Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (Possibilité pour le Conseil de la communauté de recueillir les avis d'une assemblée d'agglomération)* (p. 3295); *constitution du conseil prévu à l'article 13* (p. 3295, 3296); Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Propriété des immeubles et des meubles ayant fait l'objet d'un transfert définitif de la communauté; possibilités pour la commune d'origine de les recouvrir)* (p. 3300); Art. 20 : *Son amendement tendant à insérer entre le deuxième et le troisième alinéa de cet article l'alinéa suivant : « Par accord amiable entre la communauté et une commune, certains personnels communaux peuvent être détachés temporairement à la communauté »* (p. 3301).

GUILLON (M. Paul), *Député de la Vienne, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652).

Est élu vice-président de cette Commission [12 décembre 1962] (p. 34).

Est élu président de cette Commission [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698).

Est nommé :

— membre de la Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (p. 4544).

Est élu vice-président de cette Commission [25 juillet 1963] (p. 4544).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer [8 avril 1964] (p. 654).

Est élu vice-président de cette Commission [23 avril 1964] (p. 919).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1963 (2e partie) (n° 22), Education nationale (1re partie), **n° 98** [10 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales d'associations de pêche et de pisciculture d'exercer devant toutes les juridictions les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif qu'elles représentent, **n° 279** [17 mai 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions relatives à l'emploi des enfants dans le spectacle, **n° 324** [7 juin 1763].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Pleven (n° 43), tendant à modifier l'article 164 du Code de la Santé publique, relatif à la protection de l'enfance, **n° 362** [20 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à titulariser dans les emplois permanents des administrations de l'Etat les agents et ouvriers de l'Etat, contractuels ou auxiliaires, invalides de guerre à 100 %, **n° 404** [21 juin 1953].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1537); modifiant le titre premier (Protection maternelle et infantile) du livre II du Code de la santé publique, **n° 628** [31 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 939) modifié par le Sénat, modifiant le titre premier (Protection maternelle et infantile) du livre II du Code de la santé publique, **n° 956** [10 juin 1964]

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite d'une mission effectuée au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, en Haute-Volta et au Niger, **n° 1024** [25 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à favoriser dans toutes les branches d'activité la conclusion de conventions collectives, **n° 1291** [18 décembre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1962 en qualité de *Rapporteur pour avis : Augmentation du crédit destiné à financer les constructions scolaires préfabriquées pour les enfants rapatriés d'Algérie; suppression des crédits d'autorisations de programme et des crédits de paiement du budget de 1962 de l'Education*

nationale (enseignement technique, écoles normales primaires, écoles pour les enfants inadaptés); nécessité de rétablir ces crédits dans le budget 1963 [19 décembre 1962] (p. 163, 164);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : Services généraux et recherche scientifique : *développement souhaitable des moyens audio-visuels; formule de l'enseignement par radio et télévision* [10 janvier 1963] (p. 555); EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Insuffisances du présent budget; situation du personnel enseignant; difficultés de recrutement; multiplication des classes pléthoriques; nécessité de publier d'urgence un statut particulier de la fonction enseignante; problème des I.P.E.S.; développement de l'enseignement à distance; création d'instituts spécialisés pour le personnel administratif; démocratisation de l'enseignement; insuffisance des bourses; problème du ramassage scolaire; enseignement pour les enfants inadaptés; promotion sociale; carte scolaire; nécessité d'une grande réforme de l'enseignement; implantation de centres d'enseignement et difficultés de l'enseignement technique; retard en matière de constructions scolaires dans l'enseignement supérieur; recours éventuel à l'emprunt pour combler ce retard* [18 janvier 1963] (p. 1153 à 1155); après l'Art. 57 : *Sur l'amendement du Gouvernement (Accès à la retraite des conchyliculteurs): demande d'application de l'article 119 du Règlement* [25 janvier 1963] (p. 1850).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population, une question orale et sans débat relative au recrutement et à la situation des assistantes sociales [17 mai 1963] (p. 2978).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi relative à l'emploi des enfants dans de spectacle, Art. 5 : *Son amendement (Sanctions prévues dans le cas d'une publicité concernant les enfants employés dans le spectacle): nécessité d'éviter des traumatismes psychologiques* [25 juin 1963] (p. 3709 à 3710); Art. 10 : *Son amendement (Sanctions pour les infractions relatives à l'emploi des enfants dans le spectacle ou à la publicité faite autour de ceux-ci* (p. 3710);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable, en qualité de *Rapporteur suppléant: Son amendement (Nouvelle rédaction de l'article L 470-1 du Code de la Sécurité sociale* [25 juillet 1963] (p. 4513); *problème de la rétroactivité* (p. 4513).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question orale sans débat relative au mode de paiement des pensions [26 juillet 1963] (p. 4569, 4570).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant le titre premier (Protection maternelle et infantile) du livre II du Code de la santé publique, en qualité de *Rapporteur: Niveau de la natalité; son caractère croissant; efforts en faveur de la protection maternelle et infantile; surveillance des femmes enceintes et des enfants en bas âge; garantie des personnes et des établissements se chargeant de la garde d'enfants; personnel satisfaisant; effectifs des assistantes sociales; revalorisation des rémunérations* [13 novembre 1963] (p. 7192, 7193); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le texte modificatif proposé pour l'article L 164 du Code de la santé publique* (p. 7195); *nécessité de préciser les catégories d'enfants bénéficiant de la surveillance médico-sociale* (p. 7195); Art. 4 : *Son amendement (Nouvelle rédaction de l'article 4); changement de résidence; délais* (p. 7196); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Commission ayant accepté sans modification le texte du Sénat; énumération figurant à l'article 2 votée par l'Assemblée pouvant être reprise dans le décret* [23 juin 1964] (p. 2100); *modifications apportées par le Sénat au projet: limitation de l'obligation de présentation d'attestations et de certificats aux nourrices et gardiennes de jour et de nuit; distinction entre les gardiennes de jour et de nuit et les gardiennes de jour seulement; énumération des dépenses de protection maternelle et infantile* (p. 2100);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, Art. 43 : *Son amendement (Indispensable secret médical)* [24 octobre 1963] (p. 5522); Art. 81 : *Son amendement (Compensation par l'Etat des pertes des recettes résultant pour les communes de l'application du présent alinéa)* (p. 5529); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 66 : *Son amendement (Suppression de l'article 66)* (p. 5556); TRAVAIL, Art. 68 : *Remboursement des assurés sociaux à des taux différents* [5 novembre 1963] (p. 6443); EDUCATION NATIONALE : *Situation*

des constructions scolaires à Poitiers; statut particulier accordé au personnel enseignant; accélération des constructions scolaires; réforme des procédures administratives; déconcentration du contrôle des dépenses engagées; déblocage des crédits; lancement d'un emprunt au profit de l'Education nationale; meilleure information pour le Parlement sur l'exécution des programmes de construction [6 novembre 1963] (p. 6568, 6569, 6570);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole : *Caractère des documents distribués* [19 novembre 1963] (p. 7309).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale avec débat relative à la médecine conventionnée : *Egalité des assurés à l'égard des remboursements* [6 décembre 1963] (p. 7728, 7729).

Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale, sans débat, relative à la rémunération des médecins assermentés [22 mai 1964] (p. 1362, 1363).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française. En seconde délibération : *Amendements déposés par le Gouvernement; problème de l'article 5* [28 mai 1964] (p. 1506);

— du projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse : *Majorité des chasseurs étant favorables au projet* [26 juin 1964] (p. 2290);

— du projet de loi déposé par le Sénat, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives : *Ses observations sur les paroles de M. Hostier, l'orateur n'ayant jamais affirmé que la plupart des athlètes vainqueurs aient été dopés* [15 décembre 1964] (p. 6118).

Décédé le 6 février 1965 [*J. O.* 9 février 1965] (p. 1134).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1965] (p. 570).

GUYOT (M. Marcel), *Député de l'Allier, 1re circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 5).

S'inscrit au groupe Communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 45 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, accordant des permissions aux jeunes gens sous les drapeaux, **n° 827** [16 avril 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES : *Situation des ouvriers des arsenaux; liquidation des établissements industriels appartenant à l'Etat au profit de grandes sociétés privées; achat de matériel aérien américain; revendications des ouvriers de l'arsenal de Brest* [24 janvier 1963] (p. 1604, 1605).

Prend part au débat sur les questions orales de M. Séramy, Mme Thome-Patenôtre et M. Cassagne relatives à l'aménagement des horaires de travail : *Fixation du temps accordé aux ouvriers et aux ouvrières astreints à la journée continue pour leur déjeuner; réglementation nécessaire du temps de repos dans le cadre du travail effectif* [28 juin 1963] (p. 3803, 3804).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux forêts françaises : *Importance de la production forestière dans la vie économique française; cas de l'Allier; pénétration de capitaux étrangers dans l'exploitation forestière; mainmise de l'Etat sur les forêts françaises; création des centres régionaux; contrôle par des papeteries du groupe Saint-Gobain des massifs forestiers de Gascogne; situation des travailleurs forestiers; cas*

des communes forestières [11 juillet 1963] (p. 4059 à 4061); ses explications de vote : *Vote hostile du groupe communiste au présent projet* (p. 4102); En deuxième lecture, ses explications de vote : *Infiltration de capitaux étrangers dans la forêt française; liquidation de petites et moyennes exploitations familiales* [25 juillet 1963] (p. 4506);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement, Art. 1er : *Son amendement (Mise à la disposition du Premier Ministre responsable de la Défense nationale et affectation à un service civil)* [15 octobre 1963] (p. 5166); Art. 3 : *Son amendement (Composition de la Commission juridictionnelle)* (p. 5166). Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Nécessité de repousser le texte de la Commission mixte paritaire* [21 novembre 1963] (p. 7366); En troisième lecture, son explication de vote : *Abstention du groupe Communiste* [3 décembre 1963] (p. 7597);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES : *Conséquences de la reconversion des arsenaux et des établissements de l'Etat; situation des travailleurs* [7 novembre 1963] (p. 6762);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Difficultés rencontrées par les éleveurs; insuffisance des crédits d'électrification rurale* [5 novembre 1964] (p. 4712, 4713); BUDGETS MILITAIRES : *Revendications du personnel civil des arsenaux et des établissements de l'Etat; réajustement des salaires; respect des avantages acquis et de leurs statuts; tenir ses promesses; sécurité des ouvriers des poudreries* [6 novembre 1964] (p. 4877, 4878);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer dans le paragraphe 4, alinéa premier de l'article premier, la deuxième phrase* [9 décembre 1964] (p. 6002); *intentions du Gouvernement; application du traité instituant le Marché commun prévoyant la suppression des interdictions d'exporter ou des contingents à l'exportation en matière notamment des bois à pâtes; déplacement des crédits d'investissement vers les forêts rentables à court terme au détriment des actions du service général de l'Etat; création d'une administration supplémentaire; problème du personnel forestier* (p. 6002, 6003);

— du projet de loi relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale, après l'Art. 14 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : « Avant l'expiration d'un délai de six mois qui suivra la publication de la présente loi, le Gouvernement déposera un projet de loi tendant à organiser l'expansion de la production de la viande »* [5 mai 1965] (p. 1152); *dépôt d'un projet de loi tendant à organiser l'expansion de la production de la viande; notre pays ayant le privilège de posséder 40 % du cheptel de la Communauté économique européenne; cas du département de l'Allier; production de viande des équidés; chute des prix à la production* (p. 1152, 1153);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les obligations d'activité du service national sont égales, quelles que soient les formes de celui-ci. Elles s'étendent sur 24 mois. Elles comportent un service actif ramené à douze mois comme première étape »* [26 mai 1965] (p. 1578); *service de douze mois constituant une première étape* (p. 1578, 1579); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, ses explications de vote : *Conception du chef de l'Etat; groupe Communiste étant attaché à un service militaire court; opposition du groupe Communiste lors du vote* [21 juin 1965] (p. 2331);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant institution d'un Code de justice militaire, Art. 15 du Code de justice militaire : *Sous-officier jugeant un homme de troupe* [21 juin 1965] (p. 2284);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article ainsi conçu : « L'article 15 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 est remplacé par les dispositions suivantes : « Le comité d'entreprise est présidé par le chef d'entreprise ou son représentant; il est procédé par le comité d'entreprise à la désignation d'un secrétaire pris parmi les membres titulaires. Le temps nécessaire à l'accomplissement de fonctions de secrétaire sera rémunéré. Ce temps ne sera pas déduit des 40 heures pré-*

vues à l'article 15 ci-dessus » [29 juin 1965] (p. 2739); *fonctions de secrétaire* (p. 2740);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES : *Situation des personnels civils des arsenaux et des établissements de l'Etat; discrimination entre les catégories 1 et 2; protestations des travailleurs de l'Etat; décret du 22 mai 1951; suppression de l'abattement du sixième; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement pour le calcul de la retraite; location à une entreprise privée de la cartoucherie de Valence; effectifs de l'atelier de construction de Rennes; ouvriers de l'usine Potez; réintégration des personnels révoqués* [21 octobre 1965] (p. 3957, 3958); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème posé par la production de la viande; crédits destinés à indemniser l'arrachage des pommes à cidre; subvention pour les amendements calcaires; projet de loi tendant à favoriser l'expansion de la production de viande; lutte contre les maladies décimant les cheptels; cas du département de l'Allier; production de viande bovine* [28 octobre 1965] (p. 4296);

— du projet de loi portant amnistie : *Infractions commises en liaison avec les événements consécutifs à l'insurrection vietnamienne; infractions prévues par l'article 88 du Code pénal; expression des idées politiques de l'opposition dans les départements d'outre-mer; effets de l'amnistie en ce qui concerne les sanctions disciplinaires ou professionnelles; problème du droit à réintégration et du droit à reconstitution de carrière; ses observations sur le centre de contrôle régional d'Orly; cas de certains résistants; infractions au Code de la route; accroissement du trafic routier; nécessité de construction d'autoroutes* [26 avril 1966] (p. 925, 926); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Qualité d'ancien résistant du condamné)* (p. 935); *cas des résistants demeurant interdits de séjour* (p. 935);

— du projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du Code forestier, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Travaux déclarés d'utilité publique faits par l'Etat et éventuellement avec le concours technique et financier des collectivités publiques)* [11 mai 1966] (p. 1200, 1201);

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne, Art. 1er : *Nécessité de garantir le plein emploi du personnel des chantiers navals de La Seyne et le maintien de ses droits sociaux* [2 juin 1966] (p. 1657); Art. 2 : *Droit des préretraités* (p. 1657); *retrait de l'amendement* (p. 1658);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs : *Ses observations sur les bâtiments des exploitations agricoles cédés à bail; proposition de loi du groupe Communiste; problème de la déduction de l'indemnité* [3 juin 1966] (p. 1691, 1692); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement du groupe Communiste* (p. 1700);

— du projet de loi portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de l'aide technique, Art. 11 : *Bénéfice des allocations familiales* [7 juin 1966] (p. 1734);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Revendications du personnel; augmentation des traitements et des indemnités; réorganisation des indemnités servies pour les travaux insalubres et dangereux; revalorisation de l'indemnité de gérance et de responsabilité; prime de résultat d'exploitation; besoin de logements pour les postiers débutants qui arrivent à Paris* [19 octobre 1966] (p. 3565, 3566); BUDGETS MILITAIRES : *Situation des personnels civils, des arsenaux et des établissements d'Etat; revendications des ouvriers; inquiétude des personnels administratifs de la région militaire de Toulouse; suppression de la cinquième région; insuffisance des crédits prévus pour l'action sociale des armées* [25 octobre 1966] (p. 3847, 3848); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de l'élevage; lutte contre la brucellose; construction et aménagement de certains bâtiments d'élevage; situation des personnels agents de service et ouvriers des écoles d'agriculture et des écoles vétérinaires* [26 octobre 1966] (p. 3923, 3924);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les

maladies professionnelles dans l'agriculture : *Loi sur l'assurance maladie-chirurgie ; situation des exploitants familiaux ; augmentation de la cotisation maladie ; établissement de cotisations selon les modalités de l'assurance maladie des exploitants agricoles ; montant des primes ; assurance invalidité ; accidents dus à l'utilisation des tracteurs ; assurance pour les employeurs de main-d'œuvre ; indemnité journalière en cas d'hospitalisation ; mutualité sociale* [23 novembre 1966] (p. 4768 à 4770) ; Art. 1er : *Cas des exploitants mettant en valeur une exploitation d'un revenu cadastral revisé inférieur à 1.280 francs* (p. 4771) ; Art. 5 : *Dépôt, dans un délai de six mois, d'un projet de loi permettant aux ouvriers agricoles d'être assurés contre les accidents du travail et les maladies professionnelles* (p. 4783) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 30 : *Garanties concernant les salaires des travailleurs des établissements militaires de l'Etat ; application du décret du 22 mai 1951 ; contentieux sur les modalités d'application de ce décret* [1er décembre 1966] (p. 5164) ; Art. 33 : *Création d'un Fonds national des abattoirs ; taxe d'usage des abattoirs ; augmentation du prix de la viande à la consommation* (p. 5167).

H

HABIB-DELONCLE (M. Louis), *Député de la Seine, 20e circonscription (U.N.R.-U.D.T.)*

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
(2e Gouvernement POMPIDOU)
6 décembre 1962 - 8 janvier 1966.

Secrétaire d'Etat à l'Education nationale
(3e Gouvernement POMPIDOU)
8 janvier 1966 - 1er avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la Nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (2e Gouvernement Pompidou) [6 décembre 1962] (*J. O.* du 7 décembre 1962, p. 11987).

Le président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [8 janvier 1963] (p. 313).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (2e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'Education nationale (3e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 268).

Ses fonctions de Secrétaire d'Etat à l'Education nationale cessent le 1er avril 1967 (*J. O.* du 1er avril 1967, p. 3187). (Démission du Gouvernement de M. Georges Pompidou.)

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative à l'abolition de l'esclavage : *Rôle de la Convention de septembre 1956 complétant la Convention de 1926; place de la France dans l'histoire de la lutte anti-esclavagiste; causes du retard avec lequel le présent projet vient en discussion* [4 juillet 1963] (p. 3876);

— du projet de loi sur l'approbation d'accords de coopération avec la République du Mali : *Evolution des rapports franco-maliens; circonstances dans lesquelles ont été établi les présents accords; contenu de ceux-ci, en particulier dans le domaine monétaire; assistance technique de la France au Mali* [23 juillet 1963] (p. 4402, 4403);

— du projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention fiscale entre la France et la Principauté de Monaco : *Crise survenue dans les rapports franco-monégasques; problèmes posés par l'exemption fiscale; application de l'article 53 de la Constitution; présente situation créée par la ratification de textes de nature différente; création à Monaco d'un impôt sur les bénéfices; charges fiscales pesant sur les Français résidant à Monaco; certificat de domicile entraînant l'exonération fiscale* [24 juillet 1963] (p. 4450 à 4452);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice, signé le 18 mai entre le Gouvernement

de la République française et le Gouvernement de la République du Congo : *Conditions de la négociation et de la signature des deux accords en cause; transmission des actes; exécution des peines; exequatur; extradition; exercice de leur profession par des avocats français au Congo et au Sénégal; procédure d'extradition* [20 novembre 1963] (p. 7340, 7341);

— du projet de loi autorisant la ratification de divers accords et conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise : *Aide et assistance française; caractère des nouveaux accords; problème commercial; cas des droits d'entrée non discriminatoires de simple portée fiscale; produits en provenance des pays tiers soumis à des limitations quantitatives; accords consacrant la situation de fait; problème monétaire; renouveau de la coopération monétaire; banque centrale des Etats africains de l'Ouest* [4 décembre 1963] (p. 7632, 7633, 7634);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition entre la France et le Gabon, signée à Libreville le 23 juillet 1963 : *Pourcentage de voix des électeurs obtenu par le Gouvernement gabonais; Convention en cause et son caractère purement technique; caractère traditionnel; impossibilité pour le Gouvernement français d'intervenir dans les instances en ce qui concerne une personne de nationalité gabonaise* [5 mai 1964] (p. 1084).

Prend part au débat sur les questions orales avec débat relatives à la politique de coopération avec les pays en voie de développement [10 juin 1964] (p. 1789) ; *Convention de Yaoundé* (p. 1802).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification des Conventions entre la République française et la Confédération suisse concernant, d'une part, une rectification de la frontière franco-suisse, et d'autre part, l'aménagement hydro-électrique d'Emosson, signées à Sion le 23 août 1963 : *Modification de frontière ayant pour but de situer en territoire français la centrale de Châtelard et en territoire suisse celle de La Batiaz; modalités de l'aménagement d'Emosson; communes riveraines retirant des avantages de cette réalisation au point de vue touristique* [25 juin 1964] (p. 2187, 2188);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord et des deux protocoles portant création d'un Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes, signés le 21 mai 1962 par les représentants des Gouvernements de l'Espagne, de la République française, du Royaume de Grèce, de la République italienne, de la République portugaise, de la République de Turquie et de la République populaire fédérative de Yougoslavie : *Dispositions relatives au fonctionnement du centre; son importance dans les relations entre les pays européens; organisme continuant de faire l'objet de la sollicitude du Ministère des Affaires étrangères; diplôme délivré par le centre; régime juridique du centre; problème financier* [25 juin 1964] (p. 2191);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention franco-espagnole relative à la pêche en Bidassoa et baie du Figuier, signée à Madrid le 14 juillet 1959 : *Dispositions classiques contenues dans la Convention; doléances des milieux piscicoles contre la suppression de la taxe sur les cartes de pêche; harmonisation des intérêts des estivants et des stations* [25 juin 1964] (p. 2192, 2193);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise : *Tracé actuel suivant le cours d'un ruisseau et créant des difficultés; non-application de l'article 53; absence d'habitants sur les territoires échangés* [3 juin 1965] (p. 1780);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 30 juin 1964 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes : *Organisations internationales ayant des activités purement techniques; protection des plantes; organisation internationale de métrologie légale* [3 juin 1965] (p. 1781);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention consulaire signée le 25 avril 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache : *Conventions avec le Cameroun, le Mali et le Sénégal; leur conformité à la coutume et aux usages internationaux; possibilité d'harmonisation des dispositions du texte franco-mauritanien avec celles de la Convention de Vienne; protection des personnes* [10 juin 1965] (p. 1964, 1965);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention consulaire et de ses annexes, signée le 7 février 1964, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Mauritanie : *Ses observations sur ce texte, lors de la Convention consulaire avec la République malgache* [10 juin 1965] (p. 1965);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention sur les relations économiques et la protection des investissements signée à Tunis le 9 août 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne : *Buts et économie générale de la Convention; problème des investissements* [28 juin 1965] (p. 2687);

— du projet de loi autorisant l'approbation des amendements aux statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale : *Objet de la Société financière internationale étant de stimuler l'expansion économique; rôle de cette société; permettre à la B.I.R.D. d'accorder des concours à la Société sous forme de participation et de prêts* [5 octobre 1965] (p. 3326, 3327); *part de la langue française dans les conventions financières ou monétaires* (p. 3327);

— du projet de loi n° 1146 autorisant la ratification de la Convention d'extradition signée le 24 juin 1964 entre la France et l'Iran : *Extradition n'étant pas accordée pour les infractions de caractère politique; problème de l'attentat à la vie d'un chef de l'Etat; définition de l'infraction politique; principe de la spécialité de l'extradition* [5 octobre 1965] (p. 3328);

— du projet de loi autorisant la ratification : 1° de la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire signée à Paris le 29 juillet 1960 et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964; 2° de la Convention complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960, signée à Bruxelles le 31 janvier 1963 et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964 : *Aspect diplomatique de la question; l'élaboration d'une Convention sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), signée à Vienne en mai 1963; principes de la réparation; limitation de la responsabilité; tendance à une harmonisation générale des législations en matière atomique* [5 octobre 1965] (p. 3329, 3330).

En qualité de Secrétaire d'Etat à l'Education nationale.

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, après l'Art. 17 : *Rôle des instituts universitaires de technologie* [6 octobre 1966] (p. 3188); En deuxième lecture : *Responsabilité des milieux professionnels; subventions accordées aux cours professionnels existants; rôle des chambres de métiers; ses observations sur le Conservatoire national des arts et métiers et ses centres associés* [18 novembre 1966] (p. 4700, 4701);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Promotion sociale et professionnelle; Institut national de formation des adultes; ses observations sur les activités péri et postscolaires; coopération avec l'étranger; sort des jeunes Français résidant à l'étranger; formation des professeurs appelés à enseigner à l'étranger; construction du lycée français de Rome; lycée de Milan* [3 novembre 1966] (p. 4168, 4169); *accueil des étudiants étrangers; enfance inadaptée ou handicapée; problèmes de l'organisation de l'équipement et du fonctionnement; nécessité de prévoir un dépistage systématique au moment de l'entrée à l'école; crédits destinés aux commissions pédagogiques; classement des enfants inadaptés; école nationale de perfectionnement pour handicapés moteurs installée à Berck; école de Garches; situation des amblyopes; recrutement des maîtres; allocation d'études spécialisées* (p. 4169 à 4171).

Répond à la question orale sans débat relative à la situation des écoles normales du Pas-de-Calais [16 novembre 1966] (p. 4596).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives aux bourses d'enseignement [16 novembre 1966] (p. 4597, 4598).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Cornette relative aux instituteurs directeurs et maîtres des collèges d'enseignement général [16 novembre 1966] (p. 4599).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives aux constructions scolaires : *Difficultés rencontrées par les collectivités locales pour la réalisation de constructions scolaires; concours de l'Etat et financement de la participation des*

collectivités locales; subvention accordée pour l'acquisition de terrains; possibilité d'obtenir une subvention complémentaire accordée par le préfet; utilisation des fonds scolaires [16 novembre 1966] (p. 4602); *coopération entre l'exécutif et le législatif; avantages de la standardisation appliquée aux constructions scolaires* (p. 4605, 4606).

Ses observations sur le retrait de l'ordre du jour de la discussion du projet de loi relatif à la suppression des indexations dans les territoires d'outre-mer [18 novembre 1966] (p. 4697)

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la capacité des associations cultuelles dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Feuillard* [18 novembre 1966] (p. 4697).

HALBOUT (M. André), *Député du Calvados, 5e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659);

— membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [29 avril 1965] (p. 1011).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 943) modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, **n° 964** [11 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1397) instituant un régime d'épargne-logement, **n° 1439** [10 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1522), modifié par le Sénat, instituant un régime d'épargne-logement, **n° 1523** [25 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement, **n° 1547** [29 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 000) modifié par le Sénat dans sa deuxième lecture, instituant un régime d'épargne-logement, **n° 1559** [30 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1565), modifié par le Sénat dans sa troisième lecture, instituant un régime d'épargne-logement, **n° 1567** [30 juin 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 : *Investissements des P.T.T.; gérant des bureaux secondaires; problème du personnel* [23 octobre 1963] (p. 5440, 5441); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 : *Utilisation du revenu cadastral pour servir de base aux cotisations des assujettis; conséquences d'une telle mesure* [6 décembre 1963] (p. 7698); « *Super-Frelons* » (p. 7698);

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, Art. 7 : *Extension de la garantie du fonds aux dommages causés aux sols et aux prairies* [23 avril 1964] (p. 897); Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour le nouvel article 675-2 du Code rural, compte tenu des contrats habituellement souscrits dans les régions déterminées* (p. 911);

— du projet de loi modifiant les rapports

entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie, en qualité de *Rapporteur pour avis: Problème du développement du tourisme en France; modifications des rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie; modernisation des hôtels de tourisme; critiques de l'industrie hôtelière; situation des pays voisins et concurrents; prix élevés demandés par les hôteliers; indication de quelques chiffres; prêts accordés; incitation nouvelle à un effort de modernisation; rédaction de l'article 3 du projet de loi; problème de la compréhension de l'expression suivante: « Durée maximum de neuf ans figurant à l'article 3 »; application des dispositions* [17 juin 1964] (p. 1980, 1981); Art. 1er : *Instance pour départager les locataires et les propriétaires; trancher le conflit par une commission plutôt que par un tribunal* (p. 1984); Art. 2 : *Plan d'exécution comprenant l'indication des délais* (p. 1993); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer le mot « maximum »* (p. 1993); *son amendement tendant, dans l'article 3, après les mots « neuf ans » à insérer les mots « à compter de l'expiration du délai d'exécution visé à l'article 2 »* (p. 1993);

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Option en faveur d'une prise en considération des problèmes régionaux; problèmes particuliers à la basse Normandie; exode rural; production agricole française; enseignement agricole; tourisme; développement du réseau téléphonique; « dépéréquation » des tarifs de la S.N.C.F.* [25 novembre 1964] (p. 5612 à 5614);

— du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement, en qualité de *Rapporteur: Régime d'épargne-logement se substituant au régime de l'épargne-crédit prévu à l'ordonnance du 4 janvier 1959; problème du financement étant le problème majeur de la construction; épargne-construction se caractérisant essentiellement par l'indexation des dépôts; régime d'épargne-crédit étant restrictif en raison du montant des dépôts de chaque livret qui ne pouvait excéder 10.000 francs; réforme de l'épargne-crédit par le décret du 22 mai 1964; avantages fiscaux; épargne collectée par les caisses d'épargne; cas de l'Allemagne; élargissement du domaine d'application; institution d'une prime d'épargne pour majorer les intérêts; relèvement du montant des prêts; mode de calcul* [15 juin 1965] (p. 2109 à 2111); Art. 2 : *Son amendement tendant, après les mots « auront fait des dépôts » à insérer les mots « à vue »* (p. 2118); Art. 3 : *Son amendement tendant après les mots « certaines dépenses de réparation » à insérer les mots « et d'amélioration »* (p. 2118); *amélioration de l'habitat ancien* (p. 2118); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Article 4 relatif aux organismes habilités à recevoir des comptes d'épargne-logement et article 6 relatif à la prime d'épargne restant en discussion: problème de savoir si l'on réserve aux seules caisses d'épargne le bénéfice des dépôts; prime d'épargne; coefficient des majorations des intérêts acquis* [25 juin 1965] (p. 2512, 2513); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter ainsi cet article: « ...ainsi que par les caisses de crédit mutuel régies par l'article 5 modifié de l'ordonnance no 58-966 du 16 octobre 1958 et, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les caisses de crédit mutuel régies par la loi locale modifiée du 1er mai 1889 sur les associations coopératives, validée par l'article 5 de la loi du 1er juin 1924. »* (p. 2513); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase de cet article, c'est-à-dire à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture* (p. 2513). Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement, en qualité de *Rapporteur: Enumération des organismes pouvant recevoir les dépôts d'épargne-logement; caisses de crédit mutuel d'Alsace et de Lorraine, des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* [29 juin 1965] (p. 2725); En troisième lecture, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur les dépôts d'épargne-logement reçus par les banques et organismes de crédit* [30 juin 1965] (p. 2774); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article: « Les dépôts d'épargne-logement sont reçus par la Caisse nationale d'épargne et les caisses d'épargne ordinaires; ainsi que dans les banques et organismes de crédit qui s'engageront par convention avec l'Etat à appliquer les règles fixées pour le fonctionnement de l'épargne-logement »* (p. 2774); En quatrième et dernière lecture : *Position du Sénat en troisième lecture; confier les dépôts à la Caisse nationale d'épargne et aux caisses nationales d'épargne ordinaires ainsi qu'aux*

caisses de crédit mutuel régies par l'article 5 de l'ordonnance n° 58-966 du 16 octobre 1958; revenir au texte adopté par l'Assemblée en troisième lecture [30 juin 1965] (p. 2792);

— en quatrième et dernière lecture, de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires, en qualité de *Rapporteur suppléant: Sénat ayant rejeté la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires; Assemblée devant confirmer son dernier vote* [30 juin 1965] (p. 2791);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Cas du Bocage normand; problème de la viande en France; structure agricole de la France; viande bovine; problème de la détermination d'un prix attractif pendant une période assez longue; problème de la production de la viande bovine* [28 octobre 1965] (p. 4298, 4299);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas de la basse Normandie: production agricole; disponibilités démographiques; continuation de l'autoroute Paris-Caen; autoroute Paris-Granville; axe Rouen-Bordeaux; insuffisance des relations téléphoniques; création de villes nouvelles; vulgarisation des techniques de l'élevage; industries de transformation; déconcentration de la sous-traitance parisienne; équipement touristique* [4 novembre 1965] (p. 4433, 4434);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur les investissements et le personnel; création d'une indemnité de panier pour les préposés ruraux; indemnités de gérance et de responsabilité; augmentation de la prime de résultat d'exploitation; non-revalorisation de la prime spéciale des contrôleurs des installations électromécaniques; non-extension de cette prime à l'ensemble des techniciens; prime de risque; indemnité horaire pour travail de nuit; conditions générales du travail; situation des préposés; problèmes de la productivité et de la mécanisation; ses observations sur les télécommunications et le téléphone rural; situation des agents techniques et des agents techniques spécialisés; vœu émis par la ville de Vire qui désire bénéficier de l'émission d'un timbre-poste* [19 octobre 1966] (p. 3552, 3553); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Equipement collectif; enseignement; production de la viande; problème de l'eau et de l'assainissement; aménagement des villages; indemnité viagère; impôts agricoles; accords de Bruxelles; problème de la taxe complémentaire; revision du revenu cadastral; problèmes du lait et des produits laitiers: rôle du F.O.R.M.A.; prix indicatif européen pour le lait; nécessité d'améliorer l'élevage; son vote sur le budget* [26 octobre 1966] (p. 3909, 3910); ÉQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Suppression des services omnibus voyageurs; ses observations sur la ligne Paris-Granville; abandon par la S.N.C.F. de la politique de péréquation; notion de service public; coût des services routiers; autoroute Paris-Caen; situation de la basse Normandie* [8 novembre 1966] (p. 4371, 4372);

— du projet de loi sur l'élevage : *Situation des pays de l'Ouest et notamment de la Normandie; amélioration technique et génétique de l'élevage; problèmes de l'identification, l'enregistrement et le contrôle* [22 novembre 1966] (p. 4721).

HALBOUT (M. Emile-Pierre), *Député de l'Orne, 3e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [9 novembre 1963] (p. 7120);

— membre de la Commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 998) [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre suppléant de la Commission

mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964] (p. 2305);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965] (p. 2257).

Est élu juré titulaire de la Haute-Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée [15 avril 1964] (p. 762).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi n° 1885, modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, **N° 1910** [9 juin 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Promotion des agents des catégories C et D des services des travaux publics; bonification pour double campagne aux cheminots anciens combattants; conséquences de la réforme tarifaire de la S.N.C.F.; normalisation souhaitable de différences de tarifs* [15 janvier 1963] (p. 849); CRÉDITS MILITAIRES : *Données de la défense française; travaux de l'usine de Pierrelatte; problème du Mirage IV; avancement des travaux relatifs à la bombe atomique; lancement d'un avion patrouilleur; problème de la protection civile; perspectives du recrutement et de la durée du service militaire; utilisation des appelés dans le cadre de la coopération technique et du volontariat* [23 janvier 1963] (p. 1574, 1575);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à des travaux d'équipement rural en matière d'hydraulique, Article additionnel, *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Modification de l'article 109 du Code rural concernant les autorisations d'établissement d'ouvrages ou d'usines sur les cours d'eau non domaniaux) : cas des usines textiles; nécessité de fixer comme délai de non-entretien un délai de vingt ans)* [5 février 1963] (p. 2038).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Situation des mineurs de fer de l'ouest de la France; licenciements intervenus; conséquences de la tarification des transports; nécessité d'arrêter les licenciements et de créer de nouveaux emplois industriels* [14 mai 1963] (p. 2879, 2880).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux objecteurs de conscience : *Nécessité de voter un statut des objecteurs de conscience; jeûne de M. Lecoin; différentes mesures prises par le Gouvernement depuis cette date; création d'un service national réservé aux objecteurs de conscience* [24 juillet 1963] (p. 4464, 4465);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, Art. 2 : *Cas des personnes âgées de 65 ans* [25 juillet 1963] (p. 4526); *son sous-amendement à l'amendement de M. Lecornu (superficie)* (p. 4526, 4527);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES : *Controverses sur l'opportunité de la force de frappe, élément de dissuasion et éléments de discussion; organisation de la protection civile; loi de programme de protection civile; lutte anti-sous-marins; revalorisation des traitements militaires; problème des retraites; avenir des arsenaux* [7 novembre 1963] (p. 6761).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Tarifs ferroviaires; aménagement du territoire; restaurer dans tous les organismes dépendant de l'Etat une véritable notion de service public; importance de la protection civile; politique d'aménagement devant être envisagée dans la perspective de l'Europe* [27 novembre 1963] (p. 7500, 7501).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers, Art. 3 : *Bénéfice de l'alinéa pre-*

mier étant étendu aux ayants droit des officiers morts pour la France [5 décembre 1963] (p. 7657);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963. En seconde délibération, Art. 4 *bis : Financement rapide et indispensable de la construction du Bréguet-941* [10 décembre 1963] (p. 7790);

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues, tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement, à supprimer les mots « la revisent et... »* [12 décembre 1963] (p. 7870); *retirer à la puissance publique le pouvoir de reviser les listes établies* (p. 7870); *retrait de son sous-amendement* (p. 7870); Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement tendant à remplacer les mots « des contrats » par les mots « des accords stipulant des contrats »; distinction entre contrat et accord* (p. 7874); après l'Art. 9 : *Son sous-amendement tendant au début du texte proposé, après les mots « en cas de cession » à intercaler les mots « ou de cessation d'activité »* (p. 7879); *son sous-amendement tendant après les mots « de cet accord interprofessionnel » à rédiger la fin du texte proposé : producteurs agricoles cosignataires habilités à exercer un droit de préemption sur l'entreprise* (p. 7879); *cas de non-exercice du droit de préemption* (p. 7879); *cas de cassation d'activité* (p. 7879);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, Travaux publics et transports, Marine marchande : *Mesures destinées à protéger la baie Saint-Michel de l'enlisement; étude du problème par les services techniques* [23 octobre 1964] (p. 3868); Agriculture et F.O.R.M.A. : *Améliorer la situation des agents des haras nationaux; réserves formulées sur l'unification des directions départementales* [5 novembre 1964] (p. 4719, 4720); Budgets militaires : *Discussion de la loi de programme* [6 novembre 1964] (p. 4883);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Première loi de programme; ses incertitudes; modernisation des forces conventionnelles; constitution de la force nucléaire; justification de la loi de programme; sauvegarde de la paix; responsabilités de la France* [2 décembre 1964] (p. 5788, 5789); En troisième et dernière lecture : *Gouvernement ayant confirmé que les équilibres internes de la loi de programme ne seront pas modifiés* [16 décembre 1964] (p. 6153);

— du projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Importance du débat; nécessité d'une armée; sa citation d'une phrase de Bulliez; caractéristiques de l'armée à l'âge atomique; volontariat; nécessité d'une armée forte en hommes s'appuyant sur la masse du peuple; service national; service actuel de défense* [25 mai 1965] (p. 1541 à 1543); Art. 15 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement par de nouvelles dispositions (Dispense des obligations d'activité du service national)* [26 mai 1965] (p. 1586); *critères de caractère familial* (p. 1586, 1587);

— du projet de loi autorisant la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Tchad, conclue le 19 mai 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad et l'approbation des accords de coopération culturelle et d'assistance militaire technique conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, en qualité de *Rapporteur pour avis : Accord d'assistance militaire technique conclu le 2 avril 1965 entre la République française et la République du Tchad; accord du 11 août 1960; Commission de la défense nationale proposant l'adoption des accords* [10 juin 1965] (p. 1967);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter, le neuvième alinéa du paragraphe* b *de cet article, par les mots « et crèmes glacées »* [24 juin 1965] (p. 2469); *producteurs et transformateurs de lait* (p. 2469); Art. 14 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de cet article par les mots « et les crèmes glacées »* [25 juin 1965] (p. 2502);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, Education nationale : *Importance des activités de vacances; formation des cadres des vacances; écoles préparant aux diplômes d'Etat; culture populaire; augmentation des dotations des services départementaux*

du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports [19 octobre 1965] (p. 3860);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Dépenses militaires; ses observations sur le niveau de vie; protection des sources; organisation de la protection civile; développement des ressources; nécessité de refaire des étangs* [4 novembre 1965] (p. 4436, 4437);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1965 après l'Art. 11 : *Introduction dans un texte financier de dispositions juridiques importantes; droit de préemption des S.A.F.E.R.* [20 décembre 1965] (p. 4970);

— du projet de loi modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, en qualité de *Rapporteur : Fusion du corps des ingénieurs de marine dans le corps des officiers de marine; loi du 4 mars 1929; formation scientifique et technique des officiers de marine; remaniement des programmes de l'Ecole navale; distinction entre les jeunes officiers et les officiers plus anciens; problème de l'avancement des officiers; rôle de la Commission; avancement au grade de capitaine de corvette et de commissaire principal; recrutement au grade de commissaire de première classe et de commissaire principal* [16 juin 1966] (p. 2100 à 2102); Art. 1er : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article après les mots « La loi du 4 mars 1929 » à insérer le mot « modifiée »* (p. 2103); *son amendement tendant à rédiger comme suit le paragraphe 3 de l'article premier : « Art. 4. - Dans cet article sont supprimées les références aux grades d'ingénieur de marine »* (p. 2103); *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 12 de l'article premier* (p. 2103);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, Budgets militaires : *Explosion de Fangataufa; opinions de Paul VI et de M. Thant; concept stratégique de la dissuasion; Mirage IV; construction de silos enterrés dans les contreforts des Alpes; rôle des sous-marins porteurs d'engins; perfectionnement de l'équipement; problème financier; décision prise par la France de consacrer une somme égale à 1 % de son budget militaire pour lutter contre le cancer; loi de recrutement sur le service national; service militaire adapté; décalage entre les indices du personnel dépendant du Ministère des Armées et ceux de la Fonction publique* [25 octobre 1966] (p. 3844, 3845); Equipement. — III. — Logement : *Programme social de relogement; accession à la propriété; caisse nationale des H.L.M.; hausse du taux d'intérêt* [9 novembre 1966] (p. 4439);

— du projet de loi sur l'élevage : *Etat sanitaire du cheptel français; programmes de prophylaxie de la tuberculose bovine et de la fièvre aphteuse; lutte contre la brucellose; échec du contrôle laitier; amélioration génétique; collecte des informations d'ordre zootechnique; programmation des crédits d'équipement; insémination artificielle; création des unités de sélection; problème des productions animales en région de montagne; rôle des instituts professionnels techniques; conseil supérieur de l'élevage; ses observations sur la race normande; régionalisation des actions envisagées par les pouvoirs publics* [22 novembre 1966] (p. 4736 à 4738);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, Art. 1234-7 du Code rural : *Ses observations sur cet article* [23 novembre 1966] (p. 4773);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 30 : *Garanties de salaires des travailleurs des établissements militaires de l'Etat; salaires des manœuvres dans l'industrie métallurgique de la région parisienne; bouilleurs de cru* [1er décembre 1966] (p. 5164, 5165); En seconde délibération Art. 33 : *Ses observations sur la prime forfaitaire attribuée aux collectivités publiques supprimant leur abattoir* [6 décembre 1966] (p. 5285).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Discussion de la question orale de M. Ihuel sur les forges d'Ennebont; situation sociale dans l'Ouest* [14 décembre 1966] (p. 5524).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Contrats prélimi-*

naires) [14 décembre 1966] (p. 5548); *retrait de son amendement* (p. 5548); *son amendement tendant au début de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article après les mots « ils sont restitués » à insérer les mots « dans le délai de trois mois »* (p. 5548, 5549); *cas des fonds bloqués en banque* (p. 5549); Art. 13 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « du Crédit foncier de France ou du Comptoir des entrepreneurs » les mots « par le Crédit foncier de France ou le Comptoir des entrepreneurs »* (p. 5550).

HALGOUËT (M. Yves du) *Député du Morbihan, 4e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée do proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), énergie atomique, **n° 57** [27 décembre 1962].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur un projet de loi (n° 20) ratifiant le décret n° 62-1462 du 27 novembre 1962, qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation, **n° 296** [31 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 106) ratifiant le décret n° 63-18 du 11 janvier 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 361** [20 juin 1963].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1964, **n° 549** Energie atomique, **n° 586** [18 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi d'orientation agricole, **n° 673** [21 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 61) ratifiant le décret n° 62-1573 du 22 décembre 1962, qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation, **n° 752** [17 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 65) autorisant l'approbation de la Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès, ou une manifestation similaire, **n° 753** [17 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 409) ratifiant le décret n° 63-594 du 19 juin 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 755** [17 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 627) ratifiant le décret n° 63-1080 du 30 octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 871** [6 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 19) ratifiant le décret n° 62-1361 du 16 novembre 1962, instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, **n° 912** [27 mai 1964];

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Energie atomique, **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577). XI. — Energie atomique, **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) : XV. — Premier Ministre (énergie atomique), **n° 2053** [4 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Participation de la France aux travaux communs européens en matière nucléaire; question de la production nucléaire d'électricité* [25 janvier 1963] (p. 1810, 1811); *amendement de M. Ribière (Diminution de crédits) : regroupement dans un même cadre de tous les crédits utilisés par le Commissariat à l'énergie atomique* (p. 1817);

— du projet de loi ratifiant un décret portant modification du tarif des droits de douane d'importation en qualité de *Rapporteur : Accélération de la mise en application des textes prévus par le Traité de Rome en matière de droits de douane; nécessité pour le Gouvernement de soumettre au Parlement un rapport sur les mesures d'application prévues par la direction générale des douanes* [6 juin 1963] (p. 3199); *respect des droits du Parlement au moment où s'instaure un nouveau régime dans les actions douanières* (p. 3200);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Absence regrettable de crédits en faveur des collectivités locales pour la remise en état des voies départementales et communales; conséquences du gel à cet égard* [19 juillet 1963] (p. 4350); Art. 14, EDUCATION NATIONALE : *Problème du ramassage scolaire* (p. 4369); Art. 20 : *Problème de la surcharge des centraux téléphoniques en période d'été* (p. 4384, 4385);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Application de la loi d'orientation agricole; formalités administratives ralentissant les progrès; action des technocrates* [4 novembre 1963] (p. 6288); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Insuffisance des crédits de la tranche communale du fonds routier* [8 novembre 1963] (p. 6928); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, ENERGIE ATOMIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Rapports entre le Commissariat et l'industrie privée; production et étude des radio-éléments; production de l'électricité d'origine nucléaire; volume industriel d'un programme de centrales nucléaires; filière nucléaire pour dix ans; ne pas perdre sur le plan industriel l'avance acquise sur le plan scientifique et technique* [8 novembre 1963] (p. 6930, 6931);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à préciser le délai de trois années visant les industries déjà installées* [14 novembre 1963] (p. 7225).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Causes de l'échec en matière de zones spéciales d'action rurale; appui des parlementaires et des élus locaux; soutien financier des divers ministères; localisation meilleure des investissements; moyens financiers du F.I.A.T.; animation et développement de ces régions; problème du passage de l'artisanat à la petite industrie* [27 novembre 1963] (p. 7468, 7469).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, Art. 1er : *Résorption des excédents* [12 décembre 1963] (p. 7872); Art. 16 : *Aider les coopératives en difficulté; achats opérés par le F.O.R.M.A. près du Crédit agricole* (p. 7885);

— du projet de loi ratifiant le décret n° 62-1573 du 22 décembre 1962 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation, en

qualité de *Rapporteur : Dispositions tarifaires ; objets du décret ; nature et importance de leur effet ; suspension ou réduction pour l'année 1963 des droits de douane applicables à des marchandises dont la production est insuffisante dans la communauté ; mise en vigueur des tarifications décidées par le Conseil des Ministres de la C.E.E. et prévues dans le cadre des accords conclus sur les tarifs douaniers dans le cadre du G.A.T.T.* [18 décembre 1963] (p. 7975) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire, en qualité de *Rapporteur : Formalités douanières relatives à l'admission temporaire des marchandises présentées ou utilisées au cours des manifestations précitées ; exemption du paiement des droits et taxes d'entrée pour certaines marchandises importées dans un but publicitaire ; position de la France pour obtenir des facilités analogues dans les autres Etats en faveur de nos exportateurs* [18 décembre 1963] (p. 7976) ;

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-594 du 19 juin 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur : Liste des produits agricoles prévue à l'article 38 du Traité de Rome ; reconduction de 10 % des droits de douane entre les Etats membres fixée par le Traité lui-même* [18 décembre 1963] (p. 7976) ;

— du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles : *Mettre une partie des charges de la Nation sur le dos de la profession ; discrimination entre agriculteurs victimes des calamités publiques ; nécessité d'amender le projet* [21 avril 1964] (p. 844) ;

— du projet de loi ratifiant le décret n° 63-1319 du 27 décembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur suppléant : Modifications apportées aux tarifs douaniers ; application des décisions de la Commission de la C.E.E. concernant un accord tarifaire conclu avec le Royaume-Uni ; fixation d'un contingent d'importation à droit suspendu de 10.000 tonnes de rails usagés ; modifications d'initiative nationale ; produits chimiques utilisés comme matière première n'étant pas disponibles en France* [2 juin 1964] (p. 1566) ;

— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-110 du 5 février 1964 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation en qualité de *Rapporteur suppléant : Application de décisions d'ordre communautaire ; modifications du tarif douanier de la France* [2 juin 1964] (p. 1567) ;

— du projet de loi ratifiant le décret n° 64-115 du 7 février 1964 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur suppléant : Réduction provisoire de 16 à 9,6 % des droits de douane en régime de droit commun sur le café vert, non torréfié et non décaféiné ; gel des cafés dans la région de Parena ; cours du café « Brésil » et du café « Robusta » ; leur hausse* [2 juin 1964] (p. 1567) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant ratification partielle du décret n° 63-929 du 9 septembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur suppléant : Position du Sénat ayant refusé de ratifier le décret n° 63-929 du 9 septembre 1963 ainsi que sept autres décrets douaniers ; critiques du Gouvernement étant intervenu par décret en la matière ; caractère financier des projets en question ; droits de douane et droits indirects perçus à l'importation constituant un prélèvement fiscal alimentant le budget de l'Etat ; tradition parlementaire* [2 juin 1964] (p. 1567, 1568) ; *son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Le décret n° 63-929 du 9 septembre 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation est ratifié »* (p. 1568) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi « projet de loi ratifiant le décret n° 63-929 du 9 septembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation »* (p. 1568) ;

— du projet de loi ratifiant le décret n° 62-1361 du 16 novembre 1962 instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, en qualité de *Rapporteur : Taxe compensatoire temporaire sur le chocolat et diverses sortes de confiserie et de sucrerie en vue de protéger certaines de nos industries de transformation ; leur donner le temps de s'adapter à une nouvelle conception du marché* [2 juin 1964] (p. 1568) ;

— sur la motion de censure : *Distinction entre un problème technique et un problème politique ; effort réalisé depuis 1958 ; doter les*

exploitants agricoles d'une protection sociale efficace; problème des prix; absence d'une solution réglementaire; situation de l'entreprise familiale; principe posé par les deux lois d'orientation; problème des structures; politique des prix suivie par le Gouvernement; rupture éventuelle du lien unissant la paysannerie au général de Gaulle [27 octobre 1964] (p. 3959);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SERVICES GÉNÉRAUX, COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Arrêt de la croissance continue des crédits; stabilisation financière; organisation de la recherche des études d'application et des réalisations; activités de l'Euratom; possibilité pour l'Europe de travailler en toute indépendance pour la production d'énergie électrique; uranium naturel* [9 novembre 1964] (p. 5153, 5154);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe premier par le nouvel alinéa suivant: « L'exploitation et la transformation des bois sont exclues des activités de l'Office qui peut exceptionnellement procéder ou participer à des études scientifiques ou techniques »* [9 décembre 1964] (p. 5998); *création de l'Office national des forêts françaises par le biais d'une loi de finances rectificative; son caractère étonnant; besoins de l'industrie papetière; répartition des tâches dévolues à l'Office; rôle de la forêt à proximité des concentrations urbaines* (p. 5999); *formule proposée par MM. Anthonioz et Denis* (p. 6000); *son sous-amendement à l'amendement de M. Vallon (Composition du conseil d'administration de l'Office national des forêts)* (p. 6004, 6005); *problème important du nombre de représentants au conseil d'administration des différentes catégories intéressées par l'Office* (p. 6005, 6006); *ne pas limiter le nombre des représentants* (p. 6006, 6007);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier : *Avantages du projet de loi; situation des petites communes; cas des exploitants agricoles; création d'un fonds de réserves pour les investissements des producteurs agricoles; collectivités locales rurales devant recevoir les moyens de financer leurs travaux; lutter contre l'aggravation de l'exode rural* [24 juin 1965] (p. 2427 à 2429); après l'Art. 3 : *Position de l'exploitant agricole par rapport à celle de l'industriel et du commerçant* [24 juin 1965] (p. 2455); Art. 16 : *Situation résultant d'un décès* [25 juin 1965] (p. 2507); Art. 40 : *Donner une garantie aux petites communes* (p. 2550); *produit de la cote mobilière et de l'impôt foncier* (p. 2550); *assurer un minimum garanti aux communes* (p. 2552); En deuxième lecture, Art. 16 : *Syndicat d'électrification* [22 décembre 1965] (p. 5037);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Majoration des crédits d'investissement des routes nationales et des autoroutes; subventions d'équilibre donnée à la S.N.C.F.; Etat ne pouvant pas se décharger des réseaux secondaires sur les collectivités locales* [11 octobre 1965] (p. 3473); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses remarques sur le téléphone, le courrier et les traitements du personnel; développement des télécommunications; mesures tarifaires pour le trafic de nuit devant être étendues aux zones rurales; modernisation de l'acheminement du courrier; cas de certains jeunes gens de province demandant leur titularisation et étant dirigés sur Paris et la banlieue; horaires féminins* [12 octobre 1965] (p. 3551, 3552); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Electricité d'origine nucléaire; dommages causés par des accidents nucléaires sur terre ou sur mer; Commissariat à l'énergie atomique; notion du contrôle général; contrôle autour des centrales nucléaires d'Electricité de France; problème de son efficacité; contrôle pendant le transport des matières fissiles; problème de la prévention* [26 octobre 1965] (p. 4107, 4108); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur la promotion sociale, sur l'élevage et sur les structures du Ministère de l'Agriculture; enseignement agricole; centre de promotion sociale; rentabilité de l'élevage; projet de loi sur l'élevage; problème de la vulgarisation* [28 octobre 1965] (p. 4271, 4272);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Revenu agricole par exploitation; accroissement de la production et de la productivité; cas des zones rurales de l'Ouest; décentralisation industrielle; énergie nucléaire; dépéréquation des tarifs de la S.N.C.F.; implantation d'une usine Renault à Lorient; organisation de la sous-traitance* [4 novembre 1965] (p. 4470);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 13 : *Ses observations sur les paroles de M. Jeanneney* [9 juin 1966] (p. 1868);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Avenir des collectivités locales; sort des communes rurales; coût de l'entretien des routes pour les communes; équilibre financier des collectivités locales; fonds d'investissement routier* [24 octobre 1966] (p. 3790); BUDGETS MILITAIRES : *Problème de la construction des casernes de gendarmerie; cas du Morbihan; tâches de la gendarmerie nationale; crédits destinés à l'achèvement de Saint-Cyr-Coëtquidan; conséquences de l'achèvement des travaux du camp de Coëtquidan sur de nombreuses entreprises; quart de place* [25 octobre 1966] (p. 3843, 3844); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Electrification rurale; fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale; travaux d'adductions d'eau; modernisation des étables et des porcheries; élévation du niveau de vie des éleveurs; problème de la ristourne sur le matériel agricole* [27 octobre 1966] (p. 3946, 3947); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Energie atomique; compétitivité du kilowatt nucléaire; commissariat à l'énergie atomique; problème du dessalement de l'eau de mer; coordination de la recherche et du développement industriel; technologie de la surrégénération; programme de recherches du Marché commun; accord franco-espagnol pour la construction d'un contrôle électrique nucléaire; accord franco-soviétique* [28 octobre 1966] (p. 4083 à 4085); EDUCATION NATIONALE : *Traitements des directeurs des collèges d'enseignement technique; modicité des indemnités pour charges administratives; démocratisation de l'enseignement; enseignement technique dans les régions rurales; nombre des boursiers* [2 novembre 1966] (p. 4137);

— du projet de loi sur l'élevage : *Organisation professionnelle; méthodes d'élevage industriel; responsabilités de la recherche appliquée* [22 novembre 1966] (p. 4728); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Un conseil supérieur de l'élevage est placé auprès du Ministre de l'Agriculture qui le consulte sur la conduite des actions intéressant l'élevage »* [23 novembre 1966] (p. 4794); *retrait de son amendement* (p. 4794); Art. 5 : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa: « Cette autorisation est accordée par le Ministre de l'Agriculture après avis de la Commission nationale technique prévue à l'article 12 »* (p. 4797); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article: « Un seul centre de mise en place est habilité à intervenir dans la zone délimitée par l'autorisation la concernant. Par analogie, un seul centre mixte peut, dans la zone qui lui a été affectée, se superposer à un centre de mise en place »* (p. 4797); *conséquences du monopole* (p. 4798); *retrait de son amendement* (p. 4798); Art. 5 : *Ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 4800); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Fouchier par les mots « non agréés »* (p. 4800); *possibilité de laisser toute liberté aux éleveurs vendant des reproducteurs mâles* (p. 4800, 4801); Art. 14 : *Son amendement tendant dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article après les mots « il coordonne ou... » à insérer les mots « en cas de carence des organismes spécialisés »* (p. 4805); *rôle de l'établissement d'élevage; problème de la vulgarisation agricole* (p. 4806); *situation des professionnels; ses observations sur les éleveurs spécialisés* (p. 4807); *mission des maisons d'élevage* (p. 4807); *son amendement tendant dans le troisième alinéa de cet article après les mots « fonds versés » à insérer les mots « à titre de subvention »* (p. 4807); *exemple du département du Morbihan* (p. 4807);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, Art. 1234-9 du Code rural : *Rôle du bureau central de tarification* [23 novembre 1966] (p. 4774);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 33 : *Création d'abattoirs modernes; suppression des tueries particulières; uniformisation du tarif de redevances; création du Fonds national des abattoirs* [1er décembre 1966] (p. 5167, 5168); En seconde délibération, Art. 33 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de l'amendement de M. Debré par la phrase suivante: « Il pourra également être accordé temporaire-*

ment et avec des taux dégressifs des subventions destinées à alléger les charges des abattoirs inscrits au plan d'équipement ou retenus par le Ministère de l'Agriculture » [6 décembre 1966] (p. 5286); *rôle du Fonds des abattoirs* (p. 5286).

HAMELIN (M. Jean), *Député d'Ille-et-Vilaine (U.N.R.-U.D.T.).*

En remplacement de M. Bourges, nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (*J. O.* du 24 février 1965, p. 1547).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1965] (p. 571).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [2 avril 1965] (p. 576).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

HARMANT (M.), *Député du Pas-de-Calais, 13e circonscription (S.).*

En remplacement d'Ernest Schaffner, décédé le 23 septembre 1966.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [3 octobre 1966] (p. 3055);

S'inscrit au groupe socialiste [4 octobre 1966] (p. 3129).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 octobre 1966] (p. 3193).

HAURET (M. Robert), *Député du Maine-et-Loire, 4e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633); [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693);

— membre du Conseil supérieur de la coopération [13 février 1963] (p. 2142);

— membre du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [3 décembre 1964] (p. 5833);

— membre du Comité national de propagande en faveur du vin, en remplacement d'André Lathière, décédé [2 juin 1966] (p. 1660).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 décembre 1962] (p. 184).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1963 (n° 22), coopération, **n° 57** [27 décembre 1962].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), coopération, **n° 586** [18 octobre 1963].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 598-681) autorisant : 1° la ratification de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations du café vert dans les pays

du Benelux; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, **n° 692** [28 novembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 942) autorisant l'approbation de la Convention internationale pour la protection des oiseaux, signée à Paris, le 18 octobre 1950, **n° 999** [19 juin 1964].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), coopération, **n° 1108** [14 octobre 1964].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577). — III. — Coopération, **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en République fédérale d'Allemagne, **n° 1735** [2 avril 1966].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044), Coopération, **n° 2053** [4 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, COOPÉRATION : *Evolution politique des pays africains depuis le référendum de 1958; développement souhaitable de l'information en France sur l'aide technique apportée aux pays africains; amélioration du niveau de vie des populations africaines, les raisons morales, politiques et économiques de l'aide à ces pays; développement de la radio et de la télévision en Afrique; subventions d'équilibre et leur suppression progressive souhaitabte; partage des responsabilités entre le Ministère des Affaires étrangères et celui de la coopération; délégations du Ministère de la Coopération à Bordeaux et Marseille; résultats obtenus; augmentation de la représentation parlementaire au sein du Comité directeur du F.A.C.* [21 janvier 1963] (p. 1352 à 1354).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux calamités atmosphériques [25 octobre 1963] (p. 5673, 5677).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis: Utilité et efficacité de la coopération; charge, par rapport au produit national; œuvre du Comité d'aide au développement; conception d'association intervenue entre le C.E.E. et les Etats africains et malgache; œuvre accomplie à Madagascar et en Mauritanie* [28 octobre 1963] (p. 5761, 5762); AFFAIRES CULTURELLES : *Crédits pour la restauration de l'abbaye Notre-Dame-des-Bois à Fontevrault* [9 novembre 1963] (p. 7085);

— du projet de loi autorisant : 1° la ratification de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations de café vert dans les pays du Benelux; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, en qualité de *Rapporteur pour avis: Action du Fonds européen de développement; aide du Fonds, distincte des aides nationales et bilatérales; assistance technique; pourcentage de la participation de la France et de l'Allemagne au financement du Fonds* [4 décembre 1963] (p. 7622, 7623);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis: Aide tendant à accroître les efforts des pays aidés; formes d'aide: nécessité de relèvement des cours mondiaux; soutien à l'investissement privé; Commission de la production pouvant être représentée au conseil d'administration du F.A.C.; ses observations sur les dépenses ordinaires et les dépenses en capital; faciliter la politique de coopération; adaptation des moyens financiers mis à la disposition des pays en voie de développement par rapport à leurs besoins étant nécessaire; Etats intéressés établissant des codes d'investissements attrayants pour les industriels; garantie offerte par un organisme international; part de nos exportations totales destinées à la zone franc étant tombée de 63 % en 1952 à 18 % en 1963; aides financières du F.A.C. se faisant en grande partie par l'intermédiaire de*

conventions de financement; utilisation de plus en plus importante des militaires du contingent dans les tâches de coopération technique [22 octobre 1964] (p. 3681 à 3683);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier; Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer les paragraphes 3°, 4° et 5° de cet article* [24 juin 1965] (p. 2449); *régime de la taxe unique sur les vins; lutte contre la fraude; simplicité du régime de la taxe unique* (p. 2449); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe premier de cet article à supprimer le huitième alinéa (7°)* (p. 2456); *ventes effectuées directement au détail par les viticulteurs* (p. 2456); Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe* b *de cet article par des nouveaux alinéas (Vins non mousseux autres que les vins doux naturels; vins étrangers non mousseux; cidres, poirés et hydromels; jus de raisin légèrement fermentés)* (p. 2470); Art. 14 : *Son amendement tendant* : I. *à la fin du treizième alinéa du paragraphe premier de l'article 14 à substituer aux mots « des boissons » les mots « de certaines boissons »*; II. *en conséquence, après le quatorzième alinéa insérer le nouvel alinéa suivant: « Les vins non soumis au taux de 6 % »* [25 juin 1965] (p. 2500); *abandon de la taxe unique sur les vins; simplicité et efficacité* (p. 2500, 2501).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale sans débat, relative à la main-d'œuvre étrangère [27 mai 1966] (p. 1563, 1564).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis: Stabilité du budget; stabilisation des cours des produits tropicaux; conséquence de la Convention de Yaoundé; suppression des garanties de prix et d'écoulement accordées par la France à la plupart des pays associés; rôle des caisses de stabilisation des prix à la production; ses observations sur les marchés de la banane, la vanille, le café, le cacao, le sucre, les arachides, le coton; problème des matières premières minérales; rôle des militaires du contingent* [19 octobre 1966] (p. 3539, 3540); AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Etat actuel du marché européen; fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles* [27 octobre 1966] (p. 3957).

HAUTECLOCQUE (Mme Nicole de),
Député de la Seine, 18e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommée :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission des affaires étrangères [8 avril 1964] (p. 652).

Cesse d'appartenir à cette Commission [29 avril 1964] (p. 1029).

Est nommée membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [29 avril 1964] (p. 1029).

Cesse d'appartenir à cette Commission [20 octobre 1964] (p. 3437).

Est nommée :

— membre de la Commission des affaires étrangères [20 octobre 1964] (p. 3437), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964] (p. 1742);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion d'un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le

projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [27 juin 1964] (p. 2305).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à l'exécution des condamnations pour abandon de famille, **n° 369** [21 juin 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, INTÉRIEUR : *Insuffisance des crédits de la préfecture de police; problème de l'ordre; situation indiciaire de certains personnels de la police, notamment des officiers de police adjoints* [5 novembre 1963] (p. 6478, 6479);

— du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne. Art. 28 : *Situation des fonctionnaires de la préfecture de police* [12 juin 1964] (p. 1919); Art. 37 : *Construction des commissariats de police indispensables en banlieue; caractère inexistant de ces commissariats depuis 1885* (p. 1921); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne : *Personnels de la Préfecture de police conservant leurs droits acquis au moment de l'étatisation* [29 juin 1964] (p. 2326);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, INTÉRIEUR : *Problèmes statutaires du personnel de la préfecture de police; reclassement indiciaire effectué à compter du 1er juillet 1962 n'ayant pas touché les cadres de direction des services actifs; arbitrage de 1962 relatif aux commandants de la préfecture de police; absence de solution* [28 octobre 1964] (p. 4023);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL : *Sort réservé aux cadres dits « âgés »* [13 octobre 1965] (p. 3620); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Problème de la Préfecture de police; extension de la Préfecture de police sur le territoire des cantons de Seine-et-Oise rattachés aux départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne; intégration des services de police existant dans ces cantons de Seine-et-Oise à la structure organique de la Préfecture de police; personnels de la Préfecture de police; doter les différents corps de police parisienne de statuts propres; cas des officiers de police adjoints; ses observations sur l'indemnité dite spéciale concernant les personnes âgées de plus de 65 ans* [25 octobre 1965] (p. 4079).

Pose à M. le Ministre de la Construction une question orale, sans débat, relative aux difficultés de logement des femmes seules [29 octobre 1965] (p. 4359, 4360).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant organisation de la police d'Etat : *Ses observations sur l'article 3; mutation hors des limites territoriales; situation des agents spéciaux* [21 juin 1966] (p. 2164, 2165);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Préoccupations du personnel de la police parisienne; statuts particuliers des personnels de la police parisienne; accès des commissaires de police au grade de commissaire principal; situation des brigadiers de gardiens de la paix; échelon des officiers de police adjoints de première classe; insuffisance des effectifs des services actifs de police pour Paris; construction de commissariats à Gennevilliers, Clichy, Pantin et Fontenay-sous-Bois; revalorisation de 5 % de la masse d'habillement des gardiens de la paix* [24 octobre 1966] (p. 3784, 3785).

HÉBERT (M. Jacques), *Député de la Manche, 5e circonscription (App. U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'apparente au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la Sécurité sociale pour permettre à cer-

tains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant soixante ans, N° 2157 [2 décembre 1966] (p. 5245).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1963 (2e partie) (n° 22) : VI. — Section marine, **n° 111** [17 janvier 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 217) relatif à certains personnels de réserves de l'armée de mer, **n° 295** [29 mai 1963].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1964 (n° 549), Budget des armées. — V. — Section marine, **n° 606** [29 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 572) modifiant l'article 43 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, **n° 856** [28 avril 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 794) relatif aux services accomplis avant l'âge de 18 ans dans les Forces françaises libres, **n° 864** [30 avril 1964].

Sa proposition de loi tendant à étendre le régime général de la Sécurité sociale aux membres des professions industrielles et commerciales, libérales et artisanales et à leurs familles, **n° 1058** [30 juin 1964].

Sa proposition de loi relative à l'admission à l'assurance volontaire (assurances sociales) du conjoint ou du membre de la famille du grand invalide remplissant bénévolement, auprès de ce dernier, le rôle de « tierce personne », **n° 1059** [30 juin 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087) : Crédits du Ministère des Armées. II. — Examen des crédits des différentes sections. Tome IV. Section marine, **n° 1121** [21 octobre 1964].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) : Crédits du Ministère des Armées. II. — Examen des crédits des différentes sections. Tome IV. — Section marine, **n° 1621** [13 octobre 1965].

Son avis présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1967 (Crédits du Ministère des Armées. — II. — Examen des crédits des différentes sections. Tome IV. — Section marine), **n° 2076** [12 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Misère des hôpitaux français; incohérence de certains programmes du Ministère de la Santé publique; exemple de la Manche; recours regrettable à la charité publique pour financer des réalisations médicales ou hospitalières* [14 janvier 1963] (p. 766, 767); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Gravité du problème des équilibres intra-nationaux; conséquences de l'insuffisance du réseau de transports sur la décentralisation industrielle; situation dans le département de la Manche à cet égard; cas de la route nationale 13 et transformation souhaitable de celle-ci; développement de l'aérodrome de Cherbourg; port de Cherbourg; politique du Gouvernement en matière de développement portuaire* [15 janvier 1963] (p. 836, 837); CRÉDITS MILITAIRES : en qualité de *Rapporteur pour avis: Rôle de la marine française; sa place dans la force de dissuasion; sous-marin atomique lanceur d'engins; forces traditionnelles de la marine; participation de la marine à la force d'intervention; intercepteur Crusader; insuffisances du budget* [23 janvier 1963] (p. 1566, 1567); après l'Art. : 40 *son amendement (Intégration dans le corps des ingénieurs du génie maritime)* [25 janvier 1963] (p. 1618);

— du projet de loi relatif au recrutement d'officiers de réserve de l'armée de mer en carrière courte en qualité de *Rapporteur: Nécessité d'augmenter le nombre des officiers de marine hautement qualifiés; création en 1959 du contrat de carrière courte de huit ans; encouragement à donner à ce type de recrutement* [7 juin 1963] (p. 3280);

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1964, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Crédits consacrés à la force nucléaire stratégique; choix du Gouvernement; problème du personnel et de la réforme des arsenaux; collaboration entre les états-majors français et alliés* [7 novembre 1963] (p. 6741, 6742, 6743); AFFAIRES CULTURELLES : *Protection sociale des artistes* [9 novembre 1963] (p. 7093); Art. 67 : *Impossibilité d'augmenter les cotisations et d'alourdir la charge de l'Etat; confusion dans le financement des prestations sociales; généralisation de la Sécurité sociale; harmonisation des divers régimes; dissiper les appréhensions du Parlement; importance de la conjoncture actuelle; lenteur mise à la publicité de certains textes* [9 novembre 1963] (p. 7103, 7104);

— du projet de loi relatif aux services accomplis avant l'âge de 18 ans dans les Forces françaises libres, en qualité de *Rapporteur: Cas des jeunes Français ayant rejoint, au péril de leur vie, les Forces françaises libres; dissimulation de leur âge et de leur état civil; services accomplis avant l'âge de 17 ou 18 ans; catégorie de patriotes particulièrement méritante* [12 mai 1964] (p. 1144); Article unique : *Son amendement tendant à remplacer, dans le premier alinéa de l'article unique, les mots « entre l'âge de 16 ans et celui de 18 ans »* (p. 1144); *son amendement tendant à insérer, dans le deuxième alinéa de l'article unique, après les mots « toutes dispositions » les mots « législatives ou réglementaires ou toutes décisions »* (p. 1145);

— du projet de loi modifiant l'article 43 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, en qualité de *Rapporteur: Conditions de service à la mer; avancement des ingénieurs de marine; temps de service à la mer dans chaque grade; dispositions plus souples; grouper les conditions de service à la mer dans les deux grades d'ingénieur de première classe de marine et d'ingénieur principal de marine pour l'accession au grade d'ingénieur en chef de deuxième classe de marine; projet n'affectant en rien la pyramide des grades prévus* [12 mai 1964] (p. 1145);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 4 : *Ne pas pénaliser, en défalquant de la durée de leurs services, le temps nécessité par leur intégration dans les cadres métropolitains des fonctionnaires ayant vu leur carrière interrompue pour des raisons qui ne leur sont pas imputables* [7 octobre 1964] (p. 2983); *fonctionnaires ayant servi en Afrique du Nord* (p. 2983).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix des produits agricoles : *Augmentation nécessaire du prix du lait selon la qualité, relèvement du niveau de vie des agriculteurs* [9 octobre 1964] (p. 3123).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Résultats des Jeux olympiques; mérites de la consommation du lait frais; paiement du lait; sa qualité biologique; parlementaires U.N.R.-U.D.T. de la Manche ne voulant pas voter la motion de censure; renouer le dialogue avec les agriculteurs* [27 octobre 1964] (p. 3965);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Budget de la Marine ne lui permettant que relativement d'accomplir ses missions; limitation des crédits; priorité de la force nucléaire stratégique; sous-marins lance-engins à propulsion nucléaire; bilan des forces; modernisation du corps de bataille naval et aéronaval; remplacement des matériels en service; problème du personnel* [6 novembre 1964] (p. 4848, 4849);

— du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires : *Politique gouvernementale de développement des moyens nucléaires; organisation des armées; modernisation de l'ensemble du corps de bataille; industries d'armement* [1er décembre 1964] (p. 5744 à 5746);

— du projet de loi sur les ports maritimes autonomes : *Opportunité du projet de loi; inquiétude des responsables des ports moyens; cas de Cherbourg; problème de Rouen; difficultés de la navigation sur la basse Seine; ne pas sacrifier l'intérêt général aux intérêts locaux; problème de l'autonomie; cas du Havre; situation de Cherbourg par rapport au Havre; autonomie permettant à un port de détourner à son profit le trafic de ses voisins; avantages financiers aggravant à cet égard la situation; conséquences du projet quant à l'aménagement du territoire* [8 avril 1965] (p. 670, 671); ses explications de vote : *Son abstention* [9 avril 1965] (p. 747);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Etude du budget de la marine; sous-marin expérimental « Gymnote »; montage de la coque du « Q 252 »; construction de la première frégate lance-engins « Suffren »; frégate « Duquesne »; sous-marins « Junon » et « Vénus »; sous-marins de type « Daphnée »; mission des bases navales; perspectives de Mers-el-Kébir; flotte logistique; efficacité des sous-marins lanceurs d'engins* [21 octobre 1965] (p. 3938, 3939);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 14 : *Son sous-amendement tendant, après le quatrième alinéa du texte proposé pour le paragraphe premier de l'amendement du Gouvernement à insérer le nouvel alinéa suivant: « Balais, balayettes en bottes liées, emmanchés ou non »* [21 décembre 1965] (p. 5024); *possibilité de fermeture d'ateliers* (p. 5024);

— du projet de loi portant création du corps militaire du contrôle général des armées, après l'Art. 10 : *Situation des contrôleurs généraux* [28 avril 1966] (p. 995);

— du projet de loi relatif aux concours financiers apportés par l'Etat en vue de permettre la poursuite de l'exploitation des chantiers navals de La Seyne : *Situation des Forges et Chantiers de la Méditerranée; ses observations sur la lettre du 24 février 1966 de M. Debré et de M. Pisani; situation des petits créanciers* [2 juin 1966] (p. 1653);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Nombre de citoyens concernés par le projet de loi; solidarité entre les hommes; proposition de loi de MM. Couderc et Guillon; autonomie des régimes; maladie professionnelle; distinction entre les prestations obligatoires communes à tous les non-salariés et les prestations particulières; capacités contributives des différentes professions; intervention du bureau d'aide sociale; franchise de la Sécurité sociale; organismes mutualistes; technique de gestion du risque; caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés; problème de la fiscalisation* [9 juin 1966] (p. 1838 à 1840); *protection sociale différenciée; unification et harmonisation des régimes* (p. 1840);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES : *Situation du service de santé scolaire; déficit de la Sécurité sociale; ses observations sur l'intoxication alcoolique et l'intoxication tabagique; possibilité de prélever sur la vente de ces substances une taxe constituant une cotisation spéciale versée directement au budget de la Sécurité sociale; taxe supplémentaire sur l'alcool; rapport Brunaud sur le coût de l'alcoolisme* [20 octobre 1966] (p. 3630, 3631); BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Mission de la marine; dissuasion stratégique; réacteur expérimental de Cadarache; construction d'un sous-marin de chasse à propulsion nucléaire; corvettes anti-sous-marines; escorteurs A.S.M.; centre d'essais du Pacifique; emploi des armes dites conventionnelles; armement des Etats du tiers monde; personnel de la marine; avenir du potentiel naval de la France* [25 octobre 1966] (p. 3826);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Problème de l'informatique; rôle des centres de calcul; formation du personnel d'exploitation des centres de calcul; Centre national d'exploitation des océans; spécialités au sein de l'océanographie; rôle du comité d'exploitation des océans; ses observations sur le « Charcot »; bourses de formation; coordination des programmes de recherche* [30 novembre 1966] (p. 5095, 5096);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 30 : *Application du décret du 22 mai 1951; principe de l'égalité des salaires des ouvriers des arsenaux et des techniciens à statut ouvrier avec ceux qui sont pratiqués dans la métallurgie de la région parisienne* [1er décembre 1966] (p. 5163, 5164).

HÉDER (M. Léopold), *Député de la Guyane (app. S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'apparente au groupe socialiste [21 décembre 1962] (p. 192).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant du Conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [19 janvier 1963] (p. 1275);

— membre du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [19 janvier 1963] (p. 1275).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance 60-1101 du 15 octobre 1960 relative au rappel d'office, par le ministre dont ils dépendent, des fonctionnaires de l'Etat en service dans les D.O.M. et dont le comportement est de nature à troubler l'ordre public, **n° 929** [28 mai 1964].

Sa proposition de loi portant création d'un canton supplémentaire dans le département de la Guyane, **n° 1317** [9 avril 1965].

Sa proposition de loi portant modification du Code électoral applicable dans les départements d'outre-mer, **n° 1599** [7 octobre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Problèmes guyanais; sous-peuplement de ce département considéré comme cause de son état de sous-développement; recherche du plein emploi de la main-d'œuvre locale; préjugés de certains à l'égard des agriculteurs guyanais; cultures à pratiquer en Guyane; création de sociétés d'Etat; incidents du 14 juin 1962* [22 janvier 1963] (p. 1426, 1427); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Problème des Nord-Vietnamiens résidant en Guyane; nécessité de procéder à leur rapatriement; rôle de la Guyane dans l'expansion culturelle de la France; sa situation géographique* [23 janvier 1963] (p. 1662);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics, Article additionnel : *Son amendement (Non-application du présent texte à la Guyane et abrogation de l'ordonnance du 15 octobre 1960 prévoyant des sanctions à l'égard des fonctionnaires)* [17 juillet 1963] (p. 4248); *règne de l'arbitraire en Guyane; inexistence de services publics dans ce département; caractère exceptionnel de l'Ordonnance de 1960 prévoyant des sanctions à l'égard des fonctionnaires des départements d'outre-mer; mécanisme de « guillotine sèche » qu'entraîne l'application de cette ordonnance; nécessité d'engager un débat sur la situation à la Guyane; problèmes du castrisme en Guyane* (p. 4249);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, après l'Art. 13 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Souchal: Consultation préalable du conseil général de la Guyane avant une majoration des droits sur les rhums et spiritueux* [19 juillet 1963] (p. 4364); Art. 14, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Problème de l'aménagement et de modernisation de l'aérodrome de la Guyane; suspension du trafic effectué par la P.A.A. jusqu'à un aménagement de l'aérodrome de Cayenne* (p. 4367);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Effet aux Antilles de la réduction des crédits d'entretien de la signalisation maritime; sécurité de la navigation maritime; désarmement du baliseur « le Caraïbe »* [30 octobre 1963] (p. 5997, 5998); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Principe de l'assimilation; importance du chômage; accroissement du mécontentement; allongement de l'aérodrome et équipement portuaire de Cayenne; relèvement des allocations familiales et du S.M.I.G.; importance du principe de l'assimilation* [8 novembre 1963] (p. 6947); *mesures prises dans la métropole en matière d'aide sociale; intégration administrative; difficultés économiques; importance des échecs; politique agricole économique suivie par la France en Guyane; politique des transports; application des lois d'un pays sous-développé; structure administrative de la Guyane; problème de la départementalisation* (p. 6947, 6948, 6949);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Dénoncer les faiblesses, les insuffisances et les contradictions du régime; ordonnance discriminatoire du 15 octobre 1960; problème économique; insuffisance de l'action des pouvoirs publics; engagement pris au titre du F.I.D.O.M.; situation de la Guyane* [22 octobre 1964] (p. 3709, 3710); JUSTICE : *Conséquences de la décision du Gouvernement de supprimer la Chambre détachée à Cayenne de la Cour d'appel de Fort-de-France; sacrifier la quasi-autonomie judiciaire du département de la Guyane; ses conséquences: compromettre les intérêts des justiciables; obstacle à la*

bonne administration de la justice; application stricte de la législation se révélant incompatible avec la situation spéciale que crée la distance; application du plan Nemo [30 octobre 1964] (p. 4351, 4352).

Prend part au débat sur la question orale de M. Chandernagor relative aux incidences financières du voyage du Chef de l'Etat en Amérique latine : *Rôle devant incomber à la Guyane dans la coopération de la France avec l'Amérique du Sud; ressources naturelles de la Guyane et son pitoyable sous-développement; manque d'investissements dont elle souffre alors que l'on semble préférer les réserver au Venezuela ou au Paraguay* [30 octobre 1964] (p. 4328, 4329).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 24 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, après les mots « dans les départements d'outre-mer » à insérer les mots « à l'exception du département de la Guyane qui demeure exonéré de la taxe à la valeur ajoutée »* [25 juin 1965] (p. 2527); *cas du département de la Guyane; situation économique de ce département; corporations guyanaises; statut fiscal spécial* (p. 2527);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Dotations du F.I.D.O.M.; perspectives offertes par le Ve Plan; infrastructure économique; diminution des dotations en faveur de l'équipement social; développement économique du département; difficultés sociales; ses observations sur l'agriculture et la société d'Etat chargée d'assurer la commercialisation des fruits; système d'attribution des permis forestiers; production du bois; ressources minières; activités du tourisme; problèmes du cabotage, de l'aérodrome de Cayenne et de l'équipement portuaire; questions sociales et fiscales; problème des personnels de police; congé administratif des personnels départementaux; législation départementale* [15 octobre 1965] (p. 3765 à 3769); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Centre national d'études spatiales en Guyane; rapport d'activité du C.N.E.S.; port du Mahury; aérodrome de Cayenne; protestations formulées par le front démocratique guyanais; problèmes de l'agriculture et de la forêt; travaux d'infrastructure; installation professionnelle des agriculteurs; efficacité économique d'une base; fusée « Diamant »* [26 octobre 1965] (p. 4109, 4110);

— du projet de loi portant organisation de la police d'Etat : *Services de la sûreté nationale en Guyane; situation des effectifs dans ce département; répartition des tâches entre la sûreté nationale et la gendarmerie; sécurité des habitants* [21 juin 1966] (p. 2166);

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal particulier des tabacs consommés dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion : *Rôle des pouvoirs publics dans le département de la Guyane; problème des équipements; importance de la base spatiale; développement du tourisme; ouverture de la route reliant les Guyanes française et hollandaise; régime des droits d'enregistrement; spécificité des recettes affectées aux collectivités locales; octroi de mer; augmentation des prix guyanais dans le domaine des produits agricoles de consommation courante; prix des tabacs; contrebande* [23 juin 1966] (p. 2262, 2263); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier et le second alinéa du paragraphe premier de cet article à supprimer les mots « de la Guyane »* (p. 2265); *son amendement ayant pour objet d'exclure la Guyane du champ d'application de la loi; revenu actuel des habitants de la Guyane; situation de la Martinique* (p. 2265); *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa (dernier alinéa du I) de l'article premier* (p. 2266); *son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article à supprimer la référence « 48-546 » et en conséquence les mots « de la Guyane »* (p. 2266); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Application des dispositions de la présente loi au département de la Guyane)* (p. 2266); Titre : *Son amendement tendant à supprimer, dans le titre du projet de loi les mots « et de la Guyane »* (p. 2266);

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale : *Modification du nombre des circonscriptions électorales du département de la Guyane; nécessité de porter à deux le nombre des députés de ce département; augmentation de la population guyanaise; possibilité de procéder à un recensement complémentaire* [24 juin 1966] (p. 2348, 2349);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Situation de la Guyane; rôle du F.I.D.O.M.; autorisations de programme; construction d'un pont sur le Kourou; dépenses d'un centre spatial; amenuisement de la section locale du F.I.D.O.M.; objectifs du Ve Plan; situation de Saint-Laurent-du-Maroni; problèmes et conséquences de la base de Kourou; situation des exploitants forestiers; ses observations sur les pêcheurs et les commerçants; insuffisance des effectifs des services de police; problème des congés administratifs* [20 octobre 1966] (p. 3660 à 3662); *fraude électorale; espoirs de la population guyanaise; centre de formation professionnelle de Saint-Jean* (p. 3662); BUDGETS MILITAIRES : *Service militaire adapté; transfert du centre de formation professionnelle de Saint-Jean-du-Maroni aux Antilles; ses observations sur la population guyanaise* [25 octobre 1966] (p. 3849, 3850); AFFAIRES CULTURELLES : *Cas des départements d'outre-mer; rôle du F.I.D.O.M.; objectifs du Ve Plan; maisons de la culture; nécessité de construire un musée moderne; ses observations sur « l'association pour le développement des musées d'outre-mer »* [27 octobre 1966] (p. 3987, 3988); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ATOMIQUE ET SPATIALE : *Ses observations sur la base guyanaise de Kourou; conquête de l'espace; expropriation des habitants de Kourou; politique du C.N.E.S.; situation des agriculteurs guyanais; perspectives d'emploi pour les habitants de Kourou; problème de l'approvisionnement en produits agricoles et avicoles* [28 octobre 1966] (p. 4095, 4096).

HEITZ (M. Léon), *Député de la Somme, 2e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture, (n° 281) [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949).

Dépôts :

Son rapport d'information fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le vieillissement de la population active agricole et le sous-emploi en agriculture, **n° 422** [4 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 554) ratifiant le décret n° 63-993 du 1er octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation, **n° 768** [18 décembre 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Vieillissement de la population active dans le secteur agricole; Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles; nombre des agriculteurs âgés; rôle des S.A.F.E.R.* [4 novembre 1963] (p. 6297, 6298).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative aux incidences des accords de Bruxelles [18 décembre 1964] (p. 6247, 6249).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Répartition des aides consenties à l'industrialisation; oppo-*

sition entre la France de l'Est et celle de l'Ouest; situation des industries textiles du département de la Somme; réduction des horaires de travail; licenciements; avantages devant être consentis aux industries nouvelles qui s'implantent dans la France du Nord et du Nord-Est; modalités d'attribution de la prime d'équipement; intervention des sociétés de développement régional [15 octobre 1965] (p. 3738); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur l'université d'Amiens; création d'une université complète et autonome; taux de scolarisation du département de la Somme; carte scolaire* [18 octobre 1965] (p. 3828, 3829); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Amélioration des structures foncières; crédits proposés pour le remembrement; aménagement des structures agricoles; indemnité viagère; situation critique du marché du sucre; cas du département de la Somme; ses observations sur l'eau potable* [28 octobre 1965] (p. 4308);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JEUNESSE ET SPORTS : *Nécessité d'instaurer une coordination plus grande entre les programmes du Ministère de la Jeunesse et celui de l'Education nationale; exemple du C.E.S. de Montdidier; construction de piscines; taux de subvention pour la construction de salles de sport* [21 octobre 1966] (p. 3731, 3732); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Budget des prestations sociales agricoles; modernisation des structures; remembrement; problème des équipements publics; objectifs du Ve Plan; travaux d'adduction d'eau potable; calamités agricoles* [26 octobre 1966] (p. 3932); EDUCATION NATIONALE : *Conséquences de l'explosion démographique; ses observations sur le monde rural; ramassage scolaire; C.E.G.; C.E.S.; cas du département de la Somme; ses observations sur le lycée de Montdidier et le lycée mixte de Corbie; situation des enfants handicapés* [3 novembre 1966] (p. 4158, 4159).

HERMAN (M. Pierre), *Député du Nord, 8e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 1870) de M. Neuwirth et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle [14 juin 1966] (p. 2038);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la Sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant soixante ans, (n° 2157) [2 décembre 1966] (p. 5245);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outremer [8 avril 1964] (p. 654);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964] (p. 1949);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [24 juin 1966] (p. 2366);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [5 octobre 1966] (p. 3154);

— membre du Conseil supérieur de la Sécurité sociale [19 février 1963] (p. 2247).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Cassagne

(n° 157), tendant à compléter les articles L 70 et L 78 du Code de la Sécurité sociale, relatifs aux élections des conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale, **n° 341** [13 juin 1963].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite de la mission effectuée du 18 avril au 1er mai 1963 en Yougoslavie et en Italie par une délégation de la Commission chargée d'étudier les relations culturelles franco-yougoslaves et franco-italiennes, **n° 577** [15 octobre 1963].

Sa proposition de loi relative au calcul des pensions de vieillesse, **n° 615** [29 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux femmes assurées sociales de bénéficier de la retraite normale dès l'âge de soixante ans, **n° 616** [29 octobre 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 55 du Code civil relatif aux déclarations de naissance, **n° 831** [16 avril 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite d'une mission effectuée en Algérie, du 12 au 23 septembre 1964, **n° 1202** [1er décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1151) relatif à l'affiliation de certaines catégories d'avocats à la cause nationale des barreaux français, **n° 1210** [13 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1148) portant prise en charge et revalorisation de droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie, **n° 1212** [3 décembre 1964].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 253 du Code de la Sécurité sociale en vue d'assurer le maintien des prestations de l'assurance maladie aux veuves n'exerçant aucune activité professionnelle, **n° 1232** [9 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1263) modifié par le Sénat, portant prise en charge et revalorisation des droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie, **n° 1264** [17 décembre 1964].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales à la suite d'une mission effectuée au Dahomey et en Mauritanie du 17 au 30 janvier 1965, **n° 1536** [25 juin 1965].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), (travail), **n° 1596** [7 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1696) relatif à l'indemnisation de certaines victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur de dispositions nouvelles concernant ces accidents ou maladies, **n° 1800** [4 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1774) relatif à la durée du travail et modifiant l'article 3 de la loi n° 46-283 du 25 février 1946, **n° 1835** [18 mai 1966].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi d'orientation et de programme (n° 2047) sur la formation professionnelle, **n° 2049** [3 octobre 1966].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1967 (Affaires sociales : travail et Sécurité sociale), **n° 2075** [12 octobre 1966].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2047), modifié par le Sénat, d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, **n° 2149** [15 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2157) tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la Sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans, **n° 2324** [21 décembre 1966].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite d'une mission effec-

tuée en Espagne et au Portugal, **n° 2323** [21 décembre 1966].

Interventions :

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative au remboursement des assurés sociaux [28 juin 1963] (p. 3792, 3793).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Crédits affectés à la radio et à la télévision; signature d'un accord culturel avec la Yougoslavie; situation matérielle du lycée français de Rome* [29 octobre 1963] (p. 5878); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Problème de circulation routière et fluviale* [30 octobre 1963] (p. 5999); *aménagement du port de Dunkerque* (p. 6000); TRAVAIL : *Revalorisation des prestations familiales; financement de la Sécurité sociale* [5 novembre 1963] (p. 6425, 6426); EDUCATION NATIONALE : *Cas des collèges d'enseignement général; prévisions du IVe Plan; situation des maîtres; problème du recrutement; traitement des maîtres* [6 novembre 1963] (p. 6601, 6602);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Absence de nombreux membres de l'opposition; méthodes de travail des réalisateurs de la R.T.F.; rémunérations excessives; faire appel aux metteurs en scène du cinéma et du théâtre; capitulation de la direction générale devant le syndicat des réalisateurs; composition du conseil d'administration; mettre fin au scandale* [27 mai 1964] (p. 1440, 1441).

Pose à M. le Ministre du Travail une question orale, sans débat, relative à l'hébergement et au transport des curistes assurés sociaux [29 mai 1964] (p. 1547).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Efforts pour améliorer la situation des vieux; nécessité de relever substantiellement les plafonds de ressources; octroi de la retraite aux femmes salariées de 60 ans; Fonds national de l'emploi; formation professionnelle des adultes; allocation vieillesse* [20 octobre 1964] (p. 3429, 3430); AFFAIRES ALGÉRIENNES : *Résultats obtenus par le Gouvernement algérien dans le domaine culturel avec l'aide des enseignants français; mission accomplie en Algérie; investissements dans l'enseignement* [7 novembre 1964] (p. 4976);

— du projet de loi portant prise en charge et revalorisation des droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie, en qualité de *Rapporteur : Présentation de son rapport; année 1964 ayant vu le problème des rapatriés d'Algérie perdre de sa gravité; ralentissement du rythme des rapatriements; reclassement progressivement accompli des rapatriés; mesures préconisées par le projet* [9 décembre 1964] (p. 5980, 5981); Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 7, à substituer aux mots « qui leur est due » les mots « qui leur est servie »* (p. 5983); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 7, après les mots « depuis le 30 juin 1962 » à insérer les mots « ou à intervenir »* (p. 5983); *application de la loi du 2 septembre 1954* (p. 5983); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Cas des personnes fixées au premier alinéa et ne recevant pas les avantages auxquels elles peuvent prétendre en vertu de la législation applicable en Algérie avant le 1er juillet 1962)* (p. 5983); *prise en charge éventuelle par les fonds communs français des divers avantages dus par les fonds algériens* (p. 5983); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Suppression par le Sénat de l'article 11; Commission des affaires culturelles proposant de rétablir cet article* [18 décembre 1964] (p. 6240, 6241); Art. 11 : *Son amendement tendant à reprendre, pour l'article 11, le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Allocations de retraites à des personnes de nationalité française, titulaires de droits acquis, en cours d'acquisition ou éventuels auprès d'institutions algériennes)* (p. 6241); *son amendement tendant à reprendre, pour cet article, le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture et complété par le nouvel alinéa suivant : « Des décrets en Conseil d'Etat régulariseront la situation des cotisants aux institutions algériennes de retraites complémentaires du secteur agricole pour les services accomplis hors d'Algérie, antérieurement au 1er juillet 1962 »* (p. 6241);

— du projet de loi relatif à l'affiliation de certaines catégories d'avocats à la Caisse nationale des barreaux français, en qualité de *Rap-*

porteur: Permettre aux avocats ayant exercé près d'une juridiction française d'outre-mer d'être affiliés à la Caisse nationale des barreaux français; cette caisse assumant la gestion du risque vieillesse; étendre la compétence de la Caisse nationale des barreaux français à de nouvelles catégories d'avocats: anciens avocats rapatriés d'outre-mer, avocats exerçant outre-mer; cas des avocats ayant exercé en Algérie; projet de loi concernant les rapatriés d'Algérie [9 décembre 1964] (p. 5984, 5985); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa de l'article premier: « Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux avocats ayant exercé en Algérie, pour les périodes d'activité antérieures au 1er juillet 1962 »* (p. 5990).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question orale, sans débat, relative à l'insonorisation des immeubles d'habitation à caractère collectif [7 mai 1965] (p. 1209 à 1211).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAIL, en qualité de *Rapporteur pour avis: Réforme des services de l'emploi; promotion sociale; interventions du Ministère du Travail; problème du travail et de l'emploi; formation professionnelle des adultes; aide aux travailleurs sans emploi; aide aux travailleurs étrangers; horaires de travail; chômage partiel; niveau des salaires; Fonds national de l'emploi; formation professionnelle; activités de l'Association nationale interprofessionnelle pour la protection et pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre (A.N.I.F.R.M.O.); rôle de l'Office national d'immigration; action du Fonds d'action sociale (F.A.S.) et du Service social d'aide aux émigrants (S.S.A.E.); cas des travailleurs âgés; action de l'association pour le placement des cadres (A.P.E.C.); problèmes posés par la Sécurité sociale; législation des accidents du travail et des maladies professionnelles; problème des « avant-lois »; évolution des prestations en faveur de la vieillesse; évolution de l'assurance maladie; problème de l'équilibre financier du régime général de la Sécurité sociale* [13 octobre 1965] (p. 3604, 3605); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 55 : *Son amendement tendant après le paragraphe 5 du texte proposé par l'amendement du Gouvernement à insérer le nouveau paragraphe suivant: « Pourront être admis au bénéfice du régime fiscal des caisses d'épargne les revenus des placements auprès des sociétés mutuelles qui se soumettront à la réglementation applicable aux caisses d'épargne et concernant la collecte des fonds, leur placement et la rémunération des dépôts. La forme dans laquelle la soumission devra avoir lieu et ses effets feront l'objet d'un décret d'exécution »* [28 octobre 1965] (p. 4321); *cas des caisses de crédit mutuel* (p. 4322);

— du projet de loi relatif à l'indemnisation de certaines victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur de dispositions nouvelles concernant ces accidents ou maladies, en qualité de *Rapporteur: Congrès national de la Fédération nationale des mutilés du travail; problème des « avant-loi »; situation des victimes et ayants droit des victimes d'accidents du travail survenus avant l'entrée en vigueur de la loi du 30 octobre 1946 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; appareillage nécessaire aux victimes d'accidents du travail; délais de parution des décrets d'application* [12 mai 1966] (p. 1224); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Situation du titulaire de l'allocation prévue à l'article premier)* (p. 1226); Art. 4 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article après les mots « Article premier » à insérer le chiffre « 1 bis »* (p. 1227); Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article: « Le droit aux prestations prévues aux articles premier, 1 bis, 2 et 3 de la présente loi est constaté par une ordonnance non susceptible d'appel, rendue par le président du tribunal de grande instance »* (p. 1227); Art. 9 : *Son amendement tendant, après le texte proposé pour l'article 1231-1 du Code rural à insérer de nouvelles dispositions (Droit à l'appareillage)* (p. 1228); *cas des victimes d'accidents du travail qui relèvent du régime agricole* (p. 1228); *son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 1231-2 du Code rural, à substituer aux mots « et 1231-1 », les mots « 1231-1 et 1231 bis »* (p. 1228); *son amendement tendant, après le texte proposé pour l'article 1254 du Code rural à insérer de nouvelles dispositions (Appareils de prothèse et d'orthopédie)* (p. 1228); *son amendement tendant, dans le texte proposé*

pour l'article 1255 du Code rural à insérer aux mots « et 1254 » les mots « 1254 et 1254-1 » (p. 1228); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après le chiffre « 1231-1 » à insérer le chiffre « 1231-1* bis » (p. 1229); Art. 14 : *Son amendement tendant au début de cet article après les mots « aux articles premier » à insérer le chiffre « 1* bis » (p. 1229);

— du projet de loi relatif à la durée du travail et modifiant l'article 3 de la loi n° 46-283 du 25 février 1946, en qualité de *Rapporteur : Durée du travail; réduction de la durée hebdomadaire du travail s'imposant pour des raisons sociales sanitaires et économiques; buts du Ve Plan; problème des heures dites d'équivalence; contrôle des heures supplémentaires; nécessité de doter l'inspection du travail des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission; consultation du comité d'entreprise sur la durée du travail; problème du travail dans l'agriculture; extension de l'institution des comités d'entreprises à certaines entreprises agricoles; diminution des ressources pour certains travailleurs* [25 mai 1966] (p. 1488, 1489); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 3 de la loi n° 46-283 du 25 février 1946 par le nouvel alinéa suivant : « Le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel donnent leur avis sur ces dérogations. Cet avis est transmis à l'inspecteur du travail »* (p. 1492); *cas où une entreprise est amenée à déroger à la règle d'une durée hebdomadaire moyenne de 54 heures sur 12 semaines; consultation du comité d'entreprise* (p. 1492); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 3 de la loi n° 46-283 du 25 février 1946 par le nouvel alinéa suivant : « Les conventions collectives devront prévoir des aménagements aux rémunérations touchées par la diminution des heures supplémentaires prévue par le présent article »* (p. 1492); *principe du remboursement des rémunérations perdues* (p. 1492); *son amendement tendant à compléter l'article premier par un nouveau paragraphe : « II. — Les attributions conférées par l'article 3 de la loi du 25 février 1946 modifiée, au Ministre des Affaires sociales et aux inspecteurs du travail, sont exercées en ce qui concerne les entreprises, sociétés et organismes agricoles visés à l'article 6 modifié du livre II du Code du travail par le Ministre de l'Agriculture et les inspecteurs des lois sociales en agriculture »* (p. 1493); *cas de certaines entreprises agricoles qui peuvent être soumises à la réglementation du Code du travail concernant la durée du travail* (p. 1493); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Compléter l'article 6 du livre II du Code du travail)* (p. 1493); *cas où certaines entreprises et sociétés agricoles, par la nature de leur activité et les conditions d'emploi et de travail de leur personnel sont assimilables à des entreprises industrielles et commerciales* (p. 1493);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises : *Ses observations sur les paroles de M. Danel* [26 mai 1966] (p. 1520);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 7 : *Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa de l'amendement de M. Fagot, à supprimer les mots : « Nécessité par l'exécution de tout acte ou série d'actes visés à l'article 4 ci-dessous »* [9 juin 1966] (p. 1858); *franchise pour la prise en charge des journées d'hospitalisation* (p. 1858);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, en qualité de *Rapporteur pour avis nécessité économique et sociale de donner un métier aux jeunes; insuffisance de main-d'œuvre qualifiée et de cadres moyens; amélioration du niveau de vie; application de la loi sur l'enseignement agricole; développement des centres de formation professionnelle; importance des crédits; augmentation de la taxe d'apprentissage; fonds de formation professionnelle et de promotion sociale; rôle des conventions; création d'instituts régionaux destinés à la formation de cadres de la fonction publique; fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises; allocation du Fonds national de l'emploi; situation des femmes divorcées, séparées ou mères célibataires; consultation syndicale; financement des collèges d'enseignement technique* [5 octobre 1966] (p. 3143, 3144); Art. 1er : *Son amendement tendant : 1° à la fin de la première phrase, après les mots « obligation nationale » à insérer les mots « sous la responsabilité de l'Etat »; 2° en conséquence, au début de la deuxième phrase, à supprimer les mots « l'Etat »* [6 octobre 1966] (p. 3166); *responsa-*

bilité de l'Etat (p. 3166); *ses observations sur l'amendement de Mme Thome-Patenôtre* (p. 3166); *son amendement tendant, dans cet article, après les mots « établissement d'enseignement » à insérer les mots « public et privé »* (p. 3167); *rôle des établissements d'enseignement publics et privés* (p. 3167); *son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « concourent à l'assurer » les mots « contribuent à assurer son développement »* (p. 3167); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa (1°) de cet article par les mots suivants : « ...et de développer à cette fin leur culture générale »* (p. 3169); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, après les mots « établissements d'enseignement » à insérer les mots « publics et privés »* (p. 3170); *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 3170); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant après cet article, à insérer un nouvel article (Rôle des comités interministériels et du Conseil national de la formation professionnelle de la promotion sociale et de l'emploi)* (p. 3170); Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots « une formation ou un complément de formation » à insérer les mots « à la fois générale »* (p. 3179); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « perfectionnement professionnel des adultes » à insérer les mots « soit pour assurer la promotion des individus et des groupes dans le domaine social et culturel »* (p. 3179); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « les associations » à insérer les mots « notamment à vocation éducative »* (p. 3180); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « établissements d'enseignement » à insérer les mots « publics ou privés »* (p. 3180); Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « 5° L'indemnisation qui serait nécessaire aux travailleurs indépendants pour leur permettre de suivre lesdits stages »* (p. 3182); *son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de cet article : « Ce congé ouvre le droit à rémunération. Les conventions prévues à l'article 7 ci-dessus doivent obligatoirement comporter des obligations particulières assurant l'indemnisation des bénéficiaires desdits congés »* (p. 3183); *cas d'un stagiaire chargé de famille* (p. 3183); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article* (p. 3183); Art. 15 : *Son amendement tendant après les mots « trois enfants ou plus » à rédiger ainsi la fin du texte proposé pour compléter l'article 2 de la loi du 18 décembre 1963 : « ainsi qu'aux veuves et aux femmes divorcées, séparées ou mères célibataires exerçant les fonctions de chef de famille »* (p. 3186); après l'Art. 17 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Organisation des enseignements destinés aux adultes par les instituts universitaires de technologie)* (p. 3188); *ses observations sur son amendement* (p. 3188); Art. 18 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les représentants des différents organismes concourant à la réalisation des actions définies à l'alinéa précédent seront appelés à participer à l'administration de la fondation »* (p. 3190); *conditions de mise en place de la fondation* (p. 3190); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis : Modifications faites par le Sénat; problème de l'ouverture d'un crédit* [18 novembre 1966] (p. 4698);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problèmes du travail et de l'emploi; évolution des prestations sociales; création au Ministère des Affaires sociales de nouvelles directions générales; politique de l'emploi; création des emplois de placiers; bourses régionales de l'emploi; inspection du travail; centre de formation des inspecteurs du travail; aide de reconversion à la sidérurgie; Fonds national de l'emploi; aide aux travailleurs migrants; immigration étrangère; intervention du Fonds d'action sociale; problème de l'hébergement; continuité de la politique d'action sociale en faveur des travailleurs étrangers; redevance perçue par l'Office national d'immigration; aide aux travailleurs handicapés; formation professionnelle des adultes; réorganisation des services de l'emploi; initiation professionnelle des jeunes de 14 à 17 ans; durée moyenne du travail hebdomadaire; évolution des prestations sociales; création d'une direction générale de la famille, de la vieillesse et de l'action sociale et celle d'une direction de l'assurance maladie et des caisses de Sécurité sociale; sort des personnes âgées; enquête sur les professions pénibles* [19 octobre 1966] (p. 3578 à 3581); *ses observations sur les prestations familiales et l'assurance maladie;*

influence du financement de la Sécurité sociale; rôle économique joué par les prestations sociales dans le cadre d'une économie de marché (p. 3584); EDUCATION NATIONALE : *Nombre d'élèves par classe dans la région du Nord; niveau de l'enseignement du second degré; évolution du taux de scolarisation en classe de sixième; scolarisation des enfants du Nord* [3 novembre 1966] (p. 4166).

HERSANT (M. Robert), *Député de l'Oise, 3e circonscription (R.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 623), [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôts :

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à instaurer en France le régime présidentiel par la révision des articles 5, 6, 8, 19 et 21 de la Constitution, **n° 4** [7 décembre 1962].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à la création d'une cour suprême, gardienne de la Constitution, par la révision des articles 56 et 64 de la Constitution, **n° 5** [7 décembre 1962].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant, dans le cadre d'un régime présidentiel, à assurer l'équilibre des pouvoirs par la révision des articles 10, 12, 18, 44, 48, 49, 50, 51, de la Constitution, **n° 6** [7 décembre 1962].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à réglementer l'usage du référendum par la révision de l'article 11 de la Constitution, **n° 7** [7 décembre 1962].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant, dans le cadre d'un régime présidentiel, à assurer (par la révision de l'article 16 de la Constitution) le fonctionnement des pouvoirs publics lorsque ceux-ci sont menacés d'une manière grave et immédiate, **n° 8** [7 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à porter amnistie pleine et entière de toutes les infractions commises à l'occasion des événements qui se sont déroulés en Algérie du 1er novembre 1954 au 8 avril 1962, **n° 42** [18 décembre 1962].

Sa proposition de loi tendant à porter de trois à quatre semaines la durée des congés payés, par la modification des articles 54 *g* et 54 *j* du livre II, titre Ier du Code du travail, **n° 123** [23 janvier 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 relatif aux conditions d'exercice du droit de reprise à l'encontre de certains occupants âgés, **n° 128** [23 janvier 1963].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 62) relatif au domaine public maritime, **n° 418** [3 juillet 1963].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité électorale, **n° 620** [29 octobre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 576) modifié par le Sénat, relatif au domaine public maritime, **n° 650** [13 novembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire le placement des réserves techniques des sociétés pratiquant l'assurance automobile en emprunts d'Etat destinés à la construction d'un réseau d'autoroutes de liaison, **n° 1064** [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à une réforme de structure des sociétés d'assurances permettant d'associer les assujettis à l'assurance automobile obligatoire à la gestion de leur risque, **n° 1065** [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier les conditions et les effets du retrait d'agrément des sociétés d'assurances, **n° 1066** [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à instituer une réduction ou une majoration des primes d'assurance automobile en fonction du risque représenté par le titulaire des contrats, **n° 1067** [30 juin 1964].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés afin de ne maintenir au second tour que les deux candidats ayant

recueilli le plus grand nombre de suffrages au premier tour, **n° 2067** [6 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au domaine public maritime en qualité de *Rapporteur : Nécessité de réformer les dispositions de l'ordonnance de 1681 ; problème de l'utilisation des rivages de la mer à l'occasion des vacances ; contradiction existant entre l'article 538 du Code civil et la jurisprudence fondée sur l'article L 64 du Code du domaine de l'Etat ; dispositions du présent texte ; incorporation d'office au domaine public maritime du sol et du sous-sol de la mer territoriale ; incorporation possible des lais et relais ; création de réserves* [4 juillet 1963] (p. 3876) ; Art. 1er : *Son amendement au nom de la Commission (Maintien des droits acquis dans le cas d'incorporation au domaine public maritime) : Cas des récoltes de goémons et de certains coraux* (p. 3879) ; Art. 2 : *Son amendement au nom de la Commission (Réservation des droits sur la propriété commerciale en cas de transfert au domaine public* (p. 3881) ; Art. 4 : *Son amendement au nom de la Commission (Procédure prévue pour l'enquête publique dans le cas de la constitution de réserves)* (p. 3882) ; *ses amendements au nom de la Commission (Inclusion du Ministre chargé du tourisme dans la liste des autorités appelées à prendre un arrêté pour création de réserves)* (p. 3882) ; *son amendement au nom de la Commission (Profondeur des réserves dans le cas où le domaine public n'est pas relié à la voirie publique)* (p. 3883) ; Art. 6 : *Son amendement au nom de la Commission (Détermination par les décrets d'application du présent texte du régime des concessions)* (p. 3884).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la situation de l'industrie automobile [16 octobre 1964] (p. 3362) : *Raisons d'une crise de l'industrie automobile en France au moment où la production se développe partout dans le monde ; dangers de l'écart entre la production de la France et celle de l'Allemagne ; problème de la voirie urbaine ; mesures envisagées par le Gouvernement pour éviter que la France ne devienne une puissance industrielle d'ordre secondaire en Europe* (p. 3369, 3370).

Prend part à la discussion :

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de ses propositions de loi : *1°* tendant à rendre obligatoire le placement des réserves techniques des sociétés pratiquant l'assurance automobile en emprunts d'Etat destinés à la construction d'un réseau d'autoroutes de liaison ; 2° tendant à une réforme de structure des sociétés d'assurances permettant d'associer les assujettis à l'assurance automobile obligatoire à la gestion de leur risque ; 3° tendant à modifier les conditions et les effets du retrait d'agrément des sociétés d'assurances ; 4° tendant à instituer une réduction ou une majoration des primes d'assurance automobile, en fonction des risques représenté par le titulaire des contrats : *création d'une Commission spéciale ; opposition du Ministre des Finances* [3 décembre 1964] (p. 5821) ;

— du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 345-1 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article : « L'existence d'enfants légitimes ne fait pas obstacle à l'adoption ou à la légitimation adoptive, lorsqu'ils sont majeurs et qu'ils y consentent par acte authentique »* [17 novembre 1965] (p. 4695) ; En deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 345-1 du Code civil : *Ses observations sur le texte voté en première lecture* [14 juin 1966] (p. 2025, 2026) ; *dispense demandée au Président de la République* (p. 2026).

HERZOG (M. Maurice), *Député du Rhône, 4e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

Haut-Commissaire à la Jeunesse et aux Sports
du 27 décembre 1962 au 11 juin 1963.

Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports
du 11 juin 1963 au 8 janvier 1966.
(2e Gouvernement POMPIDOU)

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé Haut-Commissaire à la Jeunesse et aux Sports [27 décembre 1962] (p. 198).

Est maintenu dans ses fonctions de Secrétaire général du Haut-Comité de la Jeunesse de France et d'outre-mer [27 décembre 1962] (p. 198).

Est nommé Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports (2e Gouvernement Pompidou) [11 juin 1963] (*J. O.* du 12 juin 1963, p. 5227).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [11 juillet 1963] (p. 4102).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports (2e Gouvernement Pompidou) [8 janvier 1966] (*J. O.* du 9 janvier 1966, p. 267).

Dépôt :

Son rapport sur la mise en œuvre du Plan d'équipement sportif et socio-éducatif [13 novembre 1963].

Interventions :

En qualité de Haut-Commissaire à la Jeunesse et aux Sports :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Application de la loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif; question des parcs d'attraction et des cités sportives; sondages opérés par l'I.F.O.P. au sujet de la fréquentation sportive des jeunes; travaux préparatoires du stade de 100.000 places; sa construction à la limite du bois de Vincennes; danger de politisation des maisons de jeunes; foyers communaux; réforme des structures des fédérations sportives; cas particulier des clubs et des associations; augmentation des crédits en matière d'équipement sportif; nombre des piscines existant en France; cas de la piscine du boulevard Lannes; paiement des professeurs d'éducation physique du Finistère; limitation des « saisons » pour les fédérations sportives, notamment en Alsace et en Lorraine; dérogations possibles; problème des concours de pronostics; indemnités en faveur des secrétaires régionaux de l'A.S.U.; problème de la subvention de l'U.N.E.F.; encadrement de la jeunesse sportive par des contractuels; réforme des structures des fédérations sportives; nouveau statut du sport; objections présentées par M. Comte-Offenbach; construction des C.R.E.P.S. de Lyon, Besançon et Lille; idée de micro-équipements en matière de foyers de jeunes* [19 janvier 1963] (p. 1266 à 1269).

En qualité de Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'éducation nationale : *Enseignement de l'éducation physique et sportive dans les établissements du premier degré des zones rurales; problème des maîtres; classes à mi-temps pédagogiques et sportives; création au budget d'une ligne spéciale concernant les équipements sportifs scolaires et universitaires; attributions du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports; problème du recrutement des enseignants d'éducation physique dans le second degré; octroi de prêts prioritaires pour les équipements sportifs; établissement de normes pour ceux-ci; dotations de la loi de programme d'équipement sportif et socio éducatif; prêts aux municipalités; crédits d'entretien des équipements sportifs; effort du Gouvernement pour les équipements civils* [3 juillet 1963] (p. 3842, 3843).

Prend part à la discussion du projet de loi réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif : *Réglementation nécessaire de la profession d'éducateur physique et sportif; reproches adressés par certains aux récents arrêtés sur le fonctionnement des fédérations sportives; octroi des diplômes par les fédérations sous le contrôle de l'Etat* [27 juin 1963] (p. 3760, 3761).

Répond aux questions orales, avec débat, de MM. Ballanger et Privat et sans débat de M. Neuwirth relatives aux problèmes du camping : *Causes du développement du camping; réglementation en la matière ; répartition sociale des campeurs ; comparaisons avec 1954; réforme régionale des camps; impossibilité pour un maire d'interdire la création d'un camping sauf pour des raisons d'ordre public; aide de l'Etat aux activités de camping; refonte du système des redevances exigibles sur les terrains de camping; application de la T.V.A. aux articles de camping* [18 juillet 1963] (p. 4274 à 4276); *problème du camping dans les régions saturées en campeurs, augmentation de la place donnée au camping dans la loi-programme d'équipement sportif ; substitution, dans les projets des communes, de l'équipement de terrains pour le camping à d'autres projets, non immédiatement réalisables; insuf-*

fisance des capacités d'accueil des camps (p. 4277, 4278).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. de Chambrun, Bord et Flornoy, et avec débat, de MM. Nilès et Darchicourt sur le fonctionnement des fédérations sportives et la formation des cadres : *Développement du sport en France; augmentation des effectifs des fédérations; nécessité de provoquer un recrutement plus large des dirigeants sportifs et leur renouvellement; introduction de sportifs à la tête des fédérations; participation d'éléments féminins à cette direction ; problème des délégations de pouvoirs ; association des fédérations à l'élaboration de la réforme ; position du Comité national des sports et des différentes fédérations sportives ; état d'avancement de la réforme sportive ; volonté du Gouvernement de ne pas procéder à la nomination des secrétaires généraux des fédérations et de laisser ainsi la liberté à ces fédérations ; élaboration d'une loi-cadre du sport ; distinction entre amateurs et professionnels ; dialogue entre le Gouvernement et les fédérations ; application de la loi sur les congés-cadres ; élaboration d'une loi-programme en matière de nomination des centres sportifs ; subventions accordées à la Fédération sportive et gymnique du travail ; développement d'une politique de plein emploi des équipements sportifs ; réalisation de la loi-programme d'équipement sportif et cas de la piscine de Draney* [18 juillet 1963] (p. 4283 à 4286) ; *problème de la limitation des saisons, l'activité des fédérations affinitaires ; participation française aux Jeux olympiques ; subventions attribuées aux clubs à cet effet ; fonctionnement de l'organisme chargé des relations entre la jeunesse française et allemande ; aspect sportif de la question* (p. 4288).

Répond aux questions orales, sans débat, de MM. Fajon et Nungesser et avec débat de M. Escande sur l'équipement sportif : *Inventaire des réalisations de la loi-programme d'équipement sportif ; préparation d'une deuxième loi-programme ; investissements réalisés par les municipalités ; déconcentration des actions ; ouverture au budget de l'année 1964 d'un article spécial sur l'équipement sportif, scolaire et universitaire ; montant des crédits probablement affectés à cette ligne ; équipements sportifs dans les grandes villes ; entretien des équipements sportifs et universitaires ; création de cités sportives ; fonctionnement des centres de jeunesse ; travaux relatifs au stade de 100.000 places ; problème des grands ensembles* [18 juillet 1963] (p. 4292 à 4294).

Répond à une question orale, sans débat, de M. Flornoy sur l'éducation physique des élèves des écoles primaires rurales [18 juillet 1963] (p. 4295, 4296).

Répond à une question orale, avec débat, sur la pratique du sport par les étudiants : *Expérience de Lille ; développement des efforts des pouvoirs publics en faveur de l'éducation physique dans l'enseignement supérieur* [18 juillet 1963] (p. 4297).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour [25 juillet 1963] (p. 4510).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, EDUCATION NATIONALE : *Augmentation des crédits ; dotations d'équipement ; transfert de crédits de l'équipement sportif scolaire et universitaire au Secrétariat d'Etat ; nécessité d'assurer une promotion sociale ; désignation des membres du conseil d'administration de l'Office franco-allemand pour la jeunesse ; réforme sportive ; dotation pour les Jeux olympiques ; problèmes posés par les Jeux olympiques ; opération de déconcentration ; Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire ; rémunération des cadres des institutions de jeunesse* [6 novembre 1963] (p. 6603 à 6606).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Vivien relative à la situation sportive de la France à quelques mois des Jeux olympiques [5 juin 1964] (p. 1681, 1682).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Le Gallo relative à la rémunération dn personnel d'encadrement des colonies de vacances [5 juin 1964] (p. 1683, 1684).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les paroles prononcées par M. Fajon ; détermination du crédit de 151 millions de francs ; ensemble des crédits alloués par le Ministère des Finances* [29 octobre 1964] (p. 4140) ; *loi de programme d'équipement sportif et socio-éducatif ; équipement scolaire et universitaire* (p. 4140) ; *crédits affectés à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver étant inscrits au chapitre 43-53* (p. 4141) ; *contrôle de l'exécutif ; hommage rendu au Gouvernement et au peuple japonais qui viennent d'accueillir la*

jeunesse sportive du monde entier; hommage rendu aux athlètes français; leur entraînement; application du plan de stabilisation; licenciés de la Fédération d'athlétisme; nombre des finalistes et demi finalistes aux Jeux de Tokio; organisation de l'éducation physique dans l'enseignement du premier degré et dans les C.E.G.; modicité de la subvention à la F.S.G.T. [30 octobre 1964] (p. 4302, 4303); *ses observations sur la F.S.G.T.* (p. 4303); *F.S.G.T. n'ayant aucun aspect de délégation; participation aux Jeux du G.A.N.E.F.O.* (p. 4303); *arrêt du Conseil d'Etat, F.S.G.T. ayant abusivement reçu de l'Etat une délégation de pouvoirs dont, en tout état de cause, elle ne justifiait pas la raison* (p. 4303, 4304); *hommage rendu aux athlètes, mais non à la F.S.G.T.; pourcentages de subventions pour les équipements sportifs dans la région parisienne; création du district de la région parisienne* (p. 4304); *règle des trois tiers étant avantageuse pour la région parisienne; région parisienne étant la moins développée en matière d'équipement sportif; notion de partie subventionnable; principe de la Caisse des dépôts et consignations* (p. 4304); *crédits pour l'équipement sportif; programme d'animation; équipement sportif dans le cadre du Ve Plan* (p. 4304, 4305); *enseignements d'éducation physique; problème des contractuels; préoccupations de M. Flornoy; crédits nécessaires à la titularisation des délégués en cause* (p. 4308); *son amendement tendant à réduire les crédits du titre III de 2 millions 80.000 francs* (p. 4308); *mesures de régularisation budgétaire; imputation d'une subvention à l'Office de coopération et d'accueil universitaire* (p. 4308); *ses observations sur l'amendement de M. Vivien: ne pas ouvrir un chapitre spécial pour la préparation des Jeux de Grenoble* (p. 4309); *subvention de 5.000 francs à la F.S.G.T.* (p. 4310); *distinction entre l'organisation politique de la F.S.G.T. et les athlètes qui en sont membres* (p. 4310);

— du projet de loi tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives : *Préoccupation politique étant absente du projet; organismes sportifs interdisant l'usage de dopants; comité olympique international; doping détériorant l'organisme; pratique déloyale dans la compétition* [15 décembre 1964] (p. 6115, 6116); *projet de loi étudié depuis deux ans; texte n'étant pas un texte de circonstance; consultation du Haut-Comité des Sports du Conseil de l'Europe et du Conseil d'Etat; Gouvernement n'entendant pas seulement prendre des sanctions, mais poursuivant son effort d'éducation et de propagande pour mettre en garde la jeunesse contre les effets nocifs du doping et pour rendre au sport sa véritable valeur* (p. 6120); Art. 1er : *Extension du champ d'application de la loi* (p. 6122); Art. 4 : *Son amendement tendant, à partir des mots « de participer à des compétitions sportives » à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article : « ...d'en être l'organisateur et d'y assumer une fonction quelconque, officielle ou non »* (p. 6124); *amendement de M. Labéguerie étant trop restrictif; permettre de frapper de l'interdiction certains dirigeants, plus particulièrement les directeurs techniques ou sportives, les entraîneurs, les « managers », les soigneurs* (p. 6124); *préoccupations de M. Labéguerie; élection des dirigeants* (p. 6124); En deuxième lecture du projet de loi tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives, Art. 3 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de la Commission; exercice de l'action publique; éviter une troisième lecture* [20 mai 1965] (p. 1474).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Jaillon relative à l'indemnisation des porteurs de titres russes [18 décembre 1964] (p. 6245, 6246).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives aux Jeux olympiques d'hiver de 1968 : *Taux de subventionnement des remontées mécaniques ; organisation des Jeux olympiques ; nécessité de favoriser les relations entre les différentes agglomérations de la région Rhône-Alpes et d'améliorer la capacité hôtelière de la région de Grenoble ; préparation sportive; l'octroi d'un budget spécial à la Fédération française de ski et à la Fédération française de sports de glace ; équipements sportifs ; construction à Grenoble d'une patinoire de grandes dimensions et d'un anneau de patinage de vitesse ; lieu d'implantation d'un tremplin de 90 mètres ; création d'une piste de bob et de luge ; problèmes d'infrastructure générale ; développement des communications routières, ferroviaires et aériennes ; liaison Meylan-Le Touvet ; autoroute Lyon-Bourgoin ; efforts des postes et télécommunications; amélioration de l'aérodrome du Versoud;*

desserte aérienne de la région de Grenoble par les aérodromes de Genève-Cointrin et Lyon-Bron [18 décembre 1964] (p. 6254 à 6257); *création d'un centre d'entraînement olympique d'altitude à Font-Romeu* (p. 6258, 6259).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux nécessaires à l'organisation des Xe Jeux olympiques d'hiver à Grenoble : *Crédits devant être prélevés sur le budget national* [2 juin 1965] (p. 1707);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif ; *principe de cette loi de programme ; succès de la première loi ; loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif étant la seule loi de programme correspondant au Ve Plan; retard de notre pays en matière d'équipement sportif et socio-éducatif; question intéressant la totalité des municipalités françaises; augmentation des crédits; procédure de déconcentration ne s'arrêtant pas au stade de l'élaboration, mais se poursuivant aussi dans l'exécution; souplesse d'exécution; Etat n'étant pas le maître d'ouvrage pour la réalisation de ces équipements; éviter la création d'un double réseau d'équipements sportifs et socio-éducatifs; notion de forfait; taux moyen de la subvention; problème des modifications de prix* [2 juin 1965] (p. 1708 à 1710); *problème des terrains; partie subventionnable; nouvelle procédure ayant pour objet de supprimer la notion de coût unitaire; modalités d'exécution de ce projet de loi de programme; raisons d'ordre démographique; augmentation du prix des travaux; accélération du phénomène d'urbanisation; cas du Tremblay et d'Issy-les-Moulineaux; effort devant être fait en faveur de la jeunesse* (p. 1710 à 1712); *questions posées au cours du débat; problème d'un échéancier et de dotations par catégories; équipement socio-éducatif; évolution des C.A.T.N.; caractère d'importance nationale de certaines opérations comme celles de Grenoble et de Font-Romeu; formation des animateurs; ses observations sur l'actualisation des subventions; choix des architectes; centres aérés; « classes vertes »; classes de neige; développement de la pratique du sport; situation des petites communes; absence d'arbitraire; crédits d'équipement de l'éducation nationale; équipement des centres universitaires d'Orsay et de Nanterre; financement des achats de terrains; projets pour Choisy-le-Roi; terrains de camping; équipement des grands ensembles; projet intéressant Saint-Denis; situation de la Corse* (p. 1740 à 1743); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy; réévaluation de la subvention* (p. 1745, 1746); après l'Art. 2 : *Critères de répartition des crédits* (p. 1746); Art. 3 : *Problème du rapport annuel* (p. 1747); En deuxième lecture : *Crédits inscrits au titre de la première loi de programme ayant été intégralement consommés; modification introduite par le Sénat* [24 juin 1965] (p. 2426, 2427);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, EDUCATION NATIONALE : *Budget de la Jeunesse et des Sports; son augmentation; problème des équipements sportifs scolaires; leçon tirée des épreuves pré-olympiques de Mexico; centre de formation pré-olympique de Font-Romeu; préparation des Jeux olympiques de Grenoble; domaine des sports universitaires; effort de l'association sportive scolaire et universitaire; suppression du titre de professeur d'éducation physique et sportive dans l'enseignement supérieur; associations sportives de faculté; école nationale de voile; fonds consacrés aux cadres de jeunesse et d'éducation populaire; rôle du Fonjep; nécessité d'encadrer la jeunesse oisive; perturbations dans certaines stations balnéaires; coopération entre le Ministère de l'Intérieur et le Secrétariat d'Etat à la jeunesse; création d'écoles préparatoires; éducation sportive de la masse* [18 octobre 1965] (p. 3802, 3803); *école nationale de voile devant être créée à Beg-Rohu dans la presqu'île de Quiberon; création des zones de plein air et de loisirs; problème des réservations foncières; ramassage sportif; régionalisation des crédits; création du Centre national d'éducation populaire; loi de programme d'animation; commission « L'air pour vivre » présidée par M. Paul-Emile Victor; importance de l'éducateur itinérant; développement des expériences d'horaires à mi-temps et d'horaires aménagés; formation des normaliens; football français; jeux européens; crédits affectés aux réalisations de Grenoble, de Font-Romeu et du Tremblay; problème du financement complémentaire; ensembles de plein air et de loisirs; extension des classes de mer; question des heures supplémentaires pour les moniteurs d'éducation physique et sportive; répartition des crédits entre les départements; fusions entre C.O.G.E.D.E.P. et A.T.I.T.R.A. d'une*

part, l'U.N.C.M. et l'U.N.F. d'autre part; formation de « cadres » de vacances; ses observations sur les paroles de M. Vivien [19 octobre 1965] (p. 3867 à 3869);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Le Goasguen tendant à réglementer la profession de professeur et moniteur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession : *Compétences techniques; définition des diplômes; ses observations sur les salles ; loi du 8 août 1963* [16 novembre 1965] (p. 4659, 4660); Art. 1er : *Réglementation des activités privées* (p. 4660); *création de diplômes distincts de ceux institués en vertu de la loi de 1963* (p. 4660); Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer dans le premier alinéa, de cet article, après les mots « école de danse », les mots « classique ou contemporaine »* (p. 4661); *ses observations sur les enseignements* (p. 4661); *pouvoirs du préfet* (p. 4661); Art. 3 : *Décision prise par le préfet* (p. 4661); *son amendement tendant à supprimer au début de cet article, après les mots « Le préfet de chaque département », les mots « soit d'office, soit sur demande du procureur de la République »* (p. 4661); après l'Art. 4 : *Interdiction de vente d'alcools dans les salles de danse* (p. 4662);

HINSBERGER (M. Etienne), *Député de la Moselle, 7e circonscription (U.N.R.U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche [19 décembre 1966] (p. 5693).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi (n° 255) tendant à l'organisation de l'ordre des experts techniques en automobile, et (n° 1321) tendant à l'organisation de la profession et à la création d'un statut d'expert en automobile et matériel industriel, **n° 2282** [15 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Insuffisance des crédits pour l'entretien des routes; hausse des prix; amélioration nécessaire des routes nationales; insuffisance des crédits prévus pour le déneigement; faiblesse du programme des constructions d'autoroutes; cherté du prix de l'essence en France; montant limite des mémoires dans le cas de travaux routiers* [15 janvier 1963] (p. 835).

Prend part au débat sur le projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 1er : *Problème de la révision par les inspecteurs du contenu des déclarations fiscales; cas des commerçants* [9 juillet 1963] (p. 3950).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, CONSTRUCTION : *Abandon du système des prix plafonds; inconvénients des normes de prix; allocation logement; problème de la main-d'œuvre; garantie de l'emploi; industrialisation de la construction* [31 octobre 1963] (p. 6164); TRAVAIL : *Nécessité de respecter le libre choix par les mineurs de leur médecin* [5 novembre 1963] (p. 6432); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Réception des émissions françaises dans les départements de l'Est; remédier au manque d'équipement; objet de la télévision* [7 novembre 1963] (p. 6706).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère : *Problème non encore résolu des biens français en République démocratique allemande; spoliation des propriétaires; règlement de ce problème* [29 avril 1964] (p. 1022).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Création de commissions spéciales pour étudier les problèmes des anciens combattants et victimes de guerre d'Alsace et de Moselle; caractère de leurs premiers travaux; donner satisfaction à leur revendication; réunion plénière tenue à Strasbourg le 20 juin 1964* [20 octobre 1964] (p. 3394, 3395); CONSTRUCTION : *Industrialisation du bâtiment; programmes pluriannuels; intéressement des travailleurs à l'entreprise; augmentation souhaitable des pouvoirs du Ministre de la Construction; grands préfabricateurs français ayant trouvé des marchés importants à l'étranger; adopter une politique leur assurant une activité continue et augmenter leur productivité au profit de la qualité et des prix; problème des terrains et des périmètres urbains; abandon de nombreux cantonnements militaires; recours au financement par l'épargne privée; organisation d'un marché hypothécaire pour attirer l'épargne privée dans la construction; dommages de guerre; remboursement de trop-perçu; construction de 500.000 logements par an en 1970, soit environ 40 % de plus que ce qui se fait* [4 novembre 1964] (p. 4543, 4544); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Construction des autoroutes devant atteindre la cadence d'un kilomètre par jour; autoroute Metz-Sarrebruck; élargissement des routes à quatre voies; aménagement des « points noirs »; étude des sous-sols; poursuite du programme de mise hors gel; reconstruction des ponts détruits par faits de guerre; marchés passés avec les entreprises de travaux publics devant porter sur des programmes pluriannuels* [4 novembre 1964] (p. 4588, 4589);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur les routes et la circulation routière; rapidité de l'expansion du trafic; autoroute Metz-Thionville; aménagement des liaisons routières avec l'Allemagne et avec la Sarre; construction d'autoroutes; renouvellement et modernisation de la flotte fluviale; amélioration de la signalisation routière; compagnies de traction sur les voies navigables* [11 octobre 1965] (p. 3468, 3469); CONSTRUCTION : *Diminution des réclamations afférentes aux problèmes de la construction; délai pour l'obtention du permis de construire; zones urbaines; augmentation des prix; accession à la propriété des maisons individuelles; conséquences de la construction industrialisée; préfabrication; rapidité de la construction; question de la qualité; rôle du centre scientifique et technique du bâtiment; octroi de prêts à plus long terme; formule d'accession à la propriété retenue par les « prémaçonnés » de Cambrai; problème des terrains à bâtir; terrains désaffectés appartenant à l'Etat; réalisation de grands ensembles; politique de l'Electricité de France pour les branchements au réseau électrique; dommages de guerre; situation créée par les ordres de reversement émis à l'encontre des sinistrés; suppression des services de dommages de guerre* [22 octobre 1965] (p. 4024, 4025).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Ses observations sur les problèmes à l'étranger: élections anticipés en Angleterre, crises ministérielles en Italie et en Belgique, surchauffe industrielle en Allemagne; situation en France; rapports de la France avec les pays du monde entier; importance des clignotants prévus au Ve Plan; dégradation de la situation en Lorraine; reconstruction des ponts détruits par faits de guerre; aménagement et développement des moyens de communication; création de nouvelles activités; problème du logement; cas des ressortissants français possédant des biens en République démocratique allemande; politique de stabilité et de paix de la France* [13 avril 1966] (p. 642, 643).

— Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Contentieux des Alsaciens et des Mosellans* [18 octobre 1966] (p. 3475); EQUIPEMENT. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Importance du trafic automobile; insuffisance des moyens de financement; autoroute Metz-Sarrebruck; aménagement de la route nationale 410; situation géographique de l'arrondissement de Sarreguemines; élaboration d'un code européen; reconstruction de ponts détruits par faits de guerre; situation du personnel des ponts et chaussées; suppression, par la S.N.C.F., de certaines lignes secondaires* [8 novembre 1966] (p. 4366); III. — LOGEMENT : *Ralentissement du rythme de la construction; marché hypothécaire; épargne-logement; cas de la Lorraine; accession à la propriété; situation des jeunes ménages; industria-*

lisation de la construction; problème des terrains; réglementation des permis de construire [9 novembre 1966] (p. 4434, 4435).

HOFFER (M. Marcel), *Député des Vosges, 1re circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 9).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652);

— membre de la Commission de la production et des échanges [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [8 janvier 1963] (p. 354);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

Cesse d'appartenir à cette Commission [7 juin 1963] (p. 3258).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (p. 6155);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965] (p. 2474);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [26 juin 1965] (p. 2659);

— membre de la Commission consultative des assurances sociales agricoles [19 février 1963] (p. 2247);

— membre de la Commission supérieure des allocations familiales agricoles [19 février 1963] (p. 2247).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577). — VI. — Voies navigables et ports, **n° 1594** [5 octobre 1965].

Son avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044). — VII. — Equipement, travaux publics, voies navigables, **n° 2053** [4 octobre 1966].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi n° 48-1360, du 1er septembre 1948, de telle sorte que le droit au maintien dans les lieux soit accordé aux occupants de locaux d'habitation fournis par des entreprises industrielles au titre d'accessoire du contrat de travail lorsque ces entreprises cessent leur activité, **n° 2327** [21 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, CRÉDITS MILITAIRES : *Constitution de brigades régionales dans le cadre de l'organisation de la défense du territoire; cas particulier de la 6e région; problème du logement des cadres militaires rapatriés d'Afrique du Nord* [24 janvier 1963] (p. 1610);

— du projet de loi relatif aux forêts françaises, Art. 7 : *Son amendement (Participation des scieries aux groupements forestiers)* [11 juillet 1963] (p. 4095);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Part des départements dans le IVe Plan; réorganisation et aménagement des structures; axe Benelux-Bâle, autrement dit la route nationale n° 57; percée du tunnel de Bussang* [30 octobre 1963] (p. 6007);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Ses observations sur l'amendement présenté par*

M. Schmittlein tendant, dans le second alinéa de l'article 4, après les mots « des programmes » à insérer les mots « et de la primauté des émissions consacrées à la culture française ainsi que du nombre majoritaire de films français diffusés dans les émissions cinématographiques » [28 mai 1964] (p. 1489); *place importante aux films cinématographiques d'origine étrangère* (p. 1489); Art. 5 : *Conséquences pouvant découler du statut; monopoles de fait d'un Office devenu indépendant et susceptible d'empêcher le Ministre de l'Information de remplir le rôle qui lui incombe; nécessité pour le Gouvernement de développer ses relations publiques, de défendre sa politique devant l'opinion, d'assurer le rayonnement français à l'étranger; nécessité pour le Ministre de l'Information de définir sa ligne d'action et de dire comment il fera face à ses obligations; problèmes de l'information* (p. 1495)

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, TRAVAIL : *Situation des vieillards; rapport Laroque; recherche d'une solution de ce problème dramatique; adopter une loi-programme accompagnée d'une réforme de structure fondée sur la notion d'un troisième âge intermédiaire entre la maturité et la vieillesse; possibilité de préparer un projet de ce genre par une « table ronde »; ne pas se contenter d'expédients; adopter une politique d'envergure; Ministre de la Construction ayant eu le mérite d'avoir été le premier à officialiser l'existence du « troisième âge » en mettant à l'étude la politique du logement pour les personnes âgées de plus de « 60 ans »; admettre l'intégration des personnes du troisième âge dans la vie économique de la Nation* [20 octobre 1964] (p. 3426 à 3428); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation des ingénieurs des travaux divisionnaires des eaux et forêts* [5 novembre 1964] (p. 4712);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Situation de l'infrastructure navigable; nécessité de déterminer dans quelle mesure ce budget engage l'avenir; ses observations sur les voies navigables et les ports maritimes; augmentation du trafic fluvial, notamment sur la Seine et les voies adjacentes; mise en service de la Moselle canalisée; augmentation des transports de pondéreux liquides, notamment des hydrocarbures; rythme de la consommation des crédits; crédits d'entretien des voies de navigation intérieures; équipement des voies de navigation intérieures; aménagement du Rhône; ses observations sur la voie meusienne; coût de la liaison ouest-est; liaison à grand gabarit Dunkerque-Denain; possibilité d'achever la mise au grand gabarit de la section Paris-Montereau; canal du Rhône à Sète; canal des Ardennes; ses observations sur le rapport du comité technique « ad hoc » du bassin de la Loire; ses observations sur les ports maritimes; opérations dans les ports de commerce; autorisations de programme; construction à Dunkerque d'une écluse permettant de recevoir des navires de 100.000 tonnes; amélioration du chenal de Donges; axe mer du Nord-Méditerranée* [11 octobre 1965] (p. 3462 à 3464);

— du projet de loi tendant à l'institution d'une déduction fiscale pour investissement; *Situation de l'industrie textile; décret du 24 décembre 1965 ayant institué une nouvelle taxe parafiscale; Fonds de rénovation des structures industrielles et commerciales; remise en ordre des barèmes de transport des marchandises par la S.N.C.F.; investissements de l'industrie textile; situation de l'industrie cotonnière* [20 avril 1966] (p. 834);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problèmes spéciaux aux Vosges; ses observations sur l'âge des anciens combattants prisonniers de guerre* [18 octobre 1966] (p. 3492, 3493); EQUIPEMENT. — II. —TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ses observations sur les voies navigables et les ports; importance des besoins français en hydrocarbures; cas du port de Brest; fusion des deux ports autonomes de Rouen et du Havre; situation géo-politique de la France au sein du Marché commun; réforme de la fiscalité; vétusté des canaux; remise en état des berges; objectifs du Ve Plan; axe mer du Nord-Méditerranée; canal Rhin-Main-Danube; aménagement de la Moselle entre Metz et Frouard; aménagement d'un port maritime en eau profonde* [8 novembre 1966] (p. 4362, 4363).

HOGUET (M. Michel), *Député de l'Eure-et-Loir, 3e circonscription (app. U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 6).

S'apparente au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant l'article 51 de la loi nº 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale [15 février 1963] (p. 2206);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] (p. 3283);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural, relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963] (p. 4603);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes [17 décembre 1963] (p. 7949);

— membre suppléant de la Coimmssion mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964] (p. 2178);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret nº 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [8 avril 1965] (p. 691);

— membre titulaire de la Commission paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965] (p. 4726);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le Code électoral [16 décembre 1966] (p. 5669);

— membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [23 janvier 1963] (p. 1873), [13 mai 1966] (p. 1297);

— membre de la Commission d'études des problèmes municipaux [19 février 1963] (p. 2247).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (nº 138) relatif aux affaires transférées en application du protocole judiciaire signé le 28 août 1962 entre le Gouvernement de la République française et l'exécutif provisoire algérien, **nº 145** [13 février 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 7, 10, 11, 20, 32 et 35 du décret nº 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, **nº 278** [17 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République,

sur la proposition de loi (n° 40) de M. Davoust, tendant à abroger le décret impérial du 12 août 1807 concernant les baux à ferme des hospices et des établissements d'instruction publique, n° **298** [31 mai 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Collette (n° 201) relative aux donations mutuelles entre époux et aux clauses de réversibilité, n° **416** [28 juin 1963].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 2102-3° du Code civil concernant les créances privilégiées sur certains meubles, n° **518** [26 juillet 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition (n° 619) tendant à modifier l'alinéa 3 de l'article 832 du Code civil, concernant la dévolution des exploitations agricoles, n° **790** [20 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 202 *rectifié*) tendant à garantir aux garagistes, subrogés à l'administration, la récupération des impôts et taxes sur des produits pétroliers payés pour le compte d'un débiteur failli, n° **791** [20 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 403) tendant à instituer le crédit privé à l'élevage bovin, chevalin et ovin, n° **792** [20 décembre 1963].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 518) tendant à compléter l'article 2102-3° du Code civil concernant les créances privilégiées sur certains meubles, n° **793** [20 décembre 1963].

Sa proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° **927** [28 mai 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 927) tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° **1020** [24 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1012) adoptée par le Sénat, tendant à proroger les délais prévus au troisième alinéa de l'article 2 *bis* et au cinquième alinéa de l'article 4 de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers et à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de ladite loi, n° **1035** [27 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 909) instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, n° **1039** [27 juin 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1149) modifié par le Sénat, instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, n° **1167** [13 novembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1139), modifiée par le Sénat, tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° **1168** [13 novembre 1964].

Son rapport supplémentaire ayant le même objet, n° **1221** [8 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1262), modifiée par le Sénat dans sa deuxième lecture, tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui

concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial industriel ou artisanal, **n° 1265** [17 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat dans sa troisième lecture, tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1963 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 1294** [18 décembre 1964].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 1344** [28 avril 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1105) modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963, **n° 1366** [13 mai 1965].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 52-132 du 6 février 1952 et à étendre aux sociétés de caution mutuelle des négociants en grains agréés, le bénéfice du privilège institué au profit de l'Office national interprofessionnel des céréales pour garantir le recouvrement des effets avalisés, **n° 1412** [2 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1499), modifié par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963 ainsi que l'article 49 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, **n° 1503** [24 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1383) portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, **n° 1551** [29 juin 1965].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 790 du Code rural relatif au droit de préemption, **n° 1623** [14 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1646) modifié par le Sénat, portant réforme des greffes de juridictions civiles et pénales, **n° 1650** [4 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, **n° 1682** [18 novembre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 881) tendant à compléter l'article 401 du Code pénal en matière de filouterie de carburants et de lubrifiants, **n° 1778** [21 avril 1966].

Son rapport supplémentaire ayant le même objet, **n° 1794** [3 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1412) tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 52-132 du 6 février 1952 et à étendre aux sociétés de caution mutuelle des négociants en grains agréés le bénéfice du privilège institué au profit de l'Office national interprofessionnel des céréales, pour garantir le recouvrement des effets avalisés, **n° 1839** [24 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2012) tendant à assimiler au bris de scellés tout détournement d'objets figurant à l'inventaire d'objets mis sous scellés par décision judiciaire, **n° 2166** [17 novembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2215) tendant à accé-

lérer la mise en œuvre des travaux nécessaires à la construction de la première ligne expérimentale de véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains), n° **2248** [13 décembre 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2216) établissant des servitudes au profit des lignes de transports publics par véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains), n° **2249** [13 décembre 1966].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 832 et 832-2 du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole, n° **2261** [14 décembre 1966].

Sa proposition de loi tendant à instituer une carte professionnelle d'« agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce », n° **2262** [14 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat, instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale, Art. 30 : *Amendement de suppression de la Commission du dernier alinéa de cet article; nécessité d'assortir de toutes les garanties possibles l'assignation à comparaître devant la Cour de sûreté* [4 janvier 1963] (p. 277);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION, Art. 57 : *Son amendement (Répression des fraudes commises par les commerçants pour la non-déclaration des appareils de radio vendus)* [10 janvier 1963] (p. 546); *situation des commerçants vendeurs d'appareils radio de décembre 1960 à décembre 1961; obligation pour eux de faire l'avance de la redevance; répression des fraudes concernant la déclaration des ventes; problème de la compétence des tribunaux en la matière; possibilité de transactions* (p. 547, 548); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES, après l'Art. 55 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Majoration d'un certain nombre de rentes viagères); taux de majoration souhaitable; augmentation du coût de la vie depuis 1952; textes déposés à ce sujet en 1962; nécessité de parvenir à un mécanisme d'augmentation forfaitaire et automatique en fonction de l'augmentation du coût de la vie* [17 janvier 1963] (p. 1032); *rajustement souhaitable, au cours de la présente année, de la tranche de rentes viagères constituées entre 1952 et 1959* (p. 1033);

— du projet de loi relatif au protocole judiciaire entre la France et l'Exécutif provisoire algérien en qualité de *Rapporteur : Signature, le 28 août 1962, du protocole judiciaire entre la France et l'exécutif provisoire algérien; partage des compétences; suspension des délais de procédure en matière civile et commerciale du 1er avril au 1er octobre 1962; objet du présent projet; suspension des délais de procédure afférents aux affaires visées par le protocole; suspension des délais de recours pour les litiges relevant de la compétence du tribunal administratif siégeant en Algérie; problème de la rétroactivité* [13 février 1963] (p. 2117, 2118); Article unique : *Son amendement au nom de la Commission (Report du terme pour la suspension des délais de procédure)* (p. 2118);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 16 : *Son amendement au nom de la Commission (Majoration des rentes viagères) : cas des rentes viagères indexées sur le prix du blé* [29 mai 1963] (p. 3103, 3104); Art. 1er : *Présence anormale dans un collectif budgétaire de dispositions concernant la politique commerciale; révision nécessaire de la procédure et des peines en matière de législation économique* (p. 3118, 3119); *difficultés pratiques que présenterait l'application des mesures proposées par les amendements de MM. Baudis et Pezé* (p. 3120); Art. 2 : *Son amendement de suppression au nom de la Commission : procédure existant actuellement en matière de concurrence déloyale; substitution prévue par le présent article de la juridiction civile à la juridiction commerciale* (p. 3121); *maintien souhaitable de la compétence de la juridiction commerciale;* Art. 3 : *Son amendement de suppression au nom de la Commission* (p. 3122); *son amendement au nom de la Commission (Harmonisation du présent article avec l'article 59* bis *de l'ordonnance du 30 juin 1945)* (p. 3123); Art. 5 : *Caractère exceptionnel des sanctions prévues par les ordonnances de 1945; nécessité d'en revenir aux règles traditionnelles en la matière* (p. 3125, 3126); Art. 7 : *Son amendement au nom de la Com*

mission (Répression des infractions relatives à la publicité mensongère) (p. 3129); En deuxième lecture : *Problème de la répression de la publicité mensongère; conséquences juridiques regrettables de la disposition proposée qui crée un écran entre l'établissement du procès-verbal et la transmission au parquet* [18 juin 1963] (p. 3439, 3440);

— de la proposition de loi relative aux baux à ferme des établissements publics, en qualité de *Rapporteur : Dispositions du décret impérial du 12 août 1807; obligation faite aux hospices et établissements publics de bienfaisance de recourir à l'adjudication de leurs baux à ferme par enchères devant notaire désigné par le Préfet; précisions apportées à ce sujet par la loi du 25 mai 1835; dispositions de l'article 861 du Code rural; application du statut du fermage à tous les baux à ferme consentis par les collectivités et établissements publics; abrogation nécessaire des dispositions du décret impérial susvisé; harmonisation des règles relatives aux baux entre particuliers avec celles régissant les baux des établissements publics* [6 juin 1963] (p. 3202, 3203);

— du projet de loi portant modification du contentieux fiscal, Art. 47 : *Cas du contribuable qui a commis une erreur dans la déclaration des revenus de valeurs et capitaux mobiliers* [10 juillet 1963] (p. 4002);

— de la proposition de loi relative aux donations mutuelles entre époux, en qualité de *Rapporteur : Problème des rentes viagères réversibles sur la tête du survivant; jurisprudence à ce sujet; nécessité de mettre un terme à cette situation; problème des procédures soumises déjà à la Cour suprême de cassation* [16 juillet 1963] (p. 4168, 4169); Art. 1er : *Abrogation de l'article 1097 du Code civil; problème de l'interdiction des testaments conjonctifs entre époux* (p. 4169); Art. 2 : *Modification à apporter à l'article 1096 du Code civil et le problème de la révocation des donations entre époux* (p. 4169) ; Art. 3 : *Complément à apporter à l'article 1973 du Code civil et le problème de la réversibilité des rentes viagères; aspect fiscal du problème; évaluation de la réversion* [16 juillet 1963] (p. 4170, 4171);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du Code rural relatif aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux, en qualité de *Rapporteur pour avis : Extension du droit de reprise; incitation à l'expansion économique tout en indemnisant le preneur du préjudice résultant pour lui; insuffisance des textes actuels* [25 juillet 1963] (p. 4517, 4518); Art. 1er : *Son amendement (Reprise du bien loué à l'expiration de la période triennale; nécessité d'accorder le bénéfice de la reprise triennale aux mineurs* (p. 4520); *lien entre reprise triennale et bail en cours* (p. 4520); Art. 1er A : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 830-1 du Code rural, après les mots « plan d'urbanisme » à insérer le mot « approuvé »* (p. 4521); *notion d'approbation* (p. 4521); *parcelle affectée à toute construction permettant le développement économique de la région* (p. 4521); *son amendement (Indemnité due au preneur sortant)* (p. 4521); Art. 1er *ter : Nouvelle rédaction de l'article 838 du Code rural; forme du congé du texte que doit notifier le propriétaire au preneur* (p. 4522); *son amendement (Réitération du congé)* (p. 4522); Art. 2 : *Différence entre le propriétaire et le preneur* (p. 4526); *son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (Reprise d'une partie des biens)* (p. 4527); *critère pour l'équilibre économique de l'exploitation* (p. 4528); Art. 1er *bis (suite) : Son amendement (Nouvelle rédaction); le respect de la réciprocité d'âge* (p. 4529); Art. 3 : *Application des dispositions transitoires aux procédures en cours devant la Cour de cassation* (p. 4531); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du Code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux : *Caractère du texte proposé par la Commission mixte; définition de la profession principale; conditions à remplir par les bénéficiaires du droit de reprise; limitation fondée sur l'âge; extension du F.A.S.A.S.A.; problèmes de la conversion* [19 novembre 1963] (p. 7302, 7303);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, JUSTICE : *Réforme éventuelle des professions judiciaires d'avocat, d'avoué et de greffier d'instance; modifications envisagées pour les tribunaux d'instance; problème de l'intégration des juges de paix* [5 novembre 1963] (p. 6453, 6454);

— du projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article premier à insérer les mots « quelle que soit la nature juridique de l'organisme pollueur »* [14 novembre 1963] (p. 7217); *nature juridique de l'organisme pollueur* (p. 7217); *retrait de son amendement* (p. 7217); *ses observations sur l'amendement de M. Collette tendant à compléter l'article premier par le nouvel alinéa suivant : « Elles concernent les personnes publiques et les personnes privées »* (p. 7219); *son amendement (Consultation de la Commission de l'eau rattachée au commissariat au plan)* (p. 7224); *rôle consultatif donné par un organisme représentatif* (p. 7224); Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Collette (Compte tenu du degré d'intérêt de chacun)* (p. 7243); Art. 39 : *Ses observations sur l'amendement de M. Collette (Absence d'eau dans une région)* (p. 7253); En deuxième lecture, Art. 4 : *Suppression dans le début du troisième alinéa de l'article 4 des mots « la fabrication »; difficulté d'exiger un contrôle de la fabrication; interdiction de la vente de matières dangereuses; contrôle de la fabrication risquant d'être exercé au détriment des industriels français* [13 octobre 1964] (p. 3155, 3156);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, Art. 11 : *Son amendement tendant, dans l'article 4 de la loi de finances rectificative, à substituer aux mots « jusqu'au 1er janvier 1964 » les mots « jusqu'au 1er août 1964 »* [10 décembre 1963] (p. 7771); *limitation dans le temps des dispositions actuelles relatives à la constatation, à la poursuite et à la répression de ces infractions* (p. 7771);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier l'article 1147 du Code rural en ce qui concerne les accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle, Art. 2 : *Son amendement (Action civile recevable en cas de faute intentionnelle de l'auteur condamné pour crime ou délit)* [19 décembre 1963] (p. 7996); *dérogation au principe de la non-rétroactivité des lois* (p. 7996, 7997);

— de la proposition de loi de M. Raymond Boisdé tendant à garantir aux garagistes, subrogés à l'administration, la récupération des impôts et taxes sur les produits pétroliers payés pour le compte d'un débiteur failli, en qualité de *Rapporteur : hésitations des syndics de faillites et des tribunaux de commerce; loi du 31 décembre 1936; impossibilité d'une subrogation dans le privilège du fisc pour les débiteurs de ces taxes; caractère préférable de la franchise; ne pas multiplier les privilèges en matière de faillite et de règlement judiciaire* [19 mai 1964] (p. 1255, 1256); *définition des bénéficiaires proposés par le Gouvernement; son caractère; souci de respecter les termes employés par le législateur de 1936; cas du benzol* (p. 1257);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, après les mots « la presse écrite » à insérer les mots « les fabricants et revendeurs d'appareils récepteurs de radiodiffusion-télévision* [28 mai 1964] (p. 1474);

— de sa proposition de loi et celle de plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux et loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel et artisanal, en qualité de *Rapporteur : Modifications proposées au début du décret du 30 septembre 1953; assurer la stabilité de l'exploitation commerciale; exploitants procédant aux investissements et aux modernisations nécessaires; permettre une remise en ordre des charges locatives; durée minimum du bail commercial étant de neuf ans; nouveaux critères s'appliquant en matière de révision triennale du loyer; modification des activités du commerçant; déspécialisation de son commerce; procédure de fixation du prix des loyers commerciaux lors de la révision ou du renouvellement; division de la jurisprudence actuelle* [25 juin 1964] (p. 2193, 2194); Art. 1er : *Substitution pour les artisans du répertoire des métiers au registre des métiers* (p. 2198); après l'Art. 1er : *Eviter le défaut de précision laissant une grande part d'appréciation aux tribunaux* (p. 2199); *ses observations sur l'amendement de M. Charret* (p. 2199); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 7 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, après les mots « sauf accord des parties », à inscrire les mots « pour une durée plus longue »; fixation de la durée du bail* (p. 2200); Art. 6 : *Refonte de la législation relative à la reprise des locaux pour reconstruire ou effectuer des opérations de réno-*

vation urbaine (p. 2201); Art. 11 : *Position de la jurisprudence quant à la nature du pas de porte; clarification de la situation* (p. 2203, 2204); *pas de porte ne pouvant entrer en ligne de compte pour la fixation de l'indemnité d'éviction; ne pas tenir compte du pas de porte pour la révision du loyer; ne pas méconnaître la volonté des parties* (p. 2204); *donner aux tribunaux une base sérieuse* (p. 2205); Art. 12 : *Indice du coût de la construction pris comme référence étant celui que publie l'Institut national de la statistique; suppression du seuil de 10 % de variation de l'indice à partir duquel la variation serait possible* (p. 2213); après l'Art. 11 : *Révision automatique autorisée en cas de cession du bail d'un locataire installé dans un immeuble construit depuis moins de neuf ans; caractère dangereux de cette disposition* (p. 2215); Art. 15 : *Permettre à l'exploitant d'un fonds de commerce de l'adapter aux nécessités actuelles* (p. 2217, 2218); *vote par division* (p. 2218); *modification de la destination des locaux pouvant être demandée par le locataire; bailleur disposant d'un délai pour répondre; mesures correspondant aux nécessités particulières du commerce actuel; soumettre au contrôle du tribunal la nature des inconvénients pouvant survenir* (p. 2219); Art. 17 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2222); Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du deuxième alinéa de l'article 18 (Dispositions de l'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifiées par la présente loi étant immédiatement applicables aux loyers ayant pris effet depuis moins de trois ans à la date de sa publication)* (p. 2222, 2223); Article additionnel : *Son opposition à l'amendement présenté par M. Caille ayant pour effet d'étendre les dispositions du décret du 30 septembre 1953 relatif aux loyers commerciaux, aux concessions de droit de place* (p. 2223); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Remédier à la disparité de certains loyers commerciaux en limitant leur hausse en application du plan de stabilisation; augmenter la durée du bail; modifier la destination initiale de certains fonds de commerce pour répondre à l'évolution des marchés économiques; permettre l'amélioration des conditions de la distribution* [19 novembre 1964] (p. 5499); *conditions de discussion du débat; vote définitif devant intervenir avant la fin de cette cession sur un texte amélioré; durée des baux; limitation des loyers lors de la revision; « déspécialisation »; formalités de sous-location et de cession* [9 décembre 1964] (p. 5966, 5967); Art. 1er : *Son amendement tendant, après les mots « au registre du commerce », à rédiger comme suit la fin du texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article premier du décret du 30 septembre 1953 : « ...soit à un chef d'une entreprise immatriculée au répertoire des métiers, accomplissant ou non des actes de commerce, et en outre... »* (p. 5967); *ses observations sur l'amendement de M. Capitant; sociétés coopératives constituées entre commerçants* (p. 5967); *impossibilité de bloquer pendant neuf ans la faculté de reprendre pour construire ou rénover* (p. 5968); *son amendement tendant à rédiger comme suit le texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 3-1 (nouveau) du décret du 30 septembre 1953 « Le bailleur aura la faculté s'il entend invoquer les dispositions des articles 10, 13 et 15 du présent décret, afin de construire, de reconstruire l'immeuble existant, de le surélever ou d'exécuter des travaux prescrits dans le cadre d'une opération de restauration immobilière »* (p. 5968); Art. 2 *bis : Son amendement tendant, après les mots « du présent décret », à rédiger comme suit la fin du premier alinéa du texte proposé pour le premier alinéa de l'article 3-2 du décret du 30 septembre 1953 : « à la double condition que cette dérogation soit justifiée par les besoins spéciaux du preneur, précisée de manière expresse lors de la conclusion du contrat, et que le bail soit conclu pour une durée au plus égale à deux ans »* (p. 5968); *ne pas créer un type nouveau de bail commercial d'une durée de trois ans; permettre aux parties de conclure dans certains cas des baux de courte durée non soumis aux dispositions du décret du 30 septembre 1953* (p. 5968); *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5968); *retrait de son amendement* (p. 5970); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « L'article 5 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 est modifié comme suit : 1° le début du troisième alinéa est rédigé comme suit : Le bail dont la durée est subordonnée à un événement dont la réalisation autorise le bailleur à demander la résiliation, ne cesse au-delà de la durée de neuf ans, que par l'effet d'une notification... (le reste sans changement); 2° le quatrième alinéa est rédigé comme suit : « S'agissant d'un bail comportant plusieurs périodes, si le bailleur*

dénonce le bail à la fin des neuf premières années ou à l'expiration de l'une des périodes suivantes, le congé doit être donné dans les délais prévus à l'alinéa premier ci-dessus; 3° dans la dernière phrase du dernier alinéa, les mots « et reproduire les termes de l'article 29 » sont supprimés » (p. 5970); Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer au texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 7 du décret du 30 septembre 1953 les deux alinéas suivants : « La durée du bail renouvelé est de neuf ans sauf accord des parties pour une durée plus longue ». « Les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 3-1 sont applicables au cours du bail renouvelé* » (p. 5970); Art. 10 *ter : Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa du texte proposé pour l'article 22-1 du décret du 30 septembre 1953 : « Sont nulles, quelle qu'en soit la forme, les conventions tendant à interdire au locataire de céder son bail à l'acquéreur de son fonds de commerce ou de son entreprise, ou à limiter l'exercice de ce droit* » (p. 5971); Art. 10 *quater : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé par l'article 22-2 du décret du 30 septembre 1953 (Cas du locataire désirant sous-louer ou céder son bail)* (p. 5971); Art. 15 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « dans un délai de trois mois », les mots « dans un délai d'un mois* » (p. 5973); *son amendement tendant à rédiger comme suit la dernière phrase du texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 35-1 du décret du 30 septembre 1953 : « En cas de contestation, le président du tribunal de grande instance, saisi dans les conditions prévues au titre VI du présent décret, se prononce en fonction notamment de l'évolution des usages commerciaux* » (p. 5973); *son amendement tendant à rédiger comme suit le texte proposé pour le dernier alinéa de l'article 35-1 du décret du 30 septembre 1953 : « Lors de la première révision triennale suivant la notification visée à l'alinéa précédent, il pourra, par dérogation aux dispositions de l'article 27, être tenu compte, pour la fixation du loyer, des activités commerciales adjointes, si celles-ci ont entraîné par elles-mêmes une modification de la valeur locative des lieux loués* » (p. 5973); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article, à supprimer les mots « créé ou acquis depuis plus de trois ans* » (p. 5973); *ses observations sur l'amendement de M. Commenay* (p. 5974); *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 35-2 du décret du 30 septembre 1953* (p. 5974); *son amendement tendant, au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots « les trois mois » les mots « le mois* » (p. 5974); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 35-4 (nouveau) du décret du 30 septembre 1953 (Tribunal pouvant valider un refus de transformation d'activité sur justification par le bailleur)* (p. 5974); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa du texte proposé pour cet article (Bailleur ayant faussement invoqué des motifs prévus à l'alinéa précédent ou n'ayant pas satisfait aux conditions ayant motivé le rejet de la demande du locataire)* (p. 5974); *son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa de l'article 35-5 du décret du 30 septembre 1953 le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture et ainsi conçu : « Dans le cas prévu ci-dessus, le tribunal pourra, s'il y a lieu, modifier le prix du loyer par dérogation aux articles 26, 27 et 28* » (p. 5974); Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Prix des baux en cours à la date de la publication de la présente loi)* (p. 5975); *ses observations sur l'amendement de M. Krieg et de M. Garcin; déspécialisation; dispositions de la loi concernant les formalités à observer lors de la cession du bail ou de la sous-location* (p. 5976); *Commission des lois n'acceptant ni l'amendement de M. Krieg ni l'amendement de M. Garcin* (p. 5977); *révision des prix des différents baux actuellement en cours; application de l'article 12 aux loyers dont le montant a été fixé et a pris effet au cours des trois années précédent la publication de la loi; permettre la remise en ordre des prix dont l'effet remonte à plus de trois ans* (p. 5977); *accepter l'amendement proposé par la Commission des lois* (p. 5979); En troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Accord devant intervenir sur les derniers points en discussion : Durée des baux; révision des prix; déspécialisation* [18 décembre 1964] (p. 6237); Art. 10 *quater*, 10 *bis*, 10 *ter* et 10 *quinquies : Ses observations sur les amendements de suppression de M. Zimmermann* (p. 6237); Art. 15 : *Son amendement tendant à reprendre pour la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 35-1 du*

décret du 30 septembre 1953 le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture: « En cas de contestation, le président du tribunal de grande instance, saisi dans les conditions prévues au titre VI du présent décret, se prononce en fonction notamment de l'évolution des usages commerciaux » (p. 6238); *restituer au président du tribunal de grande instance la compétence que le Sénat avait attribuée au tribunal de grande instance* (p. 6238); *son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 35-2 du décret du 30 septembre 1953, à supprimer les mots « créé ou acquis depuis plus de trois ans »* (p. 6238); *Commission des lois cherchant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture; Sénat ayant apporté une modification consistant à interdire la déspécialisation par transformation des activités pendant un délai de trois ans à la suite de la création ou de l'acquisition du fonds de commerce* (p. 6238); *son amendement tendant à rédiger comme suit le début du texte proposé pour l'article 35-4 du décret du 30 septembre 1953: « En cas de désaccord, le président du tribunal de grande instance, saisi par la partie la plus diligente dans les conditions prévues au titre VI du présent décret, peut, sans préjudice des droits des tiers... »* (p. 6238, 6239); Art. 18 : *Son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa du paragraphe premier de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture, c'est-à-dire à substituer aux mots « ... à moins qu'à cette date ce prix n'ait effet depuis moins de trois ans en vertu d'une décision judiciaire ou d'une transaction intervenue en cours d'instance », les mots « ... dès lors qu'à cette date, ce prix a effet depuis trois ans au moins. »* (p. 6239); En seconde délibération, Art. 14 devenant caduc (p. 6239); En quatrième lecture : *Souci de conciliation; Sénat ayant maintenu sa position sur les articles 15 et 18; article 15 ayant trait à la déspécialisation et à la transformation du fonds à la demande du locataire commerçant sous le contrôle du tribunal; article 18 tendant à rendre applicable l'article 12 aux baux dont les prix avaient effet depuis trois ans au plus à la date de la publication de la loi; objectif poursuivi par la proposition de loi* [18 décembre 1964] (p. 6267, 6268); Art. 15 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en troisième lecture* (p. 6267); Art. 18 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte voté par l'Assemblée Notionale en troisième lecture* (p. 6267);

— de sa proposition de loi tendant à compléter l'article 2102-3° du Code civil concernant les créances privilégiées sur certains immeubles, en qualité de *Rapporteur: Proposition précédente remontant à 1961; possibilités aux réparateurs de véhicules et aux carrossiers pour le recouvrement de leurs séances de travaux; ne pas accorder un privilège aux constructeurs; substituer à la disposition d'origine un texte plus simple modifiant le troisième alinéa de l'article 2102 du Code civil; privilège garantissant le paiement des frais faits sur un véhicule automobile ou hippomobile; généraliser ces mesures au profit de ceux qui engagent des frais pour accepter une plus-value à un véhicule automobile ou hippomobile* [14 avril 1964] (p. 735); Article unique : *Cas des architectes et des entrepreneurs* (p. 736); *impossibilité de délimiter la plus-value sur la chose mobilière réparée* (p. 736);

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à proroger les délais prévus au troisième alinéa de l'article 2 *bis* et au cinquième alinéa de l'article 4 de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 révisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, et à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de ladite loi, en qualité *de Rapporteur: Sort des rentiers viagers du secteur privé; loi de finances du 23 février 1963 ayant modifié la loi du 25 mars 1949; problème des majorations forfaitaires légales; jeu de l'indice de variation choisi; variation de la rente viagère; majoration forfaitaire des rentes indexées; majoration judiciaire de ces rentes; indexation sur le prix du blé* [29 juin 1964] (p. 2318, 2319);

— du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, en qualité de *Rapporteur: Formule nouvelle et séduisante; desserrer l'étreinte de la puissance publique sur les propriétaires; association des propriétaires aux opérations sociales de logement et de relogement; diminution des dépenses à engager au départ; entreprendre des programmes d'une plus grande envergure; réaliser des équipements plus rationnels avec un volume de crédits identique; incitation bénéfique exercée sur les propriétaires grâce à la perspective offerte d'échapper à la loi du 19 décembre*

1963; analyse de l'économie des trois titres du projet; adoption du projet [29 juin 1964] (p. 2323, 2324); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement déposé par M. Denvers tendant à la suppression de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article; opposition de la Commission* [29 juin 1964] (p. 2355); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer aux mots « sur les constructions édifiées » les mots « sur les constructions existantes et sur les constructions édifiées »* (p. 2356); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « Sauf stipulation contraire du bail, il peut démolir, en vue de les reconstruire, les bâtiments existants »* (p. 2356); Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Denvers* (p. 2356); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du deuxième alinéa de l'article 5: « par périodes triennales comptées à partir de l'achèvement des travaux »* (p. 2357); *affectation d'un coefficient revisable par périodes triennales au loyer périodique payable en espèces* (p. 2357); *caractère logique de la déduction du revenu brut des immeubles des impôts et taxes* (p. 2357); *son amendement tendant, après le troisième alinéa de l'article 5, à insérer un nouvel alinéa (Augmentation du loyer par application du coefficient de revision ne pouvant être inférieure à ce qu'elle serait si cette variation était basée sur l'indice du coût de la construction)* (p. 2358); *détermination de la juridiction en cas de contestation sur l'application d'un texte déterminant les loyers* (p. 2359); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « en cas d'inexécution des conditions du bail et notamment: »* (p. 2359); *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de l'article 7 à substituer aux mots « consentis par le preneur et publiés » les mots « nés du chef du preneur et inscrits »* (p. 2359); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « et cinquième » les mots « cinquième et sixième »* (p. 2359); Art. 11 : *Collectivités locales devant assurer le relogement* (p. 2360); Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots suivants: « qui obéit aux règles instituées par l'article 48 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 »* (p. 2361); *indemnité de déménagement* (p. 2361); Art. 17 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 17, après les mots « notamment préciser » à insérer les mots « les surfaces nécessaires aux aménagements collectifs ainsi que... »* (p. 2362); *programme devant préciser le nombre de logements prévus destinés à la location et à l'accession à la propriété* (p. 2362); *préciser le contenu du programme* (p. 2364); *cas des terrains situés sur plusieurs collectivités voisines* (p. 2364); Art. 18 : *Priorité réservée aux organismes publics d'habitations à loyer modéré* (p. 2365); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 18, après les mots « concessionnaires » à insérer les mots « publics ou privés »* (p. 2365); *son amendement tendant à substituer au troisième alinéa de l'article 18 deux alinéas (Désignation d'un concessionnaire avant le délai d'un an; situation découlant du refus d'acceptation du concessionnaire)* (p. 2366); *autorité de tutelle pouvant désigner un autre concessionnaire* (p. 2380); Art. 19 : *Procédure d'expropriation* [30 juin 1964] (p. 2380); *son amendement tendant à rédiger comme suit la deuxième phrase de l'article 19: « La consistance des biens est fixée à la date de l'arrêté autorisant la prise de possession »* (p. 2380); *société civile étant essentiellement une société de gestion* (p. 2381); Art. 20 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa de cet article: « Soit s'engager à faire apport, soit faire apport de ses immeubles »* (p. 2381); *problème du délai et de la sanction* (p. 2381, 2382); Art. 21 : *Impossibilité de donner aux sociétés civiles le caractère de sociétés coopératives* (p. 2383); après l'Art. 21: *Son amendement tendant, après l'article 21, à l'insertion d'un nouvel article (Extension des droits réels existant sur l'immeuble apporté en société)* (p. 2384); *arrêté préfectoral décidant du prix de cession des immeubles, supprimant les servitudes grevant ceux-ci* (p. 2384); Art. 22 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 22 par les mots suivants: « au prix fixé dans les conditions prévues à l'article 19 ci-dessus »* (p. 2384); *son amendement tendant à compléter l'article 22 par un nouvel alinéa (Cession d'immeubles domaniaux et d'immeubles nécessaires à la réalisation d'emprises publiques)* (p. 2384); Art. 23 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Cession par la société civile aux concessionnaires des terrains nécessaires pour les constructions destinées à l'accession à la propriété)* (p. 2385); Art. 24 :

Son amendement tendant, à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de l'article 24 à substituer aux mots « à leur coût de construction » les mots « à leur prix de revient » (p. 2385); *son amendement tendant à compléter l'article 24 par un nouvel alinéa (Augmentation du loyer par application du coefficient de revision)* (p. 2386); Art. 27 : *Opposition de la Commission à l'amendement de M. Lamps* (p. 2390); *son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa du paragraphe premier de l'article 27, à substituer aux mots « un délai de dix ans » les mots « un délai de cinq ans »* (p. 2390); Art. 27 *Prévoyant l'exonération de la taxe sur la plus-value dégagée lors de l'apport d'immeubles à la société civile* (p. 2390); *son amendement tendant à compléter l'article 27 par un paragraphe 4 (Parts sociales cédées à d'autres membres de la société)* (p. 2391); *dispositions relatives à l'incessibilité pendant le délai qui vient d'être déterminé* (p. 2391); Art. 29 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Tinguy* (p. 2392); Art. 30 : *Son amendement tendant à compléter l'article 30 par les mots suivants : « dans un délai de six mois à compter de sa promulgation »* (p. 2393); Art. 25 : *Son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, à substituer au taux de « 20 % » le taux de « 30 % »* (p. 2394); *son amendement tendant à compléter l'article 25 par un paragraphe 2 (Situation résultant du bail assorti d'une clause prévoyant le transfert de la propriété du terrain au preneur mais moyennant le versement d'un supplément de loyer)* (p. 2395); Art. 26 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « valeur réelle de ces biens » les mots « valeur de ces biens calculée d'après le prix de revient »* (p. 2396); *éviter aux propriétaires les incertitudes d'une évaluation laissée à l'appréciation de l'administration fiscale; augmenter pour le propriétaire l'intérêt de choisir le bail à construction ou l'apport de ses immeubles à une société civile de préférence à l'expropriation* (p. 2396); *son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de l'article 26, à substituer aux mots « neuf années » les mots « quatorze années »* (p. 2396); *son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de l'article 26* (p. 2396); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du troisième alinéa de cet article (Situation résultant du décès du contribuable)* (p. 2396); *avantages correspondant à la valeur réelle des immeubles présentant pour le bailleur le caractère d'un revenu passible de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* (p. 2396, 2397); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Sénat ayant modifié le projet adopté par l'Assemblée; résoudre le problème foncier posé par le développement urbain; importance que la Commission attache à la procédure de revision du prix du loyer payé en espèces ; différentes phases des opérations d'urbanisation ; constitution de groupements prioritaires* [17 novembre 1964] (p. 5419, 5420); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots « ...qui en reste garant »* (p. 5423); *préciser que si le preneur cède le bail ou l'apporte en société il demeure garant à l'égard du bailleur des obligations contractées* (p. 5423); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de l'article 3 : « Le preneur peut consentir les servitudes passives indispensables à la réalisation des constructions prévues au bail »* (p. 5423); *servitudes de voisinage* (p. 5424); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Sauf convention contraire le preneur ou son cessionnaire ou la société bénéficiaire de l'apport ne peut faire usage de son droit au bail avant d'avoir fourni au bailleur une garantie hypothécaire ou une caution bancaire garantissant l'exécution de l'intégralité des engagements pris par lui à l'égard du bailleur »* (p. 5424); *fournir au bailleur une sûreté hypothécaire ou une caution bancaire* (p. 5424); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Toutefois la première revision a lieu au plus tard dès l'expiration des six premières années du bail »* (p. 5424); *application du coefficient revisable* (p. 5424, 5425); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de l'article 5 : « Toutefois, à chaque période triennale, l'augmentation du loyer ne pourra, en aucun cas, être inférieure à ce qu'elle serait si la variation était basée sur l'indice du coût de la construction »* (p. 5425); *« plancher » d'indexation* (p. 5425); Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Cas où le bail prend fin par résiliation judiciaire ou amiable »* (p. 5425); *principe du maintien des privilèges et hypothèques* (p. 5425); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas où les constructions sont*

détruites par cas fortuit ou force majeure) (p. 5426); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article 3, ainsi que celles des quatrième et sixième alinéas de l'article 5 sont d'ordre public »* (p. 5426); Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Denvers : Formalités des complications du programme et de détermination des clauses du cahier des charges* (p. 5427, 5428); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 10 (Prise de possession)* (p. 5428); *son amendement tendant à la suppression du troisième alinéa de cet article* (p. 5428); Art. 11 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de cet article : « avant que les occupants, bénéficiaires d'un titre régulier, qu'ils soient propriétaires ou non, n'aient été relogés »* (p. 5428); Art. 13 : *Son amendement tendant à reprendre, pour le deuxième alinéa de cet article, le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Immeuble auquel s'applique la prise en possession ne faisant pas l'objet d'une location »* (p. 5429); *préciser dans quelles conditions doit être calculée l'indemnité de privation de jouissance* (p. 5429); Art. 14 : *Son amendement tendant à reprendre, pour cet article, le texte adopté par l'Assemblée Nationale, en première lecture et ainsi conçu : « Les contestations relatives à l'application des articles 11, 12, 13 ci-dessus sont instruites et jugées comme en matière d'expropriation »* (p. 5429); *Sénat ayant renvoyé au président du tribunal de première instance le jugement de ces litiges* (p. 5429); Art. 17 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article : « Le préfet arrête, après accord des collectivités publiques et intéressées, le programme général d'utilisation des terrains dont la prise de possession a été décidée dans les conditions prévues à l'article 10 »* (p. 5430); *son amendement tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa de l'article 17 par les mots : « et les caractéristiques principales et la nature de ces logements »* (p. 5430); *son amendement tendant, après le deuxième alinéa de l'article 17, à insérer le nouvel alinéa suivant : « En cas d'absence d'accord des collectivités intéressées, le programme visé à l'alinéa premier est fixé par décret en Conseil d'Etat »* (p. 5430); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 18, à substituer aux mots « il n'a pas été désigné de concessionnaire » les mots « aucune délibération portant désignation d'un concessionnaire n'a été prise ou approuvée »* (p. 5431); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de l'article 18 (Cas où certains des concessionnaires désignés n'ont pas accepté ou si l'autorité de tutelle a refusé d'approuver certaines délibérations)* (p. 5431); *désignation du concessionnaire* (p. 5431); *son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de l'article 18* (p. 5432); Art. 20 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 20 : « Tout propriétaire d'un ou plusieurs immeubles situés dans le périmètre visé à l'article 10, peut, dans un délai de six mois à dater de la publication du programme général d'utilisation des terrains et la fixation des cahiers des charges des concessions : »* (p. 5432) ; *détermination du point de départ du délai de six mois prévu pour l'exercice, par les propriétaires, de l'option qui leur est offerte* (p. 5433); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 20 : « Soit fait apport de ses immeubles à une société civile constituée par les propriétaires des immeubles compris dans le périmètre visé à l'article 10 ci-dessus »* (p. 5433); Art. 22 : *Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Le prix est déterminé comme il est dit à l'article 23 ci-après »* [18 novembre 1964] (p. 5453); *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du cinquième alinéa de cet article ; son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du cinquième alinéa : « Toutefois, si le solde est positif pour la collectivité publique, la société civile peut exiger... »* (p. 5453); *balance du compte entre collectivité expropriant et société civile* (p. 5453); Art. 23 : *Son amendement tendant à reprendre pour la dernière phrase de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « En contrepartie des immeubles cédés, la société civile reçoit des immeubles ou fractions d'immeubles estimés à leur prix de revient »* (p. 5453, 5454); *son amendement tendant à compléter l'article 23 par un deuxième alinéa reprenant le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Les immeubles reçus par la société civile dans les conditions définies à l'alinéa précédent ne peuvent être aliénés avant l'expiration d'un délai de dix ans ; toutefois ils peuvent être attribués aux associés en repré-*

sentation de leurs droits » (p. 5454); Art. 24 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, à supprimer le mot « bâtis » à la deuxième et à la troisième ligne* (p. 5454); *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 24* (p. 5454); *son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de l'article 24, à substituer aux mots « conformément à l'article 19 ci-dessus » les mots « comme il est dit au premier alinéa de l'article 23 »* (p. 5454); *son amendement tendant à reprendre pour le quatrième alinéa de l'article 24 le texte adopté par l'Assemblée en première lecture : « Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, le loyer peut être majoré pour réaliser sur la durée du bail le transfert au concessionnaire de la propriété des terrains. Les dispositions du présent alinéa sont obligatoires lorsque le concessionnaire est un organisme d'habitations à loyer modéré construisant en vue de la location »* (p. 5455); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de l'article 24 : « L'augmentation du loyer, par application de l'indexation prévue pour le troisième alinéa du précédent article ne pourra être inférieure à celle qui résulterait de l'application de l'indice du coût de la construction »* (p. 5455); *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de l'article 24 à substituer aux mots « juge de l'expropriation » les mots « tribunal de grande instance »* (p. 5455); *règles de procédure* (p. 5455); Art. 24 *bis : Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5455); *concessionnaire, maître de l'ouvrage n'ayant pas à subir le contrôle de la société civile* (p. 5455); Art. 26 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Si la durée du bail est inférieure à 30 ans, l'imposition est due sur une valeur réduite en fonction de la durée du bail dans des conditions qui seront fixées par décret »* (p. 5456); Art. 27 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du troisième paragraphe de cet article : « dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 23 et au troisième alinéa de l'article 24 de la présente loi »* (p. 5456); *son amendement tendant à compléter l'article 27 par un paragraphe 5 : « Les actes de constitution, d'augmentation de capital, de prorogation, dissolution et partage des sociétés civiles, visées à l'article 20 ci-dessus sont enregistrés au droit fixe de 50 francs. Les mêmes actes sont dispensés de la taxe de publicité foncière »* (p. 5456); *son sous-amendement tendant à ajouter, dans l'amendement du Gouvernement, après les mots « de prorogation » les mots « de dissolution »* (p. 5456); Art. 28 : *Son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa de cet article le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale : « En cas d'inobservation des prescriptions du deuxième alinéa de l'article 23 et du troisième alinéa de l'article 24 de la présente loi la société civile est redevable d'une amende fiscale égale à 20 % du prix de cession des immeubles »* (p. 5457); Art. 30 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Un règlement d'administration publique déterminera en temps que de besoin les conditions et modalités d'application de la présente loi dans un délai de six mois après sa promulgation »* (p. 5457);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, Art. 66 : *Harmoniser les majorations des rentes tant du secteur public que du secteur privé* [9 novembre 1964] (p. 5205);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, en qualité de *Rapporteur : Dix-huitième et dernier article de cette proposition étant soumis au suffrage de l'Assemblée; assurer aux locataires une stabilité en fixant à neuf ans minimum la durée du bail commercial; remédier aux disparités constatées entre des loyers de locaux équivalents; desserrer l'étreinte des clauses de certains baux interdisant aux locataires commerçants, industriels ou artisans une adaptation opportune à l'évolution économique; esprit de conciliation; portée de ce texte; estimer valides les demandes de revision antérieurement formées; délai de trois ans* [29 avril 1965] (p. 972, 973);

— du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des

infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963, en qualité de *Rapporteur: Atteinte à la réglementation des prix, aux règles du ravitaillement, à la libre concurrence, à la protection de l'économie du pays et à celle du consommateur constituant des infractions à la législation économique; réglementation des marchés arrêtée à Bruxelles dans le cadre du Marché commun; lois de Vichy du 21 octobre 1940 et du 31 décembre 1942; ordonnance du 30 juin 1945; loi du 28 novembre 1955; modifications de certaines règles de procédure; alléger les peines encourues par les délinquants en proportion de la gravité des faits à réprimer* [10 juin 1965] (p. 1981, 1982); Art. 1er : *Son amendement tendant au début du texte modificatif proposé pour le deuxième alinéa (1°) de l'article 6 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 à substituer aux mots « par les agents du service des enquêtes économiques » les mots « par les agents de la direction générale du commerce intérieur et des prix »* (p. 1984); *direction du commerce intérieur et des prix remplaçant l'ancienne direction des enquêtes économiques* (p. 1984); *son amendement, tendant après les mots « instruments de mesure » à supprimer la fin du texte modificatif proposé pour le deuxième alinéa (1°) de l'article 6 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945* (p. 1984); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour le deuxième alinéa de l'article 15 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 à substituer aux mots « les agents du service des enquêtes économiques » les mots « les agents de la direction générale du commerce intérieur et des prix »* (p. 1989); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Possibilité, pour le directeur général et les directeurs départementaux du commerce intérieur et des prix de donner mandat à des experts de procéder à l'examen des documents visés au premier alinéa de l'article 15)* (p. 1984, 1985); *rendre contradictoire l'expertise visée à l'article 17 de l'ordonnance du 30 juin 1945* (p. 1985); Art. 3 : *Revenir sur la réforme opérée par la loi du 28 novembre 1955 et rétablir le Parquet dans ses prérogatives antérieures; intérêt des délinquants* (p. 1985); *son amendement tendant à rédiger comme suit le texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 19 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945: « Sous réserve des dispositions prévues à l'article 20, les procès-verbaux dressés en application de l'article 6 sont transmis au procureur de la République par le directeur départemental du commerce intérieur et des prix qui lui fait connaître les conclusions de l'administration quant à la suite transactionnelle ou judiciaire à donner »* (p. 1985); *ses observations sur une procédure de conciliation professionnelle* (p. 1986); Art. 4 : *Ses observations sur la procédure de flagrant délit en matière de publicité des prix* (p. 1986); *son amendement tendant, dans la première phrase du texte modificatif proposé pour l'article 20 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945, à substituer au chiffre « 395 » le chiffre « 393 »* (p. 1986); *son amendement tendant dans la deuxième phrase du texte modificatif proposé pour l'article 20 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 à substituer aux mots « le directeur départemental des enquêtes économiques » les mots « le directeur départemental du commerce intérieur et des prix »* (p. 1986); Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article: « L'article 23 de l'ordonnance précitée n° 45-1484 du 30 juin 1945 est rétabli dans la rédaction suivante »* (p. 1986); *son amendement, tendant, dans le texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945, à substituer aux mots « le directeur départemental des enquêtes économiques » les mots « le directeur départemental du commerce intérieur et des prix »* (p. 1986); *son amendement tendant, dans l'article 6, à compléter le texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 par un second alinéa (Procureur de la République ayant constaté l'existence d'une pluralité de délinquants ou admis la connexité entre plusieurs délits)* (p. 1986, 1987); *confier au procureur de la République l'appréciation de la connexité des délits et de l'opportunité d'éviter des divergences dans la répression et les sanctions* (p. 1987); Art. 3 *(suite): Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour le second alinéa de l'article 19 de l'ordonnance du 30 juin 1945 (Transaction envisagée pouvant être proposée au délinquant)* (p. 1987); Art. 5 *(suite): Son amendement tendant au début du texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 22 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945, à substituer aux mots « l'administration des enquêtes économiques peut accorder » les mots « sauf en ce qui concerne les infractions prévues à l'article 4, l'adminis-*

tration du commerce intérieur et des prix peut proposer... » (p. 1988); *problème de la communication des documents nécessaires* (p. 1988); *ses observations sur l'amendement de M. Barbet; procédure prévue à l'article 3; rôle du procureur de la République* (p. 1988); *son amendement tendant à compléter l'article 5 par le nouveau paragraphe suivant:* « *II. — Le sixième alinéa de l'article 22 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 est complété par la phrase suivante:* « *En cas de délits connexes ou de pluralité de délinquants, ce délai est porté à un mois* » (p. 1988); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte modificatif proposé pour l'article 39 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 (infractions)* (p. 1988, 1989); *faire une discrimination parmi les infractions; infractions aux règles de la facturation; infractions relatives à l'affichage ou au marquage des prix* (p. 1989); *Commission ayant rejeté le sous-amendement de M. Valentin* (p. 1989); avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant avant cet article à insérer le nouvel article suivant:* « *L'article premier de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 est complété par un paragraphe 5 ainsi conçu:* « *Les infractions aux règles de la facturation prévues aux articles 46 à 48 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relatives aux prix* » (p. 1989); *nomenclature des infractions visées par l'ensemble du texte* (p. 1990); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 40 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 à substituer aux mots* « *un million de francs* » *les mots* « *200.000 francs* » (p. 1990); *modification des pénalités* (p. 1990); *infraction relative à la limitation des ventes, aux conditions de mise en vente et aux ventes à crédit* (p. 1990); *opposition de la Commission à l'amendement de M. Barbet* (p. 1990); avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant avant l'article premier à insérer le nouvel article suivant:* « *Dans le premier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945, le mot* « *réglementation* » *est remplacé par le mot* « *législation* » (p. 1990); Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 41 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945, à substituer aux mots* « *de deux mois à cinq ans* » *les mots* « *de quatre mois à quatre ans* » (p. 1991); *son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 41 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 à substituer aux mots* « *de 600 francs à deux millions de francs* » *les mots* « *de 120 francs à 400.000 francs* » (p. 1991); Art. 10 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 42 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945:* « *Les infractions prévues à l'article 4 sont punies d'une peine d'emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 200 francs à 10.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement* » (p. 1991); *infractions pour refus de communication ou dissimulation de documents* (p. 1991); après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer après cet article le nouvel article suivant:* « *Le quatrième alinéa de l'article 47 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 est abrogé* » (p. 1991); *problème de la confiscation des biens du condamné* (p. 1991); Art. 11 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article:* « *Le premier alinéa de l'article 48 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 est abrogé* » (p. 1991); *ses observations sur la possibilité pour le tribunal de décerner un mandat de dépôt ou un mandat d'arrêt* (p. 1991); Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe premier de cet article, à substituer aux mots* « *le directeur général des prix et des enquêtes économiques* » *les mots* « *directeur général du commerce intérieur et des prix* » (p. 1991); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa du paragraphe premier de ce même article, à substituer aux mots* « *services des enquêtes économiques* » *les mots* « *administration du commerce intérieur et des prix* » (p. 1992); *son amendement tendant à la fin du cinquième alinéa du paragraphe premier de l'article 12 à substituer aux mots* « *directeur des enquêtes économiques* » *les mots* « *directeur départemental du commerce intérieur et des prix* » (p. 1992); *son amendement tendant à substituer, dans le paragraphe 2 de l'article 12, aux mots* « *au moins le grade de commissaire des enquêtes économiques* » *et* « *fonctionnaires des affaires économiques ayant au moins le grade de commissaire* » *les mots* « *au moins le grade de commissaire des services extérieurs de la direction générale du commerce intérieur et des prix* » *et* « *fonctionnaires des services extérieurs de la direction générale du commerce intérieur et des prix ayant au moins le grade de commissaire* » (p. 1992); après l'Art. 12 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article:* « *L'article 49*

de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix est modifié comme suit : « Les infractions aux dispositions des articles 46 à 48 ci-dessus sont constatées, poursuivies et réprimées dans les conditions de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique » (p. 1992); Titre : *Son amendement tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « ainsi que l'article 49 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix »* (p. 1992);

— du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, en qualité de *Rapporteur : Historique du texte; menace de fonctionnarisation existant depuis 1961; respect pour la fixation de l'indemnité d'acquisition forcée au profit de l'Etat, des coefficients appliqués pour déterminer la valeur du droit de présentation; garanties d'avenir dans le nouveau corps des secrétaires-greffiers en chef et des secrétaires-greffiers des cours et tribunaux par fixation du statut qui leur serait appliqué; fixation des mesures transitoires étalées dans le temps pour ne pas bouleverser brutalement la situation des titulaires de charges; ouverture d'un accès spécial à la magistrature et aux autres professions judiciaires en faveur des greffiers titulaires de charges qui le solliciteraient; respect des intérêts légitimes; bon fonctionnement de la justice; garanties minimales; durée de 15 ans pour la période transitoire; modalités d'intégration* [30 juin 1965] (p. 2775, 2776); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement, après les mots « jusqu'au paiement » à rédiger comme suit la fin de cet alinéa : « de l'indemnité dans les conditions déterminées comme suit »* (p. 2784); *son sous-amendement tendant, dans les cinquième et sixième alinéas du texte proposé par l'amendement du Gouvernement à substituer au mot « espèces » le mot « numéraire »* (p. 2784); *problème de la présentation du successeur; principe de l'indemnisation; greffiers de Cour d'appel; composition des Commissions appelées à fixer le montant des indemnités* (p. 2784, 2785); *indemnité de remploi; facilités d'ordre fiscal; reconversion d'activité* (p. 2786); *son amendement tendant, dans la première phrase du quatrième alinéa de l'article 2 à supprimer les mots « des trois premiers alinéas »* (p. 2787); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article à remplacer les mots « à compter de cette date » par les mots « dans les conditions ci-dessus »* (p. 2787); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « dix années » les mots « quinze années »* (p. 2787); *mesures transitoires; garantir les émoluments et les redevances à percevoir au cours de la période transitoire* (p. 2787); *son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer au chiffre « 70 » le chiffre « 75 »* (p. 2788); *son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, les dispositions de l'article 5 du décret n° 58-1282 du 22 décembre 1958 portant application de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 prévoyant le maintien en fonction de certains greffiers resteront en vigueur »* (p. 2788); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les dispositions suivantes : « ... lesquelles ne pourront en aucun cas être inférieures aux taux de celles allouées aux greffes en vertu des divers tarifs en vigueur à la date de la promulgation de la présente loi. Ils continueront de bénéficier également des indemnités de fonction qui leur sont allouées »* (p. 2788); *problème des redevances et des émoluments* (p. 2789); *garantie de revenu* (p. 2789); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article 3 après les mots « prévue à l'alinéa premier » à insérer les mots « ou pourront se prévaloir des dispositions de l'alinéa 2 »* (p. 2789); *problème de l'indemnisation et de la fonctionnarisation; ses observations sur les retraites* (p. 2789, 2790); *principe de l'intégration et du recrutement comme agent contractuel ou auxiliaire du personnel employé dans les greffes* (p. 2790); *modalités des régimes de retraite* (p. 2790); *son amendement tendant à insérer après l'article 3 un nouvel article (Possibilité d'accéder aux fonctions d'avocat au Conseil d'Etat, à la Cour de cassation, d'avocat, de notaire, d'avoué, de commissaire priseur, d'agréé, de syndic-administrateur judiciaire, de greffier de tribunal de commerce et d'huissier de justice)* (p. 2790); *son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant après l'article 3 : « Un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions dans lesquelles les emplois de fonctionnaires agréés par l'article premier*

ci-dessus pourront être confiés aux anciens greffiers et greffiers en chef de la France d'outre-mer » (p. 2790, 2791); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Un décret en Conseil d'Etat déterminera les modalités d'application de la présente loi ainsi que les mesures transitoires nécessaires à son exécution* » (p. 2791); Art. 5 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2791) ; *retrait de cet amendement* (p. 2791); *son amendement tendant à compléter l'article 5 par les mots suivants : « sans que cette date puisse être postérieure au 1er janvier 1967* » (p. 2791) ; En deuxième lecture : *Fonctionnarisation des greffes des juridictions civiles et pénales ; garanties de reclassement; calcul des indemnités; cas des employés des greffes non fonctionnaires; problème du rajustement des tarifs; cas des greffiers en chef mixtes ayant compétence civile et commerciale; différence de traitement entre les greffiers en chef de la France d'outre-mer non reclassés et les anciens greffiers en chef de la métropole* [9 novembre 1965] (p. 4589); Art. 2 : *Son amendement tendant dans le troisième alinéa de cet article à supprimer la dernière phrase* (p. 4590); *son amendement tendant dans le quatrième alinéa de l'article 2 à substituer au mot « déclarés » le mot « retenus »* (p. 4590); *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Dans le cas où le greffier se trouve par suite de maladie dans l'impossibilité d'exercer sa profession, le salaire de l'employé qu'il a dû prendre pour le remplacer dans ses fonctions ne sera pas déduit pour le calcul du produit demi-net* » (p. 4590); *son amendement tendant après le quatrième alinéa de l'article 2 à insérer des nouveaux alinéas (Calcul de l'indemnité)* (p. 4590); *situation dans laquelle se trouvent les greffiers qui, étant titulaires d'un greffe à titre permanent, se voient rattacher des greffes supprimés; obligation d'engager du personnel* (p. 4590, 4591); *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de l'article 2 à ajouter un « s » au mot « précédée »* (p. 4591); *son amendement tendant au début du sixième alinéa de l'article 2 après les mots « le greffier » à insérer les mots « s'il en exprime l'intention »* (p. 4591); *ouvrir au greffier titulaire de charge une faculté* (p. 4591); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du huitième alinéa de l'article 2 (Paiement de l'indemnité)* (p. 4591); *cas où les greffiers ne sont pas intégrés dans la fonction publique* (p. 4591); *ses observations sur les paroles de M. Foyer* (p. 4592); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter la dernière phrase du premier alinéa de cet article par les mots suivants : « Sous réserve de l'application des dispositions du sixième alinéa de l'article 2* » (p. 4593); *poursuivre l'exercice de leurs fonctions en qualité d'officier public au-delà de l'âge de 70 ans* (p. 4593); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 3 par de nouvelles dispositions (Refus du rattachement des greffes)* (p. 4593); *fonctionnement provisoire des greffes appelés à être supprimés* (p. 4593); Art. 3 *bis : Son amendement tendant à faire précéder le premier alinéa de cet article par les mots : « Sans préjudice de l'application des dispositions réglementant l'accès à la magistrature* » (p. 4594); *différentes options offertes aux greffiers* (p. 4594); *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer le mot « intégrés »* (p. 4594); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 4594); *son amendement tendant au début du troisième alinéa de l'article 3* bis *à substituer aux mots « ... soit, s'ils ne remplissent pas ces conditions dans le nouveau corps des secrétaires greffiers en chef des cours et tribunaux » les mots « ... soit intégrés dans les corps des fonctionnaires des services judiciaires »* (p. 4594); *son amendement tendant dans le quatrième alinéa de cet article à substituer aux mots « dudit ministère » les mots « du Ministère de la Justice »* (p. 4594); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier alinéa de cet article (Employés des greffiers titulaires de charge)* (p. 4594); *délai pour permettre la fonctionnarisation des employés de greffes* (p. 4596); Art. 4 *bis : Montant de l'indemnité* (p. 4597); *ses observations sur l'amendement de M. Laurin* (p. 4597); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement à rédiger comme suit le deuxième alinéa : « Lorsque la cessation de l'exercice de la profession a lieu en application de la présente loi, le paiement de la taxe spéciale sur les plus-values de cession peut être opéré par le moyen des bons du Trésor remis à titre de paiement de l'indemnité de rachat* » (p. 4598); *proportion entre la part payée en numéraire et la part payée en bons du Trésor* (p. 4598); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de pro-

poser un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales, en qualité de *Rapporteur: Rapport commun établi par M. Jozeau-Marigné; projet pouvant ouvrir largement l'accès à la magistrature* [18 novembre 1965] (p. 4759); *reclassement des employés des greffiers titulaires de charge; cas des agents contractuels* (p. 4759, 4760);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à relever de la forclusion les preneurs de baux ruraux qui ont saisi les tribunaux paritaires cantonaux dans les délais institués par l'article 841 du Code rural, en qualité de *Rapporteur pour avis: Motifs de forclusion; tentative de conciliation devant le tribunal paritaire; ses observations sur le deuxième alinéa de l'article 14 du décret du 22 décembre 1958* [16 novembre 1965] (p. 4656, 4657);

— du projet de loi portant réforme de l'adoption, Art. 350 du Code civil : *Son sous-amendement à l'amendement de Mme Launay tendant à substituer aux mots « écrit adressé aux parents » les mots « délivré par acte extrajudiciaire »* [17 novembre 1965] (p. 4700);

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. de Grailly tendant à compléter l'article 401 du Code pénal en matière de filouterie de carburants et de lubrifiants, en qualité de *Rapporteur: Pratique délictueuse qui consiste pour un automobiliste à faire remplir le réservoir de son véhicule de carburant et de lubrifiant et à partir sans payer le garagiste ou le pompiste; proportionner la sanction à la nature du délit; définition de la filouterie; problème de la « grivèlerie »* [3 mai 1966] (p. 1067); Art. 1er : *Ses observations sur la suggestion faite par M. Foyer* (p. 1067);

— du projet de loi relatif aux sociétés civiles professionnelles : *Organisation judiciaire; regroupement des auxiliaires de la justice; constitution de sociétés professionnelles ou pluriprofessionnelles; nécessité de faciliter la spécialisation des membres d'une profession et l'accès des jeunes à ces professions; association de personnes morales* [24 mai 1966] (p. 1426, 1427); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Lavigne, après les mots « personnes physiques » à insérer les mots « ou morales »* (p. 1431); *permettre aux sociétés constituées entre membres de la même profession de se grouper entre sociétés interprofessionnelles sans qu'il soit nécessaire de les dissoudre* (p. 1431);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième et troisième phrase du cinquième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Edgar Faure pour l'article 850 du Code rural (Possibilités données au bailleur)* [3 juin 1966] (p. 1702); *échange entre le preneur et le bailleur; travaux possibles d'effectuer sans autorisation du bailleur* (p. 1702) *ses observations sur les amendements à l'article 6* (p. 1705);

— du projet de loi relatif à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 1er : *Cas des artisans ruraux; mutualité sociale agricole; cas des retraités* [9 juin 1966] (p. 1851);

— du projet de loi tendant à simplifier le paiement de l'amende forfaitaire, Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant: « Les dispositions de la présente loi n'entreront en vigueur qu'après l'entrée en application effective de la loi n° 65-1002 du 30 novembre 1965 portant réforme des greffes, des juridictions civiles et pénales »* [17 juin 1966] (p. 2147);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, JUSTICE : *Fonctionnarisation des greffes; report de la date d'application de la loi du 30 novembre 1965; situation des veuves et des enfants de greffiers décédés; nécessité de lever la forclusion que pourraient encourir certains greffiers en chef et employés de greffe qui atteindraient l'âge de 52 ans entre le 1er janvier et le 1er septembre 1967; rajustement du tarif concernant les greffiers à un taux correspondant à l'augmentation des frais; projet de loi organique ouvrant l'accès à la magistrature aux anciens officiers ministériels; conséquences de la réorganisation judiciaire de la région parisienne; cas du département de l'Eure-et-Loir* [27 octobre 1966] (p. 4008); En seconde délibération, Art. 50 : *Son sous-*

amendement tendant à compléter le texte de l'amendement du Gouvernement par deux nouveaux alinéas (Application de la loi n° 65-1002 du 30 novembre 1965; situation des anciens greffiers titulaires de charge dont la démission a été acceptée avant la date d'entrée en vigueur de ladite loi) [10 novembre 1966] (p. 4530); *problème du versement des avances sur les indemnités dues aux greffiers; fonctionnarisation des greffes* (p. 4530, 4531); *produit des droits de greffe* (p. 4531);

— du projet de loi sur l'élevage : *Organisation de l'élevage; organisme régional de coordination* [22 novembre 1966] (p. 4743); *problème de la régionalisation; amélioration génétique du cheptel; problèmes concernant la culture de l'herbe; rendement des prairies; cas de la région du Perche* (p. 4743, 4744);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Sanson tendant à assimiler au bris de scellés tout détournement d'objets figurant à l'inventaire d'objets mis sous scellés par décision judiciaire, en qualité de *Rapporteur: Possibilité d'assimiler au bris de scellés tout détournement d'objets figurant à l'inventaire d'objets mis sous scellés par décision judiciaire; ses observations sur les articles 400 et 249 du Code pénal* [8 décembre 1966] (p. 5382); Article unique : *Détournements d'objets figurant au procès-verbal dressé à la suite de l'ordonnance du juge* (p. 5382, 5383);

— du projet de loi tendant à accélérer la mise en œuvre des travaux nécessaires à la construction de la première ligne expérimentale de véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains), en qualité de *Rapporteur: Implantation de lignes de transport destinées à des véhicules guidés sur coussins d'air ou aérotrains; intérêt de ce nouveau moyen de transport; amélioration des transports intervilles; tracé des futures lignes d'aérotrain; mise en œuvre des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique; choix de l'implantation de la ligne expérimentale; itinéraire Paris-Orléans; ligne Paris-Chartres-Orléans; ordonnance du 23 octobre 1958* [14 décembre 1966] (p. 5551, 5552); *moyens juridiques nécessaires à la construction des lignes de transport public par aérotrain; garanties des propriétaires de terrains frappés de servitude* (p. 5553) ; Art. 1er et 2 : *Ses amendements tendant dans la première phrase de cet article à substituer aux mots « à la collectivité ou à son concessionnaire » les mots « à la collectivité publique, à l'établissement public ou à leur concessionnaire »* (p. 5553); *son amendement tendant à rédiger ainsi le début de l'article 2 : « Dans cette limite de 20 mètres, la largeur de la servitude... »* (p. 5553); *droit d'accès et de circulation pour le personnel* (p. 5553); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Droits du propriétaire du fonds)* (p. 5553); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « L'établissement des servitudes visées aux articles premier et 2 ouvre droit à indemnité. Les contestations relatives aux indemnités sont jugées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique »* (p. 5553, 5554); Art. 4 : *Son amendement tendant dans la première phrase de cet article à supprimer les mots « pendant un délai d'un an à compter de l'enquête parcellaire »* (p. 5554); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5554); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase de cet article: « Il déterminera notamment les conditions auxquelles devront satisfaire les clôtures qui pourraient être établies, de manière à ne pas entraver l'exercice des servitudes visées aux articles premier et 2 »* (p. 5554); *conditions d'établissement des clôtures* (p. 5554);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 52-132 du 6 février 1952 et à étendre aux sociétés de caution mutuelle des négociants en grains agréés, le bénéfice du privilège institué au profit de l'Office national interprofessionnel des céréales, pour garantir le recouvrement des effets avalisés, en qualité de *Rapporteur: Mobilisation financière des céréales; conditions de l'octroi de l'aval; adhésion à une société de caution mutuelle* [15 décembre 1966] (p. 5608).

HOSTIER (M. Robert), *Député de la Nièvre, 2e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 28).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [12 décembre 1962] (p. 32);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [14 mai 1963] (p. 2906).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Problèmes de l'enseignement technique; insuffisance des locaux et des maîtres; besoins des différentes industries; réglementation des constructions scolaires; report sur les collectivités locales des charges incombant à l'Etat; avantages accordés à l'enseignement technique privé; objectifs d'un véritable enseignement technique* [19 janvier 1963] (p. 1260, 1261).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de l'Education nationale : *Problèmes de l'enseignement technique; véritables objectifs de la réforme proposée; accentuation de l'absence de démocratisation que provoquerait l'adoption de cette réforme; politique du Gouvernement en matière de construction de collèges et de lycées d'enseignement technique; volonté du patronat français de s'assurer une main-d'œuvre à bon marché* [20 juin 1963] (p. 3608, 3609).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Crédits pour les adductions d'eau en 1964; réduction d'importance des travaux engagés; aide du Gouvernement aux collectivités locales* [8 novembre 1963] (p. 6925, 6926);

— du projet de loi relatif au fonds national de l'emploi, Art. 2 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de l'article 2, après les mots « des travailleurs salariés privés d'emploi », à insérer les mots « et des jeunes gens libérés des obligations militaires d'activité »* [28 novembre 1963] (p. 7546) ; *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 2 (Logements décents assurant l'unité des familles réservés à ces travailleurs salariés)* (p. 7547);

— du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de l'article en y introduisant des références au C.A.P., au C.A.P.E.S. et au C.A.P.E.T.* [5 décembre 1963] (p. 7654);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963, EDUCATION NATIONALE : *Crédits de l'éducation nationale; augmentation pour les constructions scolaires; formation des maîtres; revalorisation de la fonction enseignante; problèmes de l'enseignement supérieur et du C.N.R.S.* [10 décembre 1963] (p. 7788, 7789);

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter l'article 3 par un nouvel alinéa « membres du conseil d'administration représentant les auditeurs et téléspectateurs devant être élus au scrutin de liste nationale et à la représentation proportionnelle »* [28 mai 1964] (p. 1476); *représentation des auditeurs et des téléspectateurs* (p. 1476, 1477); Art. 6 : *Son amendement (Nomination par le conseil d'administration du président directeur général)* (p. 1499); *assurer l'unité de direction* (p. 1499);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 4 : *Professeur certifié demandant la prise en compte de la période de préparation à son diplôme; cas d'un jeune homme sortant d'une école technique et se destinant au professorat dans l'enseignement technique* [7 octobre 1964] (p. 2985); Art. L 62 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 62 par un nouvel alinéa : (Prélèvement de la retenue visée aux articles L 60 et L 61 effectué sur les traitements ou soldes ne rémunérant pas des services accomplis susceptibles d'être pris en compte pour la constitution du droit ou pour la liquidation de la pension)* (p. 3030). En deuxième lecture, Art. 12 : *Cas des agents des collèges d'enseignement technique, ex-centres d'apprentissage publics; centres de formation professionnelle créés par le décret du 21 septembre 1939; organisation actuelle des*

collèges d'enseignement technique [14 décembre 1964] (p. 6096, 6097);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'enseignement technique; situation dans la Seine et dans la Nièvre; collèges d'enseignement technique ayant refusé la moitié des élèves qui désiraient y entrer; inadaptation de certaines sections à la réalité professionnelle et sociale; caractère de la sélection; situation sociale des parents travailleurs; conditions de travail déplorables pour les élèves; opposition du groupe communiste* [29 octobre 1964] (p. 4145, 4146); AFFAIRES CULTURELLES : *Budget réduisant de plus en plus les dépenses d'investissements; développement de l'action culturelle; conditions d'existence des travailleurs; ingérence des monopoles capitalistes dans le domaine de la culture; progrès social et développement de la culture lors du Front populaire* [7 novembre 1964] (p. 5000);

— du projet de loi déposé par le Sénat, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives : *Manœuvres de diversion après les résultats des Jeux olympiques de Tokyo; doping ne procurant pas des victoires; consommation des tranquillisants et des stimulants étant très forte aux Etats-Unis; problème des sanctions; nécessité d'éduquer* [15 décembre 1964] (p. 6117, 6118); Art. 3 : *Opposition du groupe communiste lors du vote* (p. 6123); ses explications de vote : *Groupe communiste étant opposé à l'usage des stimulants; abstention dans le vote d'un projet qui se borne à prévoir des sanctions* (p. 6124).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique en matière d'éducation nationale : *Insuffisances de l'enseignement technique; prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans; spécialisation professionnelle; recrutement des établissements techniques; centres d'apprentissage publics* [19 mai 1965] (p. 1438).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Disproportion entre le nombre des campeurs et les places disponibles dans les camps; sondages effectués par Masurel, Camping-Gaz et le Secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports; chiffre moyen de 7 millions de campeurs; accroissement annuel étant estimé à 15 %; situation des terrains de la Côte d'Azur, du Var; aménagement de terrains d'accueil dans les forêts domaniales; Commission « Loisirs de plein air » dirigée par M. Paul-Emile Victor; propositions de cette Commission; aménagement du Tremblay et d'Issy-les-Moulineaux; nécessité de compléter la loi de programme* [2 juin 1965] (p. 1736);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 14 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 par le nouvel alinéa suivant: « Pour certaines professions n'ayant pas de salaire de base (taxis, V.R.P. etc.) les temps prévus aux alinéas précédents seront payés sur la base du taux horaire moyen des salaires bruts versés à l'intéressé pendant les trois derniers mois »* [29 juin 1965] (p. 2739).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative aux écoles nationales d'enseignement professionnel [6 octobre 1965] (p. 3449, 3450).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux contrats d'assurance et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur : *Ses observations sur l'article premier; obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur auprès d'une société d'assurance agréée; proposition de loi du groupe communiste tendant à la nationalisation des sociétés d'assurances privées* [21 juin 1966] (p. 2186);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, Art. 7 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du dernier alinéa de cet article: « Les conventions qui concernent les centres de formation intéressant une ou plusieurs entreprises sont avant leur conclusion soumises à l'approbation du ou des comités d'entreprises intéressés »* [6 octobre 1966] (p. 3180);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Collèges d'enseignement technique; loi de programme sur la formation professionnelle; objectifs du Ve Plan; effectifs des C.E.T.; ses observations sur les maîtres auxiliaires; écoles normales; nécessité de créer des cours de promotion*

pour les maîtres auxiliaires; statut des surveillants généraux [2 novembre 1966] (p. 4131, 4132); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Fonds pour le développement des adductions d'eau; Fonds spécial d'investissement routier; durée de la réalisation des adductions d'eau dans les bourgs non encore desservis; problème de la péréquation nationale du prix de l'eau; insuffisance du taux de prélèvement sur les recettes perçues au titre de la taxe intérieure de consommation frappant les carburants routiers; reconstruction du pont d'Imphy détruit par les Allemands en 1944; aménagement des autoroutes; ses observations sur la nationale 7* [4 novembre 1966] (p. 4249, 4250);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche : *Conditions de discussion du projet de loi; Centre national d'exploitation des océans; rôle du C.N.R.S.; ses observations sur la recherche fondamentale, la recherche appliquée et la recherche de développement; Institut national de valorisation de la recherche; Agence nationale de valorisation de la recherche; collaboration entre l'Etat et les industries nationales; exemple des usines Renault; calcul électronique* [30 novembre 1966] (p. 5082, 5083).

HOUCKE (M. Jules), *Député du Nord, 12e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE - F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Application de la loi concernant les calamités agricoles; cas de la région de Bergues; rôle de la Commission nationale des calamités agricoles; situation des exploitations familiales* [27 octobre 1966] (p. 3960).

HOUEL (M. Marcel), *Député du Rhône, 6e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 8).

S'inscrit au groupe communiste [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755);

— membre de la Commission de la production et des échanges [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 592);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartenant [8 octobre 1965] (p. 3452).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat, Art. 63 : *Son amendement (Formalités à observer pour la garde à vue); véritable signification de la garde à vue* [3 janvier 1963] (p. 231); Art. 77 : *Son amendement (Formalités à observer pour la garde à vue)* (p. 231);

— du projet de loi relatif à la réglementation de la grève dans les services publics : Commission mixte paritaire : *Opposition qui se manifeste dans le pays au présent texte; rejet par le Sénat; développement des grèves; problèmes sociaux qui se poseront à la rentrée; volonté de la classe ouvrière de conserver le droit de grève* [25 juillet 1963] (p. 4536, 4537);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1963 : *Inquiétudes que suscite la prochaine rentrée scolaire, en particulier dans le département du Rhône; situation de ce département dans le domaine de l'enseignement* [26 juillet 1963] (p. 4585, 4586);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964, JUSTICE : *Insuffisance*

des crédits; critiques de la réforme de 1958; promesse faite aux magistrats et aux auxiliaires de justice; démocratisation de la justice; délinquance juvénile; problème de l'amnistie [5 novembre 1963] (p. 6451, 6452); *insuffisance des crédits destinés aux collectivités locales; priorité donnée aux dépenses militaires; diminution des libertés communales* (p. 6477, 6478);

— du projet de loi relatif au Fonds national de l'emploi, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hostier tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 2 (Logements décents assurant l'unité des familles réservés à ces travailleurs salariés)* [28 novembre 1963] (p. 7547);

— du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Barbet tendant, dans le texte proposé pour le premier alinéa de l'article 2, après les mots « de Paris » à insérer les mots « de Lyon »* [21 mai 1964] (p. 1312);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : *Lettre ouverte adressée à M. le Ministre des Postes et Télécommunications par la Fédération C.G.T. des postes et télécommunications; reclassement indiciaire des agents; intégration directe dans le cadre B; pétitions du personnel* [21 octobre 1964] (p. 3535);

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat sur les marques de fabrique et de commerce, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : (Propriété de la marque pouvant être demandée seulement par le créateur véritable de celle-ci; nom du créateur devant obligatoirement figurer le dépôt)* [10 décembre 1964] (p. 6047); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Formalités pour se faire attribuer et reconnaître la propriété de la marque)* (p. 6048); *examen préalable de fonds et d'antériorité* (p. 6048); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 5* (p. 6049) ; *retrait de cet amendement* (p. 6049); Art. 7 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 6049) ; *retrait de cet amendement* (p. 6049) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Effets produits par le dépôt de la marque)* (p. 6049); Art. 10 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 6050); Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Titulaire d'une marque pouvant être déchu de ses droits)* (p. 6050); Art. 12 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 6051); Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « Les étrangers apatrides et les étrangers réfugiés politiques résidant en France bénéficient de la présente loi, de la même manière que les étrangers bénéficiaires de la réciprocité »* (p. 6052); *retrait de son amendement* (p. 6052); Art. 17 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Possibilités données à l'Etat, aux communes et aux établissements publics, aux syndicats, aux unions de syndicats, aux coopératives de production et de consommation et aux coopératives agricoles)* (p. 6052); Art. 22 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots suivants « par le tribunal de commerce de la Seine à la demande de tout intéressé »* (p. 6053); Art. 25 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas d'une contestation relative à la validité de l'antériorité d'une marque)* (p. 6054); *retrait de cet amendement* (p. 6054); Art. 30 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 422-2 du Code pénal par le nouvel alinéa suivant : « 5° Ceux qui priveront ou tenteront de priver de ses droits un créateur de marque ayant qualité de salarié »* (p. 6055); *retrait de son amendement* (p. 6055); Art. 36 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Délivrance d'un avis relatif à l'antériorité des marques)* (p. 6056); ses explications de vote : *Effets de la proposition étant de priver les petits artisans, fabricants et commerçants du bénéfice des marques d'usage; recherche d'antériorité n'étant pas obligatoire ici; abstention du groupe communiste* (p. 6056, 6057);

— de la proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski relative aux marques de fabrique, de commerce ou de service : *Ses observations sur la loi du 31 décembre 1964; obligation de la recherche d'antériorité; ses amendements* [20 mai 1965] (p. 1468, 1469); Article unique : *Son amendement tendant après le texte proposé pour l'article 3, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Art. 8 : le deuxième alinéa de cet article est supprimé »* (p. 1469); *appréciation quant à l'enregistrement ou au non-enregistrement des marques étant donnée au ministre chargé de la propriété industrielle; laisser à l'appréciation*

du tribunal de grande instance une compétence d'ensemble (p. 1469, 1470); *opérations extra-judiciaires* (p. 1470);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le deuxième alinéa du* d) *de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 par le nouvel alinéa suivant: « Lorsque l'entreprise investit des capitaux étrangers, le comité d'entreprise doit en être informé et recevoir communication du compte »* [28 juin 1965] (p. 2710);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, CONSTRUCTION : *Crise du logement; ampleur des besoins; accession à la propriété au titre de la législation H.L.M.; création d'une caisse de prêts pour les organismes d'H.L.M.; primes convertibles; prêts spéciaux; part du secteur social de la construction des H.L.M.; situation des mal-logés et des sans-logis; spéculation sur les terrains; ses observations sur les Z.U.P., les Z.A.D.; problème des acquisitions de terrains; ministre étant ministre des loyers chers; sa préférence de la rentabilité financière à la rentabilité sociale; unité du marché du logement; loyer des H.L.M.; son désir de voir s'instaurer le blocage des loyers à leur niveau actuel; société immobilière de la Caisse des dépôts et consignations; problème consécutif aux expulsions; Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; difficultés rencontrées par les municipalités pour mener à bien leurs opérations de rénovation; cas de l'agglomération lyonnaise; blocage des prix des loyers; prix de location des logements construits avec l'aide de l'Etat après le 1er septembre 1948 ne pouvant excéder de plus de 30 % les prix des loyers H.L.M.; maintien dans les lieux des locataires en hôtel ou en meublé* [22 octobre 1965] (p. 4017 à 4019); INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Crédits concernant les rapatriés; indemnisation des biens perdus; fixation d'un plafond pour l'indemnité due à chaque demandeur* [25 octobre 1965] (p. 4072);

— du projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Infractions commises en relation directe avec les événements d'Algérie; groupe communiste n'étant pas hostile à des mesures d'apaisement; hommage rendu à toutes les victimes de l'O.A.S.; responsabilité des chefs factieux; solution du conflit algérien* [21 avril 1966] (p. 879);

— du projet de loi portant amnistie, Art. 5 : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer les mots « et qui ont obtenu le bénéfice des dispositions de la loi n° 63-1255 du 21 décembre 1963 relative à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement »* [26 avril 1966] (p. 935);

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale : *Quotient démographique national; recensement général de 1962; problème de la sixième circonscription du Rhône; canton de Villeurbanne* [24 juin 1966] (p. 2351, 2352); tableau rectificatif annexé : *son amendement ainsi rédigé: « Rhône. 1° Sixième circonscription: supprimer le mot «Bron»; 2° ajouter la rubrique suivante: « 11e circonscription: canton de Bron »* (p. 2355);

— du projet de loi relatif aux communautés urbaines : *Caractère inacceptable et inopportun du projet de loi; problèmes d'équipement posés par le développement des agglomérations urbaines; coopération entre les collectivités intéressées; situation des métropoles dites d'équilibre; question préalable; nécessité d'une réforme démocratique des finances locales* [7 octobre 1966] (p. 3219); *ses observations sur les paroles de M. Capitant* (p. 3220); *projet de loi tendant à enlever aux élus du suffrage universel leurs pouvoirs; transfert des charges de l'Etat sur les collectivités locales; problèmes financiers; plan du groupement d'urbanisme dans la région lyonnaise; programmes d'équipement; subventions de l'Etat; exemple de la région lyonnaise; nécessité de sauvegarder les structures communales démocratiques* (p. 3228, 3229); Art. 1er : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [11 octobre 1966] (p. 3266); *création d'un nouvel organisme public* (p. 3266); Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article: « Un établissement public administratif, dénommé communauté urbaine peut être créé dans les agglomérations de plus de 100.000 habitants sur la demande... »* (p. 3268); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Impossibilité pour la communauté d'exercer certaines compétences dans le cas où existeraient antérieurement à la création d'une communauté certaine des ententes*

intercommunales, syndicats de communes ou régies) [11 octobre 1966] (p. 3280) ; *solidarité intercommunale* (p. 3280); *rôle des syndicats intercommunaux* (p. 3281); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Dans les domaines autres que ceux visés à l'article 3, la communauté ne pourra exercer sa compétence que pour des problèmes de caractère intercommunal et que si tous les conseils municipaux concernés lui ont donné délégation spéciale »* (p. 3281); Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Administration de la communauté par un conseil élu au suffrage universel et la représentation proportionnelle au scrutin de liste)* (p. 3291); Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3298); *caractère fonctionnel et intercommunal des communautés urbaines* (p. 3298); Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3300); Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3300); Art. 21 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « La communauté urbaine disposera de recettes selon les modalités applicables pour les syndicats de communes »* (p. 3304); Art. 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 3706, 3707, 3708, 3709).

HUNAULT (M. Xavier), *Député de la Loire-Atlantique, 5e circonscription (N. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 décembre 1962] (p. 34), [7 mai 1963] (p. 2775), [9 avril 1964] (p. 698), [7 avril 1965] (p. 634), [6 avril 1966] (p. 592).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1085) modifiant le champ d'application de l'article 37 du Code rural, relatif aux échanges d'immeubles ruraux, **n° 1434** [10 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1805) modifié par le Sénat modifiant le champ d'application de l'article 37 du Code rural relatif aux échanges d'immeubles ruraux, **n° 1861** [27 mai 1966].

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur le projet concernant la réglementation du droit de grève [26 juillet 1963] (p. 4583).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan : *Problème de l'eau; consommation d'eau en France* [24 novembre 1964] (p. 5568);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Peretti tendant à modifier les articles 186 et 187 du Code de l'urbanisme et de l'habitation; 2° de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires, Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Le prix de vente est fixé par l'administration des domaines d'après le prix de revient réel actualisé »* [29 avril 1965] (p. 997);

— du projet de loi modifiant le champ d'application de l'article 37 du Code rural relatif aux échanges d'immeubles ruraux, en qualité de *Rapporteur : Productivité étant un impératif économique; amélioration des structures agricoles* [5 octobre 1965] (p. 3336); Article unique : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 37 du Code rural à supprimer le mot « ... deux »* (p. 3336); *cas de deux immeubles échangés situés dans le même canton* (p. 3336) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966, CONSTRUCTION : *Construction de 400.000 logements; contribution des collectivités locales; logement de certains fonctionnaires, en particulier des enseignants et des gendarmes; situation dans les régions de l'Ouest; réduction sur les crédits destinés aux lotissements défectueux* [22 octobre 1965] (p. 4031, 4032);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant le champ d'application de l'ar-

ticle 37 du Code rural relatif aux échanges d'immeubles ruraux, en qualité de *Rapporteur : Faire bénéficier les échanges réalisés à l'intérieur d'un même canton des avantages juridiques et fiscaux actuellement réservés aux échanges réalisés dans une même commune ou dans des communes limitrophes* [3 juin 1966] (p. 1690) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de Mme Ploux et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs : Art. 3 : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Edgar Faure après les mots « avec demande d'avis de réception » à insérer les mots « ou par acte extrajudiciaire »* [3 juin 1966] (p. 1698) ; *choix des moyens de la notification par le preneur à son propriétaire* (p. 1698) ; après l'Art. 3 : *Charges pesant sur le preneur* (p. 1699) ; Art. 6 : *Son sous-amendement tendant : « I - à compléter la première phrase du cinquième alinéa du texte proposé par l'amendement n° 10 pour l'article 850 du Code rural par les mots « ou par acte extrajudiciaire » ; II - à compléter, en conséquence, la dernière phrase du même alinéa par les mots « ou la signification de l'acte extrajudiciaire »* (p. 1702) ; *son amendement tendant à compléter l'avant-dernière phrase du texte proposé pour l'article 850 du Code rural par les mots « ou par acte extrajudiciaire »* (p. 1705) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1966, Art. 33 : *Suppression de la taxe d'abattage ; redevance d'abattoir ; inspection sanitaire* [1er décembre 1966] (p. 5168, 5169).

I

ICART (M. Ferdinand), *Député des Alpes-Maritimes, 3e circonscription (app. R. I. puis R. I.).*

En remplacement d'Edward Corniglion-Molinier décédé le 9 mai 1963.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [14 mai 1963] (p. 2877).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [15 octobre 1963] (p. 5169).

Cesse d'être apparenté au groupe des Républicains indépendants [7 avril 1965] (p. 634).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [7 avril 1965] (p. 634).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [24 octobre 1963] (p. 5558), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 633), [6 avril 1966] (p. 591);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens leur appartement [8 octobre 1965] (p. 3452).

Est élu président de cette Commission [6 mai 1966] (p. 1150).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (p. 4808);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter l'intégration fiscales des communes fusionnées [29 juin 1966] (p. 2468);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 [15 décembre 1966] (p. 5624).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965 (n° 1087), Annexe n° 1, Affaires culturelles - Cinéma, **n° 1106** [13 octobre 1964].

Sa proposition de loi relative à l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des biens possédés par des Français d'outre-mer, **n° 1414** [2 juin 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577), Annexe n° 1, Affaires culturelles, Cinéma, **n° 1588** [2 octobre 1965].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044) - Annexe n° 1, Affaires culturelles, Cinéma, **n° 2050** [3 octobre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française, Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer à la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 3 de nouvelles dispositions; désignation, parmi les représentants de l'Etat, d'un conseiller d'Etat et d'un conseiller de la Cour de cassation* [28 mai 1964] (p. 1474); *moitié du conseil d'administration devant être composé de membres représentant l'Etat* (p. 1474);

— du projet de loi portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, Art. L 14 : *Principe même de l'écrêtement étant mis en cause par l'amendement; revalorisation de la fonction publique* [7 octobre 1964] (p. 2995);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1965, RAPATRIÉS : *Subventions d'installation; devoir vis-à-vis des rapatriés d'Algérie; leur donner des moyens de se réintégrer; mission accomplie par M. Missoffe; sa compétence et son intelligence; problème de l'indemnisation; solidarité nationale; éventualité de bons d'Etat inaliénables; assouplissement des règles d'attribution; assurer la sécurité des familles* [28 octobre 1964] (p. 4039, 4040); AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur spécial: Modicité des crédits; problème de l'architecture et des monuments; remise en état des monuments; leur conservation; présentation et création des œuvres d'art; modernisation et décentralisation des musées; enseignement de l'art; contacts entre le public et la culture; situation des théâtres; cas des théâtres nationaux; maison de la culture; crise du cinéma; nécessité d'une remise en ordre dans ce domaine* [7 novembre 1964] (p. 4988, 4990);

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation, Art. 18 : *Désignation du concessionnaire; précautions à prendre en l'occurence* [17 novembre 1964] (p. 5431);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1964, Art. 29 : *Situation de l'industrie cinématographique; cette industrie méritant d'être encouragée; son ajustement au droit commun* [8 décembre 1964] (p. 5905, 5906);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures : *Présence d'escadres ou de grands paquebots à proximité des stations balnéaires provoquant la pollution des plages; convention internationale sur la protection des eaux de mer contre leur pollution par les eaux-vannes et usées devant être conclue* [10 décembre 1964] (p. 6035);

— du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, Art. 27 : *Mettre un terme à des abus effectifs; possibilité d'investir à moyen terme pour des éléments normalement amortissables à long terme* [12 mai 1965] (p. 1289);

— du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif : *Valeur éducative du sport; civilisation des loisirs; familles choisissant de plus en plus leur lieu de vacances en fonction de l'équipement sportif; choix des équipements sportifs; leur implantation dans un cadre agréable; avis du comité départemental du tourisme* [2 juin 1965] (p. 1734, 1735); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, après les mots « sont affectés » à insérer les mots « après consultation du comité départemental du tourisme »* (p. 1745);

— du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, Art. 31 : *Apporter une aide complémentaire au cinéma par une légère modification des paliers de recettes mensuelles et des taux maximaux de la taxe spéciale* [25 juin 1965] (p. 2537, 2538); Art. 41 : *Son amendement tendant : I. après le deuxième alinéa du paragraphe premier de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Ces impôts et taxes sont également majorés en ce qui concerne les villes et les départements à prédominance touristique, du produit de la patente des hôtels de classe touriste et de la taxe de séjour ». II. en conséquence, à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant : « Un décret en Conseil d'Etat déterminera les villes et les départements visés au troisième alinéa du paragraphe premier »* (p. 2554); *référence aux activités saisonnières* (p. 2554).

Ses observations sur le vote de M. d'Aillières sur l'article 19 de la première partie de la loi de finances; son abstention volontaire [11 octobre 1965] (p. 3458).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Balance des paiements au titre du tourisme; rôle des comités régionaux, des délégations régionales et des associations départementales; organisation du tourisme; problème des investissements; rétablissement de la détaxe sur l'essence; création d'un Ministère du Tourisme* [11 octobre 1965] (p. 3496, 3497); AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur spécial; contradiction entre une enveloppe financière insuffisante et une certaine difficulté à consommer les crédits accordés; volonté de renouveau; accroissement du niveau de vie; pénurie de personnel; réforme de l'enseignement de l'architecture; décentralisation de cet enseignement; rôle de l'Ecole nationale des beaux-arts; rénovation des méthodes d'enseignement des arts plastiques et de la musique; commencement de la remise en ordre de l'enseignement musical; crédits destinés aux achats d'œuvres d'art et aux allocations de bourses et de secours; création de nouvelles salles d'exposition comme celles du Grand Palais; subvention aux compagnies d'art dramatique; problème du cinéma; sa crise; désaffection progressive du public; baisse du taux de fréquentation des salles; structure de la profession; rôle de distributeurs; problème de l'exploitation; ses observations sur le mécanisme de l'aide automatique ; Centre national du cinéma ; utilité de promouvoir une société coopérative de distribution pour l'étranger; assainissement des rapports entre les producteurs et les distributeurs* [14 octobre 1965] (p. 3642 à 3644);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Equipement urbain; équipements socio-éducatifs cas du département des Alpes-Maritimes; construction de 480.000 logements; réforme des régimes d'expropriation; taxe de régularisation foncière; études techniques municipales; participation des collectivités locales à l'élaboration du Plan; commissions d'expansion régionale* [5 novembre 1965] (p. 4519, 4520).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales : *Objectifs fixés par le Ve plan; problèmes de la construction de logements; taxe communale d'équipement* [17 mai 1966] (p. 1337, 1338).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance nº 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises : *Procédure du vote bloqué; notion de coopération; représentation des cadres au sein des comités; attitude du groupe des républicains indépendants à l'égard du texte* [26 mai 1966] (p. 1522);

— du projet de loi relatif aux entreprises pratiquant le crédit-bail : *Autorisation donnée aux sociétés de leasing d'emprunter deux fois le montant de leurs fonds propres; exemple américain; emprunt à moyen terme des entreprises auprès du crédit national* [17 juin 1966] (p. 2139);

— du projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle : *Principe de l'éducation permanente; développement de l'enseignement technique; réadaptation et mobilité professionnelle des travailleurs; problèmes du recyclage; rôle des centres de formation professionnelle; activité des comités départementaux de l'enseignement technique; mobilité de la profession et de l'emploi; ses observations sur la politique de conventions; problèmes posés par l'agriculture; rôle de la vulgarisation pratiquée par les assistants techniques du commerce et de l'industrie; nécessité de créer de véritables maisons de la promotion supérieure du travail; création d'une fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises; création d'instituts d'administration d'entreprise* [5 octobre 1966] (p. 3149 à 3151);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, INTÉRIEUR - RAPATRIÉS : *Budget des rapatriés; problème social; cas des personnes âgées ou d'un « certain âge »; ses observations sur l'allocation loyer; annulation de certaines demandes de prêts ou de capitaux de reconversion; situation de l'emploi; politique de reclassement; revalorisation de diverses prestations en fonction de l'évolution réelle du coût de la vie; sentiment de frustration des rapatriés* [24 octobre 1966] (p. 3778, 3779); AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur spécial: Augmentation des dépenses de fonctionnement; insuffisance de l'infrastructure administrative de ce département ministériel; autorisations de programme; travaux de restauration et de rénovation du domaine de Versailles; entretien des monuments historiques; réforme des règles régissant les professions de l'architecture; réorganisation du conseil général des bâtiments de France; réforme de l'enseignement*

de l'architecture; Ecole nationale d'architecture; aménagement des Petites Ecuries de Versailles en Ecole nationale d'architecture; conservation des œuvres d'art; infrastructure administrative des fouilles; développement de l'aide aux artistes; ses observations sur la manufacture de Sèvres et celle des Gobelins; acquisitions d'œuvres d'art; problèmes de la musique; rôle de la Commission nationale de la musique; maisons de la culture; Centre national du cinéma; Fonds de soutien de l'industrie cinématographique [27 octobre 1966] (p. 3970 à 3972); *son amendement tendant à réduire de 500.000 francs le montant du crédit inscrit à ce titre* (p. 3990); *bureau de la création architecturale* (p. 3990); *son amendement tendant à réduire de 2.500.000 francs le montant du crédit inscrit au titre III de l'état B* (p. 3990);

— du projet de loi portant création d'organismes de recherche, Art. 2 : *Missions de l'agence nationale; dévalorisation de la recherche* [30 novembre 1966] (p. 5108);

— du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 (Recouvrement de la créance née au profit de l'Etat; possibilité donnée au propriétaire d'échelonner ce remboursement jusqu'à la vingtième année suivant la réception définitive des travaux)* [8 décembre 1966] (p. 5376); *possibilité de laisser au Ministre le pouvoir de juger la faculté contributive de tel ou tel propriétaire* (p. 5376).

Son rappel au Règlement [21 décembre 1966] (p. 5734).

IHUEL (M. Paul), *Député du Morbihan, 6e circonscription (C.D.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [6 décembre 1962] (p. 7).

S'inscrit au groupe du Centre démocratique [11 décembre 1962] (p. 27).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 décembre 1962] (p. 32), [3 mai 1963] (p. 2755), [8 avril 1964] (p. 652), [7 avril 1965] (p. 632), [6 avril 1966] (p. 591).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'aménagement du territoire : *Précisions sur les objectifs et les moyens utilisés; opinion de M. Delouvrier sur le nombre prochain de parisiens; régularisation de la croissance de la capitale; extension des déserts entre des agglomérations surpeuplées; mettre fin rapidement aux disparités entre régions, particulièrement les pays de l'Ouest; méthodes employées; intérêt national* [26 novembre 1963] (p. 7432 à 7434).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan, Article unique : *Apaisements donnés par le Premier Ministre quant aux investissements à effectuer dans l'Ouest* [26 novembre 1964] (p. 5671);

— du projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social : *Cas de la région de l'Ouest; son retard de croissance; projet de loi de programme d'investissements publics; disparités régionales; triangle Melun-Meaux-Le Havre; ses observations sur Rennes; situation de l'agriculture; cas des forges d'Hennebont; nécessité de désenclaver la région bretonne; création de zones spéciales d'action rurale* [5 novembre 1965] (p. 4537, 4538);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EDUCATION NATIONALE : *Problème des cantines scolaires; ramassage scolaire* [3 novembre 1966] (p. 4168); EQUIPEMENT. — II.— TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Ses observations sur les lignes Carhaix-Rosporden et Guingamp-Carhaix* [8 novembre 1966] (p. 4387);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture : *Ses observations sur les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture; problème du financement; assurance complémentaire* [23 novembre 1966] (p. 4771).

ITHURBIDE (M. Jean), *Député de la Seine, 47e circonscription (U.N.R.-U.D.T.).*

En remplacement, le 9 février 1966, de M. Roland Nungesser, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 avril 1966] (p. 518).

S'inscrit au groupe d'Union pour la nouvelle République, Union démocratique du travail [2 avril 1966] (p. 523), [*J. O.* du 17 février 1966].

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1966] (p. 592);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie [18 mai 1966] (p. 1396);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [1er juin 1966] (p. 1628);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les sociétés commerciales [24 juin 1966] (p. 2365);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité [9 décembre 1966] (p. 5444).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1731 relatif à l'emploi de procédés non manuscrits pour apposer certaines signatures sur les effets de commerce et les chèques, **n° 1807** [5 mai 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi n° 1854, modifiant la loi n° 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », **n° 1907** [9 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1971, modifié par le Sénat, modifiant la loi n° 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », **n° 1981** [25 juin 1966].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 2213 relatif à la publicité du privilège du Trésor en matière fiscale, **n° 2250** [13 décembre 1966].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'emploi de procédés, non manuscrits pour apposer certaines signatures sur les effets de commerce et les chèques, en qualité de *Rapporteur : Signature des effets de commerce et des chèques ; ses observations sur l'article 110-8° du Code de commerce ; rythme de la vie des affaires ; signature par griffe ; notion de signature ; autoriser certaines signatures par des procédés non manuscrits ; sanctionner l'utilisation frauduleuse en ce qui concerne les procédés non manuscrits ; modification du Code de commerce et du Code pénal* [11 mai 1966] (p. 1215);

— du projet de loi modifiant la loi n° 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles », en qualité de *Rapporteur : Bidonville de Champigny ; ordonnance du 1er février 1961 ; intervention du Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers ; rôle de la société nationale de construction pour les travailleurs*

« *Sonacotra* » ; *programme triennal de 15.000 logements supplémentaires destinés à faciliter la résorption des bidonvilles ; normes applicables aux foyers de travailleurs célibataires ; extension de la procédure d'expropriation aux terrains voisins des bidonvilles dont l'utilisation est nécessaire à la réalisation d'opérations d'aménagement ; édification de logements provisoires* [14 juin 1966] (p. 2005, 2006) ; En seconde délibération, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase de l'amendement du Gouvernement : « Les règles prévues aux articles 2 et suivants de l'ordonnance n° 61-106 du 1er février 1961 seront applicables »* (p. 2015) ; En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Utilisation des terrains expropriés en vue de l'édification de logements provisoires* [27 juin 1966] (p. 2401) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article premier-I de la loi du 14 décembre 1964, à substituer aux mots « et sans que le délai puisse excéder la durée d'application de la présente loi » les mots « et sans que le délai puisse en tout état de cause excéder huit ans »* (p. 2402) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, EQUIPEMENT. — III. — LOGEMENT : *Rythme de la construction ; disparition des bidonvilles ; cas de Champigny ; bidonville de Bry-sur-Marne ; pouvoirs des maires* [9 novembre 1966] (p. 4433) ;

— du projet de loi relatif à la publicité du privilège du Trésor en matière fiscale, en qualité de *Rapporteur : Rôle de la Commission administrative chargée d'examiner la situation des débiteurs retardataires du Trésor et de la Sécurité sociale ; problème des délais de paiement supplémentaires ; frais d'inscription ; prescription des inscriptions* [14 décembre 1966] (p. 5500, 5501) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 5502) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Si le paiement par le subrogé a lieu sans émission de titre exécutoire prévu à l'article 3 ci-dessus, l'inscription ne peut être requise que six mois au moins après le paiement »* (p. 5502) ; *situation du commissionnaire en douane* (p. 5502) ; Art. 8 : *Son amendement tendant dans cet article à substituer aux mots « cinq ans » les mots « quatre ans »* (p. 5502) ; *problème du délai de prescription* (p. 5502, 5503) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomasini visant à modifier l'article premier du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur ce texte* [14 décembre 1966] (p. 5504) ; Art. 1601-3 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer le mot « définitive »* (p. 5540) ; *son amendement tendant à compléter l'intitulé du chapitre 3-1 par les mots « ou en cours de construction »* (p. 5540) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 1642-1 du Code civil à supprimer le mot « définitive »* (p. 5540) ; Art. 3 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 1646-1 du Code civil après les mots : « D'un immeuble à construire » à insérer les mots « ou en cours de construction »* (p. 5541) ; *son amendement tendant dans les premier et deuxième alinéas du texte proposé pour l'article 1646-1 du Code civil à supprimer le mot « définitive »* (p. 5541) ; *son amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1646-1 du Code civil après le mot « entrepreneurs » à ajouter les mots « et autres techniciens », et en conséquence, après le mot « architectes » à supprimer la conjonction « et »* (p. 5542) ; *retrait de son amendement* (p. 5542) ; *son amendement tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1646-1 du Code civil à remplacer les mots « pendant un an » par les mots « pendant deux ans »* (p. 5542) ; Art. 2270 du Code civil : *Son amendement tendant à la fin du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « un an » les mots « deux ans »* (p. 5544) ; après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les dispositions des articles 1642-1 et 1646-1 du Code civil sont applicables à la vente de tous les locaux compris dans un même immeuble, dès lors que l'un au moins de ces locaux fait l'objet d'une vente régie par les dispositions des articles 1601-2 ou 1601-3 dudit code »* (p. 5544) ; Art. 6 : *Son amendement tendant après les mots « fondations de l'immeuble » à supprimer la fin du premier alinéa de cet article* (p. 5544) ; *obtention d'un prêt du Crédit foncier et du Comptoir des entrepreneurs* (p. 5544) ; *son amen-*

dement tendant à supprimer dans le quatrième alinéa (b) *les mots « et s'il y a lieu les conditions de revision de ce prix »* (p. 5545); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du sixième alinéa* (d) *de cet article (Garantie de l'achèvement de l'immeuble ou du remboursement des versements effectués en cas de résolution du contrat avant cet achèvement)* (p. 5546); *son amendement tendant après le sixième alinéa* (d) *à insérer un nouvel alinéa (Indication du caractère revisable ou non du prix)* (p. 5546); *son amendement tendant dans la dernière phrase de cet article après les mots « par l'acquéreur » à insérer le mot « et »* (p. 5547); Art. 7 : *Son amendement tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article après le mot « peut » à insérer le mot « seulement »* (p. 5547); Art. 10 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : « La vente d'un immeuble à construire ou en cours de construction peut être précédée »* (p. 5548); *son amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa de cet article : « Est nulle toute autre promesse d'achat ou de vente »* (p. 5549); Art. 15 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à remplacer le mot « 3° » par le mot « 6° »* (p. 5551); Art. 16 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à remplacer le mot « s'assurer » par les mots « se garantir elles-mêmes »* (p. 5551); Titre : *Son amendement tendant à compléter le titre de la proposition de loi par les mots suivants : « et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction »* (p. 5551).

Imprimerie de l'Assemblée Nationale